Bibliothèque de l'Évolution de l'Humanité

Marc Ferro

La révolution de 1917



Albin Michel

Première édition (2 vol.) :
© 1967 et 1976 by Éditions Aubier-Montaigne

Édition au format de poche :
© Éditions Albin Michel, S.A., 1997

ISBN : 978-2-226-29677-1



Centre national du livre

DU MÊME AUTEUR

SUR LA SOCIÉTÉ RUSSE ET SOVIÉTIQUE

Des *soviets au communisme bureaucratique.* Paris, Gallimard, coll. *Archives,* 1980.
L'Occident devant la révolution soviétique. Bruxelles, Complexe, 1980 ; traduction brésilienne.
Cinquante idées qui ébranlent le monde. Dictionnaire de la glasnost, collectif, en codirection avec Youri Afanassiev. Paris, Payot, 1989 ; traduction russe : 50/50. Opyt slovarja novogo myslenija.
Nicolas II. Paris, Pavot, 1990 ; réédition : 1991 ; traductions italienne, allemande, anglaise, russe (Éd. Mezdunarodnye otnosenija). Les *origines de la Pérestroïka.* Paris, Ramsay, 1990.
L'État de toutes les Russies, collectif sous la direction de M. Ferro. Paris, La Découverte, 1993.

SUR LE CINÉMA ET LES MÉDIAS

Cinéma et Histoire. Paris, Denoël, 1976 ; réédition entièrement refondue : Gallimard, coll. *Folio,* 1993 ; traductions espagnole, turque, anglaise et italienne.
Analyse de film, analyse de sociétés. Paris, Hachette, 1976.
Film et Histoire. Collectif sous la direction de M. Ferro. Paris, Éd. de l'EHESS, 1985.
Révoltes, révolutions, cinéma. En coll. avec Ch. Delage et B. Fleury-Vilatte. Paris, Éd. du Centre Pompidou, 1989.
L'information en uniforme. Paris, Ramsay, 1991.

SUR LA PHILOSOPHIE ET L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE

Comment on raconte l'histoire aux enfants à travers le monde entier. Paris, Payot, 1983 ; réédition : Gallimard, coll. *Folio,* 1986. Traductions en Italie, en Allemagne, aux Pays-Bas, au Japon, aux États – Unis, en Russie (Éd. Vyssaja Skola), au Mexique, en Grande-Bretagne.
L'Histoire sous surveillance : science et conscience de l'histoire. Paris, Calmann-Lévy, 1985 ; réédition : Gallimard, coll. *Folio,* 1987 ; traductions japonaise et brésilienne.

SUR LA FRANCE ET LE XX^{e} SIÈCLE

La Grande Guerre, 1914–1918. Paris, Gallimard, 1968 ; réédition : coll. *Idées,* 1984 ; traductions en Espagne, Allemagne, Italie, Grèce.
Suez. Bruxelles, Complexe, 1981.
Revivre l'Histoire, en coll. avec Cl. Babin, Éd. Arte/L. Levi, 1995.
Pétain. Paris, Fayard, 1987 ; réédition : 1993, 1994.
Questions sur la Deuxième Guerre mondiale. Paris, Casterman, coll. xx^{e} *siècle,* 1993 ; traduction italienne.
Histoire des colonisations, des conquêtes aux indépendances (xiii^{e} xx^{e} *siècles*). Paris, Le Seuil, 1994. Traductions *in progress* : Grande-Bretagne, États – Unis, Japon, Brésil ; traductions portugaise, anglaise, brésilienne.
L'Internationale, chant de Pottier et Degeyier. Paris, Éd. Nœsis, 1996.
Dix *leçons sur l'Histoire du xx^{e}* siècle, Éd. Vigot, coll. Essentiel, 1997.

« Bibliothèque de l'Évolution de l'Humanité »

À Vonnie

Sommaire

Page de Copyright

PRÉFACE
NOTES

TRANSCRIPTION DES MOTS RUSSES

ABRÉVIATIONS

PREMIÈRE PARTIE - LA CHUTE DU TSARISME
CHAPITRE PREMIER - DE LA GUERRE À LA RÉVOLUTION
1. LES ILLUSIONS DE L'ANNÉE 1914

2. LA DÉCOMPOSITION

3. LA RÉVOLUTION GAGNE LES ESPRITS

CHAPITRE II - LA CHUTE DE L'ANCIEN RÉGIME
1. L'INSURRECTION DE PETROGRAD : LES « CINQ JOURS »

2. L'INITIATIVE

3. LA NUIT DES DÉCISIONS

4. L'INSTAURATION DU DOUBLE POUVOIR

5. L'ABDICATION DES ROMANOV

6. LA RÉVOLUTION SE CONSOLIDE

CHAPITRE III - LES PROJETS DES CLASSES DIRIGEANTES ET DES ORGANISATIONS RÉVOLUTIONNAIRES
1. SENTIMENTS ET PROJETS DE LA GRANDE BOURGEOISIE ET DES CLASSES MOYENNES

2. ARTISTES ET INTELLECTUELS

3. PROGRAMME DES ORGANISATIONS RÉVOLUTIONNAIRES

4. LA QUESTION NATIONALE ET LES PARTIS RÉVOLUTIONNAIRES

CHAPITRE IV - LES « CAHIERS DE LA REVOLUTION RUSSE » OUVRIERS, PAYSANS, SOLDATS
1. LA CLASSE OUVRIÈRE

2. LA PAYSANNERIE

3. LES ASPIRATIONS DES SOLDATS

CHAPITRE V - LES « CAHIERS DE LA RÉVOLUTION RUSSE » LES ASPIRATIONS DES ALLOGÈNES
1. L'ÉTAT RUSSE FACE AUX REVENDICATIONS DES POLONAIS ET DES FINNOIS

2. LA « NATION » JUIVE SE DÉSINTÈGRE

3. PAYS BALTES ET UKRAINE : ENTRE LA NATION ET LA RÉVOLUTION

4. AU CAUCASE, LE SENTIMENT NATIONAL À L'ÉPREUVE DE LA GUERRE ET DE LA RÉVOLUTION

5. LES ALLOGÈNES DE SIBÉRIE ET LES POPULATIONS MUSULMANES

CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE

DEUXIÈME PARTIE - L'ÉCHEC DE LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER
CHAPITRE VI - LE FONCTIONNEMENT ET LES DÉBUTS DU NOUVEAU RÉGIME
1. LES ORGANES ET LE FONCTIONNEMENT DU RÉGIME

2. LES DÉBUTS DU NOUVEAU RÉGIME

CHAPITRE VII - LA CRISE D'AVRIL
1. L'EUROPE ET LA RÉVOLUTION RUSSE

2. LE RETOUR DES GRANDS ÉMIGRÉS

3. LES JOURNÉES D'AVRIL

4. LA CHUTE DE MILJUKOV ET LA FORMATION DU GOUVERNEMENT DE COALITION

CHAPITRE VIII - L'EXPERIENCE DE LA COALITION (MAI-JUIN 1917)
1. LES PARTIS, L'OPINION ET LA COALITION

2. LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LA COALITION

3. L'ACTION DE KERENSKI, MINISTRE DE LA GUERRE

CHAPITRE VIII - L'EXPÉRIENCE DE LA COALITION (suite)
4. DANS LES VILLES : LA GUERRE SOCIALE

5. DANS LES CAMPAGNES : PREMIERS DÉSORDRES

6. LA RÉVOLUTION RUSSE ET LES NATIONALITÉS

CHAPITRE IX - LA RÉVOLUTION CONTINUE…
1. LE DÉSORDRE GAGNE

2. LA CONTRE-RÉVOLUTION LÈVE LA TÊTE

3. LA GRANDE PARADE DE LA DÉMOCRATIE

4. LES MANIFESTATIONS DE JUIN

TROISIÈME PARTIE - DÉCOMPOSITION DU RÉGIME DE FÉVRIER
INTRODUCTION

CHAPITRE X - LA CRISE DU RÉGIME POLITIQUE
1. THÉORIE ET PRATIQUE DU DOUBLE-POUVOIR

2. CATALYSEUR DES CRISES, LE PROBLÈME DE LA GUERRE

3. LES JOURNÉES DE 1917 ET LA FAILLITE DU DOUBLE-POUVOIR

CHAPITRE XI - ÉCHEC DE LA CONTRE-RÉVOLUTION
1. ESQUISSE D'UN MODÈLE RUSSE DE RÉSISTANCE À LA RÉVOLUTION

2. KERENSKI ET LE KERENSKISME

3. KORNILOV. CHRONIQUE D'UN PUTSCH MANQUÉ

4. BILAN DU PUTSCH : LE BOLCHEVISME FAIT SURFACE

CHAPITRE XII - FAILLITE DES INSTITUTIONS ET AUTORITÉS TRADITIONNELLES
1. DISPARITION DES AUTORITÉS CIVILES

2. LA RÉVOLUTION À L'ÉGLISE ET À L'UNIVERSITÉ

3. DISJONCTION DE LA FONCTION PATRIOTIQUE ET DE LA FONCTION RÉPRESSIVE DE L'ARMÉE

4. LES RÉSISTANCES : ORDRE INSTITUTIONNEL ET IDENTITÉ NATIONALE

QUATRIÈME PARTIE - NAISSANCE D'UNE SOCIÉTÉ
CHAPITRE XIII - LES NATIONALITÉS : ÉCLATEMENT, RÉ-UNION, FUSION
1. FÉVRIER-OCTOBRE : RUPTURE ENTRE LES NATIONALITÉS ET LE RÉGIME DE FÉVRIER

2. OCTOBRE : LA PAIX, LA STRATÉGIE RÉVOLUTIONNAIRE, ET LE PROBLÈME NATIONAL

3. INDÉPENDANCE ET INTERNATIONALISME

CHAPITRE XIV - LA RÉVOLUTION AU VILLAGE

1. LIEUX ET MODALITÉS DE LA RÉVOLUTION PAYSANNE L'ISOLEMENT DU VILLAGE RUSSE

2. LES DIFFICULTÉS DE LA RÉVOLUTION PAYSANNE

CHAPITRE XV - LE TRAVAIL CONTRE LE CAPITAL
1. LA RÉVOLUTION À L'USINE

2. LA RÉPONSE DU PATRONAT ET DU GOUVERNEMENT

3. MARASME DE L'ÉCONOMIE

4. DE L'AUTOGESTION À LA NATIONALISATION

CHAPITRE XVI - L'ÉTAT : DES SOVIETS À LA BUREAUCRATIE
1. CONSTITUTION DE L'EMBRYON D'ÉTAT PROLÉTARIEN

2. FORMES DE LA BUREAUCRATISATION ET CONSTITUTION D'UN GROUPE SOCIAL NOUVEAU

3. LES BOLCHEVIKS ET L'AVENIR DE L'ÉTAT

CHAPITRE XVII - LA PRISE DU POUVOIR, OCTOBRE
1. VIOLENCE ET RÉVOLUTION : POURQUOI OCTOBRE ?

2. HISTORIQUE DE L'INSURRECTION D'OCTOBRE

3. DISCUSSION. OCTOBRE : POUVOIR BOLCHEVIK, POUVOIR POPULAIRE

4. LA TERREUR ET LES BOLCHEVIKS

CONCLUSIONS
I. SIGNIFICATION DE L'INSURRECTION D'OCTOBRE

II. OCTOBRE ET LES ORIGINES DU RÉGIME « STALINIEN »

III. LA SOCIÉTÉ NOUVELLE

IV. L’URSS, L’EUROPE : SPÉCIFICITÉ OU SIMILITUDES ?

DOCUMENTS DES PREMIÈRE ET DEUXIÈME PARTIES
1 - K. MARX, F. ENGELS ET LA RÉVOLUTION EN RUSSIE

2 - BAKUNINE ET LE « COMMUNISME » (1867)

3 - PROGRAMME POLITIQUE DU PARTI SOCIAL-DEMOCRATE (1906)

4 - PROGRAMME POLITIQUE DU PARTI SOCIALISTE-RÉVOLUTIONNAIRE (1906)

5 - RAPPORT DE KARL LIEBKNECHT LES HORREURS DES PRISONS RUSSES

6 - PENDANT LA GUERRE : ENTREPRISES TRAVAILLANT POUR LA DÉFENSE

7 - LES OUVRIERS RUSSES ET LA GUERRE

8 - LES SOCIAUX-DEMOCRATES MINORITAIRES ET LA GUERRE L’ORDRE DU JOUR ZALEZSKIJ. – PARIS, PRINTEMPS 1915

9 - LE MANIFESTE DE ZIMMERWALD (7 octobre 1915) PROLÉTAIRES D’EUROPE !

10 - RÉSOLUTIONS VOTÉES À LA CONFÉRENCE DE KIENTHAL (24-30 avril 1916) LE PROLÉTARIAT ET LA PAIX
I

II

III

11 - LA PARABOLE DE MAKLAKOV

12 - LE PROGRAMME DU « BLOC PROGRESSISTE »

13 - MÉMORANDUM STRUVE, SUR LA SITUATION EN RUSSIE

14 - UNE LETTRE D'ALEXANDRA À NICOLAS II

15 - L'APPEL DES IZVESTIJA À LA POPULATION DE PETROGRAD ET DE RUSSIE

16 - LE MANIFESTE BOLCHEVIK DU 27 FÉVRIER 1917

17 - L'ABDICATION DE NICOLAS II

18 - LA PREMIÈRE DÉCLARATION DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE

19 - UN TRACT ANARCHISTE (23 mars 1917)

20 - L'ABOLITION DES DISCRIMINATIONS FONDÉES SUR LA NATIONALITÉ, LA RELIGION ET L'ORIGINE SOCIALE

21 - APPEL DU SOVIET AUX PEUPLES DU MONDE ENTIER

22 - LETTRE D'UN GROUPE DE SOLDATS DU 202e RÉGIMENT DE MONTAGNE

23 - UNE RÉSOLUTION SUR LA QUESTION AGRAIRE

24 - LES ASPIRATIONS DE LA FEMME EN PAYS D'ISLAM RUSSE

25 - ENQUÊTE DE LA SECTION PROVINCIALE DU SOVIET DE MOSCOU ET DU BUREAU RÉGIONAL DES SOVIETS SUR L'ORGANISATION ET L'ACTIVITÉ DES SOVIETS

26 - LA 5e « LETTRE DE LOIN »

27 - LES THÈSES D'AVRIL

28 - FRATERNISATIONS : LA « TOURNÉE » DE FRUNZE (BOLCHEVIK)

29 - LA NOTE MILJUKOV

30 - APPEL DU COMITÉ EXÉCUTIF DU SOVIET DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS À TOUS LES CITOYENS

31 - ARRÊTÉ DU SOVIET DE PETROGRAD DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS

32 - LA DÉCLARATION GOUVERNEMENTALE DU 5 MAI 1917

33 - RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE PAN-RUSSE DES DÉPUTES-PAYSANS SUR LA QUESTION AGRAIRE

34 - PRISONNIERS DE GUERRE ET RÉFUGIÉS EMPLOYÉS DANS LES EXPLOITATIONS PAYSANNES

DISTRIBUTION DES EXPLOITATIONS PAYSANNES EN FONCTION DU POURCENTAGE DE LEURS TERRES ENSEMENCÉES (Dans le gouvernement de Vladimir)

35 - COMPOSITION DE LA DÉLÉGATION À LA PREMIÈRE CONFÉRENCE DE PETROGRAD DES COMITÉS D'USINE

36 - LE PREMIER UNIVERSAL DE LA RADA

37 - UN TRACT DU GROUPE « PLEKHANOV » (juin 1917) PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE RUSSE

DOCUMENTS DES TROISIÈME ET QUATRIÈME PARTIES

1 - N. BUKHARINE : LA GUERRE ET LE SOCIALISME RÉVOLUTIONNAIRE

2 - MESSAGES DE SOLIDARITÉ… ET AUTRES

3 - VOLINE : BOLCHEVIKS ET ANARCHISTES

4 - LÉNINE : ÉLOGE DE TROTSKI

5 - DES PAYSANS RÉPONDENT À UNE ENQUÊTE Province de Rjazan

6 - RÉSOLUTION DE LA COMMISSION DE LA CONFÉRENCE PAN-RUSSE DES COMITÉS D'USINE SUR LA QUESTION DES RELATIONS ENTRE LES COMITÉS D'USINE ET LES SYNDICATS

7 - PROJET D'ÉLARGISSEMENT DE LA GARDE ROUGE Projet adopté à la séance de l'État-Major général de la Garde Rouge par la représentation des quartiers de Petrograd

8 - ENTRETIEN DE L'AUTEUR AVEC KERENSKI

9 - LÉNINE : L'ART DE L'INSURRECTION

10 - LÉNINE : LE SOCIALISME, C'EST LA SUPPRESSION DE TOUTE BUREAUCRATIE

11 - ILYA EHRENBURG : NAISSANCE DU MYTHE

BIBLIOGRAPHIE DES PREMIÈRE ET DEUXIÈME PARTIES

I. – Instruments de travail

II. – Archives, documents, journaux et publications

III. – Témoignages

IV. – Ouvrages généraux

V. – Travaux portant sur les différents aspects de la révolution

BIBLIOGRAPHIE DES TROISIÈME ET QUATRIÈME PARTIES

I. Instruments de travail

II. Fonds d'archives

III. Histoire de la révolution, histoire du bolchevisme

IV. Documents sur la période juillet-octobre

V. Aspects de la révolution

VI. Bilan et interprétation de la révolution d’Octobre

BIBLIOGRAPHIE COMPLÉMENTAIRE

1. Sur les origines de la révolution

2. Sur la révolution de 1917-1921

3. Sur la Révolution de 1917 dans le contexte de l’histoire de la Russie

4. Cycle romanesque

INDEX

PRÉFACE

À LA NOUVELLE ÉDITION

Depuis quatre-vingts ans, pour rendre compte de la révolution de 1917, deux camps s'affrontent.

Soucieux d'affirmer la légitimité du pouvoir bolchevik, les historiens soviétiques ont voulu montrer que chaque stade du développement de la société russe correspond bien au modèle marxiste, que le développement du système capitaliste conduit nécessairement à la banqueroute de tous les régimes, menant à la victoire inéluctable du prolétariat grâce à l'action de son avant-garde, le parti bolchevik. L'historiographie trotskiste a volontiers suivi le même parcours[I].

Dans ces conditions, la Victoire des bolcheviks en octobre 1917 fut logique, scientifiquement prévisible, nécessité historique ; elle fut accomplie à cette date pour autant que le parti suivit les analyses et la ligne de son fondateur. En bonne logique, prouver que Lénine avait eu raison constitua donc une des tâches essentielles de l'historiographie soviétique. Dans sa dernière version officielle, celle de Mine, l'itinéraire de la révolution conduit tout droit à Octobre ; il est ponctué par les activités propres du parti bolchevik, guide des masses finalement ralliées à lui grâce à l'activité de ses héroïques militants[II].

Selon les autres, la révolution d'Octobre fut un coup d'État réussi grâce à la discipline du parti bolchevik (M. Fainsod[III]. Devant le vide créé par la dégénérescence du gouvernement provisoire, où tout groupe organisé pouvait se saisir du pouvoir (L. Schapiro[IV], le mieux constitué, celui de Lénine, a réussi à « prendre le pouvoir au vol » (A. Ulam[V]. Ensuite, grâce à son appareil, le parti l'a gardé pour lui tout seul et pour toujours.

Dans ces conditions, pour ce camp-là, il est clair que la révolution fut une sorte d'accident de l'Histoire, aucunement inévitable. « On juge et beaucoup jugent encore, écrit Robert Daniels, que les Bolcheviks avaient contre eux la paysannerie, les combattants du front, les fonctionnaires, et que, dans les villes, ils n'avaient aucun soutien populaire[VI]. » Auraient-ils eu un tel soutien, estime W. H. Chamberlin, celui-ci aurait eu pour origine non l'adhésion au programme ou aux idées bolcheviks mais le fait que le pays vivait dans des circonstances « anormales », la guerre et la défaite[VII].

Ainsi, selon ces auteurs, ni la « logique de l'Histoire » ni la volonté expresse du peuple russe n'ont à voir avec la révolution d'Octobre ; celle-ci

s’explique par l’habileté des dirigeants bolcheviks, l’incompétence ou la légèreté de leurs adversaires, la fatalité tragique de l’Histoire.

Ce point de vue a largement dominé l’historiographie occidentale. Peu ou prou, on le retrouve chez Heller[VIII], et il sert de point de départ à ceux qui ont réfléchi sur le destin du communisme, tel F. Furet[IX].

Or, aujourd’hui, pour rendre compte de la fin du régime, les mêmes soviétologues retournent entièrement leur argumentaire, et, sans effort apparent, tel Martin Malia, ils expliquent que la chute du régime soviétique était, elle, inéluctable. Le tsarisme était réformable, le communisme ne l’était pas. Car au temps de Nicolas II, la guerre et la défaite avaient été ces « accidents » qui avaient ruiné la politique de réformes – comme si cette « politique de réformes » n’avait pas sécrété aussi bien à la fois et la guerre et la révolution[X]. Illustre initiateur de ce type de raisonnement, A. Gerschenkron avait montré, dès 1947, que le taux de croissance industrielle depuis 1885 avait bondi à un rythme tel, jusqu’en 1913, qu’une simulation démontrait qu’en 1940 le niveau de l’industrie en Russie aurait dépassé les cimes atteintes par l’application des Plans quinquennaux. Admirable construction qui « omettait » seulement de prendre en compte le fait que ce taux de croissance entre 1885 et 1913 n’avait été atteint que pour autant que les ouvriers travaillaient dans des conditions qui, précisément, déclenchèrent la révolution[XI].

C’est une admirable construction que propose également F. Furet, dans *Le Passé d’une illusion,* non point à partir du langage des statistiques mais à partir de celui des idées. Sauf que la société en est absente, la société n’y existe pas. Seuls les dirigeants ont droit à la parole, cette parole seule a droit à interprétation. Dans une histoire qui, en se disant celle d’une idée, n’en présente pas moins des conclusions globales sur les sociétés occidentales, les citoyens, leurs actes et leurs réactions sont hors champ. Autre divergence : F. Furet juge qu’Octobre constitue « une dérive politique de Février », c’est un étrange diagnostic pour un historien… Il est d’autant plus paradoxal que l’auteur est hostile à tout déterminisme mais qu’il retrouve là un jugement émis naguère dans sa *Révolution française*, quand il jugeait qu’avec l’ère jacobine le cours de la révolution avait « dérapé[XII]. ».

Quant à l’œuvre de Soljenitsyne, *La Roue rouge,* elle se présente comme une gigantesque fresque qui, tantôt emprunte son information aux travaux les plus rares – par exemple à Zeman et à Hahlweg, dans *Lénine à Zurich,* – sans jamais les citer –, tantôt puise aux témoignages et aux documents

d’époque avec une grande maîtrise. L’œuvre est romanesque en ce sens que l’auteur prête aux personnages mis en scène à la fois des propos authentiques et d’autres qu’il imagine. Surtout, elle diffère d’un travail d’historien pour autant que les événements de la révolution de février 1917 sont perçus à partir de l’expérience d’un choix d’individus, et d’eux seuls, comme si les actions et projets collectifs n’avaient joué aucun rôle pendant cette révolution, et comme si le passé de la Russie n’intervenait pas comme un élément du processus en cours. La société apparaît ainsi comme une sorte de fourmilière désordonnée, et le déroulement de l’Histoire devient celui d’un réseau d’intrigues particulières sans signification, mais dont l’auteur seul peut conduire le fil[xiii].

On demeure saisi, pourtant, devant le génie d’une œuvre dans laquelle l’auteur peut à la fois s’identifier à Lénine au point de se substituer à lui, en quelque sorte, tout en présentant une fresque qui se veut la mise à mort de toute vision cohérente de l’Histoire et serait ainsi militante à sa manière, bref l’œuvre d’un anti-Lénine.

Notre ouvrage se situe sur un autre terrain que celui du militantisme ou de la légitimité historique ; il ne choisit pas non plus pour référent une certaine idée du socialisme, ou de ses variations, du cours de l’histoire des sociétés ; il prend en compte aussi bien l’activité des soviets que le point de vue et le comportement des ouvriers, soldats et paysans, etc., bref des citoyens eux-mêmes, et pas seulement celui de leurs organisations, ou des partis politiques qui parlent et agissent en leur nom.

Dans l’avant-propos de la première édition de cet ouvrage, en 1967, j’écrivais que « s’il fallait le caractériser, je dirais que j’ai essayé d’y analyser les rapports qu’il pouvait y avoir entre les aspirations qui animaient la société russe en 1917, les programmes des partis politiques qui se disaient ses intercesseurs, les actes de leurs dirigeants ».

Cette étude interférait si étroitement avec la description des événements révolutionnaires qu’il nous avait paru artificiel de l’en isoler. L’analyse des structures sociales ou politiques, l’exposé chronologique des faits formaient un tout.

Encore fallait-il en proposer une mise au point. Or, depuis une dizaine d’années, écrivions-nous en 1967, « la publication d’innombrables volumes de documents d’archives, en URSS notamment, et les tout derniers travaux des historiens soviétiques ou occidentaux, ont renouvelé informations et perspectives, encore nuancées par les témoignages posthumes des

principaux acteurs de la révolution (Ceretelli, Miljukov, etc.). L'accès direct aux fonds d'archives de Moscou, Leningrad, Amsterdam, Paris, etc., ainsi que le dépouillement systématique du fonds russe de la BDCI, si riche en journaux et brochures inédites, nous ont permis, dès cette date, de compléter les informations recueillies dans les publications de documents, dont le contenu variait, comme il est fréquent, suivant les tendances du moment »…

Par conséquent, l'« ouverture » des Archives soviétiques lors de la perestroïka ne saurait modifier cette analyse faite en 1976, date de la première édition, puisque nous avons réussi à consulter tous ces fonds d'archives, même ceux du parti bolchevik, avant que ces archives aient été ouvertes[xiv].

« Désirant, cinquante années après le succès de la révolution d'Octobre, faire le point des connaissances acquises et soucieux de présenter loyalement le dossier des hommes et des faits », disions-nous pour conclure cette introduction, « nous avons été amené par notre documentation même à élargir notre propos. L'existence d'une masse d'informations inédites sur les aspirations des peuples de Russie nous a permis de reconsidérer le comportement des groupes, des classes sociales, des individus, de confronter les vœux de la population aux programmes ou aux actes des organisations et des hommes politiques. Nous nous sommes servi de ces informations comme d'un révélateur, unique, à dire vrai, dans l'Histoire. En effet, les vœux de la nation française s'exprimèrent, certes, en 1789, mais dans le cadre de l'Ancien Régime, avant qu'éclatât et réussît la révolution. En Russie, au contraire, la population fit connaître ses vœux dès que fut apprise la chute de Nicolas II, indépendamment des objectifs des partis politiques, connus depuis longtemps. Douze jours après la chute du tsar, les *Izvestija* avaient déjà reçu plus de dix mille message de cette nature ; on en avait également adressé à Kerenski, au soviet de Moscou, etc. Motions émanant aussi bien d'usines ou de régiments que des serrureries de Tiflis ou des fondés de pouvoir de la banque du Caucase, des employés de maison ou des étudiants en technologie. À cette date où ni les partis politiques ni les syndicats n'avaient encore réuni leurs assises, où les organisations, démantelées par la police, n'étaient pas encore à même de diffuser leurs mots d'ordre, la spontanéité ne fait aucun doute. Pour s'en convaincre,

citons ce message à la *Pravda* bolchevik, invitant ses lecteurs à “bien défendre la patrie” ou ces appels d’usines isolées, demandant au soviet des instructions, des directives. D’ailleurs, les images conservées aux archives cinématographiques attestent qu’en mars 1917, chaque Russe, chaque citoyenne avait un plan tout prêt pour régénérer le pays. Ce sont ces projets, ces pétitions, lus dans les meetings, que nous utilisons dans cet ouvrage. Ces textes permettent de se faire une idée assez précise des aspirations authentiques du peuple russe en 1917. En les comparant aux programmes des partis, aux motions des soviets où se heurtent et se concilient les nécessités de l’action politique et les différentes tendances de l’opinion, on peut évaluer, d’emblée, la faillite des uns et la lucidité des autres ; on peut également interpréter, rétrospectivement, les causes de la révolution, les conditions et les circonstances de l’échec des vainqueurs de Février ».

Au vrai, l’étude de ces crises, l’histoire de la prise du pouvoir par les bolcheviks ne donnent du grand bouleversement de 1917 qu’un seul aspect, une seule vision : celle des dirigeants révolutionnaires, des hommes politiques, des militants. Histoire et vision de l’Histoire capitales, certes, puisque déterminantes par la suite ; elles n’en sont pas moins qu’un aspect de l’Histoire. La plupart des ouvrages que nous évoquions ont procédé à une analyse de la révolution à partir de cette représentation-là, d’elle seule[xv].

Mais qu’en est-il des groupes ethniques et autres collectivités, les paysans du village, les ouvriers de l’usine, qui ont chacun leur histoire, avec sa chronologie propre, ses temps morts, ses respirations, ses crises qui ne correspondent pas nécessairement à la Grande Histoire – qui est celle de la lutte pour le pouvoir, du devenir des grandes nations, de la montée du socialisme, bref, l’histoire que dirigeants et opposants composent eux-mêmes, au travers de leurs écrits, de leurs discours, des principes sur lesquels ils se fondent pour légitimer leur action, leur droit à gouverner, et que, de façon privilégiée, les historiens reconstituent ensuite, avec un soin critique certes, mais avec piété ?

Leur vision doit être confrontée à d’autres.

Pour y parvenir, il faut en premier lieu quitter le devant de la scène, faire intervenir des sources au statut plus modeste que ces sources classiques, n’émanant ni de personnalités ni d’institutions responsables ; quelquefois simples textes griffonnés, images dérobées, pas même destinés à être reproduits, utilisés, conservés. On peut ainsi passer à l’intérieur du corps

social, assister à sa transformation, à sa décomposition du dedans. À partir de plusieurs observatoires – une usine de Petrograd, un village de la zone des troubles, une unité militaire, une université, un comité de quartier, etc. –, on voit de quelle façon les mouvements qui animent les différents groupes sociaux convergent ou se contrarient, transforment l'action des partis et organisations, ou sont transformés par eux.

Mais les suites de la révolution n'ont pas nécessairement répondu à toutes les attentes. Et pour rendre compte de ces désillusions, les acteurs et les témoins ont témoigné à leur manière, de sorte que peu à peu cette représentation est devenue Histoire. Or, elle repose sur plusieurs légendes.

La plus ancienne, d'abord, qui veut dater de l'époque de Staline, et pas d'avant, la subversion de l'idéal socialiste et révolutionnaire dans la Russie des soviets. On répète que l'URSS a changé de nature à cause de Staline, et que ce qui caractérise justement l'époque stalinienne – à savoir les crimes, les exécutions en masse, les fusillades, etc. – date de Staline et pas d'avant. D'ailleurs, cette version de l'Histoire a été largement confortée par la littérature trotskiste. Mais cette vision est totalement fausse : c'est sous Lénine que les partis ont été interdits, sous Lénine que la terreur a commencé. La Tcheka existait sous Lénine, Trotski a participé à tous les excès de cette époque – et la violence d'État, par en haut, cette violence sociale qui caractérise le régime soviétique, a existé dès 1918[xvi]. Pour la plupart de ses excès, cette subversion de l'idéal révolutionnaire est même antérieure aux débuts de la guerre civile et de l'intervention étrangère, de sorte que la terreur ne peut s'expliquer seulement par les « nécessités du moment ». Par conséquent, le supplément de terreur dont Staline a été l'initiateur a consisté en ceci que les communistes ont commencé à s'exécuter entre eux alors que, jusque-là, ils se contentaient d'exécuter les autres : mencheviks, social – révolutionnaires, etc., – bref, des crimes qui ne comptaient pas pour la bonne conscience révolutionnaire en Occident, puisque ces victimes étaient présentées comme des « traîtres ». Elle jugeait volontiers qu'exécuter des « bourgeois » était légitimé par la nécessité du processus révolutionnaire, que liquider des paysans était « normal » aussi quand ils refusaient le « progrès » des réformes ; toutefois, lorsque les bolcheviks se sont mis à s'entretuer, les mêmes militants révolutionnaires des autres pays se sont sentis concernés et ils ont commencé à s'interroger. Par ailleurs s'il est vrai que la terreur de *masse,* le goulag datent aussi des années staliniennes, une vraie terreur rouge lui a préexisté liée à une terreur

blanche pendant la guerre civile, mais qui s'est perpétuée ; par exemple dans la province de Tambov en 1920[xvii].

Une deuxième erreur consiste à attribuer les succès, les échecs, les tragédies du régime soviétique au parti communiste et à lui seul. « C'est trop d'honneur, disait déjà Staline en juillet 1917, quand le gouvernement provisoire accusait ce parti d'avoir entièrement désorganisé le pays. Comment voulez-vous que 24 000 militants aient pu atteindre un tel résultat[xviii]. ? » La même réponse pourrait s'adresser, quatre – vingts ans après, à ceux qui attribuent à la ligne du parti, et à elle seule, la nature du régime soviétique. Raisonner ainsi, c'est admettre qu'un parti politique, ses militants peuvent exercer une sorte de monopole dans le mouvement de la société. Raisonner ainsi revient à bolcheviser l'Histoire : de sorte que les communistes deviennent victimes de cette bolchevisation de l'Histoire à laquelle ils ont eux-mêmes contribué : par exemple, en attribuant au décret d'Octobre la cession de la terre aux paysans, alors qu'ils ne faisaient qu'entériner un fait accompli. Ce parti pris exclut ce que le régime soviétique emprunte au passé propre de la Russie, aux frustrations de la société, au poids spécifique de sa paysannerie ; il exclut également la part que le régime soviétique emprunte à la détérioration des pratiques démocratiques pendant la révolution indépendamment de toute interférence des communistes.

Quand on étudie la révolution de 1917, on s'aperçoit que les soviets, les conseils d'université, les comités d'usine disposaient d'un pouvoir réel en 1917, en 1918, voire en 1919 ; sans doute ces conseils n'avaient-ils pas de structure organisationnelle instituée ; sans doute le parti communiste essayait-il de les contrôler et avait-il en main la conduite de la haute politique, il n'en reste pas moins que, pendant plusieurs années (après 1917), bien des instances de la société soviétique sont autonomes et n'ont besoin d'aucune instruction venue d'en haut pour organiser une nouvelle vie… et la terreur. L'exécution des mencheviks de Kazan en février 1918, celle des propriétaires terriens dans les campagnes étaient organisées par des instances locales qui s'étaient chargées de prendre leurs mesures toutes seules dès mars 1917. Par conséquent, quand on crédite le pouvoir par en haut, le pouvoir d'État, de tout ce qui s'est passé, on oublie trop que la société elle-même a participé à cette transformation brutale des pratiques et des institutions[xix]., que son inspiration ne venait que pour une part de

l’enseignement des partis et qu’elle puisait sa force dans une histoire séculaire.

Seulement, il est vrai qu’à mesure que le temps a passé, le parti a réussi à contrôler tous ces soviets, toutes ces institutions, et que vers 1938–1940 il n’y a plus de « terreur autonome par en bas », elle vient « d’en haut », sur dénonciations de la base et à la suite des dysfonctionnements du régime ; c’est vraiment Staline ou au moins le sommet de l’État qui contrôle le système et sécrète la terreur[xx]

La troisième légende tient à la croyance que l’URSS est un pays « totalitaire » pour la seule raison qu’il y a régné un parti unique. Là encore, il s’agit d’un jugement ou d’une explication qui n’est pas suffisante et qu’il faut mettre en cause.

Pour les réviser, il faut d’abord faire un retour en arrière et s’interroger sur les rapports d’une société avec les partis politiques et les autres institutions qu’elle a sécrétées, sur son identification avec elles. On observe ainsi que, dès l’origine des sociétés, en Russie comme ailleurs, l’institution fut un système de pratiques sociales désirées parce que jugées nécessaires, et simultanément ressenties comme une aliénation, comme une contrainte. Les différentes institutions – Église, État,… – ont pu satisfaire, ou non, les besoins collectifs des citoyens. Les révolutions naissent lorsque cette harmonie est rompue : les citoyens abolissent alors les institutions sociales et politiques qui ne correspondent plus à leurs besoins et leur en substituent d’autres. En 1917, on a assisté à ce type de changement puisqu’on a mis en cause l’institution monarchique, la Douma, la police, etc.

Mais on a également assisté à un phénomène nouveau et essentiel : plusieurs institutions ont prétendu simultanément à constituer la nouvelle source de légitimité.

Selon la vulgate, seuls les partis politiques s’expriment au nom de la population : le parti bolchevik l’ayant emporté, cela consacrait sa légitimité historique. Mais en vérité, d’autres institutions que les partis exprimaient une prétention similaire, avaient, elles aussi, un projet de société : le mouvement syndical, celui des comités d’usine, le mouvement coopératif, sans parler des mouvements nationaux. Or la révolution de 1917 vit non seulement un parti réussir à faire triompher sa conception de la légitimité sur celles des autres – mais elle vit également le triomphe des partis politiques sur les autres institutions qui peu à peu perdirent jusqu’à leur identité. L’épreuve révolutionnaire opposa, certes, des groupes sociaux

antagonistes et des partis qui parlaient en leur nom (patrons/ouvriers, pomeščiki/paysans, Russes/non-Russes), mais aussi des organisations de type différent (syndicats contre comités d'usine, partis politiques contre syndicats, institutions de démocratie directe contre institutions représentatives…). Ainsi, contrairement à la troisième légende, la spécificité du régime ne se réduit pas à un affrontement entre classes ou entre partis ayant une idéologie différente, à la disparition de tous les partis sauf un, mais à une relation particulière et nouvelle qui se noue entre ce parti et les autres institutions.

La spécificité du régime tiendra également à la structure sociale du nouveau pouvoir.

Au terme de cette évolution, qui définit l'histoire politique de la révolution de 1917, le gouvernement issu de Février avait perdu toute autorité sur les institutions créées depuis la chute du tsarisme : il était ainsi privé d'État. À l'inverse, ces nouvelles institutions constituaient la substance d'un État nouveau, embryonnaire, mats qui n'avait pas de gouvernement. Le parti bolchevik fut cet organisateur qui sut se mettre à la tête de cet embryon d'État et qui bientôt le confisqua[xxi].

De sorte que l'histoire politique de la Russie, puis de l'URSS, depuis 1917 jusqu'à la fin des années vingt, se comprend au travers de plusieurs phénomènes qui naissent simultanément et se développent à une vitesse non synchrone. À deux moments de l'histoire de l'URSS, ils ont abouti à l'existence d'un certain *consensus* ; pendant la « grande guerre patriotique », puis au tout début des années quatre-vingt, quelles qu'aient pu être les clameurs de la dissidence. Les traits qui rendent compte de la nature du régime sont les suivants :

– *La bolchevisation de la société,* qui s'effectua depuis 1917 tantôt par la voie démocratique, c'est-à-dire la radicalisation des masses ; par la contagion démocratique – ou ralliement de petites formations non bolcheviques au parti dominant ; ou encore par la colonisation d'institutions diverses, telles que certains syndicats, les comités d'usine, etc. ; voire par la manipulation de sympathisants, par exemple lors de la création du Comité révolutionnaire de Petrograd en octobre 1917 ou du Komintern en mars 1919. Cette bolchevisation s'effectua enfin par la voie autoritaire… C'est

cette dernière qui a pris le pas sur les autres et marqué les esprits : Léonard Schapiro en a admirablement tracé le parcours[xxii].

– *L'institutionnalisation du parti bolchevik comme instance dirigeante de l'État.* Elle s'effectue après Octobre, d'abord par la mise hors la loi des autres partis politiques, socialistes ou non socialistes ; par le contrôle du parti sur les soviets de députés et autres comités bientôt dessaisis de leur pouvoir ; par la réduction et l'élimination d'institutions autonomes grâce à une coalition d'alliances avec d'autres institutions (par exemple, alliance en 1918 des deux partis politiques, bolcheviks *et* mencheviks, avec les syndicats, contre les comités d'usine) ; par la subversion d'institutions dont la vocation change : celles des Jeunes, des Femmes, etc. Le grand tournant se situe en 1919, lorsqu'il est décidé que les membres des organisations autres que le parti, par exemple le syndicat, devront être « d'abord des communistes, ensuite des membres du syndicat ». La légalisation de cette caractéristique ne s'est faite qu'avec la Constitution de 1977.

– *La plébéianisation de l'appareil d'État*, apparue à la base avec la naissance et la formation d'innombrables comités et soviets, s'est transformée en un phénomène spécifique lorsque ceux qui dirigeaient ces institutions, désormais dénommés *apparatchiks*, et qui, le plus souvent, n'avaient à l'origine ni formation militante ni principes socialistes, se sont ralliés au pouvoir bolchevik pour sauvegarder leur fonction. Ces anciens soldats, ouvriers non spécialisés, gardes rouges, de fraîche origine paysanne, gravissent peu à peu les échelons du nouvel appareil d'État. Leur radicale détermination est la condition de leur survie *de sorte qu'à l'absolutisme par en haut, celui des dirigeants du parti, s'ajoute un absolutisme par en bas.* Durant les années vingt, la poussée vers le haut de ces *apparatchiks* aboutit à l'élimination des « spécialistes » d'origine bourgeoise – ingénieurs, médecins, enseignants.

Si bien que la structure du pouvoir ne cesse de se modifier avec cette plébéianisation ; car l'élimination des cadres anciens s'accompagne de la disparition progressive des dirigeants bolcheviks d'origine qui s'éliminent entre eux ; Trotski dès 1927 – assassiné en 1940 –, et bientôt Zinoviev, Kamenev, Radek, Boukharine, etc. – exécutés lors des « purges » et grands procès de 1938. Or, étant donné que les uns et les autres faisaient partie principalement de l'intelligentsia, ce mouvement de plébéianisation du pouvoir se traduit – au travers de ces nouveaux dirigeants venus d'en bas – par la remontée de valeurs et de mentalités que sécrètent ces hommes et

groupes sociaux nouveaux qui viennent d'accéder au pouvoir. Il détermine une pratique politique et sociale en rupture avec celle de cette sorte d'aristocratie que constituaient les dirigeants révolutionnaires de 1917 : cette rupture apparaît lorsqu'on aborde les problèmes de la famille où, dès 1926, les recrues du bolchevisme reviennent sur les lois favorisant le divorce et qui étaient dues à A. Kollontaï ; en art elles rejettent, dès 1928, les abstractions de Dziga Vertov, Eisenstein, etc. ; avec elles renaît l'antisémitisme : telles sont les origines de ce qu'on a pu appeler la « réaction stalinienne ».

– Le quatrième phénomène est *la bureaucratisation du régime.* Ses mécanismes en sont apparus dès février 1917, avant la révolution d'Octobre par conséquent, avec le contrôle du Bureau des syndicats par les différents partis socialistes, puis avec le contrôle des soviets par les bureaux des partis et des syndicats, etc. Parallèlement à cette bureaucratisation ou colonisation *par en haut* qui, après Octobre, s'exerce dans l'intérêt du parti bolchevik et de lui seul, un processus de bureaucratisation s'amorce *par en bas*, lorsque les institutions autonomes (comités d'usine, de quartier…) se greffent, pour survivre, sur les institutions du pouvoir bolchevisé. Le nouveau pouvoir disposait ainsi d'un double foyer et leur croisement a abouti à l'apparition d'un système bureaucratique inédit dans l'Histoire. Il se créait de la sorte une situation telle qu'au sommet du système, le pouvoir était sans partage, et aux mains des bolcheviks ; qu'à la base, il était sans partage aussi bien car il était détenu collectivement par les classes populaires, bolchevisées ou non.

Entre les deux – et par conséquent entre dirigeants et dirigés – la frontière était mouvante[xxiii], et les dysfonctionnements nombreux.

Ces phénomènes, de l'ordre du politique, ont été accompagnés d'autres bouleversements, qui tinrent à la pratique gouvernementale de Lénine, de Staline et de ses successeurs, une fois la guerre civile achevée, la politique de communisme de guerre abandonnée, et après qu'une Nouvelle Politique économique (NEP) a pu faire craindre aux communistes qu'un certain capitalisme pouvait reprendre vigueur. Une véritable deuxième révolution fut alors programmée. Ses principaux traits étaient les suivants :

– Mise en place d'un système économique planifié, de la fin des années vingt au milieu des années trente, dont les résultats furent spectaculaires

mais inégaux parce que la croissance de l'industrie lourde et des armements finit par stériliser les autres secteurs de l'économie.

– La collectivisation des campagnes – avec la création de kolkhozes, sovkhozes, etc. – fut un semi-échec ; réalisée contre la volonté des paysans, elle héritait à la fois de la vision que les marxistes avaient de l'évolution des groupes sociaux, jugeant la disparition des paysans inéluctable, et de la résistance des moujiks à des réformes qui ne correspondaient en rien à leur idéal, maintes fois exprimé en 1905 et 1917, et qui très vite valorisèrent leur lot individuel, se désintéressant du travail collectif dans le kolkhoze.

– Ce bilan fut encore plus désastreux au point de vue social, ou humain, que par ses résultats économiques : car en 1941, l'URSS avait réussi à disposer d'une puissance industrielle qui lui permit de résister à l'invasion. Mais les dysfonctionnements du système économique se combinèrent avec l'absolutisme stalinien pour aboutir à la multiplication des camps de travail forcé – le goulag –, et à l'exil ou la mort de ceux que le régime jugeait responsables de ces échecs. Déportations, purges, procès, exécutions atteignent leur paroxysme, avec de deux à quatre millions de personnes au goulag à la veille de la guerre, selon les estimations ; dont 500 000 exécutions. La première mise en cause du système par lui-même fut le rapport Khrouchtchev en 1956, qui dénonça les crimes de Staline. Pourtant, sous Khrouchtchev aussi bien, 585 000 personnes étaient encore envoyées dans des camps, le régime sortant plus fort que jamais de sa victoire sur le nazisme, et ses dirigeants croyaient décidément à leur infaillibilité. L'époque dite des Réformes, sous Khrouchtchev (1958–1964), puis celle dite de la « stagnation », sous Brejnev (1965–1982), suscitent une grande frustration. Car, de fait, en cette période de guerre froide, l'essentiel des efforts est consacré au surarmement ; ce qui aboutit, comme pendant la Première Guerre mondiale, à la déchéance de toute production consacrée à la consommation. Pénurie et mauvaise qualité définissent ce secteur, alors que les destructions dues à la guerre ne peuvent plus servir d'alibi à cette faillite d'autant que Khrouchtchev avait annoncé que bientôt la production en URSS dépasserait celle des États-Unis. Cependant, cette « stagnation » suscite la critique des intellectuels, la mise en cause du parti, de son incapacité à confier de vraies responsabilités à des cadres compétents. Le régime répond en envoyant ces contestataires dans des asiles psychiatriques[xxiv].

Ces phénomènes étaient accompagnés de bouleversements moins visibles : un développement exceptionnel de la scolarisation et de la formation des élites scientifiques, un lent renouvellement de l'appareil de l'État. Ces changements ont nécessairement transformé les conditions de la vie politique. Comment ?

– En premier lieu, ces modifications concernent *la nature et la localisation des frontières* existant entre dirigeants et dirigés. Celles-ci avaient disparu lors de la rupture révolutionnaire de 1917–1918, puisque les citoyens étaient devenus *simultanément* sujets de décision, au nom d'un pouvoir qu'ils étaient censés exercer dans les soviets, et objets de décisions prises ailleurs sans qu'ils aient forcément été consultés. Cependant, au cours de la décennie qui suit 1917, cette frontière se rétablit peu à peu, et le pouvoir émane de plus en plus explicitement d'un seul foyer : le parti-État. En 1939, le parti se définit comme centraliste-démocratique : centraliste, puisque, à l'intérieur du parti, les décisions viennent d'en haut ; démocratique, puisque tous, à l'extérieur du parti aussi bien, doivent approuver les décisions prises au sommet. La dégénérescence des soviets locaux atteint son niveau le plus bas après la guerre, à la fin de l'époque stalinienne.

Toutefois, par l'effet d'autres mécanismes qui se sont mis en place progressivement, la frontière entre dirigeants et dirigés se déplace et se dissout quelque peu, changeant ainsi de nature, devenant *poreuse.* Durant les années 1936–1977, en effet, tandis que la plupart des institutions sociales publiques telles que les syndicats, les comités d'usine, les organisations de femmes étaient détruites, ou encore absorbées ou dénaturées, le parti avait dû en créer d'autres pour qu'un tissu institutionnel nouveau serve de relais entre l'appareil d'État et les individus, pour que se reconstitue une sorte de société civile. Au départ, les instances qui remplacèrent ceux qui avaient disparu furent créées sous l'injonction de l'État. Apparues officiellement dans la Constitution de 1936, ces organisations sociales sont reconnues par la Constitution de 1977 comme une instance parallèle à l'État. Le point important est que ces institutions sociales commencent, d'abord, très modestement, à soustraire à l'État une partie de sa compétence. Par exemple, celles qui gèrent la Sécurité sociale, sous l'égide des syndicats, sont investies d'une micro-autonomie dans le domaine sanitaire, hôtelier, etc., ce qui sécrète une capacité d'agir, d'exercer un pouvoir en dehors du fonctionnement institutionnel normal. Ce

phénomène marque l'ère khrouchtchévienne et brejnévienne. Cette part d'initiative n'exclut pas la subordination classique du syndicat au parti, mais elle n'en est pas moins effective. On retrouve des formes différentes de ces activités à la fois micro-autonomes et collectives dans plusieurs champs de la vie soviétique contemporaine – les sports, le domaine culturel, le cinéma. On les retrouve même dans le fonctionnement de l'État proprement dit, puis dans la gestion municipale, entre autres, ce qui constitue une part de leur activité. Ces aires d'autonomie n'ont cessé de s'élargir à l'époque brejnévienne : c'est l'armée qui disposait de la plus structurée[xxv].

Pour les années soixante-dix et quatre-vingt, les sociologues soviétiques ont identifié une caractéristique qui ressort clairement de leur analyse de cette institutionnalisation de la vie sociale : la participation volontaire aux activités des institutions est désormais faible chez les ouvriers comme chez les kolkhoziens, et elle s'accroît au fur et à mesure que s'élève le niveau d'instruction. Les plus instruits sont de plus en plus majoritaires lorsqu'on monte dans la hiérarchie des pouvoirs.

Ainsi, alors qu'après 1917 on avait assisté à une plébéianisation du pouvoir, un mécanisme différent et inverse se met désormais en place, et il se traduit par la poussée vers le haut des éléments sociaux les plus instruits. Ainsi, entre 1970 et 1975, le Soviet suprême comprenait 24 % d'ouvriers, mais ceux-ci ne figuraient que pour 12 % parmi les responsables de rapports en commission ; et pour 6 % seulement parmi ces mêmes responsables désignés pour la session plénière[xxvi].

Ce sang qui afflue constamment vers le sommet de l'État peut-il, à son tour, avoir des effets sur la pratique des dirigeants, et éventuellement modifier les comportements collectifs à la base du pouvoir, demandions – nous en 1984 ? Il reste que cette *déplébéianisation* des sommets de l'appareil d'État explique que Gorbatchev ait pu disposer d'une base sociale pour accomplir des réformes démocratiques – ce qui n'était pas encore le cas du temps de Khrouchtchev.

En outre, il est possible de vérifier qu'un autre phénomène, lié à ces problèmes, est apparu et a modifié la nature des relations entre institutions : le polymorphisme. Il suffit d'observer le cas de l'armée – où durant les années soixante – dix alternent au commandement des civils et des militaires – pour en constater l'existence, et en prendre la mesure ; certains théoriciens n'annonçaient – ils pas un inéluctable conflit de l'armée avec le

parti, alors que d'autres définissaient l'URSS comme une stratocratie[xxvii] ? Or, le cas de l'armée permet de voir comment le régime est passé d'un pouvoir polymorphe – à une époque où appartenir au Parti signifiait être omnicompétent – à un polymorphisme institutionnel –, puisqu'au sommet du pouvoir, au comité central du parti, sont représentées toutes les institutions, républiques, syndicats, KGB, etc.

En 1982, Juri Andropov, le successeur de Brejnev, observait que le conflit intérieur que l'URSS connaissait à cette date était essentiellement d'ordre idéologique. Et il s'en prenait à « l'incroyable battage » fait en Occident autour du problème des dissidents, des droits de l'homme et des libertés, que des écrivains, tels Soljenitsyne, Zinoviev, Guinzburg, avaient réussi à diffuser, gagnant à eux l'opinion internationale. Il faut comprendre, disait Andropov, que l'on ne construit pas « l'homme nouveau » en un jour, et qu'il y a forcément des gens « qui ne veulent pas participer ». Mais ils sont « de moins en moins nombreux et nous faisons notre possible pour faire changer d'avis ceux qui se sont égarés ». Dans ce jugement, on trouve d'un côté une analyse léninienne du rôle d'avant-garde du parti, seul compétent pour juger du régime que la société doit adopter, et de l'autre côté, l'observation d'une rupture entre une conception de démocratie et ce que les Soviétiques appellent « la démocratie du socialisme avancé ». Une formidable ovation accueillit ses propos[xxviii].

Cet accueil permet d'observer que, des origines de l'URSS jusqu'à la perestroïka, le pouvoir populaire, qu'il soit exercé collectivement à la base ou qu'il ait gravi peu à peu l'appareil, est demeuré étranger au pluralisme, à l'expression libre d'opinions en désaccord avec le pouvoir, hostile à la survivance d'une opposition. La démocratie pluraliste est ainsi victime d'un jeu collectif à partie double, par en haut et par en bas, et cela s'est traduit par une sorte de consensus, qui n'était ni une adhésion ni un rejet. Ce refus du pluralisme n'est pas lié seulement, pour le parti, à sa prétention à la compétence et au savoir dont il revendique le monopole ; il sourd aussi de la société elle-même, qui, à sa base, rejetait les dissidents.

Mais le retournement culturel de la déplébéianisation a sécrété chez les nouveaux cadres une exigence absolue de liberté d'expression qui s'est exercée dans plusieurs sphères de la société et de l'État et qui n'a cessé de s'élargir, atteignant jusqu'à la télévision. Ces innombrables aires d'autonomie existaient, et elles ont pu croître et se multiplier pendant l'ère

brejnévienne pour autant qu'elles ne remettaient pas en cause le système en son principe.

En 1987, vingt millions de Soviétiques avaient fait des études supérieures ; la nouveauté fut que Gorbatchev, qui était l'expression de ces milieux instruits et en liaison avec eux, a soutenu le mouvement vers la liberté et a proclamé la nécessité de la glasnost (transparence).

L'urgence d'une restructuration (perestroïka) s'imposait, eu égard au retard de l'État, du fonctionnement politique au regard du changement culturel et social. Par ailleurs, la pénurie en biens de consommation de qualité, le blocage bureaucratique du système, la pression de la course aux armements nécessitaient une transformation du régime que seule pouvait légitimer, au sommet, une théorie régénérée, – ce fut la « nouvelle pensée » de M. Gorbatchev et A. Yakovlev. Elle se traduisit instantanément par des mesures de tolérance à l'intérieur – la libération des dissidents, notamment Sakharov –, le rétablissement des libertés publiques, la démocratisation par étapes. Simultanément, une politique hardie de désarmement, l'autonomie laissée aux pays de l'Est de choisir leur voie librement, la destruction du mur de Berlin furent autant de faits qui témoignèrent de cette volonté de changement. Entrepris par Gorbatchev, celui-ci fut achevé par Eltsine. Mais c'est une autre histoire[xxix].

Ainsi, par un retournement qui a duré près d'un siècle, l'URSS fournit l'exemple d'un régime qui, créé par une avant-garde hors les murs, a transfiguré la société au point que c'est celle-ci qui, par son arriération d'abord, durant les années vingt et trente, son acculturation ensuite, durant les années quatre-vingt, en a modifié la nature.

La transformation radicale de la vie politique, de Gorbatchev à Eltsine, s'est ainsi opérée en un tournemain, alors qu'aux yeux des spécialistes tout paraissait bloqué quelques années auparavant. À l'Ouest, ils étaient formels : rien ne pourrait changer en URSS puisque y régnait un régime totalitaire. « La glasnost n'était qu'un miroir aux alouettes », la perestroïka « un nouveau truc de la propagande pour désarmer l'Occident », « détacher l'Europe de son projet et des USA ». « Lorsqu'on parle d'opinion publique en URSS, écrivait l'un, il faut se garder de faire parler des muets » ; « une protestation sur le plan intérieur est inconcevable », écrivait un autre. Et le chœur reprenait : le système est immuable, le système est immuable[xxx].

Des quatre éléments qui avaient contribué à donner au régime soviétique ses caractères originaux, l'un, vermoulu, avait perdu sa réalité – la bolchévisation des esprits et la croyance en l'infaillibilité du parti ; le second – la plébéianisation de l'appareil d'État – s'était inversé grâce à l'apparition de nouvelles élites ; le troisième, c'est-à-dire la bureaucratisation, sécrétait la stagnation, paralysant le fonctionnement de l'État ; que Gorbatchev touche au quatrième – l'institutionnalisation du rôle prééminent du Parti – et l'ensemble du dispositif s'effondra. Selon l'expression de Claude Lefort, l'incorporation de la société et de l'État avait pris fin.

La leçon des événements est bien ce que doivent méditer à la fois les doctrinaires, attachés à un concept – celui de totalitarisme – et ceux qui, déterministes, croient à l'inéluctabilité du sens de l'Histoire.[a]

M.F.
automne 1996

a.

Cet ouvrage reprend dans son intégralité le texte et les documents des deux volumes de la *Révolution de 191* 7, parus en 1967 et 1976 aux éditions Aubier-Montaigne. Nous en avons soustrait la conclusion du tome 1, que reprenait en partie l'introduction du tome 2. À la demande de l'éditeur nous avons ajouté à l'ancienne édition une bibliographie complémentaire d'une vingtaine d'ouvrages numérotés de 735 à 753.

NOTES

I.
Voir Trotski, *op. cit.*, 121 ; Broué, *op. cit.*, 307 ; Marie, *op. cit.*, 537 ; Deutscher, *op. cit.*, 283.

II.
Mine, *op. cit.*,512.

III.
Fainsod M., *Comment l'URSS est gouvernée*, 1958.

IV.
Schapiro, *op. cit.*, 284.

V.
Ulam, *op. cit.*, 303 et 519.

VI.
Daniels, *op. cit.*, 576 et 579.

VII.
Chamberlin, *op. cit.*, 275.

VIII.
Heller et Neckritch, *op. cit.*, 748 et Pipes, *op. cit.*, 751.

IX.
Furet F., *Le Passé d'une illusion*, Paris, 1995.

X.
Malia, *op. cit.*, 750.

XI.
Gerschenkron, *op. cit.*, 340.

XII.
Op. cit., p. 80 et aussi p. 77. Dans *Penser la Révolution française*, François Furet était revenu sur cette manière de voir. Il la retrouve pourtant dans *Le Passé d'une illusion.*

XIII.
Soljenitsyne A., *op. cit.*, 753.

XIV.
Sur la façon dont nous avons pénétré aux archives du parti dès cette date, voire notre *Histoire de Russie et d'ailleurs*, Paris, 1990, pp. 46–51.

XV.
Voir note 1. Ou bien ils se limitent à une histoire par en – bas, tels Koenker D., *Moskow Workers and the 1917 Revolution*, 1981 ; ou Smith S.A., *Red Petrograd. Revolution in the factories*, 1984.

XVI.
Cf. Baynac J., *op. cit.*, 732b. On s'étonne qu'en 1996, on présente cette constatation comme *v* ne découverte due à l'ouverture des archives, ainsi que le fait Volkogonov dans son ouvrage (*Le Vrai Lénine*, 1995), et on s'étonne que la presse lui emboîte le pas. D'autres anciens communistes, ou trotskistes, ou maoïstes clament ou découvrent aujourd'hui des vérités qu'ils refusaient de reconnaître naguère, et ils présentent quelquefois ce retournement comme un acquis de la science, dû à l'ouverture des archives.

XVII.

Dans les campagnes, la terreur de masse a pu commencer dès l'époque du communisme de guerre, *cf.* Maier J., *op. cit.*, 620, et Danilov V. P., éd. *Krestjanskoe vosstanie v Tambovskoi goubernii v 1919–1921 gg*, Tambov, 1994.

XVIII.

In 2e et 3e Congrès, *op. cit.*, 534

XIX.

Ferro M., *op. cit.*, 744.

XX.

Conquest R., *La Grande Terreur*, Paris, 1970 ; Getty J. A., *Origins of the great purges, 1933–1938*, Cambridge, 1985 ; Rittersporn G. T., *Simplifications staliniennes et complications soviétiques*, 1990 ; ainsi que Werth N. et Moullec G., *Rapports secrets soviétiques*, Paris, 1994 ; et Werth, « Goulag, les vrais chiffres », *L'Histoire*, p. 169, 1993.

XXI.

C'est cette mécanique d'après Octobre que nous avons analysée dans Ferro M., *op. cit.*, 744.

XXII.

Schapiro, *op. cit.*, 284.

XXIII.

Ces phénomènes constituent la substance des derniers chapitres de cet ouvrage.

XXIV.

Sur Staline avant 1940, le meilleur livre demeure celui de B. Souvarine, *op. cit.*, 281 ; pour le règne entier, A. B. Ulam, *Staline et son temps*, 2 vol., Paris, 1977 ; Tucker R. C., *Stalin in Power*, 1990 ; ainsi que, globalement, Lewin, *op. cit.*, 749 b ; Fitzpatrick Sh., *Stalin's peasants*, 1994.

XXV.

Sur ces problèmes, voir Lavigne P. et M., *Regards sur la constitution soviétique de 1977*, Paris, 1979 ; et Friedgut T. H., *Political participation in the Soviet Union*, Princeton, 1979.

XXVI.

Hough J. and Fainsod M., *How the Soviet Union is governed*, éd. 1980 ; et « Changes in Soviet elites composition », *in Russia at the crossroads*, Bialer S. et Gusterson T., Londres, 1982.

XXVII.

Selon C. Castoriadis, l'URSS est une société militaire ; *cf. Devant la guerre*, Paris, 1981.

XXVIII.

Cf. Ferro M., « Y a-t-il trop de démocratie en URSS ? », *Annales ESC*, 1985, 4.

XXIX.

Sur la fin de l'URSS, l'exposé le plus synthétique est celui de Keep J., *Last of the Empires, a History of the Soviet Union, 1945–1991*, Oxford University, 1996.

XXX.

Citations à partir des écrits de A. Zinoviev, M. F. Garraud, M. Heller, W. Berelowitch.

TRANSCRIPTION DES MOTS RUSSES

Dans cet ouvrage, les mots et les noms propres d'origine russe ont été orthographiés suivant le système de transcription internationale : ainsi Goutchkov est écrit Gučkov ; Tseretelli, Ceretelli ; Tchernov, Černov, etc. Toutefois les terminaisons en *-in* ont été orthographiées *-ine*, ainsi Lénine (et non Lenin). En outre, pour les mots les plus connus (tsar, douma, soviet, etc.), on a maintenu l'orthographe traditionnelle, ainsi que pour Trotski (et non Trockij), Kerenski (et non Kerenskij).

Comme les noms propres d'origine russe voisinent avec des non-russes, le *X* russe a été transcrit *KH* pour les noms d'origine russe (comme Sukhanov) et *H* pour les noms d'origine non russe (comme hummet). Les correspondances sont indiquées à l'index.

ABRÉVIATIONS

S.D. Social-Démocrate.
K.D. Cadet, ou Constitutionnel-Démocrate.
b. Bolchevik.
S.R. Socialiste-Révolutionnaire.
m. Menchevik.
u. Unitaire.
z. Zimmerwaldien.

Les abréviations figurant dans les notes sont suivies d’un renvoi à la bibliographie ; ainsi *Doc. Ker., op. cit.*, 35 renvoie au numéro 35 de la sélection bibliographique, p. 985.

Le Russe est plus pauvre que le Bédouin, plus pauvre que l'Hébreu. Il n'a rien avec quoi il peut se réconcilier, rien qui puisse le consoler… C'est là que gît probablement le secret de sa vocation révolutionnaire…

Détaché de la vie populaire par la civilisation européenne, et détaché de l'Europe par le despotisme, il se trouve trop faible pour le renverser et il ne lui reste que la fuite.

Mais où peut-il aller ? Chacun n'est pas capable de jouer aux cartes nuit et jour, ou de boire jusqu'à s'enivrer pour étouffer son chagrin ou endormir son esprit… Alors, il y en a qui fuient dans la lecture, dans l'étude de l'Occident.

Nous sommes esclaves parce que nous n'avons pas les moyens de nous affranchir. Toutefois, du camp ennemi, nous n'accepterons rien.

La Russie ne sera jamais protestante.

La Russie ne sera jamais juste milieu.

La Russie ne fera pas de révolution dans le seul but de se défaire du tsar Nicolas et d'obtenir, pour prix de sa victoire, des représentants tsaristes, des tribunaux tsaristes, des lois tsaristes.

HERZEN.
Lettre à Michelet, 7 février 1854.

Telle est la propagande russe, infiniment variée selon les peuples et les pays. Hier, elle nous disait : « Je suis le christianisme. » Demain, elle nous dira : « Je suis le socialisme. »

JULES MICHELET
Légendes démocratiques du Nord, Paris, 1854.
Cité dans M. Rubel, « Marx, Engels, Écrits sur le tsarisme », *ISEA*, juillet 1969, p. 1288.

LE GARDIEN AU DÉTENU *« Qu'as-tu fait ? Pourquoi es-tu là ? »*

LE DÉTENU AU GARDIEN *« Je suis là pour que TU ne sois plus frappé ni humilié. »*

A. IVANOVSKIJ,
Le Château et la forteresse, 1926.

Le peuple n'a jamais entendu parler de constitution ;
Il ne sait pas ce qu'est le partage des pouvoirs…

HERZEN,
Lettres de France et d'Italie.
Cité dans Georges Gurvitch, « Tout le pouvoir aux soviets », *Proletarskaja Revoljucia i pravo,*
Moscou, I, 1918.

PREMIÈRE PARTIE

LA CHUTE DU TSARISME

CHAPITRE PREMIER

DE LA GUERRE À LA RÉVOLUTION

1. LES ILLUSIONS DE L'ANNÉE 1914

Mille neuf cent treize : tricentenaire de l'accession au trône des Romanov. Jamais le prestige de la Russie n'a semblé aussi grand. La prédiction de Tocqueville s'accomplit : l'Amérique et la Russie apparaissent comme les puissances de l'avenir. Qui en douterait lorsque éclatent les dissonances géniales du *Sacre du printemps*, ou lorsque Diaghilev conquiert Paris ? Dans bien des domaines, la Russie ne tient-elle pas le flambeau ? Son économie progresse à pas de géant, les rentiers français y engouffrent leurs capitaux, l'armée s'est reconstituée après la catastrophe de 1905 : le régime paraît solide depuis que le tsar a su faire les concessions nécessaires et instituer une douma. Chez quelques-uns, ces mythes font illusion, et le souvenir même de la révolution de 1905 serait fort loin si quelques émigrés, par toute l'Europe, ne criaient leur haine au régime. Mais qui les écoute ? Avec la déclaration de guerre d'août 1914, l'Internationale socialiste, leur ultime espoir, s'est effondrée en violant tous ses serments : ses membres, au lieu de faire « la guerre à la guerre », n'ont-ils pas couru à l'ennemi avec les autres ?

Entre les Russes et leurs alliés ou leurs adversaires, il y a une différence : en Occident, plusieurs révolutions avaient transformé la société, construit les nations, ouvert la voie à l'espérance ; pour ces peuples, les idées de patrie et de liberté étaient liées. Il n'en était pas de même en Russie où, « autant qu'une mère, la patrie était une marâtre ». L'immense espace russe, encerclé de montagnes, de déserts et d'océans, six mois bloqué par le froid, enfermait les populations dans une prison. Sur cette terre où rien ne changeait, l'autocratie avait réussi depuis trois siècles à empêcher le peuple de prendre conscience de son malheur et de sa misère infinie. Les flambées paysannes du XVIIIe siècle semblent n'avoir d'autre suite que de marquer au fer rouge la chair du peuple russe : elles indiquaient déjà qu'en Russie la révolution serait laïque et sociale. L'échec des décembristes, en 1825, signifia, du moins, qu'il existait en Russie une jeunesse ouverte à l'idée de progrès. Ce fut l'acte de naissance de l'intelligentsia : pendant tout le XIXe siècle, elle apprendra au peuple qu'il pouvait devenir le maître de son destin. Rôle tout à son honneur même si, selon Bakunine, en acceptant la proscription et en libérant paysans et travailleurs des villes, l'intelligentsia espérait se saisir du pouvoir. Dès lors, ni les réformes de 1861, ni l'échec de

1905, ni les efforts de l'État pour régénérer le pays, n'exorcisèrent la révolution : elle était devenue une raison d'être aussi instinctive, aussi profonde que la défense de la patrie ; une passion d'autant plus violente que le tsarisme mettait un égal acharnement à la réprimer.

En partant pour la guerre, le soldat russe de 1914 obéissait à un devoir. La défaite lui créa, en outre, celui de châtier le régime responsable. Qu'il les accomplisse tous les deux, et, à l'intérieur comme à l'extérieur, il aura vaincu les ennemis de sa liberté. Ainsi, voyaient-ils juste ceux qui, avec Lénine, affirmaient que le tsar, en déclarant la guerre, avait fait son plus beau cadeau à la révolution. Mais qui pouvait l'imaginer, à l'ouverture des hostilités, quand l'opposition semblait décomposée, l'économie rénovée, l'armée régénérée ?

PREMIÈRE ILLUSION : LE GLAS DU MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE

Quinze millions de soldats répondirent sans faillir à l'appel du tsar. On avait prévu un million de déserteurs : il y en eut à peine quelques milliers. Ces soldats n'avaient ni l'insouciance un peu vaine des Français, ni la désinvolture des Anglais, ni l'assurance des Allemands ; unanimes à défendre le sol de la patrie, leur communion fit croire que, pour la Russie, l'ère des grandes secousses était définitivement révolue. L'opinion russe estimait que la cause était juste : le pays honorait la parole donnée au « petit frère » serbe, l'alliance avec les démocraties occidentales laissait espérer, pour l'après-guerre, un alignement des institutions sur celles de l'Occident. Georges Plekhanov lui-même, le « père de la social-démocratie russe », jugeait que la lutte contre l'impérialisme allemand devait passer avant tout, et il invitait les révolutionnaires à suspendre la lutte contre le tsarisme, pour ne pas gêner l'effort de guerre contre l'Allemagne de Guillaume II.

Cependant toute opposition n'avait pas disparu. Dès le premier jour, certains émigrés, Lénine, Trotski, Martov, avaient stigmatisé la « guerre impérialiste » et dénoncé l'égale responsabilité des deux camps. Toutefois, tandis que ses compagnons se contentaient de préconiser une paix immédiate, Lénine recommandait, dès septembre 1914, « la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile » : pour la Russie, le mal absolu était le tsarisme ; la victoire de ses armées ne pourrait que le consolider : aussi les révolutionnaires devaient-ils lutter pour la défaite du

gouvernement. Et cette tactique, selon lui, n'était pas valable pour les seuls révolutionnaires de Russie[1]. Ce défaitisme (*poražentsuo*) recueillit peu d'écho. À Paris, parmi les émigrés, des bolcheviks s'engagèrent dans l'armée française, plus sensibles aux appels de Plekhanov ou Aleksinskij qu'à ceux de Trotski et du groupe *Naše Slovo*[2]. En Russie, même contagion patriotique : certes, les sociaux-démocrates votèrent contre les crédits militaires, les « trudoviks »[a] quittèrent la séance de la douma ; ils n'en déclarèrent pas moins qu'ils contribueraient à la défense nationale ; seuls les bolcheviks gardèrent une attitude d'opposition absolue[3].

Ces éclats eurent peu de retentissement : lorsque le gouvernement de Goremykine fit déporter en Sibérie les cinq députés bolcheviks, il n'y eut guère de protestations. À l'appel du parti, quelques usines seulement firent grève[4]. La guerre avait-elle sonné le glas du mouvement révolutionnaire ? À vrai dire, affaibli depuis l'échec violent de 1905, il semblait devoir sa défaite autant à l'habileté du régime qu'à ses propres divisions.

Les révolutionnaires s'étaient d'abord divisés entre occidentalistes et slavophiles[5]. Les uns jugeaient que l'histoire de l'Occident préfigurait l'avenir de la Russie : on pouvait éviter certaines erreurs qui avaient abouti à l'échec de la révolution de 1848. D'autres insistaient sur le caractère original du passé russe ; ils estimaient que la Russie devait trouver en elle-même les voies de sa révolution. Ainsi, dans la deuxième moitié du XIXe siècle, les *marxistes* pensaient qu'inéluctablement la Russie devait passer par une longue phase de développement capitaliste. À l'inverse, les *populistes* estimaient possible le passage direct au socialisme. Dans le mouvement *Narodnaja Volja*, les objectifs étaient les mêmes, mais la tactique opposée. Ces divergences impliquaient des conséquences graves sur le plan de l'action : les marxistes faisaient reposer l'avenir de la révolution sur la classe ouvrière en voie de formation ; les populistes comptaient sur la paysannerie, déjà initiée au socialisme grâce à l'existence d'institutions de caractère collectif comme le *mir.* Opposition, querelle : les marxistes quittèrent le mouvement *Narodnaja Volja* dès qu'il leur apparut que les méthodes spécifiquement russes comme le terrorisme, le « mouvement vers le peuple » avaient complètement échoué. Désormais, chacun ferait seul sa route (1883). Cette option fondamentale avait abouti, à la veille de 1905, à la constitution de deux organisations socialistes

séparées, le parti *social-démocrate*, créé par Plekhanov en 1898, et le parti *socialiste-révolutionnaire*, fondé un peu plus tard.

Dès leur formation, ces deux partis furent chacun la proie de polémiques sur les formes que devait avoir l'action révolutionnaire, ses premiers objectifs et l'organisation du parti.

Les *socialistes-révolutionnaires* se querellaient sur leurs méthodes de combat. L'action terroriste devait-elle viser seulement les « ennemis du peuple », ou atteindre également les récoltes, les voies ferrées ? La majorité admit l'utilité de certains actes de sabotage, mais il était clair que le terrorisme était en recul. Pour donner le change, la majorité rejeta toute participation à la vie politique légale.

En quittant le mouvement populiste, les *sociaux-démocrates* avaient rompu avec les méthodes du terrorisme. Mais fallait-il éduquer la classe ouvrière et la préparer à l'action révolutionnaire (*propaganda*), ou seulement exploiter au maximum le mécontentement des travailleurs (*agitacia*) ? Les « politiques », tel Plekhanov, n'avaient pas encore triomphé des « activistes » qu'une autre querelle donnait naissance à une scission. Disciples de Bernstein, les révisionnistes russes, avec Tugan-Baranovskij, Berdjaev, Struve, considéraient que, pour hâter la formation d'une classe ouvrière puissante, il fallait préalablement contribuer au développement du capitalisme en Russie et soutenir les revendications de la bourgeoisie. Dès lors, il était inutile de faire appel à l'action illégale ou au terrorisme. Ces marxistes « légaux » allaient contre la sensibilité révolutionnaire des militants ; ils furent condamnés par Plekhanov et Aksel'rod et quittèrent le parti. Il en alla de même des « économistes ». Selon Martynov et Kuskova, il était excessif de demander aux travailleurs d'agir sur un autre terrain que celui de la revendication économique ; la conduite du combat politique devait être laissée à la bourgeoisie. Dans leur polémique avec les économistes, Plekhanov et Aksel'rod eurent l'appui d'un nouveau venu, Vladimir Uljanov, le futur Lénine.

Ces incertitudes rendaient vaine et confuse l'action des révolutionnaires. Plus que jamais, il fallait unifier leurs activités. Pour le démontrer, Lénine écrivit alors *Que faire ?* petit ouvrage qui allait déterminer l'avenir du mouvement ouvrier. Il examinait tous les problèmes que pose l'organisation d'un parti révolutionnaire : faut-il gonfler les effectifs, à la manière allemande, pour conquérir une majorité dans le pays et saisir ensuite le pouvoir, ou constituer un parti de révolutionnaires professionnels, à effectif

limité, maniable comme une armée en campagne, et qui serait conduit à l'insurrection dès que seraient réunies les conditions du succès ? L'accord ne put se faire entre les partisans d'une organisation démocratique et les champions d'un parti centralisé. Ceux-ci, majoritaires en 1903, se constituèrent en formation politique séparée ; on les appela *bolcheviks* (majoritaires). L. Martov et Aksel'rod devinrent les leaders de la minorité, ou *mencheviks.* Plekhanov jugeait, comme Martov, que la conception léniniste du parti révolutionnaire conduirait à la dictature d'un seul homme sur le parti. Mais le vieux leader ne crut pas que les idées de Lénine pourraient prendre une forme durable et il se garda de les condamner nettement, pour mieux préparer la réunification du parti sous sa direction. Sur le moment, on était loin de penser que ces conceptions de Lénine portaient en elles la division des partis marxistes en socialistes et communistes ; on jugea seulement qu'elles traduisaient le mépris des dirigeants bolcheviks pour la spontanéité révolutionnaire des travailleurs, même organisés.

Pendant la révolution de 1905, les divergences entre bolcheviks et mencheviks ne portèrent plus seulement sur l'organisation du parti social-démocrate mais également sur ses objectifs et sa tactique.

Au stade où en était la Russie, estimait Lénine dans *Deux tactiques,* on avait affaire à une révolution « bourgeoise », comme naguère la révolution française de 1789. Néanmoins, il était périlleux de confier son destin à la bourgeoisie, qui n'aurait ni la volonté ni la force de briser le régime féodal et d'accomplir une véritable transformation sociale. Seule la classe ouvrière alliée à la paysannerie contraindrait la bourgeoisie à réaliser cette révolution. Une fois le tsarisme renversé, Lénine recommandait l'institution d'un gouvernement provisoire, expression de la « dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie ». Dictature démocratique, parce que les éléments avancés de la bourgeoisie seraient prêts à y collaborer. D'après lui, ce régime était une étape nécessaire à l'institution d'une république socialiste, objectif accessible seulement le jour où la Russie arriérée serait adossée à une Europe plus avancée, et quand la classe ouvrière y aurait pris le pouvoir.

Hostiles à une révolution socialiste prématurée « qui ne serait pas le fait des travailleurs eux-mêmes, mais de ceux qui les dirigeaient », Plekhanov et les mencheviks tiraient une conclusion inverse de l'expérience de 1905. Celle-ci confirmait leur conviction qu'on ne pouvait pas compter sur

l’appui de la paysannerie et montrait que la bourgeoisie basculait du côté de la réaction dès que des troubles agitaient les villes ou les campagnes. Toute révolution s’avérant irréalisable dans ces conditions, il fallait en premier lieu aider la bourgeoisie à renverser le tsarisme et, pour y parvenir, il importait de ne pas l’effrayer. Ultérieurement, il faudrait préparer les voies d’une révolution socialiste et prévenir toute tentative de la bourgeoisie de pratiquer une politique anti-ouvrière ; dans ce but, les mencheviks recommandaient l’institution de soviets, agents du renversement du tsarisme pendant la phase bourgeoise de la révolution, puis forteresses du prolétariat en pays bourgeois pendant la période de préparation du passage au socialisme.

Les bolcheviks n’avaient pas de position nette sur le problème de la création des soviets puisque le rôle de guide de la classe ouvrière était dévolu au parti ; par contre, ils en avaient une sur leur fonction et jugeaient que les soviets ne devaient pas seulement organiser le prolétariat ou le protéger contre la bourgeoisie : ils devaient constituer les embryons de la dictature révolutionnaire-démocratique du prolétariat.

Animateur du soviet de Pétersbourg en 1905, Trotski estimait avec Parvus qu’ayant conduit la révolution pendant sa phase bourgeoise, le prolétariat russe n’attendrait certainement pas le triomphe de la révolution sociale en Europe pour vouloir instaurer le socialisme : pourtant, livrée à elle-même, cette seconde révolution serait vouée à l’écrasement. Il fallait donc, aussitôt le tsarisme aboli, que se déclenche une révolution socialiste en Europe. Cette théorie, dite de la révolution permanente, faisait quelque peu dépendre le sort de la révolution russe de l’action du mouvement ouvrier continental. Aussi, elle avait peu d’adeptes.

Tirant la leçon des événements de 1905, le tsarisme avait institué un régime pseudo-constitutionnel. Il domestiqua ainsi une partie de l’opposition, celle qui fit confiance à Nicolas II, espérant qu’il respecterait les termes du manifeste d’octobre 1906 ; plus radicaux que ces *« octobristes »*, les *constitutionnels-démocrates,* ou *Cadets* (K.D.), clamaient leur répugnance pour un régime qui laissait peu de liberté à l’opinion et peu de pouvoir à la douma : ils y siégeaient néanmoins avec passion et, comme dans les organismes d’administration locale (*zemstvo*) qu’ils contrôlaient en partie, ils collaboraient de plus en plus avec le régime. Au fond, ils s’en accommodaient depuis que les événements de 1905 leur avaient fait mesurer les excès auxquels peut conduire une révolution. Les

leaders de ces partis « bourgeois », l'octobriste Guckov, les cadets Miljukov et Kokoškine n'en luttaient pas moins pour que la Russie fût dotée d'un véritable régime parlementaire, à l'occidentale. Toutefois, ni le tsar ni la bureaucratie ne les laissaient développer leur propagande ; comme l'État gardait le contrôle d'une partie de l'économie, octobristes et cadets se considéraient volontiers comme les victimes du régime ; aussi se tournaient-ils vers les partis révolutionnaires.

Ainsi, ces libéraux adoptaient deux attitudes opposées ; tantôt, ils collaboraient avec l'État, source de progrès depuis Pierre le Grand, et qui, grâce à Witte et Stolypine, restait plus évolué que la société ; tantôt, ils rejetaient tout accord avec lui, le jugeant désormais incapable de régénérer le pays. D'autres opposants, avant 1905, firent ensuite un choix plus radical : membres de l'intelligentsia pour la plupart, ils furent impressionnés par les réformes et entrèrent dans la bureaucratie ; certains d'entre eux, les jugeant insuffisantes, devinrent révolutionnaires. Tous se vouaient une haine implacable bien qu'ils fussent animés d'un idéal identique, la régénération de leur pays[6]. Mais, dans l'ardeur de leur combat, ils finissaient par perdre de vue cet objectif : Stolypine en promulguant ses réformes avait pour but de briser le mouvement révolutionnaire ; à l'inverse, les ennemis du régime visaient plus à l'effondrement du tsarisme qu'à l'amélioration du sort de la population. Entre ceux qui utilisaient l'État pour transformer la Russie et ceux qui exploitaient le mécontentement de la Russie pour conquérir l'État, aucune transaction n'était possible. Ils étaient tous intraitables : les bureaucrates voyaient l'esprit révolutionnaire pénétrer jusque chez le grand-duc et les révolutionnaires suspectaient de trahison même les plus chevronnés d'entre eux.

Pendant ces années, la bureaucratie avait marqué des points. Pour mieux rallier la bourgeoisie, elle stimulait le développement industriel, attirait en Russie les capitaux étrangers, développait l'instruction publique[7]. Grâce à sa réforme agraire, Stolypine neutralisait une partie de la paysannerie ; il avait « cassé » la commune rurale (*obščina*), favorisé le développement d'une classe de petits propriétaires, encouragé les paysans à clôturer leur lot ; il avait aidé également les pionniers qui désiraient se rendre en Sibérie. Il avait libéré, de la sorte, une partie de l'énergie qui animait la paysannerie, modifié ses dispositions à l'égard du pouvoir. Sans doute, dans les villes, l'émigration rurale avait grossi le flot des mécontents. Mais ces ouvriers non spécialisés n'avaient pas les mêmes problèmes à résoudre que les

travailleurs déjà organisés et le patronat pouvait jouer de leur rivalité. Dans ces conditions, il apparaissait que la classe ouvrière, meurtrie depuis 1906, politiquement isolée, socialement divisée, ne pourrait plus guère menacer le régime. Effectivement ses chefs s'interrogeaient maintenant sur la valeur de leur doctrine, sur l'avenir de la révolution : le mouvement ouvrier affaibli, la paysannerie en voie de soumission, la bourgeoisie domestiquée, les intellectuels et artistes désenchantés, les possibilités de l'opposition diminuaient chaque année. Seule compensation : elle pouvait s'appuyer maintenant sur le mécontentement croissant des nationalités.

Les allogènes avaient ressenti comme une agression délibérée la politique de « russification » pratiquée par le tsarisme ; ainsi naquirent, ressuscitèrent ou se renforcèrent les mouvements nationaux des Ukrainiens, des Tatars, des Buriates, des Mari, etc., qui s'associèrent aussitôt avec les peuples en lutte depuis longtemps pour la défense de leurs droits, Polonais ou Finnois, Baltes et Georgiens, Juifs, etc. Quoique soumis de longue date et plusieurs fois vaincus, ces peuples ne se sentaient pas solidaires ; ils constituaient donc une proie facile pour la bureaucratie, qui dressait les Ukrainiens contre les Juifs, les Ba¡kirs contre les Tatars, les Géorgiens contre les Arméniens. En outre, chaque nationalité avait sa propre gamme de partis, souvent divisés à l'image du mouvement révolutionnaire russe ; chez les Polonais, les subdivisions étaient infinies : nul n'est d'ailleurs parvenu, à ce jour, à en faire le compte[8].

Divisés, paralysés par l'isolement où l'habileté de la bureaucratie avait su les confiner, ils étaient frappés d'inertie tandis que la police démantelait partis, syndicats et groupements. Pourtant, il semblait à chacun que le régime était trop haï, la misère trop générale pour qu'un ultime sursaut ne fît éclater les barreaux de la « prison des peuples ». Il restait seulement, à découvrir la formule susceptible de mettre en mouvement les différentes catégories de la population.

En attendant, vaincus, les dirigeants de 1905 se retrouvaient une fois de plus sur les chemins de l'exil ; ils vouaient au tsarisme une haine inexpiable. Ayant tout perdu, famille, foyer, patrie, ils se considéraient comme les citoyens d'une autre république ; ils ne connaissaient plus que leurs propres lois, leur code de l'honneur, leurs rites, leurs assemblées, leurs grades : telles les premières sectes chrétiennes, leur royaume n'était pas de ce monde et, si leur terre promise était bien la Russie, tant que le tsar régnait, elle était interdite. De même que dans l'ancienne société chrétienne

chaque chef avait son église, et chaque église ses renégats et ses exclus, tous marqués du signe de leur idéologie[9].

Pendant la période de réaction qui suivit la tentative avortée de 1905, déjà divisés sur le rôle respectif que devaient jouer la paysannerie et la classe ouvrière dans la prochaine révolution, les chefs des organisations se querellèrent aussi sur l'avenir de leur mouvement, sur l'éventualité d'un passage à l'action politique légale, sur la place que pouvaient tenir le mouvement coopératif et les groupes politiques allogènes dans la lutte contre le régime autocratique.

Le moral des révolutionnaires était au plus bas puisque les méthodes subversives n'avaient abouti à rien ; comment fallait-il reprendre le combat ? Il y avait maintenant un parlement, la douma ; en utilisant cette tribune, ne ferait-on pas le jeu de l'adversaire ? mais n'était-il pas périlleux d'en abandonner l'usage aux partis bourgeois et aux organisations de l'extrême-droite, comme *l'Union du peuple russe* ou *l'Union de l'archange Michel* ? La majorité des dirigeants sociaux-démocrates penchait pour la participation aux batailles électorales. Certains *mencheviks* envisageaient même de liquider le vieux parti et de combattre l'État suivant des méthodes nouvelles, imitées de l'Occident. Avec Leonid Martov, ils pensaient que, cette fois, l'heure du révisionnisme russe était bien arrivée, mais ils voulaient redoubler l'*agitacia* pour ne pas être assimilés aux anciens marxistes « légaux ».

Les *bolcheviks* stigmatisèrent ces « liquidateurs ». Les plus acharnés formaient, autour de Gorki, le « groupe de Capri » ; avec Lunacarskij, Aleksinskij, Bogdanov et Bukharine, ils condamnaient toute participation à la vie politique légale. Très isolé entre le groupe de Capri et les mencheviks, Lénine jugeait qu'il fallait savoir utiliser toutes les voies qui menaient à la révolution, qu'elles fussent légales ou illégales. Lui seul, parmi des compagnons épris de bienséance, ne celait pas son admiration pour les exploits terroristes du jeune Koba-Staline, pourvu qu'ils fussent réalisés au profit de son équipe. Ce cynisme un peu rude, toléré chez Plekhanov, choquait chez Lénine. Désormais seul, proclamant qu'il n'avait plus rien de commun avec les autres sociaux-démocrates, Lénine déclarait son hostilité à toute réunification du parti et présentait les bolcheviks comme les seuls champions de l'« action à tout prix », ce qui ne manquait pas de lui attirer la sympathie des jeunes et des impatients.

Malgré les efforts de V. černov, les *socialistes-révolutionnaires* (S.R.) étaient divisés par des querelles semblables. Les nostalgiques de l'action directe ne pouvaient se résoudre à l'abandon du terrorisme ; ils préconisaient également l'application immédiate de tous les points du programme S.R. dès la prise du pouvoir ; aussi on les appela « maximalistes » ; ils ne quittèrent pas le parti, mais cessèrent de lui obéir. À l'inverse, ceux qui s'étaient présentés aux élections à la douma malgré les consignes quittèrent le parti et continuèrent le groupe *trudovik,* animé par A. Kerenski. Autre scission, après 1906, lorsqu'on élabora le programme agraire du parti, jugeant que les réformes de Stolypine allaient rallier la paysannerie à la propriété privée. Pešekhonov estima qu'il ne fallait plus préconiser la socialisation des terres mais l'institution d'une démocratie de petits propriétaires terriens ; il ne fut pas suivi, fit scission et constitua avec ses partisans le parti *socialiste-populiste.*

Pourtant peu nombreux, les *anarchistes* eux-mêmes étaient scindés en groupes rivaux qui interprétaient différemment l'enseignement de Bakunine, de Kropotkine ou de Malatesta. Liés, hors de Russie, aux milieux syndicalistes-révolutionnaires, ils n'étaient unanimes que pour condamner les partis politiques qui, sous couvert de défendre les travailleurs, agissent et décident en leur nom. Ils constataient d'ailleurs que les soi-disant « amis du peuple » adhéraient aux partis fortement structurés où ils pouvaient exercer une sorte de pouvoir, par le contrôle de l'appareil. Aussi Kropotkine recommandait aux travailleurs de militer au sein du mouvement coopératif ou dans les syndicats, action plus susceptible qu'une autre de les émanciper.

Brimé par la bureaucratie, le *syndicalisme* n'avait pas pu se développer librement en Russie. À l'inverse, le *mouvement coopératif* avait pris un essor fulgurant depuis 1905, surtout dans les campagnes. Les partis politiques jugeaient les coopératives avec méfiance car elles brisaient l'élan revendicatif des masses, ce dont précisément se félicitait Tugan-Baranovskij, un ancien marxiste, passé au réformisme et théoricien du coopératisme. Aussi les partis extrêmes préféraient encore collaborer avec les organisations politiques des peuples allogènes, quelque suspecte que fût leur action.

À la différence des syndicats ou des coopératives, les organisations « nationales » n'avaient jamais été considérées par les Russes comme une branche du mouvement révolutionnaire. On leur marquait la sympathie qui va aux peuples opprimés, stigmatisant la politique de russification pratiquée

par le tsarisme ; tout au plus, les révolutionnaires admettaient qu'ils pourraient jouer le rôle d'une armée de réserve dans la lutte contre l'autocratie. Ils étaient si éloignés d'admettre que les nationalités pussent avoir leurs aspirations propres qu'ils les regardaient avec méfiance dès que celles-ci formulaient un avis différent des leurs. Les sociaux-démocrates accusaient même les mouvements nationaux d'avoir des sentiments petits-bourgeois et d'être antisocialistes, multipliant les barrières entre les peuples au lieu de les abaisser. Le *Bund* juif, à vocation socialiste pourtant, était tout aussi suspect ; on craignait qu'il ne jouât un rôle trop important au sein de la social-démocratie. Les socialistes-révolutionnaires passaient pour plus favorables aux mouvements nationaux ; tout comme les sociaux-démocrates, ils jugeaient néanmoins que les mouvements d'indépendance, s'ils aboutissaient, livreraient ces peuples à leurs féodalités. Toutefois, comme la tradition fédérale des S.R. où le libéralisme des Cadets se conciliait assez bien avec les aspirations des organisations nationales, les divergences entre révolutionnaires russes et non russes n'apparurent pas toujours avec netteté.

La révolution de 1905 avait révélé la puissance des organisations nationales. Dès lors, démantelés eux-mêmes, les partis russes ne voulurent pas perdre leur appui ; ils reconnurent sans plus tarder le droit de ces peuples à l'autodétermination. Malgré Plekhanov, les mencheviks inscrivirent même dans leur programme l'autonomie nationale-culturelle que réclamait le *Bund*, tandis que les S.R. disaient leur préférence pour une solution fédérale. Avec Lénine, les bolcheviks allèrent plus loin. Leur objectif était double ; faire jouer la force dissolvante des nationalités, resserrer la solidarité prolétarienne. Aussi fallait-il reconnaître le droit à l'indépendance des peuples allogènes, ce qui ne signifiait pas qu'ils auraient à l'utiliser, une fois la révolution russe triomphante ; car de la même façon que le droit au divorce n'implique pas le divorce, le droit à la sécession ne conduirait pas à la sécession, si, à l'exemple de la révolution française, la révolution russe exerçait à son tour son attraction sur les peuples voisins. Chargé par Lénine de mettre cette doctrine au point, Staline définit d'abord la nation comme une communauté ayant une base territoriale ; ainsi les Juifs ne constituaient pas une véritable nation et les formules d'autonomie non territoriale n'avaient pas de fondement (1912). Plus tard, Lénine précisa que le droit de sécession devait être reconnu aux autres peuples même si c'était la bourgeoisie qui était l'animatrice de leur mouvement, car

l’insurrection aboutirait à l’affaiblissement de l’État oppresseur ; les révolutionnaires russes devaient aider au mouvement, et les révolutionnaires des pays allogènes préparer les voies du retour à la patrie socialiste, une fois que la révolution aurait triomphé en Russie. Derrière Rosa Luxemburg, l’aile gauche des sociaux-démocrates allogènes ne partageait pas ces vues et gardait les dispositions traditionnelles d’hostilité voilée au mouvement national. Les voix de Lénine et de Staline furent couvertes et les bolcheviks passèrent pour les ennemis les plus intransigeants du mouvement d’indépendance des peuples.

Ainsi paralysés par leurs divisions, les révolutionnaires voyaient mal comment ils pourraient abattre le tsarisme : ce fut l’action de l’État qui, par choc en retour, y contribua le plus efficacement. Dans les campagnes, l’œuvre de réforme laissait à l’écart une marge importante de la paysannerie : les ruraux qui n’avaient pas émigré en Sibérie affluèrent dans les villes où le développement des industries nouvelles, métallurgiques et chimiques surtout, créait un appel de main-d’œuvre. À Saint-Pétersbourg et à Moscou, ces travailleurs constituèrent une sorte de sous-prolétariat qui infusa un sang plus vif au mouvement ouvrier, le détournant des conceptions révisionnistes alors en faveur chez de nombreux militants. Les mencheviks gardèrent leur position dans le Caucase (sauf à Bakou) et dans de nombreuses villes moyennes, mais ils perdirent peu à peu dans les grandes cités, où les bolcheviks l’emportèrent, la direction des grandes fédérations (métallurgie, typographes, etc.). Cette poussée du bolchevisme que l’on constatait chez les jeunes et chez les ruraux fraîchement installés dans les faubourgs s’expliquait assez bien : le parti de Lénine ne repoussait pas aux calendes grecques l’hypothèse d’une révolution et il se présentait comme le parti de la discipline et de l’action. Les non-initiés confondaient d’ailleurs bolchevisme et maximalisme, un signe que le plus radical des partis organisés puisait au profond de la tradition révolutionnaire russe.

Pendant les derniers mois de l’avant-guerre, le mouvement des grèves reprit avec une vigueur nouvelle, comme vibrant d’une résonance révolutionnaire. On s’est même demandé si la guerre n’avait pas interrompu un processus qui eût été irrésistible ; querelle d’historiens, car l’élan patriotique le cassa net. Passé de 46 643 en 1910 à 1 449 234 pour les six premiers mois de 1914, le nombre des grévistes tomba à 34 752 à une date

où la mobilisation n'avait encore touché qu'une faible partie de la population[10]. Parallèlement, les dirigeants des partis révolutionnaires s'étaient encore divisés, « patriotes », « internationalistes », « défaitistes » s'excommuniant réciproquement. Jamais le mouvement révolutionnaire n'avait atteint une telle parcellisation, danger évident d'impuissance.

Bref, la société russe allait-elle absorber, avec la guerre mondiale, les ferments de la révolution : ayant « récupéré » la classe ouvrière, allait-elle seulement rejeter, comme des parasites, ces dirigeants sans troupes qui se morfondaient dans les bagnes de la Sibérie ou les amertumes de l'exil ? On pouvait d'autant mieux le croire que la rénovation de l'économie semblait avoir ouvert au peuple russe des possibilités infinies.

AUTRES ILLUSIONS : L'ESSOR DE L'ÉCONOMIE ET LA RÉGÉNÉRATION DE L'ARMÉE[11]

Lorsque la guerre éclata, le développement économique progressait à un rythme qui frappait les contemporains ; depuis, les économistes ont pu calculer que le taux de croissance industrielle avait dépassé 5 % par an, de 1885 à 1913, taux exceptionnel pour une aussi longue durée[12] On était donc loin de se douter qu'après deux années d'hostilités, le système tout entier allait s'écrouler, sans que les alliés fussent à même de lui porter secours.

En 1914, cette économie comportait des secteurs très avancés, notamment dans l'industrie, mais mal ajustés à un ensemble demeuré archaïque. Par exemple ce qui frappe, de 1900 à 1914, ce sont les progrès accomplis dans la métallurgie lourde : vont-ils faire de la Russie cette nouvelle Amérique que Guillaume II veut abattre avant qu'il soit trop tard ? Rien que pour l'acier, la production a été multipliée par cinq et la croissance s'accélère encore pendant la guerre. Le processus de concentration est particulièrement rapide et il gagne le secteur des machines-outils, celui des munitions, etc. Certaines entreprises, comme Med', Snorjado-sojuz, Pridvagon, Krovlja contrôlent jusqu'à une vingtaine d'usines géantes, assurant à elles seules une bonne part de la production. Même évolution spectaculaire dans l'extraction du pétrole où les progrès techniques des Russes frappent les spécialistes étrangers. Le phénomène se généralise au point que les entreprises industrielles géantes, pour l'époque, de plus de mille ouvriers, occupent proportionnellement plus de travailleurs en Russie qu'aux États-Unis, et, à l'inverse, les plus petites deux fois moins[13]. De

véritables « Konzern » font leur apparition, qui exercent leur pression sur l'administration pour se libérer des contraintes ou obtenir des avantages. En 1916, voulant placer ces secteurs avancés sur la voie d'un véritable capitalisme d'État, le « roi du textile », Rjabusinskij, prépara le projet d'une planification de l'économie industrielle sous le contrôle de ses magnats, aboutissement logique dans un pays où l'État avait toujours joué un rôle économique prépondérant[14].

Dans l'agriculture également, certains chiffres sont parlants : premier producteur et premier exportateur de céréales du monde, la Russie occupe un rang flatteur pour le lin, le chanvre, le bétail. Après 1906, les réformes de Stolypine avaient déclenché un processus de transformation des campagnes dont la bureaucratie surveille jalousement l'application grâce à une armée de statisticiens éminents. Le ministère de l'Agriculture multiplie les stations expérimentales, les fermes modèles, les établissements d'enseignement agricole, passés de 21 en 1907 à 1 657 en 1913[15]. La guerre renforce cette image d'une Russie rurale en voie de transformation : avec plusieurs millions de paysans mobilisés, plus de deux millions de chevaux réquisitionnés, le niveau de la production agricole tient bon pendant deux ans, malgré un hiver très rigoureux. Grâce à l'afflux de prisonniers austro-hongrois, les propriétaires disposent d'une main-d'œuvre à bon compte ; leur profit s'accroît et ils sont certains de vendre leur récolte même si les exportations subissent le contrecoup de la guerre. Voici qui est important et constitue un avantage sensible[16]

Malheureusement, d'autres conclusions s'imposent aussi. Comparés avec l'immensité de l'espace utilisable ou avec les besoins de la population, les chiffres de production demeurent médiocres ; pour le blé, les rendements n'atteignent pas huit quintaux à l'hectare contre quinze en Occident où les conditions naturelles sont souvent moins favorables ; pour les autres produits agricoles, les écarts sont équivalents. En fait, l'agriculture est encore à peine mécanisée, les rapports de production n'ont été modifiés que pour une petite partie de la population rurale et c'est encore le tableau de l'immense misère russe qui domine la vie des campagnes. D'ailleurs, pour une population aux cinq sixièmes rurale, l'espérance de vie est seulement de trente-six ans, contre cinquante-cinq en Europe occidentale, et la mortalité infantile de 273 pour 1 000[17]. Mal équipées et ne disposant pas de moyens de communications suffisants, les campagnes vivent en dehors du progrès. D'autres chiffres ne trompent pas : la production cotonnière monte

en flèche, mais la consommation par habitant est dix fois inférieure à celle des Anglais, trois fois à celle des Français ou des Allemands. Il en est de même pour d'autres produits de première nécessité[18].

L'essor de la production industrielle ne doit pas davantage faire illusion. À une époque où le charbon est roi, la Russie en produit seize fois moins que les U.S.A., neuf fois moins que la Grande-Bretagne, six fois moins que l'Allemagne. Au sixième rang pour la production du fer, elle ne fabrique que 6 % de la production mondiale de l'acier. La pénurie de moyens de transports paralyse toute tentative de modernisation de l'économie ; l'Allemagne dispose de onze kilomètres de voies ferrées pour cent kilomètres carrés, la France de huit ou neuf tandis que la Russie ne dispose que de quatre cents mètres, Sibérie exclue. La responsabilité de cette situation retombe en partie sur l'État, qui contrôle les deux tiers du réseau et qui n'a fait un effort de rénovation sérieux qu'en Pologne, pour mieux assurer la défense du territoire en cas de guerre avec l'Allemagne[19].

Précisément, le sort des armes devait réserver à la Russie d'amères surprises, ce que nul n'imaginait en 1914. Relevée de l'échec de 1905, l'armée faisait bonne figure[20]. Respectant les accords conclus avec la France, l'état-major lança une offensive contre l'Allemagne dans les délais prévus. Surpris, les Allemands furent sévèrement malmenés à Gumbinnen ; ils durent modifier l'application du « plan Schlieffen », rappeler des troupes du front occidental, ce qui aida Joffre et Gallieni à gagner la bataille de la Marne. Toutefois, grâce à ces renforts et à une habile manœuvre, les Allemands purent repousser les Russes et faire 60 000 prisonniers à la bataille de Tannenberg. Pour l'Allemagne, le péril était écarté. Les armées du grand-duc Nicolas perdirent encore 200 000 hommes ; elles se replièrent néanmoins en bon ordre et, en fin de compte, ce furent les puissances centrales qui ressentirent l'alerte la plus chaude, comme en témoigne, par la suite, le mythe d'Hindenburg, « sauveur de la patrie ». À Saint-Pétersbourg, on crut l'armée régénérée ; au début de 1915, des succès sur le front autrichien et une âpre résistance en Prusse orientale renforcèrent cette illusion.

2. LA DÉCOMPOSITION

L'ARMÉE SUBIT UN DÉSASTRE

On avait cru que la guerre serait courte ; au début de 1915, on s'aperçut que rien ne présageait sa fin prochaine. Pour la Russie, l'entrée en guerre du Japon et de la Turquie se compensaient, au moins à court terme ; elles laissaient prévoir, néanmoins, une guerre longue. Or la Russie n'avait pas les moyens d'y faire face ; faute d'avoir constitué un corps important d'officiers de réserve, l'armée ne pouvait plus remplacer ses cadres, décimés pendant l'été 1914. Surtout, l'infériorité des Russes en artillerie s'avéra catastrophique : les stocks avaient été constitués pour une campagne de douze semaines et les usines ne pouvaient satisfaire que le tiers des besoins. La fermeture des Dardanelles rendait illusoires les commandes passées à l'étranger[21] : elle eut des conséquences incalculables.

Ainsi paralysé, l'état-major dut improviser une tactique en attendant que se fassent sentir les effets de l'économie de guerre. Il chercha à éviter les grands engagements, mais l'offensive conjointe de Hindenburg, Hötzendorf et Enver-Pacha plaça rapidement l'armée russe dans une situation dramatique :

> « Pendant plus de douze jours, les Allemands balayèrent nos lignes et nous ne pûmes leur répondre car nous n'avions plus rien… Complètement épuisés, nos régiments se battaient à la baïonnette… Le sang coulait partout… Nos rangs s'éclaircissaient. Deux régiments furent détruits presque entièrement par l'artillerie. Lorsque après un silence de trois jours notre batterie reçut *cinquante obus*, on le fit savoir immédiatement par téléphone à tous les régiments et à toutes les compagnies, ce que les hommes apprirent avec joie et soulagement[22]. »

Le front percé de part en part, le haut commandement réussit à éviter l'anéantissement, mais près de la moitié de l'armée était hors de combat : 151 000 tués, 683 000 blessés, 895 000 prisonniers. Désastre sans précédent, qui atteignit durement le moral de la troupe et des chefs ; on en rejeta la responsabilité sur l'arrière, c'est-à-dire le gouvernement, les institutions, le régime.

Ce recul eut des conséquences graves : la Lituanie, la Pologne, la Galicie passaient sous le contrôle des puissances centrales. Celles-ci exploitèrent aussitôt la situation, manifestant leur sollicitude à l'endroit des mouvements nationaux. Elles en laissèrent les représentants assister à la conférence de Lausanne où ils submergèrent les délégués des minorités d'Autriche-Hongrie. Stratagème des alliés, la conférence se retourna contre ses promoteurs ; désormais, ses membres les plus actifs, venus précisément de Pologne, Lituanie ou Ukraine, publièrent un *Bulletin des nationalités de Russie* pour y stigmatiser le tsarisme et ses alliés. L'Allemagne poursuivit son avantage en constituant une *Légion finnoise,* qui partit combattre sur le front russe. Elle entreprit également une action auprès des Ukrainiens et des Tatars. Surtout, elle reconnut l'indépendance de la Pologne, le 3 novembre 1916. Cette mesure de circonstance avait pour objet la constitution d'une armée destinée à combattre sur le front russe et les Polonais ne s'y trompèrent pas. Néanmoins, elle leur ouvrait des horizons nouveaux, ainsi qu'aux Finnois, Baltes, Ukrainiens. Surtout, cette politique des puissances centrales affaiblissait la cohésion de l'État russe, déjà ébranlé par les revers de l'année 1915[23].

Cependant, le grand-duc et son chef d'état-major, le général Januskevic, essayaient de se donner contenance : ils assimilaient la retraite de 1915 à celle de 1812, comme si, à nouveau, on avait affaire à un plan entièrement préconçu. Pour donner le change, ils pratiquèrent systématiquement la tactique de la terre brûlée ; aux destructions de l'ennemi s'ajoutèrent celles des experts de l'état-major ; au cortège des troupes en retraite, celui des femmes et des enfants. Des milliers de réfugiés refluèrent ainsi sur l'arrière, où rien n'avait été prévu pour les accueillir. « Cette grande migration organisée par le quartier général conduit la Russie aux abîmes, à la révolution, à la perdition », prévoyait Krivošeine, ministre de l'Agriculture[24]. Effectivement, l'heure de vérité sonna pour l'Ancien Régime. L'économie pourrait-elle pourvoir aux besoins de l'armée ? Le tsarisme saurait-il donner l'impulsion nécessaire à la victoire, et faire à l'opinion les concessions politiques qui aideraient le peuple russe à supporter de nouveaux sacrifices ?

LE SYSTÈME ÉCONOMIQUE NE FONCTIONNE PLUS

Les exigences de seize millions de militaires nécessitaient une reconversion de l'économie ; nulle part plus qu'en Russie elle ne prit une ampleur aussi spectaculaire : plus de 80 % des usines furent affectées aux besoins de la guerre. Toutefois, l'essor de la production ne suivit pas, car la main-d'œuvre nouvelle, venue des campagnes, était encore inapte au travail à l'usine : le rendement baissa de 30 % environ. On pouvait aussi prévoir un fléchissement de la production agricole : la présence de 600 000 prisonniers, pas plus que celle des réfugiés, ne pouvaient compenser les départs, et les surfaces ensemencées diminuèrent d'un cinquième.

La perte des provinces occidentales priva la Russie des produits de l'industrie polonaise. Surtout, la retraite aggrava la situation déjà précaire du parc de locomotives : en 1916, sur cent machines, dix-huit étaient déjà détruites ou aux mains de l'ennemi, cinq hors d'usage. En Russie proprement dite, le trafic baissa de 32 % en 1915, de 22 % encore en 1916, par rapport à 1915. Dans le Donbass, région prédominante pour l'économie du pays, il n'atteignait pas 59 % de celui de 1914[25].

L'économie russe souffrait d'un autre handicap : le capital étranger la tenait au collet. Avant la guerre, on avait prêté plus d'attention à la pénétration économique qu'à la mainmise sur la finance, parce que les produits bon marché, allemands surtout, faisaient concurrence à ceux que fabriquait la Russie[26]. On s'apercevait maintenant que l'étau du capital, pour moins visible, n'en était que plus contraignant. L'étranger contrôlait près de la moitié des investissements, 90 % dans l'industrie minière, 42 % dans le travail du fer, 28 % dans le textile, 50 % dans les industries chimiques, etc. Les alliés détenaient 68 % de ces fonds, ce qui ne pouvait pas rester sans effet sur la politique étrangère des classes dirigeantes. Cela commandait également la reconversion de l'économie. La Russie devait rembourser ses dettes par des livraisons de matière première, qui furent assurées par priorité. Mais à cause du blocus allemand et de la fermeture des Dardanelles, la dette de la Russie s'alourdit. De plus, le matériel livré par les alliés décuplait de valeur. En compensation, la Russie dut offrir quelques divisions fraîches pour les fronts de Champagne et de Salonique : elles débarquèrent à Marseille, mais, en Russie, le procédé choqua. Les capitalistes russes résistèrent avec plus de succès lorsqu'un consortium français proposa d'établir une sorte de contrôle sur les chemins de fer russes[27]. Les produits importés se raréfièrent, l'industrie alliée ayant peine à satisfaire ses propres besoins du front occidental. Les livraisons

diminuèrent avant même que commençât la guerre sous-marine ; en 1916, elles étaient tombées à 36 % du niveau de 1914.

La nécessité d'un renouvellement de l'économie en fonction des besoins de l'armée apparut d'autant plus impérative que les intérêts des alliés y poussaient également[28]. Entièrement tendue vers la production de biens destinés à la défense, l'industrie ne put plus faire face aux besoins des civils. Concentrée, rigide, elle ne put faire jouer aucune soupape de sécurité ; en quelques mois, l'arrière manqua de produits fabriqués, ce qui cassa net le mécanisme de l'économie russe et eut des conséquences incalculables. Faute de pouvoir se fournir en produits industriels, les paysans ralentirent leurs livraisons aux villes : à quoi bon des roubles inutiles ? Dès lors, dans les grandes cités, les prix agricoles montèrent aussi vite que les prix industriels. Ils montèrent si haut qu'en 1917 ils avaient atteint trois à cinq fois leur valeur de 1914 :

	Avant la guerre	*Avril 1917*
Farine de seigle (un sac)	6 r. 50 k.	40 r.
Farine de blé (un pud')	2 r. 50 k.	16 r.
Pommes de terre (un sac)	1 r.	7 r.
Viande (une livre)	10/12 k.	60/70 k.
Matières grasses	12/15 k.	90 k
Pétrole	4/5 k.	11/12 k
Une paire de chaussures	5 à S r.	40 r.
Tissu (un arsin')	10/12 k.	50/70 k.
Un sagène de bois (environ 2 m^3)	6 r.	40 r.[29]

Les salaires suivaient d'autant moins les prix que la masse des travailleurs venus de la campagne exerçait une contre-poussée aux revendications des ouvriers ; aux usines Novyi Lessner, à Petrograd, il n'y avait pas 10 % des ouvriers qui, en janvier 1917, recevaient un salaire égal au minimum vital, soit deux cents roubles par mois. La moitié touchaient moins de cent roubles, salaire moyen des ouvriers les mieux payés en province, les typographes[30]. Ainsi s'établissait, à Kharkov, le budget type d'une de ces familles « privilégiées »[31] :

1. *Salaire moyen par mois :* vers 1913 : 43 à 55 roubles ; vers 1916-1917 : 90 à 111 roubles.

2. *Consommation moyenne d'une famille de deux personnes et deux enfants.*

DENRÉES	PRIX AVANT LA GUERRE	PRIX AU 15 AVRIL 1917

4 livres de pain	16 kopecks	60 k.
1 livre et demie de viande	28 k.	1 r. 50 k.
1/2 livre de matières grasses	13 k.	50 k.
Autres vivres	10 k.	50 k.
1 hareng	5 k.	30 k.
Thé et sucre	7 k.	15 k.
2 pud’de pétrole	10 k.	20 k.
2 verres de lait	6 k.	26 k.
Dépenses culturelles	10 k.	20 k.
Soit, par jour :	1 rouble 5 k.	4 roubles 2 k.
Frais mensuels :		
Logement	15 r.	30 r
Blanchissage, savon, etc …	1 r. 50	6 r.
Dépenses diverses	O r. 50	2 r.
Cotisations aux caisses de maladie et au syndicat	1 r.	2 r.
	18 roubles	40 roubles
TOTAL POUR I MOIS	63 roubles	166 roubles 30

En moyenne, les ouvriers perçurent un salaire qui s’établissait entre quarante-quatre et cinquante roubles en 1916, soit la moitié de celui des typographes de Kharkov, et le quart du « minimum vital ». Calculé en rouble-or, ce salaire restait identique à celui de 1914, la hausse des prix étant compensée par la hausse des salaires. Le patronat jugeait qu’il avait assez concédé. Les ouvriers n’en eurent pas le sentiment, le nombre des grévistes progressa de façon fulgurante :

Août-décembre 1914	34 752 grévistes
Année 1915	553 094 grévistes
Année 1916	1 086 354 grévistes

Le salaire des employés et des fonctionnaires suivit encore de plus loin la hausse des prix. Le pouvoir d’achat des classes moyennes et de la petite bourgeoisie s’effondra, comme en atteste ce tableau comparé des salaires nominaux et réels des employés et des ouvriers :

Période	Indice des prix	Salaire des ouvriers		Salaire des employés	
		Nominaux	Réels	Nominaux	Réels
1913	100	21/22	21/22	85,5	85,5
1914	101	22,9	22,7	85,5	85,6
1915	130	27/32	21/24	103	79,2
1916	203	44/50	22/25	142	69,8
1917 (début)	673	142/143	21,2	255	38,0[32]

Quatre fois plus élevés que ceux des ouvriers en 1914, les salaires des fonctionnaires et employés avaient diminué, relativement, de moitié. Les ouvriers n’étaient pas mieux rémunérés que naguère. Quant aux employés, ils l’étaient bien plus mal. Ceux-ci partagèrent la colère des travailleurs

manuels contre le régime ; et lorsqu'en 1917 le cortège des manifestants ouvriers défila, différence saisissante avec 1905, employés et petits-bourgeois du centre de la ville se joignirent à eux.

Montée des prix, pénurie, files d'attente, le système économique était immobilisé à la production, à la distribution, à la consommation. L'effort de reconversion avait également créé la débâcle des revenus, ressuscitant les mouvements revendicatifs. Comment l'État et les classes dirigeantes pouvaient-elles réagir ?

L'ÉTAT SE DISSOUT ; LA SOCIÉTÉ PREND LA RELÈVE

À la déclaration de guerre, Nicolas II avait confié au commandement militaire des pouvoirs exorbitants dans la zone des armées. Avec le recul de l'année 1915, celle-ci s'étendit jusqu'au cœur de la Russie, jusqu'à la capitale, Saint-Pétersbourg, rebaptisée Petrograd. Cette mesure n'alla pas sans difficultés : l'armée reprochait à l'administration son imprévoyance, celle-ci accusait les militaires de créer le chaos. Surtout, on ne savait plus quelles étaient les autorités responsables ; il y eut comme un vide dans le gouvernement du pays : les classes dirigeantes l'occupèrent sans tarder[33].

Dépossédé d'une partie de ses pouvoirs, le premier ministre, un vieillard, Goremykine, s'efforça de contenir le dépit de ses collègues ; Nicolas II n'aimait pas les récriminations et était fort courroucé ; il rendait le grand-duc Nicolas responsable des malheurs du pays, jaloux de sa présence à la tête des armées. Il décida de prendre le commandement suprême : Dieu lui avait adressé un avertissement et son rôle était de conduire les troupes à la victoire. À la cour comme dans le peuple, on en fut atterré ; chacun connaissait son indolence et son incompétence en matière militaire ; de plus, il était facile de prévoir qu'une fois le tsar parti de Carskoe-Selo[b], le cabinet perdrait toute autorité, car l'impératrice nommerait et congédierait les ministres à sa guise. Les membres du gouvernement interviennent alors auprès de Goremykine : il avait le devoir de prévenir cette catastrophe, de demander à Nicolas II de revenir sur sa décision. Goremykine se récria, les ministres donnèrent leur démission ; le tsar refusa de l'accepter et ils restèrent à leur poste. Quelques semaines plus tard, Nicolas II les congédiait. Privés même du droit de démissionner, les ministres avaient perdu toute autorité. Le tsar présent, on avait l'impression qu'un gouvernement siégeait dans la capitale ; lui parti, cette illusion s'envola.

À la dissolution du gouvernement s'ajouta le départ du tsar. Ayant pris la direction des armées, il menait à la campagne une nouvelle vie, qui semblait lui convenir, et il donnait l'impression d'être en vacances. Cela ne l'empêchait pas de s'exposer au feu, sans forfanterie ; son devoir de souverain le lui commandait et il ne s'y dérobait pas. Mais loin du gouvernement, de la ville, des affaires, il ne manifestait pas le désir d'être informé : c'était le rôle du Premier ministre. On ne l'en importunait pas, car on savait son aversion pour les affaires publiques. Isolé dans son train spécial, quelque part du côté de Mohilev, Nicolas II s'en remettait à Alexandra, son épouse, qui avait le goût de la politique et qui souvent manifestait plus de fermeté que son mari. Mais l'impératrice était impopulaire : d'origine allemande, hautaine, dévote, elle inspirait peu confiance aux Russes qui, à tort, la soupçonnaient de germanophilie. Surtout, on lui reprochait de vivre au milieu d'une camarilla où régnait le moine Rasputine. Ce paysan s'était introduit à la cour en jouant les inspirés ; il y faisait connaître « les sentiments véritables de la terre russe », plus doux à entendre que les cris de la ville. Plus ou moins guérisseur, il avait gagné la reconnaissance d'Alexandra et de son époux en sauvant la vie de leur fils, Alexis. À Carskoe-Selo, flattant le goût de la cour pour l'occultisme, il révélait également aux âmes pieuses les voies du salut, aux femmes particulièrement ; les maris y trouvaient d'ailleurs avantage, car Rasputine suivait de très près leur avancement. En quelques années, le gouvernement se peupla ainsi de ses « créatures » : en 1916, le président du conseil, Sturmer, et le ministre de l'Intérieur, Protopopov, figuraient parmi les adeptes de ses séances de tables tournantes : on était en pleine « rasputin'šča ».

Comme au temps de « l'Affaire du collier », la rumeur publique grossissait, quand elle ne les inventait pas, les excès de la cour ; en 1916, on accusait la camarilla de préparer une paix séparée ou d'ouvrir sciemment le territoire à l'invasion ennemie : Rasputine était responsable de tous les malheurs du temps. Aussi n'a-t-il pas manqué d'historiens pour comparer Nicolas II à Louis XVI et Alexandra à Marie-Antoinette. De manières simples, très amoureux de sa femme, dévot et père de famille attentif, l'empereur donnait l'impression d'être un « bon souverain » ; en vérité, le tsar autocrate était surtout un roi fainéant qui bâillait au conseil et que toute conversation un peu élevée fatiguait. Comme Alexandra, il ne se sentait à l'aise qu'en la compagnie de médiocres : plus ses ministres avaient de

talent, plus vite il les prenait en grippe. Loin d'être le souverain inconstant que ses panégyristes ont voulu dépeindre, Nicolas II avait toujours en vue la défense de ses prérogatives ; son père et Pobedonoscev lui avaient enseigné qu'il était tsar autocrate, que Dieu l'avait voulu ainsi, que toute concession à l'esprit du temps était un sacrilège. Honteux d'avoir dû instituer une douma après 1905, Nicolas II n'éprouvait pas le moindre remords d'avoir fait tirer sur le peuple ; il lui gardait rancune, au contraire, de s'être révolté contre sa « majesté » et se demandait s'il lui accorderait son pardon. Assez timide, peu loquace, plutôt secret, le tsar gouvernait la Russie comme on observe un rituel. Alexandra s'étonnait : « Qu'il partage le pouvoir avec la douma ? Mais, vous êtes ridicule, Nicolas est un tsar autocrate, comment pourrait-il partager son droit divin avec qui que ce soit ? » Lorsque la révolution de 1905 fut matée, Nicolas II était entré dans un profond sommeil ; jusqu'au dernier instant, il se consacra à sa femme, à la santé de ses enfants, à sa toilette ; chaque jour il faisait sa promenade ; dans son *Journal*, il parlait de la pluie, du beau temps[34].

Devant cette incurie, la société réagit ; elle voulait sauvegarder son patrimoine et sauver le pays. Mais, pour réussir, il fallait agir avec prudence, ne pas heurter les bureaucrates, jaloux de leurs prérogatives. Il se constitua ainsi des « associations » privées, mais d'intérêt public, qui essayèrent d'obtenir du tsar ou de hautes personnalités la caution qui leur permettrait d'agir sans entraves. Le « comité de la Croix-Rouge » donna l'exemple : organisation modeste au départ, il prit peu à peu en main l'administration sanitaire du pays et constitua comme une annexe du ministère de la Santé publique. Les « zemstva » intervinrent à leur tour, donnant aux associations naissantes le support de leur propre organisation ; dès 1914, les représentants de trente-cinq d'entre elles se réunirent à Moscou et constituèrent une « union pan-russe des zemstva » pour aider les soldats malades et blessés. Animée par le prince L'vov, l'activité de l'« union » dépassa rapidement ce cadre primitif et elle acquit la sympathie de l'opinion. Il se constitua également une « union des villes » ; grâce à elle, les maires des grandes cités purent coordonner l'accueil aux réfugiés, la répartition des prisonniers de guerre, etc. Puis se forma le « comité des industries de guerre » ; créé à Moscou sur l'initiative de Guckov, il avait pour objet de rationaliser la production destinée à la défense ; ces représentants du commerce et de l'industrie se groupèrent en une sorte de ministère parallèle, ayant des ramifications dans toutes les grandes villes.

L'« union des zemstva et des villes », constituée à son tour, voulut prendre en charge le ravitaillement de l'armée et son approvisionnement en munitions ; elle créa le « zemgor » qui fit double emploi avec le « comité des industries de guerre[35] ».

Grâce à ces efforts, l'armée fut mieux approvisionnée en 1916 qu'en 1915 ; Brussilov put même lancer une offensive victorieuse en Galicie ; néanmoins, il dut interrompre son avance, une fois de plus faute de matériel. À nouveau, l'ennemi bénéficiait d'une supériorité écrasante en artillerie lourde, de trois contre un sur certaines parties du front. Les alliés avaient réduit leurs expéditions malgré les appels désespérés du haut commandement russe : ainsi la France ne fournit en 1916 que 56 avions sur les 592 promis et 612 moteurs sur les 4 194 commandés ; ce matériel correspondait seulement à 5 % des besoins de l'armée et le pays ne pouvait lui fournir que la moitié de ses commandes. L'aide financière alliée allait également en diminuant ; lorsque Bark, ministre des Finances, vint à Paris en 1916 pour souscrire un emprunt, on l'accueillit fraîchement : la Russie ne donnait pas l'impression de se battre comme la France à Verdun[36].

L'arrière ignora ce redressement provisoire qui améliora le front durant quelques semaines. À leur tour, les consommateurs s'organisèrent, donnant une extension extraordinaire au mouvement coopératif déjà très développé. Les difficultés de la vie quotidienne, la hausse des prix, l'obsession des files interminables suscitèrent des coopératives géantes, de 20 000 à 30 000 membres ; elles naquirent comme des champignons tandis que se fédéraient les plus puissantes d'entre elles. Les coopératives ouvrières, plus faibles, étaient menacées d'absorption, et, en 1917, Kropot-kine leur recommandait de former des sociétés avec les syndicats pour constituer des « communautés de coopération ». À cette date, la Russie comptait 35 000 sociétés coopératives, totalisant près de dix millions de membres[37].

Ces initiatives attestaient la vitalité de la société russe, mais le gouvernement les regardait avec méfiance ; peu à peu, l'administration se voyait dessaisie de ses fonctions, impuissante à freiner le mouvement ; par une réaction d'autodéfense, chaque profession s'organisait : après les industriels, les médecins, les statisticiens, et ainsi de suite, « ceci toujours sans autorisation », observait un rapport de police. Sans le savoir, les Russes commençaient à se gouverner eux-mêmes : l'armée d'un côté, les producteurs, les consommateurs d'un autre. La révolution n'était pas encore dans les esprits ; dans les faits, elle commençait.

3. LA RÉVOLUTION GAGNE LES ESPRITS

L'OPPOSITION LÉGALE S'ENHARDIT

Rien ne laissait prévoir, en 1914, que la douma jouerait un rôle décisif dans la chute du régime. « Mal élue », cette quatrième douma n'était auréolée d'aucun prestige ; elle perdit le peu d'autorité qu'elle aurait pu avoir en ne protestant pas contre un abus de l'article 87 qui permettait au gouvernement de lui retirer son droit de regard sur les affaires publiques. Utilisant le peu d'énergie qui lui restait à la brimer, le gouvernement ne pouvait empêcher, toutefois, son président, Rodzjanko, de demander audience au tsar. Conscient de son importance, et plutôt porté à l'exagérer, celui-ci ne se privait pas d'utiliser sa prérogative, ce qui avait le don d'agacer Nicolas II, constamment rappelé à ses obligations de souverain. La douma chercha également à agir sur le gouvernement ; entrés en ordre dispersé dans les « comités » et « associations » créés depuis 1914, ses membres avaient demandé au premier ministre les autorisations nécessaires : était-ce l'amorce d'une collaboration ? Goremykine acceptait difficilement cette ingérence dans les affaires de l'État ; il le fit comprendre au « comité pour l'aide aux victimes de la guerre » : la situation n'avait rien de dramatique, le pessimisme du « comité » nuisait au moral de la nation ; c'est tout juste si Sukomlinov et N. Maklakov ne jugèrent pas son zèle intempestif : « Ou bien le gouvernement nous cache la vérité, et il nous trompe ; ou bien il est aveugle, et c'est le signe de son impéritie », commenta Miljukov[38].

Dès lors, la trêve conclue en 1914 se rompit ; animée par les Octobristes, une majorité des élus se constitua en « bloc progressiste » auquel se rallièrent quelques membres du « conseil de l'empire » et même des ministres. Les objectifs du « bloc » restaient modérés puisqu'il n'osait pas réclamer un ministre responsable devant la douma mais seulement un « gouvernement de confiance » ; par là, il visait les ministres dont Goremykine lui-même souhaitait se débarrasser. Toujours vigilant dès qu'il s'agissait de défendre les prérogatives de l'autocratie, le premier ministre désapprouva l'attitude du « bloc » et jugea même qu'il s'était constitué illégalement. Alors, ce dernier entra en campagne contre le gouvernement,

les ministres sympathisants durent démissionner et Goremykine resta seul maître du terrain. Puis il mit fin à cette session de la douma[c].

Comme s'ils voulaient provoquer l'assemblée, Alexandra et Nicolas choisirent comme remplaçant de Goremykine, jugé désormais comme inutilisable, une des créatures de Rasputine, le gouverneur Sturmer, un ancien membre de l'Okhrana[d], qui se flattait d'être un réactionnaire. L'opinion libérale fit flèche de tout bois, condamna l'incapacité des dirigeants et réclama un gouvernement responsable. Quoique de plus en plus courtes, les sessions de la douma apportaient chacune comme une bouffée d'air frais. Bénéficiant maintenant d'une audience inégalée, l'assemblée rayonnait au point que les sociaux-démocrates eux-mêmes déclaraient, avec čkeidze, que « rien, désormais, ne pourrait se faire sans elle ».

La cour manœuvra. Voyant bien, comme le montrait V. Maklakov dans une parabole célèbre, que l'opposition légale était trop timorée pour essayer de changer d'attelage au milieu du gué, elle persuada Nicolas II de surmonter sa répugnance et d'assister à l'ouverture de la prochaine session de la douma : en sa présence, les députés flattés n'oseraient manifester leurs sentiments à l'égard de Sturmer. Effectivement, ils n'osèrent, car ils étaient fidèles au régime et souhaitaient seulement le rendre plus libéral[39].

Pourtant, certains se demandaient si, pour sauver le tsarisme et la Russie, il ne faudrait pas se débarrasser de Nicolas II, qui était de plus en plus sous l'emprise de la « camarilla » d'Alexandra et de Rasputine ; ceux-ci avaient même réussi à faire nommer au ministère de l'Intérieur un paranoïaque, Protopopov. Dès lors, l'union se fit contre les ministres « incapables » et même l'*Union du peuple russe* lança l'hallali contre Rasputine. À son tour, Miljukov stigmatisa les responsables, « chacun de leurs actes était folie, tous réunis constituaient une trahison ». Malgré la censure la presse reproduisait ces philippiques ; idlovskij, au nom du « bloc progressiste », accusait le gouvernement d'affamer la capitale à dessein, pour susciter des émeutes qui justifieraient la conclusion d'une paix séparée[40] ;

Kerenski exigeait le départ de « tous les ministres, traîtres au pays », et Čkeidze déclarait que l'« heure était venue de se déclarer avec le peuple contre le gouvernement ou avec le gouvernement contre le peuple[41] ». Au début de 1917, cédant à l'opinion publique, Nicolas II renvoya Sturmer ; il choisit, pour lui succéder, le prince Golycine. Celui-ci « refusa l'honneur »,

priant le tsar de choisir un Premier ministre qui jouirait de la confiance du pays ; il n'en dut pas moins accepter la charge.

Les courtisans accusaient Rasputine. Selon la vieille tradition, la cour de Russie ourdit un complot et le favori tomba sous les coups des assassins. L'exécution fut saluée comme un premier pas vers la régénération du pays ; à la douma, on pensa que les Romanov allaient cruellement se venger. Effectivement, la répression s'abattit avec une violence extrême. L'opposition jugea alors qu'il fallait frapper à la tête, remplacer Nicolas II et instaurer une monarchie parlementaire avec le prince Lvov ou Miljukov comme Premier ministre ; le complot réunissait plusieurs personnalités qui n'agissaient pas toujours de concert ; il comprenait des industriels comme Konovalov ou Tereščenko, celui-ci assez lié avec l'ambassade de Grande-Bretagne ; des parlementaires, Guckov, Kerenski, Nekrassov ; des militaires, dont Brussilov et Alekseev. Tous jugeaient que la rupture des classes dirigeantes avec le tsar et sa camarilla était inéluctable : dès lors, ils avaient choisi leur camp[42].

> « On parlait d'"une révolution de palais". Quant à la possibilité d'un soulèvement populaire, tous se prononçaient contre, de peur de voir le mouvement des masses tomber dans les courants d'extrême-gauche, et de créer des difficultés dans la conduite de la guerre[43]. »

D'autres complots se nouèrent, mais on hésitait à mettre les grands-ducs dans la confidence et on tergiversait sur le choix des moyens. Nulle hâte, car on n'imaginait pas que l'opposition illégale pût ressusciter ni que la nation pût se soulever spontanément.

L'OPPOSITION ILLÉGALE RESSUSCITE

Les grèves avaient repris avec une ampleur extraordinaire : la pénurie, la baisse du pouvoir d'achat, la répression suscitaient un mécontentement grandissant ; on était aussi las de la guerre, mais les travailleurs hésitaient à manifester leurs sentiments pacifistes : cela heurtait le patriotisme et rendait leur action suspecte à la douma. Les grèves obéissaient à des motifs politiques autant qu'économiques, par une sorte de retour à la tradition révolutionnaire d'avant-guerre. Le synchronisme de ces manifestations attestait l'existence d'une organisation centrale ; des relations étroites étaient nouées entre les groupements clandestins de Russie et leur direction

à l'étranger, et inversement les querelles engagées par les socialistes à l'étranger se répercutaient jusqu'en Russie, « désorientant le mouvement alors que, sur place, se développait un travail des plus grandioses[44] ».

Aux deux pôles de l'opinion socialiste se situaient maintenant Plekhanov et Lénine. Fidèles aux positions social-patriotiques adoptées en 1914, le premier voyait son autorité faiblir dans les milieux de l'émigration : un rapport de police observait qu'à Paris le chiffre des engagés volontaires russes diminuait sous l'influence des internationalistes. Le groupe de Plekhanov comprenait alors Aleksinskij et L. Deutsch, qui, avec le S. R. Avksent'ev dirigeait le journal *Privyz.* Son seul succès fut le ralliement de Vera Zasulič, qui cependant jugeait les positions de Plekhanov trop chauvines[45]. À l'opposé, volontairement isolé, Lénine se refusait à toute collusion avec les responsables du naufrage de la II^e^ Internationale. En concession à la sensibilité patriotique des Russes, il ne mettait plus l'accent sur la nécessité de la défaite mais seulement sur la « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ». Là il était en désaccord avec la majorité des Internationalistes qui, derrière Martov, Aksel'rod, Černov, Natanson (Bobrov), voulaient préalablement reconstituer l'Internationale pour obliger tous les gouvernements à conclure une paix sans annexions. Ils n'étaient d'accord que pour condamner les sociaux-patriotes, qualifiés de sociaux-chauvins[46].

À Zimmerwald, en septembre 1915, se réunit une conférence internationale des révolutionnaires qui partageaient ces vues. Il y eut peu de participants parce que la majorité des socialistes et syndicalistes avait adhéré à l'« union sacrée » (en allemand, la *Burgfriede*). Bien qu'avec Camille Huysmans, le bureau de l'Internationale ait jugé que, dans ces conditions, une conférence était prématurée, certains délégués se rendirent à Zimmerwald, surtout des Russes, des Italiens, et des neutres. Le manifeste adressé aux révolutionnaires du monde entier n'en eut pas moins un retentissement considérable : condamnant la politique d'« union sacrée », il lançait un appel à une campagne de paix en montrant le caractère impérialiste de la guerre. (Voir le texte en annexe.) Tous les socialistes russes souscrivirent à cet appel sauf le groupe Plekhanov-Avksentev. Une « gauche », constituée par Lénine, Radek, Bukharine, jugea néanmoins ce manifeste insuffisant. Elle fit également des réserves sur le second manifeste, de ton plus ferme pourtant, que les Zimmerwaldiens lancèrent à Kienthal en 1916. (Voir le texte en annexe[47].) Désormais, cette « gauche

zimmerwaldienne » refusa de collaborer avec ceux qui, tout en condamnant les « naufrageurs » de l'Internationale, n'avaient pas rompu avec eux. Martov et ses amis jugèrent cette position excessive ; elle isolait les dirigeants des travailleurs ; il fallait que tous les groupes en lutte contre le tsarisme serrent les rangs ; les militants qui éditaient *Naše Slovo,* organe des « unitaires » de Trotski, tout comme le groupe bolchevik de *Novyi Mir,* à New York, étaient du même avis ; le « sectarisme » de Lénine inquiétait également Manuilskij, Bukharine, Maiskij : ils se rapprochèrent de Martov et de ses amis[48].

Jugeant que les faits commençaient à lui donner raison, Lénine restait intransigeant. Le 23 août 1915, il écrivait à ljapnikov, resté en Russie :

> « Les échecs militaires aident à l'effondrement du tsarisme et facilitent l'union des travailleurs révolutionnaires de Russie et des autres pays…
> 1. Notre victoire rendra cent fois plus puissant le mouvement des gauches en Allemagne.
> 2. Le tsarisme vaincu, nous proposerons la paix sur des bases démocratiques à tous les belligérants, et, en cas de refus, nous engagerons une guerre révolutionnaire[49]. »

En 1916, achevant la rédaction de *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme,* Lénine considérait qu'une révolution éclaterait non dans le pays où le capitalisme était le plus fort, mais dans un état économiquement peu développé. La guerre renversait ainsi les termes de la dogmatique marxiste et rendait l'explosion plus probable en Russie qu'ailleurs. Lénine pensait également que le soulèvement des nationalités y contribuerait et qu'il fallait l'encourager. Sur ce point, Radek, Bukharine et Pjatakov se séparèrent à leur tour de Lénine qui resta ainsi isolé, même au sein de la gauche zimmerwaldienne ; seuls, G. Zinov'ev et A. Kollontai partageaient complètement ces vues, exprimées alors dans *Komu nužna vojna ? (Qui a besoin de la guerre ?*[50]).

Sur la brèche depuis 1914, ces exilés animaient tous les mouvements pacifistes ou activistes de l'Europe en guerre. Nul ne les valait pour publier des feuilles illégales, changer de domicile ou d'identité. Elle était donc constituée, cette équipe de « révolutionnaires professionnels » dont rêvait Lénine ; toutefois, tous n'appartenaient pas à son camp et leurs correspondants de Russie étaient divisés comme eux, en groupes

irréconciliables. Mais en Russie, la poussée des masses fut plus forte que leurs querelles.

Il n'en avait pas toujours été ainsi, car une proposition de la bourgeoisie avait ressuscité les polémiques des premières années de guerre. En 1915, le « comité des industries de guerre » proposa aux représentants des travailleurs de constituer un « groupe ouvrier » qui participerait à ses travaux. L'initiative était sans précédent ; elle posait à la classe ouvrière un problème redoutable car une acceptation habiliterait les classes dirigeantes à se substituer à l'État, incapable de sauver le pays ; elle les habiliterait également à diriger la lutte contre le régime. Les bolcheviks se prononcèrent contre l'acceptation ; la collaboration avec la bourgeoisie impérialiste était inadmissible car la victoire sur l'ennemi renforcerait sa puissance ainsi que celle du tsarisme ; la défaite conduisait à la révolution plus sûrement que la victoire, il fallait combattre ceux qui voulaient l'assurer. Les sociaux-patriotes avaient une position opposée ; l'ennemi principal du mouvement ouvrier international étant l'impérialisme allemand, il fallait conclure une trêve avec la bourgeoisie comme il avait fallu en faire une avec le tsarisme ; ainsi, ils préconisaient l'acceptation. La majorité des révolutionnaires rejetait ces propositions extrêmes, le défaitisme étant impopulaire et les travailleurs portés d'instinct à défendre leur pays ; mais ils ne voulaient pas pour autant collaborer avec « l'ennemi de classe »[51]. Six ou sept organisations estimèrent, en fin de compte, qu'il fallait accepter les propositions de la bourgeoisie mais rester vigilants ; telle était la position de Vera Zasuli ? et du groupe *Samoza¡cita* (autodéfense). Plus en restait, des militants comme Gvozdev, Volskij[e], Čerevanine, Potressov voulaient bien faire un accord momentané avec la bourgeoisie pour préparer l'assaut contre le tsarisme et préserver la place des travailleurs dans le régime de demain. Hostiles à toute collaboration de cette nature, Martov Aksel'rod, Maiskij et d'autres voulaient donner « un contenu de classe » à leur participation : aider les victimes de la guerre, etc.[53]. En septembre 1915, un vote intervint après plusieurs mois de discussions : à Petrograd, une forte majorité se prononça contre l'acceptation. Le résultat surprit ; à une date où les organisations extrémistes étaient entièrement démantelées, il n'exprimait pas tant la puissance de rayonnement des mots d'ordre bolcheviks que leur adaptation aux aspirations des masses. Pourtant, aux élections décisives de novembre, le principe de la constitution d'un groupe ouvrier fut acquis ; mais ses

partisans étaient quelque peu discrédités et les zimmerwaldiens refusèrent d'y participer. Pour redonner confiance, les élus, qui comptaient parmi eux Gvozdev et Bogdanov, menèrent une lutte active contre le tsarisme ; ils regagnèrent assez de terrain pour que la police, informée de leurs intentions par Abrossimov, décide de les mettre hors d'état d'agir. Le groupe fut arrêté en janvier 1917[52]

. Les querelles entre tendances écartelaient le mouvement ouvrier, pourtant unanime à haïr le régime. Si une grève décrétée par les milieux bolcheviks éclatait, elle était vouée à l'insuccès, parce que les « défensistes » la condamnaient sous prétexte qu'elle favorisait la victoire de l'impérialisme allemand et ruinait les chances de la démocratie et du socialisme ; tandis que les autres zimmerwaldiens jugeaient l'initiative anarchique et recommandaient de ne pas s'y associer. De plus, comme les bolcheviks puisaient leurs forces dans les grandes usines, peuplées de nouveaux venus sans tradition ouvrière, leurs rivaux insinuaient en toute occasion qu'ils étaient le jouet d'une provocation. La manifestation émanait-elle au contraire des milieux « défensistes » et répondait-elle à un appel de la douma ? Cette fois ni les bolcheviks ni les autres « internationalistes » ne s'y associaient ; ils n'avaient que suspicion pour la douma bourgeoise et impérialiste qui, à la première alerte, les abandonnait. Si l'initiative en revenait aux amis de Martov, de Černov ou de Trotski, les bolcheviks et le « groupe ouvrier » refusaient de participer au mouvement : les premiers pour ne pas collaborer avec des militants qui ne condamnaient pas formellement le social-patriotisme ; les seconds, pour ne pas « faire le jeu des extrémistes ». Dans ces conditions, les hommes de parti pouvaient vouer à l'autocratie une haine tenace, cela paraissait sans conséquence. Nul n'imaginait que l'enchaînement des mots d'ordre, même contraires, pouvait conduire à la révolution[54].

« LA MAISON CRAQUE »

Un rapport de police, daté du début de 1917, décrit les sentiments de la classe ouvrière, les difficultés de la vie, la fatigue de la guerre :

> « D'après le porte-parole du groupe ouvrier des industries de guerre, le prolétariat de la capitale est au bord du désespoir ; on pense que la plus petite explosion, due au moindre prétexte, conduira à des émeutes incontrôlables, avec des dizaines de milliers de victimes.

> Effectivement, les conditions d'une telle explosion sont tout à fait remplies ; la situation économique des masses, en dépit d'une importante hausse des salaires, est proche de la détresse… Même si on estime que les salaires ont augmenté de 100 %, le coût de la vie s'est accru de 300 %. L'impossibilité d'obtenir les produits, la perte de temps que signifient des heures de queue devant les magasins, la mortalité croissante due aux mauvaises conditions de logement, au froid et à l'humidité résultant du manque de charbon… ; toutes ces conditions ont créé une telle situation que la masse des ouvriers industriels est prête à se laisser aller aux excès les plus sauvages d'une émeute de la faim[55]. »

Le mécontentement politique va plus loin :

> « Les interdictions légales qui pèsent sur les travailleurs sont devenues insupportables et intolérables. L'interdiction de changer d'usine ou d'emploi a réduit les travailleurs à l'état de bétail, bon seulement à devenir de « la chair à canon ». L'interdiction de toutes les réunions, même pour organiser des coopératives ou des cantines, la fermeture des syndicats, voilà pourquoi les travailleurs, conduits par les plus avancés et peut-être par les plus révolutionnaires d'entre eux, adoptent une attitude ouvertement hostile au gouvernement et protestent contre la continuation de la guerre[56]. »

Ce dernier voulait faire face ; après l'arrestation du « groupe ouvrier », Protopopov et Belaiev, ministres de l'Intérieur et de la Guerre, décidèrent avec le général Khabalov, commandant la région militaire de Petrograd, de faire venir des renforts ; ils définirent les tâches respectives de la police, des cosaques, de l'armée. Faute de casernes, toutefois, ils ne purent accroître les effectifs autant qu'ils l'eussent désiré. Ils s'en soucièrent peu, car les troupes de réserve, recrutées sur place, n'étaient pas très sûres.

Par contagion, le mécontentement passait de l'arrière à la troupe, des bataillons de ligne à ceux de la réserve : irrités déjà contre leurs officiers, jugés responsables des hécatombes de 1915, les soldats rejetaient sur les « barines » tous les malheurs du temps. Leurs lettres étaient pleines d'invectives contre les responsables et on parlait « d'un règlement de comptes », quand la guerre serait finie, ou peut-être même avant[57].

Après les ouvriers et les soldats, l'idée d'un changement nécessaire avait gagné les esprits les plus hostiles aux idées révolutionnaires. Le prince Mansyrev souhaitait élargir l'activité de groupes littéraires comme « le Cercle péters-bourgeois » ou la « Société de l'année 1914 », pour préparer les voies d'une révolution politique. « Même chez des gens n'ayant rien de commun avec les socialistes, les idées révolutionnaires se faufilaient ; c'était la mode. On commençait à devenir indifférent au succès des troupes ; les appels à la liberté soulevaient plus d'écho que les appels patriotiques[58]. » Comme l'aile avancée de la douma, les conservateurs voulaient préparer eux-mêmes ce changement pour prévenir les effets d'une révolution qui naîtrait dans la rue. Ils combattaient tout mouvement qu'ils n'animaient pas eux-mêmes, mais étaient incapables d'aboutir. Pendant ce temps, les discours des orateurs ébranlaient l'édifice :

> « La maison craque, notait Zinajda Hippius, la femme de Merežkovskij. Les libéraux ne devraient-ils pas aider de leurs propres mains à détruire ce qui est voué à la destruction, pour éviter que l'édifice s'écroule tout entier et nous ensevelisse sous les ruines ? »

Mais qui donc, en février 1917, aurait ajouté foi au pressentiment d'un poète ?

1. « Thèses sur la guerre », du 5 ou 6 septembre 1914, in G. and *F., op. cit.*, 37, p. 140-141 ; cf. également V. I. Lénine : *Le Socialisme et la guerre*, réédité en 1962 aux Editions sociales, Paris.

2. Archives Nationales, Série F 7, Fonds 13074. Rosmer (A.) : *Le Mouvement ouvrier pendant la première guerre mondiale*, Paris, 1936 et 1959, 2 vol., cf. tome 1, p. 245.

a. Voir page 32.

3. Badaev, *op. cit.*, 167.

4. Ceretelli, *op. cit.*, 127, p. 10.

5. Pour cette rétrospective du mouvement révolutionnaire jusqu'en 1914, nous avons utilisé les ouvrages cités dans la bibliographie, n^{os} 280 à 322.

6. Nous utilisons ici une observation de Cyril E Black, *op. cit.*, 292.

7.

L'enseignement se développait de façon plus démocratique que ne le laissait supposer le régime, cf. Johnson, *op. cit.,* 360 *a.*

8.

Voir les ouvrages cités dans la bibliographie et particulièrement les numéros 364 et suivants.

9.

Bonne description de la Russie de l'exil dans Kroupskaja, *op. cit.,* 214 et dans Wolfe, *op. cit.,* 273. Voir également Valentinov (N.) : *Mes rencontres avec Lénine,* trad, française, Paris, 1963.

10.

Florinsky, *op. cit.,* 289, p. 165 ; bonne discussion in Haimson, *op. cit.,* 293.

11.

Voir les ouvrages généraux sur l'économie et la société, n^{os} 286 et suivants.

12.

Gershenkron (A.) : « The rate of industrial growth of Russia since 1885 », *Journal of Economic History, VII, Supplement,* p. 144174 (1947).

13.

Florinsky, *op. cit.,* p. 144.

14.

Lavigne (M.-L.) : « Le plan de M. Rjabu¡inskij : un projet de concentration industrielle en 1916 », *Cahiers du Monde russe et soviétique,* 1964, I, p. 90-105.

15.

Russian Cooperator, de mai 1917.

16.

Cf. les observations de P. Sorlin, « Lénine et le problème paysan en 1917 », *Annales E.S.C.,* 1964, 2. p. 250-281.

17.

Pour la consommation, l'espérance de vie, etc. voir Kerblay, *op cit.,* 329 f. et également la revue *Russia,* n^{o} 6, sept. 1917, qui donne des chiffres de consommation en funts.

18.

Bairoch : « Niveaux de croissance au XIX^{e} siècle », *Annales E.S.C.,* 1965, 6, p. 1091-1118.

19.

Volobuev, *op. cit.,* 354.

20.

Cf. les ouvrages sur l'armée russe et les mémoires de Falkenhayn.

21.

Cf. Danilov, qui décrit les campagnes, *op. cit.,* 189 et Golovine qui s'attache à expliquer les problèmes de l'armée russe, *op. cit.,* 195.

22.

Denikine (A.I.) : *Ocerkirusskoj smuty,* I (2), p. 29.

23.

Cf. Ferro (M.), *op. cit.,* 370.

24.

In Florinsky, *op. cit.,* 289, p. 214-215.

25.

Trapeznikov, *op. cit.,* 348, p. 216 ; *Russia, op. cit.,* note 16 et également Zagorsky : *State Control of industry in Russia during the war,* Yale University Press, 1927, p. 51 et suiv.

26.

Sur la pénétration allemande, voir un curieux article de I. Kuli¡er dans le *Russko-Angliskij vestnik,* nº 1, janvier 1917, p. 10.

27.

Cf. Ioffe, *op. cit.*, 410.

28.

Cf. l'ouvrage de Ioffe, *op. cit.*, 410.

29.

Dok., April, 21, p. 341, enquête datée du 6 avril 1917, *in GAORSSMo, 6* 83, 3, 14

30.

Leiberov et Skaratan, *op. cit.*, 357, p. 46-58.

31.

Social-Demokrat de Kharkov du 15 avril 1917.

32.

Chiffres cités par Florinsky d'après Strumiline, *op. cit.*, 289. p. 126 et 158 à 164.

33.

Sur la fin du règne de Nicolas II, on consultera, en attendant l'ouvrage de G. Katkov, les travaux de Florinsky, déjà cité, nº 289, ainsi que de Charques (R.) et Pares, *op. cit.*, nos 290 et 291. Voir également C. de Grunwald, *Le règne de Nicolas II*, Paris, 1966.

b.

Tsarskoe-Selo.

34.

Ibid., el le *Journal* de Nicolas II, *op. cit.*

35.

Voir l'ouvrage déjà cité de Florinsky.

36.

Cf. Ioffe, *op. cit.*, 410, p. 28-32. Les alliés eurent le même sentiment lors de la conférence de Petrograd, tenue à la fin de 1916.

37.

Russian Cooperator, avril et mai 1917.

38.

Mêmes ouvrages qu'à la note 31.

c.

Le texte du programme de bloc progressiste Figure en annexe.

d.

La police.

39.

Voir le texte de la parabole en annexe.

40.

Francis (D. R.), *op. cit.*, 194, p. 62.

41.

Doc. Ker., op. cit. 35, I, p. 16.

42.

Aux ouvrages indiqués à la note 31 on ajoutera Alexandre, *op. cit.*, 161, p. 243.

43.

Stankevic, *op. cit.*, 259, p. 64-65.

44.

Selon Pumjanskij, cf. Archives Axelrod, août 1916, 7-28-9, Amsterdam, *op. cit.*, 13.

45.

Samoza¡cita, op. cit. Une partie des anarchistes suivait Kropotkine et partageait ces vues.

46.

Cf. Manifeste Zalevski, reproduit en annexe. Archives nationales, F. 7. 13074.

47.

Voir *Vozroždenie,op. cit.*, 620, p. 6 ; G. and F., *op. cit.*, 37, p. 426-427. Également Archives Grimm, op. *cit.*, 13. B. 125. Communication d'Avdeiev. le 26 septembre 1915.

48.

Voir *Zadaca,* du 21 août-3 septembre 1915, *op. cit.*, 63 c. et *Proletariat i Vojna* de novembre 1915 ; voir également les Archives Grimm, *op. cit.*, 13, Dossier B. 93, Lettre de Lunacarskij à Grimm du 13 septembre 1916, les Archives Axelrod., *op. cit.*, 13, Dossier 7-28-9, Lettre de Maiskij à Axelrod du 8 septembre 1916.

49.

G. and F., *op. cit.*, 37, p. 206-207.

50.

Ibid. et les Archives Axelrod déjà citées.

51.

Archives Axelrod, *op. cit.*, 13, Dossier 18-8-1, Lettre d'Axelrod à Larine du 26 avril 1915. Archives Kautsky, *op. cit.*, 13, D. 16 418-422, Lettre de Martov à Kautsky du 31 janvier 1917.

52.

Voir note 48 et également Archives Grimm, *op. cit.*, 13 ; Dossier G. 17. Il s'agit des groupes *Samozaščita. Naš Golos* (de Samara), le *Comité régional des S-D du Caucase,* la fraction Čkeidze, le *Comité Organisateur* et un autre groupe mal défini.
Voir également Dvinov, *op. cit.*, 304, p. 201-205 et *Samoza¡cita, op. cit.*, 58.

53.

Dvinov, *op. cit.*, 304, p. 126-217 et Archives Axelrod, *op. cit.*, 13, Dossier 12-49-10, Lettre d'Urickij à Axelrod du 21 mars 1916.

e.

N. Valentinov. 60

54.

Cf. la lettre de Lénine à ljapnikov in G. and F., *op. cit.*, 37, p. 252.

55.

Politiceskoe položenie Rossii nakanune febral'skoj revolujucii v žandarskom ove¡cenii, *K. A.*, XXV, p. 14 (*op. cit.*, 26).

56.

Ibid.

57.

Ibid.

58.

Mansyrev, *op. cit.*, 227, *passim.*

CHAPITRE II

LA CHUTE DE L'ANCIEN RÉGIME

1. L’INSURRECTION DE PETROGRAD : LES « CINQ JOURS »

À Petrograd, vers le milieu du mois de février, les réserves de farine étaient tombées à une dizaine de jours. Le commandant de la région, le général Khabalov, décida, d’accord avec la municipalité, d’instituer des cartes de rationnement. La foule l’apprit et dès le lendemain, 16 février, les files s’allongeaient à l’ouverture des boulangeries, puis à celles de toutes les boutiques de comestibles. Vidées en quelques heures, certaines tirèrent leur volet de fer. Des rassemblements se formèrent, on défonça des devantures. Les jours suivants, ces incidents se répétèrent ; ils éclataient le plus souvent après de longues heures d’attente, sous 20° de froid, lorsque la foule entendait le « n’et-u » fatidique (il n’y en a plus)[1].

La douma venait d’entrer en session[a] : ingarev (progressiste), Skobelev (menchevik) interpellèrent « les ministres incapables ». Ils les sommèrent de s’en aller, ajoutant qu’en France « le peuple avait su, naguère, balayer le trône ». Comme la direction des usines Putilov avait congédié des milliers d’ouvriers à la suite d’une grève, les députés stigmatisèrent le gouvernement : en période de pénurie, il laissait des familles entières dans le besoin, sans leur porter secours[2]. Mais depuis longtemps le président du conseil et ses ministres avaient pris l’habitude de laisser les députés interpeller dans le vide ; pour manifester leur mépris, ils s’abstenaient de venir siéger au banc du gouvernement.

Sentant venir l’orage, les députés de la gauche cherchèrent à établir le contact avec les organisations illégales ; sur l’initiative de l’avocat Sokolov, des réunions eurent lieu chez Gorki : Kerenski et Čkeidze vinrent y représenter la gauche de la douma, ljapnikov et Jurenev les organisations illégales. Il y avait là, également, des publicistes, des délégués des coopératives et des partis : Zenzinov (S.R.), Pešekhonov (socialiste populiste). « Simple bavardage », commente Jurenev ; néanmoins le contact était établi entre les deux oppositions. Bolcheviks, unitaires et anciens adversaires du groupe ouvrier refusaient de s’associer à des manifestations avec la douma ; une fois de plus, le mouvement échoua. Quelques jours plus tard, se retrouvant chez Gorki, Kerenski et ljapnikov échangèrent des mots vifs[3].

Pendant ce temps, les partis et les syndicats essayaient de préparer une manifestation pour le 23 février, dite « journée des ouvrières ». Pour la circonstance, un comité d'organisation avait pu se constituer, sous l'égide des unitaires. Allait-on lancer une grande grève ou organiser un défilé ? Après l'échec des manifestations de la semaine précédente, les bolcheviks étaient plutôt réticents : ils jugeaient la tentative prématurée. Le 23 au matin, voyant que les grévistes, hommes et femmes, se formaient en cortège, ils décidèrent d'y participer[b].

Ce premier jour, la manifestation des femmes grossit de l'apport des ouvriers congédiés de Putilov, suivis bientôt par des milliers de travailleurs. Craignant des troubles dans le centre de la ville, les autorité avaient ordonné la fermeture des bureaux et des magasins. Les employés de la ville furent invités à ne pas se rendre à leur travail : ils assistèrent à la manifestation, puis comme beaucoup de curieux ou de passants, suivirent le cortège[4]. « Les grévistes étaient sérieux et dignes », observe Marylin Markovitch ; ainsi le Pétersbourg petit-bourgeois se joignait aux travailleurs de Vyborg pour manifester contre le tsarisme : ce jour-là la classe ouvrière russe était sortie du ghetto.

L'humeur était assez joyeuse : « on dirait un jour de fête », rapporte un témoin[5]. Les tramways étaient arrêtés ; les cosaques patrouillaient : on leur faisait des signes d'amitié. La passivité de la police surprenait tout le monde. En fait, sous-estimant l'importance des revendications, – on ne réclamait pas seulement du pain ou du travail, mais la paix et la fin du tsarisme, – les autorités pensèrent qu'on craignait un ravitaillement insuffisant. Dans la nuit du 23 au 24, elles faisaient poser des placards rassurant les populations sur les disponibilités en céréales.

Le second jour, les femmes des ouvriers jouèrent encore un rôle essentiel ; pour tous, il s'agissait d'aller défiler sur la Perspective Nevskij en attirant le plus de monde possible. Dès 8 heures du matin, les travailleurs s'ébranlaient au départ de Vyborg, de Petrogradskij et de l'île Vassilij, les trois principaux faubourgs ouvriers de Saint-Pétersbourg. Cette fois la police était en place pour empêcher les manifestants de franchir les ponts de la Neva. Passant outre, ils traversèrent le fleuve sur la glace et se reconstituèrent en cortèges de l'autre côté[6]. Drapeau rouge en tête, on scande *la Marseillaise* ; en Russie l'hymne révolutionnaire a gardé sa signification, on le chante avec foi et détermination. Une foule immense se regroupe place Znamenskaja ; on crie : « Vive la République ». Les

cosaques apparaissent, on les acclame. Kajurov observe l'un d'entre eux qui lui lance un coup d'œil complice ; il se demande ce que cela peut signifier[7]. Mais la police montée arrive à son tour : elle crie : « Circulez », dégaine, charge, fait des blessés et des morts. Les manifestants courent en tous sens, s'échappent comme ils peuvent. Hargneuse, la police ne les poursuit pas ; car elle ne sait pas ce qu'elle doit faire, elle n'a pas reçu d'instructions.

La « société » ignorait que la nuit du 24 au 25 serait la dernière soirée de Pétersbourg. À la réunion d'aide aux prisonniers de guerre comme à l'« Anglo-Russian Society », nul ne parla des événements de la journée[8]. Au conseil des ministres cependant, Protopopov assura ses collègues que ces mouvements populaires n'avaient aucune gravité, qu'en vingt-quatre heures ils seraient matés. Le prince Golycine se déroba à un entretien que sollicitait Gučkov : le leader octobriste avait appris que la police devait disposer des mitrailleuses sur les toits des immeubles pour disperser la manifestation prévue pour le lendemain ; il déposa un message au domicile du président du conseil où il l'assurait que si on ne retirait pas ces mitrailleuses, il ne répondait plus du salut de la dynastie ; le message resta sans réponse[9].

Le troisième jour, les bolcheviks furent les principaux organisateurs des grèves et des cortèges. Les grèves reprirent avec une ampleur extraordinaire. Avait-on entendu l'appel des partis ? Quoi qu'il en soit, dès l'aube, les affiches collées par Khabalov avaient été arrachées ; vers 10 heures, toute la ville était sur pied : cette fois, le rôle des organisations était patent.

Le ministre de la Guerre, Belaiev, avait recommandé d'empêcher les manifestants de franchir la Neva : il ne fallait pas tirer sur eux « à cause de l'impression sur les Alliés ; mais briser la glace, en avant ». Néanmoins, Khabalov ne donna aucune instruction particulière : tout comme la veille, les faubourgs purent déferler vers la ville. Tous guettaient les réactions des cosaques, de l'armée, de la police montée (les pharaons). Gardée en réserve, l'armée intervint fort peu. Plus agressifs que le vendredi, les pharaons firent des blessés et des morts ; harcelés de projectiles divers, ils chargeaient avec hargne et poursuivaient les fuyards ; le commissaire Krylov fut tué. On voyait la différence avec les cosaques ; ils passaient toujours là où la foule leur ouvrait un passage : « Hurrah ! » criait-on ; ils caracolaient alors près d'elle, comme voulant les protéger. Déjà, par deux fois, les cosaques avaient refusé de seconder la police ; vers 15 heures, ils furent les héros

d’un exploit mémorable : place Znamenskaja, un orateur haranguait les manifestants, quand arrivèrent des pharaons qui voulurent les disperser. Personne ne bougea. L’un d’eux pointa son arme dans la direction de l’orateur. La foule se mit à hurler. Alors dans un nuage de neige et de poussière, un cosaque surgit et sabra le pharaon. D’autres surgirent qui mirent en fuite la police ; la foule restait éberluée, ne sachant que penser[10].

Le soir, au conseil des ministres, la discussion fut orageuse. Protopopov était furieux que Golycine ait rencontré Rodzjanko en son absence et qu’on ait confié au conseil municipal l’approvisionnement de la capitale : « Je le ferai arrêter, votre Rodzjanko, et je dissoudrai la douma. » Sur ce point, les ministres étaient d’accord, mais ils voulaient d’abord se débarrasser de Protopopov, qui ne contrôlait plus ses nerfs et qu’on savait impopulaire[11]. Cette réunion fut surtout marquée par l’arrivée de Khabalov qui venait de recevoir un télégramme du tsar :

> *J’ordonne de faire cesser dès demain dans la capitale les désordres, qu’on ne saurait tolérer en cette heure grave de la guerre avec l’Allemagne et l’Autriche.*
>
> NICOLAS.

Plus tard, Khabalov expliqua :

> « Ce télégramme, comment vous dire, pour être franc et sincère, fut pour moi comme un coup de massue. “Faire cesser dès demain”, comment cela ? Qu’allais-je faire ? Comment ça, “faire cesser” ? Quand on demandait “du pain”, on donnait du pain et c’était fini. Mais lorsque les drapeaux portent l’inscription “à bas l’autocratie”, il n’y a pas de pain qui tienne. Mais que faire alors ? Le tsar avait ordonné : il fallait tirer[12]. »

Pendant la nuit, l’okhrana procéda à de nombreuses arrestations ; cette fois il n’y avait plus de doute, les journées à venir seraient décisives. Situation sans issue, jugeaient Khabalov et Vassilev, le chef de la police. L’insurrection va être « liquidée », estimaient à l’inverse les leaders ouvriers. Les uns et les autres n’étaient d’accord que sur un point : désormais, tout dépendait de l’attitude de l’armée.

Les responsables des organisations illégales se tenaient dans l’expectative, surpris par les événements. « On ne sentait venir aucun ordre

de centres du parti (bolchevik), écrit Kajurov. Le comité de Pétrograd était emprisonné et le représentant du comité central, ljapnikov, se trouvait dans l'incapacité de donner des directives pour le lendemain… » Quant aux autres partis, ils avaient été démantelés et étaient désorganisés. Une fois de plus les anciennes querelles ressuscitaient : dans ces conditions, nul n'imaginait qu'une révolution pût éclater, puis réussir, à la suite de quelques manifestations plus ou moins anonymes et que ne contrôlait vraiment aucune organisation. Tout au plus, évoquait-on l'idée de constituer un soviet. Čerevanine (m.) s'en faisait l'apôtre ; les bolcheviks, soucieux de garder le contact avec l'avant-garde ouvrière, préconisèrent alors de faire de « soviets » le mot d'ordre à lancer dans les masses, mais les mencheviks jugèrent qu'on ferait mieux l'union sur la plate-forme de l'assemblée constituante : une fois de plus, on ne put rien décider en commun.

Le quatrième jour était un dimanche. La ville se réveilla plus tard qu'à l'ordinaire. Quand elle fut sur pied, elle trouva les soldats aux postes de combat. Déjà, Khabalov avait envoyé un télégramme à la Stavka : « Aujourd'hui, 26 février, le calme règne dans la ville depuis le matin. » Mais, avant midi, les faubourgs s'ébranlèrent et dans le centre la population descendit dans la rue. « Les soldats étaient en travers des avenues, rapporte un témoin, surveillant les trottoirs ; les ordres étaient donnés au clairon, par-derrière. » La foule s'approchait d'eux, leur parlait amicalement et ils répondaient ; les officiers multipliaient les ordres pour interrompre le dialogue, mais il reprenait aussitôt avec d'autres participants. Le commandement était irrité, nerveux de sentir son autorité défaillir :

Un soldat du régiment Volynskij raconte :

> « Les soldats espéraient qu'on ne les avait fait venir que pour les apparences, histoire de faire peur. Mais lorsque l'horloge de la gare marqua midi, les doutes se dissipèrent : on donna l'ordre de tirer. Une salve partit. Les ouvriers se dispersèrent ; les premières salves n'avaient pas fait de victimes : les soldats, par un accord tacite, avaient tiré en l'air…
> « Mais comment tirez-vous ? Que chacun fasse feu à son tour, pour que je le voie tirer ; il faut viser au cœur », criait un officier. Il courait à travers les rangs, saisissait le fusil tantôt de l'un tantôt de l'autre, tirait lui-même… Mais voilà que la mitrailleuse, braquée sur la foule par les officiers, se mit à crépiter, et le sang ouvrier rougit la neige de

l’esplanade. Les manifestants se précipitèrent en désordre dans les cours des immeubles, s’écrasant les uns sur les autres[13]. »

Il y eut quarante tués et quarante blessés place Znamenskaja et plus de cent cinquante pour la journée. Les soldats étaient indignés. Mais les manifestants, harassés et fiévreux, défaits et comme vaincus, rentraient chez eux. Alors le gouvernement décida de décréter l’état de siège et de proroger la session de la douma ; il rejetait le « plan » de Maklakov qui proposait de procéder, simultanément, à la démission du ministère, à la suspension de la douma pour trois jours, à la constitution d’un gouvernement de confiance ayant à sa tête un général populaire, comme Alekseev[14]. Il pensait qu’il avait la situation bien en main, qu’il n’y aurait pas de cinquième jour[15].

Moins découragés qu’exaspérés, craignant une provocation, les hommes de parti sentaient peser sur eux une lourde responsabilité[16] Qu’allait-on faire le lendemain ? Des tracts « unitaires » et « bolcheviks » appelaient les soldats à fraterniser. Était-ce suffisant[17] ? On en discuta toute la nuit du 26 au 27, au quartier général des bolcheviks, à Vyborg, et chez Kerenski où s’était réuni comme un état-major de la révolution. À cet état-major, il manquait seulement des troupes. Dans les faubourgs, c’étaient plutôt les chefs qui faisaient défaut.

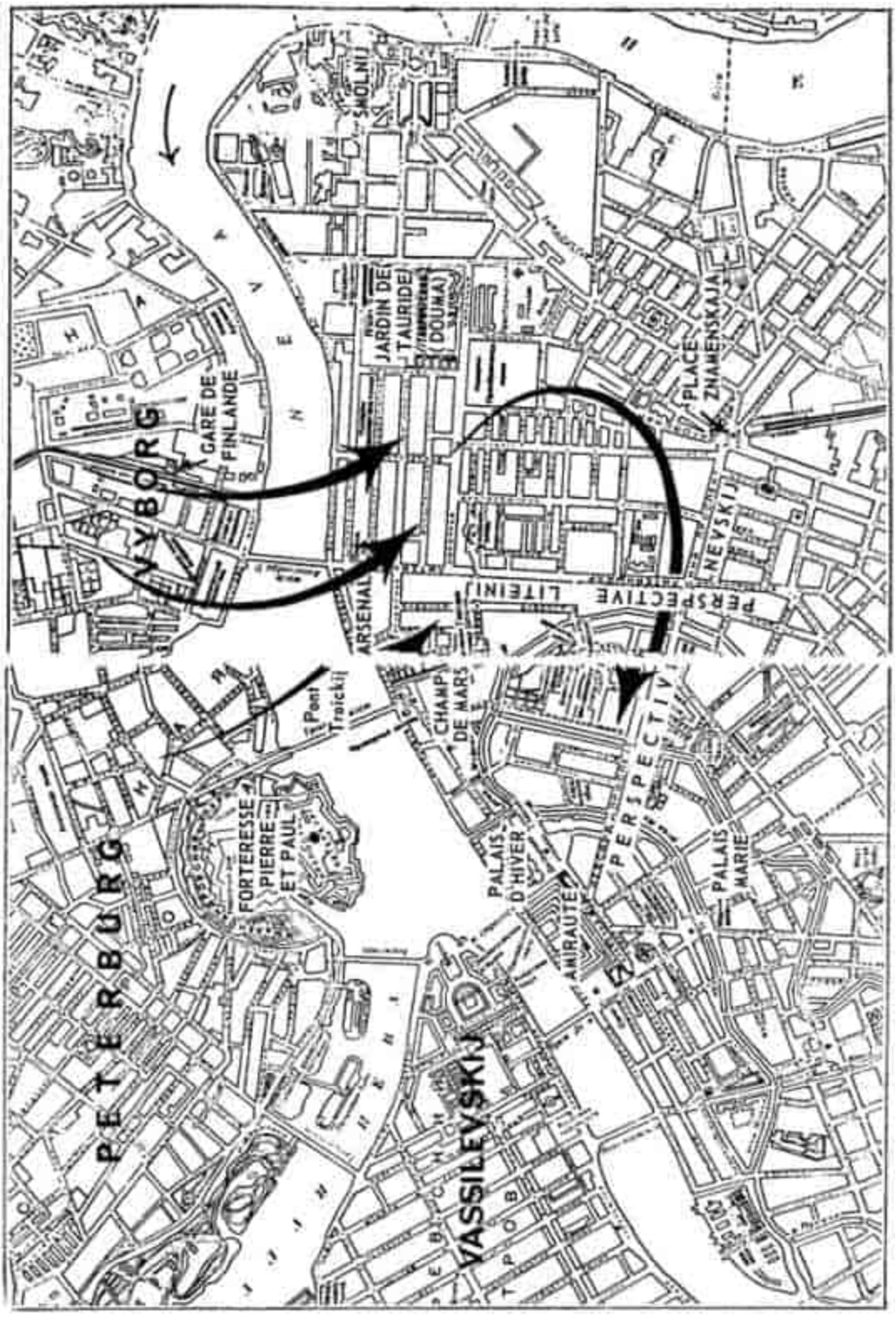
Les bolcheviks n’avaient guère eu confiance en ce mouvement qu’ils n’avaient pas entièrement suscité mais seulement suivi tant il était étranger à la forme d’insurrection armée qui seule, d’après eux, pouvait aboutir[18].

Sans doute l’avaient-ils animé le samedi, mais le soir du 26, une seule chose apparaissait à Kajurov, « la révolution se liquide. Les manifestants sont désarmés, personne ne peut plus répondre au gouvernement qui a pris des mesures décisives[19] ». Tous ne partagent pas ce pessimisme, beaucoup veulent continuer le soulèvement. Un tract fut rédigé, appelant à la continuation de la lutte, « autrement ce serait condamner les soldats à être fusillés » ; l’objectif était le renversement du tsarisme et la constitution d’un soviet qui formerait un gouvernement[20]. Mais y croyait-on ? Quand Čugurine proposa de constituer des « commandos armés », ljapnikov s’y opposa : il craignait qu’une imprudence n’exaspérât les soldats contre les ouvriers : ils n’avaient pas hésité avant de tirer sur la foule. On disait même qu’un régiment s’est mutiné. Et que pourraient ces « revolvers » quand demain l’armée venue du front investirait la capitale ? Il valait mieux, en conclusion, « continuer le travail de propagande », pour gagner les soldats

et paralyser le tsarisme[21]. Persuadés qu'une révolution ne pouvait pas alors réussir[22], mal informés des tout derniers écrits de Lénine qui montraient le contraire[23], sous-estimant le mouvement d'autant plus qu'il était anonyme et qu'ils n'en avaient aucunement le contrôle, les dirigeants bolcheviks, habiles à organiser les masses, s'avéraient incapables, dépourvus d'instructions, de prendre une initiative politique. Comme ils répugnaient à collaborer avec les « défensistes », ils ne faisaient plus rien. Lénine avait interdit à ljapnikov de collaborer, à quelque prix que ce fût, avec Čkeidze et Skobelev ou leurs amis[24]. « J'étais convaincu, à les voir, écrit Sukhanov[25], que l'organisation ouvrière la plus influente de ce Pétersbourg, celle qui préconisait les solutions les plus extrêmes sur la question du pouvoir ces jours-là, n'avait point formulé de politique sérieuse, et qu'on ne pouvait attendre d'elle des slogans énergiques en rapport avec un plan préparé[26]. »

À la même heure, chez Kerenski, se rencontraient des militants de toutes les tendances révolutionnaires : des populistes aux défaitistes[27]. Depuis quelques mois, déjà, ces hommes se réunissaient tantôt chez l'un, tantôt chez l'autre, pour réaliser l'impossible unité. Par une ironie du sort, le seul mouvement qui avait pris de l'ampleur n'était le fait ni de l'un d'entre eux, ni le fruit de résolutions concertées[28] Passionnément, on commente les événements du jour : la répression, la mutinerie Pavlovskij, la prorogation de la douma par le prince Golycine. Comment les députés réagiront-ils demain à l'ukaze du tsar ? Ces jours derniers la douma a revendiqué la direction du ravitaillement de la ville, mais Rodzjanko n'a-t-il pas aussi adressé au tsar des suppliques alarmées ? L'émeute terrorise la douma, mais alors qu'elle pourrait, comme l'avait dit Miljukov, « poussée par le pays, prendre des mesures extrêmes[29] », elle semble – à l'exception de la minorité d'extrême gauche – plus soucieuse du rétablissement de l'ordre que de ses propres prérogatives. Sauf chez les extrémistes, c'est pourtant sur elle que l'on compte. La veille encore, Čkeidze ne disait-il pas qu'il fallait s'appuyer sur la douma en toute circonstance[30] ? La conversation, alors, devient orageuse. Les représentants des organisations clandestines (Jurenev et Sokolovskij, unitaires ; Alexandrovič, S.R., défaitiste) reprochent à Kerenski et à ses amis leur enthousiasme, et à Kerenski plus spécialement son hystérie. Jurenev et Alexandrovič, qui se présentent avec les bolcheviks comme les seuls représentants authentiques du socialisme, opposent à tous leur scepticisme. Selon eux « le mouvement des troupes se réduit à rien[31] ». « La réaction se renforce ; le malaise dans les usines est secondaire – il est

clair que les ouvriers et les soldats n’ont pas les mêmes buts –, on ne doit pas faire des rêves éveillés sur la révolution mais préparer des jours meilleurs par une propagande systématique dans les usines[32]. » Ces paroles tombent comme une douche froide, commente Zenzinov. En bref, tandis que les uns veulent aller de l’avant, « participer aux événements » (Kerenski, Zenzinov, Erlih), Jurenev recommande d’attendre et de voir. Quand on se quitte, c’est le chaos[33].



PETROGRAD EN 1917 Au nord, les trois grands quartiers ouvriers : l'île Vassilevskij, Petersburg Vyborg. *Les flèches indiquent la marche des manifestants pendant les journées de Février.*

« Aux premières heures de la journée du 27, – *le cinquième jour* –, écrit Trotski, les ouvriers imaginaient la solution du problème de l'insurrection bien plus lointaine qu'elle n'était en réalité. Plus exactement ils croyaient avoir tout à faire, alors que leur tâche, pour les neuf dixièmes, était déjà accomplie. La poussée révolutionnaire des ouvriers du côté des casernes coïncida avec le mouvement des soldats qui déjà sortaient dans la rue[34]. »

En ville on avait eu l'écho d'incidents qui auraient éclaté, la veille, entre soldats et officiers de la 4e compagnie du régiment Pavlovskij : indignés d'avoir été obligés de tirer sur les manifestants, les soldats avaient voulu retourner dans leurs casernes et exiger la cessation du feu. On fit appel à l'aumônier pour les calmer ; ils acceptèrent d'abandonner leurs armes, mais vingt et un d'entre eux ne répondirent pas à l'appel. Ce n'était qu'un signe précurseur[35]. La nuit du 26 au 27, la fièvre avait gagné toutes les casernes : après les Pavlovskij, les Preobraženskij, les Volynskij commentaient, livides de colère, les fusillades de la journée : jamais plus ils ne tireraient sur le peuple. Un des participants rapporte :

> « Le 27 au matin, vers 6 heures, notre détachement se rassemble. Kirpičnikov prit la parole : il dit comment il fallait agir et ce qu'il fallait faire.
> « À ce moment, un bruit d'éperons se fit entendre dans le corridor. Les soldats, alertés, s'immobilisèrent. L'aspirant Kolokolov, ancien étudiant récemment arrivé au régiment, entra ; à son salut les hommes répondirent comme à l'ordinaire. Derrière lui entra le commandant Laškevič. Tous dressèrent l'oreille, le silence se fit. En réponse à la formule de salut, "bonjour, frères", un "hourra" éclata, comme il avait été convenu. Ayant flairé quelque chose d'insolite, il répéta la formule. Et de nouveau retentit un vigoureux, un redoutable "hourra".
> « Laškevič interpella le sous-officier Markov, et, furieux, demanda ce que cela signifiait. Markov, croisant la baïonnette, répond d'une voix ferme : "Hourra, c'est un signal pour désobéir à vos ordres." Les crosses martelèrent le sol asphalté de la caserne ; les culasses crépitèrent : "Va-t'en pendant que tu es sauf ", crièrent les soldats. Laškevič essaya de crier : "fixe", personne n'obéit. Il demanda de rétablir l'ordre pour pouvoir donner lecture d'un télégramme de *Sa Majesté Nicolas II.* Mais ses paroles restèrent sans effet. Ayant perdu l'espoir de maîtriser les hommes, Laškevič et Kolokolov sortirent en

courant. Vivement, Markov et Orlov ouvrirent alors le vasistas de la fenêtre, braquèrent leur fusil, et lorsque les officiers arrivèrent à leur hauteur, deux coups retentirent : Laškevič était étendu de tout son long sous le porche[36]. »

L'alarme fut donnée ; les officiers fuyaient, le chemin était libre, le détachement sortit de la caserne. Dans la rue, il rencontra d'autres soldats, des Litovskij et des Preobraženskij.

Pendant ce temps, les faubourgs, à leur tour, déferlaient sur la ville. Avançant avec précaution, ils aperçurent au loin des groupes de soldats. Une rumeur grossit : « ils sont sans officiers ». Tout de suite, ouvriers et soldats fraternisent. Ailleurs, on entend des coups de feu : est-ce un malentendu ? À son tour, c'est le soldat qui appelle l'ouvrier : « Courage, camarade, approche, viens avec nous. » Ensemble, ils traversent les ponts de la Neva.

Vers 12 heures, le cortège enflammé commence à sillonner la ville. Des soldats, sous les yeux de leurs officiers, distribuent leurs armes à la foule qui les acclame. Au loin, vers 13 heures, monte une fumée noire : c'est le tribunal civil qui flambe. À 14 heures, tous les ponts sont franchis. Sur la Perspective Liteinij, l'immense cortège des Volinskij arrive à son tour ; il y rencontre les Semenovskij, restés loyalistes ; des barricades se dressent ; mais on sent du flottement chez les Semenovskij. Des mutins en voiture passent tout près d'eux et les invitent à se joindre aux insurgés. On tire cependant de part et d'autre ; il y a des morts. Mais après une courte bagarre, les insurgés l'emportent. Ils entrent dans l'Arsenal et la foule s'arme de quarante mille fusils[37]. En quelques heures l'ordre ancien s'effondre et Petrograd est presque entièrement aux mains des insurgés. Un témoin, le comte de Chambrun, écrit à sa fiancée restée en France :

« Pendant que brûle le Palais de Justice, le régiment des Pavlovskij sort de ses quartiers, musique en tête. Je regarde passer ces bataillons serrés, conduits par des sous-officiers. Instinctivement, je les suis. À ma stupeur, ils marchent vers le Palais d'Hiver, y pénètrent, salués par les sentinelles, l'envahissent, l'occupent. J'attends quelques instants et je vois le pavillon impérial descendre, lentement, tiré par une main invisible. Aussitôt après, devant cette place neigeuse où je suis seul, mon cœur se serre : une cotonnade rouge flotte sur le palais[38]. »

2. L’INITIATIVE

Pendant ce temps, à la douma, les députés venaient d’apprendre que, par ukaze, le tsar avait suspendu la session de l’assemblée. Pour dire son fait au gouvernement, ils décidèrent, comme les constituants de 1789, de ne pas tenir compte de cette décision et de commencer à délibérer. Toutefois, pour ne pas désobéir à l’ordre de leur tsar, ils décidèrent également de ne pas siéger dans la salle des séances, mais dans l’hémicycle situé juste à côté. Jusqu’au dernier moment Rodzjanko, le président, avait adressé au tsar des appels pathétiques. Le 26, il achevait le premier « en priant Dieu que la responsabilité des événements ne retombe pas sur le monarque[39] ». Une fois de plus il demandait à Nicolas II de constituer un gouvernement de confiance. Ce télégramme étant resté sans réponse, il en envoya un autre le 27 :

> « La situation empire. Des mesures doivent être prises immédiatement. La dernière heure est venue, où se décide le sort de la patrie et de la dynastie. Demain il sera trop tard[40]. »

Pas l’ombre d’un sursaut de révolte. D’aucuns le lui reprochaient, mais il fallait d’abord délibérer. Groupés autour du bureau de Rodzjanko, les députés convinrent, vu la situation, de limiter le temps de parole à cinq minutes par orateur. Extrêmement tendus, ils parlèrent ainsi tour à tour, interrompus seulement par le crépitement de la fusillade. Nekrassov fit une première proposition : « Nous n’avons plus de gouvernement ; il faut en créer un qui jouisse de la confiance populaire. » Il proposait qu’on charge le général Manikovskij de le constituer avec des membres de la douma. Karaulov proposa l’élection d’une commission qui serait chargée de le former ; Rjevskij jugea maladroit de confier ce gouvernement, comme le proposait Nekrassov, à un général d’Ancien Régime et Savič avança le nom du général Polivanov, plus âgé, moins énergique, mais populaire. Džjubinskij proposa que l’assemblée des Doyens prenne le pouvoir, il fut acclamé. Sur ces entrefaites arriva Kerenski : il demanda que l’assemblée le délègue, ainsi que Čkeidze, pour aller haranguer les soldats. Čkeidze était d’accord ; pas l’assemblée, méfiante. On attendait beaucoup du jugement de Miljukov ; il se prononça contre toutes les propositions précédentes, estimant que l’heure de constituer un autre gouvernement n’était pas encore

venue, mais il n'avait à faire aucune autre suggestion[41]. Prête à se rallier aux propositions du leader des Cadets, la majorité fut déçue ; au lieu de prendre les affaires en main, Miljukov avait tergiversé. Dès lors, que faire ?

À ce moment-là, 20 000 manifestants pénétrèrent dans les jardins du palais de Tauride ; les députés perdirent la tête. Quelques-uns, craignant d'être massacrés, descendirent dans la rue pour se confondre avec la foule. D'autres, comme Miljukov, jugeaient plus digne de rester, de tenir tête[42]. Ils espéraient que la douma en imposerait aux manifestants. Par ukase, le tsar ne venait-il pas d'ordonner sa dissolution[43] ? šul'gine a bien décrit son anxiété : cette armée venait-elle pour nous protéger ou pour attaquer ? Préoccupés, émus, se serrant moralement l'un contre l'autre, même ceux qui avaient lutté pendant des années contre l'autocratie sentaient subitement qu'il existait quelque chose de terrifiant, de dangereux, dont ils étaient tous menacés. Ce quelque chose était « la Rue »[44].

Pourtant, il ne s'agissait encore que de petits groupes. Et la garde du palais hésitait. Les insurgés étaient armés, un incident allait éclater, lorsque, sans pelisse, sans chapeau, défaits, quelques députés sortirent dont Karaulov, un officier cosaque, qui s'approcha des manifestants : il les entretint quelques instants, stoppant leur marche. Plus loin, Skobelev, Čkeidze et Kerenski accueillaient les insurgés. « Tel que j'étais, sans pardessus, sans chapeau, je m'élançai au-devant de ces soldats que j'avais espérés si longtemps, raconte Kerenski[45]. Des sentinelles effarées se tenaient sur le perron. Je souhaitai la bienvenue aux troupes et au peuple au nom de la douma et en mon nom propre. Leur union, seule, pouvait sauver la situation[46]. »

Mais manifestement, on prêtait plus d'attention aux coups de feu qui annonçaient l'arrivée de contingents plus décidés. Des groupes plus cohérents de soldats et de civils réclamaient Kerenski. « Donnez-nous des ordres, dites-nous ce qu'il faut faire[47]. » Les gros bataillons s'avançaient maintenant. Des cris jaillissaient tandis qu'on acclamait Čkeidze, Skobelev, Kerenski : « Ils sont des nôtres ! Ils sont des nôtres ! » Et plus loin, on redemandait « des instructions, des directives ». Alors Kerenski hurla d'une voix saccadée[48]. « Arrêtez les ministres ! Prenez les postes, télégraphes, téléphones ! Occupez les gares et les établissements officiels ! » C'est alors qu'apparut Rodzjanko : il annonça que l'assemblée allait tenir une réunion et assura les manifestants « que la principale tâche était de remplacer

l'ancien régime par un nouveau gouvernement[49] ». « Bon Dieu ! dit quelqu'un, on se décide enfin[50] ! »

Parmi les insurgés, civils et militaires, qui déferlaient dans le jardin de Tauride, figure « le groupe ouvrier du comité de guerre[51] » qui venait d'être libéré des Krestys. Avait-il simplement suivi le flot du mouvement, ou, comme le suggèrent Trotski et les bolcheviks, s'était-il dirigé vers la douma « pour y jouer un rôle historique pendant que nos camarades animaient la victoire des rues, au milieu des ouvriers et des soldats[52] ? » Aucun témoignage ne permet de certitude[53]. Seul čerkaskij rapporte que des « camions amenèrent des prisonniers politiques ». Mais on ne précise pas si le « groupe ouvrier » était de ceux-là. Toujours est-il qu'arrivés au palais de Tauride, Gvozdev et ses camarades rejoignirent leurs amis mencheviks, les députés Skobelev et Čkeidze. Devant le tour pris par les événements, ils envisagèrent de former un soviet. Il était impossible d'agir dans cette cohue et ils demandèrent à Kerenski de s'entremettre auprès du président de la douma pour qu'ils puissent s'installer quelque part[54]. La salle 13, celle de la commission du budget, était libre ; Rodzjanko les autorise à s'y réunir. « Il a dit qu'on peut rester », rapporte un ouvrier. « Ainsi ce fut par notre collaboration, commente amèrement le prince Mansyrev, qu'un petit groupe de suspects pu se proclamer soviet[55]. »

« Il y avait dans cette pièce sept ou huit hommes déguenillés, continue le prince Mansyrev ; ils parlaient de la formation d'un soviet que présiderait Khrustalev-Nossar ; il criait ; on lui répondait. Subitement, il aperçut dans la cohue, blême mais propre, rasé et digne, Miljukov. Khrustalev se rua sur lui en criant : « Que veulent-ils de moi ? Me mettre à la tête du mouvement ? Quel mouvement ? Que se passe-t-il ? Je ne sais rien de tout cela ! Que veut-on de moi[56] ? »

Qui se trouvait alors dans cette salle 13 du palais de Tauride ? D'abord « les maîtres du jeu », tous mencheviks : Gvosdev et ses compagnons (B.O. Bogdanov, Breido)[57], les deux députés S.D. (Čkeidze, Skobelev). Puis, arrivé tout seul, Khrustalev-Nossar. Il y avait également Kapelinskij, du mouvement coopératif (internationaliste). Parmi la « gauche radicalisante » de Petrograd, l'avocat Sokolov, assez proche des internationalistes ; Grinevič, également sympathisant menchevik ; Erlih, du Bund[58] ; Grohman, Frankorusskij, proches des mencheviks, Sokolovskij[59], Pankov[60].

L'idée de constituer un soviet rencontrait-elle des difficultés ? Trois heures plus tard, lorsque arriva ljapnikov, leader des bolcheviks, on en

discutait encore. Il proposa de ne pas se hâter, d'attendre que soient présents les « représentants des ouvriers ». On se mit d'accord pour reporter la séance de deux heures, c'est-à-dire à 21 heures[61]. De fait, sous le nom de « soviet des ouvriers », le présoviet de 15 heures avait déjà lancé une proclamation invitant les délégués ouvriers pour le soir, à 19 heures, au palais de Tauride[62] : le comité des journalistes de Petrograd diffusa la nouvelle avec l'autorisation de Čkeidze et de Kerenski[63].

Le pré-soviet de 15 heures décida également d'instituer une commisson du ravitaillement avec Grohman et Franko-russkij. Cette commission lança un appel à la population pour qu'elle nourrisse les soldats révoltés[64] et commença à faire l'inventaire des stocks dont la ville disposait. Le soviet décida de créer une commission militaire pour prendre en main la défense de la révolution. Sous la direction d'un officier S.R., Mstislavskij, et aidé par un officier de marine, Filippovskij, elle essaya de mettre sur pied un plan de la défense de la douma et de Petrograd. Sokolov regroupa quelques délégués des régiments insurgés, les munit d'un brassard et d'un ordre de mission à en-tête de la douma. Après inventaire des armes dont on disposait, on étala un plan de Petrograd pour avoir une vue d'ensemble de la situation. La plupart des régiments s'étaient insurgés, seule la cavalerie restait suspecte, car les cosaques n'étaient plus aussi sûrs que les jours précédents[65]. Il suffirait d'un seul régiment loyaliste pour balayer cette « folle multitude », car on ne disposait pas même de cent hommes pour la protéger[66]. On s'interroge sur la tactique à suivre. Ils sont déterminés mais impuissants à couler une force, même réduite, dans cette cohue qui hurle et devrait être la milice de la révolution. Mais ceux à qui on confiait les missions disparaissaient ou ne savaient les accomplir, tandis que des inconnus ramenaient, solidement encadrés, les premiers prisonniers[67].

De leur côté, les bolcheviks lançaient un manifeste. Traditionnellement ce manifeste est daté du 26, à tort, comme l'a montré Burdžalov[68], puisque son préambule n'a pu être écrit qu'après le soulèvement de l'armée[69]. Donc, au plus tôt, le 27 au matin. Mais au plus tard, le 27 au soir, puisqu'il devait être distribué le 28, en supplément du n° 1 des *Izvestija*[70]. Or nous savons par Sukhanov et ljapnikov que c'est entre 16 heures et 17 heures que celui-ci, – qui avait écrit à la machine le manifeste rédigé par Khakorev, Kajurov, midt, Molotov –, se rendit à la douma, après avoir appris par téléphone la constitution d'un soviet[71]. Et il ne devait plus quitter le palais de Tauride jusqu'au petit matin. Ce manifeste fut donc rédigé AVANT que l'on ait

appris la constitution du soviet de 15 heures[72]. Les bolcheviks y invitaient leurs représentants à constituer un « gouvernement révolutionnaire provisoire ». Il n'était plus question de « soviet ».

Pour expliquer leur absence au soviet de 15 heures les bolcheviks ont montré que, le 27, « les mencheviks patriotes se dirigèrent vers la douma où étaient distribués les rôles et les postes. Les bolcheviks se rendirent dans les districts vers les ouvriers et les soldats, pour achever avec eux la révolution[73]. » Pour justifier son retard, ljapnikov ne manque pas de souligner qu'à la douma, ce jour-là, il n'y avait pas d'ouvriers. Ailleurs, il précise que les barrages de soldats restés loyalistes ne laissaient pas la foule des faubourgs pénétrer dans le centre[74]. Et, lorsqu'il arrive au pré-soviet de 15 heures, tout de suite il demande que l'on attende les délégués des ouvriers : personne ne proteste, ce qui implique qu'aucun groupe d'ouvriers n'était encore arrivé.

Tout cela n'est pas inexact encore que la vérité s'établisse dans un autre contexte.

Avant que s'accomplisse la révolution, soucieux d'être à l'avant-garde du mouvement ouvrier, les bolcheviks n'étaient pas hostiles à l'idée de soviet[75]. Mais le jour où l'insurrection triompha et au moment où les mencheviks constituaient le soviet, les bolcheviks jugèrent que cette étape pouvait être dépassée ; ils énoncèrent leur propre programme d'action, d'inspiration d'ailleurs strictement léniniste : ils envisageaient de procéder à des élections pour constituer immédiatement un gouvernement révolutionnaire provisoire, auquel ils auraient, éventuellement, participé. Seulement, la révolution avait éclaté dans des conditions telles que, désormais, sur la route du pouvoir, il n'y avait plus seulement la douma, il y avait également le soviet[76].

3. LA NUIT DES DÉCISIONS

Pendant que se constituait le soviet de 15 heures, la douma, inquiète, continuait à délibérer. Elle considérait volontiers qu'elle représentait, par excellence, l'opposition à l'autocratie. Aussi faisait-elle valoir au tsar qu'elle était la seule force susceptible de servir d'arbitre entre la nation et lui. Elle espérait même que Nicolas lui confierait le pouvoir, calculant que, si la résistance du tsar l'amenait à prendre des mesures extrêmes, elle aurait tout le pays derrière elle. Mais, au moment décisif, elle n'osa.

Après des débats où, semble-t-il, les loyalistes l'emportèrent, un geste révolutionnaire fut décidé, mais pour s'opposer plus efficacement à la révolution. Ainsi fut constitué le *Comité pour le rétablissement de l'ordre et les rapports avec les institutions et les personnalités* dont le nom même constituait le programme. Composé des leaders des partis politiques représentés à la douma[77] (sauf l'extrême droite), ce comité délégua son président Rodzjanko auprès du premier ministre Golycine. En sa présence, il devait rencontrer le prince Michel. Tous trois espéraient que le tsar romprait le silence et répondrait par une proclamation annonçant la constitution d'un ministère « de confiance ». Stupéfait de sa propre impuissance, Golycine avait donné son accord. Vers 18 heures, il avait même envoyé sa démission au tsar. Mais Nicolas l'avait refusée.

Dans l'ignorance des événements de Petrograd, le tsar s'en tenait au rapport optimiste de Belaiev, expédié le 26. Il remercia son frère Michel qui lui proposait ses services et répondit que lui-même se rendrait le lendemain à Petrograd[78]. Or, il n'y avait déjà plus de pouvoir ! Emietté dans toute la capitale, le gouvernement avait disparu, les ministres avaient fui, les policiers se cachaient : à minuit, Belaiev disposait seulement de 1 500 à 2 000 soldats[79]. Il comptait néanmoins organiser la résistance autour de l'Amirauté, en attendant des secours qui n'arrivèrent jamais. Rodzjanko s'en était retourné au palais de Tauride. Désemparé, il revenait dire au comité l'échec de son ultime appel à l'empereur. Pendant son absence, la douma s'était emplie des vainqueurs du jour : manifestants, ouvriers, soldats, qui occupaient le palais de Tauride ; ils ignoraient que, déjà, ils avaient assuré le succès de la révolution.

Dans la foule qui gravissait les escaliers du palais de Tauride se trouvaient maintenant les délégués du soviet des ouvriers de Petrograd. Ils

apportaient, toutes fraîches, des nouvelles des faubourgs, mais s'enquéraient également de la situation en ville, au palais Marie[80], à la Stavka[81]. Toutes sortes de rumeurs circulaient : le général Alekseev venait d'être nommé président du conseil ; le tsar allait l'accompagner à Petrograd pour régler sur place la situation ; le grand-duc Nicolas était à nouveau généralissime ; les troupes loyalistes marchaient sur Petrograd, où était déjà arrivé le 17e régiment d'infanterie ; il s'était rendu maître de la forteresse Pierre-et-Paul ; on disait également que la capitale avait été abandonnée « exprès », etc. Chacun se demandait ce que le tsar allait tenter. Quelles seraient les réactions du front ? À Petrograd, on ignorait si l'on avait affaire à une émeute sans lendemain ou à une révolution, si, demain, le peuple soutiendrait ceux qui acceptaient le risque de donner une direction au mouvement. « Nous sommes finis », glissa Grinevič, un des orateurs du soviet, à l'oreille de Sukhanov. « Maintenant, c'est le gibet », pensa Pešekhonov, la gorge serrée, en montant ses escaliers[82].

C'est dans ces circonstances que s'ouvrit la séance du soviet de 21 heures, tantôt interrompue par les accents des soldats mutinés venus crier leur révolte, tantôt glacée par les informations qui circulaient. Impuissant, Sokolov essayait, mais en vain, de mettre de l'ordre dans les débats. Au moins fut-il possible de filtrer l'assistance dans le vestibule qui menait à la salle ronde où, sans demander l'avis de la douma le soviet s'était installé. Une « commission » contrôlait les entrées ; elle donnait à chacun, suivant le mandat dont il se disait porteur, voix consultative ou délibérative[83]. ljapnikov mit en doute la représentativité de ces élus. Les ouvriers n'étaient pas dans les usines, au moment de ces « élections » ; aussi, il insistait sur leur caractère provisoire[84].

Dans la salle, il y avait une cinquantaine de délégués, et peut-être deux cents à deux cent cinquante présents[85], lorsque Sokolov se décida à ouvrir la séance. Tout de suite apparurent les divisions dont souffrait le camp démocratique[86] : par des références continuelles à « son » action en 1905, Khrustalev-Nossar indisposa l'auditoire et fut exclu du bureau politique par trente-cinq voix contre dix ; ensuite, on procéda aux élections proprement dites : chaque groupe votait seulement pour le candidat de son parti, voire pour un indépendant, jamais pour une tendance rivale. Les indépendants obtinrent ainsi plus de voix que les membres des partis contre qui jouaient les exclusives[87]. Furent ainsi élus : en tête, Steklov, Kapelinskij, Sukhanov. En fin de liste, ljapnikov et Alexandrovič avec vingt-cinq et vingt-trois

voix. Celui-ci, arrivé avec un groupe d'ouvriers, fut préféré à Zenzinov, socialiste-révolutionnaire comme lui, mais « défensiste ». On décida ensuite d'inclure dans ce bureau les sept membres du praesidium. Furent ainsi nommés : président du soviet : Čkeidze ; vice-présidents : Kerenski et Skobelev ; secrétaires : Gvozdev, Sokolov, Pankov, Grinevič[88]. Au total, les mencheviks l'emportaient largement. ljapnikov proposa alors de renforcer le comité en lui adjoignant des représentants des partis ouvriers. Bolcheviks, mencheviks sociaux-révolutionnaires auraient droit à trois représentants supplémentaires ; Molotov (b.) et Jurenev (u.) vinrent siéger le soir même ; les autres ne siégèrent que plus tard[89]. C'est au milieu de ces élections – auxquelles, selon ljapnikov, on n'avait pas accordé assez d'intérêt – que se présentèrent les délégués des régiments révoltés : Volhyniens, sapeurs, Finnois, etc. Ils devaient se succéder à la tribune toute la nuit, multipliant les effusions, les appels, les proclamations, interrompant sans cesse l'ordre des débats. Le bureau du soviet put néanmoins confirmer la mission des « comités » institués l'après-midi, décider la création de milices ouvrières sous l'ordre de commissaires ainsi que la publication d'un quotidien révolutionnaire, les *Izvestija*. Le premier numéro lança aussitôt un appel à la lutte contre le tsarisme et proposa la réunion d'une assemblée constituante[90].

À son tour, la « droite » du palais de Tauride s'activait. Le comité de la douma sentait que pour ne pas perdre son crédit, il lui fallait se mettre à la tête d'une révolution à laquelle il était étranger. Connaissant l'existence du soviet, il voulait prévenir son action, car la douma jouissait encore d'une grande autorité. Les loyalistes, comme šul'gine, invitaient le comité à prendre le pouvoir au nom du tsar ; avec la constitution du soviet, la gauche commençait à se montrer rétive ; Kerenski déclarait qu'il ne pouvait rester solidaire de ses collègues que dans la mesure où il n'était pas lié par sa position de président du soviet[91]. Après une longue hésitation, Rodzjanko se rallia à ceux qui préconisaient un coup d'État. Et c'est ainsi que le regard triomphant et le sourire retenu, Miljukov put annoncer au soviet que la douma avait pris le pouvoir. La commission littéraire du soviet apprit la première la nouvelle : elle y applaudit ; Steklov seulement « du bout des doigts », nous dit Pešekhonov. Il était déjà minuit. Aussitôt Rodzjanko annonçait à la commission militaire du soviet la nomination du colonel Engelhardt comme commandant de Petrograd. Sokolov protesta. « Il y a déjà une commission militaire, avec Mstislavskij à sa tête » ; le ton s'éleva.

Les deux pouvoirs nés de la même révolution s'opposaient-ils déjà ? Pas encore, Mstislavskij céda : il acceptait l'autorité d'Engelhardt, car il fallait faire l'union contre le tsarisme. Autre succès de la douma[92].

Au soviet, Čkeidze dirigeait maintenant les débats. Il était tard ; les délégués ouvriers quittèrent les lieux, jugeant un peu vaines ces effusions répétées. Pour s'isoler, le bureau dressa un rideau dans un coin.

C'est au cours de cette réunion que Molotov, au nom du parti bolchevik, aborda le problème de la représentation des soldats au soviet[93] ; il proposa que les soldats élisent des représentants qui constitueraient la « section militaire du soviet ». Les mencheviks s'y seraient opposés, craignant l'anarchie dans l'armée. La majorité ne suivit pas leurs arguments[94].

À 4 heures du matin, le comité exécutif épuisé suspendit sa réunion et se donna rendez-vous à midi.

4. L’INSTAURATION DU DOUBLE POUVOIR[95]

Pendant les deux jours qui suivirent, les insurgés achevèrent de nettoyer la ville. Autour de l’Amirauté, le général Zankevič commandait encore à un millier d’hommes. Ayant appris par le télégraphe la nomination du général Ivanov comme dictateur de la capitale, il pensa se retirer dans l’île de la forteresse Pierre-et-Paul où il pourrait attendre l’arrivée de renforts. Le pont était barré. Revêtant alors son plus bel uniforme, il se présenta à ses soldats, apprécia leur humeur, jugea qu’il ne pourrait compter sur eux pour percer le barrage et partit mourir, seul, dans le palais du tsar. De son côté, menacé d’être bombardé par les canons de la forteresse passée à la révolution, le ministre de la Marine décida de ne plus prolonger la résistance. À 14 h 30 il envoyait son dernier télégramme à la Stavka :

> « Vers midi, quatre compagnies, un sotnja, deux batteries, une compagnie de mitrailleuses, dernières troupes fidèles, ont évacué l’Amirauté. Je n’ai pas jugé opportun les transporter ailleurs, car pas absolument sûrs. Seront cantonnés dans casernes. Les clefs sont au ministère de la Marine[96]. »

À l’aube du 1er mars, la ville entière était aux mains des insurgés. Il y eut quelques engagements sur la Sampsonevskij, à la porte Narva, mais dus, semble-t-il, à une méprise car les troupes les plus « loyalistes » avaient gagné la cause de la révolution[97]. Quelques policiers isolés, déguisés en soldats et réfugiés sur les toits des immeubles, auraient continué à tirer à la mitrailleuse sur des rassemblements[98]. On les pourchassa et ils furent massacrés. Des violences furent commises contre les officiers et les propriétaires de quelques équipages, leurs appartements saccagés. Le baron Stackelberg fut assassiné ; les ministres furent arrêtés, amenés à la douma.

Sous prétexte de les mettre sous bonne garde, Kerenski les installa dans une salle, à l’arrière du palais de Tauride ; il ne voulait pas faire couler le sang des hommes et aimait à répéter qu’il ne serait pas le Marat de la révolution. Il sauva Protopopov ; puis Sukomlikov :

> « On vint me dire qu’il était à la douma. Les soldats étaient dans un état de surexcitation terrible. Ils avaient l’air de vouloir le mettre en pièces. »

Kerenski voulut procéder comme quelques instants plu tôt, avec Protopopov :

> « Voyant que sa proie allait lui échapper, la foule se précipita sur nous, raconta Kerenski. Je me hâtai de couvrir Sukomlinov de mon corps. Il n'y avait plus que moi entre lui et les assaillants. Je leur criai que je ne leur permettrais pas de le tuer et de déshonorer ainsi la révolution. Je leur déclarai qu'ils n'arriveraient à lui qu'en passant sur mon corps. La foule recula et nous pûmes pousser Sukomlinov par la porte qui s'ouvrait derrière nous et qui se referma pendant que les gardes croisaient les baïonnettes[99]. »

Les violences avaient pris fin et toute la ville s'abandonnait à l'allégresse. Sur la perspective Nevskij envahie par la foule, plus un seul équipage. Des cortèges se formaient, entonnant *la Marseillaise* ; on s'embrassait, on pleurait de joie. On était le 1er mars, et c'était le printemps.

Ni la douma ni le soviet ne partageaient cette euphorie. Placés devant leurs responsabilités, les maîtres du jour savaient qu'entre le tsar et la révolution, il fallait choisir : au bout, il y avait le pouvoir, ou la potence, et leur cœur n'était pas si léger.

Les manœuvres de la douma

S'étant arrogé le pouvoir, le comité de la douma essaya de lui donner quelque substance. Il procéda à la nomination de « commissaires » chargés de rétablir l'ordre : retenir la révolution lui importait plus que la consolider. Il espérait qu'ainsi le gouvernement glisserait entre ses mains, d'accord avec la dynastie, sans solution de continuité ; Rodzjanko croyait même être mis à sa tête et que se réaliserait son rêve d'un gouvernement de confiance. De son côté, Gučkov confiait à Buchanan « qu'il ne regarderait pas la situation comme désespérée si seulement l'empereur voulait suivre les avis qu'on lui donnait et reconstituait un gouvernement »[100]. Sinon, la douma serait contrainte de sauver la monarchie malgré Nicolas II. Gučkov voulait éviter qu'on le renversât violemment, il préférait une abdication « spontanée » qui épargnerait de trop fortes secousses et permettrait de poursuivre la guerre. « Bien sûr, nous ne sommes pas les maîtres de la situation, confiait le vice-président idlovkij à un journaliste américain ; le peuple et les soldats la dominent ; nous devons agir avec précaution[101]. »

D’abord, il ne fallait pas laisser les événements prendre un cours irréversible ; aussi Rodzjanko corrigea un appel lancé par Bublikov, commissaire aux communications, et passé sur le fil spécial du télégraphe des chemins de fer : « La monarchie étant tombée, la douma a pris le pouvoir », énonçait le texte ; « non », expliqua Rodzjanko, « il faut dire : La monarchie s’étant révélée impuissante, la douma avait pris le pouvoir[102]. » Pour perpétuer l’équivoque, il adressa ce message à Russkij, commandant du front nord : « Le comité avait pris l’autorité gouvernementale en vue de l’élimination des membres de l’ancien conseil des ministres. » Rodzjanko continuait ainsi à poursuivre le vieux rêve du « bloc progressiste », comme si entre-temps une révolution n’avait pas eu lieu[103]. Pour que le tsar accepte de constituer ce gouvernement responsable, il décida de se rendre en personne à la Stavka ; idlovskij l’accompagnerait[104]. Mais, en les, voyant arriver à la gare, les cheminots alertèrent aussitôt le soviet ; pressentant un piège, celui-ci refusa de les laisser aller. L’incident eut un retentissement considérable ; Kerenski se méprit-il sur les mobiles de Rodzjanko ? 11 était bouleversé, répétant que le soviet allait retarder l’abdication, maintenant inéluctable. Ébranlé, celui-ci revint sur sa décision : Rodzjanko pourrait se rendre à la Stavka mais seulement s’il communiquait les modalités de l’abdication si Čkeidze l’accompagnait. Comme dans le projet de Rodzjanko le pouvoir passait à Michel II, les leaders du soviet refusèrent de jouer les dupes. Furieux et désemparé, Rodzjanko clamait partout son impuissance : il lui faudrait attendre la réunion prévue pour le soir, où les leaders du soviet et ceux de la douma essaieraient de conclure un accord ; à moins que d’ici là n’interviennent les armées d’Ivanov[105]. Loin de rester inactifs, les députés cherchaient à se rallier les soldats. Ils organisèrent des rassemblements spectaculaires et lancèrent un appel à l’ordre ; après quelques tâtonnements, ils en trouvèrent la bonne formulation : « Rentrez dans vos casernes pour qu’on sache, en cas de besoin, où l’on pourra vous trouver. » À la « commission militaire », ils prenaient le pas sur les représentants du soviet, qui en étaient pourtant les fondateurs : « Vous nous avez mis dans le bain, maintenant tâchez d’obéir », disait Rodzjanko à Sokolov et Mstislavksij. Ainsi le représentant de la douma, le colonel Engelhardt, put-il enfin « être le patron » de la commission dont il eut la présidence[106]. « Nous appartenons à un parti malheureux, confiait-il à Claude Anet, correspondant du *Petit Parisien ;* nous sommes des Girondins… Nous tâchons de faire obéir les soldats. Jusqu’à quand cela ira-

t-il ? À présent, cela va, mais demain ? Comment agir ? » Son comportement fut équivoque : il annonça que les officiers qui essaieraient de retirer leurs armes aux soldats seraient exécutés, mais ne dirigea pas ces troupes-là où elles auraient pu faire face à celles d'Ivanov ; au contraire, il les mit à la disposition du grand-duc Michel et des principaux notables[107]. De son côté, trahissant ses arrière-pensées, Rodzjanko invita les soldats à remettre leurs armes aux officiers ; ceux-ci voulurent s'en prévaloir et des coups furent échangés. Alors un groupe de soldats qui était loin, pourtant, de connaître le jeu des dirigeants, se rendit au palais de Tauride pour exposer ses griefs et dire ses exigences. Ainsi naquit le « prikaze I »[108].

LE PRIKAZE I

Le colonel Engelhardt raconte : « Des soldats, apparemment délégués par leurs camarades, me demandèrent de rédiger un ordre comportant des revendications assez modérées certes, niais qui contenaient l'idée de comités de régiments. J'allai voir Rodzjanko et Gučkov, leur expliquai que ces soldats étaient venus me voir comme le représentant de la douma et qu'ils n'avaient pas été en face, au soviet. Gučkov et Rodzjanko firent répondre aux soldats que leur demande était inopportune. Puis j'en rencontrai un qui me dit en partant : " Eh bien, tant mieux, comme cela nous rédigerons l'ordre nous-mêmes[109]. " »

Ce matin-là, le soviet avait abordé les problèmes de l'armée. Des délégués de régiment préparaient un appel et un prikaze destinés à la garnison. De leur côté, Sukhanov et Steklov rédigeaient une proclamation invitant à l'union ; les soldats garderaienl leurs armes ; on leur demandait de ne plus lyncher leurs officiers. Ces textes mis au point, le soviet ouvrait le débat sur la question du pouvoir lorsque arrivèrent les délégués revenant de chez Engelhardt. ljapnikov reconnut parmi eux l'anarchiste F. Linde et il les vit entourer Sokolov, qui à l'écart achevait de mettre au point le texte de l'appel du soviet[110] ; sous leur dictée, Sokolov transcrivit alors leurs doléances : ainsi naquit le prikaze I. En quelque sorte, il se substituait au texte préparé par la « commission militaire »[111].

Attribuant aux soldats hors du service les droits civils et politiques de tous les citoyens, le prikaze annulait tout ce qu'il pouvait y avoir de vexatoire dans le règlement de l'ancienne armée russe. Il soumettait les unités de la capitale à l'autorité politique du soviet, et stipulait que les

décisions de la douma n'étaient exécutoires que lorsqu'elles ne seraient pas contraires à celles du soviet. Réponse aux manœuvres de la douma, l'article 5 spécifiait « qu'en aucun cas les stocks d'armes ne seraient remis aux officiers, même s'ils en faisaient la sommation ». Moins sévère, en définitive, que le texte d'Engelhardt passé inaperçu[112], le prikaze I eut néanmoins un retentissement bien plus considérable. L'assemblée du soviet l'approuva par acclamations, car il différait peu du projet préparé par la commission ; ultérieurement, elle déclara avoir été étrangère à la rédaction, ce qui, à la lettre, était exact ; mais comme le souligne justement Zlokazov, le prikaze n'en exprimait pas moins la volonté des soldats du soviet même s'ils n'en étaient pas vraiment les auteurs. Le soir, le texte parvint à la connaissance de la douma. « Alors, mon sang se glaça dans les veines, écrit šul'gine ; c'était la mort de l'armée. » Le prikaze réduisait à néant les tentatives de la douma de reprendre en main les soldats de la capitale. Le comité de la douma se retrouvait seul, loin des armées du tsar, face au soviet dont l'ombre ne cessait de grandir. S'il ne voulait pas disparaître, il lui fallait accepter de négocier.

AU SOVIET : JOIE ET INQUIÉTUDES D'UNE VICTOIRE

Plus prompts, par habitude, à analyser leurs échecs en d'interminables palabres qu'à haranguer les foules en héros victorieux, les dirigeants du soviet étaient loin de montrer un visage triomphant. Éternels inquiets, ils s'interrogeaient sur les mesures à prendre pour résister aux treize convois de troupes qui, disait-on, marchaient sur Petrograd[113]. La disparition subite de toute résistance gouvernementale leur paraissait suspecte, n'était-elle pas le prélude à une terrible répression ? Quarante ans plus tard, Zenzinov se rappelait encore la peur de cette nuit du 28 février au 1er mars[114]. Le soviet se sentait complètement désarmé : à défaut des cohortes venues offrir leur vie à la révolution, il ne disposait pour toute protection que d'une cohue qui assistait à ses séances comme on va à une kermesse ; puis chacun s'en retournait chez lui.

Or, il eût fallu délibérer, décider, agir.

À droite, Potressov, Zenzinov, minoritaires, estimaient que puisque cette révolution était « bourgeoise », il fallait laisser à la douma la charge du gouvernement et considérer une participation éventuelle des socialistes comme un succès. Bogdanov jugeait indispensable cette entrée des

socialistes au gouvernement, sinon le cabinet qui émanerait de la douma resterait fidèle au tsar.

La majorité critiquait cette façon de voir : tant que la Russie ne possédait pas les moyens de faire une véritable révolution socialiste, jugeait-elle avec Sukhanov, la participation des socialistes au gouvernement ne pourrait que bercer l'inquiétude des travailleurs, nuire à leur émancipation, déconsidérer ses leaders. « Il ne pourrait y avoir de véritable révolution socialiste que lorsque la Russie pourrait s'adosser à une Europe socialiste. En attendant, il fallait à la fois que la Russie censitaire accepte de prendre le pouvoir et que les révolutionnaires assurent le minimum de garanties pour que l'on puisse franchir l'étape suivante de la révolution. » Aussi Sukhanov, Grinevič, Čkeidze voulaient soutenir le gouvernement dans la mesure où celui-ci pratiquerait une politique en accord avec celle de la « démocratie » ; ils désiraient pouvoir récuser les ministres « indésirables ». Pour que la nature du régime ne fût pas équivoque, Sukhanov allait jusqu'à recommander la nomination de Michel comme régent.

Cette façon de voir irritait au plus haut point Kerenski : stigmatisant ces leaders « qui déclaraient d'un ton doctrinal que s'en tenant aux principes du socialisme " scientifique ", la démocratie révolutionnaire ne devait pas entrer dans un gouvernement " bourgeois ", il était, pour sa part, fort tenté d'y participer comme " ambassadeur de la démocratie " ; il jugeait d'ailleurs que le public se prononçait dans sa majorité " pour une représentation de toutes les exigences politiques au sein du gouvernement, avec, s'il le fallait, contrôle par le soviet " ».

À l'extrême-gauche, les anarchistes, les bolcheviks, les inter-raions, de tendance unitaire[c], jugeaient que ces concessions à la bourgeoisie n'avaient pas de sens ; les masses avaient le pouvoir, pourquoi le rétrocéder ? Dès le 2 mars, le bolchevik Zaslavskij faisait acclamer la formule : tout le pouvoir aux soviets ; il jugeait « nocif cet espoir de voir la bourgeoisie réaliser les objectifs de la classe ouvrière et du pays ». « Nous aurions voulu un programme intersocialiste, une décision sur l'arrêt de la guerre », ce dont parlait le tract diffusé ces jours-là : « Les socialistes devaient prendre le pouvoir sans pour autant instaurer tout de suite le socialisme, ajoute ljapnikov ; c'est en cela que nous n'étions pas maximalistes. » Toutefois, à la réunion du comité, les bolcheviks ne dirent mot et les autres sociaux-démocrates en furent tout surpris. Lors du vote, ils se rallièrent à la

thèse de la non-participation avec soutien conditionnel : le point de vue de Čkeidze et de Sukhanov l'emporta ainsi par treize voix contre huit[115].

Par ce vote, le soviet reconnaissait une fois de plus la légitimité du gouvernement que la douma allait instituer ; il ne le soutiendrait que « dans la mesure où il appliquerait un programme qui aurait son accord » ; le comité énuméra ensuite ses propres propositions ; il les voulait assez modestes pour qu'elles n'effarouchent pas les ministres bourgeois ; le plus simple fut de reprendre les exigences traditionnelles des partis libéraux – amnistie, réunion d'une assemblée constituante, etc. – et de ne souffler mot des aspirations propres aux partis socialistes : les huit heures, la terre, la paix. Dans ces conditions, un accord était possible. Toutefois ni les dirigeants du soviet ni le comité de la douma ne jugeaient la partie gagnée d'avance ; ils avaient décidé de conférer le soir, pour s'entretenir de la question du pouvoir ; mais à cette heure, nul n'était tout à fait sûr de la victoire finale de la révolution. Les dirigeants du soviet créditaient la douma d'une autorité dont ses membres avaient su sauver les apparences : les appels de Rodzjanko retentissaient aussi fort que ceux de Čkeidze, Engelhardt avait écarté Mstislavskij de la direction du comité militaire, Bublikov avait annoncé au nom de la douma la victoire de l'insurrection de Petrograd. En outre, les membres du soviet étaient persuadés que seule la douma pourrait entrer en rapport avec l'état-major et prévenir toute tentative de contre-révolution. Surtout, experts dans l'art de la critique et à leur aise seulement dans l'opposition, les représentants du soviet étaient incapables d'imaginer que la voie était si courte des bagnes de la Sibérie aux bancs du pouvoir ; par avance, la charge du gouvernement les inhibait. De leur côté, les membres de la douma prêtaient aux leaders du soviet des opinions radicales ; ils les créditaient également d'une autorité sur les masses qu'ils eussent souhaité avoir comme si les mutineries du 26 février, l'incident Rodzjanko et le prikaze I avaient été leur fait. Conscients de leur propre impuissance, les leaders du soviet ne voulaient pas la révéler. Les membres de la douma étaient dans la même situation, mais ils étaient prêts, pour leur part, à tenter un coup de bluff. Car, à la différence de leurs rivaux, ils étaient fascinés par le pouvoir et disposés à faire bien des concessions pour pouvoir s'y installer.

À minuit, ce qui réunissait ces deux « ennemis de classe » dans une salle commune, c'est la peur ; peur de cette foule toujours présente, un doigt sur la gâchette et aussi tremblante qu'eux ; peur de la répression qui pourrait

être impitoyable. À cet instant, la douma rêve de gouverner avec l'armée comme épée et le soviet comme bouclier ; le soviet, de mettre la douma au gouvernail, un pistolet à la tempe pour la diriger à son gré. Mais sait-il où[116] ?

LA RÉUNION SOVIET-DOUMA

> « Il ne régnait pas le même chaos que chez nous, rapporte Sukhanov, mais la pièce donnait néanmoins une impression de désordre ; elle était sale, enfumée ; des mégots, des bouteilles, des verres sales, étaient éparpillés. Il y avait aussi d'innombrables assiettes, à moitié vides, et où traînaient des reliefs de toute sorte ; nos yeux brillaient d'envie et tout cela nous mettait l'eau à la bouche.
> « À gauche, au bout de la pièce, Rodzjanko était assis, buvant de l'eau gazeuse. À une table parallèle, Miljukov lui faisait face ; il avait devant lui une pile de papiers, de notes, de télégrammes. Plus loin, Nekrassov était assis près de l'entrée. En face de lui, il y avait là quatre ou cinq inconnus, peut-être des spectateurs. Au milieu de la pièce, entre la table de Rodzjanko et celle de Nekrassov, les fauteuils et les chaises étaient occupés par le futur Premier Pr. Lvov, Godnev, idlovskij et un autre Lvov, le futur procurateur du Saint-Synode, qui devait plus tard être l'envoyé de Kornilov à Kerenski. Derrière, debout, se promenant, šul'gine.
> « Pendant la réunion, la plupart des présents gardèrent le silence. Le prince L'vov, en particulier, la " tête " du futur gouvernement, ne dit pas un mot de toute la soirée… Kerenski, également, plongé dans une profonde méditation, ne prit pas la moindre part à la conversation…
> « La conversation, naturellement, commença avec le règne de l'anarchie. L'un après l'autre, Rodzjanko, Miljukov, Nekrassov se mirent à décrire les horreurs dont ils avaient eu connaissance… Ils nous racontaient ce que nous savions par cœur : les violences envers les officiers, les pogroms… Ils essayaient de nous communiquer leur propre exaltation pour nous faire participer, ensuite, au rétablissement de l'ordre.
> « Mais très vite, ils se convainquirent eux-mêmes qu'ils enfonçaient des portes ouvertes. Non seulement nous n'essayions pas d'excuser, en quoi que ce soit, l'anarchie, mais nous étions parfaitement d'accord

avec eux pour dire quels périls cela représentait pour la révolution. Les leaders de la douma passèrent alors à des propositions directes concernant nos *contacts*, la collaboration, le soutien. »

Sukhanov expliqua alors que sur tous ces points, le soviet était d'accord. Il était même en train de faire imprimer un « appel aux soldats » ; l'objet de la réunion n'était pas là, mais la constitution d'un gouvernement.

Steklov exposa ensuite les exigences du soviet ; tous l'écovitaient attentivement, sauf Kerenski, « perdu dans ses pensées et qui ostensiblement manifestait la plus totale indifférence ».

« Steklov essayait de montrer combien nos exigences étaient cohérentes. Démontrant, prouvant qu'elles étaient rationnelles et acceptables, aussi ; faisant des digressions historiques et donnant des exemples tirés de l'expérience de l'Europe occidentale. Il insista particulièrement sur la nécessité de convertir l'armée sur une base civile, pensant que sur ce point, spécialement, il rencontrerait de l'opposition et essayant de démontrer que cette demande était parfaitement compatible avec la nécessité de laisser à l'armée sa combativité ; sa puissance ne serait pas réduite mais au contraire renforcée…

« Malaise et perplexité commencèrent à apparaître sur les visages des assistants. Mais, autant que je me souvienne, nous dit Sukhanov, Nekrassov restait complètement serein et l'on pouvait observer sur la figure de Miljukov les signes d'une profonde satisfaction…

« C'est qu'il s'attendait à ce qu'on le contraigne à pratiquer une politique de paix, et il se sentait largement soulagé. »

Miljukov répondit aux demandes du soviet : elles étaient acceptables. L'amnistie allait de soi ; les libertés politiques aussi. Sur le troisième point, – la non-prédétermination de la nature du futur régime –, il fut inébranlable. « Je ne m'étonnais pas tellement qu'il prenne la défense des Romanov, commente Sukhanov, mais qu'il en fasse le point essentiel de la négociation. Maintenant, je conçois son point de vue, sa perspicacité, aussi… Il comprenait qu'avec un Romanov seulement il gagnerait la bataille à venir, ensuite le reste suivrait : il n'était donc pas tellement effrayé par la liberté de l'armée ni par la constituante. »

« C'étaient là vos demandes, dit-il alors ; maintenant voici les nôtres. » Chacun pensait qu'il ferait appel à l'" aide " du soviet contre le désordre… Pas même… Ayant mesuré, d'un trait, la dimension de ses adversaires, il les repoussa encore un peu plus de ce pouvoir qu'ils laissaient s'échapper : il suffirait à Miljukov que le gouvernement puisse proclamer " qu'il s'était constitué en accord avec le soviet ", et que ce texte paraisse à côté d'une proclamation du soviet, si possible sur une même page des *Izvestija.* Ce fut vite fait : Miljukov et Sukhanov se communiquèrent leurs textes, et ne se querellèrent que sur deux points : les droits du soldat (ils ne seraient effectifs qu'en dehors du service) ; le calendrier des réformes (le gouvernement ne tirerait pas argument de la situation militaire pour en reporter la réalisation)[117].

On aborda ensuite la composition du gouvernement. Le prince L'vov à la Présidence, Miljukov aux Affaires étrangères ; Gučkov à la Guerre, suscita des mouvements divers ; Tereščenko, aux Finances, un certain étonnement… Aucun des autres noms ne souleva d'objections. Il s'agissait pourtant du cabinet prévu par les cercles « progressistes », si la « conspiration du palais » avait réussi. Afin de lui donner une touche « révolutionnaire », la bourgeoisie insista alors pour y adjoindre Čkeidze et Kerenski, les « boucliers »… Le premier refusa net ; dans l'attente d'une réponse de Kerenski (à la Justice, il aurait pris la place de Maklakov), Miljukov alla présenter son gouvernement au public ; la scène nous est rapportée par les *Izvestija :*

> Mesdames, Messieurs, dit Miljukov s'adressant à la foule réunie dans la salle Catherine :
> « Nous vivons un grand moment, un moment historique… Il y a trois jours seulement, nous ne constituions qu'une modeste opposition et le gouvernement russe semblait omnipotent… Et maintenant c'est nous et nos amis de l'aile gauche qui avons été portés par la révolution, par l'armée, par le peuple russe, à prendre cette place d'honneur comme membres du premier gouvernement à représenter le public. (*Applaudissements prolongés.*)
> « Il faut préserver la victoire… Mais comment ? La réponse est claire ; elle est toute simple : nous devons organiser notre victoire. Et pour la conserver, nous devons avant tout sauvegarder l'unité qui nous a

menés à cette victoire… Nos querelles intérieures doivent maintenant disparaître. Nous devons être unis.
« Etre unis. Et ceci s'applique aussi à vous, officiers et soldats de la grande armée russe. Rappelez-vous que la force des armées réside dans leur unité ; préservez cette unité… pour montrer qu'il ne sera pas facile de renverser le premier gouvernement émanant de la volonté du peuple… » (*Applaudissements bruyants et prolongés.*)

Mais le fil rouge, bientôt, apparut :

« Les soldats victorieux savent qu'ils ne peuvent achever leur victoire et la préserver qu'en maintenant leurs liens avec leurs officiers. (*Applaudissements prolongés, et cris dans l'assistance.*) … On me demande : Qui vous a élus ? – Personne… Car si nous nous étions mis à attendre une élection par le peuple, nous eussions, pendant ce temps, été chassés du pouvoir. Nous avons été élus par la révolution. (*Applaudissements. Cris : Qui sont les ministres ?*) Je n'ai pas de secrets pour le peuple… Je vais vous dire les noms : à la tête du gouvernement, nous avons mis quelqu'un qui est le symbole de la société russe… (*Cris : des riches…*) et qui fut persécuté par l'Ancien Régime. Le prince L'vov, président des zemtsvos… (*Cris : des riches…*) Vous dites *des privilégiés…* mais les non-privilégiés sont aussi représentés : je viens d'apprendre que mon camarade A. F. Kerenski vient d'accepter un poste dans le premier gouvernement du peuple russe… (*Tonnerre d'applaudissements.*) Voulez-vous avoir les autres noms ? (*Cris : Et vous* ?) Mes camarades m'ont confié la conduite des Affaires étrangères de la Russie. (*Applaudissements longs et tempétueux. L'orateur s'incline dans toutes les directions.*) Maintenant, je vais dire un nom qui va soulever des objections. A. L. Gučkov fut mon ennemi politique (*Cris : ami…*) pendant toute l'époque de la douma… Mais c'est un homme d'action qui a sauvé l'armée russe, et, à. la minute où je vous parle, il organise la victoire dans les rues de la capitale. (*Applaudissements.*) Qu'auriez-vous dit si, hier soir, au lieu de poster des troupes aux gares de chemin de fer où l'on attendait l'arrivée des forces de la répression, il avait participé à nos discussions ? Que serions-nous devenus ? (*Cris : Il a raison.*) Il aura le ministère de la Guerre… »

Miljukov donne alors les noms : Tereščenko aux Finances, Nekrassov aux Transports, A. L. Šingarev à l'Agriculture, etc.
« Bon, c'est tout ce qui vous intéresse… (*Cris : et le programme ?*) Ah ! le programme, eh bien, le seul document où il est indiqué est actuellement entre les mains du soviet : nous l'avons discuté avec lui… Mais si vous voulez en connaître quelques points ?.. (*Bruits. On crie fort ; et la dynastie ?*) Vous parlez de la dynastie ? Je sais par avance que ma réponse ne satisfera pas tout le monde. Mais je parlerai quand même. Le vieux despote qui a conduit la Russie à la ruine doit renoncer au trône volontairement, autrement il sera déposé. (*Applaudissements.*) Le pouvoir sera transféré au Régent, le grand-duc Michel Alexandrovič… (*Des cris d'indignation éclatent. Ils se prolongent. Exclamations : Vive la République… À bas la dynastie.…*) L'héritier sera Alexis… (*Faibles applaudissements, noyés par de nouveaux cris d'indignation.… C'est la vieille dynastie.…*) Oui, c'est la vieille dynastie, mais on ne fait pas toujours ce qu'on désire… Et puis, une constituante sera convoquée, au suffrage universel, avec scrutin secret… »

L'orateur s'excuse de ne plus avoir de voix. Il est épuisé. On l'acclame et on le porte d'épaule en épaule. Il sort, ainsi, exténué, de la salle Catherine[118]. Au même moment, de l'autre côté du palais de Tauride, Kerenski décidait d'accepter le ministère de la Justice que lui offrait le prince L'vov.

Ses idées politiques étaient simples, assez cohérentes. Pendant les journées de mars, il jugeait que le gouvernement devrait préparer avant tout l'élection d'une constituante. Étant donné la composition de la société russe, la paysannerie et le prolétariat des villes, largement majoritaires, y délégueraient une majorité écrasante de révolutionnaires de toutes tendances. Le passage éventuel au socialisme se ferait donc selon les principes de la bourgeoisie : dans la « légalité », et sans violence, la Russie donnant au monde l'exemple unique d'une révolution non sanglante. Mais pour qu'une constituante élue suivant les principes démocratiques pût se réunir, il fallait que les vainqueurs du jour choisissent les modalités de son élection. L'opposition du soviet semblait donc à Kerenski le comble de l'aberration. Avec la reprise de la vie normale, son contrôle ne serait-il pas de plus en plus illusoire ? Ce soviet ne se décomposerait-il pas de lui-même, la réalité du pouvoir passant au gouvernement et aux organes

locaux ? L'attitude du soviet semblait à Kerenski aussi absurde que nocive. Bien qu'il en fût le vice-président, il fit tout son possible pour le supprimer, prédisant sa chute prochaine : il voulait forcer ses membres à entrer au gouvernement et il n'aura de cesse qu'il n'y soit parvenu. Il estimait également que le gouvernement aurait dû proclamer immédiatement la république et il stigmatisa les membres du soviet, qui, la nuit du 1er au 2, ne l'y avaient pas contraint. Pourtant, lorsque fut abordée la question du régime, il s'était tenu coi : à ce moment-là il ne tenait pas à s'aliéner à la fois les membres de la douma – qui se proposaient de lui offrir un ministère – et ceux du comité exécutif qui seraient d'autant plus hostiles à sa nomination que Čkeidze avait fermement refusé le ministère du travail. Comme il l'escomptait, ce silence lui fut profitable, et on lui proposa la justice après que Maklakov en eût décliné l'offre. Sachant que sur cette question les dirigeants du soviet seraient irréductibles, Kerenski décida de forcer leur décision : il passa au-dessus de leurs têtes, et s'adressa directement à l'assemblée[119]. La scène, célèbre, illustre assez bien la manière d'Alexandre Kerenski, héros ressuscité de la révolution française ; arrivant inopinément dans la salle des séances, il demanda la parole :

> « Camarades, avez-vous confiance en moi ? (*Cris de toute la salle : oui, oui, nous avons confiance.*) Je parle des profondeurs de mon cœur. Je suis prêt à mourir s'il le faut… (*Émotion générale, silence, et une longue ovation salue Kerenski.*) Camarades, on est en train de former le nouveau gouvernement et je dois donner ma réponse immédiate, sans attendre votre réponse formelle à l'offre que j'ai reçue d'accepter le ministère de la Justice. (*Tonnerre d'applaudissements ; enthousiasme général.*) Camarades, les représentants de l'Ancien Régime sont entre mes mains et je n'ai pu prendre sur moi de les laisser partir… (*Tonnerre d'applaudissements, bravos.*) Et j'ai donc accepté l'offre du ministère de la Justice. (*Applaudissements nourris, bravos.*) Mon premier décret a été pour délivrer tous les prisonniers politiques sans exception et de faire venir ici avec tous les honneurs les députés sociaux-démocrates… (*Tonnerre d'applaudissements, enthousiasme général.*) Mais comme j'ai rempli cette charge avant de recevoir votre autorisation formelle, je résigne mes fonctions de vice-président du soviet, mais je suis prêt à les assumer à nouveau si vous le jugez nécessaire. (*Oui, oui, tonnerre d'applaudissements et cris :*

oui…) Camarades, en entrant dans ce gouvernement, je reste ce que j'ai toujours été : un républicain, et j'y jouerai le rôle de porte-parole de la démocratie. »

Un tonnerre d'applaudissements empêche Kerenski de continuer. Des voix isolées essaient de protester contre le fait qu'il a agi contre le consentement formel du soviet. Elles sont couvertes par les cris unanimes de la majorité écrasante des présents qui lui font une ovation comme on n'en avait jamais encore entendu dans l'enceinte du palais de Tauride[120]*…*

À l'issue de cette réunion, les deux délégations étaient également satisfaites. Pour le soviet, cette conférence était un succès dans la mesure où le gouvernement recevait le pouvoir, non du tsar, comme l'avait espéré la douma, mais du soviet lui-même, c'est-à-dire de la révolution. Dans la mesure, également, où « cette sanction ne vaudrait que *pour autant* que la politique du gouvernement correspondrait avec les objectifs de la démocratie ». Pour les dirigeants de la douma également, le marché était avantageux : la nature du régime ne serait pas fixée avec la constituante, ce qui n'excluait pas le maintien des Romanov. Surtout, le comité de la douma pouvait se féliciter d'avoir obtenu l'essentiel : la reconnaissance par la révolution de la légitimité de son propre pouvoir.

Pendant la nuit, au milieu de ces négociations, Rodzjanko avait été appelé au téléphone par Russkij ; il lui expliqua que le peuple exigeait maintenant l'abdication. « Et la proclamation du tsar annonçant la nomination d'un ministère "de confiance" ? demanda Russkij… » « Je ne sais plus que vous dire, tout dépend des événements qui vont à une vitesse extraordinaire », répondit Rodzjanko. À son tour, Gučkov arrivait, bouleversé par le meurtre de nombreux officiers dans la capitale : il fallait agir, obtenir l'abdication de Nicolas II avant que la « racaille » n'en exige plus encore. Il se rendrait à la Stavka ; au lieu de Čkeidze, dont on n'avait que faire, ce serait šul'gine qui l'accompagnerait pour assurer la sauvegarde des intérêts de la dynastie[121]. Au petit matin, dans la ville endormie, les deux hommes partirent à la hâte. Comme ils allaient « exiger » l'abdication du tsar, ils n'avaient pas à se cacher, et ils prirent le train. Mais, comme ils allaient également à Pskov pour assurer à Michel sa succession au trône, ils omirent de dire au soviet l'objet de leur voyage.

5. L’ABDICATION DES ROMANOV

Deux inconnues planaient sur le destin de la révolution russe : l’attitude du tsar et celle de la Stavka. Au soir du 1er mars, après cinq jours de fusillade, quand se constituait le gouvernement issu de la révolution, on ne disposait à Petrograd que d’indices peu nombreux ; on savait que Nicolas II était resté sourd aux appels de Rodzjanko et de Michel, qu’il avait refusé la démission de Golycine et qu’il avait chargé le général Ivanov de rétablir l’ordre dans la capitale. Mais de l’humeur du tsar, on ne savait rien encore, pas plus que des dispositions de son état-major.

LE TSAR, L’ÉTAT-MAJOR ET LES ÉVÉNEMENTS DE LA CAPITALE

La Stavka eut connaissance des troubles de Petrograd dès le 25 février. Le général Khabalov avait décrit à Alekseev le détail des premières émeutes, lui annonçant la mort du commissaire Krylov ; de son côté, Protopopov avait télégraphié à Voiekov[d] que le mouvement présentant « un caractère chaotique, des mesures énergiques étaient prises pour réprimer les troubles ». L’état-major et le tsar réagirent de façon identique. À Russkij, commandant du front nord, Alekseev ordonnait : « Le moment est grave. Il faut tout faire pour hâter l’arrivée des troupes sûres, notre avenir en dépend. » Quant à Nicolas II, il télégraphiait à Khabalov : « J’ordonne de faire cesser dès demain des troubles inadmissibles en temps de guerre avec l’Allemagne. » Ce message qui, selon sa propre expression, frappa Khabalov comme un coup de massue, ne causa pas au tsar un souci très profond. « Le souverain paraît inquiet, mais aujourd’hui il avait l’air gai », note Lukomskij. Dans son *Journal intime*, à la date du 25 février, il n’est pas question des événements. Pas plus le 26. Ce jour-là, il écrit à sa femme : « J’espère que Khabalov saura vite arrêter ces désordres, Protopopov doit lui donner des instructions claires et précises. Que le vieux Golycine, seulement, ne perde pas la tête. » La maladie de ses enfants l’inquiète beaucoup plus et il annonce à Alexandra qu’il se propose de rentrer à Carskoe-Selo dans les deux jours[122].

À Petrograd, le dimanche s’était déroulé de façon très inattendue. À midi tout était calme, la Stavka et le tsar reçurent des échos rassurants. Vers 11 heures, cependant, la tsarine faisait part de son anxiété à Nicolas.

L’après-midi, ce fut la fusillade. Rodzjanko, affolé, et qui ignorait les ordres du tsar à Khabalov, expédia à Nicolas II son premier télégramme, auquel l’empereur répondit par une boutade : « C’est encore le gros Rodzjanko qui m’écrit des bêtises : je ne lui répondrai même pas. » Il était alors 21 h 53. En fait, à cette heure-là, les ministres réunis chez Golycine reprenaient espoir. Ils repoussaient le « plan Maklakov »[e] et étaient aussi sûrs du lendemain que, de leur côté, les révolutionnaires étaient découragés. Après avoir délibéré, le conseil des ministres décréta la prorogation de la douma jusqu’en avril et en informa le tsar, par un télégramme expédié à 1 h 58 du matin (donc le 27). Tout semblait dans l’ordre.

Coup sur coup arrivèrent, le 27, des télégrammes contradictoires. À 11 h 12, l’impératrice sonnait l’alarme : elle avait appris les mutineries et informait son mari que les nouvelles étaient « plus mauvaises que jamais ». Elle récidivait à 13 h 03 : « Des concessions sont indispensables. » De son côté, Rodzjanko avait envoyé un nouveau télégramme au tsar. Il fallait constituer tout de suite un ministère responsable : « Demain, il serait trop tard. » Selon Cantacuzène-Speranskij, ce message ne fut remis au tsar que le lendemain. C’est possible ; mais il eut connaissance des télégrammes d’Alexandra. Toutefois, au même instant, il recevait de Belaiev et Khabalov des nouvelles rassurantes : annonçant au tsar les mutineries de la nuit, l’un et l’autre demandaient des renforts d’urgence ; mais les « mesures impitoyables » qu’évoquaient alors le ministre de la Guerre n’avaient pas de quoi alarmer Nicolas II. Le télégramme 196, expédié à 13 h 15, disait même : « Ai confiance dans le rétablissement prochain de l’ordre. » Le tsar qui, dans son *Journal*, le 27, se plaint de ne recevoir que des nouvelles « fragmentaires » (en fait, elles étaient assez contradictoires) ne fit pourtant aucun effort pour s’informer : « Je ne restai pas longtemps au rapport, et, l’après-midi, me promenai sur la route d’Orča. » Seul souvenir de cet après-midi où il joua aux dominos : « Il faisait un beau soleil[123]. »

Jusqu’à cette heure-là, ni l’état-major, ni la Maison de l’Empereur ne s’étaient autrement inquiétés des événements de la capitale. Mais brusquement, à 19 h 35, le 27 février, la Stavka reçut un appel du ministre de la Guerre, Belaiev :

> « Situation à Petrograd devenue extrêmement sérieuse. Les mutineries s’étendent. Pas de moyens pour les combattre. L’arrivée effective de contingents sûrs est absolument nécessaire, et ceux-ci en nombre

suffisant pour agir en même temps dans toutes les parties de la ville » (tél. 197).

Cette fois, l'affaire était sérieuse. Alekseev en entretint le tsar qui pendant le dîner resta silencieux. Voiekov, qui depuis trois jours s'occupait à clouer des stores dans son appartement, comprit subitement la gravité de la situation et prit une mine lamentable. Ayant lu le télégramme 197, – il le cocha, – le tsar consulta ses conseillers. Alekseev l'invitait à octroyer une constitution ; Voiekov s'y opposait : le tsar chargea le général Ivanov de rétablir l'ordre dans la capitale. Il lui conférait les « pleins pouvoirs » et le titre de « dictateur » pour la région de Petrograd. Il confiait au général Alekseev le soin de lui donner les moyens de remplir sa mission.

Entre 22 et 23 heures, Alekseev communiqua avec différents généraux pour examiner les modalités de l'aide qu'on apporterait au général Ivanov. Seul Russkij émit des objections, jugeant que « des mesures de répression ne pourraient qu'aggraver la situation ». Évert, quelques heures plus tôt, avait dit « qu'il ne faisait pas de politique, mais que des mesures s'imposaient ». Il recommandait à Alekseev de transmettre le télégramme de Rodzjanko au tsar. À son tour, le grand-duc Michel recommanda à Alekseev la nomination d'un leader « responsable » à la tête du gouvernement ; le généralissime transmit l'avis au tsar qui fit répondre à Michel « qu'il le remerciait de ses conseils ; et que des mesures venaient d'être prises ». Le tsar allait se rendre, comme prévu, à Carskoe-Selo, des décisions seraient prises pendant le voyage ; des renforts parviendraient incessamment à Petrograd, où Ivanov arriverait le lendemain ou le surlendemain. À 23 h 25, Golycine suppliait le tsar de nommer à la tête des troupes demeurées fidèles un général populaire ; il offrait sa démission, recommandait aussi la nomination d'un président du conseil jouissant de la confiance générale. Le tsar lui répondit qu'il mettait à sa disposition « tous les pouvoirs nécessaires. Quant aux changements dans la composition du ministère, je les tiens pour inadmissibles dans les circonstances actuelles », ajoutait-il.

À cette heure, la ville entière était aux mains des insurgés. Le tsar conférait toujours avec Ivanov qui lui expliquait comment, à Kharbine, en 1906, il avait mis fin à une mutinerie. Une autre fois, à Kronstadt, des marins se battaient : il en avait pris deux au collet, leur avait ordonné de se mettre « à genoux ». Et les marins avaient obéi. Ainsi s'était terminée la

rixe, à l'admiration stupéfaite de tous les assistants. Ivanov comptait rentrer dans Petrograd sans verser de sang. « Mais certainement », lui dit le tsar, qui alla se coucher à 3 heures du matin. Toute cette soirée, il s'était montré « aimable, doux, silencieux ».

Pendant la journée du 28, ignorant le tour pris par les événements, Alekseev adressa à tous les commandants d'armée la circulaire 1813 : il leur faisait l'historique des journées de février, qualifiait de « mutins » les insurgés de la capitale et rappelait à chacun « son devoir envers le souverain ». À l'instant où la révolution avait complètement triomphé, le train impérial s'ébranla donc vers Carskoe-Selo. Le tsar et son état-major étaient alors bien solidaires. Nicolas II ne manquait pas tellement d'informations mais il n'envisageait pas d'apporter une solution politique à l'émeute : seules avaient été prises des mesures d'ordre militaire. L'insouciance du tsar, son « doux entêtement », furent bien à l'origine de cette extraordinaire faillite de tout l'ancien régime. Mais il ne fut pas le seul responsable : l'état-major et son entourage, engourdis dans leur toute-puissance, furent également débordés. Ils ne firent rien pour dominer la situation : les uns et les autres pensèrent réagir alors, comme autrefois, par la répression[124]

L'ÉQUIPÉE D'IVANOV

Le « dictateur » quitta Mohilev le 28 au matin. Il comptait se rendre, par chemin de fer, à Carskoe-Selo avec un bataillon de Saint-Georges. Là, il examinerait la situation avec la tsarine en attendant les troupes qui devaient venir, par Gačina, de Pskov et de Revel. Le premier incident se produisit à Dno. Le train du général Ivanov croisa, en gare, un convoi provenant de Petrograd. Avec animation, civils et soldats relatèrent aux troupes du « dictateur » les circonstances extraordinaires de ce qui venait de se passer dans la capitale. En moins d'un instant, le train du général se vida, tandis que la foule des curieux se regroupait sur l'autre quai. De son wagon, Ivanov entendait répéter : « tous égaux, liberté ». Comme Soubise, il partit récupérer ses soldats, mais à sa vue ils s'égayèrent. Le « dictateur » bondit alors sur le groupe le plus proche : « à genoux », hurla-t-il, se croyant encore à Kronstadt, dix ans plus tôt, « à genoux… prisonniers… ». Mais au coup de sifflet, le train d'en face démarra, emmenant vers la liberté les soldats d'Ivanov[125]…

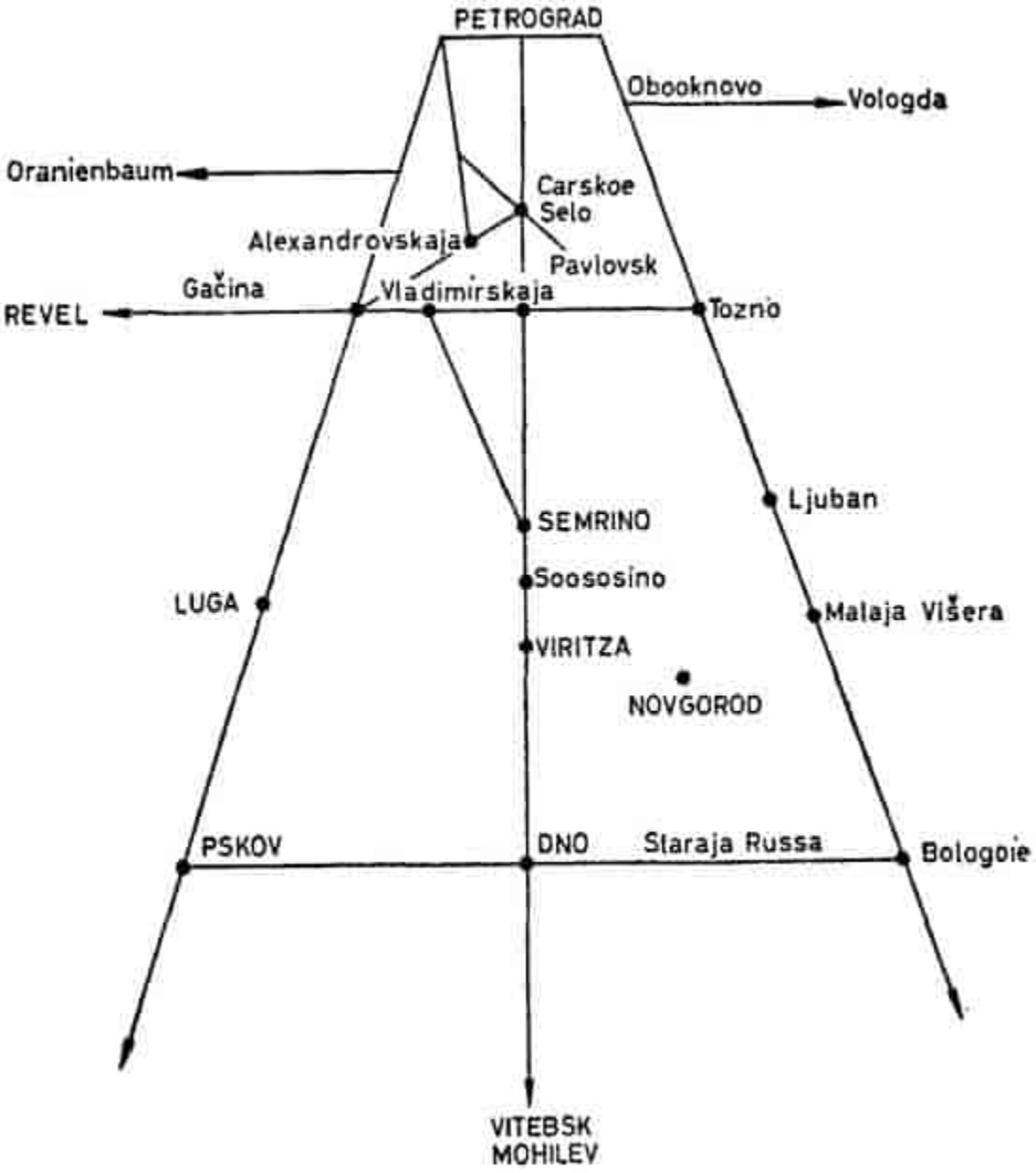
D’autres renforts étaient annoncés. Toutefois, les informations qu’Ivanov avait reçues de Petrograd donnaient à réfléchir. Le résultat de ses entretiens avec Khabalov était très inquiétant : en bref, il apparaissait que la capitale était aux mains des insurgés, que, sauf quelques compagnies de la garde ou *sotnias* de cosaques, toutes les troupes étaient passées avec l’artillerie dans le camp de la révolution[126].

Ainsi renseigné, Ivanov poursuivit sa route vers Carskoe-Selo. À Viritza, nouvelles difficultés. Cette fois, les cheminots avaient fait stopper le train du général : « La voie est endommagée », dirent-ils ; Ivanov les obligea à la réparer. À Carskoe-Selo, une décepion l’attendait : le régiment de Saint-Georges, réputé le plus fidèle, lui fit savoir qu’en cas de conflit avec les habitants de la ville, passés à la révolution, il resterait « neutre », car son serment l’engageait seulement à défendre la « personne » du tsar… Le régiment hissa un drapeau blanc. En accord avec la tsarine, Ivanov jugea qu’il valait mieux se replier sur Gačina. C’est là qu’il attendrait les troupes fraîches dont maintenant il avait tant besoin.

Ces troupes devaient traverser Luga, au milieu de la nuit. Vers 2 heures du matin, les cheminots l’apprirent : 4 000 « Voronici » approchaient. Le « comité » de Luga se réunit et délibéra. « Que faire ? » raconte un témoin. De Petrograd, aucune directive. Et, sur place, il y avait tout au plus 1 500 soldats. Le « comité » pouvait compter sur 300 volontaires ; 400 peut-être, mais malencontreusement, tous les canons étaient à la réparation ! On décida de recourir à la ruse. Trois « officiers » révolutionnaires se rendirent à la gare avec une escorte. Quand le train arriva, on le cerna et on donna à ses occupants l’ordre de ne pas le quitter. Précaution inutile, les « Voronici » dormaient à poings fermés Les insurgés pénétrèrent dans le wagon réservé aux officiers, les réveillèrent, leur dirent que la ville de Luga et toute sa garnison – plus de 20 000 hommes – étaient passées à la révolution ; que toute résistance était inutile. C’est ainsi que les officiers durent céder « à la force » ; on leur prit leurs armes ; on décrocha les wagons chargés d’artillerie et on réexpédia les troupes d’où elles étaient venues. Debout sur la plate-forme arrière, furieux, les officiers mystifiés assistèrent à cette dernière manœuvre. Trop tard, le train partait en sens inverse, s’éloignant pour jamais de la capitale[127].

À défaut des troupes, Ivanov reçut de Mohilev puis de Pskov deux télégrammes, l’un du généralissime, l’autre de Nicolas II : tous deux lui enjoignaient de suspendre ses opérations et d’attendre l’arrivée du tsar. Il

apprit également que Gučkov le rencontrerait quelque part sur son chemin. Sans troupes ni instructions, le « dictateur » ne savait plus que faire. Au moins voulut-il atteindre Gačina. Alexandrovskaja était occupée par les révolutionnaires : aussi il lui fallut redescendre par Semrino, et changer de train à Viritza. Les cheminots s'en donnaient à cœur joie. De son P. C. à Petrograd, Lomonosov, « général des chemins de fer », ordonnait manœuvres et sabotages (*voirle croquis*). Comme le tsar redescendait de Malaja-Višera sur Bologoie pour aller vers Dno et Pskov, Lomonosov fit partir le train de Gučkov par Gačina pour rejoindre le tsar à Pskov. Lomonosov laissa celui d'Ivanov rouler jusqu'à Semrino. Derrière lui, pour que des convois de troupes ne puissent le poursuivre, il fit retirer les traverses d'entre les rails. À Semrino, cependant, Ivanov s'impatientait et réclamait sa locomotive. Est-ce long de faire le plein d'eau ? qu'à cela ne tienne ! Puisqu'il exigeait une locomotive tout de suite, les cheminots lui en donnèrent une, prise au hasard. Une heure plus tard, entre Semrino et Vladimirskaja, le train du « dictateur » s'arrêta, faute d'eau. Il ne devait plus en repartir. C'est ainsi que prit fin l'équipée d'Ivanov[128].



Croquis d'après Lomonosov, *op. cit.*, 219.

L'abdication de Nicolas II

Pendant ce temps, le tsar roulait vers Carskoe-Selo. Le 28, vers 15 heures, il avait télégraphié à Alexandra : « J'espère que tout va bien. Temps superbe. De nombreux renforts arrivent du front. T'aime tendrement. Niki. » Le soir, en arrivant du côté de Bologoie, il apprenait la formation du cabinet Rodzjanko (le comité de la douma). Nicolas n'en confirmait pas moins à la tsarine que « demain matin, (il) serait à la maison ». Le convoi se

rapprochait de Petrograd et, dans le train qui précédait celui de l'empereur, des rumeurs commencèrent à se répandre : les révolutionnaires occupaient Ljuban, un pont avait sauté avant Tozno, etc. À Malaya-Visera, la suite du tsar jugea plus sage de rebrousser chemin sur Bologoie et de se rendre au P. C. du front nord, chez le général Russkij, à Pskov. De là, on pourrait mieux investir Petrograd. Le tsar y consentit. Toute la journée du 1er on roula encore « évitant de parler des événements ». « Quelle honte, notait seulement Nicolas II. Impossible d'atteindre Carskoe-Selo, mais mon cœur et mes pensées sont tout le temps là-bas ; qu'il doit être pénible à ma pauvre Alice de vivre seule tous ces événements… »

À ce moment, l'impératrice fit appel à Paul, frère du tsar, et commandant de la garde. Pourquoi n'essayait-il pas de forcer la situation ? Paul avait préféré, de concert avec les autres grands-ducs, rédiger un manifeste à soumettre au tsar : Nicolas II aurait promis au peuple russe l'octroi d'un régime constitutionnel, à la signature de la paix ; la douma reprendrait immédiatement sa session, etc. La tsarine écrivit aussitôt à Nicolas II pour qu'il ne cède pas à cette pression. Puis, elle lui adressa son dernier message d'impératrice ; il ne devait pas lui parvenir :

« Tout nous est contraire. Et les événements progressent à une vitesse fulgurante. Il est clair, néanmoins, qu'ils ne veulent pas te laisser me voir pour mieux te faire signer un quelconque papier, constitution ou autre. Et tu es seul, sans ton armée, comme une souris prise dans un piège. Que vas-tu pouvoir faire ? »

À 20 heures, enfin, au soir du 1er mars, le tsar arrivait à Pskov. Impatient, Russkij l'attendait sur le quai de la gare : toute la journée, les télégrammes de Rodzjanko, d'Alekseev, d'Ivanov s'étaient accumulés, attendant chacun une réponse urgente. « Allons d'abord dîner », proposa le tsar[129].

À Pskov, on ne connaissait pas le détail des événements, mais on en présumait l'immense gravité. Depuis la réception du télégramme de Bublikov, le 28, on n'ignore plus que l'irrémédiable s'était produit dans la capitale[f]. Suivant les instructions données par Alekseev, l'état-major avait expédié des troupes vers Petrograd, celles, précisément, qui, la nuit du 1er au 2, passèrent par Luga ; tout comme au G.Q.G. de Mohilev, on estimait que l'avenir dépendrait du succès d'Ivanov. Les derniers télégrammes de Belaiev, pourtant si explicites, ne changèrent rien au comportement du G.Q.G., ni du P. C. du front nord, à Pskov. Le 1er, tôt le matin, Alexiev reçut le manifeste du « Comité pour le rétablissement de l'ordre » – que

Rodzjanko avait mis un jour entier à expédier. Alekseev y vit une assurance « sur le caractère inébranlable du pouvoir monarchique ». Il fit savoir à Ivanov que le caractère de sa mission se trouverait modifié. Rassuré sur la nature du mouvement qui avait éclaté à Petrograd, et inquiet seulement de ses effets sur l'armée en ligne, Alekseev adressa un message au tsar pour l'inviter à faire des concessions. Il y joignit, lui aussi, un projet de manifeste : Nicolas II y annonçait la constitution d'un gouvernement « responsable » sous la présidence de Rodzjanko (22 h 20). D'autres projets semblables attendaient le tsar au quartier général de Russkij : ils émanaient du grand-duc Serge, de Brussilov, de Hanbury-Williams, etc. Quant à Russkij, il avait été vivement impressionné par le soulèvement de Moscou et par le ralliement de l'amiral Nepenine à la révolution : aussi était-il convaincu que le tsar avait perdu trop de temps. Il se fit plus pressant et Nicolas II lui céda après avoir lu le télégramme d'Alekseev. Toutefois, le manifeste s'abstenait de préciser que ce gouvernement serait responsable devant la douma. Était-ce l'influence de Voiekov ? En outre, le tsar entendait maintenant nommer lui-même les ministres de la Guerre, de la Marine, des Affaires étrangères. Russkij revint à la charge et vers minuit Nicolas II s'en remit à lui complètement. Pendant ce temps, il avait essayé de joindre Rodzjanko par téléphone. À 2 heures du matin, il put enfin lui parler. Rodzjanko siégeait alors à la réunion soviet-douma ; il expliqua à Russkij que, même amendé, ce manifeste ne répondait plus aux exigences de la situation. C'était l'abdication maintenant qui était nécessaire si l'on voulait sauver le pays de l'anarchie. Dans ces conditions, Russkij jugea plus sage de ne pas expédier le manifeste.

De son côté, Alekseev apprit alors l'affaire des bataillons de Luga ; il sut par Danilov que le tsar avait suspendu l'ordre de marche sur Petrograd, donné l'avant-veille au général Ivanov (5 h 48, le 2 mars). Ayant une connaissance exacte de l'entretien Russkij-Rodzjanko, qui avait été enregistré, le généralissime, vivement impressionné, intervint alors pour hâter l'abdication, seule manière d'assurer la continuation de la guerre et le maintien de la dynastie. À 10 h 15, il fit le tour des commandants en chef, leur résuma le contenu de cette conversation et les invita, en conséquence, à adresser au tsar des télégrammes, recommandant l'abdication « pour sauver l'indépendance du pays et assurer la sauvegarde de la dynastie » ; sauf Évert, tous les généraux répondirent sur l'heure, « appliquant respectueusement leurs revolvers aux tempes du monarque adoré ». Ayant

lu les sept télégrammes, le tsar n'essaya pas même de résister. Il consulta son médecin pour savoir la vérité sur la santé de son fils. Il apprit qu'Alexis avait peu de chances de vivre : alors, il modifia les termes de son abdication et choisit son frère Michel comme successeur. On s'interrogea gravement pour savoir si, en droit, le tsar pouvait aussi, en abdiquant, retirer également la couronne à son fils. Finalement, Nicolas II obtint satisfaction[130].

Encore une fois, un événement inattendu retint le nouveau manifeste : Gučkov et Šul'gine, délégués de la douma, arrivaient à Pskov. On se berçait d'espérance, on fut déçu. Au nom de la douma, ils venaient faire abdiquer Nicolas II. Comme les militaires, ils jugeaient qu'il fallait agir vite, « dans l'intérêt de la dynastie ».

> « Nous nous inclinâmes, raconte Šul'gin, l'empereur nous salua ; il nous serra la main. Les gestes étaient plutôt amicaux… Il s'assit près d'une petite table placée contre un mur tapissé de satin vert. En face s'assit Gučkov. Je m'assis, en angle, à côté de lui. Le comte Frederiks était vis-à-vis. Gučkov parla, il était bouleversé. Sans doute exprimait-il sa pensée clairement, mais il lui était difficile de dominer son émotion, sa voix était sourde. L'empereur, en face, regardait droit devant lui. Son visage était calme, impénétrable. Je ne le quittai pas des yeux…

« Gučkov parla de ce qui s'était passé à Petrograd… Il recouvrait son visage de ses mains comme pour mieux se concentrer. Il ne regardait pas l'empereur et il parlait comme s'il s'adressait à lui-même, c'était sa conscience qui parlait.

« Il dit la vérité. N'exagéra ni ne cacha rien. Il dit ce qu'on avait vu à Petrograd. Il ne pouvait rien dire d'autre. Nous ne savions pas ce qui se passait ailleurs en Russie.

« Nous[g] avons été vaincus par Petrograd, pas par la Russie… L'empereur regardait droit devant lui, calmement. Il était impénétrable. La seule chose que son visage semblait vouloir dire, c'était que ces longs discours étaient inutiles. Russkij entra alors. Il s'inclina devant l'empereur et sans interrompre Gučkov, il s'assit entre le comte Frederiks et moi. Gučkov parlait avec plus de force. " Peut-être, avança-t-il, la solution serait-elle l'abdication. "

« Gučkov termina. Le tsar lui répondit. Après les paroles émues d'Alexandrovič, le tsar parla avec calme, simplicité, précision… Il parla

d’une voix lointaine, comme étrangère :

> *« J’ai décidé d’abdiquer. Jusqu’à 3 heures, hier*[h]*, j’ai pensé d’abord que ce serait en faveur de mon fils Alexis. Mais j’ai changé d’avis en faveur de mon frère Michel. J’espère que vous comprendrez les sentiments d’un père…*

« Ces derniers mots furent dits d’une voix très douce… Nous n’étions absolument pas préparés à cela : nous nous attendions à des résistances, à des éclats peut-être, ignorant, bien sûr, qu’avant notre arrivée tout était déjà consommé. Le calme de l’empereur, son apparente indifférence, autant de traits qui nous frappèrent… “ Il s’était démis de l’empire comme un capitaine de son escadron. ” »

Le texte d’abdication mis au point, le tsar repartit ensuite vers Mohilev. Sur le quai de la gare, les officiers retenaient leurs larmes. Nicolas les salua et, d’un pas alerte, remonta dans le train. Dans son carnet, il notait seulement :

> « Je quitte Pskov, l’âme oppressée de ce que je viens de vivre. Tout autour de moi, ce n’est que trahison, lâcheté et fourberie[131] ! »

L’abdication de Michel Romanov

Pendant ce temps, l’effervescence avait repris dans Petrograd : le comportement des officiers, les manœuvres de Rodzjanko, le discours et les faux-semblants de Miljukov étaient maintenant connus de tous ; à nouveau, l’irritation était extrême ; dans les rues, on se battait :

> « Dans mon commissariat, raconte Pešekhonov, on trouvait, enfermés d’un côté, les adversaires de Rodzjanko, de l’autre, ses partisans. La police n’y était pour rien. Simplement, à un meeting, les partisans du président de la douma, plus nombreux que leurs adversaires, les avaient mis en état d’arrestation. Mais à la sortie de la prison, leurs rivaux, maintenant en force, incarcérèrent à leur tour les vainqueurs… Mais ils n’en libérèrent pas pour autant leurs partisans, craignant sans doute de jouer les dupes[132]. »

Partout, c’était le désordre… « La roue tourne, notait justement de Chambrun ; mais ici Gracchus Babœuf apparaît dès le deuxième jour ; la

révolution russe brûle les étapes. »

À la douma, mieux avertis maintenant, les députés sentaient à nouveau l'haleine de la lutte civile ; Rodzjanko et Miljukov avaient voulu duper le mouvement populaire, ils durent battre en retraite : le gouvernement fit savoir que, la veille, quand il s'était exprimé sur le sort de la dynastie, Miljukov n'avait formulé que des vues « personnelles ». « Partout la frayeur, relate Lomonosov, j'étais au sanctuaire de la révolution et, au lieu de trouver des héros, je ne vis que des nains. » Effectivement, les députés étaient épouvantés à l'idée que la population pût apprendre que Michel allait succéder à Nicolas II[133]. Deux messagers furent envoyés à la gare pour intercepter Gučkov et ul'gin à leur descente du train ; on redoutait qu'ignorants de l'opinion générale dans la capitale, ils n'aillent rendre publiques les informations qu'ils rapportaient de Pskov. Rodzjanko téléphona aussitôt à Pskov et à Mohilev pour qu'on ne communique pas à l'agence télégraphique l'acte en faveur de Michel, disant qu'« il en allait du salut de la Russie » ; Alekseev et Russkij n'y comprenaient rien, il ne suffisait donc pas que Nicolas ait abdiqué ? « Jusqu'à la réunion de l'assemblée constituante, il vaut mieux ne plus parler de Romanov, expliqua Rodzjanko ; si l'on savait, dans la capitale, que la douma et l'état-major sont d'accord pour reconnaître Michel II, on ne pourrait pas répondre de la suite des événements. » Alexiev et Russkij se laissèrent convaincre ; ils essayèrent de « rattraper leur télégramme. Paris et Londres en eurent connaissance néanmoins, mais pas Petrograd. Sur ces entrefaites, Gučkov et šul'gine arrivaient en gare de Petrograd ; croyant communiquer au public une bonne nouvelle, ils déclarèrent que Nicolas II avait abdiqué et que Michel II allait lui succéder ; ils pensèrent être lynchés. « À bas Romanov… Nicolas… Michel… C'est tout comme… Le radis blanc vaut le radis noir… À bas l'autocratie… » Les agents du gouvernement survinrent à temps : ils donnèrent des assurances au public, subtilisèrent à Gučkov son acte d'abdication, et sauvèrent la partie.

Cependant, à la réunion du conseil des ministres, Miljukov et Gučkov préconisèrent la résistance ; le gouvernement et la douma avaient trop fait de concessions, Petrograd n'était pas toute la Russie et avec l'aide de l'armée, Michel II pourrait venir à bout de la capitale ; idlovskij les approuvait mollement. Rodzjanko, présent aux entretiens, jugeait au contraire que ce combat était perdu d'avance ; il valait mieux que Michel II abdiquât tout de suite : le gouvernement saurait bien ménager les voies

d’une restauration de la monarchie durant les mois à venir ; au moins l’abdication ramènerait-elle le calme et permettrait-elle de rendre à l’État ses prérogatives. Nekrassov et Kerenski s’opposèrent à la reconnaissance de Michel II : Gučkov et Miljukov perdaient le sens des réalités ; désormais, la Russie n’accepterait plus jamais de Romanov ; il fallait proclamer la république. Mais Miljukov tenait bon et menaçait de démissionner, suivi par Gučkov : le destin de l’armée dépendait de la nature du régime et l’issue de la guerre aussi. Les autres ministres ne suivirent pas leur raisonnement ; ils décidèrent d’aller chez Michel pour lui demander d’abdiquer ; Miljukov obtint que la minorité pourrait néanmoins exposer ses vues au prince ; peut-être que le grand-duc refuserait de céder à la pression populaire. Dans cette hypothèse, le gouvernement irait-il jusqu’à le déposer ?

Michel ne se sentait pas l’âme d’un héros : « Pouvez-vous me garantir la vie au cas où je prendrais la couronne ? » demanda-t-il d’emblée à Rodzjanko. Dès lors, l’issue de l’entretien était courue d’avance et les objurgations de Miljukov n’y firent rien. Un juriste, Nabokov, rédigea l’acte d’abdication de telle façon que les chances éventuelles d’une restauration monarchique fussent sauvegardées (encore une concession faite à Miljukov et à Gučkov). Il fut décidé que le gouvernement publierait en même temps les deux abdications, celle de Nicolas et celle de Michel. Très ému, le dernier Romanov approuva cette procédure ; sans hésiter, il prit la plume et signa.

À cette nouvelle, la joie parcourut toute la ville ; à nouveau, on se réunissait, on criait, on chantait. « Maintenant, c’est fini », dit alors Mstislavskij à un ami, perdu avec lui dans la foule en délire. Il entendit une voix de femme à côté de lui, très douce, qui lui dit : « Tu te trompes, petit père, le sang n’a pas assez coulé[134]... »

6. LA RÉVOLUTION SE CONSOLIDE

Le tsarisme était abattu et pourtant nul n'était sûr du destin de la révolution. La province avait son mot à dire, l'étranger aussi, et surtout, pensait-on, le haut commandement.

Comment se comporterait-il vis-à-vis du nouveau régime ?

L'ATTITUDE DU HAUT COMMANDEMENT

À la veille de la chute du tsar, le général Lukomskij pensait qu'avec les 60 000 baïonnettes de la garde, dix jours suffiraient pour investir et réduire la capitale ; il ne recommandait pas cette tentative toutefois, parce qu'il jugeait qu'il fallait d'abord conclure une paix séparée avec les Allemands, ce qui discréditerait la dynastie. Mieux valait pactiser avec la révolution, ce qui permettrait à l'armée de poursuivre la guerre jusqu'à la victoire ; ensuite, il serait plus facile d'imposer au pays un régime susceptible de servir ses intérêts. Mais pour que ces perspectives se réalisent, il fallait réunir plusieurs conditions et avant tout que les officiers et soldats acceptent de collaborer : ni les uns, ni les autres n'y étaient préparés et le haut commandement moins que tous[135]. Ainsi, annonçant la constitution d'un nouveau gouvernement, le grand-duc Nicolas cachait à ses soldats la nature de ce bouleversement et il achevait son allocution en faisant chanter à la troupe « Dieu protège le tsar ». Il l'avertissait également, retrouvant des formules qui lui étaient plus familières, « que toutes tentatives de désobéissance aux ordres du gouvernement seraient brisées par les contraintes de la loi ». La famille des Romanov comptait d'ailleurs sur le grand-duc pour reprendre « toute » la situation en main – une lettre de Marie Pavlovna, tante de Nicolas II, à son fils Boris en atteste –, et les vainqueurs de Février pouvaient craindre l'usage qu'il allait faire de l'armée du Caucase. Le soviet et Kerenski obtinrent sa destitution, puis celle d'Évert qui avait refusé de pactiser avec le nouveau régime[136].

Soupçonné par la cour de vouloir profiter des circonstances pour accéder à la dictature, Alekseev eut un comportement équivoque. Il annonça « que le grand-duc Nicolas avait été nommé généralissime par la volonté de l'empereur et que le nouveau gouvernement avait été constitué à la suite

d’un accord avec la douma et le sénat », ce qu’il savait être un mensonge. Le 3 mars, il annonçait un « ordre » contre les détachements de révolutionnaires dans la zone des armées du Nord ; ayant pris des assurances auprès de Rodzjanko, il précisa : « Quand apparaîtront ces soi-disant délégations, on ne saurait conseiller de les disperser, il faut essayer de les capturer, et, dès que possible, les assigner devant une cour martiale dont les sentences seront immédiatement exécutoires. » Quelques jours plus tard, pensant à l’offensive du printemps, il demandait à Gučkov de rétablir l’ordre dans les casernes et dans les chemins de fer, d’assainir l’esprit de la flotte, de limiter l’action révolutionnaire. Le ministre eut beau lui répondre qu’il n’agissait que dans la mesure où le soviet le lui permettait, Alekseev s’obstinait : « Vis-à-vis de nos alliés, disait-il, il s’agit de savoir où on perd le moins de dignité : à rompre ses engagements ou à s’y soustraire[137]. » Or, Alekseev passait pour un des généraux les plus libéraux et les mieux informés. Le soviet le savait et n’osa pas demander sa destitution, car les proclamations des autres généraux étaient encore plus, inquiétantes : pour un seul commandant, le général Radko-Dmitriev, qui évoquait la volonté de paix des révolutionnaires de la capitale – pour les menacer d’ailleurs de ses foudres – dix autres colportaient le mythe d’une révolution de caractère patriotique pour créer les conditions de la victoire, « la première étant le rétablissement de la discipline ». Quant au général Brussilov, réputé libéral lui aussi, il déclarait : « Ces événements avaient été accomplis par la volonté de Dieu… Demain comme hier, les soldats devaient accomplir leur devoir sacré envers Lui. » Il concluait : « Pour sauver la Sainte Russie, que nous assiste le Seigneur[138]. »

Ainsi le haut commandement se comportait comme si une révolution de palais avait abouti grâce à l’intervention de la rue ; les désordres continuaient et cela l’irritait. Alekseev ne voulait plus qu’on lui adresse de messages « alarmistes » ; de son côté, en annonçant sa nomination au commandement de la région de Petrograd, le général Kornilov, réputé républicain, avait repris la formule chère à la douma : « Attendu que le vieux régime s’était avéré incapable, un nouveau gouvernement avait pris le pouvoir. » Ces officiers mesuraient-ils exactement l’ampleur des événements de la capitale ? Au début, certainement pas, et c’est ce qui paralysa leur action ; mais plus tard ils voulurent perpétuer le malentendu, ce qui les discrédita aux yeux des soldats. Plus que d’autres, les officiers

subirent la colère du peuple révolté ; pour eux, la nuit du 26 février dura plus de huit jours[139].

C'est dans la marine que, relativement, on commit le plus d'horreurs : en effet, dans les forteresses de Revel et Helsingfors se trouvaient encore emprisonnés des mutins de 1905. La haine des marins pour les officiers de bord dépassait tout ce que l'on voyait ailleurs. Pour sa part, le commandement resta, plus que dans l'armée, fidèle à Nicolas II : il préféra la mort au reniement. Entre les matelots mutinés et les officiers, le dialogue était impossible ; le sang coula et fit quarante victimes, dont l'amiral Nepenine, pourtant rallié au régime nouveau. L'amiral Viren, à Kronstadt, mourut courageusement : « J'ai vécu en servant fidèlement mon tsar et ma patrie. Je suis prêt. À votre tour, maintenant. Tâchez de donner un sens à votre vie. » Quand on le fusilla, il voulut tomber de face[140].

Plus on avait bénéficié de la faveur du tsar, plus vite on se rallia au régime nouveau ; le grand-duc Cyrille donna l'exemple, suivi des cosaques de la garde, de la police du palais, du régiment de Sa Majesté. Rares furent ceux qui restèrent fidèles avec constance : gardes à cheval de Novgorod, le comte Keller, les Beckendorff, le comte Zamoiskij, qui alla à pied jusqu'à Carskoe-Selo pour offrir ses services à la tsarine, Bunting, gouverneur de Tver, qui se suicida. L'ancien ministre du Ravitaillement, Bark, avait beaucoup d'amis dans le nouveau gouvernement ; on lui proposa de s'y maintenir et de garder son portefeuille, il refusa : « question de principe »[141], dit-il.

Au sortir d'un long sommeil, grands-ducs et officiers généraux qui devaient tout à leur empereur l'avaient abandonné d'un cœur léger. Quand ils voulurent se reprendre, il était trop tard.

LA RÉVOLUTION EN PROVINCE

Le ralliement de la province fut tout aussi spectaculaire. « Un des faits essentiels, ces jours-là, a noté Kerenski, ce fut la disparition de tout pouvoir gouvernemental. » Effectivement, l'ancien pouvoir s'écroula, d'une pièce. Il ne resta pas de trace du régime disparu.

Grâce au télégramme de Bublikov, la Russie tout entière avait appris en quelques heures la chute de l'Ancien Régime. Partout, sans attendre de directives, la population installa de nouvelles autorités. En l'espace de

quelques jours, il n'y eut pas de ville, de Minsk à Vladivostok, qui ne se dotât de son administration révolutionnaire, soviet ou comité de salut public : le 17 mars, quarante-neuf villes avaient déjà organisé leur soviet ; il y en avait soixante-dix-sept le 22 mars, entrées en rapport avec Petrograd, sans compter les soviets de soldats, les soviets d'usine[142], etc.

Souvent, les événements se déroulèrent comme à Petrograd : en face de la douma (municipale) se constituait un soviet rival. Ainsi en fut-il à Jaroslav, Kazan, Nikolaiev, Rostov-sur-Don, et dans d'autres villes. À Moscou, l'équilibre des forces fut le même que dans la capitale, mais – par émulation ? – le soviet y adopta des positions plus radicales : on proclama que son rôle n'était pas seulement de contrôler les autorités de la ville, mais aussi de faire pression sur elles. Le plus souvent, la majorité S.R.-menchevik préconisa l'institution d'un gouvernement local « de coalition » où voisinèrent bourgeois, ouvriers et soldats. Ainsi, à Bakou, Ivanovo, Nižnij-Novgorod, Petrozavodsk, Vologda, Astrakhan, Lugansk, etc. La bourgeoisie était hostile à cette solution : à Arkhangelsk, elle la repoussa. L'accord se fit d'ailleurs, mais pas sans incident, ainsi à Nižnij-Novgorod :

> « Au début, la bourgeoisie commença à s'agiter, raconte Dumaev, un des leaders ouvriers de la ville. Elle voulait organiser un *Comité pour le rétablissement de l'ordre* et y introduire quelques ouvriers qui lui convenaient. Mais les ouvriers obligèrent la bourgeoisie à considérer les ouvriers non comme des individus isolés, mais comme les représentants d'une organisation. Entrés comme délégués du soviet dans le "comité", ils durent insister pour que la bourgeoisie prenne des mesures contre la police. Elle geignait, ne voulait pas la désarmer ni arrêter le gouverneur. Elle ne voulait pas non plus libérer nos camarades arrêtés tant qu'elle n'en aurait pas reçu l'ordre de Rodzjanko. Quelques jours plus tard, le soviet ayant procédé à l'arrestation du gouverneur, la bourgeoisie voulut mettre à sa place le président du zemstvo. Nous, les ouvriers, avons réussi à obtenir que le poste ne soit pas confié à une seule personne, mais à un collège. Nous avons fini par l'emporter, et ainsi fut constitué un comité de 7 membres : 3 bourgeois, 3 ouvriers, 1 soldat. »

Lorsqu'une coalition se constitua, les représentants de la bourgeoisie étaient souvent minoritaires ; mais l'équilibre était subtilement dosé. À Vologda, par exemple, le « comité gouvernemental » comprenait : cinq

représentants de la ville, trois ouvriers, trois paysans, deux représentants des coopératives, représentants des partis (deux S.R., deux S.D., deux K.D.). À Penza, où les travailleurs étaient mal organisés, la « coalition » se constitua sur l'initiative des bourgeois qui purent ainsi s'assurer une majorité de fait. Là où les révolutionnaires étaient en force – ou encore lorsque leur aile marchante était conduite par les bolcheviks – le soviet refusa de collaborer avec la douma municipale et, d'emblée, entra en guerre contre elle et contre le gouvernement provisoire ; ainsi, à Krasnojarsk, sous l'influence de Sverdlov. À Samara, on coupa le téléphone aux bourgeois, membres de l'ancienne administration. A. Irkoustk, une fois le commandant de la place arrêté, le pouvoir appartint au soviet, et la bourgeoisie manifesta une complète passivité. À Kronstadt, elle essaya de se constituer en « comité provisoire ». Mais ce comité « avorton » (comme l'appelèrent les marins) dut vite laisser la place aux éléments les plus révolutionnaires.

À l'époque, le cas de Kiev attira l'attention : comme dans bien des villes, face à la douma municipale, un soviet était constitué. Mencheviks et S.R., majoritaires, voulaient manifester leur confiance au gouvernement ; les bolcheviks s'y opposèrent, quittèrent la séance, déclarant que le soviet trahissait la classe ouvrière. Dorénavant, ils allaient émettre des vœux séparés[143].

Les doumas municipales ne gardèrent de l'autorité que là où la présence d'ouvriers garantissait à la bourgeoisie l'apparence du pouvoir. Celle-ci surestimait ses forces : en province, où elle ne pouvait s'appuyer sur la politique générale, elle perdit vite pied.

Une partie des hauts fonctionnaires de l'ancien pouvoir s'effaça, quelques autres essayèrent de résister : le maire de Lugansk se plaignit à Petrograd qu'un « soviet » voulût modifier la composition du conseil municipal ; le commissaire de police de Schlussenburg trouvait « comique » l'activité des comités : on eut toutes les peines du monde à s'en débarrasser. 11 y eut des arrestations mais, dans l'ensemble, la révolution fut accommodante. À Petrograd, Kerenski avait sauvé personnellement bien des vies : l'histoire lui a rendu justice. En province, les nouveaux dirigeants veillèrent au respect de la personne humaine : ainsi, à Stavropol, le soviet décida que nul ne pourrait être incarcéré plus de vingt-quatre heures sans passer devant les tribunaux. Dans l'ensemble, la justice née de Février commit fort peu d'excès : elle ne rendit pas aux agents de la répression tsariste le centième de ce qu'ils avaient fait subir aux révolutionnaires.

Néanmoins quelques-uns d'entre eux furent fusillés ; ceux d'Élisavetgrad ont laissé un témoignage :

> « Nous, policiers d'Élisavetgrad, saluons le soviet et le gouvernement et les félicitons d'avoir fait triompher la liberté tant attendue.
> « Allant à la mort, nous nous prosternons devant le peuple russe et le prions d'excuser tout le mal qu'involontairement nous avons dû lui faire pour les devoirs du service.
> « On nous accuse d'avoir suscité des troubles et des pogroms : nous jurons à nos femmes et à nos enfants que ce n'est pas vrai… En vérité nous nous réjouissons que demain ils aient une vie meilleure que celle qui fut la nôtre et nous envoyons notre malédiction aux policiers de Petrograd qui ont tiré à la mitrailleuse sur le peuple affamé.
> « … Qu'il eût été doux de mourir des balles de l'ennemi, l'âme en paix, nos enfants fiers de nous[144].»

Toutes mesures furent prises pour éviter de faire du tsar un martyr. En mars, l'empereur et sa famille furent gardés en résidence surveillée, à Carskoe-Selo. Puis des négociations furent entreprises pour leur assurer le chemin de l'exil. Il fut question de faire partir la famille impériale en Grande-Bretagne et, plus tard, Buchanan s'est défendu d'avoir mis obstacle à un tel projet : il semblerait que ce soit plutôt le gouvernement anglais qui ne l'ait pas favorablement accueilli, craignant de s'aliéner l'amitié de la Russie nouvelle. La présence de Nicolas II à trente kilomètres de la capitale donna naissance à des incidents ; le gouvernement et le soviet décidèrent alors de transporter la famille impériale à Tobolsk[145]. En août, la menace de la contre-révolution rendit ce départ urgent. Entre-temps Kerenski avait fait adopter une loi abolissant la peine de mort pour épargner Nicolas II au cas où la révolution instruirait son procès[146].

Désormais, rien ne s'opposait plus au triomphe définitif des hommes de Février. Il leur restait à être reconnus par les puissances étrangères. Les ambassadeurs alliés pensaient que le gouvernement provisoire allait l'emporter sur le soviet ; comme Miljukov était partisan de la guerre à outrance, ils expliquèrent à leurs dirigeants que l'intérêt des Alliés était de soutenir le nouveau régime. Les puissances alliées multiplièrent les messages d'amitié, mais celle-ci n'était pas inconditionnelle ; le 9 mars, Alekseev écrivait que « si on n'attaquait pas, les Alliés couperaient les

vivres ». Rarement, il fit preuve d'une telle clairvoyance. Ce jour-là, effectivement, l'Angleterre interrompait ses livraisons en matériel d'artillerie à destination de la Russie. La France, de son côté, ne livra pas un avion (elle en avait promis trois cents) en mars et avril 1917. Le 8 mars, l'ambassadeur des U.S.A., Francis, qui avait pris l'initiative de la reconnaissance, télégraphiait néanmoins à son ministre Lansing : « Ne consentir aucun prêt au gouvernement provisoire sans assurance qu'il continuera la guerre jusqu'à la victoire et ne conclura pas de paix séparée » ; message d'autant plus stupéfiant que l'Amérique, à cette date, n'était pas encore en guerre[147].

Le 23 mars 1917 eurent lieu, au Champ-de-Mars, les funérailles des victimes de la révolution, cérémonie grandiose qui célébrait la victoire de Février :

> « Tout à coup, relate Marylin Markovitch, les sons lointains d'un orchestre jouant une marche funèbre retentirent. Lentement, à pas rythmés et graves, le cortège s'avance. En tête, les miliciens, puis les cercueils, drapés de rouge, sur les épaules des ouvriers. Puis viennent, en ordre parfait et recueillis, les organisations ouvrières, les étudiants et étudiantes, la foule des parents, des amis, des inconnus marchant presque au pas, en une longue file calme, religieuse, sans prêtres, premier enterrement civil dans l'orthodoxe Russie.

« La marche funèbre révolutionnaire déroule ses phrases musicales, dont, en son âme, chacun redit les mots avec une émotion intense quoique sans larmes.

> *Vous êtes tombés, victimes, dans la lutte finale,*
> *Par amour du peuple.*
> *Vous avez tout sacrifié pour lui,*
> *Pour sa vie, son honneur, sa liberté.*
> *Adieu, frères, qui avez accompli votre honorable et glorieuse route*[148]. »

1. Les principaux témoignages et les travaux sur l'insurrection sont indiqués dans la bibliographie, p. 1000 et suivantes.

a.
Le 14 février.

2.
Blok, *op. cit.*, 169, p. 78 et suiv.

3.
Jurenev, *op. cit.*, 201, 2, p. 114-143.

b.
Voir la carte, p. 72-3.

4.
Journal de Petrograd du 5-18 mars 1917.

5.
Marylin Markovitch, *op. cit.*, 225.

6.
Ceci ressort des témoignages de Cl. Anet, *op. cit.*, 165 ; Houghtelling, *op. cit.*, 197 ; et du reportage fait dans le *Journal de Petrograd.*

7.
In Kajurov, *op. cit.*, 202.

8.
Mansyrev, *op. cit.*, 224, p. 262 (éd. Alexiev) et Vinogradoff, *op. cit.*, 260, p. 536.

9.
In de Bienstock, *La Révolution russe*, Paris, 1918.

10.
Sur le 25 février, excellente analyse de I. P. Leiberov, in *Oktjabr, op. cit.*, 324.

11.
Semenov (E.), « La révolution à Petrograd », in *Monde slave*, 1917-1.

12.
Padenie, op. cit., 28, p. 220.

13.
Cité in *HRR, op. cit.*, 126, p. 81, tome I, p. 150.

14.
Mel'gunov, *op. cit.*, 128, p. 150.

15.
Kajurov, *op. cit. ;* Sukhanov et Jurenev, *passim.*

16.
S. P. Mel'gunov a montré que s'il fut bien question, dans certains milieux gouvernementaux, de provoquer des manifestations contre la guerre pour justifier, devant les Alliés, une demande de paix séparée, il ne s'est agi que de propos de couloirs et qui n'eurent aucune suite. Cf. Mel'gunov, *Legenda o separatom mire*, Paris, 1957.

17.
Texte in Koutchine : *La Révolution de Février en Russie*, Paris, 1937, p. 93.

18.
HRR, op. cit., 126, I, p. 81.

19.
Kajurov, *op. cit.*, 201, p. 105.

20.
Dok., op. cit., 20, p. 5 et 6.

21.

ljapnikov, *op. cit.*, 125, p. 103.

22. ljapnikov prévoyait bien, en février, une « tempête » ; il n'imaginait pas qu'une révolution pût réussir, *op. cit.*, I, 52.

23. *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* ne parut, début 1917, que dans une version édulcorée et en quelques exemplaires. Cf. Lénine : *Œuvres choisies*, éd. en langues étrangères, tome I, 2e partie, p. 615.

24. Cf. la lettre de Lénine à ljapnikov, de septembre-octobre 1916, *op. cit.*, 37, p. 352.

25. Sukhanov, *op. cit.*, 120, I, p. 94-95.

26. L'historien Burdžalov a montré que le tract daté traditionnellement du 26 mars et dont il sera question plus loin était, en réalité, du 27 : il a donc été écrit après la victoire de la révolution. *Op. cit.*, 327, p. 40-42.

27. Cf. Kerenski, op. cit., 274, p. 20 et Zenzinov, op. cit., 210, XXXIV, p. 207.

28. Ermanskij, pour ce jour, note qu'il faut « organiser les masses ». Cf. Ermanskij, *op. cit.*, 193, p. 148.

29. Vinogradoff, op. *cit.*, 270, p. 557.

30. Sukhanov, éd. anglaise, p. 15.

31. Kerenski, *op. cit.*, 124, p. 236-237.

32. Zenzinov, *op. cit.*, 274.

33. Jurenev, *op. cit.*, p. 138.

34. Trotski, *op. cit.*, 121. I, 125.

35. Blok, *op. cit.*, 169.

36. *HRR*, *op. cit.*, 126, I, p. 85.

37. Blok, *op. cit.*, 169.

38. De Chambrun, *op. cit.*, 181.

39. *Doc. Ker.*, *op. cit.*, 35, I, p. 40.

40. *Ibid.*, 42.

41. G. Walter, *op. cit.*, 323, et *Doc. Ker.*, *op. cit.*, 35, I, p. 45-48.

42.

Semenov (E.) : « La révolution à Petrograd », in *Monde slave*, 1917.

43.

Plus exactement, le tsar suspendait les séances jusqu'en mai. La douma et l'opinion ne parlaient néanmoins que de « dissolution ».

44.

šul'gine, *Dni, op. cit.,* éd. Alexiev, p. 92.

45.

Kerenski a toujours revendiqué l'honneur d'avoir fait diriger les régiments révoltés vers la douma. Par l'intermédiaire de Sokolovč

46.

Kerenski, *op. cit.,* 210, p. 26.

47.

Perevalov, *op. cit.,* 246.

48.

Čerkaskij, *op. cit.,* 134.

49.

Knox, *op. cit.,* 215, 2, p. 557.

50.

Čerkaskij, *op. cit.,* 134, p. 34.

51.

Voir le chapitre premier.

52.

ljapnikov, op. *cit.,* 125, p. 119.

53.

Čerkaskij, *ibid.*

54.

Kerenski, op. *cit.,* p. 27.

55.

Mansyrev, op. *cit.,* 227 ; éd. Alexicv, p. 268.

56.

šul'gine, *op. cit.,* 185, p. 96.

57.

Mstislavskij, *op. cit.,* 236. p. 22. Dan, *op. cit.,* 187, p. 291.

58.

Sur le *Bund,* voir le chapitre premier.

59.

Est-ce atrov ou Vladimirovč Dans l'illégalité, les révolutionnaires changeaient souvent de pseudonymes et il n'est pas toujours aisé de les identifier.

60.

Il est difficile d'affirmer si Alexandrovič faisait partie du pré-soviet de 15 h. On a tenté de dresser un inventaire ; in Ferro, *op. cit.,* 330.

61.

ljapnikov, *op. cit.,* 125, p. 117.

62.

Pour les grandes usines, un représentant par mille ouvriers et un représentant par usine de moins de mille ouvriers.

63.

Kerenski, *op. cit.*, 210.

64.

Zenzinov, op. *cit.*, 274, XXXV, p. 217.

65.

Cf. Anet, op. *cit.*, 165.

66.

Voir le chapitre 3.

67.

Mstislavskij, op. *cit.*, 232 dont quelques bons passages ont été traduits in G. Walter, *op. cit.*, 314, p. 157-163.

68.

Burdžalov, op. *cit.*, 330.

69.

« Les troupes révolutionnaires sont passées du côté des insurgés », dit le texte. Cf. *HRR*, *op. cit.*, 126, I, 92.

70.

Quelques manifestes furent placardés dès le 27 au soir. Cf. Kajurov, *op. cit.*, 201, p. 167.

71.

ljapnikov, *op. cit.*, p. 116-117 et Sukhanov, éd. anglaise, p. 43.

72.

Vers 12 heures-13 heures, semble-t-il.

73.

Trotski, *op. cit.*, 121, p. 129 et *HRR.*

74.

Cf. Peskhonov, *op. cit.*. 248.

75.

Cf. Čermenskij, op. *cit.*, 328. À Vyborg, on procéda même à des élections à un soviet. La gare de Finlande devait servir de P. C. aux actions futures. Voir également *Dok.*, *op. cit.*, p. 5 et 6.

76.

Voir le texte du manifeste bolchevik en annexe.

77.

Selon Miljukov, Kerenski n'y avait adhéré qu'avec réserve : il jugeait ce comité trop attaché aux fictions juridiques. Miljukov, op. *cit.*, 122, éd. Alexiev, 175.

78.

Voir Blok, *op. cit.*

79.

Ibid., p. 108 à 111.

80.

Siège du gouvernement.

81.

Grand Quartier général.

82.

Cf. Ferro, *op. cit.*, 330, p. 369.

83.

Elle comprenait Erlih, Gvosdev, Sokolov, *ibid.*

84.

Le menchevik Ermanskij déclare que les délégués avaient été élus « on ne sait comment ». Son ouvrage fut écrit en 1927 : à cette date, il était devenu bolchevik. Sur cet aspect de la question, cf. Čermenskij, *op. cit.*, 328.

85.

Discussion in Ferro, *op. cit.*, 330. p. 370.

86.

ljapnikov, *op. cit.*, 125.

87.

Sur ces faits, voir op. *cit.*, 333.

88.

Sukhanov, op. *cit.*, I, 120. Ferro I. 120-125, et discussion in, op. *cit.*, 330.

89.

Les mencheviks choisirent Bogdanov et Baturskij ; les S. R., Rusanov et Zenzinov ; les bolcheviks, Molotov et, présent ce soir-là, Zaluckij. D'autres partis se firent représenter les jours suivants. Voir chap. 6.

90.

Outre les comités du ravitaillement, le comité littéraire et le comité militaire, Pe¡ekhonov fait allusion à un comité des finances. Voir également : Sukhanov, *op. cit.*, éd. anglaise, p. 64 ; et Pe¡ekhonov, *op. cit.*, 248. Le texte de cet appel figure en annexe.

91.

Rodzjanko, *op. cit.*, 247, éd. Alexiev, p. 45.

92.

Sur tout ceci, voir ljapnikov, *op. cit.*, 125, p. 122 à 128.

93.

Selon Zaslavskij.

94.

Cf. Čermenskij, *op. cit.*, 328, p. 11.

95.

Outre les *K.A.*, *op. cit.*, n° 26, tome 21, p. 1 à 78 et 22, p. 1 à 40, où se trouvent regroupés plus de trois cents télégrammes et communcations téléphoniques interceptés par la censure, on consultera les témoignages de Boldyrev, Bublikov, Lukomskij, Lomonosov, etc., cités dans la bibliographie, n° 161 et suivants. L'ouvrage de Mel'gunov, *op. cit.*, 128, couvre ce paragraphe et le suivant.

96.

Blok, *op. cit.*, 169, p. 125.

97.

Kutusov, *op. cit.*, 25, p. 14.

98.

Mel'gunov, *op. cit.*, 128, examine de près cette question, p. 163-168, et conclut qu'il s'agit d'une légende : il n'y eut pas de mitrailleuse. Toutefois, il n'utilise pas le témoignage de Lomonosov, *op. cit.*, 219 : « En décembre, mon cousin Michel m'avait dit qu'on apprenait aux gendarmes et aux policiers à s'en servir. » De Chambrun, *op. cit.*, 181, qui était dans la rue ce jour-là, écrit, p. 58 : « À ce moment-là, – vers 17 heures, le 28 février – les sergents de ville disparaissent ; ils montent sur les toits à leurs postes de combat ; car, si incroyable que cela puisse paraître, des mitrailleuses ont été juchées au sommet des maisons pour nettoyer la rue ». Pourtant, on n'a jamais retrouvé de mitrailleuse.

99.

Kerenski, op. *cit.*, 203 et 210.

100.
Lloyd-George, *War Memoirs,* tome 3, 1602.

101.
Paléologue, *op. cit.,* 244, p. 113 ; Kutusov, *op. cit.,* 25, p. 25 ; *K.A., op. cit.,* 26, 1927, p. 111 ; Houghtelling, *op. cit.,* 197, p. 125.

102.
Bublikov, *op. cit.,* 174, p. 20-21.

103.
ARR, op. cit., 27, III, p. 252 ; *K.A., op. cit.,* 26, XXI, p. 36.

104.
Sukhanov, *op. cit.,* 120, I, p. 112.

105.
Sur ces faits, confus, voir surtout les témoignages de Sukhanov. Miljukov, idlovskij, cités dans la bibliographie, et discutés dans Mel'gunov, *op. cit.,* 128, p. 50-61.

106.
K.A., op. cit., 26, tome 42, p. 62.

107.
Izvestija du 2 mars 1917, p. 2, col. 1 ; *K.A., op. cit.,* 26, tome 42, p. 102 et *Vozro ž denie,* XXIV, 1952, p. 141-145. Des soldats arrivent à la garde de Michel. (Témoignage de A. S. Matveev, secrétaire du grand-duc.) Le texte d'Éngelhardt se trouve dans *Dok. Ker.,* I, p. 62.

108.
Sur ces faits on pourra lire l'article de G. I. Zlokazov, in *Oktjabr, op. cit.,* 324, qui montre, en outre, que les leaders du soviet n'intervinrent guère pour assurer la survie de leur propre milice, voir également V. I. Miller, *Istorija SSSR,* 1966, 6, p. 26-44.

109.
Knox, *op. cit.,* 212, p. 558.

110.
ljapnikov, *op. cit.,* 125, I, 174.

111.
Ibid., p. 171.

112.
Voir p. 93.

113.
Kutusov, *op. cit.,* 26, p. 25.

114.
Zenzinov, *op. cit.,* 274, p. 219.

c.
Comité de liaison entre les quartiers (raion) de la capitale.

115.
Sukhanov, *op. cit.,* 120, I, p. 104-105 ; ljapnikov, *op. cit.,* 125, I, p. 181 ; Zenzinov, *op. cit.,* 274, p. 266. Zaslavskij, « Pervyi legal'nyi K. P. », in *Prol. Rev.,* 1923, p. 135-156. Voir également Mel'gunov, *op. cit.,* 128, p. 23.

116.
Ibid. et également Mstislavskij, *op. cit.,* 236. p. 55 et suiv.

117.
Sukhanov, *op. cit.,* 120.

118.

Reproduit in *Doc. Ker*., op. cit., 35, I, 129-132.

119.

Entretien avec Kerenski, sept. 1963.

120.

Doc. Ker., op. cit., 35, I, p. 128-129, d'après les *Izvestija.*

121.

A.R.R., III, *op. cit.,* 27, p. 253-258 ; et également ul'gin, *op. cit.,* 185, p. 238-276.

d.

Voiekov était le commandant du palais.

122.

K.A., op. cit., 26, II, p. 10. *Journal intime de Nicolas II,* Paris, 1934, p. 91 et suiv. Nolde, *op. cit.,* 242, p. 127 et Mel'gunov, *op. cit.,* 128, p. 141.

e.

Voir p. 69.

123.

Ibid. et également Blok, *op. cit.,* 169, p. 100 et suiv. et *K.A.,* XXI, 8 ; voir également Cantacuzène-Speranski, *Revolutionnary days,* London, 1920.

124.

K.A., op. cit., 26, XXI. p. 1 à 78 et particulièrement 8 à 23 ; et *K.A., op. cit.,* 26, XXIII, p. 251. etc., et *ARR, op. cit.*. 27. II, 18-19. « Que les officiers renforcent la surveillance sur la troupe... qu'ils suscitent des conversations sur des thèmes patriotiques », ordonnait le général Omeljanovic, le 1er mars. Cf. *GAORSSLo,* 7384, 9, 244,4.

125.

Ibid. et Blok, op. *cit.,* 169, p. 132 et suiv.

126.

K.A., op. cit., 26, XXI, p. 20-21. Trotski, *Histoire, op. cit.,* 121, I, p. 89-90.

127.

Nous reprenons ici le récit de Mel'gunov, *op. cit.,* 128, p. 139-190.

128.

La reconstitution de l'équipée d'Ivanov procède de Blok, *op. cit.,* 169, p. 125 et suiv. ; Anet, *op. cit.,* 165, I, 102 ; Francis, *op. cit.,* 194, p. 67 et suiv. et surtout de Lomonosov, op. cit., 219 ainsi que des sources indiquées plus haut et notamment à la note 94.

129.

Jusqu'à l'arrivée de Pskov, mêmes sources, surtout *K.A.,* XXI et *K.A.,* XXIII, ainsi que Blok, *op. cit.,* et le *Journal de* Nicolas II.

f.

Voir p. 92.

130.

Pour les événements de Pskov, mêmes sources, et également Denikine, *op. cit.,* p. 191 et les mémoires du grand-duc André, in *K.A., op. cit.,* 26, 1928, XXVI, p. 185-210, et Lukomsky, *op. cit.,* 222. Les mémoires du général Boldyrev sont particulièrement précieux (*K.A.,* XXIII).

g.

C'est nous qui soulignons. (M. F.)

h.

Cette précision ; *hier* donne quelque substance au témoignage rapporté par Francis, Anet et quelques autres. À Malaja-Vi¡era Voiekov déclara au tsar que la douma était aux mains de bandits et de jeunes soldats, qu'il suffisait de quelques troupes pour les disperser. Zabel arriva sur ces entrefaites : il montra au tsar que la situation était beaucoup plus grave. Voiekov

proposa alors d'ouvrir les lignes pour que les Allemands viennent réprimer l'insurrection à Petrograd. Bien qu'ivre, l'amiral Nilov s'indigna et le tsar s'y opposa, rappelant que c'était les vues de Rasputine. « Pourquoi ne m'a-t-on pas prévenu, dit-il alors, en colère. Pourquoi parle-t-on aujourd'hui quand tout est perdu ? » Il reprit son calme et dit : « Tant mieux, j'irai vivre, comme cela, à Livadja. » Francis, op. *cit.*, 194, p. 77-79, et Anet, op. *cit.*, 165, I, p. 101.

131.

Aux mêmes ouvrages, joindre šul'gine, *op. cit.*, 185, p. 238-276 ; *ARR, op. cit.*, 27, II, 26 et Rodzjanko, *op. cit.*, 280, p. 43 ; *Journal in- time de Nicolas II,* p. 93.

132.

Pe¡ekhonov, *op. cit.*, 248 ; éd. Alexiev, p. 451.

133.

On l'apprit à Moscou où des télégrammes de protestation furent adressées au soviet *GAORSSMo,* 66, 3, 914, 1 et suivants.

134.

Aux témoignages de Kerenski, Sukhanov, šul'gine, Miljukov, Rodzjanko, Lukomsky cités dans la bibliographie, ainsi que Gučkov, in *Padenie, op. cit.*, 28, on ajoutera, Lomonosov, *op. cit.*, 219 p. 66 et suiv., ainsi que Mstislavskij, *op. cit.*, 236.

135.

Dans les *K.A., on* retiendra surtout le témoignage de Boldyrev, déjà cité. On consultera également ljapnikov, *op. cit.*, 125, II, et les *Doc. Ker., op. cit.*, 35.

136.

ljapnikov, *op. cit.*, 125, II, p. 62-64 et 244, 248 ; à Tiflis, Nicolas parvint assez bien à ses fins puisque la douma municipale adressa un message à Rodzjanko, le 2 mars, disant sa conviction « que Sa Majesté Impériale donnerait son puissant soutien à l'établissement d'un ordre nouveau ». *CGIAL,* 1278, 5, 1293, 103-107.

137.

ljapnikov, *op. cit.*, 125, II, p. 81-83, et 236-237 ainsi que *K. A.*, XXIII, p. 254 et *Doc. Ker., op. cit.*, 35, II, p. 850.

138.

ljapnikov, *op. cit.*, 125, II, p. 244-245.

139.

Il y eut des exceptions. Quelquefois officiers et soldats fraternisèrent, cf. *CGIAL,* 1278-5, 1284, 98 et suiv.

140.

Naida, *Revolucionnoe dvi ž enie v carkom flote*, M., 1948, 608 p.

141.

Paléologue, op. *cit.*, 244, III, p. 112 ; Cyrille (grand-duc), *My life in Russia service*, London, 1939, 286 p., p. 209-210 ; Denikine, *on. cit.*, éd. française, p. 52 ; Cantacuzène-Speranski, cité note 121, p. 124 ; Korostovetz, op. *cit.*, 216, p. 269 ; et *GAORSSLo,* 7384, 9, 142, 12.

142.

Kutusov, *op. cit.*, 25, p. 219. En avril, 83 publiaient un journal *CGAORSSSR,* 6978, 1, 362, 20-21.

143.

Dok., op. cit., 20, p. 308 et suiv. Voir également Ceretelli, *op. cit.*, 127, I, p. 17-25.

144.

Dok., op. cit., 20, par exemple, p. 262 et 229 ; *GAORSSLo,* 7384, 9, 161, 29-30.

145.

Dès le mois d'avril, le soviet de Petrograd reçut de province des motions l'invitant à enfermer le tsar dans une forteresse. Cf. *GAORSSLo*, 6384, 7, 36, 51.

146.

Sur cette question, voir les mémoires de Buchanan et de sa fille, *op. cit.*, 175 et 176. On consultera également Kerenski, *op. cit.*, 202, 205, 206 et 207. Sur l'attitude du soviet, voir *Dok., op. cit.*, 20, p. 235 ; *GAORSSLo*, 7384, 7, 36, 51.

147.

Sur la reconnaissance, voir Warth, *op. cit.*, 407 ; et également Ioffe, *op. cit.*, 410. Voir *Istoričeskie Arhiv*, 1955, 3, 153 et Kv. *op. cit.*, 25, p. 129. Fin mars, il est vrai, un haut fonctionnaire de l'ambassade russe à Londres écrivait à Tereščenko : « Un appel financier aux U.S.A. liera plus étroitement l'Amérique à la cause des alliés ». *CGAORSSSR*, 3, 1, 320, 37.

148.

M. Markovitch, *op. cit.*, 228.

CHAPITRE III

LES PROJETS DES CLASSES DIRIGEANTES ET DES ORGANISATIONS RÉVOLUTIONNAIRES

Le succès de la révolution fut aussi inattendu que son déclenchement. Débarrassé, d'un seul coup, du tsarisme, le peuple russe explosa de cette joie qui suit les longues attentes. Passés les premiers jours, un contentement plus profond succéda à l'allégresse, comme si, rasséréné, chacun avait le sentiment que la Russie était libre, elle et ses 130 millions de citoyens ; comme si tous, par magie, étaient devenus politiquement majeurs. Subitement, le rêve de la liberté se transforma et devint la liberté effective de 130 millions d'individus enthousiastes, mués en autant de réformateurs spécialisés, chacun proposant son plan pour régénérer le pays. Des milliers de télégrammes, motions et lettres, adressés au gouvernement, à la douma, au soviet, à la nation exprimèrent cette espérance[1].

Quelles aspirations exprimaient ces messages et dans quelle mesure celles-ci correspondaient-elles aux projets des classes « censitaires », aux programmes des partis politiques et autres organisations qui, depuis plus de vingt ans, prétendaient défendre les intérêts de la population ? Le moment est privilégié : quelques semaines durant, ni les partis, ni les organisations, désintégrés par la réaction tsariste, n'étaient en mesure de jouer les intercesseurs et de prendre ces aspirations en charge ; elles s'exprimèrent alors librement, en accord ou non avec les projets des révolutionnaires professionnels. L'événement est sans équivalent puisqu'en 1789 les vœux de la nation s'exprimèrent dans le cadre de l'Ancien Régime, avant qu'éclate et triomphe la révolution.

1. SENTIMENTS ET PROJETS DE LA GRANDE BOURGEOISIE ET DES CLASSES MOYENNES

Au lendemain de Février, la grande bourgeoisie était animée des sentiments les plus contradictoires. Satisfaite de se trouver enfin installée au pouvoir, elle regrettait néanmoins la façon dont on l'y avait portée. Révolutionnaire malgré elle, elle adopta d'instinct le comportement des conservateurs : « Il nous faut RESTAURER L'ORDRE détruit par l'incapacité et l'inactivité criminelle du pouvoir déposé », écrivait le *Novoe Vremja* du 5 mars. En même temps, la bourgeoisie entendait satisfaire une très ancienne aspiration : faire de la Russie un Etat sur le modèle de l'Occident moderne et complètement indépendant des ingérances de l'étranger. Elle comptait renforcer sa propre puissance, asseoir son autorité sur l'économie du pays, condition nécessaire à la réalisation de ce programme. Il lui fallait d'abord « mener la guerre jusqu'à sa fin victorieuse »[2]. Toutefois ses dirigeants évitèrent de rappeler leurs buts de guerre : ils savaient combien l'opinion était sensible sur ce terrain et se contentèrent d'affirmer « la nécessité » de cette victoire ou bien de rappeler « les devoirs de la Russie envers les Belges et les Serbes, envers les alliés »[3].

En vérité, la bourgeoisie pensait que seul l'état de guerre maintiendrait les structures qui avaient survécu aux événements de Février. Elle estimait également que la guerre resserrerait la solidarité des classes dirigeantes russes avec la bourgeoisie occidentale, sur laquelle elle s'appuierait pour contenir les forces montantes de la révolution : raisons essentielles qui s'ajoutaient aux motifs traditionnels de la bourgeoisie « impérialiste ».

Pour mener la guerre, Cadets et Octobristes préconisaient « l'unité de pouvoir ». Dans la *Rec* comme dans tous leurs journaux, ils ne cessèrent de répéter que le double pouvoir rendait impossible la tâche du gouvernement : « Les soviets et autres organisations de masse ne doivent avoir pour fonction que d'exprimer les volontés de l'opinion publique ; en rien, ils ne doivent participer au pouvoir[4] ».

La bourgeoisie progressiste ne fit plus allusion à ce qui, la veille, constituait l'élément essentiel de son programme revendicatif, la responsabilité d'un gouvernement devant l'assemblée. Habileté qui était

une faute, juge idlovskij, car la sauvegarde des principes aurait permis d'aider à la régénérescence de la douma, dont on aurait pu se servir comme de contrepoids au soviet[5]. À dire vrai, les nouveaux dirigeants divergeaient sur la tactique à suivre. Comme le voyait bien Rodzjanko, les Cadets « ne voulaient pas de contraintes » ; ils firent bon marché de leurs principes[6]. Quant aux autres représentants de la bourgeoisie, ils jugèrent plus adroit de gagner du temps : ils évoqueraient plus tard ce problème de la responsabilité, persuadés que leur tour viendrait, et qu'ils avaient intérêt à mettre une sourdine à leurs revendications. Ainsi, lorsque le 10 mars le gouvernement reçut les représentants du commerce et de l'industrie, il fut bien question de la victoire, de reconstruire l'économie russe, mais de rien d'autre : la *Torgovo-promyslennaja Gazeta*, organe du monde des affaires, apportait « son soutien total » au gouvernement[7].

Par une habileté inverse, ceux qui se rallièrent à la révolution abandonnèrent un autre point de leur programme : l'institution d'une monarchie constitutionnelle. Là encore les Cadets frayèrent la voie. Le 6 mars, pourtant, Miljukov se proclamait toujours partisan de Michel[8]. Mais ses amis condamnaient cette obstination, qui confinait à la maladresse. Fin mars, au congrès « Cadet », « une unanimité enthousiaste » proclama son ralliement à la république. Kokoškine fut chargé d'ajuster les principes du parti aux nécessités politiques du moment :

> « La monarchie n'était pas pour nous le principe suprême qui guidait tout notre programme politique, expliqua-t-il d'abord ; le régime monarchique n'était pas un principe mais un expédient politique… Sur la question du régime politique, nous distinguons toujours la forme du régime de son contenu. Et c'est la nature du régime qui, pour nous, était essentielle…
> « Trois principes nous guidaient : le principe de l'inviolabilité des droits civils et politiques, le principe de la souveraineté populaire, le principe, enfin, de la justice sociale. L'application de ces principes constituait le fondement de notre politique…
> « Naguère, revendiquer une république semblait peu pratique… Après tout, nous savions qu'une monarchie constitutionnelle n'était rien de plus qu'un compromis entre l'absolutisme et la souveraineté populaire, compromis qui, pour la majorité, était une étape nécessaire…

« Nous pensions, en plus, qu'en pratique, la monarchie parlementaire réduisait l'écart entre cette forme de régime et le régime républicain à des différences insignifiantes… Que, par exemple, la Grande-Bretagne n'est pas moins libre que la France, mais qu'elle l'était plus que telle république sud-américaine…

« Il y a onze ans, de plus, la population identifiait l'Etat avec un symbole vivant… Plus aujourd'hui.

« Puis, avec la guerre, d'autres circonstances entrèrent en jeu… la vieille formule *Pour le tsar et pour la patrie* ne signifia plus rien car il semblait qu'on ne pouvait être pour le tsar et pour la patrie puisque le tsar était contre la patrie (*applaudissements*). La nation se souleva et le tsarisme fut battu. Il ne s'agirait plus maintenant de maintenir la monarchie, mais de la restaurer. Et pour la restaurer, le sang devrait couler, comme naguère il aurait coulé pour instaurer une république. Car maintenant, le fait est là, c'est la république qui existe. »

À la suite de cette adresse de Kokoškine, le congrès vota la résolution suivante, au milieu d'une tempête d'applaudissements :

« La Russie doit être une république démocratique parlementaire. Le pouvoir législatif doit appartenir aux représentants de la nation.

« À la tête de l'exécutif, il doit y avoir un président de la République élu pour une période déterminée par les représentants de la nation, et gouvernant avec l'aide d'un ministère responsable devant le peuple. »

Pour le reste, le programme politique de la bourgeoisie demeurait inchangé. Elle restait favorable à l'amnistie et à toutes ces réformes qui devaient avoir pour effet d'instituer, en Russie, une société politique conforme à l'idéal de 1789, égalité devant la loi, libertés politiques, etc.[9].

Le programme de la bourgeoisie sur la *question nationale*[10] était défini, à la veille de la révolution, dans ses rapports d'action avec le tsarisme. Ainsi, les Cadets se prononçaient contre le fédéralisme décentralisateur, pour le droit à l'autodétermination culturelle : s'apprêtant à conquérir l'Etat du dedans, ils ne pouvaient vouloir qu'en renforcer l'armature. Mais ils voulaient aussi lui donner une certaine unité et proposaient une formule d'intégration dont les allogènes choisiraient les formes comme les limites. En cela, ils s'opposaient à la politique de russification des anciens partis de droite. Pour la Finlande et la Pologne, les cadets préconisaient l'institution

d’un régime d’autonomie interne, octroyé ici, agréé là, par les autorités législatives du Grand Duché ; Miljukov, qui était constamment intervenu en faveur de nationalistes persécutés par le tsarisme, s’était vu attribuer le surnom de « défenseur passionné de la Finlande ». Toutefois, on avait pu observer chez Miljukov et ses amis un changement d’attitude dû à la guerre et aux tentations que les circonstances exercèrent sur certaines nationalités. Dans *Rec*, début 1917, Miljukov écrivait : « Les Cadets auront, dans la question ukrainienne, une attitude qui sera fonction de celle des Ukrainiens vis-à-vis de la guerre ». En janvier 1917, il essaya de diminuer la portée de la « note Wilson » sur les droits des petites nations, indices qui signifiaient peut-être qu’un certain malentendu pourrait naître dès que la bourgeoisie appliquerait son programme concernant les nationalités.

Tout comme les autres organisations révolutionnaires, les partis politiques « bourgeois » cherchaient à résoudre à leur profit *la question agraire.* Profit économique, tant la bourgeoisie avait développé, depuis dix ans, ses activités dans l’agriculture. Profit politique surtout, maintenant qu’il apparaissait que la masse paysanne représenterait demain le facteur essentiel d’une confrontation électorale. Mais seuls les Cadets et les Octobristes – qui s’exprimaient sur cette question par le canal de *l’Union des propriétaires fonciers*, avaient un véritable programme agraire : il fallait, lui aussi, l’adapter aux circonstances.

Du temps du tsarisme, la nationalisation des terres constituait le principe de la politique agraire des Cadets[11]. Selon eux, la terre serait attribuée à la paysannerie ; celle-ci paierait un loyer à l’Etat qui le reverserait aux anciens propriétaires qui deviendraient, ainsi, des rentiers d’Etat[12]. Mais, lorsque fut élaboré le programme – en 1906 – les Cadets estimaient qu’il ne serait applicable que « lorsque le pouvoir serait entièrement au peuple ». En attendant, ils préconisaient l’institution d’un « fonds national terrien » qui serait à la disposition de ceux qui ne possédaient pas de terre (paragraphe 37). Y entreraient les terres monastiques, les apanages, etc. Mais, de ce fonds, les Cadets excluaient les terres des villes, les zemstva, les enclos. Seuls les latifundia et vastes friches en location pourraient être aliénés, à titre obligatoire, pour constituer ce fonds ; le prix serait fonction de la « rentabilité ». Par ailleurs, il était prévu d’établir une sorte de « minimum » terrien, variable suivant les régions et qui, une fois que les besoins de tous seraient satisfaits, aurait permis « de libérer » le surplus des terres aliénables : ainsi la bourgeoisie aurait pu en acquérir à bon compte.

Tout dépendait de la façon dont seraient constitués les « comités agraires » que le gouvernement russe ne manquerait pas de constituer et qui, localement, décideraient de ces questions ; l'autre problème était de délimiter les terres qui subiraient une aliénation forcée et aussi de déterminer à quel prix elles seraient vendues. Il fallait résoudre cette question d'urgence « si l'on voulait éviter que n'éclatent des troubles dans les campagnes ». Mais tandis que V. Cecinin', Elacic et quelques autres rappelaient la nécessité de décréter préalablement la nationalisation du sol, si « l'on voulait éviter que les partis de gauche n'exploitent la faim des paysans pour la terre » (23 mars 1917), la majorité, absorbée par les problèmes politiques, ne voulait point précipiter les choses. Le congrès de mars ne décida rien qui. n'ait été défini naguère ; les campagnes semblaient calmes ; dès lors, pourquoi se hâter ?

À l'inverse, l'*Union des propriétaires fonciers* pressentit tout de suite que la propriété privée était en danger : moribonde depuis quelques années, l'*Union* ressuscita avec la révolution de Février[13]. Comme bien d'autres associations, elle était née en 1906, ayant pour objet la défense des droits de la propriété privée, « fondement de l'Etat et garantie du bien public ». Sous l'impulsion d'Octobristes comme Y. Vul'fert et N.N. L'vov, elle rappela, au printemps 1917, qu'elle apporterait « tout le concours possible au gouvernement pour résoudre la question agraire ». Il lui fallait manifester son existence après être restée plus de dix ans en veilleuse, le temps où, sous l'impulsion de Stolypine, le gouvernement tsariste avait pratiqué strictement la politique qu'elle avait préconisée. Réapparaissant au moment du péril, l'*Union* rappela « que la question agraire ne devait pas être réglée du point de vue des intérêts de telle ou de telle couche de la population, mais exclusivement dans l'intérêt " général "… Or, dans l'intérêt de la nation, il convenait de tout mettre en œuvre pour augmenter les rendements : seule la propriété privée en était capable, car la grande propriété facilitait l'exploitation de la terre, tandis que le morcellement conduisait au chaos. Il devait donc à tout prix être évité[14] ». Se prononçant contre le principe de toute aliénation forcée, l'*Union* recommandait de faciliter la tâche aux paysans qui voudraient acquérir des terres. Le crédit rural y pourvoierait. Quant au prix de vente, il devait être celui des échanges librement consentis. « Les partisans du socialisme veulent ramener la population au servage, expliquait l'*Union.* Distribuer la terre pour la reprendre ensuite, dès que le besoin s'en ferait sentir. Mais les

paysans ne pourront plus, alors, acquérir de nouvelles terres, ni louer des valets de ferme, ni quitter leur condition, comme le peuvent les marchands, les charpentiers ou les maçons. » Argumentation habile et mise en garde moins équivoque que celle des Cadets, qui, pour garder l'oreille de la paysannerie, utilisaient le ton des socialistes alors que les uns comme les autres, intéressés par le développement de la propriété « capitaliste », voyaient mal comment concilier leurs propres aspirations et celles des paysans.

Avant tout, arrivant au pouvoir, la bourgeoisie espérait pouvoir satisfaire ses *aspirations d'ordre économique*[15]. Son programme visait « à intensifier l'effort pour développer la mise en valeur du pays ». Il fallait briser les entraves qui en freinaient l'expansion et limitaient sa mainmise sur la vie économique. Pour exercer complètement son hégémonie, la bourgeoisie voulait se libérer de la tutelle des bureaux, si bien que la révolution devait avoir pour effet, selon ses dirigeants, d'arracher à l'Etat ce qu'il contrôlait de l'économie du pays.

La moitié de la richesse nationale étant entre ses mains, la bourgeoisie jugeait que sa vocation était d'assurer la gestion de sa totalité, et, en 1916, Rjabu¡inskij avait précisément élaboré un plan en ce sens, qui aurait confié aux magnats la direction de l'économie[16]. À l'exemple des socialistes – mais à des fins contraires – la bourgeoisie avait esquissé une théorie de développement de la Russie qui légitimait, d'un point de vue doctrinal, ses ambitions. Evoquant le passage à un régime socialiste, elle insistait sur « la nécessité du passage par le capitalisme », et jugeait « absurde » toute transformation prématurée, c'est-à-dire « avant une centaine d'années ». *Le Journal des maîtres de forges* ne la jugeait possible « que lorsque le socialisme serait réalisable dans tous les pays civilisés en même temps »[17]. Ainsi sur le plan économique, la bourgeoisie faisait preuve d'une détermination qui allait très exactement en sens contraire des aspirations du mouvement révolutionnaire, puisque, à la différence de la bourgeoisie française « qui, au moins, avait su confier la gestion de l'économie de guerre à des ministres socialistes[18] », elle cherchait au contraire à retirer à l'Etat les droits qu'il avait acquis dans la gestion de l'économie nationale. Faisant front à l'opinion qui désirait que l'Etat renforçât son contrôle sur la production ou sur les prix, la bourgeoisie allait ainsi, résolument, à la bataille.

Quant aux *réactions du peuple russe,* la bourgeoisie pensait, avec Rjabu¡inskij, qu'il suffisait d'attendre qu'il ait jeté sa gourme ; ensuite « tout se passerait bien et il ne ferait de mal à personne ». Sans doute, il faudrait faire quelques concessions à la classe ouvrière, mais de toute façon il y avait un point sur lequel il ne fallait pas lui céder : la gestion des entreprises[19]. Pour le reste, prête à œuvrer en faveur de l'établissement de « la justice sociale », la bourgeoisie ne précisa pas explicitement ce qu'elle entendait par là. Pourtant les circonstances l'amenèrent à réagir lorsque la classe ouvrière présenta ses premières revendications. Celles-ci portaient sur les huit heures. Le 14 mars, le *Comité moscovite pour le commerce et l'industrie* abordait le problème. Ses conclusions furent les suivantes :

> « Avant la guerre, le développement de la production était insuffisant, ce qui est bien connu. Mais la guerre a révélé cet état de choses d'une façon éclatante et c'est pourquoi toute mesure qui aurait pour effet d'influer dans le sens d'une réduction de la production serait peu souhaitable, d'un point de vue gouvernemental. À l'heure présente, quand il est indispensable de mener la guerre jusqu'à une fin victorieuse, tout doit tendre non à diminuer la production de travail, mais à l'accroître ; les huit heures, donc, ne doivent pas être jugées en tant que slogan, mais de ce point de vue qu'elles peuvent seulement avoir pour effet de diminuer la production.
> « Les normes de production ne sont pas liées de la même façon au travail en Russie et en Occident, ne serait-ce que du fait que le nombre de jours de travail est moindre en Russie qu'en Occident, si bien qu'à nombre d'heures égal, la production est moindre en Russie ; à cela il convient d'ajouter qu'en Occident, les huit heures constituent l'exception. L'introduction des huit heures en Russie ne ferait qu'accentuer le retard et le décalage déjà existant entre l'industrie russe, qui serait ainsi de moins en moins compétitive, et l'industrie des pays occidentaux. La Russie serait donc affaiblie tant pour le présent que pour l'avenir, tant en temps de guerre qu'en temps de paix. C'est ce qui confère à cette question des huit heures un caractère particulier : ce n'est pas une mesure que l'on peut prendre à l'échelon local, ni même à l'échelon gouvernemental : c'est un problème qui ne peut être réglé qu'à l'échelle internationale par une décision collective et de tous les gouvernements. »

Après ces considérations peu encourageantes, le comité ajoutait :

> « La réduction du nombre d'heures de travail, en réduisant à son tour la quantité d'objets fabriqués, aboutira nécessairement à une hausse des prix que subira la population tout entière et notamment les ouvriers, consommateurs de produits fabriqués… S'ils venaient donc à introduire d'eux-mêmes les huit heures, c'est sur eux que retomberait la responsabilité des mesures que pourrait prendre le gouvernement et qui n'intéresseraient pas nécessairement en tant que classe, les producteurs[20]. »

Lorsque la révolution avait éclaté, la bourgeoisie russe s'était sentie mal à l'aise. Mais, très vite, elle s'était accommodée de ces événements qui, en fin de compte, l'avaient placée au pouvoir. Pour y rester, elle n'hésita pas à se déjuger et à abandonner les principes de morale et de politique sur lesquels, depuis vingt ans, elle fondait son action.

Installée au gouvernement, elle prépara des plans d'avenir, persuadée, tout comme la classe ouvrière, qu'elle garderait le pouvoir longtemps. Elle agit donc en conséquence, négligeant les aspirations des travailleurs et de tous les opprimés, puisque l'Histoire lui avait enseigné que force reste en fin de compte aux bourgeois conquérants.

Lorsqu'elles exprimèrent leurs aspirations, les *CLASSES MOYENNES* adoptèrent une position voisine de celle de la haute bourgeoisie. Ainsi les pharmaciens, le 5 mars, décidèrent de « soutenir le gouvernement dans la mesure où il appliquait effectivement son programme ». Mais ils invitaient par ailleurs tous les pharmaciens à entrer dans un syndicat[21]. Arpenteurs et chimistes, fondés de pouvoir de Pjatigorsk, fonctionnaires de Mourmansk, exprimèrent également leurs vœux : ils demandaient des conditions de vie meilleures, mais surtout voyaient dans la révolution l'occasion tant attendue de faire sortir la Russie « de l'anarchie où l'avait plongée le tsarisme », et de gagner la guerre. Les uns comme les autres, les enseignants notamment, jugeaient avec la grande bourgeoisie que la révolution irait au secours de la victoire ; quelques-uns ajoutaient que la guerre devait être seulement menée « jusqu'à la fin logique, une paix sans annexions, ni contributions », mais dans l'ensemble, les professeurs se montrèrent plus ardemment « patriotes » que les chercheurs et les savants. Les étudiants se divisèrent : chez les technologues, par exemple, une tendance apportait son soutien au

gouvernement, et aussi au soviet, mais « seulement dans la mesure où celui-ci contrôlerait et garantirait l'application des décisions prises par le gouvernement ». D'autres inversèrent la proposition – ils formaient la majorité à l'Institut psychoneurotique de Petrograd ou à l'école dentaire d'Odessa. En tant que force organisée, les étudiants ne représentaient toutefois aucune force réelle ; c'est dans les cadres des partis qu'ils jouèrent un rôle, le public voyant en eux les descendants de l'intelligentsia[22].

2. ARTISTES ET INTELLECTUELS

Les artistes et les intellectuels, plus que d'autres, avaient longtemps chanté la venue de la révolution. Toutefois, depuis 1905, ils n'étaient pas aussi confiants ni aussi unanimes. « Les hommes de la Renaissance, écrit P. Pascal, avaient tous, par moments, et dès avant la guerre, le pressentiment d'une catastrophe. » « La période de l'humanisme est close, écrivait Biely, vient celle de la sainte barbarie. Un saut va se faire par-dessus l'Histoire. La culture est une tête trouée d'où tout fuit… Bientôt l'explosion… L'individu révolutionnaire circule… La masse devient l'appareil exécutif des sportmen de la révolution[23]. »

Lorsque éclata la révolution de Février, penseurs et artistes réagirent de deux façons bien différentes. Les uns, comme Merejkovskij, Hippius, Chaliapine, Struve, Gorki, etc., après avoir salué la « chute du Saint Empire russe », se lamentaient et se répétaient : « Je crois, je veux croire que tout ira bien. » Leur interprétation des événements révolutionnaires rappelait quelque peu le point de vue des classes dirigeantes, mais leurs perspectives différaient. Ainsi, Berdijaev jugeait comme Miljukov que « la révolution avait été patriotique en son fondement comme par ses caractères… Elle n'était pas née parce qu'une classe se soulevait contre l'autre, les ouvriers se jetant sur les industriels ou les paysans sur les propriétaires, ou même parce que les antagonismes de classe se seraient aggravés : le vieux pouvoir était tombé parce qu'il n'avait pas su défendre la Russie. » Pressentait-il l'orage ? Berdjaev recommandait « l'union entre tous les Russes » ; car, les liens qui les unissent – ceux de l'Histoire – sont plus enracinés et plus forts que les rivalités dites « de classe », une notion assez récente et née à l'étranger. « À l'assemblée constituante, concluait Berdijaev, dans *Le Peuple et les classes dans la révolution*, le bien du peuple doit passer avant les règlements de compte entre classes. D'ailleurs, l'Histoire enseigne que les expériences inverses se terminent toujours mal pour les classes populaires, que ce soit juin 1848 ou la Commune de Paris. » Le comportement de Gorki est également significatif : Sukhanov eut toutes les peines du monde à l'amener au soviet qui lui préparait un accueil triomphal. Il n'avait qu'un souci, la création d'une « commission pour la sauvegarde des monuments historiques ». Lorsqu'on le consulta, le 7, pour mettre sur pied l'ordonnancement des funérailles des victimes de la révolution, Gorki

se rendit bien au soviet, mais pour dire d'une voix maussade aux délégués qui l'avaient accueilli par une ovation : « Le temps des paroles est passé, maintenant il est temps d'agir[24]. »

À leur inquiétude s'oppose l'enthousiasme des poètes : tandis que Korolenko adressait au soviet un message passionné, Blok, Essenine et Majakovskij proclament que « maintenant tout est possible ». Ceux-ci adoptèrent rapidement les mots d'ordre bolcheviks[25].

Il en alla de certains dirigeants clandestins comme des penseurs : porteurs mystérieux de la révolution, ils jouissaient, la veille, d'une autorité sans partage. Maintenant, le charme était rompu ; à l'expérience, il apparaissait que les militants n'étaient pas nécessairement les plus révolutionnaires : dans le tourbillon des journées de mars, il sentirent l'autorité leur échapper et ils ne participèrent pas tous à l'allégresse générale. Leur rôle terminé, beaucoup se réfugièrent dans un nouvel exil, d'acteurs devenant spectateurs, derniers représentants d'un monde révolu.

Mais les autres, qui se lancèrent avec ardeur dans la lutte pour le pouvoir, divergeaient sur les objectifs et sur la nature de la révolution.

3. PROGRAMME DES ORGANISATIONS RÉVOLUTIONNAIRES

Surpris par la révolution, les révolutionnaires n'étaient pas à court de programmes. Chaque parti avait le sien, élaboré depuis de longues années, discuté et reconsidéré à la lumière des enseignements de la réaction stolypienne et de la guerre[26]. En vérité, depuis 1906, les organisations politiques russes s'étaient préoccupées plus de leur rôle vis-à-vis du pouvoir, puis de la guerre, que du contenu de leurs programmes : les modalités de la lutte révolutionnaire et le choix d'une tactique tenaient une place plus grande dans les querelles entre factions que les divergences sur les objectifs ; comme souvent dans les périodes d'action révolutionnaire, les militants cherchaient plus à abattre le pouvoir qu'à imaginer ce qu'ils feraient eux-mêmes quand ils y seraient installés ; différence caractérisée avec 1789, et qui peut faire penser qu'à l'inverse du XIXe siècle russe, le projet du XVIIIe siècle français n'avait pas été de renverser le gouvernement, mais seulement de le rénover.

Toutefois, le mouvement révolutionnaire russe dut bien réviser son programme car les gouvernements de l'époque stolypienne, autoritaires sur le plan politique, se révélaient réformistes sur le plan des institutions et assez modernistes au point de vue économique et social, dans les campagnes notamment. Les réformes rallièrent au tsarisme une partie de la bourgeoisie et de la paysannerie : aussi les partis durent-ils rajuster leurs programmes. Ultérieurement, la guerre avec les puissances centrales les amena à examiner de plus près le problème des nationalités périphériques. Enfin, lorsque éclata la révolution de Février, l'existence des soviets obligea les partis à reconsidérer également le problème du pouvoir.

Depuis dix ans,, tous jugeaient la révolution inéluctable, mais nul n'avait prévu comment s'effondrerait le régime. Aussi, les militants distinguaient-ils toujours leur programme maximum, dont ils traçaient les lignes en rêve, et leur programme minimum, plus explicite, qu'ils voulaient imposer au pouvoir en place, peu à peu. De toute façon, il était entendu qu'une fois victorieuse, la révolution procéderait par étapes ; « le contenu d'une révolution comme la délimitation de son programme dépendent de la qualité et de la quantité des forces conscientes et agissantes susceptibles d'être mobilisées », jugeaient les populistes, suivant Victor černov ; les

sociaux-démocrates estimaient de leur côté que la Russie devait passer par certaines phases du développement, avant d'accomplir une révolution socialiste ; ce processus semblait inéluctable même si les uns et les autres divergeaient sur la nature ou la durée des étapes à franchir ; toute une polémique sur le mode de production en Russie avait suivi[27]

Seuls, les anarchistes opposaient un point de vue différent : à la thèse des partis, – état transitoire, phases intermédiaires –, ils opposaient la leur, – passage immédiat, mais progressif, à la vraie communauté économique et fédérative –. « Les partis politiques, disaient-ils, s'appuient sur la structure sociale léguée par les siècles et les régimes révolus, l'Asie, la féodalité… pour dégager les principes de leur action… et ils prétendent que le modèle (*i.e.* l'Occident) comporte les idées constructives. Les anarchistes estiment au contraire qu'une construction nouvelle exige dès le début des méthodes nouvelles et ils en préconisent l'application[28]. »

LE PROGRAMME POLITIQUE

Le programme « maximum » des *sociaux-démocrates* restait assez vague tant que n'aurait pas triomphé la « révolution sociale ».

> « Après avoir remplacé la propriété privée des moyens de production et d'échange par la production collective et créé une organisation rationnelle du processus de production collective, afin d'assurer le bien-être et le développement complet de tous les membres de la société, la révolution prolétarienne abolira la division en classes de la société, et par là même libérera toute l'humanité opprimée, car elle mettra fin à toutes les formes d'exploitation d'une fraction de la société par une autre[29]. »

« Pour accomplir cette révolution, il fallait d'abord instaurer la " dictature du prolétariat ", qui réaliserait le programme minimum du parti. » Au point de vue politique, celui-ci visait au renversement de l'autocratie, à son remplacement par une république démocratique. La constitution assurerait « l'autocratie du peuple », le suffrage universel, les libertés traditionnelles, le droit de poursuivre les fonctionnaires, l'élection des juges, etc. (*Voir le texte en annexe*.)

Chez les *populistes* il était admis également que pendant la phase de transition, un régime politique provisoire pourrait s'instaurer pour briser les

tentatives de contre-révolution. Comme les sociaux-démocrates, černov envisageait l'établissement d'une « dictature des travailleurs ». Ce gouvernement de fer aurait à asseoir la république démocratique, considérée comme une étape sur la voie du socialisme et non comme un moindre mal. Là, se trouvait la principale divergence entre sociaux-démocrates et socialistes-révolutionnaires, en théorie du moins, car, au fond d'eux-mêmes, les mencheviks avaient un certain penchant pour la république démocratique, mais les bolcheviks voulaient lui substituer le plus vite possible « la dictature du prolétariat ».

Les *socialistes-révolutionnaires* définissaient les ternies de la république à instaurer pendant la période transitoire dans des termes souvent identiques. (*Voir le texte en annexe.*) Semblables en bien des points, ces deux programmes différaient toutefois sur une question essentielle : le rôle et les attributions du pouvoir[30]. Les sociaux-démocrates la confiaient à une assemblée souveraine (article 1er) alors que. sur ce point, les socialistes-révolutionnaires restaient muets. Ils n'avaient pas de programme précis : « Nous craignons l'Etat comme le diable craint l'eau bénite », disait un délégué S.R. au 1er congrès du parti[31]. Sans adopter cette attitude anarchiste, černov et les socialistes-révolutionnaires se méfiaient de l'omnipotence de l'Etat et du « légalisme » des sociaux-démocrates. En fait, ils étaient plus portés à examiner comment on démantelait le pouvoir central qu'à prévoir à qui on le confierait. Favorables à l'autonomie des régions, des provinces, voire des communes, ils étaient ainsi plus réellement partisans du fédéralisme que les sociaux-démocrates ; hostiles au « centralisme » plus encore qu'à l'Etat, ils se heurtaient particulièrement aux bolcheviks ; ils se différenciaient également de tous les sociaux-démocrates par leur méfiance vis-à-vis du système représentatif : partisans de la législation populaire directe, ils déniaient à tout groupement le droit de prétendre s'exprimer au nom d'une classe ou au nom de la nation ; par là ils se rapprochaient des anarchistes. C'est en cela également que les socialistes-révolutionnaires se différenciaient des *trudoviks* et des Cadets favorables à un régime parlementaire monocaméristе[32]. Divergences importantes, moins graves toutefois que celles qui avaient éclaté sur le rôle des soviets ou qui portaient sur la paysannerie ou la question nationale[33].

L'AVENIR DE LA PAYSANNERIE

Les partis avaient dû tenir compte des transformations de la Russie rurale : les réformes de Stolypine avaient créé cinq millions de nouveaux propriétaires, processus en voie d'accélération, quand brusquement l'état de guerre l'interrompit. À cette date, pourtant, il restait encore un très grand nombre de paysans mécontents : ils se sentaient d'autant plus envieux et amers que le prodigieux développement du mouvement coopératif dans les campagnes aidait les nouveaux propriétaires à surmonter leurs premières difficultés. Les faits brisaient net les schémas des théoriciens du socialisme : jusqu'en 1906, sociaux-démocrates et populistes admettaient sans débat que la nationalisation ou la socialisation des terres constituaient des étapes sur la voie du socialisme, mais maintenant des millions de moujiks étaient devenus propriétaires ; fallait-il encore envisager une expropriation globale des possédants ? On discuta passionnément de ces problèmes entre 1906 et 1917 : jusqu'à ce jour unanimes sur ces questions, les socialistes se divisèrent une fois de plus, résultat inattendu des réformes de Stolypine[34].

Pour les *sociaux-démocrates,* la question essentielle consistait à définir la nature de ces transformations. Lénine estimait qu'une révolution « bourgeoise » s'opérait dans les campagnes, car « l'accès à la propriété dans le cadre général d'une économie en voie de développement capitaliste aboutissait essentiellement à la destruction du vieil ordre des choses fondé sur le servage ». La lutte des classes dans les campagnes n'allait plus opposer les féodaux aux paysans, mais koulaks et paysans pauvres. Ce conflit ferait disparaître toute trace d'économie « féodale ». Aussi les mesures que préconisait Lénine visaient plus à « animer » le paysan qu'à satisfaire ses aspirations immédiates. Fort explicite, d'ailleurs, chaque fois qu'il s'agissait d'analyser le rôle de la paysannerie dans la révolution, Lénine restait dans le vague dès qu'il était question d'énumérer les mesures susceptibles de la satisfaire : « Il serait peu raisonnable de se lier les mains par anticipation », écrivait-il dès 1905, à une époque où il préconisait la nationalisation du sol.

À l'inverse, P. Maslov, spécialiste très écouté, menchevik, jugeait qu'on n'avait pas vraiment affaire à une « révolution » dans les campagnes parce que les féodaux et les bureaucrates gardaient leur emprise sur l'administration des hommes et des choses. Doutant de l'aptitude des paysans à se frayer les voies vers une démocratie rurale authentique, P. Maslov comptait plus sur l'action du prolétariat des villes pour

déclencher un véritable processus révolutionnaire. Les campagnes devaient adopter une attitude « défensive » et laisser les villes prendre l'initiative. Comme les autres socialistes, P. Maslov préconisait l'instauration de « comités agraires », un par village, le jour où éclaterait la révolution ; contrairement à Lénine, il ne prévoyait pas la création de comités spéciaux pour les paysans pauvres, jugeant que tous les paysans devaient rester unis. Ces comités achèveraient la destruction de l'ancien régime. Ils devaient jouer le rôle de soviets, mais dans les campagnes, assurer la sauvegarde de la révolution bourgeoise tout en préparant l'avenir de la révolution prolétarienne. Martynov s'éloignait plus encore des positions de Lénine : il estimait que les réformes de Stolypine n'étaient pas même susceptibles de détruire les anciens rapports de production : il restait ainsi à y accomplir la « révolution bourgeoise ». À l'inverse, N. Rožkov jugeait qu'elle était déjà presque accomplie, l'« houliganisme[a] des campagnes n'étant plus un signe précurseur annonçant la révolution, mais une séquelle ». À la différence des bolcheviks, il en déduisait que la démocratisation des campagnes pourrait s'achever par des voies pacifiques.

À la veille et au lendemain de la révolution de Février, plusieurs points du programme social-démocrate faisaient l'objet de polémiques : la délimitation des terres susceptibles d'être confisquées ; leur mode d'aliénation (confiscation, rachat, etc.) ; leur destination et leur mode d'exploitation.

I. Lénine était à peu près le seul à préconiser la nationalisation de *toutes* les terres, apanages, terres d'Eglise ou des gros possédants et même les petites propriétés, nées des réformes de Stolypine ; il pensait que le système de la petite exploitation était incapable de libérer effectivement la paysannerie dans un régime de production marchande ; comme un « titre » de propriété n'y changerait rien, il fallait mettre en garde la paysannerie contre ce « mirage ». Lénine faisait valoir également que l'extension du régime de petite propriété revenait à renforcer le régime capitaliste, à faire le jeu de la bourgeoisie. Conception très ancienne, qu'il défendait bien avant 1906 ; aussi, Plekhanov en déduisit que celui-ci voulait « sauter » l'étape de la révolution bourgeoise. Les « vieux bolcheviks » voulaient n'aliéner que les grands domaines, d'accord en cela avec P. Maslov, qui estimait qu'à suivre Lénine « on ferait de la Russie une nouvelle Vendée », car tous les nouveaux petits possédants se rallieraient au camp de la contre-

révolution. N. Rožkov préconisait la nationalisation de toutes les terres, en vue de les repartager, afin de rallier la paysannerie à la révolution au lieu de l'en détourner. P. Maslov et lui jugeaient que les terres d'Etat et les grandes propriétés étaient peu étendues dans les régions à forte population, et qu'elles comprenaient fort peu de sols arables ; ils voulaient limiter les expropriations de gros possédants aux terroirs les plus riches.

II. Restait à déterminer le mode d'aliénation des terres ; il fallait choisir entre la confiscation ou l'indemnisation. Naguère majoritaires, les partisans de la confiscation se raréfiaient à mesure que le nombre des possédants s'accroissait ; N. Rožkov et P. Maslov estimaient qu'on ne pouvait pas nantir gratuitement les futurs acquéreurs, alors que d'autres payaient encore les arriérés des achats datant du tsarisme ; aussi, ils envisagèrent de verser le montant des ventes futures à un fonds national ou à des comités agraires régionaux. Seuls, les bolcheviks se prononçaient en faveur d'une distribution gratuite ; le 14 mars 1917, Kalinine prenait position en ce sens dans la *Pravda*. Nul ne s'aventura à évoquer le cas des expropriés, du moins en public.

III. À qui destinait-on les terres ainsi confisquées ? Les mencheviks voulaient les distribuer aux paysans pauvres qui les acquerraient en toute propriété ; toutefois, ils entendaient confier aux « comités agraires » le soin d'assurer les droits de la collectivité paysanne qui bénificierait d'une sorte de droit prééminent. Favorable à la nationalisation et hostile à la petite propriété, égalitaire ou non, Lénine jugeait aberrantes ces thèses de Maslov, Rožkov, plus ou moins suivies par N. Valentinov. Il entendait remettre toutes les terres au pouvoir central une fois la révolution accomplie et procéder alors à la collectivisation.

IV. On pourrait choisir ainsi l'exploitation du sol la plus rentable, c'est-à-dire la grande exploitation qui permettrait de passer, en une fois, de la socialisation à la collectivisation. Larine partageait ces vues, préférant toutefois confier aux municipalités le soin de gérer les grands domaines. Mais les autres mencheviks jugeaient ces conceptions utopiques.

Ainsi, autant de théoriciens, autant d'opinions. Toutefois, les thèses de P. Maslov gagnaient du terrain jusque chez les bolcheviks : lorsqu'il écrivit le premier manifeste sur la question agraire au lendemain de Février, Kalinine

jugea nécessaire d'énumérer les catégories de terres qui devraient aller aux paysans ; ainsi, il n'était pas question de les nationaliser toutes[35].

Les *populistes* posaient le problème de la réforme agraire en des termes différents : selon eux, la théorie de la lutte des classes trouvait son principe non dans les rapports entre propriétaires et non-propriétaires, mais dans l'inégale répartition des richesses ; aussi l'égalitarisme était-il le moteur des luttes sociales, le principe du programme révolutionnaire des populistes. Là, commençaient les divergences : tandis qu'une majorité de militants jugeaient que la terre devait seulement être le « bien » du peuple (*dostojanie*), non sa propriété (*sobstvennost'*) et préconisaient la socialisation des biens de production, une petite minorité (les sociaux-populistes de Pešekhonov) se déclaraient favorables à un régime de démocratie rurale, fondé sur la petite propriété. Les uns et les autres voulaient maintenir un certain temps les formes d'exploitation familiale, mieux adaptées aux aspirations des paysans que l'exploitation collective :

> « Alors que le processus de transformation de la société va, dans l'industrie, du travail en commun à la direction en commun de la production, dans l'agriculture, il va de la gestion collective des moyens de production à l'organisation en commun du travail… Dans l'agriculture, écrit Sisko, il faut d'abord abolir la propriété privée pour octroyer à chacun sa part avant de pouvoir passer à l'instauration collective du travail[36]. »

Cette « part », l'« obščina » la garantirait à tous, l'Etat se contentant de surveiller l'opération de redistribution ; ce projet impliquait une résurrection de la commune rurale et l'abolition des mesures prises contre le « mir » par l'administration de Stolypine.

Comme les sociaux-démocrates, les socialistes-révolutionnaires étaient partagés dès qu'il s'agissait de définir les modes d'application de ces principes. Les polémiques les moins graves portaient sur l'évaluation de la « norme » d'unité agraire : elle ne pourrait être la même d'un bout de la Russie à l'autre. Mais comment procéder à une « péréquation » équitable ? Toute atteinte à l'idéal égalitaire était suspecte et notamment les observations de S. Maslov[b] qui jugeait aberrante une application absolue de ce principe, puisqu'il aboutirait au démantèlement des grands domaines, précisément les plus rentables.

D’autres problèmes soulevaient des discussions comme chez les sociaux-démocrates ; c’était l’indemnisation des spoliés, à laquelle seuls s’opposaient les « maximalistes » et que les autres S.R. approuvaient « pour éviter des violences », le mode de confiscation des terres également. Selon les uns, celui-ci devait être défini par l’assemblée constituante « qui n’était pas la douma dont on ne pouvait rien attendre » ;pour les autres, les « comités agraires » seraient habilités à saisir les terres. Le succès de la révolution une fois acquis, les populistes auraient aimé interdire les transactions commerciales, abolir la propriété privée, définir la compétence des comités agraires. Mais le « légalisme révolutionnaire » des S.R. empêchait d’agir « tant que la constituante ne se serait pas prononcée », ce qui irritait aussi bien les maximalistes que les socialistes-populistes, d’accord pour une fois[37].

Ainsi, quoique réputés spécialistes de la question agraire, les populistes étaient aussi divisés que les sociaux-démocrates. Il en allait de même des théoriciens-économistes de la « Ligue pour la réforme agraire », animée par Cajanov, et où se heurtaient les « politiques » soucieux d’avoir avec eux la paysannerie et les « économistes » plus portés à souhaiter un développement rationnel de la production[38]. En bref, dans ce domaine que tous jugeaient primordial pour la Russie de demain, c’était le chaos.

LA CONDITION DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Dans un pays d’« économie paysanne » comme la Russie, il était normal que les théoriciens s’attachent plus à chercher les modalités de la réforme agraire qu’à envisager la nationalisation ou la socialisation de l’industrie ou du commerce[39]. Constatant, précisément, que la réforme agraire faisait partie du programme immédiat des S.R., tandis que la socialisation de l’industrie était laissée pour un peu plus tard, l’extrême-gauche du populisme quitta le parti socialiste-révolutionnaire et constitua la fraction des « maximalistes ». Chez les S.D., le préambule du programme de 1903 évoquait bien le jour où « il serait possible de substituer aux rapports de production capitalistes des rapports de production socialistes », mais le programme minimum exigeait seulement de « protéger la classe ouvrière contre la dégénérescence physique et morale et de développer ses capacités pour la lutte émancipatrice ». Il était, sur ce point, plus détaillé que le programme des S.R. et demandait :

1. La journée de huit heures pour tous les salariés ;

2. Le repos hebdomadaire légal d'au moins quarante-deux heures consécutives ;

3. L'interdiction complète du travail supplémentaire ;

4. L'interdiction du travail de nuit (de neuf heures du soir à dix heures du matin) ;

5. L'interdiction aux employeurs d'utiliser la main d'œuvre enfantine d'âge scolaire (jusqu'à seize ans) et la limitation à six heures de la journée de travail des adolescents (de seize à dix-huit ans) ;

6. L'interdiction du travail des femmes dans les établissements où il est nuisible à l'organisme féminin : l'octroi à la femme enceinte d'un congé de quatre semaines avant et six semaines après l'accouchement, avec maintien du salaire habituel pendant la durée du congé ;

7. L'organisation de crèches pour les nourrissons et les enfants en bas âge ; l'octroi à la femme qui nourrit, une fois au moins toutes les trois heures, d'une pause d'au moins une demi-heure ;

8. L'assurance sociale par l'Etat en faveur des travailleurs âgés ou frappés d'incapacité partielle ou totale, au compte d'un fonds spécial alimenté par un impôt sur les capitalistes ;

9. L'interdiction de payer les salaires en nature ;

10. L'interdiction aux employeurs d'opérer des retenues sur les salaires pour quelque motif et quelque usage que ce soit (amendes, malfaçons, etc.) ;

11. La nomination d'inspecteurs du travail, la participation de délégués, élus par les ouvriers et rétribués par l'Etat ;

12. L'inspection par des délégués ouvriers des conditions sanitaires dos bâtiments attribués par les employeurs aux logements des ouvriers, ainsi que leur aménagement intérieur et les conditions de location – en vue de protéger les salariés contre l'immixion patronale dans leur vie et leur activité en tant que personnes privées ou citoyens ;

13. L'institution d'un contrôle médical organisé dans tous les établissements employant des salariés, les services médicaux étant complètement indépendants des employeurs et les soins accordés gratuitement aux ouvriers à la charge des employeurs, ainsi que leur entretien pendant la maladie ;

14. L’institution d’une responsabilité pénale des employeurs pour les infractions aux lois sur la protection du travail ;

15. L’institution dans toutes les branches de l’économie nationale de cours prud’homales composées à parts égales de délégués ouvriers et patronaux ;

16. L’obligation pour les services administratifs locaux d’ouvrir des offices du travail[40].

Cette partie du programme ne donna pas naissance à une importante littérature polémique, les théoriciens considérant qu’au stade où était le développement économique, la Russie n’allait pas de sitôt accomplir sa révolution « bourgeoise » ; aussi la transformation des rapports de production dans les villes constituait une étape tellement lointaine, que même la réalisation du programme minimum apparaissait comme un vœu pieux, presque un objectif maximum, ce qui n’était plus le cas en Allemagne ou en Grande-Bretagne. L’amélioration de la condition ouvrière constituait un objectif qui allait de soi, comme allait de soi l’objectif ultime, l’instauration d’une société communiste. Ainsi, il y avait là une différence avec le domaine politique ou avec la question agraire où, à la suite de la révolution de 1905, le tsarisme avait été contraint à des réformes, ce qui avait déplacé la frontière entre programme « maximum » et « minimum », et avait nécessité une réévaluation du programme politique ou agraire des partis socialistes. Une révision identique s’imposait, à propos de la question des nationalités.

4. LA QUESTION NATIONALE ET LES PARTIS RÉVOLUTIONNAIRES

LE PROGRAMME DES ORGANISATIONS « NATIONALES »[41]

La question nationale avait pris une importance primordiale depuis une vingtaine d'années. Cela tenait d'abord aux conséquences du développement du capitalisme en Russie : la pénétration des Russes dans tout l'empire et leur présence comme un corps allogène hors de la vieille Russie étaient d'autant plus sensibles qu'avec la mise en valeur des gisements de l'Ukraine ou avec l'exploitation du transsibérien, ils étaient plus nombreux à peupler ces territoires du pourtour où, naguère, ils se contentaient d'exercer un contrôle. Il est significatif, par exemple, que le mouvement national bouriate-mongol ait pris son essor juste après 1891, avec la construction du chemin de fer qui privait les nomades de leurs terres de transhumance. Le développement économique s'accompagna d'un développement culturel, grâce à la multiplication des échanges ; de petits univers, isolés et fermés, s'ouvrirent aux idées du monde extérieur : l'essor fut particulièrement rapide dans les provinces de l'Ouest, ouvertes à l'Europe, et chez les musulmans de Russie où journaux et livres en arabe se multiplièrent à l'infini, aidant à l'épanouissement du sentiment national. Les allogènes ressentirent, dès lors, la politique de russification comme un acte d'agression ; par contrecoup, les mouvements nationaux se développèrent avec vigueur : en 1905, ils avaient tous été solidaires des partis révolutionnaires russes dans leur combat contre l'autocratie.

La guerre de 1914 leur avait ouvert des horizons nouveaux[c]. Que désiraient-ils réellement ?

Les *Polonais* étaient les plus acharnés à réclamer leur indépendance. Mais celle-ci comportant l'unification des trois Pologne, les obstacles semblaient insurmontables. Ces objectifs n'en étaient pas moins poursuivis par la plupart des organisations politiques polonaises, même socialistes, car elles n'avaient pas confiance dans l'aptitude des Russes à faire aboutir une révolution. Toutefois, deux organisations social-démocrates se tenaient hors du rang : celle de Rosa Luxembourg et celle de Kulszinsky ; selon elles, l'indépendance était à la fois utopique et illusoire : seule la révolution dans les cadres du mouvement socialiste russe ou international était susceptible

de résoudre la question polonaise ; la lutte pour l'indépendance détournait les énergies de la classe ouvrière et faisait obstacle aux objectifs fondamentaux des révolutionnaires authentiques : la construction d'une société socialiste. Seule différence entre ces deux partis : le premier souhaitait pour l'avenir la constitution d'une république socialiste unitaire, tandis que le second était favorable à une république démocratique de type fédéral.

La plupart des nationalités allogènes préconisaient la constitution d'une république fédérale. Elles réclamaient alors la reconnaissance de droit à l'autodétermination et se prononçaient par avance en faveur de l'autonomie interne, avec quelques attributs de l'autonomie externe. Il en allait ainsi des *Finnois,* qui avaient toujours bénéficié de quelques attributs de l'autonomie interne et qui supportaient mal les mesures restrictives que le tsarisme avait prises depuis 1899. Seul le petit groupe des « séparatistes », c'est-à-dire des partisans de l'union avec la Suède, faisait bande à part ; mais il ne pouvait menacer les positions des partisans de l'autonomie qui, à la Seim, socialistes ou non, constituaient l'immense majorité.

C'est une assemblée de ce genre que réclamaient également les *Estoniens*, les *Lettons* et les *Lituaniens.* Chez les Lettons, toutefois, il existait parmi les socialistes un fort courant luxembourgiste, si bien que, tout comme en Finlande, l'ultra-nationalisme et l'extrémisme de droite se confondaient.

Il en allait un peu de même en *Ukraine.* À Kiev toutefois, les nationalistes allaient rarement jusqu'à exprimer des opinions séparatistes ; au plus, on émettait des revendications de caractère culturel et l'autonomie que souhaitaient les cercles cultivés ne visait qu'à garantir les libertés locales ou à assurer aux Ukrainiens une part dans la gestion de leur province. Par un mécanisme de compensation, l'extrême-gauche n'était pas la seule à combattre ces aspirations nationales, les mencheviks n'y étaient pas très favorables non plus[d].

La même situation se retrouvait en *Géorgie :* les socialistes se plaçaient uniquement sur le plan de la lutte révolutionnaire et ils étaient complètement intégrés au combat du mouvement socialiste russe et international. Sans doute étaient-ils animés d'un sentiment national très vif ; la Géorgie était la plus vieille nation occidentale de l'empire et n'était passée sous le protectorat russe qu'en 1783 ; à Tiflis, où la bourgeoisie régnante était d'origine arménienne ou russe, la lutte contre l'oppression

étrangère se confondait avec la lutte pour la révolution. Les sociaux-démocrates étaient donc favorables à la formule de l'autonomie extra-territoriale[e] car la solution fédérale pourrait conduire à l'indépendance – et la Géorgie retomberait sous le joug de sa noblesse féodale. Les socialistes-révolutionnaires géorgiens, qui ne croyaient pas à ce péril, préconisaient la solution fédérale. La droite, animée par la noblesse, tenait pour l'indépendance ; mais elle avait peu de poids.

Les Arméniens séparatistes étaient rares parce que l'indépendance du pays eût été éphémère, vu la menace turque. Aussi, visant à obtenir la reconnaissance de la « personnalité arménienne », le mouvement national cherchait en même temps à ne pas s'aliéner les Russes pour que ceux-ci œuvrent au retour des provinces conquises par le sultan. Le principal parti politique arménien, le *Dashnaksutium*, souhaitait que le tsar constituât une république fédérale russe, dont la Transcaucasie serait un des membres ; divisée à son tour en provinces, la Transcaucasie appliquerait le régime d'autonomie culturelle extra-territoriale aux peuples qui la constitueraient ; une telle formule s'expliquait par la dissémination des Arméniens dans toute la Transcaucasie et notamment en Géorgie. Le *Dashnaksutium* se présentait comme un parti révolutionnaire : membre de la II[e] Internationale, il avait ses groupes armés, actifs surtout en Arménie turque. Ses méthodes expéditives rappelaient celles des socialistes-révolutionnaires ; il préconisait en outre la nationalisation des terres, les huit heures, etc. Toutefois, ses liens avec l'Eglise arménienne et son nationalisme le rendaient suspect aux autres organisations socialistes de l'empire russe ; en Arménie même, un *parti social-démocrate arménien* et un *parti arménien de la liberté du peuple*, proche des S.R., s'étaient constitués contre lui. En outre, de nombreux Arméniens adhéraient aux partis politiques russes, surtout à la social-démocratie. Le *Dashnaksutium* n'en était pas moins, et de loin, l'organisation la plus représentative du mouvement national arménien.

Chez les autres peuples du *Caucase*, le particularisme était très vif, mais les chefs religieux, souvent musulmans, jugeaient plus avantageux de ne pas être en mauvais termes avec l'occupant, c'est-à-dire les Cosaques ; il n'y avait pas encore, à proprement parler, de problème des nationalités. Il en allait de même le long de la Volga où les *Votjaks*, les *Allemands*, les *Mordves* et les *Mari* possédaient une conscience extrêmement vive de leur personnalité – mais il ne s'était pas constitué de mouvement politique bien organisé.

Deux autres mouvements nationaux s'étaient développés avec force : celui des *Juifs* et des *Musulmans* de Russie.

Sous Alexandre II, les Juifs avaient vu leur condition s'améliorer : l'abolition du « Pale », en 1865, conduisait à une assimilation qui aurait pu mettre fin aux persécutions ou aux pogroms. Mais, comme tous les allogènes, les Juifs furent victimes de la réaction tsariste à la fin du XIXe siècle. Avec la renaissance de l'antisémitisme (en Ukraine, notamment) les Juifs eurent le sentiment qu'ils étaient rejetés de la nation russe ; ils prirent conscience alors qu'ils constituaient une nation, luttèrent pour que soient reconnues leur dignité d'individus et leur personnalité collective.

La principale organisation politique des Juifs, le *Bund*, existait depuis 1897. Organisation socialiste, branche de la social-démocratie de Russie, le *Bund* était opposé au nationalisme et jugeait que les Juifs obtiendraient satisfaction par la voie de la révolution. Le *Bund* devint-il alors, avec les circonstances, de plus en plus pan-juif et de moins en moins internationaliste ? Jugeait-on abusive sa prétention à représenter, seul, les Juifs sociaux-démocrates de l'empire russe ? Les S.D. russes considéraient-ils que les Juifs ne constituaient pas véritablement une nation ? Toujours est-il qu'en 1903, le *Bund* dut faire scission et quitter les cadres de la S.D. de Russie. En 1912, il réintégra le parti lorsque les mencheviks mirent l'autonomie culturelle extraterritoriale dans leur programme, solution qui, par excellence, convenait aux Juifs de Russie.

Pour les milieux juifs les plus nationalistes, le comportement du *Bund* était équivoque et contestable ; ils avaient le sentiment que les bundistes ne se sentaient juifs qu'à titre précaire, ne demandant qu'à devenir des Juifs assimilés. Quelques-uns, plus attachés à leurs coutumes, préféraient faire confiance au populisme, qui, traditionnellement, se disait le défenseur de tous les particularismes. Assez vite, la majorité d'entre eux jugea que la condition nécessaire à la liberté des Juifs était l'installation du peuple juif sur un territoire qui lui serait propre. Ainsi naquit le S.E.R.P. qui revendiqua un territoire pour les Juifs de Russie ; celui-ci bénéficierait de l'autonomie interne, et les Juifs vivant au-dehors disposeraient d'un statut particulier.

Les plus intransigeants avaient adhéré au mouvement sioniste, animé hors de Russie par des Juifs pour la plupart d'origine russe. La création d'un foyer juif en Palestine constituait l'objectif essentiel des sionistes. Fondé comme le *Bund* en 1897, le *Poale-Zion* eut de nombreux partisans en Russie bien que la constitution d'un Etat juif en Palestine semblât

utopique ; des groupes firent scission ; ils préconisèrent la constitution d'un Etat juif indépendant, mais pas nécessairement en Palestine : on parla de l'Amérique du Sud, de l'Afrique tropicale ; ceux qui penchaient pour la Sibérie se rapprochèrent du S.E.R.P.

Le *Bund* était ainsi pris entre deux feux : ceux qui ne se voulaient pas juifs, mais révolutionnaires (comme Trotski ou Martov), combattaient son nationalisme ; les sionistes, qui jugeaient tiède le patriotisme des bundistes et doutaient qu'un régime socialiste pût résoudre le problème juif.

Le mouvement national *musulman* n'avait ni le même contenu ni les mêmes objectifs d'un bout à l'autre de la Russie. Au point de vue culturel, le cœur du mouvement se trouvait en Crimée, où Ismaïl-bey-Gasprinskij avait développé naguère un programme de rénovation musulmane. Son mouvement avait d'autant plus de succès qu'étant donné la proximité de Constantinople, on était particulièrement rétif à la volonté de russification des autorités. Se voulant apolitique, ce mouvement était proche néanmoins du parti cadet ; on lui reprochait son conservatisme culturel et son loyalisme envers les régimes établis (aussi bien en Turquie qu'en Russie) ; il fut rapidement dépassé, même en Crimée, par des mouvements plus révolutionnaires. Aussi, dès avant la révolution de 1905, le centre du mouvement national se trouvait à Kazan. La bourgeoisie qui animait l'*Ittifak* avait des activités essentiellement commerciales : le capitalisme tatar chercha par conséquent à se développer moins en profondeur qu'en extension – et, de la même façon, le mouvement national qui en était le reflet. Son aire s'étendit au Turkestan, qu'il contrôlait en partie, économiquement et politiquement. Ce mouvement voulait être pan-russe, et, sur le plan politique, il revendiquait, pour les musulmans, une solution d'autonomie extra-territoriale. Sa nature comme son programme rapprochaient l'*Ittifak* (l'Union) du parti Cadet. Mais il était pris entre deux courants pan-turc et pan-islamique d'une part, et, d'autre part, un courant socialisant, lié au développement d'une petite bourgeoisie industrielle.

Ces mouvements n'en étaient pas moins favorables à des solutions politiques de même nature, à la différence des groupements musulmans de Baškirie ou de l'Azerbaidjan. Les premiers souhaitaient échapper à la double oppression de la féodalité russe et de la bourgeoisie tatare qui les avaient expropriés ; ils désiraient que triomphe en Russie une solution de type fédéral. Les seconds, centrés sur Bakou, rivalisaient d'influence avec le mouvement de Kazan ; comme en Azerbaidjan, la bourgeoisie avait

d'abord à lutter contre les Arméniens qui colonisaient le pays ; il lui fallait d'abord contrôler la vie économique du pays et elle préconisait une solution politique qui conférait à l'Azerbaidjan l'autonomie territoriale.

Ce mouvement était moins pan-turc que l'*Ittifak* et également moins unitaire ; il n'en allait pas de même du *Hummet* d'inspiration socialiste et qu'animaient les militants bolcheviks, nombreux dans les puits de pétrole de la capitale azerie. Son rayonnement et son efficacité étaient limités. Mais comme mouvement musulman social-démocrate, il était alors unique en son genre.

Le Turkestan était un autre centre du nationalisme musulman. Trois forces l'écartelaient. La bourgeoisie locale qui avait des rapports de caractère féodal avec la paysannerie ; elle vivait de l'exploitation du coton vendu aux industriels de Russie ; liée aux *Ulemas,* elle avait des aspirations de caractère culturel et était profondément conservatrice ; son intérêt lui commandait de ne pas faire sortir le Turkestan de l'Etat russe. À l'opposé, l'intelligentsia, en rapport avec les mouvements révolutionnaires de Bakou et de Kazan, préconisait la constitution d'un vaste Etat panturc et révolutionnaire, englobant les populations musulmanes de l'empire russe et de l'empire turc. Ces deux mouvements rivalisèrent pour avoir l'appui des paysans et nomades depuis longtemps expropriés et révoltés contre les Russes. Victimes de la grande répression de l'année 1916, ceux-ci constituaient la force la plus portée aux solutions extrêmes.

Ainsi le mouvement national musulman était divisé par des clivages multiples : conservateurs, réformistes, unitaires et régionalistes : pan-turcs, pan-russes. En 1915, une caricature du *Mazali,* « les soldats de l'Islam », illustre ces division. Les vendeurs de neuf journaux musulmans s'entretuent pour déterminer quel était leur ennemi commun. Force et faiblesse de ce mouvement national, si vivant et si conscient mais divisé au point de s'anéantir dans des luttes de fraction[42].

LES PARTIS RUSSES ET LE MOUVEMENT NATIONAL

Comment les partis russes entendaient-ils satisfaire ces aspirations[43] ? À la veille de la guerre, ils furent obligés d'inscrire la question nationale dans leur programme, reconnaissant le droit à l'autodétermination « pour les nationalités *composant l'Etat*[f] » ; ils pensaient que cette revendication vaudrait aussi longtemps que régnerait l'autocratie tsariste ; que le peuple y

mette fin, et alors Russes et non-Russes construiraient dans l'enthousiasme la société de demain. Nul n'imaginait que l'indépendance pût être alors sérieusement revendiquée par d'autres peuples que les Polonais ou les Finnois ; ceux-là même ne souhaiteraient-ils pas rester intégrés à la nouvelle patrie de la révolution plutôt que de tomber sous la dépendance de leur bourgeoisie nationale ou de leur féodalité ? Tous les Russes étaient persuadés que le programme fédéraliste des socialistes-révolutionnaires ou les conceptions démocratiques des sociaux-démocrates répondaient aux aspirations des peuples de l'empire. Aussi, les thèses de Lénine et de Staline firent scandale : accorder à tous les peuples le droit à l'autodétermination, et, par conséquent, le droit à la sécession, choquait la sensibilité révolutionnaire des socialistes chevronnés, même si cette approche « dialectique » permettait de pousser à l'éclatement de l'Etat russe, et d'empêcher la conquête de l'appareil révolutionnaire par un parti « national ».

Reprenant ses thèses pendant la guerre, Lénine polémiqua violemment avec Rosa Luxembourg, Pjatakov, Bukharine, Radek ; ceux-ci jugeaient que l'appui donné aux mouvements nationaux n'aboutirait qu'à renforcer la bourgeoisie dans des pays où elle n'avait pas encore de consistance, ce qui revenait à élargir et à consolider le monde capitaliste. Tant que dominait l'impérialisme, le droit à l'autodétermination restait utopique ; après la révolution, il serait sans emploi ; dès lors, pourquoi donc émousser l'esprit révolutionnaire des masses ? Ces adversaires de Lénine jugeaient que la lutte nationale n'était légitime que dans les pays coloniaux où l'idée socialiste n'avait pas encore pénétré ; par ailleurs[44]. Pour le démontrer. Bukharine disposait d'arguments qui revenaient à assimiler Lénine à Plekhanov :

« Le slogan "droit des nations à l'autodétermination " (par la formation d'un Etat ou par la séparation d'avec un autre Etat) s'applique à deux cas concrets : 1° Celui du territoire étranger annexé au cours d'une guerre de caractère impérialiste. 2° Celui d'un pays qui a perdu sa souveraineté. Dans ce dernier cas, il ne s'agit que d'une version modifiée du slogan " défense de la patrie ", car si cela ne correspond pas en fait à la défense des frontières, ce n'est plus qu'un mot d'ordre vide de sens. Toujours dans ce deuxième cas, le slogan " droit des nations à l'autodétermination " porte en lui l'autre slogan, de " défense de la patrie " : car, après avoir réalisé l'indépendance – ce qui présuppose le droit d'autodétermination –, il faut

évidemment défendre cette souveraineté… (Autrement, pourquoi la réclamer, à l'époque de l'impérialisme où les menaces sont constantes ?)[45]. »

S'appuyant sur les lettres écrites par Marx à Engels en 1867, Lénine répondit que, dans un certain contexte, la défense du droit à la sécession pouvait être progressiste même si les meneurs étaient réactionnaires : ainsi la révolte irlandaise contribuait à l'affaiblissement de l'impérialisme anglais. En Russie, où l'idéal socialiste avait pénétré jusque chez les Musulmans, la lutte des nationalités contre le tsarisme était plus légitime encore ; il fallait la soutenir. Surtout depuis 1914, Lénine avait mesuré la puissance du sentiment national et apprécié la force de sa puissance explosive. Jusque-là, les théoriciens marxistes avaient posé comme un dogme que la classe ouvrière, avant-garde du prolétariat, frayerait les voies de la révolution socialiste ; l'Internationale avait pour mission de coordonner ou de diriger ses mouvements. Les désaccords portaient dans chaque pays sur la tactique et le rôle de la paysannerie. Mais n'était-ce pas sous-estimer le rôle d'une autre force qui pouvait aider également au démantèlement de l'Etat, la nation ? De la même façon que le prolétariat, les nations prenaient de plus en plus conscience de l'oppression que faisait peser sur eux l'Etat, maintenant qu'avec l'accumulation du capital et le caractère mondial de l'impérialisme, cette oppression se faisait de plus en plus pesante. Ainsi les problèmes posés par Kautsky et Rosa Luxembourg nécessitaient une étude plus approfondie des contradictions de l'impérialisme, la question nationale pouvant exercer un rôle révolutionnaire, ce qu'on n'avait pas prévu avant la déclaration de guerre. Lénine se remit à étudier ces questions, au début de 1917, dans *Statistika i Sociologžika*. Reprenant le problème dans son ensemble, il posait les premiers fondements d'une démonstration qu'il ne put fournir, la révolution de Février ayant éclaté entre-temps ; il est significatif que le premier chapitre visât à faire la différence entre, d'une part, les pays de l'Europe occidentale, ainsi que l'Amérique du Nord et le Japon où les allogènes ne sont numériquement qu'une infime minorité (la Suisse et la Belgique formant deux cas particuliers), et d'autre part l'Autriche-Hongrie, la Russie, la Turquie, où ils constituaient plus de cinquante pour cent de la population. Ainsi, selon Lénine, il n'était pas raisonnable d'aborder de la même façon le problème des nationalités en Occident et en Orient ; une nouvelle façon de contester l'« occidentalisme » des luxembourgistes ou la légitimité des

prétentions de l'Internationale à l'arbitrage des questions purement intérieures aux Etats[46].

En 1917, Lénine était ainsi le seul leader bolchevik à défendre le droit absolu des peuples à l'autodétermination. Mais les allogènes l'ignoraient et les bolcheviks étaient toujours considérés comme les adversaires des revendications nationales ; il n'en allait plus de même des mencheviks, ou des socialistes-révolutionnaires. L'avenir allait révéler qu'il s'agissait là d'un malentendu ; mais nul ne le prévoyait à la veille de la révolution de Février : on était persuadé qu'avec la chute du tsarisme tous les malentendus s'aplaniraient, toutes les querelles « académiques » sur les programmes disparaîtraient ainsi que les rivalités entre les peuples de Russie, don de l'Etat autocratique aux sujets qu'il avait soumis[47].

Naguère, les querelles sur les programmes avaient moins séparé les révolutionnaires que les désaccords sur la tactique ou sur les méthodes de lutte contre le tsarisme. En irait-il de même après sa chute ? Tous ces programmes avaient un certain air de famille même s'ils divergeaient sur des points essentiels. Il s'était opéré une sorte de syncrétisme révolutionnaire. Le public eût été bien en peine de préciser à quel programme appartenaient ces mots d'ordre : la terre aux paysans, des libertés publiques, un salaire et des conditions de travail décents pour la classe ouvrière, le droit pour les nationalités de gérer leurs propres affaires, l'égalité pour tous les citoyens, la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Sans doute, les doctrinaires ne mettaient pas le même contenu sous ces appellations. La plupart des révolutionnaires n'en honoraient pas moins certaines valeurs et le public avait de leur idéal commun une certaine représentation. Dans les programmes des révolutionnaires russes, on retrouvait pêle-mêle l'idéal de la révolution de 89 et de celle de 48, l'idéal communard, celui de Proudhon et des syndicalistes-révolutionnaires, de Marx, de Bakunine. Qu'en avait retenu l'opinion et quelles aspirations exprima-t-elle en toute spontanéité, lorsque, livrée à elle-même pendant les premières semaines de la révolution, ni les partis, ni les syndicats ne furent à même d'agir sur elle ou de prendre les vœux de la population à leur compte ?

1. Les *Izvestija,* organe du soviet, en reçurent 14 000 en quinze jours, *Izvestija* du 17 mars 1917, p. 7, col. 1. Ce chapitre et les deux suivants s'appuient sur le dépouillement de la presse ainsi

que sur des documents d'archives, tantôt inédits, tantôt publiés par les Soviétiques. On en trouvera l'inventaire dans la sélection bibliographique, n° 11, 12, 13, 20 à 26, 29 à 37, 46 à 60.

2.

Les motions émanant des doumas municipales le rappellent avec unanimité. Cf., pour la région de Saratov, *CGIAL*, 1278, 5, le dossier 1264 ; pour la Crimée, *CGIAL*, 1278, 5, le dossier 1293 ; pour la région d'Ekaterinoslav, *CGIAL*, 1278, 5, le dossier 1267, etc.

3.

Russkaja Vedemosty du 2 mars 1917, cité in *Doc. Ker.*, 1, p. 143 ; et *Dok.*, p. 535.

4.

Le 25 mars 1917, à une réunion du parti cadet, in Morohovec, *op. cit.*, 347, p. 132.

5.

idlovskij, *op. cit.*, 183, p. 288. De son côté, le « comité du charbon » écrivait à Konovalov que « le seul moyen de mettre fin à l'anarchie était de regrouper le sentiment du devoir patriotique autour de la douma ». Cf. *CGAORSSSR*, 3, 1, 324, 47 et 49.

6.

Rodzjanko, *op. cit.*, 253 : p. 57 de l'édition Alexiev, citée n° 227.

7.

Torgovo-promy¡lennaja Gazeta du 10 mars 1917, cité in *Dok.*, p. 432-434.

8.

K.A., 1927, 5, p. 114.

9.

Reč du 27 mars 1917 ; voir également Koko¡kine, *op. cit.*, 138[b], 4 à 8 et 21.

10.

Cf. Ferro, *op. cit.*, 370.

11.

Cf. Morohovec, *op. cit.*, 347, p. 131 à 153.

12.

Maslov, P., *op. cit.*, 141.

13.

Morohovec, *op. cit.*, 347, p. 153-165.

14.

Ibid.

15.

Nous suivons ici les travaux de Volobuev, *op. cit.*, 354.

16.

Cf. Lavigne, « Le plan de M. Rjabu¡inskij : un projet de concentration industrielle en 1916 », in *CMRS*, 1964, 1, p. 90-105.

17.

In Volobuev, *op. cit.*

18.

L'observation est de Volobuev.

19.

Cf. la lettre d'un ingénieur à son directeur, in *Ek. Pol.*, I

20.

Ek. Pol., *op. cit.*, 24, 1, p. 161 ; cf. également *CGAORSSSR*, 3, 1, 292, 20.

21.

Izvestija du 7 mars, p. 5.

22.

Izvestija du 7 mars, p. 5 ; du 9, p. 4 ; du 21, p. G. Voir également *CGIAL*, 1278, section 5, les dossiers 1247 (cent pièces) et 1259 (cent et une pièces). *CGAORSSSR*, 1244, 1, 15, 138.

23.

Cité in Pascal, « : Les grands courants de la pensée russe contemporaine », *CMRS*, 1962-1, p. 59 et suiv.

24.

Izoestija du 9 mars, p. 3.

25.

Izvestija du 14 mars, p. 4 et P. Pascal, cité note 23.

26.

Aucun ouvrage d'ensemble sur le programme des partis ; toutefois, le livre de Morohovec, *op. cit.*, 347, limité en principe à la question agraire, donne une bonne vue d'ensemble. On y joindra les ouvrages sur le marxisme, la social-démocratie, le populisme et l'anarchisme indiqués dans, la bibliographie générale.

27.

Cf. Morohovec, *op. cit.*, 347, p. 74-76. Sur cette question du mode de production et du schéma marxiste d'évolution des sociétés, renvoyons à K. A. Wittfogel, *op. cit.*, 302 et aux discussions que son ouvrage a suscitées.

28.

Cf. Voline, *op. cit.*, 192, p. 154 et D. Guérin, *op. cit.*, 319.

29.

Contrat social, septembre 1961, vol. 5, n° 5, p. 286-289.

30.

Cf. *Programma partii socialistov-revoljucionerov*, S. P., 1917, 13 p., p. 9 et 10.

31.

Cité in Radkey, *op. cit.*, 297, p. 45 et suiv.

32.

Cf. Pe¡ckhonov, *op. cit.*, 147 et 147 a. Pour les trudoviks, le *Bjulletin, op. cit.*, 42.

33.

Pour les divergences sur le rôle des soviets, voir page 96 et suiv.

34.

À l'ouvrage de Morohovec, déjà cité, *op. cit.*, 347, on ajoutera la brochure de P. Maslov, *op. cit.*, 141.

a.

Forme de banditisme, pratiquée par les campagnards et par les jeunes.

35.

Pour les sociaux-démocrates, on ajoutera aux ouvrages précédents ceux de P. Vasilev, *op. cit.*, 158 ; VI. Mel¡cerjakov, *op. cit.*, 142 ; Trapeznikov, *op. cit.*, 348 ; Launcelot Owen, *op. cit.*, 346, p. 88 à 132 ; Sorlin, *op. cit.*, 349. Pour les socialistes-révolutionnaires, outre Morohovec et Radkey, déjà cités, V. černov, *op. cit.*, 134*b* et Pe¡ekhonov, *op.cit.*, 147 et suiv. Voir également Larine, *Vojna i zemel'nyi vopros*, Genève. 1915.

36.

Sisko, cité in Morohovec, *op. cit.*, 347, p. 79.

b.

À ne pas confondre avec P. Maslov.

37.

Voir en particulier les ouvrages de Radkey, Pe¡ekhonov déjà cités.

38.

Cf. B. Kerblay : « Au Carrefour des théoriciens », V. Cajanov, *Cahiers du Monde russe et soviétique*, 1964, 4, p. 411-461.

39.

Nous utilisons l'expression économie paysanne dans le sens défini par D. Thorner, in *Annales*, 1965, 3.

40.

Cf. note 29.

41.

Voir la bibliographie n° 364 et suivant, à laquelle on joindra, pour la période avant 1914, l'ouvrage de Seton-Watson, *op. cit.*, 287.

c.

Voir p. 41.

d.

Il est question ici des socialistes d'origine ukrainienne ou géorgienne. Le comportement des socialistes russes vis-à-vis des mouvements nationaux sera examiné plus loin.

e.

Un organisme central légifère souverainement de Petrograd pour toutes les questions propres à la Géorgie. Ses représentants siègent au parlement fédéral. Cette solution convenait particulièrement aux nations qui n'avaient pas de base territoriale, les Juifs, par exemple, ou à ceux qui, tels les Arméniens, résidaient le plus souvent hors de leur pays d origine.

42.

Cf. Diman¡tein, *op. cit.*, 364, p. 430, et Bennigsen-Quelquejay, *op. cit.*, 401.

43.

Voir le chap. 1er du présent ouvrage, p. 29 et également Ferro (M.), *op. cit.*, 369.

f.

C'est nous qui soulignons.

44.

Principaux textes in G. and F., *op. cit.*, 37.

45.

Point 6 de la Motion Bukharine, Bo¡, Pjatikov, rédigée par Rukharine ; texte ne figurant pas dans Gankin and Fisher, mais seulement dans l'introduction écrite par Diman¡tein à son recueil de documents, *op. cit.*, 364, p. xxx et xxxi.

46.

Leninskij Sbornik.

47.

Cf. O. S. Minor, *op. cit.*, 234

CHAPITRE IV

LES « CAHIERS DE LA REVOLUTION RUSSE » OUVRIERS, PAYSANS, SOLDATS[a]

1. LA CLASSE OUVRIÈRE

Tard venue à la ville, marquée en sa chair par le long martyrologe de la campagne russe, la classe ouvrière était animée d'une véritable vocation révolutionnaire. Groupée dans les faubourgs où elle demeurait comme sur une terre étrangère, elle avait une existence rythmée seulement par les manifestations, les grèves, les longs silences du recueillement. Pour l'ouvrier russe, vivre, c'était ne pas mourir : douze heures de travail par jour, à la station de Korsovka dans le Grand Nord ; onze heures et demie pour les enfants de Petrograd, et, en toutes circonstances, un salaire de misère.

Depuis quelques années, toutefois, revigorés par la propagande des partis, les travailleurs de Russie vivaient dans l'espoir de « la lutte finale » ; mais la guerre brisa net cet élan, une force instinctive amenant maintenant la classe ouvrière à défendre l'intégrité de la terre natale. Les travailleurs de Russie eurent alors nettement le sentiment que ce combat les soumettait plus que jamais à leurs maîtres de toujours. Désormais, leur détresse fut absolue, comme l'était déjà leur solitude, car l'opinion publique réserva ses lamentations au sort des soldats qui offraient leur sang pour sauver le pays. Jamais la classe ouvrière n'eut autant la certitude qu'elle constituait bien les « damnés de la terre ». Aussi, plus encore peut-être que les autres classes de la société, elle fut surprise, quelle qu'ait été sa part en l'affaire, de se trouver libérée en quelques jours de l'autocratie, des lois, du passé. Le tsarisme abattu, la classe ouvrière se retrouva devant ses responsabilités ; qu'allait-elle exiger du régime nouveau et comment allait-elle se comporter face au nouveau pouvoir ?

« Il reste maintenant à créer les conditions d'une vie nouvelle fondée sur le droit et l'équité », écrivirent au soviet de Moscou les « cheminots, chefs de service et employés de la station de Njandom, sur la ligne d'Arkhangelsk ». Profession de foi qui dans sa sobriété exprimait l'espérance d'un peuple de travailleurs, épuisé par tout un passé de malheurs[1]…

> « Monsieur Kerenski, nous vous prions de bien vouloir considérer que si nous nous adressons à vous pour vous dire nos doléances, c'est que vraiment nous n'en pouvons plus[2]… »

Cette complainte des ouvriers de Sysestroj, près d'Ekaterinenbourg, d'autres en disent les paroles :

> « À l'usine, il n'y a pas d'aide médicale et il faut faire quatre à cinq verstes pour se faire soigner… Pas de lavabos, ou inutilisables ; pas d'eau bouillante ni même d'eau chaude ; les bains détraqués depuis 1915 ; pour les fêtes il faut aller aux provisions à cinq verstes et, tout chargés, revenir à pied. Les froids sont terribles ; les amendes pleuvent sur les travailleurs sans qu'on en sache les raisons[3]… »

Les ouvrières d'Ekaterinodar ajoutent :

> « On travaille jusqu'à dix heures et demie par jour ; et certains d'entre nous pour cela ne louchent qu'1 rouble 20 kopecks[b]. On nous astreint à une fouille déshonorante. Aucune commodité ne nous est offerte pour nos repas ou pour notre toilette[4]. »

Et les revendications qu'elles expriment, en vrac, sont celles de toute la Russie[5] :

> – La journée de huit heures ;
> – Le salaire à la journée et non plus aux pièces ;
> – Pour toutes les ouvrières, un salaire de 3 roubles par jour ;
> – Plus de fouilles ;
> – Eau bouillante aux repas ;
> – Installer une cantine et des cabinets ;
> – Améliorer la ventilation dans l'usine ;
> – Que ce soit l'entreprise (et non plus les ouvriers) qui fournisse les outils ;
> – Suppression du travail des enfants ;
> – Que, pour les tâches faciles, on touche au moins 1 rouble 60 kopecks ;
> – Que l'administration ait une attitude polie envers les travailleurs ;
> – Pas de licenciement sans l'accord du « comité d'usine » ;
> – Règlement des salaires chaque semaine ;
> – Deux semaines de salaire en cas de licenciement[6].

On retrouve cette liste, à quelques détails près, d'un bout à l'autre de la Russie, plus pitoyable dans les usines métallurgiques, le textile, le cuir, le

tabac que dans les mines, où, plus groupés, les travailleurs ont pu faire aboutir quelques-unes de leurs revendications[7].

En premier lieu, ces pétitions expriment un vœu unanime : la journée de huit heures, seule revendication pour laquelle on exige une loi spéciale[8]. L'immense lassitude des travailleurs suffirait à la légitimer ; pourtant, les ouvriers de Moscou y ajoutent des raisons : « les huit heures constituent une sauvegarde contre les menaces de chômage, surtout elles sont la condition d'une véritable liberté[9] » :

> « Huit heures de travail, huit heures de sommeil, huit heures de temps libre garantit aux travailleurs la possibilité de participer à la vie publique ; et le moment exige d'eux une étroite participation[10]. »

Fréquemment, cette demande s'accompagne de son corollaire, « et nous ne voulons pas faire d'heures supplémentaires » ; pourtant, si ces heures sont rémunérées à un taux supérieur et si le syndicat est d'accord, rien ne s'oppose à ce que les travailleurs acceptent les propositions des employeurs. Pendant les premières semaines de la révolution, peu de revendications portent sur le montant du salaire, comme si, à l'exemple des ouvriers français de 1848, les Russes voulaient faire don, eux aussi, de quinze jours de salaire à la république. Les travailleurs insistent, à l'inverse, sur la sécurité du salaire. Ils ne veulent plus être payés aux pièces mais à la journée et désirent également que l'embauche porte sur huit ou quinze jours au minimum. Manifestement, la hantise du licenciement les obsède ; les travailleurs craignent surtout qu'il les frappe après un accident de travail ou une maladie, car à leur retour la place est prise et ils sont sans recours[11] ; aussi, par priorité, ils demandent l'institution des assurances sociales.

Dès la fin du mois de mars, toutefois, les revendications sur le montant des salaires prennent le relais, et elles se multiplient, de plus en plus hardies : à Moscou, le 9 mars, on ne demandait que 20 % d'augmentation ; le 17, à Koursk, 50 % ; le 20, à Kazan, 100 %. Toutefois, vu la hausse du prix de la vie, ces demandes restaient modestes[12] ; évaluées en roubles, elles sont accompagnées de revendications en nature qui précisent le degré de détresse des travailleurs : deux livres de pain noir et une livre de pain blanc par jour, près de Moscou, une paire de chaussures tous les six mois et une autre paire pour l'enfant, dans une usine de chaussures, près de Kharkov[13], etc.

LES ASPIRATIONS DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Tableau statistique

(porte sur cent motions votées en mars 1917)*

POLITIQUE GÉNÉRALE

A.	Mesures contre le tsar	2 fois sur 100
B.	Mesures contre l'ancienne administration	3 fois sur 100
C.	Institution d'une république démocratique	14 fois sur 100
D.	Suffrage universel, etc.	5 fois sur 100
E.	Confiance au gouvernement	3 fois sur 100
F.	Méfiance au gouvernement	11 fois sur 100
G.	Décentralisation	*néant*
H.	Hâter la réunion de l'assemblée constituante	12 fois sur 100
I.	Instruction gratuite, etc.	3 fois sur 100
J.	Impôt progressif et pas d'autre	*néant*
K.	Proclamations défensistes	3 fois sur 100
L.	En faveur de la paix, sans annexions ni contributions révolutionnaires	3 fois sur 100
M.	Suppression de l'armée de métier	1 fois sur 100

PROBLÈMES PROPRES AUX TRAVAILLEURS

O.	Huit heures	51 fois sur 100
P.	Pas d'heures supplémentaires (7 fois formel, 7 fois avec cet additif : « à moins qu'elles soient mieux rémunérées »)	14 fois sur 100
Q.	Sécurité du salaire et assurances sociales	11 fois sur 100
R.	Hausse des salaires	18 fois sur 100
S.	Problème de l'embauche	7 fois sur 100
T.	Problème et choix des contremaîtres	2 fois sur 100
U.	Conditions sanitaires, etc.	15 fois sur 100
V.	Rôle du comité de l'usine	12 fois sur 100
W.	Gestion ouvrière	4 fois sur 100
X.	Mots d'ordre internationalistes	7 fois sur 100
Y.	Terre aux paysans	9 fois sur 100
Z.	Savoir attendre les augmentations de salaires et les avantages divers ; ne pas être impatient	1 fois sur 100

* Ces cent premières motions valent pour la période 3 mas 28 mars. Elles concernent les ouvriers d'usine.
L'inventaire procède des sources suivantes : Izvestija : 20 motions, Pravda et Soc. dém., 20 motions. Documents d'archives : 60 motions.
La répartition régionale est la suivante :
Petrograd : 40 %
Moscou : 25 %
autres villes : 35 %
Ultérieurement, d'autres revendications prirent le relais : ainsi on souhaite que les prisonniers de guerre touchent un salaire égal à celui des ouvriers russes, sinon ils joueraient involontairement le rôle de briseurs de grève. Surtout vers la fin du mois de mars, les pétitions sur le problème de la guerre devinrent de plus en plus nombreuses.

Les revendications sur les salaires révèlent l'hostilité des travailleurs à une rémunération égale pour tous, mais également une certaine tendance au resserrement de l'éventail ; ainsi, à Petrograd, on réclame fréquemment :

> 6 à 8 roubles par jour pour les ouvriers spécialisés ;
> 2 r. 4 k. à 4 r. pour les ouvriers non spécialisés ;
> 1 r. 6 k. à 2 r. 4 k. pour les enfants.

Le principe « à travail égal pour les femmes ou les hommes, salaire égal[14] », est souvent formulé ; toutefois, les ouvriers imprimeurs de Kharkov sont plus conservateurs :

> Que ceux qui gagnent 40 roubles par semaine soient augmentés de 10 %.

Que ceux qui gagnent :

80/90 r.	par mois gagnent	40 r.	par semaine
70/90 r.	–	35 r.	–
70/80 r.	–	30 r.	–
60/70 r.	–	25 r	–
50/60 r.	–	20 r.	–
moins de 50 r.	–	80 r.	par mois[15]

Par ailleurs, les travailleurs formulent un certain nombre de vœux qui concernent leurs rapports avec les entreprises. D'abord, ils veulent exercer un contrôle sur l'embauche et les licenciements, autrement dit assurer la sécurité de l'emploi ; ils demandent également la suppression du « livre noir »[16] ; naturellement, c'est au « comité d'usine » qu'il revient de négocier ces questions avec l'administration ; ses droits et ses fonctions sont

fréquemment précisés avec soin. Ainsi, aux usines de cables de Petrograd[17], le « comité » doit :

Autoriser les travaux supplémentaires ;
Organiser l'élection des représentants ouvriers aux « chambres de conciliations » ;
Surveiller les conditions sanitaires de l'usine ;
Contrôler l'embauche et le licenciement des ouvriers ;
Etablir des rapports avec les ouvriers des autres usines ;
Organiser les réunions ;
Défendre les intérêts des ouvriers auprès de l'administration ;
Régler avec l'administration les problèmes des salaires ;
Organiser avec elle des accords sur les questions de congé ;
Représenter les travailleurs auprès de l'administration dans toutes les questions d'intérêt général, les ouvriers ne devant pas s'adresser individuellement à elle[18].

Allant plus loin, certains « comités d'usine » prirent en main, dès le mois de mars, la gestion administrative de leur entreprise ; ainsi, à l'« Arsenal », chez « Erikson »[19]. Il n'est pas question, toutefois, de procéder à leur gestion économique et les motions des travailleurs n'évoquent pas cette éventualité ; ce sont les circonstances qui conduisirent les ouvriers à assurer la direction totale de leur entreprise, le plus souvent lorsque la direction manifesta des dispositions contre-révolutionnaires. Aux usines « Ijev », chez « Erikson », aux entreprises « Ijorskij », le comité ouvrier prit le pouvoir ; il se fit communiquer les livres de compte, introduisit dans le règlement de l'usine la plupart des revendications ouvrières, augmenta les salaires de cent cinquante pour cent[20].

Toutefois, cette gestion ne participait pas à une véritable prise en charge de la production et elle ne relevait pas d'une interprétation révolutionnaire du fonctionnement de l'industrie dans une société nouvelle : les ouvriers assurent le fonctionnement de l'usine, la saisissent pour exercer une pression sur le patronat ; rien de plus à cette heure au niveau de la base ouvrière. Seuls les boulangers et les typographes, aux traditions anciennes et étrangers aux milieux de la grande industrie, abordent les problèmes de gestion dès le 5 mars. Les typographes exigent le contrôle des commandes ; les boulangers décident qu'à l'avenir « chaque travailleur devra trouver la

possibilité d'utiliser sa capacité de production et recevoir aussi le plein produit de son travail[21] ».

Dans ces pétitions, les mots d'ordre politiques voisinent le plus souvent avec les revendications d'ordre économique ou professionnel. Ainsi le rapport Egorov, qui récapitule les volontés de 15 000 ouvriers mineurs de l'Oural, exprime assez bien le point de vue de milliers d'autres travailleurs qui n'ont pas toujours su exposer leurs conceptions aussi nettement. Partant de la situation de fait créée par la révolution, il constate :

> « Tout en soutenant le gouvernement provisoire, il faut compter avec le fait qu'il est composé de bourgeois. Il ne peut satisfaire les exigences du peuple révolutionnaire que si l'on fait pression sur lui et avec toujours plus de poids. Il faut tout de suite surveiller les écarts de sa politique dans un sens *bourgeois*[22]. »

Dans d'autres entreprises on adopte fréquemment la formule du soviet de Petrograd, « ne soutenir le gouvernement que dans la mesure où sa politique correspond aux vœux de la démocratie ». Les travailleurs demandent quelquefois que les représentants des ouvriers et des soldats exercent un contrôle sur le gouvernement, d'aucuns se disent même prêts à le combattre si nécessaire ; ils sont encore rares. La formule « tout le pouvoir aux soviets », ainsi libellée, apparaît peu avant le mois d'avril ; on s'en approche toutefois, lorsque l'union des syndicats de Petrograd propose, le 4 mars, que « seules les décisions du soviet soient exécutives[23] ». À l'inverse, les motions de confiance au gouvernement émanant des usines ou des syndicats sont peu nombreuses[24] ; elles sont le plus souvent soussignées par des employés ou des artisans plutôt que par des ouvriers et elles ne font confiance au gouvernement « que dans la mesure où il appliquera son programme[25] ».

Ainsi il est net que la classe ouvrière accorde un appui peu empressé au niveau gouvernement ; cheminots mis à part, elle néglige même de lui adresser motions ou résolutions : c'est au soviet qu'on les envoie ; à Kerenski, également, considéré tantôt comme l'otage de la bourgeoisie, tantôt comme l'avocat de la démocratie. Cette réserve s'explique si l'on rappelle les objectifs politiques propres de la classe ouvrière, parfaitement définis par les mineurs de l'Oural :

> « Le prolétariat russe, par excellence la classe opprimée et la classe sans défense, ne possédant aucune propriété, dépendant en tout du capital, ne peut améliorer sa condition que s'il lui arrache des mains la plus grande partie, sinon tout le pouvoir politique, ce qui n'est possible que dans les cadres d'une république démocratique, avec suffrage universel, et scrutin secret et égal pour tous[26]. »

Cette motion est en accord avec des centaines d'autres qui rappellent qu'il ne suffit pas de ne plus tenir compte des « distinctions de race, de nationalité ou de religion »… Le suffrage n'est véritablement universel, ajoutent les pétitions de femmes, que si l'on abolit les distinctions de sexe. Elles énumèrent toutes les conditions d'un scrutin valable, les mineurs de l'Oural allant jusqu'à spécifier qu'on reconnaît « que la république est véritablement démocratique seulement quand elle assure au peuple *Zemlja i Volja* (terre et liberté) ».

Pour d'autres, peu nombreux, ce régime démocratique ne constitue qu'une première étape sur la voie du socialisme. La majorité demande seulement « la réunion immédiate d'une assemblée constituante et l'instauration d'une république démocratique[27] ». Cette association n'apparaît pas une inconséquence à la classe ouvrière, ce que la presse bourgeoise se plaît à souligner : selon les travailleurs, la chute de Nicolas II équivaut déjà à la proclamation de la république ; la nation tout entière assume la responsabilité de cette transformation. Il ne revient pas à la Constituante de se prononcer là-dessus puisqu'il s'agit d'un fait acquis et qu'avec Nicolas II le tsarisme est tombé ; le rôle de l'assemblée constituante est seulement d'instituer des règles de fonctionnement du régime nouveau, d'assurer la relève d'un règne par l'autre, de rendre officielle la nouvelle légitimité. Les travailleurs n'estiment pas non plus qu'ils se déjugent, en réclamant à la fois des réformes de structure et la réunion de la Constituante, car la révolution a marqué le triomphe d'un certain nombre de principes sur lesquels il n'y a pas à revenir, – la Constituante ayant seulement pour rôle d'entériner des modalités d'application conformes aux vœux de la majorité. Ils considèrent comme une sorte de provocation le raisonnement des partis modérés qui affectent de prétendre qu'on ne peut entreprendre aucune réforme « tant que la Constituante ne s'est pas prononcée » ; ils devinent qu'il y a là une manière

de subterfuge qu'ils essaient de prévenir en demandant la réunion « immédiate » de l'assemblée constituante.

Solidaires et déterminés sur ces questions, les ouvriers se montrèrent circonspects et divisés sur le problème de la guerre. « Elle a pour effet de ligoter les travailleurs à la classe dirigeante », observent les mineurs du Kouznetz[28] ; mais ils n'osent aborder ce sujet qu'avec prudence, « car beaucoup ne comprennent pas le mot d'ordre *à bas la guerre*[29] ». Le cri s'échappe néanmoins à la dérobée, lors de la sortie des meetings[30]. Mais les ouvriers des usines chimiques du parc d'artillerie clament *vive la guerre*, tout comme les employés des usines électriques du front nord ; surtout, l'armée des cheminots se montre, dans son ensemble, très patriote[31]. Aussi les mineurs du Kouznets, qui jugent que la guerre impérialiste a un caractère de classe, croient nécessaire de préciser « que l'introduction des huit heures ne diminuera pas la production pour la défense ». Il apparaît même qu'en mars, s'il y eut des meetings contre la guerre aux usines Gudov, aux usines Fabergé, et d'autres encore[32], seule une petite minorité partage les opinions des internationalistes sur la nature de la guerre, une minorité plus infime encore en détermine sa ligne de conduite ; ceux-ci cherchent alors « à ne pas heurter la sensibilité patriotique des travailleurs », d'autant plus vive qu'on se rapproche du front. Des ouvriers n'en analysent pas moins la nature de la guerre à la façon des Zimmerwaldiens ; minoritaires en mars, leur nombre grossit rapidement ; l'Oural se trouve à l'avant-garde, car les combats idéologiques s'y déroulent entre travailleurs, sans que, comme à Petrograd ou à Moscou, les interprètes de la pensée bourgeoise puissent intervenir. Ces ouvriers mineurs déclarent :

> « Tout ce qu'on dit dans les journaux bourgeois sur la guerre, quand on la définit comme une guerre sacrée, une guerre de libération, n'est que mensonge : il s'agit de cacher aux travailleurs quels furent les responsables de la guerre et de masquer ses buts ; il s'agit d'enthousiasmer le peuple pour un carnage, sans signification pour lui, et qui est au seul profit des marchands, des banquiers, des industriels…
> « La France, depuis sa défaite devant l'Allemagne, ne rêve que de revanche et de réparer le préjudice que lui cause la puissance industrielle de l'Allemagne : voilà l'origine véritable de l'alliance francorusse. Elle doit procurer aux négociants russes, par l'octroi de

Constantinople, des Détroits, de l'Arménie, de la Galicie, etc., de nouveaux marchés et de nouvelles sources de matières premières…
« Le tsarisme renversé, la démocratie russe doit immédiatement prendre des mesures pour amener une cessation rapide de la guerre et le gouvernement dire publiquement qu'il est prêt à signer une paix sans annexions ni contributions, fondée sur l'affranchissement et la libération des peuples opprimés.
« Les socialistes russes doivent prendre l'initiative de réunir un congrès socialiste mondial qui examinera comment on peut liquider la guerre dans l'intérêt de la démocratie[33]. »

Ainsi, même chez ces avocats d'une paix rapide, il n'est pas question de conclure une paix séparée avec les puissances centrales ; à l'exemple des ouvriers de la station de Vindavo, on pense que la guerre ne prendra fin que par l'action internationale des travailleurs[34].

Il y eut néanmoins des appels directs à l'Allemagne. Le premier date du 4 mars, chez Dynamo, mais, chaque fois, il s'agit d'appels adressés seulement au prolétariat, l'invitant à une action solidaire ; très souvent, les Russes expliquent aux travailleurs allemands que le peuple russe ne fait pas la guerre au peuple allemand mais à son gouvernement (façon de présenter les faits qui convenait à la bourgeoisie russe). Ils ajoutent que « si le peuple allemand n'entend pas leur appel, les Russes se défendront jusqu'à la dernière goutte de leur sang[35] ». À l'inverse, quand les ouvriers russes adressent des proclamations à leurs camarades des. pays alliés, ils ne les invitent qu'exceptionnellement à transformer la guerre internationale en guerre civile ; le plus souvent ils les encouragent seulement à faire pression sur leur propre gouvernement pour que celui-ci propose des conditions de paix raisonnables, à l'exemple du gouvernement de la libre Russie[36]. « Des conditions de paix mesurées conviendraient », indique une motion ; ainsi l'idée d'une paix sans annexions ni contributions fait son chemin, mais les slogans des ouvriers ne sont pas encore au point. Les discussions entre les militants des différents partis révolutionnaires au sein des soviets ouvriers aideront à rendre clairs ces problèmes de la guerre et de la révolution.

Toutes ces motions ouvrières, celles des cheminots mises à part, ont des traits communs[37]. Cela leur appartient en propre car les pétitions de soldats ou de paysans n'ont pas des ressemblances aussi caractérisées. Le même principe de classement préside à l'énoncé de revendications qui s'égrènent

dans le même ordre de Mourmansk à Ekaterinenburg, et avant qu'aucun mot d'ordre ait pu parvenir aux uns ou aux autres, puisque ni les partis politiques ni les syndicats n'ont encore réuni leurs assises et que les premiers numéros des *Izvestija* ne font pas encore place aux pétitions émanant des usines. Les ouvriers de Russie ne sont pas seulement animés de la conscience de classe, ils savent les revendications fondamentales du mouvement ouvrier et de ses leaders ; s'ils les ignorent, ils ont assez d'éducation politique pour demander au soviet de la ville voisine (le cas est fréquent pour les usines isolées), de leur déléguer un militant « qui vienne leur expliquer la situation », ainsi ils n'agiront pas inconsidérément : certains ne sont pas aussi clairvoyants, tels ces « ouvriers du quartier Petinskij » à Kharkov, qui envoient leur « salut fraternel » à la *Pravda*, invitant les lecteurs du quotidien bolchevik « à bien défendre la patrie[38] » ; inconséquences rares, limitées d'ailleurs au problème de la guerre, qui divise et laisse indécis les militants les plus chevronnés. Pour le reste, l'unité de la classe ouvrière est loin d'être un mythe, on formule des exigences partout identiques : l'emprise de l'idéologie social-démocrate est évidente[39]. Toutefois, assez curieusement, certains points du programme de 1903 n'intéressaient personne : le suffrage universel, la décentralisation, l'indépendance des juges, le problème de l'impôt sont à peine mentionnés alors que ces préoccupations apparurent plus souvent dans les motions des paysans et des soldats[c].

On observe également que les revendications des ouvriers visent seulement à améliorer la condition ouvrière, jamais à la transformer : ici le retard par rapport aux perspectives des partis est manifeste ; dans les motions émanant de la base, il n'est presque jamais question de socialisme et lorsque les ouvriers saisissent les livres de compte ou assurent la gestion de l'entreprise, c'est pour tenir un gage, exercer un contrôle et obliger le patronat à faire des concessions. L'idéal socialiste ou anarchiste d'une société sans classes apparaît rarement, ou comme un but éloigné. Seuls les ouvriers imprimeurs opposent clairement à la « république démocratique » mentionnée dans toutes les pétitions la « république des travailleurs » qui réaliserait une société plus équitable[40].

Ainsi, pas trace de « maximalisme » dans ces motions, ni même de perspectives révisionnistes ; mais des exigences concrètes, impératives, unanimes et qui ne biaisent pas avec les idées ; elles attendent d'être satisfaites complètement et sans délai.

2. LA PAYSANNERIE

Plus que tout autre, le paysan de Russie a joué le premier rôle dans son pays[41]. En Occident, dès la fin du XVIIIe siècle, le servage n'était plus qu'une séquelle du passé ; mais pas en Russie, où il renforça son emprise ; aussi la peur d'une révolte paysanne, le souvenir de Pugaščev et de Stenka-Razin ne cessèrent de hanter la conscience des maîtres de la Russie. En un sens, les réformes de 1861 furent une tentative pour mettre fin à l'insécurité des campagnes. Mal accueillies par les nobles privés de leurs droits, les réformes d'Alexandre II n'exorcisèrent en rien le danger qui menaçait toute la société russe ; car, libérés civilement mais réduits à vivre sur un lot diminué et endettés à vie, les paysans restèrent aussi insubordonnés que naguère. Une différence toutefois : ils trouvaient désormais dans la vieille communauté rurale (*mir*) un cadre à leur action future ; celle-ci était d'autant plus dangereuse pour l'État et pour les gros propriétaires (pomeščiki) que désormais la rupture des liens d'homme à homme était bien consommée.

Après la révolution de 1905, les réformes de Stolypine apaisèrent une partie de la paysannerie en l'aidant à accéder à la propriété ; l'État réussissait ainsi à la diviser et à l'affaiblir, car en faisant sortir des moujiks du *mir,* il brisait la solidarité villageoise et prévenait la menace de nouveaux soulèvements. Effectivement, en 1914, entre les nouveaux possédants sortis du *mir* (les otrubniks), les koulaks et les non-propriétaires, les colons partis en Sibérie ou au Turkestan, il n'y avait plus d'aspirations communes.

Les unes et les autres n'en étaient pas moins impératives.

> Nous exigeons la pleine souveraineté pour le peuple,
> Nous exigeons une large décentralisation,
> Nous exigeons le droit pour les peuples allogènes de gérer leurs propres affaires,
> Nous exigeons des écoles, avec un enseignement dans la langue du pays,
> Nous exigeons le plein contrôle du peuple sur les organes gouvernementaux. Il ne doit plus y avoir de secrets ni diplomatiques, ni autres,
> Nous exigeons la suppression de l'armée de métier et son remplacement par une milice populaire car trois années de guerre ont

prouvé que ce n’est pas l’armée permanente qui défend la patrie mais ses millions de réservistes,
Nous exigeons que les terres passent dans le domaine public : elles doivent aller aux travailleurs et non appartenir à des particuliers.
Nous exigeons du gouvernement provisoire qu’il explique tout de suite pourquoi les magnats et autres possédants qui ont des milliers de déciatines de terres peuvent ne pas désirer défendre la patrie et échappent ainsi au service militaire, alors que nous, qui n’avons pas de terres, devons la défendre d’urgence, au péril de notre vie,
Nous exigeons la suppression immédiate de tous les impôts, directs et indirects, et leur remplacement par un seul impôt, progressif, sur le revenu.
Nous exigeons, pour tout de suite, du combustible, car, par ici, il n’y a pas beaucoup de bois, mais il y a des forêts des apanages : qu’on ait le droit de les utiliser.

Nous, élus de 31 villages, et au nom d’environ
5 000 personnes, leurs représentants :

Ivan Antonov, Dmitri Andreev,
Pavel Petrov, Aleksei Egorov.[42]

Il y a loin, de cette lettre de paysans de la région de Pskov, aux complaintes des ouvrières d’Ékaterinodar. « Nous exigeons… », voilà qui donne le ton des messages que les paysans t’ont rédiger par les « intelligenty » du voisinage. Rares sont les prières, et peu de requêtes apparaissent, mais bien des exigences. À cette date, ces motions paysannes expriment des revendications plus différenciées que celles des ouvriers ; elles consacrent une part plus importante à l’avenir du pays qu’aux intérêts propres de la paysannerie, elles expriment plus fréquemment que les ouvriers le désir de châtier les maîtres de l’Ancien Régime.

En politique générale, un vœu est exprimé plus que les autres, l’institution d’une république démocratique. Pour les paysans, cela implique la décentralisation, plus de pouvoirs aux soviets, moins au gouvernement. Comme les ouvriers et les soldats, les paysans demandent que soit hâtée la réunion d’une assemblée constituante : pourtant cette revendication disparaît brutalement dès le mois d’avril, comme si les paysans ne comptaient plus que sur eux-mêmes pour effectuer des réformes. Demandant assez souvent l’instruction pour leurs enfants (10 fois contre 3

fois seulement pour les ouvriers), ils réclament fréquemment le droit à une existence « décente ». Surtout, ils disent très rapidement leur aspiration à une paix équitable ; 24 fois contre 4 pétitions seulement de caractère « patriotique » ; souvent les termes sont inattendus, parfois révélateurs :

> « Nous, Russes, ne sommes pas des Tatars. Eux, ils ont toujours envahi la Russie avec leurs troupeaux et leurs tentes. Nous, nous ne voulons pas aller habiter en Allemagne, faire de ses habitants des esclaves, ni dépecer leur bétail ou leurs propriétés… Et cela pour deux raisons : 1. Que c'est contraire aux Évangiles. 2. C'est une arme à deux tranchants : on sera vainqueur chacun son tour et il n'en sortira que du carnage[43]. »

LES ASPIRATIONS DE LA PAYSANNERIE
*Tableau statistique**

POLITIQUE GÉNÉRALE

A.	Mesures contre tsar	4 fois sur 100
B.	Mesures contre l'ancienne administration	16 fois sur 100
C.	Institution d'une république démocratique	24 fois sur 100
D.	Suffrage universel	9 fois sur 100
E.	Confiance au gouvernement	10 fois (7 fois [en mars)
F.	Méfiance au gouvernement	10 fois (en avril)
G.	Décentralisation	12 fois sur 100
H.	Hâter la réunion de la Constituante	17 fois sur 100
I.	Instruction gratuite	10 fois sur 100
J.	Impôt progressif et pas d'autre	6 fois sur 100
K.	Proclamations défensistes	4 fois sur 100
L.	En faveur d'une paix rapide et équitable	23 fois sur 100
M.	Suppression de l'armée de métier	3 fois sur 100
N.	Mesures ou précautions contre les gros possédants	11 fois sur 100

QUESTION AGRAIRE

O.	Baisse du loyer de la terre	17 fois sur 100
P.	Interdire les ventes de terre jusqu'à la Constituante	13 fois sur 100
Q.	Pas d'occupation spontanée des terres	4 fois sur 100
R.	La Constituante fixera la condition de remise des terres et la question agraire	15 fois sur 100
S.	Saisie des terres d'État, apanagées, etc.	20 fois sur 100
T.	Saisie des terres d'État, apanagées, etc., et des terres des gros propriétaires	31 fois sur 100
U.	Saisie des terres sans indemnité, gratuitement	15 fois sur 100
V.	Abolition de la propriété privée	7 fois sur 100
W.	Socialisation de la terre, nationalisation	12 fois sur 100

X.	Rendre la terre à l'« obščina »	2 fois sur 100
Y.	La terre à ceux qui la travaillent, dans la mesure de leurs forces (sans salariés)	18 fois sur 100
Z.	Statut égalitaire (norme)	8 fois sur 100
AA.	Gestion et distribution des terres, par les municipalités, soviets, etc.	15 fois sur 100

* Il s'agit des cent premières motions se trouvant parmi les trois cents documents que les histoires soviétiques ont réunis, sur la question agraire, pour les mois de mars et avril 1917. Échantillon qui en vaut un autre car il y a une correspondance certaine entre la sélection faite ici et la répartition des troubles agraires entre février et octobre. On observe seulement dans les recueils de documents publiés en 1959 et 1960, une sur-représentation des régions de Moscou et de Vladimir (près de Moscou) qui s'explique par le développement plus grand de la recherche historique dans la capitale.
Cette distorsion mise à part, les gouvernements de Tula (9 motions), Rjazan (6 motions), Kaluga, Pskov, Smolensk sont représentés dans ce tableau par cinq motions ou plus. Ce sont précisément les régions où les troubles agraires seront les plus nombreux. (Cf. *CGOARSSSR*, 3, 1, 302, pièces 2 et suivantes.) La moitié des cent motions inventoriées ici porte sur les régions qui connurent les troubles agraires les plus graves. Le reste porte sur les provinces les plus diverses : trente-trois gouvernements se trouvent représentés sur une cinquantaine pour la Russie d'Europe. (Cf. note 38, p. 184.)
Ainsi, on peut estimer que cet « échantillon » donne une indication sur les aspirations de la paysannerie russe.

Bien entendu, les paysans disent avant tout leur impatience de posséder des terres :

> « Quand nous prenons des terres aux koulaks, c'est de l'anarchie ; quand ils nous prennent nos fils, c'est du patriotisme[44]. »

Quelques remarques s'imposent :

Sur les 51 motions qui réclament explicitement la confiscation des terres, 31 spécifient qu'il ne s'agit pas seulement des terres de l'État ou des apanages mais également des grandes propriétés ; 15 seulement demandent à acquérir ces terres gratuitement : ainsi, il ne s'agit pas de supprimer le droit de propriété mais de le réglementer ; l'abolition de la propriété privée est demandée 7 fois seulement, le plus souvent au voisinage des grandes villes, sans doute sous l'influence des milieux révolutionnaires urbains.

Peu de déclarations de principe quand il s'agit de l'occupation du sol ; les paysans déclarent seulement que « la terre doit appartenir à ceux qui la travaillent » ; et « dans la mesure de leurs forces », ajoute-t-on souvent en précisant le nombre de déciatines à allouer à chacun. On condamne également l'utilisation de salariés tout comme on juge inadmissible que des terres restent en friche alors que des malheureux ne possèdent pas même un lopin. Ainsi, si l'on veut limiter et réglementer le droit de propriété, c'est pour l'affermir et le légitimer.

Dès lors, comparées à celles de 1905, ces statistiques font apparaître le pas qui a été franchi depuis cette date, quand 100 % des motions de « L'union paysanne » réclamaient l'abolition de la propriété privée : les réformes de Stolypine étaient passées par là, donnant à chacun le goût de devenir un petit exploitant[45]. On a une preuve inverse de ce changement : 2 motions seulement demandent le retour des terres à l'« obščina ». Il reste que les Russes ne sont pas aussi individualistes que les paysans d'Occident : plus de 15 motions demandent à des organismes collectifs de réglementer l'appropriation et la gestion des terres prises à l'État ou confisquées aux « pomeščiki » ; presque toujours on pense à des organismes locaux, car 2 motions seulement proposent une gestion des grands domaines par l'État, l'une émanant du bolchevik Frunze. Près d'une vingtaine de motions admettent comme allant de soi une sorte de droit de la collectivité à veiller à ce que la terre soit équitablement répartie. Dans ces motions, la conception des paysans pauvres et celle des koulaks peut différer ; toutefois certaines constantes apparaissent :

– les paysans sans terres ne préconisent pas l'abolition de la propriété ; ils veulent devenir des possédants ;
– ceux qui possèdent déjà des terres veulent en avoir plus encore ;
– tous manifestent leur fureur de constater qu'il y a des terres « réservées », inutilisées ;
– que ces terres inutilisées appartiennent à des non-exploitants leur semble le comble du scandale.

Ces réactions sont particulièrement violentes dans les gouvernements de Vladimir, Kursk, Orel où la moitié des exploitations n'est pas ensemencée au-delà de deux déciatines[46] (voir tableau en annexe). De plus, paysans sans terre et autres mal-lotis ne veulent pas que les « pomeščiki » puissent arguer de la présence de prisonniers de guerre ou de réfugiés sur leurs terres pour prétendre conserver dans leur intégralité des domaines qui, autrement, ne pourraient être mis en valeur. Cette inquiétude pèse plus, semble-t-il, que le mécontentement dû à leur utilisation abusive mais temporaire par les « pomeščiki[47] ». Les conceptions de la paysannerie pauvre apparaissent bien dans ces décisions prises par le « comité exécutif des organisations sociales de l'Uezd Ranenburskij » (gouvernement de Rjazan) :

« Ayant examiné le problème de la location des terres à la veille des semailles de printemps, le Comité a décidé :

1. Tous les champs doivent être ensemencés.
2. La terre des propriétaires est libre à la location.
3. Le bail est fixé à 10 roubles par déciatine non labouré ; à 30 roubles par déciatine labouré, taxes et paiements divers pesant sur la terre étant réglés par le propriétaire.
4. La terre soumise à la location est divisée en parts, distribuées par tirage au sort aux ayants droit.
5. On ne doit laisser aux grands propriétaires qu'un domaine qu'ils sont en mesure, eux-mêmes, de mettre en valeur, sans l'aide ni de salariés, ni de prisonniers de guerre.
6. Pour chaque fils de gros propriétaire parti à la guerre, on pourra octroyer à ses domaines un prisonnier de guerre.
7. Personne ne doit empêcher les grands propriétaires qui doivent livrer à l'armée, au prix du marché, des légumes secs, d'utiliser, en accord avec le comité exécutif, la quantité d'ouvriers agricoles et de prisonniers de guerre dont ils ont besoin.
8. L'étendue des potagers des grands propriétaires doit rester celle de l'an dernier.
9. Les petits propriétaires dont l'ensemble des terres ne dépasse pas 45 déciatines peuvent utiliser des prisonniers de guerre : un seul s'ils ont un fils mobilisé, trois pour deux rappelés, qui ne travailleront ces terres qu'à la paix. Les propriétaires mettront ces terres en valeur avec leurs propres forces.
10. Les comités exécutifs de volost'veilleront à ce que les semailles de printemps se fassent au bon moment, et avec régularité.
11. Au cas où les bras viendraient à manquer, les comités locaux et de volost'feraient appel à la population du voisinage et au comité exécutif de l'Uezd.
12. Au cas où il n'y aurait pas assez de cheptel (ou d'animaux de labour) on le réquisitionnerait chez les gros propriétaires au prix moyen de ces trois dernières années.
13. Les chevaux de labour sont réquisitionnés chez les gros propriétaires au taux de la première réquisition de 1914.

14. En cas de désaccord avec un gros propriétaire, l’arrêt du comité exécutif de l’Uezd, appelé à arbitrer, est définitif.
15. Tous les actes sont conclus par écrit, avec la signature des deux parties.
16. Au cas où l’on refuserait de signer un acte établi par le comité exécutif provisoire de l’Uezd, il serait exécutoire, par l’action des comités locaux.
17. Le droit de location des terres sur les bases susdites est valable pour tous les citoyens.
18. Les réserves de semences pour les semailles peuvent être réquisitionnées chez les grands propriétaires.
19. Il faut laisser dans les domaines le nombre nécessaire de travailleurs pour donner ses soins au bétail et entretenir les lieux.
20. Le nombre de travailleurs nécessaires est fixé par le comité local en accord avec le propriétaire.
21. Toutes les terres des soldats doivent être ensemencées et les comités locaux discuteront de cette question.
22. Pour la mise en valeur des terres privées enregistrées dans telle ou telle volost’, celles-ci collaboreront avec leurs voisines et les comités locaux pourront ainsi déterminer avant le début des travaux la quantité de terre à distribuer et le nombre de ceux qui veulent se porter acquéreurs. Puis on procédera à la distribution de ces terres libres et elles seront affectées à ceux qui veulent les travailler.
(Suit le mode de groupement pour la région)
La terre du monastère Petropavlovsk sera affermée à la volost’Krjušovskij.
23. Pour la réquisition de l’avoine, on pourra opérer le règlement par l’intermédiaire des sociétés de crédit.

En outre, le comité a décidé :

1. D’inviter les citoyens à produire le plus possible de légumes.
2. D’interdire d’abattre du bois à l’insu du comité exécutif.
3. D’interrompre achats et ventes de terrains.
4. D’interrompre l’activité des commissions d’organisation du sol.
5. D’assurer la garde des rivières et des forêts.
6. D’assurer la garde des jardins, des dépendances, du bétail abattu ou vif.

7. Tous les arrêts concernant l'établissement des salaires seront modifiés et, à l'avenir, les prix courants seront établis entre travailleurs[48]. »

Dans d'autres cas, l'appropriation ne doit pas se limiter aux terres qui appartiennent au tsar, aux monastères ou aux apanages ; elle peut jouer pour la portion des grands domaines que les « pomeščiki » ne mettent pas en valeur ; s'ils résistent, le comité passera outre et prendra des sanctions ; quant aux bourgeois propriétaires, c'est-à-dire non exploitants, on prendra leurs terres, « car ils n'en ont pas besoin[49] ».

Pour la petite paysannerie, la prise en charge de ces terres va de soi, tout comme l'autorité des comités est légitime, mais cela ne signifie pas que la paysannerie entende procéder à une gestion collective du sol ; seulement, elle juge que la collectivité dispose d'une sorte de droit éminent qui l'autorise à assurer une distribution équitable des terres[50].

Des « résolutions » comme celle de la « première assemblée paysanne de la région de Briansk[51] », font apparaître les vœux des koulaks qui contrôlent souvent les assemblées plénières. Ils comptent bien avoir leur part d'une répartition des domaines nobles ou impériaux ; toutefois, sachant la pression qu'exercent les paysans pauvres, ils craignent de se trouver inclus dans le groupe des futurs expropriés, aussi ils récusent la compétence des « comités » locaux et ils font confiance à l'État ou à l'assemblée constituante pour légiférer souverainement ; ils pensent que celle-ci consacrera les droits acquis et que de vieux mécanismes leur permettront d'y voir leurs intérêts sur-représentés ; en attendant sa réunion, ils disposent d'un délai pour vendre ou acquérir, selon le vent.

À l'inverse, petits possédants et paysans sans terre ne veulent pas attendre la réunion de la Constituante[52] ; ils exigent que les « comités agraires » procèdent d'office à la distribution des terres ou à une révision des contrats de travail. Beaucoup de paysans prolétaires jugent que le lot qui leur sera octroyé, gratuitement il s'entend, ne leur permettra pas de vivre en paysans indépendants, au moins durant les années à venir ; en conséquence, ils demandent que le loyer des terres qu'ils continueront à travailler soit baissé immédiatement ; avec les petits propriétaires, ils se déclarent partisans d'un impôt progressif sur le revenu. Ainsi le problème des délais ne se pose pas aux paysans pauvres comme aux militants qui, par scrupule, prétendent légiférer selon les formes : l'impatience des non-

possédants fait place à l'inquiétude, puis à la méfiance quand ils constatent que l'on tarde à prendre des mesures, à renvoyer les fonctionnaires honnis. À Petrograd, ne fait-on pas le jeu des riches ? « Ici, rien n'est encore changé… », observe une motion villageoise, près de Rjazan, moins de six semaines après la chute de Nicolas II[53]. En d'autres lieux, les paysans étaient déjà passés aux actes[d].

Si l'on confronte les aspirations des paysans et les programmes des partis révolutionnaires, un trait apparaît : on parle rarement le même langage. Il n'en avait pas été de même pour la classe ouvrière : l'adéquation était précise entre le programme minimum des grands partis, leur interprétation de la guerre ou de la révolution et les motions des travailleurs. Rien de tel dans le cas de la paysannerie : seul le petit parti de Pešekhonov a exprimé avec exactitude les aspirations des paysans, mais dans les campagnes, qui le sait ? Ainsi, on ne note aucune similitude particulière entre le programme de la paysannerie et celui du parti socialiste-révolutionnaire qui se disait son représentant. Aucun des mots d'ordre des différents partis n'apparaît en vedette dans les documents : ni « partage égal », ni « nationalisation », ni « socialisation », ni « municipalisation », ni « retour à l'obščina », ni « abolition de la propriété privée », celle-ci, sept fois seulement sur cent. Les expressions que l'on retrouve, qu'il s'agisse de paysans pauvres ou d'assemblées paysannes, où les koulaks, nécessairement, bénéficiaient d'une certaine influence sont plutôt :

– confiscation des terres (sans préciser la destination), tantôt limitée aux terres d'État, plus souvent étendue à tous les grands domaines ;
– la terre à ceux qui la travaillent (ce qui donne une indication) ;
– baisse du loyer de la terre ;
– attendre (ou ne pas attendre) la Constituante, etc.

La collectivisation n'est désirée que par une infime minorité. Les quelques motions qui y font allusion n'émanent pas de la région où ont lieu les premiers troubles agraires, en 1905 comme en 1917, mais de « shody » situés dans le voisinage des cités industrielles (Šlusselburg, Ust'Igor, Moscou, etc.). Aussi il apparaît que si, en 1905, la notion de propriété privée ne correspondait à rien, il n'en est plus de même depuis que, grâce aux réformes de Stolypine et à la guerre, la paysannerie a fait connaissance avec le profit et y a pris goût. C'est à cette évolution qu'avaient été

sensibles les théoriciens marxistes, au point de douter de la volonté révolutionnaire des campagnes russes. En fait, elle stimula leur impatience ; toutefois leur inexpérience politique comme leurs divisions faisaient croire en leur impuissance. Ainsi les paysans sans terre votent aussi bien les motions les plus pitoyables, demandant seulement de quoi acheter du pain, que les textes les plus incendiaires, dans les pays baltes notamment. Un grand nombre espère seulement bénéficier des terres de l'État et des possessions apanagées. Ils se heurtent aux appétits, qui eux étaient contraires, de la petite paysannerie et des koulaks. Ceux-ci espèrent profiter également de l'aubaine. Les théoriciens sociaux-démocrates se demandaient qui l'emporterait, au sein de la paysannerie, des divisions nées des réformes de Stolypine ou de la colère ancestrale contre les classes dirigeantes. Il ne leur vint pas à l'idée que ces phénomènes pouvaient conjuguer leurs effets. Ainsi ils ont sous-estimé la réserve d'énergie de la paysannerie révolutionnaire qui, sans discours, a agi dès le premier jour. Elle a saccagé les grandes propriétés, occupé les terres vacantes, et s'est instituée seigneur de la terre, plus généralement et plus vite qu'on ne l'a dit. Si l'on fait l'inventaire des désordres agraires, on s'aperçoit qu'au 4 avril, il n'y avait pas beaucoup plus de cinquante cas de troubles agraires dans les campagnes, mais presque tous localisés dans la même région. En mars, les gouvernements de Petrograd, Moscou, Kherson, Rjazan, Penza ; ceux de Penza, Rjazan, Nijni-Novgorod, Saratov, début avril. Ainsi, les campagnes proches des grandes villes, les pays de la moyenne Volga, les bords de mer[54]. C'est peu si l'on compare, pour une même période, avec le premier mois des troubles de 1905. C'est considérable si l'on observe qu'ils éclatent dix ans après et précisément dans les régions où les réformes de Stolypine n'ont pu être appliquées. D'ailleurs les observateurs les mieux placés comme les intendants des grands domaines jugent la situation plus grave qu'en 1905[55]. Le 26 mars 1917, l'un d'entre eux, gérant des comtes Orlov-Dvidov, s'adressait au sous-secrétaire d'État aux Affaires intérieures pour lui faire part de son sentiment : nul doute, les troubles étaient d'une ampleur et d'une violence jamais égalées, le gouvernement ne devait pas s'y méprendre[56].

3. LES ASPIRATIONS DES SOLDATS

Composées essentiellement de ruraux, les armées russes différaient des autres armées belligérantes, socialement plus composites ; la distance qui isolait les officiers de la troupe était plus grande encore ; en outre, le commandement n'était pas seulement éloigné des soldats, il vivait plus qu'ailleurs à l'écart de la société civile, fermé aux idées de progrès qui en avaient gagné les niveaux : Denikine et Kerenski sont ici d'accord pour déplorer la fâcheuse mentalité des officiers russes, sans doute courageux mais trop méprisants envers leurs hommes. Ils avaient institué des habitudes disciplinaires qui rappelaient celles des établissements pénitentiaires : dans la marine, c'était pire encore. Autre trait : tout comme leurs alliés, les soldats russes se battaient avec ferveur contre les deux ennemis héréditaires : le Turc, ou Tatar, et l'Allemand, héritier du Polonais et du catholique ; mais à l'inverse, ils n'eurent jamais le sentiment que le sol natal était en péril, les combats s'étant toujours déroulés en terre étrangère. Les duretés de la campagne de 1914, les horreurs inégalées de la retraite de 1915, le sentiment d'avoir été victime de massacres inutiles, autant d'autres raisons qui expliquent le comportement des soldats, et leurs exigences, pendant le printemps et l'été 1917.

Dès le premier jour, artisans de la révolution à Petrograd, les soldats exprimèrent leurs aspirations par le célèbre *Prikaze I.* Cette proclamation, réponse des troupes mutinées aux manœuvres de la douma (voir p. 94), abordait en outre les problèmes de la discipline intérieure de l'armée.

ORDRE N° 1

1er mars 1917.

À la garnison de la région de Petrograd. À tous les soldats de la garde, de l'armée, de l'artillerie et de la flotte, aux fins d'exécution immédiate et rigoureuse, et aux ouvriers de Petrograd, à titre d'information.

Le soviet de députés ouvriers et soldats décide :

1. Dans toutes les compagnies, dans les bataillons, régiments, parcs, batteries, escadrons et administrations militaires de toutes sortes, et à bord des bâtiments de la flotte de guerre, on choisira immédiatement,

par voie d'élection, un comité de représentants parmi les simples soldats des unités militaires ci-dessus indiquées.
2. Dans toutes les unités militaires qui n'ont pas encore choisi leurs représentants au soviet de députés ouvriers, on élira un représentant par compagnie qui, porteur de certificats écrits, se présentera à la douma d'État le 2 mars courant, à 10 heures du matin.
3. Dans tous ses actes politiques, l'unité militaire obéit au soviet de députés ouvriers et soldats, et à ses comités.
4. Les ordres de la commission militaire de la douma d'État ne doivent être exécutés que dans les cas où ils ne seront pas en contradiction avec les ordres et les décisions du soviet de députés ouvriers et soldats.
5. Les armes de tout genre, telles que : fusils, mitrailleuses, automobiles blindées, etc., doivent se trouver à la disposition et sous le contrôle des comités de compagnie et de bataillon, et ne seront en aucun cas délivrées aux officiers, même s'ils en faisaient sommation.
6. Dans le rang et pendant le service, les soldats doivent observer la plus stricte discipline militaire ; mais en dehors du service et du rang, dans leur vie politique, civique et privée, les soldats ne sauraient être lésés dans les droits dont jouissent tous les citoyens.
Notamment le garde-à-vous au passage d'un supérieur et le salut militaire obligatoire sont abolis, hors service.
7. De même sont supprimées les formules décernées aux officiers : « Votre Excellence », « Votre Noblesse », etc. ; elles sont remplacées par : « Monsieur le général », « Monsieur le colonel », etc.

Les mauvais traitements de toute sorte des gradés à l'égard des soldats, et notamment le tutoiement, sont interdits ; ces soldats sont tenus de porter à la connaissance des comités de compagnie toutes les infractions au présent ordre, ainsi que tous les malentendus entre leurs officiers et eux-mêmes.
Donner lecture de cet ordre dans toutes les compagnies, bataillons, régiments, équipages, batteries et autres services armés et auxiliaires.

LE SOVIET DES DÉPUTÉS OUVRIERS
ET SOLDATS DE PETROGRAD.[57]

Ce texte fit rapidement le tour de toute la Russie, en dépit des efforts du haut commandement. Il correspondait si bien aux aspirations de la troupe

que, partout où elle en eut connaissance, elle le mit en application :

> « À chaque ordre que je leur donnais, raconte en substance le général Dragomirov, les soldats me répondaient : *maintenant, cela ne se fait plus.* L'un d'entre eux, chaque fois, se référait à un texte imprimé qu'il avait à la main : *non,* disait-il, *cela ne se fait plus.* Et quand je voulus voir ce texte, il refusa de me le donner. »
>
> (*Rapport au général Russkij*[58].)

Donnant aux articles 1er et 2 une interprétation assez large, ils retirèrent souvent leur commandement à un certain nombre d'officiers. Les raisons qu'allèguent les soldats de la 5e section du 1er régiment de réserve traduisent les griefs des soldats contre les officiers :

Capitaine Popov :

1. Langage grossier ;
2. Voies de fait sur les soldats ;
3. Injustices répétées ;
4. Fait travailler nu-pieds des soldats malades.

Enseigne Novopavlovsk :

1. Langage grossier ;
2. Incompétence ;
3. Coups et injures aux soldats ;
4. Sanctions excessives et injustes.

Enseigne Bogdanov :

2. Fait dégrader sans motifs suffisants ;
1. Voies de fait ;
3. Abus d'autorité ;
4. Antipathie au mouvement de libération[59].

Ces griefs expliquent les violences dont les officiers furent victimes quand la troupe vit qu'ils refusaient d'admettre qu'un nouvel ordre devait naître dans l'armée. Le « retour à la discipline » dont les officiers ne cessent de prôner les vertus, « creusa un gouffre entre soldats et officiers ; ceux-ci eurent beau expliquer, expliquer encore, on ne les écouta même plus[60] »

(Rapport Barancov). Les soldats étaient des êtres humains ; ils désiraient que leurs conditions d'existence s'améliorent, que l'Etat pense au prix de leur sacrifice, au dénuement de leur famille souvent privée de ressources[61]. Le 15e régiment de tirailleurs exposa toute une série de revendications où l'on retrouve les soucis communs à toute une partie de l'armée et de la flotte :

1. Amélioration de la solde.
– Éxiger immédiatement une amélioration de la solde, ce qui doit montrer l'intérêt du gouvernement pour l'armée, relever son élan et renforcer la défense de la libre Russie ;
– Accroître les allocations aux familles des soldats et les garantir de la perte de capacité de travail ; mesure absolument indispensable, car l'armée assurée quant à l'avenir des siens pourra entièrement se consacrer à la lutte contre l'ennemi ;
– Assurer certaines garanties aux soldats qui, du fait de la guerre, auront perdu leur capacité de travail ;
2. Introduction de l'élection pour l'affectation à un certain nombre de fonctions ;
3. Amélioration des conditions d'existence du soldat et particulièrement des conditions sanitaires ;
4. Suppression du salut militaire et du garde-à-vous ;
5. Interdire, comme le propose le comité des officiers, de traiter de problèmes politiques dans l'armée serait revenir à l'Ancien Régime[62].

De fait, comme en atteste le point 5, on désirait s'exprimer tout autant dans l'armée active qu'à l'arrière ou chez les civils sur les problèmes du moment. Les aspirations politiques ou sociales des soldats n'avaient rien de spécifique puisque l'on y retrouvait des ouvriers et des paysans. Mais elles s'expriment d'une façon moins uniforme. Les motions des soldats du front (ou encore celles des marins) expriment des vœux qui, souvent, ne traduisent pas une pratique fréquente des problèmes politiques.

1. Organisation des soldats pour lutter contre les tentatives de restauration de l'Ancien Régime ;
2. Que l'armée s'organise pour qu'aux élections à la Constituante soient élus des socialistes ;

3. Sans rejeter la défense active, nous exigeons qu'on prenne des mesures pour que des négociations de paix soient entreprises entre tous les belligérants ;

4. Que des comités de soldats contrôlent les opérations décidées par l'état-major ;

5. Réunion immédiate d'une Constituante au scrutin égal et secret, qui décidera immédiatement de la forme du régime. Nous soutiendrons de toutes nos forces l'instauration d'une République démocratique ;

6. Reconnaissance de la liberté de réunion, de presse, de parole ; de la liberté syndicale et du droit de grève ; et de l'extension des droits politiques aux combattants ;

7. Suppression des limitations liées aux origines religieuses ou nationales ;

8. Constitution de milices, au commandement élu, pour soutenir les organes de gouvernement local ;

9. Élection des autorités locales ;

10. Impôt progressif sur le revenu ;

11. Séparation de l'Église et de l'État ;

12. Confiscation des terres des propriétaires, des terres de l'État, de l'Église, etc. La terre à ceux qui la travaillent ;

13. La journée de 8 heures ;

14. Sécurité sociale aux travailleurs applicable en cas de vieillesse, invalidité, maladie, maternité ;

15. Rentes aux mutilés, blessés, et autres victimes atteints d'incapacité de travail du fait de la guerre ;

16. Instruction obligatoire jusqu'à seize ans ;

17. Formation d'une société des nations pour le désarmement ;

18. Le soviet de Petrograd, défenseur des intérêts du peuple, sera défendu de toutes nos forces[63].

Comparées à celles des ouvriers et des paysans, les motions des soldats présentent un certain nombre de particularités :

– Elles se placent plus souvent du point de vue des combattants que du point de vue des civils ; plus tard, il n'en sera plus ainsi.

– Elles émanent d'unités composées pour l'essentiel de ruraux ; néanmoins elles défendent autant l'intérêt général que celui des paysans.

– Elles ressemblent aux motions ouvrières chaque fois qu'elles sont soussignées par un régiment de réserve cantonné dans une grande ville : « Ici à Dvinsk, note un observateur, ce sont les ouvriers, bien qu'ils soient peu nombreux, qui sont les meneurs de jeu[64]. »

– Moins stéréotypées que les motions ouvrières, elles présentent des revendications plus larges que les pétitions des civils : l'enseignement obligatoire, l'impôt progressif y figurent fréquemment.

– En mars, l'aspiration des soldats à la paix, pour naturelle qu'elle soit, s'exprime avec moins de force que le pacifisme des paysans, ou des ouvriers. « Sur cette question il n'est pas opportum de s'exprimer carrément », note le soviet de Novo-Vičuk ; nombreux sont d'ailleurs les témoignages de militants bolcheviks qui attestent de la difficulté qu'ils rencontrèrent quand ils abordèrent ce problème dans les assemblées de soldats[65]. Dans de nombreuses motions, les soldats réclament l'ouverture de négociations pour une paix sans conquêtes[66] : mais plus souvent les troupes en garnison à l'arrière que les soldats en ligne ; ils expliquent même que « pour les soldats, un changement de régime signifiait la fin de la guerre[67]. Fréquemment, ils se disent excédés par la formule « guerre jusqu'à la victoire » que répètent leurs officiers[68]. Les textes où les soldats veulent se montrer dignes des « responsabilités que la révolution a fait retomber sur eux », sont tout aussi nombreux ; c'est une question « d'honneur » entre eux et leurs anciens officiers ; ils veulent les dessaisir du « monopole du patriotisme » que ceux-ci se sont arrogé. Un récit des combats de Stockhod (au milieu du mois de mars), par un des participants, atteste bien de l'humeur des soldats :

> « Les masques dont nous étions pourvus nous permettaient de résister à deux ou trois vagues d'attaques au gaz. Il y en eut treize et nous dûmes nous replier de l'autre côté de la rivière.
> « La discipline, contrairement à ce que l'on a dit, se renforça au combat car les soldats avaient le sens de leurs responsabilités : il n'y eut pas un seul défaillant au moment des coups durs. Tous, évidemment, nous souhaitions la fin de la guerre, mais à condition que ce soit sans dommage pour la Russie[69]. »

Tel est le sentiment de la majorité ; le plus souvent les soldats demandent au gouvernement d'engager des pourparlers sérieux, mais lui font confiance sur la procédure[70]. Toutefois, les prises de position des officiers les

poussèrent à réviser leur opinion et elles obtinrent l'effet contraire : les soldats en arrivèrent à contester le principe même de la continuation de la guerre, défensive ou non, car ils pressentirent que les officiers espéraient ainsi ressusciter l'ancienne discipline, alors que l'aspiration suprême des soldats était précisément sa suppression[71].

a. Voir la note 1 du chapitre 3.

1. Le 3 mars, au soviet de Moscou ; *GAORSSMo,* 66, 3, 262, 15.

2. Le 19 mars, à Kerenski ; *Dok., op. cit.,* 20, p. 521.

3. Le 7 mars, les usines Griuntal, au soviet de Moscou ; *ibid.,* p. 572.

b. La valeur de deux pains de quatre livres. (Voir le tableau des prix au chap. i, p. 11-16.

4. Le 16 mars, au soviet de Petrograd ; *ibid.,* p. 509.

5. Préconisant l'égalité, les femmes font les mêmes revendications que les hommes. Cf. le Congrès des femmes ouvrières des usines Dynamo, Skorohod, etc. Cf. *Pravda* du 9 mars 1917.

6. On demande également la suppression du travail de nuit. Sur les conditions de travail aux usines de cuivre Titušin, voir *Dok., op. cit.,* 20, p. 534.

7. Pour le tabac, voir les revendications en 23 points dans les *Izvestija* du 9 mars, p. 6.

8. Par exemple à Petrograd et à Ufa ; cf. *Dok.,* p. 387, 466, 514.

9. Le 15 mars, aux usines Alsvang de Moscou ; in *Social-Demokrat* du 15 mars.

10. On précise souvent : de 8 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 heures 30 ; quelquefois, on ajoute : « 6 heures seulement les samedis et jours de fêtes ». Les ouvriers de « Skorokhod de Petrograd » préconisaient la journée continue. Cf. *Dok.,* p. 491.

11. Nombreux exemples.

12. Voir les tableaux présentés au chapitre premier.

13. Aux usines « Korona » de Kharkov et aux usines « Skorokhod » de Petrograd. Cf. *Dok.,* p. 529.

14. Exemples chiffrés fréquents, voisins de ceux-ci.

15. *Social-Demokrat* du 24 mars (à Moscou).

16. *Izvestija* du 11 mars, p. 6.

17. *Dok.,* p. 483 et 583.

18. Aux usines de radio de Petrograd, on y ajoute la mise sur pied d'un régime d'assurances. Cf. *Dok.,* p. 493. On y ajoute souvent des « caisses de solidarité ».

19. Par exemple à la première station électrique de Petrograd ; in *Ku., op. cit.,* 25, I, p. 71.

20. *Dok.,* p. 473 et 475. Pour les usines Sestronets, p. 469.

21. *Izvestija* du 7 mars, p. 5, col. 3 et du 22, p. 5.

22. *Dok.,* p. 305.

23. *Dok.,* p. 460.

24. Imprimeurs et ouvriers de chez Rodnikij.

25. *Izvestija* du 8, p. 5 et du 7, p. 5.

26. V. note 22.

27. *Izvestija* du 5, p. 5.

28. *Pravda* du 14 mars et *Dok.,* p. 500.

29. *Social-Demokrat* de Moscou du 1er mars.

30. Aux usines Kramer, cf. *Social-Demokrat* du 12 mars.

31. *Ibid., CGIAL,* 1278, 5, le dossier 1251.

32. *Izvestija* du 7 mars, p. 3.

33. *b. Dok.,* p. 305-307.

34. *Dok.,* p. 486.

35. *Izvestija* du 14 mars, p. 7.

36. Le meeting Zamoskovskirečij est une exception.

37. Le plus souvent, cheminots et artisans manifestent leur confiance au gouvernement provisoire et tiennent des propos patriotiques. Cf. *CGIAL,* 1278, 5, le dossier 1321.

38.

Non publié dans la *Pravda*, mais dans les *Dok.*, p. 477.

39.

Faute de les énumérer, les ouvriers d'Alatyr, renvoient au programme minimum du parti social-démocrate. Cf. *GAORSSMo*, 66, 3, 262, 33.

c.

On trouvera plus loin une comparaison entre les motions des ouvriers, des paysans, des soldats.

40.

Izvestija du 7 mars, p. 5, col. 3.

41.

Cf. Vermenicev (N.) : *Krest'janskoe dviženie meždu febral'- skoi i oktjabr'sokof revoljucii*, Moscou, 1928, p. 178 et Kotel'nikov, *op. cit.*, 31, p. 362-380.

42.

Le 9 avril 1917 ; paysans de la volost'Vysgorodečka, dans le gouvernement de Pskov. *Dok., April, op. cit.*, 21, p. 582-584.

43.

Paysan de la volost'Semecka, dans le gouvernement de Nižnij-Novgorod ; *Dok., April* p. 574.

44.

Lettre aux *Izvestija*, in *Dok., April*, p. 659.

45.

Cf. Doubrovski (S.M.) : « Le mouvement paysan en 1905-1907 », in *La révolution russe de 1905*, Cahier 5 des « Recherches soviétiques », rédigé par P. Angrand, Paris, 1956. Voir particulièrement p. 100.

46.

D'après l'*Atlas Sel'skoe hozajstvo i kustarnaja promyšlennost'*, cité et reproduit in Usatova, *op. cit.*, 388, p. 7.

47.

Proportionnellement, les « pomeščiki », disposent de vingt fois plus de prisonniers de guerre que les petits possédants. Cf. Trapez-nikov, *op. cit.*, 390, p. 294.

48.

Dok., April, p. 691.

49.

Le 26 mars, village de Dubna, près de Petrograd, *Dok., April*, p. 693.

50.

Cf. les résolutions de l'assemblée des paysans de la région de Samara ; elles règlent l'utilisation du sol jusqu'à ce que soit promulguée la nouvelle législation.

51.

Les 25 et 26 avril, in *Dok., April*, p. 637 et suiv.

52.

Village de Gorka-Vereiska, dans le gouvernement de Moscou, *Dok., April*, p. 630.

53.

Le 10 avril, village de Giblica, dans le gouvernement de Rjazan, *Dok., April*, p. 589.

d.

Les revendications des allogènes sont examinées au chapitre 5. Voir, en annexe, la « résolution » prise par les paysans de la région de Voronež : elle révèle bien les inconséquences de la pensée paysanne. (Document n° 23.)

54.

Cf. *CGAORSSSR*, 3, 1, le dossier 302.. Voir la carte, p. 420.

55.

Près de Samara et également près d'Archangelsk. *Dok.,* p. 687-689.

56.

Dok., op. cit., 20, p. 692.

57.

Nous reprenons ici la traduction des Editions sociales, *op. cit.,* 126, p. 97-98.

58.

Le 5 mars, in *Dok.. op. cit..* 20, p. 613-614.

59.

Le 6 mars ; officiers du 1er régiment de fantassins, *Dok.,* p. 617.

60.

Rapport du général Kaledine, armée du Caucase, *Dok., op. cit.,* p. 639.

61.

Voir les lettres de soldats, *GAORSSLo,* 7384, 9, les dossiers 143, 149, 244, 267, 564.

62.

Dok., p. 639.

63.

Pravda du 21 mars 1917.

64.

Dok., p. 613.

65.

Le 8 mars 1917, les soldats du 6e parc d'artillerie demandèrent au soviet de Petrograd s'il ne fallait pas considérer comme des provocateurs ceux qui parlaient de faire la paix ou soutenaient le point de vue des ouvriers en grève. *GAORSSLo,* 7384, 9, 244, 33.

66.

Souvent les matelots s'expriment avec plus de vigueur. Dès le 4 mars, ceux du centre d'essai d'Helsingfors « exigent que le gouvernement s'adresse officiellement au peuple allemand avec une *note* l'invitant à renverser le kaiser et à entamer des négociations de paix ». *CGIAL,* 1278, 5, 1329, 1 à 4.

67.

Dok., p. 627.

68.

C'est le cas, le plus souvent, lorsque la motion émane d'un soviet de soldats *et* officiers, par exemple celui de la 5e division d'infanterie, etc. *CGAORSSSR,* 1244, 1, 15, 111.

69.

Dok., p. 654.

70.

Voir, en annexe, la lettre d'un groupe de soldats de l'armée du Caucase.

71.

« Les officiers... n'ont rien compris au sens de notre révolution », notaient les soldats et sous-officiers de la forteresse de Kiev. *GAORSLo,* 7384, 9, 228, 7.

CHAPITRE V

LES « CAHIERS DE LA RÉVOLUTION RUSSE » LES ASPIRATIONS DES ALLOGÈNES[a]

« La révolution n'était pas vieille de vingt-quatre heures, écrit Cholguine, que déjà les Ukrainiens de la capitale s'organisaient pour présenter leurs revendications[1]. » Les musulmans de la douma se constituèrent en « bureau », convoquant un congrès pour le 1er mai à des fins identiques. Polonais, Lettons, Juifs, Finnois, etc., les suivirent, manifestant tous leur enthousiasme vis-à-vis de la révolution.

Les hommes politiques russes avaient des engagements à tenir vis-à-vis des allogènes. Ils avaient reconnu aux Polonais comme aux Finnois leur vocation à l'autonomie, voire leur droit à l'autodétermination (samostojatel'nost)[2]. Ils avaient toujours pris la défense des Juifs et des minorités opprimées ; toutefois il ne semble pas qu'ils aient pensé qu'il leur faudrait un jour appliquer à toutes les nationalités de Russie les principes dont ils s'étaient faits les avocats, ni honorer toutes leurs promesses en une fois. De plus, ils croyaient que les dispositions des allogènes vis-à-vis de l'État russe changeraient dans l'ambiance exaltante d'une révolution réussie.

1. L’ÉTAT RUSSE FACE AUX REVENDICATIONS DES POLONAIS ET DES FINNOIS

Le nouveau régime ne fut pas long à manifester ses dispositions libérales vis-à-vis des allogènes ; dès le 6 mars, le gouvernement provisoire publiait un « manifeste » rétablissant « l’ordre légal » en Finlande, c’est-à-dire le statut de 1899 ; admettant que l’autonomie de la Finlande était un fait acquis, il promettait d’étendre les droits de la *Seim* et du « gouvernement » finnois[3]. Les Finnois ne furent qu’à demi satisfaits ; ils constatèrent qu’en remettant en application, unilatéralement, des institutions du passé, le gouvernement provisoire se comportait en héritier du tsar-duc au lieu de proclamer la souveraineté du peuple finnois. À la *Seim*, l’opinion se divisa : dans l’élan de Février, le « bloc » socialiste, majoritaire, se déclara solidaire de la Russie nouvelle, il regretta seulement que le « manifeste » n’ait pas un contenu plus révolutionnaire[4] ; des organisations finnoises de Petrograd déclarèrent même « ne reconnaître le gouvernement provisoire que pour autant qu’il exécuterait les décisions du soviet[5] ». À Abo, les travailleurs proclamèrent leur solidarité « avec les frères russes », voulant « garder indissolubles les liens qui les unissaient[6] ». Toutefois, des socialistes finnois stigmatisèrent le conservatisme du gouvernement ; dès le mois de mars, quelques-uns entrèrent même en rapport avec les bolcheviks, tels Giuling, Vill et Kuusinen qui leur soumirent un projet d’accord entre la Finlande et la Russie ; indépendante, la Finlande se lierait à la Russie par une union indissoluble avec co-souveraineté pour les questions de paix, de guerre, de politique étrangère. Début avril, le social-démocrate Tokoi déclarait « qu’une victoire de la Russie dans la guerre ferait le malheur de la Finlande » ; il affirmait également la vocation « socialiste » du peuple finnois, au grand effroi de la bourgeoisie. Dès lors les socialistes n’eurent de cesse de réclamer l’indépendance de leur pays tandis que les représentants des classes censitaires faisaient l’itinéraire inverse : minoritaires à la *Seim*, « elles se raccrochèrent à la bourgeoisie russe comme à une planche de salut[7] ».

L’avenir de la Pologne semblait bien incertain : occupant le pays, Allemands et Autrichiens avaient reconnu son indépendance en novembre

1916 ; l'accord franco-russe du 11 mars[b] laissait à la Russie le soin de régler « à sa guise » le problème de ses frontières occidentales. Hostile à la séparation de la Pologne, Miljukov n'en reconnut pas moins, le 6-19 mars, que « la création d'un État polonais indépendant était le gage d'une paix durable ». Déclaration sans conséquence, puisque la décision définitive pouvait seulement émaner de l'assemblée constituante (russe) et puisqu'en attendant le nouveau régime était sans prise sur le territoire polonais[8]. Les Polonais ne s'y trompèrent pas, mais la chute du tsarisme fit alors exploser au grand jour les divergences qui avaient toujours fait la faiblesse de leur mouvement national[9] À Varsovie, le conseil d'État, assez lié aux puissances centrales, contesta à l'assemblée constituante russe le droit de décider de l'avenir de la Pologne[10] ; par contrecoup la gauche se rapprocha aussitôt du nouveau régime de Petrograd[11]. À l'inverse, en Russie, des soldats polonais exigèrent la constitution d'une armée nationale, distincte des forces russes, seule garantie réelle de l'indépendance ultérieure du pays[12]. Aussitôt, l'extrême-gauche, de tendance luxembourgiste, se prononça contre la formation d'un corps polonais, une menace pour la révolution[13] Hostiles à une certaine conception de l'indépendance, une partie des ouvriers polonais saluait déjà « la solidarité internationale du prolétariat[14] ». En avril et en mai, les motions hostiles à la constitution d'une armée polonaise autonome se multiplièrent[15] :

> « Camarades soldats… Ces messieurs les nationalistes polonais complotent contre la révolution. Ils appellent à la formation d'une armée polonaise comme si sa formation était la garantie de l'indépendance de la Pologne. En fait, ils poursuivent des objectifs contre-révolutionnaires ; cette armée doit semer la discorde entre les Russes et les Polonais, et, en cas de nécessité, jouer les gendarmes contre la révolution. La vraie guerre, c'est la guerre civile. C'est seulement par la guerre civile européenne que les peuples russe et polonais acquerront une véritable liberté et une véritable indépendance. Ni les promesses de Guillaume ou de Charles, ni les assurances du gouvernement provisoire ne pourront garantir l'indépendance de la Pologne ; pas plus l'armée polonaise, combattant sous le drapeau polonais, qui peut seulement renforcer les chaînes de l'esclavage, ici ou en Pologne.

« Camarades, méfiez-vous du piège que préparent les ennemis de la classe ouvrière ; ne devenez pas les gendarmes de la bourgeoisie ou les félons de la liberté. Restez dans les rangs de l'armée révolutionnaire russe, à la tête du mouvement révolutionnaire européen.

À bas cette supercherie.
À bas le militarisme.
Vive la paix et la fraternité des peuples du monde entier[16]. »

Au dire de Džerzinskij, le courant luxembourgiste resta minoritaire ; les « patriotes » n'en étaient pas pour autant plus unis, toutes les tendances s'excommuniant réciproquement. Au reste, ces querelles restaient sans portée pratique tant que le territoire polonais demeurait aux mains des forces centristes[17].

Le gouvernement provisoire n'avait pas fait la preuve, toutefois, qu'il était prêt à reconnaître l'indépendance de la Pologne ou de la Finlande : seule la constitution de corps militaires autonomes en eût témoigné ; mais les nouveaux dirigeants de la Russie espéraient pouvoir tempérer l'ardeur revendicative des allogènes en leur montrant qu'une ère nouvelle avait commencé, où ces garanties perdraient leur raison d'être. Ainsi, le gouvernement fit une « déclaration », le 19 mars 1917, en réponse à un appel du soviet de Petrograd qui avait demandé « que tous les allogènes puissent développer librement leur nationalité et leur culture ». Sa « déclaration » plus limitative énumérait les interdictions politiques et autres brimades dont les allogènes étaient victimes, puis elle les annulait. Ainsi, elle accordait à tous les citoyens de Russie la liberté de déplacement et de gîte, le droit de propriété, d'exercer toutes les professions, d'être entrepreneur, fonctionnaire, électeur, d'utiliser la langue nationale dans les écoles ou les contrats, d'avoir des établissements scolaires[18]. Cette déclaration libérait les allogènes de l'oppression dont, individuellement, ils étaient les victimes ; elle ne leur rendait pas cette « dignité collective » que leur aurait apportée la reconnaissance de leur « personnalité » nationale. Il est vrai qu'à long terme une telle reconnaissance portait en elle la désintégration de l'empire russe, éventualité à laquelle les nouveaux dirigeants n'étaient pas préparés.

Quelques concessions furent accordées à « ceux qui manifestaient de l'impatience[19] » : aux Lituaniens, le prince L'vov promit l'autonomie, et leur représentant, Ičas, reçut un sous-secrétariat à la fonction publique ; aux

Ukrainiens qui venaient de constituer une *Rada*, on déclara que les revendications de cette assemblée (ukrainisation de la fonction publique, nomination d'un commissaire aux affaires ukrainiennes, etc.), seraient soumises à la Constituante, qui déciderait souverainement de l'avenir du pays. Cette réponse fut adressée dorénavant à toutes les nationalités ; elle devint l'alibi de tous les refus, le prétexte de bien des reniements.

2. LA « NATION » JUIVE SE DÉSINTÈGRE

La déclaration du 19 mars 1917 avait été élaborée par référence aux revendications des Juifs, précise Miljukov[20] : cela ne signifiait pas qu'elle ait été écrite pour satisfaire leurs aspirations ou celles d'autres nationalités. Selon Kerenski, la « déclaration » visait essentiellement à affirmer les droits de l'homme et du citoyen, à indiquer que désormais ils régneraient dans la libre Russie[21]. Effectivement, rien ne permet de juger que la minorité juive de Russie ait considéré que la déclaration lui ait été destinée : les motions qu'elle adresse à Petrograd ne changent pas de caractère après le 19 mars[22].

À l'inverse, il apparaît que le succès de la révolution modifia le comportement des Juifs de Russie et transforma leur point de vue sur la question nationale : la physionomie du mouvement révolutionnaire et celle du mouvement national juif s'en trouvèrent bouleversées. Mis à part les Russes de confession juive, qui se considéraient comme des révolutionnaires – et rien d'autre –, de nombreux Juifs ignorèrent désormais leurs revendications de caractère national ou confessionnel pour se fondre dans la masse des nouveaux citoyens de la Russie : ainsi, les « travailleurs juifs de Tambov », les soldats juifs du 25e et 39e corps, etc., saluaient la révolution et se déclaraient « prêts à lutter jusqu'au bout pour instaurer la démocratie dans la liberté, l'égalité, la fraternité[23] ». D'autres manifestèrent leur confiance au nouveau régime et émirent des vœux de caractère culturel (écoles juives, etc.), sans plus passer par leurs organisations[24].

Les partis politiques juifs eux-mêmes furent pris dans ce mouvement de confiance et d'enthousiasme : le 2 mars, le parti socialiste-révolutionnaire territorialiste (S.E.R.P.) adressait une motion de vœux au gouvernement provisoire, dans laquelle la revendication essentielle du mouvement (un territoire) avait disparu[25]. Quant au *Bund* il faisait valoir que la compétence suprême « appartenait désormais à l'assemblée nationale constituante où les représentants du prolétariat juif feraient campagne avec ceux de la classe ouvrière tout entière[26] ». Ainsi, il plaçait, lui aussi, son combat sous l'égide de la révolution russe. Les dirigeants du *Bund*, il est vrai, avaient trop d'amis parmi les vainqueurs de Février pour douter de leur loyauté : eux-mêmes siégeaient au soviet, avec Erlih. La lutte du *Bund* et celle des révolutionnaires se rejoignaient, comme on l'espérait depuis des années. Plaçant toute sa confiance dans les organisations nées de la révolution, le

Bund s'intégra dans les luttes politiques du régime nouveau ; il doutait que les Juifs puissent désormais présenter des revendications spécifiques, sinon de caractère culturel ; encore seraient-elles satisfaites puisque tous étaient d'accord pour instaurer en Russie un régime authentiquement démocratique. La confiance placée dans l'avenir de la révolution n'explique pas, à elle seule, la position adoptée par les leaders du Bund : ils s'aperçurent qu'avec la chute du régime tsariste, leurs effectifs fondaient, beaucoup de travailleurs juifs se considérant comme pleinement citoyens, et militant désormais dans des organisations purement révolutionnaires : le centre de gravité du mouvement national juif bascula ainsi au profit des plus intransigeants, les sionistes, qui devinrent le groupe nationaliste le plus actif et le plus consistant[27].

Peu sensibles aux vertus propres de la révolution, les groupements sionistes voyaient seulement dans le changement de régime une occasion d'obtenir l'appui du gouvernement pour fonder un « foyer juif » en Palestine ; une occasion également de faire triompher la cause sioniste parmi les Juifs de Russie, lorsque se réunirait le congrès national juif, avant les élections à la Constituante[28]. Voilà précisément ce que les membres du *Bund* craignaient pardessus tout : au 10e congrès du Parti, ils lancèrent un cri de désespoir à l'adresse de leurs troupes dispersées dans les différents partis politiques russes ; il fallait qu'au congrès une majorité puisse faire triompher l'étoile du socialisme plutôt que celle de Sion :

> « Le 10e congrès juge nécessaire de poser qu'il considère la participation des ouvriers juifs au congrès national comme une occasion de discuter concrètement de la question d'autonomie culturelle-nationale et qu'il espère (sic) que les représentants du *Bund* combattront toute tentative de promouvoir toute autre politique nationale ou autre. »

Il ajoutait :

> « Les décisions du congrès juif ne sauraient être executives (littéralement : ne peuvent être obligatoires) pour la classe ouvrière : la décision finale est de la compétence de l'assemblée nationale constituante[29]. »

Ainsi le *Bund* pressentait qu'à un congrès pan-juif, les sionistes feraient bloc et exerceraient leur attraction sur les isolés qui, par leur présence, se

considéraient avant tout comme juifs : pour le *Bund*, le triomphe de la révolution fut une sorte de chant du cygne.

3. PAYS BALTES ET UKRAINE : ENTRE LA NATION ET LA RÉVOLUTION

Les Lettons de la capitale déclarèrent dès le 4 mars qu'ils étaient satisfaits de la motion du soviet sur la question nationale ; ceux de Moscou saluèrent à leur tour « le soviet et l'armée » ; ils décidèrent de « soutenir le gouvernement dans la mesure où il instaurerait une république démocratique, réunirait rapidement une constituante pan-russe, et garantirait à chaque nationalité, dont les Lettons vivant en Courlande, Livonie et dans les trois provinces de Vitebsk, le plein droit à l'autodétermination politique sur la base du suffrage universel[30] ». Aspirations révolutionnaires et revendications particularistes interféraient étroitement, comme il en alla souvent avec les motions des autres communautés baltes ou ukrainiennes vivant dans les grandes villes de Russie, et qui étaient souvent en rapport avec les organisations politiques. La situation était plus complexe sur le territoire même de ces nationalités.

En Lettonie, « l'union paysanne » mobilisa ses troupes la première ; enracinée dans les campagnes, elle représentait les intérêts les plus conservateurs, tenus en main par les « barons gris » de la Baltique. Elle se constitua en « conseil » où 12 paysans « sans terre » étaient neutralisés par 12 propriétaires, 4 « pomeščiki » 8 citadins, 4 représentants des professions libérales, 8 représentants des coopératives. Ce conseil émit des revendications nettement autonomistes, élaborées avec une grande précision ; de plus, il ne faisait aucune allusion aux réformes à instaurer en Russie[31]. Cette volonté séparatiste s'exprima plus ouvertement en avril, quand l'« union lettone », liée à « l'union paysanne », tint ses assises à Valk : elle exigeait la constitution d'une « république démocratique fédérative », « union des peuples et fédération des gouvernements » ; la Lettonie disposerait d'une diplomatie commune avec la Russie, mais aurait sa propre banque d'État. Au point 2, le projet précisait qu'en cas de conflit avec l'État russe la population lettone déciderait souverainement[32].

Le parti démocrate letton et le parti national-démocrate souhaitaient également la constitution d'une république fédérative de Russie ; leurs notions avaient, toutefois, une tonalité différente puisque le premier laissait à une assemblée constituante pan-russe le soin de délimiter la compétence des assemblées d'État, « comme en Suisse ou aux États-Unis » ; la seconde,

plus autonomiste, confiait à un tribunal fédéral l'arbitrage suprême en cas de contestation entre la Lettonie et le gouvernement central. Ces deux partis avaient une audience plus faible, semble-t-il, que l'union paysanne, ou que les sociaux-démocrates, relativement organisés dans les cités industrielles de Lettonie[33].

Soutenu par les paysans sans terre de Lettonie et Wolmar, par les tirailleurs lettons, par le bataillon de la garde Egerskij, le parti social-démocrate letton mettait plus l'accent sur la lutte révolutionnaire que sur la personnalité lettone. Il préconisait, certes, l'élection d'un parlement, mais compétent seulement pour les affaires locales ; selon l'observation de Dimanštein, au slogan « fédération », que lançait la droite lettone, la gauche opposait un autre slogan, « autonomie locale[34] ». Au 5e congrès social-démocrate de Lettonie, réuni seulement en juillet, les thèses défendues en séance montraient une parenté certaine avec celles de Lénine dès qu'il s'agissait du jugement porté sur les hommes de Février ; elles différaient quelque peu sur la question de l'avenir de la Lettonie, où l'emporta un point de vue plus « luxembourgiste » défendu par Stucka et adapté aux exigences particularistes d'une bonne partie de la population. Ainsi, les résolutions du 5e Congrès posaient que :

> « Dans l'intérêt du prolétariat letton, l'assemblée se déclarait décidément pour une Lettonie une et indivisible (c'est-à-dire réunissant la Livonie, la Courlande, la Latgalie) et exigeait catégoriquement pour la Lettonie l'autonomie politique, c'est-à-dire les pouvoirs locaux, tant dans le domaine politique qu'économique ou administratif. »

La compétence de la *Seim* était ainsi définie :

> « Elle serait souverainement constituante en matière locale, ce qui lui donnerait des fonctions administratives et législatives dans la mesure où cela concernait la vie locale. Le lien avec le pouvoir central de Russie passerait par la Seim, auprès de laquelle siégerait un émissaire du parlement central, sans pouvoir sur la législation[35]. »

En outre, reprenant les anciennes thèses bolcheviks sur le centralisme, la motion commandait l'envoi de camarades lettons au comité central russe « car il fallait que s'unissent toutes les forces social-démocrates internationalistes hostiles au social-chauvinisme ». Dans un article de

Zihna, P. Stucka précisa la pensée des bolcheviks lettons. Le jour où s'instaurerait en Russie un régime véritablement démocratique, la représentation des intérêts particuliers de chaque petite nation serait assurée au parlement central et ses vœux comblés. « Qui peut le plus, peut le moins », expliquait Stučka : les lois votées au centre n'avaient aucune raison d'être « doublées » localement par des lois équivalentes, dues aux mêmes élus ; un conflit entre un parlement local et le parlement central n'avait pas plus de sens, car on n'imaginait pas une république lettone liée à une monarchie russe ou l'inverse. Ainsi, les avocats de la fédération étaient, en réalité, des séparatistes ; or s'isoler de la Russie sous-entendait des arrière-pensées réactionnaires puisqu'à Petrograd allait bientôt l'emporter la république des soviets.

Toutes les forces de gauche se rallièrent en fin de compte à cette thèse autonomiste, soutenue également par l'assemblée terrienne de Livonie, la douma municipale de Riga, etc. Zalit la défendit, plus tard, à l'assemblée de Moscou : elle voulait attester de la volonté des Lettons de rester solidaires de leurs frères russes[36].

En réalité, les sentiments anti-russes de la population, qui remontaient à une tradition ancienne, tout comme les sympathies contre-révolutionnaires et pro-allemandes des barons et des paysans lettons s'exprimèrent bruyamment lorsque les troupes du Kaiser firent leur entrée dans Riga, en septembre 1917. Celles-ci reçurent un accueil qui donnait une mesure exacte de l'influence des sociaux-démocrates, faible même dans les grandes villes[37].

En Estonie, la proximité de Petrograd jouait en leur faveur et constituait un obstacle à l'expression du sentiment national ; on n'en hissa pas moins le drapeau bleu, noir et blanc à Dorpat, mais les interventions en faveur des libertés esthoniennes furent timides et tardives : le terme « autonomie locale » n'apparut même pas[38]. Le ministre de l'Intérieur promulgua en mars un décret qui accordait à l'Éstonie le statut de *zemstvo* ; au paragraphe 12, il y était précisé que l'usage de la langue russe était obligatoire pour les actes administratifs et législatifs. La réaction des Éstoniens ne se fit pas attendre. Animée par le maire de Revel, une campagne de pétitions suivit, à laquelle souscrivirent les organisations sociales depuis les clubs de football jusqu'aux associations de joueurs d'échecs. « On n'a pas à faire des pitreries avec les victoires de la révolution », commentait *Kiir,* quotidien social-démocrate de la capitale estonienne ; la gauche craignait, en effet,

que le suffrage indirect en application dans les zemstva n'assure une sur-représentation à la bourgeoisie, qui, grâce à ce décret du gouvernement provisoire, mènerait à sa guise le congrès pan-estonien que le maire de Revel avait convoqué pour le début de l'été. Animés par les bolcheviks, les sociaux-démocrates d'Éstonie protestèrent contre la validité de ce statut « octroyé et peu démocratique » ; ils furent suivis par les ouvriers terrassiers, les artisans tailleurs, les Éstoniens de Petrograd, etc. Le soviet apparut comme le rival de la future assemblée de Revel[39]. Quand celle-ci se réunit, début juillet, il apparut que sa représentativité n'était pas contestable, puisque le soviet y envoya des délégués et que les bolcheviks firent acte de présence, à vrai dire pour demander des comptes à la commission des mandats et pour diffuser leur programme agraire. Le rapport des forces jouait néanmoins en faveur des socialistes, puisque 30 % des électeurs votèrent pour des partis politiques russes, ce qui ajoutait au poids des effectifs de la gauche estonienne. Le 3 juillet, l'assemblée nationale estonienne en tenait compte : tout en se prononçant en faveur d'une république fédérative. elle laissait à l'assemblée constituante russe le soin d'établir le projet. Elle exigeait seulement que le gouvernement reconnaisse le droit des peuples de Russie à l'autonomie et qu'il introduise immédiatement la langue estonienne dans les textes officiels. Exigences bien modestes ; les nationalistes en formulèrent de plus grandes, après octobre, quand les bolcheviks prirent le pouvoir[40].

En Lituanie, les revendications nationales s'exprimèrent plus ouvertement. Depuis 1915 le pays était en grande partie occupé par les troupes allemandes. Les autorités d'occupation laissaient éditer le *Dabertis*, quotidien en langue lituanienne ; elles espéraient pouvoir constituer, la guerre gagnée, un grand-duché de Lituanie, « indépendant, avec l'empereur d'Allemagne comme duc ». Selon Erzberger, les émigrés lituaniens de Suisse ne désapprouvaient pas tellement ce projet, que désavouaient les Lituaniens vivant aux États-Unis[41]. En Russie, catholiques et sociaux-démocrates lituaniens s'étaient mis d'accord pour constituer un conseil national qui, dès le 13 mars, fit connaître ses exigences, la constitution d'une « Lituanie unifiée, unité administrative indépendante ». Un comité provisoire se constituait, qui invitait les minorités juive, polonaise, etc., à lui envoyer des représentants, pour préparer la réunion d'une assemblée constituante, habilitée « à définir les formes du gouvernement lituanien comme ses relations avec les nationalités voisines ». « Cela était dit

discrètement, mais les prétentions allaient plus loin », note Miljukov. Effectivement, les Lituaniens déclaraient bientôt que « seul un congrès international de la paix pourrait décider souverainement de l'avenir du pays[42] ». Ces vues étaient celles de la droite : à la première réunion de la *Seim* provisoire, réunie en juin à Petrograd, elle l'emporta par 140 voix contre 128 sur la gauche, gauche qui, en Lituanie, allait presque jusqu'aux Cadets et qui eût souhaité que la séparation se fît dans la bonne entente avec le gouvernement de la Russie nouvelle. La gauche fit alors scission, ralliant les unitaires, proches des cadets : pour elle, les aspirations de caractère national passaient par la victoire préalable des idéaux de la révolution[43]. Il en allait de même en Ukraine, mais, dans ce pays, la présence d'une forte bourgeoisie urbaine amena la gauche à adopter une attitude différente.

Tandis qu'à Petrograd, les Ukrainiens constituaient une fraction au sein du soviet, les organisations nationalistes de Kiev instituaient un conseil central ukrainien, ou *Rada ;* au départ, cette *Rada* représentait un groupe d'intellectuels sans rapports directs avec les partis politiques. Ses animateurs, la plupart membres de la vieille « Société des progressistes ukrainiens », avaient vraisemblablement des arrière-pensées autonomistes, mais, publiquement, elle n'avait réclamé jusque-là que la liberté pour l'Église uniate et les revendications culturelles juridiques ou administratives habituelles[44]. Le premier acte de la *Rada* fut de saluer le prince L'vov et « le cher camarade Kerenski » ; l'appel qu'elle lança ultérieurement allait beaucoup plus loin :

> Ukrainiens, citoyens, camarades,
> « Ce jour heureux est arrivé où l'Ukraine, soumise depuis des siècles, commence comme une nouvelle vie. Soutenez le nouveau régime car c'est lui qui apporte la liberté à l'Ukraine. Préparez-vous à l'assemblée nationale constituante, où la voix du grand peuple ukrainien doit retentir à l'unisson pour défendre l'autonomie de notre terre natale et la constitution d'un État fédéral[45]. »

Cette proclamation, lancée dans la langue de Ševčenko, eut un tel retentissement que toutes les organisations politiques de Kiev s'y rallièrent, sociaux-démocrates y compris. La *Rada* les invita à se réunir en un conseil national : décidément, elle prenait en main le destin de la nation ukrainienne.

Dès le mois d'avril, son président, Hruševskij, naguère si modéré, déclarait :

> « Nos revendications d'il y a un an ne correspondent plus à nos besoins, à une solution de la question ukrainienne. À l'heure présente, il n'y a plus de problème ukrainien ; il y a un grand peuple ukrainien, libre, et qui construit son avenir dans des conditions nouvelles, celles de la liberté[46]. »

Aussitôt après, l'union progressiste organisait une manifestation où l'on demandait au gouvernement provisoire de réunir rapidement la constituante, « pour qu'elle confirme l'autonomie de l'Ukraine[47] ». Les autres organisations durent suivre, encore une fois, les socialistes-révolutionnaires ukrainiens réclamant désormais la réunion d'une constituante ukrainienne, et les sociaux-démocrates recommandant seulement de « maintenir l'unité avec les camarades de Russie[48] ». La conférence nationale se réunit début avril reprenant à son compte ces revendications ; des accents nouveaux s'y firent entendre ; des orateurs souhaitaient la présence d'Ukrainiens à la conférence de la paix et s'opposaient aux prétentions territoriales des Polonais sur le nord-ouest du pays[49]. Ainsi, un mécanisme irréversible semblait être mis en marche. La classe ouvrière, liée à la social-démocratie, ne pouvait le freiner car elle n'était consistante qu'à l'est du pays et elle ne formulait que des revendications d'ordre social. Or c'est à Kiev et dans les campagnes que battait le cœur de la patrie ukrainienne. « La paysannerie représente notre plus gros soutien », disait Vinnišenko, un des leaders de la social-démocratie ukrainienne, « pas la paysannerie pauvre, peu nombreuse, mais la paysannerie aisée et consciente ». Celle-ci désirait essentiellement prendre possession des grands domaines appartenant le plus souvent à des nobles d'origine polonaise : sur la proposition des S.R. ukrainiens, le soviet de Kiev se prononça en faveur de la constitution d'une sorte de fonds régional terrien, qui procéderait à la nationalisation des grands domaines, et non à leur socialisation. Un tel projet ne pouvait qu'accentuer l'orientation séparatiste du mouvement ukrainien, peu enclin à voir Petrograd décider souverainement de l'avenir des campagnes ukrainiennes : « Nous n'étions socialistes que de nom, admet Vinnišenko ; en réalité nous étions des démocrates, des républicains, pas des socialistes[50] ». À Kiev, les soldats régnaient en maîtres ; conscients de leur particularisme, ils rappelaient volontiers le rôle éclatant que le régiment de Volhynie avait joué pendant la

révolution et réclamaient la constitution d'une armée ukrainienne « pour délivrer la Bukovine et la Galicie[51] ». Ils manifestèrent ainsi en faveur « de la guerre à outrance » : à Petrograd, ce fut inattendu ; à Kiev, constituant un régiment de volontaires, le Bodan Khmelnickij, cela apparut comme un défi au soviet, russe en majorité, où l'on venait de se prononcer en faveur de la paix « sans annexions ni contributions[52] ». Furieux d'apprendre que les Polonais avaient obtenu de Gučkov la constitution de contingents militaires séparés, les soldats ukrainiens firent connaître leurs sentiments, lors de la réunion du premier congrès militaire, « représentant les 994 300 soldats ukrainiens qui servaient dans l'armée[53] ». On y reprit le langage de la *Rada*, de la. *Rada* armée[54].

En Biélorussie, le mouvement autonomiste n'avait ni cette force ni cette détermination. Peu représentative, l'assemblée qui se réunit à Minsk, le 15 mars, comprenait une quinzaine de personnes[55]. Les autres formations proprement biélorussiennes ne réunirent ensemble que 29 000 voix, à peine plus que les bolcheviks[56]. Dès le mois d'avril, il apparaissait que les efforts du clergé pour susciter la création d'un mouvement national avaient échoué ; les populations se tournaient vers les partis politiques russes, socialistes-révolutionnaires surtout, dont l'assemblée paysanne adopta le programme agraire dès le mois d'avril 1917[57]. À cette date, ni les Allemands de la Volga, ni les Mari n'avaient davantage le sentiment bien net de leur conscience nationale. Il n'en allait pas de même des peuples du Caucase.

4. AU CAUCASE, LE SENTIMENT NATIONAL À L'ÉPREUVE DE LA GUERRE ET DE LA RÉVOLUTION

Les patriotes arméniens et géorgiens savaient parfaitement qu'en cas de défaite de la Russie, ils auraient à subir le joug des Turcs ; que, leur pays devenu indépendant, ils vivraient sous la menace des Azeris, largement majoritaires le long de la Caspienne, ou des montagnards ossètes ou dagestanais : aussi étaient-ils rarement séparatistes. Ils n'adoptèrent pas pour autant une attitude identique vis-à-vis de la révolution de Février, la composition de la population et la nature de ses activités étant différentes en Arménie et en Géorgie.

En Arménie, la révolution changea du tout au tout les perspectives de la veille : le *Dashnaksutium* avait envoyé une mission secrète en Occident, durant l'été de 1915, pour défendre la cause de l'Arménie à la conférence de la paix[58]. Avec la chute de Nicolas II, ces aspirations furent reléguées au second plan : les hommes de Février avaient su abattre le tsarisme, ils sauraient bien résoudre la question nationale en Arménie. Le *Dasnaksutium* recommandait désormais la patience, en accord avec le comité arménien de Petrograd, favorable à une solution extra-territoriale : on n'en fixait plus le cadre ; il est vrai que les Arméniens les plus actifs, commerçants pour la plupart, étaient dispersés dans toute la Russie[59].

La révolution rapprocha, également, les Géorgiens des révolutionnaires russes.

À Tiflis, au début du mois de mars, le grand-duc Nicolas reçut les mencheviks Žordanja et Ramišvilij, leaders du soviet de la ville. Il les félicita « d'être du côté de l'ordre »[60]. Effectivement, comme l'avait prévu Žordanja, le changement de régime s'était effectué dans le calme puisque la révolution n'avait pas été l'affaire d'une classe mais de la population tout entière[61]. Les sociaux-démocrates savaient le rôle que leurs campatriotes Čkeidze et Ceretelli jouaient dans la capitale, les autres familles du socialisme étaient également gagnées aux nouvelles institutions[62]. L'unanimité ne régnait pas pour autant, tous les Géorgiens n'ayant pas les mêmes raisons de se réjouir. Ainsi, les fidèles crurent que, l'exarque russe chassé, les évêques géorgiens prendraient leur place ; la commission

gouvernementale nommée pour le Caucase (Ozakom) les détrompa. Il ne fallait rien changer à la situation actuelle des églises tant que n'aurait pas statué l'assemblée constituante. Il n'en fallait pas plus pour réveiller les susceptibilités des patriotes géorgiens, pour donner un aliment aux milieux conservateurs[63]. Ceux-ci, inflents dans les campagnes, rappelèrent dans le journal du parti national-démocratique, *Sakartvelo*, que la Géorgie avait droit à l'autonomie administrative et politique ; en Suisse, leurs répondants du comité national télégraphiaient à Petrograd pour demander la réunion d'une constituante géorgienne[64]. Dans les garnisons, des soldats exigeaient d'être formés en contingents géorgiens séparés. « Cela ne peut que favoriser la réaction », jugeaient les soldats révolutionnaires de Koutais et de Tiflis[65].

Ainsi, s'opposaient déjà les villes et les campagnes. Celles-ci, tenues en main par les grands propriétaires, considéraient que le destin de la Géorgie devait se décider en Géorgie même ; celles-là, menées par les soldats et les ouvriers, estimaient qu'à Petrograd on le réglerait d'autant mieux, que, précisément, des Géorgiens se trouvaient placés à la tête de l'État. En fait, la position des socialistes était plus précaire que ne le laissaient supposer les apparences. En ville, on se détacherait vite du nouveau régime, s'il ne libérait pas la petite bourgeoisie de la concurrence arménienne. Dans les campagnes, les grands propriétaires expliquaient aux plus petits que leur lot s'accroîtrait dès qu'on aurait chassé les colons russes. Des raisons identiques animaient les allogènes de Sibérie[66].

5. LES ALLOGÈNES DE SIBÉRIE ET LES POPULATIONS MUSULMANES

Grâce au télégramme Bublikov, les confins les plus éloignés de la capitale eurent connaissance de la chute du tsar dès le 4 mars. Moins de quarante-huit heures plus tard, à Čita (Tchita), une assemblée BURIATE-MONGOLE se réunissait, décidait de soutenir le gouvernement provisoire, revendiquait la création d'une *Seim,* dotée de pouvoirs législatifs et l'autonomie territoriale. Les Buriates-Mongols demandèrent également avec vivacité que leur soient rétrocédées les terres confisquées lors de la construction du Transsibérien. Assez curieusement, ils proposaient que la compétence de leur *Seim* s'étendît aux Tunguzes et aux Kazakhs parlant le mongol si ceux-ci désiraient se solidariser avec ces exigences de caractère national[67].

Les IAKOUTES n'avaient pas une conscience aussi vive de leur solidarité nationale. Ils saluaient les « camarades russes », demandaient une paye régulière, une distribution plus équitable du thé et surtout qu'on s'occupe des enfants pauvres et des orphelins « sans distinction de sexe ou de nationalité ». Malgré les efforts d'Ordžonikidze, ils ne revendiquaient rien de plus que l'égalité dans la misère avec les Russes et le droit d'être instruits dans leur langue[68]. Prières modestes, pitoyables, sans rapport avec les exigences des musulmans qui crurent que le rêve de l'unité pan-touranienne allait se réaliser.

Avec la révolution de Février, les aspirations des populations musulmanes s'exprimèrent au grand jour : très vite, le chaud et le froid de la révolution donnèrent naissance à des schismes plus graves que les querelles de la période antérieure. Ils durèrent jusqu'à la fin de la guerre civile.

Ce furent les milieux les plus modérés – les députés musulmans de la douma – qui prirent l'initiative d'une réunion des « états généraux » de la nation musulmane de Russie, convoquant un congrès, pour le 1er mai, à Moscou[69]. Voulaient-ils prendre de vitesse les autres courants de l'opinion musulmane en ayant, dès le départ, les affaires en main ? Quoi qu'il en soit, leurs perspectives restaient limitées : à la réunion publique qu'ils organisèrent, le 7 mars, à Petrograd, ils observaient que « dans leurs déclarations, les organes du régime nouveau ne faisaient pas état de la liberté de conscience[70] ». Mais le gauchissement de l'opinion s'opéra à une allure telle que très vite les initiateurs du mouvement – Maksudov, Calikov,

Safarov – furent dépassés, tout comme les représentants de l'*Alaš-Orda*, solidaires des Cadets[71] : une motion du groupe musulman de la douma désavouait Maksudov et faisait savoir que « les Musulmans de Russie ne suivaient pas le slogan de la guerre à outrance jusqu'à la conquête de Constantinople et des détroits ; mot d'ordre qui ne parle guère du droit sacré des peuples, la liberté, mais prouve au contraire que le parti Cadet applique deux mesures différentes, l'une aux peuples d'Europe et l'autre aux peuples d'Asie, en particulier aux Turcs[72] ».

Dans tout l'empire, on se prépara alors activement aux grandes assises de mai ; en un mois, une dizaine de congrès préparatoires tinrent séance[73]. Le congrès se réunit du 1er au 11 mai 1917, à Moscou : plus de 900 délégués y assistèrent, représentant tous les peuples musulmans de Russie proportionnellement à leur importance, ainsi que des associations culturelles, les représentants des militaires, des professeurs, etc.[74]. Le præsidium comptait 12 personnes dont 6 Tatars (3 de Kazan-Orenburg et 2 de Bakou), 1 Baškir, 1 Ossète, 1 Turc de Crimée, 1 Sarte et 1 Kirghiz ; parmi ces douze, Selima Jakubova, la première femme à présider un congrès national dans l'histoire de l'Islam contemporain[75].

Ce fut d'ailleurs le statut de la femme qui donna lieu aux premières passes d'armes entre conservateurs et progressistes. Ceux-ci l'emportèrent grâce à l'action des délégations féminines que les membres du clergé avaient vainement voulu exclure de la salle des séances. La motion qu'ils firent adopter traduit mieux que toute autre les aspirations librement exprimées de la femme en pays d'Islam russe : l'égalité absolue entre les hommes et les femmes, même en matière politique, « car elle est conforme aux Écritures » ; la suppression de la claustration des femmes, « on ne la trouve pas dans le Coran » ; le libre consentement des filles au mariage, la fin de la polygamie, la suppression des maisons de tolérance, etc. (Voir le texte complet en annexe.) Plus de deux cent cinquante mullahs protestèrent bruyamment au nom de la morale contre l'adoption d'un tel programme : ils furent battus. Ainsi la Russie se trouvait devenir, grâce à sa minorité musulmane, le pays qui allait prendre les mesures les plus audacieuses dans le sens de la libération de la femme[76]

D'autres résolutions furent adoptées, pour soutenir la séparation de l'Église et de l'État, l'enseignement en langue arabe et en langue russe. On adopta également un programme de réformes sociales assez semblable à celui que préconisaient les socialistes russes de toutes tendances[77].

Le grand débat porta sur la solution politique à apporter au problème national musulman[c]. Face à face se trouvèrent groupés, pour la première fois, les « unitaristes » et les « fédéralistes ». Les premiers se rallièrent à cette motion d'Ahmed Salikov, un Ossète, de tendance menchevik :

> 1. L'organisation de l'État russe sur une base fédérative-territoriale rend difficile la solution à apporter à la question agraire, car cela ne pourra que freiner la constitution d'un fonds national terrien, destiné à être distribué aux paysans musulmans. Dans les régions périphériques, ce fonds peut être utilisé à des fins de colonisation, mais on doit mettre fin à la politique pratiquée par les colons russes aux dépens des indigènes. Les excédents – une fois que la population indigène aura eu sa part de terres garantie – doivent servir de fonds de réserve pour la population locale, qui se trouve habiter dans le voisinage. Une telle solution à la question agraire ne peut être prise qu'à l'échelle de l'État.
> 2. Dans lesdits États musulmans, les travailleurs ne sauraient bénéficier de la législation sociale pan-russe, puisque, par définition, dans un système d'autonomie territoriale, elle variera d'État à État. Ainsi, dans les régions orientales, l'immaturité comme la non-organisation de la classe ouvrière la maintiendront dans d'abominables conditions d'exploitation et de dépendance. Il leur faudra livrer des combats difficiles avant que la législation de l'État décrète les huit heures, les assurances sociales, les garanties aux mutilés et aux chômeurs, et autres mesures nécessaires.
> 3. Le fédéralisme territorial conduit à la cassure de l'Islam. Chaque État, naturellement, essaiera de se refermer sur sa propre Église, ce qui freinera l'union des Chiites et des Sunnites et favorisera l'apparition d'hérésies.
> 4. Le fédéralisme territorial rendra difficile au Turkestan et au Caucase l'émancipation de la femme car la législation sera faite par les hommes, habitués à la regarder comme une esclave.
> 5. Le fédéralisme territorial ne résout pas la question nationale. Il suscitera au contraire une multitude de problèmes locaux. Par son application les musulmans perdront des centaines de milliers de concitoyens qui se trouvent dans les États russes et seront ainsi russifiés.

6. Le fédéralisme territorial brise politiquement le front des musulmans, unis du point de vue culturel. Il isole les différentes branches de la population ; cela rend aléatoire la réalisation des deux grandes tâches de l'Islam russe : la renaissance de la grande culture musulmane d'Asie et la libération des peuples musulmans opprimés par la population européenne.
7. Le fédéralisme territorial, dans les régions orientales, ne profite qu'aux classes dirigeantes : khans, beks baev et autres représentantes de la bourgeoisie des villes et de la partie réactionnaire du clergé qui utilisent l'impréparation et l'inculture des masses qu'elles mettent à profit pour prendre le pouvoir et perpétuer, sur de nouvelles bases, l'exploitation et l'assujettissement de naguère[78].

Cette motion correspondait aux aspirations de la bourgeoisie tatare de Kazan qui pensait bien prendre en main le destin des musulmans de Russie. Mais elle eut contre elle ceux qui ne voulaient pas tomber sous la dépendance des Tatars (Baškirs, Uzbeks, etc.), ceux qui jugeaient que l'autonomie leur permettrait mieux de régler leurs propres problèmes (Azeris), ceux aussi qui, voyant plus loin, cherchaient d'une façon ou d'une autre à se détacher de l'État russe ; ceux-là rêvaient de l'indépendance, ou encore nourrissaient un idéal pan-turc ou pan-touranien. Cette motion avait également contre elle ceux qui la jugeaient insuffisante d'un point de vue révolutionnaire ; ils jugeaient également que son adoption consoliderait le régime de collaboration de classes. La motion fut aussi repoussée par une coalition assez hétéroclite, qui rassembla 490 voix contre 271 en sa faveur. Le Congrès adopta par contre, par 446 voix contre 171, la motion « fédéraliste » présentée par M. A. Rasul-Zade, de Bakou :

1. Le Congrès pan-russe des musulmans juge que la solution la plus favorable aux intérêts des populations musulmanes est la république démocratique fédérative à base territoriale. Seules les nationalités ne possédant pas de territoire déterminé devront jouir de l'autonomie nationale culturelle.
2. Pour régler les problèmes religieux et culturels communs et pour coordonner l'action des nationalités musulmanes, il sera créé pour toute la Russie un organe pan-musulman ayant des fonctions législatives[79].

La réalisation du point n° 2 impliquait la constitution d'un organe central provisoire. En le composant sans attendre, le Congrès manifestait sa volonté de ne pas rompre avec les minoritaires. Mais les Tatars, maintenant, n'y étaient qu'en petit nombre et, avec les décisions prises à Moscou, se trouvait brisée net cette unité musulmane qui n'avait pas résisté à l'épreuve des faits. Le triomphe du particularisme signifiait la faillite du rêve pan-musulman, tel que le concevaient les Tatars, Mais la bataille qui s'était livrée à Moscou avait fait apparaître une autre ligne de clivage, inexistante avant 1917 : celle qui opposait les nationalistes réformistes aux révolutionnaires, qui voulaient les dépasser et poser les fondements d'un « panislamisme extrémiste ». (Bennigsen-Quelquejay.) Leurs trois objectifs essentiels étaient :

1. La lutte contre la féodalité tatare et le traditionalisme musulman ;
2. La libération nationale des Musulmans de la domination russe ;
3. L'extension du socialisme à tout le monde de l'Islam.[80]

À vrai dire, ces derniers n'étaient pas encore très nombreux : derrière Mulla-Nur Vahitov, de Kazan, ils pratiquaient volontiers l'unité d'action avec les bolcheviks ; bientôt ils aidèrent au triomphe de la révolution d'Octobre.

Les mesures prises les premiers jours par le gouvernement provisoire étaient nécessaires ; aucune n'était suffisante. Le gouvernement tirait des traites sur l'avenir de la Finlande et de la Pologne, nul ne pouvait assurer qu'elles seraient honorées. Il avait versé quelques promesses au crédit de l'Ukraine et de la Lituanie, appliqué à l'Estonie le statut de zemstvo, proclamé les droits individuels de tous les citoyens, lancé un appel à leur confiance ; l'assemblée constituante ferait le reste. Un certain nombre de Juifs, même bundistes, pouvaient se satisfaire de ces mesures, les Arméniens également, qui partageaient le même idéal que les hommes de Février, et naturellement la fraction géorgienne que les circonstances avaient portée au pouvoir. La bourgeoisie tatare de Kazan, sympathisante au départ, s'irrita des propos de Miljukov sur les Turcs et sur Constantinople ; de nombreux sociaux-démocrates, finnois ou baltes, suivirent, pour des raisons semblables, un itinéraire identique. Pour beaucoup d'allogènes, l'acquiescement au programme des hommes de Février était d'autant plus difficile que, les Ukrainiens mis à part, ils n'avaient guère participé au succès de la révolution. N'ayant pas gagné eux-mêmes leur liberté, ces

allogènes voulaient affirmer leur existence, ce qui raidit leurs positions. Ceux que la révolution effrayait se muèrent en nationalistes intransigeants. Ainsi, ils ne reconnurent pas à la Constituante (russe) le soin de légiférer pour tout l'Empire, ou bien ils ne considérèrent pas le gouvernement provisoire comme un interlocuteur valable. De toute façon, les uns et les autres exigèrent des garanties, notamment le droit de constituer une force militaire séparée. Les militants les plus révolutionnaires y étaient hostiles ; mais tous jugeraient le nouveau régime à son attitude sur cette question, qui, pour les allogènes, joua le rôle d'un test.

a. Sur leurs revendications avant 1917. voir le chapitre 3, p. 158 et suivantes.

1. Cholguine, *op. cit.,* 392, p. 54.

2. *K.A.,* 1927, V. p. 124.

3. Kutusov, *op. cit.,* 25, 1, p. 72 ; Dim., *op. cit.*. 349, p. 68 et 69 ; Miljukov, *op. cit.,* 132, p. 141.

4. Soderhelm Henning, *The Red insurrection in Finland,* 1919, p. 16.

5. *Izvestija* du 8 mars, p. 8.

6. *Golos pravdu* (de Kronstadt), in *Dok., op. cit.,* 20, p. 731, le 19 mars 1917.

7. Dim., *op. cit.,* 349, p. 204-208.

8. *K.A.,* 1927, V, p. 114 ; voir également Filaciewicz, *op. cit.,* 358. 8[b].

9. Le gouvernement reçut néanmoins des télégrammes de remerciement ; cf. *CGAORSSSR,* 3, 1, 364, 178 et suivantes.

10. Filaciewicz, op. *cit.,* 358, p. xx et 154.

11. *Dok. pol., op. cit.,* 356, p. 36-38.

b. Nouveau style.

12. *Dok., April., op. cit.,* 21, p. 697 et suivantes.

13. *Dok. pol.,* p. 39-40. Par exemple, elle refuse de participer aux manifestations prévues par les organisations « nationales » pour le 26 mars, à Moscou.

14. *Izvestija* du 4 mars 1917, p. 5.

15. *Dok. pol.,* p. 51-52.

16. Motion des sociaux-démocrates polonais de Krasnojarsk, citée in *Dok., April, op. cit.,* 21, p. 720.

17. *Dok. pol.,* p. 53. Les calculs politiques de Miljukov concernant la Pologne ont été analysés avec plus de détail in Ferro, *op. cit.,* 370.

18. Miljukov, *op. cit.,* 132, p. 62. Voir le texte en annexe.

19. L'expression est de Kerenski.

20. Miljukov, *ibid.,* p. 62.

21. Entretien avec Kerenski, septembre 1963.

22. Seule exception, les Juifs de Moscou. *CGAORSSSR,* 3, 1, 364, 171.

23. *Izvestija* du 12 mars 1917 ; *GAORSSLo,* 7384, 9, 143, 60 et 7384, 9, 161, 17.

24. *Izvestija* du 22 mars 1917.

25. *Izvestija* du 8 mars 1917.

26. Dim., *op. cit.,* 349, p. 277-279 et *Izvestija* du 9 avril 1917.

27. Les télégrammes émanant du *Poale-Zion* submergent en nombre ceux du *Bund.* Cf. *CGIAL,* fonds 1278 et *GAORSSLo,* fonds 7384.

28. Dim., *op. cit.,* 364, p. 379, en mai. Pendant les premières semaines de la révolution, toutefois, quelques sections du *Poale-Zion* (à Poltava, à Gomel, etc.), s'étaient ralliées à une solution « russe » du problème juif. *GAORSSMo,* 66, 3, 292, 42 et 51, etc.

29. Dim., *op. cit.*. p. 379.

30. *Izvestija* du 4 mars 1917 ; les Lettons de Pskov demandèrent également la « libération » de la Courlande ; cf. *CGAORSSSR,* 3, 1, 364. 142.

31. *Dok., op. cit.,* 20, p. 716.

32. *Ibid.,* p. 716-721 et Dim., *op. cit.,* 364, p. 230.

33. *Ibid.,* p. 234.

34. *Ibid.,* p. 225 ; *Dok., op. cit.,* 21. p. 706-710 ; Dim., *op. cit.,* 364, p. 224-225.

35.

Dim., *op. cit.*. 364, p. 239 et suiv.

36. *Ibid.*, p. 241.

37. Voir la séquence du film *La Grande Guerre* (Paris, 1965, Pathé) consacrée à l'entrée des Allemands à Riga. (*Trente ans d'Histoire*, Paris, 1964, Pathé.)

38. *Dok., op. cit.*, 20, p. 726.

39. Dim., *op. cit., passim.*

40. *Reč* du 14 juillet 1917.

41. *Doc. Ker., op. cit.*, 35, p. 407.

42. Dim., *op. cit.*, 364, p. 261-263.

43. *Novaja Žizn'* en donne un compte rendu, reproduit in *Dok., op. cit.*, 22, p. 462.

44. L'« Union des Ukrainiens progressistes » envoya un aide-mémoire complet au gouvernement en mars. *CGAORSSSR*, 3, 1, 35, 1 à 4. Voir également Cholguine, *op. cit.*, 376, p. 57 et suiv.

45. Textes in Dim., *op. cit.*, p. 132.

46. Cité par Pipes, *op. cit.*, 365, p. 54.

47. Dim., op. *cit.*, p. 134.

48. *Dok., op. cit.*, 20, p. 730 ; Dim.. p. 132-138.

49. *Ibid.*, p. 136-137.

50. Kutusov, op. cit.. 25, p. 192; Dim., op. cit p. 122-124 et 138; Pipes, op. cit., 365, p. 57.

51. Les « progressistes » avaient pris position sur ce point ; cf. *Dok.*, p. 730.

52. *Izvestija* du 14 mars, p. 6. Il y eut également des manifestations en faveur de la pais ; émanant de sociaux-démocrates, mais les manifestations dans ce sens n'avaient rien d'exceptionnel ; cf. *Izvestija* du 7 mars, etc. Voir le chapitre 6 du présent ouvrage.

53. *Dok. Mai*, 445. *Dok. Mai, op. cit.*, 22, p. 445. Les aviateurs ukrainiens se prononcèrent dans le môme sens ; cf. *Dok.*, p. 735.

54. Sur l'Ukraine, voir l'ouvrage de Pidhainy, *op. cit.*, 388.

55. Pipes, *op. cit.*, 365, p. 73.

56.

Vakar, *op. cit.*, 377, p. 97.

57. Dim., *op. cit.*, p. 267, 270, etc.

58. Sur la mission Zavrev, voir Karemzadeh, *op. cit.*, 394.

59. Dim., *op. cit.*, p. 401-402 ; *Dok., op. cit.*, 20, p. 733 et dépêche B.V. du 18 mai 1917, in *Bulletin de Presse de Petrograd, op. cit.*, 43.

60. Karemzadeh, *op. cit.*, p. 33.

61. Žordanja, *op. cit.*, 397, p. 5-7.

62. *Dok., op. cit.*, p. 757.

63. Karemzadeh, *op. cit.*, p. 35 et suiv.

64. Télégramme de Michel Tseretheli, in *Annales des Nationalités*, n° 3/1, 1917, p. 83.

65. Le 21 mars 1917, in *Dok.*, p. 732.

66. Dim., *op. cit.*, 349, p. 492.

67. Dim., *op. cit.*, 349, p. 431-432.

68. Motion du 12 avril in Dim., *op. cit.*, p. 437, et *Dok., op. cit.*, 20, p. 303 et 542. Un « comité ouvrier » réclama « l'instauration du socialisme ». *GAORSSLo*, 7384, 9, 161, 6.

69. Zenkovski, *op. cit.*, 404, p. 140.

70. *Izvestija* du 12 mars, p. 3.

71. Kutusov, *op. cit.*. 25, p. 253.

72. *Russkaja Volja* du 28 mars 1917 et *Golos Dagestana* du 30 avril, cité in Dim., *op. cit.*, 349, p. 288 et : *CGIAL*, 1278, 5, dossier 1338.

73. Van Tatarow, « Der Zusammenschluss des russischen Muham-medaner », in *Neue Orient* de juin 1917.

74. Bennigsen-Quelquejay, *op. cit.*, 400, p. 65-67 et Zenkovski, *op. cit*, 404, p. 142-158.

75. Van Tatarow, *op. cit.*, note 70, p. 268.

76. Dim., *op. cit.*, 296-298.

77. Bennigsen-Quelquejay, *op. cit.*

c.

Voir p. 163 et suivantes.

78.

Dim., *op. cit.*, p. 295-296.

79.

Nous reproduisons ici la traduction de Bennigsen-Quelquejay ; texte in Dim.. *op. cit.*, 349, p. 294.

80.

Bennigsen-Quelquejay, *passim.*

CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE

La révolution de Février diffère de la révolution d'Octobre par sa spontanéité.

Certes, elle fut bien le résultat d'une fermentation à laquelle avait largement contribué la propagande des organisations politiques ; mais celles-ci ne dirigèrent pas la révolution elle-même et, en ce sens, Trotski a eu raison de dire, après Zavadskij, qu'elle fut « anonyme ».

Les premières heures du soviet portent la marque de l'improvisation : ce ne furent pas des manifestants qui le constituèrent, mais des prisonniers politiques tout juste sortis de prison et étrangers, eux-mêmes, aux événements auxquels ils entendaient donner une direction définie. Quant à ceux qui se joignirent à eux, la veille encore, ils s'interrogeaient sur les origines et l'étendue de ce mouvement qui allait les porter au pouvoir. Or ces hommes n'ont joué aucun rôle particulier, pendant les quelques jours qui ont précédé la constitution du soviet. N'est-ce pas la veille seulement qu'ils ont décidé de « participer au mouvement » ?

Au groupe initiateur, on l'a vu, dominent les mencheviks, auxquels se sont joints quelques populistes et S.R. Ces hommes ont gardé la nostalgie de la première révolution russe et veulent reconstituer un soviet, comme en 1905. En accord avec Čkeidze, Skobelev, Kerenski, ils agissent suivant un schéma qu'ils connaissent par cœur. « Nous vivions comme dans un rêve… Et comme dans tous les rêves, nous remplissions nos rôles avec précision et sans hésitation aucune. »

Expression la plus valable de l'action spontanée des masses, le soviet devait être, selon eux, l'organe moteur qui aiderait au déclenchement de la « révolution bourgeoise ». À la douma d'ailleurs, les trois députés d'extrême-gauche comptent pousser l'assemblée à prendre le pouvoir.

Comme cette révolution bourgeoise risquait de renforcer les adversaires du socialisme, les mencheviks se proposaient de contribuer au renversement du tsarisme, mais en prenant certaines précautions pour réserver l'avenir de la révolution prolétarienne. Ainsi, ils pensaient exiger la promulgation de toute une série de réformes irréversibles, dont le soviet garantirait

l'application. Citadelle prolétarienne érigée en pays bourgeois, le soviet serait au service de la classe ouvrière dans sa lutte contre le gouvernement bourgeois – auquel les socialistes ne devraient pas participer. Mais le soviet serait en même temps le plus solide rempart de la révolution bourgeoise contre un retour offensif du tsarisme. Les premiers moments du soviet s'inscrivaient bien, on le voit, dans la ligne politique du menchévisme. Kerenski, sans doute, se souciait assez peu de ces questions de doctrine ; et Trotski a pu écrire qu'il avait le comportement « d'un avocat de province plaidant un procès politique »… Il reste que, par ses initiatives, c'est bien Kerenski qui avait, ces jours-là, mérité de la révolution.

Si l'on dresse le bilan des premières activités du soviet, on constate, non sans surprise, qu'il n'a pris aucune décision d'ordre politique, qu'à aucun instant il n'a prétendu à la souveraineté, et que plusieurs fois il a capitulé devant le comité de la douma. Certes, la menace gronde – croit-on – et il est plus urgent de consolider la défense de la révolution, de se serrer les coudes, que d'en proclamer les objectifs ou d'en préparer l'étape suivante. Mais ne l'aurait-on pas renforcée en la nourrissant de ce qu'elle espérait ? Les membres du comité choisirent de se taire, laissant à une Constituante le soin de fonder le nouveau régime – exactement comme si la révolution n'avait pas eu lieu ! Pour expliquer leur attitude, les uns (*défensistes*) avançaient des raisons d'ordre tactique : pour sauver la révolution, il fallait d'abord écraser l'Allemagne, c'est-à-dire continuer la guerre ; ensuite viendraient les réformes. Les autres (*internationalistes*) faisaient valoir qu'en prenant des décisions extrémistes, ils affoleraient la bourgeoisie qui ferait alors cause commune avec le tsar et aiderait à l'écrasement de la révolution. Cette raison d'ordre tactique les conduisit à s'aligner sur les positions des défensistes qu'ils accusaient, la veille, de vouloir « castrer » la future révolution. Paradoxe qui s'ajoutait à ceux qu'a analysés Trotski : « Le pouvoir était aux mains des socialistes, écrit-il. Or leur seul souci fut de savoir si la bourgeoisie, politiquement isolée, odieuse aux masses, entièrement hostile à la révolution, consentirait à recueillir le pouvoir en leurs mains. Son assentiment devant être acquis à tout prix, ce ne furent pas les bourgeois qui renoncèrent à leur programme, mais les socialistes. » Le trait est juste, encore que Trotski procède ici par amalgame, confondant à dessein les différents groupes socialistes, dont les raisons étaient dissemblables. Il reste, on l'a vu, que ce fut « avec soulagement » que le comité littéraire apprit que la douma « prenait le pouvoir ». Sukhanov nous

le dit, Pešekhonov le confirme ; « Steklov tapota des mains », précise Pešekhonov, observation qui traduit bien la position hésitante des socialistes abdiquant toute prétention à la souveraineté, mais se félicitant qu'elle appartienne maintenant à la douma qui, elle, – et c'est le second paradoxe analysé par Trotski –, n'acceptait de recueillir le pouvoir des mains des socialistes qu'à condition « que la monarchie accepte ce pouvoir de ses propres mains ». L'inconséquence des socialistes allait plus loin encore ; en ne prétendant pas à la souveraineté, le soviet faisait comme s'il ne se considérait pas même comme l'émanation de la révolution. Au mieux il était un organisme « au service » de la « révolution bourgeoise » : et, de ce fait, il laissa la douma « chapeauter » ses propres commissions, reconnaissant son autorité en déléguant deux de ses membres, tous deux députés à son comité exécutif (Kerenski et Čkeidze).

Traditionnellement, dans les histoires de la révolution russe, il est de règle d'opposer les deux pouvoirs, nés le 27 février 1917. Entre eux, les conflits, certes, ne manquèrent pas. Mais, pour les interpréter, il faut rappeler que, dès les premiers jours, leurs rapports furent des plus complexes. Si l'hostilité de la douma à l'égard du soviet fut immédiate, spontanée, totale, la réciproque n'a pas été vraie. Non seulement les soviets collaborèrent avec la douma, mais ils admirent sa suzeraineté. Au plus, ils envisagèrent de jouer le rôle d'un « frein » pour empêcher la révolution de servir de fondement à une dictature bourgeoise. Sauf quelques-uns, minoritaires, qui restèrent silencieux, et très réservés devant le tour qu'avaient pris les événements.

Le plan des bolcheviks était d'aider « à la constitution d'un gouvernement révolutionnaire provisoire qui devait se mettre à la tête du régime républicain naissant ». Apprenant la constitution du soviet, les bolcheviks durent modifier leur tactique, l'adapter à la situation. La première manœuvre dilatoire ayant échoué, il leur fallait collaborer avec ces sociaux-chauvins au sein d'un soviet qui n'était pas leur œuvre. Toutefois, comme Lénine l'avait souvent répété, depuis 1905, il ne fallait pas considérer le soviet – une fois qu'il existait – comme un rival du parti, mais comme un rouage « révolutionnaire » grâce auquel les bolcheviks pourraient transmettre leur impulsion aux masses. En conséquence, il fallait assurer la plus grande représentation possible aux membres du parti. Le 27 février, entre 18 et 21 heures, Šljapnikov multiplia les coups de téléphone aux membres du parti. Avec moins de succès, avoue-t-il

ingénument, que ses rivaux « défensistes ». Les circonstances ayant joué contre eux, les bolcheviks ne manquèrent pas, comme on l'a vu, de préconiser de nouvelles élections. En attendant, ils ne s'engagèrent en rien sur les problèmes politiques, ne participèrent même pas aux travaux des commissions. Par contre, ils introduisirent des soldats au soviet parce que ceux-ci avaient leur destin lié à la révolution et les aideraient à faire triompher la politique de paix immédiate. Ils insistèrent aussi sur la nécessité d'organiser des comités de quartier dont ils espéraient s'assurer le contrôle. C'est dans ces faubourgs qu'ils feraient naître, à toutes fins utiles, de « vrais » soviets, c'est-à-dire où les bolcheviks auraient la majorité, parce que, eux seuls, préconisaient une politique véritablement révolutionnaire.

Corollaire du soulèvement massif de la population, l'effondrement instantané du tsarisme. Ne pouvant imaginer la puissance du mouvement, Nicolas II et l'état-major avaient bien décidé de laisser la répression faire son œuvre. Mais la poudre d'Ivanov était mouillée et ni le tsar ni son entourage n'avaient l'âme bien trempée. Ils capitulèrent sans condition. L'état-major tourna casaque : il avait cru à une révolution de palais suscitée par la rue et s'était rallié aux vainqueurs présumés, Michel et la douma, comme s'il se lavait ainsi des désastres de 1905 et de 1915. Quand il comprit son erreur et sentit tout près l'haleine de la colère populaire, le corps des officiers serra les rangs et constitua aussitôt la réserve de la contre-révolution ; la condition de son succès était la poursuite de la guerre grâce à l'action de la douma.

Celle-ci avait su jouer sa partie, aidée il est vrai par la pusillanimité des leaders du soviet. La douma avait saisi le pouvoir, bien décidée à le garder et à canaliser le flux de la révolution. Mais, à son tour, elle commettait une erreur de jugement : elle croyait que les soviets dirigeaient la révolution, qu'une fois ceux-ci jugulés elle régnerait en maître. C'était l'inverse qui était vrai : la révolution contrôlait les soviets et pouvait aussi vite reprendre, à la douma ou au gouvernement, le pouvoir qui leur était confié. Aussi, une seule question importait : le gouvernement et les soviets sauraient-ils satisfaire les aspirations de la Russie ?

Mises en parallèle, les aspirations des ouvriers, des paysans, des soldats, des classes dirigeantes, des allogènes font apparaître quelques

constatations :

1. D’abord, l’égale détermination, d’une part, de la classe ouvrière à s’assurer pour demain les garanties qui permettront d’améliorer sa condition, peut-être même de procéder à une « révolution prolétarienne » ; d’autre part, de la bourgeoisie, à considérer comme allant de soi que son règne s’instaure pour plusieurs décennies. À l’intransigeance des possédants s’oppose la vigilance des travailleurs, comportements peu propices à la « collaboration de classes ». Ainsi, il était clair que les partis ou groupements politiques qui la préconiseraient, tant « ouvriers » qu’appartenant aux classes « censitaires », iraient contre le sentiment des classes sociales qu’ils prétendaient représenter.

2. Surtout, il apparaît qu’une fois le tsarisme abattu, les paysans ont un comportement plus radical que les ouvriers. Ainsi, dans leur cent premières pétitions, ils préconisent trente et une fois l’emploi de la violence contre leurs oppresseurs, anciens ou actuels, – et les ouvriers, cinq fois seulement. Les campagnes apparaissent également plus décidées à agir de façon révolutionnaire : pas une fois, dans leurs motions, elles ne supposent que la réforme agraire puisse passer par des étapes ; faire la révolution, c’est ne plus appliquer les anciennes lois, en rédiger de nouvelles, satisfaire sa faim de terres ; agir, et ne plus attendre. L’essentiel, c’est d’accéder à la propriété, d’élargir son lot quand on en possède un, de répartir les terres de façon plus équitable ; quand on propose de confisquer les grandes propriétés, c’est pour les redistribuer ; pour les paysans il n’y a nulle incompatibilité entre la propriété privée avec exploitation familiale de lots et une gestion collective du sol, confiée à un comité élu par la communauté. À l’inverse, pour l’ouvrier, la prise en charge des modes de production reste une abstraction ; les travailleurs veulent contrôler le fonctionnement et la gestion des usines pour tenir un gage et garantir ainsi l’amélioration de leur condition ; ils ne pensent pas à la transformer : un jour, l’État expropriera peut-être les industriels, l’usine appartiendra alors aux travailleurs, mais ceux-ci voient mal de quelle façon ; aussi cet objectif n’est pas à même de les animer comme, à la campagne, le partage d’un grand domaine. Le paysan sait très bien comment sa condition se modifiera quand il aura accru son lot, tandis que l’ouvrier ne saurait imaginer les gestes d’un capitaine d’industrie ; ainsi, il ne peut pas aussi aisément accomplir les actes qui

transformeraient sa propre condition de façon révolutionnaire. Cela paralyse son imagination et si son ressentiment à l'égard de l'ennemi de classe égale celui de la paysannerie pauvre, cela reste sans conséquence, car il n'est pas à même d'agir aussi efficacement ; les partis politiques lui en donneront plus tard les moyens et la capacité.

3. L'impatience des allogènes agaça les révolutionnaires russes plus qu'elle ne les irrita : ceux-ci étaient à ce point persuadés qu'ils allaient accomplir une œuvre exemplaire, qu'il ne leur vînt même pas à l'esprit qu'il pût y avoir de divergence entre leurs objectifs propres et ceux des allogènes, puisque, héritiers des grandes révolutions de 1789, 1848, 1871, 1905, ils conféraient à leur mission une vocation universelle. Grave malentendu, dont les premiers effets se firent sentir, dès les premiers jours, en Finlande, en Pologne et bientôt ailleurs ; seule une partie des Juifs, des Géorgiens et des Arméniens se rallia inconditionnellement au nouveau régime.

4. Ainsi, sur la question nationale, il se trouvait qu'à cette date, seul Lénine avait des vues qui correspondaient aux aspirations d'une bonne partie des peuples allogènes ; à l'inverse, comme la plupart des théoriciens, il se fourvoyait complètement sur les objectifs des paysans. C'était d'ailleurs sans conséquence, puisque les campagnes et les allogènes connaissaient très mal les programmes des partis, et que les militants, de leur côté, ignoraient les aspirations réelles de la population ; à l'inverse, il y avait une adéquation véritable entre les conceptions de la classe ouvrière et celles des sociaux-démocrates, dont le plus souvent les travailleurs voulaient ignorer les tendances divergentes ; au mieux, on considérait que les uns étaient plus radicaux, les autres plus modérés.

5. Une dernière constatation s'impose : las de la guerre, le peuple russe est prêt néanmoins à supporter les aléas d'une nouvelle campagne, à condition qu'il lui apparaisse nettement que le nouveau régime fait son possible pour conclure une paix équitable ; si l'ennemi s'obstinait à la refuser, on le combattrait jusqu'à ce qu'il y consente. Le comportement des officiers et des classes dirigeantes joua alors indirectement dans le sens de la paix à tout prix : ils se refusaient à admettre que de nouveaux rapports devaient s'établir entre la troupe et ses chefs, entre les possédants et les déshérités, ils se rendirent odieux et leur ardeur à préconiser « la guerre

jusqu'à la victoire » devint, elle-même, suspecte, on y vit une ruse destinée, en prolongeant la guerre, à perpétuer le passé.

La Russie avait exprimé des vœux : désormais, il était difficile de les ignorer, car chaque jour, dans chaque ville ou village, il n'était pas un seul Russe, une seule citoyenne qui ne vint les clamer dans des meetings improvisés. En bref, il s'agissait de construire une société nouvelle, sans privilégiés, où régneraient l'équité, la compétence, la droiture ; une république pure et tendre, pitoyable envers les faibles, sans rancune envers les méchants ; la démocratie des justes, d'où seraient bannis les coquins. Dans l'immédiat, cela signifiait que les Russes désiraient qu'on fît l'impossible pour mettre fin aux misères de la guerre, aux duretés de la vie quotidienne – plus insupportables en Russie qu'ailleurs –, aux injustices de l'ancien régime social et politique. Ils savaient, toutefois, qu'ils n'étaient pas unanimes ni seuls à décider de leur destin : la guerre les liait au reste du monde ; d'un côté les amis, de l'autre les adversaires, ceux-là toujours les mêmes, Turcs et Teutons. Ils étaient également associés aux autres nations par les liens du commerce et de la finance, solidaires de tous les combattants comme de tous ceux qui luttaient pour la paix. De leur côté, les circonstances avaient amené au gouvernement des hommes qui étaient surtout sensibles au destin tragique de leur patrie, et entendaient se faire les bons gestionnaires d'un pays mal administré, se comporter en héritiers. Face à eux, au soviet, experts révélés dans l'art de la critique, les leaders s'étaient montrés habiles à subtiliser le pouvoir de contestation aux forces vives qui avaient fait aboutir la révolution ; cela restait sans conséquence toute fois car le pouvoir gouvernemental les inhibait alors que, dans la rue, chaque Russe se jugeait apte à diriger le pays – prêt, aussi bien, à combattre le gouvernement ou le soviet, si ceux-ci ne partageaient pas ses vues.

Ainsi, seul contre tous, Lénine ne surprend que les militants lorsque, le 4 avril, il dit son désaccord total avec le gouvernement, avec l'opposition, avec la direction de son propre parti. D'instinct, il s'isole, adoptant le seul comportement qui le mettait à l'unisson des autres citoyens.

Il ne suffisait pas alors de voir clair pour dominer la situation : il fallait que les plus perspicaces disposent de moyens d'action. Or l'histoire a voulu que ce fût précisément le seul parti organisé – le parti bolchevik – qui disposât d'un chef lucide et prêt à modifier du tout au tout ses conceptions de la veille, si les circonstances l'exigeaient.

DEUXIÈME PARTIE

L’ÉCHEC DE LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER



Обыватель: Эхъ, сколько ихъ находилось—одинъ поганый!

Карикатура для «Сатирикона» М. Андреева.

CHAPITRE VI

LE FONCTIONNEMENT ET LES DÉBUTS DU NOUVEAU RÉGIME

« La révolution n’est pas un récital à quatre mains », écrivait Steinberg[1]. Pourtant, chacune de leur côté, la bourgeoisie et la démocratie voulaient avoir l’hégémonie : l’une, maîtresse au gouvernement, cherchait, d’une main aveugle, appui sur le fantôme de la douma ; l’autre, maîtresse dans le pays, puisait sa force dans les soviets.

La révolution avait été le fait de la démocratie ; mais, techniquement, les classes censitaires avaient su prendre l’initiative : le 27 février, la constitution du « comité pour le rétablissement de l’ordre » avait précédé de quelques heures la formation officielle du soviet ; le 28, le comité déclare qu’il avait pris le pouvoir ; le 2 mars, c’est entre les mains de ses représentants que les Romanov abdiquèrent[2]. Ils voulurent perpétuer cet avantage, et procéder comme s’il n’y avait pas eu de révolution. Ainsi, les anciennes lois resteraient valables et le soviet n’aurait aucune légitimité. Pourtant, c’était lui qui existait et qui héritait de l’autorité de la douma ; il pouvait exercer un droit de veto sur les décisions du gouvernement.

Le soviet et le comité de la douma avaient conclu un accord « sur les conditions de leur duel[3] ». Cette épreuve avait-elle un sens ? Les protagonistes allaient-ils pouvoir pratiquer ce jeu, en respecter les règles et surmonter les forces qui, dans chaque camp, étaient hostiles à tout compromis ? Pas longtemps ; bientôt, ce seront elles qui déclencheront les crises d’avril et de juillet, puis octobre, puis la guerre civile.

1. LES ORGANES ET LE FONCTIONNEMENT DU RÉGIME

LE GOUVERNEMENT

Au gouvernement, les hommes qui se retrouvaient se connaissaient bien : ils avaient été dans la confidence de la « conspiration de palais » contre Nicolas II. Appartenant à la société cultivée de Saint-Pétersbourg, ils n'étaient pas des révolutionnaires « professionnels » et avaient déjà manifesté leur talent, Miljukov comme historien, Kerenski comme avocat politique, Cuckov et le prince L'vov comme administrateurs. Hommes de bonne compagnie, ils appartenaient plus au monde sensible de Tchékov qu'à l'univers dramatique de Dostoïevski ; ravis, à dire vrai, de tenter l'aventure extraordinaire du pouvoir, ils n'en avaient jamais nourri l'ambition, sauf peut-être Miljukov et Kerenski. Aucun n'avait connu la déportation, ni la haine vis-à-vis des hommes du passé. Par là même, ils étaient incapables d'assumer pleinement l'humiliation du peuple révolté et de crier leurs sentiments aussi fort que lui : ceux qui avaient vécu longtemps en exil surent mieux y parvenir[a].

Ils avaient toujours désiré que s'instaure en Russie un régime de type parlementaire, à l'occidentale. En prenant le pouvoir, en mars 1917, ils ne se proposaient pas de bouleverser l'ordre économique ou social, mais de se montrer hommes de gouvernement, dans le cadre d'un État politiquement rénové ; ils pensaient laisser à une assemblée constituante le soin de procéder à des réformes de structure ; leur tâche était de mettre de l'ordre et de moderniser un pays que l'incurie du tsarisme avait mis dans un état pitoyable. Qu'ils l'accomplissent et ils auraient bien mérité de la patrie[4] !

Animés par le souci du bien public, ils voulaient donner au monde l'exemple d'une transformation accomplie avec sérénité et si possible sans violence, expérience unique dans l'histoire. Au conseil, s'ils gardaient entre eux des rapports fort courtois et avaient des objectifs identiques, des divergences apparurent dans le choix des méthodes. Selon Manuilov, Miljukov et Gučkov, toute concession à la « démocratie » hâtait la marche vers la catastrophe : ils incarnaient « la résistance », tandis qu'à l'opposé, le « triumvirat » Nekrassov, Tereščenko, Kerenski animait « le mouvement[5] ».

Le premier groupe entendait appliquer très exactement le programme de la bourgeoisie et suivre la tactique des Cadets[6]. Pour triompher du soviet, il allait donc à la bataille avec résolution, surestimant ses forces et ne prenant même pas la précaution d'aider à la résurrection de la douma. La « résistance » espérait user l'ardeur révolutionnaire des masses en ne faisant au soviet que des concessions très limitées. Elle voulait avant tout gagner la guerre et assurer au nouveau régime le crédit de la victoire ; pour y parvenir, il fallait hâter le retour à l'ordre. Gučkov doutait pourtant que la poursuite de la guerre contribuât à prévenir l'écroulement de l'ancien ordre économique et social. Quand, au conseil des ministres, « il parlait de sa voix douce, les yeux fixés au loin », et « évoquait le destin de l'armée, on le sentait comme enveloppé d'un désespoir irrémédiable ». Il aurait préféré signer la paix pour pouvoir promulguer les réformes qui exorciseraient le démon de la violence. Mais ses amis le jugeaient pessimiste et il se garda de faire connaître publiquement ses sentiments : il ne se désolidarisera jamais de ses collègues et cherchera, sans y croire, à ressusciter l'ardeur combative des soldats. Plus tard, quand il s'avéra qu'il n'y avait plus grand-chose à faire, il démissionna.

Au contraire, Miljukov comptait sur la guerre pour étouffer la révolution ou pour légitimer le report des réformes à la paix. Le gouvernement avait dû promettre de ne pas arguer de la situation militaire pour en retarder la promulgation : la « résistance » comptait néanmoins retourner contre la « démocratie » ses propres principes, faisant valoir que seule une assemblée constituante était habilitée à promouvoir des réformes : or, la guerre interdisait qu'on la réunisse rapidement.

Les hommes du « mouvement » désiraient également ruiner l'autorité du soviet ; ils ne voyaient plus sa raison d'être maintenant que la révolution avait triomphé ; ils invitaient ses dirigeants à participer au gouvernement, mais ceux-ci refusaient. En attendant, les hommes du « mouvement » auraient souhaité prendre des initiatives spectaculaires et appliquer immédiatement les mesures réclamées par la « démocratie » : alors le soviet ne pourrait plus jouer le rôle d'un organe d'opposition irresponsable, et il disparaîtrait. Les hommes du « mouvement » estimaient également que seule la multiplication des réformes pourrait donner à la nation la volonté de gagner la guerre ; en quoi ils étaient en accord avec la « démocratie ».

Unis par leur appartenance à la Maçonnerie[b], les triumvirs s'entendaient bien ; Nekrassov essayait de gagner des membres du parti Cadet à une

politique plus ouverte que celle de Miljukov ; Tereščenko jouait les conciliateurs ; Kerenski les dominait grâce à son aptitude à savoir créer des liens personnels avec ses proches ou avec le public. Il jouait du charme qu'exerçait sa parole. Toutefois, ses crises de nerfs devinrent insupportables, et on se demandait s'il n'abusait pas de ses dons de comédien. Mais il avait de tels accès de sincérité, les rapports avec lui étaient si confiants, que beaucoup lui pardonnaient son humeur capricieuse ou même sa rouerie. On l'aimait également parce qu'il symbolisait admirablement ces semaines romantiques de Février et qu'à cette phase de la révolution, cet homme de 1789 ressentait, plus que les autres, la grandeur et l'ivresse d'une révolution triomphante. Lorsque, le 29 mars 1917, la « grand-mère de la révolution », Catherine B. Breškovskaja, âgée de 80 ans, revint à Petrograd, une foule immense l'attendait : elle parla de la révolution, de l'idéal de liberté. L'émotion était intense. La Breškovskaja se tourna alors vers Kerenski, étreignit sa main, l'embrassa, et comme pour transmettre un héritage, ajouta : « Camarade, oui, nous t'aimons et mourrons avec toi[7]. »

Quant au président, prince L'vov, c'était un homme « juste et inoffensif », mais son prestige d'ancien président des zemstva lui conférait, malgré sa faiblesse, une certaine autorité. L'homme était distingué, dévoué à son pays et extrêmement bienveillant. L'émancipation du peuple russe l'attendrissait au lieu de l'inquiéter ; il y voyait la confirmation d'une vieille conviction : la vocation des Slaves à réaliser une révolution authentique et humanitaire. Au gouvernement, il arbitrait toujours dans le sens du « mouvement », à la surprise et à la colère de Miljukov et de ses amis. Même Kerenski lui reprocha d'être trop conciliant à l'égard du soviet[8].

La douma

Oubliant qu'une révolution avait rompu le lien qui l'unissait à la douma, certains membres du gouvernement essayèrent de la faire revivre ou de perpétuer la fiction de la responsabilité du cabinet devant cette assemblée[9]. Mais la majorité des ministres ne voulait rendre de comptes à personne. Le gouvernement assura la survie des commissions nées le 27 février et il laissa le comité de la douma essayer d'en susciter de nouvelles, comme celle des relations avec les villes ou la commission aux armées, dont les animateurs – Maslennikov, Smjakov, Januskevič – s'efforcèrent de

contrecarrer l'action des soviets. Il ne fit rien de plus ; aussi, malgré les efforts de son président Rodzjanko, maintenant très populaire, la déchéance de la douma était irrémédiable. Šidlovškij et le prince Mansyrev ont décrit cette agonie :

> « Au début, lié par ses origines, le gouvernement se lit reconnaître par la douma. Il lui fit assumer les modifications du cabinet. Puis il se contenta de soumettre à son avis ses propres initiatives. Puis à l'aviser de ses propres exigences. Après quoi on ne la consulta même plus[10]. »

Et voici l'oraison :

> « Le premier jour, les révolutionnaires n'avaient occupé qu'une seule pièce du palais de Tauride ; puis une ou deux autres. Puis ils occupèrent le buffet, la poste, l'aile gauche du bâtiment, la chancellerie, le bureau du président. Il ne resta bientôt plus que la bibliothèque et le bureau de l'administrateur. Adieu, douma. Nous nous étions fanés, et n'avons pu refleurir[11]. »

L'élément le plus vigoureux avait quitté le centre, et le cœur de la douma ne battait presque plus. Il était clair pour tous que maintenant c'était le soviet qui jouait le rôle de parlement de la révolution.

Les soviets[12]

Le comité exécutif[-c] avait préexisté au soviet de Petrograd et avait été réélu le soir du 27 février. Suivant les décisions prises ce jour-là, les partis déléguèrent chacun deux représentants au bureau qui comprit dorénavant une quarantaine de membres. Parmi eux, neuf soldats, qui disparurent peu à peu. Škeidze présidait, toujours là, aussi indécis, à sa façon, que le prince L'vov au gouvernement. Écrasé par le sentiment de ses responsabilités, il évitait soigneusement de prendre position quand il fallait choisir une politique. Mais il devenait le « chien de garde » du comité une fois le vote acquis et il manifestait la plus grande énergie pour qu'on respecte la volonté de la majorité. « Doctrinaire » le plus écouté du comité, Nicolas Nicolaievič Sukhanov réussit à l'orienter dans le sens du menchevisme internationaliste. Ami de Gorki, de Martov, de Kerenski, il était le seul à avoir une vue cohérente des problèmes de la révolution russe. Les sept volumes de *Notes* qu'il a laissés attestent de sa lucidité et de son sens de l'histoire. Mais il

n’était pas bon orateur et de ce fait resta sans prestige, à l’inverse de Steklov, qui n’avait rien à dire, mais savait exprimer fortement la pensée des autres. Comme il était infatigable et conduisait souvent les débats, il passait pour le « chef » du comité. Pendant les premières semaines, aucune personnalité n’émergea : Kerenski n’assistait jamais aux réunions du comité, bien qu’il en fût le vice-président, Šljapnikov se tenait coi. À la mi-mars, cela changea, lorsque arrivèrent de Sibérie Ceretelli et Goc, deux leaders respectés du menchevisme et du populisme[d].

Au comité, les défensistes dominaient, mais les internationalistes formaient un bloc consistant : leur retenue frappa les observateurs étrangers lors des manifestations patriotiques. Aussi les membres du comité hésitaient à aborder le problème de la guerre qui planait comme une menace. Il y avait également une majorité de défiance à l’égard du gouvernement. Elle n’excluait que les trudoviks et les populistes. Sans cesse, elle posait le problème des rapports entre le soviet et le gouvernement. En principe, Kerenski devait les assurer, mais il y répugnait. Il entendait dépendre directement de l’opinion démocratique ; dès lors, le soviet refusa d’assumer les positions de Kerenski puisque celui-ci n’acceptait pas d’être son représentant ; cela créa un malaise[13]. Ainsi, faute de contact, le gouvernement et le soviet se plaignirent d’être mis devant des faits accomplis. Aussi, le 8 mars 1917, le bureau du soviet décida de nommer un comité de liaison auprès du gouvernement, ce que Kerenski considéra comme un affront : furent élus Škeidze, Skobelev, Steklov, Sokolov et Filippovskij. À la première réunion, Sokolov s’enflamma, ayant entendu dire que le gouvernement voulait réunir la Constituante à Moscou pour la soustraire à l’influence puissante de la capitale ; il avait six mois d’avance sur les événements. Puis Manuilov fit un éclat ; jamais il n’accepterait un contrôle de sa gestion. Le comité de liaison reprocha à son tour au gouvernement d’avoir procédé à la nomination d’Alexiev sans consulter le soviet. Le gouvernement répondit en voulant lui soumettre un certain nombre de décisions ; les cinq se dérobèrent, n’étant pas mandatés pour cela. Au soviet, on discuta alors des fonctions et des pouvoirs de la « commission de contact » ; suivant l’avis de Steklov, il fut décidé qu’elle ferait des rapports écrits sur l’activité du gouvernement ; le soviet déciderait ensuite de l’attitude à adopter. Ces rapports ne seraient donc pas la consignation d’un accord entre les deux pouvoirs – ce qu’aurait souhaité le gouvernement – mais une sorte de plaidoyer dont le soviet aurait à juger. Il

pourrait ainsi décider s'il appuierait ou non les propositions gouvernementales. Incapables de déterminer une ligne d'action bien nette, les membres du comité se complaisaient dans cette attitude d'opposition irresponsable. « Ils partiront, je vous dis qu'ils partiront », s'inquiétait Kerenski, parlant des membres du gouvernement[14]. Effectivement, plus tard, ils partirent. Ils ne furent pas contraints par le soviet mais par les masses. Le soviet ne les représentait-il donc pas ?

« Dans les niasses, écrit Pescčkhonov, la seule idée d'ordre organisationnel qui prit quelque consistance était celle qu'on héritait de 1905 : constituer des soviets[15]. » Il est de fait que la Russie fut couverte d'un réseau de soviets avant qu'un seul parti politique ait réuni ses assises. Quant aux syndicats, ils n'avaient jamais eu grande consistance en Russie : au milieu du mois de mars, ils lançaient seulement une campagne d'adhésions. Le mouvement coopératif, « troisième forme du mouvement ouvrier », était plus développé : mais, comme les partis politiques, il délégua deux de ses dirigeants, Grohman et Frankorusskij, à la direction du soviet. Le soviet de Petrograd et ceux de la province pouvaient-ils être, dès lors, considérés comme représentatifs ?

Réunie pour la première fois le 27 février au soir, l'assemblée du soviet de Petrograd avait été élue selon l'appel du groupe initiateur : 1 député par 1 000 ouvriers dans les grandes usines, 1 délégué par usine de moins de 1 000 ouvriers. Ultérieurement, on y ajouta un représentant des soldats par compagnie ; on ne prévoyait pas que bientôt 2 000 délégués-soldats formeraient un bloc, à côté des ouvriers qui n'étaient plus que 850. Ce fut un mode de scrutin que les bolcheviks critiquèrent parce que, selon eux, il défavorisait les grandes entreprises au profit des plus petites, où dominaient les mencheviks. Šljapnikov demanda qu'on procède à un nouveau scrutin. Les socialistes-révolutionnaires protestèrent dans le même sens et également les anarchistes, à Moscou[16].

De calculs ultérieurs il ressort que les grandes usines, avec 87 % des ouvriers de la capitale, avaient 484 représentants au soviet et les autres, avec 13 % des ouvriers, en avaient 422. Il y eut bien une sur-représentation des ouvriers de type ancien, ceux des petites entreprises : elle ne fut certainement pas fortuite car le « groupe initiateur » connaissait admirablement la carte politique des entreprises de Petrograd[17].

Il reste que les représentants des grandes usines furent également des « conciliateurs »[18]. Lors du vote sur l'accord entre le soviet et le comité de la douma, il y eut 1 000 voix pour l'approuver et 15 élus seulement pour suivre les bolcheviks qui proposaient de la rejeter. Il en alla de même le 5, lorsqu'on vota la reprise du travail. La puissance des bolcheviks était-elle un mythe ? Était-ce la nature du système représentatif ou le mode de scrutin qui était en cause ? La différenciation entre bolcheviks et mencheviks valait-elle seulement pour les chefs ? Il semblerait plutôt que les ouvriers élirent des représentants qui se ralliaient au soviet central : or, ces premiers jours, les bolcheviks lui faisaient grise mine. « L'hostilité contre nous était assez générale », nota Šljapnikov[19]. Les usines élirent ainsi les représentants qui s'associaient le plus au mouvement.

Les militants bolcheviks n'en étaient pas moins fort peu nombreux : à la réunion des « comités d'usine » de Moscou, 14 délégués représentaient 750 bolcheviks. Or, il y avait à cette date 24 comités d'usine constitués dans la région, soit, en moyenne, 30 bolcheviks par usine[20].

Le comité n'attacha pas d'importance à ces récriminations : il s'inquiéta plutôt du nombre de soldats[21]. On ignorait leurs options politiques, mais on constatait qu'en bien des cas ils formaient bloc : allaient-ils diriger la révolution ? Dès le 4 mars, on parla de réorganiser le soviet, la commission des mandats étant dans l'impossibilité de repousser le surplus des délégués. À la réunion du 18 mars, Bogdanov devait faire un rapport sur cette question. On n'y invita que les ouvriers ; les soldats étaient conviés à se réunir le lendemain, à part, pour résoudre les affaires courantes[22]. Bogdanov proposa un nouveau mode de représentation : 1 délégué pour 2 000 citoyens (ouvriers et soldats) et 1 délégué par organisation ou par syndicat – ce qui ne pouvait concerner que la classe ouvrière. Ainsi, la réorganisation avait pour objet de diminuer la représentation des soldats.

En province également, les soldats furent plus ou moins écartés de la direction du soviet et leur représentation diminuée : une enquête portant sur les villes de Vologda, Nižnij-Novgorod, Groznyi, Odessa, Rjazan, Jaroslav, Odessa et Ekaterinenburg montre que les soviets étaient entièrement entre les mains de la classe ouvrière ou de ses chefs : 173 soldats (et 8 officiers) y siégeaient pour un effectif total de 1 487 membres[23]. Une autre enquête valant pour 44 soviets de la région de Moscou donne 100 soldats et 34 officiers pour 4 743 membres. Sans doute les militaires n'étaient-ils proportionnellement pas aussi nombreux, dans ces villes, qu'à Petrograd : il

reste que, vu le rôle qu'ils avaient joué pendant les journées de mars, les soldats pouvaient considérer qu'ils étaient exclus de la direction des affaires. Une bonne partie de la population ouvrière elle-même n'était toujours pas représentée au soviet : la moitié seulement à Nižnij-Novgorod[24] ; encore moins dans les pays allogènes, où les soviets étaient presque exclusivement composés de Russes. Leurs bureaux étaient encore moins représentatifs : à Petrograd, les intellectuels dominaient et il n'y avait pas 10 ouvriers sur 40 membres. En Moyenne-Volga également (région de Saratov), les intellectuels formaient plus de 50 % des participants à un congrès des soviets « ouvriers » de la région[25].

Pourtant, la représentativité des soviets ne fut jamais contestée parce que toute fraction de la population qui se considérait comme défavorisée se constituait en soviet indépendant. Il en alla ainsi, pour les ouvriers, des « forteresses » bolcheviks de Vyborg, Narva, Schlusselburg, Kronstadt et surtout des douze quartiers de la capitale qui constituèrent chacun un soviet jalousement autonome du grand soviet de Petrograd – auquel néanmoins ils envoyèrent des délégués[26]. À Kiev, les bolcheviks quittèrent spectaculairement le soviet, firent sécession, constituant une organisation à part. À Kronstadt, il y avait plusieurs comités ou soviets qui se livraient une lutte acharnée. Par ailleurs, on assista à la naissance de soviets de soldats, chaque fois que les militaires se jugeaient réduits à la portion congrue. Il y eut ainsi, dans la région de Moscou, 35 soviets de soldats à côté de 68 soviets ouvriers et des soviets mixtes. À Koursk, il se forma même un soviet d'officiers. De la même façon, les nationalités constituèrent bientôt des assemblées à elles, en Ukraine, en Biélorussie (*Rada*), au Turkestan ou au Caucase. Chaque communauté, chaque groupe, chaque minorité avait ainsi tendance à se constituer en organe autonome et à négocier d'égal à égal avec le gouvernement et les autres institutions révolutionnaires.

Dans les villes comme dans les campagnes, celles-ci portaient la marque du génie des travailleurs de Russie. Mode de représentation, organes constitutifs (bureau, commissions, etc.), moyens d'action (milice ouvrière, pétitions, etc.), autant de créations qui donnèrent un style à la révolution russe. Un droit nouveau naquit, fondé sur l'équité, le respect de l'individu et de son travail. Ainsi, les travailleurs substituèrent leur propre morale aux préceptes éthiques légués par l'État, l'Église ou l'intelligentsia : on a vu que ce nouvel humanisme ne manquait pas de générosité[27]

La nécessité de fédérer les soviets apparut rapidement. Ceux de province virent qu'ils participeraient à l'élaboration des décisions prises au sommet, le soviet de Petrograd estima qu'il consoliderait sa position et préviendrait les effets de la décentralisation. Moins d'un mois plus tard, le premier congrès pan-russe des soviets se tint à Petrograd, journées d'apothéose pour Škeidze et Kerenski, les grands vainqueurs de Février. On y parla beaucoup de fraternité, de liberté, d'unité, et seize membres des soviets de province entrèrent au comité déjà pléthorique. Mais, déjà, les soviets n'agissaient plus entièrement par eux-mêmes : leurs membres obéissaient désormais aux instructions de leur parti.

LA « DÉMOCRATIE » ET LE DOUBLE POUVOIR

Si les soviets appartenaient à la tradition révolutionnaire, le « double pouvoir » participait seulement à l'héritage de l'idéologie menchevik. Or, toute une aile du camp démocratique le rejetait ; il en allait de même de l'autre camp : le gouvernement, la bourgeoisie, l'état-major n'admettaient que l'unité du pouvoir. L'opinion se divisa ainsi entre ceux qui, derrière la majorité du soviet, voulaient appliquer la nouvelle règle du jeu démocratique et ceux qui la contestèrent et voulurent la changer.

Parmi les adeptes du double pouvoir, il y avait d'abord ceux qui en étaient les théoriciens, les MENCHEVIKS. Selon eux, les soviets devaient aider à la consolidation de la démocratie, surveiller le gouvernement et le protéger contre toute défaillance à. l'égard de l'ennemi commun, la réaction, interpréter la volonté des masses et l'imposer au pouvoir. « Seules, en effet expliquaient les *Izvestija,* les forces démocratiques ne sont pas encore capables de gouverner, et la réaction exploiterait la moindre des erreurs commises par le soviet[28]. » L'isolement total conduirait au suicide. Comme l'écrivait Ceretelli quelques semaines plus tard, « le gouvernement devait avoir la totalité du pouvoir *pour autant* que ce pouvoir renforçait la révolution ; qu'il entre dans la voie des compromis, ajoutait Ceretelli, et nous marcherons contre lui ». Deux éditoriaux de la *Rabočaja Gazeta,* quotidien du parti, ajoutaient :

> « Ce gouvernement est provisoire : il ne doit durer que jusqu'à la Constituante. Il est révolutionnaire, c'est un gouvernement. Il a donc les pleins pouvoirs sur l'armée et sur le peuple révolutionnaire. »

Plus loin, s’adressant au gouvernement lui-même :

> « Agissez, démolissez, bâtissez.
> « Arrêtez la famille impériale, nommez de nouveaux fonctionnaires et remplacez les anciens qui ne conviennent plus. Introduisez une organisation démocratique dans l’armée. Établissez l’égalité civile devant la loi, légalisez toutes les libertés, abolissez toutes les discriminations. Si le gouvernement remplit son devoir, s’il commence à agir, s’il mène jusqu’au bout le combat contre l’ancien régime, alors il aura la confiance du peuple.
> « Membres du gouvernement provisoire, le prolétariat et l’armée attendent vos ordres pour consolider la révolution et démocratiser la Russie[29]. »

Au lendemain de la révolution, les mencheviks étaient divisés en plusieurs courants : ceux qui dominaient le comité du soviet, de tendance nettement zimmerwaldienne, étaient minoritaires dans le parti. La majorité changea de camp avec le retour de Ceretelli. Ceux qui dominèrent désormais le parti et les soviets entendaient ne pas être confondus avec les « social-patriotes » du groupe *Edintsvo* (Plekhanov, L. Deutsch).

L’audience des mencheviks est difficile à évaluer car ils se disaient seulement « sociaux-démocrates », sans préciser toujours leur tendance ; ils avaient une organisation distincte dans les quinze villes où se négocia un regroupement avec les bolcheviks, mais les éléments font défaut pour dessiner la carte du menchevisme, en février 1917. Dans le Caucase, leur emprise diminuait ; ailleurs, l’image traditionnelle est valable : un réseau très faible de militants mais une large audience puisque dans la presque totalité des soviets, les mencheviks alliés aux S.R. furent majoritaires : 14 contre 3 bolcheviks à Petrograd, 13 contre 3 à Moscou, etc[30].

Les SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES furent également élus en grand nombre ; mais, dans les soviets proprement ouvriers, ils étaient moins nombreux que les mencheviks. C’était l’inverse dans les soviets de soldats, et ils avaient souvent la majorité absolue des députés dans les soviets paysans. Pourtant, de tous les grands partis, celui des socialistes-révolutionnaires était certainement le moins organisé[31]. Pour faire nombre, le 2 mars, à la conférence du parti, on accepta « n’importe qui ». À Čeljabinsk, cité de plus de 50 000 habitants, il ne comprenait qu’un seul membre[32]. Les querelles de tendances les divisaient plus encore que chez les sociaux-démocrates : il n’y

avait rien de commun entre Zenzinov, membre du bureau, modéré, « défensiste », ami de Kerenski, et Alexandrovič, « défaitiste », proche des bolcheviks, qui lui fut préféré, lors des élections du 27 février. À la réunion du 2 mars, les deux hommes se heurtèrent violemment à propos du tract contre les officiers[e] ; les modérés l'emportèrent et Alexandrovič fut tancé sévèrement ; mais on ne rendit pas publique sa condamnation. Dorénavant, Alexandrovič et ses amis se tinrent à l'écart des instances du parti ; ils attendaient avec impatience le retour de Černov et de Natanson[f 33]. La majorité apporta son soutien au gouvernement « vu que la contre-révolution menaçait », et « pour autant que ce gouvernement appliquerait le programme qu'il avait annoncé ». La motion du groupe S.R. de Petrograd ajoutait qu'elle jugeait indispensable le contrôle des ouvriers sur le gouvernement et saluait l'entrée de Kerenski au ministère de la Justice, comme défenseur des intérêts du peuple et de la liberté. Elle ajoutait qu'il fallait combattre ceux qui s'opposeraient à un gouvernement ouvrier[34]. À Moscou, les socialistes-révolutionnaires recommandaient au soviet d'exercer une pression sur le gouvernement[35]. Le premier éditorial du *Delo Naroda* indiqua toutefois que ce serait une grave erreur de penser que la décision (de soutenir le gouvernement) était dictée par des motifs seulement négatifs comme la crainte d'une contre-révolution, puisque le gouvernement avait promis qu'il ne tirerait pas argument de la situation militaire pour reporter la réalisation des réformes promises. Ce soutien conditionnel sans participation ne s'accompagnait plus d'un salut fraternel à Kerenski.

L'appui des TRUDOVIKS, par contre, était inconditionnel. Dans leur appel, ils mettaient en garde l'opinion contre les querelles de parti et recommandaient l'union[36]. Le parti de Kerenski déclarait que le gouvernement avait été constitué par la douma. Les trudoviks s'opposaient par là aux SOCIALISTES-POPULISTES entrés au soviet au titre de leur organisation et plus liés au monde des révolutionnaires. Le MOUVEMENT COOPÉRATIF fut également unanime à soutenir le gouvernement. Mais il se divisa rapidement : coopératives de consommateurs et coopératives paysannes collaboraient quotidiennement avec les autorités ; elles continuèrent à constituer comme un lien entre la démocratie révolutionnaire, la ville et le village petit-bourgeois. Au contraire, les coopératives ouvrières se présentaient comme une branche du mouvement ouvrier : leurs chefs n'acceptaient que de mauvais gré la collaboration des classes mais ils s'y ralliaient pour les raisons qui étaient

celles des mencheviks[37]. Toutefois, ces coopératives ouvrières, seules représentées au soviet, restèrent neutres vis-à-vis des querelles entre partis ouvriers, s'attirant ainsi l'hostilité des bolcheviks[38].

Les SYNDICATS manquaient de force en Russie et c'était dans les soviets que s'exprimait l'énergie de la classe ouvrière. En quelques mois, cependant, près de mille unions syndicales se constituèrent. On discuta surtout pour savoir si on agirait, ou non, en accord avec les partis et avec lesquels : vieille querelle[39]. Les cheminots, fer de lance du mouvement, militaient plutôt avec la droite des mencheviks ; les mineurs et métallurgistes, avec les bolcheviks[40].

Ainsi, la plupart des organisations révolutionnaires penchaient pour la collaboration avec le gouvernement, alors que l'opinion des travailleurs était plus réservée ; il était toutefois des militants qui gardaient une attitude d'hostilité inconditionnelle à l'encontre du double pouvoir.

Les CADETS ne faisaient pas partie du camp démocratique, mais participaient néanmoins à ses jeux ; l'écart est quelquefois insaisissable entre les Cadets, les trudoviks et les socialistes-populistes, qui appartenaient au même milieu. Une frontière invisible passait néanmoins entre trudoviks et Cadets parce que si ces derniers préconisaient l'unité du pouvoir, c'était pour le confier, *exclusivement*, à la bourgeoisie. Ils ne jugeaient pas seulement nocive la survie des soviets, ils n'avaient jamais admis leur existence et, à la différence de Kerenski, ne souhaitaient pas avoir leurs leaders comme collègues au gouvernement. Les Cadets ne cessaient de répéter que la fonction des soviets était d'exprimer les volontés de l'opinion publique : en rien ils ne devaient participer au pouvoir[41].

Les BOLCHEVIKS étaient de l'opinion inverse[42]. De tous les vainqueurs du jour, ils étaient les moins allègres : cette révolution passait pour la victoire de tout le monde, et les ouvriers savaient bien quel rôle décisif les soldats avaient joué. Or, les bolcheviks avaient si peu d'influence sur la troupe qu'à la réunion du 11 mars, ils eurent le plus grand mal à trouver un seul de leurs orateurs assez connu d'elle pour pouvoir la haranguer[43]. De plus, conscients de la faiblesse de leur organisation, ils s'efforçèrent de la renforcer : mais ils étaient bien amers de se consacrer à ces tâches routinières, maintenant qu'avec la chute du tsar, leurs ennemis et rivaux mencheviks contrôlaient le soviet. Les bolcheviks ressentirent également un douloureux étonnement de s'y retrouver si peu nombreux : ils furent encore plus désemparés, le 2 mars, quand ils comptèrent seulement quinze élus qui votaient contre

l'accord soviet-douma[44]. Un courant du parti proposa alors, sur l'initiative de Šutko (de Vyborg), d'organiser une nouvelle insurrection des faubourgs ouvriers, cette fois contre le gouvernement. Molotov et Kalinine soutinrent Šutko ; Šljapnikov également, à condition que la manifestation ne fût pas armée[45] ; toutefois, le jour où fut prise cette décision, le leader bolchevik était absent et la tendance « de gauche » fut battue. L'emportèrent ceux qui, avec Stučka, Šmidt, etc., préféraient donner une autre forme à leur combat. Les bolcheviks votèrent ainsi une motion de méfiance envers le gouvernement, « au fond contre-révolutionnaire et avec qui on ne pouvait conclure aucun accord » ; mais les majoritaires réussirent à repousser la publication de ce texte jusqu'au 9 mars et ils firent rejeter une motion du bureau en faveur d'un gouvernement révolutionnaire[46].

Toute collaboration avec le gouvernement étant exclue, les représentants du parti au soviet votèrent contre la formation d'une commission de contact[47]. Pour convaincre la « base » méfiante à son endroit, il fallut même préciser « qu'il était nécessaire de soutenir le soviet[48] ».

Ainsi, au milieu de mars, les bolcheviks apparaissent comme dressés contre le gouvernement et le soviet. Mais, à l'intérieur du parti leur représentant au soviet, Šjlapnikov jouait les médiateurs entre les avocats de la violence et le bureau, partisan d'une action dans les cadres de la démocratie « soviétique ». Considérant le soviet comme le « parlement » de la classe ouvrière, ce groupe espérait y conquérir la majorité et, ensuite, préconiser « tout le pouvoir aux soviets ».

Sur ces entrefaites, Kamenev et Staline arrivèrent à Petrograd : ils renforcèrent la tendance majoritaire et la déportèrent quelque peu vers la droite. Surtout, cette « ligne » fut rendue publique ; des militants se plaignaient, en effet, que la *Pravda* ne contînt pas d'articles théoriques. La « majorité » leur donna satisfaction en confiant à Kamenev le soin de définir la ligne du parti ; aussi, ni lui, ni Staline n'eurent besoin pour cela de procéder à un « coup d'État miniature ». Le 14 mars 1917, dans la *Pravda*, un éditorial de Kamenev posait en termes explicites le problème du soutien à apporter au régime. Supposant à la gauche du parti, il demandait « à quoi cela pouvait donc servir de vouloir faire avancer les événements quand, déjà, ils progressaient à une telle allure[49] » ? Selon Kamenev, c'était une faute de se comporter comme si on voulait renverser le gouvernement, car « l'important n'était pas de prendre le pouvoir mais de savoir le garder[50] ». Tant que le prolétariat ne serait pas plus organisé, une telle attitude était une

erreur. Staline voyait la situation de la même façon ; il montrait en outre « que les forces de la contre-révolution n'étaient pas encore vaincues, non celles qui visaient au rétablissement du tsarisme, mais celles de la réaction internationale ». L'opposition systématique était aussi stérile qu'inopportune[51]. Les prises de position de Kamenev soulevèrent des clameurs. Prenant la tête de l'opposition de gauche, Olminskij put s'appuyer sur le rapport que Boš fit des positions de Lénine – vues à travers la première *Lettre de loin*. La section de Petersburg demanda même l'exclusion de Kamenev[52]. Mais, à la conférence du parti, fin mars, les arguments de Staline emportèrent l'adhésion. À son tour, il expliqua qu'il n'était pas toujours avantageux de vouloir forcer les événements ; le soviet faisait plus que contrôler les actes du gouvernement, il en était le moteur : de toute façon, un jour viendrait où un schisme éclaterait entre le soviet et le gouvernement ; il fallait le prévoir et se préparer à cette épreuve de force ; mais il était maladroit d'en hâter la venue car pour l'instant le gouvernement n'était pas si faible qu'on le disait. Mieux valait savoir attendre qu'il se discrédite, ce qui ne tarderait pas. Avec Avilov, qui rappelait le précédent de 1848 où le prolétariat français, par impatience, courut aux massacres de juin, Staline et Kamenev estimaient qu'agir prématurément constituerait une grave erreur politique[53] Ils l'emportèrent parce qu'ils surent s'écarter de Muranov, Bonš-Bruevic et Avilov qui se ralliaient ouvertement à la guerre de défense nationale (le « défensisme-révolutionnaire »), mais aussi parce qu'ils eurent avec eux ceux qui étaient soucieux de la réunification de la social-démocratie. À cette date, les bolcheviks s'y montraient plutôt réticents, les mencheviks plutôt favorables. En fait, il était des villes, notamment au Caucase, où les deux principales tendances de la social-démocratie n'avaient même pas d'organisation séparée. Aussi de nombreux militants préconisaient l'unité d'action de tous les sociaux-démocrates. Il y eut des réunions en ce sens à Samara, Novgorod, Smolensk, Kharkov, Toula, Bakou, Tiflis[54]. Mais à Moscou et à Kiev, les rapports se tendirent rapidement, tandis qu'à Petrograd le principe d'une plate-forme commune fut repoussé par la majorité des bolcheviks. On reconnut seulement la « nécessité » d'une entente avec ceux des mencheviks qui rompraient avec la *Rabočaja Gazeta*[55] : position surprenante puisque ce quotidien, sous la direction d'Ermanskij, « tirait » vers la gauche sur le problème de la guerre et débordait même les positions de Kamenev. Dans ces conditions, les négociations menées sous l'égide de

Kalinine et de Zaležskij n'avaient plus de sens ; elles échouèrent avant même qu'intervienne Lénine, hostile à toute réunification.

Ainsi, avant l'arrivée de Lénine, la « ligne » du parti manquait de solidité. D'un côté, le succès du groupe Kamenev plaçait le parti très à droite du centre de gravité des forces bolcheviks – à droite, également, d'hommes comme Sukhanov, Alexandrovic ou Ermanskij qui n'étaient pas bolcheviks ; de l'autre, on ne concluait pas d'accord avec les mencheviks-internationalistes sous prétexte qu'on ne s'entendait pas avec eux sur le problème de la guerre, où pourtant ils avaient adopté une position ni plus ni moins « internationaliste » que la direction bolchevik.

La « base » en éprouva d'autant plus de dépit qu'à sa gauche les communistes-anarchistes purent apparaître à l'opinion comme les seuls adversaires inconditionnels du régime. La tendance « patriotique » des amis de Kropotkine n'avait qu'une faible audience, la plupart des militants ayant approuvé les thèses internationalistes exprimées à Petrograd dans *Rabočee Znamenja* et en Ukraine dans *Nabat*[56]. Le 7 mars, ceux-ci saluaient le soviet, exprimant le désir d'y voir leur groupe représenté. On leur répondit que la question avait déjà été décidée de façon positive[57]. Adhérant ainsi au camp de la démocratie révolutionnaire, ils la conjuraient de continuer la lutte, car « la liberté politique acquise était une chose, mais la véritable liberté en était une autre ». « Pour ne pas tomber sous le joug du capital, il fallait que, tout de suite, la terre appartienne aux paysans et les moyens de production aux travailleurs ». On construirait ainsi la cité nouvelle, où il n'y aurait ni puissants, ni opprimés, ni riches, ni pauvres[58]. Pour y parvenir, les anarchistes appelaient au combat contre cette organisation diabolique, le pouvoir. Le 23 mars, un tract, extrait de *Rabočee Znamenja*, exigeait l'institution immédiate d'une nouvelle forme de gouvernement et l'institution de communes, seul moyen de remporter une victoire effective sur la bourgeoisie. Les anarchistes exigeaient également que la révolution décrète immédiatement la fin de la guerre et la destruction de l'ordre capitaliste. Seule une révolution de cette nature aurait une telle puissance contagieuse qu'elle gagnerait le monde entier (voir le texte en annexe).

Ainsi, fin mars ; 1917, seuls les anarchistes-internationalistes et les minoritaires bolcheviks affirmaient clairement leur opposition vis-à-vis du régime issu de la révolution de Février. Peu écoutés au soviet, ces hommes disposaient d'une audience certaine dans l'opinion ; les premiers actes du gouvernement allaient encore l'élargir.

LE FONCTIONNEMENT DU RÉGIME : PRINCIPE ET RÉALITÉ

La formule du double pouvoir fut consacrée par le congrès des soviets à la fin du mois de mars. Non sans agressivité vis-à-vis du gouvernement, Steklov expliqua longuement comment le régime était né. Ceretelli fit une mise au point : « La formule du double pouvoir n'était pas seulement le fait des circonstances ; le soviet avait choisi de s'entendre avec la bourgeoisie. Le prolétariat devait fonder sa politique sur des bases solides, qu'il pourrait renforcer, et non sur ce qu'il pouvait posséder momentanément. Tant qu'il existait un programme qui unissait l'énorme majorité de la classe ouvrière et l'armée révolutionnaire, tant que les cercles dirigeants de la bourgeoisie n'avaient pas dévié de ce programme, on ne pouvait pas dire que nous visions à renverser le gouvernement[59]. »

En réalité, Ceretelli et la plupart des dirigeants des soviets appréciaient mal l'humeur et les aspirations réelles des classes antagonistes. Celles-ci toutefois n'étaient pas encore assez organisées pour que l'épreuve de force ait pu apparaître comme fatale, dans un bref délai, et à une autre échelle qu'un conflit entre deux pouvoirs. En concluant l'accord du 2 mars, les dirigeants du soviet et du gouvernement ne pensaient qu'à leur propre rivalité : les premiers espérant l'emporter grâce à l'appui de l'opinion publique, les seconds par un retour à la vie normale qui ferait renaître les habitudes d'obéissance envers l'État et les classes dirigeantes. C'était ne pas compter avec la fantastique poussée révolutionnaire qui, en quelques heures, avait mis fin à trois siècles de régime autocratique. Chaque parti politique, chaque tendance de l'opinion, chaque groupe ethnique ou confessionnel entendait prendre en main l'avenir de la Russie et il n'était pas un seul Russe qui n'eût dans sa poche un plan tout prêt pour régénérer le pays. Dans ces conditions, le gouvernement, le soviet lui-même pouvaient bien lancer des proclamations ou légiférer à leur guise ; on en tenait compte seulement dans la mesure où cela ne contrariait pas son propre projet.

Des parties entières de l'État échappèrent ainsi à l'autorité du centre : à Kiev, dès les premiers jours de mars, se constitua une *Rada* qui agit très rapidement en toute souveraineté. Plusieurs communautés allogènes s'organisèrent à leur tour et commencèrent à légiférer, sans pour autant prendre nécessairement une attitude d'hostilité à l'égard du pouvoir central ; dans l'armée même, des régiments allogènes séparés (Lettons,

Polonais, etc.) se constituèrent, avant même que le problème ait été abordé par les « autorités » responsables (chefs militaires, gouvernement, leaders politiques allogènes, etc.). Par ailleurs, de véritables républiques autonomes se constituaient, ou des communes, comme Schlusselburg ou Kronstadt, qui géraient souverainement leurs propres affaires. La *Vossiche Zeitung* en compta trente-six qui surgirent ainsi, comme des champignons. Mais à l'intérieur même de ces communautés politiques nouvelles, l'autorité se morcelait. Ainsi à Kronstadt, il y eu au début un comité du mouvement et, parallèlement, un comité uni des marins ; puis se constitua un soviet des ouvriers du port de Kronstadt, un soviet des marins de la forteresse ; un super-comité regroupa ces deux derniers organismes. Chacun agissait à sa guise et s'était substitué au comité provisoire constitué les premiers jours[60].

Les fondements même de l'autorité de l'État se démantelaient : il ne s'agissait ni d'anarchie ni d'anarchisme car on ne bafouait l'autorité de l'État que pour l'établir sur des fondements plus justes ou pour la renforcer. Mais, pour l'instant, on estimait qu'il fallait d'abord faire la révolution. Un jour, une assemblée de paysans décidait de ne plus payer d'impôt ; le lendemain, un comité d'usine constituait sa milice d'autodéfense ; ou bien, des soldats refusaient de démolir une barricade, comme les autorités en avaient donné l'ordre[61]. Pešekhonov, commissaire du soviet à Petersburg, a raconté comment chacun entendait agir, décider, gouverner, toujours dans l'intérêt public :

> « Le commissariat, averti de l'existence d'un entrepôt de ravitaillement aménagé par les autorités tsaristes, y envoya deux gardes. Vingt-quatre heures passèrent. Déjà, une foule compacte interrogeait les sentinelles : apprenant de quoi il s'agissait, elle força l'entrée, saccagea l'entrepôt, chargea les stocks sur des camions qu'elle réquisitionna de force et triomphalement porta le tout à mon commissariat[62]. »

2. LES DÉBUTS DU NOUVEAU RÉGIME

LES PREMIERS ACTES DU RÉGIME

Le désordre risquait de se développer, ce que le soviet craignait par-dessus tout. Les membres du gouvernement n'étaient pas alarmés au même point : l'opinion rendrait les soviets responsables.

Pour traduire sa volonté d'instaurer un régime démocratique véritable, le gouvernement constitua des commissions spécialisées pour chacun de ses projets : préparation de la constituante, réforme de l'administration et des institutions, etc. C'était confier à des hommes de cabinet le soin de préparer l'avenir de la Russie, alors que le destin de la révolution se jouait dans la rue. En attendant, le gouvernement lança proclamation sur proclamation pour annoncer l'abolition de l'ancien ordre politique et juridique[g]. Seul Kerenski agissait avec habileté. Il rendait compte publiquement de sa gestion au ministère de la Justice : déplacement de hauts magistrats, institution de cours temporaires de justice, suppression de la peine de mort, etc[63]. Mais toutes ces mesures ne faisaient que consacrer la victoire de la révolution et il fallait un délai bien long à Nabokov pour élaborer sa loi d'amnistie ; huit jours après la chute du tsar, on attendait encore ce texte tout comme on s'étonnait que Miljukov n'ait pas ordonné aux consuls de donner leurs visas de retour aux émigrés[64].

Il y avait d'autres motifs de mécontentement ; des hauts fonctionnaires étaient déplacés, on les retrouvait « commissaires du gouvernement » ; le ministre recevait les représentants du commerce et de l'industrie, mais il n'invitait pas les syndicats[65]. On lançait avec fracas un « emprunt de la liberté », mais on n'instituait aucune loi sociale, laissant aux ouvriers le soin de négocier avec le patronat. Par contre, le gouvernement entreprenait une réforme administrative très complète, ce qui n'intéressait personne[66]. Pour cela, il n'attendait pas la décision de la constituante, alors que, chaque fois que le soviet proposait une réforme, il s'abritait derrière les principes démocratiques, rappelant son incapacité à légiférer. Les nationalités l'avaient appris à leurs dépens. Il en fut de même des paysans. Ceux-ci étaient impatients de voir distribuée la terre des apanages ; le gouvernement avait bien décidé de la nationaliser[67], mais interdit les saisies et, dès le 9 mars, prit des mesures pour réprimer un mouvement paysan dans la

région de Kazan[68]. Il institua des « comités de la terre » qui avaient pour fonction de contrôler l'application de la loi : mais on ne la promulguait pas et la déclaration gouvernementale sur la question agraire signifiait qu'elle ne le serait pas de si tôt[69].

La vie du pays s'était arrêtée pendant plus de huit jours. Déjà les files d'attente se reformaient et les prix montaient à nouveau ; leur blocage institué par la commission du ravitaillement ne valait que pour le pain, la viande, le lait, le beurre. Serait-il appliqué ailleurs que dans la capitale, là où ces produits faisaient défaut ? Le gouvernement souhaitait que les grèves cessent, que reprenne l'activité du pays. La majorité des membres du comité exécutif du soviet ne pensait pas autrement. Le 5 mars, Čkeidze fit un rapport en ce sens ; Pumjanskij le soutint au nom du soviet de Moscou[70]. Mais les ouvriers ne l'entendaient pas de cette oreille : l'un après l'autre, les délégués exigèrent des garanties ; sinon, reprendre le travail revenait à considérer que la révolution était achevée alors qu'elle débutait à peine. Le bureau commençait à se sentir mal à l'aise et à fléchir lorsqu'un soldat exprima son désaccord. Les soldats étaient dans les tranchées, les ouvriers devaient donc retourner à leur tâche ; à leur tour, dix militaires vinrent soutenir ce point de vue. Au vote, alors que les deux cinquièmes des présents au soviet étaient des ouvriers, la reprise du travail fut décidée par 1 170 voix contre 30. Retournement inattendu : le bureau l'avait emporté, mais grâce à la pression des soldats[71]. Subitement, une hantise prit forme : l'ombre des capotes grises allait-elle régner sur la révolution ?

Les ouvriers réagirent à leur façon. ÀVyborg, on prépara une manifestation contre la décision prise par le soviet[72] ; on considéra qu'elle serait nulle et non avenue tant que la classe ouvrière n'aurait pas obtenu les huit heures, la hausse des salaires, etc.[73] Effectivement, la grève continua à paralyser des dizaines d'entreprises. Le 8 mars, la *Rabočaja Gazeta* lança un appel aux grévistes : ils discréditaient le soviet en ne lui obéissant pas[74]. Le 10, le quotidien menchevik récidiva : il fallait se souvenir des leçons de 1905, ne pas précipiter les événements, s'organiser fortement avant de présenter des revendications[75]. Le 14, la commission de propagande du soviet lança un nouvel appel dans les *Izvestija* destiné, cette fois, au traminots et aux transporteurs[76]. Mais, le 25, cochers et camionneurs ne travaillaient toujours pas : avant de casser la glace, maintenant vieille de quinze jours, ils demandaient la nationalisation des entreprises de transport. « N'attendez pas lundi pour vous mettre au travail », implora la soviet ; il

promit d'intervenir si les chefs d'entreprise n'avaient pas fait des concessions[77]. Le 21, à la section ouvrière du soviet, Bogdanov observait que la reprise du travail se faisait toujours mal et que cela risquait de se perpétuer si on n'améliorait pas la condition des travailleurs[78]. Le soviet entreprit alors de négocier avec le patronat de la capitale. Jetant du lest, celui-ci accepta l'introduction des huit heures, la constitution des comités d'usine, l'institution des chambres de conciliation[79]. Des accords identiques furent conclus à Saratov, dans d'autres villes de province, mais longtemps Petrograd resta un refuge du progrès. Pour le soviet, c'était un succès indéniable. Mais, dans l'élan des événements de Février, il apparut aux travailleurs que cet accord allait de soi : une « victoire », certainement pas, car ce protocole consacrait tout au plus un fait accompli[80] La classe ouvrière ne reprit le travail que partiellement ; plus vite dans les grandes usines que dans les petites où le patronat fit des concessions avec difficulté[81].

Par priorité, le nouveau régime devait essayer de résoudre le problème du ravitaillement[82] ; selon Šingarev, ministre de l'Agriculture, il ne restait à Petrograd ou à Moscou « qu'une ou deux journées de vivres en réserve », moins qu'aux armées ; la hausse des prix avait repris et, au soviet, Grohman s'en inquiétait : selon lui, la seule méthode pour faire baisser les prix consistait à réglementer l'économie au sommet. Le projet demandait à être mis au point ; en attendant, Grohman recommandait l'institution de « monopoles d'État » pour les produits de première nécessité. Le soviet soutenait ce point de vue. Pour sa part, l'économiste Prokopovič estimait ces monopoles souhaitables, toutefois il pensait que seul un État fort pourrait les instaurer. Mais, au gouvernement, Šingarev y était hostile. Sous la pression du soviet, du mouvement coopératif, des syndicats, etc., une décision de principe fut prise, néanmoins, en ce qui concernait le blé[83]. Aussitôt, les banques, qui entreposaient une bonne partie des stocks en temps normal, s'alarmèrent et, le 19 mars, la première assemblée pan-russe des commerçants et industriels avertissait le pouvoir que l'institution d'un monopole sur le blé constituerait un précédent et « l'arrêt de mort au commerce du blé[84] ». Sous la pression de l'opinion démocratique, le gouvernement passa outre ; mais il rassura les intéressés en leur affirmant que cette mesure ne durerait que l'espace de la guerre et en décidant d'augmenter le prix du blé de 60 %[85]. La loi du 25 mars 1917 prévoyait la création de comités locaux aux différents échelons du gouvernement, de l'uezd, de la volost'et des municipalités. Elle leur conférait le pouvoir de

réglementer la distribution du grain et de déterminer les quantités à livrer en fonction des déclarations des producteurs et des besoins de la population[86]. L'annexe à la loi, qui fixait le mode de nomination des comités, représente assez bien le modèle de ces arrêtés auxquels procéda le gouvernement provisoire, soucieux d'assurer, dans les organismes démocratiques nés de la révolution, la représentation de toutes les institutions sociales russes ; une manière pour lui de ne pas rester à dialoguer seulement avec le soviet.

> « Les comités locaux du ravitaillement administreront le ravitaillement et l'organisation de la production agricole en accord avec les instructions du ministre de l'Agriculture, président du comité d'État au ravitaillement.
>
> Art. 2. – Les comités de « gubernaja » seront constitués des représentants suivants :
> – Trois élus par l'assemblée des zemstva de la gubernaja ;
> – Trois élus par la douma municipale de la capitale de la gubernaja ;
> – Un de la section locale de l'union pan-russe des zemstva ;
> – Un de la section locale de l'union pan-russe des villes ;
> – Un de la section locale du « comité des industries de guerre » ;
> – Cinq du soviet local des ouvriers ou, en son absence, du fonds de l'hôpital ou du syndicat ;
> – Cinq de l'union locale des paysans ;
> – Six des coopératives locales (si possible, deux de chaque sorte de coopératives) ;
> – Deux des « sociétés agricoles » locales ;
> – Trois des organisations commerciales ou autres organisations assurant les échanges ;
> – Un représentant statisticien de chaque organisation (zemstvo et municipalités) et un des organisations, institutions d'agronomie, d'économie, de santé publique, où il en existe. »

Les articles 3 et 4 suivants déterminaient le mode d'élection et la composition des organismes à compétence plus limitée (comités de volost', etc.)[87].

Aussitôt après, une loi sur la protection des récoltes devait garantir l'État contre la tentation des gros possédants de ne plus emblaver pour un prix fixé par le gouvernement. Les « comités » reçurent tous pouvoirs pour

utiliser les terres non ensemencées, à condition de verser aux propriétaires une rente correspondante à la valeur de la récolte (le 11 avril)[88]. Ces mesures étaient accompagnées d'un appel des *Izvestija* aux paysans les invitant à produire et à travailler pour le salut de la révolution et les mettant en garde contre les manœuvres des « pomeščiki »[89]. Ces mesures prises, *nolens volens*, par Čingarev marquaient incontestablement un succès pour le nouveau régime et plus particulièrement pour le soviet de Petrograd. Mais comment seraient-elles appliquées ? À cette heure, on s'en inquiétait moins que du comportement des soldats, maîtres de la rue.

LA BATAILLE POUR L'ARMÉE

À la différence de la grande bourgeoisie, le haut commandement n'avait pas pratiqué le jeu du ralliement à la révolution : il perdit aussitôt la confiance de la troupe et tout péril contre-révolutionnaire parut momentanément écarté. Mais le gouvernement ne sut pas plus rallier les soldats. Il ne prit aucune mesure spectaculaire pour réformer l'armée et laissa voir qu'une armée « révolutionnaire » ne l'intéressait pas, même si celle-ci réussissait à sauver le pays de l'invasion. Est-ce à dire qu'il préférait le retour de la tradition militaire à une victoire qui risquait de le mettre à la merci d'une armée rénovée, ou bien croyait-il impossible une telle réforme en pleine guerre ?

La position du soviet était plus délicate encore ; sans prise sur l'armée, il craignait que l'état-major et le gouvernement ne la reprennent en main. Aussi, la peur le faisait accéder aux exigences de la troupe : mais le « comité » avait tellement peu confiance dans « l'élément le plus contre-révolutionnaire de la révolution » qu'il comptait sur le gouvernement pour le faire entrer dans le rang. Ce dont il rêvait, au fond, c'était que, retrouvant son unité, l'armée combatte l'ennemi extérieur, tandis qu'à l'arrière le soviet se chargeait de juguler l'ennemi intérieur et d'imposer au gouvernement une politique de son choix.

La « bataille pour l'armée » fut un drame en plusieurs épisodes. À l'issue des journées de mars, le haut commandement avait perdu la première manche. Mais il restait en fonctions et n'était pas hors de combat. Le gouvernement et le soviet se disputèrent son héritage : qui allait l'emporter ? Le 1er mars, le soviet s'était défendu d'être à l'origine du prikaze 1 : s'il finit par en assumer la responsabilité, ce fut toujours à son

corps défendant, car il craignait que le front lui imputât la désorganisation de l'arrière. Sokolov, auteur présumé du prikaze, ne chercha pas à en tirer gloire : Kerenski parla de « provocation » ; Šljapnikov déclara avoir vu l'anarchiste Linde rédiger le fameux texte, dont les bolcheviks ne revendiquèrent jamais la paternité. Le jour suivant, Sukhanov arracha à Molotov un paquet de tracts qui appelaient les soldats au massacre des officiers. Ces libelles émanaient-ils des S.R. de gauche et unitaires ou bien provenaient-ils des officines allemandes installées en Finlande ? Quoi qu'il en soit, le soviet rédigea une proclamation qui invitait les soldats à la modération. Le 5, il lança un nouvel appel à une collaboration fraternelle. À son tour, le soviet de Moscou recommandait aux soldats de ne pas user de contraintes vis-à-vis des officiers, même ceux qui s'étaient montrés hostiles au peuple[90].

Quant aux proclamations du gouvernement, elles ne se comptaient plus, mais ne réussissaient pas à faire rentrer les soldats dans le rang.

C'est alors que des officiers ralliés à la révolution et constitués en union des officiers républicains vinrent au soviet exposer leurs doléances : l'armée était livrée à la désorganisation depuis que les soldats, interprétant mal le prikaze 1, destituaient leurs officiers et en promouvaient d'autres. Soucieux de la respectabilité de la révolution, le soviet opina. Il rédigea le prikaze 2 rappelant que « les élections avaient pour objet de désigner les représentants des intérêts *politiques* de l'armée, et non de choisir ses propres officiers. Les délégués avaient seulement le droit de contester certaines nominations[91] ». Le prikaze 2 rappelait bien que les autres clauses du prikaze 1 restaient valables : n'importe, l'effet était produit ; ni Gučkov, ni l'armée ne s'y trompèrent. Le gouvernement, aussitôt, s'engouffra par la brèche. Il fit publier par ses amis des tracts qui stigmatisaient les auteurs *des* pillaxes 1 et 2. « Violer son serment envers l'ancien gouvernement était inévitable, expliquait-on aux soldats, mais le gouvernement avait été élu par le comité de la douma puis reconnu par le soviet. On devait donc obéissance à ce gouvernement légal[92]. » Sensible à l'argument, le soviet demanda à Gučkov d'endosser les deux prikazes : « Plutôt démissionner », répondit le ministre. Il fit valoir que la rédaction du prikaze 1 avait précédé la conclusion de l'accord entre le soviet et le gouvernement, que sa valeur était nulle. N'osant rompre, les délégués du soviet acceptèrent un compromis : gouvernement et soviet signeraient, conjointement, un « appel » qui reconnaîtrait la compétence du prikaze 2, mais à Petrograd

seulement. C'était le prix demandé pour sa légitimation[93]. Il n'était plus question du prikaze 1. La section militaire du soviet protesta aussitôt contre le contenu de ce « vozzvanie ». Sokolov essaya d'expliquer qu'il ne s'agissait pas d'une amputation mais bien d'une consolidation, puisque ce « vozzvanie » donnait une valeur légale aux décisions des soldats ; d'ailleurs, Gučkov allait promulguer d'autres réformes. Ses explications embarrassées ne convainquirent personne.

En guise de réformes, Gučkov, qui avait pu, en vingt-quatre heures, accorder des privilèges spéciaux au corps des cosaques, ne réussit en huit jours qu'à promulguer les prikazes 114 et 115[94]. Le premier rappelait aux officiers toutes les règles de courtoisie à observer envers les soldats ; c'était tout. Le second renvoyait l'élaboration d'une réforme à une commission. Pour les soldats, c'en était trop : le 9 mars, la commission militaire du soviet faisait adopter par l'assemblée plénière une résolution sur les droits du soldat. Elle rappelait ses droits civils et politiques, notamment celui de tenir des réunions et celui de ne pas assister aux offices religieux. Puis la résolution abolissait tout ce qui avilissait l'individu sans la moindre utilité pour l'efficacité du service des armées : tutoiement, salut militaire, service d'ordonnance, etc. Les rapports entre soldats et officiers étaient réglementés avec minutie et il était mis fin à la pratique des punitions corporelles dont l'énumération constituait le tableau de douleur du soldat de l'ancienne armée tsariste ; la perte de leur grade frapperait ceux qui s'obstineraient à exercer des châtiments corporels. Résolution qui n'avait rien de révolutionnaire, ne modifiait en rien les structures de l'armée et ne soufflait mot du problème de la nomination des officiers. Tout l'édifice ancien restait en place et n'étaient abolies que les pratiques qui attentaient à la dignité du soldat[95].

La modeste activité de Gučkov avait indisposé le haut commandement ainsi dessaisi du pouvoir de régenter l'armée[h]. On imagine les réactions de l'état-major quand il prit connaissance de la déclaration sur les droits du soldat : il vit rouge, surtout en apprenant la suppression du salut militaire. Le ministre de la Guerre invita néanmoins Alexiev à prendre ce texte en considération ; après tout, il avait été rédigé avec l'aide d'un officier supérieur, le général Polivalov. Alekseev refusa d'examiner quoi que ce soit et leva la séance[96].

Le soviet saisit enfin l'occasion de retrouver sa popularité : en son nom, les *Izvestija* publièrent des articles très violents contre la Stavka, « centre de

la contre-révolution ». Puis le comité rejeta le texte du nouveau serment que le gouvernement voulait faire prêter aux militaires ; le principe d'un serment était-il même légitime ? « C'est au gouvernement de prêter serment de fidélité aux soldats », proclamait un soviet de province. Le gouvernement dut retirer son texte[97].

Le mouvement de balancier rapprochait maintenant la troupe du soviet. Mais les milieux dirigeants trouvèrent une parade. Une formidable campagne de presse annonça subitement l'imminence d'une offensive allemande : la Russie et la révolution étaient en péril, le front demandait des renforts à Petrograd. « Cela ne dépend pas de moi mais du soviet », répondit Gučkov[98]. Cela mettait la révolution dans une alternative délicate : que le soviet accepte de dégarnir la ville et il courait un risque de la livrer, sans défense, « à un nouveau Yuan Tché Kai » ; qu'il refuse et le haut commandement dresserait les soldats du front, déjà furieux que le prikaze 2 ne soit applicable qu'à Petrograd, contre l'arrière et les civils. Craignant le pire, le soviet autorisa le commandement à prélever quelques contingents dans la capitale, perdant aussitôt le crédit qu'il avait retrouvé. Au comité, personne ne protesta, pas même les bolcheviks ; ils envisageaient de constituer des groupes armés pour assurer la défense de la révolution (la « garde rouge ») et le départ des soldats leur convenait assez bien[99].

L'attaque allemande à Stokhod se ramena finalement à peu de choses, les révolutionnaires comprirent qu'ils avaient été joués ; leurs adversaires avaient été assez habiles pour féliciter le soviet d'avoir violé l'accord du 2 mars, qui prévoyait le maintien dans la capitale des soldats dont l'action avait contribué à la chute du tsarisme. Pour ne pas être la victime d'un nouveau piège, le soviet décida d'établir des contacts plus étroits avec les soldats du front : le 19 mars, il instituait des commissaires aux armées, chargés de porter aux combattants le salut de la révolution[100].

La propagande contre-révolutionnaire commençait à porter ses fruits. En ville, des groupes de soldats armés surveillaient les usines pour voir si les ouvriers travaillaient[101]. Il y eut des incidents[102]. C'était également ce que craignait le soviet : les appels de caractère patriotique allaient-ils faire basculer l'armée dans le camp de la contre-révolution et les soldats de la capitale n'allaient-ils pas considérer qu'en surveillant les ouvriers, ils accomplissaient leur devoir envers le pays[103] ?

Les dirigeants du soviet voyaient le péril. Mais ils ne savaient que faire tant que n'était pas ouvertement posé le problème de la poursuite de la

guerre. Ils n’osaient pas ; ce fut le gouvernement qui prit l’initiative

LE PROBLÈME DE LA GUERRE[i]

Miljukov n’avait pu sauver le tsarisme, au moins voulut-il poursuivre la guerre. Il pensait que le gouvernement réussirait à amarrer solidement le nouveau régime aux démocraties occidentales et à consolider la cohésion de la société menacée par l’explosion de Février. En poursuivant les hostilités jusqu’à l’épuisement de l’ennemi – ce qui pourrait être aussi l’épuisement de la révolution –, il apporterait Constantinople en dot à la Russie nouvelle ; au passage, Miljukov espérait également, en brandissant le danger allemand, diviser les vainqueurs de Février, dresser encore plus l’armée contre les ouvriers.

Dès le 4 mars, Miljukov adressait une note aux diplomates russes à l’étranger : le gouvernement disait sa détermination « d’observer strictement les obligations internationales contractées par l’ancien régime et sa volonté de mener la guerre vers sa fin victorieuse ». Réaffirmant les liens de la Russie avec ses alliés, il se déclarait convaincu « que l’exaltation qui animait maintenant la nation tout entière multiplierait ses forces et rapprocherait l’heure du triomphe final de la Russie régénérée et de ses glorieux alliés[104] ». Une circulaire demandait aux diplomates russes d’exiger que, dans leur réponse, les chancelleries occidentales déclarent qu’elles respecteraient les engagements conclus avec le précédent gouvernement[105].

Les buts de guerre de la Russie révolutionnaire ne différaient donc en rien de ceux de la Russie tsariste sauf sur un point : Miljukov proposait de créer, après la guerre, une organisation internationale qui garantirait la paix entre les peuples, pure clause de style qui ne trompa personne.

Kerenski jugea cette attitude périlleuse pour le gouvernement : la Russie de Sainte-Sophie était morte, entraînant avec elle ses buts de guerre ; il fallait adresser à la nation un langage nouveau : cela ne méconnaîtrait aucunement les droits de la Russie, car, plus tard, après la victoire, elle serait animée par d’autres sentiments. « En attendant, dites ce que vous voulez mais gonflez le soldat », lui confiait Gučkov ; alors Kerenski, dans une interview au *Daily Chronicle*, se déclara en faveur de « l’internationalisation des Détroits[106] ». Miljukov se récria : Kerenski exprimait seulement des « vues personnelles » ; n’importe, le grelot était attaché[107].

Dans le camp démocratique, on savait bien que l'avenir de la révolution dépendait de l'issue de la guerre. Seulement, la chute du tsarisme avait modifié la nature du conflit, la défense nationale n'avait plus le même sens. Toutefois, ignorant les sentiments de l'opinion publique, les hommes des partis évitaient d'aborder cette question. Chacun en savait l'importance mais n'osait prendre position ou même rendre publiques ses hésitations. Ainsi, au comité du parti menchevik, le 6 mars, les mencheviks prirent position sur la guerre. La *Rabočaja Gazeta* donna l'information mais elle ne dit pas quelle avait été la position adoptée[108]. Le 8, elle insistait sur le coût de cette guerre, « insupportable pour les gouvernements et pour la pauvre Russie, en particulier[109] ». Ainsi, l'organe menchevik-internationaliste fit connaître ses sentiments avec précautions, consacrant chaque jour un éditorial à l'un des aspects du conflit. Le 11, lorsque la presse bourgeoise annonça l'imminence d'une attaque allemande, la *Rabočaja Gazeta* se découvrit davantage : « Défendre Petrograd, oui ; conquérir Tsarigrad[j], non[110]. » L'opinion n'eût pas admis une campagne contre la guerre ; aussi les internationalistes refusèrent-ils d'adopter le slogan des bolcheviks de Moscou : « Dans les circonstances actuelles, en toute priorité, à bas la guerre ! » Les négociations en vue de l'unité furent rompues sur cette question[111].

À côté de la « gauche » bolchevik décidée à rendre publique la lutte contre la guerre, le bureau, plus circonspect, recommandait seulement la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, invitant le prolétariat de tous les pays en guerre à nouer des rapports pour cesser immédiatement le conflit ; il plaçait ce mot d'ordre dans un petit coin de la page 3 de la *Pravda*[112]. Le 14, Kamenev adoptait des positions opposées à celles des camarades de Moscou : « Ni la désorganisation, ni le slogan vide « à bas la guerre » ne constituent des mots d'ordre », écrivait-il. Le même jour, Staline lançait un appel à la discipline militaire : l'alerte de Stockhod pouvait faire douter de la volonté de paix des soldats allemands et le réveil patriotique qu'elle avait suscité signifiait que l'heure des propos défaitistes n'était pas arrivée[113].

On se heurtait toujours aux mêmes problèmes : la guerre avait-elle changé de nature depuis que le régime tsariste avait été abattu ? Quelle était la solution la moins périlleuse pour la révolution : faire le jeu de la bourgeoisie en continuant la guerre ou conclure la paix, ce qui pourrait provoquer une contre-révolution ? « Il faut crier « vive la paix générale » et

non « vive la paix », indiquait le comité exécutif du soviet de Moscou[114] ; « guerre pour la liberté » et non « guerre jusqu'à la victoire », proposaient les *Izvestija*[115]. Rares étaient ceux qui, à l'imitation du soviet d'Ivanovo ou d'un groupe de soldats de Kharkov, osaient parler de paix séparée. Encore les premiers s'adressaient-ils au prolétariat allemand et les seconds laissaient-ils à la constituante la responsabilité de cette décision[116].

Ainsi, l'incertitude des concepts était générale ; le soviet devait néanmoins adopter une position, maintenant que le gouvernement avait fait connaître la sienne. Nul n'avait plus conscience de ces difficultés que Sukhanov. Comme Čkeidze, il était hanté par les réactions de la troupe qui, chaque jour, rendait visite au soviet ; quand chaque homme, par amour de la Russie et en hommage à la révolution, lui offrait, en pleurant, ses médailles.

Au moins, il fallait rédiger un manifeste. Sukhanov fit appel à Gorki ; comme son ami Romain Rolland, celui-ci était « au-dessus de la mêlée ». Mais son texte fut jugé trop littéraire et le soviet préféra une motion plus politique[117]. Sans sacrifier à aucune tendance de la « démocratie », cet appel déclarait que « le temps était venu de commencer un combat décisif contre les ambitions annexionnistes de tous les gouvernements ; le temps était venu, également, pour les peuples de décider des problèmes de la paix ou de la guerre ». Cette formule – les *Izvestija* le rappelaient – visait autant les Alliés que les puissances centrales. Mais, plus loin, satisfaction était donnée aux tenants du « défensisme révolutionnaire » : « Nous défendrons notre liberté, ajoutait le manifeste, contre la réaction de l'intérieur et de l'extérieur. La révolution russe ne reculera pas devant les baïonnettes des conquérants et ne se laissera pas abattre par les forces militaires de l'étranger[118]. » Il y eut, en cette occasion, un grand débat au soviet : Steklov présenta le projet que défendirent également les mencheviks Čkeidze et Cenkeli. Le député bolchevik Muranov, retour de déportation, approuva également ce texte qui ne rencontra aucune opposition[119].

La bourgeoisie ne retint que la deuxième partie de l'appel du 14 mars, jouant sur le commentaire qu'en fit Čkeidze le lendemain : « À vous, Allemands, nous disons : avant de parler de paix, faites comme nous, abattez Guillaume. » Il avait improvisé cette formule devant les interventions des soldats et des officiers qui, le 14, avaient jugé l'appel dangereux pour le moral des armées. La presse occidentale répéta à l'envi le commentaire de Čkeidze, ce qui dénaturait le sens de l'appel du 14 mars ; les *Izvestija* le rappelèrent, le 18. Elles insistèrent également sur un autre

thème de la propagande internationaliste, la nocivité de la diplomatie secrète. En Russie, l'appel du 14 mars avait eu un grand retentissement à cause de sa première partie : « C'est la révolution qu'il faut mener à une fin victorieuse », commentait le soviet de Novo-Nikolaievsk[120] ; celui de Nižnij-Novgorod comme celui de Rjazan en appelaient à « la paix des peuples » que réglerait bientôt un « congrès international socialiste[121] ». Les *Izvestija* publièrent un article intitulé « Une deuxième hirondelle d'Allemagne » : la première avait été le « salut » des ouvriers allemands à la révolution de Février ; la seconde était le refus des sociaux-démocrates du Peichstag de voter le budget de guerre extraordinaire[122]. La démocratie, toutefois, n'avait pas encore de politique définie ; elle savait seulement qu'il y avait des limites à ne pas franchir : lorsque Alexandra Kollontai cria « à bas la guerre », elle fut huée[123].

Retour de Sibérie, Irakli Ceretelli, le leader menchevik, comprit très vite que ces incertitudes constituaient un péril mortel pour la révolution. Il eut le mérite de dégager les lignes d'une politique cohérente ; on l'approuverait ou on la rejetterait :

> « Aux deux problèmes essentiels – celui du pouvoir et de la révolution –, la droite et la gauche avaient déjà donné une réponse : la bourgeoisie disait : la reconnaissance de notre hégémonie et de nos slogans de guerre, problème numéro 1 de la révolution. La gauche disait : dictature du prolétariat et cessation de la guerre pour l'adoption de mesures révolutionnaires dans le pays. La première ignorait les problèmes de la révolution ; la seconde, ses possibilités. Toutes deux menaient à la guerre civile[124]. »

Ceretelli estimait en effet que les internationalistes substituaient une démagogie sans issue à la lutte pour un programme, puisqu'ils combattaient le gouvernement sans vouloir l'abattre, tandis que leurs mots d'ordre avaient davantage pour objet de combattre le gouvernement que de lui opposer une politique de rechange. Son idée était de lier le « défensisme révolutionnaire » à la lutte pour la paix. Il exposa ses positions à la séance du 21 mars. Le rapporteur, Sukhanov, avait présenté une motion axée plus sur la lutte pour la paix que sur la « défense » de la révolution. Ceretelli exprima son désaccord ; tout se passait comme si le soviet confiait la défense du pays au gouvernement, à charge pour le soviet de tout faire pour le contraindre à signer la paix. Selon lui, il fallait, tout à la fois, faire la

guerre, lutter pour la paix, proclamer les deux volets de cette politique et l'imposer. En préconisant une action immédiate du soviet auprès du gouvernement, Ceretelli donnait l'impression de vouloir exercer une action plus réelle sur le cours des événements que les internationalistes qui se contentaient de critiquer le pouvoir ou de lui adresser des messages. Il « tournait » ainsi la « gauche » internationaliste et bolchevik, ralliait Lieber, Steklov dont les voix s'ajoutèrent à celles de Čkeidze, Skobelev, etc., et à celles de la droite du soviet (Bramson, Čaikovskij, etc.). Puis il réussit à gagner ses adversaires en « gauchissant » quelque peu la motion adoptée le matin ; ainsi, à l'antagonisme gauche-droite, il substituait un dynamisme « centriste » ; le jour même (21 mars), le soviet demandait à entrer en rapport avec le gouvernement[125].

Miljukov comprit l'importance de la bataille qui s'engageait et il voulut consolider son entreprise avant que l'opinion l'ait exactement mesurée. Simultanément, dans la *Rec* et le *New York Times,* il critiqua la formule « paix sans annexions ni contributions » que commençaient à balbutier quelques organisations révolutionnaires[126], liée, disait-il, à la propagande allemande. La libération des nationalités de l'empire turc ou de la monarchie des Habsbourg pouvait-elle être considérée comme une annexion ? interrogeait naïvement le ministre des Affaires étrangères ; sans sourciller, l'avocat des Tchèques et des Arabes demandait que tous les Arméniens et Ukrainiens passent sous la protection des Russes, leurs libérateurs. Quant au rattachement de Constantinople, on ne pouvait le considérer comme une annexion parce que cela ne portait pas atteinte aux intérêts de la nation turque qui, en dépit de cinq siècles d'occupation, ne s'était pas profondément enracinée sur les rives du Bosphore, sa présence reposant exclusivement sur le droit de conquête, le droit du plus fort[127]. On retrouvait les mêmes propos dans le *New York Times ;* dans le journal américain, toutefois, plutôt que l'unification des Roumains, Miljukov en proposait « l'amalgame, dans notre Ukraine[128] ». La presse démocratique réagit avec vivacité.

C'est dans ces conditions que le gouvernement reçut, en présence du comité de la douma, les membres de la commission de contact. Celle-ci exigeait la publication d'une « note » qui définirait les buts de guerre du nouveau régime. Miljukov s'y opposa fermement : une telle note serait mal accueillie par les gouvernements alliés[129]. Skobelev s'étonna : Miljukov n'assurait-il pas, naguère, que c'étaient les revendications territoriales de la

Russie tsariste qui aliénaient la confiance des alliés de la Russie ? Gučkov et Šingarev voulurent savoir si le soviet ranimerait le moral des soldats au cas où le gouvernement satisferait à cette demande : « certainement », répondirent, unanimes, les membres de la commission de contact[130]. Mis en minorité, Miljukov dut s'exécuter ; il obtenait, toutefois, que cette note prît la forme d'un appel aux citoyens de Russie, ce qui n'impliquait aucune exigence à formuler auprès des gouvernements alliés. Non sans mal, le soviet fit alors insérer un paragraphe qui constituait le programme de la démocratie :

> « Le but de la libre Russie n'est pas la domination des autres peuples, ou la conquête de leur territoire national, ni l'occupation, par la force, de territoires étrangers, mais l'établissement d'une paix durable sur le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Elle n'a le désir ni de soumettre ni d'humilier aucun peuple[131]. »

Miljukov indiquait, en outre, par deux fois, que la Russie « observerait les obligations envers les Alliés » et que « la solution de tous les problèmes serait prise en accord avec eux », ce qui altérait gravement le sens de cet appel. Comme le passage jugé essentiel par le soviet était encadré de toutes sortes de considérations et aucunement mis en valeur dans la rédaction définitive, le soviet eut le sentiment qu'il était dupe. Effectivement Miljukov espérait l'endormir[132] ; ses arrière-pensées étaient claires puisqu'il adressait aussitôt une note secrète aux ambassadeurs de Russie pour démentir que la Russie ait renoncé aux accords sur Constantinople[133]. La presse « bourgeoise » joua le jeu et découvrit dans l'appel les accents de la Russie nouvelle. Les journaux mencheviks et socialistes-révolutionnaires crurent habile de chanter également ce beau succès[134]. « C'est une victoire à la Pyrrhus », jugeait, au contraire, Sukhanov, d'autant plus lucide et amer que sa motion avait été rejetée et qu'il ressentait cet échec personnellement.

Au congrès des soviets, le comité exécutif présenta l'appel comme un succès ; l'accord fut ratifié et la motion Ceretelli l'emporta sur la motion Kamenev-Kamkov par 325 voix contre 57 et 20 abstentions. Le texte voté ce jour-là traduisait bien le diptyque auquel s'était rallié la majorité : lutte pour la paix, défense de la révolution. Insistant sur la renonciation de la Russie aux annexions, elle en appelait aux peuples pour qu'ils agissent comme l'avait fait le soviet et qu'ils fassent pression sur leurs gouvernements afin que ceux-ci répudient, à leur tour, toute idée de

conquête. S'ils y parvenaient, la paix ne serait plus bien loin. En attendant, respectant l'accord conclu avec le gouvernement, le congrès des soviets indiquait dans la motion la nécessité « de préserver la combativité de l'armée pour des opérations actives[135] ».

LE NOUVEAU RÉGIME ET L'OPINION

Au congrès des soviets, soixante-dix-sept voix n'avaient pas voté la motion du bureau. Ceretelli estima que l'opposition à la guerre traduisait plus la lassitude qu'elle n'exprimait une prise de position internationaliste. Peut-être, mais on observe que les manifestations de caractère patriotique se raréfièrent et celles qui demandaient une paix sans annexion se multiplièrent. La résistance à la guerre n'était pas aussi passive que le jugeait Ceretelli. Mais, sur cette question, était-il seul à mal juger les réactions du public ?

Ce retard des militants sur l'opinion se retrouve dans d'autres domaines. Le 2 mars, déjà, la méfiance de la foule vis-à-vis du nouveau gouvernement fut plus vive que celle du soviet, où une droite neutralisait la majorité, assez hésitante. Le 6 mars, le décalage entre la politique du double pouvoir et les conceptions des ouvriers apparut en clair : en dépit des appels du soviet, les ouvriers ne se rendirent pas au travail. Au même moment, une bonne partie des soldats de la capitale ne s'occupaient plus ni du gouvernement ni du soviet pour promulguer la « déclaration des droits du soldat ». Dans la campagne pour la paix, l'initiative ne partit pas des organismes dirigeants – hormis deux ou trois textes minoritaires, bolcheviks ou anarchistes, mais des travailleurs de la capitale ou de la province.

Sur la question du pouvoir, le divorce se consommait tout autant entre le régime et une partie de l'opinion : « Rien n'est plus faux que d'imaginer qu'en mars les deux pouvoirs étaient dressés l'un contre l'autre », a écrit Kerenski dix ans plus tard. Il avait parfaitement raison, tout comme Ceretelli qui estimait, au début d'avril, que jamais ils n'avaient semblé si proches : en vérité, c'est toute une partie des ouvriers, des soldats, des paysans qui, déjà, se détachaient du gouvernement *et* du soviet.

Ce qui est vrai dans la capitale l'est tout autant en province. À cet égard, l'enquête lancée par le « bureau régional des soviets » et par la « section provinciale du soviet de Moscou » est significative[k]. Le texte du questionnaire montre bien à quoi s'intéressaient les leaders des soviets : ils

voulaient connaître la représentativité des organismes élus localement, la force relative des différentes tendances politiques, le degré d'alignement sur la politique du soviet de Petrograd. Mais il n'était guère question de ce qui intéressait les ouvriers, de leurs aspirations pourtant clamées à toutes les réunions. Pis encore : en demandant à ces soviets dans quelle mesure ils collaboraient avec ces institutions d'État, l'enquête semblait admettre *a priori* la collaboration de classes. Celle-ci, d'ailleurs, était pratiquée par la plupart des comités exécutifs. Or, les motions émanant de la « base » exprimaient précisément l'hostilité des travailleurs à une politique de conciliation ; les dirigeants des soviets ne respectaient pas la volonté de leurs mandataires ; bonnes ou mauvaises, leurs raisons n'étaient plus celles des travailleurs. Dans le cadre de la république des militants, l'opposition ne disposait que de 57 voix (et 20 abstentions) face à une majorité de 325. Ce n'était pas insignifiant. Et ces voix représentaient plus qu'il ne semblait. Car, en période de crise, ce ne sont pas nécessairement les militants qui se révèlent les révolutionnaires les plus acharnés.

1. Steinberg, *op. cit.*, I, 260.
2. Černov, op. *cit.*, I, 179.
3. Sukhanov, *Zapiski*, I, *passim.*

a. Seul Kerenski avait fait un séjour en prison, en 1905.

4. Entretien avec Kerenski, (sept. 1963).
5. Nabokov, *op. cit.*, 237, p. 40 et suiv.
6. Bublikov, *op. cit.*, 174, p. 39.

b. Le tsarisme abattu, la solidarité maçonnique n'avait plus les mêmes raisons de s'exercer ; d'ailleurs, dans le tourbillon révolutionnaire, elle n'eut plus la possibilité de jouer un rôle effectif. (Entretien avec Kerenski, septembre 1963.) On pourra consulter : G. Aronson, « Les Francs-Maçons et la Révolution russe », *Le Contrat social*, septembre-octobre 1963.

7. *Izvestija* du 29 mars 1917, p. 3.
8. Nabokov, *op. cit.*, p. 36.
9. C'est le cas de Konovalov. Cf. *CGAORSSSR*, 3, 1, 324, 47.

10.

Šidlovskij, *op. cit.*, 255.

11.

Mansyrev, *op. cit.*, 227.

12.

Rappelons l'ouvrage de Anweiler, *op. cit.*, 329.

c.

En voici les membres permanents :

Anarchiste	Bleišman
Sociaux-démocrates :	
Bolcheviks	Šljapnikov, Zaluckij et, milieu mars, Staline
Unitaire	Jurenev
Mencheviks-internationalistes	Grinevič, Pankov, Kapelinskij, Sokolovskij Sukhanov, Steklov, Sokolov
Sans-partis, affiliés	Čkeidze (Président), Skobelev, Gvozdev Bogdanov,
Mencheviks-défensistes	Baturskij
Socialistes-révolutionnaires :	
Internationaliste	Alexandrovič
Défensistes	Zenzinov, Rusanov
Socialistes-populistes	Pešekhonov, Černolusskij
Trudoviks	Kerenski (vice-président), Bramson Čaikovskij,
Mouvement coopératif	Stankevič
Bund (s.d. juifs)	Grohman, Frankorusskij
Soc.-dém. lettons (liés à bolch.)	Lieber, Erlih Stučka, Kozlovskij

Entrèrent ensuite au « comité » du soviet, Ceretelli, Dan, Wojtinskij, Goc et Černov.

d.

Après le 21 mars, ils orientèrent vers la droite la politique du comité, voir p. 282 et suiv.

13.

Kerenski, *op. cit.*, 204, p. 256.

14.

Sukhanov, *Zapiski*, 2, p. 209-211 et 323-333.

15.

Pešckhonov, *op. cit.*, 248. p. 461.

16.

Pour les bolcheviks, voir le chap. 2 de la 1re partie ; pour les S.R. voir les *Izvestija* du 4 mars, p. 5, col. 3. Ce passage manque – et c'est le seul – dans les *Dokumenty, op. cit.*, p. 414. Pour les anarchistes, *GAORSSMo*, 66, 3, 262, 26.

17.

Zlokazov, *op. cit.*, 331, p. 103 et suiv.

18.

S. A. Artenev, *op. cit.*, 332, pp. 122-128.

19.

Šljapnikov, 1, 199.

20.

Social-Demokrat du 18 mars 1917.

21. Sukhanov, 2, 226.

22. *Pravda* et *Izvestija* du 17 mars.

23. L'enquête, ville par ville, est publiée in *Dokumenty, op. cit.,* p. 320-353. Voir notre document annexe qui regroupe les résultats pour sept villes qui ont répondu au même questionnaire. On consultera également : Anweiler, *op. cit.,* 329.

24. *Ibid.,* p. 320-353.

25. Razgon (A. I.), *op. cit.,* p. 83 à 123.

26. Sur ces soviets de quartier qui jouèrent un rôle important après juillet, voir l'*op. cit.,* 334.

27. Sur le nouveau droit, œuvre des travailleurs et paysans, voir le chapitre 4 et l'ouvrage de Tokarev, *op. cit.,* 356.

28. *Izvestija* du 2 mars 1917.

29. *Rabočaja Gazeta* du 7 mars, p. 1.

30. Archives Axelrod, 1249-X, lettre d'Uricki à Axelrod.

31. Radkey, *op. cit.,* 297, p. 130.

32. Sukhanov, 2, p. 98 ; et *CGAORSSSR,* 3, 1, 363, 81.

e. V. page 273.

f. Bobrov.

33. *Ibid.*

34. *Izvestija* du 8 mars, p. 6 et Sukhanov, 2, p. 98.

35. Cité in Kutuzov, p. 58-59.

36. *Izvestija* du 4 mars, p. 5.

37. Cf. le C.R. du Congrès du mouvement coopératif, le 30 mars 1917, in *Doc. Ker., op. cit.,* III, p. 1201-1202.

38. Cf. le manuscrit inédit de Garvi, in *Doc. Ker., op. cit.,* 35, II, p. 752-753.

39. Glebof Nicolas : *Le rôle des syndicats ouvriers dons la révolution russe,* Ed. des jeunesses socialistes romandes, s. d., 16 pages, et *Dok.,* p. 462 et 471.

40.

Cf. le manuscrit Naglovksij, in *Doc. Ker.,* II, p. 762-764.

41.

Le 25 mars, à une réunion du parti Cadet ; cité in Morohovec, *op. cit.,* 335, p. 132.

42.

Nous renvoyons aux ouvrages généraux sur l'histoire du parti bolchevik, notamment Schlesinger, et à B. Souvarine, *Staline, op. cit.,* 281, p. 142-146.

43.

Šljapnikov, *op. cit.,* 125. p. 165.

44.

lbid., I, p. 167 et 185.

45.

lbid., I, p. 199.

46.

Šljapnikov, I, p. 209 et *Pravda* du 9 mars 1917.

47.

Archives Moscou, in *Dok.,* p. 45.

48.

Archives Moscou, in *Dok.,* p. 60.

49.

Pravda du 14 mars 1917.

50.

Dok., p. 86.

51.

Pravda du 14 mars.

52.

Dok., p. 87 et suiv. Quartier de Petersburg, sur la rive droite de la Neva.

53.

Dok., p. 133.

54.

Ku., op. cit., 25, p. 70.

55.

Archives Moscou, in *Dok., op. cit.,* 20, p. 91 et *Rabočaja Gazeta.*

56.

Cf. Maxno, op. cit., 229 ; Woodcock and Avakumovitch, *op.cit.,* 320, p. 388 et suiv. ; Joli. op. *cit.,* 321, p. 174 et suiv.

57.

Izvestija du 9 mars, p. 3, col. 2.

58.

Texte in Šljapnikov, II ; annexe, p. 295.

59.

Izvestija du 8 avril. p. 3, col. 1. et p. 4, col. 1.

60.

Izvestija et *Rabočaja Gazeta* du 17 mars 1917.

61.

À Knox, *op. cit.,* 215, p. 574.

62.

Pešekhonov, *op. cit.*, 248, p. 441 a 444.

g.

Les premières mesures du gouvernement provisoire en faveur des Finnois et des Polonais ont été examinées au chapitre 5, tout comme la déclaration du 6-19 mars 1917.

63.

Doc. Ker., I, p. 192 et suiv.

64.

Il donnait au contraire des instructions pour retenir les émigrés qui figuraient sur la liste des « suspects » des Alliés, c'est-à-dire les Internationalistes. Bulletin d'information du 20 avril, Service des renseignements généraux, Archives de la Guerre.

65.

Dok., p. 434.

66.

Doc. Ker., I, p. 243-250.

67.

Doc. Ker., II, p. 523-524.

68.

Dok., p. 431 et *Doc. Ker.*, p. 585.

69.

Doc. Ker.. II, p. 524.

70.

Rabočaja Gazeta du 7 mars. p. 2 ; et *GAORSSLo.* 1000,73,7.1 à 6.

71.

Izvestija du 6 mars, p. 3, col. 4, et du 9 mars, p. 3.

72.

Kou., p. 100.

73.

Archives Moscou in *Dok.*, p. 229-231 et 446.

74.

Rabočaja Gazeta du 8 mars, p. 2.

75.

Rabočaja Gazeta du 10 mars.

76.

Izvestija du 14 mars, p. 5.

77.

Izvestija du 28 mars 1917, p. 3.

78.

Pravda du 21 mars 1917, p. 3.

79.

Texte in *Izvestija* du 11 mars.

80.

Sukhanov, II, p. 275.

81.

Archives Moscou, in *Dok.*, p. 360, 364 et suiv.

82.

Nous utilisons ici le remarquable exposé de Volobuev, *op. cit.*, 354, p. 389 et suiv.

83.

CGAORSSSR, 3, 1, 314, 20.

84. Rodzjanko écrivit à Šingarev en ce sens, *CGAORSSSR*, 3, 1, 286, 20-21.

85. *CGAORSSSR*, 3, 1, 314, 215-225.

86. *Doc. Ker.*, II, p. 618-619.

87. *Ibid.*, p. 620-621.

88. *Ibid.*, p. 621-622.

89. *Izvestija* du 23 avril 1917.

90. Šljapuikov, I, 89.

91. *Ibid.*, II, p. 70-72 et *Izvestija* du 5, col. 1.

92. Texte dans les documents annexes, Šljapnikov, II, p. 282-283.

93. *Histoire de la Révolution russe, op. cit.*, I, 126, p. 115-116.

94. Texte in *Doc Ker.*, II, p. 853-854.

95. Texte et discussion in Šljapnikov, II, p. 99 et suiv. et II, p. 283.

h. À l'inverse, dans la marine, les amiraux multiplièrent les projets pour réorganiser la flotte et la démocratiser. Sous l'égide de l'amiral Kolcak (Koltchak), le comité militaire de Sébastopol rédigea une loi-programme qui fut publiée dans les *Izvestija*, le 28 mars 1917.

96. *Doc. Ker.*, II, p. 880.

97. *Izvestija* du 10 mars 1917, Sukhanov, II, p. 179 et suiv. et *Izvestija* du 14 mars.

98. Archives Moscou, in *Dok.*, p. 429.

99. Šljapnikov, II, p. 136-138. Depuis les journées de Février, il existait déjà une milice ouvrière, mais elle avait été plus ou moins intégrée dans la milice urbaine constituée par le gouvernement et chargée d'assurer l'ordre dans la capitale. Voir : V. I. Starcev, *op. cit.*, 363, chap. 2.

100. *Doc. Ker.*, II, p. 866.

101. Sukhanov, II, p. 307.

102. À Moscou, notamment, cf. *Dok.*, p. 383.

103.

Jusqu'en avril, de nombreuses lettres de soldats font valoir que si les ouvriers se plaignent de travailler plus de huit heures par jour, les soldats restent 24 h sur 24 au froid dans les tranchées. Cf. *GAORSSLo,* 7384, 9, 259, lettres 42 et suiv. Les marins soutiennent un raisonnement semblable, cf. *CGAORSSSR,* 1244, 1, 15, 118 (2e équipage de la flotte baltique). Mais il y eut également des militaires qui déplorèrent le malentendu qui opposait soldats et ouvriers. Cf. *GAORSSMo,* 3, 262, 60.

104.
Texte in Doc. *Ker.,* II, p. 1042.

105.
Dok., p. 429.

i.
Sur la politique étrangère du nouveau régime, voir la bibliographie, p. 1020.

106.
Kerenski, *op. cit.,* 124, p. 130.

107.
Daily Chronicle du 23 mars 1917.

108.
Rabočaja Gazeta du 7 mars, p. 3.

109.
Ibid., le 8 mars, p. 2.

j.
Constantinople.

110.
Ibid., les 9, 10 et 11 mars.

111.
Ibid., du 8 mars, p. 2.

112.
Pravda du 10 mars.

113.
Pravda du 14 mars.

114.
Archives Moscou, in *Dok.,* p. 244.

115.
Izvestija du 17 mars 1917.

116.
Archives de Leningrad, fonds 6381 ; et également, pour les marins, *CGIAL,* 1278, 5, 1329, 1 à 4.

117.
Sukhanov, *Zapiski,* II, *passim.*

118.
Texte in *Izvestija* du 14 mars 1917, p. 1. Texte intégral en annexe.

119.
K Narodam vsego mira, Pe. 1917, 15 pages ; p. 12 à 15.

120.
Dok., p. 29.

121.
Dok., p. 300 et Archives Rjazan, in *Dok.,* p. 302.

122. *Izvestija* du 19 mars.

123. Ceretelli, *op. cit*, 127, I, p. 33.

124. *Ibid.*

125. Sukhanov, II, p. 270 et Ceretelli, I, p. 45 à 59.

126. Par exemple le soviet d'Ufa, etc., in *Dok.*, p. 303.

127. Reproduit in *Doc. Ker.*, II, p. 1044.

128. Le 26 mars 1917 (vieux style). (*N. Y. Times* du 8 avril 1917.)

129. Miljukov, *op. cit.*, 122, p. 85.

130. Ceretelli, I, p. 59 à 77 et p. 66.

131. *Doc. Ker.*, II, p. 1045.

132. Nabokov, *op. cit.*, 237, p. 59-60.

133. *Doc. Ker.*, II, p. 1058.

134. *Novoe Vremja et Rec* comme organes « bourgeois », et *Delo Naroda* du 28 mars 1917, cité in Radkey, *op, cit.*, 303, p. 156.

135. *Vserossijskoe*, *op. cit.*, 34 a, p. 291,

k. Ce questionnaire figure dans l'annexe, Document n° 25.

CHAPITRE VII

LA CRISE D’AVRIL

1. L’EUROPE ET LA RÉVOLUTION RUSSE[1]

Passées les premières journées de stupeur, l’Europe s’interrogea sur le sens de la révolution russe et l’influence qu’elle exercerait sur l’issue de la guerre. Nul n’imaginait alors que, demain, la Russie allait tenter la première expérience socialiste dans l’histoire ; qu’après-demain, Moscou deviendrait la capitale de la IIP Internationale.

À Berlin et à Vienne, quelques-uns affirmèrent que la révolution russe était une « crise de guerre » ; avec la prise du pouvoir par la bourgeoisie, la Russie allait maintenant mener « une guerre au couteau » (*Köln Volkszeitung*)[2]. Pour les milieux qui, la veille encore, espéraient conclure la paix avec le tsarisme, la nouvelle fut bien amère : « Dorénavant, la Russie était une satrapie de l’Empire britannique, et Février une révolution anglaise sur le sol russe », écrivait le *Kölnische Zeitung*[3] Le *Neues Wiener Journal* et d’autres quotidiens viennois adoptaient une position voisine[4]. Les actes du haut commandement et du gouvernement prouvaient qu’à Berlin et à Vienne, on était sensible à cette interprétation des événements : le chiffre des divisions allemandes face aux Russes resta stationnaire en avril 1917, pour passer de 72 à 75 divisions en mai, à 78 en juin[5]. À cette date, 48 % des troupes autrichiennes et 38 % des troupes allemandes étaient opposées aux armées russes[6].

Néanmoins, peu à peu, une autre interprétation prévalut. On jugea, avec la gauche socialiste, que « le peuple russe, affamé et las de la guerre, était sur le point de se soulever pour demander du pain, la liberté et la paix, lorsque des libéraux russes partisans de la guerre se sont ralliés au mouvement pour se mettre à sa tête et l’exploiter en vue de la continuation de la guerre[7]. » La déclaration du 14-27 mars 1917 donna du poids à cette interprétation. Pour exploiter la volonté de paix d’une partie de l’opinion russe, l’état-major austro-allemand s’abstint de lancer une grande offensive contre Petrograd : elle catalyserait le sentiment patriotique alors que l’inactivité permettrait à la désintégration de faire son œuvre[8]. De plus, le gouvernement allemand accorda toutes les facilités aux pacifistes russes qui, en Suisse, voulaient retourner dans leur pays. Lénine, Martov et leurs amis zimmerwaldiens obtinrent en un temps record – treize jours – le visa de transit grâce à une intervention directe de Bethmann-Hollweg[9]. Parallèlement, Scheidenmann et Czernin répondirent publiquement à

l’appel du 14 mars, engageant le dialogue. En avril, le comte Reventlow salua à son tour la révolution russe et Vienne proposa au gouvernement provisoire de réunir une conférence internationale pour la paix. Mais les Russes ne répondirent pas plus à ces tentatives qu’ils n’attachèrent d’intérêt aux sondages que la Wilhelmstrasse entreprit à Stockholm[10] et à Copenhague[11], à l’adresse bulgare envoyée à Maxime Gorki[12].

Par ailleurs, le gouvernement allemand donnait carte blanche aux socialistes majoritaires pour agir auprès de la démocratie russe. Il utilisa les bons services de Parvus (Helphand), lié naguère à l’aile gauche de la social-démocratie russe et passé maintenant au social-patriotisme[13]. Les socialistes allemands intervinrent auprès du Danois Borgberg qui se chargea d’entreprendre les premières démarches. Venu à Petrograd au milieu du mois d’avril, Borgberg essaya d’organiser, au nom des socialistes danois, une conférence socialiste internationale ; il transmit aux Russes les conditions de paix des socialistes majoritaires allemands et expliqua que l’état-major allemand restait passif sur le front russe pour ménager le nouveau régime et favoriser les courants pacifistes. Il indisposa ainsi les « défensistes » comme les « zimmerwaldiens »[14]. Dès lors, le soviet se montra peu disposé à engager un dialogue. Le programme des majoritaires allemands était d’ailleurs inacceptable puisqu’ils voulaient seulement « libérer la partie russe de la Pologne » et qu’ils n’envisageaient pas de rompre la « Burgfriede ». Par contre, le soviet jugea recevable la proposition des socialistes danois ; toutefois, il estima qu’elle aurait plus de chance d’aboutir si elle émanait de lui. Ainsi, le voyage de Borgberg amorça les modalités de réunion de la conférence de Stockholm[15].

Les démarches des gouvernements allemand et autrichien n’avaient pas été très poussées car, en ce printemps 1917, la situation militaire était favorable aux puissances centraies : elles avaient réduit à néant les espoirs de l’offensive Nivelle et obtenu des succès considérables dans la guerre sous-marine. De plus, l’échec de la négociation Sixte-Bourbon obligeait Charles I[er] à se montrer réservé. Sans doute, à l’intérieur, les grèves révolutionnaires se plaçaient-elles sous le signe de la révolution russe, dont Rosa Luxembourg disait, dès le mois de mars, qu’elle était « l’affaire du prolétariat international tout entier[16] » : la révolution allait-elle pour autant rayonner sur l’Europe et hâter la fin de la guerre ? Le haut commandement allemand ne l’a pas craint, à cette date ; aussi laisse-t-il les socialistes « jouer à la paix » au cas où, du côté russe, celà lui procurerait quelque

avantage. Ces sondages familiarisaient l'opinion russe à l'idée d'une paix prochaine ; ils avaient au moins pour effet de diviser les révolutionnaires et d'affaiblir la Russie.

À lire les journaux, la révolution fut accueillie à Paris, à Londres et à Rome par une explosion d'enthousiasme. Effectivement, les milieux socialistes et les libéraux se réjouirent de la chute du tsarisme ; pas l'opinion conservatrice. Elle accrédita la légende d'un changement de régime réalisé avec l'assentiment de Nicolas II et, très vite, elle laissa percer son amertume. Les milieux dirigeants déclarèrent publiquement que la révolution à Petrograd était de nature patriotique ; elle était le fait de la douma qui avait dû renverser le tsar pour débarrasser la Russie des agents de l'Allemagne qui la conduisaient à sa perte. Le tsar était présenté comme la victime innocente de cette « crise de guerre » : Bonar Law, Ribot et Sonnino dirent leur peine de le voir ainsi écarté du pouvoir, leur joie que cette révolution procure à la Russie la force nécessaire pour remporter la victoire. Ainsi, ils adoptaient la version que Miljukov donnait de la révolution. Mais ils n'en croyaient pas un mot : les témoignages de Nabokov à Londres, d'Izvolskij à Paris, des ambassadeurs japonais dans les deux capitales attestent que les cercles gouvernementaux accueillirent la révolution russe comme une catastrophe[17]. On peut comprendre les Alliés si on considère la situation militaire : la bataille de Verdun était gagnée, sans doute, mais au prix de l'échec de l'offensive de la Somme qui, avait-on espéré, devait conduire à la victoire. À l'Est, les Allemands avaient fêté Noël à Bucarest. L'entrée des Anglais à Bagdad n'avait pas, il s'en faut, la même portée. Par ailleurs, les Allemands avaient proclamé depuis peu la guerre sous-marine à outrance et les pertes qu'ils infligeaient aux Alliés dépassaient toutes les prévisions. Expression de ce malaise : en Occident, les crises ministérielles se multipliaient. Asquith avait été remplacé par Lloyd George, Briand par Ribot, tandis qu'au commandement des armées françaises Nivelle succédait à Joffre. En Allemagne, la nomination de Hindenburg n'avait pas le même sens : elle signifiait que les militaires allaient avoir la haute main sur les affaires publiques, un autre motif d'inquiétude pour l'opinion alliée. Ainsi, l'année 1917 s'ouvrait sous de fâcheux auspices ; pour seule espérance, l'entrée en guerre des Américains. En attendant, la chute de Nicolas II était une mauvaise nouvelle car il ne pouvait pas y avoir d'allié plus complaisant. De plus, on se doutait bien, à lire les dépêches du *Times*, que cette révolution n'était pas uniquement de

caractère patriotique. Comme Miljukov, on feignait de le croire pour forcer les événements et prévenir toute tentative des Centristes de conclure une paix séparée. Aussi reconnut-on aussitôt le nouveau gouvernement, suivant en cela l'exemple des Américains. Les Alliés multiplièrent les messages d'amitié à la révolution, mais ils interrompirent leurs livraisons en matériel d'artillerie et en avions de chasse[18].

À Paris et à Londres, les milieux gouvernementaux essayèrent de faire contre mauvaise fortune bon cœur[b]. Quand on sut que seuls les « maximalistes[c] » étaient pacifistes – et pas tout le soviet –, on ne s'en trouva pas rasséréné. La presse fit toutefois la différence entre Lénine, qu'on accabla de calomnies, et le soviet, qui fut ménagé. Les gouvernements alliés avaient salué le nouveau régime comme si de rien n'était. Nivelle adressa télégramme sur télégramme au général Alekseev pour « exiger » le début de l'offensive, cette « comédie » ne pouvait durer. Après l'appel du soviet « aux peuples du monde entier », les gouvernements s'inquiétèrent du tour pris par les événements. Ils envisagèrent d'intervenir auprès du prince L'vov :

> « Je télégraphiais à Londres et à Rome, écrit Ribot, pour demander à nos alliés s'ils ne croyaient pas nécessaire d'inviter le gouvernement provisoire à couper court à toute équivoque. M. Sonnino était prêt à envoyer des instructions en ce sens. Mais le Foreign Office crut qu'il serait plus politique de s'abstenir. On devait, à son avis, laisser aux socialistes envoyés de France et de Grande-Bretagne en Russie, le temps d'agir sur leurs coreligionnaires politiques »[20].

L'idée d'utiliser les bons offices des socialistes était née les premiers jours : le 3 mars, dans un télégramme secret, Buchanan le conseillait au Foreign Office et, le 4, le général Janin, attaché militaire français à Petrograd, intervenait auprès de Painlevé, et Izvolskij auprès de Miljukov qui en entretenait Albert Thomas[21]. Socialistes français et anglais adressèrent d'abord un message au gouvernement, à la douma et au soviet : les ministres français et anglais, le « Labour » insistaient sur « la victoire à remporter sur l'ennemi commun ». (La motion du parti socialiste français était muette sur ce point.) Puis, il fut décidé d'envoyer en Russie deux délégations : une ambassade extraordinaire de deux ministres socialistes, Henderson et Albert Thomas, une délégation chargée de saluer la révolution au nom des socialistes occidentaux. En fait, comme la précédente, la

mission Cachin-Moutet-Sanders avait bien plus pour objet de réchauffer l'ardeur belliciste de l'allié russe :

> « À cette époque, elle professait hautement l'intention de parler raison à nos socialistes extrêmes et de combattre surtout la propagande des bolcheviks[22]. »

À Petrograd, on ne put s'y tromper ; d'ailleurs un télégramme de l'*Independent Labour Party* avait précédé l'arrivée des « pèlerins de l'Occident » ; il contestait leur représentativité, car la délégation anglaise ne comprenait aucun membre du *British Socialist Party*, ni de l'*Independent Labour Party*[23]. En France, un tract intitulé *Les bons apôtres* émanant du « comité pour la reprise des relations internationales », zimmerwaldien, ajoutait que si Cachin et ses amis étaient censés partir d'eux-mêmes, c'est que le parti socialiste n'avait pas osé endosser la responsabilité du voyage[24].

Passées les manifestations traditionnelles[d], les socialistes alliés sentirent tout de suite la méfiance dont ils étaient l'objet :

> « Nous ne sommes pas venus en Russie pour parler mais pour écouter, expliqua Marcel Cachin. Et nous protestons contre les allégations de la presse suédoise concernant les buts de notre voyage. Les principes de la politique du soviet sont ceux du parti socialiste. La guerre est menée contre les annexions et notre parti ne soutient le gouvernement que dans la mesure où il pratique une politique démocratique[25]. »

Marius Moutet salua alors « la démocratie russe qui devait se battre jusqu'à la victoire sur le militarisme », mais Kerenski jugea nécessaire de lancer à ses amis un avertissement :

> « J'espère seulement, déclara-t-il (parlant des buts de guerre de la Russie), que les socialistes alliés auront la même influence sur les bourgeois de leur pays qu'ici les socialistes russes[26]. »

Le lendemain, au soviet, « un froid de Sibérie » accueillit les socialistes alliés. Ils donnaient l'impression d'être des agents de Shylock venus exiger de la révolution russe leur ration de sang et de chair à canon, commente Sukhanov[27]. Ils durent justifier de leur représentativité, apprirent que le soviet était intervenu à Paris et à Londres pour que les représentants de la tendance internationaliste soient invités à Petrograd et ils furent obligés de

donner des assurances sur l'Inde, l'Irlande et le Maroc. « Mais, demandèrent Marius Moutet et Marcel Cachin, inquiets, devait-on faire de l'abandon des colonies une condition de la paix[28] ? » Les socialistes alliés déclarèrent qu'ils approuvaient la formule du soviet : « paix sans annexions ni contributions ». Dans le cas de l'Alsace-Lorraine, il s'agissait d'un malentendu ; avant de décider de son sort, il fallait, selon les Russes, consulter les populations. Les Français en convinrent, mais difficilement : ils estimèrent alors qu'il revenait à la France, spoliée en 1871, de contrôler les modalités du référendum. Au contraire, le soviet considérait qu'il fallait faire appel, comme partout ailleurs, à une commission internationale. Les socialistes alliés, de leur côté, se prononçaient contre le versement d'une contribution de guerre aux vainqueurs ; toutefois, ils estimaient que les victimes de la guerre devaient être indemnisées par ceux qui portaient la responsabilité de la guerre, c'est-à-dire les Allemands. Selon les Russes, la culpabilité allemande n'était exclusive que dans le cas de la Belgique. La responsabilité de la guerre appartenait à tous : chacun devait participer à l'indemnisation des victimes. Unanimes à vouloir instituer, après la guerre, une « société des nations », Russes et Alliés ne furent pas d'accord pour décider des modalités de sa réunion ; la délégation française jugeait que cela ne serait possible qu'une fois l'Allemagne vaincue, alors qu'au soviet Ceretelli et ses amis envisageaient l'avenir autrement : une conférence internationale socialiste imposerait la paix à tous les gouvernements. Ultérieurement, on procéderait à la constitution de la S.D.N.[29].

La discussion reprit avec Albert Thomas, arrivé sur ces entrefaites. Le ministre socialiste avait commencé par déclarer, à Christiania, « que la liberté de la Russie n'était pas possible sans la victoire militaire ». Il récidiva le 11-24 avril : cela choqua d'autant plus qu'il confiait cette déclaration au *Novo Vremja,* journal modéré[30]. Constamment flanqué d'un général et de deux colonels, l'ambassadeur extraordinaire ne s'apercevait pas qu'il devait à Kerenski, son traducteur, d'être acclamé avec une telle ferveur : dans sa bouche, la paix « victorieuse » se muait en « paix sans annexions »[31]. Mieux informés, les milieux socialistes russes réagissaient autrement ; au soviet, il fallut procéder à un vote pour décider si on recevrait le ministre français.

Il apportait quelques notes nouvelles : il fit valoir qu'il jugeait injurieuse toute comparaison entre la politique des socialistes français en 1914 et celle des Allemands. On ne pouvait, non plus, mettre sur le même plan la

politique d'« union sacrée » en France et la « Burgfriede » en Allemagne : à ce compte, ajoutait Albert Thomas, on pouvait bien dire qu'au soviet la majorité collaborait avec le gouvernement bourgeois. Aussi, les socialistes alliés ne toléreraient pas, sans conditions, la présence de socialistes allemands à une conférence internationale ; surtout, Albert Thomas déclara nettement qu'il ne croyait pas en son efficacité. Sans doute, si les Russes lançaient une invitation, les « majoritaires » alliés suivraient. Au mieux, les « majoritaires » allemands iraient à Canossa. Et ensuite[32] ? Ces réactions auguraient assez mal du « plan » Ceretelli : ni sur la procédure, ni sur les objectifs, l'accord n'était visible. À supposer même que tous les partis socialistes assistent à une conférence commune, il était clair que les querelles entre majoritaires français et allemands, par exemple, étaient plus vives que celles qui opposaient chacun de ces partis à son gouvernement. Seules les tendances extrêmes du « zimmerwaldisme » auraient pu s'entendre et lutter contre leurs gouvernements respectifs : mais précisément, les missions socialistes alliées, tout comme la nouvelle majorité du « comité exécutif », combattaient, par priorité, cette tendance du « pacifisme ». Sur ce point, leur solidarité était totale : dès lors, en dépit des désaccords, les socialistes alliés rencontrèrent un accueil très amical auprès de la nouvelle direction du soviet et de Kerenski. Les Russes écartaient toute idée de paix séparée, les socialistes alliés oublièrent assez vite la déconvenue des premiers jours et purent, à leur aise, « gonfler le soldat », rappeler la solidarité de la classe ouvrière avec le peuple russe, etc. Pris, peu à peu, au spectacle extraordinaire et à la griserie d'une révolution réussie[33], ils se convertirent à l'idéal des soviets. Mieux que ses camarades, Marcel Cachin, surtout, homme sensible et impressionnable, sentit combien les soldats russes étaient las de la guerre ; il en tira les conclusions et se rapprocha plus encore des membres du soviet. Parti en avocat honteux, inquiet, des intérêts de son gouvernement, il revint de Russie comme le chantre glorieux de la patrie de la révolution[34].

> « Je fus assez désagréablement surpris, écrit Nekludoff, de voir qu'en revenant de leur mission, les socialistes anglais et français avaient l'air de prendre des leçons du soviet[35]. »

En tant que ministre, la position d'Albert Thomas était plus délicate : cela ne l'empêcha pas d'intervenir directement dans les affaires intérieures russes. Mais comme son action alla dans le sens de la politique du soviet et

qu’elle aida au départ de Miljukov, on put croire, à court terme, que sa mission avait abouti au rapprochement du nouveau régime russe et des démocraties occidentales.

La présence des missions alliées donna un coup de fouet aux milieux défensistes-révolutionnaires, dont les positions se trouvèrent renforcées. L’action des puissances centrales n’avait pas été indifférente non plus ; indirectement, elle avait joué dans l’autre sens. Ainsi, l’intervention de l’Europe tira la révolution dans deux directions opposées ; en renforçant les tendances extrêmes, le retour des grands émigrés l’accentua encore.

2. LE RETOUR DES GRANDS ÉMIGRÉS

Avril vit le retour en Russie des grands leaders du mouvement révolutionnaire, Plekhanov, Kropotkine, Lénine, černov. Des étoiles de deuxième grandeur arrivèrent en même temps, comme le menchevik Dan, les S.R. Avksentev et Natanson. L'arrivée des autres grands révolutionnaires eut lieu au début de mai. Cependant, par leurs écrits, Martov, Aksel'rod, Trotski exercèrent dès avril une action non négligeable.

Plekhanov rentra en Russie avec la délégation des socialistes alliés. Le 12-25 mars, il avait donné au *Popolo d'Italia* son interprétation des événements de Février :

> « La Russie asiatique est vaincue et mon pays entre triomphalement dans la grande famille des peuples libres de l'Europe. C'est si vrai que les ouvriers ont maintenant repris le travail dans les usines de guerre. Ainsi la guerre sera maintenant conduite d'une façon plus décisive. Les Allemands espèrent sans doute que les extrémistes entrent en conflit avec les plus modérés, car on verrait alors l'ennemi triompher et restaurer le tsarisme. La tactique d'opposition à la guerre n'est pas celle du soviet… Quant à Kerenski, c'est un socialiste authentique[36]. »

Cette défense de Kerenski venait répondre aux attaques *d'Avanti,* lié aux gauches zimmerwaldiennes que Plekhanov stigmatisait de cette façon :

> « Ce ne sont pas des socialistes. Leur idéologie est une resucée du bakuninisme mal compris : c'est de l'anarchisme de brocante, du syndicalisme de brocante : tout ce qu'on veut, mais pas du socialisme[37]. »

Et leurs homologues russes ?

> « Vous avez peu idée de ce que sont vos pacifistes à côté de nos zimmerwaldiens, déclare Plekhanov à l'anglais Hyndman, leader social-démocrate anglais. Ce sont des bébés par rapport à nous. Notre variété est franchement pro-allemande, sans équivoque… On m'a dit qu'ils préféraient la paix avec la restauration des Romanov, à la continuation de la guerre. Avec des gens pareils, ce sera difficile. Heureusement qu'ils ne sont pas aussi influents qu'ils l'espèrent[38]. »

À Petrograd, accueilli triomphalement, le vieux leader fut écarté des responsabilités effectives : il était âgé et malade, et les jeunes le jugeaient encombrant. N'ayant pas touché la terre russe depuis plus de trente ans, l'exilé ne songeait plus qu'à la défendre, propos démodé en cette quatrième année de guerre. Ceretelli, Dan, Čkeidze prirent leurs distances : ils ne voulaient pas que l'on confonde « social-chauvinisme » et « défensisme-révolutionnaire ». Resté seul avec Vera Zasulič, Plekhanov polémiqua dans*Edintsvo* et, sauf un court moment, il ne joua plus d'autre rôle que celui de repoussoir : s'il survécut dans l'opinion, ce fut grâce aux attaques de Lénine. La tendance la plus modérée du soviet ne fut donc pas très renforcée par ce retour ; elle ne tira, non plus, aucun avantage de celui Aleksinskij, maintenant discrédité[39]. L'appui de Kropotkine n'eut pas plus d'effet ; le fondateur de l'anarchisme « scientifique » était plus connu en Occident qu'en Russie et son ralliement à la défense patriotique, en 1917, lui fit perdre toute autorité dans les milieux anarchistes[40].

La tendance majoritaire trouva, par contre, un allié résolu en la personne de Dan, qui devint l'inséparable de Ceretelli. La « gauche » attendait beaucoup du retour de Martov et de Černov, non sans une certaine appréhension : une lettre d'Aksel'rod, vieux compagnon de Martov, semblait préconiser une collaboration entre les deux pouvoirs[41] ; en mars, Leonid Martov avait pris la défense de Čkeidze et Kerenski, attaqués dans *Le Journal du peuple* par Boris Souvarine[42] ; mais, plus tard, Martov, dans la « Lettre au citoyen Čkeidze », mit en garde les socialistes russes contre la venue des « bons apôtres ». Echaudés par le comportement de Ceretelli, puis de Dan, les minoritaires mencheviks se demandaient si Martov se rallierait à leurs positions ou s'il chercherait à les gauchir[43]. Cette question valait également pour Černov et Natanson, les deux leaders socialistes-révolutionnaires. Martov se tint d'abord sur la réserve ; quant à V. Černov, il avait écrit : « L'avenir est à une république du travail. Une Russie de la douma a pu s'y associer mais on n'est plus obligé de la suivre[44]. » Propos tenus à Londres et qui, avec ceux de Trotski à New York ou ceux de Lénine à Zurich, étaient les plus audacieux qu'on ait prononcés à ce jour hors de Russie. Černov estimait, néanmoins, que pour l'instant les socialistes avaient intérêt à perpétuer le régime actuel : il craignait une convocation prématurée de la Constituante ; les partis socialistes démantelés, désunis, notamment sur le problème de la guerre, ne pourraient pas affronter victorieusement les partis bourgeois, même s'ils représentaient mieux les

aspirations de l'opinion[45]. Retarder la date des élections à la Constituante et tenter d'unifier les socialistes et, en premier lieu, les populistes, tel était le double objectif de Černov en rentrant à Petrograd[46]. Par ailleurs, il envisageait de faire de la Russie une troisième force qui imposerait la paix à ses alliés comme à ses adversaires. Pour y parvenir, il suffisait que la guerre apparût sans objet ; pour cela, il fallait que les socialistes de chaque pays imposent leur programme de paix sans annexions ni contributions[47]. Acclamé par la foule des grands jours et accueilli par Kerenski venu recevoir le chef incontesté du populisme russe, Victor Černov se rendit vite insupportable : arrogant, volontiers mystérieux, il jouait les augures ou les conspirateurs, mais on ne voyait pas bien où il voulait aller. Néanmoins, son autorité était telle qu'il pouvait exercer une influence considérable.

Plekhanov était arrivé en Russie en compagnie des socialistes français et anglais : Černov quitta l'Angleterre avec Avksentev et Savinkov. Pendant ce temps, Čičerine intervenait comme il pouvait pour aider au retour en Russie de Trotski, qui avait quitté New York mais que les autorités anglaises avaient interné au passage : il avait suffisamment exprimé ses sentiments zimmerwaldiens, dans *New Call*, pour qu'on connaisse ses intentions une fois de retour ; il fallut les interventions répétées du soviet de Petrograd pour que le gouvernement français et les Anglais se décident à faire partir Trotski : il ne sera à Petrograd que début mai[48].

Pendant ce temps, les Russes émigrés en Suisse étaient comme des lions en cage : « Quel supplice pour nous d'être cloués sur place par les temps qui courent », écrivait Lénine à Ganeckij[49]. Comme ils étaient persuadés que les Alliés les interneraient au passage, nul n'osait passer par l'Italie ou la France. Il restait l'Allemagne. Martov en eut l'idée le premier, à une réunion entre émigrés où son projet fut accueilli avec froideur, mais où Lénine le soutint chaleureusement[50]. Natanson s'y rallia au nom des S.R. et Kossovskij au nom du *Bund*[51]. En fin de compte, les internationalistes acceptèrent le passage par l'Allemagne si la négociation était menée par les neutres et avec l'approbation du nouveau régime russe. Mais, à Petrograd, malgré les démarches de Šljapnikov et Kollontai, le soviet n'intervenait pas. Alors, les émigrés, n'y tenant plus, décidèrent de laisser aboutir la négociation entreprise auprès du gouvernement allemand d'abord par Parvus, puis par Grimm et Platten ; en cas de succès, on demanderait aux internationalistes alliés et neutres de donner leur caution au voyage. Guilbeaux et quelques autres acceptèrent, pas Romain Rolland[52]. La censure

alliée ne laissa publier ni les raisons ni les conditions de passage par l'Allemagne. Les Affaires étrangères françaises intervinrent même auprès du gouvernement suédois pour qu'il arrête les émigrés lorsqu'ils traverseraient la Suède, mais la démarche n'aboutit pas. À l'inverse, les Allemands ne firent aucune difficulté aux négociateurs et on conclut l'accord suivant : 1. Tous les émigrés russes pourraient traverser l'Allemagne, même s'ils étaient favorables à la guerre à outrance ; 2. Le train qui les transporterait serait couvert par l'extraterritorialité ; 3. Les Russes s'engageaient à agir auprès de leur gouvernement pour faire libérer un nombre égal de prisonniers austro-allemands[53].

Ces conditions traduisaient l'avantage politique des puissances centrales à faciliter le retour en Russie d'émigrés qui, pour la plupart, contribueraient, jugeaient-ils, « à intensifier la démoralisation de l'armée[54] ». Effectivement, la plupart avaient formulé des propos extrêmes. L. Martov et Aksel'rod, dans leur « Lettre au camarade Čkeidze[55] », Lénine, enfin, dont *Avanti* avait publié, mais incomplètement, les premières instructions à Kollontai[56]. Parvus, Grimm et Platten savaient avec quelle détermination la « gauche » zimmerwaldienne mènerait la lutte pour la paix : le premier convoi ne comprenait-il pas Lénine, Sokolnikov et Zinov'ev ? À Malmoe, Parvus leur adressa un message, rappelant la nécessité d'engager des pourparlers de paix. Il voulut rencontrer le leader bolchevik qui se déroba. Déjà, Lénine avait son plan en tête[57].

« Nous les vieux, ne vivrons pas, peut-être, jusqu'aux combats, décisifs, de la révolution à venir », disait Lénine aux ouvriers suisses quelques semaines avant l'explosion de Février. Il fut surpris, comme chacun, par l'annonce des événements de Russie. Krupskaja nous dit qu'il n'en comprit pas tout de suite l'ampleur, « car il mesurait les événements d'après les réminiscences de 1905 et disait que la tâche du moment était de combiner le travail au grand jour avec l'action secrète[58] ». Cela ne dura guère ; avant même de quitter Zurich, il jugeait que le 27 février était le point de départ de la révolution mondiale. Dès le 3 mars, il adressait à Kollontai des instructions aussi précises qu'intransigeantes : « Bien sûr, nous continuerons à combattre le « défensisme ». « Nous combattrons la guerre impérialiste des Šingarev, Kerenski et Cie[59]. » Le 4 : « Pas de fausses

alliances avec les Čkeidze, etc. Pas d'agitation à la Trotski[60]. » Le 6, enfin, il envoyait au nom des bolcheviks à l'étranger ses premières instructions officielles :

> « Notre tactique : méfiance totale, aucun soutien au nouveau gouvernement. Kerenski particulièrement suspect. Seule garantie, l'armement du prolétariat ; élections immédiates à la douma de Petrograd. Aucun rapprochement avec les autres partis. Télégraphier cela à Petrograd.
>
> *Signé :* Uljanov[61]

Dans ses « abrégés de thèses », datés du 4, et qui allaient servir d'esquisse aux *Lettres de loin* et aux *Thèses d'avril,* Lénine indiquait encore qu'il ne fallait envisager aucun accord même avec un « gouvernement qui ne serait composé que de Kerenski[62] » : cette intransigeance contrastait tellement avec le comportement des leaders bolcheviks de Petrograd que seule la première des cinq *Lettres de loin* fut publiée dans la *Pravda,* seulement après le retour de Lénine en Russie. Comme les « lettres », les « thèses » comportaient une analyse de la situation en Russie et l'ébauche d'une tactique pour passer de la première à la deuxième phase de la révolution.

Selon Lénine, trois forces politiques principales s'étaient affirmées pendant la révolution de Février : la monarchie tsariste avec les propriétaires féodaux, les vieux fonctionnaires et les généraux ; la Russie bourgeoise des Octobristes et des Cadets derrière laquelle se traînait la petite bourgeoisie (dont les principaux représentants étaient Kerenski et Čkeidze) ; le soviet, se cherchant des alliés dans le prolétariat et la paysannerie pauvre. Le tsarisme abattu, les deux autres forces se tenaient maintenant en équilibre : le gouvernement provisoire et le soviet constituaient leur représentation. Il y avait ainsi dualité de pouvoir. Le prolétariat devait se fixer pour tâche d'abattre le gouvernement, mais pas tout de suite car ce serait courir l'aventure. Il fallait le démasquer, le combattre, tout comme ceux qui lui avaient cédé le pouvoir, c'est-à-dire les dirigeants du soviet. Ainsi Lénine accolait Kerenski et Čkeidze aux Cadets et Octobristes ; il leur opposait le soviet : pourtant, ils en avaient été les fondateurs.

Selon Lénine, la tâche des soviets était de faire passer la Russie de la première à la deuxième phase de la révolution, celle de la « dictature révolutionnaire démocratique des ouvriers et des paysans ». Pour y parvenir, les soviets devaient exercer le pouvoir à la manière d'un gouvernement parallèle et ne pas se contenter d'exercer une surveillance sur les actes du gouvernement. Ils devaient donc disposer d'une police et d'une administration, seule façon de procéder à la destruction effective de l'ancien régime. Lénine estimait que l'organisation d'une milice de travailleurs armés constituait la tâche principale des soviets. La troisième *Lettre* expliquait avec minutie comment, à Petrograd, chaque citoyen devrait assurer une journée de garde par quinzaine, tous les travailleurs y participant à tour de rôle ; cette garde assurerait l'hégémonie politique aux classes populaires. Dans une conférence faite à Zurich, avant son départ, Lénine commentait tous ces thèmes : la tâche essentielle de la social-démocratie était de savoir organiser le prolétariat de façon révolutionnaire ; en exerçant peu à peu le pouvoir, elle se substituerait à l'Ancien Régime dont seule la représentation, c'est-à-dire le tsarisme, avait été abattue. La Commune de Paris avait montré la voie : il fallait la reprendre, mais cette fois jusqu'au bout[63]. Le problème essentiel, celui de la paix, était lié indissolublement au problème du pouvoir. Il était vain d'espérer obliger la bourgeoisie à négocier avec les Alliés ou avec les Allemands : « demander à Guckov et Miljukov de faire la paix, c'est demander à un marchand d'être honnête[64] ». Pour faire la paix, il fallait d'abord que la classe ouvrière prenne le pouvoir avec l'aide des deux forces qui y ont comme elle intérêt, la paysannerie pauvre et le prolétariat des pays combattants. La cinquième *Lettre* restée inachevée, précisait de quelle façon ; elle indiquait aussi comment la révolution russe débouchait sur la révolution européenne.

Quand il arriva à Petrograd, le 4 avril 1917, Lénine avait déjà une connaissance directe de la situation en Russie ; il avait lu les journaux de la capitale et notamment les derniers éditoriaux de Kamenev dans la *Pravda* ; il les avait fortement désapprouvés. Inversement, les milieux dirigeants avaient eu vent de ses positions vis-à-vis de la guerre et du double pouvoir, mais pas avec précision car les rédacteurs de la *Pravda*, inquiets du contenu des *Lettres de loin,* ne les avaient pas publiées. Lénine, disait-on dans les cercles amis, n'est pas au courant de la situation « réelle » en Russie… Attendons son retour[65].

À la gare de Finlande, Čkeidze avait organisé une réception au nom du soviet. Grâce à Sukhanov, elle est restée dans les mémoires :

> S’avançant avec un énorme bouquet dans les mains, Lénine buta, littéralement, sur Čkeidze. Celui-ci, tout sombre, prononça son discours de bienvenue en observant non seulement l’esprit et la rédaction mais encore le ton d’une leçon de morale :
> « Camarade Lénine, au nom du soviet de Petrograd et de la révolution, nous saluons votre arrivée en Russie. Mais nous croyons que la tâche essentielle de la démocratie révolutionnaire consiste, maintenant, à défendre notre révolution contre toutes les atteintes du dedans comme du dehors. Nous croyons que ce qui est nécessaire pour cela, ce n’est pas la désunion mais la cohésion de tous les révolutionnaires. Nous espérons que, d’accord avec nous, vous poursuivrez ces buts. »
> J’étais stupéfait, désorienté. Gomment fallait-il comprendre cette bienvenue et ce *mais* savoureux ? Mais Lénine savait fort bien comment se comporter. Il était là comme si tout ce qui se passait ne le concernait nullement. Il regardait de tous côtés, examinant les visages, le plafond. Puis, tournant carrément le dos à la délégation du soviet, il répondit :
> « Chers camarades soldats, matelots et ouvriers, je suis heureux de saluer en votre personne la révolution russe victorieuse ; de vous saluer en votre qualité de détachement d’avant-garde de l’armée prolétarienne mondiale. La guerre de brigandage impérialiste est le début de la guerre civile dans toute l’Europe. L’heure n’est pas éloignée où, à l’appel de notre camarade Liebknecht, les peuples tourneront leurs armes contre leurs exploiteurs, les capitalistes. En Allemagne, tout est ébullition. Aujourd’hui, demain peut-être, l’impérialisme européen tout entier peut s’effondrer. La révolution russe faite par vous a ouvert une nouvelle époque. Vive la révolution socialiste mondiale[66]. »

Cette scène et ce discours marquaient l’entrée de Lénine dans l’arène de la révolution.

Plus que tout autre, il correspondait, à cette date, au portrait idéal du révolutionnaire, décrit naguère par Bakunine et Necaev :

> « Il n’a ni intérêts privés, ni affaires, ni sentiments, ni attaches ; son être tout entier n’est voué qu’à un seul but, à une seule idée, à une seule passion : la Révolution. Il s’est libéré de tout lien avec le monde civilisé dont il a abjuré les lois, les manières, les conventions, la morale. Il est leur ennemi implacable et ne continue à vivre que pour les détruire. Tout ce qui contribue au succès de la révolution est moral, tout ce qui peut lui nuire est immoral. »

Âgé alors de 47 ans, Lénine méritait bien son surnom : « le vieux ». Trente années de luttes dans la clandestinité et l’exil avaient rompu son âme à l’épreuve de l’attente et de la solitude ; elles avaient refréné les illusions de la jeunesse. Lénine n’avait que mépris pour la tendresse romantique de Kerenski, qu’il appelait la « balalaïka » du régime ou pour l’inquiétude du rigoureux Ceretelli, « la conscience de la révolution ».

On l’accusait d’être devenu anarchiste ou d’avoir repris certaines idées de Trofski ; cela lui importait peu. Ses détracteurs ne comprenaient pas que, pour lui, une idée n’était juste que le jour où elle était efficace. Seul compte l’objectif, la prise du pouvoir pour accomplir la révolution socialiste. Une action n’est légitime que si elle correspond à la pratique d’une théorie jugée « scientifiquement exacte ».

Pour faire triompher ses conceptions sur l’organisation du parti, la tactique, les objectifs de la révolution, Lénine avait rompu successivement avec tous les chefs de la social-démocratie, Plekhanov, Martov, Trotski. Depuis longtemps, il acceptait d’être leur adversaire, pas leur égal, encore moins un minoritaire : plutôt une scission. En 1917, à l’inverse, leader incontesté d’un parti réduit mais « dur », il joua démocratiquement la partie, seul à combattre pour la défense des « thèses d’avril » contre tous ses camarades bolcheviks.

À peine arrivé à Petrograd, Lénine les présenta à ses amis. Les *Thèses d’avril* reprenaient les thèmes des *Esquisses* et des *Lettres de loin.* Il y proclamait son hostilité inconditionnelle au « défensisme révolutionnaire », au gouvernement provisoire, à la république parlementaire et préconisait, au contraire, la prise du pouvoir par le prolétariat et les éléments pauvres de la paysannerie, la république des soviets, la substitution du peuple armé à l’armée permanente, les fraternisations, la nationalisation de toutes les terres, la suppression de la police et des fonctionnaires, l’adaptation des travaux du parti à sa situation minoritaire, sa tâche essentielle étant

d’expliquer aux masses « patiemment, systématiquement, avec opiniâtreté » les erreurs commises par la majorité du soviet, de « démasquer le gouvernement au lieu d’exiger, ce qui revenait à semer l’illusion ». (Voir texte intégral en annexe, Document 27.)

Ses propos surprirent les dirigeants politiques. Miljukov s’en amusa ; rasséréné, il jugeait maintenant Lénine peu dangereux tant l’homme professait des opinions extrêmes. Plekhanov exultait ; de leur côté, les amis de Lénine étaient consternés : « J’ai peur qu’Ilitch ne donne l’impression d’être devenu fou », confiait Krupskaja à l’un de ses amis[67]. Dans la *Pravda,* Kamenev expliqua que Lénine n’avait exprimé que des positions « personnelles », la ligne du parti demeurait inchangée. En fait, comme le disait Šljapnikov, Lénine se plaçait « à gauche de notre gauche ». Il le savait et avait dit, à la conférence bolchevik, que, s’il le fallait, il resterait minoritaire : « Un seul Liebknecht vaut plus cher que 110 défensistes du type Steklov ou Čkeidze[68] ». Il fut tout de suite attaqué dans son propre parti par les « vieux bolcheviks », membres du comité de la capitale, notamment Kamenev, Kalinine et Bagdatev ; celui-ci déclara :

> « Lénine a seulement en vue une révolution européenne. Aussi juge-t-il indispensable de mener la révolution jusqu’au bout. Pour appliquer son programme minimum, il faudrait prendre effectivement le pouvoir, alors que même les ouvriers ne sont pas tous avec nous. Quant à accorder à tous les peuples le droit de disposer d’eux-mêmes sans procéder, préalablement, à une révolution sociale, c’est une sottise ; et une absurdité ce slogan d’une paix générale conclue entre les peuples. Nous n’approuvons pas non plus le point 3 : d’une main, nous agirions, de l’autre, nous dénoncerions le gouvernement ; une fois, deux fois et puis après ? Ou bien nous prendrions le pouvoir ou bien le gouvernement nous livrerait une bataille générale[69]. »

Après avoir déclaré qu’il ne comprenait pas pourquoi on ne livrerait pas combat à la bourgeoisie dans l’enceinte de l’assemblée constituante, où les représentants des ouvriers et des paysans auraient largement la majorité, Bagdatev conclut que les thèses de Lénine, justes sur le fond, n’avaient pas de portée pratique et ne résolvaient pas les exigences concrètes des travailleurs : les 8 heures et la paix. Aussi Lénine dut-il, en premier lieu, reprendre son parti en main. Pour y parvenir, il disposait de peu de lieutenants : sa « garde », d’abord, avec Zinov’ev et Kollontai ; des

« minoritaires » de la capitale, comme Šutko, Olminskij, Molotov et, dans une certaine mesure, Šljapnikov ; enfin, Staline, qui abandonna la « majorité » pour se rallier à son chef. Les jours qui suivirent, il apparut toutefois que les propos de Lénine reflétaient les sentiments d'un certain nombre d'organisations du parti en province : dans leur conférence régionale, les bolcheviks de Krasnojarsk ou de Samara, derrière Kuibyšev restaient dans l'ancienne « ligne » de la *Pravda*, mais ceux de Moscou, de Kharkov, de Lettonie et surtout les fortes fédérations de l'Oural, animées par Sverdlov, adoptaient des résolutions assez proches des « thèses d'avril[70] ». Les propos de Lénine eurent surtout un rayonnement extraordinaire parce qu'ils entraient en résonance avec les aspirations profondes d'une partie de la population : le leader bolchevik n'avait pas encore remporté la victoire sur son propre parti que le pays donnait un large écho à ses thèses. On en eut le sentiment dès qu'éclatèrent, quinze jours après son arrivée, les « journées d'avril ».

3. LES JOURNÉES D’AVRIL

Début avril, le problème de la guerre était au cœur de la révolution[71]. Paysans, ouvriers et soldats étaient parvenus à satisfaire leurs premières aspirations ; ils avaient commencé à saisir les terres, à appliquer les 8 heures, ou avaient rompu avec l’ancienne discipline. Mais seuls, ils ne pouvaient résoudre le problème de la guerre : aussi guettaient-ils les moindre réactions du gouvernement. Dans les villes, surtout, il n’est plus guère de motion qui n’évoque désormais le problème de la guerre, les revendications d’ordre politique ou professionnel passant au deuxième plan.

Entre partisans et adversaires de la guerre à outrance, une bataille commence. Les premiers, peu nombreux, ne sont pas les moins déterminés. Animés par des organisations comme l’*Union de l’armée et de la patrie,* l’*Union des soldats étudiants et républicains,* ils lancent, début avril, une offensive de tracts contre la classe ouvrière. Leur nombre progresse – mais moins vite que celui de leurs adversaires, incapables, toutefois, de se mettre d’accord sur la formulation d’un slogan[72].

Aux armées, le problème de la discipline et celui de la guerre étaient indissolublement liés. Les commissaires du soviet avaient gagné la partie et les soldats n’acceptaient plus désormais de suivre les ordres du commandement que s’ils correspondaient au vœu de la démocratie. Telle était la leçon du « congrès de Minsk », « finale » de la lutte pour le contrôle politique de l’armée. L’anti-congrès de Moscou, d’inspiration gouvernementale, fut un échec ; il apparaissait que l’armée n’obéirait plus qu’aux ordres du soviet[73].

Ralliés à l’idée d’une paix sans annexions, les soldats ne voyaient pas, toutefois, les moyens de la conclure. C’est ainsi que se développa le mouvement des « fraternisations », une « initiative révolutionnaire des masses » aux objectifs mal définis. Les fraternisations prirent leur élan vers le milieu du mois de mars et s’amplifièrent jusqu’à la fin d’avril. Manifestations toutes simples où, avec émotion, on échangeait biscuits ou « souvenirs ». En les dispersant à coups de canon, les officiers d’artillerie russes s’attirèrent un nouveau motif de haine de la part des soldats. Le 26 avril, dans *Volna,* journal bolchevik d’Helsingfors, Lénine prenait position en faveur des fraternisations « sur tous les fronts ». Le 28, dans la *Pravda,* il expliquait qu’il convenait que ces fraternisations

s’accompagnassent d’un programme politique défini : « Nous ne sommes pas des anarchistes et ne pensons pas que la guerre puisse se terminer par un simple refus de combat. » Aussitôt, le soviet et les *Izvestija* répliquaient en condamnant formellement les fraternisations « parce que ce n’était plus le tsar ou les propriétaires que les soldats défendaient, mais la révolution ». C’est un piège de l’ennemi, ajoutaient les *Izvestija*, la fraternisation ne serait légitime et ne pourrait mener à la paix que si les Russes avaient en face d’eux une armée qui avait également accompli la révolution. Ce ne sont pas des petits groupes qui permettront d’atteindre à la paix générale[74]. L’appel du soviet fut entendu. Les « rapports » concernant la « tournée » de Frunze, leader bolchevik, l’attestent. Il était parti, le 26 avril, « organiser » les fraternisations. Les officiers ne purent rien contre lui : mais après l’appel du soviet, Frunze ne chercha plus à organiser les fraternisations. Il se contenta de mettre en garde le soviet contre la façon dont le commandement voulait les faire cesser ; sur le fond, il ne contesta pas la décision. Désormais, les scènes de fraternisation se firent plus rares ; ce ne fut plus « à coups de canon » qu’on y mit fin, mais « à coups de fusil », preuve que les soldats eux-mêmes y étaient hostiles. Ainsi, à cette date, le soviet de Petrograd restait le guide incontesté : la bolchevisation de l’armée n’avait pas commencé, puisque c’est au moment où Lénine préconisait l’extension des fraternisations que, précisément, elles prenaient fin.

La défense du pays était maintenant prise en main par la démocratie : les officiers et le commandement voulurent en tirer avantage ; ils préconisèrent l’offensive, façon de reprendre leur ascendant sur l’armée. « L’armée semblait prête à reprendre le combat », jugea une délégation du soviet. Ainsi, les soldats interrompirent Skobelev lorsque, par démagogie, il voulut ridiculiser les officiers malmenés le 27 février ; on observa que les combattants qui s’exprimèrent en faveur d’une paix immédiate furent très rares. De leur côté, les représentants de la douma ne réussirent pas à dresser les hommes du front contre les ouvriers ; l’accueil fait à Gvozdev en témoigna : parlant au nom de la classe ouvrière, il fut plus acclamé que les autres orateurs. Enthousiaste à l’endroit du soviet, apprenant sa politique, la troupe s’interrogeait néanmoins sur l’utilité et sur le sens de la guerre. Cachin le sentit mieux que la délégation du soviet qui ne vit pas qu’en posant presque exclusivement des questions sur la meilleure façon de conclure la paix, la troupe exprimait ses aspirations profondes même si, ensuite, elle applaudissait une allocution de caractère patriotique[75]. Au front

la sensibilisation au problème de la guerre avait ses réactifs spécifiques : la durée des hostilités, la nature des opérations, offensives ou défensives, le comportement des officiers, la peur qu'on ne procède à une réforme agraire en l'absence des soldats. Les buts de guerre importaient moins, même si les notions exigeaient une paix sans annexions ni contributions, formule adoptée de confiance puisqu'elle émanait du soviet. À l'arrière, au contraire, l'opinion portait son attention sur le problème des buts de guerre. La mission militaire alliée se gaussait même de voir l'homme de la rue prendre « anneksia » pour la fille du tsar et « kontribucia » pour un port de la mer Noire ; elle eût mieux fait d'en conclure que la lutte pour la paix était très populaire[76].

Les réactions des puissances centrales, les missions socialistes en Russie, le retour des émigrés, la tournée des représentants du soviet et de la douma, autant d'éléments qui ranimèrent ces débats, les rendirent présents et découvrirent des horizons nouveaux.

Au milieu d'avril, deux manifestations antagonistes exaltèrent les passions. Celle des mutilés de guerre, d'abord, où l'on vit ces malheureux montrer le poing à Lénine dont le succès aurait rendu vain leur sacrifice : ils exigeaient la poursuite de la guerre à outrance. Skobelev et Ceretelli ne réussirent pas à les rasséréner. Rodzjanko eut droit à leurs vivats. « Non, avait-il déclaré, maintenant on ne cherchera plus à mettre fin à la guerre[77]. » Le lendemain, 18 avril[e], c'était la fête du Travail. À l'appel du soviet, des milliers de bannières demandaient la paix sans annexions : sans aucun doute, celui-ci avait gagné la bataille des slogans[78] ; le gouvernement allait-il en prendre acte et faire passer dans les faits la déclaration du 27 mars ?

La note Miljukov

Peu sensible aux mouvements de la foule et à ses clameurs, Miljukov restait ferme sur les positions qu'il avait adoptées le premier jour. Il les jugeait imprenables. Dans ses *Mémoires*, écrits quarante ans plus tard, il explique plus nettement que dans l'*Histoire de la révolution* quelles étaient ses raisons : une poignée d'extrémistes mis à part, nul n'osait demander que la Russie se retirât de la guerre. Comme le pays restait indissolublement lié à ses alliances, rompre avec les traités du passé ou en abandonner les promesses relevait de l'utopie, sinon de la folie : « telle était la force de ma

position », explique Miljukov[79]. Persuadé que les socialistes alliés ne se rallieraient jamais à une formule zimmerwaldienne, il jugeait absurde toute modification de la politique extérieure. Ou alors, il eût fallu remettre la guerre en question, et c'eût été une infamie. Pour ne pas heurter l'opinion, Miljukov avait consenti à faire la déclaration du 27 mars destinée seulement au peuple russe. Aux ambassadeurs, une note précisait que les accords avec les Alliés restaient en vigueur. Une phrase de la déclaration, due à Kokoškine, précisait qu'« observant pleinement les obligations assumées envers ses alliés, le gouvernement défendrait les droits de la patrie[80] », allusion évidente à Constantinople. Pour qu'à Paris et à Londres aucune équivoque ne règne, Miljukov remettait le 9 avril au *Manchester Guardian* un texte où il réaffirmait explicitement la légitimité des prétentions de la Russie.

La manœuvre se retourna contre son auteur : arrivant d'Angleterre, Černov assura ses amis qu'en Occident on n'avait pas vu en quoi la déclaration du 27 mars avait changé les buts de guerre de la Russie[81]. Il proposa que le gouvernement fasse une note destinée aux Puissances. Telle fut l'origine directe de la « note » Miljukov[82].

Une délégation du soviet se rendit auprès du gouvernement le 11 avril. Le terrain était déjà préparé. Naturellement, Kerenski était acquis, Tereščenko et le prince L'vov également. Surtout, le soviet avait pour lui Albert Thomas qui, malgré l'avis de Paléologue, se rangea dès son arrivée contre Miljukov. Buchanan lui-même était convaincu que si l'on voulait garder la révolution russe avec soi, il fallait « lâcher du lest », comme le répétait Marcel Cachin. « Vos socialistes ne me facilitent pas la tâche », confiait Miljukov à Paléologue[83]. Ses pronostics s'étaient révélés inexacts : les mêmes socialistes pouvaient se montrer « patriotes » en France et « zimmerwaldiens » en Russie ; dès lors, il n'y avait qu'à céder. À la réunion du 11, qui ne dura que quelques instants et fut très amicale, les délégués du soviet assurèrent Miljukov qu'il ne s'agissait pas de détendre les liens avec les Alliés, mais de les fonder sur des principes nouveaux. Dès lors, le ministre des Affaires étrangères promit de rédiger la « note »[84]. Pour forcer la position, Kerenski fit passer un « communiqué » qui en annonçait la publication prochaine. En même temps, connaissant l'obstination du ministre Cadet, Černov fit déclencher une campagne de presse contre « cette réincarnation du Guizot qui persévère dans son attitude doctrinaire jusqu'à ce que l'Histoire lui montre la porte, Miljukov-Dardanelskij[85] ». De

son côté, Albert Thomas intervenait directement dans les affaires russes, voulant à la fois satisfaire les socialistes tout en gardant le contact avec le gouvernement dont il était le mandataire ; il joua un rôle important encore que mal défini et assez équivoque. « Je connais les socialistes, disait-il aux ambassadeurs alliés, ils se déchireraient pour une formule ; vous devez l'accepter puis en modifier l'interprétation[86]. » Il déclarait à Kerenski qu'il était d'accord avec lui pour que les Alliés révisent leurs buts de guerre, mais il le détournait de susciter à cette fin une conférence interalliée, car il savait bien qu'en France une telle initiative était prématurée[87]. En même temps, il laissait croire à Miljukov que, sur cette question, la position de son gouvernement avait seulement besoin d'être « clarifiée ». Comme Albert Thomas intervint auprès de lui pour que, dans la « note », la Russie demande des « garanties et des sanctions », – ce qui en annulait le sens – Miljukov vit dans son insistance une confirmation de ses propres analyses[88]. Il ne comprit pas qu'il était volontairement entré dans le jeu d'Albert Thomas : ayant empêché Kerenski de promouvoir une politique de révision en commun des buts de guerre alliés, Albert Thomas avait contribué à faire assumer par les socialistes russes une politique de guerre à outrance, mais libérée de toute exigence de caractère territorial ; en aidant, par ailleurs, à regrouper les rangs face au ministre Cadet, il avait resserré les liens entre le socialisme russe et les démocraties occidentales.

Le 18 avril, Miljukov communiqua aux puissances cette note si attendue. Elle insistait sur l'élan que la révolution allait donner à la défense des droits et des principes pour lesquels combattaient la Russie et ses alliés, rappelait que le gouvernement respecterait fidèlement les obligations prises envers eux. En leur rappelant l'appel du 27 mars, Miljukov réussissait, par ce procédé d'écriture, à ne reprendre aucune des formules qui traduisaient la volonté de la Russie nouvelle de ne pas procéder à des conquêtes. Il ne soufflait mot des aspirations de la « démocratie russe » à une « paix sans annexions ni contributions ». Au contraire, il évoquait ces « garanties et sanctions » que les Alliés sauraient établir plus tard pour instaurer une paix durable[89]. (Voir le texte en annexe p. 528.)

LA CRISE ÉCLATE

Dans les milieux démocratiques, la *Note* fit l'effet d'un chiffon rouge. On crut même à une provocation, pour susciter une épreuve de force entre le

soviet et les militaires. « Nous avons reçu une gifle », répétait Bogdanov. Čkeidze se lamentait : « Miljukov est le mauvais génie de la révolution[90]. » Dès le 19, l'alarme était donnée : au théâtre Mikhaïlovskij, Kerenski parlait de démissionner[91], tandis que dans les milieux ouvriers, une campagne de pétitions se déclenchait instantanément ; en vingt-quatre heures, elle gagnait tout le pays. Le plus souvent, on demandait le départ de Miljukov, on affirmait la confiance au soviet, et la nécessité de renforcer son contrôle sur le gouvernement[92].

À leur tour les faubourgs de la capitale s'animent : Linde les entraîne à la suite du 180e régiment d'infanterie : cet anarchiste – un des auteurs du prikaze 1 – est également un « défensiste » : il craint que la *Note* ne contribue à la décomposition de l'armée, car elle va réveiller les polémiques. Pour prévenir pareille catastrophe, un seul moyen : que le soviet prenne en main la politique étrangère de la révolution. C'est le but de la manifestation[93]. On crie donc : « À bas Miljukov. » « À bas la politique d'agression. » « À bas le gouvernement provisoire. » Mais sur les banderoles rouges des manifestants, en bonne partie bolcheviks, on lit également : « Tout le pouvoir aux soviets[94]. »

Ces manifestations de la colère éclatent dans le climat déjà chargé de la journée des invalides et de la fête du 1er mai. La droite est mobilisée, elle aussi : va-t-on vers un conflit armé ? On le craint au soviet où on ignore tout des objectifs et de la nature de la manifestation qui se déroule. L'atmosphère est très tendue quand les débats s'ouvrent. Jurenev et Šljapnikov proposent de lancer un appel aux masses. Kamenev refuse : « Il ne veut pas associer les bolcheviks à un appel qui aurait pour objet d'obliger le gouvernement à pratiquer une politique étrangère qui n'émanerait pas de la volonté des masses, mais de la majorité opportuniste du soviet. » À l'opposé, on craint, avec Černov, qu'à l'occasion d'une manifestation intempestive des faubourgs, les « forces obscures » ne montrent leur vitalité. Aussi approuve-t-on plutôt les raisons de Ceretelli, Čkeidze, Dan, Goc qui veulent avant tout éviter une guerre civile ; condamnant, sans équivoque, la « note Miljukov », ils en exigent un désaveu formel ; ils se disent prêts à imposer leur politique au gouvernement ; Ceretelli montre que « l'appel aux masses est un outil dangereux », « que le soviet est bien assez fort, tout seul, pour obliger le gouvernement à plier[95] ». Stankevic, l'ami de Kerenski, l'expose à la tribune :

> « À quoi bon, camarades, aller manifester ? Contre qui employer la force ? Car enfin, la force, c'est vous et ce sont les masses qui se tiennent derrière vous. Tenez, regardez. (Stankevic se retourne, tend le bras vers l'horloge et toute la salle se tourne du même côté.) Il est en ce moment sept heures moins cinq. Décidez que le gouvernement ne soit plus, qu'il donne sa démission. Nous donnons un coup de téléphone et dans cinq minutes il aura déposé les pouvoirs. À quoi bon les violences, les manifestations, la guerre civile[96] ? »

Cet effet oratoire fit sensation ; l'opinion ainsi gagnée, forts de l'approbation du soviet, Čkeidze, Skobelev, Woitinskij et quelques-uns encore partirent au-devant des manifestants pour les informer du péril que leur action faisait courir à la révolution ; en même temps, leurs amis multipliaient les appels téléphoniques aux régiments de la capitale pour les dissuader de participer au mouvement : le soviet prenait l'affaire en main[97].

Effectivement, le soir même, son comité exécutif rencontrait les membres du gouvernement et des délégués de la douma. Alarmés par les troubles et soucieux de conclure un accord avec lui, les délégués du soviet ne voulurent pas que les journalistes assistent à l'entretien ni que les *Izvestija* publient les déclarations de l'opposition[98].

« Nous avons conscience que le soviet n'a plus confiance en nous, déclare le prince L'vov, et pourtant le gouvernement n'a rien fait pour inspirer cette méfiance. N'ayant plus votre soutien, nous sommes prêts à partir[99]. » Suivit un long exposé de la situation par chacun des ministres. « À les écouter, écrit Staline, pour sauver le pays, il suffisait de mater les soldats (Guckov), de mater les paysans (Šingarev), de mater les ouvriers (tous les ministres). Soutenez-nous dans cette tâche difficile, dirent-ils en substance, aidez-nous à mener la guerre (Miljukov) et tout ira bien. Sinon, nous partons. » Rapide et caricatural, ce témoignage traduit bien la nature des propos qui furent tenus[100]. Il n'exprime ni l'anxiété des uns et des autres, ni leur accablement devant la gravité des responsabilités qui retombaient sur eux. Guckov, déprimé par la décomposition de cette armée qu'il avait pour mission de mener à la victoire ; Miljukov, persuadé que toute autre *note* eût privé la Russie de la confiance de ses alliés. Quant aux délégués du soviet, ils sentaient approcher le souffle brûlant de la guerre civile. Tous alarmés et, insiste Ceretelli, unanimes à vouloir éviter ce qui pourrait compromettre les chances d'un accord. Lorsque Kamenev affirma que le

calme ne renaîtrait que si le pouvoir passait aux travailleurs, des ministres Se prirent au mot ; le leader bolchevik précisa aussitôt qu'il posait seulement un principe : la fraction bolchevik ne désirait pas, pour l'instant, renverser le gouvernement. On chercha une solution qui donnerait satisfaction au soviet sans humilier Miljukov. « Peut-être, demanda Černov, grimaçant et doucereux, le ministre des Affaires étrangères accepterait-il de rédiger un nouveau texte et de prendre, ensuite, le portefeuille de l'Éducation nationale ? » Miljukov refusa… Alors Ceretelli et Nekrassov le rédigèrent eux-mêmes, lui laissant le soin de le rendre public[101].

Mais l'après-midi du 21, ignorant le résultat de ces négociations et décidés à manifester leur détermination, les faubourgs s'étaient remis en marche à cet appel de la *Pravda* et de la *Soldatskaja Pravda :* « Le temps est venu de prendre le pouvoir en main, le premier des préalables nécessaires à la conclusion d'une paix démocratique. » Plus loin, Lénine ajoutait : « Le gouvernement doit vider les lieux et céder la place aux soviets[102]. » Kalinine, Kamenev jugeaient celte politique « aventuriste ». C'était, au moins, tirer la manifestation plus « à gauche » que ne l'entendaient les participants : les banderoles des organisations mentionnaient « à bas le gouvernement provisoire », « tout le pouvoir aux soviets », alors que la plupart des motions de la base demandaient seulement le départ des « ministres capitalistes »[103]. Une partie des manifestants était armée, « mais plutôt pour la parade », comme l'a dit un des participants[104] ; la présence de nombreuses femmes attestait que nul n'avait en tête de déclencher des incidents sanglants. Impressionner l'opinion, renouer la tradition insurrectionnelle, faire fléchir la politique du gouvernement, soutenir le soviet et le contraindre à l'intransigeance, tels étaient les objectifs de la manifestation, Čkeidze comprit à ses dépens qu'il n'était pas question, toutefois, de l'interrompre : il était venu au-devant du cortège pour lui communiquer la bonne nouvelle, l'accord conclu le matin même avec le gouvernement, il dut déguerpir. Les manifestants continuèrent leur route, bien décidés, pour quelques heures, à tenir la capitale[105]. On imagine leur surprise lorsque, au coin de la Nevskij et de la Sadovaja, ils aperçurent des contre-manifestants, visiblement organisés eux aussi, juchés sur des camions et hostiles[106]. Dans la foule, des cris éclatèrent contre Lénine ; très vite, la nervosité gagna le cortège. Sachant que, dans ce quartier, les badauds leur étaient favorables, les contre-manifestants – étudiants, officiers – passèrent à l'attaque, par petits groupes, arrachant aux

ouvriers des faubourgs leurs enseignes et leurs drapeaux. Des coups de feu éclatèrent, tirés depuis les immeubles. « À l'aide, camarades, au secours, aux armes », criaient les groupes sur lesquels on venait de tirer. L'échauffourée dura jusqu'à la nuit ; il y eut des morts et des blessés[107].

Cependant, à quelques centaines de mètres de là, le général Kornilov, commandant les troupes de la capitale, s'était posté derrière le palais Marie, prêt à intervenir, bien que, la veille encore, on le lui ait formellement interdit. Mais les soldats, méfiants, refusèrent de marcher contre les ouvriers. Ils exigeaient un ordre du soviet. Averti, celui-ci répondit aussitôt : bien sûr, on les trompait ; à l'avenir, pour plus de sécurité, ils n'auraient à obéir qu'aux ordres signés par deux membres du bureau du soviet. La provocation, plus ou moins concertée, avait donc échoué. Kornilov donna sa démission[108].

L'alerte avait été chaude. Le 22, le soviet publia, dans les *Izvestija*, deux appels adressés aux soldats et aux ouvriers. Aux premiers, il rappelait qu'ils ne dépendaient que de lui ; aux seconds, qu'une manifestation armée ouvrait la voie à l'aventure. En quelques heures, toute la ville fut placardée des « appels » du soviet ; son autorité sortait grandie de l'aventure, puisque, dès le 22, Petrograd avait repris son visage habituel[109]. Les bolcheviks, par contre, avaient présumé de leurs forces : Lénine le reconnut quelques jours plus tard, dans « Les leçons d'une crise » : ils avaient pris « trop à gauche ». Leur discrédit s'accrut dans les milieux « démocratiques » où Kamenev fut l'objet de quolibets[110].

Le même jour paraisssait la *Note explicative* rédigée par le gouvernement en accord avec le soviet. En spécifiant que la *Note* avait été adoptée à l'unanimité, Miljukov mettait Kerenski dans une position difficile. Plus loin, la « rectification » du gouvernement indiquait bien que la Russie ne voulait annexer aucun territoire ; surtout, elle précisait que par « sanctions et garanties », le gouvernement entendait la limitation des armements, les tribunaux internationaux, etc[111]. À son tour, le soviet se félicitait du résultat obtenu : il rappelait sa détermination d'obliger les gouvernements à entreprendre des discussions en vue d'une paix fondée sur le principe « ni annexions, ni contributions[112] ». La motion du bureau fut approuvée par 2 000 voix contre 13, dont Alexandra Kollontai et Léonid Kamenev.

Victoire bien étroite pourtant, si on admet avec Miljukov qu'après tout « ce modeste éclaircissement » ne signifiait pas grand-chose par rapport à la puissance du mouvement déclenché par la note du 18 avril[113]. Miljukov ne

donna même pas sa démission – et l'on ne sait pas s'il prit seulement la peine de communiquer la *Note* explicative aux puissances étrangères. « J'ai remporté un grand succès et n'ai rien concédé », déclarait Miljukov au *New York Times*. Il le pensait : « J'ai trop vaincu », confiait-il quelques semaines plus tard à Albert Thomas : il s'était néanmoins rendu indésirable et on ne tarda pas à le lui faire comprendre[114].

4. LA CHUTE DE MILJUKOV ET LA FORMATION DU GOUVERNEMENT DE COALITION

LE PROBLÈME DU POUVOIR

Une fois de plus, le problème du pouvoir s'était posé avec l'affaire de la « Note Miljukov ». Le comité exécutif du soviet accusa la « commission de contact » d'avoir manqué de vigilance et d'avoir laissé Miljukov adresser son texte à l'étranger. On reprocha à Kerenski sa négligence ; il déclara qu'au moins il avait su éviter le pire et fait supprimer la phrase où Miljukov promettait de ne signer la paix qu'à la victoire. On ne lui donna pas quitus, ce qui n'améliora pas ses rapports avec le soviet[115].

Cette querelle remettait en question le fonctionnement du régime ; tous jugeaient que « cela ne pouvait plus durer ainsi ». Mais que faire ? Les Cadets et les bolcheviks poussèrent à une solution radicale, mais la tendance à la conci-ciliation finit par l'emporter : en dix jours, la crise était dénouée, laissant provisoirement « hors jeu » la droite et les bolcheviks.

Au lendemain des manifestations d'avril, les Cadets prirent l'offensive : au nom du gouvernement, Kokoškine fut chargé par Miljukov de rédiger un « appel à la nation ». Il devait appeler les populations au calme et rejeter la responsabilité des troubles sur le soviet seul. Plus raisonnable, le prince L'vov supprima ce passage. Mais Miljukov et Manuilov protestèrent : consultés sur la solution à apporter à la crise du pouvoir, ils présentèrent comme alternative à un gouvernement de coalition « qui affaiblirait encore le pouvoir », la répudiation formelle du double pouvoir, le sacrifice de Kerenski, la lutte contre l'opposition. Le prince les désapprouva ; au grand dam de ses ministres de la « résistance », il voulait être un des animateurs du « mouvement[116] ». À la réunion commémorative des quatre doumas, le 27 avril, il n'évoqua même pas le conflit qui opposait le gouvernement au soviet. Malgré Rodzjanko, la droite avait tout mis en œuvre pour que cette séance donnât le signal de la grande offensive[117]. Šul'gine fut agressif, soulevant l'enthousiasme de ces notables qui, pour la première fois (et la dernière) entendaient le plus redoutable des bretteurs pourfendre publiquement le soviet. Reprenant en ses propres termes le discours que

Miljukov avait prononcé contre le tsarisme, Šul'gin énuméra les faits qui montraient l'incapacité du pouvoir ; pour chacun, il demandait ; « Est-ce là stupidité ou est-ce là trahison ? » Il conclut, déchaînant les applaudissements : « Chacun est stupidité, l'ensemble est trahison[118]. » Ceretelli répondit que des discours comme celui de Šul'gine menaient à la guerre civile ; seul un accord entre le soviet et le gouvernement pouvait la prévenir. Durement rappelés à la réalité, les membres des quatre doumas se rallièrent à ceux qui préconisaient la médecine la plus sage. La première grande offensive contre la démocratie avait échoué[119].

Dès lors, les classes dirigeantes jugèrent qu'il n'y aurait de sauvegarde que dans une collaboration plus étroite du soviet avec le gouvernement. Le prince L'vov, Tereščenko et leurs amis n'eurent de cesse que plusieurs socialistes entrent au gouvernement. Leur idée était de s'adosser au gros des forces de la démocratie : ainsi, la bourgeoisie « révolutionnaire » ne porterait plus seule la responsabilité du pouvoir. Unis, socialistes modérés et bourgeois éclairés résisteraient aux assauts conjugués de l'extrême-gauche, de la « résistance » et de la réaction[120]. Une partie des modérés se rallia au courant ; dans la *Russkaja Slova*, Evg. Trubeckoj lança une campagne de presse en ce sens.

À gauche, après quelques péripéties, la politique de « collaboration de classes » l'emporta également ; mais elle ne rallia pas tous les suffrages.

À l'assemblée du soviet, le 20 avril, suivant le mot d'ordre de Lénine, Feodotov avait essayé de persuader l'assemblée qu'elle devait assumer les pleins pouvoirs. La réaction des délégués lui fit comprendre qu'une telle proposition était prématurée[121]. La majorité ne remettait pas en question le principe de la dualité de pouvoirs : elle voulait seulement améliorer le fonctionnement du régime. L'idée que seul un gouvernement de coalition était à même d'y parvenir commençait à faire son chemin. On n'était plus au premier jour de la révolution, quand les forces démocratiques étaient désorganisées : les soviets étaient maintenant capables de collaborer ou de faire pièce, d'égal à égal, avec les agents du gouvernement ; participer à l'exercice du pouvoir pouvait constituer une étape vers une transformation plus complète du régime politique que la Constituante instaurerait plus tard. L'exemple des démocraties occidentales jouait en ce sens : la Russie révolutionnaire n'assurerait-elle pas son salut en essayant de les imiter ? Une fois de plus, ce fut Kerenski qui attacha le grelot. Le 26 avril, il déclarait au *Delo Naroda*, quotidien socialiste-révolutionnaire, « que la

démocratie s'était maintenant renforcée et qu'elle pouvait difficilement rester en dehors du gouvernement. Ses représentants avaient le droit d'assumer le poids du pouvoir grâce à une élection directe des organisations dont ils dépendaient. » L'« avocat de la démocratie » mesurait les dangers de son propre isolement et, quitte à se subordonner aux trudoviks ou aux S.R., il souhaitait resserrer la collaboration des partis socialistes et bourgeois. On en discuta au soviet. Chaque jour, les partisans de la coalition étaient plus nombreux : « La base ouvrière également, mais pas les cadres », précisait Bogdanov le 27. Mais la petite bourgeoisie également et les milieux qui gravitaient autour du soviet[122]. Au moins, la politique de soutien au gouvernement était-elle acquise : « Cela revient au même d'entrer dans le gouvernement ou de le porter sur ses épaules », ironisait Staline[123]. C'est bien ce que pensaient également les S.R. Animés par Goc, ils militaient maintenant en faveur de la participation. Ils jugeaient qu'appuyés par les paysans et les soldats, le « parti » serait inexpugnable. Il n'était pas même besoin, comme le préconisaient Sukhanov et les S.R. de gauche, d'avoir la majorité des portefeuilles : la menace de guerre civile rendait légitime la présence de socialistes au gouvernement. Ceretelli était tenté de suivre son ami Goc et de rallier les mencheviks. Mais, derrière Martov, la plupart des leaders du parti restaient hostiles. Dan avait même jugé calomnieuse l'assertion que les mencheviks pussent participer bientôt à un gouvernement[124]. En réalité, quelques-uns étaient assez tentés d'accepter, mais craignaient d'être débordés par les bolcheviks ; c'était un péril que Goc et Černov ignoraient alors, vu l'inconsistance S.R. de gauche[125]. Les leaders mencheviks donnèrent des raisons : « Notre parti ne représente en aucune façon la Russie, expliqua Čkeidze, soutenu par Bogdanov ; la Russie est un pays paysan ; élargir les assises du pouvoir, c'est inclure, non des mencheviks, mais des S.R. et des populistes. » Il donna une autre justification : « Dans l'état actuel des forces politiques, l'entrée des mencheviks au gouvernement susciterait dans la classe ouvrière de vaines espérances[126]. » Goc et Černov répondirent que les S.R. ne participeraient au gouvernement que si les mencheviks y entraient également. Alors, Ceretelli proposa un compromis : la « démocratie » pourrait être représentée au gouvernement sinon par des membres du soviet, au moins par des syndicalistes et des membres des coopératives ; cette suggestion n'ayant pas eu de succès, Ceretelli se prononça contre la participation. II se retrouva dans le camp des bolcheviks et des S.R. de gauche, comme Kamkov et

Pumpjanskij qui estimaient que « constituer un ministère de coalition reviendrait à affaiblir l'élan révolutionnaire et à faire triompher l'esprit de coalition avant que se soit réunie la constituante, ce qui était à éviter[127] ». Après de longs débats, la participation fut repoussée par 24 voix contre 22 et 8 abstentions. Le prince L'vov fut très déçu ; Kerenski s'indignait : « Ceux qui étaient au pouvoir n'avaient pas de racines dans la nation, et ceux qui en représentaient la volonté refusaient de gouverner[128]. »

Sur ces entrefaites, Guckov donna sa démission ; il avait reçu une délégation du soviet, quelque temps plus tôt, et en avait conclu qu'entre le soviet et l'état-major, la position était intenable. Il n'avait jamais cru que la guerre pût être poursuivie dans ces conditions. Mais il n'avait pas voulu se désolidariser de ses amis et s'était tu. La « crise d'avril » et le départ de Kornilov le convainquirent qu'il n'avait plus rien d'utile à tenter. Pour exercer une ultime pression sur le soviet, il démissionna[129].

On crut que ce départ était un signal. Quelques ministres parlaient déjà d'une démission globale du cabinet. Dans la rue, les passions s'échauffaient à nouveau. Le colonel Jakubovic, représentant la garnison de Petrograd, fit alors une démarche auprès du soviet pour l'assurer qu'il n'y avait qu'une façon de prévenir la crise : « que le soviet, qui seul a l'autorité aux yeux de l'armée, participe au gouvernement ». Avait-il agi spontanément ? Son intervention fut accompagnée d'une série de pétitions émanant de la garnison et cela suffit à retourner les mencheviks. « Vu la pression des éléments démocratiques et de l'armée », ils se ralliaient à l'idée de la coalition. « Il y a trois jours, expliqua Čkeidze, je disais que je ne pouvais assumer la responsabilité de recommander que le Comité exécutif délègue ses représentants au gouvernement. Maintenant, j'ai changé d'opinion et je ne puis assumer la responsabilité de vous recommander de n'y point participer. » Ceretelli était à l'origine de cette remise à l'ordre du jour de la question de la coalition : dès lors, aucune des raisons données par les mencheviks, le 28 avril, n'entra plus en considération ; les jeux étaient faits, il n'y eut pas de débats[130]. Ceretelli parla « d'anarchie et de ruine ; des machinations de la bourgeoisie de droite, du désir de la bourgeoisie de gauche de collaborer avec la démocratie plus étroitement ; de la nécessité de créer à tout prix un fort gouvernement de coalition qui bénéficierait de l'appui complet des masses ». Le terrain préparé, commente Sukhanov, seuls ou presque cette fois, les bolcheviks votèrent « contre » avec quelques

mencheviks et S.R. de gauche. La participation l'emportait par 44 voix contre 19[131].

Avant même d'exister, la coalition, pourtant, reposait sur un malentendu : « Pour les bourgeois, soulagés, au contrôle des masses se substituait la collaboration avec les masses[132]. » Celles-ci voyaient seulement que, pour la première fois dans l'histoire de la Russie, des socialistes siégeaient sur les bancs du pouvoir. Elles observaient également que le soviet avait refusé le pouvoir que leur offraient les ouvriers, mais qu'ils l'acceptaient de la main des soldats.

LA CONSTITUTION DU GOUVERNEMENT DE COALITION

Les négociations pour la formation d'un gouvernement de coalition se déroulèrent en deux temps, suivant le scénario d'une crise ministérielle de type parlementaire : discussions sur le programme ; marchandages pour la formation du cabinet.

Au nom du soviet, Dan et Ceretelli rédigèrent le programme qu'ils comptaient proposer à l'assentiment du gouvernement provisoire. Pour l'essentiel, il reposait sur le diptyque : 1. Lutte pour l'ouverture de négociations et pour la conclusion d'une paix sans annexions ni contributions, sur le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. 2. Renforcement de l'armée, par sa démocratisation, pour prévenir l'écrasement de la Russie et de ses alliés, qui serait dommageable à la cause des peuples et à celle de la paix. On n'eut même pas le temps de discuter les autres points du projet qui portaient sur la lutte contre le désordre économique, la défense des droits des travailleurs, la mise sur pied d'une réforme agraire : l'essentiel était la formation d'un programme de politique extérieure ; seules les modalités de la lutte pour la paix furent l'objet d'un débat. Les bolcheviks désiraient qu'on menace les Alliés de divulguer les traités secrets conclus avec eux s'ils ne se ralliaient pas à la formule d'une paix sans annexions ni contributions. Ceretelli s'y opposa : la mesure ne serait pas équitable, puisqu'on ne pourrait pas, en regard, divulguer les traités conclus entre les Allemands et leurs alliés. Il l'emporta[133]

Le prince L'vov fit infléchir le texte du soviet ; ainsi le communiqué publié après la conclusion de l'accord insistait sur la continuité gouvernementale, sur le caractère révolutionnaire du cabinet constitué en mars ; le nouveau ministère ne faisait qu'accentuer certains traits de la

politique du précédent. Ceretelli accepta tous ces amendements[134]. L'entrée massive des socialistes au gouvernement semblait un tel événement que dès l'instant où ils crurent avoir gagné la partie sur l'essentiel – le principe d'une paix sans annexions ni contributions –, le reste importait peu : Kamenev lui-même déclara à Ceretelli sur le ton de la confidence : « Allons, je reconnais que, dans le cadre de la coalition que je désapprouve, on ne pouvait obtenir plus[135]. » Au soviet, les négociateurs furent accueillis avec enthousiasme. Seul Zinov'ev fit quelques objections, au nom des bolcheviks : il n'était pas question, dans la déclaration, d'ouverture immédiate de négociations de paix. Woytinski lui répondit que le programme du soviet n'avait pas encore rencontré beaucoup d'écho chez les Alliés ; par conséquent, ouvrir des négociations de paix sans en référer d'abord à Paris, Londres ou Rome, reviendrait à signer une paix séparée. Il touchait la politique bolchevik à son point sensible. Zinov'ev fut hué, et le texte adopté par plus de 2 000 voix contre une centaine[136].

Il restait à constituer un gouvernement… Au soviet, on avait déjà débattu un problème préalable : les représentants de la « démocratie » devraient-ils, ou non, être majoritaires au sein du gouvernement de la coalition ? Sukhanov, Černov, quelques autres socialistes-révolutionnaires l'affirmaient ; les mencheviks, inhibés par les excommunications des bolcheviks, firent valoir que, puisque les ministres socialistes seraient responsables devant le soviet, peu importait qu'ils fussent ou non majoritaires. Ils l'emportèrent[137]. Le récit que Stankevic a laissé des négociations qui suivirent rappelle, terme pour terme, une crise ministérielle en Occident :

> « Officiellement, les négociations avaient lieu chez le prince Lvov, rue du Théâtre. Mais seul le compromis définitif y fut effectivement conclu : entre-temps, les décisions avaient été prises ailleurs. Chaque phase des négociations, chaque proposition, chaque modification nécessitait une pause pour que les membres du gouvernement et les représentants du comité (du soviet) puissent se mettre d'accord entre eux. À part ces sessions, il y avait encore les réunions avec le parti K.D. qui tenait, précisément, ses assises. Depuis le début, les K.D. formulaient une série de revendications de base : avoir autant de représentants au gouvernement que les représentants de la « démocratie », que ce gouvernement rédige un manifeste condamnant

l’anarchie ; mais le ton du texte que proposèrent les K.D. était, évidemment, insupportable aux membres du comité. Ils exigeaient aussi le ministère de l’Agriculture.
Des influences contradictoires jouaient au soviet. Là, le comité, tombait sous l’influence de Steklov, ses leaders étaient tous dans la délégation. 11 formulait toutes sortes de conditions et de mises en demeure : il fallait qu’à l’avenir les ministères les plus importants restent entre les mains de la « démocratie », c’est-à-dire : la Guerre, l’Intérieur, les Affaires étrangères et l’Agriculture.
À ces deux influences, majeures, s’en ajoutaient quelques autres, secondaires. En pleine chaleur de la discussion, les représentants du congrès paysan vinrent exprimer leurs desiderata. Les socialistes-révolutionnaires, à leur tour, exposèrent les leurs, sous la forme d’un ultimatum : « Černov à l’Agriculture. » Puis, les populistes : « N’importe qui à l’Agriculture, sauf Černov. » Čkeidze insistait pour que Ceretelli reste au soviet, où il était indispensable. Et le gouvernement tenait précisément à ce qu’il entre dans le ministère, le considérant comme le seul représentant valable de la démocratie. Les cercles militaires avançaient pour la Guerre le nom de Pal’cinskij. Skobolev désirait la Marine : mais le gouvernement voulait que Kerenski cumule la Guerre et la Marine. On ne trouvait pas de ministère pour Ceretelli, et pas de candidat pour la Justice. À cela s’ajoutait l’influence du front. Alexiev, généralissime, et les commandants des autres fronts – Dragomirov, Gurko, Brusilov – arrivaient à Petrograd où ils tenaient des discours vengeurs.
On tenait réunion après réunion, sans résultats. Chaque jour, une session du plenum du soviet se réunissait, pour information ; et chaque jour, on la reportait. Finalement, la nuit du 5 mai, la situation était devenue si confuse que tout espoir d’atteindre une solution était abandonné. Une délégation du soviet et une autre du comité paysan tenaient réunion chez le prince L’vov. Dans une autre pièce, le gouvernement délibérait. Kerenski et Nekrassov couraient de l’une à l’autre et jouaient les médiateurs. Mais, d’heure en heure, la situation devenait de plus en plus confuse et de plus en plus désespérée. On avait épuisé l’examen de toutes les solutions possibles. Chaque proposition se heurtait à un enchaînement, désormais familier, de difficultés de toute sorte. La tension nerveuse était extrême ; on ne

contrôlait plus, maintenant, ni son agitation ni son irritation. On ne discutait même plus les questions. Chacun parlait, ou plutôt hurlait, de sa place. Černov, échevelé et déchaîné, s'en prenait au petit Pešekhonov, qu'il avait bloqué dans un angle. Gvozdev prononçait des paroles définitives : ce chahut l'indignait. Même Ceretelli perdit son sang-froid ; il était en train de hurler quelque chose à Čkeidze lorsque, soudain, Kerenski fit son apparition : « une solution a été trouvée », annonça-t-il.

La combinaison en question n'avait, à vrai dire, rien de neuf, et il y avait beaucoup à en redire. Mais tous étaient heureux qu'il leur ait, ainsi, forcé la main. Plus personne ne fit d'objections. Les mécontents durent se taire.

Le gouvernement de coalition était formé. Le soviet acceptait, en même temps, de faire la guerre et de prendre le pouvoir[138]. »

Le prince L'vov gardait la Présidence et prenait également l'Intérieur ; Miljukov était « expulsé » du ministère par les soins de ses propres amis Cadets, qui néanmoins acceptaient que Nekrassov (Transports), Šingarev (Finances), Manuilov (Education nationale), Šakovskij (Prévoyance sociale) fissent partie du ministère. Ils y lutteraient pour l'application de leur programme. Ainsi, n'admettant pas le principe de la responsabilité des ministres socialistes devant le soviet, les cadets jugeaient parfaitement légitime la responsabilité de leurs amis devant leur propre parti.

Černov avait refusé les Affaires étrangères, le ton de la déclaration gouvernementale n'étant pas assez zimmerwaldien ; il eut l'Agriculture. Skobelev, qui rêvait de la Marine, eut le Travail ; Pešekhenov, le Ravitaillement ; Ceretelli, les Postes. En fin de compte, la Politique Etrangère échut au sémillant Tereščenko, tandis que Kerenski coiffait la Guerre et la Marine. Ainsi, les socialistes « avaient désespérément lutté pour ne pas avoir la majorité et ils avaient vaincu[139] ». Trois hommes dominaient le nouveau cabinet, Ceretelli, Černov et Kerenski. Entre les deux premiers, à leur aise seulement parmi les militants, et le ministre de la Guerre qui, au-dessus des partis, aimait à communiquer directement avec te public, aucune communion n'était possible. Chacun agit dans sa sphère : le règne de la coalition allait s'en ressentir.

En février, milieux politiques « bourgeois » et troupes d'avant-garde de la classe ouvrière avaient été gagnés de vitesse par le succès de la révolution. Les premiers, parce qu'ils n'avaient pas su faire aboutir leur projet de révolution de palais ; les seconds parce que les journées de Février n'avaient pas été seulement leur fait, mais également la victoire des civils et des soldats qui avaient ainsi réalisé la « vocation » propre de la classe ouvrière et fait réussir la révolution.

En avril, les uns comme les autres cherchèrent à retrouver la place que, légitimement selon eux, ils devaient occuper sur la scène politique : Miljukov en imposant une ligne aux affaires étrangères du pays, l'extrême-gauche en ressuscitant un processus insurrectionnel. Seulement, les faits rappelèrent aux uns et aux autres qu'entre leur rêve et la réalité il y avait un écart : Miljukov n'avait, du pouvoir, que l'apparence ; et derrière l'avant-garde anarchobolchevik, les masses ne suivaient pas.

Dans les coulisses d'« Avril », bien des partis voulurent également régler leurs comptes : la bourgeoisie de la résistance à la démocratie révolutionnaire et à la bourgeoisie du mouvement ; l'avant-garde révolutionnaire aux dirigeants du soviet. La première querelle n'était qu'un combat d'ombres, mais l'autre annonçait les crises de demain.

1. Nous préparons un ouvrage sur ce sujet. On pourra consulter les ouvrages cités dans la bibliographie, n^{os} 407 et suivants. Sur la reconnaissance du nouveau régime par les alliés, voir chap. 2, p. 129.

2. *Köln Volkszeitung* du 16 mars, cité in *Daily Mail* du 17 mars 1917.

3. *Kölnische Zeitung,* cité in *Bulletin périodique de la presse allemande* du 23 juin 1917, p. 4.

4. *Neues Wiener Journal,* cité in *Le Matin* du 19 mars 1917.

5. Chiffres établis par le général Buat, in *Doc. Ker.,* II, p. 921.

6. Chiffres donnés in Ioffé, *op. cit.*, 410.

7. *Leipzische Volkszeitung,* cité in *Bulletin périodique de la presse allemande* du 26 mars 1917, p. 39. Les jugements du *Vorwaerts* oscillent entre ces deux interprétations.

8. Cf. les témoignages de Ludendorf et Bethmann-Hollweg.

9. Cf. l'ouvrage de Zeman, *op. cit.*, 413, et Fischer, *op. cit.,* 417, chapitre 13.

10.

Négociations Kolyško, in *Doc. Ker.,* p. 1065, et Fischer, *op.cit.,* 417, p. 478.

11.

Entretiens Kleinov-Trotski, in *Doc. Ker.,* p. 1070.[a]

12.

Doc. Ker. p. 1073.

13.

Cf. Zeman and Scharlau, *op. cit.,* 414, p. 206-235.

14.

Ceretelli, *Vospominanija,* I, p. 279 et suiv.

15.

Motion Dan, suite a l'invitation du comité de Berne, in *K. A.*. 1926, p. 70.

a.

Il ne s'agit pas de L. Trotski.

16.

Rosa Luxemburg, *Spartakus Briefe,* Berlin. 1920 ; cité in Kl. Mammach. *Die russische Revolution,* p. 13.

17.

Ceci apparaît bien dans les instructions données à la censure, ce qui sera montré dans notre ouvrage en préparation.

18.

Voir l'ouvrage de Ioffe, déjà cité, 392. C'est le colonel Knox qui fut à l'origine de cette mesure ; cf. Knox, *op. cit.,* 215, I, 575.

b.

À Rome on vit d'abord dans les vives réserves de l'extrême. gauche « avantiste » comme une confirmation de l'interprétation « officielle » de la révolution. Mais cela ne dura pas. On continua néanmoins à affirmer qu'à Petrograd « se renouvelaient les fastes de la révolution française »[19].

c.

On ignorait la différence entre maximalistes et bolcheviks.

19.

Gazzetta del Popolo du 5 avril 1917. Cf. aussi les incidents relatés dans le *Giornale d'Italia* du 17 mars 1917.

20.

Ribot, *Correspondance, et Journal et correspondances inédites (1914-1922*). Paris, p. 230.

21.

K. A., III, p. 67-68 et Ioffe, op. *cit.,* p. 116.

22.

Nekludoff, *op. cit.,* 239, p. 304.

23.

Voir cette guerre des télégrammes in *Izvestija* du 24 avril 1917.

24.

Bantke, *Bor'ba za sozdanie kommunisliceskojportii Francii* (La lutte pour la formation d'un parti communiste en France), Moscov, 1936, p. 135.

d.

C'est en cette occasion que, pour la première fois, le Soviet chanta *l'Internationale.*

25.

Šljapnikov, in *K. A.*, 1926, p. 65.

26. *K. A.*, XV, p. 62 et Doc. *Ker.*, II, p. 1051.

27. Sukhanov, III, 191.

28. L'exposé le plus détaillé se trouve dans les *K. A.*, *op. cit.*, et dans Ceretelli. Outre les témoignages de Paléologue, Buchanan, etc., signalons une interview de M. Moutet in R. Kohn, *La Révolution russe*, Paris, 1963, p. 190.

29. Voir les *K. A.*

30. Ioffe, *op. cit.*, p. 120.

31. Comte de Chambrun, *op. cit.*, 181.

32. Ceretelli, I, p. 185.

33. « On trouve Moutet trop flou », note le général Janin.

34. Marsel Kašen : « Moi vstreči s Leninom », in *Novaja i Noveišaja Istorija.* 1957-4, p. 20.

35. Nekludoff, *op. cit.*, 239, p. 304.

36. *Popolo d'Italia* du 25 mars 1917.

37. *Ibid.*

38. *Justice* du 12 avril 1917.

39. Sukhanov, III, 153.

40. Cf. Woodcock and Avakumovitch, *op. cit.*, 320, p. 388 et suivantes.

41. *Rabočaja Gazeta* du 27 mars 1917, p. 2.

42. *Journal du Peuple* du 29 mars 1917.

43. *Berner Tagwacht* du 5 avril 1917. Ces craintes n'étaient pas sans fondement : dans une lettre à Kautsky, le 28 mars (nouveau style), L. Martov « faisait confiance aux exilés de Sibérie, Ceretelli, etc., pour donner une direction au mouvement ». Archives Kautsky, I). XVI, 418-422.

44. *Avanti*, 2 avril 1917.

45. Černov, Sovety v našej revoljucii, op. cit., 179, *passim.*

46.

Sukhanov, II, 152, et *Labour Leader* du 26 avril 1917.

47. Radkey, *op. cit.*, 297, p. 156.

48. Deutscher I. *The armed prophet, op. cit.*, chap. 8, p. 211 et suiv. Sur Čicerine, voir Nabokov et Warth, *op. cit.*, et *The Call.*

49. Krupskaja, *op. cit.*, p. 264-5.

50. *Leninskij Sbornik*, II, p. 385, cité in Kutusov, p. 114.

51. *Izvestija* du 5 avril 1917, p. 2, col. 1.

52. Guilbeaux, *La fin des Soviets*, p. 30.

53. Texte in *Doc. Ker., op. cit.*, 35.

54. Sur ces questions, voir les ouvrages de Rytich, Zeman, Fischer, etc.

55. H. Guilbeaux, *Du Kremlin au Cherche-Midi*, p. 92.

56. Les paragraphes sur l'armement du prolétariat et sur le non-rapprochement avec les autres partis manquent. Voir le texte intégral p. 299.

57. Cité in Shub, *Lénine*, p. 72, d'après un texte de Parvus auquel nous n'avons pas eu accès, *Pravda glaza kolet.* Cf. également Zeman and Scharlau, *op. cit.*, 377 b. Sur l'action de Lénine, d'avril à juillet 1917, voir les ouvrages cités à la bibliographie. notamment Schub, Bruhat, Schlesinger, Schapiro.

58. v. Krupskaja, op. *cit.*, p. 263 et suiv.

59. Lénine, 35, p. 238.

60. Cité in Kutusov, p. 70.

61. Lénine, 23, p. 287.

62. Lénine, 23, p. 285.

63. Lénine, 23, p. 285 à 324.

64. Lénine, 23, p. 331 et suiv.

65. *Dok. April, passim.*

66. Sukhanov, ed. Carmichael, p. 269 et suivantes.

67.

Cité in Abruhmovitch, *op. cit.*, 160, p. 30.

68.

Dok. April, p. 30 et suiv.

69.

Dok. April, p. 57-59.

70.

Petrogradskaja obščcegorodskajavserossijskaja konferencia. RSDRP(*Bol'ševikov*) *v aprele.* 1917g. (M. 1925), p. 10 et suiv.

71.

V. chap. 6. p. 278 et suiv *CGAORSSSR*, les fonds 3 et 1235.

72.

CGAORSSSR, les fonds 3 et 1235 ; *Izvestija* du 11 avril, p. 8 et jours suivants.

73.

Sukhanov, III, p. 81.

74.

Izvestija du 30 avril.

75.

Ceretelli, éd. angl., p. 97 et note 33.

76.

Cf. B. Pares, *My Russian memoirs*, London, 1931, p. 427 et aussi Knox, etc.

77.

Sukhanov, III. p. 112.

e.

C'est-à-dire le 1er mai, nouveau style.

78.

Ibid. Il reçut néanmoins des messages en faveur de la « guerre jusqu'au bout », cf. *GAORSSLo*, 7384, 9, 158.

79.

Miljukov, *Vospominanija*, II, p. 339-340.

80.

Ibid., p. 341.

81.

Voir le chapitre 6, p. 278.

82.

V. Černov, *op. cit.*, 123 et Ceretelli, *Vospominanija*, I.

83.

Miljukov, II, p. 354-358.

84.

Sukhanov, III, p. 270 ; et Ceretelli, *Vospominanija*, I, p. 80-85.

85.

Cité notamment in Radkey, *op. cit.*, p. 159.

86.

Warth, *op. cit.*, p. 156, c/o Bruce-Lockardt, p. 82.

87.

In Ioffe, p. 76.

88.

Miljukov, *op. cit.*, 233., II, p. 360 et Istorija, *op. cit.*, 122, p. 93.

89.
Dok. April, p. 725.

90.
Ceretelli, I, 87.

91.
Miljukov, *op. cit.,* 233, II, p. 362.

92.
Dok. April, p. 777-830. Ces messages proviennent de Jaroslav, Smolensk, Tver, Rybinsk, Podolsk, Tula, etc. Cf. *GAORSSLo,* 7384, 7, 36, les pièces 29, 33, 37, 40, 63 ; et *GAORSSLo,* 7384, 9, 564, pièces 1 à 13.

93.
Woitinskij, *op. cit.,* 273, p. 270-271.

94.
Dok. April, passim.

95.
Ceretelli, *op. cit.,* t. I, p. 77-107.

96.
Cité in Trotski, 121.

97.
Dok., April, p. 730 et Woitinskij, *op. cit.,* 273, p. 271 et suiv.

98.
Sukhanov, II, p. 280.

99.
Ceretelli, *Vosp. L.,* p. 194 et suiv.

100.
Stalin, *Sočičenija* ; III, p. 43-47, in *Dok. April,* p. 737.

101.
Ceretelli, I. p. 77-107.

102.
Lénine, 24, p. 184.

103.
Sondage d'après les *Dok. April* et quatre quotidiens de la capitale.

104.
Témoignage Cernik, in *Dok. April,* p. 742.

105.
Ibid., et rapport Sereda in *Dok. April,* p. 743 et *Izvestija* du 23 avril ; voir aussi *Delo Naroda* du 25 avril 1917.

106.
Dok. April, p. 742-747.

107.
Delo Naroda du 25 avril 1917. La bagarre prit naissance dans la foule et non chez les contre-manifestants.

108.
Dok. April, passim.

109.
Le Soviet reçoit de nombreux messages de solidarité ; cf. *GAORRSLo,* 7384, 7, 36, pièce 52 et suivantes. La plupart stigmatisaient Miljukov, mais un certain nombre condamnaient

explicitement la propagande léniniste ; cf. *CGAORSSSR*, 3, 1, 364, 162 et suivantes.

110. La *Pravda* ne publie que le 29 avril les appels les plus modérés : à une date où Lénine a reconnu son erreur, cf. Lénine, 24, p. 212 ; cf. la pétition des 7 000 soldats électro-techniciens, et Lénine, 24, p. 211.

111. Texte in *Doc. Ker.,* II, p. 1100.

112. Texte in *Doc. Ker.,* II, p. 1100-1101.

113. Miljukov, op. cit., 112, *passim.*

114. Miljukov, *op. cit.,* 233. II. 364.

115. *Protokoly soveta, op. cit.,* 29, p. 218-218.

116. Ceretelli, *op. cit.,* I, p. 107-138.

117. Principaux discours, in *Doc. Ker.,* III, p. 1258 et suiv. ; commentaires de Ceretelli, *op. cit.,* I. p. 319 et suiv.

118. *Ibid.*

119. *Ibid.* Jusqu'à cette date, la « démocratie » avait toléré la survie de la douma. Désormais, les messages demandant sa dissolution se multiplieront : ainsi les fonctionnaires de la Direction des chemins de fer de Kiev, dès le 27 avril. *CGIAL,* 1278, 5, 1231, 198 et suiv.

120. Le prince Lvov écrivit une lettre à Čkeidze pour appuyer cette démarche, *CGAORSSSR,* 3, 1, 286, 39.

121. Sukhanov, III, p. 389 ; Ceretelli, *passim* et *Doc. Ker.,* p. 1252 et suiv.

122. Ceretelli, I, 107-138.

123. *lbid.*

124. Miljukov, *op. cit.,* 112, p. 101. Cette assertion datait, il est vrai, du 1er avril.

125. L'observation est de Radkey, *op. cit.*

126. Abrahmovitch, *op. cit.,* 160, p. 39.

127. Radkey, *op. cit.,* p. 144.

128. Kerenski, *op. cit.,* 203, p. 269.

129. Woytinskij, *op. cit.,* 263, p. 276 et Archives de la guerre, Na[6], telegr. 699.

130. Sukhanov, III. *passim.*

131. *Ibid.*

132. Steinberg, *op. cit.*, 260, p. 22.

133. Ceretelli, I, p. 142.

134. Stankevič, *op. cit.*, 259, p. 128.

135. Ceretelli, I, p. 144.

136. *Ibid.*

137. Voir O. Radkey, *op. cit.*, 297, qui donne le meilleur exposé sur les S.R.

138. Stankevič, *op. cit.*, 259, p. 130-132.

139. Sukhanov, *Zapiski*, III, p. 410 et suiv.

CHAPITRE VIII

L’EXPERIENCE DE LA COALITION (MAI-JUIN 1917)

Situation paradoxale : les soviets et le gouvernement se ralliaient à une politique de « collaboration de classes » au moment précis où l’avant-garde de la classe ouvrière et la bourgeoisie de combat venaient de s’affronter, stigmatisant, chacune de leur côté, toute politique de conciliation. Consultée, l’opinion suivit néanmoins ceux qui préconisaient la modération : la Russie poursuivait le rêve de Février, une révolution qui épargnerait le sang des hommes. Fin mai, le suffrage universel confirmait ce verdict et il semblait dès lors que la Russie s’orienterait vers un régime démocratique où les soviets joueraient le rôle d’un parlement populaire[1].

La nouvelle combinaison gouvernementale avait pour objet de renforcer l’autorité de l’État : néanmoins, on eut très vite le sentiment qu’elle s’affaiblissait encore et que la dualité de pouvoirs s’était aggravée au lieu de disparaître. Seulement les rôles avaient changé : face à la coalition, ce n’était plus le soviet qui se dressait, mais des associations d’officiers ou des unions patronales, et de l’autre côté, les anarchistes ou les bolcheviks. Les uns et les autres représentaient encore peu, mais ils exprimaient avec une telle force les aspirations réelles ou la colère de la population, que les « conciliateurs », impuissants à régler les problèmes de la guerre ou de la révolution, apparurent rapidement comme des hommes à la dérive nargués par des adversaires, qui, de longue date, avaient prédit leur faillite.

1. LES PARTIS, L'OPINION ET LA COALITION

Les mouvements politiques russes, brimés sous le tsarisme, surpris par la révolution de Février, s'épanouirent à l'air libre pendant le printemps de 1917 : les élections aux conseils municipaux, la préparation du congrès des soviets et de l'assemblée constituante leur firent préciser leur position vis-à-vis du régime, de la guerre, de la révolution. La plupart des grands partis tinrent leurs assises, au tournant des journées d'avril, quelques semaines avant les élections municipales, première consultation électorale prévue par le régime avec la liberté ; la Russie faisait ainsi l'apprentissage de la démocratie parlementaire.

Les décisions du parti *Cadet* étaient les plus attendues, car elles risquaient de remettre en question le sort de la coalition si la majorité refusait d'approuver le maintien de ses membres dans le deuxième cabinet Lvov et si elle adoptait l'attitude d'opposition systématique préconisée par Miljukov. Elu président du Congrès, l'ex-ministre des Affaires étrangères montra qu'en dehors du courant contre-révolutionnaire, deux tendances dominaient l'opinion : ceux qui voulaient « préserver et consolider les conquêtes de la révolution », et ceux qui désiraient « que la révolution continue » ; Nekrassov approuva une telle analyse ; mais il demanda avec vivacité « où placer la frontière entre le deuxième courant, que Miljukov qualifiait de créateur, et le troisième, qu'il estimait destructeur » ? Nul doute que pour le ministre démissionnaire, le courant « destructeur » ne commençât avec les ministres qui restaient au gouvernement. Selon Nekrassov, au contraire, le courant « créateur » englobait tous les membres du nouveau gouvernement Lvov. Le Congrès lui donna raison, considérant que « la participation au gouvernement était la voie la plus sûre pour préserver le pays de la contre-révolution », et espérant que « la participation des groupes situés plus à gauche et responsables maintenant de l'avenir de la nation assurerait au gouvernement force et stabilité ; elle mettrait fin également au double pouvoir, fatal à l'armée et au pays ». Nekrassov obtint également que le parti ne mette pas de conditions à son soutien, puisque, précisément, c'est ce que, naguère, il avait reproché au soviet. Dès lors, la motion finale ne retint de la déclaration gouvernementale que les points à sa convenance : la nécessité d'opérations militaires offensives, la fidélité envers les Alliés, etc. Dans ces conditions, le ralliement du parti Cadet restait de pure forme et on eut le sentiment qu'il exprimait au gouvernement une sympathie de commande[2].

L’adhésion des S.R., des mencheviks, des trudoviks et des sociaux-populistes était, au contraire, sans équivoque. Elle n’était pas pour autant sans partage : à cette date, pourtant, les adversaires de la nouvelle formation gouvernementale ne formaient qu’une petite minorité. Chez les *socialistes-révolutionnaires*, ces opposants se situaient à gauche. Derrière Boris Kamkov, Maria Spiridovana et M. Natanson, le « grand-père » de la révolution russe, cette fraction populiste préconisait une attitude plus ferme vis-à-vis des Alliés, pouvant aller jusqu’à la menace d’un armistice séparé. Elle demandait également que ce ne soit pas seulement les ministres socialistes mais le gouvernement tout entier qui soit responsable devant le soviet. Surtout, ayant gardé le goût du mystère et de la clandestinité, les membres de cette tendance ne pouvaient admettre que les S.R. participassent à un gouvernement à côté de bourgeois et d’aristocrates. Ils sympathisaient volontiers avec les mots d’ordre bolcheviks. À l’opposé, une autre minorité, animée par Avksentev, Sorokine, S. Maslov et C. Brečko-Breškovskaja, « grand-mère » de la révolution, estimait que le soutien du parti au gouvernement devait être total. Elle jugeait avec sévérité V. Černov qui, dans les colonnes de*Delo-Naroda*, critiquait déjà la politique d’un gouvernement auquel il appartenait. Très liée au groupe *Privyz* et au mouvement coopératif, cette « droite » se donna un organe d’expression, *Volja-Naroda*, auquel collaboraient des socialistes-populistes. Pour peser plus lourd au sein du mouvement populiste, elle souhaitait reconstituer l’unité avec les socialistes-populistes et admettre les trudoviks dans un grand parti d’union des modérés. Mais cette tendance du parti était très minoritaire par rapport au centre, lui-même doublé en deux courants, l’un plus à gauche, derrière V. Černov, l’autre plus modéré avec Kerenski pour porte-drapeau, Zenzinov et Avksentev pour avocats. Ainsi, le parti n’avait aucune unité : envahi « à droite par les philistins, à gauche par les ochlocrates » (Černov). On devenait S.R. pour faire carrière dans la révolution et, selon certains, le socialisme des recrues S.R. était plus que douteux. Son organisation apparaissait particulièrement débile : on lui attribuait un million de membres, mais, au 1er juillet, on comptait seulement 22 696 militants pour 30 % des sections, les autres n’existant que sur le papier. Le programme du parti, formulé avec intransigeance, restait aussi imprécis que par le passé[3].

Les *socialistes-populistes* reprochaient volontiers aux socialistes-révolutionnaires de se payer de mots. Leaders du parti, Pešekhonov et Mjakotine souhaitaient un programme plus modeste, mais réalisable ; ils souhaitaient également un gouvernement élu qui pourrait mettre ce programme en application avant que ne règne l’anarchie. Ils désiraient que

l’on hâte la transformation du pays en une démocratie de petits propriétaires terriens, ce qui aurait satisfait les ruraux et consolidé le régime, et que, de leur côté, les ouvriers participassent à la gestion des entreprises : mis devant leurs responsabilités, ils pourraient ainsi saisir dans son ensemble le problème de la crise et du chômage. Ce parti n’avait qu’une audience assez faible : il ne put réunir que les représentants de 36 organisations – alors que les S.R. qui en revendiquaient 436 purent en réunir 136 – ; aussi chercha-t-il à fusionner avec les autres petits partis appartenant à la tradition populiste. En vérité, ces militants formaient déjà une organisation unique avec le groupe *Edintsvo* à Saratov, Nižnij-Novgorod, Omsk, etc., mais, au centre, le parti jugeait Plekhanov trop chauvin et marqué à l’excès par l’idéologie marxiste. Les sympathies des dirigeants allaient plutôt vers les amis de la *Volja Naroda* et vers Kerenski. Des négociations furent entreprises pour que se reconstitue un grand mouvement populiste : Černov n’y était pas défavorable, mais il y mit trop de conditions ; de son côté le centre droit des S.R. jugeait l’alliance boiteuse : n’était-il pas lui-même en train de se séparer d’avec le reste des S.R. ? Finalement l’unification se fit seulement entre sociaux-populistes et trudoviks bien que les premiers aient jugé les seconds trop proches des Cadets et attachés à l’excès à l’« unité russe » ; un comité bi-parti fut nommé qui éleva Čaikovskij (trudovik) à la présidence de ce nouveau groupement appelé « *Socialiste-populiste du travail* ». Il eut son organe, le *Narodnoe Slovo*[4] dont les premières prises de position furent assez vivement antibolchevik. Il accusait le parti de Lénine d’adopter des positions démagogiques ; il critiquait tout autant le comportement du soviet qui, selon Mjakotine, « devait être le représentant du prolétariat et de l’armée, non du pays tout entier » ; « or, il parlait tantôt au nom du prolétariat tantôt au nom de la nation. Le soviet n’avait pas non plus à jouer le rôle d’un “ pouvoir ”, à décréter des prikazes ou à discuter le libellé des textes gouvernementaux. Maintenant qu’il a reconnu comme sien le programme du gouvernement, il ne devait pas l’ignorer ou le paralyser mais le soutenir. » Critiques qui, sur le fond, reprenaient celles que la droite des S.R. adressait elle-même au soviet[5].

Au congrès *menchevik*, qui se tint à partir du 9 mai, 54 organisations se trouvaient représentées : 27 sous l’étiquette menchevik, les autres comme sociaux-démocrates. Rapidement menés, les débats furent animés par de violentes polémiques entre partisans et adversaires de l’entrée des mencheviks dans un gouvernement de coalition ; discussion académique, puisque le congrès avait été mis devant un fait accompli. Quand ils désirèrent au moins prendre date, Larine, Martov et leurs amis s’aperçurent qu’ils ne constituaient

qu’une petite minorité, le « triumvirat » Dan-Ceretelli-Čkeidze ayant eu l’habileté de confier le rapport moral à Gurev, éditorialiste de la *Rabočaja Gazeta* et situé assez à gauche. Lors du vote, les partisans de la coalition l’emportèrent par 44 voix contre 11 et 13 abstentions. Dans ces conditions, Larine préconisa la scission, mais Leonid Martov l’en dissuada ; il estimait qu’isolée, cette minorité serait vite absorbée par les bolcheviks. Il l’emporta et resta le chef respecté de cette petite « fraction » à laquelle adhéra Sukhanov.

Les *unitaires* de Trotski et Lunačarskij firent précisément le choix inverse : se plaçant résolument sur le terrain de l’internationalisme et de la lutte contre le « défensisme révolutionnaire », « variété russe du social-patriotisme », ils recommandaient la rupture avec les « défensistes » et entraînèrent avec eux une partie des sociaux-démocrates polonais et lettons. Leurs contacts avec le groupe de la *Novaja Žizn* ayant échoué sur ces questions, ils eurent désormais leur journal, *Vpered*, un bi-hebdomadaire où l’on retrouvait les signatures de Balabanova, Urickij, Manuilskij, A. Bogdanov (Malinovskij) et Jurenev.

Quand l’ancien leader du soviet de 1905 arriva dans la capitale au début de mai, la « démocratie » venait de ratifier la formation d’un gouvernement de coalition : Trotski exprima ses réserves, mais avec modération. Il tenait à s’informer avant de prendre une position de combat. À la différence de Lénine, Trotski n’avait pas en poche un plan tout prêt pour passer à la deuxième étape de la révolution. Les positions qu’il avait prises aux États-Unis et celles qu’il diffusa dans son *programme de paix* publié en mai 1917, étaient assez proches des *Thèses d’avril* en ce qui concernait la politique étrangère et l’attitude à adopter vis-à-vis du gouvernement. Il avait relativement peu écrit sur la question agraire, et, en ce qui concernait le problème des nationalités, il se plaçait résolument dans le cadre de la construction des États-Unis d’Europe[6].

À Petrograd, Trotski ne pouvait s’appuyer que sur l’organisation des *inter-raions*[a] : son état-major semblait plus consistant que ses troupes puisque les *unitaires* ne groupaient que 3 000 ouvriers. Aussi, Trotski fut tenté de collaborer avec les bolcheviks. Lénine patronna son entrée dans des organisations liées au parti ; un animateur de cette race manquait et son dynamisme ferait contrepoids aux tendances conciliatrices des autres membres du « comité central ». Dès le mois de juin, Trotski se considérait comme membre du parti, ce qui ne manquait pas d’agacer la « vieille garde ». Il déclarait alors au journaliste anglais Dosch-Fleurot :

> « Notre programme, si nous prenons le pouvoir ? Nous, bolcheviks, voulons une paix immédiate. Nous préférons ne pas conclure de paix

séparée, mais la masse des soldats refuse de rester un hiver de plus dans les tranchées. Nous nous proposons de prendre le pouvoir et d'essayer de porter la révolution en Allemagne. Si nous ne pouvons pas, eh bien, nous aurons encore à combattre, mais la nouvelle armée sera une armée prolétarienne. Nous commencerons par donner au peuple ce pour quoi il a fait la révolution. Nous insistons sur l'action immédiate[7]. »

Entre ceux qui, à gauche, toléraient la coalition tout en la condamnant, et ceux qui rompaient tout rapport avec ses membres, la frontière passait donc, imperceptible, entre la tendance Martov et la tendance Trotski ; elle n'était pas moins infranchissable.

La conférence tenue du 24 au 29 avril 1917 consacra la reprise en main du parti *bolchevik* par Lénine et l'adoption des *Thèses d'avril* comme plate-forme du parti. Vainement, Kamenev, Rykov et Zinov'ev essayèrent d'en adoucir l'interprétation : le premier, en montrant le caractère utopique du schéma léniniste, fondé, pour l'essentiel, sur l'hypothèse d'une révolution européenne ; le second, en disant sa répugnance à considérer comme des ennemis tous les camarades sociaux-démocrates qui ne se rallieraient pas à ces thèses ; le troisième, en essayant de convaincre l'auditoire qu'il était encore possible d'avoir foi en une résurrection de l'Internationale. Ils ne furent pas écoutés[8]. L'expérience d'avril, l'appui de Sverdlov et des grandes fédérations de province, l'existence d'un courant scissionniste chez les mencheviks, le ralliement des unitaires à des thèses voisines de celels de Lénine, l'hostilité des militants à l'expérience de la coalition, le sentiment de frustration d'une bonne partie de l'opinion, tout cela joua dans le sens du triomphe inconditionnel des thèses de Lénine. À la 7e conférence pan-russe bolchevik, en mai, il ne fut battu que sur le problème de la rupture avec la IIe Internationale : et encore de justesse[9]. Son unité idéologique affirmée, le parti bolchevik apparaissait comme la formation politique la plus homogène du moment. D'un bout à l'autre de la Russie, douze grands quotidiens reprenaient, inlassablement, les mots d'ordre diffusés par la *Pravda,* la *Soldatskaja Pravda,* le *Social-Demokrat.* Les tracts du 1er mai, le programme du Parti, les brochures *Soldats et Ouvriers, Pourquoi il n'y a pas de pain, La vie chère* étaient diffusés à des milliers d'exemplaires à l'arrière et au front[b]. La supériorité d'un parti centralisé apparaissait à l'évidence car aucune organisation rivale ne pouvait diffuser ses mots d'ordre avec une telle puissance. Il n'y avait guère de flottement que sur deux points : la participation à la gestion des municipalités et la collaboration avec les mencheviks. Objet de tous les commentaires, le renforcement des positions

bolcheviks était pourtant bien modeste. Une enquête faite à Moscou par le bureau régional du parti révèle que le nombre des militants ne dépassait pas, pour la région, 11 000, soit moins de 3 % des ouvriers. Il atteignait 6 000 dans l'Oural en avril et 2 000 dans la région nord-baltique[10]. Toutefois ces chiffres grossissaient régulièrement alors qu'il n'en allait pas de même des organisations rivales. Surtout, on constatait que les noyaux bolcheviks étaient irréductibles, qu'ils essaimaient et qu'il en naissait chaque jour de nouveaux, notamment dans l'armée et dans la flotte. Au milieu du mois de juin, à la conférence bolchevik pan-russe des organisations militaires du front, qu'animait Krylenko, on compta 26 000 adhérents pour une soixantaine d'organisations[11]. Encore lâche, le réseau bolchevik était ainsi constitué par des fils d'acier. Il disposait, pour sa défense, d'une *garde rouge*, constituée fin avril malgré les protestations de Plekhanov et des leaders du soviet, notamment Ceretelli[12].

Sauf rares exceptions, les bolcheviks se rendirent seuls à la bataille électorale ; ils n'acceptèrent de faire liste commune qu'avec les internationalistes du groupe Trotski-Lunačarskij ; ils se solidarisèrent aussi avec les anarchistes chaque fois que ceux-ci eurent maille à partir avec la coalition ; ils conclurent avec eux des accords particuliers pour régler des affaires locales, mais rien de plus.

Tous les partis politiques se trouvaient représentés dans les soviets : mais, en attendant les élections au congrès pan-russe des soviets, on ignorait quelle était exactement leur audience au sein de la « démocratie ». Au soviet de Petrograd – grossi maintenant des représentants permanents de la province – les partisans de la coalition l'avaient largement emporté et avaient ainsi fait approuver leur politique. Il en alla de même dans la plupart des grands soviets de province dominés par les mencheviks ou les S.R. À l'inverse, les soviets de Krasnojarsk et Ivanovo, quelques autres de la région de Moscou, les soviets de l'Oural et du Donbass, dominés par les bolcheviks, la condamnèrent ; ou bien, sans porter de jugement, ils se contentèrent d'exiger la transmission « de tout le pouvoir aux soviets », la « fin de la guerre impérialiste », le « contrôle ouvrier de la production » (surtout dans l'Oural).

Au I^er^ congrès des soviets paysans de Russie, réuni début mai, les socialistes-révolutionnaires régnaient en maîtres. L'entrée des socialistes au gouvernement fut approuvée bruyamment ; on décida d'imprimer à plusieurs millions d'exemplaires un discours de Bunakov en faveur de la guerre et de lancer un appel contre la désertion. Avec l'éditorialiste du *Den'*on pensa que le congrès allait fournir au « grand parti » le cadre organisationnel qui lui

faisait défaut[13]. Les thèses des conciliateurs l'emportèrent encore plus largement qu'au soviet des ouvriers et des soldats : lorsque les bolcheviks proposèrent la publication des traités secrets, ils n'obtinrent que dix voix.

Dans ces conditions, la coalition gouvernementale alla sans trop de craintes à la bataille des élections municipales ; elle y obtint un succès indéniable.

	Votants	*Cadets*		*S.R.-Mench.*	*Bolcheviks*
Petrograd 29-30 mai	790 475 801 sièges	172 315 185 sièges		276 213 299 sièges	159 986 156 sièges
	Votants	*Cadets*	*Populistes*	*S.R.-Mench.*	*Bolcheviks*
Moscou 27 juin	646 568	108 781	11 086	374 885 - 76 407 451 292	75 409

Toutefois, à l'époque, on ne vit pas que ce scrutin comptait près de 45 % d'abstentionnistes ; on observa à l'inverse que la suprématie de la coalition était moins nette dans le pays qu'au sein des organisations politiques. À Petrograd, les deux oppositions, groupées, étaient aussi fortes que la coalition. Les Cadets furent considérés comme les grands vaincus de la compétition bien qu'ils aient obtenu à Petrograd près du quart des suffrages : il apparaissait aussi qu'en Russie la bourgeoisie n'entraînait pas derrière elle de larges couches de la population ; l'avenir électoral des forces de la « résistance » semblait bien compromis ; par quelles voies retrouveraient-elles la route du gouvernement qu'elles venaient de quitter ? On déclara également que les bolcheviks étaient les autres perdants de la consultation. À Moscou, ils avaient pourtant autant de voix que les mencheviks, et un cinquième des voix à Petrograd ; près du tiers des suffrages de la « démocratie » : ce n'était pas si peu.

Les bolcheviks mis à part, les dirigeants politiques de Février attachèrent peu d'importance à ces élections municipales : dans leurs *Mémoires*, écrites après coup, ils n'y font guère allusion. Ils ne se passionnèrent pas, non plus, pour la préparation des élections à la constituante : et pourtant tous les partis du camp « démocratique » protestaient contre la lenteur du gouvernement en ce domaine. Effectivement, de comité en commission, il fallut attendre le 2 juin pour que soit connue la nature de la loi électorale (le scrutin proportionnel fut préféré au scrutin majoritaire) et le 14 juin pour connaître la date des élections, fixée au 17 septembre[14].

2. LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LA COALITION

La déclaration gouvernementale du 3 mai 1917 marquait un changement décisif : ce n'était plus seulement le soviet mais également le gouvernement qui assumait la politique de « paix sans annexions ni contributions ». En contrepartie, les dirigeants de la démocratie s'engagèrent à assurer la défense du pays et à aider à la régénération de la puissance militaire : jamais l'entente n'avait été si complète entre les objectifs du soviet et ceux du gouvernement. Au ministère, les deux promoteurs de la nouvelle politique, Ceretelli et Tereščenko, s'accordèrent bien tandis que tous faisaient confiance au nouveau ministre de la Guerre, Kerenski, pour assurer la renaissance de l'armée dans l'esprit de la révolution[15]

LE PRINCIPE ET LES MÉTHODES

La formule de paix sans annexions ni contributions prêtait à équivoque : le prince L'vov indiquait au *Reč* qu'il ne s'agissait pas d'abandonner au militarisme allemand les territoires qu'il avait occupés, ni d'oublier ses obligations envers les Belges, les Roumains et les Serbes, pas plus qu'envers les populations de France et de Belgique réduites en esclavage. Toutefois, il n'était plus question du respect dû aux traités signés avant Février ; était-ce à dire que, renonçant à Constantinople sans le dire, Petrograd entendait faire renoncer aussi les Alliés à leurs projets d'annexions ? Avant tout, on butait sur la question d'Alsace-Lorraine : le retour de ces deux provinces à la France ne constituait pas une annexion mais une « désannexion », disait la presse bourgeoise ; Plekhanov ne pensait pas autrement, rappelant qu'en 1871 Marx et Engels avaient jugé la cession de ces provinces à l'Allemagne nulle et non avenue. Au soviet, la majorité disait qu'il fallait consulter les habitants « car, en un demi-siècle, la vie avait changé d'une façon radicale en Alsace-Lorraine, et avec elle, les tendances de la population » ; raison pour laquelle, précisément, les social-patriotes, en France, s'opposaient à toute forme de référendum, immigrants et mariages mixtes ayant, en cinquante ans, modifié la composition de la population ; « ce ne serait ni juste ni facile de faire retomber la décision sur le suffrage universel », faisait valoir *Reč*[16] Mais la gauche restait

intransigeante, laissant transparaître ses sentiments : « Et si les Alsaciens-Lorrains, pour que cesse la guerre, préféraient rester Allemands et jouir d'une large autonomie ? » N'était-ce pas « l'obstination de la bourgeoisie française à vouloir reprendre l'Alsace-Lorraine qui causait la prolongation de la guerre, menaçant de ruine toute l'Europe et l'Asace-Lorraine elle-même[17] ? »

On disputa longtemps de cette question : comme la formule « paix sans annexions ni contributions » pouvait signifier le *statu quo ante bellum*, Plekhanov proposa de la compléter par « … fondée sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes[18] ». Cette fois, tout le monde était d'accord ; seulement les bolcheviks poussèrent ce principe jusqu'à ses dernières limites ; Kamenev écrivait :

> « Il ne sanctionne pas le droit des grandes puissances à s'approprier des colonies. Comme préliminaires de la paix, il faut donc faire évacuer par les troupes l'Alsace-Lorraine, la Belgique, la Pologne, la Serbie, la Macédoine, Salonique, la Perse, l'Irlande, l'Égypte, la Bosnie, afin de donner aux nations opprimées toute liberté dans la délimitation de leurs frontières[19]. »

Et pour la Russie, il indiquait :

> « Cela signifie l'abandon de la Finlande, de la Pologne, du Turkestan, de l'Ukraine, etc. »

Et il concluait :

> « Une pareille paix ne saurait être établie par les gouvernements capitalistes mais doit être imposée à la bourgeoisie impérialiste par les masses prolétariennes. »

La nouvelle politique étrangère de la Russie avait pour animateur et théoricien Ceretelli. Le leader menchevik pensait qu'avec l'entrée en guerre des U.S.A. et la révolution de Février, les appétits des puissances occidentales seraient refrénés ; ainsi, le renoncement russe à Constantinople pourrait servir la cause d'une paix démocratique ; sincèrement, il croyait qu'on pourrait la conclure[20]. En Russie le soviet devrait promouvoir la politique de paix qui devrait être adoptée et poursuivie par les ministres et les partis politiques. Le soviet encouragerait le gouvernement pour qu'il

intervienne auprès des alliés et que ceux-ci proclament des buts de guerre conformes à la déclaration du 3 mai. À Petrograd, la présence de zimmerwaldiens au gouvernement garantissait le succès de cette politique. Mais on n'était sûr ni des Alliés, ni des puissances centrales, et la démocratie russe devait renforcer l'action des socialistes dans les pays belligérants et aider à la résurrection de l'Internationale en qui Ceretelli « avait une foi messianique ». Une conférence de tous les partis socialistes, à Stockholm, aurait à mettre sur pied un programme de paix, qu'ils essaieraient d'imposer dans leurs pays respectifs. En Russie, c'était chose faite : il restait à réussir ailleurs. La lutte se livrerait donc sur deux terrains : celui des rapports entre gouvernements et celui des relations entre partis socialistes ; de plus, chaque parti socialiste serait censé agir sur son gouvernement[21].

Ceretelli et Tereščenko s'entendaient bien : il fut conclu que le soviet aiderait à la réunion d'une conférence intergouvernementale, tandis que le gouvernement interviendrait auprès des Alliés pour faciliter la réunion d'une conférence socialiste, à Stockholm. Tereščenko joua le jeu ; il essaya de donner un ton nouveau aux relations extérieures de la Russie[22]. Ses déclarations allèrent aussi loin que pouvait le souhaiter la démocratie. En juin, après avoir proposé aux Alliés de réviser les buts de guerre en commun, il déclara :

> « La politique des gouvernements doit se rapprocher des aspirations de la démocratie. Pour y arriver, des conférences socialistes vont poser les bases fondamentales sur lesquelles s'établira la politique[23]. »

Mais si Tereščenko acceptait de lier la politique du gouvernement aux décisions de la démocratie russe, il doutait qu'ailleurs il en irait de même. Au fond, s'il souhaitait trouver les voies d'une paix acceptable, il comptait plus sur les accords entre gouvernements que sur l'action des partis socialistes ; il voyait dans la négociation Sixte-Bourbon le signe d'une lassitude générale qui irait en s'accentuant, et il croyait qu'elle pourrait être le premier pas vers une paix générale ; en attendant, il espérait obtenir des Alliés quelque geste qui laisserait croire aux Russes que toute idée d'annexion était abandonnée, mais il doutait de leur sincérité dans ce domaine[24].

Soutenue par la « majorité » du soviet, la politique Ceretelli-Tereščenko rencontrait ailleurs scepticisme ou hostilité[25] :

> « Il faut envisager avec calme et sérénité les réunions socialistes de Stockholm, écrivait *Reč*, le 15 mai. L'ancienne Internationale était incapable de nous préserver de la guerre. L'Internationale discréditée et désagrégée ne pourra jamais prendre en main l'établissement d'une paix générale[26]. »

À l'inverse, le groupe *Edintsvo*, tout comme les bolcheviks ou les internationalistes, prenait aux sérieux la conférence en préparation. « On ne fraternise pas avec les socialistes allemands, on les exclut », écrivait Plekhanov qui, tout comme Miljukov ou Ribot, voyait dans la conférence « un piège dans lequel il ne fallait pas tomber[27] ».

Les bolcheviks avaient une position qui, par ses prémices, rappelait celle de Plekhanov : Lénine, Radek, Zinov'ev jugeaient imminente une révolution en Allemagne ; c'est pourquoi les bolcheviks estimaient que les « socialistes du Kaiser » avaient intérêt à favoriser la réunion d'une conférence de la paix qui sauverait l'Allemagne de la révolution ; ils en conclurent que celle de Stockholm avait un contenu contre-révolutionnaire puisque son succès aboutirait à la conclusion d'une paix générale signée par les gouvernements en place, ce qui renforcerait le régime capitaliste au lieu de le renverser[28]. Karl Radek montrait le caractère dialectique des nouveaux rapports internationaux : l'impérialisme allemand voulait la paix avec la Russie pour consolider le régime L'vov-Kerenski ; mais si la révolution russe se défendait contre l'impérialisme allemand, elle devrait se soumettre à la bourgeoisie, son ennemi de l'intérieur ; or, il fallait la combattre par priorité si l'on voulait que le prolétariat allemand, saisi par l'exemple, se retournât contre ses propres oppresseurs. « De même, que nous ne pouvons pas vaincre notre ennemi intérieur, le capital, allié à l'ennemi extérieur, le capital mondial et les possédants, de même nous ne pouvons pas vaincre l'ennemi extérieur allié à notre ennemi intérieur[29]. » Croire au succès de Stockholm était de toute façon une utopie, jugeaient les bolcheviks, car jamais les gouvernements ne s'accommoderaient d'une paix sans annexions ni contributions à laquelle la conférence de Stockholm ne pouvait les contraindre et d'autant moins que les socialistes majoritaires y participaient. Les passes d'armes qui s'y déploieraient seraient une duperie, disait Rakovskij :

> « … Les socialistes majoritaires sont partisans de l'union sacrée des classes, principe forgé par les ennemis de la classe ouvrière qui ont

> entraîné à leur suite l'aristocratie ouvrière. Celui qui tend la main à Henderson et à Thomas, la tend en même temps à Lloyd George et à Ribot, aux banquiers anglais et français »[30]

Hostiles à Stockholm, les bolcheviks étaient également opposés à la conclusion d'une paix séparée qui ne profiterait « qu'aux bandits capitalistes allemands » et ruinerait les chances d'une révolution à Berlin.

> « Il faut repousser… aussi bien la paix séparée avec les capitalistes allemands que l'alliance avec les capitalistes anglo-français. Les seuls alliés de la Russie sont les classes opprimées de l'Europe et les nations subjuguées de l'Asie », écrivait la *Pravda ;* et Lénine ajoutait : « Dirigeons nos troupes vers l'Est et montrons que nous nous battons non par des mots mais par des actes pour la délivrance des peuples d'Asie[31]. »

Les représentants de la tendance internationaliste tenaient des propos assez voisins et plus explicites sur la façon d'atteindre leurs objectifs :

> « Il nous faut la paix à tout prix, disait Lunačarskij. Aussi devons-nous présenter aux Alliés un projet d'armistice, avec nos conditions de paix et interrompre les combats sur tous les fronts… Nous ne signerons pas une paix séparée mais notifierons un arrêt des hostilités[32]. »

Un schéma dont Lénine et Trotski allaient s'inspirer, six mois plus tard. Cette hostilité à la paix séparée comme l'espoir en une révolution européenne étaient sincères : l'internationaliste čudnovskij déclarait même dans *Vpered,* que c'était le gouvernement actuel qui porterait la responsabilité d'une paix séparée ; la Russie était hostile à la poursuite de la guerre, et les événements la forceraient à déposer les armes, alors qu'un gouvernement pacifiste aurait su trouver les voies d'une paix générale, sinon entre les gouvernements, du moins entre les peuples[33].

De son côté, Léon Trotski prophétisait :

> « On nous dit que l'espoir en une révolution européenne est une utopie. Mais si elle n'a pas lieu, de toute façon, la liberté russe sera détruite par les forces coalisées de nos alliés et de nos ennemis. Celui qui ne croit pas à la possibilité d'une telle révolution doit s'attendre à l'écroulement de notre liberté[34]. »

L’objectif était la formation des États-Unis d’Europe : pour y parvenir, il fallait transformer la guerre européenne en guerre civile européenne. Comme Lénine, il jugeait que la voie la plus directe était de reprendre la campagne de fraternisations[35].

Ces positions semblaient excessives au point que certains bolcheviks, comme Kamenev, s’en désolidarisaient ; ils jugeaient, comme Martov ou Černov, qu’il fallait aller à Stockholm même si on croyait qu’une révolution allait éclater à Berlin. Au moins ressusciterait-on l’Internationale, qui, stimulée par l’exemple russe, retrouverait les voies de la révolution socialiste. Pour y parvenir, il suffirait que les décisions prises aient une valeur contraignante[36]. En attendant que les socialistes forcent les portes de tous les gouvernements, la Russie ne devait pas signer une paix séparée, mais « faire une guerre séparée », à moins que, miraculeusement, les Alliés ne se rallient à sa conception de la paix. Favorable à Stockholm – et hostile à la création d’une Troisième Internationale –, cette minorité critiquait également le deuxième volet de la politique du gouvernement, l’essai d’entente avec les Alliés ; en tout état de cause, elle le jugeait voué à l’échec.

LES RAPPORTS AVEC LES ALLIÉS

La nouvelle politique étrangère de la révolution était fondée sur plusieurs évaluations. On pensait que la gauche socialiste pèserait sur les majoritaires et que ceux-ci gauchiraient la politique des gouvernements. De son côté, le ministre des Affaires étrangères qui, croyait-on, s’appuierait sur les déclarations de Wilson, préconiserait une révision des buts de guerre : ainsi désavoués par Washington, par Petrograd et par Stockholm, les avocats de la guerre de conquête seraient amenés à s’incliner, et peu à peu les Alliés s’aligneraient sur les positions du soviet[37]

Les réponses des chancelleries occidentales à la note de Tereščenko et à la déclaration du 27 mars déconcertèrent les révolutionnaires[38]. Les puissances occidentales reconnaissaient la justesse des principes de la démocratie russe et même l’intérêt d’une reprise des conversations interalliées sur les buts de guerre, mais ces concessions étaient accompagnées de telles considérations que la *Rabočaja Gazeta* pouvait écrire que « sous un nouvel emballage, les Alliés voulaient mettre une ancienne marchandise ». Le journal menchevik ajoutait :

> « La Chambre, a dit Ribot, a repoussé le piège des formules séductrices émanant non de Petrograd mais d'un autre milieu dont l'origine est beaucoup trop claire… Que doit répondre la révolution russe à cette véritable déclaration de guerre de la bourgeoisie française[39] ? »

Ce fut surtout la réponse de Wilson qui suscita le désarroi dans le camp démocratique ; le président des U.S.A. s'opposait nettement aux conceptions russes, affirmant publiquement « qu'une paix avant la victoire renforcerait l'impérialisme allemand, précisément favorable à une paix de compromis[40] ». Cette fois, ce fut le journal du soviet qui s'en prit à cette note, « nébuleuse et ronflante » : « Ce n'est pas la sorte de langage à utiliser pour parler à la démocratie russe », concluaient les *Izvestija*[41] ; « la note était un règlement de compte entre Wilson le pacifiste et Wilson en guerre », ironisait Černov.

« Le sol s'écroulait sous les pas de Tereščenko », observait Miljukov ; comme Lénine, il avait donc eu raison : dès lors, la Russie devait-elle se déclarer « libre de tout engagement » ? Après Bazarov dans la *Novaja Žizn*, les S.R. de gauche se prononçaient en ce sens dans *Zemlja i Volja :*

> « Si notre voie est barrée par l'obstination de la bourgeoisie, nous irons tranquillement par un autre chemin dans la bonne conscience de notre cause, et jusqu'au bout[42]. »

« Voie séparée », « guerre séparée », premier jalon d'une séparation entre Petrograd et l'Occident ; ce qui pouvait y pousser, c'était la désinvolture avec laquelle, tout en ignorant les aspirations de la nouvelle Russie, les Alliés pratiquaient leur propre partie militaire et diplomatique. Deux ans plus tôt, lors de l'expédition des Dardanelles, les Russes s'étaient déjà demandé si les Alliés n'allaient pas recommencer l'opération du siècle précédent : occuper Constantinople pour tenir les clefs du Bosphore hors de leur portée. Puis il y avait eu l'installation d'un camp franco-anglo-serbe à Salonique, la main forcée au roi de Grèce. Cette violation de sa neutralité, l'occupation militaire du pays, autant de décisions qui furent prises unilatéralement et sans tenir compte des intérêts de la Russie. Tereščenko protesta contre de pareils procédés mais avec mollesse ; pour lui, le principal adversaire était l'ennemi « extérieur et intérieur » ; il justifia même le « coup d'Athènes » par « l'énorme responsabilité et les grands

sacrifices assumés par la France en Macédoine ». Il couvrit ses alliés en Albanie, où les Italiens venaient de débarquer et où on avait de bons motifs de croire qu'ils s'installeraient en conquérants : le ministre assura le soviet que le sort futur du pays serait conforme aux principes de la déclaration du 6 mai, et que l'occupation n'avait qu'un caractère militaire. L'opposition fut loin d'être convaincue : « Le gouvernement russe doit se dissocier d'une façon définitive de cette politique de brigandage pratiquée par les Alliés », écrivait *Vpered* du 22 juin 1917 ; la colère montait contre les dirigeants bourgeois, tous complices.

Le gouvernement ne pouvait pas même arguer de la sollicitude alliée : l'aide économique déjà réduite d'un tiers lors de la conférence de Petrograd, en janvier, diminuait sans que la mission alliée intervint en faveur des besoins exprimés par les Russes[43]. Au contraire, pris de court par la révolution, impuissants à ralentir la décomposition de l'armée malgré leurs efforts incessants, les chefs de cette mission, le colonel Knox et le général Janin. avaient tendance à traiter les Russes en suspects et à considérer leur offensive comme une affaire personnelle ; cachant mal leur irritation devant le tour pris par les événements, ils contribuèrent à la détérioration des rapports entre Petrograd et les capitales occidentales, tracassant le gouvernement ou le haut commandement et multipliant les rapports pessimistes sur l'avenir de l'alliance. Bref, ils étaient déjà animés de l'esprit de l'« intervention », et ceux des Russes qui étaient les plus fidèles à l'Angleterre et à la France déploraient ce comportement qui, en fin de compte, aliénait l'amitié de l'opinion au lieu de la renforcer.

Aussi, Janin demanda que les régiments français « les plus glorieux » adressent des messages de confraternité d'armes à leurs frères russes, où ils diraient la nécessité de lutter « jusqu'à la victoire » ; puis il demanda qu'on lui adresse les règlements militaires de l'époque de la révolution française « avec les prescriptions contre les déserteurs ; je me souviens qu'il en est de Hoche, très strictes, et Gouvion-Saint-Cyr parle de la sévérité du service dans l'Armée Rhin-Moselle », ajoute Janin qui voulut savoir une autre fois « combien il y a eu de fusillés dans l'armée française »[44], etc.

De plus, sur le front du sud-ouest, la mission soutenait en toute circonstance les Roumains contre les Russes, sous prétexte que ceux-ci les poussaient à renverser le roi Ferdinand. Elle leur livrait à satiété du matériel lourd ou de campagne qui manquait cruellement en Russie. Cela indignait car le comportement de Ferdinand avait été bien équivoque jusqu'à la

réussite de l'offensive Brussilov. On savait pourtant que les officiers roumains avaient une sympathie marquée pour les puissances centrales[45].

Un autre motif de discorde, c'étaient les livraisons de blé russe. La mission alliée constatait que les quantités promises n'avaient pas été fournies, et elle envisageait, à titre de sanction, de freiner les livraisons en matériel. Le gouvernement russe protesta, faisant valoir que la désorganisation était un héritage du tsarisme, qu'elle était précisément à l'origine de la révolution ; en France, à l'inverse, tout fonctionnait normalement et il fallait aider la Russie à redresser la situation. La mission alliée, intraitable, obtint la promesse que les quantités prévues seraient livrées ; néanmoins, elle envisagea de faire pression sur le gouvernement « au cas où son activité ultérieure serait insuffisante » – par exemple en n'envoyant pas les locomotives dont il avait besoin. Albert Thomas essaya de mettre fin à cette forme de chantage en multipliant les télégrammes à Paris pour que l'on aide, du mieux que l'on pourrait, le nouveau régime[46].

Pour dire vrai, le refroidissement des rapports entre Russes et Alliés avait précédé la chute du tsarisme : aussi le nouveau régime s'adressa-t-il d'abord aux Japonais puis aux Américains lorsqu'il désira bénéficier d'un appui financier. Il mit ensuite tous ses espoirs dans la mission Root, parvenue à Vladivostok début mai – dont l'objet essentiel était de reconstituer le réseau des transports. Pendant ce temps Baxmatev était envoyé à Washington pour implorer l'aide américaine et resserrer les rapports entre les deux démocraties. Toutefois, la solidarité entre Washington et les Franco-Britanniques était plus étroite que ne l'imaginaient les Russes : avant d'entrer en guerre eux-mêmes, ils avaient posé comme condition que la Russie poursuive les hostilités. Déjà déconcertés par la réponse de Wilson à leur « note », les membres du gouvernement et du soviet comprirent que l'aide des U.S.A. comportait les mêmes exigences que celle de la France ou de l'Angleterre[47]. Le soviet, dès lors, plaça tous ses espoirs dans le succès de la conférence de Stockholm.

La préparation de la conférence de Stockholm

La politique du soviet reposait essentiellement sur le succès de la conférence. Passant outre aux objections de Plekhanov ou de Lénine, Ceretelli joua les conciliateurs sans se lasser. Pour que la conférence se réunisse, il avait à combattre hostilité et scepticisme : au gouvernement, le

narquois Kerenski l'observait. Au début de juin, Ceretelli ne fut pas loin de marquer des points ; mais, eut-il réussi qu'il eût fallu, ensuite, obtenir la capitulation des gouvernements devant l'Internationale. Or ceux-ci n'eurent pas à subir la moindre alerte, puisque, après maintes péripéties, la conférence n'eut pas lieu. Cet échec eut des conséquences dramatiques sur l'issue de la révolution[48].

L'idée de réunir une conférence socialiste internationale était née avec la révolution de Février ; Aksel'rod, en Suisse, Lieber, à Petrograd, semblent les premiers à la proposer[49]. Le Suédois Branting, favorable aux Alliés, vint en Russie fin mars pour en discuter. Il croyait la chose possible mais à condition que l'initiative n'émane pas des socialistes neutres, réputés germanophiles dans leur majorité ; le promoteur devait en être la Russie révolutionnaire ; sinon l'échec était assuré, car jamais les socialistes alliés ne répondraient à une invitation lancée par Troelstra, Grimm ou Borgberg[50].

Précisément, Borgberg arrivait à son tour en Russie porteur de propositions : il agissait au nom des socialistes danois qui, pour forcer la main au Bureau socialiste international (B.S.I.), voulaient hâter la réunion d'une conférence[51]. Les socialistes alliés présents en Russie émirent de vives réserves ; aussi, comme l'avait conseillé Branting, ce fut le soviet qui prit sur lui d'entamer la procédure.

La démarche de Borgberg se croisa avec celle du groupe socialiste hollandais qui, lié aux Scandinaves, lança, sous l'égide du B.S.I., une invitation à une conférence pour le 15 mai (le 9/22 avril). Camille Huysmans s'y était rallié, mais à contrecœur parce qu'il sentait bien qu'à agir prématurément, on s'aliénerait les socialistes alliés. Effectivement le 13/26 avril, le Labour Party déclina l'invitation, suivi le 14/27 avril par les socialistes français puis par les belges. De leur côté, les bolcheviks et les spartakistes récusaient à leur tour cette réunion placée sous l'égide du B.S.I.[52].

Nullement découragés par cet accueil, les deux premiers groupes initiateurs constituèrent un comité hollando-scandinave dont C. Huysmans fut nommé secrétaire. Il réitéra l'invitation le 27 avril/8 mai, pour le 27 mai/10 juin. Cette proposition concorda avec la décision russe d'être à Stockholm la puissance invitante.

Un grand débat eut lieu au cours duquel, malgré l'opposition du groupe *Edintsvo* et des bolcheviks russes, lettons et polonais, la motion Dan l'emporta largement. Un appel à une conférence fut alors lancé : il ne

comportait aucune exclusive ; au contraire, le soviet « considérait comme une condition essentielle du succès la possibilité pour tous les partis et tendances socialistes sans exception de venir à la réunion ». On supprima de l'appel une partie du point 2, parce qu'il « réservait » l'invitation aux groupes socialistes qui acceptaient la plate-forme de l'appel du 14/27 mars[53].

Pendant ce temps, le comité de Berne avait invité les participants de la conférence de Zimmerwald à se réunir pour examiner la situation créée par la révolution russe. Faudrait-il reconsidérer les décisions prises à Kienthal, la « gauche » socialiste devait-elle accepter de participer à une conférence internationale où siégeraient les « majoritaires » des pays en guerre ? Spartakistes et bolcheviks avaient déjà rejeté la première invitation de C. Huysmans. Mais la situation n'était plus la même depuis que, dans une certaine mesure, se confondaient l'invitation du comité hollando-scandinave et celle du soviet. Les socialistes alliés réviseraient peut-être leur position.

Les premières conversations avec les socialistes alliés avaient eu lieu avant la chute de Miljukov. À l'époque, il était apparu qu'ils n'accepteraient, en aucune façon, de participer à une conférence où siégeraient les majoritaires allemands – au moins tant que ceux-ci ne se seraient pas déjugés en répudiant la Burgfriede. Toutefois, entraînés par l'ambiance enivrante de la révolution, les socialistes français se cramponnaient de moins en moins à leurs positions : « Ecoutez leurs discours, ils sont entièrement russifiés… On dirait qu'ils ont compris que la révolution russe apporte une vie nouvelle à l'univers », écrivait la *Rabočaja Gazeta*, pourtant peu suspecte de sympathie excessive à l'égard de Cachin ou de Moutet[54]. Albert Thomas, lui-même, avait beaucoup concédé aux soviets, y compris sur la question d'Alsace-Lorraine. En fin de compte, ces socialistes français, de retour dans leur pays, allaient-ils rallier leurs camarades à l'idée de Stockholm, idée déjà défendue par les « minoritaires » ? Très impressionnés par la crise d'avril, la chute de Miljukov, la victoire du soviet, ils étaient de plus en plus gagnés à la politique de Ceretelli ; ils hésitaient toutefois à se rendre à Stockholm sans poser de préalable ; mais surtout il fallait convaincre les Anglais et les Belges.

« Le programme des Cadets me semble très radical », confiait Vandervelde à son arrivée à Petrograd ; comme ses amis de Brouckère et de

Man, il partait de trop loin pour se rallier à la politique des soviets[55]. Sur Stockholm, en particulier, les Belges furent intraitables : jamais ils ne siégeraient à la même table que les « socialistes du kaiser ». Comme Plekhanov, ils se situaient à l'avant-garde du « social-patriotisme » ; mais, à l'évocation qu'ils firent des malheurs de la petite Belgique, nul ne leur tint rigueur de cette intransigeance[56].

Henderson avait rejoint la délégation du Labour Party vers le milieu du mois de mai. Les grands pouvoirs que lui avait conférés Lloyd George signifiaient, jugeait-on, que le gouvernement anglais était des mieux disposés à l'égard de la démocratie russe. Les Russes savaient que Henderson avait proposé que MacDonald l'accompagnât : le geste plaidait en sa faveur et le soviet fut encore plus impressionné quand il donna à Konovalov, ministre de l'Industrie, une « leçon » de socialisme économique appliqué[57].

Llyod George et le gouvernement anglais avaient une position plus marquée que les Français : la guerre sous-marine n'avait jamais été aussi meurtrière, et, devant ce péril, le gouvernement britannique ne pouvait écarter, sans imprudence, les possibilités que cette conférence offrirait à sa diplomatie. Toutefois, Henderson était encore plus intraitable qu'Albert Thomas sur les modalités de sa convocation ; il voulait bien faire revenir le Labour Party sur les décisions prises récemment de s'opposer à une réunion de l'Internationale avant la fin de la guerre, mais il refusait d'y participer en compagnie des majoritaires allemands tant que ceux-ci n'auraient pas désavoué la politique de la « Burgfriede » ; il jugeait qu'aucun mouvement démocratique ne pourrait se développer en Allemagne avant que le militarisme allemand n'eût été abattu ; il ne fallait donc pas que les décisions prises à Stockholm lient les délégués, parce que, de toute façon, elles ne seraient pas appliquées en Allemagne. Les Russes ne s'attendaient pas à une telle détermination :

> « Il me parla de la résistance que rencontrait Stockholm chez les travaillistes, rapporte Ceretelli.
> « Je m'en étonnai, disant qu'avec Buchanan, je n'avais pas eu ce sentiment.
> « Ce n'est pas lui qui aura à rencontrer Scheidenmann mais moi, me répondit Henderson[58]. »

L’obstination des socialistes alliés irritait la démocratie russe : « Vous rendez difficile notre propagande au front en vue d’une offensive », avertissait Kerenski. Rien n’y faisait. Ceretelli était désespéré : « En refusant de venir, disait-il avec presque les larmes aux yeux, vous nous ôtez le plus clair rayon d’espérance qui soit à notre horizon[59]. »

« Un gouffre nous sépare des socialistes majoritaires alliés », constatait *Trud*, de Moscou : jugement excessif, mais contenant une part de vérité : l’écart avec les autres groupes socialistes était moindre. Ainsi, les conditions de paix des « majoritaires » allemands étaient sans doute contraires à l’esprit du 14/27 mars, mais le parti de Scheidenman n’avait posé aucun préalable à la réunion de Stockholm ; il se disait prêt à discuter, avait déjà constitué sa délégation ; il en allait de même des sociaux-démocrates autrichiens de V. Adler ; par contre, les « minorités » nationales au sein de la social-démocratie austro-hongroise refusèrent d’aller à Stockholm ; situation paradoxale puisque la libération des peuples slaves d’Europe centrale constituait un des buts de guerre permanents de la Russie.

À l’inverse, les minoritaires allemands ou austro-allemands s’y rendirent avec enthousiasme et entretinrent des liens étroits avec Martov et Ceretelli ; en Russie, ils bénéficiaient d’un grand prestige, ayant, dans leurs rangs, les représentants les plus illustres du socialisme international : Haase, Kautsky, Bernstein, Hilferding, Adler[60]. Les majoritaires russes comptaient sur leur appui car ces minoritaires avaient approuvé l’entrée des socialistes au gouvernement, « légitime, expliquait Kautsky au correspondant des *Birževija Vedemosty*, même au terme des résolutions de congrès de 1900[61] ». L’accord avec Ceretelli et ses amis allait encore plus loin puisque Kautsky légitimait l’offensive que préparait le haut commandement russe du point de vue de la révolution mondiale : « L’inaction sur le front russe renforce l’humeur de nos conquérants. L’offensive faciliterait la tâche des socialistes. » Haase était d’accord avec Kautsky ; mais pas Lebedour : selon lui, « cette offensive déclencherait en Russie le bonapartisme, et en Allemagne le chauvinisme ». Cela dit, les vues des minoritaires allemands étaient très sensiblement les mêmes que celles des amis de Ceretelli, notamment sur l’Alsace-Lorraine. Il restait à savoir si les minoritaires allemands accepteraient de siéger dans la même conférence que les « socialistes du kaiser », question encore en suspens au début de l’été[62].

L’appui des « minoritaires » français et anglais était également acquis. À Paris, ils étaient d’accord avec les minoritaires allemands sur la question du

référendum d'Alsace-Lorraine, l'essentiel. Quant à MacDonald, il avait confié à Vandervelde une lettre destinée aux socialistes russes ; elle exprimait très exactement les vues de Ceretelli sur la guerre et sur la paix[63].

Sur ces entrefaites, avec le retour de Cachin et de Moutet à Paris, la majorité changea de camp chez les socialistes français ; elle passait aux plus chauds partisans de la conférence de Stockholm (15/28 mai 1917). Ayant ainsi l'accord des socialistes neutres, du parti italien, des minoritaires (ceux-ci devenus majoritaires) d'Angleterre, d'Allemagne, de France, le soviet décida de passer outre aux exigences de la délégation des socialistes alliés. Jugeant qu'il n'était plus indispensable de souscrire à toutes sortes de préalables, il lança un appel aux organisations socialistes et aux syndicats le 20 mai/2 juin, la conférence de Stockholm étant fixée au 28 juin. Albert Thomas, de Brouckère et Henderson protestèrent aussitôt dans une lettre collective ; cette décision avait été prise avant que les socialistes alliés et les membres du soviet aient trouvé les voies d'un accord[64] ; les socialistes alliés firent observer au soviet qu'ils ne voyaient pas pourquoi ils devaient rompre l'« union sacrée » alors qu'à sa façon le soviet la pratiquait ; la discussion en resta là. Puis Henderson transmit au soviet l'invitation du Labour Party de se rencontrer à une conférence socialiste interalliée, à Londres, en juillet. Français, Russes, Belges, etc., y prépareraient Stockholm. Le comité politique du soviet fit valoir que le soviet devait agir de façon autonome en tant que puissance organisatrice et il refusa l'invitation des Anglais ; tout au plus, les socialistes russes assisteraient à cette conférence, mais sans y participer.

« À la grande joie des Cadets, cet incident eut pour effet de refroidir singulièrement nos rapports avec les socialistes », note Ceretelli ; rupture amicale pourtant ; chacun fit ensuite un pas vers l'autre : les Français cessèrent de demander comme préalable à la conférence que les socialistes allemands se renient ; les socialistes russes décidèrent d'envoyer à Londres des délégués avec mandat. Quittant Petrograd, au début de juin, Albert Thomas déclara à Ceretelli :

> « Nous irons à Stockholm, non parce que nous croyons possible de discuter avec les socialistes allemands, mais pour que le monde ouvrier juge de quel côté se trouve le Droit[65]. »

De retour en Grande-Bretagne, Henderson se montra encore plus favorable au soviet. Seuls les Belges restèrent intraitables.

La participation des principaux partis majoritaires semblait ainsi acquise, tout comme celle des minorités ; allait-on voir à Stockholm l'unité socialiste reconstituée ? Certes la gauche zimmerwaldienne restait hostile à la participation, mais depuis le vote du soviet n'allait-elle pas elle aussi reconsidérer sa position ? Au milieu du mois de mai, Grimm, secrétaire du comité de Berne, arriva à Petrograd, et sous son égide se tint une réunion des zimmerwaldiens russes. Il s'agissait de savoir si l'on accepterait de se rendre à une conférence où siégeraient les majoritaires liés à des gouvernements capitalistes : Lénine, Zinov'ev et Trotski s'y opposaient, jugeant que toute paix conclue avant la prise du pouvoir par le prolétariat serait une paix contre-révolutionnaire. Ils condamnaient toute collaboration entre les socialistes et le gouvernement et en appelaient aux décisions prises à Kienthal pour faire condamner par le comité de Berne le principe de la coalition. Grimm et les internationalistes de gauche comme Martov, Rakovskij, Kamkov et quelques autres jugeaient au contraire que pour sauver la révolution, il fallait conclure la paix ; l'union des socialistes pourrait seule l'imposer, les « gauches » soutenus par l'élan de la révolution enchaîneraient les autres socialistes à une politique authentiquement révolutionnaire ; pour y parvenir, il fallait qu'un débat s'instaure sur les responsabilités socialistes dans le déclenchement de la guerre, et que les motions votées à Stockholm soient exécutoires[66].

Lénine avait prédit que les socialistes alliés refuseraient de se rendre à Stockholm ; il se faisait des illusions sur les chances d'une révolution en Allemagne. Comme son attitude reposait sur cette double certitude et qu'à cette date elle était infirmée par les faits, il lui était de plus en plus difficile de se dire hostile à la guerre impérialiste et également à la conférence de Stockholm. Il fit valoir que les décisions prises à Kienthal interdisaient aux zimmerwaldiens de siéger à une conférence à laquelle participeraient des majoritaires. Consulté, Grimm déclara que cette réunion n'était pas assez représentative pour en décider souverainement ; aussi fut-il décidé qu'une troisième conférence de Zimmerwald se réunirait à Stockholm pour en juger, quelques jours avant la conférence prévue par le soviet. En attendant, on convint d'y envoyer, au moins, des observateurs. Ainsi Lénine préférait s'appuyer seul sur le levier de l'extrémisme révolutionnaire que de se trouver minoritaire et impuissant au sein d'une assemblée socialiste internationale. Cette intransigeance troublait profondément ses amis, Kamenev notamment ; avec naïveté, il souhaitait le succès de Stockholm et

était ainsi bien plus proche des démocrates tels que Martov et Sukhanov que de Lénine ou de Trotski. On s'en gaussa alors : sur les sièges des délégués bolcheviks, il faudrait placer une pancarte : « Place réservée à un délégué bolchevik auquel Lénine a interdit de s'asseoir[67]. » Ces péripéties ne soutenaient pas la cause de Stockholm. L'éclatement de l'« affaire Grimm » ajouta à son discrédit[68].

Secrétaire de la commission de Berne, Grimm désirait se rendre à Petrograd pour voir de quelle façon les socialistes de Zimmerwald participeraient – ou non – aux conférences de Stockholm. Contre toute attente, Miljukov lui refusa le visa d'entrée : « J'étais d'accord, même pour Borgberg, un germanophile avoué, déclara Miljukov à Ceretelli ; mais, pour Grimm, c'est différent : en public, il se présente comme un partisan de la paix générale, mais j'ai la preuve que c'est un agent allemand. » En fait, cette preuve, c'était simplement la trace des conversations que Grimm avait eues, en Suisse, avec les autorités allemandes pour aider au retour des émigrés russes dans leur pays. Miljukov parti, Tereščenko se montra plus compréhensif, « bien que, chez les Alliés, Grimm figurât sur la liste des indésirables » : n'était-il pas internationaliste de gauche ? En réalité Grimm était un personnage très connu du monde socialiste : Ceretelli, Skobelev se portèrent garants de lui. Martov et Aksel'rod étaient ses amis personnels. À Petrograd, son action s'était heurtée à la double opposition des amis de Plekhanov et de ceux de Lénine : n'était-il pas très lié à Kautsky et ne venait-il pas œuvrer au succès de la conférence de Stockholm ? Brusquement, le 3 juin, un scandale éclata : Tereščenko faisait savoir à ses collègues du gouvernement qu'un télégramme venait d'être intercepté : son expéditeur, le conseiller fédéral Hoffmann, adressait à Grimm les conditions de paix de l'Allemagne à la Russie ; la preuve était ainsi faite que sous le couvert de ses fonctions au comité de Berne, Grimm était un agent du gouvernement allemand. Les amis de Grimm se récrièrent : sa bonne foi avait été surprise et Hoffmann en avait abusé ; sans doute cherchait-il à discréditer Grimm en lui adressant une réponse à des questions que personne n'avait jamais formulées. Réunis chez Ceretelli, les amis de Grimm furent surpris de voir que celui-ci refusait de désavouer Hoffmann : il voulait seulement déclarer que « si de cette façon, le gouvernement allemand espérait satisfaire ses aspirations impérialistes, il s'agissait là d'une provocation ». Les amis de Grimm, et notamment Martov, étaient bouleversés : son passé répondait de lui, pourquoi donc Grimm s'obstinait-

il à ménager Hoffmann ? Ceretelli et Skobelev jugeant ses explications peu satisfaisantes, Grimm fut alors expulsé de Russie le 31 mai/13 juin 1917[69]. L'affaire eut un retentissement extraordinaire : la bourgeoisie triomphait, la « preuve » étant faite que les zimmerwaldiens étaient des agents de l'Allemagne. Les léninistes – qui avaient toujours combattu la tendance Grimm-Martov, n'étaient pas moins satisfaits : Grimm était en outre un « ami » des leaders du soviet. « Apprenez à balayer devant votre porte », disait Zinov'ev aux « ministres socialistes » si prompts à voir dans Lénine un agent du gouvernement allemand. Tenant le beau rôle, il s'indignait néanmoins que des « socialistes » aient pu, ainsi, expulser sans jugement un camarade « mauvais internationaliste[70] ». Les mencheviks étaient d'autant plus gênés qu'ils gardaient estime et amitié envers Grimm, mais qu'ils n'arrivaient pas à expliquer son comportement. Jusqu'à son départ, celui-ci avait gardé un mutisme absolu, si bien qu'aucun de ses amis ne put, en privé ou publiquement, tenter de prendre sa défense. La vérité fut connue, année après année, par lambeaux.

Le 3 / 16 juin, parvenu en Suède, Grimm démissionna de ses fonctions de secrétaire de la commission de Berne et demanda qu'un jury d'honneur examine son cas. Il reconnut alors que la lettre d'Hoffmann était une réponse à un télégramme qu'il lui avait adressé fin mai. La commission acquitta Grimm de la principale accusation formulée contre lui : il n'était pas un agent allemand. Toutefois, on pouvait juger que Grimm avait agi avec légèreté sans prévenir de ses démarches ni Balabanova (sa compagne de route depuis un mois) ni aucun autre membre de la commission de Berne. Le 30 juin, on eut connaissance de la lettre que Grimm avait adressée à Hoffmann : effectivement, il demandait qu'on lui communiquât les conditions de paix dont il avait connaissance – et Hoffmann, dans sa réponse, avait indiqué les buts de guerre de l'Allemagne. Il y disait, également, que seule une offensive allemande pourrait faire avorter les négociations qui maintenant étaient dans l'air.

Plus tard, dans l'émigration, Grimm dit toute la vérité à son ami perdu, Leonid Martov : il avait cédé à ses nombreuses amitiés dans le monde socialiste, avait pensé qu'il pourrait jouer un rôle décisif en faveur de la paix. S'il aidait à la conclusion d'une paix séparée entre la Russie et l'Allemagne, la paix générale pourrait suivre, perspectives grandioses dont Robert Grimm se grisa. Ballotté entre la paix des diplomates et la paix de Stockholm, Grimm se laissa entraîner à jouer un rôle personnel qui n'était

pas dans l'esprit du socialisme de Zimmerwald. En ce sens, il ne fut pas loyal avec ses camarades[71]. Ultérieurement, les documents allemands révélèrent que la Wilhelmstrasse le laissa agir parce qu'il aurait pu orienter Zimmerwald contre les Alliés ; mais on ne croyait pas au succès de son entreprise[72].

L'affaire Grimm jeta un discrédit certain sur la conférence de Stockholm : il apparaisssait qu'un des principaux promoteurs de la conférence avait eu des contacts avec les services de la Wilhelmstrasse ; la gauche et la droite exploitèrent l'hostilité générale à la paix séparée ; puisque Stockholm était une affaire montée par des socialistes germanophiles, la paix qui s'ensuivrait serait une paix de trahison : envers les Alliés pour les uns, envers la révolution pour les autres[c].

Dès lors l'opposition des gouvernements alliés à Stockholm s'enhardit : des socialistes modérés les y encourageaient, américains comme V. Berger, anglais ou français tels Hyndman, V. Fisher, A. Varenne. Le premier, Lansing refusa aux délégués américains les passeports nécessaires pour se rendre à Stockholm ; Ribot suivit, sur l'intervention du haut état-major et notamment de Pétain. En Grande-Bretagne, Lloyd George laissait faire, mais ce fut le syndicat des marins qui s'opposa au départ de MacDonald pour la Russie : un ordre de grève l'empêcha d'embarquer. L'incident eut un retentissement considérable. En Russie notamment, on en conclut que l'Angleterre comme la France étaient à mille lieues de la révolution européenne prédite par les bolcheviks. S.R. et mencheviks auraient donc été portés à se montrer plus fermes à leur endroit si, en Russie même, les bolcheviks n'avaient été en train d'acquérir une vigueur nouvelle. Situation que les leaders mencheviks et S.R. jugeaient intolérable, mais à laquelle il leur fallait s'adapter. Dans ces conditions, tout était à reconsidérer.

Une délégation russe, arrivée à Stockholm fin juin, rencontra le comité hollando-scandinave ; mais on jugea opportun de ne se mettre au travail que plus tard. Entretemps, les Russes entrèrent en rapport avec les socialistes allemands ; ils firent un pas vers les majoritaires, en retirant de l'ordre du jour prévu le problème de la responsabilité des socialistes dans le déclenchement de la guerre, concession que l'opinion modérée jugea monstrueuse[73]. Jouant les conciliateurs, Rusanov, en échange, obtint des minoritaires (Haase pour l'Allemagne, F. Adler pour l'Autriche) qu'ils acceptent par avance de suivre les décisions prises par la majorité. « Victoire pour rien », jugeait Branting, parce que ni les Anglais ni les

Français – s'ils venaient – ne souscriraient à une telle condition. Il en importait peu, au fond, aux ambassadeurs de la démocratie russe ; l'œil fixé sur Petrograd, ils voulaient surtout ne pas faire un geste qui pût donner aux bolcheviks l'occasion d'une rupture.

Animée par Radek, Balabanova et Ganeckij, la gauche zimmerwaldienne dédaignait ces compromis besogneux. Elle était tellement persuadée que, demain, l'Allemagne, l'Italie et l'Autriche exploseraient, puis assureraient le triomphe de la révolution européenne, qu'elle refusait par avance toute négociation à laquelle participeraient les « social-traîtres ». Lorsque, à Petrograd, Kamenev se permit de juger cette rigueur excessive, pour ne pas la qualifier d'imprudente ou de maladroite, Lénine le tança vertement[74].

Hollando-Scandinaves et Russes de Stockholm avaient décidé de reporter leur réunion au 15 août. En attendant, nouveaux pèlerins, Goldenberg, Rusanov, Erlih et Smirnov partirent en Occident pour y ranimer la flamme de Stockholm. Celle-ci vacillait en France où Franklin-Bouillon et Clemenceau attaquèrent avec vigueur les « Argonautes de la paix ». En Grande-Bretagne, ils durent revenir sur l'accord conclu avec les centristes et promettre qu'on aborderait bien la question de la responsabilité des socialistes dans le déclenchement de la guerre. Henderson ne voulait pas entendre parler du caractère « obligatoire » des décisions de Stockholm : avec de Broglie et Renaudel, il fut convenu, au moins, que la conférence adopterait des « recommandations » puis que chaque parti en tiendrait compte ou non. Un accord fut péniblement conclu sur ces bases et l'on décida de reporter la réunion de la conférence du 15 août au 9 septembre. En Italie, les Russes recueillirent un accueil chaleureux et le parti socialiste prit sur lui, malgré ses liens avec la « commission de Berne », de participer à Stockholm.

Le charme était rompu depuis longtemps, et rompu l'élan qui menait au succès de la conférence. En Russie, devant les attaques de la gauche et de la droite, l'opinion ne s'intéressa plus à ses destinées. Avant même que le dernier coup lui fût porté par le gouvernement Kerenski, la conférence était bien morte dans les esprits comme dans les cœurs. Morte avant d'être née[d].

Ainsi la politique de paix des dirigeants russes avait complètement échoué. Restait à remplir la deuxième partie de leur programme. L'armée serait-elle rénovée et convaincue d'avoir à combattre l'ennemi extérieur de la révolution ?

3. L’ACTION DE KERENSKI, MINISTRE DE LA GUERRE

Jamais aucune armée n’avait atteint un tel degré de décomposition. Les déserteurs ne se comptaient plus ; un seul jour du mois de mai, une rafle en retenait 1 300 à Jitomir, 3 000 à Astrakan, plusieurs milliers à Ekaterinoslav[75]. Dans certains secteurs, toute discipline avait disparu. De plus en plus, le principe même de la guerre était contesté. La propagande bolchevik gagnait sans cesse du terrain ; si un changement pouvait être observé, c’était dans le sens d’une adhésion progressive de la troupe aux idées de l’extrême-gauche ; les motions purement politiques en faveur du « pouvoir aux soviets » se faisaient plus fréquentes. Ce n’était déjà plus l’anarchie, mais l’annonce d’une prochaine révolte contre tous ceux qui préconisaient la reprise de la guerre à outrance. À Moscou, *Soldat-Graždanin* se faisait l’écho de la colère des soldats, annonciatrice de nouveaux orages :

> « Jusqu’au bout », croasse le corbeau nettoyant les ossements humains sur les champs de bataille.
> Que lui importe à lui la vieille mère qui attend le retour de son fils ou l’octogénaire qui, d’une main tremblante, guide la charrue ?
> « La guerre jusqu’au bout », crie l’étudiant qui rassemble des milliers de personnes sur la place publique et leur assure que tout notre malheur vient des Allemands. Pendant ce temps, son père, qui a vendu l’avoine à 16 roubleš le pud, est assis dans un bruyant cabaret où il soutient les mêmes idées.
> « Jusqu’au bout », clament les agents des gouvernements alliés en faisant le tour des champs de bataille jonchés des cadavres des prolétaires.
> Peut-il crier : « La guerre jusqu’au bout », le soldat assis dans les tranchées ? Non. La voix qu’il fait entendre est autre :
>
> Jusqu’à la fin de la guerre, nous serons sans nourriture.
> Jusqu’à la fin de la guerre, la Russie ne sera pas libre.

> Camarades, que celui qui crie : « La guerre jusqu'au bout » soit envoyé bien vite en première ligne, on verra ce qu'il dira[76]…

Le 4 mai, à Petrograd, une conférence avait réuni les membres du haut commandement et du gouvernement constitué le jour même. Alexandre Kerenski, nouveau ministre de la Guerre, présidait. Alekseev, Brusilov, Dragomirov et Gurko firent le point de la situation : ce fut, sauf de la part de Brusilov, un long acte d'accusation contre la révolution. Gurko était le plus violent ; Alekseev et lui jugeaient que le soviet était responsable des désordres. Ses slogans avaient décomposé l'armée, il avait fallu reconnaître des « droits aux soldats » :

> « La discipline est plus nécessaire à la victoire que la connaissance des buts de guerre, expliquait Gurko. Pendant la guerre sud-africaine, les armées régulières étaient plus stoïques que les contingents de volontaires qui savaient pourquoi ils se battaient[77]. »

Et Gurko estimait qu'il n'était pas possible de continuer la guerre dans ces conditions : mieux valait signer la paix. Alekseev pensait qu'avec des mesures énergiques on pouvait encore redresser la situation : il fallait avoir le courage de ne pas promulguer la fameuse déclaration des droits du soldat et abolir, également, le Prikaze 1. Des mesures énergiques devaient être prises pour isoler l'armée de la capitale ; elles permettraient de tenir les soldats en main : il fallait qu'ils comprennent que la révolution était finie, que l'ère de la reconstruction commençait. « Une révolution ne se décrète pas ou ne s'interrompt pas par prikaze », expliqua Skobelev. Mais on ne voulut pas plus l'entendre que Ceretelli, qui demanda « où était donc l'autorité du commandement avant l'existence du soviet, c'est-à-dire pendant les journées de Février » ? Kerenski mit fin à la polémique : il ne s'agissait pas de savoir « quoi est la faute de qui », mais bien de trouver des solutions : il y réfléchirait. Au moins apparaissait-il que le pouvoir militaire ne contestait pas l'autorité du nouveau gouvernement et qu'il était même mieux disposé à l'endroit de Kerenski qu'à l'égard de Guckov[78].

Le nouveau ministre de la Guerre prit tout de suite des mesures spectaculaires : elles étaient destinées à montrer au soldat qu'il rompait avec la politique de son prédécesseur : en interdisant aux officiers de démissionner de leur poste et en promulguant la « déclaration des droits du soldat », il voulait marquer sa solidarité avec la troupe et signifier à

l’opinion qu’il n’avait cure des objections de l’état-major. Il poursuivit cet élan en opérant toute une série de mutations dans l’état-major : Gurko, Dragomirov, Judeni ? et quelques autres furent relevés de leur commandement tandis qu’Alekseev était remplacé par Brusilov à la tête de l’armée, et Gutor nommé à sa place aux armées du Sud-Ouest.

En fait, la plupart de ces mesures étaient destinées à donner le change, car les officiers, au lieu de démissionner, s’organisaient maintenant en associations et se préparaient au combat. Quant à la déclaration, Kerenski la promulgua dès son entrée en charge, mais, préalablement, il l’avait expurgée de tous les articles qui eussent transformé l’ancienne armée en une armée révolutionnaire. Ainsi, il rétablit le point 14 qui autorisait le commandement, en période d’action, à prendre toutes les mesures, « y compris l’usage de la force armée contre des subordonnés qui n’obéissent pas aux ordres ». Au point 18, le droit de nommer et de déplacer les chefs appartenait exclusivement au commandement, et le « comité » n’avait plus, comme dans le projet Polivanov, le droit de recommander ou de rejeter une nomination[79]. L’extrême-gauche vit toute cette manœuvre et, dans la *Pravda*, Zinov’ev dénonça la duperie[80]. Mais pas plus que les membres du gouvernement, il ne mesura jusqu’à quel point Kerenski rompait avec la politique de ses prédécesseurs – une suite de concessions faites de mauvais gré et avec parcimonie – en estimant que, pour restaurer l’armée, il fallait, non jouer les novateurs, mais adopter une politique ouvertement autoritaire et résolument conservatrice. Il percevait d’ailleurs parfaitement les problèmes qui se posaient au commandement :

> « Commander des troupes quand on avait perdu ses facultés de commandement ; les préparer à l’action, quand l’action signifiait pour elles trahison ou contre-révolution. Etre obligé de tolérer la propagande empoisonnée des bolcheviks ; sentir peser la suspicion des représentants de la démocratie soviétique, le tout, après trois années de combats difficiles et malheureux[81]. »

Pour redonner à l’armée sa capacité combative, Kerenski voulut lui porter personnellement le salut chaleureux de la révolution ; il expliquerait aux soldats la raison de leurs sacrifices, et s’il le fallait, il livrerait, seul, mille combats avec l’armée de ses contradicteurs. Sous le regard sceptique ou narquois des officiers – ou des soldats bolcheviks –, il s’élança dans l’arène où des millions « d’aficionados » voulurent voir cet exploit : il y

gagna le surnom de « persuadeur en chef ». Le spectacle fut assez étonnant et certains de ses épisodes dignes de figurer dans une anthologie. Le premier se situe dans la capitale, avant son départ ; au congrès des délégués du front Kerenski fit la preuve de la force exceptionnelle de ses dons d'orateur :

> « Je ne suis pas venu ici pour vous saluer. C'est fait depuis longtemps : mais pour vous dire ceci, en deux mots.
> « Mon cœur et mon âme ont perdu leur sérénité. Je suis anxieux et je dirai franchement pourquoi, quelque conséquence qu'il puisse en résulter pour moi et quelque accusation qu'on puisse porter à mon endroit. La régénération du pays est fondée sur la liberté et sur le sens des responsabilités. Les choses ne peuvent plus durer ainsi et on ne pourra pas, ainsi, sauver le pays. Je sais : la plus grande part de la faute revient à l'Ancien Régime : des centaines d'années d'esclavage n'ont pas seulement corrompu le régime, mais détruit aussi, chez chacun, le sens de ses responsabilités.
> « Camarades, depuis dix ans, vous avez su souffrir et être silencieux. Vous saviez comment remplir les obligations que vous imposait un régime haï. *Vous saviez comment tirer sur le peuple quand le régime le demandait.* Et que se passe-t-il maintenant ? Ne pourriez-vous souffrir plus longtemps ? Ou bien est-ce que la libre Russie est devenue un État d'esclaves en révolte ? »
>
> (*Intenses mouvements divers dans l'assemblée*.)
>
> « Oui, camarades, je ne sais pas – non, je ne sais pas mentir aux gens ; je ne sais pas cacher la vérité…
> « Ah ! camarades, quelle tristesse de ne pas être mort il y a deux mois…
> « Alors, je serais mort avec le plus beau des rêves : pour toujours une nouvelle vie avait commencé pour mon pays ; il n'y aurait plus besoin de fouet ni de canne pour se respecter les uns les autres. »

Après avoir exposé la nécessité du combat à la fois pour la paix et pour la défense du pays, « car pour fraterniser, il faudrait qu'on fraternise aussi sur le front français », Kerenski conclut, sous les applaudissements frénétiques de l'assemblée :

« Les destinées du pays sont entre vos mains et la patrie est en danger. Vous avez goûté au vin de la liberté et vous êtes un peu ivres. Ce qu'il nous faut, c'est la sobriété, la discipline. Vous devez entrer dans l'histoire de telle façon que sur vos tombes on puisse graver :
« Ils sont morts, mais ils ne furent jamais esclaves[82]. »

Les premières mesures prises, il partit aussitôt pour le front et accomplit une grande tournée ; il voulait préparer les esprits à l'offensive, aventure impossible s'il en était, mais qu'il voulait courir.

Dans *The Catastrophe*, il en a relaté les différentes journées :

« C'était à Kamenec-Podolsk… Le préau était rempli de délégués-soldats, envoyés des coins les plus éloignés. Ils étaient fatigués, les yeux étaient fiévreux, la tension extraordinaire…
« On voyait que ces gens avaient subi un grand choc ; ils ne savaient plus raisonner normalement : ils cherchaient comme une justification nouvelle à leur vie dans les tranchées. En écoutant les discours des délégués, des comités de soldats, de Brusilov lui-même, des bolcheviks conduits par Krylenko, je sentis battre le cœur de l'armée. »
« Après trois années de souffrances terribles, des millions de soldats fatigués au dernier degré par les tortures de la guerre se posaient subitement ces deux questions : pour quoi allons-nous mourir ? devons-nous vraiment mourir ?
« On peut tout endurer mais seulement lorsqu'on ne raisonne pas, lorsqu'on ne pense pas aux buts de guerre, ou alors quand on est animé par une sorte de conviction que le sacrifice est inévitable et nécessaire, que l'objectif ne se discute même pas…
« On ne peut penser aux buts de la guerre quand on est sous les balles de l'ennemi… Aucune armée n'y survivrait.
« Au fond, la persécution des officiers, les mutineries, la bolchevisation des unités, les meetings interminables – tout ce qui détruisait l'armée – n'était que l'expression du combat pour la vie. Le soldat percevait subitement qu'il y avait là une possibilité de justifier sa propre faiblesse, sa bonne volonté, sa nausée pour l'horrible cauchemar… Pour le salut de la nation, il fallait à l'armée la volonté de mourir[83]. »

Un épisode célèbre – celui du petit soldat – se place aux premières lignes de l'armée du Sud-Ouest :

> Le général Radko-Dmitriev me dit : « Dans un régiment il y a un agitateur, on ne peut le tenir ; il démoralise le régiment entier avec ses raisonnements sur la terre : ne voudriez-vous pas le contrer ? »
> Les soldats nous entouraient. Ils étaient fatigués, d'humeur grondeuse. Nous commençâmes à bavarder. À l'écart, le petit soldat qui avait gagné l'oreille du régiment ne disait rien. Ses camarades le poussèrent : « Vas-y… dis tout ça au ministre. » Il ne voulait pas parler. Enfin, il se décida :
> « Vous dites qu'on doit combattre pour que les paysans puissent avoir la terre. Mais que ferai-je de cette terre si, moi, je suis mort ? »
> Je vis tout de suite que toute discussion était inutile : je ne pouvais pas me mettre à opposer l'intérêt particulier et le sacrifice de tous. Mais il fallait répondre. Face à un argument de ce genre, tout raisonnement se briserait : il fallait créer un choc émotif à défaut de convaincre.
> Silencieusement, je m'avançai vers le petit soldat et me tournant vers le général Radko-Dmitriev, je dis :
> « Général, je vous ordonne de libérer immédiatement ce soldat. Qu'il puisse retourner immédiatement dans son village. Qu'on y sache que la révolution russe n'a pas besoin de froussards. »
> Le petit soldat pâlit, resta muet, puis s'évanouit. L'impression fut profonde et il demanda à rester au milieu de ses camarades[84]…

Le passage de Kerenski constituait toujours un spectacle auquel nul ne manquait : tantôt enjoué, tantôt pathétique, toujours sincère et persuasif, le ministre de la Guerre n'avait pas son égal pour maîtriser son auditoire, même le plus mal disposé. Quand il arriva à Kamenec-Podolsk, Krylenko, vieux routier bolchevik depuis toujours, avait l'assemblée des soldats bien en main ; Brusilov en était même inquiet : ne vaudrait-il pas mieux annuler cette confrontation ? Mais lorsque Kerenski parla, l'assemblée fut subjuguée. Les malheurs de la Russie, la nécessité du sacrifice s'exprimaient par sa bouche avec une telle ferveur que Krylenko lui-même se mit à sangloter.

Pour Kerenski, c'était gagné :

> « Je m'étais prononcé contre l'offensive, répondit Krylenko… Mais si le camarade Kerenski nous en donne l'ordre, même si ma compagnie ne quitte pas sa tranchée, je marcherai et partirai à l'attaque, seul s'il le faut… »

On peut juger des résultats obtenus, en un mois, à travers quelques rapports d'officiers :

Semaine du 18 mai, avant le passage de Kerenski

1. *Ordres opérationnels non accomplis.*

En dépit de l'ordre du commandant de la 7e division sibérienne, les 26e et 27e régiments de tirailleurs sibériens refusent de prendre position : les exhortations du commandant de la division n'ont eu aucun succès.

Le 67e tirailleur sibérien (17e division sibérienne) refuse de changer de position. À la fin, le commandant de la 17e a obtenu l'accord du 66e sauf celui de 3 compagnies.

Déplacées de nuit le 20 mai, les compagnies du 25e, sous la menace des tirailleurs du 25e et du 26e sont revenues et ont été intégrées à des hommes du 66e. Alors, de nuit, furent arrêtés le commandant de la 7e division, général Bogdanovic, le commandant du 26e régiment, colonel Sersnev, et le commandant du 3e bataillon du 26e régiment ; on leur reprocha de ne pas avoir réussi à faire annuler l'ordre de déplacement. Puis on les libéra. Les 26e et 27e sont exacerbés. Les mesures prises par l'assemblée du corps et le comité militaire n'ont aucun succès.

Le 707e d'infanterie refuse d'appliquer l'ordre touchant la 177e division et d'aller en position bien qu'on le lui ait ordonné à trois reprises. La foule des soldats, avec la participation de quelques officiers, a procédé à l'arrestation du commandant de la 177e division, général Ljubitskij, qui a été martyrisé. Cause du refus : les soldats ne veulent pas quitter une position calme pour une destination inconnue et peut-être périlleuse. Le « conseil » des élus du 31e corps a décidé d'arrêter les meneurs et de les faire passer en jugement. Au cas où, une quatrième fois, le régiment refuserait d'obéir à cet ordre, on le dissoudrait, on proclamerait ses membres « ennemis de la patrie », et on les priverait de tous les droits politiques et de tout droit à la possession. Le 23 mai, menacé de dissolution, le 707e a obéi.

Les événements se déroulent de la même façon avec le 517e de Batoum. Le 24 mai, dans des régiments des 12e et 13e divisions de tirailleurs

sibériens, des troubles ont éclaté. Les régiments refusent d'aller en zone opérationnelle. Après les appels du commissaire à la VII[e] armée, Savinkov, le 25 mai, le 48[e] régiment a avancé au complet. Le 45[e] à moitié, mais le 46[e] a refusé. Dans la 13[e] division, le 50[e] est parti presque au complet ; le 51[e] a promis d'avancer le 26, le 49[e] n'avance pas suivant l'horaire prévu, le 52[e] refuse d'avancer et a arrêté tous ses officiers.

Le gouvernement provisoire a décidé de dissoudre les 46[e], 47[e], 45[e] et 52[e] régiments et de faire passer en jugement soldats et officiers fauteurs de désordre.

2. *Troubles et arrestations de chefs.*

Le 18 mai, à 20 heures, un contingent de soldats des 1[er] et 3[e] bataillons du 607[e] régiment a arrêté le commandant du régiment, colonel Kockin. Grâce à l'action personnelle du général Dubinin', commandant la 6[e] division des grenadiers, le colonel Kockin a pu être libéré à 22 heures, mais, pour éviter les excès, on l'a écarté du commandement du régiment.

3. *Fraternisations.*

Le 8 mai, l'ennemi a essayé deux fois de faire participer à des fraternisations le 9[e] régiment de grenadiers sibériens, comme s'il avait les pleins pouvoirs de son commandement pour entamer des négociations avec les soviets de Petrograd et de Kiev. Les Autrichiens criaient de leurs tranchées qu'ils veulent la paix avec la Russie et que si l'Allemagne continue à s'y opposer, ils tourneront leurs armes contre elle. Les nôtres ayant tiré quelques coups de fusil, les tentatives de négociations ont pris fin.

4. *Désertion.*

Partis : 80. – Revenus :

SITUATION TROIS SEMAINES PLUS TARD, APRÈS LE PASSAGE DE KERENSKI[85]

Situation d'ensemble.

D'après les dernières données dans la 7[e] armée, la situation s'est presque partout notablement améliorée, un peu plus lentement dans le 3[e] corps du Caucase.

Dans la 8e armée, l'ambiance est en général satisfaisante. La situation est meilleure et la propagande bolchevik est tenue en échec ; la discipline se resserre et l'esprit combatif revient. Dans toutes les armées, on note que l'humeur des troupes est plus stable, mais on ne peut guère apprécier combien de temps cela durera. Les comités reçoivent des requêtes qui insistent sur le besoin de profiter de ces bonnes dispositions peut-être passagères et de passer à l'offensive.

Dans la 7e armée, les 12e et 13e divisions de tirailleurs sibériens refusent d'aller au combat ; les ordres opérationnels ne sont pas exécutés, on remarque des abus ; les hommes refusent de laisser dissoudre leurs unités en régiments de réserve mis au repos. Aucun procédé de persuation n'a abouti. Après accord entre le commandant et le commissaire de la 7e armée, on a investi avec la cavalerie les villages où se trouvaient les tirailleurs. Comme ceux-ci refusaient de déposer les armes et de livrer les meneurs, des contingents de la 12e division occupèrent les villages voisins. À 22 heures, 400 ou 500 tirailleurs déposaient les armes.

L'incident peut être considéré comme liquidé.

Ailleurs, on n'a plus eu à noter de graves manquements à la discipline. Dans quelques compagnies, des sections ont refusé d'obéir ; mais après discussion avec les membres des comités, on a réussi à aboutir à un accord. Dans la 5e division du Don, les cosaques du 29e régiment ont déclaré qu'ils n'avaient plus confiance en neuf de leurs officiers qui voulaient les mener à l'attaque. Les délégués militaires sont venus. Dans le 5e corps sibérien, une compagnie et demie du 87e régiment a refusé de monter au feu et a été dissoute en même temps que le 88e. Ailleurs tout se passe bien[86].

À la conférence nationale des organisations militaires bolcheviks, le 16 juin 1917, Krylenko, de retour du front du Sud-Ouest, fit un rapport sur le moral de ces armées qui confirmait le diagnostic du commandant :

> La masse des soldats est encore sans organisation quoiqu'elle tende au bolchevisme. De nombreux régiments déclarent qu'ils n'iront pas à l'attaque. Kerenski jouit d'une grande réputation même parmi les bolcheviks qui ont à lutter surtout contre les S.R. de mars. Les fraternisations ont cessé mais les combats n'ont pas repris. On pense sérieusement à l'offensive et on forme des groupes de choc. Les désertions ont cessé mais les soldats ne rentrent pas de permission. Les compagnies n'ont pas plus de cent baïonnettes[87].

L’opinion du cadet Gronskij est même « qu’il y avait moins de soldats désirant la paix maintenant qu’avant la révolution ». Il est certain, au demeurant, que les motions sur la nécessité « de ne pas affaiblir la capacité de l’armée à des opérations actives » n’émanaient pas seulement des officiers[88]. Toutefois, il apparaissait que l’armée n’avait retrouvé sa combativité qu’aux endroits où était passé Kerenski : au contraire, dans la 10e armée par exemple, les effectifs ne cessaient de fondre et cela avait le plus fâcheux effet sur le moral des troupes[89]. On refusait d’envisager une offensive. L’esprit était bien plus mauvais encore dans la 5e et la 2e armées, où à chaque instant on frôlait des mutineries : « la 2e est la pire de toutes », écrivait Denikine, dans un rapport à Brusilov[90] : toutes deux comptent à elles seules 140 000 déserteurs dans la seconde quinzaine de mai[91]. À l’inverse, 109 000 soldats avaient rejoint leur unité au 15 mai, et certains succès du ministre de la Guerre semblaient éclatants ; néanmoins, Brusilov lui demandait le 11 juin « s’il valait la peine, quand règne un tel esprit, de préparer un coup[92]. »

Kerenski avait bien déclaré à plusieurs reprises qu’il ne se faisait pas d’illusions sur la portée de son action ; Černov lui expliquait que, « pour qu’une offensive réussisse, il ne fallait pas qu’on ait besoin de pousser l’armée en avant : elle devait agir par elle-même ; mais pour obtenir un tel résultat, il aurait fallu préalablement procéder à sa démocratisation ». Černov lui répétait également qu’une offensive ratée risquait de déclencher une contre-révolution : Kerenski surestima néanmoins les vertus de son éloquence et de la « contagion patriotique[93] ». Il est vrai qu’il était également assailli sur la droite par le corps des officiers de la Stavka, par la Mission militaire alliée surtout ; le colonel Knox en tête, celle-ci le harcelait comme elle avait harcelé son prédécesseur, tout en jugeant que l’armée russe était morte, « morte comme la reine Anne ». Prisonnier de sa propre performance, assailli par ces récriminations et assez tenté de renouveler les exploits de Carnot, Kerenski donna enfin l’ordre d’offensive[94].

Les « bataillons du 18 juin » s’élancèrent et remportèrent de premiers succès, mais ce fut un feu de paille ; Galicz tombée, l’offensive piétina, s’arrêta et échoua. L’honneur envers les Alliés était sauf ; la Russie le payait de plusieurs milliers de morts[e].

Pour vaincre, il eût fallu une armée nouvelle, mais une armée de métier eût écrasé la révolution et une armée populaire aurait étouffé le nouvel État.

Aussi Kerenski préféra-t-il maintenir l'ancienne organisation militaire ; il espérait insuffler aux soldats et aux chefs de « bons sentiments » ; il ne procéda pas à la démocratisation tant attendue, se contenta de déplacer quelques officiers, et finalement ses plans furent déjoués. Par un effet assez surprenant, il garda néanmoins toute sa popularité ; aux yeux des soldats, il représentait la révolution victorieuse et le fait qu'il donnait des ordres aux généraux les confirmait dans leur gratitude. Peut-être ne faisait-il pas ce qu'ils auraient souhaité, n'importe ; par sa présence, il leur rappelait à tous que désormais ils étaient des hommes libres.

Leur premier élan arrêté, les soldats de Kerenski refluèrent en désordre ; ils n'étaient plus « ceux de 14 », naïfs au point d'être partis mourir « pour le tsar », mais les mutinés de l'an 17, bien décidés, cette fois, à ne se sacrifier que pour une cause juste. Le gouvernement de la coalition ne leur avait donné ni la paix, ni la terre, ni la fraternité. Cette faillite était-elle seulement la faute de Guillaume ? Les bolcheviks assuraient que non, que les ministres « bourgeois » étaient également responsables. Par conséquent, il fallait les abattre, comme le tsarisme ; n'était-ce pas eux qui, sans rien faire pour la paix, s'opposaient également à toutes les réformes et condamnaient à la misère ouvriers et paysans ?

1. En mai comme en avril, le Soviet reçut de nombreuses motions en ce sens, cf. *GAORSSLo,* 7384, 9), les dossiers 154, 159, 161.

2. *Reč* et *Izvestija* du 10 et du 11 mai 1917.

3. Nous suivons ici Radkey, *op. cit.,* 297, p. 188 et 232 ; et *Rezol-jucii, op. cit.,* 153. Membre du groupe trudovik, Kerenski avait gardé des rapports étroits avec l'aile droite de son ancien parti. Sans l'en avertir, ses leaders voulurent même le faire élire au praesidium. Le ministre de la Guerre était à Moscou lorsqu'il apprit, par les journaux, qu'il avait été à la fois porté candidat puis battu, un S.R. de gauche l'ayant accusé d'avoir rétabli la peine de mort au front. Présent pendant les débats, V. Černov n'était pas intervenu publiquement pour démentir ces propos. (Entretien avec Kerenski, septembre 1966.)

4. *Protokoly, op. cit.,* 152.

5. Mjakotine, *op. cit.,* 146. p. 7-9 et dépêche D. du 23 juin 1917, in*BPP, op. cit.,* 43.

6. Trotski, *Programma mira, op. cit.,* 155 ; *BPP,* semaine du 9 mai au 16 mai 1917, et Sukhanov, *op. cit.,* 120, IV.

a. Comité de liaison entre les quartiers (raion) de la capitale.

7.

Dosch-Fleurot, *Through war and revolution*, London, 1920, 242 p., p. 178.

8.

Dok. April, op. cit., 21, p. 128 et suiv.

9.

Schapiro (L.), *op. cit.*, 306, p. 165.

b.

Vers le 25 juin, la *Pravda* déclarait un tirage de 90 000 à 95 000 exemplaires (dans un justificatif pour obtenir le sursis d'appel de ses collaborateurs). Là-dessus, 15 000 exemplaires étaient distribués au front, auxquels il faut ajouter 63 000 numéros de la « Pravda du soldat. » Dépêche D. du 25 juin 1917 et Ioffe, *op. cit.,* 392, p. 178.

10.

Dok. April., p. 856 et 885.

11.

Dok. Mai., op. cit., 22, *passim.*

12.

L'existence d'une *milice ouvrière* (voir chapitre 6) et la crainte d'une réaction de méfiance de la part des militaires avaient retardé la constitution de cette *garde rouge*, désirée dès le mois de mars et recommandée par Lénine dans sa troisième *Lettre de loin.* Les incidents d'avril avaient montré combien les travailleurs étaient vulnérables quand ils organisaient une manifestation pacifique ; dès lors, la formation de la *garde rouge* ne souffrit plus aucun délai. Sur ces questions, voir l'ouvrage de Starcev, *op. cit.,* 348 c.

13.

Dépêche BV, du 19 mai 1917.

14.

Ni la « majorité » menchevik-S.R., ni les membres du gouvernement n'étaient pressés de se soumettre au verdict du suffrage universel. On a vu les raisons de Černov, p. 302 ; en dépit des promesses faites le 2 mars, Gu ?kov, espérait bien reporter les élections « à la paix » (Archives de la guerre, *Bulletin des renseignements généraux* du 16 avril).

15.

Voir la bibliographie, n^{os} 390 et suivants.

16.

Reč du 16 juin 1917.

17.

Rabočaja Gazeta du 26 mai 1917.

18.

Edintsvo, du 22 mai, in *BPP* du 22 mai/4 juin.

19.

Pravda, cité in *BPP* du 14/27 mai 1917.

20.

Ceretelli, *op. cit.*, 127, I, 356. Son ami Abrahmovitch n'était pas aussi optimiste, semble-t-il.

21.

Ceretelli, *ibid.*, I. p. 169 à 392 et Abrahmovitch, *op. cit.*, 160, p. 45 et suiv.

22.

Par exemple avec le Japon. Cf. sa conversation avec Utsida, in *K. A.*, XXV, p. 149.

23.

Ceretelli, I, p. 370, et *Doc. Ker., op. cit.*. 35, II, p. 1121.

24.

Ceretelli, I, p. 343.

25. Cf. la lettre d'Axelrod, publiée dans la *Rabočaja Gezeta* du 27 mars 1917, p. 2.

26. *Reč* du 17/30 mai 1917.

27. Cité in Ceretelli, I, 281.

28. Voir *Pravda,* du 16 juin 1917, et aussi une lettre signée K. R. in *Pravda* qui constate les progrès du mouvement insurrectionnel en Allemagne (1er juillet). V. Černov y croyait également. Cf. Ceretelli, I, 361.

29. Radek, « Die russische Revolution und der Friede », p. 1864 et 1865 de *Zimmeriva'd,* à la date du 3 mai 1917, *op. cit.* 39.

30. Cf. article signé G.R. in *Pravda,* cité in *BPP* du 8/21 juin 1917. Cf. également *Rabočaja Gazeta* du 17 mai 1917.

31. Dépêche B.P. du 14/27 juin 1917, et *BPP* du 10/23 juin 1917.

32. Le thème est repris plusieurs fois dans *Vpered.*

33. *Vpered* du 7 juin, p. 5.

34. Au congrès des soviets.

35. Trotski, *op. cit.,* 155.

36. Černov, *op. cit,* 123, p. 290.

37. Vasjukov, *op. cit.,* 408, a bien montré que, déçu par l'attitude de Wilson, le gouvernement provisoire s'est néanmoins rapproché des U.S.A.

38. Textes in *Doc. Ker., op. cit.,* 35, II, p. 1106-1110.

39. *Rabočaja Gazeta* du 27 mai.

40. Černov, *op. cit.,* 123, p. 290.

41. Le 31 mai.

42. *Novaja Žizn,* du 6 juin et *Zemlja in Volja,* du 30 mai.

43. Cf. p. 50.

44. Archives de la Guerre. Na 6, Carton 4. Télégrammes chiffrés.

45.

Archives de la Guerre. Na 6, Carton 4/9. Le problème des divisions russes en France ne prit un aspect politique qu'ultérieurement.

46.

Ioffe, *op. cit., et* télégramme de Janin du 9 avril. Voir, par exemple. Archives de la Guerre, le télégramme d'A. Thomas, n° 91. N'a 6, Carton 4.

47.

Ku.,p. 129 et *Ek. Dok., op. cit.,* 24, p. 536 et suiv.

48.

L'exposé le plus complet, du point de vue russe, se trouve in Ceretelli, *op. cit.,* 127, I, 169-341.

49.

Voir note 22[b].

50.

Ceretelli, *op. cit.,* 127, I, p. 272.

51.

Cf. Meynell, *op. cit.,* 419.

52.

Ceretelli, et Meynell, *op. cit.*

53.

Textes, in *Doc. Ker.,* II, p. 1169-1172.

54.

Le 4 mai 1917, in *BPP,* du 4/17 mai.

55.

Cité in Warth, *op. cit.,* 389, p. 69.

56.

Cité in Ceretelli, *op. cit.,* p. 213.

57.

Ibid., I, p. 199 et suiv.

58.

Ibid., I, p. 202.

59.

Vandervelde, *op. cit.,* 258, édition française, p. 237-238.

60.

En atteste la campagne de pétitions en faveur de F. Adler, condamné à mort après son attentat contre le comte Stürgkh ; cf. *GAORSSLo,* 7384, 9, le dossier 172.

61.

Ceretelli, *passim.*

62.

Ibid., I, p. 309 et suiv.

63.

Texte in Ceretelli, I, p. 224 (au milieu du mois d'avril).

64.

Texte in *Doc. Ker.,* II, p. 1172.

65.

Ceretelli, I, p. 213.

66.

Principaux textes in G. and F., *op. cit.,* 37 et Ceretelli, I, p. 307 et suiv.

67.

Sur ces faits, v. G. and F., les ouvrages cités, et Ceretelli, p. 390 et suiv.

68.

Sur l'affaire Grimm, aux mêmes ouvrages, on ajoutera *Doc. Ker.,* II, p 1178, qui donne 7 documents.

69.

Ceretelli donne le récit le plus complet, *op. cit.,* 127, I, p. 243-256 ; voir également Ci. and F., *op. cit.,* p. 621 et suiv.

70.

G. and F., p. 623.

71.

Nous avons repris ici le récit de Ceretelli.

72.

Zeman, *op. cit.,* 413, p. 46 et suiv.

c.

Elle aida également à l'échec de la conférence car les trois Suédois qui remplacèrent Grimm au secrétariat du « comité de Berne » se situaient bien à sa gauche, et ils ne firent rien pour qu'un accord aboutisse entre Balabanova, Radek et les membres du comité hollando-scandinave.

73.

Ceretelli, p. 312 et suiv.

74.

Ibid.

d.

Toutes sortes d'assemblées préparatoires se réunirent à Stockholm, notamment la 3e conférence de Zimmerwald, mais le congrès lui-même n'eut jamais lieu.

75.

Dépêches PTA. Sur l'armée, voir les *op. cit.,* 22, 32, 35, 124.

76.

In *Soldat Gražđanin,* cité in *BPP,* du 25 mai 1917. Vieille idée, elle apparaît dès le mois de mars ; cf. *CGIAL,* 1278, 5, 1251, 48.

77.

Ceretelli, I, p. 406.

78.

Ibid., I, p. 412.

79.

Kerenski, *op. cit.,* 124, p. 183 et suiv.

80.

Pravda, du 15 mai 1917.

81.

Kerenski, *op. cit.,* 124, p. 191.

82.

Doc. Ker., II, p. 913-914.

83.

Kerenski, *op. cit.,* 124, p. 195.

84.

Ibld., p. 203.

85.

Dok. Mai. op. cit., 22 », p. 348-351.

86.

Dok. Mai, p. 372 et 373.

87.

Dépêche N.J., in *BPP.*

88.

V. Ceretelli, *op. cit.,* 127, II, p. 17 et suiv.

89.

BPP, du 13/26 mai 1917.

90.

Razloženie armii, op. cit., 32, p. 91.

91.

In Ioffe, *op. cit.,* 410, p. 179.

92.

Ibid.

93.

Černov, *op. cit.,* 123, p. 382.

94.

Sur la pression des officiers, cf. *GAORSSLo,* 7384, 9, le dossier 228. Selon le ministre de la Guerre, l'intervention de la mission alliée eut peu d'effet. (Entretien avec Kerenski, septembre 1966.)

e.

L'ordre d'offensive est daté du 16 juin 1917.

CHAPITRE VIII

L’EXPÉRIENCE DE LA COALITION (*suite*)

4. DANS LES VILLES : LA GUERRE SOCIALE

LE PATRONAT ET LES REVENDICATIONS OUVRIÈRES

Confiante en l'avènement d'une société régénérée, la classe ouvrière avait exprimé naïvement ses aspirations à une vie meilleure. Ses revendications étaient des plus modestes : mieux qu'un salaire de misère, quarante heures de travail par semaine, l'amélioration des conditions d'existence dans les usines, la sécurité de l'emploi.

En mars, les grèves n'avaient pas spécifiquement un caractère revendicatif. Elles continuaient l'élan de la révolution et précisaient le sens que la classe ouvrière entendait donner aux événements de Février. Le patronat de la capitale le comprit bien : dès le 11 mars, il avait souscrit un accord avec le soviet et accordait aux travailleurs un certain nombre de satisfactions de principe. Mais les hausses de salaire se faisaient attendre et il avait fallu revendiquer pour que soient payées les journées de révolution. Les augmentations furent accordées, mais distribuées avec parcimonie et lenteur extrêmes. Dans la capitale et à Moscou, le patronat s'exécuta sans trop tarder, mais pas en province, notamment dans la région de Vladimir, en Ukraine et dans l'Oural[1]. Par ailleurs, les petits entrepreneurs tergiversaient et concédaient peu. Il aurait fallu doubler les salaires pour que les ouvriers retrouvassent leur pouvoir d'achat des premières années de guerre ; les tripler, pour qu'ils attribuent à la révolution un début de mieux-être. Seul le gros patronat de l'industrie chimique sut faire des efforts[2].

Ainsi en fut-il de toutes les autres revendications de la classe ouvrière : il n'est pas jusqu'aux huit heures qu'il ne fallait le plus souvent arracher. En fait, après avoir vainement attendu une réponse du patronat, les travailleurs instaurèrent eux-mêmes les quarante heures. Au début de mai, le mouvement se généralisa ; pourtant, le 28 juin, au congrès des syndicats, la motion finale demandait toujours un décret en faveur des huit heures obligatoires. Ainsi quatre mois après le succès de la révolution, cette revendication qui était de loin la plus populaire n'était pas satisfaite[3]. Il y eut pire : dans le Donets, le patronat continuait à faire travailler les enfants.

V. Černov a bien rapporté la façon dont les patrons combattirent les comités d'usine, cette autre revendication fondamentale de la classe ouvrière :

> « Ils agirent sans loyauté. La loi déclarait que les comités avaient pleins pouvoirs pour représenter les intérêts des ouvriers auprès de l'administration dans tout ce qui concernait les relations mutuelles entre patrons et ouvriers : salaires, heures de travail, discipline intérieure, *etc.* » Les employeurs ne voulaient pas reconnaître le *etc.* « Contrairement au sens évident de cette énumération, ils maintenaient que les questions d'embauché et de débauchage en étaient exclues. » Et quoique la loi dise explicitement au paragraphe 16 que "*toutes* les disputes concernant les rapports entre patrons et ouvriers devaient être portées devant les chambres, de conciliation, les employeurs voulaient en exclure les questions d'embauche ; les industriels du Sud déclaraient même que l'industrie ne pouvait continuer à vivre que si toute liberté est accordée aux employeurs". Et ceux de l'Oural déclaraient qu'aucune administration d'usine ne reconnaîtrait qu'aucun *comité* soit le maître de l'usine et fasse ce qu'il veuille[4]. »

En Février, la bourgeoisie croyait qu'une fois passée l'émotion de la victoire sur le tsarisme, le peuple russe redeviendrait paisible. Elle fit des concessions de circonstance, acceptant de faire quelques sacrifices financiers. Ainsi, à Petrograd, la société des industriels et fabricants estimait que, par rapport à 1916, les salaires avaient été augmentés de 83 % dans les industries de transformation, 163 % dans la métallurgie, 126 % dans le cuir et 200 % dans les industries chimiques[5]. Mais ces chiffres étaient contestés et hors la capitale, on était loin de ce compte. Du temps du premier gouvernement provisoire, le patronat n'avait répondu aux demandes de la classe ouvrière que par des jérémiades. Il prétendait ne pas pouvoir satisfaire à ces demandes d'augmentation. Il est de fait que, pour quelques-uns, que menaçait déjà l'absorption, un effort de ce genre survenant à un moment où les difficultés étaient considérables, était au-dessus de leurs forces. La situation particulière de l'industrie russe rendait aussi sa position économique très vulnérable. Elle avait peu de moyens et son autonomie financière était réduite. Sa dépendance vis-à-vis de l'étranger lui retirait toute possibilité de manœuvre. Les difficultés financières du moment s'ajoutaient aux impossibilités de ravitaillement en matières premières : quelques usines avaient dû fermer leurs portes, avant Février, faute d'approvisionnement en charbon ou en textile. Le mal s'accrut les mois suivants. La machine industrielle tournait avec des difficultés croissantes.

Les demandes de hausses de salaires, satisfaites en partie, arrivèrent, agissant sur les industriels comme un fer rouge. Mais la bourgeoisie ne se contentait pas de dire son impuissance à satisfaire ces revendications ; avec N. N. Kutler, elle en contestait la légitimité. Le président du conseil du congrès des représentants de l'industrie déclarait :

> « Les travailleurs, qui jusqu'à ce jour acceptaient de travailler au-delà des quarante heures, maintenant refusent. Il semblerait désirable non seulement de ne pas légaliser les huit heures mais, au contraire, de requérir pour que cette demande effectivement mise en application soit remplacée par une autre, par une plus longue journée de travail[6]. »

Par-dessus tout, le patronat refusait aux ouvriers la sécurité du salaire en déclarant : pas de travail, pas d'argent[7]. L'affaire était grave à un moment où les difficultés d'approvisionnement privaient les usines de leur fourniture normale en combustible ou autres matières indispensables. Ne paierait-on les ouvriers que lorsque l'usine fonctionnerait normalement ? L'« union des industriels de Moscou » demandait au gouvernement une aide matérielle ; mais d'autres industriels jugeaient déjà qu'il n'était plus possible de travailler dans ces conditions. Quelques usines fermèrent leurs portes.

Les grèves reprenaient de plus belle et les travailleurs avaient bien oublié les horaires de l'époque tsariste. La bourgeoisie jugea qu'ils se réunissaient trop souvent : meetings, défilés, conférences, – tout était prétexte aux parlotes ; dès qu'il s'agissait de problèmes qui concernaient l'entreprise, le travail s'interrompait et chacun venait dire son mot dans ces réunions organisées sur les lieux mêmes du travail. Bien entendu, le soir venu, on demandait sa paye. Désinvolture et mépris de la loi, tout multipliait les heurts avec des patrons peu maîtres de leurs nerfs. L'un d'entre eux fut rossé en public. Le monde était-il renversé[8] ?

Le patronat insista auprès du gouvernement pour que cette effervescence cesse vite : il n'y avait pas de temps à perdre. La bourgeoisie d'affaires avait son propre programme économique qui ne souffrait ni délais ni contretemps. Elle entendait réorganiser la production et jugeait que l'ère des réformes sociales viendrait après. Le comportement de la classe ouvrière commençait à l'agacer : il semblait aux bourgeois que ces ouvriers étaient insatiables. Que faisait donc le gouvernement[9] ?

En entrant au gouvernement, les ministres socialistes avaient un programme économique et social en trois points : institution de la procédure d'arbitrage pour régler les conflits entre patrons et ouvriers ; contrôle de l'Etat sur la production et la distribution ; fiscalité très sévère à l'endroit des profiteurs de guerre, pour financer les dépenses « sociales »[10]. Manifestement, ce programme s'inspirait de l'exemple anglais dont Henderson avait montré l'efficacité à ses amis. Ceretelli, Černov et Skobelev n'avaient pas manqué de demander au patronat russe de tirer la leçon de cette expérience qui les avait beaucoup impressionnés. Au gouvernement, Nekrassov, Konovalov et Terešcenko, représentants de la bourgeoisie avancée, n'avaient pas formulé d'objections. Mais Šingarev doutait que le patronat russe fût prêt à faire les sacrifices qu'il impliquait.

Après les journées d'avril, la déclaration gouvernementale du 5 mai traduisit l'accord conclu entre l'ancien gouvernement et le soviet. On promettait aux travailleurs des mesures pour protéger le travail, mais, en contrepartie, la déclaration condamnait « tous les actes illégaux, anarchiques et violents qui désorganisent le pays ». Les fondements d'une véritable politique économique étaient posés :

> « Le gouvernement provisoire luttera résolument et inflexiblement contre la désorganisation économique du pays par l'instauration systématique du contrôle gouvernemental de la production, des transports, des échanges, de la distribution des biens de consommation et dans les cas de nécessité, également à l'organisation de la production[11]. »

Très discret au sujet des problèmes qui touchaient à la protection du travail, le gouvernement restait dans la lignée du précédent qui n'avait guère agi ; sa principale innovation avait été la loi du 23 avril instituant les « comités d'usine » ; mais ce n'était en réalité que la reconnaissance d'un fait accompli. C'étaient toujours les « comités d'usine » ou les soviets qui avaient négocié les termes des accords entre ouvriers et patrons ; le gouvernement ne s'était pas opposé à cette procédure, recommandée par le soviet de Petrograd. Le 23 avril, la Chambre centrale de conciliation fixa un salaire minimum de cinq roubles pour les hommes et de quatre roubles pour les femmes : mais le gouvernement ne garantit pas l'application de cet accord[12].

Le patronat interpréta très justement cette passivité, et fit appel à l'Etat ; il demanda au gouvernement de bien faire savoir « que tant qu'il n'aurait pas promulgué de nouvelles lois, les anciennes restaient en application ». N'était-ce pas significatif qu'en dépit des demandes réitérées de la classe ouvrière, le gouvernement ne promulguât aucune loi sur les huit heures[13] ?

Partisan de la procédure d'arbitrage, Skobelev, ministre du Travail, fit une loi qui régulariserait la pratique des « comités de conciliation » entre patrons et ouvriers et en généraliserait l'usage. Il institua également un « comité de travail », à composition paritaire, qui faciliterait la conclusion d'accords entre les représentants du patronat et ceux de la classe ouvrière. Auerbah, membre de cette commission au titre des patrons, a laissé un témoignage sur le déroulement de ces entretiens sous la présidence du ministre :

> « Grâce à leur vaste érudition, les délégués des ouvriers appuyaient leurs arguments avec des références prises dans les lois et coutumes de tous les pays, avec des résolutions de congrès, etc. Les rapports qui précédaient l'élaboration des projets de loi avaient été soigneusement préparés. Il est évident que tout avait été pensé à l'avance et mis au point. Nos ennemis avoués, les membres de la fraction ouvrière du comité, étaient armés jusqu'aux dents. Quand, à la première réunion, nous fûmes ensevelis sous les citations, les exemples, les formules et ce sans effort… il semblait que nous étions vaincus avant même que la bataille ait commencé. »

Auerbah rapporte ensuite comment le patronat réussit à surmonter sa panique et à tenir tête aux délégués ouvriers :

> « Tous les projets introduits par les délégués exigeaient des dépenses considérables pour le Trésor. Les patrons commencèrent à démontrer combien chaque conquête de la révolution pouvait coûter au pays ; leurs calculs provoquèrent, à leur tour, la panique parmi leurs adversaires… Même sur des questions aussi peu contestables que l'assurance maladie, l'allocation vieillesse, nous nous contentions de hausser les épaules en demandant comment procéder, à l'échelle de tout le pays, sans causer une perturbation dans toute l'économie »[14]

Ainsi les employeurs essayaient de gagner du temps, arguant de leurs difficultés financières et de leur incapacité à satisfaire les exigences des

travailleurs ; ils acceptaient seulement de nommer des « commissions » qui étudieraient les propositions des ouvriers. « Victoires stériles », note Auerbah après coup : quelques mois plus tard, les bolcheviks allaient trouver ces projets de réforme sociale tout élaborés et l'opinion jugea qu'à la différence des « conciliateurs », ils avaient agi avec célérité. Les ministres socialistes déploraient qu'en manifestant une telle mauvaise volonté, les bourgeois « fassent le jeu du bolchevisme ».

À dire vrai, les ministres socialistes comptaient surtout sur l'instauration du *contrôle d'État* qui permettait de nationaliser la production et la distribution, d'accroître les disponibilités des classes dirigeantes et la capacité du pays. Les ministres socialistes n'ayant pas réussi à faire entendre raison au patronat sur le plan social, la prise en charge de l'économie par l'Etat s'affirmait plus urgente que jamais. La guerre avait révélé les faiblesses de l'économie russe. Il fallait y remédier : nul doute que la nation tout entière y trouverait son compte. Le 16 mai, le soviet rappelait qu'il exigeait du gouvernement un contrôle « immédiat, total et systématique » sur l'économie. Il préconisait l'instauration de monopoles pour le blé, la viande, le sel, les cuirs, et le contrôle de l'Etat sur l'extraction du charbon, du pétrole et des institutions de crédit, également sur la production des métaux, du sucre, du papier. Il recommandait l'établissement d'un blocage des prix. La bourgeoisie jugeait qu'on était en pleine utopie : « Ne vous attendez pas à ce que nous nous pénétrions de vos humeurs démocratiques ou que nous ayons foi en votre phraséologie », déclarèrent les industriels de la Russie du Sud. Skobelev, ministre socialiste du Travail, les rassura aussitôt :

> « Quand nous parlons de l'intervention décisive de l'Etat dans la production pour la réglementer et la contrôler, il ne s'agit ni de socialiser la production ni d'introduire le socialisme étatique, mais d'introduire ce minimum de mesures que la vie économique du pays exige et qui ont déjà été introduites en Angleterre »[15]

C'était bien ce qu'avait compris Konovalov, ministre de l'Industrie et du Commerce, quand il avait signé la déclaration du 5 mai. Il avait lui-même évoqué, en avril, la nécessité d'un contrôle gouvernemental. Les comités qu'ils avaient en vue devaient aider à la coordination de la production industrielle, ces organismes d'Etat ayant pour objet de centraliser et répartir les commandes… Une partie des chefs d'entreprise était favorable à un tel

projet car il jouerait en faveur des industriels qui étaient en bons termes avec l'équipe ministérielle au pouvoir. En concession à l'esprit de la révolution, Konovalov prévoyait alors que ces comités seraient ouverts « à tous », et pas seulement aux patrons et au gouvernement[16]. Il prévoyait également une limitation des bénéfices de guerre et des salaires. Il eut aussitôt à lutter contre les partis d'extrême-gauche et les patrons. Les premiers jugeaient qu'on était en pleine illusion, les seconds refusaient de comprendre, ce qu'avait pourtant clairement expliqué Stepanov, « que c'était par le contrôle de l'Etat que la libre entreprise serait la mieux défendue », puisque l'Etat était depuis Février entre les mains de la bourgeoisie et s'efforçait de résister aux assauts de ceux qui préconisaient l'instauration immédiate du socialisme. Quand il démissionna faute d'avoir abouti, Konovalov blâma « les exigences exagérées des travailleurs » et les rendit responsables de son départ ; puisque les milieux soviétiques n'étaient pas capables de freiner l'action révolutionnaire, il préférait « passer la main » et laisser la voie libre à une expérience socialiste. Au soviet, on en fut atterré. Konovalov pratiquait la politique du pire, néanmoins mencheviks et S.R. rejetèrent aussi sur Lénine une part de la responsabilité de ce départ.

En fait, le patronat jugeait illusoire l'espérance d'un accord avec le soviet. Les uns estimaient qu'une expérience socialiste conduirait à un tel chaos que plus tôt elle se produirait, mieux valait. La majorité recommandait l'intransigeance. Konovalov parti, le gouvernement ne jugea pas opportun de publier le rapport de son successeur Stepanov ; Konovalov avait jugé irréalisable le « contrôle d'Etat » que les hommes du soviet voulaient imposer à l'industrie ; Stepanov déclara le 8 juin, « que le passage au socialisme était pour l'instant impossible » ; « cependant, ajoutait-il, l'Etat peut créer des monopoles, sinon industriels, du moins commerciaux ».

Cela ne ressemblait en rien à ce que les socialistes entendaient par le contrôle d'Etat : Stepanov reprenait une idée de Pal'činskij, qui avait montré la nécessité de créer des organismes où les fabricants seraient représentés et qui auraient pour rôle de rationaliser la production. Déjà, pour les commandes destinées à la défense, il fallait passer par les trusts Prodamet et Krovlja, et pour le matériel de chemin de fer, par Prodvagon ; Stepanov voulait généraliser le principe et Nekrassov coordonner l'activité des sociétés de chemin de fer et celle des féculeries, déjà groupées en un

cartel qui assurait 75 % de la production nationale. Somme toute, comme l'observe Volobuev, le gouvernement provisoire « donnait un caractère légal à ces associations d'intérêts privés puisqu'il les couvrait de l'autorité de l'Etat[17] ».

Néanmoins, la plupart des producteurs furent hostiles à ce projet : ils y voyaient une étape vers la nationalisation puisque les socialistes du gouvernement y étaient favorables. D'autres craignaient que ces mesures n'aboutissent à une limitation des bénéfices, que le projet ne transforme les industriels en salariés, ou que le processus de concentration ne favorise ensuite leur socialisation. Il y eut bien quelques essais de rationaliser la production dans la féculerie, mais rien d'important n'en résulta[18]. En outre, ce qui fut fait n'avait rien à voir avec le contrôle auquel pensait le soviet. On en resta ainsi au stade des déclarations de principe et aux protestations. Au congrès des soviets, fin juin, Grohman continuait à demander que l'on « brise l'opposition des industriels à l'intervention gouvernementale ».

Si rien n'aboutit, ou presque, dans le contrôle de la production, quelques mesures furent prises pour améliorer la distribution. Il est vrai que le patronat pouvait y être favorable lorsque la rationalisation des ventes l'aidait à se procurer du charbon et des matières premières : tel fut le cas des fabricants de machines-outils[19]. Le gouvernement agit avec plus de vigueur pour assurer une bonne distribution des textiles, qui constituaient le principal produit d'échange dans les campagnes. Si l'on voulait que les paysans livrent les produits de la campagne, les tissus ne devaient pas leur faire défaut. Sous la pression du besoin et stimulé par Pešekhonov, ministre du Ravitaillement, le gouvernement réorganisa la répartition des stocks de coton et de laine[20]. Producteurs et grossistes furent contre le projet et les grossistes gardèrent finalement la haute main sur 50 % de ces stocks ; le reste fut vendu à un prix taxé, égal à la moitié du prix « libre ». La constitution de ce monopole d'Etat permit une rationalisation des ventes, mais déjà, la presse modérée parlait de la « décapitation de l'industrie du coton et de la liquidation des entreprises commerciales ». Dans les cuirs, également, un monopole de ventes fut instauré malgré la résistance des producteurs, mais faute de crédits distribués à temps, le comité chargé d'organiser le monopole ne put agir[21]. On instaura le monopole d'Etat sur les cuirs et sur le sucre ; ces mesures avaient pour objet de consolider le monopole du blé et la politique pratiquée à l'égard des campagnes[22].

Le gouvernement de la révolution n'avait pas de *politique financière* bien définie[23]. Il entendait, sans doute, combattre l'inflation, accroître les recettes de l'Etat et mieux contrôler ses dépenses, mais il n'avait en vue aucun plan d'ensemble, et selon l'accoutumée, il confia à une commission le soin d'étudier les modalités d'une réforme des finances publiques. En attendant il donnait des assurances à tous les créanciers de l'Etat, russes et étrangers, promettant de tenir les contrats et d'honorer la signature du régime défunt.

Pour faire face aux exigences immédiates du Trésor, les milieux d'affaires acceptèrent le principe d'une limitation de leurs super-bénéfices, Cetverikov, un industriel de Moscou, fut nommé président de cette commission qui comprit Tret'jakov. Mais le projet n'aboutit pas. Le gouvernement espérait beaucoup plus de l'« Emprunt de la liberté ». Cet emprunt de la confiance avait pour objet de résoudre les premières difficultés de trésorerie du nouvel Etat, de prouver qu'il avait derrière lui toutes les forces vives du pays : il en découlerait que les Alliés pourraient à leur tour lui apporter une aide financière. Fin avril, le soviet avait accepté d'aider au succès de l'emprunt ; cela avait donné lieu à bien des discussions. On parla même d'un marchandage, l'accord ayant été conclu au moment de la chute de Miljukov. L'emprunt de la liberté ne donna que des résultats assez faibles, car toute une partie de la haute bourgeoisie refusa de souscrire. « Honte, écrivait *Den'*, le plus modéré des journaux socialistes ; sur la première liste du ministre, la grosse bourgeoisie brille par son absence ; il y a les déserteurs du front, il y a aussi ceux de l'arrière[24]. » Effectivement, à Moscou, les magnats du textile, tous réunis, avaient souscrit 43 millions de roubles ; petite somme en regard des 10 millions de roubles que le banquier sucrier Jarosinskij offrit à lui seul ; l'emprunt ne rapporta que quelques centaines de millions de roubles, alors que Tereščenko en espérait 3 ou 4 milliards et que, selon Tugan-Baranovskij, une quinzaine de milliards de roubles étaient alors disponibles[25].

La bourgeoisie déclarait qu'elle entendait pratiquer la politique du « sacrifice égal », ce qui signifiait qu'elle accepterait de souscrire plus largement et de faire des sacrifices financiers en limitant ses bénéfices uniquement si la classe ouvrière acceptait, de son côté, de réduire ses exigences et cessait sa campagne en faveur de la réévaluation des salaires. La déclaration du 5 mai accrut son irritation, car elle visait directement les magnats et les profiteurs de guerre. (Voir le texte en annexe p. 531.)

Successeur de Terešcenko aux Finances, Šingarev se heurta au « mur d'argent » : les souscriptions à l'emprunt de la liberté diminuèrent, les banques commencèrent à ruiner les finances du pays en favorisant l'évasion des capitaux. Une baisse spectaculaire du rouble suivit, avec ses conséquences sur les possibilités d'emprunt à l'étranger. Il fallut accroître les émissions de papier, et la circulation fiduciaire passa de 10 à 13 milliards de roubles en quatre mois[26].

Les ministres bourgeois étaient pris entre deux feux : d'un côté, leurs collègues socialistes et le soviet les poussaient à prendre des mesures contre les déserteurs de l'arrière ; de l'autre, tout en souhaitant que leurs amis banquiers s'associent à leurs difficultés, ils comprenaient « que les capitalistes ne donneraient rien tant que régnerait l'anarchie ». « La faible rentrée des impôts, l'échec de l'emprunt de la liberté, la liquidation des avoirs en Russie et l'acquisition de biens à l'étranger sont les signes de la panique monétaire qui règne à Petrograd », écrivait le consul américain Winship à son gouvernement[27]

Comme l'intransigeance et l'hostilité des milieux d'affaires allaient croissant, que la pression des milieux du soviet était de plus en plus vive, le gouvernement décida de prendre des mesures de coercition contre les capitaux récalcitrants. La première solution envisagée fut l'emprunt forcé. Proposée en premier lieu, semble-t-il, par Pešekhonov, elle eut plusieurs avocats au soviet[28]. Toutefois, Šingarev jugea inopportune une mesure qui tuerait la poule aux œufs d'or : le projet de Hensel promettait une rentrée de 10 milliards de roubles. Il ne fut pas rejeté, mais on en remit l'application à une date ultérieure[29].

L'interdiction de transférer des capitaux fut la première mesure effective prise contre les possédants. La réforme de l'impôt n'avançait pas : tout se passait comme si le gouvernement attendait le ralliement des hommes d'affaires à sa politique de collaboration de classes, à un régime qui était encore sous leur contrôle. Mais les classes privilégiées restaient sourdes aux appels de Šingarev[30]. Skobelev stigmatisa publiquement leur attitude. Le conflit avec le gouvernement coïncidant avec la montée du mouvement des « comités d'usine », il déclara que les patrons n'avaient plus qu'une chance de rester maîtres de leurs entreprises : en abandonnant leurs bénéfices à l'Etat. D'accord pour une fois, Plekhanov et Lénine condamnèrent cette déclaration démagogique[31]. Mais elle laissa des traces. On connut mieux les profits de guerre des industriels et une vague de colère monta contre

l'« égoïsme » des possédants[32]. Pour les protéger, Šingarev rédigea une circulaire interdisant le contrôle des activités bancaires pour les « organisations sociales ». Il voulait empêcher la violation du secret commercial[33]. Dans l'atmosphère de guerre civile des journées de juin, il comprit la nécessité de faire des concessions à l'opinion : la loi du 12 juin 1917 frappa durement les revenus de l'année 1917, tandis que la taxe sur les profits de guerre des années 1916-1917 atteignait dans certains cas 90 % des bénéfices. Cette loi était plus draconienne en apparence qu'en réalité : elle touchait les bénéfices, pas le capital, ne prévoyait pas la création d'un organisme de contrôle ; surtout, en donnant aux intéressés un long délai de paiement (jusqu'au 1er avril 1918) elle leur permettait de trouver les moyens d'échapper au règlement effectif du montant prévu en procédant à des émissions et opérations bancaires[34]. Les milieux industriels et financiers n'en protestèrent pas moins furieusement contre la loi du 12 juin : Pal'cinskij et Bublikov l'attaquèrent au « comité spécial à la défense ». Pour la faire abroger ils expliquèrent, en partant d'un point de vue patriotique et pratique en même temps, qu'en portant un coup aussi sévère aux industriels qui procuraient les armes nécessaires à la défense de la patrie, le gouvernement mettait une entrave inadmissible à la fabrication du matériel nécessaire à la réussite de l'offensive et le général Polivalov appuya leur déclaration[35].

LES DÉBUTS DE LA GUERRE SOCIALE : LE MOUVEMENT « DES COMITÉS D'USINE »

Le gouvernement de la coalition n'avait pas atteint les deux principaux objectifs qu'il s'était fixés : l'instauration du « contrôle d'Etat » et la mise sur pied d'une politique financière démocratique. Les ministres socialistes s'étaient battus pour rien. Mais ils n'y gagnèrent aucun crédit car cela n'intéressait pas la classe ouvrière : elle n'avait pas une seule fois manifesté en faveur du contrôle d'Etat ou d'une plus juste fiscalité. Par contre, le gouvernement n'avait pris aucune mesure législative pour satisfaire ses aspirations sur la question des huit heures, ou pour résoudre quelques-uns de ses conflits avec les employeurs[a], aussi le mouvement des grèves reprit-il avec une légère pointe antigouvernementale.

	Mars	*Avril*	*Mai*	*Juin*
Nombre de gouvernements dans lesquels il n'y eut	16	11	6	1

pas de grèves (sur 75)				
Nombre de grèves (12 à 15 gouvernements dont Moscou et point Petrograd[37])	141	231	298	402

Le grand élan se prit en mai : la classe ouvrière retrouvait alors la tradition de 1905, interrompue par la réaction et la guerre. Les journées de Février n'avaient pas été son affaire à elle seule, mais celle de la Russie tout entière ; maintenant il en allait autrement, ces grèves appartenaient à la classe ouvrière, à elle seule. En février, les travailleurs avaient manifesté pour exprimer un mécontentement lié à des circonstances particulières : la pénurie, la hausse des prix, la dureté de la vie, l'horreur de la guerre. Ces raisons étaient encore valables, mais les grèves embrassaient maintenant un horizon plus vaste, mal délimité, mais on le découvrirait en avançant.

Le patronat contre-attaqua aussitôt par le lock-out : quelques entreprises ralentirent leur activité et firent valoir les difficultés d'approvisionnement qui auraient pu justifier la mise à pied de travailleurs ; d'autres fermèrent. Reste à déterminer si la pénurie de matières premières n'était pas un prétexte et si on ne voulait pas déclencher une action destinée à faire réfléchir le prolétariat, et l'amener à résipiscence ? D'après les bordereaux de paye de 70 usines ayant procédé à des licenciements entre avril et octobre, une cinquantaine de patrons expliquèrent cette mesure par les difficultés d'approvisionnement, tandis qu'une vingtaine les attribuaient aux revendications de la classe ouvrière. Mais si on se reporte à une enquête de la *Torgovo promyšlennaja gazeta* datant du printemps, époque à laquelle la bourgeoisie avait une foi absolue en sa force, les proportions sont inversées : il apparaît que, dès la fin d'avril, 75 usines avaient déjà fermé leurs portes à Petrograd : 54 pour briser la pression ouvrière et révolutionnaire et 21 à cause des difficultés d'approvisionnement[38]. De toute façon, les ouvriers conclurent que les lock-out étaient une déclaration de guerre[39]. Dans l'Oural, en particulier, ils se produisaient dès que planait la menace d'un « contrôle ouvrier[40] ». Une déclaration du « comité des industriels » fixant leurs exigences en six points les confirma dans cette opinion :

> 1. Pleins pouvoirs au gouvernement ; mais pas de mesures de sa part qui troublent l'application des lois.
> 2. Tout essai, même partiel, de réalisation des principes socialistes est nuisible. L'immixtion des ouvriers dans la direction des entreprises

conduit à l'anarchie.
3. Les rapports capital-travail doivent être réglés par des tribunaux mixtes.
4. Impossibilité d'augmenter les salaires.
5. Si le gouvernement ne comprend pas ces positions, il faudra envisager des lock-out, « malgré la meilleure volonté des propriétaires d'usines ».
6. Quelques fermetures sont déjà inévitables[41]

Ainsi, le lock-out n'avait pas pour origine les difficultés d'approvisionnement ; il n'était plus même dû à l'initiative individuelle d'un patron, comme au printemps, mais il répondait à un plan d'ensemble élaboré dès l'été en Ukraine, à Moscou et dans l'Oural, par des « comités » d'industriels. En mai et juin, chaque jour on apprend de nouvelles fermetures d'usines. *Den'* n'est pas dupe ; le 17 juin, il écrit :

> « Si dans quelques cas les fermetures sont motivées par le manque de matières premières, dans beaucoup d'autres cas elles ont pour but d'intimider ouvriers et gouvernement provisoire. »

Les usines fermaient maintenant par série, obéissant à des mots d'ordre : toutes les précautions juridiques étaient prises pour que les ouvriers ne puissent réclamer d'indemnité ; comme les raisons alléguées pour justifier la mesure relevaient de l'incurie gouvernementale – pénurie de combustible, etc. – on s'en remettait à l'Etat pour qu'il s'occupe des chômeurs. On était loin de la sécurité de l'emploi et de l'augmentation des salaires tant attendues.

Dans *Delo Naroda,* Victor Černov stigmatisa ce complot qu'il assimila à du « bolchevisme bourgeois » :

> Dans cette conspiration contre la nation, les industriels ne restent pas en arrière… Regardez ce statut élaboré par le *conseil de la société des industriels* : ses membres s'interdisent d'introduire dans leur entreprise aucune nouvelle mesure sans l'assentiment du conseil ; ils s'engagent à s'y soumettre et à verser, en garantie, 25 roubles par ouvrier employé. Ce n'est pas une société d'industriels : c'est une société de Carbonari bourgeois avec discipline de fer. C'est la manifestation d'un ordre des templiers des chevaliers de l'industrie. C'est du « bolchevisme » bourgeois[42].

Individuellement les ministres socialistes condamnaient le lock-out tout en le qualifiant de bolchevisme bourgeois. Collectivement les membres du gouvernement ne firent rien contre les fauteurs. Le 20 juin, le soviet intervint et fixa les étroites conditions qui légitimaient le lock-out. Ce fut une mesure de défense, sans rapport avec l'humeur de la classe ouvrière, qui trouva dans les comités d'usine une institution plus apte à animer un combat offensif contre le patronat.

LES COMITÉS D'USINE

Une des principales revendications de la classe ouvrière était de voir reconnue et élargie la compétence des comités d'usine. Leur rôle était de défendre les droits des travailleurs, d'aider à l'amélioration de leur condition matérielle et morale. Ils les représentaient et leur fonction était de traiter d'égal à égal avec le patron. À l'échelon de l'entreprise, ils géreraient leurs intérêts et les défendraient face à la direction, de même qu'à l'échelle nationale les chambres de conciliation régleraient les conflits à l'intérieur de chaque branche de la production. Une loi réglementa la position des comités d'usine ; elle précisait les modalités d'élection et indiquait leurs pouvoirs ; mais elle s'écartait sur un point du vœu habituellement exprimé, la liberté laissée à chaque travailleur de ne pas passer par le « comité » s'il préférait défendre lui-même ses intérêts face à la direction. Pour le reste, la loi du 23 avril correspondait assez exactement aux revendications des travailleurs : elle prévoyait notamment que les membres des « comités » ne pouvaient être mis à pied par la direction sans accord préalable.

En fait, les ouvriers n'avaient pas attendu la promulgation de cette loi pour organiser des « comités d'entreprise » que les documents mentionnent. Dès le mois d'avril ils apparaissent fréquemment. Selon le cas, ils présentent directement à l'administration de l'usine les revendications des ouvriers ou suscitent l'intervention du soviet local. De toute façon, il semble que dans chaque grande entreprise coexistent la section syndicale, le soviet de l'usine, ou ses délégués au soviet de la ville, et le comité d'usine. Celui-ci est le plus entreprenant et se substitue au soviet, qui traitait des problèmes de haute politique, ou au syndicat dont les membres devaient toujours référer à l'échelon national avant d'agir ; le comité défendait les intérêts directs des travailleurs[b].

Les comités s'étaient peu manifestés en mars et avril parce que pendant cette période le patronat avait consenti à conclure un certain nombre d'accords avec les soviets sur la reprise du travail, les 8 heures et quelques augmentations de salaire. Mais, dès avril, jouant sur la position « conciliatrice » du gouvernement et du soviet, le patronat raidit son attitude. Alors les « comités d'usine » intervinrent de façon révolutionnaire. En avril-mai ils avaient exigé de contrôler les livres de compte de l'entreprise pour vérifier si la direction était bien dans l'impossibilité de verser une augmentation aux travailleurs. On apprit, ainsi, qu'une importante firme de locomotives, dont la direction prétendait ne pas pouvoir octroyer une augmentation d'un montant annuel total de 36 000 roubles, avait fait, l'année précédente, 2 millions et demi de roubles de bénéfices…

Comme le patronat prenait des dispositions pour faire pression sur les ouvriers et déclarait ne pouvoir faire tourner régulièrement l'entreprise, les comités exigèrent – deuxième étape – de vérifier si l'usine ne pouvait plus fonctionner normalement. Le comité institua alors son contrôle sur la gestion de l'entreprise. Quelquefois, le patron ayant déjà fermé l'usine, le comité entreprit de la gérer. Stigmatisant le sabotage de l'économie par le patronat, les travailleurs allaient-ils prendre en charge l'économie du pays ?

« Les relations économiques normales sont abolies », constatait *Reč* au milieu du mois de mai. Effectivement, les comités demandaient à assurer la gestion des entreprises de toute la Russie – troisième étape –, et à leur tour, comme le patronat l'avait fait avant eux, ils passaient des « communiqués » dans lesquels ils plaçaient leur action sous le signe de l'intérêt public :

> « Les comités des ouvriers et des employés de l'usine *Dynamo*, constatant la totale incurie et la mauvaise gestion de l'administration responsable de l'usine, ont remarqué des tentatives de la fermer et d'en faire retomber la responsabilité sur les épaules des travailleurs. *Considérant que la fermeture d'usine au moment actuel porte un coup direct à la défense du pays*[c] et accroît la désintégration économique, ils réunissent toutes leurs forces pour prévenir une interruption du travail et renforcer la production ; ils portent ces faits à la connaissance de la commission d'instruction (…) Sur ces bases, ouvriers et employés de l'usine jugent indispensable d'effectuer au plus vite un large contrôle sur les activités de l'usine et sur les actes de ses dirigeants responsables[43]. »

Les comités pouvaient s'installer en gestionnaires, et cela se produisit dans un certain nombre d'entreprises de la capitale. Mais ils s'aperçurent rapidement qu'un comité isolé était impuissant, car les classes dirigeantes réagissaient : elles arrêtaient les commandes ou les livraisons de matières premières. La compétence et l'autorité des comités grandissaient néanmoins. À cette date, où ils n'avaient agi qu'en ordre dispersé, ils apparaissaient déjà au patronat comme l'institution la plus dangereuse pour l'ordre capitaliste. Au moment où les patrons commençaient à voir une sauvegarde dans le « contrôle d'Etat », les « comités d'usine » franchirent un pas et coordonnèrent leur action à l'échelle régionale puis à l'échelle nationale. Petrograd fut à l'avant-garde, une fois de plus, et, dès la fin du mois de mai, on réunissait une conférence des Comités d'usine de la capitale. Plus de 300 000 ouvriers étaient représentés par 499 délégués mandatés par 367 entreprises : chiffre considérable si l'on rappelle qu'il y avait en tout 670 entreprises travaillant pour la défense et groupant 305 000 ouvriers ; il ne manquait que les représentants de 131 usines. Les syndicats, les organisations sociales avaient mandaté 69 délégués ; les délégués des entreprises métallurgiques avaient presque, à eux seuls, la majorité absolue et représentaient plus de deux tiers des ouvriers présents. Pour la plupart, ils professaient maintenant des opinions bolcheviks[44].

À l'origine, le bureau s'était placé dans une perspective strictement antipatronale : V. M. Levin, son délégué, sans parti, présenta ainsi la situation dans l'industrie :

> « Le mouvement ouvrier en Russie a franchi les anciennes limites de l'action des travailleurs ; il est entré dans une nouvelle voie. Les comités d'usine, actuellement, sont *forcés,* " nolens volens ", d'intervenir dans la vie économique des entreprises parce qu'autrement elles auraient cessé de fonctionner. Toutes les usines de Petrograd connaissent actuellement une crise de combustible. Mais l'administration ne fait rien pour y remédier. Aussi les travailleurs sont-ils menacés de famine comme chômeurs. Il leur revient de montrer de l'initiative là où les chefs d'entreprise n'en montrent pas. Et seule peut y parvenir une organisation qui réunira les comités d'usine[45]. »

C'est ainsi que l'idée d'une nouvelle forme de « contrôle ouvrier » fit son chemin : S. M. Schwarz note justement qu'elle restait sans danger réel pour

le patronat car il gardait la propriété éminente de l'entreprise. Ce contrôle ne modifiait pas la nature des rapports de production ; il visait seulement à garantir aux travailleurs un salaire et des conditions de vie décents. En un sens, il cherchait à assurer la survie de l'entreprise, bien qu'elle fût capitaliste[46].

L'hostilité des patrons à un projet semblable se comprend : il portait atteinte à leur monopole de gestion. Mais les mencheviks s'y déclarèrent également hostiles : Skobelev expliqua aux membres de la conférence qu'une gestion sans contrôle gouvernemental resterait une fiction ; il fut soutenu à sa gauche par Avilov, de la *Novaja Žizn'*. La vérité est que les mencheviks craignaient surtout que leur « contrôle d'Etat » perde toute efficacité s'il était contrebalancé par un contrôle à la base et par une fédération de comités tous aux mains des bolcheviks. Ils allaient contre le courant : au nom des bolcheviks, Zinov'ev fit aisément triompher les thèses léninistes sur le contrôle ouvrier. Sa motion constatait la décomposition totale de l'économie et critiquait la voie adoptée par le gouvernement pour résoudre la crise économique :

> « Ce n'est pas par la voie bureaucratique, c'est-à-dire par la création d'institutions où prédominent capitalistes et fonctionnaires, ni en retenant les bénéfices des capitalistes, ni en sauvegardant leurs pleins pouvoirs sur la production ou la toute-puissance financière qu'on pourra trouver le moyen d'éviter la catastrophe. Le sauvetage du pays exige que l'on fasse la plus totale confiance aux travailleurs, non par des mots mais par des actes.
> Il ne faut ni exiger, ni attendre de ces organismes des mesures révolutionnaires…
> La voie du salut se trouve seulement dans l'instauration d'un contrôle ouvrier effectif sur la production et la distribution des produits. Pour qu'un tel contrôle s'établisse il fallait :
> 1. Que dans tous les organismes au centre soit garanti aux institutions ouvrières (syndicats soviets, comités d'usine) au moins deux tiers des voix.
> 2. Que les comités de fabrique et d'usine et les syndicats aient le droit de participer au contrôle de chaque entreprise, qu'ils puissent consulter les livres de compte et les opérations bancaires.

Reconnu dans quelques cas, ce contrôle doit être étendu et systématisé. »

Cette motion recommandait également l'introduction du service du travail, la création d'une milice ouvrière et déclarait, enfin, que la mise en application de toutes ces mesures ne serait possible que lorsque « tout le pouvoir appartiendrait aux soviets ». Elle fut votée par 335 voix contre 86 voix à la motion čerevanine ; le dernier paragraphe fut approuvé par 290 voix contre 131. Un comité central des comités d'usine, à majorité bolchevik, fut alors élu[47].

Ces décisions avaient l'avantage d'aller dans le sens des aspirations de la classe ouvrière : elles resserraient encore la solidarité entre le parti bolchevik et les ouvriers en déconsidérant le menchevisme et les ministres socialistes, « solidaires des intérêts de la bourgeoisie ». Surtout, l'adoption de la résolution bolchevik affaiblit l'ordre « capitaliste » en sapant à la base les rapports de production. En fait, la prise de position des bolcheviks était purement d'ordre tactique ; une fois maîtres du bureau, ils ne firent plus guère intervenir le Conseil dans la lutte proprement économique et ils ne l'utilisèrent que dans le combat politique. Ils disposaient désormais de points d'appui qui leur permettaient de contrôler la direction du mouvement ouvrier. Aussi, à la Convention des comités d'usine, ils se firent les apôtres de l'indépendance du mouvement, soutenue par Levin, alors que les mencheviks défendaient les prérogatives des syndicats et s'y déclaraient hostiles. Un peu plus tard, devenus les maîtres du Conseil, ils mirent ce projet en veilleuse : on était à la mi-juin, ils étaient devenus les maître du syndicat avant de dominer le soviet de Petrograd lui-même[48] et l'« indépendance » du mouvement des « comités d'usine » ne présentait plus d'intérêt pour les bolcheviks.

Le gouvernement et ses ministres mencheviks montrèrent plus d'énergie dans la lutte contre le contrôle ouvrier qu'ils n'en avaient eu contre le patronat. Stepanov au gouvernement, Grinevič au congrès des syndicats le condamnèrent tout autant[49]. Fin juin, Skobelev lança un appel retentissant contre l'action des comités d'usine : il eut pour seul effet de briser net le reste de confiance que les ouvriers pouvaient avoir en leur ministre[50]. Des décisions plus graves avaient précédé. Dès le début de mai, Savine, ministre suppléant, avait projeté de faire fermer les usines dans lesquelles les ouvriers prétendraient exercer un contrôle. En juin, il qualifia de « peu

désirable » un accord conclu aux usines Sljussarenko, où deux ouvriers devaient siéger au conseil de direction ; Savine considéra que cette mesure constituerait un précédent. À son tour, Skobelev décida que les commissions mixtes ne devaient pas intervenir dans la gestion des entreprises ; lors du conflit des cuirs, il se prononça également contre l'ingérence des comités d'usine. Lorsque ceux-ci refusèrent de se dissoudre, le gouvernement stoppa les commandes auprès de l'usine qu'ils contrôlaient, ou suspendit son approvisonnement en matières premières, agissant à la manière du patronat ; dans les cas les plus graves, le gouvernement procéda au séquestre, tout en se déclarant opposé au principe d'une pareille mesure si son application était généralisée. C'est ainsi qu'on procéda au séquestre des usines Brenner, puis à celui des usines Gužon – que la direction avait décidé de fermer en dépit d'une décision contraire de la « commission d'arbitrage ». Trois mois plus tôt, une telle décision gouvernementale eût été saluée comme une victoire de la révolution contre les fauteurs de lock-out ; survenant à un moment où les comités d'usine confisquaient les entreprises menacées de fermeture par le patronat, le séquestre apparut comme une mesure conservatoire qui brisait l'élan conquérant de la classe ouvrière[51] (début juillet 1917).

5. DANS LES CAMPAGNES : PREMIERS DÉSORDRES

Dans la capitale, le gouvernement et l'opinion n'avaient d'yeux que pour la montée du bolchevisme, les luttes de faction, la guerre, ou les conflits entre ouvriers et patrons. Ils ne soupçonnaient pas l'importance du mouvement plus lent qui se déclenchait dans les campagnes et chez les allogènes. Au printemps, le mouvement paysan débutait, prenant tout juste conscience de ses aspirations. Les nationalités poursuivaient leur action avec plus de vigueur mais personne ne s'en souciait. Le problème national comme la question agraire figuraient bien au centre des préoccupations théoriques ou tactiques des révolutionnaires, mais ces questions leur semblaient trop délicates pour qu'ils les résolvent et ils laissaient à la Constituante le soin de leur trouver une solution. Ils ne tenaient aucun compte de l'impatience des uns ou des exigences des autres, leur attention se portant alors sur d'autres problèmes. Aussi les milieux les plus variés réagirent avec irritation aux initiatives inattendues ou intempestives venues de tous les côtés. À long terme, cet aveuglement allait conduire à l'éclatement de l'Etat russe, à l'effondrement de son économie : ces événements, joints à la crise politique et morale, allaient entre juin et novembre emporter l'ancien régime économique et social[52].

L'ACTION DES PAYSANS

L'idéal des campagnes s'était exprimé avec force dès les premiers jours de la révolution[d]. Les moujiks voulaient devenir propriétaires s'ils ne l'étaient pas encore, enclore leur part à l'imitation des mieux lotis, l'accroître aux dépens des domaines non cultivés ou insuffisamment mis en valeur. Ils ne voulaient plus travailler pour autrui et entendaient être maîtres chez eux. S'ils cultivaient les fermes des pomeščiki, ils attendaient de la révolution une baisse du loyer de la terre, une utilisation plus équitable des forêts et des pâturages, et faisaient confiance aux comités locaux pour opérer une redistribution de la richesse qui permette à chacun de développer ses ressources selon ses possibilités et de ne laisser la terre qu'à ceux qui la travaillent.

L’impatience de la paysannerie s’explique suffisamment par l’attente et par tout un passé de douleur. Comme les provinces les plus ouvertes au commerce voyaient petit à petit se développer une bourgeoisie paysanne de plus en plus aisée, que celle-ci naissait à son tour dans les provinces centrales, le sort de cette minorité combla d’envie tout le reste de la paysannerie. Les réformes de Stolypine n’avaient pas seulement eu pour effet de faire naître une bourgeoisie rurale et d’orienter vers la propriété privée les aspirations des moujiks : elles avaient également désintégré la communauté villageoise et, avec elle, la solidarité des liens familiaux. Cette décomposition ne fut pas sans conséquences. Chacun, utilisant sa liberté comme il l’entendait, se mit à œuvrer pour lui-même : pendant les quatre premiers mois de 1917, on compte autant d’actes isolés que d’actions collectives contre l’ancien ordre.

Faute d’avoir reçu par décret toute la terre en partage, la paysannerie se mit en mouvement dès le mois de mars[53]. Assez lente à démarrer, il lui fallut quatre mois pour atteindre à son plein épanouissement ; mais telle fut sa violence pendant l’été 1917 qu’il emporta le régime né dans l’allégresse de Février.

Les moujiks commencèrent par s’approprier les terres inoccupées ou celles qui étaient en friche ; ils saisirent en outre les coupes de bois ou les meules de foin qu’ils avaient constitué eux-mêmes, les jugeant de bonne prise ; ils se saisirent du matériel qui appartenait au pomeščiki puisque c’était eux qui s’en servaient. Le compte des violations de l’ordre établi a été tenu avec soin :

	Mars –	*Avril* –	*Mai* –	*Juin* –	*Total* –
Occupations de propriétés	2	51	59	136	248
Coupes d’arbres et vols de bois	34	18	19	71	220
Saisies de foin	–	1	11	280	292
Vol de matériel	?	10	7	71	88
Divers et total[54]	57	174	236	577	1057

Les moujiks procédèrent également à un certain nombre d’arrestations. Dans la région de Penza, ils mirent fin aux procédés vexatoires d’un koulak des environs, un exemple parmi d’autres :

> « Il nous tenait sous le joug depuis de longues années ; refusait de propos délibéré de nous céder des terres de parcours, à n’importe quel

prix, si bien qu'étant obligés de passer dessus, il nous faisait payer des amendes…
« Il refusait de nous vendre des terres et les cédait aux koulaks des environs et pas à nous qui les lui demandions. Depuis des dizaines d'années, nous n'avions à boire que l'eau pourrie de ses usines ; déjà à cause de cela il y avait eu des désordres en 1905 et on avait condamné nos frères à des peines de prison. Bakuline, monarchiste et réactionnaire est membre de l'*Union du peuple russe :* il serait périlleux qu'il reste en liberté[55]. »

Parallèlement, des comités de villages, ou de volost', s'organisaient et se préparaient à donner satisfaction aux aspirations immédiates de la paysannerie, à légaliser les premières mesures prises collectivement. Les dispositions adoptées par les assemblées des délégués-paysans de la province de Samara ou de Rjazan sont de ce point de vue très intéressantes. Il était entendu qu'elles étaient adoptées à titre temporaire, la détermination du mode de possession du sol étant réservée à la Constituante. Toutes les transactions sur les terres devaient cesser immédiatement et notamment le passage d'une terre de l'obščina à un « otrubnik ». Tout devait être fait pour accroître les emblavures et pour que le matériel soit utilisé avec la plus grande efficacité possible : ainsi, il était prévu qu'on obligerait les grands propriétaires à ensemencer le maximum de terres, que les pâturages et les terres non cultivées seraient placés sous le contrôle de comités ou d'associations, qu'on paierait un loyer égal aux taux de 1914, plus 75 %, mais pas au-delà. Par souci d'équité, de nombreuses garanties étaient accordées à ceux qui cultivaient la terre d'autrui depuis plus de dix ans ; il était prévu qu'à l'échelon des volost's on créerait de nouveaux tribunaux d'arbitrage, dont les arrêts auraient force de loi jusqu'à ce que l'assemblée constituante ait institué un nouveau régime agraire[56].

Les pomeščciki réagirent aussitôt : stigmatisant les actes individuels, ils voulaient en référer aux institutions traditionnelles et firent appel au gouvernement provisoire pour qu'il prenne des mesures contre l'extension de l'anarchie dans les campagnes. Souvent, les gros propriétaires interrompaient les ensemencements, imitant les industriels qui procédaient à des lock-out. Ils procédaient même à des ventes fictives auprès de ressortissants étrangers, ce qui mettait les paysans en fureur[57]. Un rapport du

vice-président du gouvernement de Saratov établit les responsabilités de chacun :

> « Il n'y a ni jacquerie, ni meurtres, ni pillages de domaines. Seulement de la part de quelques isolés, confiscation des armes d'anciens hauts fonctionnaires destitués. Quelquefois, des intendants ont été remplacés ou arrêtés et mis à la disposition du comité de la volost'. Plus souvent des prisonniers de guerre ont été affectés à des tenures paysannes. Les comités de volost'ont la confiance des paysans. Ils font des décrets et déterminent la part des terres des pomeščiki à mettre en culture ; ils réévaluent le loyer de la terre et on soumet la nouvelle estimation au propriétaire, de même pour le matériel et les semences. Ici et là, il arrive qu'on utilise les chevaux des pomeščiki pour les gros travaux… Fréquemment les conflits sont aggravés par leur faute quand ils refusent de voir dans les comités de volost'l'autorité populaire légale, légitimée par la révolution[58] »

Les grands propriétaires refusaient de baisser le loyer de la terre ; les paysans de Povarov, dans l'uezd de Perejas-lavskij, s'en plaignirent au soviet de Moscou : « Notre propriétaire nous fait attendre des heures et des heures et puis il nous dit qu'il n'y a rien à faire[59]. » Ailleurs un directeur des forêts prévient le commissaire du gouvernement que les paysans sont furieux que les forêts domaniales ne leur aient pas encore été distribuées, car ils ont appris qu'on a déjà procédé ailleurs au partage des grands domaines[60].

Au début d'avril, les paysans de Tver adressaient au gouvernement un message où perçait leur amertume. « La terre continue à être régie par les anciennes lois : aussi bien les domaines que les apanages et les terres appartenant aux couvents. Le peuple a perdu toute confiance dans le nouveau gouvernement. »

> « On nous dit que nous avons donné le plus cher de nous-même, nos fils, pour sauver la patrie. Il y a jusqu'à six hommes d'une même famille dans l'armée active. L'ancien gouvernement nous a pris nos chevaux, nos vaches ; on les a abattus et la viande a pourri, personne n'en a profité. Nos enfants ne doivent pas poser les armes tant que la terre n'aura pas été donnée, jusqu'à la dernière parcelle, au peuple travailleur, tant que nous n'aurons pas pu sauver la terre russe de la

famine. Qu'on nous laisse cultiver de nouvelles terres et, dans cinq à dix ans, le pays s'enrichira au point que la Russie en sera méconnaissable. On a du blé à ne plus savoir où le mettre puisque le gouvernement nous a interdit depuis plus de deux ans de le vendre ; on pourrait nourrir tout le gouvernement de Tver, et Petrograd aussi, pendant cinq mois. Mais personne ne nous achète nos grains qui pourrissent. Envoyez-nous des acheteurs et avec plaisir nous vendrons. Nous avons aussi pas mal de pommes de terre[61]. »

LA RÉPONSE DU NOUVEAU RÉGIME

Dans un premier mouvement, le gouvernement avait refusé d'envoyer les troupes réclamées par les propriétaires terriens. Le 4 avril il se décida, probablement parce que le nombre des propriétaires saisis avait monté brutalement, passant de 9 en mars à 51 en avril. Il craignit que la population ne procède au partage des terres avant que l'assemblée constituante ait établi les modalités de la réforme agraire. Or, ce furent précisément les appels répétés du gouvernement qui irritèrent la paysannerie. Elle aurait souhaité qu'il légiférât sans attendre. Le gouvernement se décida bien à nationaliser les apanages impériaux et les terres de cabinet, mais aussitôt il précisa qu'il ne fallait point s'en saisir tant que la réforme agraire n'aurait pas été promulguée. En avril, le gouvernement envisagea de prendre un certain nombre de mesures, satisfaisantes sans doute, mais toutes conservatoires : les transactions sur les terres étaient dorénavant suspendues, les réformes de Stolypine interrompues ; localement les terres passaient provisoirement sous la juridiction de « Comités terriens ». Mais leur composition rappelait celle du comité sur le monopole du blé et prêtait le flanc à la critique. Aussi les mesures qu'ils pouvaient prendre étaient-elles équivoques et les moujiks se demandaient si elles visaient les propriétaires ou bien les paysans.

La question agraire était d'une telle importance que le gouvernement aurait voulu que les réformes à venir ne fussent pas remises en question. Suivant l'usage, une grande loi institua d'abord des « comités de la terre » à l'échelon local, régional et national ; une fois de plus, leur composition suscitait des réserves[62]. Ce qui était grave surtout, c'est que la première session ne put se tenir que le 19 mai et il y fut seulement décidé que la tâche du comité national consisterait à rassembler des informations, à proposer

une législation, à aider à un arbitrage provisoire partout où des conflits avaient surgi.

À cette date, de nombreux comités agraires s'étaient constitués spontanément et à divers échelons. Leur composition n'était pas conforme aux normes prévues par la loi et on pouvait douter que les initiatives prises à l'échelon local soient entérinées par l'échelon supérieur. À ces sources de conflit, s'ajoutait un désaccord profond entre ceux qui voulaient laisser agir les institutions révolutionnaires locales et ceux qui préconisaient une action coordonnée, émanant du comité central. Des collectivités entières, comme les cosaques du Don, n'admettaient pas la légitimité d'une réforme agraire qui les concernerait. À plusieurs reprises, ils rappelèrent qu'ils avaient acquis leurs terres par les armes et qu'il n'était pas question de les rétrocéder : sur ce point, leur motion du 15 juin 1917 était explicite[63]. Quand le comité central terrien se réunit, les discussions sur la question agraire avaient repris depuis longtemps. Les prises de position des différentes catégories de ruraux-paysans pauvres, koulaks, pomeščiki, cosaques, étaient fermes ; on pouvait douter des chances d'un accord, plus encore de son application.

Lorsque les partis politiques réunirent leurs assises, on savait depuis longtemps l'amplitude du mouvement qui animait les campagnes. Tandis que, localement, s'exerçait en sens inverse la pression des petits paysans et des pomeščiki, à la ville les partis retrouvaient leurs anciennes querelles. Toutefois on ne s'opposait plus autant sur la nature des réformes, mais plutôt sur l'attitude à adopter en face des initiatives du mouvement paysan[64].

Ainsi le programme des Cadets adopté en mai 1917 se rapprochait de celui des socialistes-révolutionnaires au point que le Pr. Trubeckoj et I. Flinkel accusaient les dirigeants du parti d'agir avec la même démagogie que leurs adversaires. Effectivement, les Cadets voulaient interdire la mise en location des terres et ils condamnaient la suppression forcée de l'obščcina[65]… Ils envisageaient même de doter gratuitement les paysans sans terres avec les surplus de ceux dont les propriétés dépasseraient la « norme » ; il resterait à la fixer. Finalement, cette proposition d'Efimovi ? fut repoussée, mais il y eut 33 délégués pour l'approuver contre 74 et une trentaine d'abstentions. À défaut de l'aliénation gratuite (l'Etat se chargerait d'indemniser les expropriés), le congrès du parti se ralliait à une formule du rachat obligatoire moyennant dédommagement. Les terres aliénées dépendraient d'un fonds d'Etat qui les distribuerait. On pensait surmonter

tous les obstacles en imposant une taxe progressive sur la terre. Seule une petite minorité de Cadets continuait à défendre le droit à l'inégalité[66]. On ne l'écouta plus. Différence avec le programme des S.R., toutefois, ces propositions n'étaient valables que dans les régions où la norme minima n'était pas atteinte par la population locale. Ailleurs, on pourrait posséder plus : Efimovi ? et Gronskij se prononcèrent en faveur d'une aliénation obligatoire de toutes les terres dont l'étendue dépassait la norme, mais ils ne furent pas suivis[67].

Les S.R. continuaient à prôner l'égalitarisme ; au congrès des soviets paysans où Avksentev fut élu à la présidence, ils préconisaient désormais la nationalisation sans remboursement, et suivant des principes d'égalité[68]. Černov entendait confier à l'obščina ressuscitée l'administration de la terre. Pour atteindre à une parfaite équité, il analysait les principes qui devaient présider à l'évaluation de la « norme » : il fallait délimiter soigneusement les disponibilités, classer les terroirs en fonction de leur nature, faire l'inventaire des demandes, satisfaire les besoins, calculer la meilleure utilisation du reste[69]. Toutefois, les S.R. étaient très sensibles aux « droits » des communautés, notamment des cosaques, qui défendraient chèrement leurs privilèges[70]. « Seule une minorité des cosaques comprend qu'en se comportant ainsi, ils s'isolent de la population », déplorait la *Delo Naroda*[71].

Alors que les mencheviks n'apportaient pas d'éléments nouveaux à la discussion, les bolcheviks adoptaient une position qui allait à l'opposé de celles des partis majoritaires : Lénine préconisait, comme naguère, la saisie de toutes les terres sans indemnité, – s'abstenant toujours de préciser l'usage qui en serait fait – ; surtout, il encourageait les paysans à agir sans attendre, leur demandant seulement de le faire dans le cadre des comités agraires locaux[72]. On ne peut dire si cette intervention au congrès paysan, le 22 mai, eut le moindre écho dans les campagnes. À Petrograd, elle mit la majorité en fureur : « Si Lénine n'existait pas, s'écriait Lieber au soviet, la bourgeoisie l'aurait inventé[73]. »

En effet, le comité central agraire s'était prononcé en faveur d'une solution pan-russe de la question ; les décisions prises à l'échelon local n'avaient qu'une valeur provisoire, les « comités » locaux seraient placés sous l'égide d'un organisme central[74]. Le ministre de l'Agriculture, Černov, patronnait ainsi une politique qui donnait aux paysans le sentiment que l'on contrôlait leurs activités alors que les bolcheviks les encourageaient à agir. Le ministre s'était d'ailleurs prononcé formellement « contre toutes saisies

et toutes violences illégales ». Il répétait : « Notre slogan c'est la terre par la Constituante[75] » Il agissait en accord avec le comité central terrien et avec le congrès des soviets paysans : il espérait que le cadastre serait rapidement mis au point, et les normes calculées de telle façon que la productivité et l'équité soient conciliées. Le gouvernement provisoire ne s'en opposait pas moins à toutes les mesures que Černov voulait prendre pour marquer sa sollicitude envers les paysans. Il fut ainsi mis en minorité quand il voulut interdire les transactions sur le sol, et son collègue à la Justice, Perevercev, précisa explicitement qu'elles restaient légales.černov ne put, non plus, faire promulguer une loi qui laissait aux villages le droit d'utiliser les prairies ; il ne put pas même offrir aux paysans la liberté de pêcher là où les droits étaient « réservés » à des sociétés privées. Au conseil, il était en conflit permanent avec Pešekhonov, qui avait sur la question agraire des vues diamétralement opposées, et avec ses autres collègues qui jugeaient son comportement démagogique. Ainsi, deux mois après son entrée au ministère, Černov n'avait réussi qu'à faire abolir les réformes de Stolypine. Comme aucune loi ne donnait l'impression que quelque chose allait changer, la paysannerie commença à agir par elle-même. En juin, elle saisit les réserves de foin, puis son action déborda la zone des troubles et gagna la Russie centrale[76].

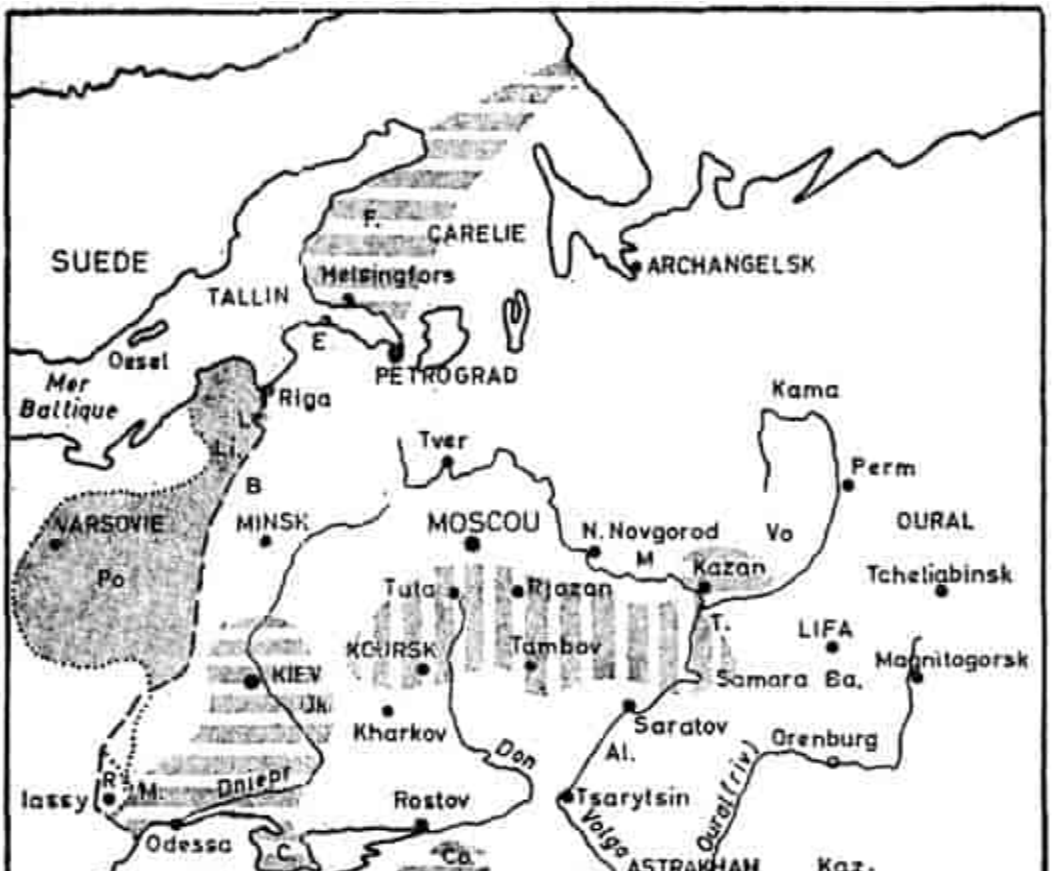
Les autres ministres n'avaient pas seulement des vues différentes de celles de Černov ; leurs fonctions les conduisaient à envisager la question agraire sous un autre angle ; ils avaient à cœur de rétablir les circuits économiques. Selon Pešekhonov, le malaise des campagnes tenait à ce qu'elles n'obtenaient pas le salaire de leur travail ; si l'on bloquait encore un peu le jeu des transactions, on suscitait l'inquiétude des paysans propriétaires, aggravant le mal au lieu de le guérir. Šingarev signalait au congrès du ravitaillement, le 21 mai, que ce n'était pas le blé qui manquait, confirmant ainsi les propos évoqués plus haut. « Il y a du grain dans toutes les provinces », déclarait-il. Néanmoins le blé circulait mal en dépit de l'instauration du monopole. Selon Pešekhonov, cela tenait à la mauvaise répartition des « comités de ravitaillement » : où il y avait pénurie, il y avait des « comités », mais non où régnait l'abondance, parce que les paysans n'avaient pas ressenti le besoin d'en constituer. Les récoltes s'entassaient donc, à leur grand mécontentement. Si on voulait les acheter, rien ne dit que les paysans livreraient les denrées alimentaires, car ils voulaient pouvoir

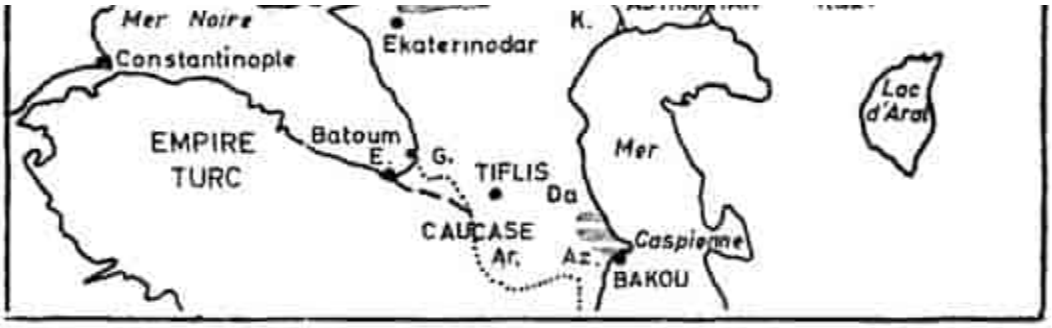
acquérir des produits de la ville ; comme la production diminuait dans les villes, les campagnes risquaient de ne plus rien livrer[77].

Les adversaires des réformes n'étaient pas étrangers à ce marasme. Faute de personnel qualifié, il avait fallu utiliser les bons offices des banques pour que le monopole du blé fonctionnât. Derrière elles, marchands et boursiers firent la loi ; ils répugnaient à livrer le blé au prix fixé. Les inventaires de stocks suscitaient la méfiance des propriétaires qui cachaient leur blé et le thésaurisaient. En juillet, ces inventaires n'étaient établis que dans quelques gouvernements. D'après une enquête du soviet de Moscou portant sur seize gouvernements, les prix fixés par la loi étaient pratiqués effectivement dans deux gouvernements seulement[78].

La paysannerie manifesta sa colère en étendant le champ de ses déprédations : les comités locaux furent peu à peu débordés par les paysans pauvres, plus souvent par les soldats, qui donnèrent un nouvel élan aux manifestations des paysans. La campagne russe commençait à sombrer dans le désordre, ajoutant une menace nouvelle aux périls de la guerre, de la lutte des classes dans les villes, de la révolte des nationalités.

LA RUSSIE D'EUROPE ENTRE MARS ET JUILLET 1917





Territoires occupés par les armées des puissances centrales en mars 1917.

Troubles de caractère national entre mars et juillet 1917.

Troubles agraires entre avril et juillet 1917.

Situation du front en mars 1917.

Frontières.

Al. : Allemands de la Volga
Ar. : Arménie
Az. : Azerbaidjan
B. : Belorussie
Ba. : Baškirie
C. : Crimée
Co. : Cosaques
Da. : Daghestan
E. : Erzerum
E. (sur la mer Noire)
E. : Estonie
F. : Finlande
G. : Géorgie
K. : Kirghiz
Kaz. : Kazakhstan
Le. : Lettonie
Li. : Lituanie
M. : Moldavie
M. : Mari
M. (sur Volga)
Po. : Pologne
R. : Partie de la Roumanie non occupée par les Puissances Centrales
T. : Tatars
Uk. : Ukraine
Vo. : Votjaks

L’effet immédiat fut de rendre plus irritable la population des grandes villes qui, quatre mois après la chute du tsar, se nourrissait plus mal qu’en février. Parallèlement, les prix reprenaient leur marche ascendante en accord avec les lois les plus intraitables de l’économie de marché ; ils avaient monté de 112 % en moyenne, alors que les salaires n’avaient augmenté que de 53 %[79]. Dans son *mémorandum* du 8 juin 1917, V. Stepanov dressait un tableau tragique de l’économie russe : « Les conditions désespérées des transports paralysés par les grèves et lock-out des mines de charbon, la hausse des prix, l’épuisement des stocks de matières premières, la pénurie alimentaire, et enfin l’acuité de la lutte entre le travail et le capital, transforment le conflit des intérêts des groupes en un chaos économique[80]. » Dans le sud de la Russie, sur 48 hauts fourneaux, 33 seulement étaient en service à la date du 23 juin. La situation était la même dans les fours Martin. Le nombre des locomotives utilisables diminuait. Il n’y avait plus que pour dix jours de combustibles et les chemins de fer s’emparaient de celui qui était réservé à la consommation. C’était une vraie débâcle et la catastrophe approchait[81].

6. LA RÉVOLUTION RUSSE ET LES NATIONALITÉS[82]

Entre février et juillet, le mouvement national s'était développé, certes, d'un bout à l'autre du monde russe. Mais pendant longtemps, ses échos ne parvinrent à Petrograd qu'en ce qui concerne l'Ukraine et la Finlande. Sans doute, au congrès K.D., fin mars, l'intervention du Tatar Maksudov souleva-t-elle un tollé (il stigmatisait l'impérialisme russe et ses attaques contre l'Islam turc) mais on n'en mesura pas la portée[83]. Pas plus qu'on ne se préoccupa du premier congrès pan-musulman de Kazan, le 1er mai, ou des événements de Lettonie. Quant aux mesures prises au Turkestan, elles participaient à la reprise en main d'une situation troublée par les montagnards, et l'amnistie qu'on leur offrit ressemblait fort à un *aman.* Nulle autorité, à Petrograd, n'envisagea alors ce problème colonial sous l'angle de la question des nationalités. Il en fut de même, d'ailleurs, à l'origine, pour l'Ukraine : à Petrograd, raconte Černov, on ne se souciait absolument pas de la *Rada* constituée le 2 mars, on n'avait d'yeux que pour le soviet de Kiev et pour ses exigences de la paix immédiate[84]. Un peu partout, d'ailleurs, dans les soviets constitués presque exclusivement de Russes, on abordait toutes sortes de problèmes, mais pas celui des nationalités ; au soviet de Petrograd, ce fut de justesse, à une voix de majorité, qu'on avait admis un représentant de l'Arménie[85]. Ailleurs, il y avait bien des représentants du *Bund*, des Polonais ou de la Lettonie, mais ; on s'attachait peu aux problèmes nationaux qu'ils pouvaient soulever[86].

Les révolutionnaires de la capitale en étaient d'ailleurs mal informés. Et, pour dire vrai, ils ne s'y intéressèrent guère. Le problème fédéral ne se posait, pour eux, qu'en ce qui concernait les pays baltes, la Géorgie, l'Arménie, voire la Finlande[87]. En juillet, le congrès pan-musulman lançait un appel, notant précisément « que la jeune Russie ne prêtait pas plus d'attention que la vieille aux problèmes des musulmans, et que la presse cherchait à étouffer ce 2e congrès, aussi bien les conservateurs que les libéraux ou les socialistes. Seule une feuille officielle y faisait allusion, et pour dire qu'il fallait sévir[88]. » Au congrès des soviets, en juin, les Estoniens avaient exprimé des doléances du même ordre, qu'on retrouve également en Crimée[89].

Les Russes des pays allogènes ne cessaient pas, d'ailleurs, de mettre en garde l'opinion publique contre l'activité des nationalistes, qualifiée de « réactionnaire ». Les groupements non ukrainiens de Kiev (soviet, etc.) condamnaient la *Rada,* en insistant sur sa non-représentativité, argument qui souvent fut repris ailleurs[90]. Le soviet d'Helsing-fors, composé exclusivement de Russes – comme la plupart des soviets, à Kazan, à Tiflis, et dans d'autres villes – soutenait inconditionnellement le gouvernement provisoire contre les « provocateurs » finnois agissant pour le compte de l'Allemagne[91]. À Alma-Ata, le congrès paysan russe proposait, pour « surmonter l'antagonisme national, d'isoler les indigènes, de renforcer les garnisons[92] ». En ce qui concernait le mouvement national, le même type de condamnation se retrouvait de l'extrême-gauche zimmerwaldienne à l'extrême-droite réactionnaire : « Chauvinistes et petits bourgeois, et tout est dit ![93] »

L'attitude des soviets de soldats montre également quel accueil pouvaient recevoir les revendications des allogènes. On sait qu'ils réclamaient la constitution d'une armée nationale ou de régiments séparés. Dès le 20 mars, le soviet de Petrograd en rejetait le principe, l'idée qui l'emportait étant alors la constitution d'une « armée révolutionnaire[94] ». En mai, « au milieu des vociférations », il rejeta la demande des Ukrainiens au cri de « réaction ». Ce n'était pas tout à fait un alibi, car, en demandant la constitution de régiments autonomes, les nationalistes faisaient valoir auprès du gouvernement qu'ils seraient purs d'éléments « bolcheviks »[95]. Il n'empêche que le soviet de Reval (Estonie)[96] celui de Moscou, la garnison russe de Kiev, en particulier, s'opposèrent avec le même ensemble à cette revendication, à laquelle les nationalistes attachaient tant de prix[97]. Le soviet de Petrograd ne fit d'exception que pour les régiments lettons « déjà existants[98] ». Fin mai, il s'opposait encore à la constitution d'une armée polonaise « instrument de la réaction pour étouffer les libertés de la Pologne après sa libération[99] ».

Les partis politiques eurent beaucoup de mal à concilier leur programme avec leur « défensisme », tout en tenant compte des pressions des allogènes comme de celles des Grands-Russes.

La droite et les K.D. s'alarmèrent très vite de l'affaiblissement de l'autorité aux frontières et des aspirations vers le fédéralisme[100] : « Ce n'est que lorsque les parties autonomes de la Russie auront toutes atteint les niveaux de la civilisation russe qu'on pourra envisager la possibilité du

fédéralisme », expliquaient les *Birževye Vedomosty*[101] ; tandis que le *Novoe Vremja* s'inquiétait des revendications concernant les régiments allogènes, s'interrogeant sur les mécanismes d'abandon : « après les troupes, ce sera la politique étrangère[102] ». À la *Russkaja Volja* (droite), comme au *Reč* (E.D.), on faisait valoir que Finnois et Ukrainiens faisaient le jeu des Allemands : aussi fallait-il sévir. Dans l'esprit du K.D., le problème des libertés finnoises et celui d'une attaque allemande étaient étroitement liés[103].

Les différents congrès du parti K.D. permettent de bien observer comment se sont réduites les perspectives de la bourgeoisie à mesure que se multipliaient les désaccords entre les allogènes et le gouvernement russe. Les K.D. avaient toujours été hostiles au fédéralisme qui « affaiblit l'Etat », faisant valoir aux nationalités que ce régime serait une fiction, vu la disproportion qu'il y avait entre la nation grand-russe et celles qui se seraient fédérées à elle. En 1906, ils préconisaient l'autonomie culturelle extra-territoriale, mais ils admettaient que des organes de gouvernement local aient le contrôle des institutions culturelles ; ils admettaient aussi le principe des lois locales. Le rapport Kokoškine du 13 mai 1917 n'évoque plus les lois locales, sauf en matière administrative. Il recommande que la Russie ne soit pas coupée en morceaux mais accepte que l'instruction primaire soit donnée dans la langue locale. En juillet, le rapport Nolde exclut toute autonomie de type territorial car elles aboutirait à l'oppression des nationalités minoritaires (on pense aux Juifs, aux Allemands, aux Russes d'Ukraine). Le rapport préconise de confier au gouvernement central le soin de donner à chaque nationalité ses lois et ses règlements. Il propose la constitution de « Ligues nationales », auxquelles serait garantie la représentation proportionnelle ; elles auraient ainsi leur part dans l'élaboration de cette œuvre législative[104]. On vit combien les K.D. étaient à contre-courant quand, fin juillet, A. M. Manuilov évoqua longuement son œuvre scolaire en Ukraine, naguère, et proposa son projet de réforme de l'orthographe…

L'attitude des socialistes était plus ambiguë. « Défensistes », ils ne pouvaient, comme les K.D., tolérer le moindre affaiblissement d'un Etat dont, en plus, ils avaient la charge. Désormais, ils se voyaient contraints de remettre à plus tard l'application de leurs principes, faisant violence à d'anciens compagnons de route, et solidaires maintenant de la droite monarchiste ! La plupart sous-estimaient à ce point la question nationale qu'au soviet de Petrograd elle n'eut pas droit à une « commission »

particulière. Ils demandaient aux nationalités d'oublier leurs exigences « au nom de la sauvegarde de la révolution », le thème favori de Kerenski.

Les socialistes-révolutionnaires se trouvaient dans la situation la plus délicate puisque, avec Kerenski et Černov, ils étaient au gouvernement et que, précisément, ils avaient toujours été les ardents défenseurs des nationalistes, notamment ukrainiens. Le parti essaya d'abord de ruser : au congrès d'avril, la question nationale fut pratiquement escamotée. En mai, les rapports de Višnjak et černov étaient très attendus puisque l'heure était venue, pour les S.R., de choisir une politique, et de l'appliquer[105]. Višnjak se prononça en faveur d'une constitution fédérale de type helvétique avec exécutif collectif. Un Bundesstaat et non un Staatesbund, explique Radkey. Mais l'autonomie était conçue assez largement puisque l'Ukraine disposerait, par exemple, de ses régiments, de sa monnaie, etc. Les minorités jouiraient d'une autonomie personnelle extra-territoriale. Seule la Pologne serait indépendante. Trois mois plus tôt on eût accepté ces propositions avec enthousiasme. Mais l'ambiguïté de la position des S.R. se révéla d'un coup quand on aborda la question de la représentation des nationalités à la Constituante souveraine : le 6, Černov écrivait dans *Delo Naroda* qu'il ne fallait pas, comme la *Rada* d'Ukraine, régler les questions unilatéralement[106]. Au congrès S.R., sa motion aboutissait néanmoins à ce résultat puisqu'elle rejetait le principe d'une représentation ukrainienne autonome – qui eût discuté avec les Grands-Russes – au profit d'un scrutin proportionnel qui eût fait des Russes, « unilatéralement », les maîtres des destinées des peuples allogènes[107].

Dans la *Rabočaja Gazeta,* les mencheviks firent un sort particulier à la Finlande, préconisant, dès avril, un accord direct entre la *Seim* et l'assemblée constituante. En juin, ils reprochaient au gouvernement sa passivité[108]. Mais, à propos de l'Ukraine, ils se montrèrent intraitables, « car ce mouvement national présentait un caractère nationaliste et réactionnaire où bourgeois et paysans luttaient contre les soviets. D'ailleurs, le fédéralisme trouvait là des alliés chez des réactionnaires du type A. Cholguine[109] ». Les Arméniens et les Juifs étant loyalistes, et le menchevisme bien en place chez les Géorgiens, les sociaux-démocrates défensistes se trouvaient à l'aise pour condamner ce mouvement ukrainien qui leur était complètement étranger.

Au congrès des soviets (en juin) le point de vue des mencheviks fut bien exposé par Lieber et Vojtinskij[110] : « À l'heure où l'on est, expliquait Lieber,

on ne doit pas tellement se mettre d'accord sur une déclaration du droit des peuples, mais lutter pour la sauvegarde de ces droits ; parler d'autodétermination ne signifie rien tant qu'on n'a pas trouvé des garanties à la vie en commun des nations. » Ce qui signifiait qu'il fallait d'abord lutter ensemble pour vaincre les empires centraux adversaires de la liberté des peuples ; puis, dans le cadre d'une Europe libérée de la menace de l'impérialisme allemand, discuter alors de cette construction fondée sur le principe du droit des peuples. Pour que les nationalités ne puissent pas imaginer, toutefois, que ces perspectives théoriques servent d'alibi au chauvinisme grand-russien, Vojtinskij demandait que le congrès adoptât « le principe général accordant à chaque nation une large autonomie ». Mais les mencheviks « s'opposaient à toute tentative séparée de régler la question nationale, comme cela se produisait au congrès petit-russien », car seule une assemblée constituante pourrait régler cette difficile question.

À la gauche du menchevisme, des hommes comme Martov, Natanson et le groupe de la *Novaja Žizn'* tenaient un langage plus radical. Ils jugeaient que la formule du droit des peuples était vague et seulement capable de justifier des annexions. Ils estimaient que, de l'Ukraine au Caucase, toute expression de la volonté populaire n'était que duperie, tant que ne régnerait pas un véritable régime démocratique : en cela, ils rejoignaient un certain nombre de mouvements nationaux, notamment musulmans, qui rejetaient le référendum comme la voie démocratique ou représentative, sans pour autant préciser comment on pourrait accéder à l'indépendance ou à l'autonomie[111]. Mais, sur le fond, ils étaient très proches du parti bolchevik.

Chez les bolcheviks, les thèses de Lénine finirent par l'emporter à la conférence d'avril[112]. Le droit des nationalités à la sécession, reconnu, la résolution réclamait une large autonomie régionale (sans préciser pour quelles « nations ») et rejetait catégoriquement l'autonomie culturelle nationale[113]. Ce texte tenait compte, toutefois, du point de vue des bolcheviks luxembourgistes, qui, derrière Pjatakov et, à un degré moindre, Staline, estimaient qu'il était hérétique de ne pas subordonner le problème des nationalités à la lutte pour la révolution prolétarienne. Kamenev, en mai, Kollontaï, au congrès des soviets (en juin), précisèrent ensuite à quelles nations pensait le parti bolchevik : la Finlande, la Pologne, l'Arménie, l'Ukraine et le Turkestan. Violents dans leur condamnation de la politique du gouvernement provisoire[114], les bolcheviks étaient moins précis dès qu'il s'agissait d'indiquer *quand et comment* il fallait faire passer les résolutions

dans les faits : pour la Finlande, ils préconisaient, dès le mois de mars, un accord entre les représentants des deux pays[115]. Et pour les autres ? En ce qui concerne les délais, deux indications semblent signifier que les bolcheviks rejetaient à la paix l'application du droit à la sécession. Mais ce n'était pas déclaré explicitement[116]. Quoi qu'il en soit, deux traits sont frappants :

– La distorsion entre les thèses qui triomphaient au congrès et l'attitude des bolcheviks en provenance des pays allogènes. Ceux-ci, le plus souvent, avaient condamné le caractère réactionnaire et petit-bourgeois des manifestations nationalistes, en Ukraine, à Kazan[117], les considérant comme un obstacle à la progression de la révolution. Ils finirent par se rallier aux thèses de Lénine.

– La surprise des autres socialistes devant ce « retournement » de la position bolchevik, tant il est vrai que jusqu'au congrès d'avril Lénine était à peu près seul à défendre cette thèse du droit à la sécession qui avait triomphé[118].

V. Černov a regretté, plus tard, que la pression des nationalités, « qui eût pu être une grande force constructrice, fût transformée en une force destructrice ». Jusqu'à la fin de juin, il n'en a tenu qu'à lui et à ses amis, qui ont laissé passer cette occasion. Les bolcheviks, par contre, ont su la saisir : dorénavant, c'est eux qui draineront les forces des nationalités.

Au soviet de Petrograd toutes ces incertitudes se reflétaient. Le 25 avril, cependant, il s'était prononcé en faveur de l'autonomie nationale culturelle des minorités[119], ce qui était très en deçà des vœux des nationalités. Au congrès des soviets, toutefois, à la mi-juin, plusieurs circonstances contribuèrent à un certain « gauchissement » des positions. D'abord, ce fut la proclamation du premier *Universal*, à Kiev, le 10 juin[120] : réactionnaire ou non, le nationalisme ukrainien apparaissait comme une force avec qui il fallait compter. Ensuite, la prise de position des bolcheviks, surprenante de réalisme politique, et qui remettait tout en question ; le cortège des partis sociaux-démocrates affiliés (letton, lituanien, etc.) qui s'y ralliaient, s'ajoutant à celui des organisations nationalistes, modifia très sensiblement le rapport des forces, précisément à un moment où une épreuve de force se préparait entre le régime de Février et tous ses adversaires. Au congrès, la majorité des orateurs critiqua la politique du gouvernement provisoire qui n'arrivait pas à suivre la marche de la révolution. La résolution finale

traduit bien toutes ces contradictions entre les positions affirmées la veille et les nécessités de la lutte politique qui exigeaient qu'on ne s'aliénât point les nationalités[121]. Ses considérants exprimaient très exactement le cadre menchevik : la question nationale devait se situer dans une perspective révolutionnaire. Le premier impératif était la sauvegarde de cette révolution pour que puissent être garantis les droits que voterait l'assemblée constituante souveraine, c'était le thème de Kerenski. Toutefois – premier gauchissement – « pour renforcer la victoire de la révolution et la cohésion de la démocratie au sein des nationalités la Russie devait immédiatement œuvrer dans le sens d'une administration décentralisée et donner libre cours aux initiatives démocratiques émanant des nationalités. Surtout, nouveauté essentielle, les organisations socialistes unanimes invitaient le gouvernement à reconnaître à tous les peuples le droit à l'autodétermination, jusques et y compris la sécession. La motion invitait également le gouvernement à prendre quelques mesures mineures, d'ordre culturel par exemple. Dans son dernier point, la résolution condamnait, certes, toute solution unilatérale au problème des nationalités avant la Constituante, mais aussi bien les démarches des minorités qui pouvaient faire naître au sein des pays allogènes des querelles qui, finalement, affaiblissaient la Révolution – et ceci visait notamment les Russes d'Ukraine. Sur la Finlande, on observait le même glissement, puisque, s'il était toujours posé que nul règlement définitif ne vaudrait qui n'était pas conclu par la Constituante, c'était sous la forme d'un accord qu'il se ferait. La souveraineté de la *Seim* était ainsi, en quelque sorte, reconnue. Et la motion invitait la démocratie finlandaise à aider au renforcement de la révolution russe qui, seule, pourrait garantir effectivement sa liberté. Sur l'Ukraine, le Soviet promettait à la démocratie révolutionnaire ukrainienne son appui complet, lors des débats à la Constituante. Il invitait à la création d'un organe représentant les différents peuples d'Ukraine et proposait au gouvernement provisoire de s'entendre avec les Ukrainiens pour sa création.

Ainsi, l'opinion, quasi unanime, refusait de donner satisfaction aux nationalités sans y mettre conditions et délais. Volontiers, elle accusait les impatients de se faire les complices de l'ennemi, ou de la contre-révolution. Dès lors, il n'est pas tellement besoin de faire état de la « pression » que les Occidentaux ont pu exercer sur le gouvernement pour expliquer son attitude vis-à-vis des peuples allogènes : elle ne faisait que s'ajouter à celle qui

émanait de la démocratie russe elle-même[122]. Elle ne put la contrarier, tout au plus, que lorsque, au début de l'été, les forces révolutionnaires de la Russie nouvelle cherchèrent, par tactique, à se concilier les nationalités. Mais il est difficile d'apprécier cette influence de l'étranger, qui fut contrebalancée par celle de la conférence de Stockholm où les nationalités purent se faire entendre dans un cadre que la démo cratie russe pouvait difficilement suspecter[123].

Comme à Lausanne, un an plus tôt, la conférence fut envahie par les représentants des nationalités de Russie, surtout Polonais, Baltes, Juifs. Comme il s'agissait d'une conférence pour la paix, réunie sur l'initiative des organisations socialistes, les nationalités essayèrent de placer le débat sur leur propre terrain : un questionnaire fut même rédigé, à adresser à toutes les délégations, qui demandait à chacune s'il y avait incompatibilité entre les objectifs des nationalités et les principes du socialisme. Au point 6, il était demandé « si la guerre devait continuer jusqu'à ce que soit satisfait le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes[124] ». Une délégation géorgienne, ayant à sa tête Tseretheli et Maxhaveli, adressait de son côté un mémoire aux organisations hollando-scandinaves dans lequel elle estimait « qu'il fallait réaliser l'indépendance si on voulait le socialisme, car tant que règne l'oppression, le prolétariat s'allie toujours à la bourgeoisie[125] ». Mais comme la plupart des nationalités opprimées d'Autriche-Hongrie n'avaient pas voulu se rendre à Stockholm[126] et comme chacun recherchait l'amitié des « révolutionnaires russes », les représentants des allogènes de Russie ne rencontrèrent pas une attention particulière de la part des belligérants ou des neutres.

Ce qui facilita également l'inertie, ce fut cette espérance dans laquelle on vivait alors, que les tentatives de paix Uniraient par aboutir, qu'elles soient le fait des diplomates ou de la pression des socialistes sur leur gouvernement ; on réglerait alors tous les problèmes délicats[127]. Et ensuite cette crainte que, puisque chaque nationalité avait des revendications à émettre, toutes ne finissent par faire sécession[128].

Si le gouvernement put accorder aux nationalités un certain nombre de satisfactions dans le domaine culturel, les nécessités de la guerre s'accordaient mal avec les revendications d'ordre militaire qui eussent hâté la désintégration de l'armée impériale. Jusqu'à l'offensive, ministres bourgeois et socialistes furent solidaires pour les rejeter. Kerenski rejoignait ici le soviet et les bolcheviks dans leur méfiance vis-à-vis d'armées dont la

révolution n'aurait peut-être plus le contrôle. Plusieurs fois, le gouvernement interdit la réunion de congrès militaires[129]. Il s'opposa aussi à la constitution d'unités allogènes. En vain, comme on l'a vu, le 18 mai, il laissait pourtant se former un régiment d'Ukrainiens. Faite quelques semaines plus tôt, cette concession eût déchaîné le délire[130], constate černov vingt ans plus tard. Avec un tel retard, elle sembla dérisoire. Restaient les revendications d'ordre politique : jusqu'en juillet, c'est en Ukraine et en Finlande qu'elles s'exprimèrent avec le plus de violence. černov a bien montré que le mouvement national ukrainien avait ses intérêts fixés à la campagne[131]. Sans doute il était animé par des bourgeois et des intellectuels, mais ceux-ci menaient un combat qui coïncidait avec celui de tous ces propriétaires terriens – grands ou petits – qui craignaient qu'une réforme agraire ne mît fin à leur situation privilégiée. Et c'est ce qui imprimait au mouvement ukrainien une force irrésistible. Les sociaux-démocrates – les Russes des cités – n'avaient rien à voir avec ce mouvement. Au soviet, ils le combattaient, tout comme les bourgeois de la capitale, que leurs intérêts avaient portés vers l'industrialisation de la région. Seuls les sociaux-révolutionnaires (Russes et Ukrainiens), localement assez forts, désiraient concilier les désirs de chacun. Ils furent débordés. Dans la capitale, les projets des Ukrainiens disparurent dans les sables d'une administration que contrôlaient les K.D.

En mai 1917, une délégation ukrainienne nommée par la *Rada* arrivait à Petrograd. Les journaux, même socialistes, refusèrent d'accueillir ses motions, et après l'avoir fait patienter trois jours, le bureau du soviet la renvoya au gouvernement.

En fait, ce ne fut que la commission juridique qui la reçut, à la grande amertume des délégués. Voici, point par point, l'accueil qu'elle accorda aux revendications de la *Rada*[132] *:*

1. Reconnaissance du principe de l'autonomie.
Réponse : Le G.P. est incompétent ; seule pourra se prononcer une assemblée constituante.
2. Participation de l'Ukraine à la Conférence de la Paix. *R.* – C'est illégal, l'Ukraine n'étant pas un Etat.
3. La nomination d'un ministre de l'Ukraine à Petrograd.
R. – Impossible, car les limites de l'Ukraine n'ont pas été encore fixées.

4. Formation d’unités militaires ukrainiennes.
R. – Incompétence. Cela dépend du ministère de la Guerre.
5. Ukrainisation de la fonction publique et enseignement de la langue ukrainienne.
R. – À étudier, mais si ce sont les organes locaux de l’administration qui financent.

Simplement le gouvernement fit savoir qu’il était favorable à l’autodétermination nationale culturelle et qu’il était d’accord pour reconnaître la « personnalité » de l’Ukraine. C’était fini.

Des visites aux leaders K.D., populistes, socialistes, etc., ayant convaincu les délégués qu’il n’y avait rien à attendre de la « démocratie russe », ils s’en retournèrent à Kiev[133]. Hruvevskij tirait alors la leçon des événements et faisait proclamer par la *Rada* son premier *universal*, c’est-à-dire sa première loi souveraine (10/23 juin 1917). Il retentit comme un coup de tonnerre à Petrograd, la colère l’emportant sur toute autre considération. Au soviet, toutefois, l’épreuve de force s’annonçant avec les ministres bourgeois, on voulut éviter tout faux pas. On blâmait le gouvernement d’avoir laissé la situation en arriver là. Kerenski tenait à garder le contact avec ses amis ukrainiens et se rendit à Kiev, signant avec la *Rada*, contre l’avis des ministres bourgeois, un protocole qui permettait de sauver la position : le gouvernement provisoire reconnaissait l’existence d’un « secrétariat général » pour l’Ukraine, dont les membres seraient nommés par la *Rada* avec l’accord de Petrograd ; les fonctions de cet organisme seraient fixées immédiatement. La constituante enregistrerait l’accord. Le principe d’un référendum en Ukraine était également admis[134].

Les ministres K.D. démissionnèrent, furieux qu’un accord « définitif » eût été conclu, qui mettait l’Etat russe devant un fait accompli et constituait aussi un dangereux précédent[135].

Les rapports avec la Finlande se situèrent dans un autre contexte. À la *Seim* d’Helsingfors, le bloc socialiste avait la majorité. Aux débuts de la révolution, il se décida solidaire de la Russie nouvelle, l’opinion finnoise regrettant seulement que le manifeste de mars n’eût pas un contenu plus révolutionnaire[136]. Quand il apparut que la révolution de Février endossait en partie la politique du tsarisme, on en souligna le conservatisme.

Vis-à-vis des Finnois, le gouvernement passa alors de la compréhension à la réserve. Lorsque la commission juridique établit que les actes législatifs

de la Finlande, naguère soumis au tsar, étaient maintenant de la compétence du gouvernement provisoire[137], Kerenski lui-même ne protesta pas. Pourtant, le 24 mai, il réservait à la Constituante le soin de décider des rapports futurs entre la Finlande et la Russie[138]. Dans le cas du grand-duché, c'était un recul.

Le gouvernement glissa ensuite à la répression en interdisant certaines exportations en Finlande[139]. Sans doute était-ce en réponse à une décision de la Seim de ne plus payer d'impôts à un gouvernement « qui continuait la guerre ». Il reste que le ton était pris, et qu'aux manifestations des Finnois, le gouvernement réagit plus violemment que les soviets[140]. Ceux-ci avaient envoyé une délégation à Helsingfors. Elle revint « ulcérée » des exigences des Finnois : leur diète préparait le projet de loi prévu en mars sur les nouveaux rapports avec la Russie, mais il n'y était fait allusion ni à la souveraineté de la Russie ni au rôle du gouverneur[141]. Pour éviter toute équivoque Tokoi s'adressa alors à la démocratie russe par-dessus le gouvernement et le bureau du soviet, lui proposant l'aide des socialistes finnois, « si le principe de l'indépendance était seulement admis ». La manœuvre prenait son sens si on la liait à l'évolution constatée au congrès des soviets et si on la situait dans le cadre de la préparation des journées de juillet[142]. De fait, aux *Izvestija*, parut le 30 juin un article favorable aux Finnois. Lorsque éclata l'insurrection de juillet, les S.D. finnois firent passer à la *Seim* un projet de loi qui proclamait l'indépendance *de facto* puisque la déclaration de souveraineté n'aurait pas à être ratifiée par le gouvernement russe : la haine de la Russie était alors telle qu'ils en avaient joué pour attirer à eux quelques députés bourgeois, donnant à leur lutte révolutionnaire la dimension nationale qui en assurait le succès.

Parce que la révolution de Février ne s'était pas montrée assez révolutionnaire, la Finlande avait voulu faire sécession. L'Ukraine, au contraire, avait voulu se séparer d'elle parce qu'elle annonçait Octobre.

1. *Dok. Mai, op. cit.,* 22, p. 270 et suiv.
2. *Utro Rossii* du 22 juin 1917, in *BPP, op. cit.,* 43.
3. Dépêche B.V. du 28 juin, in *BPP.*
4. V. Černov, *op. cit.,* 123, p. 217.
5. *CGAORSSSR,* 3, 1, 324, 144.
6. *Doc. Ker., op. cit.,* 35, II, p. 717.
7. *Ek. Pol., op. cit.,* 24, I, p. 404-405.
8. Ceretelli, *op. cit.,* 127, p. 433, et *BPP* du 23 juin 1917.
9. Dépêche B.V., du 10 mai, in *BPP.*
10. Volobuev, *op. cit.,* 354, p. 19-87.
11. Texte in *Doc. Ker.,* III, p. 1276.
12. *BPP,* du 23 avril 1917.
13. À la suite des usines, les soviets de province, l'un après l'autre, formulèrent cette exigence. Cf. *CGAORSSSR,* 3, 1, dossier 324.
14. Auerbah V. A : « Revoljucionnoe obščestvo po lišnym vospo-minaniam. » *ARR,* XIV, p. 13-14.
15. Cité in Volobuev, p. 65.
16. Sack, *op. cit.,* 254, p. 261.
17. *Ek. Pol., op. cit.,* 24, I, p. 167, et Volobuev, *passim.*
18. À la fin d'avril, la 3e assemblée extraordinaire des représentants de la bourse du commerce et de l'agriculture fit sien un projet de concentration et de coordination de l'exploitation des combustibles solides. *CGAORSSSR,* 3, 1, 314, 215-225.
19. Le 19 avril, Konovalov avait écrit au prince L'vov qu'il espérait que le monopole des *ventes* du charbon libérerait les échanges. *CGAORSSSR,* 3, 1, 324, 109.

20.
Dok. Ker., op. cit., 35, II, 699.

21.
Volobuev, *op. cit.,* 342, p. 169-299.

22.
V. le chapitre 6.

23.
Volobuev, *op. cit.,* 342, p. 300-382.

24.
Den, le 10 mai 1917.

25.
Volobuev, *op. cit.,* 354, p. 318.

26.
Dok. Ker., op. cit., 35, II, p. 509.

27.
Ibid., p. 510.

28.
Edinstvo du 24 mai ; *Pravda* du 16 mai 1917.

29.
Doc. Ker., II, 495..

30.
Dépêche B.V. du 3 juin 1917, in *BPP, op. cit.,* 43.

31.
Edintstvo du 24 mai ; *Pravda* du 16 mai 1917.

32.
Pravda du 30 avril et du 8 juin 1917.

33.
Ek. Pol., op. cit., 24, I, 219.

34.
Volubuev, *op. cit.,* 342, p. 320.

35.
Ek. Pol., op. cit., 24, 1229 et *Doc. Ker., op. cit.,* 35, II, p. 500.

a.
Dans les Transports, Nekrassov essayait bien d'associer les cheminots à la gestion des chemins de fer : on le traita de ministre bolchevik et il ne put aboutir. Skobelev reconnut la liberté de grève, mais le texte ne parut que le 28 juin[36].

36.
Birževija Vedemosty du 3 juin 1917.

37.
Dok., op. cit., 20, p. 592-600 ; *Dok. April, op. cit.,* 21, p. 476-480 ; *Dok. Mai, op. cit.,* 22, p. 294-300 et 324-327.

38.
Cité dans le *BPP*.

39.
CGAORSSSR, 1235, 53, 10, 83-84.

40.
Volobuev. *Voprosy istorii,* 1962, 6.

41.

Dépêche B.V., du 2 juin, in *BPP.*

42.

Delo Naroda, du 23 juin 1917.

b.

Il en allait autrement dans le cas des cheminots, où la raison d'être d'un syndicat national allait de soi.

c.

C'est nous qui soulignons. (M. F.)

43.

Dok. Mai, op. cit., 22, p. 293.

44.

Voir le document 35 en annexe.

45.

Vpered, n° 2, p. 7 et *Doc. Ker.,* II, p. 724.

46.

Doc. Ker., II, p. 724-726.

47.

Ibid et *Dok. Mai, op. cit.,* 22, p. 290-291.

48.

Doc. Ker., op. cit., 35, II, p. 747 et suiv. ; et II, p. 702, etc.

49.

Dépêche B.V., in *BPP* du 21 juin et Volobuev, *op. cit.,* 342, p. 147-169.

50.

Doc. Ker., op. cit., II, p. 713.

51.

Volobuev, *op. cit.,* 354, *passim.*

52.

Kotel'nikov, *op. cit.,* n° 31 auquel on joindra les documents des *op. cit.,* 20-21-22.

d.

Voir le chapitre 4.

53.

Dès le 6 mars dans la région de Kazan, le 15 mars dans le gouvernement de Rjazan, etc. Cf. *GAORSSLo,* 7384, 9, 147, 6 et suivantes. Voir la carte des troubles agraires, p. 420.

54.

Calculs effectués d'après Kotel'nikov, p. 363 et suiv.

55.

Dok., op. cit., 20, p. 674.

56.

Dok., op. cit., 20, p. 693-697, et *op. cit.,* 21, p. 588.

57.

Par exemple dans la région de Kazan, *COAORSSSR,* 3, 1, 314, 127.

58.

Dok., op. cit., 20.

59.

Dok. April, op. cit., 21, p. 587.

60.

Ibid., p. 578.

61. *Ibid.*, p. 581.

62. *Doc. Ker., op. cit.*, 35, II, p. 528-532.

63. *BPP* du 15 juin 1917 et *Doc. Ker.*, II, p. 597.

64. Morohovec, *op. cit.*, 335, p. 142 et suiv.

65. Dépêche B.V. du 12 mai 1917, in *BPP.*

66. Morohovec, *op. cit.*, 335, p. 145 et suiv. et *Doc. Ker., op. cit.*, 35, II, p. 605.

67. Morohovec, p. 150-163.

68. *Doc. Ker.*, II, p. 597.

69. Černov, *op. cit.*, 134, p. 21.

70. Le ton de leurs récriminations diffère de celui des prières adressées par les propriétaires, victimes de saisies ; cf. *CGAORSSSR*, 3, 1, 302, 135 et suiv.

71. *Delo Naroda* du 16 juin 1917.

72. Lénine, XXIV, p. 501-521.

73. Dépêche B.V. du 19 avril 1917, in *BPP.*

74. *Doc. Ker.*, II, p. 544.

75. Černov, *op. cit.* 134 *b*, p. 14 et suiv.

76. Černov, *op. cit.*, 123, p. 233-254.

77. *Izvestija* du 7 juin 1917.

78. Cf. Volobuev, *passim* et, également, une enquête portant sur les gouvernements de Kazan, Sinbirsk, Samara, Ufa. Elle confirme les analyses de Volobuev. *CGAORSSSR*, 3, 1, 361, 62-64.

79. Volobuev, *op. cit.*, 342, p. 404-444.

80. *Ek. Pol., op. cit.*, 24, I, 16 et *Doc. Ker.*, II, p. 671.

81. *Novaja Žizn* du 23 juin 1917. Cette situation de l’économie russe pendant l’été 1917 sera décrite dans un autre volume.

82.

Voir la bibliographie générale sur les nationalités, n[os] 364 et suivants.

83. Von Hedenstom, *Geschichte Russlands*, 1878-1918, Berlin, 1922, p. 320.

84. *Ku., op. cit.,* 25, p. 243 et ?ernov, op. *cit.,* 123, p. 264-289.

85. *Petrogradskij, op. cit.,* 39, p. 224.

86. *Ku.,* p. 205.

87. Plusieurs ouvrages sur le fédéralisme parus en 1917 n'examinent que le cas de ces pays ; cf. A. F. Salikovskij, *Co takoe avtono- mija i federacia* : les ouvrages de Dolgorukov. O. S. Minor, etc.

88. *Neue Orient,* du 25 août 1917, p. 455.

89. Dim., *op. cit.,* 364, p. 100.

90. Vakar, *op. cit.,* 393, p. 97 et suiv.

91. Miljukov, *op. cit.,* 122, p. 142 et dépêche P.T.A. du 23 mai, in *BPP.*

92. Park (A. G.), *op. cit.,* 405, d'après Belotskij.

93. Pilenko, dans les *Večernaja Vremja* du 16 juin (quotidien de droite).

94. *Ku., op. cit.,* 115.

95. Choulguine, *op. cit.,* 392, p. 114-115.

96. Dépêche P.T.A. du 22 mai, in *BPP.*

97. Dépêche B.V. du 19 avril ; le soviet de Moscou s'opposa à la constitution de régiments juifs.

98. Dépêche B.V. du 23 avril ; le 9 mai, la « section militaire » réaffirmait sa position.

99. Cf. Filasiewicz, *op. cit.,* 373, p. 193.

100. *Večernaja Vremja* du 13 juin 1917.

101. *Birževija Vedemost* y du 15 mai 1917.

102. *Novoe Vremja* du 14 juin 1917.

103. *Russkaja Volja* du 30 juin 1917.

104. Voir la presse du 24 juillet et des jours suivants : et Anonyme, *op. cit.,* 143, p. 143.

105.

Dim., *op. cit.*, 349, p. 67. Pour les S.R., voir Radkey, *op. cit.*, et O.S. Minor.

106.

Dim., p. 47.

107.

Delo Naroda du 16 mai 1917.

108.

Dim., p. 48, 94, etc. ; *Den’*du 8 mai : *Rabocaja Gazeta* du 23 juin.

109.

Rabočaja Gazeta du 3 et du 15 juin.

110.

S. M. Dimanštein, *op. cit.*, p. 98 à 116, donne les principaux documents.

111.

Interview de journalistes étrangers, le 7 mai 1917. Le premier numéro de *Novaja Žizn’*(17 avril) préconisait le référendum dans les pays contestés ; le contexte, c’était le traité de paix.

112.

Lénine, t. XXIV, p. 305-306. Voir, plus haut, p. 34 et 166.

113.

Sur la position des bolcheviks, voir les ouvrages de Carr, Pipes et Boersner cités à la bibliographie.

114.

« Rien n’est plus insolent que la politique intransigeante du gouvernement à l’égard de l’Ukraine », écrivait la *Pravda*.

115.

Cf. Šljapnikov, *Semnadcatyj God*, *op. cit.*, 125, tome 3, p. 355359.

116.

« Que chaque peuple décide avec qui il doit aller, quand les troupes se retireront », déclare Lénine au soviet, le 16 avril (dépêche *BPP* ; ce texte ne figure pas dans les *Œuvres complètes*). Kamenev, le 13 mai, évoquant l’abandon, par la Russie, de la Finlande, de la Pologne, du Turkestan, etc., ajoute : « Il faut que toutes les armées évacuent les territoires contestés » (dans la *Pravda*).

117.

Cf. Murhajamov, *Okjabr’national’nyj vopros v Tatarij (1917-1918*), Kazan, Tatknigojzdat, 1958, et l’ouvrage de A. Benningsen et C. Quelquejay, *op. cit.*, 384.

118.

Le 22 mai, encore, au soviet, s’adressant à Luna ?arskij et Kamenev, Kerenski disait : « Les bolcheviks, consciemment ou inconsciemment, ne comprennent pas les Finlandais dans leur idée de séparatisme. » Sans doute était-il mal informé (car Kerenski méprisait assez le congrès) : le jugement n’en était pas moins significatif.

119.

Petrogradskij Sov. Rab. Protok Zaced, *op. cit.*, 29, p. 122-126.

120.

Voir le texte en annexe.

121.

Texte dans Dimanštein, *op. cit.*, p. 114 et 599.

122.

Cf. Sakya Muni in *Annales des Nationalités*, 6/7, 1917, p. 145 et suiv. De fait, les Américains firent pression sur les Finnois. Les Alliés n'avaient évidemment pas intérêt à ce que l'Empire russe se décompose ; ils avaient trop d'intérêts engagés en Ukraine, etc.

123.
Voir p. 359 et suivantes.

124.
Archives Troelstra, Dossier 580.

125.
Archives F. Adler, Dossier 421. Il ne s'agit pas d'I. Ceretelli.

126.
Voir le chapitre 8.

127.
Après les négociations Sixte-Bourbon, il y eut la tentative Armand Roverta, les propositions de l'Allemagne à la Russie, puis l'offre de paix du Saint-Siège. Sur ces questions, cf. P. Renouvin, *La Crise européenne, op. cit.*, 418, p. 475 et suiv.

128.
La pensée socialiste avait fait peu d'efforts, jusque-là, pour analyser le caractère originel de chaque mouvement des nationalités, la nature ou la limite de ses aspirations.

129.
Le 28 mai et le 6 juin, aux Ukrainiens, le 4 juin aux Estoniens, etc.

130.
Černov, *op. cit.*, 123, p. 27.

131.
Černov, *op. cit.*, p. 268 et suiv.

132.
Cf. Reshetar, *op. cit.*, 387, *passim.*

133.
A. Cholguine a raconté sa « mission », accomplie avec Stebniskij, etc., dans *L'Ukraine contre Moscou*, p. 114 et suiv.

134.
Cf. Dimanštein, *op. cit.*, p. 62 et 63 ; dépêche B.V. du 30 juin et du 1er juillet.

135.
Il n'est pas dans le propos de ce volume de nous demander si la question ukrainienne servit ou non de prétexte aux ministres K.D. pour démissionner.

136.
Söderhjelm, *op. cit.*, 381, p. 16.

137.
Le 14 mai, dépêche P.T.A.

138.
Quelques jours ; plus tôt, il déclarait : « Notre générosité ne doit pas être comprise comme une faiblesse et pas seulement par les Allemands. »

139.
Cf. les *Večernee Vremja* du 23 juin 1917 : « Ces mesures assagiront peut-être les éléments finnois, quitte à ce que cela déplaise aux Allemands et aux défaitistes. »

140.
Le gouvernement se contenta de céder au Sénat finnois quelques pouvoirs du tsar.

141.

« Les Finnois ne veulent pas voir qu'une séparation immédiate exposerait la Russie à une attaque de l'impérialisme allemand », écrit la *Rabočaja Gazeta.*

142.

Cf. les déclarations de Urjo Sirola et Karl Wiik, à Stockholm. Dépêche Svenska Telegrambyran, in Archives Adler (le 27 mai 1917).

CHAPITRE IX

LA RÉVOLUTION CONTINUE…

Lorsque le premier congrès des soviets s’ouvrit, au début de juin, il était clair que la coalition avait déjà fait faillite ; seul Kerenski donnait l’impression qu’il atteindrait son objectif : régénérer l’armée et la mener à l’offensive. Mais à la ville comme à la campagne, en Grande-Russie comme chez les nationalités, la politique de conciliation et d’attente avait échoué. L’autorité de l’Etat se désintégrait, l’économie ne fonctionnait plus, l’opinion manifestait sa colère, les dirigeants leur désarroi.

Le spectre de la guerre civile pénétra dans la salle du congrès au moment où la démocratie, au grand complet, paradait, encore sous le coup de sa victoire électorale. Unanime à combattre les menées de la contre-révolution, elle fut divisée, quand il apparut que, derrière les menaces bolcheviks ou anarchistes, la rue manifestait sa solidarité pour les plus extrémistes des révolutionnaires. Fallait-il les frapper sous prétexte que, depuis le retour de Lénine, ils s’étaient placés hors de la grande famille des révolutionnaires ? Ou bien était-ce la république des militants qui, la révolution accomplie, ne représentait plus les volontés de la nation ? Il n’y eut point de débats pour en décider : avec les journées de juin et de juillet, une ère de crises commençait, qui allait emporter le régime.

1. LE DÉSORDRE GAGNE

Tout ce qui représentait l'Etat était rejeté comme une survivance tsariste. En premier lieu, le gouvernement, suspect en tant qu'institution ; on lui opposait le soviet, même si c'étaient des leaders du soviet qui en étaient les ministres. À son tour, chaque ville opposait son propre soviet au soviet de la capitale : en droit, il était son égal, pourquoi ne gérerait-il pas ses propres affaires ? Mais, à son tour, chaque collectivité opposait la « base » au soviet local : effectivement, il y avait toujours des militants prêts à contester les décisions prises la veille. D'une certaine façon, c'était le régime représentatif qui était en cause : la révolution, c'était le gouvernement direct. Lorsque, à l'armée du Sud-Ouest, des débats furent organisés au mois de juin pour décider du régime de la Russie de demain, l'immense majorité des soldats se prononça contre l'élection d'un président de la république. Toute délégation de pouvoirs était marquée d'opprobre, toute autorité insupportable. Ainsi, l'armature de l'Etat volait en éclats. La population n'obtempérait qu'aux ordres qui lui convenaient. Certains soviets, la *Rada* de Kiev, des états-communes, agissaient maintenant comme s'ils étaient souverains : en leur sein, des collectivités entières, à leur tour, se gouvernaient à leur guise.

Tout cela n'allait pas nécessairement contre l'action du gouvernement provisoire. Par contre, « toute mesure prise par le gouvernement contre l'"anarchie" provoquait infailliblement la méfiance du public, alors qu'il tolérait les mêmes mesures si elles étaient prises par les « autorités locales ». Au reste, il y avait peu de chance que ces initiatives correspondent aux instructions du gouvernement[1].

Le mois de juin vit la multiplication de ces actes de rébellion : deux affaires, surtout, eurent un retentissement considérable, celle de Kronstadt et celle de la « villa Durnovo », qui fut le fait des anarchistes ; avec ces deux révoltes, nées en plein foyer de la révolution, ce n'était plus seulement l'autorité du gouvernement provisoire qui était bafouée, on y était habitué, mais celle de l'organe suprême de la révolution : le congrès des soviets.

À *Kronstadt*, les différents organes révolutionnaires nés les premiers jours de mars avaient fini par s'unifier ; au soviet, dominaient maintenant les amis de Trotski et de Lunacarskij, RoŠal'et Raskol'nikov ; ils s'appuyaient sur une majorité consistante, où 100 bolcheviks, 68 sans-parti,

surtout internationalistes, 91 S.R. du centre ou de gauche voisinaient avec 5 minoritaires mencheviks[2]. Aucun accord n'était possible avec le commissaire du gouvernement, le Cadet Pepeljaev ; un conflit d'autorité était dès lors inévitable. Il prit très rapidement un caractère passionnel dès qu'il porta sur le sort à réserver aux officiers de marine incarcérés en mars. Fallait-il les libérer avant de les faire passer en jugement ? Quelle que fût la décision du gouvernement, les marins étaient intraitables ; ils détenaient leurs anciens bourreaux, et, avec une exactitude implacable, leur appliquaient le règlement. Il était hors de question qu'ils fassent confiance à qui que ce soit pour régler cette affaire personnelle ; Pepeljaev finit par donner sa démission ; il avait été impuissant à faire libérer les officiers (mai 1917). Le comité exécutif des soviets examina l'affaire. Il proposa de prendre en main l'administration de la citadelle ; aussitôt le soviet de Kronstadt décida par 210 voix contre 40 qu'il « prenait le pouvoir » ; tant que ne s'était pas tenu le congrès des soviets, celui de Kronstadt était, en droit, l'égal du soviet de Petrograd[3]. Dans son rapport, Anissimov, délégué par Petrograd, déclara un tel comportement « regrettable »… Kronstadt « montrait certes une fidélité inébranlable à la révolution, mais son énergie révolutionnaire était engagée dans une mauvaise voie[4] ». Skobelev et Ceretelli furent chargés d'aller expliquer tout cela au soviet de Kronstadt. Ils furent fraîchement accueillis. Ils expliquèrent que les soviets ne constituaient pas, à eux seuls, le pouvoir ; qu'ils avaient délégué quelques-uns de leurs membres dans un gouvernement de coalition, auquel le soviet de Kronstadt devait comme les autres se soumettre.

> « Et si on refuse, demanda Rošal'?
> – On se comportera avec vous comme avec des insurgés, répondit Ceretelli[5]. »

Le comité du soviet de Kronstadt reconnut le bien-fondé de ces thèses. Mais l'assemblée regimba : ses représentants n'avaient fait qu'exprimer une opinion, aucune résolution n'avait été votée. Alors, au congrès paysan, Ceretelli menaça Kronstadt de ses foudres : « Les procédés de Kronstadt nuisaient à la révolution ; les paysans refuseraient des vivres à la ville si elle ne se ralliait pas aux forces de la démocratie[6] » Cédant à la menace, la ville vota enfin une résolution où l'autorité du gouvernement était reconnue « jusqu'au moment où les soviets prendraient le pouvoir » (24 mai). Mais les officiers de marine restèrent en prison[a].

« Ce que beaucoup appellent *anarchie* n'est que l'expression de la manifestation de la pensée du peuple dans sa forme primitive ; ces événements ne sont que des manifestations inévitables de la révolution », jugeait Nekrassov ; sa façon de voir rejoignait celle de Kamenev et de Lénine. Nekrassov avait préconisé la modération, mais ses collègues socialistes, craignant que Kronstadt ne constitue un précédent, avaient fait triompher la rigueur. Kronstadt ne le leur pardonna pas[7].

À Petrograd même, d'autres incidents avaient éclaté, opposant le gouvernement à des organisations ouvrières, animées souvent par des anarchistes[8]. Ainsi, le 3 juin, ils occupèrent les bâtiments de la *Russkaja Volja*, l'ancien quotidien de Protopopov. Dans un tract, les anarchistes expliquaient qu'en période de révolution, la survie de la *Russkaja Volja* était une provocation permanente : dorénavant, le quotidien appartiendrait au peuple et non plus aux « suppôts du capitalisme allemand et russe ». Le congrès des soviets, saisi de l'affaire par Čkeidze, condamna les anarchistes, en fit arrêter quelques-uns, et rendit les locaux du journal à leurs anciens propriétaires. Il n'y eut que trois voix pour le désapprouver et huit abstentions[9].

L'affaire de la *Villa Durnovo* eut un retentissement plus considérable. Les anarchistes avaient saisi cet hôtel qui avait appartenu à un ministre du tsar. Diverses rumeurs circulaient sur la *Villa Durnovo ;* on assurait, pour le moins, qu'elle recelait les armes que fourbissait la population de Vyborg, prête à tenter l'assaut contre le régime. Perevercev produisit un arrêté d'expulsion qui eut pour seul effet de déclencher une grève dans une trentaines d'usines : mais les occupants n'avaient pas quitté les lieux et il n'y avait nul doute à avoir sur le sens de leurs résolutions. Une commission d'enquête fut nommée et, aussitôt, l'affaire fut portée devant le congrès des soviets : il apparut que, loin d'être un repaire d'anarchistes, la *Villa Durnovo* était seulement une sorte de maison du peuple, où les habitants de Vyborg avaient installé leurs principales organisations syndicales ou corporatives ; dans les jardins jouaient les enfants des ouvriers.

Au congrès des soviets, le rapporteur, Gegeckori, soutenu par Goc, n'en considéra pas moins que force devait rester à la légalité révolutionnaire ; sans quoi, expliqua Perevercev, il n'y aurait plus d'Etat. Cette fois, les bolcheviks et les internationalistes s'insurgèrent, car, expliqua Kamenev, « nous n'avons pas affaire, comme pour la *Russkaja Volja*, à une initiative émanant d'un groupe irresponsable », c'est toute la population ouvrière de

Vyborg qui a pris en charge l'administration de la *Villa Durnovo*. C'était ouvrir un débat sur la légalité révolutionnaire, ou plutôt revenir au grand débat qui se poursuivait au congrès sur le problème du pouvoir. Menée par V. Černov, la majorité vota contre Kamenev et Lunačarskij, condamnant les agissements de Vyborg[10]. Autres ennemis que le gouvernement retrouvera plus tard.

2. LA CONTRE-RÉVOLUTION LÈVE LA TÊTE

Dans le courant du mois de mai, une puissante campagne de presse stigmatisa l'anarchie qui régnait dans le pays. On confondait sous ce vocable les actes de brigandage, attestés dans la région de KiŠinev ; les pogroms, qui se faisaient nombreux, les actes d'indiscipline dans l'armée ou la marine aussi bien que des conflits de nature politique mettaient en échec l'autorité gouvernementale. Les agences de presse multiplièrent à l'envi les informations souvent non contrôlées et d'un intérêt limité qui visaient à discréditer les bolcheviks et attestaient du développpement de l'« anarchie » dans le pays[11]. Le 9 mai, par exemple, on annonçait que le soviet d'Ienesseisk avait décrété l'état de siège ; que les paysans s'emparaient des terres en Bessarabie, à Orel, à Samara[12]. Le 12, que le directeur de la milice de Kiev avait lancé un appel aux déserteurs ; il y avait près de 400 brigands parmi eux ; les soldats auraient commis des excès sur la Volga, près de Carycin'[13] ; le 13, on signalait un « ordre du jour » (?) du ministre de la Guerre contre l'ivresse et le pillage, le développement de l'anarchie en Bessarabie et à Rjazan « où les champs n'étaient pas ensemencés » ; des brigands étaient signalés le même jour à KiŠinev et à Narva, tandis que le lendemain on annonçait que des stocks d'alcool avaient été détruits à Astrakhan. Puis venait l'annonce sinistre de pogroms en Bessarabie, à Nižnij-Novgorod, où les soldats auraient joué un rôle actif ; le 21, les troubles s'étendaient à Orianenbaum, et l'état de siège était déclaré à Tomsk[14]. On apprenait également qu'un certain caporal Filipov avait fondé, avec des soldats déserteurs, une « république » dans le Sud-Ouest, la République Nigulskij ; le caporal Šilov, au Caucase, avait également fondé une république : « il la gérait suivant les principes bolcheviks et avait fait plusieurs fois l'éloge des soldats allemands ». À Elabuge, Čuhlom, PoŠehon'e, Perejaslavskaja, etc., d'autres « républiques » avaient été ainsi créées. Bruits alarmistes, le plus souvent, qui ajoutaient au désordre déjà suffisant ; Bezrabotny, dans *Vpered*, en nomma les responsables, des journalistes de l'Agence P.T.A.[15].

Cette campagne de fausses nouvelles coïncidait avec une flambée d'antisémitisme : outre les pogroms de Nižnij-Novgorod, Elisavetgrad, KiŠinev et dans quelques villes d'Ukraine, le mouvement gagnait du terrain

dans les milieux militaires : à Moscou, un régiment refusait d'avoir des officiers juifs et il ne laissait pas parler des orateurs envoyés par le soviet « parce qu'il est entre les mains des Juifs[16] ». À Ekaterinodar, les élèves des écoles avaient formé un « groupe slave » destiné à faire de la propagande antisémite dans les campagnes[17]. Le procureur près la cour d'appel de Petrograd, inquiet du développement de l'antisémitisme et de l'extension des pogroms, demandait que le gouvernement promulgue une loi spéciale contre les appels au meurtre et au pillage[18]. Le mouvement avait pris une telle ampleur dans le Sud-Ouest et le Sud que le comité central des soviets décida, fin juin, de déléguer quinze de ses membres en Ukraine, en Bessarabie et à Odessa pour l'enrayer. Il fut question de faire figurer la lutte contre l'antisémitisme sur les bannières du soviet[19]. Maxime Gorki, inquiet, lança plusieurs appels dans *Novaja Žizn'*:

> « Derrière les bolchevistes-anarchistes, il y a deux Juifs, dit l'un.
> – Je croirais plutôt trois.
> – Beaucoup disent sept, et sont persuadés que ces sept Simon renverseront le Temple qu'habitent 170 millions de Russes.
> – Mais n'y a-t-il pas plus de Juifs chez les mencheviks ?
> – On ne veux pas le savoir : tous les Juifs sont des anarchistes[20]. »

Cette campagne de la droite cherchait à discréditer la révolution en exagérant ses excès, puis à en faire retomber la responsabilité sur les bolcheviks et les anarchistes, « tous Juifs » ; elle s'appuyait de plus en plus sur des forces organisées : l'Eglise, les Cosaques, le Congrès des Officiers de la Stavka. Elle disposait de plusieurs feuilles, dont *Groza, Večernaja Vremja*, et d'un journal à grande diffusion, la *Malenkaja Gazeta,* qui, chaque jour, stigmatisaient les soviets « coupables d'avoir mis en avant le prolétariat comme une noblesse spéciale, le reste de la population étant constitué de parias ».

L'action du clergé n'était pas encore bien cohérente[21]. En mars, le Saint-Synode avait lancé un appel aux croyants les invitant à soutenir le gouvernement provisoire. N. N. L'vov démit de leurs fonctions deux archevêques, Pitirim et Makari, et le nouveau gouvernement prépara la rédaction d'une charte des libertés de l'Eglise de Russie. Toutefois, comme l'exposait N. N. Lvov à la conférence diocésaine de Nižnij-Novgorod, « l'administration de l'ancien régime n'était pas la seule ennemie des libertés de l'Eglise, la hiérarchie ecclésiastique avait une attitude

équivalente ». Effectivement, quand se réunit la conférence pan-russe du clergé, en juin 1917, il apparut qu'en dépit des nominations, mutations et promotions effectuées par le procurator, la grande majorité des congressistes s'opposa à la séparation de l'Eglise et de l'Etat et demanda que soit reconnue la position « prééminente » de l'Eglise orthodoxe, refusant d'admettre le principe de la laïcité. Le rédacteur de *Vserossiiski cerkovno-osŠcestvennyi* qui déplorait le conservatisme de la grande majorité du corps ecclésiastique orthodoxe fut révoqué[22]. L'assemblée pan-russe de l'Eglise orthodoxe devait se tenir en août. On ne pouvait avoir de doute sur l'orientation politique de ses membres. Ils bravaient l'hostilité de la population et notamment celle de la paysannerie « qui était prête, à l'occasion, à pardonner au pomeŠcik, au fonctionnaire, au marchand, mais pas au prêtre ». Les ecclésiastiques cherchaient à ressusciter chez les paysans des sentiments de dévotion pour le tsar : d'après le *Volskoe Slovo,* un prêtre du Buguronslanskij avait menacé du fouet des cosaques ceux qui avaient renversé le tsar : « Le temps de l'Antéchrist arrive : ne voyez-vous pas qu'il faut vous confesser et non vous révolter contre Dieu ? » Un autre prêtre, à Simbirsk, disait que la révolution était créature de Satan. Un troisième, à Kostroma, que « sans tsar, il ne pouvait y avoir de Dieu, qu'on fermera écoles et églises[23] ». Des représailles étaient inévitables : des imprimeries synodales furent réquisitionnées et, le 14 juin, le soviet de Voronež faisait arrêter l'archevêque Tikhon ; c'était le cinquième en quelques semaines ; le gouvernement les fit relâcher. Le 18 juin, la campagne contre les soviets dépassait le cadre provincial : les *Novoe Vremja* publiaient un article de l'évêque d'Ufa, André, ci-devant prince Ukhomskij, « le talisman du salut » : réunissant bien pensants et hommes sérieux autour de l'église, l'évêque d'Ufa invitait les fidèles « à ne plus aller au peuple avec des discours allemands, comme Lénine ou Grimm, ni avec des discours français, c'était le défaut de l'intelligentsia, mais en russe, la langue avec laquelle le peuple avait appris à croire en Dieu ». Les plus contre-révolutionnaires semblent avoir été les « vieux-croyants », ouvertement monarchistes et que l'ancien président de la « Ligue patriotique » poussait à s'inscrire chez les Cadets. L'ancien rédacteur de *Russkaja Znamja*, Zolotnikov, antisémite notoire, les invitait à s'unir aux cosaques, qui, à cette date, paraissaient devoir prendre la tête de la réaction[24].

Les *Cosaques* estimaient que les vainqueurs de Février manquaient de gratitude à leur égard, et craignaient les effets de la révolution : on allait procéder à un partage des terres dont ils seraient les premières victimes. Les résolutions qu'ils votèrent au congrès cosaque, au milieu du mois de juin, signifiaient qu'ils entendaient qu'on ne changeât rien au statut de leurs terres, et qu'ils sauraient, s'il le fallait, défendre leurs intérêts par les armes. Sur le problème de la guerre, ils adoptaient des motions très vigoureuses en faveur de l'offensive, contre les fraternisations et toute paix séparée ; ils demandaient également « le châtiment de l'ennemi » et avec Makarenko – follement applaudi, déclaraient « qu'ils sauraient remettre à la raison certaines personnes à coups de nagaika », menace qui visait Lénine et les bolcheviks et que certains hommes politiques responsables encourageaient, tel Guckov, qui, le 7 juin, leur déclarait : « Il a été question de décosaquer les cosaques, vous devriez plutôt nous encosaquer[25]… »

Un esprit identique animait le *corps des officiers.* La révolution s'était faite en partie contre eux : ils avaient à cœur de retrouver leur rang, leurs privilèges, leur grade. Ils avaient toujours vécu avec l'illusion que la Providence avait remis le destin de la Russie entre leurs mains et qu'en février ils avaient failli à leur mission. L'épreuve de la révolution avait été pour eux une humiliation de tous les instants et beaucoup se considéraient comme déshonorés. L'ordre confié aux militaires avait été détruit par les civils et les soldats n'acceptaient plus d'autorité : les officiers étaient prêts à bien des aventures pour recouvrer leur honneur et étaient animés d'une telle haine pour le régime témoin de leur honte qu'ils en finissaient par oublier leur « devoir de soldats ».

Quelques-uns d'entre eux s'étaient ralliés à la révolution, pour la plupart ils n'appartenaient pas à l'armée active. D'autres au contraire se constituèrent en « associations » dont la raison d'être était le retour à l'ancien ordre. L'Association des officiers du 3e Sibérien le déclarait en toute simplicité[26]. Tous se disaient néanmoins républicains, tant le tsarisme était discrédité. Mais ce qu'ils désiraient, en réalité, c'était l'instauration d'un régime autoritaire sous l'égide de l'armée. Les cosaques et quelques contingents allogènes étaient encore « sûrs ». D'autres suivraient. On comptait sur l'amiral Kol'čak ou sur le général Kornilov pour donner de l'audience au mouvement ; eux aussi, ils se proclamaient républicains. En attendant, le congrès des officiers de la Stavka vota un texte qui disait leur détermination de ne plus tolérer la dégradation de la discipline militaire.

Selon eux les causes de la décomposition de l'armée étaient :

1. La disparition complète de l'esprit militaire.
a) Désir de conclure la paix, même au prix du sacrifice de l'intérêt national ;
b) Refus d'entreprendre des opérations militaires même légères ;
c) Négligences dans le service ou indifférence en montant la garde ;
d) Fraternisations au point de tirer sur ceux qui s'y opposent.
2. La chute de la discipline.
a) Refus au front d'exécuter les ordres, ou consentement après pourparlers ;
b) Tendance à remplacer les chefs par des chefs élus plus malléables ;
c) Insubordination ;
d) Décisions prises collectivement.
3. L'annulation de l'autorité du chef.
4. La méfiance envers les officiers qui n'approuvaient pas la formule : « La paix coûte que coûte. »
5. Le développement du scorbut et maladies dues à une mauvaise nourriture.

Dans leur motion finale, les officiers de la Stavka déclaraient :

1. Le congrès atteste qu'il est apparu dans une importante partie de la population et dans une écrasante majorité de l'armée un courant en faveur de la cessation du conflit.
Insiste pour une énergique continuation de la guerre en accord avec les Alliés.
Se prononce pour une paix fondée sur le droit des peuples avec garanties de paix pour la Russie et évacuation des territoires occupés.
2. Repousse l'hypothèse que la Russie n'aurait pas d'accès à la Méditerranée. Les seules garanties de la liberté de passage sont le désarmement général sinon un contrôle militaire russe par les détroits.
C'est au gouvernement d'établir les conditions de paix.
Il faut un pouvoir gouvernemental unique et ferme.
3[b].
4. Pas d'intervention des « comités militaires », mais respect de la voie hiérarchique.
5. Le principe de l'élection des officiers est inadmissible[27].

En juin, cette action des officiers n'était pas encore séditieuse. Que l'aile gauche de la démocratie l'emporte sur les « conciliateurs » et elle le deviendra.

L'action de la droite avait deux objectifs : l'offensive immédiate, qui, croyait-elle, enchaînerait la Russie dans la guerre et permettrait aux militaires de retrouver leur autorité ; la création d'un pouvoir fort, qui mettrait fin à l'« anarchie » et rétablirait le gouvernement des hommes d'ordre.

Au début de juin, la douma se réunit en conférence privée : elle endossa ce programme, mettant l'accent sur la nécessité d'une offensive immédiate. Ce fut son chant du cygne :

> « Ayant conscience que les jours prochains décideront du sort de la Russie pour des dizaines d'années, les membres de la douma, réunis en conférence particulière, considèrent de leur devoir de mettre en garde l'opinion contre la conclusion d'une paix séparée qui serait la plus basse des trahisons et transformerait la Russie en colonie allemande.
> « Elle considère aussi que seule une offensive immédiate en accord avec les Alliés est le gage d'une fin rapide de la guerre et de l'affermissement des libertés conquises par le peuple[28]. »

Ce furent les journaux de la nouvelle droite qui lancèrent la campagne « pour un pouvoir fort » ; ils se déclaraient « profondément républicains ». « J'ai quitté le pouvoir depuis qu'il n'y avait plus de pouvoir », avait lancé Guckov, quelques jours après sa démission. Le grelot était attaché : la *Malenkaja Gazeta,* dès lors, ne cessa de sonner l'alarme, relayée par le *Novoe-Vremja* : « Kerenski, L'vov, čkeidze, voudraient bien rétablir l'ordre, mais à l'impossible nul n'est tenu… » La droite « cherchait un Cavaignac ».

> « "La dictature du prolétariat" dans la capitale finira par amener une protestation générale dans le pays. Ces Samsons rasés qui détruisent tout sans rien créer périront eux-mêmes sous les ruines du Temple. »

Demandant que le prince L'vov laisse la place à l'amiral Kol'čak, la *Malenkaja Gazeta* lançait un avertissement qui rappelait un précédent fameux, lors de la révolution française :

> « Et si Petrograd ne le soutient pas, que le gouvernement aille à Moscou. Moscou le soutiendra. Quant à Petrograd, qu'il périsse. »

Le ton s’élevait : la *Malenkaja Gazeta*, reprenant une motion du congrès des officiers de la Stavka, réclamait chaque jour l’arrestation de Lénine :

> « C’est une dérision que le lecteur lise sans s’effrayer dans la *Pravda* qu’il faut arrêter dix ministres ; et qu’il tremble en lisant dans la *Malenkaja Gazeta* qu’il faut arrêter Lénine. »

La droite appelait à manifester contre le gouvernement, coupable de faiblesse. En fait, l’hypothèse d’une contre-révolution avait gagné toute une partie de l’opinion modérée. À son tour, Miljukov déclarait :

> « Il n’existe pas de péril contre-révolutionnaire en ce moment, mais il peut naître si les socialistes sans patrie prennent le dessus. »

Ainsi, comme en 1848, les modérés glissaient vers la réaction en se proclamant républicains[29].

3. LA GRANDE PARADE DE LA DÉMOCRATIE

Lorsque le congrès des soviets se réunit, le 3 juin 1917, l'atmosphère politique était exaspérée par les querelles de l'affaire Grimm, les incidents de la *Villa Durnovo,* de la campagne de presse contre « l'anarchie » ou des appels à un dictateur. De plus, la démocratie s'avérait divisée, de façon irréconciliable ; sur tous les problèmes, on retrouvait solidaires, d'un côté, les bolcheviks et les internationalistes auxquels se joignaient maintenant quelques S.R. de gauche ; de l'autre, les défenseurs de la coalition.

On attendait avec impatience les résultats des élections au sein des organisations démocratiques. À cette consultation, qui eut lieu dans toute la Russie, prirent part 20 323 000 personnes. Pour 17 500 000 d'entre elles, la répartition des électeurs était la suivante :

Ouvriers	5 100 000
Soldats	8 149 000
Paysans	4 239 000

D'après le rapport de la commission des mandats, la répartition des organisations représentées était la suivante :

Soviets ou organisations groupant ouvriers, soldats et paysans	305
Soviets ou organisations d'ouvriers et soldats	173
(parmi ceux-ci comptent des paysans)	(72)
Soviets ouvriers	24
Soviets de soldats	17

Furent élus 1090 délégués, dont 822 avec voix délibérative, et 268 avec voix consultative pour les organisations ou soviets représentant moins de 25 000 membres[30]. Leur répartition donne une représentation très exacte de la carte des opinions politiques au sein de la « démocratie » :

Socialistes-révolutionnaires	285
Sociaux-démocrates mencheviks	248
Sociaux-démocrates « unitaires »	10
Sociaux-démocrates « internationalistes »	32
Bolcheviks	105

Socialistes hors fraction	73
Bund	10
Sociaux-démocrates du groupe « Edintsvo »	3
Socialistes-populistes	3
Trudoviks	5
Plate-forme S.D. et S.R. réunis	2
Anarchistes-communistes	1

Les amis de la coalition disposaient ainsi d'une très large majorité : lors des votes, l'opposition (qui commençait à inclure dans ses rangs les S.R. de gauche) ne dépassa jamais 160 voix sur 1 090 et 125 sur 777 lors des votes pointés : c'était peu de chose[31].

Les majoritaires eurent néanmoins le sentiment que, maîtres des soviets, ils ne contrôlaient pas aussi bien les réactions du public. Mais ils situèrent le péril plus à leur droite qu'à leur gauche par une erreur d'optique qui se répéta en avril, en juin-juillet et plusieurs fois encore. Lénine l'avait senti : « L'opinion est plus à gauche que notre gauche », disait-il. Il la suivit donc en la poussant, flanqué de Trotski et de quelques fidèles.

Quand s'ouvrit le congrès des soviets, Trotski, Lénine et Lunacarskij prirent l'offensive sur la question du pouvoir. Celui-ci proposa que le congrès se transforme instantanément en une sorte de convention révolutionnaire, appliquant à la lettre le mot d'ordre bolchevik : « tout le pouvoir aux soviets[32] ». À son tour Trotski, critiquant le gouvernement, alla dans le même sens : pour sa part, il considérait comme un progrès que le gouvernement appartienne à « douze PeŠekhonov ». Lénine, enfin, dans une répartie demeurée fameuse, apostropha Ceretelli :

> « Le citoyen ministre des Postes et Télégraphes vient de dire que la situation est si difficile qu'il n'y a pas un parti politique en Russie qui exprime explicitement le désir de prendre, à lui tout seul, tout le pouvoir entre ses mains ; à cela je réponds :
> « Un tel parti existe ; aucun parti n'a le droit de refuser le pouvoir et notre parti ne le refuse pas. Il est prêt à tout moment à prendre tout le pouvoir entre ses mains. »

Il y eut des applaudissements, mais ils furent couverts par les rires[33]. Ensuite, Lénine rappela le programme économique du parti et proposa de procéder à l'arrestation « de cinquante ou cent des plus gros millionnaires ». On se gaussa de ces propos : était-ce là du marxisme ? Mais, plus lucides,

des observateurs commencèrent à s'interroger : « Ainsi, bien qu'ils fussent minoritaires au congrès des soviets, les bolcheviks acceptaient de prendre *seuls* tout le pouvoir… Au lieu de préconiser la socialisation des moyens de production, ils parlaient « d'arrêter » des millionnaires capitalistes… Ils organisaient leur propre milice, la *garde rouge.* Quel rapport y avait-il entre le programme du parti, sa tactique, ses méthodes révolutionnaires et la tradition social-démocrate ? On s'en inquiétait d'autant plus que l'audience des bolcheviks grandissait.

Kerenski fit alors une intervention très applaudie :

> « On a parlé de 1792 et de 1905… Comment 1792 a-t-il fini en France ? Par la chute de la république et la montée d'un dictateur. Et 1905 ? Par le triomphe de la réaction. Maintenant, en Russie, on recommence à faire ce qu'on a déjà expérimenté. Or il faut empêcher que tout s'achève comme après 1792 et garder intactes les conquêtes de la révolution pour que le camarade Lénine, qui a été à l'étranger, puisse encore parler ici même et qu'il ne soit pas obligé à nouveau de fuir jusqu'en Suisse…
> « Mais que recommande-t-il ? D'arrêter des capitalistes russes (*rires*), le marxisme a-t-il enseigné de tels enfantillages ? Chaque marxiste vous dira que le capitalisme est international et que l'arrestation de quelques capitalistes dans un état donné ne modifiera pas la loi d'airain du capitalisme dans une période donnée. Vous, bolcheviks, prescrivez des recettes enfantines : *arrêtez, tuez, détruisez.* Etes-vous des socialistes ou des policiers d'ancien régime[34] ? »

À leur tour, Černov et Lieber se dressèrent contre les bolcheviks, tandis que Martov, au contraire, attaquait la politique du gouvernement dans l'affaire grecque. Le résultat du vote était connu d'avance : par 543 voix contre 126, 52 abstentions et 65 absents[35], la motion menchevik-S.R. l'emporta. Elle considérait que la remise du pouvoir entre les mains de la seule bourgeoisie serait un coup porté à la révolution, et que la prise du pouvoir par les soviets constituerait un affaiblissement. Le congrès exprimait sa confiance entière au gouvernement de coalition pour qu'il s'efforce d'obtenir une paix générale sans annexions ni contributions fondée sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; pour qu'il continue la démocratisation de l'armée et renforce sa valeur combative ; pour qu'il prenne, d'accord avec les masses ouvrières, les mesures les plus

énergiques pour remédier à la désorganisation économique et financière et à l'approvisionnement ; pour qu'il lutte contre toute tentative révolutionnaire, règle la question ouvrière et la question agraire en accord avec les masses, et réunisse au plus vite l'assemblée constituante.

Les *Birževja-Vedemosty* jugèrent que le congrès se déroulait de façon très satisfaisante. On a crié : « Vive l'Armée, vive la Révolution, vive l'Internationale. » Mais on a crié également : « Vive la Russie » et c'est la première fois que ce cri sortait de la bouche de la démocratie. Le journal des milieux financiers ajoutait : « En rapprochant la démocratie du gouvernement, le congrès a éloigné les masses du bolchevisme, du zimmerwaldisme, de l'anarchie[36]. »

Ces motions votées, la majorité, satisfaite, quitta la salle du congrès ; sa surprise fut grande de lire dans la *Pravda* un appel à une manifestation de masse pour le lendemain même. Le principe de la majorité n'était-il plus respecté au sein de la démocratie ? quel jeu pratiquaient ces bolcheviks qui manifestaient contre les soviets, tout en réclamant pour eux la totalité du pouvoir ? La majorité n'eut pas le temps d'en débattre : seulement, elle constatait, un peu tard, que maîtresse des militants, elle n'était plus capable de contrôler la rue.

4. LES MANIFESTATIONS DE JUIN

Après cinq semaines d'exercice du pouvoir, la coalition avait peu de succès à mettre à son crédit : les circuits économiques étaient bloqués, la crise sociale ouverte dans les villes, latente dans les campagnes, le malaise politique inquiétant, tandis que le mécontentement des nationalités s'annonçait menaçant. Seul Kerenski semblait avoir réussi à régénérer l'armée : ce fut précisément ce succès qui fournit à la révolution l'occasion d'une relance.

Inquiets de se voir repris en main, et des appels à des opérations actives, les soldats de la capitale voulurent prévenir un retour l'ancien ordre des choses : la logique de l'activité de Kerenski les conduisait, demain, à relayer leurs camarades de première ligne. « Les libertés s'en vont » déclaraient des soldats au *Social-Demokrat*, ne retournerait-on pas, insensiblement, à l'ancienne discipline[37] ?

Le 23 mai, une trentaine de soldats bolcheviks se réunissaient pour organiser une campagne de protestation contre la politique de Kerenski. Nevskij et Podvojskij soumirent cette proposition au comité central du parti, le 6 juin, faisant valoir que, de toute façon, des éléments du 180e du 1er régiment de mitrailleuses, des Pavloskij, du 6e Sapeur manifesteraient, soutenus par les marins de Kronstadt : autant valait organiser une manifestation sous l'égide du parti. On comptait sur 40 000 participants. Nogine et Kamenev jugèrent que c'était insuffisant et qu'on ne pouvait pas, en deux jours, organiser une véritable manifestation. Impressionnés par l'optimisme de Nevskij et Podvojskij, Lénine et Sverdlov se déclarèrent, au contraire, en sa faveur, mais à condition qu'y participent les ouvriers. Zinov'ev doutait qu'ils en eussent envie ; « ces questions ne les concernent pas directement comme les soldats », enchérit Staline ; il jugeait toutefois qu'il ne fallait pas s'opposer à la manifestation. Abramovič (R.A.) expliqua pourquoi il était difficile d'apprécier exactement l'humeur des masses, mais il semblait que, pour l'instant, elle se calmait ; il fallait que les événements se chargent de réveiller la classe ouvrière. Les gens disent : « Vous criez, faites les conseilleurs et n'agissez pas. Le 21 avril, les masses étaient sorties dans les rues et vous les aviez qualifiées d'aventuristes. Si la manifestation a lieu sous nos bannières, peu importent les résultats. Au moins aurons-nous

les soldats avec nous, même si les ouvriers ne se mêlent pas à la manifestation : autrement, c'est les soldats qui nous abandonneront[38]. »

Le principe de la manifestation adopté, il restait à en définir les objectifs : Stasova, Staline et Nevskij jugeaient qu'il fallait la laisser se dérouler, quelles qu'en soient les conséquences. Smilga proposait d'occuper les objectifs stratégiques (gares, etc.) ; Zinov'ev et Kamenev restaient hostiles au principe même de la manifestation. Lénine estima qu'il fallait laisser les événements s'accomplir et qu'on agirait en conséquence[39].

Le 9 juin, on communiqua à la *Pravda*, à faire paraître le 10, cet appel à tous les travailleurs, ouvriers et soldats de Petrograd :

> « La Russie traverse de dures épreuves.
> La guerre, qui fait des millions de victimes, continue. Elle est délibérément prolongée par ces banquiers millionnaires qui s'enrichissent grâce à elle.
> Le marasme dans l'industrie, amené par la guerre, conduit à la fermeture des usines et intentionnellement au chômage. Pour réaliser des profits fantastiques, les capitalistes pratiquent le lock-out.
> La pénurie de pain et des autres produits alimentaires est toujours plus sensible. La hausse des prix étrangle la population et continue selon le caprice des spéculateurs.
> Le spectre sinistre de la famine nous environne.
> Au même moment, les nuages de la contre-révolution s'amoncellent.
> Le 3 juin, la douma, qui aida le tsar à étrangler le peuple, demandait de noyer dans le sang la liberté qui avait été gagnée.
> Le Conseil d'Etat, qui pourvoyait le tsar en ministres-assassins, tisse dans l'ombre des machinations, pour réduire le peuple et l'immobiliser, au nom de la loi.
> Le gouvernement provisoire, placé entre la douma tsariste et le soviet des députés, avec dix ministres bourgeois, tombe, de toute évidence, sous l'influence des pomeŠciki et des capitalistes.
> Au lieu de garantir les droits des soldats, la « déclaration » de Kerenski viole ces droits, en des points très importants.
> Au lieu de ratifier les libertés gagnées par les soldats au jour de la révolution, de nouveaux « ordres » les menacent de travaux forcés.
> Au lieu de consolider les libertés gagnées par les citoyens, on procède à des incarcérations sans jugement, à des visites domiciliaires ; de

nouvelles applications de l’article 129 menacent de travaux forcés.
Au lieu de combattre la contre-révolution, on tolère le déchaînement et les bacchanales des contre-révolutionnaires.
La ruine gagne et on ne fait rien pour la combattre.
La guerre continue et on ne fait rien pour l’arrêter.
La famine menace plus que jamais et on ne fait rien pour la prévenir.
Il n’y a rien d’étonnant à ce que les contre-révolutionnaires deviennent de plus en plus insolents, poussant à la répression contre les soldats, les marins, les travailleurs et les paysans.
Camarades,
Il ne faut plus supporter en silence. Se taire est criminel.
Mais déjà les travailleurs ont à cœur de protester.
Nous sommes des citoyens libres ; nous avons le droit d’exprimer notre pensée et nous devons utiliser ce droit avant qu’il ne soit trop tard.
Nous avons le droit de faire des manifestations pacifiques. Allons donc à une manifestation pacifique pour faire connaître nos besoins et nos aspirations.
Puisse notre bannière flotter victorieusement et effrayer les ennemis de la liberté et du socialisme.
Que notre appel, l’appel des fils de la révolution, soit entendu de tous les habitants de la Russie, pour la joie de tous les opprimés.
Travailleurs, joignez-vous aux soldats et soutenez leurs revendications légitimes. Vous rappelez-vous comme ils vous ont soutenus pendant les journées de la révolution.
Tous dans les rues, camarades.
Soldats, donnez la main aux ouvriers et appuyez leurs justes revendications. C’est dans l’union des ouvriers et des soldats que réside la force de la révolution. Aujourd’hui, pas un régiment, pas une division ne doit rester dans les casernes.
Tous dans les rues, camarades.
Défilez en bon ordre dans les rues de la capitale.
Exprimez vos vœux avec calme et confiance, comme il sied à ceux qui sont forts.
À bas la douma tsariste.
À bas le Conseil d’Etat.
À bas les dix ministres capitalistes.

Tout le pouvoir au soviet pan-russe des ouvriers, soldats et paysans.
Réexaminez les « ordres » contre les soldats et les marins.
À bas l'anarchie dans l'industrie et les lock-out capitalistes.
Vive le contrôle et l'organisation de l'industrie.
Le temps est venu de cesser la guerre. Que le soviet des députés dise les conditions d'une paix équitable.
Ni la paix séparée avec Guillaume ; ni les traités secrets avec les capitalistes français ou anglais.
Le Pain, la Paix, la Liberté.

Le Comité central du R.S.D.R.P.
Le Comité de Pétersbourg du R.S.D.R.P.
La section militaire du C.C. et du C.P. du R.S.D.R.P.
Le Comité central des comités d'usines de Petrograd.
La Commission exécutive du bureau central des syndicats.
La section bolchevik du soviet ouvrier et des S.D. de Petrograd.
La rédaction de la *Pravda.*
La rédaction de la *Soldatskaja Pravda*.[40]

Au congrès des soviets, la discussion reprenait sur le problème de la guerre lorsque čkeidze, très ému, prit la parole ; il venait d'apprendre qu'une manifestation se préparait pour le lendemain : les soviets n'avaient pas été avertis ; organisée par les bolcheviks, elle ne pouvait avoir pour objet que de forcer la main à l'organe suprême de la démocratie ; pour conclure, keidze demandait aux soviets de prendre leurs responsabilités. Les bolcheviks étaient absents, ce qui confirma qu'ils devaient tramer quelque chose. L'assemblée devint houleuse, le ton monta ; il s'agissait d'une véritable « trahison envers la révolution ».

Dan prit l'affaire en main, aidé par Goc, čkeidze et Ceretelli. Rapidement, tous quatre rédigèrent un « appel » aux travailleurs et aux soldats pour les mettre en garde contre la provocation montée par les bolcheviks. Tous les membres du « bureau » des soviets la signèrent, sauf Kamenev et Nogine, qui étaient absents, et Lunacarskij. Seul, le leader internationaliste prit la défense des bolcheviks : il dissuada l'assemblée de se prononcer faute d'être mieux informée. Mais čkeidze avait déjà envoyé des émissaires dans les quartiers et en banlieue. Ceux-ci, à 1 heure du matin, apprirent à l'assemblée stupéfaite que dans les meetings organisés par les bolcheviks il était ouvertement question de renverser le

gouvernement. Il leur avait semblé, toutefois, que d'autres meetings se tenaient au même moment, où l'on entendait, au contraire, régler leur compte aux bolcheviks et s'opposer en tous les cas aux manifestations qui pourraient s'organiser sous leur égide[41]. Au soviet, Leonid Martov mit l'accent sur cette autre menace : stigmatisant l'attitude « aventuriste » des bolcheviks, il vit surtout qu'elle aurait pour effet de « susciter une intervention inadmissible du front ». Weinstein éclata : « Autant dire que la bête est sauvage parce que, quand on l'attaque elle se défend… » Mais Martov réaffirma sa condamnation : la manifestation des bolcheviks était précisément condamnable parce qu'elle allait susciter une réaction[42].

Est-ce cette unanimité du congrès, la crainte d'une contre-manifestation, ou celle d'une intervention du front, ou encore Lénine eut-il le sentiment que les masses n'étaient pas absolument déterminées, il fit annuler la manifestation : dans la *Pravda,* à la place de l'appel, il y eut un blanc. Les soldats et la « Garde rouge » manifestèrent leur mauvaise humeur. Ils déclarèrent qu'ils n'obéissaient pas à l'appel du soviet, mais bien à l'ordre du parti bolchevik. Que celui-ci invite, demain, à descendre en ville et la « garde » passerait outre à toutes les interdictions. N'importe : pour le soviet, c'était gagné.

À la commission politique du Congrès, on aborda, le 12, l'examen des événements politiques de ces deux journées. Quelles mesures fallait-il prendre pour prévenir un nouvel attentat des bolcheviks contre la volonté de la démocratie ? Ceretelli étonna ses camarades ; on ne l'avait jamais vu si désireux de frapper vite et fort : menace permanente pour la « démocratie », la « Garde rouge » devait être dissoute. Il proposait que la « commission » donnât l'ordre à la section militaire du soviet de la désarmer. Goc, Lieber, Ermolaev soutinrent sa demande. Néanmoins elle fut mise en minorité par suite d'une intervention de Dan : approuvé par Hincuk et Bogdanov, il fit valoir qu'une pareille mesure pousserait les faubourgs à l'exaspération et les ferait basculer vers le bolchevisme. Ceretelli voulut alors relancer sa proposition à l'assemblée des sections : cette fois, il eut contre lui même ses propres amis. Il tonna, une fois de plus, contre le « complot bolchevik » menace permanente contre la « démocratie », mais ces propos indisposèrent. Le moment était venu pour Kamenev de jouer les victimes outragées :

« Monsieur le ministre, si ce que vous venez de dire est autre chose qu'une rodomontade, faites-moi arrêter immédiatement. »

Le groupe bolchevik joignit ses clameurs à l'apostrophe de Kamenev, et tous quittèrent la séance avec éclat. Lunacarskij intervint alors : « Les bolcheviks ne pouvaient pas avoir pour but de renverser la démocratie puisqu'ils condamnent le "blanquisme"[c]. » Attentif à la sensibilité des délégués qui n'aimaient pas que l'on « divise » la révolution, il recommanda la clémence et se fit le chantre de l'union. Bien des socialistes modérés se rangèrent à son avis, comme Šapiro : il ne fallait pas se comporter à l'endroit des bolcheviks comme avec des réactionnaires. « Ils sont de grands enfants », ajouta un autre délégué : il fallait leur pardonner de s'être laissé emporter. Kerenski, Avksentev, Znamenskij, appuyèrent Ceretelli ; « la manifestation devait être armée », observa le ministre de la Guerre ; il n'en recommandait pas pour autant des mesures extrêmes. Mais le ton s'échauffa avec les interventions de Vilenkine et de Lieber : le représentant de la 5e armée demanda « s'il était admissible qu'au moment où le front manque d'armes, celles-ci se trouvent aux mains de ceux qui veulent mettre fin à la guerre, alors que, dans sa majorité, la démocratie juge cette guerre légitime ? » Lieber reprit la proposition de Ceretelli : désarmer les bolcheviks. Il ne fallait pas que les masses croient que la démocratie, c'était le règne des mitrailleuses ; sinon, tout était fini. « Versaillais », cria Martov. Ce n'était pas à des socialistes à prendre des mesures contre les travailleurs. Kerenski et Perevercev dirent leur accord ; leur hostilité aux bolcheviks ne devait pas avoir pour effet la division des révolutionnaires. Revenant sur ses positions de l'avant-veille, Martov fit observer que l'« aventure » n'était pas le fait du parti bolchevik, mais bien de toute une partie de la population prolétarienne : la faute revenait au gouvernement qui avait tant tardé à accomplir les réformes attendues. À son tour, Lunacarskij ne considérait plus la tentative du 10 juin comme une erreur et Trotski ajouta que « le parti du prolétariat ne pouvait pas s'opposer aux exigences du prolétariat ». La manifestation était légitime, et légitime la position des bolcheviks. Dan se moqua : « Suffit-il de proclamer plus fort que les autres qu'on est "le parti du prolétariat" pour être "le parti du prolétariat" ? La grande majorité des travailleurs adhère pourtant à d'autres partis[43]… »

Les jeux étaient faits depuis longtemps : une majorité s'était constituée, hostile aux bolcheviks, mais qui refusait d'employer contre eux la violence. La motion Dan-Bogdanov-Hincuk l'emporta aisément : au nom de la démocratie révolutionnaire, elle condamnait la manifestation avortée du 10 juin :

> « Parce qu'aucune mesure n'avait été prise pour empêcher que la manifestation ne soit armée ; ce qui pouvait déclencher des incidents sanglants. »

Elle se prononçait en outre :

> – Contre tout appel à des manifestations organisées malgré la volonté du soviet.
> – Contre toute manifestation organisée par les partis à l'insu du soviet.
> – Contre toute manifestation armée qui ne serait pas placée sous l'égide de la démocratie tout entière[44].

Les bolcheviks protestèrent aussitôt : le soviet ne respectait pas les droits de la minorité. « Les majorités changent… observa Bulkine ; une tyrannie suit l'autre… » Sensibles à ces arguments et, selon Ceretelli, « désormais moralement désarmés », Bogdanov et Dan jugèrent qu'il fallait exorciser le démon de cette manifestation ; ils eurent l'idée d'en organiser une au nom du soviet, pour le dimanche suivant. Une fois de plus, les bolcheviks quittèrent la salle : aussi ignora-t-on comment ils réagiraient le jour venu. Les *Izvestija* indiquèrent les objectifs et l'esprit de la manifestation du 18 juin :

1. Le but de la démonstration était de montrer l'unité des forces révolutionnaires.
2. Elles doivent attester de leur aspiration à une paix générale.
3. Leur slogan doit être : par l'assemblée constituante vers une république démocratique.
4. La manifestation doit être pacifique.
5. Par conséquent le devoir des citoyens est d'éviter des désordres.
6. Le devoir de tous, sans exception, est de venir à la manifestation sans armes.

Ce qui se passa le 18 juin fut, en un sens, une surprise. Les dirigeants du soviet s'attendaient à voir se dérouler devant eux le cortège habituel des grandes journées populaires : une manifestation de routine, en quelque sorte, comme la révolution en avait connu tant. Il faisait un temps magnifique. Or, les manifestants ne furent pas nombreux, « moins que les banderoles ». Surtout, lorsque le cortège s'avança, les témoins furent frappés par l'écrasante supériorité en nombre des slogans bolcheviks : « À bas les six ministres capitalistes », « Tout le pouvoir aux soviets », « Rétablissez la déclaration des droits du soldat », « À bas l'offensive », « À bas la contre-révolution », « Vive la paix des peuples », « Vive le contrôle ouvrier sur la production », « À bas les lock-out ». Il y eut, certes, des banderoles portant « Vive les ministres socialistes », « Confiance à Kerenski », « Soutien au gouvernement provisoire », mais elles furent submergées par leurs rivales[45]. Les progrès de la bolchevisation apparaissaient d'un coup.

Il était certain que le parti de Lénine avait soigneusement préparé cette journée du 18 juin, reportant à huitaine, en quelque sorte, la manifestation prévue, puis décommandée. Plus qu'en avril, il disposait de l'appui des comités de quartiers, très sensibles aux menaces de la réaction[46]. Mencheviks et S.R., au contraire, n'avaient pas eu le temps de mettre sur pied des cortèges aussi importants, de mobiliser leurs troupes ou de les armer de slogans. Toutefois, cette explication, qui est celle des vaincus du jour, n'explique pas l'apathie du public. Il n'avait pas répondu à l'invitation du soviet parce qu'il était las, désabusé ou indifférent, si bien que la rue appartenait maintenant aux bolcheviks, dont l'organisation surclassait celle de leurs rivaux. Aussi, pour les bolcheviks, la journée du 18 juin s'achevait par un triomphe. Pour les mencheviks et les S.R., elle se soldait par un désastre. Quelques jours plus tôt, devant le comité de Petrograd du parti bolchevik, Lénine avait déclaré :

> « La révolution est entrée aujourd'hui dans une nouvelle phase de son développement. On a commencé par interdire notre manifestation pacifique pour trois jours. On veut maintenant l'interdire pour toute la durée du congrès. On exige que nous nous soumettions aux décisions du congrès et on menace de nous exclure. Mais nous préférons être arrêtés que de renoncer à la liberté d'agitation.

Ceretelli, qui s’est révélé dans ses discours comme un authentique contre-révolutionnaire, a déclaré qu’il fallait combattre les bolcheviks non avec des mots mais en les privant de tous les moyens techniques dont ils disposent. Bilan des révolutions bourgeoises : d’abord armer le prolétariat, puis le désarmer pour qu’il n’aille pas plus loin. S’il a fallu interdire une manifestation pacifique, c’est que la situation est très grave.

Furieux et frénétique, il a exigé que le parti bolchevik soit mis au ban de la démocratie révolutionnaire. Les ouvriers doivent se dire avec sang-froid qu’IL NE PEUT ÊTRE QUESTION D’UNE MANIFESTATION PACIFIQUE.

À l’offensive déclenchée contre nous, le prolétariat peut répondre par le maximum de calme, de prudence, de fermeté, d’organisation, EN SE SOUVENANT BIEN QUE LE TEMPS DES MANIFESTATIONS PACIFIQUES EST RÉVOLU[47].

Passé le 18 juin, une ère nouvelle commençait dans l’histoire de la révolution.

1. Le 29 mai, les postiers de Nižnij-Novgorod refusèrent d’adresser au prince L’vov un télégramme des industriels de la ville dans lequel ceux-ci demandaient que le gouvernement mît fin à l’anarchie. *CGAORSSSR,* 3, 1, 304, 204-205.

2. Dépêche B.V. du 20 mai 1917, in *BPP.*

3. Dépêche B.V. du 17 et du 29 mai 1917. Le fort Ino désapprouve cette décision à l’unanimité, cf. *GAORSSLo,* 7384, 9, 170, 121.

4. Dépêche B.V. du 21 mai 1917.

5. Ceretelli, *op. cit.*, 127, I, p. 427 et suiv.

6. Dépêche B.V. du 29 mai, in *BPP.*

a. Le 13 juin, le soviet de Kronstadt libéra l’amiral Kossygin’et remit deux officiers supérieurs à la disposition du ministre de la Justice. Cf. Dépêche B.V. du 14 juin 1917.

7. Cf. Raskol’nikov, *op. cit.*, 249, *passim.*

8. Sukhanov, *op. cit.*, 120, IV, p. 285 et suiv.

9. *Pervgi, op. cit.,* 30, I, 120.

10. *Ibid.*

11.

Vpered, nº 2, p. 6, le 7 juin.

12.

Dépêches B.V. du 9 mai et P.T.A. du 12 et jours suivants.

13.

Dépêche B.V., du 8 juin.

14.

Dépêches R.V. et B.V. du 17 juin et du 3 juin.

15.

Vpered du 7 juin.

16.

Izvestija de Moscou du 27 juin et dépêche R.V. du 30 juin.

17.

Dépêche R.V. du 28 juin.

18.

Dépêche N.J. du 2 juillet.

19.

Dépêche N.J. du 30 juin 1917.

20.

Dans l'armée, la campagne antisémite avait commencé dès les premiers jours de la révolution. Le 28 février, le lieutenant-colonel Pisarev donnait l'ordre de dresser la liste de tous les sous-officiers juifs qui se trouvaient à l'arrière ; ordre 803, in *GAORSSLo,* 7384, 9, 244, 4 (verso). Voir également, sur le développement des pogroms, *GAORSSLo*, 7384, 7, 36, pièces 37 et suivantes. Il nous a été rapporté qu'à la veille de la révolution, l'armée empêchait la population de se livrer à des pogroms : elle se les réservait.

21.

Curtiss, *op. cit.,* 360 ; *Doc. Ker.,* II, p. 803 et suiv., auxquels on joindra Osipova (E.S.), « L'église et le gouvernement provisoire », *Voprosy Istorii,* 1964, 6, 65-76.

22.

Ibid., p. 808 et suiv.

23.

Dépêches B.V. du 22 mai et du 20 juin.

24.

Cf. *NovajnŽizn'*du 16 juin 1917.

25.

Dépêche B.V. du 14 juin.

26.

Ceretelli. II, p. 27.

b.

Le point 3 est illisible.

27.

Kerenski, *The Catastrophe, passim.*

28.

Les journaux.

29.

Miljukov, à la douma. En atteste, également, la création d'un « Centre républicain », en juin 1917. Sa devise est « Ordre, discipline, victoire ». Cf. *CGAORSSSR,* 3, 1, 292, 314.

30. *Arkh. Okt. Rev., op. cit.,* 30, I, XXVII.

31. *Ibid.*. I.

32. *Ibid.,* I, p. 83 et suiv.

33. *Ibid.,* I, p. 67 et suiv.

34. *Ibid.,* I, p. 77 et suiv.

35. *Ibid.,* I, p. 459 et 460.

36. Dépêche B.V. du 25 juin 1917.

37. Les motions des troupes en ligne contre les déserteurs et les soldats de l'arrière se multiplient en juin ; cf. *CGAORSSSR,* 1244, 1, le dossier 15.

38. *Dok. Mai, op. cit.,* p. 483 et suiv.

39. *Ibid.,* p. 492.

40. *Ibid.,* p. 494 et 495.

41. Cf. *CGAORSSSR,* 1294, 1, 15, 211.

42. Ceretelli, *op. cit.,* II, p. 203-226, et Sukhanov, IV, *passim.*

c. Dans la théorie marxiste, on appelle blanquisme la tentation, pour une minorité révolutionnaire, de prendre le pouvoir par la force quand les conditions générales ne sont pas réalisées. Selon Lunacarskij, il y aurait eu blanquisme puisque la majorité des révolutionnaires s'opposait à ce que les soviets se saisissent de la totalité du pouvoir, *a fortiori* à ce que ce fussent les bolcheviks. C'est que, à la différence de Lénine, Lunacarskij ne tenait pas compte du déplacement des rapports de force au sein du mouvement des masses et de la puissance accrue de son aile la plus avancée, ce qui, précisément, était le plus important pour Lénine.

43. Ceretelli, p. 226-259, avec les témoignages fondamentaux de Sukhanov, černov, etc. (*op. cit.*).

44. Texte in Ceretelli, II, p. 224, et *Izvestija* du 13 juin.

45. *Izvestija* du 20 juin.

46. Cf. *GAORSSLo,* 47, 1, 3, 36 et suiv.

47. Lénine, XXV, p. 79.

TROISIÈME PARTIE

DÉCOMPOSITION DU RÉGIME DE FÉVRIER

INTRODUCTION

RÉVOLUTION IMAGINÉE, RÉVOLUTION IMAGINAIRE

On a fini par l’oublier, février fut la révolution la plus violente de tous les temps. En quelques semaines, une société se débarrasse de tous ses dirigeants : le monarque et ses hommes de loi, la police et les prêtres, les propriétaires et les fonctionnaires, les officiers et les patrons. Il n’est plus un citoyen qui ne se sente libre, libre de décider à chaque instant de sa conduite et de son avenir. Il n’en est bientôt plus un seul qui n’ait aussi, dans sa poche, un plan tout prêt pour régénérer le pays. Comme les chantres de la révolution l’avaient annoncé, on entrait dans une ère nouvelle de l’histoire des hommes.

Un immense cri d’espérance jaillit alors du fond de toutes les Russies : il s’y mêlait la voix de tous les malheureux, de tous les humiliés. Ils révélèrent leurs souffrances, leurs espoirs, leurs rêves. Et, comme dans un rêve, ils vécurent quelques instants vraiment inoubliables. À Moscou, des travailleurs obligeaient leur patron à apprendre les fondements du futur droit ouvrier ; à Odessa, les étudiants dictaient à leur professeur un nouveau programme d’histoire des civilisations ; à Petrograd, les acteurs se substituaient au directeur du théâtre et choisissaient le prochain spectacle ; aux armées, des soldats invitaient l’aumônier à assister à leurs réunions « pour qu’il donne un sens à sa vie ». Il n’est jusqu’aux enfants qui n’aient revendiqué « pour les moins de quatorze ans, le droit d’apprendre la boxe pour pouvoir se faire entendre des grands ». C’était le monde renversé.

On se représente la frayeur de tous ceux dont l’autorité prétendait se fonder sur la compétence, le savoir, le service du public, quand elle n’héritait pas du bon vieux droit divin.

Ils n’avaient jamais imaginé une telle révolution. Jusques et y compris les prêtres de la religion la plus extrême, les bolcheviks, ils furent unanimes à penser qu’il fallait savoir patienter, le peuple finirait bien par jeter sa gourme. En mars, comme tous les révolutionnaires, Staline lançait un appel à la discipline militaire ; en juin, Kropotkine renchérissait. Depuis longtemps, Maxime Gorki s’irritait qu’on ne se remît pas plutôt au travail : « Assez parlé, répétait-il, assez parlé. »

À leur grande surprise, Lénine, dès son retour en Russie, tourna le dos à ces militants du socialisme : ce naufrage le comblait, il fallait que la dissolution de l'ancienne société s'accomplît.

Dans ses *Thèses d'Avril*, il fut un des seuls à l'encourager :

> « Il faut supprimer l'armée, la police, les fonctionnaires ;
> À toutes les fonctions, les élus doivent être immédiatement révocables,
> Paix immédiate,
> Tout le pouvoir aux Soviets… » (*Thèses d'Avril*).

Il lui fallut convaincre d'abord les membres de son propre parti que la politique du juste milieu était une ânerie ; les bolcheviks n'avaient pas à jouer les arbitres entre la société et les institutions, ils avaient à se placer à la tête des masses, à créer d'autres institutions. Cet enseignement tiré de Marx, il fallut huit mois de révolution pour que Lénine pût convaincre ses compagnons de sa validité, pour que l'action du parti ne soit plus en retard sur le mouvement de la société, pour qu'Octobre relève le défi de Février.

« Entre Février et Octobre, le flot de la révolution grossissait comme celui d'un torrent, nous n'y pouvions rien, ni l'arrêter, ni le guider. » Ce témoignage de Kerenski vaut pour les hommes politiques, pour les militants de tous les partis. Ils s'imaginaient pouvoir diriger le mouvement de la révolution, l'accélérer, l'interrompre. À moins de le suivre, ils furent emportés. Ils eurent conscience de cette faillite, mais ne parvinrent pas à en analyser l'origine : ils avaient œuvré pour que la révolution éclatât, celle-ci avait eu lieu, néanmoins le comportement des classes populaires ne correspondait ni à leurs prévisions, ni à leurs plans. La révolution prenait des formes ou avait des rebondissements qui, chaque fois, « les surprenaient, endormis comme les Vierges de l'Évangile ».

La révolution, telle que les révolutionnaires l'avaient imaginée avant 1917, était une révolution imaginaire. Toutefois, comme en conformité avec leurs prévisions elle avait effectivement éclaté, ils ne remirent en cause ni leurs analyses ni leurs certitudes.

1. Par exemple, croyant au cours unilinéaire de l'Histoire dans le sens du progrès, à l'existence de cycles et de phases bien définies dans le développement des sociétés, les dirigeants de Février, membres du gouvernement ou du soviet de Petrograd, encore tout étourdis par ce bouleversement unique, la chute du tsarisme, crurent sincèrement que, parce qu'ils étaient parvenus au pouvoir, l'Histoire avait franchi une étape,

elle devait marquer un temps de repos. Ils jugeaient que l'ère de la révolution « bourgeoise » serait nécessairement longue et « qu'il n'y avait pas encore de base objective pour une révolution sociale en Russie[1] ». « La Russie n'était pas prête pour le bolchevisme », répétait Plekhanov. « Il fallait être un ignorant ou un imbécile pour se l'imaginer », ajoutait P. Struve. Dans ces conditions, la bourgeoisie recommandait de lire les textes marxistes ; comme les dirigeants des soviets, elle s'imaginait avoir l'avenir devant elle, et ne se hâtait pas d'accomplir des réformes ; rejoignant la bourgeoisie au Gouvernement, les socialistes du soviet firent de même : ils ne voulaient pas agir « inconsidérément[2] ». Les uns et les autres définirent les étapes de leur action ; d'abord consolider la « démocratie », ce qui en clair signifiait renforcer les fondements de leur propre pouvoir, puis rénover l'économie, gagner la guerre, restaurer l'État. Ils étaient sourds aux vœux formulés par les masses, pourtant clamés aux quatre vents. Ils ne s'aperçurent pas que la stratégie qu'ils définissaient et les objectifs qu'ils poursuivaient étaient sans relation avec les aspirations des hommes et des femmes de ce pays. Ceux-ci exprimaient des exigences immédiates. Les paysans demandaient la terre, les ouvriers l'amélioration de leurs conditions de vie ; les non-Russes, la reconnaissance de leur personnalité ; tous, le droit à la justice et à la dignité[3]. Les dirigeants révolutionnaires ne sentaient pas non plus que depuis leur propre appel invitant le peuple à prendre en mains les affaires locales, celui-ci, las d'être dirigé ou enrégimenté, tressaillait d'aise à l'idée de se gouverner dans les soviets, mettre fin aux combats, rêver d'une nouvelle vie[4].

2. Ce trait est associé à une autre croyance. Les dirigeants de Février s'imaginaient que pour s'être libérés du tsar et de leurs anciens maîtres, les nouveaux citoyens de la république se livreraient incontinent à des nouveaux. Pendant longtemps il n'en fut rien. Que la moindre opposition se manifeste et il n'était plus une seule de leurs décisions qui fût suivie d'application. Les contemporains ont surtout observé que les membres du Gouvernement Provisoire, membres de l'ancienne Douma, n'avaient d'autorité que *pour autant* que le Soviet le voulait bien. Dans le premier tome de cet ouvrage, il a été constaté que, de la même façon, les élus de ce contre-pouvoir ne furent écoutés que *pour autant* qu'ils n'allaient pas contre la volonté des masses. Après Février, ni les appels ni les prikazes n'obligèrent plus les ouvriers à reprendre le travail, les paysans à se dessaisir de la terre, les soldats à obéir à leurs officiers. Ils ne s'y

résolvaient que *pour autant* qu'ils l'avaient décidé eux-mêmes. Les révolutionnaires de Février et d'Octobre eurent conscience de ce phénomène, leurs *Mémoires* l'attestent. Toutefois, ils ne l'évoquèrent jamais, même entre eux : autant reconnaître la fragilité des fondements sur lesquels ils s'appuyaient pour légitimer leur droit à gouverner. Pour eux, il était clair qu'il reposait sur l'élection, le principe de majorité, la représentation : en juin 1917, au congrès des soviets, revendiquant le pouvoir pour son parti, très minoritaire, Lénine ne provoqua pas l'indignation des députés mais un immense éclat de rire[5]. Or, les conceptions et la pratique politique des citoyens n'étaient pas nécessairement celles de la démocratie représentative. Bien souvent ils les ignorèrent ou les récusèrent. Ils expérimentèrent toutes les pratiques politiques, directes ou représentatives, démocratiques ou pas, institutionnalisant ces pratiques à la façon dont procédaient les partis, les syndicats, ou bien créant eux-mêmes de nouvelles formes d'institutionnalisation.

Représentée le plus souvent comme un conflit entre les partis politiques, entre les socialistes, voire entre anarchistes et marxistes, la révolution fut tout autant une lutte entre des organisations sans identité politique : syndicats contre comités d'usine, comités de quartiers contre soviets de députés, soviets de députés contre organisation nationale, partis politiques contre organisations de jeunes ou de femmes, etc.[6].

3. Un autre trait explique l'incapacité des dirigeants de Février à gouverner, à prévoir, à demeurer à l'avant-garde. Ils n'établissaient pas la même relation que les citoyens entre le passé et le présent. Pour eux, la révolution était un aboutissement inéluctable, elle était un héritage du passé. Pour les citoyens, au contraire, la révolution était essentiellement une Renaissance, une Résurrection[7]. Pour reconstruire la société, il fallait repartir à zéro. L'ancien monde était englouti, seul importait le présent. Par conséquent, nul n'avait le droit de se prévaloir de son statut d'avant 1917, de son passé avant 1917, puisque ce passé, ce statut béni des popes, béni du tsar, étaient atteints par la gangrène et morts pour l'éternité. Le passé était révolu, malheur à qui voulait le ressusciter. Les militants les plus chevronnés en firent l'expérience. Khrustalev-Nosar, par exemple, ancien président du soviet de Petrograd en 1905, qui prétendit, à ce titre, faire partie du comité exécutif du soviet fondé en 1917. L'assemblée acclama le nom du proscrit ; mais elle repoussa sa requête et la couvrit de huées[8]. À

Kronstadt, en juillet, le menchevik Ermanskij connut le même sort. Il exigeait un temps de parole plus long que les autres orateurs « qui n'avaient pas son expérience de militant et n'avaient pas, comme lui, passé vingt ans dans les prisons du tsar ». Il fut également hué et dut quitter la tribune[9].

Cet exemple, au reste significatif d'une société qui découvre le droit de s'exprimer, a une signification plus générale dont seuls les militants les plus perspicaces eurent conscience. Toute référence au passé est une menace pour l'égalitarisme latent, le rêve de Février. De cet égalitarisme, les images cinématographiques témoignent : à la tribune publique, le cocher succède au dandy, l'officier au simple soldat[10]. Le riche a droit à la parole, comme le pauvre ; à une condition toutefois : qu'il se dépouille de son statut d'avant 1917, qu'il ne s'appuie pas sur les droits que lui conféraient ses privilèges. Ainsi, au moins à ce stade, la nouvelle société refuse la discrimination, ce qui est une autre façon de tourner le dos au passé.

Mieux que d'autres, Lénine a conscience de ce phénomène : un à un, il fait basculer par-dessus bord les articles du vieux programme de son parti, qualifiant du sobriquet de « vieux bolchevik » ceux qui, précisément, voulaient appliquer au présent la vision du présent qu'ils avaient dans le passé. Il ajuste constamment son analyse à la société qui se métamorphose[11].

Certes, cette plus grande adéquation de la pensée de Lénine à la réalité sociale de 1917 rend compte, au moins en partie, de son succès en Octobre ; elle ne supprime pas pour autant la principale contradiction. Le passé est bien là, qui fait obstacle à chacune des manifestations de la volonté révolutionnaire : insuffisance de la capacité productive, inégalités sociales et culturelles, revendications sociales antagoniques, préjugés raciaux et religieux, rivalités politiques, existence du monde extérieur, guerre étrangère et présence de l'ennemi sur le territoire national.

Cet héritage était à l'origine du succès de Février. Il commanda également le processus interne de la révolution : la nature et la définition de son régime, les crises politiques, le succès d'Octobre. Il commande également les difficultés qui suivirent. Car, après 1917, les vainqueurs voulurent à leur tour appliquer au présent la vision du futur qu'ils avaient dans le passé.

1. G. Plekhanov, *God na Rodine*, I, p. 26.

2.

Cité dans Astrakhan, *op. cit., 531* p. 218.
Sur la pénétration et l'utilisation du marxisme par la bourgeoisie en Russie, cf. ce jugement de K. Korsch (1932) : « Sur le sol nouveau de la Russie, le principe bourgeois ne pouvait s'enrober de ses illusions (...) désormais éculées... Pour pénétrer à l'Est, il fallait à la classe montante un travestissement idéologique nouveau (...). Ce fut la doctrine marxiste qui parut la plus apte à rendre ce signalé service ». in K. Korsch, *Marxisme et contre-révolution,* textes choisis et présentés par S. Bricianer, Paris. Le Seuil, 1975, p. 143-144.
Sur l'itinéraire de P. Struve, voir R. Pipes, P. Struve. *Liberal on the lefl,* Harvard, 1971.

3.

Voir la première partie de cet ouvrage, les chapitres 4 et 5 en particulier.

4.

Appel du soviet publié dans les *Izvestija* du 28 février 1917.

5.

Compte rendu des débats dans *Arkhiv. Okt. Rev., op. cit.,* 30, I, p. 67.

6.

Voir le chapitre 16.

7.

Sur l'espoir, la foi, la révolution comprise comme une transformation dynamique de la réalité, lire Erich Fromm, *Espoir et Révolution,* trad. française, Stock, Paris.

8.

Marc Ferro, « Les débuts du soviet de Petrograd », *Revue Historique,* avril-juin 1960, p. 353-380.

9.

Alexandre Skirda, *Kronstadt 1921,* Paris, 1971, passim.

10.

Archives Pathé, Paris.

11.

Sur l'attitude de Lénine au début de la révolution de 1917, voir la deuxième partie de cet ouvrage, p. 299-311.

CHAPITRE X

LA CRISE DU RÉGIME POLITIQUE

Le régime qui s’est institué en février 1917 établissait une dualité de pouvoirs, celui du Gouvernement Provisoire et celui du soviet de Petrograd. Le gouvernement émanait de la Douma, le soviet était le représentant des travailleurs et des soldats. Que ceux-ci n’agissent pas en conformité avec leurs directives, et les dirigeants du soviet en rendaient responsables les bolcheviks qui avaient voté contre l’accord du 2 mars instituant la dualité de pouvoirs.

En réalité, les actes des ouvriers et des soldats n’étaient imputables ni aux dirigeants des soviets ni à leurs rivaux bolcheviks, mais bien aux ouvriers et aux soldats eux-mêmes. En mars, constituant des soviets, ils avaient suivi les mencheviks, les trudoviks, les S.R. En octobre, ils suivirent les bolcheviks et renversèrent le Gouvernement Provisoire. Mais entre-temps ils n’écoutèrent ni les uns ni les autres.

Les *Journées* qu’ils suscitèrent pour protester contre la politique du double-pouvoir eurent pour effet de faire éclater la fiction sur laquelle le régime reposait : la représentativité des dirigeants révolutionnaires, leur solidarité face à la bourgeoisie.

Ultérieurement, la *Kornilovchtchina* mit à l’épreuve une autre fiction : la capacité d’un pouvoir « fort », ou supposé tel, de mettre fin au processus révolutionnaire.

1. THÉORIE ET PRATIQUE DU DOUBLE-POUVOIR

La dualité de pouvoirs instaurée en février reposait sur un principe hérité du marxisme, la division de la société en classes antagonistes. Mais son fonctionnement portait en lui une contradiction essentielle : les deux instances s'exprimaient au nom de la société tout entière alors que chacune d'entre elles ne représentait, pour l'autre, qu'une fraction de cette société. D'un côté, il y avait le Gouvernement Provisoire qui, pour le soviet, représentait les classes dirigeantes, le Capital ; de l'autre, il y avait le soviet, la « Démocratie », qui, pour le gouvernement, représentait les classes populaires, le Travail.

Au gouvernement siégeaient des personnalités et des membres des partis « bourgeois », pas de socialistes[1]. Au comité exécutif des soviets, le *Tsik*, toutes les organisations prolétariennes étaient représentées, anarchistes et bolcheviks y compris ; seuls les partis « bourgeois » étaient exclus. La frontière politique entre ces deux instances était nette, reconnue de tous : elle passait exactement entre la gauche du parti constitutionnel-démocrate (K.D.), le plus radical des partis « bourgeois », et les trudoviks, aile la plus modérée des partis socialistes (voir le tableau I).

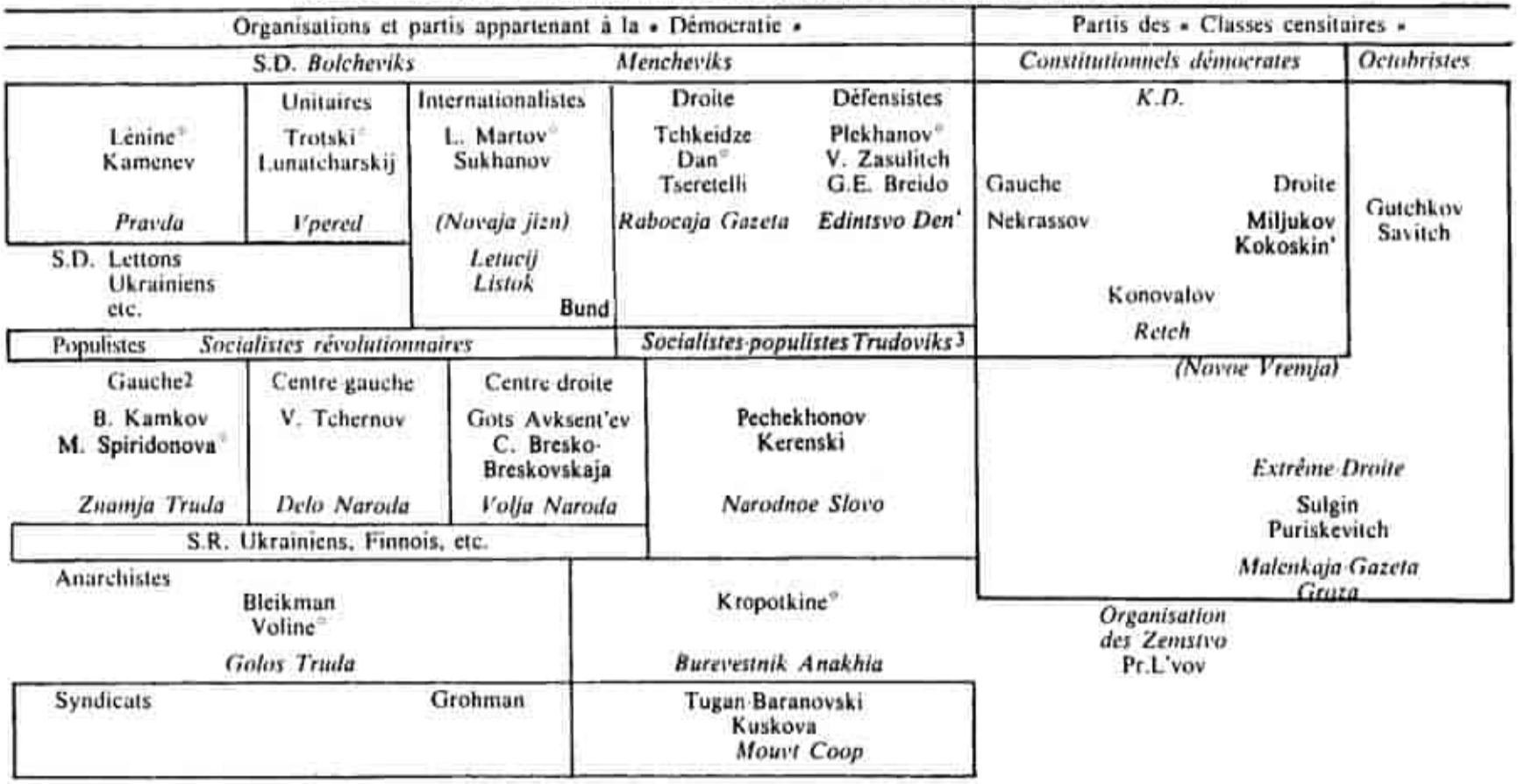
Cette ligne de démarcation commandait le principe de la vie politique, toute sa représentation. D'un côté, il y avait les organisations et institutions censitaires (zemstvos, doumas municipales, partis politiques « bourgeois », etc.) et de l'autre les forces de la « Démocratie » (partis socialistes, anarchistes, syndicats, etc.). Seul le mouvement coopératif, qui se voulait « ni capitaliste, ni socialiste » (Tchajanov), offrait une alternative théorique globale à cette représentation. Toutefois, actif et dynamique en tant qu'organisation, le mouvement coopératif n'exerçait pas une grande influence politique.

Dès le premier jour, les travailleurs et les soldats avaient exprimé œleur méfiance à l'endroit du Gouvernement Provisoire composé de « bourgeois », de « mal élus » de la Douma. Partageant leur humeur, les membres du comité exécutif du soviet de Petrograd, en majorité mencheviks-internationalistes, avaient refusé de participer au cabinet constitué par le prince L'vov. Les marxistes y avaient ajouté une raison : « Tant que la Russie ne possédait pas les moyens de faire une véritable

révolution prolétarienne, la participation des socialistes au gouvernement ne pourrait que berner les travailleurs, les bercer d'illusions, déconsidérer leurs leaders. » Néanmoins, au moment où une inconnue planait encore sur les intentions de Nicolas II et où l'éventualité d'une répression militaire n'était pas à exclure, le comité exécutif du Soviet de Petrograd décida de reconnaître la légitimité du Gouvernement Provisoire, de le soutenir, pour que la Douma ne bascule pas dans le camp de la contre-révolution. Cette reconnaissance s'assortissait d'une condition qui était le fondement de l'accord conclu pour l'établissement du nouveau régime : elle ne valait que *dans la mesure où* le gouvernement pratiquerait une politique en accord avec les principes démocratiques : institution du suffrage universel, non-prédétermination de la nature du régime avant la réunion d'une assemblée constituante, convocation rapide de cette assemblée, etc. Ainsi, par ce *postol'ku poskol'ku,* il semblait qu'au dessus du gouvernement « bourgeois », le contrôlant, planait l'épée du contre-pouvoir « populaire ». Les bolcheviks et anarchistes exceptés, toutes les organisations prolétariennes approuvèrent les termes de cet accord. Aussitôt, le Soviet de Petrograd envoya une instruction aux soviets de province nés sur ces entrefaites : elle indiquait que le Gouvernement Provisoire représentait bien la légitimité ; les soviets locaux devaient seulement contrôler son action, aider à la solution des problèmes par la voie de la conciliation[2].

TABLEAU I

TABLEAU DES PARTIS, ORGANISATIONS ET JOURNAUX PENDANT LA RÉVOLUTION DE 1917[1]



1. Pour la signification des tendances et le programme des partis, voir p. 132-170, 244-267 et 337-347.
2. La scission formelle n'eut lieu qu'après les Journées d'Octobre.
3. La fusion eut lieu en mai 1917, voir p. 339-341.

* N'arrivent à Petrograd qu'en avril ou en mai.

Ce compromis impliquait la reconnaissance de deux instances séparées et antagonistes, la subordination des classes censitaires au gouvernement, des travailleurs et des soldats aux soviets de députés. Il instituait les règles d'une partie politique dont l'enjeu était en principe la victoire aux élections à l'assemblée constituante. Chaque partenaire avait désormais ses objectifs déclarés, ses mots d'ordre, les bolcheviks proposant une alternative globale au double-pouvoir, tout le pouvoir aux soviets (voir le tableau 2).

Ainsi, tout en déclarant qu'ils ne prédétermineraient pas la nature du régime avant la réunion de l'assemblée constituante, les hommes de Février n'en définissaient pas moins la procédure qui l'instaurerait et qui impliquait, outre l'adoption d'un régime représentatif, l'unité de l'Empire, ce qui souleva d'ailleurs de nombreuses objections, notamment de la part des nationalités.

Dans les semaines qui suivirent, la « Démocratie » ne cessa de tarabuster le gouvernement qui ne faisait pas diligence pour préparer les élections ; celui-ci répondait qu'en temps de guerre, il était particulièrement difficile de les organiser. Simple jeu de la part des uns et des autres. En réalité, au sortir de la clandestinité, les socialistes ne se sentaient pas encore prêts à affronter une campagne électorale ; lorsqu'ils partagèrent le pouvoir avec les « bourgeois », ils ne manifestèrent nulle hâte[3]. De son côté, la bourgeoisie mesura d'emblée les risques d'une telle consultation : sans rien en dire publiquement, ses éléments les plus combatifs comptaient bien manœuvrer de telle sorte qu'ils n'auraient jamais à y procéder[4].

Les autres implications de l'accord du 2 mars ne furent pas plus prises en compte.

L'entrée de Kerenski au gouvernement fut une première entorse au principe même du double-pouvoir puisque le leader trudovik avait été élu vice-président du Soviet de Petrograd. Il avait passé outre aux objections des autres membres du comité exécutif, et, à l'opposé du menchevik Tchkeidze, également sollicité et qui avait refusé, il avait accepté de devenir ministre, faisant directement appel de sa décision devant l'assemblée générale du soviet qui l'avait acclamé[5]. Quelques semaines plus tard, au lendemain de la « crise d'avril », l'entrée massive des socialistes au gouvernement mit en cause le principe même du double-pouvoir. La crise avait éclaté parce que le K.D. Miljukov, ministre des Affaires étrangères, avait voulu forcer la main au soviet en définissant seul les buts de guerre du

nouveau régime. Sa chute fut un succès du camp « démocratique » tout entier. Elle invita les dirigeants du soviet à se poser à nouveau le problème de la participation à un gouvernement « bourgeois ». Puisque, sur le problème essentiel des buts de guerre, les K.D., parti de la bourgeoisie, abandonnaient Miljukov et acceptaient de se rallier au programme du soviet, la paix sans annexions ni contributions, l'opposition à la participation perdait une partie de son sens. La majorité des S.R. et des mencheviks adoptèrent ce point de vue et rejoignirent l'attitude adoptée par Kerenski. L'opinion « démocratique » salua l'entrée des leaders du soviet au gouvernement « de coalition » comme une seconde révolution.

Néanmoins, l'opposition au double-pouvoir, deuxième manière, grossit ; elle comprit désormais, à gauche, outre les bolcheviks et les anarchistes, la gauche des S.R. et les mencheviks internationalistes. À droite, elle se grossit d'une grande partie des K.D. et des Octobristes[6].

Désormais, les instances du soviet et du gouvernement n'étaient plus séparées mais associées. Furent-elles pour autant antagoniques ?

Déjà, en mars et en avril, loin de jouer les otages de la « Démocratie » au sein d'un gouvernement « bourgeois », comme on se l'imaginait, Kerenski s'y était montré fort à l'aise. Lors de la crise d'avril, le clivage qui se manifesta au sein du cabinet n'avait pas opposé Kerenski, en tant que membre du soviet, aux autres membres du gouvernement. Il avait opposé d'un côté Gutchkov et Miljukov, parti de la « résistance », aux autres ministres, partisans du « mouvement »[7].

TABLEAU II

CONCEPTS ET MOTS D'ORDRE PENDANT LA RÉVOLUTION DE 1917

	K.D.	*Bolcheviks*	*Mencheviks et S.R.*
PRINCIPE	Unité	Lutte des classes	Conciliation et arbitrage
POLITIQUE ÉTRANGÈRE	Guerre jusqu'à la victoire	Paix immédiate	Paix sans annexions ni contributions Guerre défensive
SITUATION HISTORIQUE	Révolution achevée	La révolution commence	Première phase de la révolution non achevée
RÉGIME ÉCONOMIQUE	Libéralisme	Nationalisations	Contrôle d'État
RELATION GOUVERNEMENT/SOCIÉTÉ	Confiance	Méfiance	Persuasion
MOT D'ORDRE POLITIQUE	République parlementaire	Tout le pouvoir aux soviets	Assemblée Constituante
AVENIR	Démocratie	Socialisme	Socialisme démocratique

Il en alla de même après avril. Au sein du gouvernement de coalition, les conflits n'opposèrent jamais, globalement, les ministres socialistes aux ministres bourgeois. Un premier différend, à propos du contrôle d'État sur la production industrielle, opposa Konovalov, autre ministre K.D., à tous ses collègues. Un second différend, qui dura jusqu'en septembre, opposa Tchernov, qui ne désavouait pas l'action des comités agraires, à tous les autres ministres, qui condamnaient formellement la saisie « illégale » des terres par les comités de paysans.

Ainsi, la frontière politique entre les opposants ne se situait pas, comme la notion de double-pouvoir l'impliquait, entre les représentants de ces deux pouvoirs, mais à ses marges et plus encore à ses frontières.

Le terme de l'évolution fut atteint au lendemain des grandes crises de l'été, les *Journées de Juillet* et la *Kornilovchtchina*. Les membres du gouvernement qui avaient une étiquette socialiste ne représentaient plus qu'une infime fraction des organisations sociales présentes dans les soviets ; ceux qui représentaient les classes censitaires n'étaient plus mandatés par le parti K.D. La base politique du dernier gouvernement Kerenski se situait au point d'équilibre des deux instances constituées en Février, au lieu géométrique de toute la représentation politique. Mais, ainsi réduite, cette base ne représentait plus rien[8].

Au reste, entre les élus du double-pouvoir, peut-on faire la différence ? « Il nous semblait qu'entre la Gauche et nous, il y avait un mur, écrivait le prince Trubetskoj, un K.D. Mais ce mur s'est effondré[9]. » Effectivement, « bourgeois » ou « socialistes », les ministres « conciliateurs » étaient également soucieux de la respectabilité de « leur » régime. Fascinés par l'exemple des démocraties occidentales, ils imitaient avec application les gestes et le style de leurs dirigeants. Par exemple, ils disaient d'abord « non » aux revendications populaires, qu'il s'agisse de la journée de huit heures, de la baisse du loyer de la terre, de la paix, de l'assouplissement de la discipline militaire. Ils croyaient manifester ainsi une fermeté d'hommes d'État. Ils ne s'apercevaient pas qu'étant sourds aux aspirations pressantes des classes populaires, les ministres du Gouvernement Provisoire se métamorphosaient à leurs yeux en dirigeants d'ancien régime alors qu'ils avaient été les artisans de sa chute.

Les socialistes « conciliateurs » expliquaient également qu'il était trop tôt pour satisfaire à toutes ces demandes : la crise de l'économie, l'état de

guerre, la situation de la Russie ne le permettaient pas. À l'impossible, nul n'est tenu. En outre, ajoutaient-ils, les patrons et les prêtres, les industriels et les statisticiens, les Cosaques et la France étaient hostiles aux demandes formulées par les travailleurs et les soldats. D'ailleurs, pour conclure la paix, il eût fallu que l'ennemi et les Alliés y consentissent, on ne pouvait les y obliger. La réponse des élus de Février ne partait pas nécessairement d'une intention maligne. Ils admettaient qu'aucune de ces revendications n'était, en soi, illégitime, mais que, toutes réunies, elle étaient inconciliables. Seule l'assemblée constituante pourrait statuer, décider des urgences. En février, cette attitude ne déplut pas à une population éprise d'équité, qui n'eût pas admis qu'on décidât de l'avenir du pays en l'absence de ses défenseurs. Mais ces citoyens ne furent pas longs à s'apercevoir que le légalisme des révolutionnaires-ministres avait pour effet de perpétuer un ordre social que le soulèvement populaire visait précisément à abolir. Devant cette situation, hommes et femmes de Russie patientèrent encore quelques semaines ; mais ces semaines s'ajoutaient à des mois, à des années de souffrance et d'attente. Les demandes formulées en mars étaient modestes, elles paraissaient raisonnables. Elles exprimaient un immense espoir. Les Russes n'osèrent pas imaginer qu'on les trompait, mais ils pressentirent qu'ils seraient dupes et qu'à force de créer des commissions et des sous-commissions pour détruire l'ancien ordre, c'était bien la révolution que ces nouveaux guides étaient en train d'enterrer. « Leurs mains tremblaient », a écrit Trotski. Oui, dès qu'il s'agissait d'aller de l'avant, car terrorisés à l'idée que l'Histoire pourrait un jour leur reprocher d'avoir pris des décisions de façon illégitime, ils n'osaient, alors que la majorité de la population les y poussait. Mais ils osaient dire « non » dès qu'on voulait leur forcer la main, parce que ces démocrates, élus ou cooptés, se seraient sentis dessaisis des droits et de la capacité qu'ils associaient à leur fonction : juger et décider de la marche de la révolution puisqu'ils en avaient été les prophètes.

Alors, hostiles à cette politique de conciliation et d'attente, les masses impatientes se mirent en mouvement[10]. Après avoir multiplié les grèves, les ouvriers virent les patrons leur répondre par une vague de lock-out. Ils commencèrent à occuper les usines, à les gérer eux-mêmes, tandis que les paysans confisquaient la terre et qu'avec l'aide de soldats ils réalisaient tous une révolution sociale, qui aboutissait bientôt à une métamorphose de la société.

Toutefois, le phénomène ne fut pas perçu, dès l'origine, dans sa profondeur réelle ni dans toutes ses manifestations parce que les péripéties, les *Journées* occupaient pleinement le devant de la scène. Sans doute, celles-ci étaient liées aux luttes sociales, mais elles semblaient plus directement associées au problème de la guerre. Pourtant, une corrélation apparaissait à quelques-uns : les dirigeants qui, jouant les démocrates, s'opposaient le plus aux réformes, étaient précisément ceux qui, disant la paix impossible, souhaitaient voir la guerre continuer. Était-ce supercherie, imposture ? En 1917 au moins, un point paraissait clair, ce problème de la guerre était au cœur de tous les conflits, au nœud de toutes les crises. Avec le recul, il est clair également que sur ce problème comme sur les autres, les oppositions majeures ne se situèrent pas au sein du double-pouvoir mais entre le double-pouvoir et les forces qui se trouvaient à ses frontières.

2. CATALYSEUR DES CRISES, LE PROBLÈME DE LA GUERRE

« Si, pour la bourgeoisie, la prolongation de la guerre a pour but d'étouffer la révolution, écrivait Bukharine, pour le prolétariat, l'étouffement de la guerre a pour but la prolongation de la révolution[11]. » Ce que Miljukov avait compris dès le premier jour, ses adversaires avaient mis quelque temps à en prendre conscience. La poursuite des hostilités permettait au commandement de transférer au front les soldats indisciplinés, de maintenir des troupes en ligne, de sauvegarder ainsi les structures de l'armée. Elle permettait à la bourgeoisie de consolider ses liens avec les Puissances occidentales, aux classes dirigeantes d'arguer de la nécessité patriotique pour obtenir des paysans et des ouvriers qu'ils travaillent, qu'ils « livrent à leurs frères en armes du pain et des souliers ».

En rédigeant sa *note* aux Puissances, Miljukov avait cru pouvoir gagner de vitesse la Démocratie, amarrer la Russie nouvelle à la guerre « impérialiste ». La crise éclata, instantanée. Ayant chassé du pouvoir Gutchkov et Miljukov, modifié les buts de guerre de la Russie, les dirigeants des soviets, notamment le menchevik Tseretelli, s'imaginaient que leur idée de « paix sans annexions ni contributions » gagnerait l'Europe entière. Ni Lénine, qui exigeait la paix immédiate, ni Miljukov, qui n'en voulait à aucun prix, ne partageaient cette illusion. Toutefois, en avril, leur audience était étroite et les nouveaux dirigeants se disaient sûrs d'aboutir.

En tant que ministres du gouvernement de coalition, ils interviendraient auprès des gouvernements alliés pour que ceux-ci procèdent à un alignement de leurs buts de guerre. Parallèlement, en tant que socialistes, ils organiseraient une conférence pacifiste à Stockholm où serait coordonnée l'action que les différents partis socialistes exerceraient sur leur propre gouvernement. Afin de garder la confiance des Alliés et de ne pas trop s'aliéner celle du commandement, les socialistes « conciliateurs » admirent la nécessité d'une reprise des « opérations actives », prélude indispensable à une offensive qui serait la dernière[12]. Au reste, on ne voyait pas quelle autre solution adopter pour contraindre les Alliés et l'ennemi à conclure une paix générale. Signer une paix séparée semblait aux uns une honte, aux autres une grave erreur. Lénine lui-même jugeait qu'une telle paix reviendrait, à long terme, à favoriser la victoire de l'impérialisme allemand. Libérés sur le

front oriental, les soldats du Kaiser pourraient vaincre la France et l'Angleterre ; ensuite, ils se retourneraient contre la Russie. Surtout, cette victoire renforcerait le prestige de Guillaume II, elle serait un coup de poignard dans le dos du prolétariat allemand ; or les socialistes le jugeaient garant de la victoire ultérieure de la révolution prolétarienne[13].

Héritiers d'une guerre qu'ils avaient condamnée, obligés de la poursuivre mais cherchant des solutions pour y mettre fin, les ministres conciliateurs se sentaient bonne conscience. En outre, ils ne manquaient pas d'observer les avantages de la situation. Occupé à se battre contre l'ennemi national, le commandement ne serait pas capable de laisser planer la menace d'une réaction militaire. De leur côté, les simples soldats seraient maintenus hors de la vie politique active. Or, par leur nombre, ces « paysans en uniforme », politiquement non identifiés, « faussaient le fonctionnement des soviets et de la démocratie ».

Ce schéma était trompeur. Hors de Russie, les socialistes furent incapables d'infléchir les buts de guerre d'un seul des gouvernements belligérants. La conférence socialiste de Stockholm avorta. En Russie même, la poursuite des hostilités n'eut pas du tout les résultats attendus.

Avant d'avoir échoué sur le terrain, l'offensive avorta sur le plan diplomatique et financier ; elle ne rapporta ni une conférence interalliée, ni un franc, ni une livre sterling, tout au plus quelques yens et la promesse d'une aide américaine[14].

À l'arrière surtout, cette politique suscita de vives réactions dans l'opinion. Qualifiée de « défense révolutionnaire », elle n'en signifiait pas moins que le sort des soldats et des travailleurs ne changerait guère. Les uns auraient de nouveau à exposer leur vie, les autres à maintenir les cadences, tous à obéir à leur devoir patriotique. Sous le couvert de la nécessité, l'autorité militaire retrouverait son ascendant, le pouvoir civil ses prérogatives. Déjà, un processus identique à celui des mois précédents se reproduisait : aux yeux des travailleurs et des soldats, les ministres socialistes se métamorphosaient en ministres-bourgeois. Kerenski, ministre de la Guerre, invitait les soldats à renforcer la discipline alors que la troupe en demandait l'aménagement ; le ministre de la Justice interdisait aux paysans de modifier le statut de la terre, voulant ainsi ignorer que leur première exigence était de le bouleverser ; Skobelev, ministre du Travail, ne prenait aucune mesure pour obliger les patrons à améliorer les conditions de vie dans l'usine, mais il sanctionnait les comités d'usine qui y avaient

contraint un directeur. Il devenait difficile de faire la différence entre anciens et nouveaux dirigeants. Sans même qu'il en eût conscience, le menchevik Tchkeidze, président du Soviet de Petrograd. invitait les soldats à partir au front, le 23 juin 1917, dans les termes mêmes qu'employait le général Polovtsev, bientôt chargé de la répression.

Partout, les signes de mécontentement se multipliaient : les grèves succédaient aux grèves, les mutineries aux actes de désobéissance collective. Et, chaque jour, depuis le début du mois de juin, une information confirmait la volonté déclarée des dirigeants de mettre un frein au processus de décomposition. Les chefs militaires s'en félicitaient, les milieux contre-révolutionnaires s'en réjouissaient ouvertement. Les uns et les autres jugeaient, toutefois, que pour autant qu'il avait choisi la bonne voie, le gouvernement ne montrait pas assez de fermeté. Les incidents qui éclatèrent à Kronstadt et à la Villa Durnovo, deux citadelles de l'anarchisme, alimentèrent une violente campagne de presse : la *Malenkaja Gazeta.* les *Novoe Vremja* stigmatisèrent ceux qui étaient à l'origine de ces désordres, anarchistes et bolcheviks réunis, tous juifs. Des membres du gouvernement faisaient chorus, répétant qu'« on ne pouvait gouverner ainsi ; au milieu des grèves, du désordre ». Contre leurs ouvriers, les patrons multipliaient les lock-out ; agissant dans le même esprit, les propriétaires terriens interrompaient les ensemencements. Parallèlement, les ministres « bourgeois » avertissaient leurs collègues socialistes qu'ils imiteraient l'exemple de Konovalov, qui avait quitté le gouvernement pour exprimer son désaccord avec sa politique. Il y avait là un chantage à une sorte de lock-out politique.

Dans ce climat de réaction, la campagne de Kerenski en faveur d'une reprise des opérations militaires actives, puis l'annonce du déclenchement de l'offensive, sans cesse réclamée par les Alliés et retardée depuis avril, prenaient une signification qui ne pouvait tromper. Le parti bolchevik l'expliqua, les soldats voulurent réagir et, comme en avril, organiser des manifestations[15].

Parallèlement, le commandement salua le déclenchement de l'offensive dans un grand tintamarre patriotique. De nombreux régiments manifestèrent en faveur de la « guerre jusqu'à la victoire ». Le 19 juin, l'*Union des officiers de l'armée et de la flotte,* la *Ligue Militaire,* les Cosaques voulurent répondre à la manifestation du 18 juin par une contre-manifestation en l'honneur des premiers succès de l'offensive. Le général

Polovtsev, commandant les troupes de la capitale, était présent. En présence de Kerenski, on chanta l'hymne tsariste *Spasi Gospodi.* À Peterhof, des membres du cortège attaquèrent des piquets de soldats hostiles à la contre-manifestation. Ainsi encouragé, le général Polovtsev envoya au front, le soir même, cinq cents mitrailleurs du Premier Régiment connu pour ses convictions pacifistes. Il accompagnait cette mesure d'autres mutations, prenait des dispositions pour éloigner de la capitale seize des dix-sept automitrailleuses qui s'y trouvaient normalement[16]. Comme en mars, à l'époque de Stockhod. ces mesures avaient pour but d'apprécier la nervosité de la troupe, d'évaluer les possibilités du commandement. Bonne occasion, également, de mettre le Soviet de Petrograd au pied du mur : il avait promis de s'opposer à l'envoi au front des régiments qui avaient libéré le pays du tsarisme. Il ne tint pas parole. Le 23 juin, les *Izvestija,* journal du soviet, publiaient en bonne place une résolution invitant les unités de la capitale à répondre à un appel immédiat. « Les troupes de la réserve devaient remplir leur devoir, comme les autres. » Quelques jours plus tard, on apprenait que sur le front Nord, des mesures avaient été prises contre des soldats réfractaires ; le commissaire Makurenko, tout S.R. qu'il était, interdisait les meetings. Le commandement procédait à huit mille douze arrestations. L'un représentait le pouvoir « traditionnel », l'autre le pouvoir « révolutionnaire[17] ».

« Jusque-là, on pouvait décider de n'importe quelle mesure politique ; désormais, ce ne sera plus possible », observait l'ouvrier Skalov, au comité de son quartier. Il invitait ses camarades à demeurer vigilants, « à ne pas laisser dissoudre la milice ouvrière[18] ». En l'occurrence, ce militant obscur faisait preuve de perspicacité. Le même jour, le général Brussilov adressait ce message à Rodzjanko, président de la Douma : « Que le 18 juin soit un tournant dans l'histoire *intérieure* de notre pays[19]. » Le militant de base et le généralissime aboutissaient à la même conclusion : l'offensive était bien l'offensive contre la révolution.

Par la Note Miljukov, puis le déclenchement de l'offensive et ultérieurement la perte de Riga et la menace sur Petrograd, le problème de la guerre fut le catalyseur qui déclencha les crises. Car à la différence des conflits sociaux celui-ci ne pouvait pas être résolu par les citoyens eux-mêmes : l'échec du premier mouvement des fraternisations l'avait montré[20]. Seul un gouvernement avait la capacité de conclure la paix et le problème de la paix était ainsi un problème de pouvoir. Le fait nouveau était que le

lien entre l’accomplissement des réformes, la conclusion de la paix et le changement de gouvernement apparaissait désormais clairement à l’ouvrier, au simple soldat. Désormais il n’est plus un seul geste des dirigeants politiques qui ne soit analysé de ce triple point de vue. Cette prise de conscience est manifeste à la veille des Journées de Juillet. Comme le notait l’Américain Dennis Garstin, « les bolcheviks avaient appris au peuple à penser ».

3. LES JOURNÉES DE 1917 ET LA FAILLITE DU DOUBLE-POUVOIR

Avril, Juin, Juillet, trois crises. Chaque fois, l'origine et le détonateur sont les mêmes : la Journée a pour cause l'incapacité des dirigeants de février à entendre la voix de la revendication populaire ; elle a pour détonateur le problème de la guerre, qui fut également le catalyseur du putsch Kornilov et de l'insurrection d'Octobre.

Comme les *Journées* de la Révolution française, les *Journées* de 1917 ont, certes, chacune sa personnalité. Elles ont néanmoins d'autres traits en commun.

– *Déroulement chronologique.* Après les meetings d'agitation, des délégations sont envoyées au siège du parti bolchevik, aux sections militaire et ouvrière du Soviet de Petrograd, aux Soviets de Kronstadt et d'Orianenburg, réputés activistes, pour solliciter leur appui. À ce stade, les orateurs responsables du *Tsik*[a] font leur apparition. Aux foyers du mouvement, leurs discours modérateurs sont sans effet ; leur action est plus efficace dans quelques usines ou régiments qui peuvent ne pas participer au mouvement, ou même, comme en juillet, s'y opposer.

– *Itinéraire.* Lorsque la manifestation commence, les regroupements s'opèrent de l'autre côté de la Neva. L'itinéraire suivi est le même qu'en février : vers le Palais de Tauride, par la Liteinij Prospekt. Parallèlement, le gouvernement regroupe des troupes réputées loyalistes derrière les cathédrales de Kazan et de St Nicolas (voir la carte, tome I, p. 62-3).

– *Participation et slogans.* En février, participants et badauds ne forment bientôt qu'un seul cortège. Toute la capitale défile en chantant et en scandant des slogans : à bas l'autocratie, liberté égale, sans distinction de sexe, de race, de religion, etc. Dès la fin du mois de mars, les citadins du centre de la ville ne se joignent plus aux manifestants ; mais ils les accompagnent et leur font des petits gestes amicaux. Les slogans sur l'égalité et la liberté dominent toujours, mais également ceux sur la « paix sans annexions ». Dès que ceux-ci l'emportent, les citadins du centre de la ville ne prêtent plus d'attention aux manifestants ; ils vaquent à leurs affaires. Ensuite, en mai et juin, les images démontrent une certaine nervosité de la part des manifestants ; ils sont accompagnés d'un service d'ordre ; bientôt celui-ci double, l'un pour accompagner le cortège, l'autre

pour prévenir l'action éventuelle de contre-manifestants. Parmi ceux qui défilent et manifestent en faveur d'une paix sans annexions, on ne distingue plus de fonctionnaires, ni d'étudiants, ni de chapeaux de femmes, mais seulement les bataillons serrés des soldats de la capitale.

Ainsi, les images cinématographiques en attestent, dans les manifestations de rues, à l'avant-garde du mouvement contre la guerre, défilent ceux que la poursuite des hostilités menace directement, pas des ouvriers mais les soldats. Tandis que les ouvriers accomplissent la révolution dans leur usine, les soldats se rendent les maître de la rue. Actions parallèles, mais pas nécessairement coordonnées[21].

Avril, Juin, Juillet : lors de ces trois crises, les meneurs, jamais les mêmes, mais toujours accompagnés de soldats, essaient de rallier à leur manifestation les organismes dirigeants du parti bolchevik. En avril, ils y parviennent, pas en juin. En juillet, ils passent outre leur opposition, et les bolcheviks perdent le contrôle de l'avant-garde.

Toutefois, divisé à chaque crise, le parti finit par se solidariser avec les manifestants. Au contraire, dans les soviets de députés, la majorité des élus socialistes demeure hostile. Aussi, les relations des bolcheviks et de leurs amis avec les dirigeants « conciliateurs » se détériorent après chaque crise, après chaque *Journée*. Le 4 juillet, c'est l'affrontement : il sonne le glas de l'unité de « démocratie », qui était un des fondements du régime du double-pouvoir.

LE PARTI BOLCHEVIK DÉBORDÉ. LE PARTI BOLCHEVIK DIVISÉ[22]

La *Pravda* ne cessait de dénoncer l'action du gouvernement et celle des dirigeants du soviet qui collaboraient avec lui. En bonne logique, les soldats manifestèrent à la fois contre les uns et contre les autres. Mais comme, pour ces régiments, seul le soviet représentait l'autorité révolutionnaire, ils se dirigèrent chaque fois vers le palais des soviets. Ils alimentaient ainsi une vieille querelle, née en février, et que Lénine, à son retour d'exil, avait ressuscitée.

Dès février, une poignée de militants ouvriers, bolcheviks pour la plupart, avaient stigmatisé l'accord que le soviet de Petrograd avait conclu avec le gouvernement. Au comité de Petersburg du parti bolchevik, il avait même été question d'organiser une manifestation contre cet accord, le 2 ou le

3 mars. L'idée avait été rejetée : à cette date, les masses plaçaient leur confiance dans le soviet, une attitude hostile eût été mal comprise. En outre, les journées de Février avaient montré la faiblesse du parti, notamment dans l'armée. Il lui fallait d'abord s'organiser, conquérir la majorité dans les soviets, se faire entendre des soldats, cette masse politiquement non identifiée et volontiers suspecte. Par conséquent, il semblait suffisant aux bolcheviks de dénoncer la politique des dirigeants mencheviks et S.R., de préconiser une attitude plus radicale vis-à-vis de la bourgeoisie ; en bref, de garder le comportement d'une minorité dans un régime démocratique. Cette ligne fut consolidée lorsque Kamenev et Staline prirent en main les affaires du parti. Lénine la dénonça dès son retour en Russie. Il stigmatisa le « parlementarisme » des dirigeants bolcheviks, leur appliqua le sobriquet de « vieux bolcheviks » parce qu'ils s'obstinaient à utiliser les anciens schémas : révolution « bourgeoise », démocratie dans les soviets, etc. Il fallait mettre fin à la guerre impérialiste, rompre avec les sociaux-démocrates qui collaboraient avec la bourgeoisie, qui concluaient avec elle une « paix séparée ». Tenant compte de la radicalisation des masses, Lénine jugeait que, parallèlement, la politique bolchevik devait se radicaliser. La *Pravda* publia ces *Thèses d'Avril.* Les effets furent immédiats : lorsque la Note Miljukov révéla la volonté annexionniste du Gouvernement Provisoire, les manifestants de l'avant-garde anarcho-bolchevik étaient déjà bien plus nombreux que les contestataires du début de mars. À leur tête, il y avait des soldats, pas des ouvriers. Leur nombre et leur détermination grandirent lorsqu'en guise de politique de « paix sans annexions ni contributions », qui figurait dans sa déclaration au soviet, le gouvernement de coalition préconisa la reprise des opérations actives. Comme en avril, ils sollicitèrent l'appui du parti bolchevik. Paralysé par la lutte des tendances Kamenev et Lénine, le comité central tergiversa. Sensible à l'humeur radicale du Comité de Petersburg et de l'Organisation militaire bolchevik, en voie de développement, il pencha en faveur d'une manifestation. Une nouvelle fois, les animateurs du mouvement étaient des soldats, pas des ouvriers[23].

La décision du parti suscita une telle réprobation dans les soviets que Zinoviev en fut retourné ; ce revirement assura la majorité à la tendance « démocratique », hostile à la manifestation puisque la nouvelle politique de coalition avait été votée à la majorité. Bien qu'ils aient néanmoins manifesté le 18 juin, les soldats bolcheviks étaient furieux contre le

revirement du comité central : dans la *Pravda*. le parti stigmatisait les dirigeants, puis, le jour où les masses se décidaient à agir, il tergiversait et les retenait. Était-ce inconséquence ou était-ce trahison[24] ?

Entre les organes centraux du parti et l'avant-garde où anarchistes et bolcheviks fraternisent, bientôt c'est la rupture. En juillet, le conflit éclate.

Depuis la proclamation de l'offensive, les soldats bolcheviks du 1er régiment de mitrailleurs pressentaient que le commandement saisirait cette occasion pour les envoyer sur le front nord. La manœuvre était claire, l'épreuve de force commençait.

Le comité du régiment avait été élu en mars ; il était de tendance « conciliatrice » ; il pouvait se laisser fléchir. Aussi, l'enseigne Golovin', un bolchevik, exigea que le régiment se constitue en assemblée générale : une affaire aussi grave que le transfert au front ne devait pas être réglée de façon autoritaire, même par le comité du régiment. La majorité le suivit. Zinoviev vint chauffer les soldats : « Désormais, leur dit-il, ils avaient le choix entre la mort dans les tranchées au nom d'intérêts qui leur étaient étrangers, ou la mort sur les barricades pour soutenir leur propre cause. » Le commandement était au courant. Il jugeait qu'une rébellion armée était inéluctable ; les activistes des régiments les plus révolutionnaires pensaient de même. L'Organisation militaire bolchevik le sentait, les anarchistes s'y préparaient[25]. « Depuis l'affaire de la villa Durnovo, rapporte Fedorov, on nous avait donné l'ordre de rendre nos mitrailleuses ; et il était clair qu'on ne les rendrait pas. » « Pour nous, rapporte-t-il également, il n'y avait pas d'autre issue que de sortir en armes afin d'abattre le Gouvernement Provisoire. » Les soldats bolcheviks étaient d'accord : la conférence pan-russe des organisations militaires bolcheviks se transformerait en organe de prise du pouvoir. En même temps on écarterait le comité central dont les tergiversations n'étaient plus de mise : « La politique qui consistait à contenir les masses n'était plus satisfaisante… Le parti devait être prêt à combattre même quand il ne le désirait pas. » Les dirigeants de l'Organisation militaire bolchevik savaient que tel était le sentiment des activistes : « Nous passions l'essentiel de notre temps à les calmer », témoigne Podvojskij[26].

Loin de mesurer l'irritation des éléments avancés, la direction du Parti était aux champs : c'était un dimanche, Lénine était parti à la campagne, Nogin'et Miljutin'avaient quitté la capitale. Ilin Zelevskij et Semachko

déclarèrent « qu'ils avaient assez de mitrailleuses pour renverser le gouvernement et personne ne pourrait les en empêcher ». De leur côté, les anarchistes expliquaient aux soldats qu'ils n'étaient pas d'accord avec la formule des bolcheviks : « tout le pouvoir aux soviets. » « Nous voulons renverser le gouvernement, déclarait Bleichkman, non pour donner le pouvoir au soviet "bourgeois", mais pour le prendre. » Les mots d'ordre demeurèrent néanmoins : « À bas les ministres capitalistes », « tout le pouvoir aux soviets[27] ».

> « Un témoin rapporte que Bleichkman était impatient de se battre ; il s'échauffait, expliquait que les soldats pouvaient compter sur les ouvriers et les matelots, que s'il y avait un soulèvement, ils viendraient…
> – Oui, nous sommes prêts, criaient les soldats présents.
> Les mitrailleurs étaient nerveux, ils devaient frapper le premier coup… (…)
> Puis, on mit sur pied un plan, si l'on peut appeler cela un plan :
> 1. Tout de suite et pendant la nuit (du 2 au 3) aller dans les quartiers pour préparer l'insurrection à 11 heures.
> 2. Kolobuchkin', Bleichkman, Pavlov et Fedorov doivent se mettre à la tête du 1er régiment, arrêter le Gouvernement Provisoire et surtout Kerenski… Occuper le téléphone et les gares.
> 3. Diriger les ouvriers vers Kronstadt, à la rencontre des marins et occuper les presses des Novoe Vremja[28]. »

Parallèlement, bolcheviks et anarchistes formèrent un comité révolutionnaire provisoire (V.R.K.) qui nomma Semachko à sa tête. Golovin'signait les ordres de mission destinés aux agitateurs qui se rendraient dans les usines et les casernes. Le V.R.K. invitait à descendre en armes dans les rues le 3, mais à 17 heures. Toute la soirée, il prépara un meeting monstre qui eut lieu tard dans la nuit, réunissant vingt-six unités militaires qui ne voulaient pas partir au front. Le texte était plus modéré que les propos du groupe initiateur : par exemple, il n'était pas question de renverser le gouvernement mais d'en chasser les ministres « capitalistes ». Au point 4, les participants déclaraient « qu'ils ne voulaient pas de paix séparée, mais qu'ils ne voulaient pas non plus continuer la guerre[29] ». Les délégués des marins de Kronstadt leur répétaient, avec Golovin', que

l’offensive avait été lancée contre la volonté du peuple ; et sur ce point, tout le monde était d’accord, comme sur la nécessité du mouvement.

La démission des ministres K.D., qu’on apprit au petit matin du 3 juillet, accrut la colère des manifestants. Elle attisa le mouvement, mais il est clair que, contrairement à ce que les milieux politiques ont longtemps cru et répété, elle n’a été en rien à son origine, pas plus que l’échec de l’offensive connu dans l’après-midi. Cette démission convainquit seulement les groupes les plus actifs « qu’un mauvais coup se préparait ».

Au moment de l’action, de graves divergences éclatèrent entre l’avant-garde et les instances du parti bolchevik, également à l’intérieur du parti bolchevik lui-même, comme l’a bien montré Alexandre Rabinovitch.

De nombreux régiments étaient ralliés, quelques-uns hésitants ou hostiles. Pour eux, la grande question n’était pas de participer ou de ne pas participer à la manifestation, mais de décider si leurs armes devaient ou non être chargées. De leur côté, les ouvriers du faubourg étaient sur le qui-vive. Dès que les camions des mitrailleurs apparurent, ils allèrent chercher des armes et rejoignirent les soldats. Mais ils n’étaient qu’une minorité au milieu de la troupe[30].

À cette heure où la manifestation prenait corps, les dirigeants bolcheviks étaient tous hostiles, et les représentants du parti au *Tsik* plus que les autres. À la section ouvrière du soviet de Petrograd, « les bolcheviks se donnaient pour mission d’aller calmer les régiments de mitrailleurs ». Selon Askinazi, qui participa à ces discussions, « ils pensaient réussir à éviter un soulèvement armé (…). Voyant qu’ils n’y parviendraient pas (le 3 au matin), on proposa de choisir un décem-virat pour diriger le mouvement en train de se développer. Y entraient Zinov’ev, Trotski, Enukidze, moi, Kornev et quelques autres dont j’ai oublié le nom[31] ». À Kronstadt, pendant ce temps, Ros’al, le plus populaire de tous les leaders bolcheviks, essayait de démontrer que la manifestation était inopportune. Les marins le huèrent et il dut quitter la tribune[32]. De son côté, le comité du Parti bolchevik de Petersburg tenait session : il jugeait la *Pravda* trop modérée et il obtenait, par 51 voix contre 19 et 16 abstentions, le droit de disposer de son propre journal, de définir sa propre ligne. Pour les membres du parti, l’affaire était si grave, remettant en cause l’identité même du bolchevisme, qu’ignorant l’humeur des casernes, ils ne parlèrent que de cela et la manifestation en cours ne fut pas même évoquée. On discutait des griefs du comité de Petersburg contre la *Pravda* lorsque I.N. Ilinskij fit irruption : le 1er régiment

de tirailleurs marchait sur le gouvernement. Aussitôt Volodarskij s'éleva contre cette action. Staline téléphona au *Tsik* pour l'en informer, ce qui était une façon de la dénoncer. Tous s'insurgèrent. Il n'était pas question de se rallier. Néanmoins, suivant l'avis de Slutskaja, quelques-uns proposèrent que le parti assumât au moins la direction du mouvement pour qu'il reste « collé aux masses ». « Mais on ne prenait aucune décision, et, comme la Commune de Paris, on continuait à débattre pendant que l'ennemi agissait[33]. »

Le cortège avait pris son départ, il progressait vers les ponts de la Neva. Hissés sur des camions, Semachko, Golovin', Bleischkman donnaient des directives. Le 1er régiment refusa de prêter son artillerie, on la lui confisqua. Musique en tête, le cortège franchit les ponts. Il marchait vers le centre de la ville. Sa progression était irrésistible. Derrière, le mouvement faisait boule de neige, entraînant des ouvriers. On ne pouvait plus les arrêter. « Sans la sanction du comité central ? – Sans la sanction du comité central[34]. »

Une délégation passa devant l'hôtel Kshesinskaja, siège du parti bolchevik. Sverdlov, Nevskij, Podvojskij essayèrent vainement de convaincre les manifestants de s'en retourner chez eux. L'Organisation militaire bolchevik prit sur elle de se rallier au mouvement « pour en assumer la direction, en limiter l'extension, empêcher toute opération prématurée contre les institutions ou l'État ». Cependant, au palais de Tauride, Kamenev jugeait qu'il s'agissait d'une provocation anarchiste ; néanmoins, il essayait de faire endosser la manifestation par la section ouvrière, une façon de la soviétiser. À majorité bolchevik, cette section proclama « le caractère pacifique et organisé de la manifestation[35] ».

Lorsque les premiers éléments du cortège atteignirent le palais des soviets, les mencheviks Tchkeidze et Wojtinskij allèrent au-devant des manifestants pour les prier de rentrer chez eux, leurs revendications ne manqueraient pas d'être examinées. Ils furent hués. Par contre, Zinov'ev, Steklov et Trotski furent acclamés. Ils affirmèrent « que l'heure était venue de prendre le pouvoir, d'arrêter le comité exécutif du soviet, de transférer tous les pouvoirs aux soviets[36] ».

Captivés par ces discours dont la tonalité correspondait à leur humeur, les manifestants applaudirent frénétiquement. Satisfaits, mais inconséquents, ils s'en retournèrent ensuite chez eux.

« La rue nous organisera », répétait l'anarchiste Bleichkman[37]. La rue n'avait rien organisé du tout. Au soir du 3 juillet, les manifestants étaient rentrés chez eux. « Le moral de bien des régiments était en baisse, notait Podvojskij, tandis que celui des ouvriers et de ceux qui n'avaient pas participé aux événements était au plus haut. » Quant au V.R.K., il avait laissé Kerenski s'échapper : il était arrivé gare de Varsovie pour l'arrêter mais avec quinze minutes de retard, le train était parti. Même échec du groupe qui devait se saisir des ministres : ils étaient tous réunis chez le prince L'vov et le commando ne se sentit pas en force pour procéder à une arrestation collective. Rien n'avait été décidé pour le lendemain. Les *Pavlovtsi* et les *Finlandsi* refusèrent ; le 171e et le 176e acceptèrent ainsi que les marins de Kronstadt. On ignorait tout des intentions du gouvernement. En outre, devant la montée de la fièvre dans les usines, les bolcheviks étaient de plus en plus divisés[38].

Le comité central jugeait toujours la manifestation inopportune. Tel est bien le sentiment de Lénine, lorsqu'il arrive à Petrograd. le 4 juillet au petit matin. Toutefois, il ignore que sous la pression de l'Organisation militaire bolchevik et du comité de Petersburg, le comité central avait dû retirer du marbre de la *Pravda* un appel à ne pas manifester, rédigé par Kamenev, Zinov'ev et Nogin'. Il ignore également que le comité de Petersburg a lancé, la veille à 23 h 40. un appel à manifester « dans le but de confier le pouvoir au soviet », mais sans préciser si les manifestants devaient, ou non, être armés. Se méfiant du comité central, ses signataires avaient confié le texte aux presses de la *Soldatskaja Pravda.* Il parut le 4 au matin alors que la *Pravda* sortait avec un immense blanc en page 1. Staline était arrivé trop tard pour faire imprimer un autre appel, qui put néanmoins être diffusé sous forme de tract. Invitant les participants à développer la manifestation dans un sens pacifique (i.e. sans armes), ce texte concluait qu'il fallait « qu'un nouveau pouvoir consolide la révolution (…) et ce ne pourrait être que les soviets[39] ». Ainsi, notait Raskol'nikov, un des leaders bolcheviks de Kronstadt, « sans parler explicitement de prise du pouvoir, ce texte essayait de réconcilier toutes les tendances qui divisaient le parti. Cette ambiguïté trahissait les hésitations des dirigeants, incapables de se décider, appelant les gens dans la rue, et sachant qu'ils s'armeraient si on lançait un appel à un soulèvement[40] ».

Lorsque, le 4 juillet au matin, les marins de Kronstadt et les artilleurs d'Oranienburg arrivèrent à Petrograd, accueillis par les « hurrah » des

ouvriers, Bleichkman exhorta une fois de plus les manifestants à renverser le gouvernement. Le long cortège s'ébranla en direction du palais de Tauride. En tête, il y avait la révolutionnaire la plus célèbre de Russie, le « petit général de la paysannerie », Maria Spiridonova. Minuscule et sévère avec sa robe de serge bleue, son allure de quaker, la vieille militante S.R. autorisa Raskol'nikov à faire un crochet par le quartier général bolchevik. Lénine s'y trouvait. Il refusa de paraître au balcon, expliquant que cette attitude ferait comprendre qu'il était hostile à la manifestation. Finalement, il céda, fut l'objet d'une longue ovation. Il dit sa certitude que le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets » deviendrait une réalité et insista sur la nécessité d'être maître de soi, déterminé, vigilant. L'accent était mis sur le caractère pacifique de la démonstration, ce qui ne manqua pas d'étonner les marins qui étaient tous armés[41].

Quelques heures plus tard, de violents incidents éclataient entre ces manifestants et les troupes fidèles au gouvernement et au soviet. Les révélations du gouvernement sur la « trahison » de Lénine,« agent allemand », avaient convaincu une partie de la garnison, renforcé son loyalisme envers le double-pouvoir[42]. Des troupes venues du front assuraient le succès de la répression. En moins de vingt-quatre heures, la situation dans la capitale était entièrement retournée. La chasse aux bolcheviks commençait[43].

JUILLET, GLAS DE L'UNITÉ DU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE

Petrograd, juillet 1917. De nombreuses analogies suggèrent un rapprochement avec janvier 1919 à Berlin : la scission irréversible de la social-démocratie, l'appel par sa fraction modérée à l'appui des forces armées, l'institution par les socialistes, avant Noske, avant Ebert, d'une première Terreur au nom de la démocratie. Autre similitude : l'attentisme des autorités traditionnelles qui espèrent ressaisir la totalité du pouvoir. L'analogie s'arrête là. Encore ses termes doivent-ils être corrigés. Car en profondeur, l'unité de la social-démocratie russe était un mythe depuis longtemps ; néanmoins, l'épreuve de risques courus en commun, la victoire de Février, la pression des masses hostiles aux querelles de tendance, autant de circonstances qui avaient ressuscité une apparence d'unité. En outre, dans la représentation du double-pouvoir, celle-ci était également une

nécessité. Pourtant, elle ne résista pas longtemps aux querelles et aux rivalités d'appareil ni surtout à la faillite spectaculaire des dirigeants de Février.

Depuis février, entre bolcheviks et mencheviks, c'est le dialogue de sourds, de sourds qui parlent la même langue[44]. Les bolcheviks accusent les mencheviks de trahir les aspirations des masses, de fausser le système représentatif et le mode électoral. Les mencheviks accusent les bolcheviks d'abandonner le programme du parti, de jouer les démagogues. Surtout, ils accusent les bolcheviks de ne pas respecter les régies du jeu démocratique : les bolcheviks s'associaient à des manifestations condamnées par la majorité des Soviets. En vérité, le parti s'était fait forcer la main, mais il ne pouvait s'en expliquer : le reconnaître eût été mettre en cause sa propre légitimité, sa vocation de parti d'avant-garde. Au reste, s'il était bien vrai que les mencheviks jouaient du mode électoral à leur profit, les dirigeants bolcheviks pour leur part ne s'étaient pas opposés à ces manifestations populaires *pour autant* qu'elles allaient contre la « majorité » démocratique des soviets mais bien parce qu'ils jugeaient que les conditions du succès n'étaient pas réunies pour que ces manifestations aboutissent. Question de *tempo*. Une partie des bolcheviks en donnaient acte volontiers : « Nous avons été jusqu'à présent trop démocrates et pas assez socialistes, écrivait Bukharine en juin ; il nous faut désormais être moins démocrates et encore plus socialistes[45]. » Sur ce point, il était en plein accord avec Lénine qui avait revendiqué le pouvoir pour son parti, lequel ne disposait pourtant que de 10 % des sièges au congrès des soviets. Lénine avait également demandé que le parti bolchevik changeât de nom, qu'il abandonnât l'étiquette de *social-démocrate* pour s'appeler communiste[46].

Tant que la ligne du parti était restée celle de Kamenev, les militants des deux fractions s'étaient querellés, certes, mais le mythe de l'unité du parti demeurait ; et, devant la pression de la base ouvrière, les discussions sur la réunification du parti continuèrent. Ni la radicalisation du parti, grâce à l'action de Lénine, ni ses prises de position sur la conquête du pouvoir ne changèrent profondément cette situation ; pas plus que la participation massive des mencheviks au gouvernement : celle-ci suscita surtout l'approfondissement du schisme menchevik et S.R. L. Martov et Kamkov condamnèrent cette participation, qui suscita également la greffe du petit groupe des Unitaires (Trotski, Lunatcharskij, etc.) sur le corps du parti bolchevik[47].

L’affaire du 10-18 juin marque un tournant. Dan et Tseretelli accusèrent les bolcheviks « de tirer dans le dos de la Démocratie » en voulant manifester au moment où celle-ci luttait contre la réaction militaire. Tseretelli évoqua les desseins « criminels » des bolcheviks. Il voulait les « désarmer ». Dans la *Pravda* du 18 juin, Lénine répondit : « À l’offensive déclenchée contre nous, le prolétariat peut répondre par le maximum de calme, de prudence, de fermeté en se souvenant bien que le temps des manifestations pacifiques est révolu. »

Dès lors, le 2 juillet, lorsque Kamenev croit à une « provocation anarchiste » il peut bien clamer « l’innocence » de son parti. Qui veut le croire, même s’il multiplie les actions pour empêcher la manifestation, notamment en recommandant à Ros’al et à Raskol’nikov de ne pas faire intervenir Kronstadt ? et qui peut croire Zinov’ev ou Trotski, d’un côté appelant au renversement du régime et, de l’autre, constituant un « comité révolutionnaire provisoire » pour donner aux manifestations un tour pacifique ?

En réalité, ces leaders avaient deux fers au feu : soucieux de « coller aux masses », ils souhaitaient, parallèlement, qu’aboutisse une opération en cours au sein des soviets et qui consistait à former un gouvernement sans la bourgeoisie. La manifestation pouvait la faire échouer, et c’est pour cela que Kamenev et Sukhanov, qui y étaient favorables, voyaient dans la manifestation une provocation des anarchistes.

La veille, en effet, les ministres K.D. avaient démissionné. Officiellement, ils s’en allaient parce que l’accord avec la Rada de Kiev avait été conclu sans leur assentiment[48]. En réalité, tout comme la démission de Gutchkov, en avril, et celle de Konovalov en mai, le départ des K.D. avait pour but de faire pression sur les socialistes. Après les lock-out à l’usine, la bourgeoisie pratiquait une sorte de lock-out politique.

Dans les milieux dirigeants du Soviet, où l’on ignorait l’humeur réelle des masses, on associait la manifestation du 3 juillet à la manœuvre des ministres cadets et il n’était question que de ce défi. Mencheviks et S.R. envisagèrent de le contrecarrer, en constituant un gouvernement purement soviétique. Derrière L. Martov, les « minoritaires » mencheviks préconisaient cette solution ; le ralliement de F. Dan était attendu : il pouvait faire entièrement basculer l’attitude des mencheviks sur le problème du pouvoir. Soucieux d’unité, Gots et les S.R. auraient suivi[49].

Apprenant soudain qu'une manifestation d'inspiration anarcho-bolchevik s'organisait sous la bannière « tout le pouvoir aux soviets », Dan changea d'avis : la constitution de ce gouvernement paraîtrait s'être effectuée sous la contrainte. Ainsi, Dan et ses amis acceptaient de tomber volontairement dans le « piège » de l'exercice du pouvoir quand une manœuvre de la bourgeoisie les y poussait ; mais, que les travailleurs ou les soldats le demandent, et aussitôt ils voyaient dans cette exigence une pression inadmissible.

Une fois de plus, pour arrêter la manifestation en cours, Dan et Tseretelli firent voter aux soviets une résolution qui invitait les habitants de Petrograd à ne pas suivre les régiments d'une seule ville qui s'identifiait à la Russie, et frappait d'un coup de poignard dans le dos les soldats qui défendaient la révolution en combattant au front. Toute la matinée du 4 juillet, cet appel du soviet et celui de la *Soldatskaja Pravda* se disputèrent l'opinion des usines et des casernes[50].

Ainsi, une manifestation qui, à l'origine, avait pour objet de chasser les ministres « bourgeois » se métamorphosait en un affrontement entre l'extrême gauche et le comité exécutif des soviets. Les manifestants ne s'y trompèrent pas qui, le 4 juillet comme la veille, se dirigèrent non vers le siège du Gouvernement mais au palais des soviets.

Majoritaire aux élections, le comité des soviets fit appel à l'opinion : il réunit les représentants de quinze unités militaires de la capitale, leur explique que « toute manifestation, armée ou non, commencée sans l'aveu des soviets, du comité central S.R., du comité central S.D., était inopportune ». Une commission serait nommée pour découvrir les responsables des désordres[51].

Le fait nouveau fut que, devant l'ampleur des préparatifs mis en œuvre par les organisations de la manifestation du 4 juillet, le Gouvernement prit deux décisions. La première, sans l'aval du *Tsik* : encouragé par Kerenski, Perevertsev, ministre de la Justice, diffusait « les informations graves » qui étaient entre les mains du ministère des Affaires étrangères et qui attestaient que Lénine et les bolcheviks étaient des agents du gouvernement allemand. La seconde décision, prise avec l'accord du *Tsik,* était de faire appel à des troupes venues du front pour assurer la défense des soviets face à l'insurrection « bolchevik ». La direction des opérations serait confiée non à des militaires mais à des commissaires politiques pour prévenir ainsi toute provocation. Cette idée vint, semble-t-il, du menchevik Vilenkin', qui s'en

ouvrit à Tcheidze et à Tseretelli : la proposition fut acceptée parce que, selon Tseretelli, tous pensaient que « devant une grande masse de soldats réunis pour défendre le soviet, les soldats bolcheviks n'oseraient pas tenter un affrontement[52] ».

Le 3 juillet, la manifestation n'était pas prévue. Elle s'était déroulée dans le calme.

Le 4 juillet, tout change.

Une photo prise sur le vif, reconstituée ultérieurement au cinéma par Eisenstein, a immortalisé cette fusillade. Les marins tirèrent en direction des fenêtres, un peu dans tous les sens. Il y eut des dizaines de morts. Pendant ce temps, la tête du cortège atteignait le palais de Tauride. Les marins étaient « prêts à tout casser », mais ils n'avaient pas d'objectifs précis. Les leaders bolcheviks de Kronstadt étaient paralysés par l'absence de directives du comité central, de la même façon que la veille l'Organisation Militaire n'avait su que décider. Sukhanov a laissé un témoignage :

> « Arrivés au palais des soviets, les marins demandèrent à voir le ministre de la Justice : pourquoi ne relâchait-il pas un des marins arrêté lors de la rafle faite à la villa Durnovo ? Perevertsev n'était pas là. Les leaders du soviet demandèrent à V. Tchernov d'aller calmer les manifestants. Il commença à expliquer la position du soviet sur le problème du pouvoir, attaqua les K.D. Un ouvrier lui cria : « Mais prends donc le pouvoir, fils de p…, puisqu'on te le donne. » « Un autre manifestant demanda pourquoi rien n'avait été fait pour donner satisfaction aux paysans. Tchernov répondit que la question était à l'étude. Il s'en retournait déjà, mais les plus exaltés des manifestants n'entendaient pas en rester là. Ils se saisirent du leader S.R. Pendant ce temps, voulant ignorer cette manifestation qu'ils désapprouvaient, les membres du comité exécutif du S.R. continuaient à délibérer sur l'ordre du jour. Il fallut la nouvelle de l'arrestation de Tchernov pour les interrompre. Mais Trotski était déjà sur les lieux. De fortes poignes s'étaient emparées de Tchernov, l'avaient mis de force dans une automobile (…). Tchernov était affalé à l'arrière, manifestement il avait à moitié perdu connaissance. Tout Kronstadt connaissait Trotski et avait confiance en lui. Mais quand il commença à parler, la foule n'en continua pas moins à vociférer. Si un coup de feu avait été tiré à

ce moment-là ou pas loin, un vrai massacre aurait suivi, et nous tous, Trotski avec, aurions été mis en pièces. On l'écoutait avec hostilité. Quand il essaya de se rapprocher de Tchernov, les rangs se serrèrent autour de lui, furieux. « Vous êtes venus dire votre volonté et montrer au soviet que la classe ouvrière ne veut plus que la bourgeoisie soit au pouvoir. Mais pourquoi nuire à votre propre cause par des actes de violence contre des particuliers ? » « Les individus ne sont pas dignes de votre attention… Tous, vous avez manifesté votre dévouement à la révolution. Tous, vous êtes prêts à donner votre vie pour elle. Je le sais. Donne-moi la main camarade. Ta main, mon frère. » « Trotski attrapa la main d'un marin qui protesta violemment. Il la retira. Si c'étaient des étrangers au mouvement révolutionnaire, des provocateurs, Trotski était pour eux pire que Tchernov… Ils allaient lui régler son compte… Mais les Kronstadtiens lâchèrent Tchernov et Trotski se hâta de le faire rentrer dans le palais[53]. »

En ville, les bagarres continuaient, le Gouvernement laissait faire, il attendait que le Soviet le sollicite. Dans la soirée, le général Polovtsev reçut un appel à l'aide : « J'étais enfin libre de jouer le rôle de sauveur du Soviet. »

Le palais de Tauride était encerclé de matelots et de soldats hostiles, de milliers d'ouvriers. Aucune défense n'était possible : les régiments qui en assuraient la garde se disaient « neutres ».

« Soudain, raconte Sukhanov, on entendit un grand bruit dans le lointain. Ce bruit se rapprochait de plus en plus vite. Le pas cadencé de milliers de soldats était bientôt audible. Ils approchaient. Ils étaient là. Les visages étaient anxieux, les députés essayaient de se pencher en tous les sens pour voir, pour savoir. Qu'était-ce ? Quel était ce nouveau danger ? »

Par un étonnant retour de l'Histoire, les députés du congrès des soviets se demandaient, comme les membres de la Douma en février, si ces soldats venaient pour les attaquer ou pour les protéger. Soudain, Dan apparut à la tribune ; il ne parvenait pas à cacher sa joie. « Camarades, s'écria-t-il, soyez calmes. Il n'y a pas de danger. Les régiments loyaux envers la révolution sont arrivés. Ils viennent à la défense du comité central exécutif[54]. »

Un frémissement parcourut l'assemblée. Aussitôt la majorité entonna une puissante « Marseillaise ». Les Izmaelovskij, Preobrajenskij, Semenovskij étaient bien là, qui étaient accourus au secours des soviets.

LA PETITE TERREUR : LES DÉMOCRATES DONNENT L'EXEMPLE

Lors des Journées de Juillet, les raisons du retournement furent multiples mais deux d'entre elles passèrent les autres. En premier lieu, la réaction patriotique des soldats de la capitale qui, sur la foi d'un rapport du ministre de la Justice, Perevertsev, apprirent de sa propre bouche les charges terribles qui avaient été réunies contre Lénine et les bolcheviks : ils recevaient de l'argent allemand par l'intermédiaire d'un agent à Stockholm ; en outre, il était établi que Lénine aurait organisé une insurrection dans la capitale en coordination avec la contre-offensive allemande sur le front sud-ouest. Ces révélations du ministre de la Justice firent une telle impression sur les régiments de Février, Preobajenskij, Pavlovtsi, etc., que Perevertsev les répéta à d'autres régiments. Très tard dans la soirée, la nouvelle courait toute la ville qu'il avait été prouvé que Lénine était un agent allemand. La *Malenkaja Gazeta* et le *Jivoe Slovo* rendaient publiques ces accusations, étayées par les témoignages de personnalités connues, comme Aleksinskij. Ces allégations discréditèrent gravement le parti de Lénine et rallièrent aux soviets et au gouvernement les régiments hésitants[b].

La deuxième raison du retournement, sans doute plus décisive encore, fut cette information que des unités du front marchaient sur la capitale ; des combattants intègres, et qui avaient fait don de leur existence au pays, venaient à l'appel du soviet nettoyer la capitale des traîtres, des perturbateurs. Ainsi, les dirigeants sociaux-démocrates avaient fait appel au langage et à l'imagerie patriotiques[55].

Le retournement psychologique et politique fut immédiat.

Dès le 5, les troupes loyalistes contrôlaient la capitale, et le général Polovtsev eut les mains libres pour débarrasser Petrograd de ses derniers insurgés. Il commença par couper le téléphone aux organisations qui avaient pris part aux manifestations ; puis, attendant pour plus de sûreté l'arrivée effective des régiments venus du front, il se contenta de lancer des raids sur l'hôtel Khesinskaya, sur les presses de la *Pravda*[56].

Les bolcheviks sous-estimaient d'ailleurs l'effet produit. L'Organisation militaire bolchevik, par exemple, essayait de regrouper les activistes, et de manifester à nouveau. Mais la plupart des régiments qui avaient marché la veille et le matin refusèrent désormais de quitter leurs casernes ; un grand

nombre d'ouvriers retournaient au travail ; les groupes anarchistes avaient complètement disparu de la scène.

Ignorant l'humeur de ces activistes, Kamenev et Mekhonosin' conclurent, au nom du parti, un pacte avec le *Tsik* représenté par Lieber, du Bund. La solidarité social-démocrate joua une dernière fois pour limiter les effets de la répression.

Ce protocole prévoyait qu'aucune mesure de détention ne serait prise, les incarcérés seraient libérés, excepté les détenus de droit commun ; les ponts tenus par les bolcheviks seraient évacués et les marins s'en retourneraient à Kronstadt. Aucune résistance armée ne serait opposée aux patrouilles loyalistes[57].

Toutefois, bien que Lénine, Zinov'ev et Kamenev aient ordonné à la forteresse Pierre et Paul de se rendre sans combat, des insurgés continuaient à jouer du coup de feu. À la forteresse, Ilin-Jenevskij se préparait même à un véritable siège. De leur côté, les marins de Raskol'nikov refusaient l'alternative offerte : partir ou se laisser désarmer. Dès lors, le *Tsik* ne se sentit plus lié par l'accord Lieber-Kamenev.

Au reste, le général Polovtsev l'avait ignoré ; il était passé à l'attaque des quartiers ouvriers. « Baïonnettes et mitrailleuses ont toujours été le meilleur argument », commentait Skobelev. Le ministre menchevik ne s'apercevait pas que le Soviet était désormais dessaisi de l'autorité et qu'aux yeux du commandement, il avait perdu toute utilité. La répression fit son œuvre. Polovtsev organisa des expéditions punitives au quartier général de la rébellion, dans les faubourgs ouvriers de Vyborg et de l'île Vassilevskij : saccages de locaux, perquisitions chez les particuliers, arrestations sans mandat suivirent. La chasse aux bolcheviks commençait. Elle était encouragée par ceux qui depuis février avaient eu peur, et cautionnée par ces militants qui avaient accumulé des rancunes contre les partisans de Lénine : dans *Octobre,* Eisenstein a su admirablement recréer ce climat de terreur blanche qui suivit les manifestations de juillet'éé[58]

Le 6 juillet, Kerenski décidait que toutes les organisations et tous les leaders des manifestations armées, ceux qui avaient lancé des appels, poussé et soutenu les manifestants seraient arrêtés et jugés « comme traîtres à la révolution et à la nation ». Le comité exécutif des soviets donna son accord. Ce décret était suivi de l'ordre de procéder à l'arrestation de Lénine, Zinov'ev, Kamenev, Lunatcharskij[59]. Le 7 juillet, toujours sur l'avis de Kerenski, il était décidé de désarmer toutes les unités qui avaient pris part

aux journées de juillet, d'expédier les plus compromises au front, de nommer une commission spéciale mixte (soviet et gouvernement) pour juger de toutes les responsabilités. Les jours qui suivirent, Kamenev, Trotski, Lunatcharskij, Rakhia étaient arrêtés et emprisonnés, l'Organisation Militaire bolchevik entièrement démantelée, ses chefs arrêtés. Podvoiskij, Nevskij, Lénine parvenaient à s'échapper. Les locaux et les presses de la *Pravda,* de la *Soldatskaja Pravda,* de *Golos Pravdy* étaient fermés et, l'humeur étant à la réaction, aucun imprimeur n'acceptait de publier le moindre texte signé d'un bolchevik. Lénine et ses amis ne purent faire entendre leur voix que grâce à des feuilles imprimées en province, notamment à Helsingfors et à Moscou. Ils demandèrent l'hospitalité de la *Novaja Jizn'*pour pouvoir publier, le 11, une lettre ouverte où Zinov'ev et Lénine démentaient les « calomnies » proférées contre eux. Mais comme, à la suite d'une décision prise en commun le 5, ils refusaient de se laisser juger par un tribunal qu'ils estimaient acquis par avance à leur condamnation, leur démenti rencontra peu d'échos dans les milieux politiques ; ceux-ci pourtant étaient bien placés pour le juger puisque, avant sa grande peur, le *Tsik* avait protesté lui-même, le 4, contre les assertions de Perevertsev. Désormais les rancunes partisanes dominaient, les milieux démocratiques se conduisirent comme si le refus de Lénine de se présenter au tribunal était un aveu de culpabilité ; ils ne protestèrent pas non plus lorsque la commission mixte fut écartée de la procédure d'enquête au profit de la justice « régulière ».

« Les 100 000 ouvriers bolcheviks de Petrograd ne sont pas des agents allemands », déclarait une résolution des travailleurs de Vyborg. Leur indignation, leur surprise, d'être considérés par le Gouvernement et par le Soviet comme des traîtres, exprimaient bien l'ambiguïté des journées de juillet[60].

Pour les dirigeants du Soviet et pour le Gouvernement, tout affaiblissement du double-pouvoir renforce l'ennemi de l'intérieur et l'ennemi de l'extérieur. Ne pouvant imaginer qu'à l'origine du soulèvement il y avait simplement leur propre refus de prendre en considération les aspirations des ouvriers et des soldats, les représentants de la démocratie cherchaient des « meneurs » : ainsi ont toujours procédé les régimes aveugles. Les leaders bolcheviks n'étaient pas à l'origine des journées de juillet, il s'en faut. Mais s'y étant ralliés pour s'identifier à l'avant-garde, ils ne pouvaient reconnaître que les manifestants, qui s'étaient plus ou moins

réclamé du bolchevisme, étaient mille fois plus à gauche que la direction du parti. Cette vérité, que Lénine avait proclamée en avril, s'était vérifiée une nouvelle fois, mais ni Lénine ni le parti n'en avaient réellement évalué la portée. Au lendemain de la réaction, ils en prennent la mesure.

Aucune collaboration n'est plus possible désormais avec les dirigeants mencheviks ou socialistes-révolutionnaires ; le mot d'ordre « tout le pouvoir aux soviets » a perdu sa signification tant que ceux-ci en resteront les maîtres. Tirant la leçon des événements dans *« Trois crises »*, Lénine juge que le nouveau mot d'ordre des bolcheviks doit être : « Tout le pouvoir à la classe ouvrière conduite par son parti révolutionnaire, les communistes-bolcheviks[61]. »

Ainsi la rupture est consommée avec le bloc majoritaire que Voline stigmatise :

> « Au nom de la révolution, on rétablit la peine de mort et les conseils de guerre pour l'armée brisée, torturée, lassée par trois ans de guerre. Au nom de la révolution, on se prépare à priver de leur droit de vote à la constituante les soldats qui, de l'avis de leurs chefs, sont suspects. Au nom de la révolution, on arrête les révolutionnaires les plus sincères, les chefs de la social-démocratie révolutionnaire, le parti du prolétariat révolutionnaire, et on relâche Gurko, Vyroubova et autres serviteurs de Nicolas. Au nom de la révolution, on ferme les journaux de la classe ouvrière, on supprime les imprimeries achetées sur le pécule du prolétariat ouvrier récolté avec amour par les ouvriers eux-mêmes. Au nom de la révolution, on ajourne la convocation de la Constituante et on veut réunir à Moscou une assemblée d'âmes mortes que les ministres ressusciteront par des appels au sacrifice. Au nom de la révolution, on ressuscite la police secrète, on supprime la liberté individuelle, on renoue avec les anciennes violences des commissariats de police. Au nom de la révolution, on applique les lois impériales, on supprime les conquêtes de la grande révolution russe ; au nom de la révolution, on ouvre la porte à la contre-révolution la plus avérée[62]. »

Les majoritaires mencheviks et S.R. étaient hostiles, même vindicatifs. Tseretelli et Dan avaient donné le ton, ne cessant d'invectiver « ces traîtres qui avaient frappé la démocratie dans le dos, faisant le jeu de la contre-révolution ». La gauche des S.R. rompit avec la majorité[63].

Aucun compromis ne peut exister avec l'anarchie, enchérissait Plekhanov. Lieber *(Bund)* comparait les bolcheviks aux pillards du front. Berg (S.R.) demandait qu'on soit sans pitié pour eux. VI. Lebedev, secrétaire d'État à la marine, et menchevik, avait confirmé à la marine loyaliste l'ordre de « couler tout navire en provenance d'Helsingfors ». Tchernov, pourtant à la gauche de la majorité des S.R., ne se remettait pas de son aventure du 4 juillet : il réagissait en écrivant le soir même huit éditoriaux contre le bolchevisme. *Delo Naroda* jugea qu'en publier quatre suffisait. Puis, Tchernov se reprit et « rappela les droits et les libertés de la nouvelle Russie ». Kerenski jugea « excessives » les violences commises par la troupe, mais il se déclara obligé de les couvrir : le 6 juillet, 91 personnes étaient encore arrêtées pour « coups et blessures, ivrognerie » ou simplement « pour propagande bolchevik ».

L'élan était donné ; le processus répressif s'amplifia. Ainsi encouragée, la droite traditionnelle, qui avait montré le nez à la veille de juillet, put faire une réapparition fracassante. « Nous triomphons, victoire », titrait la *Narodnaja Gazeta.* Dans le quartier de Kazan, à Petrograd, on distribua des tracts avec le nom de quinze des membres du Comité exécutif des soviets avec l'inscription « Tous juifs »[64]. Seul, Kerenski essaya de s'opposer au mouvement[65].

La répression glissa ensuite des bolcheviks à leurs amis, à leurs voisins, à leurs rivaux même. Les leaders étaient incarcérés ou en fuite, le Gouvernement musela leur presse : le 9 juillet, Burcev s'en prenait à Gorki, le directeur de la *Novaja Jizn,* journal des Internationalistes. Il l'accusait de « défaitisme ».

Découvrant la saveur des glissements progressifs de la terreur, Tseretelli signait un arrêté d'expulsion contre la *Rabotchaja Gazeta*, qui occupait illégalement une imprimerie. Elle y était installée depuis le début de mars. Le journal S.R. de gauche, *Zemlja i Volja,* était également persécuté. En frappant ainsi les journaux d'opposition et même un quotidien de son propre parti mais qui n'appartenait pas à sa tendance, le leader menchevik créait un précédent. La démocratie révolutionnaire donnait un exemple auquel la Droite rendait hommage[66].

Un exemple que les bolcheviks n'oublièrent pas après Octobre.

Note A. LES BOLCHEVIKS ET L'ARGENT ALLEMAND

Comme la plupart des organisations révolutionnaires clandestines, le parti bolchevik recevait de l'argent de « généreux » donateurs, quelquefois intéressés, et le plus souvent anonymes. Bien que la preuve n'ait jamais pu en être fournie, il paraît vraisemblable que par l'intermédiaire du S.D. allemand Parvus, naguère internationaliste puis rallié aux majoritaires, les bolcheviks aient ainsi reçu une « aide » du gouvernement allemand, de toute façon très minime *avant* octobre et, semble-t-il, sans que les bolcheviks aient su l'origine de ces dons. Depuis l'ouverture des archives allemandes, en 1945, Zeman, Katkov et Halhweg ont cherché « la preuve de la culpabilité bolchevik ». Vainement. Loyalement, Katkov écrit dans son dernier ouvrage : « Le gouvernement allemand essaya d'aider Lénine, avec ou sans son aveu (with or without his knowledge). Cependant, bien des apparences jouaient contre les bolcheviks qui faisaient passer des fonds, à titre commercial et sous ce couvert, à travers la Suède. Les accusations d'Aleksinskij, agent français, étaient en partie calomnieuses mais l'affaire est tellement complexe qu'on ne saurait, au vu du dossier réuni en juillet, accuser Kerenski ou Perevertsev, en croyant à la « culpabilité », d'avoir été de mauvaise foi. L'exploitation politique de l'affaire est un autre problème. Le récit romanesque de Soljenitsyne. *Lénine à Zurich,* 1975, trouble l'eau, déjà pas très claire, des ressources du parti bolchevik. Il n'ajoute aucun élément nouveau au dossier réuni par Hahlweg.

Sur l'ensemble de la question, renvoyons à l'étude critique de G. Bonin, *Revue Historique*, 1965, 1, qui indique les différents travaux sur la question, que nous avons résumés dans *La révolution russe de 1917*, Flammarion. Questions d'Histoire, pp. 126-129.

1. Sauf Kerenski dont le cas est examiné plus loin.

2. *Org. Sov., op. cit.*. 325, p. 54.

3. Dans ses Mémoires, Wojtinskij rappelle que le prince L'vov observa que « depuis deux mois, le soviet n'avait toujours pas envoyé de représentants à la commission qui devait préparer la réunion de l'Assemblée Constituante », Wojtinskij, *op. cit.*, 273, p. 312.

4. Au reste, il est significatif que pour quatre provinces examinées (*Gubernaja*) (Saratov, Orel, Crimée, Ekaterinoslav), les doumas municipales, dominées par la bourgeoisie, ne demandaient

jamais la réunion d'une Assemblée Constituante dans leurs adresses à la Douma d'Empire. Cf. *CGIAL* 1278, 5, 1264, 33 et suivantes.

5.

Voir première partie, p. 99-106 et 255 et suivantes.

6.

En fait, le soviet de Petrograd ne reçut en cette occasion qu'une centaine de *privet* de félicitations, ce qui est peu. *GAORSS Lo, 7384, 9, 170.*

7.

Cf. *Leonard Schapiro* : « The Political Thought of the First Provisional Government », in *Revolulionary Russia, a symposium, op. cit.* 517, p. 123-145.

8.

Voir le chapitre 17.

9.

Retch du 29 mars 1917.

10.

« Tant qu'il y aura une politique conciliatrice, le calme ne règnera pas », déclaraient les représentants de cinquante fabriques au *Tsik*, lors des Journées de Juillet, in *Dok. Jlt, op. cit.* 23, p. 22.

11.

Spartak du 20 mai 1917, p. II.

12.

Sur les modalités de cette politique, voir deuxième partie, p. 347-358.

13.

À la conférence des mencheviks de Petrograd, l'Internationaliste-Laribe déclarait : « Si l'Allemagne se disait prête à restaurer la Serbie, la Belgique, la Roumanie ; si la France et la Grande-Bretagne continuaient à maintenir leur position sur la Mésopotamie, leurs colonies, l'Alsace-Lorraine, nous serions alors *forcés* de conclure une paix séparée. » Dépêche N.J. du 18 juillet 1917.

14.

Voir deuxième partie, p. 358-372 ; sur les vains efforts de Kerenski pour tirer un avantage diplomatique de l'offensive, cf. Ignat'ev, *op. cit.* 570, p. 290-298.

15.

Récupérée par le Soviet conciliateur, la *Journée* du 18 juin révéla que les bolcheviks étaient maîtres de la rue, voir deuxième partie, chapitre 6.

16.

Znamenskij, *op. cit.* 564, p. 15-17.

17.

Ibid., p. 18.

18.

Raionnye Sovety, op. cit. 334, passim.

19.

CGIA 1278. 1, 1363, 530 ; également cité dans Znamenskij.

20.

Sur les fraternisations d'avril, voir deuxième partie, p. 311-315.

a.

Comité exécutif du Congrès des Soviets, que dominent les mencheviks et les S.R., où Kamenev, Zinovnev, Staline, entre autres, représentent les bolcheviks.

21.

Sur cette analyse des images, voir notre article des *Annales :* « Le film, une contre-analyse de la société », *Annales*, I, 1973.

22.

Ce paragraphe doit beaucoup à l'ouvrage d'Alexander Rabinowitch. *Prelude to révolution, The Petrograd bolsheviks and the July 1917 uprising, Op. cit.* 563.

23.

Ces soldats appartenaient aux régiments Pavlovskij, Ismailovskij et au 1er de réserve, cf. *Rev. mae i june, op. cit.* p. 483-485. En juillet, ils appartiennent au 1er régiment de mitrailleuses.

24.

À la suite de ce revirement Smilga et Staline protestèrent, voulurent démissionner ; Volodarskij et Tomskij protestèrent également. Tomskij et Rakhia avaient peur « qu'en se coupant des anarchistes, le parti ne se coupe des masses ». Le 12 juin, les anarchistes avaient réussi à réunir les délégués de 150 usines. Rakhia prophétisait : « Cela est dangereux car ils peuvent descendre dans les rues deux mille à trois mille personnes et provoquer une confrontation qui minera la révolution et mènera à la contre-révolution. » En fait, le parti ne voulait pas agir avant l'échec de l'offensive pour que l'opinion ne l'accuse pas d'être à l'origine de la défaite. Sur la crise intérieure du parti autour du 18 juin, voir Rabinowitch, *op. cit.*, p. 86-102.

25.

Sur ces faits, I. Tobolin', « Ijulskij dni v Petrograde », *K.A. ; op. cit.* 26. XIII, p. 13-20 et 58-63 ainsi que XIV, p. 63-64. Voir également Rabinowitch, déjà cité.

26.

Rabinowitch, *op. cit.*, 116-136. L'organisation militaire bolchevik comptait en juin 2 600 membres environ, représentant 60 unités (pour toute la Russie), cf. Rabinowitch, *op. cit.*, p. 116-124.

27.

Rabinowitch, *op. cit.* 563. p. 140-148. Sur les slogans, exemples nombreux dans *Dok. Jt. op. cit.* 23, p. 22 et suivantes.

28.

Archives KPSS, Leningrad, F. 4000, 547, 5, 547, 2045. Ce document inédit montre bien l'unité à la base entre bolcheviks et anarchistes.

29.

CGAOR-LO, 101, 1, 8, 3 à 5. Voir le texte complet dans *Annales, (E.S.C.*), I, 1971, p. 39.

30.

Dok. Jt. op. cit. 23, p. 16. Les ouvriers de Putilov ont également défilé, mais, semble-t-il, à part et ailleurs *GAORSS-LO*, 131, 1, 166. 47.

31.

Archives KPSS, Leningrad, F. 4000, 5, 526. 1618. Ce document inédit atteste que dés le 2 juillet Trotski est considéré par les bolcheviks comme un des leurs.

32.

Souvenirs de Raskol'nikov, traduits par J.J. Marie, *op. cit.* 537, p. 74-75.

33.

La formule est de Rakhia, cité dans Rabinowitch. *op. cit.* 563. p. 159.

34.

Ibidem, p. 162.

35.

Raskol'nikov, *ibid.*, p. 74-75.

36.

Dépêche B.V. du 3 juillet 1917.

37.

Rabinowitch. *op. cit.,* p. 152.

38.

Dok. Jt, op. cit. 23, p. 397. Les ouvriers furent beaucoup plus nombreux que la veille. Les *Izvestija* du 5 et du 17 juillet citent dix-huit usines qui auraient manifesté ou fait grève, ce qui, néanmoins, n'est pas une forte participation. Obligés par les Putilovtsi, la veille, de se joindre à la manifestation, les Tulmantsi refusérent de marcher le 4 juillet. Cf. *Dok. Jt.,* p. 513.
Sur le comportement des ouvriers en général, voir plus loin le chapitre sur *La révolution à l'usine.*

39.

Texte dans *Dok. Jt., op. cit.* 23, p. 17. Selon les auteurs de ce recueil, le texte ne fut publié que le 5 juillet.

40.

Sur ces faits, voir Rabinowitch, *op. cit.*. p. 175 et suivantes. Les Interdistricts (unitaires) de Trotski. lancèrent également un appel à manifester ; cf. un propos d'Urickij à Sukhanov, in Sukhanov, *op. cit.* édition anglaise, p. 439.

41.

Témoignage de Podvoiskij, cité dans Rabinowitch, *op. cit.* p. 183-184.

42.

Sur l'action du Gouvernement, voir le paragraphe suivant. Sur le fondement de ces accusations, voir p. 517.

43.

Preuve supplémentaire du caractère spontané de la manifestation du 3 juillet, il n'y eût pas de démonstrations ce jour-là dans les autres villes de Russie. Le 4 juillet et les jours suivants par contre, prés de 400 000 manifestants se mobilisèrent. Les manifestations s'étalèrent du 4 au 14 juillet et dans 34 villes, surtout les cités ouvrières. Cf. Znamenskij, *op. cit.,* 564, p. 202 et suivantes.
Le 4 juillet, reflétant l'incertitude des dirigeants de la capitale, les bolcheviks formulérent des mots d'ordre contradictoires. Tantôt, ils recommandaient de manifester avec les fusils chargés (à Ivanovo-Voznesenskij), tantôt de manifester sans armes, tantôt ils ne donnaient pas de consignes sur ce point. Le seul mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets » se retrouvait sur toutes les banderoles. Il était clair, toutefois, que les manifestations n'avaient pas pour but de renverser le Gouvernement. Cf. *Dok. Jlt., op. cit.,* 23, p. 102 et suivantes.

44.

Sur les griefs réciproques des bolcheviks et des mencheviks, voir deuxième partie, p. 337-347.

45.

Spartak de juin 1917.

46.

À l'époque, on n'a pas noté la signification implicite de ce changement.

47.

Loin du centre, ces négociations entre mencheviks et bolcheviks continuèrent jusqu'en octobre, par exemple sur le front roumain, cf. *Procès-verbaux, op. cit.,* 335, p. 136. À la différence des militants, les travailleurs et les soldats ne font pas tellement la différence entre les tendances. Dans son ouvrage écrit en 1973, Astrakhan, *op. cit.* 531, reproduit p. 73 et suivantes, des témoignages qui vont dans ce sens et confirment ce point de vue, déjà exprimé dans notre tome I. Ouvriers et soldats ignorent également, à fortiori, le schisme menchevik, cf. Sukhanov, *op. cit.,* 120, éd. anglaise, p. 490.

48.

Cette raison officielle est donnée dans *Retch* du 5 juillet, p. 2.

49.

Même Zinov'ev l'a déclaré, le 3 juillet au soir, à la séance du soviet, cf. *Izvestija* du 4 et 6 juillet 1917. Il est vrai que Zinov'ev a beaucoup parlé ces jours-là.

50.

Sur ces faits, cf. les témoignages de Tseretelli. Sukhanov, Trotski, Wojtinski, etc.

51.

La confusion était totale. Même à Vyborg, réputé bolchevik, des usines refusaient d'aller « contre le soviet ». Pour Vyborg, CGAORSSSR, 1244. 1, 15, 3. Cf. également ce texte du 2e équipage de la flotte baltique : « Nous refusons de manifester en armes pour imposer une décision politique aux soviets élus du peuple. » CGAORSSSR, 1244. 1, 15, 251 et 252.

52.

Texte du télégramme de Kerenski encourageant Perevertsev à « hâter » la diffusion de ces informations dans Mints, *op. cit.,* 512, 11, p. 606. Sur les fondements de ces accusations, voir la note en annexe.

53.

Sukhanov, *op.cit.,* 120, éd. anglaise, p. 445-447.

54.

Tseretelli, *op. cit.,* 127, 11, 249-357. Le précédent des Girondins est dans toutes !es mémoires : « Il faut déclarer Petrograd hors de Russie », écrit *Utro Rosii.* de Moscou, le 5 juillet 1917. Sukhanov, éd. anglaise, p. 455.

b.

Voir note A, à la fin du chapitre.

55.

Comme bien d'autres, ils jugeaient : « 1. Que le départ des K.D. prouvait l'intransigeance de la bourgeoisie, qu'il était une désertion. » « 2. Que la manifestation était un coup dans le dos de la révolution. » Ce jugement de la garnison de Tammersfors. CGAORSSSR, 1244, 1, 15, 269 fut repris par de nombreux soviets « conciliateurs », ceux de Zitomir, Voronej (qui stigmatisait en outre les anarchistes), etc., ainsi que par plusieurs comités militaires. Cf. le fonds 1244. 1, 15, 189 à 212. Voir également Woitinskij, *op. cit.,* 273, p. 309 et suivantes.

56.

Rabinowitch, *op. cit.,* 563. p. 211-213, Znamenskij, *op. cit.,* 564. p. 110-115, et *Dok. Jlt, op. cit.,* 23, p. 38 et suivantes.

57.

Ibidem.

58.

Sur *Octobre* d'Eisenstein, on lira désormais *Octobre, écriture et idéologie,* par P. Sorlin et M.C. Ropars, Paris, 1976, éd. Albatros.

59.

Le décret d'arrestation du 10 juillet ne portait pas le nom de Trotski, qui protesta « pour se solidariser avec Lénine, Kamenev et Zinov'ev ». Dans sa lettre au ministre, publiée dans *Volna* du 15 juillet, il insistait sur le fait qu'il avait invité les manifestants du 3 juillet à rentrer chez eux pacifiquement. Il ne se disait pas bolchevik et expliquait ses relations avec eux par son rôle de responsable des Interquartiers qui « n'avaient pas de désaccord avec les bolcheviks ».

60.

Doc. Ker, op. cit., 35, III, p. 1 386-1 391. Une campagne de presse en faveur du rétablissement de la peine de mort suivit ces événements. Dans quatre journaux, le nom du général Kornilov y

était associé : *Birjevija Vedemosty, Vetchernaja Vremja, Novoe Vremja* et *Narodnaja Gazeta.*

61. Lénine, *op. cit.*, 129, tome 25, p. 181-187. Lors des discussions à la 3e conférence de la Ville, à laquelle Lénine qui vit caché ne participe pas, Ivanov opposa l'expression « dictature du prolétariat » au mot d'ordre « tout le pouvoir au soviet ». Il ajouta que « le contenu de classe de ce mot d'ordre devait changer ». Staline lui répondit que par l'expression « tout le pouvoir *aux* soviets », on devait comprendre que le pouvoir devait être transmis aux classes populaires, pas aux institutions. Sur ce passage du singulier au pluriel, voir le chapitre 16.

62. *Social-Demokrat* du 4 août 1917.

63. « La fraction de gauche S.R. déclare que jusqu'à présent elle s'est soumise aux décisions de la majorité du parti (...). Mais voyant qu'il abandonne les principes de la lutte des classes et de l'Internationalisme, elle se réserve toute liberté d'action. » Communiqué du 12 juillet. La rupture irréversible eut lieu pendant les Journées d'Octobre. Exclue, la gauche des S.R. se constitua en parti.

64. Texte de Plekhanov dans *Edinstvo* du 8 juillet ; pour Lebedev et Tchernov cf. Radkey, *op. cit.*, 297, p. 285. Sur les victimes, CGAORSSSR, 3, I. 302, 128. Sur les tracts antisémites, dépêche B.V. du 14 juillet.

65. Par exemple, il fait arrêter Zlotnikov, antisémite et monarchiste notoire, le 18 juillet. À la demande du soviet de Mohiiev, il fait interdire la diffusion du *Messager du comité central de la Ligue* de l'armée et de la flotte, jugé trop contre-révolutionnaire. La conférence est organisée par cette Ligue est également interdite, cf. *B.P.P., op. cit.*. 43, no 104.

66. « Ce qui est à l'actif de la démocratie révolutionnaire figure au passif des K.D. », commentaient les *Birjevija Vedemosty*, journal du monde des affaires, le 7 juillet. Sur Lieber et Berg, *Birjevija Vedemosty* du 8 août 1917. Pour *Zemlja i Volja*, dépêche du 12 juillet dans le *B.P.P., op. cit.*, 43.

CHAPITRE XI

ÉCHEC DE LA CONTRE-RÉVOLUTION

1. ESQUISSE D’UN MODÈLE RUSSE DE RÉSISTANCE À LA RÉVOLUTION

Depuis la chute du tsar et la constitution du double-pouvoir, le mouvement de la révolution, loin de s’arrêter, ne cessait de s’accélérer. En ville, les manifestations succédaient aux manifestations, les grèves aux grèves, les occupations d’usine aux lock-out ; la production industrielle s’effondrait. Dans les campagnes, selon les grands propriétaires réfugiés dans la capitale, l’anarchie la plus complète régnait. La situation était pire encore dans l’armée : ni le commandement, ni les officiers ne parvenaient plus à imposer leur autorité. L’offensive du 16 juin avait échoué et on rapportait qu’à Tarnopol des régiments entiers s’étaient enfuis devant l’ennemi. Un désastre militaire était inéluctable. La Russie courait à sa perte, la Russie était à l’agonie.

« Notre révolution, au lieu d’une grande Russie libre, a créé un pays de honte et de traîtres, s’écria Maslennikov à la Douma. Une poignée de fous et de fanatiques, d’aigrefins, nous gouverne, qui s’appelle le comité exécutif du Soviet. Si cette ordure, si ces traîtres, ces arrivistes, ces espions allemands régnent chez nous, et se livrent à une telle débauche, c’est parce qu’ils ont toute liberté » (l’orateur est rappelé à l’ordre) : « Il faut punir non seulement les fuyards du front mais aussi ceux qui corrompent le front. C’est sur le front qu’on fusille et qu’on punit, il faudrait pendre ici, à la source de tous les scandales. » Mais la Douma n’avait pas répondu : car ses bancs étaient vides, vides de ceux qui l’avaient désertée[1]…

Pour les chefs militaires, pour la grande bourgeoisie, pour les Alliés également, l’heure n’avait que trop tardé à arrêter cette décomposition. Il fallait mettre fin au double-pouvoir, se débarrasser des soviets, instituer un gouvernement fort.

Toutefois, peu expertes dans un jeu politique dont elles n’avaient pas défini elles-mêmes les règles, les classes dirigeantes ne savaient pas trop comment y parvenir. L’idée de faire appel à un Cavaignac leur vint naturellement à l’esprit ; mais dans la situation où se trouvait l’armée, ce projet ne semblait pas très réaliste. Pourtant, lorsque, dans leur désarroi, un Kornilov se présente, elles l’acceptent, échec piteux d’une aventure improvisée.

Un modèle anti-bolchevik se met en place, qui va se reconstituer à l'époque de la guerre civile. Ses traits se dessinent de février à octobre ; ils ont quelques similitudes avec les traits du modèle fasciste qui se constitue en Italie et bientôt en Allemagne à la même époque : réaction de défense contre la révolution sociale, rôle initiateur du grand capital, action des militaires et de l'Église, mise en cause de la lutte des classes, appel à la solidarité virile des combattants, recours à des groupes d'action spéciaux, dénonciation de la faiblesse du Gouvernement, apparition d'hommes nouveaux, souvent anciens révolutionnaires ralliés à la défense nationale, culte du chef, noyautage de l'État, antisémitisme, utilisation de la violence contre les organisations démocratiques, sympathie et intervention active des gouvernements alliés.

LA BOURGEOISIE ATTEND SON HEURE

Les leaders des soviets mencheviks et S.R. se refusaient à prendre seuls le pouvoir. En juillet, pour se soustraire à la pression populaire et rétablir l'ordre dans les faubourgs ouvriers, pour ramener à l'obéissance les régiments bolcheviks, ils avaient même fait appel à des troupes loyalistes ; ils avaient commencé la chasse aux opposants. Utilisant des méthodes qui, traditionnellement, appartiennent aux classes dirigeantes, celles-ci pouvaient juger que, tant qu'à gouverner de la sorte, elles étaient plus qualifiées. « Le temps de constituer un gouvernement purement bourgeois n'est pas encore arrivé, confiait Miljukov, mais il peut survenir, et peut-être assez tôt[2]. »

Les socialistes refusaient de gouverner sans les libéraux, ceux-ci se trouvaient ainsi maîtres du jeu politique. Apparemment, quatre mois après la révolution de février, ils avaient entièrement retourné la situation en leur faveur : le jour était venu où la bourgeoisie pouvait poser ses conditions aux élus des soviets, à la « démocratie ».

Pourtant, ni les K.D., ni les autres formations modérées ne voulaient trop exiger des dirigeants de la Démocratie ; ceux-ci pourraient perdre ce qu'il leur restait encore de crédit ; ils deviendraient « inutilisables ». Il fallait qu'ils puissent demeurer au gouvernement : « Pour sauver la situation, il pourra être nécessaire de rompre avec les soviets, de tirer sur le peuple », déclarait le prince L'vov en donnant sa démission de Premier ministre au

lendemain des journées de juillet. « Moi, je ne pourrais pas le faire, Kerenski, si[3]. »

Certes, les dirigeants libéraux savaient bien que Kerenski n'était pas un fusilleur. Mais le recours à l'homme au cheval blanc, à une véritable dictature militaire leur paraissait une arme encore dangereuse, incertaine. La gauche le craignait, la droite s'y préparait. Après juillet, l'heure sembla favorable. Toutefois, le feu couvait sous la cendre, une dictature militaire pouvait susciter un retour de flamme et la bourgeoisie souhaitait avant tout « un retour à la vie normale ». Les Alliés, auxquels elle s'adossait, pensaient de même. Pour les uns et les autres, la solution idéale eût été qu'un général rétablît l'ordre, mais « sous le drapeau rouge de la démocratie ». Les ministres « socialistes » se chargeraient de neutraliser les soviets ; et Kornilov, Kerenski.

En attendant de « trouver un Napoléon », les milieux économiques et financiers essayaient de s'organiser, de résister aux progrès de la révolution. Une première initiative partit du plus grand industriel russe, A.I. Putilov qui, dès le mois de mars, organisa une sorte de comité secret formé des représentants des banques et des sociétés d'assurance. Le ministre de la Guerre, Gutchkov, en faisait partie, ainsi que d'importantes personnalités comme Vychnegradskij, directeur de la *Banque internationale* et président du Conseil d'administration d'une dizaine de grandes sociétés. Bientôt, ce groupe décida de rendre son existence publique et s'appela *Société pour la renaissance économique de la Russie*. Son objectif était de réunir des fonds et de financer la campagne électorale des candidats de la bourgeoisie à l'assemblée constituante, de commanditer un certain nombre de journaux, de combattre la propagande bolchevik[4].

L'initiative de Putilov fut bien accueillie des milieux de la haute finance et de l'industrie lourde, celle qui avait le plus de liens avec le capital étranger : N.N. Kutler, membre du parti K.D. et président de Sociétés minières de l'Oural, contrôlant également de multiples sociétés métallurgiques du Donets, des représentants de la Banque russo-asiatique, de la Banque Azov-Don, d'autres grandes sociétés adhérèrent et souscrivirent bientôt pour quatre millions de roubles. Mais bientôt, il apparut qu'une campagne de cette nature serait sans grand effet ; le recours à une dictature militaire s'imposait. Le général Kornilov était tout désigné. En outre, ce choix convenait pour une raison de circonstance : à son cabinet se trouvait un des directeurs de la Banque russo-asiatique, V.S. Zavoiko,

membre de la *Société pour la renaissance économique de la Russie.* Il jouerait le rôle de conseiller politique auprès du général cosaque.

Parallèlement, un autre groupe, lié à la Banque de Sibérie et aux milieux d'affaires moscovites, poursuivait des objectifs analogues. Animé par des industriels du textile et de l'industrie légère comme Rjabuchinskij, Tratjakov, il était moins radicalement réactionnaire que le groupe Putilov parce que l'élargissement du marché de la distribution l'intéressait directement et qu'une politique sociale plus souple ne comportait pas pour lui que des désavantages. Au départ, on y retrouve des milieux proches de Rodzjanko qui voulaient renforcer la position politique de la Douma. Ils formèrent un *Centre Républicain*, dont la devise constituait le programme : « Ordre, Discipline, Victoire. »

Le *Centre Républicain* voulait devenir un mouvement plus qu'un parti : financé par des industriels, il entendait regrouper des « patriotes » de toutes tendances ; un socialiste modéré, K.V. Nikolaevskij, fut même placé à sa présidence. Le Centre entendait associer directement les organisations militaires à son œuvre de rassemblement et il invita à sa section militaire les généraux Alekseev et Brussilov, le général Kornilov, les représentants de la *Ligue Militaire*, de l'*Union des Officiers*, etc. Leur élu semble avoir été l'amiral Koltchak qui était lié à Miljukov et passait pour plus ouvert aux problèmes de la révolution que les autres chefs militaires. Kerenski jugea adroit de le faire envoyer en mission extraordinaire aux États-Unis. Ainsi pris de vitesse, le *Centre Républicain* porta son choix sur le général Kornilov, qui, disait-on, avait su arrêter à Tarnopol la retraite de ses soldats[5].

Ainsi, la bourgeoisie prenait des initiatives : elle jouait les bailleurs de fonds, faisait appel à des militaires, et bientôt les deux groupes fusionnaient plus ou moins. Tandis que des associations monarchistes et antisémites se constituaient, à Petrograd et à Kiev, s'associaient ou non à ces groupes[6], par-derrière, les dirigeants K.D., présents dans tous les groupes, semblaient tirer les ficelles.

À l'heure où l'organisation des bolcheviks était démantelée, où malgré la fusion des Trudoviks avec les socialistes de Pechekhonov, le mouvement populiste ne réussissait pas à s'unifier dans le cadre d'un grand parti S.R., désormais aussi divisé que les mencheviks, le parti K.D. apparaissait comme la plus grande force politique du pays. Avec une vingtaine de journaux officiellement rattachés au parti, et qui répétaient la *Retch*, plus de

cent organes sympathisants, tels, à Petrograd, les *Russkie Vedemoskij*, le parti K.D. disposait même d'un circuit de distribution grâce à sa section d'adhérents rattachés aux chemins de fer de Moscou. À la 7e Conférence du Parti, en juin, L.A. Krol' avait présenté un rapport qui concluait à la nécessité de multiplier les organisations en province, et notamment dans les campagnes, si le parti voulait avoir la majorité à l'Assemblée Constituante. Au travers de l'action des agronomes, nombreux en Russie au début du siècle, de l'action des médecins et des membres des coopératives, tout un plan d'action fut mis en œuvre. Le nombre des sections K.D. progressa rapidement ; de 183 le 25 mai à 269 le 22 juillet et à 370 en octobre. Ainsi le parti était présent dans 268 localités et comptait, selon Astrakhan, entre 70 000 et 80 000 membres[7].

Ce plan de démocratisation échoua néanmoins, malgré la vigueur avec laquelle il fut mené, parce que toute la Droite afflua dans les rangs des K.D., seule force politique organisée face aux bolcheviks. Outre les Octobristes, que Savitch invita officiellement à s'intégrer aux K.D., monarchistes et Cent Noirs adhérèrent également, de sorte que l'identité du parti se modifia et cette transformation chassa une partie de ceux qui, à la campagne notamment, avaient pu adhérer.

Ainsi structuré, dirigé par des hommes estimés et qui possédaient le savoir technique ou scientifique, lié à la campagne à la *Ligue des Grands Propriétaires*, et à la ville aux milieux industriels, le parti de Miljukov ajouta à sa puissance l'appui des militaires. Le 12 août, Miljukov écrivait sur un brouillon l'esquisse d'un discours ou d'une politique : « Dans le combat du gouvernement (Kerenski) avec les éléments sains de l'armée, notre place est avec l'armée[8]. »

LES MILITAIRES S'ORGANISENT

De leur côté, les militaires commençaient également à s'organiser. Le commandement s'était rallié à la révolution mais nul n'imaginait que, loin de se limiter à un changement de régime, le mouvement irait jusqu'à remettre en cause la discipline des armées. Rejetant la responsabilité sur le Soviet qui avait promulgué le prikaze I, les militaires firent pression sur le Gouvernement Provisoire pour qu'il annulât cette première déclaration des droits du soldat. Ils acceptaient que l'armée promulgât un nouveau règlement, mais conforme à la tradition militaire. Aucun accord ne put se

conclure, toutefois, entre ceux qui préconisaient un assouplissement de l'ancienne discipline et ceux qui, derrière l'État-Major et le généralissime Alekseev, estimaient que toute concession sur ce terrain aurait pour conséquence inéluctable la décomposition, la fin de l'armée.

En attendant, « la désorganisation gagnait », les soldats avaient constitué des « comités », des « soviets » où ils mettaient en cause le comportement de leurs officiers, la conduite des opérations militaires, la politique générale du Gouvernement : il semblait qu'à laisser ainsi les événements courir, l'armée ne serait bientôt plus du tout utilisable. Le général Denikine rapporte que dès les premiers jours d'avril, les officiers du Grand Quartier général sentirent le besoin de créer, face aux soldats, une organisation, l'*Union des Officiers de l'Armée et de la Flotte*. Ils jugeaient qu'ils étaient les victimes de ce mouvement et entendaient coordonner leurs actes pour rétablir la discipline et assurer la restauration de leurs droits. Brussilov approuvait les objectifs, mais pas la méthode. « En premier lieu, il était indésirable de légitimer ainsi ces principes de self-government collectif inculqués aux soldats et qui avaient abouti à la formation de soviets, de comités, congrès, etc., ces principes avaient déjà suffisamment contribué à la décomposition de l'armée. En second lieu, il était à craindre qu'une organisation indépendante d'officiers n'approfondît l'inimitié qui partageait soldats et officiers. » Brussilov s'opposa catégoriquement à ce projet. « Mais la réalité brisait déjà les cadres habituels et se moquait des raisons et motifs. » Un projet de loi avait donné à l'armée la liberté entière d'organiser des comités, « il n'eût pas été équitable de priver seulement les officiers et eux seuls d'un moyen de sauvegarde[9] ». *L'Union des Officiers de l'Armée et de la Flotte* se forma ainsi sous l'égide du général Alekseev, ex-généralissime, et de Denikine, en présence de Rodzjanko, président de la Douma, et de Purichkevitch, député monarchiste. Après avoir rappelé les droits des officiers et exigé leur restauration, elle s'organisa à Petrograd, Moscou, Kiev, Odessa, Sebastopol, Saratov et plusieurs autres centres. La dictature militaire apparaissait comme le seul moyen réel de rétablir l'ordre dans le pays. Le 3e corps du 9e Krymov jouerait le rôle de fer de lance, l'Ukraine et les pays de Don, de base opérationnelle[10].

Successeur d'Alekseev, le nouveau généralissime, Brussilov, était hostile à ces associations ; ses pairs l'accusèrent de démagogie. La plupart d'entre eux jugeaient que « depuis des siècles, l'officier est préposé, sentinelle fidèle et inamovible, à la garde de l'État russe, que la mort seule peut le

relever ; ceux qui niaient que les officiers aient été les suppôts de la tyrannie ne pouvaient admettre le moindre compromis avec la révolution[11] ».

Deux solutions avaient été envisagées pour restaurer l'armée. Constituer avec les officiers une sorte d'armée à l'intérieur de l'armée, ou bien procéder au noyautage des régiments en y introduisant des bataillons de choc, composés de volontaires qui joueraient le rôle de ferment patriotique. Ce fut cette proposition du général Lukomskij qui l'emporta. Les *Udarnye* disposèrent d'une meilleure nourriture, d'un équipement soigné, et surtout, leur famille recevait une pension en cas de décès.

L'État-Major organisa avec frénésie ces bataillons de choc, et également les Bataillons de la Mort, composés le plus souvent d'officiers destitués par les comités et des soldats qui leur demeuraient fidèles. Bientôt il en avait mis sur pied dans plus de soixante-dix villes. Mais quelques-uns de ces bataillons, constitués à la hâte, refusèrent, comme d'autres, de passer à l'attaque. Surtout, leur fonction contre-révolutionnaire apparut instantanément et dès le 26 juin à Minsk, les comités de soldats demandaient la dissolution des Udarniks, des bataillons de choc, et des autres contingents spéciaux[12].

À la différence de ses pairs, le général Brussilov n'avait jamais manifesté un grand enthousiasme pour ce genre d'opération qui « divisait l'armée ». À la conférence des commandants en chef réunie au G.Q.G. au lendemain de l'échec de l'offensive, le 16 juillet, ses rivaux réussirent à s'en débarrasser[13].

Il était clair qu'il avait perdu l'autorité. Celle-ci passait à Kornilov qui, nommé commandant en chef de l'armée du sud-ouest quelques jours plus tôt, avait envoyé de son propre chef au Gouvernement Provisoire une dépêche dont *copie* avait été adressée au commandement suprême : « Une armée d'ignorants affolés est en fuite (…) la patrie court à sa perte, je l'affirme ; voilà pourquoi, bien qu'on ne me demande pas de conseils, *j'exige* l'arrêt immédiat de l'offensive sur tous les fronts afin de sauver l'armée et de la réorganiser selon les préceptes d'une discipline sévère. » Kornilov claironnait ce que les officiers généraux n'osaient dire, même tout bas, car Brussilov et Kerenski soutenaient les principes de démocratisation. En outre, on disait que Kornilov était passé aux actes. Il avait fait dissoudre un grand nombre d'unités qui avaient refusé d'aller au combat ; il avait désarmé plus de 7 000 soldats, il avait donné l'ordre de fusiller les déserteurs et les pillards (en marquant les cadavres de pancartes

explicatives) ; il avait interdit les meetings au front et ordonné de les disperser par les armes. Il apparut instantanément aux militaires comme un unique recours.

Il était absent à la conférence des ministres et commandants en chef, le 16 juillet, au G.Q.G. Denikine exigeait des mesures draconiennes, Brussilov, Kerenski et le commissaire Savinkov y étaient hostiles, mais on savait bien que les officiers généraux abandonnaient leur généralissime. « L'atmosphère était accablante. » Kornilov, retenu à son propre Q.G., envoya ses propositions par télégramme : il était clair que le commandant du front du Sud-Ouest agissait en futur généralissime, les participants à la conférence étaient tout prêts à se rallier. Kornilov demandait le rétablissement de la peine de mort au front, une épuration du corps des officiers, la restauration des droits des officiers, le renforcement de l'autorité des commissaires du gouvernement avec droit de confirmer les sentences de mort, la délimitation de la compétence des comités de soldats, l'interdiction des meetings et réunions, l'interdiction de la propagande d'inspiration bolchevik ; les délégations de l'arriére n'auraient l'autorisation de parler aux combattants qu'avec la permission du commandement.

Ses demandes firent l'unanimité parce qu'à la différence de Denikine, de Klembovskij et de Markov, commandants des fronts Nord et Ouest et chefs d'État-Major, Kornilov ne demandait ni la suppression des comités (seulement la limitation de leur compétence) ni, surtout, la suppression des Commissaires du gouvernement, deux « conquêtes de la révolution ». Kornilov justifiait ainsi sa réputation de général plébéien, s'affirmait républicain et hostile à tout retour à l'ancien régime.

Le commissaire de l'armée du Sud-Ouest, Savinkov, ancien S.R. s'en portait garant : Kornilov ne chercherait pas à ramener les Romanov sur le trône. Fils de paysans cosaques, le commandant des armées du Sud-Ouest avait gagné la confiance de ses pairs, et Brussilov l'avait perdue. Pour le salut de l'armée et de la révolution, il fallait le nommer généralissime. « Proche des vues du Gouvernement Provisoire, Kornilov était l'homme qui pourrait prendre des mesures décisives. » « Dans des conditions semblables, quarante ans plus tard, de Gaulle a dû nommer le général Salan. Comme moi, il l'a assuré de sa confiance ; comme moi, il était néanmoins sur ses gardes » (Kerenski)[14].

Les chefs militaires étaient gagnés à Kornilov, les milieux économiques solidaires. Les uns et les autres estimaient que le futur gouvernement serait bien contraint de passer par leurs conditions. À cette double pression s'ajoutait celle des gouvernements alliés.

PRÉHISTOIRE DE L'INTERVENTION ÉTRANGÈRE[15]

Au lendemain de la chute du tsarisme, les Alliés n'eurent qu'une idée en tête : obtenir la garantie que l'offensive russe prévue pour le printemps aurait bien lieu en dépit des bouleversements que le changement de régime causait dans le pays. Malgré les premières manifestations extérieures de satisfaction, les gouvernements de Paris et de Londres furent très vite inquiets non plus sur l'efficacité de l'alliance russe mais sur son destin même. Pour prévenir cette catastrophe, ils envoyèrent une double mission à Petrograd afin de réchauffer l'ardeur belliciste de la nouvelle république. La mission Henderson-Thomas traita des nouvelles relations à établir entre les gouvernements ; la mission Moutet-Cachin-Sanders noua des rapports entre les partis socialistes. Aucun accord ne put se conclure, ni sur les buts de guerre, ni sur les modalités de réunion d'une conférence pour la paix. « Il faut reconnaître que le prolétariat d'Europe occidentale s'entend à merveille avec ses gouvernements impérialistes », notait le social-démocrate polonais Kozlovski[16].

Néanmoins, cette mission ne fut pas sans résultats. À son retour, elle neutralisa quelque peu l'humeur de franche hostilité qui animait les milieux officiels à l'endroit de la nouvelle Russie. Elle contrebalança l'effet des rapports des ambassadeurs et des missions militaires. Albert Thomas et Henderson disaient grand bien du Gouvernement de coalition ; ils donnaient des instructions pour que cesse le chantage aux livraisons auquel se livraient les missions militaires et économiques « tant que les Russes ne se battraient pas ». Paris et Londres accordèrent au gouvernement L'vov-Kerenski un « sursis » jusqu'à l'offensive, promise et sans cesse retardée. Nivelle, Robertson, Douglas Haig avaient lancé la leur, ils s'impatientaient. L'allié russe ne remplissait plus sa fonction. On imputait ce retard aux « événements » ; quand donc allait cesser cette comédie[17] ?

En attendant le déclenchement de cette offensive, les Alliés s'étaient contentés d'entreprendre toutes sortes d'actions de retardement pour empêcher la réunion de la conférence socialiste internationale de

Stockholm. En vérité, « les désaccords entre partis socialistes avaient suffi à “bloquer” l’organisation de la conférence ». Néanmoins, les gouvernements alliés refusèrent les passeports aux délégués socialistes. Ce « sabotage » suscita un vif mécontentement en Russie, au moins chez tous ceux qui avaient foi dans le succès de cette conférence[18].

Après l’échec de l’offensive, l’hostilité des dirigeants occidentaux fut plus ouverte : les Russes « lâchaient » leurs alliés qui se voyaient menacés de devoir faire face à la totalité des forces des Puissances Centrales.

Pourtant, croyant, comme les Américains, que désormais libres, les Russes se battraient plus encore et mieux que naguère, les Puissances Centrales avaient déplacé des troupes du front de l’ouest (où l’offensive Nivelle avait échoué) vers le front de l’est où elles ne furent jamais aussi nombreuses, en chiffres relatifs comme en chiffres absolus, que durant l’été 1917. Ni les Alliés ni, plus tard, les Soviétiques n’ont jamais mis en évidence cette vérité[19].

Au milieu de juillet, ce fut au tour des Russes de demander aux Alliés qu’ils les soulagent par une reprise de l’offensive ; sinon les greniers à blé de la Russie seraient à portée de mains de l’ennemi, et les restes de l’armée roumaine seraient menacés de destruction. Mais, à l’ouest, après l’échec du Chemin des Dames et les mutineries qui suivirent, Pétain ne voulait pas de reprise de l’offensive ; Robertson fit des promesses qui furent tenues mais beaucoup plus tard[20].

Ainsi, les Alliés faisaient la leçon au Gouvernement Provisoire, envisageaient même de prendre des sanctions contre lui alors que sur leur front, « à l’ouest, il n’y avait rien de nouveau ». À l’est, au contraire, entre mai et septembre il y eut d’importantes opérations, en Galicie, à Riga, plus tard à Oesel.

L’hostilité des Alliés avait d’autres raisons : elles tenaient au contentieux traditionnel qui opposait le Gouvernement russe et ses partenaires depuis le début de la guerre, et surtout à la nature du changement survenu en Russie. Celui-ci ne pouvait que porter préjudice aux intérêts des puissances capitalistes.

S’appuyant sur la *Note Miljukov,* désormais caduque, les gouvernements alliés affectèrent d’ignorer le programme de « paix sans annexions ni contributions » du Gouvernement de coalition : ils ne répondirent même pas à ses notes, sauf Wilson qui, supposé le moins hostile au nouveau régime, fit savoir que cette politique nouvelle n’avait pas à être prise en

considération. Lloyd-George, Ribot (et bientôt Painlevé) manifestèrent leur désinvolture vis-à-vis du Gouvernement Provisoire en ne l'informant même pas de leur intervention militaire en Grèce et en repoussant, chacun à son tour, la date de la Conférence inter-alliée sur les Balkans à laquelle les Russes comptaient bien participer. Lorsque cette conférence se réunit à Londres puis à Paris, les Russes ne furent pas invités sous prétexte que, militairement, ils n'étaient pas concernés ; les Alliés traitèrent ainsi de l'avenir de la Turquie et des Détroits en l'absence du principal intéressé[21].

Comme les Américains avaient été également tenus à l'écart, et que, depuis mars, ils avaient manifesté des gestes de bonne volonté à l'endroit du Gouvernement Provisoire, celui-ci esquissa un rapprochement avec les U.S.A. tant sur les affaires d'Asie Mineure que sur celles d'Extrême-Orient. Parallèlement, pour prévenir les « mauvais coups » de la diplomatie anglo-franco-italienne en Asie Mineure, le Gouvernement Provisoire mit sur pied un projet de descente en Dobroudja (pour mars 1918). Il s'accompagna, dans le dos de la Turquie, d'une reconnaissance des droits du peuple kurde et d'une aide militaire accrue à ses guérillas à travers la Perse. Les Anglais hâtèrent leur marche vers Mossoul[22].

Absente à la conférence de Paris, puis à celle de Londres qui suivit, la Russie n'en fut pas moins au centre des débats. À une date où prévalait encore l'idée d'un redressement militaire russe à travers une dictature, les Alliés se proposèrent d'apporter leur « aide » au Gouvernement Provisoire « par une campagne de propagande contre les extrémistes » et un appui économique et militaire. Toujours en l'absence des Russes, et refusant même d'informer Sebastopoulo, leur attaché à Paris, ils examinèrent également les mesures à prendre si la Russie se retirait de la guerre. Chaque pays allié avait sa fonction plus ou moins définie. Ainsi, les structures de l'intervention prenaient forme peu à peu même si l'esprit n'y était pas encore[23].

En agissant ainsi, les Alliés n'entendaient pas seulement passer outre aux demandes spécifiques de la démocratie russe, maintenir et accroître leurs propres projets expansionnistes, affirmer leur prépondérance. Ils aidaient à déconsidérer le régime auprès de son opinion publique en ne lui donnant aucune satisfaction de prestige. Jamais les Alliés n'avaient osé se conduire ainsi à l'égard de Sa Majesté l'Empereur de Russie. Après le chantage aux livraisons, c'était une deuxième force d'intervention indirecte dans les affaires *intérieures* de la Russie.

Passées les Journées de Juillet, les Alliés n'eurent plus ni ménagements ni scrupules envers le Gouvernement Provisoire. Lors de la réunion de la Commission pour le ravitaillement en armes et munitions de la Russie, le 11 juillet, ils justifièrent le retard des livraisons par les difficultés de la guerre sous-marine, qui, il est vrai, était alors à son apogée. Sur les 195 000 tonnes promises en janvier, à peine 65 000 avaient été livrées. Mais ils firent comprendre au Gouvernement Provisoire que « le processus révolutionnaire devait cesser, l'ordre régner, l'armée retrouver sa fonction : autrement, les livraisons perdaient leur sens[24] ».

Seule solution : un gouvernement fort ; ennemi principal : les bolcheviks.

Les Alliés avaient déjà colporté et diffusé la légende du wagon plombé. La « découverte » des documents qui « prouvaient » que Lénine était un espion allemand fut assurée d'une large publicité et les diplomates ne manquèrent pas d'ajouter quelques traits à ce feuilleton : par exemple, l'attaché japonais à Berne informait les chancelleries qu'après les Journées de Juillet, Lénine s'était réfugié à Berlin, alors qu'il était en réalité caché près de Vyborg ; le représentant italien à Oslo les informait à son tour que les bolcheviks allaient ouvrir la route de Petrograd aux Allemands. Il ne donna jamais les indices sur lesquels il s'appuyait, néanmoins, les ambassades de Londres et de Washington exigeaient aussitôt que les bolcheviks soient arrêtés, jugés, exécutés[25].

À peine les milieux financiers et les militaires eurent-ils jeté leur dévolu sur Kornilov que Buchanan se mit en campagne. Dans les milieux gouvernementaux, il joue vraiment le rôle d'un « ministre de l'étranger ». Il n'était plus question de ne pas intervenir dans les affaires intérieures d'un État allié et souverain : « Il avait été "déçu" par la mollesse de la répression après juillet (…) On n'avait pas su saisir l'occasion de briser les bolcheviks… Il y avait de quoi être pessimiste (…) Kornilov était le seul homme qui puisse rétablir l'ordre », déclarait l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Kerenski. Il ajoutait : « Il faudrait que Petrograd soit inclue dans la zone des armées. » Or, la capitale dépendait directement du président du conseil. « Autant me demander de m'en aller », coupa Kerenski[26].

Pour les missions militaires alliées, il s'agissait bien de cela ; le colonel Knox assurait son ministre Llyod-George que Kerenski comptait trop sur ses dons d'orateur. Désormais la situation exigeait des actes. Le colonel Knox préconisait l'envoi d'une *Note* à Kerenski où, « parlant de la nécessité du rétablissement de l'ordre, le Gouvernement anglais mentionnerait le nom

de Kornilov ». Un peu plus tard, il demandait à Lloyd-George d'envoyer une autre *Note*, une mise en demeure : dans l'intérêt de l'alliance anglo-russe, le gouvernement britannique recommandait au président de s'entendre avec Kornilov[27]. Les services secrets britanniques, qui utilisaient à cette date Somerset Maugham, assuraient les liaisons entre le *Centre Républicain* et l'État-Major. Ils comptaient sur l'action du Commissaire Savinkov, ancien terroriste, « ennemi juré des bolcheviks » et qui avait une certaine influence sur Kerenski. Il le persuaderait de nommer Kornilov généralissime. Ultérieurement, lorsque l'action de Kornilov prit la forme d'un putsch, le commandant Oliver Locker Thompson, de la mission militaire anglaise, mit au service de Kornilov ses véhicules blindés. Équipés d'uniformes russes en la circonstance, ces soldats britanniques étaient censés parfaire l'instruction de certaines unités proches du G.Q.G. Toutefois, Buchanan ne voulait pas d'une complicité aussi directe. Comme les K.D., il jugeait que le salut résidait dans une coordination entre Kerenski et Kornilov. Bien sûr les sympathies étaient acquises à Kornilov ; elles se manifestèrent bruyamment. Toutefois, le projet n'était pas qu'il y eût épreuve de force. Il semble bien que personne n'y pensa au départ. Sous le couvert de la *Kerenchtchina* commencerait la *Kornilovchtchina*.[28 a]

2. KERENSKI ET LE KERENSKISME

Sa popularité était immense, elle n'avait cessé de grandir depuis Février. L'homme qui avait rallié la Douma à la révolution, ouvert les prisons, proclamé les droits du citoyen, affirmé les droits égaux de la femme, parlé le premier de la paix, demeurait l'enfant chéri de la nation. Il incarnait l'élan généreux du peuple russe qui vivait l'illusion d'une révolution qui eût épargné le sang des hommes. On savait que Kerenski avait favorisé la fuite à l'étranger de ceux qui, naguère, l'avaient emprisonné ; il protégeait la vie du tsar et on lui en savait gré. Celui que Lénine avait surnommé « la balalaïka du régime » avait le don de chanter, comme nul autre, les vertus de la collaboration entre les classes. Par sa bouche, les malheurs de la Russie, la nécessité du sacrifice s'exprimaient avec une telle ferveur qu'en juin, le bolchevik Krylenko, hostile à l'offensive et venu lui porter la contradiction, s'était mis à sangloter en l'écoutant et avait juré de partir à l'attaque « seul s'il le fallait » ; en août, au Grand Théâtre de Moscou, où un drapeau avait été déposé pour recevoir les offrandes aux malheureux, il avait fait appel à la générosité des femmes de la bourgeoisie et elles avaient fait don de leurs bijoux[29].

On l'aimait ; les archives ont conservé des milliers de témoignages, et parmi eux, une élégie de 35 strophes de 44 vers chacune. Ces archives rapportent également que cette affection s'adressait aussi à tous ses proches : quand sa grand-mère, sa babuchka, prit le train, une journée d'août 1917, le public le sut, la nouvelle courut le télégraphe et on lui apporta des fleurs entre Smolensk, Orel, K'arkov[30] …

Sans doute y avait-il de plus en plus de combattants, de réservistes, d'ouvriers aussi, qui jugeaient avec les bolcheviks qu'à cause de sa popularité même, Kerenski était un homme dangereux, car il incarnait la politique qui empêchait la révolution sociale de s'accomplir. Alexandre Fedorovitch n'avait pas non plus, ni pour autant, la sympathie des milieux qui approuvaient la politique de collaboration des classes. Ils lui étaient même franchement hostiles ; cette popularité de Kerenski les agaçait, les dirigeants mencheviks et les S.R. surtout, qui jugeaient scandaleux que la clameur publique salue celui d'entre eux qui n'avait jamais écrit une seule ligne sur le socialisme. Dans leurs *Mémoires,* écrits après coup, ils ont exprimé cette irritation : insistant sur les dons d'acteur de Kerenski, ils ont

voulu souligner ainsi son inconsistance. Lorsqu'il se rend à la séance du *Tsik*, le 4 août, il est accueilli par un silence glacial. Les milieux militaires étaient également méprisants et hostiles. Un « pitre politique », dit Alekseev. Certes, pendant sa tournée aux armées, ils avaient admiré son éloquence. Mais ils lui gardaient rancune d'être à l'origine de toutes leurs avanies. Au fond, ils le haïssaient, ils l'accusaient de démagogie parce que Kerenski puisait de la force dans ses succès oratoires, reprenait courage grâce à eux et parlait en privé de la nécessité d'un pouvoir fort. Ils l'accusaient de jouer double jeu. Ils ignoraient que ce démocrate, ce libéral était, au fond, hostile aux querelles de parti, aux soviets même. Ils ne pouvaient imaginer non plus que, né d'une mère juive, cachant son humiliation, s'identifiant à la liberté mais aussi à la Russie, Alexandre Fedorovitch, comme Trotski plus tard, n'était jamais aussi fier, aussi comblé que lorsqu'il accomplissait ce qu'inconsciemment il se croyait à jamais interdit : présider les fastes d'une cérémonie militaire[31].

Honni par les chefs militaires, peu estimé des états-majors des partis, qui enviaient sa popularité, Kerenski s'imposait néanmoins comme l'homme indispensable parce qu'il se situait exactement au centre géométrique de la représentation politique. En fait, à sa droite, les K.D. voulaient « tout le pouvoir, pas l'ombre du pouvoir », et à sa gauche pareillement les bolcheviks. Sa position d'arbitre était inscrite, pour ainsi dire, sur la carte. Il s'imaginait ainsi, et tous les dirigeants politiques pensaient comme lui, qu'étant au centre, il était à un point d'équilibre.

Chargé par le prince L'vov de résoudre la crise ministérielle ouverte par la démission des ministres K.D., Kerenski procéda comme si les Journées de Juillet étaient mises entre parenthèses[32]. Il résolut la crise à la façon d'une vacance ministérielle classique, laissant aux responsables le soin de prendre une initiative. Les K.D. posèrent leurs conditions qui coïncidaient avec celles du Conseil des Industriels et de la Bourse de Moscou : guerre jusqu'à la victoire, renvoi des questions sociales à l'assemblée constituante, lutte contre l'anarchie et les doctrines extrêmes, rétablissement de la discipline dans l'armée. À ces conditions s'ajoutait une exclusive contre Tchernov jugé responsable du désordre des campagnes.

Ces conditions convenaient parfaitement à Kerenski. Toutefois, bien qu'il gardât rancune à Tchernov de lui avoir barré la route à la présidence du parti S.R., il se solidarisa avec le « ministre des moujiks ».

En « échange » Kerenski promit que le gouvernement ne serait pas responsable devant les soviets, ce qui lui convenait parfaitement. Les mencheviks cédèrent sur ce point essentiel. Mais Tseretelli, champion de la responsabilité, refusa de participer au nouveau gouvernement.

Le nouveau Cabinet, qui avait comme homme fort Savinkov[33], n'émanait ni du Comité de la Douma comme le premier gouvernement provisoire, ni d'un accord entre ses membres et le comité exécutif des soviets, comme le cabinet de coalition : il fallait lui donner une légitimité. À cette fin, Kerenski prépara la réunion d'une conférence d'État à Moscou. Ultérieurement, après la *Kornilovchtchina,* il reprit la même idée avec la Convention démocratique et le Conseil d'État : ce fut la grande pensée du règne.

Ses objectifs ? Mettre fin au double pouvoir en dessaisissant les soviets de leur autorité représentative, restaurer l'État en renforçant le pouvoir central. Grâce aux modalités de la convocation, on atteindrait le premier objectif ; les débats de l'assemblée permettraient d'atteindre le second. « Il fallait que les représentants des soviets aient la sensation physique qu'ils ne représentaient pas toute la nation » : noyés au milieu des délégués de Zemstvo, des municipalités, de la Douma d'État, des élus des coopératives, des organisations patronales, des organisations d'officiers, les représentants des soviets, nouveau Tiers-État vêtu de la blouse ou de l'uniforme, seraient impressionnés par le prestige, l'éclat et le savoir des élites, « forces vives » qui animent l'industrie, le commerce, la technique, la science. Le pouvoir devrait leur appartenir de droit. L'un des « crimes » de l'ancien régime avait été de leur préférer des courtisans, des incapables. Confier une partie du pouvoir aux soviets sous prétexte qu'ils représentaient le peuple malheureux était aussi insensé. Il fallait mettre les soviets à leur place légitime, rien de plus[34].

« Ériger une croix sur la tombe des soviets et les enterrer sans bruit, voilà le but pratique », estimait l'opposition qui jugea inique le mode de représentation choisi par le gouvernement. Réduits à 229 élus face aux 488 membres des quatre Doumas d'État, réunis pour la circonstance, soit le neuvième de la totalité des membres de la Conférence, les soviets, pays réel, se voyaient noyés dans le pays légal. Protestations et manifestations se multiplièrent. Dès le 5 août, le comité politique des soviets paysans de la province d'Ufa posait une première question : « Pourquoi, tant qu'à réunir une Convention, ne procédait-on pas à la convocation de l'assemblée

constituante au suffrage universel ?[35] » La résolution du comité central du parti bolchevik donnait une réponse à toutes les autres questions :

> « La contre-révolution cherche à consolider ses positions… Il lui faut une approbation populaire, une « caution nationale ». Une fois ses conquêtes assurées, la contre-révolution partira à l'assaut de nouvelles victoires. Mais comment faire ? Si on hâtait la réunion de la constituante (…) la majorité des paysans n'approuverait pas la politique de guerre et de ruine, d'arrestations et de massacres, d'exécutions ; elle n'approuverait pas cette politique contre-révolutionnaire. Alors, où est l'issue ? L'issue consiste à substituer la conférence de Moscou à l'assemblée constituante. Réunir une conférence de marchands et d'industriels, de pomesciks et de banquiers, de membres de la Douma tsariste et de mencheviko-S.R. domestiqués pour obtenir après la proclamation de la conférence une assemblée nationale, l'approbation de la politique impérialiste et contre-révolutionnaire, telle est la solution imaginée par les contre-révolutionnaires. La contre-révolution a besoin de son parlement, elle a besoin d'un centre bien à elle ; on le crée. Elle a besoin de la confiance de « l'opinion publique » ; on s'en chargera (…) Une conspiration contre les ouvriers et les soldats camouflée de phraséologie socialiste, voilà la signification de cette conférence[36]. »

Les partis politiques hésitaient sur l'attitude à adopter. Les mencheviks et les S.R. décidèrent finalement de participer « pour ne pas déserter », pour faire face à la réaction[37]. Exclus de la délégation des soviets par les soins du Bureau menchevik-S.R., les bolcheviks avaient droit à une représentation en tant que parti ; ils décidèrent d'être présents pour pouvoir lire une proclamation ; ensuite, ils s'en iraient spectaculairement. Ils proposèrent au soviet de Moscou d'organiser une grève générale le jour de la réunion de la conférence d'État : la proposition fut repoussée par 364 voix contre 277. Ils maintinrent leur ordre de grève contre leur propre soviet : tramways, taxis, électricité, une partie des usines et des bureaux suivirent la consigne, le pays réel voulant se manifester de cette façon, et aussi par les sifflets qui, au Grand Théâtre, accueillirent les élus des classes censitaires[38]. Une mise en scène spectaculaire, avec triple cordon de soldats et de jeunes officiers, dans ce décor mordoré du Bolchoï, il en eût fallu moins pour mettre mal à l'aise les délégations démocratiques. Elles demeurèrent insensibles aux discours

éloquents des militaires et de la droite, n'applaudissant que leurs élus ; inversement, le parterre des officiers chamarrés et des élégantes toilettes féminines n'acclama que les orateurs galonnés[39].

À la conférence de Moscou, il y eut, en fait, deux débats parallèles. Le premier opposa les porte-parole des « classes antagonistes ». Parlant au nom des travailleurs, affirmant la légitimité des soviets, Tchkeidze et Tseretelli expliquèrent « qu'il n'était pas possible d'agir indépendamment des forces sociales qui soutiennent le gouvernement… Au reste, sans les organisations démocratiques, les Cosaques ne pourraient maintenir l'ordre. Au nom des classes censitaires, Maklakov et Miljukov leur répondirent : ils opposèrent l'intérêt de l'État à celui des groupes sociaux particuliers.

Un deuxième débat divisait ceux qui, s'identifiant à l'État, n'avaient pas la même conception des relations entre le gouvernement et la société. Kerenski et la droite des forces démocratiques entendaient s'adosser à des institutions représentatives (sans que les soviets aient le droit d'exercer un monopole), le gouvernement agissant en leur nom, alors que la droite et les militaires entendaient agir directement sur le pouvoir exécutif et le contraindre. Follement acclamé, le général Kornilov incarna cette position.

> Qui a gagné à Moscou ? interrogeait *proletarii* :
> « Ont gagné les capitalistes, car le gouvernement s'est engagé "à ne pas permettre l'intrusion des ouvriers dans la direction des entreprises",
> « Ont gagné les propriétaires terriens, car le gouvernement s'est engagé "à n'entreprendre aucune réforme radicale dans le domaine de la question agraire",
> « Ont gagné les généraux contre-révolutionnaires, car la peine de mort a été approuvée par la conférence de Moscou.
> « Qui a gagné, demandez-vous ?
> « À gagné la contre-révolution, car on a mis à sa disposition la soi-disant démocratie révolutionnaire comme paravent commode devant l'indignation populaire.
> « Maintenant les contre-révolutionnaires ne sont plus seuls.
> « Maintenant toute la démocratie révolutionnaire travaille pour eux.
> « Le couronnement de la contre-révolution, voilà le résultat de la conférence de Moscou[40]. »

S'agissait-il seulement de cela ?

Utilisation politique du culte des morts, cérémonial spectaculaire, projets de loi sur la conscription du travail et la délimitation des profits capitalistes, référence constante à l'État, à la raison d'État : autant de traits qui complètent la variante russe du modèle para-fasciste qui se constitue alors en Russie. Un de ses traits spécifiques devait être la militarisation de la société ; cela, Kerenski ne l'admit pas.

3. KORNILOV. CHRONIQUE D'UN PUTSCH MANQUÉ[41]

Dès le 30 juillet, le général Kornilov expliquait : « Il nous faut trois armées… celle des tranchées (…) celle des ateliers, ou armée de l'arrière (…), celle des cheminots, qui relie l'une à l'autre. (…) Toutes trois doivent être animées par la discipline qu'il y a au front. » Il s'agissait bien de militariser le pays, d'introduire à l'arrière comme en ligne la peine de mort. Au reste, dans la zone des armées, Kornilov réglait autoritairement les conflits agraires, télégraphiait à Kerenski « de ne pas contrecarrer ses décisions[42] ».

Au programme des Kornilovites, il y avait naturellement la poursuite de la guerre, mais avec une armée épurée. Le commandement libérerait environ quatre millions d'hommes à qui on distribuerait des terres, huit déciatines chacun. Les officiers libérés assureraient l'enrégimentement de l'arrière. Dans les campagnes, ils pourraient compter sur l'appui de la clientèle paysanne satisfaite par les distributions. Dans le domaine industriel et commercial, le gouvernement mettrait fin aux monopoles d'État, à son intervention dans les affaires économiques, ce qui était la revendication essentielle de la grande bourgeoisie. Peut-être réunirait-on une assemblée constituante, pour la dissoudre sitôt après. Au départ, Kornilov croyait fermement que « Kerenski et ses semblables lui laisseraient la place », conviction qu'il partageait avec Buchanan, Lukomskij, et bien d'autres. Les proches de Kornilov envisageaient une entente à l'amiable avec Kerenski. Pour lui comme pour les K.D. elle serait une étape avant la solution nécessaire d'une dictature militaire. Le putsch n'était qu'un ultime recours[43].

Désormais fixé, Kerenski n'a plus qu'une idée en tête : se débarrasser de Kornilov. Il refuse de signer un projet du général sur la militarisation des usines ; toutefois, cédant à un ultimatum des K.D., il promet de prendre des mesures « qui pourraient dans un cas concret aller jusqu'à la peine de mort[44] ».

Encouragé par le succès de la conférence de Moscou, sachant que la rupture était inéluctable, Kornilov voulut pousser cet avantage. Il prépara le déplacement de troupes « sûres », la *Division « Sauvage »* (composée de Tatars, d'Ossètes, de Chechen) pour obliger Kerenski à nettoyer la capitale

de ses éléments bolcheviks. La provocation aurait lieu le 27 août, jour anniversaire de six mois de révolution[45]. Il plaça à la tête de l'expédition le général Krymov parce qu'il savait que « celui-ci n'hésiterait pas à pendre s'il le fallait tous les membres du soviet ».

Dans chaque grande ville, les contre-révolutionnaires disposeraient de l'appui des *Bataillons de Volontaires*, des *Chevaliers de St Georges*, et de la douzaine d'organisations contre-révolutionnaires qui existaient à Petrograd et qui groupaient prés de 4 000 personnes autour de l'*Union des Officiers de l'Armée et de la Flotte*[46].

Justement soupçonneux des arrière-pensées de Kornilov, le soviet et les bolchevik démentirent que la moindre manifestation ait jamais été organisée pour le 27. La provocation devenait plus difficile. Kornilov lui substitua une variante : un recul sur le front de Riga ferait entrer la région de Petrograd dans la zone des armées ; passée sous son commandement, il pourrait ainsi, arrêter les bolcheviks, briser les soviets, contrôler l'action du gouvernement. « La perte de Tarnopol a fait de Kornilov un généralissime ; la perte de Riga fera de lui un dictateur » avait pronostiqué la presse bolchevik. La chute de Riga fut-elle entièrement préméditée ? Dès la fin de juillet, Kornilov faisait retirer d'Ikskjuli les canons qui protégeaient la ville ; lorsque les Allemands lancèrent leur offensive le 19 août, les Russes résistèrent malgré une infériorité manifeste en artillerie ; Kornilov ordonna ensuite la retraite alors qu'en d'autres circonstances son acharnement l'avait rendu célèbre. Des contingents lettons voulaient « défendre leur capitale ». Ils furent repliés d'office. Une confidence faite au général Verkovskij donne une indication sur cette affaire.

« Ces bavards tiennent à peine debout », lui dit-il, parlant des membres du gouvernement provisoire. « Nous leur ferons peur par une nouvelle percée du front. Je n'ai pas hésité à retirer mes troupes de Riga dans ce but et je leur ai ainsi flanqué la frousse. »

Comme prévu, Kornilov exigea que l'on place la région de la capitale dans la zone des armées. Le plan B entrait en application. Savinkov jouait les intermédiaires. Pour prévenir l'épreuve de force qui se préparait, il soumit à la signature de Kerenski deux décrets sur l'extension de la compétence des tribunaux militaires et sur la peine de mort à l'arrière. Kerenski refusa de les signer[47].

Averti par l'ancien Procureur du Saint-Synode, L'vov, des intentions réelles de Kornilov, Kerenski feignit d'entrer en négociation avec lui,

d’accepter ses conditions. Il usa alors d’un stratagème : il fit répéter à Kornilov ses exigences, comme si le demandeur était L’vov lui-même. Le général tomba dans le piège et confirma ce qu’il avait dit oralement à L’vov : il exigeait :

– le transfert au commandement de tous les pouvoirs civils et militaires,

– la démission du gouvernement,

– la loi martiale à Petrograd[48].

Aussitôt Kerenski réunit le conseil des ministres, montra la bande enregistrée du télégraphe, lança une proclamation dans laquellle il dévoilait les intentions de Kornilov et le révoquait[49].

Savinkov tenta de s’interposer ; les quatre ministres K.D., comme s’ils obéissaient à une consigne, donnèrent leur démission. Ils multiplièrent les pressions sur Kerenski pour qu’il cède, mais il ne céda pas[50]. Les milieux politiques « bourgeois » ne s’apercevaient pas que, contrairement à leurs prévisions, l’initiative était passée au ministre-président depuis le 27 août. D’excellente humeur, ne cessant de chanter des airs d’opéra, Kerenski rédigeait le prikaze qui mettait Kornilov hors la loi et préparait un appel au pays.

Au Grand Quartier général où, quelques heures plus tôt, on constituait le nouveau gouvernement autour d’une bouteille de Champagne, le prikaze de Kerenski fit l’effet d’une bombe. Les amis de Kornilov n’avaient jamais pensé qu’ils auraient à agir militairement contre le Gouvernement : les troupes mises en place devaient forcer la main au Gouvernement, pas l’affronter. Le prikaze de Kerenski les obligeait à transformer le coup d’État en putsch. Mais désormais, pour le général au cheval blanc, reculer était impossible[51].

Mais son plan s’écroulait. Le général au cœur de lion avait prévu « d’entrer dans Petrograd sans tirer un coup de feu ». À la réception du télégramme le destituant, il semble que les nerfs d’acier du Sauveur aient faibli : « J’étais malade, mouchais beaucoup, et n’avais pas mon énergie coutumière. »

Kerenski avait lancé un deuxième appel, d’une tonalité plus révolutionnaire que le précédent. Parallèlement, le Bureau de la section militaire du soviet s’adressait au pays : « Le général Kornilov a trahi la patrie et la révolution. » Cependant, Kerenski entrait en pourparlers avec le Conseil exécutif des soviets pour la formation d’un*Conseil national.* Un appel était envoyé aux cheminots et Tchernov stigmatisait « le complot

criminel qui veut étouffer la liberté des paysans en uniforme, les priver de terre ».

Postiers, télégraphistes avaient réagi les premiers, refusant de transmettre les télégrammes et appels téléphoniques en provenance de l'État-Major. Les cheminots prirent la relève, égarèrent les trains, déboulonnèrent les rails ; les troupes de Kornilov « regardaient sans comprendre et sans réagir ». L'opération Ivanov se répétait à six mois de distance[b]. À Mohilev, les typographes refusaient d'imprimer les tracts du général Kornilov tandis que le soviet de la ville organisait clandestinement une réunion où les soldats décidaient de se dresser contre les ordres du général félon. Au G.Q.G. même, un bataillon des *Chevaliers de Saint-Georges* refusait de crier « hurrah » à une de ses harangues. La presse de Petrograd pouvait faire état de quelques ralliements aux insurgés, il était clair que l'aventure commençait mal[52].

De fait, elle s'acheva avant même d'avoir pris tournure. À Luga, ville maudite pour la contre-révolution, des militants et des marins loyalistes venus de la capitale expliquèrent ce qui se tramait aux Cosaques et soldats russes qui accompagnaient la *Division Sauvage.* À son tour, celle-ci fut retournée, Krymov était arrêté par le soviet de la ville, puis expédié à Petrograd. Les généraux l'abandonnaient. Kerenski lui laissa la vie sauve mais il se suicidait aussitôt d'une balle dans la tête.

Généralissime sans troupes, ses officiers impuissants, Kornilov était bientôt arrêté à son tour. Kerenski félicitait les armées « de l'échec non sanglant de la mutinerie ».

Dans la capitale, l'opinion était en alerte depuis plusieurs jours : le soviet, les comités de quartier, les syndicats, les partis et en premier lieu les bolcheviks ne cessaient de lancer des appels à la vigilance[53].

L'organisation de la défense contre Kornilov avait contribué à rapprocher les États-Majors des partis « démocratiques ». Ils avaient fixé leur ligne la nuit du 27 au 28 lors de la réunion extraordinaire du soviet. Chez les bolcheviks, qui vont bientôt être libérés de prison et appelés à la rescousse, une constante et une variable se dessinent. La constante : « le combat de la coalition et de Kornilov n'est pas celui de la révolution et de la contre-révolution, on a affaire à deux méthodes différentes de la contre-révolution. Il faut combattre à la fois Kornilov et Kerenski mais différemment ». Les variables : l'idée de la veille, que l'association avec les mencheviks-S.R. « eût fait sortir ceux-ci de leur isolement » ne doit plus être condamnée ;

comme la base sociale du combat est élargie, le rôle des soviets peut redevenir ce qu'il était avant juillet, la collaboration avec la direction des soviets peut être reconsidérée. La formule « tout le pouvoir aux soviets » redevient le slogan des organisations bolcheviks. Lénine approuve et soutient cette modification de la ligne qui s'est opérée en son absence, car le « refus de tout contact avec les S.R.-mencheviks affaiblit la lutte contre Kornilov ». Toutefois dans le « Comité de défense populaire », les bolcheviks gardent la libre détermination de leur ligne politique propre. Il ne se constitue pas de « bloc ». À la demande de Bubnov (bolchevik) et sous l'égide des soviets, un Comité de défense de la révolution se forme. Il prend le nom de « Comité de défense populaire contre la contre-révolution » (K.N.B.K.). Son comité exécutif comprend des membres du comité central des soviets (5), des représentants des syndicats (2), du soviet de Petrograd (2), des partis bolchevik, menchevik et S.R.-Populiste (3). Parmi eux, B.O. Bogdanov ; F.I. Dan, V.M. Tchernov. Ce comité rend visite à Kerenski, s'oppose à la constitution de tout gouvernement militaire. « Alors, je reste », répond Kerenski.

Pour la première fois, un bolchevik, Nevskij, se trouve à un poste de responsabilité au sein de la démocratie révolutionnaire[54].

4. BILAN DU PUTSCH : LE BOLCHEVISME FAIT SURFACE

La tradition ne fournit aucune indication sur l'évolution du rhume contracté par le général aux nerfs d'acier ; à l'inverse, elle se souvient que dés le deuxième jour du putsch de Kornilov, Kerenski ne chantait plus d'airs d'opéra. La tradition n'est pas aussi inconstante qu'on l'imagine. Ayant échoué, Kornilov n'intéresse plus personne, « l'incident a été grossi », ce n'était qu'un « malentendu », répètent les K.D., la presse bourgeoise, les milieux gouvernementaux. En revanche, Kerenski est encore en scène. Il ne chante plus parce qu'il sait que ses jours sont comptés. « Sans le putsch de Kornilov, dit-il plus tard, il n'y aurait jamais eu Lénine. » Plus que le putsch, c'est le départ des K.D. en pleine crise qui a découragé Kerenski. Il n'y voit pas la preuve d'une collusion avec Kornilov mais le signe d'un désaveu. Avoir perdu la confiance de « l'élite politique » de la nation l'accable : il ne dispose plus de son appui, de l'autorité qu'elle exerçait sur les militaires pour contrebalancer les soviets et l'influence des bolcheviks.

Sur le plan politique, l'affaire Kornilov a permis une véritable résurrection des soviets, la libération et le retour en force des bolcheviks. Le soviet joue à nouveau le rôle de la « forteresse prolétarienne » que lui avait assigné la tradition social-démocrate ; toutes les forces populaires se groupent autour de lui pour assurer sa défense contre le Cavaignac russe, contre « le pays militaire et bourgeois ».

Les bolcheviks n'avaient pas été les derniers aux postes de combat. Entrés dans la clandestinité depuis juillet, ils étaient mobilisés pour organiser la lutte contre la répression ; dans leurs journaux, ils n'avaient cessé de répéter que, l'ambition et le tempérament personnel mis à part, le conflit des « deux aspirants Bonaparte » recouvrait une seule et même politique. D'où leur surprise lors de l'éclatement de putsch, devant cette rébellion « totalement inattendue » (Lénine). Le mot d'ordre : « À bas Kornilov, aucun appui à Kerenski » leur permet à la fois de combattre la réaction comme l'exige le sentiment populaire, d'ignorer l'action de Kerenski contre Kornilov, d'ôter par avance au chef du gouvernement tout droit à mettre même une part de la victoire à son crédit. « On aurait tort de croire qu'en adoptant ce mot d'ordre nous nous sommes éloignés de notre

objectif, la conquête du pouvoir par le prolétariat », écrit Lénine. « Non. Nous nous en sommes considérablement rapprochés, pas en ligne droite mais en biais. Il faut, sans perdre un instant, faire contre Kerenski plutôt de l'agitation indirecte que de l'agitation directe et cela en exigeant une lutte active au maximum et vraiment révolutionnaire contre Kornilov. Seul le développement de cette lutte peut nous mener au pouvoir en faisant de l'agitaion ; mais il ne faut guère en *parler* (tout en sachant fermement que les événements peuvent dés demain nous porter au pouvoir et que nous ne le lâcherons plus quand nous l'aurons pris)[55]. »

Kerenski a parfaitement compris cette tactique. Pourtant, il libère les bolcheviks, accepte l'appui des soviets en manifestant la preuve qu'il ne voulait pas les dissoudre ni appliquer la peine de mort. Ce démocrate n'avait que haine pour les groupes réactionnaires et antisémites qui soutenaient Kornilov. Au lendemain des Journées de Juillet, en pleine réaction, il avait été un des rares leaders politiques à résister au courant. Il n'en reste pas moins que, fasciné par la bourgeoisie libérale et réformiste, s'identifiant à elle, il refusait de voir que celle-ci était prête à sacrifier la démocratie à la sauvegarde de l'ordre social, au prix d'une dictature militaire s'il le fallait. Pour elle comme pour lui, l'ennemi principal était désormais le bolchevisme et il est significatif qu'au lendemain même du putsch, Kerenski utilisa les contingents préparés par Kornilov pour empêcher la résistance populaire de prendre le dessus sur les forces proprement gouvernementales. Cinquante ans plus tard, jugeant son comportement d'alors, Kerenski déclarait : « Pendant le putsch de Salan, de Gaulle s'est trouvé dans la même situation que moi ; il s'était tellement brouillé avec les militaires qu'il a voulu ensuite leur montrer qu'il n'était pas prisonnier des communistes. Il a eu la force d'arrêter leur poussée. Pas moi[56]. »

S'agissait-il seulement de cela ?

Lors des crises précédentes, en avril, juin, juillet, l'initiative spontanée des soldats bolcheviks et des anarchistes avait été à l'origine des manifestations de rues. Les instances supérieures du parti bolchevik avaient fini, nolens-volens, par endosser la responsabilité d'un mouvement déclenché par la jeune « organisation militaire ». Dans les manifestations de rues, les images cinématographiques en attestent, les ouvriers sont bien moins nombreux que les soldats ou les marins.

Lors du putsch Kornilov, dans la défensive par conséquent, on assiste au phénomène inverse. Les quartiers ouvriers sont les premiers mobilisés, ils mettent 40 000 hommes en état de défense et fournissent des armes à 25 000 hommes environ, armes fournies par les usines, avec l'accord de leur comité, ou bien laissées par les marins de Kronstadt au lendemain des Journées de Juillet[57]. À Kronstadt comme en Finlande, ces marins demeurent à l'avant-garde, mais à Petrograd, frappés par le « complexe de juillet », les soldats sont relativement peu nombreux, une douzaine de mille au plus. Autre différence, depuis la disparition des anarchistes comme élément moteur, la base militante et les instances supérieures du parti bolchevik ont resserré leurs liens. On a en mémoire les effets de l'indiscipline de juillet et on se garde de toute agitation qui pourrait donner prétexte à une provocation : l'autorité des instances dirigeantes, qui ont vu clair en juillet, est bien plus forte. Aucune manifestation n'a lieu le 27, comme le parti l'a demandé. La base est néanmoins prête à agir, et si elle répond instantanément à l'appel des organisations, c'est que cette fois, moins soucieuse de stratégie globale que Lénine, analysant la situation autrement, elle n'a pas comme lui été « surprise » par l'événement. Ainsi, dès le 23 août, quatre jours avant les appels de Kerenski, de Tchernov, du Soviet, du parti bolchevik, le comité du quartier Petrogradskij, par exemple, organisait la défense contre un putsch. Sous la direction du bolchevik Skorohodov, ce comité coordonnait son action avec les autres quartiers de la capitale ; il prévoyait une ronde automobile de service pour assurer les liaisons, des tours de garde dans les usines, des séances d'information à heures fixes, etc. L'assemblée inter-quartiers de Petrograd, la Garde Rouge, qui ressuscita grâce à la *Kornilovchtchina*, les syndicats s'organisaient de la même façon, au reste presque toujours sous l'impulsion des bolcheviks, voire d'Internationalistes ou de la gauche des S.R. C'est en août qu'eurent lieu les premiers contacts entre Gardes Rouges et soldats. Ainsi, les esprits étaient préparés, le dispositif en place. À l'appel des organisations, chaque citoyen, chaque arbre, chaque maison, chaque pierre sembla vouloir s'opposer à l'avance de Kornilov : ses télégrammes n'arrivaient pas à destination, ses locomotives n'avaient plus d'eau, la réalité se dérobait sous ses pieds[58].

La grande mobilisation populaire qui s'effectua les jours suivants fut sans nécessité apparente. Qui se doutait, à Petrograd comme dans les sept autres

villes où se constituait un K.N.B.P., qu'elle était la répétition générale de l'insurrection d'Octobre ?

Six mois plut tôt, au soir de la fusillade du 26 février, lorsque la répression l'emportait, nul n'imaginait le retournement total qui allait s'opérer pendant la nuit suivante ; nul n'avait conscience que « la révolution avait accompli les trois quarts du chemin ». À la fin du mois d'août et au lendemain même du putsch Kornilov, le renversement de la situation est aussi radical. À la veille de l'appel de Kornilov au pays, la réaction paraît l'emporter à Petrograd, aux armées, dans les campagnes, chez les allogènes. Militaires ou notables, députés de la douma ou banquiers, les dirigeants traditionnels parlent haut. « La révolution est finie », répète Miljukov. Renouant, sans effort apparent avec son attitude traditionnelle, l'Église exige la soumission des pêcheurs ; elle prie pour que le bras des bourreaux se montre pitoyable. Jamais les hommes de Février n'ont à ce point courbé la tête : ils recommandent un nouvel ajournement des élections à la constituante, votent avec Tseretelli contre une motion de Martov qui s'opposait au rétablissement de la peine de mort. Toute opposition politique semble brisée. Les anarchistes ont disparu depuis Juillet, les bolcheviks sont en fuite, dans la clandestinité, Lénine se cache sous un déguisement en Finlande. Dans les prisons où ils sont enfermés depuis juillet, Trotski et ses amis craignent d'être massacrés. Depuis deux mois, la réaction a fait des progrés tels que Lénine juge qu'un complot n'a pas de raison d'être, que ces rumeurs sont « absurdes », et que Kornilov croit qu'il n'a qu'à tendre le bras : le pouvoir est à portée de sa main[59]. Apparence. Quarante-huit heures plus tard, sans épreuve de force véritable, la situation est entièrement retournéee, l'autorité de Kornilov s'est volatilisée, le bolchevisme frappe à la porte.

Sans doute le putsch militaire avait-il donné un coup de fouet aux forces démocratiques, la logique du mouvement de mobilisation jouant en faveur de ceux qui avait été les plus conséquents, les plus déterminés, les bolcheviks[60]. Mais leur renforcement, si subit en apparence, était également le symptôme d'un phénomène latent bien plus profond, la radicalisation des masses que brusquement la crise révélait. Les leaders politiques, les militants n'en avaient pas eu conscience parce que, comme à l'ordinaire, ils avaient mesuré l'ampleur du mécontentement à l'aune des activités propres des organisations. Ainsi, d'un pôle à l'autre de l'opinion, ils commirent la

même erreur d'analyse : « Le bolchevisme est mort, pour ainsi dire d'une mort brusque », écrivait la *Retch*, organe des K.D., au lendemain des Journées de Juillet. Les amis de Lénine ne jugeaient pas autrement[61]. Les questionnaires adressés aux délégués pour le 6e Congrès du parti, en août, attestaient, selon les rapporteurs, que la popularité du parti est au plus bas. Les militants sont découragés. « Les Journées de Juillet ont frappé notre parti d'un tel coup », déclarait S.N. Ravitch à la 3e Conférence de la Ville, « qu'on ne saurait parler d'activité pendant les trois premières semaines qui suivirent… En gros, seuls les mencheviks-internationalistes ont pu continuer à faire de l'agitation (…) Pourtant, face à eux, les défensistes n'avaient pas de succès. À cette date, il n'y avait pas plus de 200 à 1 000 auditeurs aux réunions, 2 000 au maximum aux meetings. Partout et tout le temps, trois d'entre nous furent des volontaires inlassables : Slutski, Volodarskij, Evdokimov. Ils firent plus de quarante discours. En août, cela s'activa plus ; il y eut une centaine d'interventions, mais cela ne satisfaisait pas les besoins. Or, brusquement, en septembre, notre organisation ne pouvait plus subvenir aux besoins… C'était pour nous une tragédie, car nous sentions que notre influence se renforçait partout et que proportionnellement aux besoins nous avions de moins en moins de moyens[62]. »

Vérité à Petrograd, vérité en province où la répression ne s'était pas exercée avec la même vigueur que dans la capitale ou aux armées. Avant de se manifester, la radicalisation latente s'était pourtant exprimée autrement que par des grèves, des occupations d'usine, des incendies de propriété ou des actes de désobéissance collective dans l'armée : elle s'était transcrite sur le plan représentatif mais à des instances ou à un niveau qui échappaient à la grande politique. Ainsi, aux élections municipales, qui avaient eu lieu en province à la fin du mois de juillet, les « conciliateurs » l'emportaient encore largement avec plus de 70 % des élus contre 10 % aux bolcheviks et 15 % aux K.D. ; le succès des mencheviks et des S.R. était plus grand encore dans les petites villes. En réalité, il y eut 52 % d'abstentions à ces élections mais personne n'y prêta attention. Or, aux premières élections qui suivirent, que les bolcheviks préparèrent avec soin et où ils s'opposèrent plus nettement que jamais aux conciliateurs, leurs progrès furent manifestes. Aux élections à la douma du quartier de Peterhof, par exemple, ils obtenaient 23 sièges contre 25 aux S.R., 2 aux K.D., 4 aux mencheviks. Aux élections municipales du quartier de Petrograd, le 22 août, la coalition

S.R.-mencheviks obtenait 72 sièges, les K.D. 44, les bolcheviks 69 et leur alliés internationalistes, 8. Un mois plus tard à Moscou, 51 % des voix allaient aux bolcheviks, 20 % aux K.D., 4 % aux mencheviks. Les bolcheviks avaient la majorité absolue dans 11 doumas de quartier sur 17. Sur les 17 829 soldats appelés aux urnes, 14 767 votaient pour les bolcheviks. À la douma municipale, le nombre passait de 11 à 475. Leurs progrès étaient encore plus grands et ils dataient de plus loin encore à la base du monde ouvrier : dès le 3 août, aux élections aux caisses de maladie effectuées dans quelques grandes usines de la capitale, ils raflaient 190 sièges sur 230[63].

Mais qui aurait prêté attention à une élection à des caisses de maladie ? La bolchevisation des institutions à la base était le signe d'un mouvement très ample et qui venait des profondeurs.

1. Séance du 18 juillet. Selon Maslennikov, il y avait environ cinquante à soixante députés présents. La presse rendit compte de ce débat. Les protestations éclatèrent, demandant la dissolution de la Douma. *CGAORS-LO*, 4605, 1, 8.

2. Cité in Znamenskij, *op. cit.*, 564, p. 222.

3. Cité in Radkey, *op. cit.*, p. 289-293.

4. Ivanov, *op. cit.* 565.

5. *Ibid.*, passim et Laverycev, *op. cit.*

6. Réunis chez la grande-duchesse Olga, les représentants de ces Ligues avaient rédigé un manifeste d'inspiration antisémite, (dépêche R.V. du 31 juillet et du 6 août). Les articles sur « la pourriture bolcheviste et la voyoucratie régnante » apparaissent dans *Russ*, remplaçant *Malenkaja Gazeta* interdite par Kerenski, *Groza*, *Vece*.
À Kiev, une association de soixante officiers se réunit du 10 au 12 juillet et envoya une délégation au prince Michel. Cf. Kapustin, *op. cit.*, 566, p. 125.

7. Astrakhan, *op. cit.*, 531, p. 180-187.

8. *Ibidem*, p. 187-212 et 310-350.

9. D'après les *Mémoires* des généraux Denikine, Gurko, etc.

10. Kapustin, *op. cit.*

11. Denikine, *op. cit.*, 191, passim.

12.

Kapustin, *op. cit.,* p. 79-85 et *Dok. Mai. op. cit.*. 22, p. 381.

13.

Sur cette conférence. *Doc. Ker, op. cit.*. 35, II, 989-1010 et Znamenskij, *op. cit.*. 233-237.

14.

Entretiens avec Kerenski, 1967.

15.

Nous empruntons ce titre à l'ouvrage de Vasjukov, *op. cit.*. 569.

16.

Sur ces faits, voir deuxième partie, p. 289-299. Kozlovski, in *Trybuna,* journal des bolcheviks polonais du 30 juillet 1917.

17.

Télégramme de Janin, de la mission française à Petrograd : intervenir auprès des Américains afin que les livraisons de locomotives servent de moyen de pression (T. 1861 à 1864), le 9/22 avril ; et télégramme d'Albert Thomas, en sens inverse, pour que des avions soient bien livrés au Gouvernement Provisoire (T. 91 du 8 mai). Vincennes, Na 6, 4. Discussions dans Na 6, 5.

18.

Sur Stockholm, voir deuxième partie, p. 358-372. Ce jugement sur les causes de l'échec est de P. Axelrod, lettre à Olberg du 9 juin 1917, Archives Axelrod, Amsterdam, 18, 8. Protestations contre le « sabotage » des Alliés, en provenance, par exemple de l'armée du Caucase, in *CGAORSSR,* 6978, 1, 316.

19.

Sur les sympathies américaines, cf. Kennan, *Russia leaves the war,* 1956, p. 8-27. Statistiques sur les mouvements de troupes, in Marc Ferro. *La Grande Guerre, op. cit.*

20.

Ignat'ev, *op. cit.,* p. 317-319.

21.

Ibidem, p. 324-329.

22.

Ignat'ev. *op. cit.,* p. 330-349.

23.

Ibidem.

24.

Ignat'ev, *op. cit.,* p. 318-320.

25.

Archives de la Censure. BDIC, Nanterre.

26.

Buchanan, *op. cit.,* p. 159-163 et Knox, *op. cit.*. p. 670-678. Au lendemain des Journées de Juillet, les Anglais proposaient les mesures suivantes : rétablissement de la peine de mort, désarmement des ouvriers, censure militaire généralisée, milices composées d'anciens combattants, blessés de guerre.

27.

Archives de la censure, BDIC, Nanterre.

28.

Faits rapportés par Somerset Maugham dans les *Izvestija* du 4 novembre 1962.

a.

Régne de Kerenski, régne de Kornilov. Les termes de *Kerenchtchina* et *Kornilovschtchina* s'expliquent parce qu'en Russie le suffixe *chtchina* ajoute au nom auquel on l'accole une nuance légèrement péjorative.

29.

Cf. notre entretien avec Kerenski. en annexe.

30.

CGARSSSR, 3, 1, 251, 40.

31.

Lukomskij, *op. cit.*, 1-251 et 1-225 et Denikine, cités in Ivanov, *op. cit.*, p. 21 et Knox. *op. cit.*, p. 679.

32.

Sur cette crise ministérielle, cf. Radkey, *op. cit.*, p. 289-313 et *Doc. Ker., op. cit.*, 35, III, p. 1 402 et suivantes.

33.

Ancien S.R., ex-« terroriste », Savinkov était devenu violemment antibolchevik. Il exaltait volontiers la « virilité des combattants ». la comparant à « la couardise des gens de l'arrière ». La tonalité de ses propos évoque celle des fascistes italiens à la même époque.

34.

Entretien avec Kerenski. 1967. Sur les soviets. Kerenski avait le même point de vue que les K.D. Cf. l'extrait du *Vestnik Par. Narod. Svob* in Morohovec, *op. cit.* 347. p. 132.

35.

Cf. CGAORSSSR 6978. 1, 356 et 366, 1, 234 et suivants. Protestèrent ainsi, les soviets de Samara, Omsk. Kiev, etc. Une quarantaine de textes ont été réunis dans *Dok. Avg., op. cit.*, p. 378-415.
Une assemblée de 11 000 paysans de la région de Voronej envoya également une protestation.

36.

Dok. Sept, op. cit.

37.

De nombreux Soviets de province approuvèrent, par exemple Pskov CGAORSSSR, 1, 356, 19.

38.

« Nouveau coup dans le dos de la démocratie au moment où elle accepte le combat contre la réaction », écrivait le menchevik Garvi dans la *Rabocaja Gazeta* du 9 août 1917.

39.

Ensemble de discours et de documents dans *Doc. Ker, op. cit.*, 35, p. III. Citation de Trotski, dans Trotski, *Histoire*, *op. cit.*, II, 16, II, 162.

40.

Proletarii, 4 du 16 août 1917, Moscou.
Nombreuses protestations de soldats contre les propos de Kornilov et Kaledine in CGVIA, 2031. 1, 1585. Voir également le chapitre suivant.

41.

Meilleur exposé d'ensemble dans Ivanov. *op. cit.*, 565. qui utilise les principaux témoignages et des fonds d'archives inédits.

42.

Télégramme à Kerenski du 7 août 1917, CGAORSSSR, 3, 1, 251, 8, 84.

43.

N.G. Dumova, « Maloizvestnye materialy po istorij Kornilovsciny », *Voprosy istorij*, 1968. 11, 82.

44.

Ivanov, *op. cit.*, passim et CGAORSSSR. 1.3, 1,362,450-3. Ignorant les dispositions réelles de Kerenski, Lénine écrivait : « Kerenski est le plus dangereux des kornilovites. »

45.

La fausse information d'une manifestation bolchevik pour le 27 août fut lancée le 22 août par les *Russkija Vedemosty.*

46.

Certains généraux, tel Mai-Maevskij résistèrent à ces ordres ; Kornilov et Markov demandèrent qu'ils soient mutés, CGVIA, 2067, 1, 60, 195.
Sur ces faits, voir les mémoires de Lukomski, *op. cit.*, 94-113.

47.

Ivanov, *op. cit.*, passim et Doc. K.er, *op. cit.*, 35, III, 1557.

48.

Gros ensemble de documents réunis dans *Doc. Ker,* 111. Voir également Kerenski, *Prelude to bolchevism*, p. 131-8.

49.

Aussitôt, les télégrammes de soutien à Kerenski affluent de toute part : soviets ouvriers et soldats de Novozensk, la ville de Soligalitch, Murmansk, les villes de Tchernigov, Vologda, Ufa, etc., les Kirhizes d'Uralsk. Cf. les fonds CGAORSS-MO. 3, 1, 164, n. 233 à 295 et CGVIA 2067, 1, 3821. S'y joignent de nombreux régiments, Bataillon de la mort Valvinski, soldats de la Garde Keksgol'mskij, etc. CGAORSSSSR, 1244. 1, 15.
Le soviet des paysans mobilisés d'Helsingfors salue « Kerenski chef de la révolution et souhaite le retour de Tchernov, notre défenseur », CGAORSSSR, 3, 1, 362, 263. Même message du comité de la terre de l'Uezd de Moscou, CGAORSSSR, 3, 1, 361, 190.
Voir également, CGVIA, 2067, I, 3815, 37.

50.

Sur le comportement des K.D. qui ultérieurement, déclarérent être étrangers au « complot », voir *Doc. Ker,* III, textes N. 1542 et 1543. et Astrakhan, *op. cit.*
Cf. également le rapport « défaitiste » du prince Trubetskoj, K.D.. in *Doc. Ker ;* III. 1573-1574, au reste corroboré en partie par des messages que Kerenski reçut de la part de milieux bourgeois, par exemple l'ingénieur Ketler, de Rostov sur le Don : « Je vous recommande le compromis car ici une grande partie du pays est derrière Kornilov (...). On fait courir le bruit que vous êtes juif. » CGAORSSSR. 3. 1. 362, 374-377.

51.

De son côté, le colonel Orlov, de l'*Union des officiers*, envoyait un télégramme le 28 août à 10 h 45 du matin ; il l'adressait à tous les corps d'armée et également aux institutions. « Le procureur du St Synode L'vov et Savinkov ont proposé au général Kornilov de partager le pouvoir avec lui (...). Après quelque hésitation le général a accepté (...) et il s'est attaché les généraux Klembovskij, Valuev. Denikine. Chtcherbaev. » CGVIA 2067, 1, 3815, 100-102, 193, 349.

b.

Voir première partie, chap. II.

52.

La surestimation des chances de succès s'explique en partie par la masse de rapports faisant état d'une « situation satisfaisante » dans les chemins de fer militaires, les postes, les étapes, et même les ateliers de l'armée. Les rapports alarmistes concernaient la mentalité des soldats. L'État-Major s'imagina ainsi que les structures tenaient bon. CGVIA 2067, 1, 60.
Pourtant, dès le 24 août, les typos de Mohilev refusaient d'imprimer le *Messager du comité centra ! de la Ligue des Officiers.* Dépêche A.T.P.

53.

La coordination fonctionna entre les comités de quartiers, la Garde Rouge, les comités d'usine qui fournissaient les armes. Cf. notre chapitre 17.

54.

Le texte de Lénine parut dans *Rabocij Put* du 28 août. Cette ligne avait été défendue par Kossior et Bubnov dés le 27 août à 19 heures. Cf. Ivanov. *op. cit.,* p. 139. Lénine l'adopta le 30 août. Cf. Lénine, *Œuvres.* T. 25, p. 311-316. Cinq cents exemplaires de la lettre de Lénine furent distribués. Cf. Ivanov, *op. cit.* 129.

55.

Voir également Lénine, tome 25, p. 333-337.

56.

Allusion au massacre du métro Charonne ; Entretiens avec Kerenski, 1967.

57.

Jusque-là, les milices ouvrières étaient démunies. Le 3 juillet, les marins de Kronstadt étaient partis à Petrograd avec 2 920 fusils et 25 460 cartouches. Ils revinrent le 5 à Kronstadt avec 2 077 fusils et 8 580 cartouches. 843 fusils furent ainsi laissés en ville. Et il n'y eut pas 16 880 coups de fusil tirés par les marins. Le reste des cartouches demeura entre les mains des ouvriers (notre calcul effectué d'après le rapport du 25 juillet 1917 publié dans *Baltiski Morjaki, op. cit.,* p. 154-155). Au total, c'était fort peu. À l'usine Dynamo, mille ouvriers ne disposaient que de onze fusils ; chez Phœnix, les deux mille ouvriers en avaient vingt. Cf. Ivanov, *op. cit.,* p. 148. Les usines retournèrent la situation : du 28 août au 31 août Putilov livra à lui seul une centaine de canons et mitrailleuses pour la lutte contre Kornilov. Ils servirent en Octobre.

58.

Cf. Startsev, *op. cit.,* p. 130 ; Ivanov, *op. cit.,* p. 150-156 et le chapitre 16.

59.

« Les bolcheviks finiront par comprendre qu'ils sont isolés », écrit encore le menchevik Gorev dans la *Rabotchaja Gazeta* du 1er septembre. Texte de Lénine, tome 25. p. 266-274.

60.

Cf. les messages de félicitations au soviet « pour avoir adopté le point de vue bolchevik ». CGAORSSSR 1. 1244, 1, 15, 5.

61.

Sauf Volodarskij qui déclarait : « Les chefs vont à droite, les masses vont à gauche (...). Qui dit que la contre-révolution l'emporte parle des chefs, pas des masses. Car les califes de l'heure, les Tseretelli. Kerenski, Avksent'ev ne peuvent rien faire sans les masses. » *3e conférence, op. cit.,* p. 70-74.

62.

Troisième conférence, p. 113.

63.

Voir les journaux du 3 août, du 22 août et du 30 septembre ; ainsi que *Procès-Verbal, op. cit.,* p. 330 et Popov. *op. cit.,* 541, p. 72.

CHAPITRE XII

FAILLITE DES INSTITUTIONS ET AUTORITÉS TRADITIONNELLES

La faillite du pouvoir n'était pas seulement celle du Gouvernement Provisoire, celle des dirigeants de Février. Elle était aussi celle des corps sociaux et des individus qui, par-delà les crises de l'Histoire, assurent traditionnellement la continuité des institutions, la permanence des sociétés, la domination d'un petit nombre. En 1917, ces garants de l'ordre social, de la « morale publique », officiers et hommes de Loi, fonctionnaires, popes et professeurs virent leur autorité bafouée, leur légitimité contestée. Toutes les formes de domination, toutes les contraintes étaient remises en cause : un ordre n'était plus un ordre, un contrat n'était plus un contrat, la loi n'était plus la loi.

« Il y a des social-politiciens qui pensent, écrivait un journal anarchiste, que l'époque est caractérisée par la faillite de l'autorité, par l'absence de pouvoir comme force organisationnelle qui soumet la vie du pays. Mais la révolution ne supporte pas le pouvoir. La révolution est un mouvement de masse qui vise à la destruction des anciennes formes de vie. Jean-Jacques Rousseau avait bien dit que si le peuple se confie à des élus, il perdra la liberté. Le peuple ne leur obéit plus. Il n'y a pas actuellement une crise de pouvoir ou une crise d'autorité, il y a une révolution. »

Cette révolution signifiait-elle la négation de la patrie, la fin de la famille et de la morale, la ruine du savoir, de la culture et de la religion, bref des fondements mêmes de la civilisation ? Les garants des institutions l'assuraient.

Ces corps sociaux s'identifiaient à elles et c'est précisément cette relation que les citoyens de 1917 mirent en cause, et non nécessairement le principe que ces institutions représentaient.

En 1917, l'État et ses institutions s'effondrèrent pour ainsi dire subitement, comme entraînés par la chute du tsarisme. Ceux qui s'identifiaient le plus à l'ancien régime disparurent les premiers, les

bureaucrates et les prêtres par conséquent[1]. D'autres suivirent et notamment l'institution militaire : elle n'avait pas seulement pour fonction de défendre la patrie mais également de maintenir l'ordre social que précisément la révolution avait pour objectif de détruire.

On étudie ici le processus de décomposition de ces institutions, la faillite des autorités traditionnelles, plus particulièrement dans l'armée, enjeu de la lutte pour le pouvoir et clef de voûte de l'ordre social. En 1917, la crise révolutionnaire y suscita la disjonction de la fonction sociale et de la fonction patriotique, une expérience unique dans l'histoire des temps.

1. DISPARITION DES AUTORITÉS CIVILES

« Si on n'obéit plus aux lois d'un gouvernement révolutionnaire, c'est le désordre », écrivait au ministre le président d'une société d'agriculture[2]. Un grand propriétaire l'assurait que « les paysans ne tenaient absolument plus compte des dispositions contenues dans le tome X (première partie) du Code des Lois ». Était-ce leur seule infraction ? Le maréchal de la Noblesse d'Ekaterinoslav expliquait : « Ici, les comités agraires prennent sur eux de régler les affaires particulières des propriétaires. Ils se substituent aux tribunaux pour toutes les questions soulevant des querelles. On commence à dire que les transactions écrites ou orales portant sur la location et l'utilisation des terres ont perdu toute signification. Plus rares sont les cas où on arrête les propriétaires qui ne sont pas d'accord[3]. »

Dans d'autres provinces, malgré tous les appels au calme, le comportement des paysans est plus expéditif. Ils ont appris la leçon de 1905, savent qu'au premier appel les autorités de la ville viendront au secours des propriétaires. Aussi commencent-ils par les désarmer et mettent-ils en état d'arrestation ceux que, à leur tour, ils appellent les « meneurs ». Le 20 juillet, le Gouvernement Provisoire interdit, sous peine de poursuite criminelle, toute séquestration arbitraire. La mesure ne donne aucun résultat. « La foi dans le Droit a disparu », écrit l'*Union des propriétaires* de la région de Saratov. « Les commissaires ne font rien. Quand les paysans ont enlevé à un *otrubnik*[a] mille trois cents gerbes de blé, l'un de ces commissaires nous a dit : je ne peux rien y faire, c'est l'affaire du peuple. Un autre a expliqué qu'il ne disposait pas de milice ; un troisième que ses miliciens n'avaient pas d'armes[4]. » À Kazan, au mois de mai, une assemblée paysanne avait décidé de confisquer certaines grandes propriétés. À la deuxième session de cette assemblée, tenue en septembre, les participants « constatèrent des faits contre-révolutionnaires » : vingt activistes, présents à la session de mai, se trouvaient en prison. L'assemblée exigea des explications du procureur Karasev. Celui-ci les refusa. Les emprisonnés furent libérés par la force. De la même façon, à Saratov, en septembre, un groupe de manifestants vint délivrer des bolcheviks qui se trouvaient incarcérés. À Kiev, selon les journaux, le public d'un tribunal s'insurgea contre le pope qui voulait faire prêter serment à un témoin, se

moqua des jurés et arracha un verdict d'acquittement ; cependant, pour sauver sa tête, le Ministère Public s'enfuyait sur le toit du tribunal[5].

Ainsi, la loi n'était plus la loi, et, tout comme l'ancienne justice, l'administration ne fonctionnait pas.

Depuis longtemps, ses représentants en avaient pris bonne note. Au mois de mars, un commissaire du Gouvernement Provisoire à Penza avait câblé à son ministre : « Les élections se sont déroulées en bon ordre. Les administrateurs ont été chassés. Tout est calme, pas d'excès. » Quelque temps plus tard, le journal local faisait savoir que « dans le calme, les assemblées paysannes s'étaient débarrassées des commissaires envoyés par le Gouvernement Provisoire ». Le commissaire Kugutchev envoyait aussitôt un câble rectificatif à son ministre : « Ils n'ont pas tous été chassés. Quelques uns ont même été réélus par les comités. Ce sont ces comités qui jouissent de toute l'autorité[6]. »

Les principaux responsables du vide administratif étaient ceux qui, ensuite, s'en plaignirent le plus : les K.D. Dés le 5 mars, sans que le soviet de Petrograd le leur demande, les ministres K.D. avaient révoqué les gouverneurs et leurs adjoints, toute une partie de l'administration. À cette date, ils s'imaginaient qu'ils allaient gouverner longtemps : ils avaient ainsi laissé le pouvoir réel passer aux comités d'organisation locale (K.O.O.) qu'ils contrôlaient. Lorsque, face à ces comités, aux doumas municipales, la puissance des soviets et des autres comités populaires ne cessa de grandir, les ministres K.D. s'aperçurent de leur erreur : alors que les comités « bourgeois » faiblissaient devant leurs rivaux et devant les soviets, il n'y avait plus d'administration pour garantir la continuiité des institutions, la permanence des lois. Afin de combler ce vide, ils multiplièrent les nominations de commissaires, et ces fonctionnaires de la capitale se déplacèrent d'urgence à travers les provinces. Toutefois, comme l'observait Chingarev, « les voyages ne remplacent pas un appareil administratif qui fonctionne[7] ».

En outre, comme en atteste un rapport administratif établi en mai, toute nomination de fonctionnaire, de commissaire, semblait une atteinte aux libertés fondamentales. Le cas de la ville de Samara n'est pas un exemple isolé : à Novgorod également, dans d'autres villes encore, le commissaire nommé par le Gouvernement Provisoire dut subir l'épreuve d'une élection[8].

La deuxième phase du processus fut atteinte lorsque le gouvernement laissa les comités locaux choisir eux-mêmes les candidats au poste de

commissaire. Bientôt, seuls ceux-là jouirent d'une certaine autorité. En août, la deuxième conférence des commissaires fit le constat d'une faillite : la réalité du pouvoir n'émanait plus du gouvernement central mais des instances locales des soviets. Ceux-ci constituaient déjà les éléments d'un contre-pouvoir populaire qui agissait indépendamment de l'État[9].

Pour se faire obéir, celui-ci ne pouvait joindre à sa menace l'anathème du prêtre, les objurgations des professeurs. Surtout, l'État ne disposait plus, non plus, de la force armée. Plus exactement, l'armée ne remplissait plus une de ses fonctions traditionnelles, sa fonction répressive.

2. LA RÉVOLUTION À L'ÉGLISE ET À L'UNIVERSITÉ

« Maintenant, écrivait le vicaire de Kostroma à son évêque, nous avons le sentiment que nous ne servons plus à rien. » Le curé de Barnaoul jugeait de même : « Mes paroissiens ne vont plus qu'aux réunions des soviets. Quand je leur demande : "Et votre Église ?" ils répondent : "Maintenant, nous n'avons plus le temps". » Un aumônier observe le même phénomène dans l'armée : « Avant, mes ouailles ne se comptaient pas… 200… 400. Il ne m'en reste qu'une dizaine ; la plupart, des officiers. » La pratique disparut incontinent. Toutefois, l'empreinte de la religion avait trop profondément marqué le peuple russe pour que sentiments, habitudes et besoins ne ressuscitent pas, mais, après Février, l'espérance d'une vie nouvelle éloigna les fidèles de leur église. « Ce ne sont pas les prières qui nous ont libérés du joug. Vos prières ne servent à rien[10]. »

Cette désaffection datait de loin. Pourtant, naguère, écrit Alain Besançon, « point de chaleur dans un monde froid, de beauté dans un monde désertique, le christianisme instaurait un équilibre qui, jusqu'à la révolution, permettait de supporter les relations impersonnelles et les exigences froides du service[11] ». Que cette révolution éclate et faute d'avoir su nourrir les forces de sa régénération, la vieille église acheva de se discréditer. « Avide, ivre, corrompu », soumis au pouvoir d'État, étranger à la tragédie du peuple malheureux, le clergé russe n'avait pas participé à sa révolte à la façon des Églises d'Occident : en 1671, il avait jeté l'anathème contre Stenka Razine, en 1905, il accusa les travailleurs révoltés d'être à la solde des Japonais.

L'Église orthodoxe avait vécu très égoïstement son histoire, revendiquant pour elle seule, oubliant sa mission. Certes, le clergé avait manifesté quelques activités « sociales », par la création d'écoles notamment. Mais au début du XXe siècle, les enfants du peuple les désertaient pour les écoles des zemstvos. Très récent, le courant de rénovation dû à la conversion au christianisme d'une partie de l'intelligentsia marxiste ne pouvait avoir d'effet sur les relations entre l'Église et les fidèles. Au reste, Struve, Berdiaev, Bulgakov, mettaient en cause la mystique de la révolution. Selon eux, « l'amour de la justice égalitaire, du Bien Public (…) paralysait l'amour de la Vérité ». Pouvaient-ils être entendus[12] ?

Ce fut la Grande Guerre qui ramena les fidèles à l'église. L'évêque de Vladivostok exprime sa satisfaction : « Cette guerre a ramené le sentiment religieux. Elle a amené dans le peuple un grand changement. On n'a jamais fréquenté les églises aussi ponctuellement (…). La guerre est un châtiment de Dieu, à l'encontre du peuple qui ne croyait plus en lui. » De nombreux miracles accompagnèrent cette recrudescence de la foi. En 1916, dans la région de Kozlov, par exemple, une illuminée enflamme un village : elle a vu l'Antéchrist. Une institutrice le nie, les villageois veulent la tuer et envahissent l'école[13].

Au début de 1917, les évêques constatent, pourtant, un mouvement de reflux. La guerre se prolonge trop : « On vient moins à confesse que l'an dernier », « les soldats de retour du front ne fréquentent plus l'église. » Les popes interprètent le phénomène comme « une passade de jeunes », mais beaucoup ont la certitude que la fin de la guerre signifiera la fin de la religion.

« Ils cachaient leurs sentiments, maintenant ils les proclament », observent les popes dés que la révolution éclate. « Ils nous insultent et nous disent : maintenant on ne craint plus ni Dieu ni Diable. » Il est vrai que le clergé manifesta d'emblée son hostilité au nouveau régime. Certes, il invita les croyants à soutenir le gouvernement L'Vov (ce qui était une façon de combattre le soviet), mais il refusa de participer aux obsèques des victimes de la révolution et même les K.D. jugèrent son attitude conservatrice à l'excès. Bientôt la hiérarchie fit chorus avec la réaction, elle prôna ouvertement une restauration. Au lendemain des Journées de Juillet, elle jeta l'anathème sur les bolcheviks, soutint publiquement Kornilov, lui adressa icônes et cadeaux afin que « les militaires rétablissent les saints principes ». Elle lança plusieurs appels aux soldats : « L'esprit de l'armée ne pouvait ressusciter que par la foi dans le Christ qui seule permet de réaliser des miracles. » L'église orthodoxe jugeait également nécessaire de « rétablir le pouvoir des autorités militaires dans toute leur plénitude[14] ».

La révolution eut même pour effet de rétablir une certaine communauté de vues entre les églises. Bien que leur tradition les ait longtemps placées à l'avant-garde de la lutte sociale, que Lénine et Bonch-Brujevitch aient fait fonds sur leur vocation révolutionnaire, les Vieux-Croyants ne furent pas de reste. À leur Congrès national, tenu à Nijnij-Novgorod, en août, ils sont avec Miljukov et Kornilov, revendiquent Constantinople « antique centre de culture ecclésiastique, espoir de tout le clergé russe. Le gouvernement

devait, sourd à la voix des germanophiles et des traîtres (…), « prendre toute mesure pour mettre les anciens sanctuaires sous la garde du peuple russe[15] ».

Libéraux, les Baptistes se voulaient plus démocrates. En mars ils avaient fondé un parti, *Voskrecenie* (Résurrection), dont le programme comportait la liberté de grève, l'égalité des droits de la femme, la journée de huit heures, etc. Les Journées de Juillet suscitèrent chez eux un revirement dans *Slovo Istinu,* ils stigmatisèrent tous les sociaux-démocrates dont les théories « étaient en contradition avec l'esprit et l'enseignement de Notre Seigneur ». À la conférence démocratique, I.S. Prowanov réclama en leur nom « une armée régénérée ». Ils ne furent pas kornilovites pour autant et demeurèrent très en retrait des groupes contre-révolutionnaires. Toutefois, avec les autres organisations démocratiques ils condamnèrent Octobre, et l'opinion populaire les confondit aisément avec les prêtres des autres églises[16].

Dans ces conditions, les tentatives des popes réformateurs au Concile passèrent également inaperçues. Au reste, elles concernaient essentiellement le statut de l'Église, ses rapports avec l'État ; quant aux revendications des popes les plus radicaux, elles concernaient les popes eux-mêmes ; ils demandaient à pouvoir utiliser les terres d'Église à leur profit, mais pas un mot n'était prononcé en faveur des moujiks, qui lorgnaient les terres des grands propriétaires. Ainsi, si l'Église orthodoxe connut la révolution, ce fut en son propre sein : les libéraux essayant de prendre le pouvoir dans les assemblées du clergé, pendant qu'à la base le petit clergé radical déposait les évêques récalcitrants et favorables à l'ancien ordre. Mais des ouvriers, des soldats, des paysans, il n'était pas question, sinon aux grandes assises du mois d'août « pour exhorter le peuple à l'ordre et les autorités à la clémence ». Le clergé revint d'ailleurs aussitôt à son affaire favorite : le problème des relations entre l'autorité épiscopale et le concile[17].

Ainsi, le peuple rêvait d'une société nouvelle, ses guides profitaient de la liberté qu'il leur avait apportée pour ouvrir une querelle d'une autre époque. Ce comportement ne pouvait qu'ajouter au discrédit de l'Église. L'aumônier Dmitr Poljanskij écrivait à son évêque : « Je vous rapporte des faits concrets qui illustrent l'attitude morale et religieuse de la troupe (…) Dans le 170^{e} régiment, où j'étais aumônier jusqu'à mon départ en juin, les soldats ont exprimé leur mécontentement à l'endroit de mes activités de prêtre. Au

meeting du 21 mai, ils en ont dit les raisons : je luttais inlassablement contre les slogans des bolcheviks, “à bas la guerre”, “fraternisation avec les Austro-Allemands”, “méfiance envers les officiers”, “commandement élu”. On m’en voulait aussi de distribuer des icônes et des préceptes religieux. À l’assemblée des soldats, on me dit également qu’on n’avait plus confiance en moi, que j’étais un suppôt de l’ancien régime. Les soldats me dirent qu’il valait mieux que je m’en aille, pour qu’on n’exerce pas de violences contre moi. Cette méfiance n’est pas seulement une critique de l’attitude des prêtres, elle traduit le détachement envers Dieu. Elle ne s’exprime pas seulement à l’encontre des prêtres mais de ceux qui écoutent leurs “fables” ; c’est ce qui explique que n’ayant que dix à cinquante présents au service, j’ai été amené à demander mon détachement[18]. »

Le ressentiment contre les prêtres est beaucoup plus vif à la campagne qu’à la ville, où en Octobre, devant le porche des églises, « les queues pour la délivrance de la Russie de son ennemi extérieur et de son ennemi intérieur demeurent plus longues que les queues pour le pain ». Au village, où ils sont souvent les alliés des pomesciks, « on nous regarde, dit un pope, avec le regard de la haine ». « Les moujiks se jettent sur nos terres », témoigne un autre pope de la région de Voronej. Dans l’uezd de Romanovo-Borisovlevskij, les diacres et chanteurs de psaumes ont même formé une organisation armée pour assurer leur auto-défense. Dans la région de Moscou, l’évêque demande aux autorités d’intervenir en faveur du curé d’Ulitine. « Les paysans ont occupé toutes ses terres cultivables, ont pris la plus grande partie de sa récolte (…) menacent de prendre le bois qu’il a coupé (…). Ils sont unis, agissent à leur guise. L’Église est désarmée. Désormais, la paroisse peut demeurer sans curé parce que personne ne viendra plus. » Même situation en Ukraine, en Volhynie où les actions des paysans contre les prêtres abondent. Il semblerait même que dans ces deux provinces au moins, le mouvement ait atteint la ville, tels ces prêtres de K’arkov et Zitomir chassés de leur église pour avoir pris politiquement position[19].

Un pope rapporte qu’un paysan lui aurait dit : « Nous étions pieds et poings liés, couverts d’avanies par le tsarisme (…) et vous autres, qui l’accompagniez, vous nous éblouissiez pour nous aveugler plus encore afin que nous ne puissions même pas voir nos bourreaux[20]. » Un autre commente : « Pendant des centaines d’années, une poignée de nobles et de propriétaires avait réussi à mettre des millions de pauvres gens à sa volonté.

Des centaines d'années, ils avaient fait couler et suer le sang du peuple. Et vous, les popes, vous disiez alors que tout cela était juste. Vous saviez seulement chanter en chœur "Longue vie au tsar et à nos dirigeants". Et maintenant que le peuple a le pouvoir, que, pour ce peuple travailleur, le seul souci est d'instaurer l'égalité, vous autres, les "hommes saints", refusez de nous reconnaître. Le peuple a bien compris à quoi servaient vos mitres précieuses, vos croix en or, vos vêtements de prix[21]. »

Ainsi, il n'était pas besoin du bolchevisme pour que l'Église russe subisse le sort des persécutés. Le mouvement naquit dans les profondeurs, le peuple associant le pope et le tsarisme, l'officier et le baron. P. Pascal écrivait : « L'Église établie, appauvrie de ses éléments les plus religieux, obligée par le pouvoir civil de trahir sa mission pour servir des buts politiques, avait perdu à la fois le caractère d'une société divine indépendante et la capacité de satisfaire aux besoins de ses ouailles. » L'hostilité populaire envers l'Église n'était ni anticléricalisme, ni athéisme ou irreligion, elle se nourrissait seulement d'un très profond ressentiment[22].

Au reste, se rappelant la leçon de Robespierre, les marxistes russes n'avaient jamais mis l'accent sur la lutte contre la religion, elle eut risqué d'être impopulaire. Lénine jugeait, comme tous les marxistes d'alors, que « il fallait arracher les racines sociales de la religion, pas attaquer les prêtres ou la foi par des phrases d'anarchistes[23] ».

Au lendemain d'Octobre, les bolcheviks ne prirent aucune mesure discriminatoire contre l'Église orthodoxe. Il y eut des confiscations de terres d'Église, certes, mais elles participaient des mesures générales contre les grandes propriétés et ne visaient pas spécialement les terres d'Église. Les actes contre-révolutionnaires des popes furent combattus ; pas l'exercice du culte. L'institution du mariage civil, la séparation de l'Église et de l'État étaient des mesures qui figuraient au programme de tous les partis socialistes, et même des K.D. Elles furent néanmoins ressenties comme un début de persécution, pour autant, il est vrai, qu'assez souvent en ces siècles, l'Église se juge persécutée quand elle n'est plus religion d'État, voire persécutrice à ses heures. Selon Kolarz, la première persécution discriminatoire eut lieu en 1922, lors de la grande famine, lorsque le décret du 23 février stipula que les églises (elles seules – M.F.) devaient se déssaisir de leurs objets de valeur.

Ce fut Tikhon, nouveau patriarche qui, dès 1917, ouvrit le feu contre le régime en lui jetant l'anathème ; mais les représailles contre les personnes

n’attendirent pas 1922. Elles visèrent la hiérarchie plus que le bas clergé et ses fidèles. Comme on le vérifiera plusieurs fois dans cet ouvrage, les persécutions n’émanèrent jamais, au moins pendant les toutes premières années, de la direction du parti bolchevik, mais bien des milieux populaires, des différents comités qui agissaient spontanément mais que jamais le parti ne désavoua[24].

La grande persécution eut lieu plus tard, avec cette seconde révolution qui annonce l’époque stalinienne, lorsque change la nature du pouvoir et que les éléments ruraux, fraîchement urbanisés, prennent le dessus sur la Vieille Garde révolutionnaire. À cette date, la persécution n’est plus seulement couverte par le pouvoir, elle en émane[25]. Elle ne vise pas seulement les actes « contre-révolutionnaires », mais aussi la pratique religieuse, tous les croyants.

L’Université suivit bientôt l’Église dans ce naufrage. En quelques semaines, les professeurs étaient aussi discrédités que les prêtres, les fonctionnaires, les juges. Le cas de l’Université d’Odessa est un exemple. Par chance, le procès-verbal des réunions du Conseil a été conservé[26]. Il fournit le journal des événements révolutionnaires vus par les professeurs.

Le recrutement de l’Université s’était quelque peu démocratisé depuis l’ère des réformes. Certes, il n’y avait pas de fils d’ouvriers parmi les étudiants ; néanmoins à Odessa, on comptait 147 fils de paysans aisés sur 2627 inscrits, soit 6 %, un des pourcentages les plus bas de Russie, l’université d’Odessa étant considérée comme la plus réactionnaire de l’Empire[27].

Les fils de fonctionnaires, nobles, membres du clergé formaient la grande majorité des effectifs ; aucune barrière juridique n’interdisait toutefois l’entrée en faculté à ceux qui disposaient des diplômes requis et pouvaient subvenir à leurs besoins ; aussi, les catégories non-privilégiées, qui avaient bénéficié de la démocratisation de l’enseignement depuis le début du siècle, commençaient à affluer. Seule restriction, un numerus clausus frappait les Juifs : à Odessa, ils n’avaient pas droit comme étudiants de bénéficier de bourses, et comme enseignants de dépasser le grade d’assistant[28].

Depuis 1905, au vu des violences qui avaient accompagné les événements révolutionnaires, les professeurs de l’Université d’Odessa avaient abandonné leurs velléités libérales. Il n’y avait plus de limites à leur docilité envers l’autocratie. En 1916, par exemple, le recteur leur ayant communiqué l’ordre de ne pas admettre dans leur corps le professeur

Scepkine, ils obtempérèrent bien que celui-ci ait été précisément le candidat de leur propre collège électoral. La même année, ils n'osèrent pas déplacer le cours d'Histoire de l'Art oriental du vendredi 10 h au lundi 10 h, sans autorisation du ministre, ils lui en firent la demande par la voie hiérarchique. Cette requête fut effectuée dans les délais réglementaires, c'est-dire six mois plus tôt ; le ministère n'avait toujours pas envoyé d'autorisation en février 1917. Par peur des sanctions, nul n'enseignait plus l'Art oriental à l'université d'Odessa. Il est vrai qu'il en allait de même, depuis 1897, pour la littérature occidentale ; depuis 1910 pour l'Histoire de l'Art ; depuis 1907 pour l'Histoire générale. « Qu'ils aillent au diable », avait répondu la douma de la ville, lorsque le Conseil de l'Université avait demandé des crédits. « Si on pouvait supprimer l'Université, quelle joie… » Aussitôt, une grève avait éclaté, suivie par 89 % des étudiants ; mais la plupart des professeurs avaient refusé de suivre, car « ils ne faisaient pas de politique[29] ».

C'est précisément ce que leurs étudiants leur reprochaient. Ils estimaient que « l'entrée dans la vie doit être le fruit des études, les études en soi ne constituent pas un but », que l'Université doit ouvrir à la compréhension de la société, non s'y fermer. Toutefois, au moment même où les étudiants formulaient ces vœux, tenaient des réunions, le collège des professeurs de la faculté d'histoire et de philosophie était préoccupé par un tout autre problème : l'élection du Recteur. On procédait aux premières escarmouches de procédure, avant le vote, l'atmosphère était tendue, lorsqu'un bruyant cortège envahit l'université. Les étudiants venaient apprendre à leurs maîtres un événement qui ne figurait pas à l'ordre du jour : le succès définitif de la révolution, l'abdication de Nicolas II.

Un meeting se tint aussitôt dans les locaux de l'université ; des étudiants de l'Institut supérieur y participeraient, ce qui irrita le Conseil, car, souligne le procès-verbal, ce meeting « groupait également des étudiants *étrangers* à l'université ». Les étudiants d'Odessa envoyèrent « un coup de chapeau » à Rodzjanko, aux frères ouvriers, au généralissime aussi ; ils se disaient sûrs qu'avec une armée populaire, il conduirait la guerre à sa fin victorieuse. Quelques jours plus tard, dans une autre motion, les étudiants déclaraient « qu'il fallait continuer la guerre jusqu'à ce que le peuple s'exprime sur ce point à la Constituante ». Ils invitaient également au calme la population d'Odessa « pour que les éléments réactionnaires n'exploitent pas la situation[30] ».

De leur côté, les professeurs rédigeaient et signaient un texte distinct, « sur la nécessité de la victoire ». Mais les étudiants étaient impatients de connaître leurs réactions devant l'événement extraordinaire, la chute du tsarisme. Sans distinction de discipline, ils se rendirent au premier cours qui suivit l'annonce du grand événement, le cours du professeur Batuev, de la faculté de médecine. Glissant sur les événements, celui-ci rappela le souvenir « de ses frères qui se battent au front ». Puis, il revint sur la crise politique, pour dire qu'en Russie, un des principaux problèmes politiques à résoudre était la question nationale. Il eut ainsi la possibilité de s'étendre longuement sur ses propres travaux, qui portaient précisément sur les Tcheremisses. À sa suite, le professeur Orlov expliqua aux étudiants que la révolution accomplie, « l'heure était venue de se consacrer au travail ». Déçus, les étudiants réservèrent leurs acclamations au vieux professeur Lyssenkov qui déclara : « Je vous envie, vous qui allez vivre une autre existence et rien que pour cela, je suis heureux d'avoir vécu longtemps. »

Quelques jours plus tard, le conseil de l'Université se réunissait et se proposait de réintégrer les collègues qui avaient été exclus du temps du tsarisme. On évoqua le cas du professeur Scepkine. Mais la majorité des professeurs vota la disjonction « puisqu'il ne faisait pas partie de l'université ».

De leur côté, les étudiants se réunissaient. Ils reprenaient la critique de l'enseignement ébauchée à la veille de la révolution. Ceux de la section *Histoire et Philosophie* demandaient :

– de ne pas passer leurs examens suivant les mêmes normes, le semestre ayant été écourté ;

– de modifier le système de notation ;

– de supprimer l'enseignement obligatoire de certaines matières : en classique, la théologie et la deuxième langue vivante ; le sanscrit, la littérature byzantine, l'histoire de l'Orient ancien.

D'autres revendications étaient formulées ; les professeurs y opposèrent un refus global. Alors les salles de cours furent désertées, sauf lorsque des réunions politiques s'y tenaient. Rien ne se faisait, le gouvernement ne réagissait pas, le conflit entre les professeurs et les étudiants gagnait en violence. Dès le 27 mars 1917, le Recteur donnait sa démission[31].

Quelques semaines plus tard, le conflit changeait de nature. Les étudiants s'étaient organisés en comités, ils exigeaient de participer à la gestion de l'université ; ils demandaient également le renvoi des professeurs hostiles à

la révolution. Le Conseil avait élu un nouveau Recteur, un des huit professeurs libéraux. Il demanda l'aide du Gouvernement contre « les fauteurs de désordre », que soutenait le soviet de la ville. En vérité, le Comité étudiant ne comprenait aucun extrêmiste : 22 de ses membres appartenaient aux partis menchevik et S.R., 16 membres aux différentes organisations nationales (parti socialiste juif du travail, sionistes, bundistes, S.R. ukrainiens), 12 K.D., pas un seul bolchevik. Mais le mouvement étudiant mettait en cause le contenu de l'enseignement, la tradition universitaire. Accepté par une minorité, l'enseignement traditionnel était rejeté par les jeunes et plus particulièrement par les éléments nouveaux qui fréquentaient la faculté depuis l'explosion de Février : petits bourgeois, allogènes (Juifs, Roumains, Ukrainiens) et surtout par les jeunes filles. Leur total passa de 20 à 50 % des effectifs enregistrés entre Février et Octobre. Refusant d'admettre au cours ces nouveaux inscrits, le Recteur voyait son autorité bafouée à chaque instant : en septembre 1917, il démissionnait à son tour. Enfin élu par ses pairs, le professeur Scepkine devenait Recteur. Sous sa présidence, le Conseil de l'Université acceptait de créer un cours de politique « pour préparer les étudiants aux élections à l'Assemblée Constituante » (8 octobre)[32].

Il était clair que le corps professoral avait subi de très mauvais gré les événements de 1917. Toutes les initiatives des étudiants furent ressenties comme une intolérable violence.

La plupart des étudiants militèrent, ensuite, contre les bolcheviks. Pourtant, après Octobre, le *Narkompros* édicta les réformes qu'ils avaient proposées ou introduites : formation politique, polytechnisme, démocratisation massive du recrutement, etc.[33].

À cette date, le sort particulier de l'Université d'Odessa nous échappe, la ville ayant été occupée successivement par les Allemands puis par les Alliés. Mais on sait que ces réformes furent fort mal acceptées ailleurs par le corps professoral. Ensuite, celui-ci accueillit encore plus mal le contrôle politique que, devant cette mauvaise volonté, Lénine imposa aux universités comme aux écoles[34].

Dès 1917, cette résistance au changement discrédita les professeurs auprès des jeunes ; aux yeux des comités et soviets, le corps des professeurs s'identifia à l'ancien régime, sauf peut-être une minorité de professeurs de sciences et de physique à qui la transformation révolutionnaire assurait, vu les projets marxistes de conquête de la Nature, un avenir meilleur[35].

Pas plus que les prêtres ou les fonctionnaires, les professeurs ne purent jouer en 1917 le rôle de guides qu'ils s'attribuaient par vocation. En ce sens, il est vrai, le corps des officiers fit encore plus faillite.

3. DISJONCTION DE LA FONCTION PATRIOTIQUE ET DE LA FONCTION RÉPRESSIVE DE L'ARMÉE

« Le destin de l'armée fut une question de vie ou de mort pour chaque parti », témoigne le bolchevik Podvojskij. Il fut également une question de vie ou de mort pour le Gouvernement Provisoire, pour la Russie, car l'armée était à la fois la clef de voûte de l'ordre social et le garant de l'indépendance du pays. Quel serait l'effet de la révolution qui éclatait en pleine guerre ? En février, sans se poser de question sur les fonctions de l'institution militaire, on se demanda seulement si les événements révolutionnaires régénéreraient l'armée ou affaibliraient sa capacité offensive et défensive. Quelques semaines plus tard, la réponse était unanime : la révolution détruisait la force combattante du pays, elle signifiait la fin de l'armée[36].

Depuis, on n'a guère mis en doute cette certitude. Pourtant, projetée sur la carte, l'avance allemande de février-octobre 1917 demeure modeste, très modeste. Au reste, selon leur propre témoignage, les Austro-Allemands accusèrent de fortes pertes lors des batailles livrées à l'Est cette année-là. En outre, si l'on se reporte aux statistiques, on s'aperçoit que, face aux Russes, il y eut un plus grand nombre de divisions austro-allemandes en octobre qu'en mars 1917, – et moins face aux Français et aux Anglais[37].

Cette certitude est ainsi une légende et cette légende une fausse énigme ; elle n'explique pas comment, pour les généraux russes, 1917 signifia « la fin de l'armée » alors que pour les soldats et généraux allemands, cette armée russe fut toujours là.

En vérité, pour le commandement, l'armée russe cessa bien d'obéir aveuglément, et, en ce sens, pour lui, le soldat russe n'était plus là. Mais qu'il s'agisse d'être le gardien de la terre, le soldat russe demeura. Il procéda ainsi à une disjonction de la double fonction traditionnelle de l'institution militaire, la fonction patriotique et la fonction répressive, ne répondant qu'à la première, refusant à connaître de l'autre.

Cette opération de disjonction dut beaucoup à l'enseignement des bolcheviks. Son succès fut le résultat d'une prise de conscience ; il eut pour effet d'assurer la victoire de l'insurrection d'Octobre.

On examine ici successivement le processus de cette prise de conscience, et ses résultats.

LE PROCESSUS D'UNE PRISE DE CONSCIENCE

Au lendemain de la chute du tsar, une explosion de joie avait saisi l'armée. Les soldats du front et ceux de l'arrière adressèrent au soviet de Petrograd et au gouvernement des lettres ou des télégrammes où ils révélèrent leurs souffrances, leurs espérances, leurs rêves. S'ils se comportèrent ainsi comme les autres catégories de la population, on observe néanmoins une différence. Les travailleurs étaient quelquefois affiliés à des syndicats, à des partis politiques qui parlaient en leur nom. Personne ne parlait au nom des simples soldats sinon les soldats eux-mêmes. Ainsi, pour la majorité, le soviet de Petrograd ne fut pas seulement le seul pouvoir dont ils reconnaissaient la légitimité, il fut aussi leur seul organe d'expression[38].

Obéissant à son appel, les soldats constituèrent partout des comités de compagnie ou de bataillon (bientôt appelés soviets) ; leurs représentants participèrent aux débats du soviet de Petrograd où ils avaient le sentiment de se trouver chez eux.

LES SOLDATS DÉCOUVRENT LA FONCTION SOCIALE DE LA DISCIPLINE

En mars et en avril, les soldats du front comme ceux de l'arrière exprimèrent des vœux qui, pour une part, reprenaient et développaient les différents points du *Prikaze I.* Comme les marins du *Potemkine,* ils faisaient grief à leurs officiers des abus dont ils avaient été victimes : sanctions excessives, voies de fait, arbitraire. Les soldats étaient des êtres humains, ils n'admettaient plus les usages humiliants tels que le tutoiement, l'utilisation des formules dégradantes, le salut, le garde à vous. Citoyens, ils exigeaient de ne pas être lésés des droits civils et politiques : droit à l'information, droit de réunion, de pétition. Le *Prikaze I* précisait que, dans le rang et pendant le service, les soldats étaient tenus à la plus stricte discipline militaire, mais qu'en dehors du service et du rang, dans leur vie politique et privée, ils ne pouvaient être privés des droits que leur avait apportés la révolution ; vœux systématiquement répétés, un grand nombre de motions proposant une transformation globale du règlement militaire. À ces doléances s'ajoutaient celles des combattants de tous le pays. Ils vivaient un

cauchemar depuis plus de deux ans, mais qui à l'arrière en avait conscience et mesurait exactement le prix de leur sacrifice ? Ils demandaient que leurs conditions de vie s'améliorent, que le commandement pense à leur existence quotidienne, à la mauvaise nourriture qu'ils étaient réduits à ingurgiter. Aussi, rappelant le dénuement de leurs femmes, souvent privées de ressources, ils demandaient une amélioration de la solde, l'accroissement de l'allocation aux familles, des garanties en cas de perte de la capacité de travail, « car un grand nombre d'entre eux reviendraient mutilés et ils ne pourraient plus subvenir aux besoins de leur famille ». Ainsi, des revendications où se retrouve le double statut du soldat russe, citoyen et combattant mais où ne transparaît pas encore sa condition sociale, bien que la majorité des soldats fût d'origine paysanne[39].

Le grand nombre de textes proposant une modification du règlement militaire, ou qui réclament le droit pour une minorité nationale de constituer des unités militaires séparées, attestent que les combattants n'imaginaient pas retourner de si tôt dans leurs foyers. Certes, ils espéraient que l'instauration d'un nouveau régime hâterait la fin de la guerre, mais cela ne signifiait pas qu'ils feraient des manifestations ou qu'ils n'accompliraient pas leur devoir. Ils répétaient plutôt que « prendre en considération les vœux des soldats renforcerait l'élan de la libre Russie », précisaient que les modifications du règlement « ne portaient ni dans les rangs, ni pendant le service ». Dans chaque texte ils manifestent une conscience très vive de leur devoir patriotique[40].

Ainsi, dans l'esprit des soldats, le *Prikaze I* et les motions qui suivirent ne signifiaient en rien « la mort de l'armée », pas plus la « négation de la discipline ». Du reste, lors de l'alerte de Stokhod, le 10 mars, il n'y eut pas un seul défaillant et la discipline se renforça au combat. Seulement, les soldats exigeaient *la condamnation d'une certaine conception de la discipline.* À cette date, s'ils rendaient certains officiers responsables de ses abus, ils *attribuaient l'ensemble des règles disciplinaires à l'autocratie* et il leur semblait aller de soi que le nouveau régime les modifierait radicalement. Wettig a bien vu que si l'on excepte les violences exercées contre ceux d'entre eux qui s'opposaient au triomphe de la révolution, « les soldats n'eurent pas conscience d'attaquer leurs officiers sur le fond ; ils voulaient participer au mouvement révolutionnaire. Les troupes n'avaient pas dans la tête un changement de l'ordre militaire mais la participation (à tout ce qui se déciderait). Si les officiers se disaient loyaux envers la

révolution, ils étaient reconnus comme des supérieurs légitimes et les soldats redevenaient loyaux[41] ».

Mais la réaction de la plupart des officiers fit comprendre aux soldats que pas seulement la discipline mais l'institution militaire entière était également une expression de l'ancien régime. Le *Prikaze I* avait fait violence au corps des officiers, il avait porté atteinte à leur droit qui était de décider et de commander. Les rôles étaient renversés puisque les soldats avaient imposé leur décision et que celle-ci avait pour effet, précisément, de limiter les droits des officiers. Les officiers s'attachèrent désormais à légitimer le fonctionnement de l'institution militaire, en faisant du droit absolu au commandement le principe et la raison d'être de leur fonction. Ainsi, aux yeux des soldats, ils s'identifièrent à l'ancienne discipline, par là-même, à l'ancien régime.

Il est vrai que la tradition d'obéissance à l'ordre hiérarchique inhibait une bonne partie du corps des officiers. Le général Alekseev avait déclaré à Gutchkov « qu'en tant que commandant en chef, il refusait d'étudier les voies par lesquelles *son* armée serait détruite ». Il avait donné le ton et malgré toutes les commissions et tous les projets de déclarations sur les Droits des Soldats, bien des officiers considérèrent désormais toute modification du règlement obtenue par la force comme une atteinte à leur dignité, à leur honneur, comme un « coup porté à la Russie ». Il en alla ainsi de la reconnaissance des droits politiques des soldats, de la légitimité des discussions politiques dans une armée.

Cette remise en cause de l'ordre militaire les indignait. Admettre que les simples soldats étaient autant qu'eux des citoyens, discuter d'égal à égal dans un « comité » leur était intolérable. Ils jugeaient ces soldats incapables d'aborder des problèmes qu'ils estimaient relever de leur seule compétence. Ils s'apercevaient alors avec inquiétude qu'eux-mêmes n'avaient jamais réfléchi aux questions abordées dans les meetings, qu'il s'agisse de politique ou seulement de discipline. Protégés par une institution aussi ancienne que l'ordre militaire, *ils n'avaient jamais pensé à l'analyser, à établir sa relation avec l'ordre social et politique.* D'ailleurs, ils avaient toujours manifesté la plus grande négligence à l'endroit des affaires publiques, et ils ne savaient pas comment aborder les problèmes politiques généraux[42]. Plus encore que dans les autres armées belligérantes, les officiers russes avaient vécu à l'écart de la société civile et les premiers meetings tenus en mars et en avril révélèrent brutalement leur inculture

politique, leur incompétence absolue à traiter de problèmes que, souvent, certains subalternes, sous-officiers ou soldats abordaient avec aisance. Pendant les premières semaines de la révolution, un grand nombre d'officiers avaient participé aux réunions politiques, mais bientôt, ils s'en exclurent eux-mêmes, car leur incapacité à parler des problèmes de la guerre ou de la paix risquait de remettre en cause leur compétence de chefs ; elle pouvait faire douter de la légitimité de leur droit au commandement.

Que le vent tourne, et, comme on verra, un des premiers soins du commandement, en août, fut de réglementer les débats, d'obliger les soldats à communiquer à leurs chefs le contenu de leur intervention avant de prendre la parole. Étape suivante, supprimer tout débat politique dans l'armée ; l'affaire Kornilov interrompit ce processus et y mit fin.

Une forte minorité de gradés adopta un comportement différent. Il semblerait qu'elle ait été composée, pour l'essentiel, d'adjudants et de lieutenants qui vivaient avec les soldats dans les tranchées, partageaient ainsi leur existence et couraient les mêmes risques. Ainsi, un « esprit du front » pouvait rapprocher des hommes que, dans la vie civile, tout séparait. Solidaires, ces gradés et ces soldats étaient souvent animés d'un ressentiment assez vif contre l'État-Major, mais aussi contre tous ceux qui ignoraient le prix de leur sacrifice, gens de l'arriére embusqués et autres profiteurs de guerre.

Il reste que, pour la grande majorité des officiers, révolution ou pas, la relation avec la troupe restait élémentaire. On jugeait le soldat à la façon dont il savait obéir, saluer, se mettre au garde-à-vous. Le salut était vraiment le signe de l'obéissance. Or, depuis le *Prikaze I,* les soldats ne saluaient plus comme avant ; ils n'obéissaient pas, non plus, comme avant. Ils refusèrent de prêter serment au nouveau régime. Les officiers s'indignèrent, car ils étaient persuadés que, sans serment ou sans salut, pas de discipline ; et sans discipline, par d'armée. Ainsi, devant l'ennemi, l'indiscipline valait une trahison ; et, de la trahison au poteau d'exécution, il n'y a qu'un pas. Ce syllogisme sommaire constituait toute l'armature mentale d'un grand nombre d'officiers. Sans aucune haine, d'ailleurs ; ils ressentaient plutôt une certaine pitié pour des êtres jugés incultes, qui étaient ivres de liberté, et qu'il fallait sauver malgré eux des effets d'un propagande qui pouvait les mener jusqu'au poteau d'exécution. Car il ne faisait pas de doute que « cela ne pouvait durer ». Pourtant, cela dura,

malgré les *Prikazes,* malgré les projets de réforme[43]. Lorsque, après l'échec des Journées de Juillet, certains nourrirent l'illusion que l'ère de décomposition avait pris fin, que l'ordre allait régner à nouveau, des officiers avaient prouvé depuis longtemps, comme l'écrivaient des soldats et sous-officiers de la forteresse de Kiev, « qu'ils n'avaient rien compris au sens de la révolution ». Par exemple, le général Ostrjanskij, six mois après la chute du tsar, envoyait un rapport au commandement qui définissait les mesures à envisager pour restaurer la force de l'armée ; selon lui « il fallait à tout prix prendre des mesures préventives (sic) pour redonner au soldat l'habitude de l'obéissance ; on pourra ainsi le sauver de la peine de mort. Avant tout, il faudra rétablir le salut mais en l'amendant. Par exemple le supprimer dans les gares, dans les tranchées et réduire la distance à 40 pas ; à 5 pas même dans certains cas ». Durant le même été, un officier général de l'armée du Caucase imaginait de ressusciter les vertus d'obéissance en substituant, pendant le repos, les exercices physiques aux jeux de hasard et aux parties de cartes ; ainsi fatigués, les soldats n'auraient plus la force de désobéir. Il s'agissait de Géorgiens, d'Arméniens, d'Azeris. Ceux-ci se mutinèrent et pour avoir manqué de psychologie, le malheureux officier périt bientôt, victime de sévices[44].

SENTIMENT PATRIOTIQUE ET LUTTE DES CLASSES

À l'arrière-plan, il y avait évidemment *le problème de la paix.* Mais sa relation avec les questions de discipline, avec le comportement des officiers n'était pas évidente ; elle se révéla à l'expérience. Paradoxalement, dans les revendications des soldats, l'aspiration à la paix n'osa pas s'exprimer, au lendemain même de la révolution, alors qu'avant la chute du tsarisme elle constituait le leitmotiv des lettres et des revendications. Ainsi, pendant deux à trois semaines, les soldats, qui ne songent qu'à la paix, s'expriment seulement sur leur devoir patriotique. Essayons de les comprendre[45].

Au lendemain de la chute du tsar, comme tout le monde, les soldats réclamèrent la réunion de l'assemblée constituante, l'instauration d'une république démocratique, toute une série de mesures d'ordre politique et social qui n'avaient rien de spécifique et dont la signification réelle n'était pas encore claire. Pour le reste, ils s'en tenaient aux revendications portant sur leur statut de combattants et de citoyens, ce qui signifiait implicitement qu'ils n'imaginaient pas un fin immédiate de la guerre. Certes, ils n'en

souhaitaient pas moins la paix, tout en déclarant qu'ils continueraient à remplir leur devoir patriotique ; ils expliquaient que « pour les soldats, un changement de régime signifiait la fin de la guerre[46] ».

Toutefois, encore sous l'influence de la propagande d'ancien régime, les soldats du 6e Parc d'artillerie demandèrent au soviet de Petrograd s'il ne fallait pas considérer comme des provocateurs ceux qui parlaient de faire la paix ou soutenaient le point de vue des ouvriers en grève[47]. Ils n'étaient pas les seuls à le penser : les discussions entre bolcheviks attestent que les militants ouvriers avaient le plus grand mal à parler aux soldats du problème de la paix. C'est qu'en Russie, comme chez tous les belligérants, un sourd antagonisme, étranger aux frontières de classe, opposait depuis longtemps les combattants aux gens de l'arrière. Aux yeux de beaucoup de combattants, ceux-ci étaient tous des embusqués, des profiteurs ; les bourgeois et koulaks en premier lieu, « ceux qui s'en mettent plein la bedaine pendant que nous crevons de faim », mais les ouvriers aussi. Ceux-ci irritaient plus encore les soldats que ceux-là, car ils avaient l'impudeur de revendiquer alors que leur vie n'était pas en danger. Certes, les travailleurs menaient une existence pitoyable, mais celle-ci était encore préférable à celle que connaissaient les combattants. De nombreuses lettres de soldats et de marins font valoir que « si les ouvriers se plaignent de travailler plus de huit heures par jour, les soldats, eux, restent 24 heures sur 24 dans les tranchées, au froid ».

Trois années de guerre avaient passé et bien des combattants avaient acquis une mentalité de vétérans. Désormais, les prêtres, le tsar et les officiers n'étaient plus les seuls à s'identifier à la Russie, les simples combattants faisaient de même. Ils n'admettaient pas qu'on parle de la guerre alors qu'on n'y participait pas ; il était inadmissible de la critiquer quand on ne l'avait pas faite ; ce droit leur appartenait, à eux seuls. Montrer la nature impérialiste de la guerre revenait à mettre en cause la légitimité du sacrifice des combattants, ce qui était odieux, intolérable : en atteste la manifestation des mutilés, au milieu d'avril, où ces malheureux montrèrent le poing à Lénine dont le triomphe aurait signifié que, depuis trois ans, ils avaient joué les dupes[48].

Ainsi la propagande gouvernementale en faveur de la guerre jusqu'à la victoire pouvait rencontrer une audience favorable. Le commandement et les dirigeants bourgeois en étaient eux-mêmes agréablement surpris. À Petrograd, des groupes de soldats armés surveillaient les usines pour voir si

les ouvriers, au moins, travaillaient. Partout, des groupes de soldats défilaient avec des banderoles « les soldats aux tranchées, les ouvriers à l'usine ». À Moscou, il y eut des incidents. Les intellectuels qui dirigeaient, le soviet se méfiaient des soldats parce qu'appliquant le schéma marxiste, ils voyaient en eux des paysans, « l'élément le plus contre-révolutionnaire de la révolution ». Ils ne voyaient pas que ces soldats avaient *aussi* le comportement de combattants et que c'était pour cette raison-là qu'ils s'imaginaient qu'en surveillant les ouvriers et en les empêchant de faire grève, ils accomplissaient leur devoir patriotique[49].

Les militants des partis ouvriers éprouvaient la plus grande difficulté à lutter contre ce courant. Les sphères dirigeantes les y aidèrent involontairement en faisant obstacle à toute transformation *réelle* de l'institution militaire, à toute démocratisation, à toute libéralisation.

Dès lors, chez les soldats, quel statut, quel ressentiment l'emporterait, celui qui les animait contre le commandement, ou celui qui les dressait contre les protestataires et « embusqués » de l'arrière ? L'action militante des représentants du soviet fit pencher la balance : dès le mois d'avril de nombreux contingents de soldats commençaient à affirmer leur solidarité avec la classe ouvrière. Cela n'allait pas, toutefois, sans une certaine ambiguité qu'on retrouve chaque fois que soldats et officiers subalternes signent une motion commune : au message d'amitié et d'unité avec la classe ouvrière, les soldats et citoyens du 13e hussard d'Irkutsk ajoutent : « Mais faites *nous* donc des armes pour qu'on puisse défendre *votre* liberté[50]. »

L'appel du soviet en faveur de la paix sans annexions ni contributions avait levé une grave hypothèque : ce n'était plus des groupes irresponsables mais les instances officielles de la révolution qui abordaient publiquement le problème de la guerre et de la paix. Ainsi légitimées, les motions sur la paix se multiplièrent brusquement. Elles reprenaient terme pour terme des passages de l'Appel du 14 mars. Les modalités d'application de cette nouvelle politique devaient appartenir à ceux qui détenaient la légitimité, le Congrès des soviets. La parole du soviet était la vérité révolutionnaire. Elle était aussi celle de la patrie et grâce aux soldats, elle allait devenir vérité gouvernementale. Comme un torrent, elle emporta tous les obstacles, Gutchkov et Miljukov compris (Crise d'avril).

ENNEMI DE CLASSE, ENNEMI NATIONAL

L’autorité du soviet était telle qu’il se montra capable non seulement de regrouper autour de lui les forces démocratiques, de vaincre la bourgeoisie, mais de mettre fin au mouvement des fraternisations, ce qui allait pourtant contre le sentiment populaire.

L’épisode des fraternisations, qui se place au printemps, révèle la profondeur de l’aspiration des soldats à la paix, mais il montre aussi comment ils essayaient de concilier leur devoir patriotique et leurs aspirations pacifiques ; il n’est compréhensible que si l’on revient au problème des relations entre soldats et officiers[51].

Au front comme à l’arrière, ces relations ne cessaient de se détériorer. Aux raisons connues, s’ajoutait maintenant l’attitude des officiers sur le problème de la paix. Partisans de la guerre « jusqu’à la victoire finale », ils s’adossaient aux positions adoptées par les K.D. et la majorité des membres du Gouvernement. Ceux-ci espéraient bien que la poursuite de la guerre permettrait l’étouffement de la révolution. Plus exactement, ils comprenaient que les anciennes structures de l’État et de la société éclataient ; l’institution militaire était la seule qui fût susceptible de survivre, pour autant qu’elle ait une raison d’être ; ce ne pouvait être que la nécessité de combattre l’ennemi. En ce sens, toute opération militaire suscitée par les Allemands rendait service aux adversaires des soviets car elle leur donnait l’occasion d’opérer une reprise en main de la troupe sous le couvert de la nécessité. Le commandement pourrait à nouveau jouer son rôle, retrouver son prestige, exiger des renforts de l’arrière, se soumettre les autorités civiles, mettre les soviets dans une position délicate, s’opposer à tout propos pacifiste. Les militants socialistes avaient alors parfaitement compris qu’à l’occasion d’opérations offensives suscitées sous prétexte de mieux garantir les lignes de défense, un processus pouvait être mis en marche : il transformerait l’armée en un instrument docile, première étape de la contre-révolution. Ainsi, émanant d’officiers discrédités, tout ordre opérationnel ou toute décision qui visait à ressusciter la « combativité » devenait suspect.

G. Wettig a bien vu que pour un grand nombre de soldats qui ignoraient tout du bolchevisme, l’officier pouvait devenir ainsi un ennemi plus dangereux encore que l’Allemand. Les soldats avaient peur que leurs chefs ne cachent les « vrais ordres » comme ils avaient déjà procédé pour que les soldats ignorent la portée des événements de Février. Ils craignaient également que les officiers ne livrent sciemment des positions à l’ennemi

pour susciter la reprise d'opérations qui permettraient de « ressaisir l'armée ». Bénéficiant de la complicité des artilleurs, l'État-Major était jugé capable de créer un incident fatal alors que le calme pouvait être une sorte de prélude à la paix[52]. En ce sens, par les fraternisations qu'ils multiplièrent en avril, les soldats n'exprimaient pas seulement leur volonté de paix, ils accomplissaient *aussi* un acte patriotique ; la « trahison » des officiers ne risquait-elle pas d'ouvrir la route à l'ennemi alors que l'absence d'opérations actives pouvait parer au double danger qui menaçait la Russie : l'invasion et la contre-révolution. Une conjoncture qu'on retrouva en septembre, lors de la chute de Riga, et en octobre, lorsque la crainte d'une récidive est directement à l'origine de l'insurrection.

Les camarades des tranchées d'en face étaient des hommes comme eux ; ils vivaient la même tragédie. Il était peut-être possible de s'entendre, de paralyser toute tentative d'où qu'elle émane de reprendre les opérations actives, de montrer aussi aux Allemands qu'ils étaient des instruments entre les mains du militarisme et de l'impérialisme wilhelmien. Dans ces manifestations simples, où avec émotion on échangeait biscuits et « souvenirs[b] », il ne faut pas voir une action concertée, l'application de directives. Prolonger la pause des opérations par des fraternisations pouvait être un moyen de rendre impossible le retour à des opérations actives. Ainsi raisonnaient les combattants. Ils voulaient ignorer que l'initiative provenait souvent du commandement allemand parce qu'ils se représentaient mal son avantage et surtout parce qu'exposée par leurs propres officiers, ils n'y attachaient plus foi. Ceux-ci s'aliénèrent définitivement les soldats en donnant l'ordre à l'artillerie de tirer sur les groupes qui fraternisaient.

La propagande bolchevik, désormais favorable au mouvement, n'en avait pas été à l'origine. Lénine jugeait même que les premières fraternisations avaient quelque chose d'anarchique. Il les encouragea néanmoins dès qu'elles prirent consistance et voulut les récupérer au profit de la lutte contre le régime. Toutefois, les militants envoyés aux armées, tel Mikhajlov (Frunze), durent renoncer le jour où le soviet de Petrograd condamna formellement ces fraternisations. Une fois de plus, les soldats obéissaient à l'autorité révolutionnaire légitime, à elle seule ; les bolcheviks en furent pour leurs frais. Ils réussirent néanmoins à tirer avantage de la situation en stigmatisant les méthodes employées par les officiers pour mettre fin aux fraternisations[54].

À l'arrière, les analyses et la propagande des milieux anarchistes et bolcheviks avaient aidé les soldats, mieux informés que ceux des tranchées, à établir la relation entre la « Note Miljukov », les discussions sur la nécessité d'opérations « actives », leur propre transfert au front, leur relève par des unités politiquement moins informées. Ce contexte avait expliqué le rôle offensif des soldats pendant les journées d'avril. En mai, la nomination de Kerenski, vice-président du soviet de Petrograd, au ministère de la guerre, eut pour effet d'égarer les soldats. Pour beaucoup d'entre eux, les opérations militaires actives redevenaient légitimes puisque l'autorité révolutionnaire suprême les cautionnait. Les idées « défensistes » gagnèrent du terrain en mai et la « tournée » de Kerenski aida à la restauration de l'esprit combattant[55]. Certes, comme des officiers libéraux l'observaient, « les soldats prêts à accomplir leur devoir militaire n'étaient qu'une poignée, même si un grand nombre le proclamait ». Il reste que de nombreuses unités adressèrent des motions au soviet en ce sens, certaines allant jusqu'à applaudir à la suppression temporaire des permissions. D'autres approuvèrent le « tourniquet des combattants » prévu par Kerenski pour ceux qui n'avaient pas encore été au front, une mesure qui, à cette date, pouvait avoir pour effet d'opposer une fois de plus les combattants aux soldats de l'arrière. C'est à cette époque aussi que les pétitions contre les déserteurs furent les plus nombreuses[56].

L'offensive du 16 juin eut lieu, la participation de la troupe fut réelle. Mais déjà, pour beaucoup de combattants, toute décision qui avait pour effet de restaurer l'autorité des officiers était automatiquement suspecte, contre-révolutionnaire, indépendamment des objectifs poursuivis ou soi-disant poursuivis. Des unités refusèrent de participer à l'offensive, d'autres, à l'arrière, refusèrent d'être déplacées et manifestèrent contre l'action de Kerenski et du gouvernement[57]. Ainsi, au front comme à l'arrière, il est inexact de voir dans *l'échec* de l'offensive la racine des Journées de Juillet : elle se trouve dans le *principe* même de l'offensive. Que celle-ci réussisse ou qu'elle échoue, elle mettait en marche un processus de reprise en mains de l'armée, puis de la société, qui allait contre l'approfondissement de la révolution. Au reste, cette décision de passer à l'offensive s'inscrivait dans un contexte plus large qui en confirmait la signification : campagne contre « l'anarchie », flambée d'antisémitisme, réveil nationaliste. Cette campagne s'appuyait sur les Cosaques, le congrès des officiers de la Stavka, le parti K.D., considéré par la troupe comme le parti des officiers[58].

De l'indiscipline à la désobéissance organisée

Pour saisir la façon dont la relation d'autorité se détériora avant de disparaître, vivons un instant l'existence des soldats en compagnie d'un des régiments, celui de la 2e division des grenadiers de la garde. On connaît leur histoire avec précision parce que le 20 juin, ils refusèrent de participer à l'offensive, ne quittèrent pas le village de Krasno : soixante-sept d'entre eux passèrent en conseil de guerre au lendemain des journées de Juillet. Nous reproduisons ici l'acte d'accusation. Il fait comprendre comment les soldats et les officiers ont vécu les premiers mois de la révolution, comment le commandement perdit son autorité sur la troupe[59].

> « En mars, un comité de régiment et des comités de compagnie avaient été élus comme dans les autres régiments. Des représentants des soldats et des officiers y étaient entrés. On élit comme président le lieutenant Dzevaltovskij. Au début, ce comité s'occupa uniquement d'affaires courantes, il ne se mêlait pas des questions opérationnelles.
> « À la fin du mois de mars, le lieutenant Dzevaltovskij fut nommé délégué du régiment à Petrograd. Il en revint vers le 20 avril. Après ce voyage, le lieutenant, qui, jusque-là, avait été un parfait officier et un homme de valeur, changea brusquement de ligne de conduite. En premier lieu, il déclara que le mode d'élection du comité n'avait pas été démocratique ; dans le comité de régiment, il ne devait pas y avoir une représentation séparée des officiers et il exigea une réélection où, cette fois, soldats et officiers se présenteraient sur une liste unique. Le 13 mai, un nouveau comité était élu sur ces bases : il comprenait un capitaine, deux lieutenants, un enseigne et trente-deux soldats. Dzevaltovskij était réélu président, et, sur sa demande, le comité se donna le nom de soviet.
> « À partir de ce moment, le comité commença à s'occuper aussi bien de la vie des membres du régiment que de toutes les affaires militaires sans exclure les questions opérationnelles. On en arriva à cette situation que pas une décision ne peut être prise dans ce régiment sans l'accord du soviet. Par ailleurs, le lieutenant Dzevaltovskij se soumit le soviet de telle sorte qu'il devint le chef effectif du régiment ; son commandant n'avait plus la possibilité de donner le moindre ordre à sa place et sans le consulter.

« Aux séances du soviet comme aux meetings du régiment (…) les soldats, sous le charme, ne prêtaient d'attention qu'aux interventions de Dzevaltovskij, ne croyaient que lui, et lui seul. Il est vrai que pour parvenir à ce résultat, il avait utilisé des procédés qui ne sont pas en usage chez les officiers. Ainsi, quand on lui demandait s'il était riche, il répondait que, pour sa part, il n'avait pas d'argent, que ses parents en avaient, ils l'avaient certainement mal acquis mais il ne savait pas comment. Ainsi, il ruinait la confiance que les soldats pouvaient avoir envers leurs officiers (…)

« Revenant de Petrograd, ¡1 avait ramené avec lui un projet de déclaration des droits du soldat. Il en légalisa l'application avant sa promulgation, s'étonna (qu'il n'en fut pas déjà ainsi) et fit ainsi soupçonner les officiers d'en avoir caché l'existence aux soldats.

« C'est vers cette époque que le lieutenant Dzevaltovskij commença à déclarer ouvertement qu'il appartenait à la fraction bolchevik, tendance Lénine… Il se mit à organiser ce parti dans le régiment et multiplia les réunions réservées aux seuls membres de ce parti ; les autres ne pouvaient donc pas y assister, les officiers notamment. À ces réunions, il répétait que cette guerre était une guerre bourgeoise et capitaliste, qu'elle était inutile au prolétariat, qu'il fallait y mettre fin par des négociations de paix.

« Jusque-là, il n'y avait pas eu de fraternisations avec les Allemands. Elles commencèrent dès le retour de Dzevaltovskij de Petrograd. Il estimait que grâce aux fraternisations, on pourrait converser avec l'adversaire, l'influencer, et bientôt mettre fin à la guerre.

« À une question du Commandement portant sur l'interdiction des fraternisations, il répondit évasivement et lorsque, dans d'autres régiments, les fraternisations prirent fin, le lieutenant Dzevaltovskij déclara que cette question était très complexe, qu'il fallait l'aborder avec prudence. "Vous les trouvez nuisibles et moi je les trouve utiles", disait-il.

« En outre, allant au-devant des doléances des soldats (…), Dzevaltovskij exprimait ce sentiment, sensible aux masses incultes, que le Gouvernement ne s'intéressait pas aux véritables intérêts de la population. Évoquant la question agraire, il disait qu'il fallait prendre la terre tout de suite ; d'ailleurs les comités d'Used l'avaient saisie et il fallait les imiter parce qu'on ne pouvait pas avoir confiance dans le

Gouvernement… Il leur disait qu'il fallait refuser de participer à l'offensive parce que s'ils mouraient, la liberté ne leur servirait à rien. Il leur répétait que, de toute façon, ils n'étaient pas obligés d'obéir aux ordres car, désormais, toutes les décisions devaient émaner des soldats eux-mêmes.

« Réglementant la vie privée des membres du régiment, le lieutenant Dzevaltovskij introduisit la censure de la correspondance reçue : ainsi tous les journaux passaient par le soviet et beaucoup de ceux auxquels les officiers étaient abonnés étaient saisis au passage, comme *Kievskaja Mysl*, *Kievlanin*'. D'autres, auxquels les officiers étaient également abonnés étaient distribués aux soldats. Les lettres étaient également soumises à la censure et un témoin eut même une lettre visée par le censeur de la 9e compagnie.

« (…) À l'une des séances du soviet, il fut décidé d'établir un service de liaison pour que les soviets de compagnie aient connaissance de toutes les informations que le commandant du régiment recevait par télégraphe. Cette décision fut mise en application et elle figure au protocole de la réunion du 18 juin.

« Dans les meetings, on votait les propositions émises par le lieutenant Dzevaltovskij. Il n'était pas possible de ne pas les prendre en considération ou de les combattre car, aussitôt (…) la masse des soldats sifflait l'orateur et l'obligeait à quitter la tribune. Bientôt, les orateurs non agréés ne purent plus prendre la parole. Ainsi, lorsque le lieutenant Itkine, représentant une délégation de marins de la mer Noire, vint dans notre régiment pour "remonter le moral des grenadiers" et leur communiquer les décisions prises (à Sébastopol) sur le problème de la guerre, le lieutenant Dzevaltovskij lui déclara, tout net, qu'on n'avait rien à en faire, qu'il ne parlerait pas et qu'il était d'ailleurs inutile de l'entendre. De même, lorsque le commissaire de la IIe Armée voulut informer les soldats (…) le lieutenant Dzevaltovskij lui dit que les soldats connaissaient parfaitement leurs obligations (par les journaux) et que toute réunion ou discours sur ce problème était désormais inutile.

« Au milieu du mois de mai, le lieutenant Dzevaltovskij partit au Congrès de la XIe Armée en qualité de délégué. À cette date, le 1er corps reçut l'ordre de passer du secteur de Lutsk en Galicie, dans la région de Tarnopol (…) Le régiment quitta le village de Korytnits le

19 mai et se dirigea, en ordre de marche, vers son nouveau secteur d'affectation. Un horaire avait été déterminé mais, sous l'influence du comité du régiment, les soldats ne voulaient pas faire plus de deux étapes à la suite, ni marcher plus de 15 verstes (16 km) par 24 heures. Bien que le but de ce déplacement n'ait pas été explicitement défini, tous les soldats acquirent bientôt la certitude que le régiment allait participer à des opérations offensives. Pendant un transfert, le 27 mai, le lieutenant Dzevaltovskij réapparut dans un village, à 7 km de la Galicie. Il réunit un meeting, déclara qu'il ne fallait plus combattre, qu'il était possible d'obtenir la paix sans que le sang coule et que seuls les capitalistes et la bourgeoisie étaient en faveur de la poursuite de la guerre (...)

ÉCHEC DE LA TENTATIVE DE RESTAURATION DE L'ORDRE DISCIPLINAIRE ET DE L'ORDRE SOCIAL

Comme d'autres, ce régiment avait refusé de monter en ligne[60]. L'offensive échoua et le commandement rejeta publiquement la responsabilité de la défaite sur les bolcheviks. Au reste, il attendit l'échec des Journées de Juillet pour adopter officiellement cette interprétation : un communiqué du 7 juillet déclarait : « Notre défaite est due d'une façon explicite au fait que, sous l'influence des bolcheviks, beaucoup de soldats qui avait reçu l'ordre de combattre sont allés à des meetings, laissant l'ordre sans application. » Ce texte scandalisa les soldats qui avaient participé aux opérations offensives : ils se voyaient crédités d'un échec dont les causes étaient multiples. Ainsi, les soldats de la 506e division d'infanterie qui avait été nommément mis en cause protestèrent. Ils avaient eu 2 513 morts ou blessés (sur 3 000 hommes). Une annexe 3 au rapport des généraux Gavrilov et Gostov indiquait que « cette défaite avait pour origine la supériorité écrasante de l'ennemi en artillerie, 200 pièces contre 16 » ; le commandement voulut l'ignorer – il refusa d'apporter un rectificatif à son communiqué[61].

Les soldats étaient informés des conditions de l'offensive, leur indignation était au comble, ils savaient bien que cet échec s'ajoutait à d'autres échecs antérieurs à la révolution et dont leurs camarades avaient été les victimes. Pour ceux qui y avaient participé, la responsabilité retombait sur les chefs qui avaient déclenché l'offensive inconsidérément.

Une conjoncture qui rappelait celle qui aboutit aux mutineries dans l'armée française en 1917, s'il ne s'y était ajouté, en Russie, une méfiance et une hostilité plus grandes envers le commandement : on le soupçonnait d'avoir monté ces opérations pour se débarrasser des soldats révolutionnaires ou dans un autre dessein nécessairement machiavélique[62].

Certes, le Haut-Commandement nourrissait des arrière-pensées d'ordre politique, mais beaucoup d'officiers demeurés proches des soldats l'ignoraient, ou bien ils ne les partageaient pas. Ils souffraient profondément de cette dégradation morale et de l'amalgame dont tous les officiers étaient désormais les victimes. Les Archives ont conservé cette lettre que le capitaine Gilbic, blessé au combat, écrivait à sa femme ; il mourut avant d'avoir pu l'achever :

> « Ma chérie. Aujourd'hui, pour la première fois depuis de longs mois, je suis heureux, je suis au comble du bonheur. Je suis là, pris dans les barbelés allemands et, à côté de moi, il y a quelqu'un que je puis appeler « mon frère » sans que personne ne me traite de bourgeois ou de provocateur[63]. »

« On ne parle que de pendre et de fusiller », ajoutait dans son rapport l'attaché militaire au Commissaire du front du Sud-Ouest. Au reste, la méfiance et la suspicion des soldats ne s'exerçait plus seulement à l'encontre des officiers ou du commandement : elle s'étendait à tous les dirigeants politiques, même socialistes, à l'exclusion des bolcheviks : « les gens qui parlent au nom de ces partis sont accueillis avec une vive animosité. On ne les laisse même plus parler. La propagande bolchevik gagne, au reste moins diffusée par des militants certifiés du parti (…) que par la propagation des idées (…) On a retiré aux officiers leurs chevaux, leur équipement… » À d'autres, leur ordonnance. Beaucoup sont désarmés. Par une inversion implacable de l'ancienne discipline, « des officiers furent privés de jours de nourriture pour s'être prononcés en faveur de l'offensive[64] »,

Ainsi, c'est au moment précis où la méfiance et l'animosité envers les officiers, le commandement et les dirigeants atteignaient un point de non-retour, que les autorités civiles et militaires entendirent procéder à une reprise en mains de l'armée et de la société (juillet-août)[65].

« Le rétablissement de la peine de mort a produit immédiatement une très forte impression. Ceux qu'on appelle les bolcheviks en étaient stupéfaits »,

note un rapport au Commandement. Pour la plupart, les officiers applaudirent à cette réaction ; ils étaient optimistes, parlaient de l'influence « dégrisante » des tribunaux militaires. « La démocratisation de l'armée n'était pas dans la nature des choses », commente gravement un officier général, « elle ne correspondait pas à sa fonction et n'avait aucun fondement scientifique[66] ».

S'obstinant à imaginer que la marche ou la contremarche de la révolution se faisait à coup de décrets, la Stavka estimait que « les Prikazes 51, 213, 271, se contredisaient les uns les autres : il fallait annuler tout cela par un nouveau Prikaze (…) En outre, les comités ne devaient plus se constituer spontanément mais émaner du Commandement (…) et les élus rester en fonction[67] ».

Au reste, au niveau de l'exécution ; les gradés retrouvèrent incontinent et sans effort leur tour de main traditionnel. Un rapport du Comité de soldats du 10e corps d'armée l'atteste : « Le 28 juillet, le soldat Dmitriev demande à l'adjudant Berechtchak pourquoi la 8e section part avec son équipement et la 7e sans. Comme il ne répond pas et s'en va au mess, j'en interroge d'autres. L'adjudant revient alors et dit : la racaille comme Dmitriev, c'est de la graine de trahison. Et je fus arrêté. » Le soldat Altuhov rapporte que son capitaine le frappa à sa blessure non cicatrisée et le menaça de la peine de mort ou de prison. Le soldat Usatsev déclare de son côté : « Je demandais si on pouvait encore se plaindre à son Comité d'un ordre quelconque, du genre salut obligatoire, etc. ; mon officier me répondit qu'il n'y avait plus de comités. » Un autre soldat demanda pourquoi il avait été arrêté : « Parce que tu causes. – Il n'y a plus de liberté de parole ? – Non, elle est supprimée. » « Tais-toi, réponds pas, il y en a assez de la liberté. C'est fini. Au boulot, maintenant », répondait un autre officier à un autre soldat sorti du rang. En fait, la plupart des 62 soldats incarcérés furent relâchés peu de temps après[68]. « Supprimer les comités officiers-soldats, ne laisser survivre que les comités de compagnie traitant des affaires courantes, rétablir le prestige des officiers et le pouvoir disciplinaire des officiers, rendre le salut obligatoire », telles étaient les principales mesures préconisées par le général Baiov. Elles avaient toutes le même objectif : restaurer la relation d'autorité.

Pour les soldats, toute conciliation s'avérait inutile puisque les officiers continuaient à s'identifier à l'État, à s'arroger le monopole du patriotisme, à considérer qu'ils avaient des droits sur « leur » régiment.

Démocratiser le recrutement du corps des officiers, chasser les officiers félons, dé-aristocratiser l'institution militaire, mettre les officiers en réserve ou sous surveillance, assainir, tels sont les vœux et les perspectives des soldats qui reviennent le plus souvent durant l'été. Ainsi, la composition même de l'armée étant désormais mise en cause, et plus seulement le rôle qu'elle pouvait jouer[69].

En outre, pendant cette période dite de réaction, les soldats ne se contentèrent plus d'exiger le départ des ministres bourgeois, la dissolution de la douma, le passage du pouvoir *aux* soviets, la fin de la guerre par la conclusion d'une paix sans annexions, la libération des bolcheviks. Ils refusèrent d'exécuter les prikazes contre-révolutionnaires et protestèrent fréquemment contre l'arbitraire des tribunaux militaires et naturellement contre la peine de mort. Pour la première fois, ils prirent la défense des soldats déserteurs. Ils étaient de plus en plus nombreux à s'associer aux revendications sociales les plus radicales : suppression de la propriété privée, passage des terres aux comités agraires, contrôle ouvrier, instauration d'un service du travail obligatoire pour les bourgeois, formation d'une milice ouvrière armée, etc. Comparées aux pétitions notées en mars, on mesure le chemin parcouru[70].

Les généraux qui étaient conscients de ce phénomène étaient très pessimistes. En qualifiant de bolcheviks tous ceux qui stigmatisaient l'attitude des officiers généraux, en les poursuivant devant les tribunaux, « ce qui était revenir à l'ancien régime », le gouvernement et le commandement créditaient involontairement le parti de Lénine d'une popularité qu'il ne devait qu'en partie à ses propres activités.

« Mais qui sont donc ces bolcheviks ? À quel parti appartiennent-ils (…) Le gouvernement s'élève contre eux mais nous ne voyons pas leurs fautes. Naguère, nous étions contre eux (comme le gouvernement révolutionnaire nous le demandait) ; mais, après toutes ses promesses… et puis rien, nous passons petit à petit du côté des bolcheviks. Mais envoyez-nous des informations[71]. » Désormais le pas était franchi, et, effectivement, à partir de juillet, les slogans, les mots d'ordre, les raisonnements se bolchevisèrent. Au front comme dans la réserve, la popularité du parti de Lénine ne cesse de gagner, étant entendu qu'il préconise la paix immédiate, le pouvoir des soviets, la révolution sociale[72].

RÉVOLUTION ET PATRIOTISME

« On voit, d'après les journaux, qu'il y a quelque hésitation dans l'attitude du Gouvernement Provisoire vis-à-vis de Kornilov », écrivaient deux Commissaires au lendemain de l'échec du putsch[73]. « Ne sachant pas ce qu'il y a de vrai dans ces rumeurs, nous comptons de notre devoir de dire que toute hésitation affaiblit aux yeux de l'armée l'autorité du pouvoir révolutionnaire (…) que toute hésitation aura pour conséquence une vive effervescence. »

Deux jours plus tard, ils écrivaient encore : « La masse des soldats attend un châtiment exemplaire… Le front compte bien que le tribunal militaire ne fonctionne pas seulement pour les soldats déserteurs, mais aussi pour les traîtres à la révolution, indépendamment de leur position ou de leur rang. » « Châtiment exemplaire », « sanctions contre Kornilov et ses complices », un torrent de lettres et de télégrammes exprime la colère des soldats. Outre la comparution de Kornilov et de Kaledine devant le tribunal militaire, le soviet des soldats de la XII[e] armée demandait encore une fois « la dissolution de *l'Union des Officiers,* le renouvellement du commandement, le renforcement des pouvoirs des commissaires, la représentation des comités auprès de la Stavka et *du ministre.* Tous les officiers supérieurs passeraient sous surveillance[74] ».

« Les soldats n'iront plus à la défense de quoi que ce soit, sinon à l'appel de leur comité politique[75]. » Ils n'avaient plus confiance en personne. Ils avaient été dupés, avaient entrepris une offensive perdue d'avance, et le gouvernement, maintenant, ne réagissait pas contre la montée de la contre-révolution. Comme les bolcheviks l'affirmaient, Kerenski et les conciliateurs étaient « traîtres à la révolution ». Les soldats et officiers du 2[e] régiment de la forteresse de Vyborg s'interrogèrent : « Les bourgeois n'ont rencontré aucune résistance de la part des ministres socialistes ; chaque jour la crise se développe, la population n'obtient satisfaction en rien. Kerenski a pourtant continué à négocier avec la bourgeoisie. Qu'est-ce que tout cela ? Est-ce inaction, est-ce trahison[76] ? »

La « bolchevisation » de l'armée avait atteint sa phase ultime[77]. Pour les deux fronts du Sud-Ouest, Tkacuk en a dressé le tableau suivant[78] :

Nombre de groupes bolcheviks

	Juillet	Septembre	Novembre
Front du Sud-Ouest	44	108	135
Front roumain	30	65	145
Total pour ces deux fronts	74	173	280

Plusieurs enquêtes attestent de la « décomposition de l'armée » à partir de septembre. Les différences qui existaient en mars entre le front nord, où joue l'influence du foyer de la révolution, et les secteurs plus éloignés de la capitale ne sont plus guère sensibles. Voici l'une de ces enquêtes portant sur plusieurs bataillons de l'armée du Caucase : les questions sont encore plus révélatrices que les réponses, données ici en résumé :

1. Quelle est la situation générale ?
(Tendancce à la bolchevisation mais pas de désordres.)
2. Capacité combative ?
(Assez bonne.)
3. Cas de refus d'obéissance aux prikazes ?
(Variable.)
4. Cas de non-obéissance ?
(Fréquents, sans un refus explicite.)
5. Rapport avec la population civile ?
(Souvent difficile.)
6. Rôle des comités politiques ?
(Jugé souvent « bon » par le commandement.)
7. Rôle des renforts ?
(Souvent « mauvais ».)
8. Rôle des partis politiques ?
(Souvent « faible ».)
9. La justice militaire s'exerce-t-elle ?
(Rarement.)
10. Désertions ?
(Peu nombreuses.)[79]

Le problème des déserteurs

Plusieurs enquêtes indiquent, comme celle-ci, qu'il y avait « peu de déserteurs[80] ». Cela irait-il à l'encontre d'une tradition solidement enracinée, les désertions en masse seraient-elles une légende[81] ?

Faute d'informations d'ensemble, il est seulement possible d'indiquer quelques points de repère. Par exemple, ces désertions sont bien attestées chez les Finlandais. Le 4 août, le général Demidov estime qu'elles atteignent 35 % des effectifs. Le 20 octobre, le soviet d'Helsing-fors adresse à tous les comités de régiment et de bataillon une lettre circulaire

annonçant que « des mesures draconiennes seront prises contre les ventes et les achats d'effets militaires[82] ». En Ukraine également, notamment à Kiev, il est fréquemment fait état de « troubles causés par des bandes de déserteurs » ; ils apparaissent après l'échec de l'offensive. Ultérieurement on observe des phénomènes identiques dans les campagnes. Mais, s'agissant de l'ensemble des désertions, si l'on manque de statistiques complètes, celles dont on dispose mentionnent des chiffres très bas sans rapport avec les évaluations des militaires, qui d'ailleurs ne sont pas datées. On est ainsi porté à se demander si le Commandement n'a pas procédé à un amalgame : le général Golovin' n'appelle-t-il pas « déserteurs » les « délégués » du front qui participent à des assemblées (il en décompte ainsi près de 800 000 et Verkovskij 2 000 000), les « portés malades » et permissionnaires abusifs « dont le nombre croît de 12 % après la révolution ». En calculant de cette façon, l'escalade des « déserteurs » atteint aisément les millions… On peut se demander également si le terme de déserteur vaut pour les soldats qui se révoltent contre la poursuite de la guerre et s'en retournent, tous ensemble, « pour prendre le pouvoir et arranger l'armistice », comme cela se produisit, semble-t-il, sur le frond nord[83]. Il s'agit d'un mouvement collectif de désobéissance, de mutineries, de refus de monter en position. Mais le commandement a préféré utiliser, dans ce cas aussi, le terme infâmant de déserteurs. En vérité, ces « statistiques » confondirent tous ces soldats avec ceux qui, à la fin d'octobre et l'armistice signé, s'en étaient retournés dans leurs foyers sans attendre les ordres. Toutefois pour la majorité, la solidarité du groupe avait joué jusque là, et par une sorte de consensus ils avaient assuré ensemble la défense de leur pays[84].

Pourtant, du point de vue du commandement, « l'armée n'était plus l'armée » : il n'était plus possible de donner aux soldats des ordres, et qu'ils y obéissent aveuglément. L'armée avait perdu sa deuxième fonction, politique ou répressive. Comme la désorganisation était complète, que malgré tout elle était au bord de l'impuissance opérationnelle, les chefs accusaient l'argent allemand, le bolchevisme, tout comme en France au même moment, lorsqu'éclatent les mutineries, Franchet d'Esperey procèda au même amalgame, accusant les socialistes et les Allemands. Mais en Russie, les soldats sont assez informés pour rejeter la responsabilité de la défaite sur les classes dirigeantes. Lors de la bataille de Moozundskie, du 3

au 6 octobre, ils soupçonnent à leur tour leurs officiers, comme naguère à Riga, de fomenter une trahison[85].

La vivacité de leur sentiment patriotique s'exprime d'ailleurs par la méfiance dont les allogènes sont l'objet, parce que souvent loyaux envers le commandement. Est-ce, bénie par le prêtre, le retour de l'ancestrale alliance de l'allogène tatar ou polonais, du baron et de l'allemand, comme si, en Octobre, à l'appel du peuple et des bolcheviks pour sauver la capitale, surgissait une nouvelle fois le vieux phantasme qui hante la Russie ?

4. LES RÉSISTANCES : ORDRE INSTITUTIONNEL ET IDENTITÉ NATIONALE

La révolution brisa l'unité de l'armée, comme elle brisa l'unité de l'administration, ou de l'université. Elle révéla des conflits que cachait l'apparente solidarité des combattants ou des corps constitués. Dans l'armée, l'opposition entre éléments révolutionnaires et contre-révolutionnaires ne fut pas uniquement ou nécessairement un conflit entre soldats et officiers, comme on l'y réduit quelquefois. De multiples variables expliquent que tel régiment se mutina, pas son voisin : la personnalité des officiers, l'origine sociale ou ethnique des différents corps de troupes, leur fonction dans l'armée, et pas seulement le grade des combattants, autant de données qui rendent compte de l'attitude des uns et des autres.

Par exemple, il y eut un grand nombre d'officiers qui dissocièrent l'idée patriotique de l'ordre institutionnel, se rallièrent aux soviets et combattirent le Polonais ou l'Allemand pendant les années qui suivirent : Tukhatchevskij n'est qu'un exemple de ces officiers, futurs « spécialistes » au service de l'Armée Rouge, identifiée après Octobre à l'armée nationale. Le vieux généralissime Brussilov en est un autre[86].

Inversement, pour bien des soldats, la fidélité à l'ordre institutionnel se confondit avec l'idéal national, avec le devoir patriotique. Ils formèrent ultérieurement l'ossature de l'Armée Blanche. On les retrouve dans les unités spéciales fondées à des fins contre-révolutionnaires au début de l'été (voir le chapitre II), mais un bon nombre également dans les corps spécialisés, tels que l'artillerie, la cavalerie[87].

Soldats de métier, animés de l'esprit des vétérans, les *Cosaques* avaient le sentiment que le peuple leur devait beaucoup : ils assuraient la défense du pays et avaient garanti le succès de Février. Organisés plus démocratiquement que d'autres corps, n'ayant pas les mêmes griefs vis-à-vis du commandement, les Cosaques se seraient contentés de ce triomphe modeste si les révolutionnaires ne s'étaient pas occupés d'eux, s'apercevant qu'ils étaient des privilégiés à leur manière.

Analysant les données de la réforme agraire, les théoriciens socialistes remirent en cause certains avantages dont bénéficiait la Cosaquerie. De leur

côté, des paysans se saisissaient de terres cosaques. Les Cosaques estimèrent que décidément la révolution manquait de gratitude. En juin, à leur congrès, ils déclarèrent qu'ils sauraient défendre leurs intérêts « les armes à la main » ; ils adoptèrent des motions très vigoureuses en faveur de l'offensive et menacèrent ouvertement les bolcheviks de les fouetter à coup de nagaika. En juillet, ils participèrent à la répression ; à la Conférence de Moscou, ils confièrent à l'Ataman Kaledine le soin de faire entendre la voix de la réaction[88].

Au début d'août, à leur congrès de Novo-Tcherkask, encouragé par Gutchkov et par des députés K.D. (Voronkov, Roditchev, etc.) le Cercle des Cosaques du Don lançait un appel « aux provinciaux » pour les regrouper contre les excès de la capitale et les appeler à se lever pour la défense de la patrie. En septembre, lors du putsch, la majorité des Cosaques suivit le général Kornilov, pas tous toutefois. En septembre, lorsque se constitua l'*Union Sud-Russe des armées cosaques et autres peuples libres*, à la conférence d'Ekaterinodar, la grande majorité des Cosaques demeura loyaliste envers le commandement, accusant le gouvernement « de n'être qu'un jouet entre les mains de forces irresponsables » ; elle ne retint pas la thèse d'un « complot » fomenté par Kornilov. En outre, les Cosaques du Caucase refusèrent d'appliquer la loi électorale préparée par le Gouvernement pour les élections à l'assemblée constituante ; ils en rédigèrent une eux-mêmes, susceptible de mieux défendre leurs intérêts. Les Cosaques du Kouban firent savoir à Kerenski qu'ils n'enverraient plus de troupes au Gouvernement pour rétablir l'ordre puisque celui-ci n'avait pas su en juillet réprimer les opposants comme il se devait. Ils refusaient également d'aller désormais mater les montagnards de peur que, pendant qu'ils accompliraient leur devoir, les paysans des troupes de réserve ne se saisissent de leurs terres. Dès le 21 septembre, à ce Congrès d'Ekaterinodar, condamnant le gouvernement et l'accusant d'être responsable de la désintégration générale, Makarenko qui, en juin, voulait fouetter les bolcheviks, recommandait l'instauration d'une « structure territorialiste » pour assurer au moins la sécurité du territoire cosaque vu la faiblesse du gouvernement central. Ce projet prévoyait la constitution d'un Territoire dans le cadre d'une République fédérale russe, au moins jusqu'à ce que l'Assemblée constituante ait légiféré. Cette unité territoriale aurait pour fonction « d'assurer l'ordre, la défense des droits de chaque groupe national, et d'apporter un soutien au gouvernement central. Elle serait

gouvernée par une assemblée législative et un comité politique, élisant un Commissaire auprès du Gouvernement Provisoire, tandis que de son côté le Gouvernement Provisoire enverrait son propre Commissaire à Ekaterinodar. Toutefois, on pourrait passer outre à ses décisions si la majorité du Comité s'y opposait. Aucune troupe autre que Cosaque ne pourrait pénétrer dans le territoire[89] ».

Le 24 septembre, naissait la première Rada des Cosaques, formée de membres du Gouvernement militaire du Kouban, de la Conférence des Armées cosaques, de représentants des « Peuples de la Montagne », etc. À sa tête était élu l'Ataman A.M. Kaledine. Il protestait bientôt contre le silence du Gouvernement Provisoire qui n'avait pas reconnu l'existence de l'*Union.* Ainsi, constitué avant Octobre et foyer de la guerre civile, le territoire cosaque donnait l'exemple paradoxal de la sécession « pour épargner à la patrie la venue de la désintégration, du désordre et de l'anarchie[90] ».

Le cas de certaines unités de soldats Allogènes est différent. « Le comité exécutif de l'union des soldats polonais se défend des insinuations d'avoir joué le moindre rôle dans l'affaire Kornilov[91]. » Ce communiqué n'est qu'un exemple : d'autres textes de ce genre furent rédigés par des unités ukrainiennes, musulmanes, également tcherkesses. Inversement, les tirailleurs lettons agirent contre Kornilov et avec les soviets pendant l'insurrection d'Octobre où des unités d'autres nationalités se trouvèrent également dans le camp des bolcheviks. Mais à écouter la rumeur, les Allogènes passaient pour être peu favorables aux soviets et aux bolcheviks, et les Baltes mis à part, le commandement comptait sur eux en cas de répression[92].

Il est vrai que, sous l'influence des sociaux-démocrates, les assemblées de soldats russes s'étaient montrées le plus souvent hostiles aux revendications de leurs camarades allogènes. Elles avaient été rejetées au cri de « réaction », à une époque où les soldats imaginaient que le nouveau régime allait réellement instaurer une ère nouvelle de relations entre les peuples. La constitution d'unités allogènes séparées semblait désormais anachronique, contre-révolutionnaire.

Les rares satisfactions accordées par le Gouvernement Provisoire à quelques nationalités eurent pour effet d'associer provisoirement ces allogènes au régime, même s'ils nourrissaient des arrière-pensées séparatistes[93]. Cela était le cas, au moins, des Finnois et des Ukrainiens. Le

chauvinisme aidant, les bagarres furent nombreuses à Kiev entre unités russes et unités ukrainiennes. Mais là n'était pas le but du commandement, lorsqu'il accepta la création d'unités allogènes. Pour disposer d'une force contre-révolutionnaire moins équivoque, il s'appuya désormais seulement sur les Allogènes dont la constitution en bataillons séparés ne menaçait pas l'unité de l'Empire. Il favorisa ainsi la formation de contingents tcherkesses et ossètes, polonais également, dont l'indépendance semblait inéluctable[94]. Il aida surtout à la formation en contingents armés des unités tchèques (ou slovaques), ex-prisonnières de l'armée austro-hongroise, et prêtes à faire le coup de feu contre la dynastie Habsbourg, pour assurer l'indépendance de leur pays. Ultérieurement, ces unités formèrent un des noyaux de l'Armée Blanche[95].

Pour égaler les Russes, Allogènes et Étrangers s'étaient souvent battus avec abnégation contre le Turc ou l'Allemand. Sur les champs de bataille, ils avaient voulu se montrer les égaux de leurs « protecteurs », et ils s'identifièrent désormais à leurs chefs, ces Russes qui, hors du cadre de l'armée, les eussent méprisés. Illuminés par cette promotion, ils trouvèrent dans le statut de combattant une satisfaction essentielle, que ne pouvait apporter aucune révolution.

Ce trait explique leur dévouement envers les chefs militaires, et le fait que lorsqu'une contre-révolution éclate, le commandement sait qu'il peut compter sur le loyalisme absolu des corps allogènes ou des régiments étrangers : Kornilov et ses unités de Tcheremisses en 1917, Franco et ses régiments maures en 1936, Salan et la Légion étrangère en 1961.

1. Le département de la police et le corps des gendarmes avaient été supprimés par le gouvernement en mars, ainsi que les cours de justice de Volost'.

2. Société d'agriculture de Uman', CGAORSSSR, 3, 1, 314, 305. Autre texte : « On ignore les lois de Tseretelli et de Pechehonov », *Ek. Pol., op. cit.*, 601, 3, p. 307.

3. CGAORSSSR, 3, 1, 314, 257-259.

a. Paysans sortis de la communauté rurale.

4. CGAORSSSR, 3, 1, 362, 230-231.

5. *Komminitchestkaja Put'*, Kazan, 1922, p. 47-49, et *Den'* du 29 septembre 1917.

6.

CGAORSSSR, 398, 2, 123.

7.

W. Rosenberg, *Cahiers du Monde Russe et Soviétique,* 1968, p. 52 et suivantes.

8.

Mart-mai, 1917 goda, in *K.A., op.cit.* 26, xv, 1926, p. 40-41.

9.

Doc. Ker., op. cit. 35, 1, 250-254 et 312-316.
Sur le fonctionnement de ce contre-pouvoir populaire, voir le chapitre 16.

10.

Emeljax, *op. cit.,* 668, p. 65.

11.

Alain Besançon, *Le Tsarevitch immolé,* Paris 1967, p. 126.

12.

« Le tournant ne se traduit en aucune façon par un mouvement de retour dans le giron de l'Église », écrit Jutta Scherrer dans son bel article sur la « quête » religieuse de l'intelligentsia *CMRS,* 3-4, 1974, p. 297-314 ; et Seton-Watson, *The Russian Empire,* 1967, p. 640-645, et Emeljax, *op. cit.,* 568. p. 74.

13.

Même satisfaction chez les évêques de Smolensk et de Perm. cf. Emeljax, p. 74.

14.

S. Fedortchenko, *Narod na vojne,* Kiev, 1917 ; N.P. Kranshikov, *Po etapam, op. cit.,* 668, p. 9. Sur l'attitude de l'Église devant les événements de février, cf. Curtiss, *op. cit.,* 360, p. 26-43 et deuxième partie, p. 446-447.

15.

Klibanov, *op. cit.,* 673, p. 2-15 et *B.P.P., op. cit.* 43, au 1/14 août.

16.

Klibanov, *op. cit.,* 673, p. 277-285.

17.

Curtiss, *op. cit.,* 360, p. 14-15 et 26-43, et pour le Concile, notre deuxième partie, p. 446-447.

18.

Emeljax, *op. cit.,* 668, p. 68. Autre exemple à partir des protocoles d'un comité de régiment, le 19 septembre : « Au lendemain de l'affaire Kornilov (...) récapitulation des actes des officiers qui ont pu aider à sa réalisation. Sont suspects : 1. Le générai Gontcharenko, qui, depuis le 9 août, ne laisse plus le comité se réunir sans la présence d'officiers. 2. L'aumônier, qui a toujours chercher à organiser des réunions au même moment que les réunions du comité de régiment (...). CGVIA, 2067, 1, 3821. 93.

19.

Les files d'attente sont attestées à Moscou par Kuskova. in *Doc. Ker, op. cit.,* 35, III. p. I 732. Action des paysans : CGAORSSSR, 3, 1. 363. 229. ainsi que Emeljax, *op. cit.,* 668, p. 67, Curtiss, *op. cit.,* 360, p. 20, *Ek. Pol, op. cit.,* 601. III. p. 367, etc. Requête de l'évêque de Moscou, *Musée de la Religion et de l'athéisme* (manuscrit exposé).

20.

Emeljax, *op. cit..* 668, p. 91.

21.

Social-Demokrat, décembre 1917.

22.

Pierre Pascal, *Avvakum,* p. 573-574.

23.

Borisov, Kolarz, Curtiss, *op. cit.*, passim.

24.

L'évêque Tikhon lança cet anathème : « Je vous adjure, enfants bénis de l'Église, de ne rien avoir à faire avec ces déchets du genre humain, en aucune façon. »
Sur les persécutions contre les personnes et les institutions, cf. les documents regroupés dans B. Szczesniak, *op. cit.*, ainsi que les analyses de Kolarz, *op. cit.*, passim et N. Struve, *op. cit.*, 671.

25.

Sur l'Église, la famille et les transformations de l'État, voir le chapitre 16 et la conclusion générale.

26.

Des événements similaires se produisant à l'université de Moscou, cf. S. Fitzgerald, *op. cit.*, 685. Pour Odessa, dont nous avons consulté le procès-verbal, voir *Odesskij universitat*, *op. cit.*, 678, p. 1-45.

27.

Ibidem. À l'Institut polytechnique de Petrograd, les fils de paysans aisés étaient 999 pour 6 077 étudiants inscrits, cf. Potexin, et Ta Il'juchtchenko, *Trudy L.P.I.*. nº 190, 1, 1957, p. 7 *8.* En première année de médecine à Moscou, ils étaient 20 sur 138 inscrits, cf. Tsiklik, *Sovetskoe Zdravooxranie*, 1964, 1, p. 33.

28.

Odesskij universitat, passim.

29.

Ibidem, p. 122.

30.

Ibidem. p. 132.

31.

Ibidem, p. 136.

32.

Ibidem.

33.

Mac Cleland, *op. cit.*, 684.

34.

D. Kanchalovskij, *op. cit.*, 680.

35.

Cf. *Uplotnenie*, de A. Lunatcharskij (1918) et *Le député de la Baltique* de A. Zarkhi (1937).

36.

N.I. Podvoiskij.cit.op., 558,6,65.

37.

Cette « légende » du départ des troupes allemandes vers l'ouest naquit dès juillet 1917 ; cf. O.A. Dobjanche-Rozdestvenskaja, *Cto Takoe Francia v proslom i nasto-jascem i za cto ona bojuet* (La France, passé et présent, pourquoi elle se bat), P. Juillet 1917, 31 p. Editions du Parti de la Liberté du Peuple (K.D.). En vérité, le chiffre des divisions allemandes à l'Est resta stationnaire en avril 1917, pour passer de 72 à 75 divisions en mai, à 78 en juin, cf. Marc Ferro, *La Grande Guerre*, Paris, Gallimard, coll. *Idées*, p. 330. Ajoutons qu'à la dernière bataille sur le front russe, Moonzundskie. du 3 au 6 octobre, les Allemands ne continuèrent pas le combat parce que 20 % de leurs vaisseaux engagés avaient été endommagés, cf. Mints, *op. cit.*, 512, II, p. 811-812.

38.

Selon une statistique portant sur les cent premières motions de soldats publiées dans les *Izvestija,* les soldats disent leur confiance au Gouvernement trois fois sur cent seulement et au soviet huit fois. Cf. *Annales* (E.S.C.), I, 1971, p. 38.

39.

Sue le *Prikaze 1,* cf.p.94 et 196-200. Les textes sur la libéralisation de la discipline apparaissent vingt-cinq fois sur cent; ceux sur l'amélioration des conditions de vie huits fois sur cent; sur le statut de la terre sept fois seulement.

40.

Avant l'appel du soviet à une paix sans annexions, on compte vingt textes sur cent où les soldats affirment qu'ils accompliront leur devoir patriotique et trois textes seulement en faveur de la paix.

41.

G. Wettig, *op. cit.*. 583, p. 186.

42.

Cf. cette confidence du général Verkovskij au chef de la mission militaire française : « Nos officiers manquent d'éducation politique et savent seulement s'en prendre aux partis avancés... Ils ne cherchent même pas à gagner la confiance de leurs hommes. » *Vincennes,* Bulletin 12 du 2e Bureau, p. 19.

43.

Pour toute réforme, le commissaire Filonenko, réputé ouvert aux problèmes du moment proposa que « désormais, pour parler aux troupes, on leur dise préalablement : repos ». Dépêche BV du 12 août 1917.

44.

CGAORSSSR, 3,I, 362, 369 et suivantes. Un autre écrit : « Le malheur, c'est que les soldats, n'ayant guère eu de formation militaire, ne savent pas *obéir.* » CGVIA, 2148, I, 813, 305. Sur la relation des officiers avec la troupe, citons cet autre exemple se rapportant aux soldats tchèques : « Les soldats du 2e régiment épouvantèrent leur commandant, Kotkevitch, en répondant à son salut matinal par ces mots : "Merci, mon Colonel. "Le vieux colonel quitta son Quartier Général en toute hâte pour conférer avec son aide de camp, sous l'impression que son régiment s'était mutiné. Il apprit que le titre d'Excellence avait été aboli par un ordre supérieur. » Cité dans Bradley, *op. cit.*. 595, p. 52.

45.

Sur le désir de paix avant la révlution de Février, cf. le recueil de Sidorov, *op. cit.,* 584, p. 146-313. En mars, vingt motions sur cent suivent l'appel du Soviet de Petrograd en faveur d'une paix sans annexions.

46.

Cf. le texte intégral d'un groupe de soldats du 202e régiment en annexe p. 934 et CGIAL 1278, 5, 1329, 1 à 4.
GAORRS-Lo. 7384. 9, 244, 63, a et b, 64.

47.

GAORRS-Lo, 7384. 9. 244, 33.

48.

GAORRS-Lo, 7384, 9, 259 pour les soldats et CGAORSSSR. 1244, 1, 15. 118 pour les marins.

49.

Le fait est mainte fois attesté dans Sljapnikov, *op. cit.,* 125, 11, p. 136 et suivantes, et dans Sukhanov, *op. cit.,* 120, 11, p. 307 et suivantes.
Voir également Fredlin, *op. cit.,* 627, p. 69-94.

La nécessité pour les ouvriers de s'organiser une *Garde* s'explique en partie par cette raison, cf. Startcev, *op. cit.*, 363 et plus loin, notre chapitre 16.

50.

La contradiction demeura longtemps, au moins jusqu'au putsch Kornilov. « Il y a des symptômes favorables à une réaction militaire ». télégraphiait Paléologue, ambassadeur de France, à son ministre, vers la fin du mois de mars. Les soldats reprochent aux ouvriers leur despotisme, leur arrogance, des salaires excessifs. Ainsi s'expliquent les manifestations à caractère patriotique. » *Vincennes,* NA 6-4, télégramme chiffre 424.
À la fin de juin encore, à Perm. Samara, etc., des manifestations d'ouvriers sont dispersées par la troupe : Znamenskij, *op. cit.*, 564, p. 21.
Autres plaintes, par exemple celle du 302e régiment de réserve, dans *Spartak* du 6 juin, p. 29 : « Nous qui ne mangeons que du chou et du kacha », et également CGAORSSSR 6978, 1. 356, 40.
L'idée d'envoyer au front ceux qui crient « La guerre jusqu'au bout » s'exprime dès le mois de mars. Elle n'est pas spéciale à la Russie. Cf., pour la France, les journaux de tranchée, et. pour l'Italie, les témoignages recueillis par Mario Isonghi dans *Caporetto.*

51.

Sur les toutes premières fraternisations, voir notre deuxième partie, p. 311-315.

52.

G. Wettig, *op. cit.*, 583, p. 192 et suivantes, 264 et suivantes.

b.

Il y eut d'autres exemples de fraternisations avant la révolution de 1917, mais limités aux jours de fête, Pâques notamment. Observons que celles de 1917 eurent lieu également aux alentours des fêtes de Pâques[53].

53.

Cf. 584. *op. cit.* passim et Vol'vovic et Medvedev, *op. cit.*, 589, p. 87-91.

54.

G. Wettig se trompe lorsqu'il affirme que « les soviets étaient, au début, d'accord avec les fraternisations (...) ; ils n'y ont pas collaboré comme la Douma le leur reprocha (ajouta-t-il) mais ils n'ont pas pris leur distance et ont essayé de les protéger ». En vérité, d'abord surpris par le phénomène des fraternisations, les dirigeants des soviets les ont condamnées sans aucune équivoque. Cf. les *Izvestija* du 30 avril 1917 et les documents concernant la tournée de Frunze publiés, que nous avons cités dans notre deuxième partie, p. 311-315. Il y eut un deuxième mouvement de fraternisations en octobre, cf. Mints, *op. cit.*, 512, II, 857-862.

55.

Nombreuses motions d'unités russes en faveur d'opérations « actives ». Citons la 1er batterie légère du 66e d'artillerie (CGAORSSSR 1244. 1-15, 246) ; le 1er tirailleur sibérien, le Parc d'artillerie de la 17e division d'infanterie ; le 718e d'infanterie, le 14e cosaque du Don, la 15e division de cavalerie, le 2e corps sibérien, le 70e d'infanterie, la 6e sotnja de cavalerie, CGVIA, 2031, 1, 1585. Notons aussi le 38e de la IIIe armée et le navire hôpital *Arjadna*, toutes ces motions valant pour le front Nord. Il faudrait y ajouter un certain nombre d'unités allogènes, qui se portèrent volontaires.

56.

Par exemple, le 669e régiment d'infanterie, la 2e batterie de la 12e division d'artillerie lourde dans CGAORSSSR, 1244, 1, 15, 241 et 242. La 2e batterie du 24e sibérien demande au point 3 « des mesures contre les déserteurs mais aussi contre les embusqués », au point 7, « que les bataillons de la Mort aillent dans les tranchées au lieu de parader à l'arrière », dans GAORSS-Lo, 7384, 9, 234, 3.

57.

Voir, en annexe, la motion de 26 unités militaires de Petrograd qui refusent de partir au front, GAORRS-Lo, 101, 1, 8, 3 à 5 (inédit) et la note 58.

58.

Nous rejoignons ici, par une autre voie, les conclusions auxquelles A. Rabi-nowitch a abouti en examinant les origines des Journées de Juillet ; voir A. Rabino-witch, *op. cit.*, 563 et plus haut, notre chapitre 10.

59.

CGVIA, 2148, 1, 813, p. 3 à 23. Gaponenko, *op. cit.*, 585, a reproduit ce texte p. 234-262. Dans l'original, chaque assertion est appuyée sur un ou plusieurs témoignages. Nous n'avons pas cru devoir reproduire ici le nom de tous ces témoins.

60.

Quarante-huit bataillons refusèrent d'aller au combat selon Kapustin, *op. cit.*, 566, p. 34-54. Le 185e, le 5e et le 20e de Sibérie refusèrent d'obéir à un ordre de regroupement. Le général Trikovskig, soumis à des propos injurieux, se fit confisquer sa voiture, rentra à pied au Q.G. ; marqué par l'incident, il se fit mettre en congé pour dépression nerveuse, in *Dok. jlt, op. cit.*, 23, p. 399

61.

Polémique qui fut rapportée dans *Spartak.*

62.

Sur les mutineries dans l'armée française, voir G. Pedroncini. *Les mutineries Je 1917*. Paris, 1967, 325 p. Ces mutineries furent sans rapport avec le mouvement pacifiste comme la révolte des soldats russes en France fut sans relations avec le mouvement des mutineries. Sur ces problèmes, voir également notre livre, *La Grande Guerre. 1914-1918.* Paris, 1968. p. 338 et suivantes.

63.

CGVIA. 2067, 1, 60. 33 (XIe armée).

64.

CGVIA, 2067, 1, 60, 32 (XIe armée). Les soldats de la garnison de Luga envoyèrent une pétition pour demander le désarmement général des officiers déclarés tous « traîtres à la révolution ». In *Dok. Avg. op. cit.*, 538, p. 263.
De son côté, la *Voix de la IIIe armée* demandait que le général Lukomskij passât en jugement parce qu'il voulait faire saisir les presses de ce journal, *Izvestija* du 12 août 1917.

65.

Citons ces extraits de la lettre d'un soldat, le 9 août, où cette colère s'exprime avec force : « Dans les tranchées, je lis vos journaux, et j'écoute parler les soldats... (...) Il est question de guerre, de discipline, de punitions, d'occupations pour le soldat, etc., tout cela est bon pour les bourgeois (...). Mais qu'ont donc les autres à crier sur la patrie en péril (...), les Kerenski, les Skobelev. les Tchernov (...) tous. De Nicolas II, on avait le droit de tout attendre, mais de vous... (...) Je vous préviens que s'il n'y a pas la paix d'ici l'hiver, vous pouvez faire vos valises. (...) Vous êtes des traîtres à la Russie ; vous l'avez vendue à l'Angleterre et à la France. »
CGAORSSSR, 6978, 1, 531, 4-5 ; cité dans *Dok. Avg. op. cit.*, 538, p. 240.

66.

Tous les commissaires ni tous les généraux ne réagirent pas ainsi : par exemple, le commissaire V.A. Jdanov, menchevik. parle du « caractère catastrophique » du rétablissement de la peine de mort, in Kapustin, *op. cit.*. 566. p. 41.

67.

CGVIA. 2067, 1, 60, 52 ; CGVIA. 1, 60. 229 ; CGVIA, 2067. 1, 3829, 52 et 53, cité dans Gaponenko ; GCVIA. 2067, 1, 60, 61.

68.

Gaponenko, *op. cit.*, 585, p. 278-279.

69.

CGVIA, 2067, 1, 3821, 29-30.

70.

Voir plus loin, le chapitre 17.
Cf. CGAORSSSR, 1344, 1, 15, 1 à 14 ; CGAORSSSR, 1236, 1, 12 ; CGAORSSSR, 1235, 53, 9 ; CGAORSSSR. 6978, 1, 580.
Signalons également le rapport très pessimiste des généraux Markov et Denikine dans CGVIA, 2067, 1, 60, 269.

71.

Soldatskie pis'ma, op. cit., 588, p. 110 en date du 9 août 1917.

72.

C'est à partir du milieu de juillet et surtout en août que les pétitions et messages aux soviets de Moscou et de Petrograd reprennent les mots d'ordre des journaux bolcheviks.
Cf. les séries de documents publiés par les Soviétiques, *op. cit.*, 585 et 586.

73.

Innombrables télégrammes de soutien à Kerenski avant et pendant le putsch : par exemple, dans la région de Moscou. CGAORSS-Mo, 3. 1. 164. 233 à 295 ; CGAORSSSR. 6978. 1, 359 ; CGVIA, 2077, 1, 3821, 94 ; CGAORSSSR, 1244, I. 15.
De nombreux rapports au commandement laissent croire que « le calme est revenu ». Kornilov a dû s'illusionner sur leur représentativité car les textes qui trahissent la colère des soldats ne lui étaient pas adressés, CGVIA. 2067. 1. 60. En outre, les collisions souvent spontanées entre les *Bataillons de la Mort* et les *Tirailleurs lettons,* d'autres encore, signifiaient qu'une partie de l'armée pouvait être récupérée par le Commandement. Sur cette division de l'armée, voir plus loin.

74.

CGVIA, 2067, 1, 3815 et 2067, 1. 3821 pour la XI^{e} armée.

75.

Le 507^{e} régiment de l'armée du Caucase, CGVIA, 2031, 1, 1585.

76.

CGAORSSSR, 1244, 1, 15, 4 et CGAORSSSR, 6978, 1, 248, 1.

77.

S'agissant de Kerenski, l'expression : « Il nous trompe » apparaît le 9 juillet. Elle revient après l'échec du putsch quand il ne prend pas de mesures contre Kornilov et est hostile à l'exclusion du gouvernement des ministres bourgeois. CGAORSSSR, 6978, 1, 248, et cf. plus loin, le chapitre VIII.
Sur la bolchévisation de la garnison de Petrograd, cf. A. Rabinovitch *op. cit.*, 593, p. 180. « L'influence bolchevik grandit après juillet et surtout après Kornilov dans des régiments où jusque-là il n'y avait pas de bolcheviks. »

78.

Tkacuk, *op. cit.*, 594.

79.

CGAORRS-Lo, 7384, 7, 36-48.
S'agissant ici de l'armée du Caucase, le point 5 concerne les populations musulmanes. Point 6 : l'existence d'un comité « freine » souvent le processus de « décomposition ». La réponse au point 9 s'explique par la pression populaire, cf. plus haut. Sur le frond du Sud-Ouest, le général Janin rapporte que des soldats accusés de « lâcheté » sont souvent acquittés et « portés

en triomphe » par l'assistance, *Vincennes*, Source A, bulletin 15, p. 8. (Faits rapportés le 30 octobre dans la région de Tarnopol.)

80.

CGVIA. 2148, 1, 813, 471-479. « Dans l'artillerie, c'est différent », ajoute le rapport.

81.

Le 13 août, « les désertions ont cessé dans la VIII[e] armée », CGAORSSSR, 3, 1, 362, 396 ; 19 août ; « 350 déserteurs et 103 retours pour la II[e] armée », CGVIA, 2067, 1. 60, 229 : 4 septembre « toujours peu de déserteurs », enquête portant sur 15 régiments de l'armée du Caucase, CGVia. 2100, 1, 276 ; 24 octobre, enquête portant sur huit régiments de la 7[e] division : « Peu de déserteurs », CGVIA, 2148, 1, 813, 471-479, etc.

82.

CGVIA, 2067, 1. 60 et *Helsinki, op. cil.* Fb 1270-1275. 2. 49. Pour Kiev, *Vincennes*, service des Renseignements généraux, bulletin 5.

83.

L. Trotski, *op. cit.*, 121, 11, p. 287.

84.

Sur le chiffre exact des unités en place lors de l'armistice, cf. L.M. Gavrilov. *Istorija SSSr,* 1967, 5.
En septembre, on compte 100 refus d'aller en position, en octobre. 300. Mints, *op. cit.*. 512, p. 857-862.
Les motions des soldats sur les déserteurs passèrent par trois phases.
1. En mars, elles condamnent ceux qui profitent des circonstances pour rentrer dans leurs foyers.
2. En mai et juin, elles les stigmatisent et menacent ceux qui n'ont pas rejoint leur unité de ne pas participer aux avantages de la réforme agraire. À ces déserteurs sont associés les embusqués de l'arrière.
3. Après juillet, les soldats prennent la défense des déserteurs, faisant valoir que les chefs militaires contre-révolutionnaires méritent autant qu'eux de passer devant les tribunaux.

85.

À Moonzundskie. il s'agit surtout des officiers de marine. Cf. Mints, *op. cit.*, 512. p. 813-814.

86.

Le problème des ralliés, des « spécialistes », a été étudié, pour l'armée par J. Erikson, *op. cit.*, 598, p. 25-84.
Les ralliés ne manquèrent pas non plus dans les autres corps constitués : ils formèrent ultérieurement une partie importante de la *trudjachtchijisja.* « intelligentsia-travailleuse ».
Cf., The Soviet Intelligentsia, in *The Russian Intelligentsia,* edited by R. Pipes, Col. Univ. Press. 1961, 233 p., les p. 63-80. Sur le problème de leur réinsertion dans le système soviétique, voir plus loin, le chapitre 16.

87.

Dans la cavalerie, les pertes sont de 4/5 de tués pour 1/6 de prisonniers, dans l'infanterie, le rapport est de 2/3 à 1/4. Chiffres établis par le général Andolenko, *op. cit.*, 592. La cavalerie est ainsi « l'arme du sacrifice ».

88.

Sur les premières réactions des Cosaques aux projets des réformateurs, voir notre deuxième partie, p. 447-448.
Sur les saisies de terres, CGAORSSSR, 3, 1, 302, 135.
Les Cosaques comptèrent un blessé le 3 juillet, 35 blessés et six morts le 4 juillet, CGAORSSSR, 336, 1, 22.

89.

CGAORSSSR. 336, 1, 22, 95-100 et *Vincennes*, Source A, bulletin 1, 13, p. 14.

90.

*Vol'naja Kuban'*du 26 septembre 1917 et CGAORSSSR. 336. 1, 22, 134 et 213, ainsi que *Bor'ba, op. cit.,* 591, passim.

91.

CGAORSSSR, 3, 1, 362, 405.

92.

Voir plus haut, le chapitre 11.
En mai, le général Gurko, frère du général d'armée Gurko, déclarait au général Janin, que, « pour assurer la répression, on comptait sur une milice lettone, 6 régiments de mercenaires circassiens, 2 divisions polonaises et peut-être deux divisions de Vieux-Croyants d'Orenbourg et Kazan », *Vincennes,* Na 6(4), télégramme 1572-4.

93.

Cf. CMRS, *op. cit.*, 370, p. 147-148.

94.

Ce fait a été bien analysé par Kapustin, *op. cit.*. 566.

95.

Cf. Bradley, *op. cit.*, 576.

QUATRIÈME PARTIE

NAISSANCE D’UNE SOCIÉTÉ

CHAPITRE XIII

LES NATIONALITÉS : ÉCLATEMENT, RÉ-UNION, FUSION

La faillite du Gouvernement Provisoire, plus encore celle des autorités traditionnelles favorisèrent l'émancipation des nationalités greffées de force à la Russie. La plupart n'avaient pas attendu la décomposition de l'État pour exprimer leurs aspirations, voire pour préparer la voie de leur autonomie, de leur indépendance. Pour parvenir à leurs fins, certaines comptaient sur la situation créée par l'état de guerre, et avaient même un pied dans chaque camp.

Le modèle de leurs relations avec la Russie comportait plusieurs variables.

Toutes n'avaient pas la même conscience de leur identité ; tenu compte des rapports de force, des relations de voisinage, certaines pouvaient ne pas souhaiter nécessairement accéder à l'indépendance si celle-ci portait en elle le risque d'un génocide, ce qui serait le cas de l'Arménie tant que l'intégralité du territoire ne serait pas hors de la menace des Turcs, ennemi héréditaire. Autre variable : pas plus que la puissance dominatrice, les nationalités ne constituaient des sociétés homogènes. Sans doute, le plus souvent, l'idéal patriotique y passait tous les autres. Néanmoins, luttes sociales, conflits politiques et aspirations nationales interféraient confusément[1].

En outre, la relation des nationalités et des Russes évolua en fonction à la fois de l'orientation générale du mouvement de la révolution en Russie et des changements que cette transformation suscita au sein des peuples de l'Empire. L'expérience de 1917 mit à nu et modifia le système de relations qui existaient entre les individus, les institutions, les communautés ethniques et l'État, révélant les différentes identités des citoyens et groupes considérés. Par exemple, au chapitre précédent, on a vu comment, dans l'armée, l'identification aux valeurs de l'État et aux institutions traditionnelles avait pu aboutir, dans le cas de certains régiments allogènes,

à une véritable dénationalisation ; dans le cas des Cosaques à une sécession. En d'autres lieux, la mise en cause d'Octobre, de ses effets, fut à l'origine d'une deuxième émigration[2].

On examine ici comment l'échec de la révolution de Février fit éclater les structures de l'Empire, modifiant le système de relations entre Russes et non-Russes. Ensuite, on analyse de quelle façon le succès de la révolution d'Octobre modifia les données du problème des nationalités, transformant également la nature même des relations internationales, en instituant de *nouvelles frontières* entre la politique intérieure et la politique extérieure des États.

1. FÉVRIER-OCTOBRE : RUPTURE ENTRE LES NATIONALITÉS ET LE RÉGIME DE FÉVRIER

Après Février, tenu compte de l'enracinement du mouvement national, des tendances qui se firent jour au sein de chaque communauté non russe, et vu les modifications qui se produisirent dans le sens de la radicalisation des rapports avec le pouvoir, plusieurs attitudes furent adoptées vis-à-vis du Gouvernement de Petrograd. Elles concernent à la fois la procédure des relations avec le Gouvernement et les objectifs explicites ou latents[3].

□ Accepter les cadres proposés par la révolution russe, quitte à demander une accélération du calendrier ou une modification de la procédure. Par exemple, en Ukraine, dès le mois de mars, la Rada de Kiev avait lancé un manifeste de ralliement à l'assemblée constituante. L'Union progressiste s'était ralliée à cet appel puis ces deux instances demandèrent que l'Assemblée Constituante se contente de ratifier leurs demandes alors que dans l'esprit des dirigeants de Petrograd, il était clair que ces demandes se définiraient dans le cadre de cette assemblée souveraine. Une exigence de même ordre fut formulée au Congrès des militaires musulmans de Kazan, où l'on discuta d'une représentation proportionnelle des Musulmans à l'Assemblée Constituante. Le parti démocrate letton, l'Assemblée nationale estonienne formulèrent des revendications identiques[4].

□ Refuser d'admettre la souveraineté de l'Assemblée Constituante russe, c'est-à-dire convoquée par des Russes, où les Grands-Russes seraient nécessairement majoritaires, et exiger une négociation entre les représentants d'une nationalité et l'État russe. Cette attitude fut celle des SR ukrainiens et elle fut adoptée par le congrès de l'armée ukrainienne le 31 mai 1917, où il fut explicitement précisé que « le sort de l'Ukraine ne saurait dépendre d'une Assemblée Constituante russe ». Le même point de vue avait été adopté en Finlande, par la Seim d'Helsingfors où dominaient les sociaux-démocrates. L'Assemblée Constituante provisoire qui se réunit en Crimée en mai et le Comité national géorgien, dont le siège était à l'étranger, agirent de même. Avec une variante, le parti national-démocrate letton, le comité provisoire lituanien invoquèrent en plus l'arbitrage

international, en l'occurrence la future Société des Nations, pour garantir l'accord à conclure entre les instances nationales russes et non russes[5].

□ N'accepter le dialogue avec les représentants de la Nouvelle Russie qu'à la condition que ceux-ci adoptent certaines positions vis-à-vis de la guerre ou de la révolution. Telle était l'attitude d'un certain nombre de sociaux-démocrates « maximalistes » des pays baltes et d'Ukraine. Ils n'établiraient des rapports nouveaux avec la révolution qu'une fois que tout le pouvoir appartiendrait aux soviets. Ces socialistes participaient d'ailleurs plus à la lutte révolutionnaire dans le cadre des événements russes qu'à la lutte nationale proprement dite. De l'organisation social-démocrate d'Ekaterinoslav, S. Gonner écrivait par exemple : « Nous oubliions alors que nous militions en Ukraine ; nous considérions Ekaterinoslav comme une ville industrielle et c'est tout[6]. »

À l'autre extrême, le « nationalisme cosaque » apparut pour se mettre au service de la contre-révolution, menaçant de faire sécession si on ne mettait pas fin à « l'anarchie ».

□ Ignorer un gouvernement qui vous ignore et accomplir un séparatisme de fait, sans s'occuper du reste. Ainsi agirent, semble-t-il, les Tchagatajs du Turkestan, après avoir trois fois demandé à faire entre leurs doléances (réforme agraire, autonomie, etc.) et qui ne reçurent jamais de réponse à ces demandes[7].

Les revendications des différentes communautés non russes présentaient certaines ressemblances. Il s'agissait essentiellement d'obtenir un nouveau statut politique : autonomie interne, autonomie nationale culturelle territoriale ou extra-territoriale[8], constitution d'une fédération russe ou encore d'une fédération dont la Russie pourrait être un des membres comme les autres, indépendance avec ou sans association avec la Russie. L'indépendance politique était réclamée par la quasi-majorité du très grand nombre d'organisations politiques polonaises, les S.D. luxemburgistes étant les seuls à se prononcer en faveur de l'internationalisme prolétarien, mais. ils étaient très minoritaires même au sein de la social-démocratie. L'indépendance était réclamée également par les Finnois, les Lituaniens, un grand nombre d'organisations politiques lettones, quelques groupes de Géorgiens, les Tchagatajs, etc. En attendant, les nationalités réclamaient des mesures d'ordre social ou d'ordre religieux, notamment les Musulmans et les Ukrainiens, mais surtout des garanties de nature plus politique :

– l’octroi de quelques attributs de l’autonomie,
– la reconnaissance du *principe* de l’autodétermination,
– le développement de l’instruction dans la langue allogène,
– l’autorisation de constituer des unités militaires séparées.

Une partie de l’opinion allogène était très sensibilisée sur cette question des forces militaires « séparées », la seule garantie effective contre les « retours » possibles de la révolution. On jugerait le gouvernement à son attitude sur cette question : cela constituait un test. Cela fut dit au Congrès de l’administration militaire polonaise qui se tint à Petrograd le 29 mai 1917 ; même attitude au congrès caucasien pan-mulsuman où l’on décida d’organiser une force militaire musulmane sans même demander l’autorisation du Gouvernement. À Samara, en mai, des militaires d’origine ukrainienne se constituèrent en régiment séparé. Fin mai, les Biélorusses, à Minsk, en firent autant. Mais c’est surtout en Ukraine qu’une forte pression s’exerça en ce sens sur le Gouvernement.

Les « maximalistes » lettons et polonais, souvent luxemburgistes, furent les seuls à s’opposer à la constitution d’une force militaire nationale séparée. Selon eux, l’armée ne pourrait que s’opposer ensuite à la collaboration « révolutionnaire » avec le parti frère, le parti bolchevik russe[9].

Pendant les six mois de révolution qui précèdent Octobre, le phénomène marquant fut l’extension prodigieuse du mouvement des nationalités. Tandis qu’en certaines régions, il débordait et absorbait les autres conflits sociaux ou politiques, son action se radicalisait et s’étendait à des communautés que les révolutionnaires n’imaginaient pas susceptibles d’avoir une personnalité collective.

Le phénomène d’absorption fut particulièrement net en Ukraine, à Kiev notamment, où la *Rada* instituée en mars, simple organe de l’expression culturelle de l’intelligentsia petit-russe, prit le pas sur le soviet des députés, organe de la lutte des classes. La Rada parla bientôt au nom de tous les Ukrainiens. À un moindre degré le même phénomène se produisit dans les communautés juives, où le Poale Zion prit le pas sur le Bund[10] ; également en Estonie où, pour justifier de sa représentativité, le soviet de Reval se fit élire par tous les citoyens de la capitale, bourgeois y compris. Deuxième concession envers l’identité nationale, il accepta d’envoyer des délégués à la Seim, ainsi reconnue comme représentant le peuple estonien. Il n’y eut

pas de conflit de ce type en Finlande, au moins jusqu'en Octobre, car l'identité nationale était plus forte que l'identité sociale et elle s'exprimait tout entière dans la Seim, qui réclamait l'indépendance. Au reste, en pays non russe, la lutte des classes pouvait apparaître comme une forme d'action antinationale puisque dans ses instances, les soviets, les non-Russes étaient exclus et que toute revendication de caractère culturel ou national y était accueillie au cri de « réaction[11] ».

En pays d'Islam, le phénomène fut plus complexe. Les premiers congrès s'étaient réunis au nom de l'identité religieuse commune des différents peuples musulmans de Russie. Au début de la révolution, phénomène unique dans l'Histoire, les délégations de femmes réussirent à imposer le drapeau de l'émancipation féminine comme principe de la lutte des Musulmans de Russie ; les premiers votes collectifs portèrent sur ces questions et définirent ainsi le statut qu'elles souhaitaient acquérir. Toutefois cette opposition entre « progressistes » et « conservateurs » fut rapidement débordée par les conflits entre associations religieuses et partis politiques puis dans l'arène politique par les antagonismes entre les différents mouvements nationaux (tatar, non-tatars) qui se situaient tous sur la plate-forme du patriotisme et de la lutte contre l'oppression. Cette contradiction « secondaire » passa bientôt toutes les autres, celle de l'antagonisme avec les Russes et celle qui opposait la bourgeoisie au prolétariat musulman, les nationalistes réformistes aux révolutionnaires, porteurs de l'idée d'un pan-islamisme socialiste[12].

La radicalisation des attitudes et l'extension du mouvement national allèrent de pair. Par exemple, en février, au regard des révolutionnaires russes, il n'était question d'indépendance que pour la Pologne, éventuellement pour la Finlande. Bientôt, il apparut que la Lituanie et la Lettonie revendiquaient également l'indépendance. Surtout, les exigences de la Rada de Kiev devenaient plus explicites, et même l'autonomie interne ne semblait plus à même de satisfaire cette assemblée : en juin 1917, par son premier *Universal,* elle proclamait sa vocation à la souveraineté. La vive réaction du Gouvernement Provisoire reportait cette aspiration à plus tard ; elle n'en était pas moins le signe précurseur d'une extension du mouvement des nationalités jusques à des peuples slaves, tels également ces représentants de la Hramada Belorusse, peu représentative certes, néanmoins exigeante.

De la même façon, chez les Musulmans, la position centraliste des Tatars fut battue en brèche par la conjonction de tous ceux qui, craignant cette hégémonie des Musulmans de Kazan, préconisaient la constitution d'une République fédérative à base territoriale nationale. Dès lors chez les Kirghiz, chez les Bachkirs, à Bakou, etc., triomphèrent localement les forces centripètes, tandis que les Tatars soutenus par l'ensemble du clergé musulman restaient presque seuls à vouloir développer des institutions qui vaudraient pour la nation musulmane tout entière. Pour assurer préventivement le triomphe éventuel de leurs vues, ils proclamèrent l'autonomie nationale culturelle des Turcs musulmans de Russie : ainsi en n'attendant pas la réunion de l'Assemblée Constituante, ils se plaçaient à l'avant-garde du mouvement musulman. Les bolcheviks tatars ne s'y trompèrent pas, qui se rallièrent à cette motion finale bien qu'elle émanât de la bourgeoisie et des mollahs de Kazan[13].

Radicalisation et extension du mouvement prirent une forme spectaculaire à la fin de l'été lorsque, sur l'initiative d'Ukrainiens, un Congrès des Nationalités de Russie se tint à Kiev. Y participèrent les délégués de treize nations : six Biélorusses, deux Géorgiens, quatre Estoniens, dix Juifs, onze Kazakhs, dix Lettons, neuf Lituaniens, dix Tatars, six Polonais, six Roumains de Bessarabie, cinq Turcs, neuf Ukrainiens, et… les représentants du Gouvernement de Petrograd. Parallèlement, quinze partis socialistes représentant les mêmes communautés nationales avec, en plus, le Dasnaksutjun arménien, le parti nationaliste ossète, le Poale-Zion et le parti socialiste musulman, se réunissaient pour définir les normes d'une politique des nationalités dans l'ex-Empire. Le droit à l'autodétermination y était reconnu comme le fondement même de la légitimité, et la motion finale du congrès de Kiev se prononçait en faveur de l'élection non d'une seule assemblée constituante, comme y invitaient les partis nationaux S.R. demeurés favorables à une république fédérative centrée autour de la Russie, mais d'un nombre d'Assemblées Constituantes égal à celui des communautés nationales. Chacune déciderait de la nature des liens qui, éventuellement, l'uniraient soit à un État, soit à la Fédération des États, à moins qu'elle ne se décide pour une sécession. Ce dernier point n'étant pas vraiment explicite, la section du P.P.S. présente au Congrès de Kiev précisait qu'en ce qui concernait la Pologne, l'indépendance politique était un préalable à toute éventuelle fédération de la Pologne avec l'Ukraine ou avec la Russie socialiste[14].

Ainsi, depuis les Buriates-Mongols jusqu'aux Bielorusses, toutes les communautés non grand-russiennes s'orientaient sur la voie d'un éclatement de l'ancien État. Si, à Kiev comme à Kazan ou à Dorpat, l'emblème de la nation remplaçait l'Aigle Russe ou le Drapeau Rouge, qu'en deviendrait-il de l'État, qu'en deviendrait-il de la Russie, qu'en deviendrait-il du socialisme ?

Naguère avocats chaleureux du droit des peuples quand ils étaient dans l'opposition, les hommes de Février montrèrent, une fois au pouvoir, qu'ils n'admettaient ces droits qu'à une condition : qu'on leur en confie la gérance. Ils entendaient décider seuls quand et comment serait élue cette Assemblée Constituante où, nécessairement, les Grands-Russes seraient majoritaires. Certes, ils voyaient bien que cette procédure excluait le respect véritable du droit des nationalités ; mais ce qui leur donnait bonne conscience, c'est qu'ils étaient persuadés qu'ayant pris en mains le destin de la Russie nouvelle, il ne pouvait y avoir divergence entre leurs objectifs propres et ceux des Allogènes puisque, héritiers des grands révolutionnaires de 1789, 1848, 1905, ils conféraient à leur mission une vocation universelle.

Au reste, une fois proclamée l'égalité de tous les citoyens de l'Empire, l'exemple de nombreux Juifs, Géorgiens, Lettons qui ne militaient plus en tant que représentants d'une nationalité mais comme des membres d'une organisation sociale, ajouta à leur conviction. Même une grande organisation nationale, le Bund, perdit une partie de son audience après quelques mois de révolution, ce qui confirmait, tout comme l'exemple du socialisme géorgien rallié au nouveau régime, une ancienne conviction : les organisations nationales n'avaient qu'une légitimité provisoire, tant que régnait encore le souvenir de l'oppression. Au reste, celles-ci étaient le plus souvent animées, dans les pays baltes, par exemple, par des propriétaires terriens, par des notables, et chez les Musulmans, par des bourgeois, des mollahs : elles défendaient ainsi des intérêts opposés à ceux du peuple travailleur. Certes, sur le territoire des nationalités, les partis socialistes se ralliaient à l'étendard patriotique, mais il s'agissait là d'une nécessité tactique. Elle pouvait conduire les S.D. lettons ou finnois à se montrer plus nationalistes encore que les partis bourgeois ou agrariens, ce qui pouvait gêner l'action des socialistes russes.

Inversement, les mouvements nationaux ne manquaient pas d'observer que, sur leur territoire, les minorités russes, organisées ou non en soviets,

étaient toujours hostiles aux aspirations des allogènes. En définitive, après quelques mois de révolution, les dirigeants de Petrograd eux-mêmes furent suspects à leur tour. Leurs « gestes » en faveur des nationalités apparurent comme de fausses traites déguisées en compromis : par exemple, l'indépendance promise à la Pologne, mais elle était occupée par les Allemands ; ou encore, la promesse de la reconnaissance des « droits » de la Finlande, *mais* sur la base du traité inégal de 1899 ; quant à la vocation des nationalités, l'autonomie culturelle extraterritoriale votée par le congrès des soviets, son application dépendait, selon ces mêmes soviets, d'un vote de l'Assemblée Constituante[15].

Le cas de l'Ukraine est un exemple. L'accord du 3 juillet, conclu avec la Rada, constituait le type même du compromis : reconnue par le Gouvernement, la Rada se soumettait à sa juridiction. Un secrétariat général, composé par accord entre la Rada et la capitale, exercerait l'autorité au nom du Gouvernement Provisoire. À la Rada était confié le soin de mettre sur pied un statut de l'Ukraine, qui serait soumis à l'Assemblée Constituante.

Il ne s'agissait que d'un accord de principe, un protocole en bonne et due forme devait suivre. Mais lorsque Kiev et Petrograd mirent face à face leur texte, l'écart était considérable. C'est que, remis en selle par l'échec des Journées de Juillet, les juristes K.D. avaient « réduit le mal », proposant aux Ukrainiens un texte très en deçà de ce qu'on espérait à Kiev et qui faisait du Secrétariat général un simple organe administratif aux ordres de Petrograd (5 août 1917)[16]. Malgré tout cette *« Instruction »* fit l'objet d'un débat houleux à la Rada. S'il fut décidé de la prendre en considération et de l'accepter, il semble que cela tint à deux circonstances :

– le ralliement des minorités non ukrainiennes (Russes, Juifs) au principe de l'autonomie, pour elles la politique du moindre mal ;

– l'aventure Kornilov, qui eut pour effet en Ukraine de resserrer les rangs autour de la démocratie russe, c'est-à-dire du gouvernement Kerenski.

De justesse et pour la deuxième fois un accord était ainsi conclu entre Kiev et Petrograd mais qui reposait sur un malentendu. On ne fut pas long à s'en apercevoir. Tout juste satisfaits de voir reconnue leur « personnalité », les Ukrainiens voulurent prévenir les retours possibles de la révolution ; pour cela ils se proposèrent de constituer une Assemblée Constituante qui, bien que les minoritaires russes aient obtenu qu'elle ne fût pas appelée souveraine, par sa nature même ne pouvait se soumettre à une Constituante

russe. Petrograd s'en inquiéta d'autant plus que se tenait à Kiev, précisément, le congrès des nationalités de toutes les Russies et qu'en l'affaire, la plus proche des nationalités par le sang et la culture, l'Ukraine, jouait le rôle d'un moteur qui pouvait faire éclater l'ancien État tout entier[17].

Pour Petrograd c'en était trop, d'autant plus que le chantage à l'aide des Empires centraux, latent jusque-là, s'exprima ouvertement : le président du Secrétariat, Vinnitchenko, déclara dans une interview à l'*Intransigeant*, au reste censurée, que « plus le Gouvernement s'opposerait aux revendications ukrainiennes, et plus les Ukrainiens regarderaient vers les Allemands et l'Autriche-Hongrie ». La presse russe nota alors que parmi les prisonniers « blessés » que renvoyait l'Allemagne, il y avait 50 % de valides et précisément ceux-là étaient originaires d'Ukraine.

Les incidents entre Russes et Ukrainiens se multipliaient. À Kiev, le régiment Bogdanhmel'nicki demeurait dans la capitale pour « protéger » la Rada contre une dissolution possible *manu militari*, comme le Gouvernement Provisoire l'avait fait avec la *Seim* d'Helsingfors. Les autorités accusèrent le régiment de « jouer les bolcheviks, les défaitistes, en refusant d'aller se battre au front ». Le régiment céda au chantage patriotique, partit aux frontières. Sur la route, soldats russes et ukrainiens se rencontrèrent : il y eut seize morts. En mer Noire, des marins arborèrent le drapeau ukrainien ; on était au bord de la rupture entre le Gouvernement et la Rada lorsque l'insurrection d'Octobre commença. À Kiev se retrouvèrent coalisés contre le régime de Février les nationalistes de la Rada et une bonne partie des bolcheviks russes et ukrainiens : alliance « impure » qui souleva bien des objections parmi les bolcheviks et fut à l'origine de scissions ultérieures. On retrouve une conjoncture semblable dans les pays musulmans[18].

Jusqu'en juillet 1917, le Gouvernement et l'opinion ignorèrent le mouvement nationaliste et révolutionnaire qui animait le monde musulman. D'abord parce que, dans sa phase initiale, il fut canalisé par la bourgeoisie tatare qui avait l'oreille soit des K.D. soit des mencheviks ou des S.R. Il n'y a pas de bolcheviks au congrès de Kazan : ils jugent l'activité du congrès « démagogique ». En juillet encore dans leur journal *Qyzyl Barraq* (« Le drapeau rouge »), ils insistent sur le fait que la notion d'« unité de la nation », défendue par la bourgeoisie musulmane, est fausse. Autre raison de cette ignorance, les revendications politiques ou sociales des Musulmans

devaient s’exprimer dans le cadre prévu par le Gouvernement, l’Assemblée Constituante[19].

Sans doute, en mai, le Congrès pan-russe des Musulmans de Moscou avait-il accueilli sèchement le représentant du Gouvernement avant de condamner sa politique extérieure. Il reste qu’on ne s’en inquiéta pas outre mesure à Petrograd. Lorsque les Musulmans sollicitèrent l’autorisation de réunir un « Congrès militaire », elle leur fut refusée[20].

Le congrès de mai avait montré combien était fragile l’unité du monde musulman ; elle avait montré également sa volonté de changement. Les Tatars avaient pris une position en flèche, à laquelle d’ailleurs les bolcheviks avaient fini par se rallier. Pourtant il ne s’agissait pas de rompre avec Petrograd. Au reste, pour parer à la radicalisation du mouvement national, une délégation était venue voir le Gouvernement, lui proposant, en échange de l’entrée au cabinet ministériel, l’aide des Musulmans ; en juillet, contre les bolcheviks, ensuite, contre Kornilov. Le Gouvernement Provisoire ne refusa pas cette aide puisque fut justement accordée l’autorisation de constituer des régiments musulmans. Toutefois Tchkeidze et Tseretelli s’opposèrent à l’entrée des Musulmans au ministère « sur la base que ce n’étaient pas des nationalités mais des partis qui devaient participer au Gouvernement[21] ».

Le Gouvernement et la presse prêtèrent plus d’attention aux affaires du Caucase, là où pouvaient jouer les sympathies de la population à proximité du front turc. Entre juillet et octobre, il y eut plusieurs éditoriaux dans *Novoe Vremja* sur « Le Caucase en péril » ; on n’y distinguait pas toujours le « danger turc » et le « danger montagnard ». Comme ailleurs, les conflits éclataient soit à propos de l’utilisation des terres, soit à propos de la non-participation des Musulmans à l’administration. Ils éclataient également sur le problème des contingents militaires séparés. Selon F.W. Smith, consul américain, les agents allemands n’étaient pas inactifs sur ce chapitre, au moins à Tiflis[22].

Sur ces peuples qu’on soupçonnait d’aspirer à la sécession, la répression sévit comme naguère. Là où elle s’abattit de la façon la plus spectaculaire, ce ne fut d’ailleurs pas tant au Caucase (où Arméniens et Géorgiens surveillaient leurs adversaires azeris), qu’en Crimée où le Mufti fut arrêté pour avoir lancé un appel contre la participation des soldats musulmans à la guerre avec les Turcs ; chez les Kirghiz aussi, où les colons russes prirent l’initiative de la répression, appelant en plus le soviet de Petrograd à la

rescousse. Celui-ci lança d'ailleurs un « appel aux Kirghiz », les invitant « à vivre en paix avec les colons jusqu'à la réunion de la Constituante[23] ».

Au reste, la révolution se maintenait dans la tradition « coloniale » en Turkestan également. Kerenski évoqua la « fidélité des Musulmans qu'il connaissait bien » : il avait vécu à Tachkent mais ignorait tout du problème national au sein de l'Islam russe. Le général Koropatkine avait fait distribuer des armes aux colons russes : Kerenski n'y vit rien de « répréhensible ». Enfin, le Gouvernement reconnut la « personnalité », si l'on peut dire, de Bukhara et de Khiva, en excluant des rôles aux élections à la Constituante les habitants des deux émirats. En guise de réformes, les représentants du Gouvernement procédaient à des modifications d'ordre administratif, sans consulter le mouvement réformiste (les Jadid), et en accord seulement avec l'Émir. Au reste, lorsque les soviets prirent le pouvoir à Tachkent, dès septembre 1917, il s'est agi d'un pouvoir russe, purement russe et qui s'alliait au mouvement réformiste musulman pour combattre l'émir et bientôt les Blancs : pas pour satisfaire aux aspirations nationales des Musulmans de Russie[24].

Échec en Finlande, où le Gouvernement Provisoire avait dissous la Diète qui s'était réunie contre sa volonté, échec en Ukraine et dans le monde musulman, insatisfaction des Baltes et des Polonais, telle était la situation lorsque se réunit la conférence de Moscou. Mais là, Juifs, Arméniens et Géorgiens, tous S.R. ou mencheviks loyalistes, firent presque seuls entendre leur voix. Il n'y eut guère de fausse note, sauf une critique de Divilegov qui, au nom des Arméniens, accusa le Gouvernement de poursuivre la politique tsariste de conquête de l'Arménie turque. À notre connaissance, les organisations les plus hostiles au Gouvernement (Comité socialiste de Kazan, *Milli Firka* de Crimée, etc.) ne furent pas même représentées à la conférence.

La pression des nationalités devenait tellement forte, cependant, que, le 28 août, le Gouvernement fit une déclaration qui allait dans le sens de la motion votée par le congrès des soviets, en juin, mais demeurait en retrait : la « reconnaissance du droit à l'autodétermination de tous les peuples sera établie sur des bases qui seront choisies par l'Assemblée Constituante » précisait-elle ; sept mois après la chute du tsarisme, le Gouvernement se proposait de former des commissions pour chacune des nationalités[25]…

L’heure de la vérité sonna en octobre lorsque, dans le cadre de la conférence interalliée de Paris, le Bureau du congrès des soviets donna ses instructions à Skobelev (menchevik). La Russie accordait le droit complet à disposer d’elle-même à la Pologne, à la Lituanie, à la Lettonie, i.e., les trois pays intégralement occupés par les Allemands. C’était tout. Terechtchenko, successeur de Miljukov aux Affaires étrangères, n’en observa pas moins que « si ces trois pays étaient souverains, la Russie perdrait tout accès à une mer libre ».

Au Conseil provisoire de la République, Miljukov s’étonna que le Gouvernement puisse ainsi faire la politique du soviet. Il trouva un appui inespéré dans la motion des soviets paysans, contrôlés par les S.R. de droite, intitulée elle aussi « Instruction à Skobelev ». Comme les Soviets et le Gouvernement, celle-ci approuvait la formule « paix sans annexions ni contributions sur la base du droit des peuples à disposer d’eux-mêmes ». Le point 2 précisait que la formule s’adressait aussi bien aux peuples de Russie ; toutefois, ajoutait-elle, « le territoire de l’État russe doit demeurer intact ».

Tchernov (S.R. du centre) et Dan (menchevik) firent, au Conseil de la République, la théorie de cette politique des nationalités :

> « Le programme de la révolution, déclara Dan, est de donner à toutes les nationalités le droit de disposer d’elles-mêmes. Mais cela ne veut pas dire de leur donner l’indépendance. Nous pensons que ce droit doit être dirigé vers la conservation de liens étroits avec la Russie… et qu’ayant ainsi reçu ce droit, elles resteront dans le corps de la Libre Russie[26]. »

Il y avait là du léninisme retourné et rebouilli, avec cette différence que tout en disant à peu près la même chose, les bolcheviks soutenaient le mouvement des peuples vers la sécession – pour affaiblir certes l’État « bourgeois », ce dont les mouvements nationaux n’avaient cure – tandis que, au contraire, mencheviks et S.R., qui étaient au pouvoir, s’opposaient à leur épanouissement pour tomber finalement, à Kiev par exemple, également à Bukhara ou à Tachkent, dans le cas des Lettons aussi, sous les coups du nationalisme et du bolchevisme tactiquement réunis.

2. OCTOBRE : LA PAIX, LA STRATÉGIE RÉVOLUTIONNAIRE, ET LE PROBLÈME NATIONAL

Octobre. Pour les bolcheviks, la politique des nationalités était seulement l'un des versants d'une stratégie plus vaste et qui visait au succès de la révolution mondiale. Une fois le régime soviétique renforcé au-dedans, son premier objectif était d'accomplir la transformation de la guerre européenne en guerre civile. En ce sens, le décret sur la paix, qui rappelait le droit des nations à se constituer en État, valait autant pour les nationalités de l'extérieur que de l'intérieur. Certes son objectif immédiat était bien de donner satisfaction aux aspirations populaires ; toutefois il posait également les germes de la révolution européenne. En effet, en adressant son appel à *tous* les belligérants, et pas seulement aux Puissances centrales, le Gouvernement soviétique cherchait moins à maintenir des liens avec ses anciens alliés qu'à se forger une arme pour propager la vague révolutionnaire dans les deux camps. En entamant les négociations de Brest-Litovsk, la Russie avait donné l'exemple de la paix révolutionnaire, celle-ci pouvait être contagieuse[27]. À Stockholm, un appel de la gauche zimmerwaldienne, rédigé par K. Radek, signé des bolcheviks de l'étranger ainsi que du Comité socialiste international, invitait clairement les soldats de tous les pays à mettre bas les armes et tous les prolétaires à se joindre à la révolution russe. Il fut suivi d'une seconde proclamation, qui, pour prévenir la constitution d'une croisade antibolchevik, expliquait la signification des pourparlers de Brest-Litovsk : les négociations avaient lieu avec les Puissances centrales seules parce que les Gouvernements alliés n'avaient pas répondu à l'appel du 26 août ; ces négociations avaient pour but d'assurer non seulement le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, comme le décret des nationalités venait de le proclamer pour la Russie, mais d'assurer également les droits du peuple, du prolétariat, de l'« être humain » à se gouverner lui-même[28].

Dans la pratique, l'application de ces principes tout comme la poursuite de ces objectifs se jouèrent sur trois terrains : la diplomatie du nouvel État soviétique, la liaison du parti bolchevik avec les partis révolutionnaires de tous les autres pays, la politique soviétique des nationalités. Le lien

spécifique entre les modes d'action propres à ces trois champs de l'activité des soviets constitue une des innovations majeures que la révolution d'Octobre a apportées aux relations internationales.

En octobre 1917, l'action de Lénine dans le sens de l'insurrection se situait dans le cadre d'une victoire de la révolution en Europe. Dans ces conditions, la notion même de diplomatie, de relations entre États serait bientôt remise en cause, et, à la limite, la diplomatie était destinée à disparaître. La publication des traités secrets en était le signe précurseur. « Je lancerai quelques proclamations révolutionnaires et ensuite fermerai boutique », disait Trotski, commissaire du peuple aux Affaires étrangères. Il ajoutait : « J'ai accepté ce poste parce qu'il me laisse tout loisir afin de me consacrer aux affaires du parti. »

Dans la réalité, il en alla tout autrement. « L'immobilité de cadavre du prolétariat allemand », selon l'expression de Rosa Luxembourg, modifia du tout au tout les perspectives imaginées en octobre. Il n'y eut pas de soulèvement révolutionnaire en Europe et les pourparlers de Brest-Litovsk devinrent bientôt la paix de Brest-Litovsk : entre une hypothèse improbable, laisser encore une chance à la révolution allemande, et une certitude, la progression des armées de Guillaume II en direction de Petrograd, Lénine jugea que le plus sage était de conclure une paix catastrophique (E.H. Carr). Ce choix signifiait que la sauvegarde de l'État soviétique était considérée désormais comme une nécessité prioritaire. Il y eut confirmation de cette façon de voir : en août 1918, lorsque, menacée dangereusement dans son existence même par les Blancs et par l'Intervention étrangère, la république soviétique signa un deuxième traité avec l'Allemagne ; selon ses termes, en échange d'une aide militaire, elle promettait de s'abstenir désormais de toute propagande révolutionnaire dans les États des Puissances centrales. Ainsi, bien avant Staline, Lénine et Trotski avaient jugé nécessaire de sacrifier la révolution européenne à la sauvegarde de leur propre régime. Selon l'expression de Bukharine, la diplomatie soviétique naissait sur « un tas de fumier[29] » (mars 1918).

L'action révolutionnaire de la Gauche des partis socialistes constituait le *deuxième levier* de la politique bolchevik.

Depuis l'avortement de la conférence de Stockholm, la seule instance qui pouvait stimuler l'action des organes les plus révolutionnaires de chaque nation était le C.S.I. (Comité socialiste international) lié au mouvement de Zimmerwald. Au vrai, les participants à la troisième conférence de

Zimmerwald, également tenue à Stockholm, en septembre 1917, avaient surtout aidé à la faillite des pourparlers en vue de la conférence intersocialiste pour la paix. Leur dernier appel à une paix véritable était de pure routine. Au reste, la « gauche » zimmerwaldienne, animée par les bolcheviks russes, par Balabanova, Sirola, etc., faisait déjà scission, pratiquement, avec les autres zimmerwaldiens qui ultérieurement regagnèrent la vieille maison de la IIe Internationale. Car la révolution d'Octobre, loin de revigorer le mouvement de Zimmerwald, déjà divisé par le problème de la participation à la conférence mort-née de Stockholm, acheva de la désintégrer. En effet, en rendant public l'appel rédigé par Radek, la Gauche alla contre le sentiment général. L'appel servait la cause des bolcheviks russes, d'eux seuls. Sa publication mettait les zimmerwaldiens des autres pays belligérants à la merci des autorités. Même une partie de la gauche zimmerwaldienne fut hostile à la publication de l'appel de Radek. Elle jugeait qu'agir ainsi revenait à faire passer l'intérêt des nouveaux dirigeants soviétiques avant ceux du prolétariat de l'Europe occidentale[30].

Depuis longtemps, Lénine avait pensé quitter le mouvement de Zimmerwald, constituer avec sa Gauche une IIIe Internationale. Ce projet fut évoqué plusieurs fois entre avril et octobre ; il fut même popularisé. En septembre 1917, Lénine voulait rompre avec Zimmerwald « tout de suite » ; toutefois, les péripéties d'Octobre ne lui en laissèrent pas le temps. Le mouvement de Zimmerwald mourut ainsi de sa belle mort, sans constat de décès. Sur l'initiative du *Tsik*, le gouvernement soviétique prépara la résurrection du mouvement avec des délégués russes, bolcheviks ou S.R. de gauche, ainsi que Scandinaves, anglais, américains. Après quelques péripéties, cette Gauche allait bientôt devenir la IIIe Internationale, le Komintern. Dès l'origine, il y avait eu confusion de pouvoirs et de fonctions puisque cette politique était le fait non des partis, du parti bolchevik russe, mais d'une instance gouvernementale[31], de l'État Soviétique.

En Russie même, le *troisième levier* de la stratégie révolutionnaire, la politique des nationalités, nécessitait une solution immédiate étant donné son extension à l'ensemble du territoire.

Confrontés au problème national depuis près de vingt ans, tenu compte de leurs croyances sur le caractère temporaire du problème national, les

bolcheviks s'étaient longtemps enfermés à l'intérieur d'une insoluble contradiction : ou bien ils reconnaissaient les droits des nations à l'autodétermination et l'ancien État se décomposerait, ou bien ils subordonneraient ce droit à l'accomplissement de la révolution et l'unité du mouvement demeurerait illusoire, en Russie même, comme l'avait montré la crise des relations entre le parti social-démocrate russe et le Bund, entre la P.O.S.D.R. et la S.D. d'Arménie[32].

Lénine entend surmonter cette contradiction. Sur le fond, comme l'a bien montré Georges Haupt, il demeure proche des marxistes orthodoxes, qu'ils soient kautskistes ou luxemburgistes, refusant de considérer la nation comme une entité homogène, et analysant sa constitution, sa formation, son devenir en termes de classe et de culture. Toutefois, voulant à la fois utiliser la force dissolvante de l'élan national et garantir l'avenir d'un grand État, seul capable selon lui de résoudre les problèmes modernes du développement économique, Lénine retourne entièrement la position tactique de son parti, en en définissant les principes dans ses thèses sur le droit des peuples à l'autodétermination. L'objectif est de supprimer les liens de la contrainte entre les nations, sans que pour autant le droit au divorcé implique la nécessité du divorce. Selon Lénine, seule cette attitude permet à la fois de mettre fin à la méfiance qui divise Russes et non Russes, tout en permettant une ré-union ultérieure sous l'égide des organisations d'avant-garde des deux nations. Ainsi, la nation « demeure une catégorie provisoire que l'on doit utiliser à seule fin de la faire ensuite disparaître[33] ».

Tandis que ces thèses l'emportaient, non sans mal, à l'intérieur d'un parti dont les membres gardaient des réflexes d'hostilité aux revendications de caractère national, leur mise en pratique eut à tenir compte, également, de l'attitude des citoyens et militants de chaque pays considéré.

Au travers de l'exemple finnois, qui se posa le premier aux bolcheviks, en février comme en octobre, et qu'on examine ici dans sa longue durée, on définit ensuite le modèle de relations qui s'est institué entre le bolchevisme et les mouvements nationaux, son lien avec la politique extérieure et intérieure de l'U.R.S.S.

3. INDÉPENDANCE ET INTERNATIONALISME

UN EXEMPLE : LE CAS FINNOIS, FÉVRIER 1917-1975

En 1917, comme les Polonais, les Finnois réclamaient leur indépendance.

Dans l'élan de Février, les sociaux-démocrates finnois, majoritaires à la *Seim* et encore unis, proposèrent une association indissoluble avec la future République russe. Toutefois, le Gouvernement Provisoire voulant considérer le statut de 1899 comme la base d'une négociation, les socialistes finnois revendiquèrent l'indépendance absolue. Ils eurent le soutien des bolcheviks russes, qui, pour la Finlande, parlaient explicitement d'un « accord entre les deux pays ». Cependant, inquiets d'un rapprochement qui pouvait aboutir au triomphe des soviets en Finlande, les partis agrariens et les « Bourgeois Unifiés » de Finlande se rapprochèrent du Gouvernement Provisoire ; ils acceptèrent de temporiser[34].

Ainsi conforté, le Gouvernement Provisoire revint sur le principe de sa concession, statuant que l'avenir de la Finlande dépendrait d'une décision de l'Assemblée Constituante. Les socialistes finnois rompirent aussitôt avec Petrograd, et la *Seim* refusa de continuer à payer des impôts « à un Gouvernement qui continuait la guerre ». À la grande gêne des socialistes russes, la *Seim* prépara le projet de loi de séparation imaginé en mars. À l'adresse des mencheviks et des S.R., pourtant impliqués dans les décisions du Gouvernement Provisoire, elle précisa bien toutefois qu'elle demandait que seulement le *principe* de la souveraineté de la Finlande soit reconnu. Chez les internationalistes finnois, tel U. Sirola, l'idée était de faire avancer ainsi le processus révolutionnaire (comme cela se passait en Lettonie) sans se dissocier de Petrograd[35].

Ce mouvement était lié à la montée de la crise de Juillet. Lorsque celle-ci éclata, la *Seim* fit passer un projet de loi proclamant la souveraineté du pays. Un amendement du *Jeune Finnois* Valas demandait explicitement que la loi fut soumise aux Gouvernement de Petrograd : il fut rejeté par 104 voix contre 86 ; le Gouvernement Provisoire en conclut qu'il s'agissait d'une proclamation d'indépendance *de facto.* À Helsingfors, les sentiments antirusses étaient tels qu'une partie des Agrariens avait joint ses voix à

celles des sociaux-démocrates. Le vote de juillet 1917 prenait ainsi une dimension nationale[36].

Au lendemain des Journées de Juillet, fort de son succès apparent sur l'extrême gauche bolchevisante, le Gouvernement Provisoire pratiqua une politique de réaction qui frappa, entre autres, les Finnois. Ceux-ci durent battre en retraite et, dès le 12 juillet, par une *Adresse* en forme de justification confuse, ils expliquaient que l'acte du 5 juillet avait seulement pour but de préparer l'avenir. Mais, commente Miljukov, « pour la première fois le Gouvernement agit avec fermeté, ce qui fit grande impression ». Il multiplia les arrestations à Helsingfors, emprisonnant les S.D. et quinze membres de la section S.R. Surtout, le 18 (31) juillet, il dissolvait la Diète et ordonnait de nouvelles élections pour le 1er août[37].

S'il avait procédé avec une telle énergie, c'est que mencheviks et S.R. avaient condamné eux aussi l'initiative des Finnois, voyant, comme Miljukov, quelque connivence entre les événements de Petrograd et d'Helsingfors, Tchernov et Tseretelli signèrent avec Kerenski le décret de dissolution. Lorsque, quelques jours plus tôt, les sociaux-démocrates finnois étaient venus au soviet de Petrograd expliquer leur attitude, le Bureau s'aligna sur la position du Gouvernement : il leur répondit sèchement « que les décrets *(sic)* concernant les droits suprêmes de la Finlande devaient être promulgués par le Gouvernement Provisoire et les relations mutuelles décidées par l'Assemblée Constituante ». Après les mesures de répression, la *Rabotchaja Gazeta* et *Novaja Jizn*', situés plus à gauche, émirent une critique timide, jugeant essentiellement « maladroite » la politique du Gouvernement. Seuls les bolcheviks se prononcèrent en faveur des Finnois, sans prononcer toutefois le mot d'indépendance et en parlant seulement des « droits » de la Finlande[38].

La crise alimentaire aidant, des grèves puissantes éclatèrent alors à Helsingfors et à Abo. Le gouverneur expliqua que « la dissolution ne voulait pas être une mesure contre-révolutionnaire, mais un acte sur la voie de l'établissement de droits véritables, une ouverture à la reprise du dialogue ». Néanmoins il prit des mesures pour empêcher la *Diète* de siéger, comme d'aucuns de ses membres en avaient dit avoir l'intention. Il y eut effectivement une épreuve de force, la troupe ayant dispersé les députés qui voulaient siéger malgré tout, mais l'affrontement ne fut pas aussi rude que l'avait craint Kerenski. L'autorité demeura « au pouvoir russe », concluait le général gouverneur Stakevitch[39].

Victoire à court terme, la défaite des sociaux-démocrates finnois aux nouvelles élections fut une autre victoire apparente pour le Gouvernement Provisoire. Elle ramena à la *Seim* une majorité non socialiste, où les Bourgeois et Agrariens dominaient et où le Parti suédois réapparaissait[40].

La situation générale se compliqua et s'aggrava du fait de l'avance allemande dans le golfe de Botnie et de la présence de la *Légion Finnoise* dans Riga occupée. Cette Légion était composée, pour l'essentiel, de membres de la bourgeoisie liés au parti agrarien. De leur côté, les Suédois intervenaient indirectement dans les affaires du pays, laissant entrer en Finlande les partisans (finnois) de la réunification avec la Suède et aidant à un actif trafic clandestin avec l'Allemagne : en juillet 1917, quatorze kilos d'or étaient confisqués par les autorités russes à Uléaborg, véritable plaque tournante de ces échanges, la frontière étant devenue « depuis la révolution, une passoire ». Les Russes étaient ainsi inquiets à la fois de la remontée du parti suédois et de l'aide que Stockholm apportait, au travers de la *Privata Central Bank*, au développement des rapports indirects entre les Finnois et les Allemands. Il était clair que les milieux de la bourgeoisie finnoise devenaient de plus en plus hostiles à la Russie maintenant que l'alternative d'un soutien germano-suédois devenait une possibilité à exploiter[41].

Les incidents se multipliaient entre Russes et Finnois, opposant le plus souvent ouvriers ou chômeurs russes et soldats à la jeunesse finnoise, le pays glissait à la guerre civile[42].

Les sociaux-démocrates, battus aux élections, déclaraient « qu'ils avaient d'autres moyens d'agir que les consultations électorales faites sous la terreur[43] ». De fait, cette « terreur » était moins le fait des autorités russes, en pleine décomposition, que des groupes d'autodéfense constitués par les Agrariens et les adversaires de la révolution sociale, plus ou moins liés aux Allemands[44]. À leur tour, les sociaux-démocrates constituèrent une « Garde de la Liberté populaire », en liaison avec les bolcheviks russes, notamment Smilga. Face à la *Seim* et au Sénat d'Helsingfors, un véritable pouvoir parallèle, favorable à l'établissement des soviets en Finlande, se constitua à Tammersfors[45]. Il exprima sa fidélité à la révolution d'Octobre tandis que la *Seim*, sans faire allusion à l'acte du 5 juillet, proclamait bientôt la souveraineté de la Finlande[46].

Ce chassé-croisé, comme les événements qui suivirent, semblait l'illustration des thèses du marxisme-léninisme sur les rapports entre lutte des classes et mouvement national.

Après le 25 octobre, le nouveau pouvoir bolchevik se trouva devant une situation embarrassante. S'il respectait les principes proclamés du droit à l'autodétermination, il devait reconnaître l'« indépendance » de la Finlande. Mais de quelle Finlande s'agirait-il ? Non plus de celle que les bolcheviks entendaient soutenir, c'est-à-dire celle qui représentait la classe ouvrière, mais bien la Finlande nationaliste et bourgeoise, victorieuse à ces dernières élections « effectuées sous la terreur[47] ». En tant que commissaire du peuple aux nationalités, Staline vint à Helsingfors le 14 août : il invita les sociaux-démocrates finnois à imiter l'exemple des Russes. Mais les conditions générales n'étaient guère propices : la gauche de la social-démocratie n'était populaire que pour autant qu'elle était à l'avant-garde du mouvement national, pas autrement.

À la demande pressante du gouvernement finnois constitué par la *Seim* et soutenu par l'opinion, le Gouvernement soviétique dut reconnaître l'indépendance totale de la Finlande (6 août 1917).

Selon les termes de Staline, il avait agi « contre sa propre volonté, donnant la liberté, non au peuple, mais à la bourgeoisie qui par un étrange concours de circonstances se trouvait recevoir l'indépendance des mains de la Russie socialiste[48] ». Formulée au moment où s'ouvraient les négociations de Brest-Litovsk, la reconnaissance de l'indépendance de la Finlande donnait une réalité aux thèses bolcheviks sur le droit des peuples ; elle avait ainsi valeur d'exemple.

Les bolcheviks avaient promis leur aide « aux camarades finnois[49] ». Stimulés par la présence voisine du régime soviétique, qui survivait, la gauche de la social-démocratie finnoise, deux mois plus tard, tentait avec l'aide de la Garde Rouge de prendre le pouvoir. Aussitôt, un Gouvernement soviétique finnois se constituait, que, situation paradoxale, Moscou reconnut également. Des contingents russes, un millier d'hommes environ, apportèrent leur aide aux Finnois Rouges. Helsinki fit alors appel à l'aide des Allemands. En quelques mois, les soldats de Mannerheim et les Allemands noyaient l'insurrection dans le sang, une véritable Terreur Blanche qui faisait près de quatre-vingt mille victimes. Au reste, il semble que les Allemands aient participé à l'écrasement du mouvement après sa défaite due aux Blancs, plus qu'aux opérations militaires proprement dites, car il leur avait fallu préalablement triompher de la Flotte rouge, russe, qui

tenait les passes du golfe de Botnie et celle-ci offrit une longue et vive résistance[50].

Le Gouvernement Rouge avait disparu. Le traité du 1er mars 1918 entre la *Seim* et les soviets en faisait le constat. Il était prévu qu'en cas de nouveau conflit entre la Russie et la Finlande, la gauche de la social-démocratie suédoise jouerait les arbitres. Concession faite à la gauche bolchevik, une co-citoyenneté finno-russe était créée, reconnue dans le traité.

Parallèlement, deux autres faits complétaient les traits d'une politique qui ne voulait pas abandonner les Finnois Rouges et tirait ainsi deux traites sur l'avenir :

- – Un parti communiste finnois naissait en exil ;
- – Un mouvement séparatiste se constituait en Carélie finnoise, stimulé par les soviets. Parallèlement, au nom du droit des masses laborieuses à l'autodétermination, la Carélie était promue au statut de République soviétique et ainsi se constituait une unité territoriale finno-carélienne[51].

Le parti communiste finnois (S.K.P.) avait été créé à Moscou. Ayant des liens spéciaux avec le parti bolchevik russe, O. Kuusinen, son fondateur, joua un rôle particulièrement important dans le Komintern. Depuis la Carélie, le S.K.P. aida à la survie des débris du parti, rescapés de la Terreur Blanche. Toutefois, l'extension de ses activités aboutit à l'interdiction du S.K.P. Dans les années trente, il semblait bien que l'établissement d'un régime soviétique en Finlande était un problème du passé.

Novembre 1939. Devant la menace d'une guerre avec l'Allemagne, Staline voulut renforcer la défense de Léningrad par l'acquisition du détroit de Vyborg. Il n'avait pas d'autres ambitions territoriales. Pourtant, persuadé par les communistes finnois que l'heure de la lutte des classes avait à nouveau sonné en Finlande, il approuva la formation, dans l'isthme de Carélie, d'un Gouvernement fantoche finnois, dit Gouvernement de Terioki. La faillite de cette expérience fut encore plus amère que l'expérience de la tentative de 1919 : le Premier ministre désigné par Staline, Arvo Tuominen, passa lui-même dans l'autre camp, se ralliant au Gouvernement Tanner « qui défendait l'indépendance de la Finlande ». La « guerre de l'hiver » se termina par un traité aux termes duquel les Soviétiques annexaient la zone convoitée. Ils ne demandaient même pas la re-légalisation du parti

communiste finnois. Le Gouvernement fantoche de O. Kuusinen disparaissait de la scène[52].

Pas pour toujours. Un an plus tard, fort des victoires allemandes sur le front de l'Est, le Gouvernement Tanner entreprenait une « guerre de revanche ». Cette troisième guerre finno-soviétique s'achevait par la défaite des Finnois. En 1945, leur parti redevenu légal, les communistes finnois formaient une Union démocratique, à l'image de celles qui se constituaient dans les pays occidentaux. Ils contrôlaient cette Union sans y être pour autant majoritaires ; aux élections générales, l'Union gagnait 23 % des sièges ; ils entraient au Gouvernement et obtenaient les ministères de l'Intérieur et de la Défense, ce qui avait été refusé à cette époque à Thorez et Togliatti[53].

En février 1948, au lendemain du « coup de Prague », Staline demanda au Gouvernement finnois de signer un traité « d'amitié, de coopération et d'assistance » dont les termes étaient ceux de l'accord conclu avec la Hongrie et la Roumanie. Le Premier ministre tergiversa. Le ministre de l'Intérieur (communiste) prévint-il le chef d'État-Major qu'un « coup » se préparait ? S'en préparait-il un ? L'armée désarma la police et les « troubles » annoncés par le S.K.L. n'eurent pas lieu.

Cette affaire n'eut pas de suite, et aux élections suivantes les communistes perdirent des voix, puis des sièges et des ministères. Le retour ultérieur de quelques communistes au pouvoir ne dut rien à l'intervention de l'Union soviétique. Celle-ci rompait à nouveau avec toute politique d'ingérence dans les affaires *intérieures* finnoises : en échange elle obtenait des garanties quant à la conduite de la politique extérieure d'Helsinki. Cette castration de l'indépendance, qualifiée par ses adversaires « finlandisation », et qu'expliquent les problèmes de proximité, créa une sorte d'équilibre accepté par les deux parties. Il n'a été enfreint que très récemment lorsque, sur la demande explicite de l'U.R.S.S., une première mesure de politique *intérieure* a été prise par le Gouvernement d'Helsinki : il interdisait la traduction en finnois de certaines œuvres des contestataires soviétiques[54].

MODÈLE DES RELATIONS AVEC LES NATIONALITÉS NON-INTÉGRÉES

L’exemple finlandais met en place à la fois le modèle de la politique soviétique des nationalités et celui de son comportement vis-à-vis des États-nations voisins.

1. Le principe du droit à l’autodétermination. Il fut reconnu, au bénéfice de la *Seim,* tant que la Finlande naissait des décombres de l’ancien régime. Un premier glissement dans le vocabulaire eut lieu à partir du moment où l’« étape de la révolution bourgeoise » était ainsi franchie. Le droit à l’autodétermination passa de la nation à la classe ouvrière : ainsi le Gouvernement de Tammersfors fut reconnu à son tour. Ce glissement permit de reconnaître, avec cette argumentation, le Gouvernement soviétique de Kharkov, après que les mêmes soviets aient reconnu la souveraineté de la Rada. Légitimé et explicité par Staline à l’occasion de la crise ukrainienne, l’application du principe s’étendit, ultérieurement, à la Pologne et aux États baltes.

Un deuxième glissement eut lieu plus tard, à la fin de 1919, lorsqu’au VIII[e] Congrès, une proposition fut adoptée : la décision d’autodétermination ne reposait plus sur la classe ouvrière mais sur *le parti* de la classe ouvrière, i.e. sur le parti communiste : selon H. Carrère d’Encausse, l’exemple du rattachement à l’U.R.S.S. de Bukhara repose sur l’application de ce principe[55].

2. Tant que l’instance la plus révolutionnaire n’accomplit pas sa vocation ré-unificatrice, le traité d’État à État prend le pas sur les rapports entre partis communistes. Par deux fois, le P.C. finnois eut à se sacrifier aux intérêts de la République soviétique russe, qui a joué le rôle de réserve révolutionnaire stratégique. Maintenir une action contre un État avec lequel Moscou a conclu un pacte d’amitié affaiblit ou met en danger la position de l’U.R.S.S., forteresse de la révolution, et devient ainsi une action contre-révolutionnaire. Les communistes qui résistent à la nécessité d’un tel « recueillement » sont exclus ou liquidés. Il en alla ainsi, en Finlande, de K. Manner, ultérieurement de dirigeants communistes lettons, polonais, turcs.

3. La constitution d’un parti communiste en exil, par exemple pour la Finlande et la Lettonie, peut se doubler de la création d’un second parti communiste lorsque la politique du parti communiste né hors U.R.S.S. ne se conforme pas à la stratégie ou à la tactique élaborées par le Komintern ou par le Gouvernement soviétique : ce sera, après la Deuxième Guerre mondiale, le cas de la Grèce, de l’Inde, etc.

4. La création d'un mouvement national au voisinage de la frontière de l'U.R.S.S. permit, avec la Carélie, de fournir une base territoriale aux éléments épars du S.K.P., de revendiquer des territoires de souveraineté finnoise, de permettre la mise en cause de la légitimité des frontières, de justifier un éventuel accroissement du territoire[56]. En effet, on cherche en vain dans les archives, avant octobre 1917, l'existence d'un mouvement national en Carélie ; l'État de Carélie fut néanmoins constitué ultérieurement en République soviétique. Création de toutes pièces qui s'appuie sur le particularisme local érigé en sentiment national. Ce procédé fut appliqué à nouveau dans le cas de la Biélorussie ; avec cette variable qu'il existait un mouvement national biélorusse, très minoritaire, que contestaient les bolcheviks avant Octobre, qui fut ensuite légitimé et revalorisé après 1918 pour autant qu'il permettait de réduire le territoire de la Lituanie et de la Pologne indépendantes dont les visées expansionnistes étaient illimitées. En Asie centrale, la création d'États et de nationalités multiples permit de diviser le mouvement musulman en s'appuyant sur les particularismes locaux.

5. La création, au reste fugitive, d'une fédération carélo-finnoise, conçue ou non comme une étape, fut un procédé utilisé ultérieurement au Caucase, avant d'être généralisé lors de la Constitution de l'U.R.S.S.

6. La formation d'une armée du type des forces finnoises-rouges en territoire soviétique, fut reprise plusieurs fois (notamment dans le cas de la Pologne pendant la Deuxième Guerre mondiale). L'aide de troupes soviétiques *russes*, patente en Finlande mais limitée, fut pratiquée plus largement encore dans le cas de la Mongolie extérieure, au Caucase, etc. La conquête de la Géorgie, dont l'indépendance avait été reconnue, fut une conquête militaire pure et simple, sur ordre de Lénine.

7. L'intervention de l'étranger, réelle et limitée à l'origine, mais virtuellement importante, sinon vitale pour la sauvegarde de l'U.R.S.S., justifie et explique la participation directe des troupes soviétiques : contre les Allemands et les Suédois en Finlande, contre les Allemands en Ukraine, contre les Anglo-Canadiens au Caucase, contre les Japonais en Mongolie, etc. Elle assura l'indépendance des pays baltes jusqu'en 1939. Mais il n'y avait plus de soldats étrangers en Géorgie, quand, au nom de cette menace, le pays fut envahi et dut signer un traité « d'alliance[57] ».

MODÈLE DES RELATIONS AVEC LES NATIONALITÉS INTEGRÉES

La Finlande résista toujours avec vivacité ou violence à toute ingérence directe de l'U.R.S.S. ou du Komintern. Elle demeura longtemps indépendante et elle l'est encore en grande partie.

Depuis octobre 1917, d'autres nationalités furent à nouveau réunies à la République des soviets (ou plus tard associées à elle) par la combinaison de ces procédés. Cette variable les différencie de l'exemple finnois, surtout celles qui font désormais partie intégrante de l'Union soviétique.

Pour mettre en route le processus de ré-union, H. Carrère d'Encausse montre que Lénine procéda généralement en deux temps[58] :

– d'abord une alliance bi-latérale était conclue avec l'État national après la reconnaissance ou la perte de sa souveraineté ;

– ensuite fut mise en place une procédure de réunion accompagnée de la perte, l'un après l'autre, des différents attributs de la souveraineté : forces militaires autonomes, diplomatie indépendante, etc. Pour l'Ukraine, la Géorgie, etc., le processus était achevé dés 1923-1924, i.e. avant ce qu'on appelle l'époque stalinienne, qui se définit plus par la liquidation violente des résistances à la ré-union, notamment des instances qui proposaient une alternative à la politique de Moscou (socialisme pan-islamique de Sultan Galev, Poale-Zion, etc.), que par une orientation spécifique[59].

Lénine eût désiré que la ré-union s'effectuât à travers des accords librement négociés. Pas un instant, il n'avait imaginé que devenues libres, les nations pourraient survivre comme entités, et ne se réunir à la République des soviets que contraintes et forcées. Devant la faillite de cette espérance, Lénine mit en cause le chauvinisme grand-russe. En vérité, les co-responsables de cette politique, qui au reste furent rarement des Russes, obéissaient essentiellement à un réflexe autoritaire, centralisateur, une sorte de néo-jacobinisme, dont le bolchevisme ressuscitait la tradition, et qui fonctionna dès le succès d'Octobre : en atteste l'exemple de la Finlande et de l'Ukraine.

En tous les cas de réunion, une fois celle-ci achevée, cette action du pouvoir soviétique se doubla de toute une série de mesures.

1. La dé-russification des instances chargées de décider du statut de ces territoires non russes, sauf en cas d'impossibilité. Dés son origine le

Narkomnats fut composé de non Russes, bien qu'il fût souvent difficile de trouver un seul bolchevik dans chaque nationalité[60].

2. La régénération des cultures nationales, qui alla quelquefois jusqu'à une véritable résurrection, voire autorévélation. De la sorte, il était mis fin à toutes les frustrations collectives réelles ou latentes. En ce sens, aucun régime n'a autant fait pour les « cultures minoritaires », les utilisant dans l'intérêt même de l'État[61].

3. La constitution de toute une constellation d'entités nationales et fédérales permit de constituer une intelligentsia non russe et de lui confier sur place des fonctions para-étatiques, au moins au niveau de la représentation.

4. L'injection d'un nombre croissant de cadres non russes dans le système institutionnel fédéral, à l'échelon pan-soviétique, fut une politique constante. Cette pénétration fut lente mais irréversible et ininterrompue même si, au sommet, on assiste à un retournement en faveur des Russes depuis le milieu des années vingt (voir le chapitre VII).

5. La création du statut de la double nationalité, fédérale et nationale, ressentie par la majorité des non Russes comme une promotion politique fut au contraire considérée comme une mesure vexatoire par les citoyens dont la nationalité n'avait pas de statut territorial, notamment les Juifs, mais pas par les Grecs des bords de la mer Noire.

6. La liberté donnée à chaque citoyen de choisir sa propre nationalité ne fut guère utilisée, même par les Juifs. S'ils se voulaient Juifs, il y avait là un renoncement ; s'ils se voulaient citoyens soviétiques, le choix de la nationalité se heurtait aux réactions racistes des fonctionnaires du territoire sur lequel ils se trouvaient, notamment en Ukraine, mais en Russie aussi[62].

7. Légalement, l'existence d'une nationalité russe soviétique ouverte à tous depuis 1918 permet la soviétisation des non-Russes, même de l'extérieur : par exemple, les Polonais et Juifs non reconnus comme citoyens dans l'Estonie réactionnaire de 1939 furent faits citoyens russes de droit. Cette loi d'esprit internationaliste est-elle encore appliquée ?

8. La lente soviétisation par la loi des Russes et des non-Russes aboutit à une unification des cultures, à une égalitarisation des statuts. Sur le problème national, l'utopie marxiste aurait-elle le dernier mot[63] ?

Pourtant avec la réaction stalinienne et les violences qui l'accompagnèrent notamment à l'encontre des nations que la Seconde Guerre mondiale mit en relations avec les Allemands (Tatars de Crimée,

Ingouches, Chechen, Allemands de la Volga, etc.), la soviétisation fut ressentie, aussi bien en Ukraine qu'après guerre dans les États Baltes, en Kirghizie, etc., comme une reprise de la russification dans la mesure où le haut de la hiérarchie ne cessait de se russifier (cf. le chapitre vu). La multiplication des lois communes à toute l'U.R.S.S., sans être nécessairement marquées du sceau de la Russie, fut reçue comme telle, pour autant que l'égalisation des statuts pouvait être considérée comme la subversion des traits spécifiques de l'identité nationale[64].

9. De son côté, le sentiment national russe réagit à son tour à la lente colonisation des instances soviétiques (sauf au sommet) par les nationalités. Réaction souvent à contre-temps, pour les Juifs notamment, la tête de l'État n'ayant été aux mains des non-Russes qu'au tout début de l'ère soviétique (voir le chapitre VII).

Ce réveil du sentiment national russe est ainsi l'envers de la résistance des nationalités : il est en tous cas une des formes de l'opposition latente au régime.

1. Cela était apparu clairement à la Conférence des Nationalités de Lausanne, en 1916, où étaient présentes un grand nombre de nationalités de l'Empire, à l'exclusion de leurs organisations socialistes. Sur ce problème et sur la situation générale des nationalités devant le problème de la guerre, voir notre article de 1961, des *Cahiers du Monde Russe et Soviétique, op. cit.*, 370, p. 131-139.

2. Parmi les ouvrages récents sur l'émigration après 1917, signalons Hans Erich Volkmann, *Die Russische Emigration in Deulschland 1919-1929,* Holzner-Verlog, Worzbourg, 1966, p. 154 ; sur les rapports entre la 1re émigration et la 2e, notamment aux U.S.A., dans les pays Baltes, en Europe orientale avant 1939, on lira *Lloyd-Journal,* livre 2, Paris, 1931, p. 144 (en russe).

3. Sur les aspirations exprimées par les nationalités en février 1917, cf. première partie, p. 158-170 et 204-243.

4. *Ibid.* et von Tatarow, « Der Zusammenschlusz der Russischen Muhammedaner ». in *Neue Orient,* juin 1917, p. 268.

5. Cf. première partie, p. 204-243.

6. *Ibid.* et Dimanchtein, *op. cit.*, 364, p. XXXIX.

7. Hayit, *Turkestan im XX Jahrhundert,* Darmstadt, 1956, passim.

8. Rappelons que la formule d'autonomie extra-territoriale convient aux peuples qui n'ont pas de base territoriale, Juifs, Arméniens de Géorgie. Grecs de Crimée, etc. : un organisme central

légifère souverainement, depuis Petrograd, pour tous les citoyens appartenant à la nationalité.

9. Cf. première partie, p. 204-239.

10. *Ibid.* et B. Gurevitz, « Un cas de communisme national en U.R.S.S., le Poale-Zion, 1918-1928 », *CMRS*, 1974, 3-4, p. 333-363.

11. *Ibid.* et Tokarev, *op. cit.*, 356, p. 87-89.

12. Sur les problèmes de l'Islam russe, renvoyons aux travaux de Bennigsen-Quelquejay, *op. cit.*, 400 et de H. Carrère d'Encausse, *op. cit.*, 402. Sur les mouvements féministes musulmans, cf. notre première partie, p. 225-226 ainsi que les travaux cités n^{os} 663 à 666.

13. Même alliance des bolcheviks et des jadid en Turkestan, cf. Carrère d'Encausse, *op. cit.*, 402, p. 22S et suivantes.

14. Dimanchtein, *op. cit.*, 364, p. 443-457.

15. Sur l'attitude du congrès des soviets, voir p. 427 et suivantes.

16. Dimanchtein, *op. cit.*, 364, p. 634, ainsi que, pour un exposé d'ensemble R. Pipes, *op. cit.*, 365, p. 53 75.

17. *Neue Orient* du 15 août 1917, p. 516 et suivantes.

18. Reshetar, *op. cit.*, 387 et *Les Journaux.*

19. Sur l'ensemble du problème, renvoyons aux ouvrages indiqués note 10 ainsi qu'à Zenkovski et Park, *op. cit.*, 404 et 405. Sur l'attitude des bolcheviks à Kazan, cf. Muharjamov, *Oktjabr'i nacional'nyi vopros v Tatarii*, Kazan, 1958, p. 40 et suivantes.

20. Zenkovski, *op. cit.*, p. 144 et dépêche B.V.

21. *Ibid.*

22. *Us foreign relations. Russia*, II.

23. Texte dans *Neue Orient* du 5 août 1917. On garde le souvenir de la grande révolte de 1916, cf. tome I, p. 164-165.

24. H. Carrère d'Encausse, *op. cit.*, 402, p. 190-239.

25. Dimanchtein, *op. cit.*, 364, p. 56.

26. Session du Conseil de la République, in *Vestnik, op. cit.*, 51, 14-23 août 1917.

27.

Le sens du décret sur la paix est bien expliqué dans Arthur Ransome, *Six weeks in Soviets Russia,* London 1919. Pour le contexte, on se reportera aux ouvrages classiques de E.H. Carr, *op. cit.,* 276, tome III, les chapitres 1 et 2 ; I. Deutscher, *op. cit.,* 283, chapitres 10 et 11 ; ainsi qu'à A.O. Tchubarjan, *Brestskij mir,* Moscou. 1964.

28.

Gankin et Fisher, *op. cit.,* 37, p. 691 et 693.

29.

Cf. Carr, *op. cit.,* III, p. 16, et I. Deutscher, *passim.*

30.

Gankin et Fisher, p. 683 et suivantes, ainsi que Carr, III, 116-117.

31.

Sur la naissance du Komintern, outre les ouvrages indiqués tome 1. p. 580-581, on lira utilement, *Premier Congrès de l'Internationale communiste,* textes intégraux publiés sous la direction de Pierre Broué. Paris, EDI, 1974. 300 p.

32.

Sur la théorie générale du problème national du point de vue des marxistes avant 1914, cf. G. Haupt, *op. cit.,* 707, p. 9-63 ; et notamment, pour Lénine, les pages 52-61 ; ainsi que H. Carrère d'Encausse, *op. cit.,* 706. Sur l'historique de la position des partis politiques russes, notamment les bolcheviks, voir p. 165-169 et pour février-octobre, p. 424-429.

33.

Hélène Carrère d'Encausse, *ibid.,* p. 230.

34.

Cf. p. 205-206 et 435-437.

35.

ibid. Sur la Lettonie, « bolchevisée » avant la Russie, mais qui fut bientôt occupée par l'Allemagne, cf. Ezergailis, *op. cit.*. 710.

36.

Delavoix. *op. cit.,* 380, p. 80 et *BPP, op. cit.,* 43, du 5/18 juillet 1917.

37.

Ibid. et Dimanchtein, *op. cit.,* 364, p. 68-69.

38.

Dimanchtein, p. 47 ; éditorial de Bazarov dans *Novaja Zizn'*du 20 juillet pour les bolcheviks, *Rabotchii Soldat* du 5 août.

39.

Dimanchtein, p. 55 et 70 ; sur la crise alimentaire, cf. une déclaration de Pechehonov d'après laquelle « sur 4 000 wagons de blé destinés à la Finlande. 348 avaient été chargés et un seul était parvenu à destination à la date du 22 août. *BPP* du 22 août.

40.

Les sociaux-démocrates obtenaient 92 sièges (– 11), les partis bourgeois 108 ou 109 selon les pointages (+ 11 ou + 12). Parmi ceux-ci. le parti suédois obtenait 21 sièges. Le nombre des voix était respectivement de 30 106 pour les sociaux-démocrates contre 41 222 à la coalition anti-socialiste. Dépêche ATP des 21 août et 2 août 1917.

41.

Sur les échanges avec la Suède. Helsinki, *op. cit.,* 1270/1275 ; 2, 1 ; 2, 23 ; 2. 37 ; 2. 40 ; 2. 44 ; et le témoignage du capitaine de vaisseau Dumesnil qui télégraphiait à l'État-Major de la Marine à Paris, le 22 août 1917 : « Je veux croire que l'attitude des Finlandais et leurs sentiments pour les puissances de l'Entente seront divulgués par la presse alliée et que nous cesserons de considérer comme des opprimés des gens qui nous sont si délibérément hostiles

alors qu'ils ont largement profité de la guerre sans verser jamais l'impôt du sang. » *Vincennes*, bulletin 11, p. 7 et bulletin 10. p. 6.

42.

Incidents près de Vyborg et de Raibol, Helsinki, *ibid.*, 1, 8 ; 1, 10.

43.

Déclaration de Tokoi, in Soderhelm, *op. cit.*, 381, p. 30.

44.

Ibid., p. 25-26.

45.

Le groupe de Tammersfors contrôlait également Torneo, Beloostrov. Il établissait des papiers à en-tête, déclarait assurer l'ordre, lutter contre la délinquance, veiller à l'application des lois, combattre la contre-révolution. Helsinki, *ibid.*, 2, 46.

46.

Dans son rapport au *Tsik*, Sokolov déclarait que la non-reconnaissance du Gouvernement Provisoire (par la Seim) était un « acte de méfiance envers la coalition, mais pas un véritable appel à la non-exécution de ses décisions ». Il conseillait également au Gouvernement de satisfaire à sa demande de départ des troupes russes (le 27 août). CGAORSSSR, 6978, 1, 190.

47.

Izvestija Peterburskogo Kommissariata po delam Nacionalnostej, p. 9-21.

48.

Staline, *op. cit.*, 257, tome IV. p. 1-5 et 22-24.

49.

Lénine déclarait le 22 août : « Aujourd'hui nous faisons la "conquête" de la Finlande (j'emploie ce mot détestable) non comme le font les capitalistes, les rapaces internationaux, mais en offrant à la Finlande la liberté totale de s'unir à nous ou à d'autres peuples. Nous garantissons le soutien total aux travailleurs de toutes les nationalités contre la bourgeoisie de tous les pays. » Lénine, *op. cit.*, 129, tome XXVI, p. 360.

50.

Il y aurait eu 20 000 tues et 70 000 incarcérés selon U. Sirola, *Izvestija Peter. Kom. po delam Nac*, 1920, pass. et Carr, *op. cit.*, 276, tome I, p. 294-295.
Sur la guerre civile en Finlande, on lira l'étude de C. Jay Smith, in T.T. Hammond, *The anatomy of communist takeovers.* Yale 1975, p. 71-94, qui analyse de près le rôle réel des Allemands, ainsi que l'ouvrage de Fol. *op. cit.*, 718, que nous n'avons pas pu consulter.

51.

Sur les mouvements pro-finnois et pro-russes de Carélie, cf. von Hedenstrom, *Geschichte Russlands 1879-1918*, Berlin, 1922. p. 317, ainsi *qu'Izvestija P.K.*, *op. cit.*, note 45, p. 21-27. Sur la République de Carélie. K. Arxippov, *Sovetskie avtonomye oblasti i respubliki.* Moscou 1925, p. 58-59.

52.

Kevin Devlin, « Finland in 1948 : the lesson of a crisis », in T.T. Hammond, *op. cit.*, note 48, p. 433-448, avec une bonne bibliographie.

53.

Ibid.

54.

Ibid.

55.

Sur ce deuxième glissement, cf. H. Carrère d'Encausse. *L'Union Soviétique de Lénine à Staline*, Paris. 1972, et p. 111-127. Les exemples cités dans ce modèle sont empruntés aux

exposés de Carr, Pipes, et Carrère d'Encausse, cité ci-dessus. Outre les ouvrages de Branko-Lazitch et Drachkovitch, déjà cités, nous avons également utilisé, des mêmes, *Biographical Dictionary of the Comintern,* Hoover Institution Press, 1973, 456 p.

56.

Sur le problème des frontières de l'U.R.S.S., cf. J.B. Duroselle (éd), *Les frontières européennes de l'U.R.S.S. 1917-1941,* Paris, 1957.

57.

On comparera ce texte à T.T. Hammond, « The communist takeover of Outer Mongolia : Model for Eastern Europe ? », in T.T. Hammond, *op. cit.,* p. 107-145.

58.

Carrère d'Encausse, *op. cit.,* note 53.

59.

La tradition communiste anti-stalinienne a beaucoup prêté à Staline. Cf. pour Racovski et le problème national, l'article de F. Conte, « la polémique Racovski-Staline (1921-1923) ». dans *CMRS,* XVI (1), 1975. p. 111-117. Pour tout le problème de la bureaucratie dite stalinienne, cf. le chapitre 16.

60.

Cf. Carr, *op. cit.,* 1. chapitre 10, l'appareil. Les mêmes cas « d'impossibilité » se retrouvèrent lors de la création des sections du Komintern, dont l'histoire fourmille en anecdotes sur ce problème.

61.

Cf. l'excellente analyse de Paula G. Rubel sur les Kalmuks dans *Soviet Nationality problems,* Columbia, 1971, p. 211-241.Sur la contradiction entre les théories marxistes et la pratique lénino-stalinienne concernant les nations et les ethnies, voir H. Carrère d'Encausse *op. cit.,* 708.

62.

George Ginsburgs, *Soviet citizenship law. Leyden, 1968.*

63.

Évolution d'autant plus remarquable qu'elle surmonte le handicap d'une évolution démographique différentielle défavorable, la population non slave s'accroissant plus vite que la population slave, les Tatars plus vite que les Russes ou les Baltes. On peut considérer comme un bon révélateur le nombre de femmes qui ont poursuivi des études secondaires. Dès 1959, le rapport était de 2 à 1 entre la République la plus avancée, la Lettonie et la République la plus attardée, l'Uzbekistan ; en 1917, ce rapport était infini. Sur ces problèmes, voir M. Suzikov et G. Demakov, *op. cit.,* 717.

64.

Cf. *Ferment in the Ukraine, op. cit.,* 720.

CHAPITRE XIV

LA RÉVOLUTION AU VILLAGE

Le 26 octobre 1917, en pleine insurrection, les élus bolcheviks au II^e^ congrès des soviets eurent à répondre à un questionnaire. Leur parti voulait connaître la représentativité du soviet dont ils étaient les délégués, le nombre des élus non bolcheviks, les activités du soviet pendant la période de réaction et toutes sortes d'autres informations. Les délégués de cent quarante soviets répondirent à la plupart des vingt-huit questions. Quelques-unes d'entre elles, toutefois, demeurèrent sans réponse : la question 19 notamment. Elle était ainsi libellée :

> 19. « *Y a-t-il eu des désordres agraires (dans votre région) ? Quelle est l'influence du soviet parmi les paysans, quel rôle joue-t-il dans le mouvement des campagnes ?* »

Sur cinquante des cent quarante questionnaires, à l'emplacement de la réponse, il y a un blanc ou bien il est écrit « nous ne savons pas ». Sur les autres, l'existence ou l'absence de troubles agraires est mentionnée d'un mot, sans commentaires. Il est fait allusion au rôle du soviet quinze fois en tout ; encore est-ce quelquefois pour préciser que « l'ancien soviet était hostile à l'occupation des terres ». Son « influence » est jugée importante, prédominante dans quatre ou cinq questionnaires, ceux des soviets de Nikolaev, Vladimir, Elinskij, Gusev[1].

Ce bilan pose un problème. Si telle est l'ignorance des élus des soviets sur la situation dans les campagnes, quelle est la relation du mouvement paysan à la révolution qui se déroule en ville, aux armées ? Y a-t-il autonomie ou greffe, unité ou multiplicité des mouvements ? Le passé de la Russie, le mutisme des délégués, le choix même des expressions qu'ils utilisent (désordres, excès) plaident en faveur d'un isolement relatif des actions, des perspectives. Ils invitent à aborder la révolution à la campagne en partant non pas de la politique des partis politiques, du rôle de Lénine et des bolcheviks, voire de l'attitude du Gouvernement devant la question agraire prise dans son ensemble, mais du haut d'observatoires particuliers : un village au cœur de la zone des troubles, les comités et assemblées où les

paysans font l’apprentissage de la politique. On comprend mieux, ainsi, les difficultés qu’elle a rencontrées.

1. LIEUX ET MODALITÉS DE LA RÉVOLUTION PAYSANNE L'ISOLEMENT DU VILLAGE RUSSE

En Russie, cet isolement du village et le compartimentage des sociétés et des cultures dataient de loin[2]. Il était le résultat de la longue guerre que l'État avait livrée à la paysannerie pour la dominer, pour la fixer au sol. Naguère, l'institution du servage avait eu pour objet de la maintenir en place, de l'obliger à cultiver la terre. Depuis lors, durant toute son histoire, le paysan avait cherché à s'affranchir, par la révolte ou par la fuite. Peu d'histoires nationales comptent autant de révoltes paysannes que celle de la Russie : près de trois cents entre 1775 et 1800, près de douze cents entre 1826 et les réformes de 1861. Peu d'histoires nationales connaissent un effort si constant de la paysannerie pour fuir la terre de ses ancêtres, ni une telle coalition des autres forces sociales pour l'en empêcher. Dès 1658, un oukaze assimilait la fuite à un crime et en 1682, sur la demande des marchands, un autre oukaze interdisait aux paysans de se rendre à la ville pour y vendre leurs produits. Lors de l'émancipation, deux siècles plus tard, les marchands demandaient au tsar que l'interdiction soit confirmée, que l'achat et la vente des produits de la terre demeurent leur monopole. En fait, l'acte libérateur permet à de nombreux paysans de se faire ambulants, colporteurs. Ces ambulants se multiplient à la fin du siècle mais, vu la faiblesse du réseau permanent de distribution, ce changement de statut ne contribue pas plus que le départ d'un grand nombre de paysans en Sibérie à sortir le village de son isolement culturel[3].

Sauf dans les provinces de l'Ouest et en Ukraine, plus ouvertes à l'extérieur, la communauté rurale, l'obchtchina, règne en maître. Elle règle les rapports des villageois entre eux, leur relation avec l'intendant, avec l'Église, avec les représentants du tsar. Depuis les réformes de 1861, elle a acheté les terres qui ont été mises en vente, mais, pour les payer, ses membres sont désormais endettés à vie. Ainsi, le sort de ces paysans ne s'est guère amélioré, et sur les terres relativement riches de Russie centrale, leur lot s'est réduit depuis l'émancipation. Est-ce cela la libération ? Des prophètes annoncent que bientôt une autre libération viendra : le jour où la terre sera distribuée gratuitement à ceux qui la travaillent. En attendant,

périodiquement, l'obchtchina procède à des redistributions, le plus souvent en fonction du nombre d'hommes dans la famille ; mais elle garde la haute main sur la terre, les paysans ne pouvant ni vendre, ni acheter, ni hériter, ni choisir leur assolement. Les paysans demeurent ainsi soudés. Si chacun souhaite échapper à ces contraintes, avoir sa terre à lui, être son maître, devenir un hozjain, ils n'en demeurent pas moins solidaires et le Mir, la communauté, est leur monde, leur seul horizon[4].

En 1905, les soulèvements paysans éclatent, pour l'essentiel dans ces régions de misère où règne le partage périodique. Les réformes de 1906 ont pour objet de prévenir de nouveaux soulèvements, de briser la solidarité paysanne en créant une classe de paysans aisés. Des avantages et des garanties sont offerts aux paysans qui veulent sortir de l'obchtchina et la réforme obtient des résultats mais surtout là où un commencement de différenciation sociale avait déjà affaibli l'obchtchina (Ukraine) et encore là où la ville, avide de main-d'œuvre, pousse les paysans les plus mal lotis à vendre leur lot aux plus aisés : provinces de Moscou, de Vladimir, provinces baltes où les rapports entre la ville et la campagne ont toujours été plus étroits. Parallèlement, les paysans les plus prospères sortent de la commune ; ils n'ont plus à en subir les contraintes. Ces *Otrubniki* sont un objet d'envie pour ceux qui n'ont pas pu acheter, emprunter, payer en annuités, c'est-à-dire pour la majorité, au moins dans ces régions centrales, le cœur du pays, où l'économie communautaire règne toujours à la veille de 1917[5].

Ainsi, tardive et brutale, l'invasion du capitalisme ébranle, par étapes successives, l'unité structurale des campagnes de Grande et de Petite Russie[6]. Dans certaines régions, la différenciation sociale a commencé plus tôt que dans d'autres. Elle a pu aboutir à la disparition de la Communauté rurale. À l'opposé, dans le cœur du pays, les paysans vivent dans l'attente messianique d'un changement.

Des secteurs entiers de la société rurale demeurent stagnants, isolés. Le maître à qui on loue un surplus de terre vit à la ville ou à Petersbourg ; hormis l'intendant, le collecteur d'impôts ou le Cosaque qui vient rafler les hommes à la déclaration de guerre, le village ignore tout du monde qui l'entoure, sinon qu'il est hostile[7]. De son côté, l'État ignore également tout des us et coutumes de la Commune. Le village est *terra incognita,* l'Église le considérerait même volontiers comme schismatique. D'ailleurs les Raskols y sont nombreux. À Viritiano, dans la province de Tambov, par

exemple, le pope ne participe même plus aux trente fêtes religieuses de l'année, à part Pâques[8]. Quelques idées révolutionnaires ont pu filtrer, atteindre les campagnes de Saratov, de Penza, de Vladimir où, en 1905, des fraternités de paysans armés se sont constituées. La propagande égalitariste S.R. trouve quelque écho chez ces paysans où l'on souhaite que la redistribution joue pour tous, et pas seulement pour ceux qui ne possèdent rien[9].

La révolution de Février au village

Une lettre signée par deux sœurs apparemment sorties d'une nouvelle de Tchékov dit assez bien ce que fut la révolution au village. Elle est enregistrée à la date du 19 mai dans un dossier sur la province de Penza. « Tout était calme jusque-là… Nous possédons environ trois mille déciatines et faisions travailler près de cent salariés… (…) Depuis quelques semaines, la situation a changé. Des lettres de notre intendant, il ressort que les paysans ont saisi une partie de nos terres, nous laissant quarante-cinq déciatines, et mettent eux-mêmes en culture le reste. Ils utilisent nos prés, nos pâturages pour leur bétail. Un peu plus tard, le "comité de village" nous a interdit de vendre du bétail. Il ne sert donc plus à rien de le nourrir ; or la vente de ces bêtes est nécessaire à la bonne marche de notre propriété. Enfin, en accord avec une décision du "comité de volost", on nous a retiré nos prisonniers de guerre et aussi des journaliers qui travaillaient pour nous. On laisse ainsi le domaine dans une situation sans espoir. Tous les discours et objurgations de notre intendant n'y ont rien fait. Et l'humeur de ces paysans reste aussi agressive[10]… »

Cette lettre fournit une chronologie et décrit un comportement : l'attente des paysans d'abord, puis des initiatives individuelles, des mesures prises par le village ; l'application des décisions adoptées à l'échelon de la volost, enfin leur insatisfaction.

Ainsi, dans la province de Penza où les sœurs Pritvitch avaient leurs propriétés, la paysannerie avait patienté quelques semaines avant d'agir. Au village, les moujiks s'étaient réunis dès l'annonce de l'abdication de Nicolas II. Instantanément, les chefs de dvor s'étaient rassemblés, le Mir avait pour ainsi dire ressuscité. Les paysans avaient dicté à l'homme de loi ou à l'instituteur les vœux qu'ils formulaient pour eux-mêmes, les mesures qu'ils préconisaient pour le salut de la patrie. Puis, ils avaient attendu une

réponse, vainement. Les déclarations gouvernementales ne disaient rien des solutions à apporter à la question agraire. Comme s'il avait été dans l'ignorance de leurs requêtes, le *Comité central terrien* constitué par le Gouvernement sur ces entrefaits organisa une enquête sur les aspirations des paysans. Docilement, les villageois répétèrent ce qu'ils avaient clamé depuis des mois, ce qu'ils réclamaient depuis plusieurs générations. La terre devait appartenir à ceux qui la cultivaient, chacun ne devrait posséder que la quantité de terre qu'il était susceptible de cultiver lui-même, avec l'aide des siens. La répartition devait être égale, tenu compte des possibilités de chaque village ; ces terres devaient être distribuées gratuitement ; aucune indemnité ne devait être versée à ceux qui possédaient plus que la norme, même si, comme les otrubniks[a], ils avaient acquis ces terres depuis les réformes de Stolypine et n'avaient pas encore payé la totalité de leur dette ; à moins qu'ils ne cultivent eux-mêmes la totalité de ces terres onéreusement acquises, et pas encore amorties[11].

Usufruit collectif et usufruit individuel étaient ainsi confondus dans les aspirations paysannes. Elles exprimaient le vœu d'un retour à un passé lointain, celui d'avant les « réformes », quand la répartition des terres s'effectuait régulièrement sous l'égide de la commune (obchtchina), tenu compte de l'importance des foyers, « eu égard à leurs besoins et aux bras dont ils pouvaient disposer ». Mais la paysannerie exprimait également un autre désir : bénéficier de l'usufruit de la terre sans avoir à en payer le montant, car tel était le juste droit. Le paysan rêvait que le droit correspondît enfin à l'équité. Le moujik devait étendre sa ferme, il deviendrait un vrai hozhain (propriétaire). Pour lui, le problème de la propriété éminente de la terre ne se pose pas. Terre de Dieu, Terre du Tsar, peu lui importe. Le bon droit est de jouir gratuitement de la terre natale, de ne pas laisser non ensemencés ces immenses espaces des grands propriétaires alors que, vu l'étroitesse de son lot, la dureté des fermages, la misère et la mort menacent sa maison.

La première réponse des autorités de Petrograd fut une mise en garde contre toute saisie effectuée illégalement[12]. Une autre note garantissait aux propriétaires et autres producteurs des dommages et intérêts pour les pertes que les premiers désordres pourraient occasionner. Comme des cas de saisie de propriété avaient été signalés dans la région de Kazan, le Gouvernement signa, le 21 avril, un décret sur l'organisation et la compétence des comités agraires. Bientôt, il réservait aux comités de ravitaillement, dont il avait

défini la composition, le droit de disposer des terres qui n'étaient pas mises en valeur. Ainsi, les premiers actes des « révolutionnaires » de Février visaient à protéger la propriété privée en dessaisissant les paysans du droit de prendre la terre. Ils la plaçaient sous le contrôle des nouvelles institutions nées à la ville. Pour les paysans, ces mesures avaient un caractère conservatoire[13].

Vus de la capitale, les (premiers) excès commis en mars réglaient au fond, de vieux comptes. Ils s'expliquaient aussi par le besoin de ressentir une amélioration immédiate. L'absence des réactions des autorités locales, leur faiblesse devant les violations de la loi, ne firent que faciliter le développement d'un processus qui, à cette date, n'avait pas pour but une transformation radicale des relations économiques et sociales à la campagne. D'ailleurs, les violences se localisèrent là où des excès s'étaient produits en 1905, souvent aux dépens de gros propriétaires portant des noms d'origine allemande. Dans la deuxième moitié du mois de mars, toutefois, l'impatience d'une réforme agraire véritable commença à se manifester. Les autorités locales réussirent plus ou moins à persuader les paysans de surseoir aux saisies qu'ils brûlaient d'effectuer. Mais ceux-ci s'étaient désormais organisés et la structure de leurs comités ne correspondait pas aux prescriptions gouvernementales[14].

Ces soviets se multiplièrent, édictant règles et règlements, définissant les normes de la propriété paysanne (…). Il ne s'agissait plus de faire un inventaire des terres, de contrôler l'état du cadastre ou de garantir le droit des paysans à un contrôle. Il s'agissait d'une action pour déposséder les propriétaires. Les plus actifs étaient les éléments étrangers à la paysannerie mais prudemment la masse attendait. En mai, le mouvement se renforça. Affectant une loyale obéissance envers le gouvernement, mais violant de façon flagrante et consciemment ses ordonnances qui interdisaient confiscations et violations du droit de la propriété jusqu'à la réunion de l'Assemblée Constituante, ces comités élargissaient rapidement la sphère de leur influence et faisaient reconnaître la légitimité de leur action à l'échelon supérieur.

Cette activité des soviets et des comités amena le gouvernement à réagir, explique le fonctionnaire, auteur de ce rapport (qui omet de mentionner les tentatives de répression par la troupe, à la fin du mois de mars). Le 1er mai, Chingarev lançait un appel : « Il était inadmissible qu'on saisisse la terre des propriétaires et des kulaks. » Le 3 et le 28 juin, le ministère de

l'Intérieur établissait un projet de loi pour lutter contre les violations du droit de propriété et les saisies de terres et de forêts. Toutefois, le 29 juin, un texte de Tchernov autorisait les comités agraires à régler un certain nombre de problèmes. Ses propos ne furent pas repris par le gouvernement ; néanmoins ils ne purent pas ne pas apparaître comme un démenti à la circulaire de son prédécesseur. « Il sema le trouble et eut pour effet de lâcher la bride à la paysannerie », termine le rapport[15].

En vérité, les paysans n'avaient pas attendu ces propos du ministre pour aller de l'avant, entériner les décisions prises par les comités de villages ou de. volost'. Les paysans les avaient fait admettre à tous les échelons de la province. Entre les villages, leur représentation à la volost', puis à l'uezd ou à la gubernaja, le courant passa, certes, de la base au sommet, voire dans l'autre sens, à condition que les décisions prises aillent dans le sens du mouvement.

ACTION DES COMITÉS : FONTIONNEMENT DE LA GESTION

Ainsi, dans la province de Penza, les « troubles » avaient commencé dès la fin du mois de mars. Le commissaire Kugutchev, président du Comité exécutif, demandait aussitôt au gouvernement de déléguer d'autres commissaires « pour expliquer aux paysans la situation ». L'un d'entre eux, arrivé sur ces entrefaites, câblait à son ministre que sans même avoir attendu les instructions du gouvernement, les paysans avaient déjà procédé à des élections à l'échelle de la volost'. Il avait ajouté : « Ce : sont ces comités qui jouissent de l'autorité auprès des paysans[16]. » L'un d'entre eux, à l'échelon du dessus, celui de l'uezd Narovtchastkij, a laissé son identité. Il comprend 28 représentants des volost', tous paysans, 2 représentants du clergé, 2 gros propriétaires, 2 instituteurs, 9 représentants du bourg, 2 représentants du commerce local. Tous élus, ces 45 membres faisaient savoir au commissaire du gouvernement qu'ils avaient pour fonction « de mettre en actes les décisions prises dans la capitale et d'organiser la société nouvelle[17] ». En fait, pour procéder à ces élections et pour siéger, ils n'avaient pas attendu le décret du 21 avril sur la constitution des comités agraires. En guise de « décisions gouvernementales », ce furent plutôt celles de l'assemblée paysanne de Penza, tenue le 15 mai, qui furent immédiatement mises en application.

Tout en déclarant que « la question agraire serait résolue par l'Assemblée Constituante », la convention paysanne de Penza prenait des mesures « en attendant ». Ses mesures à elle étaient immédiatement exécutoires : utilisation des terres arables, du matériel et du cheptel ; nouvelle répartition des prisonniers de guerre et travailleurs réfugiés dans la région, réévaluation des baux de ferme, recouvrement de certains arriérés. Un commissaire, témoin de ces assises, rapportait : « Ce comité est presque entièrement composé de paysans illettrés sauf un instituteur et une institutrice. Il invite les propriétaires à appliquer ses décisions et à transmettre librement leurs biens aux comités agraires (de volost') pour échapper à une occupation illégale qui serait le fait de paysans individuels. Le comité décidait également de laisser aux monastères et aux autres propriétaires privés ce qu'il leur fallait pour assurer l'ensemencement et la bonne marche de la partie du domaine qu'ils conservaient, en le cultivant par leurs propres moyens, c'est-à-dire sans aucune aide, eux seuls et leur famille. Le reste des terres labourables serait distribué aux paysans insuffisamment pourvus en terres ; leur prix serait fixé par le comité. Ces terres en sus seraient louées par le comité au taux de 4 à 8 roubles, selon la qualité. Si les propriétaires refusaient de satisfaire à ces demandes sous le prétexte qu'ils disposent de prisonniers de guerre pour travailler une partie de leurs terres, il conviendrait de les leur retirer et de les affecter à des tâches plus immédiatement nécessaires aux besoins militaires. (…) Au cas où des propriétaires auraient déjà mis une partie de leurs domaines en location, le montant du loyer ne saurait dépasser 8 roubles. En outre, il faudrait établir une comptabilité exacte du cheptel, du matériel aratoire, etc. Ce matériel doit être utilisé dans l'intérêt général, tout comme les surplus qui seront distribués, par priorité, à ceux qui en ont le plus besoin, les femmes des combattants. La gestion du matériel sera assurée par le comité qui pourra le louer à un prix variant de 25 kopecks à 2 roubles par jour, suivant l'objet, ces revenus servant à alimenter un fonds de réparations. Pour éviter la détérioration des stocks, des récoltes et autres biens destinés à la vente, le comité effectuera un contrôle sur les récoltes de blé et de seigle des propriétaires qui possèdent plus de cinquante déciatines. Si ce propriétaire déclare qu'il n'a plus les moyens d'assurer l'ensemencement, la récolte sera prise en charge par le comité[18]. »

Ces décisions n'étaient pas propres à l'uezd Narovtchastkij ou à la province de Penza. Toute la région des terres noires connaissait de

semblables violations du droit de propriété. Selon un rapport fait par les Bureaux du ministère de la justice, la part revenant à l'initiative des comités croissait sans cesse, alors que celle qui était le fait d'individus agissant isolément passait de 100 % en mars à 50 % en juillet. Au milieu du mois d'août, ces mêmes Bureaux dressaient un inventaire de ces « violations du droit » : ils les classaient en 42 catégories : 9 portaient sur les modes de saisie des propriétés ; 7 sur l'utilisation des forêts et autres prises ; 10 sur les confiscations effectuées au nom des comités et portant sur les récoltes, le cheptel, le matériel, etc. ; 7 portent sur les violations de contrats et autres accords conclus entre particuliers ; 8 sur la rupture, défaillance de débiteurs et de contribuables, la violation d'accords conclus avec l'autorité civile ou militaire, etc.[19].

CHANGEMENT DANS LA MENTALITÉ PAYSANNE : UN TÉMOIGNAGE

Parlant à la 2e session du Grand Comité agraire réuni à Petrograd en juillet, un des représentants de la province de Penza analysait la métamorphose qui s'opérait dans la paysannerie. « La presse a déjà caractérisé notre province : Penza, écrit-elle, c'est le Kronstadt des campagnes. » Cette formule traduit la simple vérité. Toutefois, entre ces deux exemples, on observe une différence : à Kronstadt, ouvriers et marins expriment des exigences, à Penza, la paysannerie est passée aux actes.

« Imaginez la situation de notre province avec des paysans si pauvres qu'ils ont tout juste quelques sagènes par âme. Vous pouvez vous représenter ce qu'un homme qui a, disons, trois enfants et sa femme à nourrir peut en tirer pour les faire vivre. Il n'est pas étonnant qu'avec un lot si modeste, le paysan ait songé, une fois la liberté proclamée, à améliorer son sort, non seulement du point de vue de sa dignité mais aussi du point de vue de ses conditions d'existence, puisque, au dire de tous, le grand responsable de son malheur, le tsarisme, était enfin abattu. C'est ainsi que suivant les décisions de notre soviet régional du 15 mai, la paysannerie modifia le statut de la terre avant même que l'Assemblée Constituante ne se réunisse et ne légitime ses décisions. (…) Et voilà comment toutes les terres des propriétaires, des villes, des monastères, des apanages, etc. passèrent sous la gestion du pouvoir local ; elles furent ensuite partagées par les

différents comités entre les travailleurs nécessiteux. Voilà ce qu'est devenue la sacrosainte propriété privée…

Évidemment, cela n'a pas plu à tout le monde. Cela a même déplu à ceux à qui cela portait un dommage matériel ou moral. Ainsi, quand vous rencontrez un paysan, il ne s'incline plus jusqu'à terre. Il ne vous dit plus comme naguère : "Pitié, Ivan Petrovitch, ma famille meurt de faim, donnez-moi un demi-déciatine." Non, il ne s'incline plus et vous dit : "À propos, dites-moi, combien de déciatines pouvez-vous cultiver par vos propres moyens ? Et en tenant compte de vos enfants ? Passez à notre réunion, ce soir, nous y partagerons la terre que vous possédez." Encore une fois, je vous assure que cela ne plaît pas aux propriétaires, non cela ne leur plaît pas. (*Rires.*) Maintenant, ces propriétaires font littéralement crouler les pouvoirs locaux et départementaux sous les plaintes, les menaces de poursuites, les lamentations. Ils voudraient vicier l'atmosphère, faire peur au gouvernement, le persuader que l'anarchie règne partout. Ils crient "au secours" et ne font rien d'autre.

Et les paysans ? On peut se demander quelles sont leurs motivations : est-ce seulement la misère qui les pousse à agir ainsi ou auraient-ils quelqu'autre idée derrière la tête. Eh bien, à mon avis, il y a un peu des deux. Bien sûr, avant tout, ils veulent assurer la sécurité de leur famille, améliorer leur condition, sortir de la misère. Mais ils ont également compris que l'actuel gouvernement de la Russie est menacé, que seul le peuple travailleur peut le sauver, avant tout la paysannerie, en agissant, en accomplissant un travail exemplaire… Oui, messieurs, je vous le dis. Ce qui se passe chez nous à Penza est beau, artistiquement beau, et je conseillerais volontiers à toute la Russie de suivre cet exemple[20]. »

Assemblée de Samara : l'apprentissage de la politique

Un voile demeure. Les paysans pressentent qu'il y a au moins un malentendu entre leurs actes et les paroles du gouvernement. Ils savent que la zizanie règne au sein du cabinet : d'un côté, il y a les circulaires de Chingarev, du prince L'vov, de Tseretelli, dont ils ont plus ou moins connaissance ; de l'autre, il y a les déclarations de Tchernov, notamment celle du 15 mai qui accorde aux Comités locaux une certaine liberté d'action[21]. Ce représentant de l'assemblée de Penza pense qu'en allant de

l’avant la paysannerie a le sentiment d’aider les ministres socialistes. En réalité, l’attitude des assemblées paysanne vis-à-vis de la politique du gouvernement est plus complexe. L’exemple de l’assemblée des paysans de la province de Samara, voisine de celle de Penza, aide à la comprendre[22].

En mars, à sa première session, elle avait décidé, conformément aux vœux du gouvernement, que ventes et achats de terre seraient momentanément suspendus tant qu’une décision d’ensemble n’aurait pas été prise pour toute la Russie. Néanmoins, elle avait donné satisfaction à une des revendications immédiates des paysans pauvres en décrétant une baisse du loyer de la terre. À la deuxième session, en mai, l’impatience des délégués commença à sa manifester. Une partie de l’assemblée demandait que la question agraire soit réglée avant la réunion de la constituante : un orateur, membre du parti socialiste-révolutionnaire, était d’un avis contraire « car il n’y avait pas assez de terres pour tous et il fallait prendre une solution d’ensemble ». Il fut hué et dut quitter la tribune. Un autre orateur, social-démocrate celui-là, jugea qu’une décision qui ne serait pas prise par l’Assemblée Constituante serait illégitime. Il reçut le même accueil : « Toujours attendre, trublion, ne nous em… pas. » Le résultat fut que l’assemblée revint sur la décision prise en mars. « Ils ne veulent pas nous donner la terre », vociféraient les délégués à l’adresse du Bureau. Les minimalistes élus à la présidence durent céder. Ils proposèrent un règlement provisoire qui autoriserait la transmission de toutes les terres aux comités de volost’ ; ces terres seraient réparties suivant les besoins de chacun, les locataires règleraient un bail au taux fixé en mars ; toutes ces mesures étaient considérées comme provisoires jusqu’à ce que la constituante les entérine. À nouveau la salle hurla : « Ah, les voilà, nos avocats ; en paroles avec nous ; en réalité avec les proprios. Traîtres. » Au cours de la session, les délégués prirent connaissance de la circulaire Chingarev réprouvant les saisies, les occupations de propriétés : « À bas… qu’il vienne s’il veut », vociférèrent les paysans. Un délégué souhaita faire approuver le règlement provisoire par le gouvernement ; la proposition fut rejetée[23].

Quelques semaines plus tard, un délégué du ministre Tchernov, le socialiste-révolutionnaire P. Aksel, venait assister à une des séances où se préparait la troisième session[24]. Il rappela l’opposition du gouvernement à toute mesure qui modifierait le régime de la propriété avant qu’une décision d’ensemble fût prise par l’Assemblée Constituante. Il dut, lui aussi, quitter la séance. À la veille de la troisième session, la *Provolzkaja Pravda*,

bolchevik, pouvait justement écrire : « Nous sommes persuadés que les décisions prises à la deuxième session seront maintenues malgré la nuée de circulaires qui s'abattent d'en haut[25]. »

À la troisième session, le 20 août, un commissaire du Gouvernement est présent ; on lui propose la présidence de la session, il la refuse. La matinée se passe à discuter de la composition du bureau et de l'ordre du jour. Trois points sont retenus : l'activité des sections régionales, les élections aux zemtsvo de volost', les élections à l'Assemblée Constituante. Une déléguée ne peut contenir sa colère : « Je n'arrive pas à comprendre pourquoi vous perdez tant de temps avec ces bavardages. La question de ces élections est peut-être vitale, mais le problème agraire l'est encore plus. Nos charrues sont inoccupées, la terre n'est pas labourée. Cette question doit être traitée par priorité. » (*Bruits*)[26].

Le Bureau passe outre. On décide de constituer des sous-commissions finances, agitation, ravitaillement, conflits, victimes de la guerre, information ; les assemblées générales se réuniront deux fois par semaine de 18 h à minuit.

Un premier rapport d'activité établit un bilan pour les trois premiers mois. Trois cent soixante dix affaires ont été traitées par la section. Cent dix neuf concernent des familles de combattants ou de paysans pauvres. Appliquant les décisions prises à la deuxième assemblée, le Comité les a pourvues de terres dans la limite des possibilités en tenant compte du nombre de bras dans chaque foyer. Chaque famille est tenue de mettre ces terres en valeur. Quarante-cinq affaires-conflits ont éclaté entre otrubniks et membres de l'obchtchina, chaque fois sur une plainte des otrubniks. Quarante-neuf conflits ont opposé des propriétaires et des locataires, le montant du loyer étant le principal objet du litige. Il y a eu également des rivalités entre volost', des conflits de compétence entre des volost'et l'uezd, ils portaient tous sur des problèmes de délimitation de terres ; mais dans l'ensemble, il n'y a pas eu de violences physiques[27].

Le rapporteur en vient ensuite aux circulaires Leont'ev-Tseretelli, « en désaccord avec nos propres décisions ». La section régionale a jugé qu'il fallait mettre cela au clair et a décidé d'envoyer deux représentants à Petrograd pour y rencontrer le ministre Tchernov. Ils ont conclu que la circulaire « faisait allusion à des actes inorganisés, alors que ceux de notre province n'entraient pas dans cette catégorie puisqu'ils émanaient de comités locaux ».

« Un délégué. – Qu’a répondu le ministre ?
Le rapporteur. – Brusvit et Klimuchkine sont mieux placés que moi pour répondre.
Klimuchkine. – Certes, mais le rapport ne pouvait donner tous les détails, cela demanderait trop de temps[28].
Kuzmin’(maximaliste)[29]. – Il ne faut entamer de discussion que sur les points en liaison directe avec le rapport ; or, celui-ci en a…
Brusvit. – Vous aurez tous les détails en leur temps.
Le Président. – Reportons cette question à la discussion de demain sur la question agraire. »
Le lendemain :
Kuzmin’. – Dans le rapport d’hier, il y avait un fil rouge qui nous permettrait de mieux suivre la façon dont doit être résolue la question agraire. On a parlé de malentendu entre Petrograd et nous, de délégation au ministère. Or le rapport ne dit rien sur ce que cette délégation a effectivement obtenu à Petrograd.
Le Président. – La question soulevée par Kuzmin’a été rejetée hier. •
Kuzmin’. – Je peux difficilement juger des activités de notre commission et je ne sais rien du voyage, de la rencontre avec le ministre. On doit nous en donner un compte rendu ; sinon, comment apprécier les activités de notre commission ?
Brusvit. – Je m’étonne qu’on pose toujours la même question. L’activité de la section paysanne est une chose, l’attitude du gouvernement à notre endroit et sa politique agraire en est une autre. Vous ne devez juger que de notre action ; a-t-elle été juste ou non ; c’est là-dessus que vous devez juger et voter.
(Applaudissements.)
Getcold’(maximaliste). – Votre rapport énumère des affaires : tel conflit, tel autre. Il ne donne pas des résultats. Et puis, pourquoi la section n’a-t-elle pas abordé le problème du prix du blé ? Ce rapport est plus vide qu’un rapport de Zemstvo.
Kuzmin’fait connaître le point de vue des maximalistes ; selon eux :
– Le comité n’a par, pris de mesures pour assurer la mise en application du règlement provisoire, ni pour instaurer (là où ils manquent) des soviets de volost’.
– Il n’a rien fait pour instituer, développer l’agitation à la base.

– Il n’a pas fixé de maximum des prix pour les produits de première nécessité.
– Il n’a pas protesté contre des mesures telles que le rétablissement de la peine de mort, la convocation d’une conférence à Moscou.
Aussi, Kuzmin’demande-t-il l’élection d’une commission de contrôle. Malgré le Bureau, sa proposition est adoptée. Les membres de cette commission sont élus directement par l’assemblée sans tenir compte de la représentation par parti politique. La discussion générale reprend.
Lazarev (socialiste-révolutionnaire) insiste sur le caractère exceptionnel des élections à l’Assemblée Constituante ; il précise que Samara aura droit à seize représentants, élus au scrutin de liste pour toute la gubernaja et non trois ou quatre par uezd.
Un délégué. – Comment seront choisis les représentants du parti ? Par la direction du parti, à Petrograd, ou par les soviets locaux ?
Un délégué de l’uezd Buzulutski. – Les bolcheviks veulent faire échouer l’Assemblée Constituante ; il faut les empêcher de parler et d’agir.
Un délégué. – Que deviendront les sans-parti ?
Getcold’. – Je ne serai pas nécessairement d’accord, par avance, avec ce que l’Assemblée Constituante décidera ; si elle rétablit le monarque, faudra-t-il s’incliner ? La terre doit appartenir, sans rachat, à ceux qui la travaillent, or le gouvernement s’y oppose, ses circulaires en attestent. Et les socialistes révolutionnaires se taisent. Ils renient leurs propres mots d’ordre depuis qu’ils sont devenus un parti de gouvernement. Au comité national agraire, le président Postnikov dit même que pour ne pas perturber la production et les relations économiques, il faudrait résoudre la question agraire dans l’intérêt de *toutes* les parties…
(Bruit.)
Un délégué prend à partie les maximalistes et les bolcheviks, bons pour la critique mais incapables de création.
Un délégué. – Il n’y a plus de partis politiques mais seulement des débris de partis… Il est grotesque pour des socialistes-révolutionnaires, devenus ministres, de se laisser mener par le bout du nez, de jouer les clowns. C’est malhonnête.
Stachenko (bolchevik). – Nous sommes pour la nationalisation de la terre. Celle-ci doit être regroupée et les paysans doivent être des

salariés, comme dans les usines. Grâce à cette concentration, la terre tombera toute entière entre les mains du peuple. Les maximalistes sont pour la socialisation mais ils n'ont plus le droit à la parole dans leur propre parti qui n'en est d'ailleurs plus un.
Svistikov. – Les paysans n'enverront à la constituante que des paysans socialistes-révolutionnaires. Pas de bolcheviks parce que seuls des paysans comprennent le point de vue des paysans.
Xlopotin'. – D'ailleurs ces intellectuels ne comprennent pas notre point de vue même s'ils ont vécu à la campagne. Il vaut mieux élire des paysans mais conscients.
Kuzmin'. – j'ai beaucoup souffert pour que triomphe notre mot d'ordre *« Zemlja i volja »*. Maintenant, chaque paysan s'est fait le champion de ce slogan. Les maximalistes invitent les paysans à se saisir de toute la terre, sans rachat, à la transmettre à ceux qui la travaillent (…) Pour parer au sabotage de l'économie par les capitalistes, il faut tout de suite organiser l'autogestion… S'il le faut, nous défendrons ce programme sur les barricades.
Fortunatov (minimaliste). – Prétendre allumer l'incendie dans le monde entier et vouloir y étendre la révolution participe à la foi naïve d'un enfant. En Occident, il n'y a pas de révolution en vue et on ne voit pas comment la susciter. Les bolcheviks y croient, ils se trompent. Je ne m'attache pas particulièrement au succès de la révolution mondiale ; ce qui m'intéresse, c'est qu'elle soit effective ici.
Fortunatov annonce que la paysannerie a décidé de voter socialiste-révolutionnaire.
Maslennikov. – Qu'est-ce qui autorise les minimalistes à s'identifier à la paysannerie ?
Preobrazenskij, menchevik, parle du contexte politique. – On dit qu'il faut la paix, certes. Mais pendant qu'on s'égosille à la demander, les Allemands avancent et ce n'est pas dans l'esclavage ou sous leur botte que nous construirons la liberté. Pour que la paix soit possible, il faut que la révolution soit forte ; pour qu'elle soit forte, il faut qu'elle s'organise ; pour qu'elle s'organise, que chacun accomplisse sa tâche. Si l'ouvrier est à l'atelier, le paysan fera du blé et les soldats, au lieu d'embrasser les demoiselles, retourneront au front. Je ne veux vexer personne (…) mais il faut que les capitalistes capitulent. Le

gouvernement s’appuie sur nos organisations, il y puise ses forces pour lutter contre l’anarchie. La patrie l’exige, elle attend vos ordres.
(Longues acclamations.)[30]

Le procès-verbal de la session porte qu’à l’issue de cette allocution, les socialistes-révolutionnaires firent adopter la résolution suivante :

– confiance au Gouvernement Provisoire ;
– démocratisation du commandement ;
– amélioration de la capacité de combat des soldats en ligne ;
– contrôle des pouvoirs de l’État ;
– fixation d’un maximum des prix ;
– maintien de la loi sur le monopole des blés ;
– confiscation immédiate des biens appartenant aux monastères, à la famille impériale, etc. ;
– transfert des gens susceptibles de travailler (prisonniers de guerre, réfugiés, etc.) là où ils sont nécessaires ;
– que l’armée assure une paix sans annexions ;
– salut aux négociateurs pacifistes de Stockholm ;
– promulgation immédiate de la loi concédant gratuitement toute la terre aux travailleurs ;
– dissolution de la Douma ;
– versement d’une pension aux familles des combattants ;
– suppression de la peine de mort[31].

Ainsi, après des débats où la politique gouvernementale avait été mise en cause, l’assemblée paysanne vote néanmoins la motion de confiance présentée par les socialistes-révolutionnaires. Les délégués n’ont pas le sentiment que le gouvernement les empêche d’agir, certains pensent qu’il s’appuie sur eux. C’est un demi échec pour les maximalistes qui n’ont pas réussi à faire dire à Brusvit et à Klimuchkine que Tchernov avait refusé de reconnaître la légalité des décisions prises à Samara ; mais ils ont remporté un demi succès en obtenant la constitution d’une commission de contrôle et en demeurant les animateurs de ces débats.

Au reste, ces rivalités n’intéressent pas les délégués paysans ; pour eux, le principal est que les comités locaux puissent agir à leur guise ; dans l’uezd Nikolaevskij, par exemple, la décision de distribuer la terre a été prise depuis le 2 août ; les minimalistes se sont ralliés le 2 septembre, quitte à être en désaccord avec la direction de leur parti. Bientôt, ils rompent avec

lui. Le même processus a lieu dans d'autres provinces : cette situation va être à l'origine de la longue crise qui divise les partis S.R. et aboutit, au lendemain même d'Octobre, à l'exclusion de la Gauche, confondue avec les maximalistes, et à la constitution du parti des S.R. de gauche (avec Maria Spiridinova, Boris Kamkov, etc.).

Mais ces querelles ne concernent pas les paysans. Comme le note l'auteur d'un rapport d'un de ces comités terriens, « l'important pour eux est que les décisions et règles adoptées soient désormais intangibles. Dans leurs motions, il n'est plus question d'Assemblée Constituante[32].

VARIABLES RÉGIONALES

Ainsi, dans la province de Samara, comme dans bien d'autres, attendre la réunion de l'Assemblée Constituante n'avait aucun sens : une partie de la terre a été saisie, les comités ont pris en mains la réalisation d'une réforme agraire « et il n'était pas question de remettre en cause l'action de ces comités ». Dès la fin du mois de juillet, on comptait 1 777 conflits agraires dont 889 expropriations partielles avec redistribution, un chiffre qui devait rapidement croître puisqu'en septembre, dans un seul cercle, on comptait 750 saisies. Ces chiffres paraissent modestes parce qu'ils ne recouvrent qu'une partie de la réalité. En fait, les propriétaires ne sont pas toujours dans la possibilité de déposer une « plainte » puisque les autorités ont disparu, que les routes ne sont plus aussi sûres et que, dans certains cas, les gros propriétaires ne savent trop comment réagir[33]. Une enquête, qui vaut pour une vingtaine de provinces, révèle mieux que ces chiffres l'ampleur du premier soulèvement paysan, qu'on pourrait qualifier de pacifique. Ce rapport officiel, daté du début du mois de septembre, distingue quatre types de troubles. *Avant tout*, la zone des occupations organisées où les terres des paysans sont distribuées entre les paysans sans terre et les petits possédants ; les anciens contrats de location sont considérés comme caducs. Cette transformation radicale aboutit à la désorganisation complète de la production, notamment lorsque les paysans substituent des cultures vivrières et des céréales à la betterave et aux cultures industrielles. Ce sont souvent les terres destinées à la betterave qui sont d'ailleurs saisies les premières. La *deuxième catégorie* comporte les régions où il n'est pas tellement procédé à la redistribution des terres, mais plus à la confiscation du matériel et du cheptel, voire des semences, qui sont ré-utilisées dans un

cadre collectif. Selon le rapporteur, le résultat est à peu près le même du point de vue de la production et du rendement. La *troisième catégorie* comprend les villages et régions où, plus que la prise en charge de la production, le soulèvement paysan cherche à empêcher la vie économique de suivre son cours : sabotage du matériel, incendies, etc. Le *quatrième type* comprend les régions où les structures économiques et sociales n'ont pas été mises en cause, le mouvement paysan demandant et obtenant un abaissement des fermages, une hausse constante des salaires agricoles, la journée de huit heures, etc. L'auteur de ce rapport omet de mentionner dans le troisième groupe les fermes et villages où ce sont les propriétaires terriens et les prêtres eux-mêmes qui organisent le sabotage de l'économie. De fait, cartographier ces types de désordres agraires ne donne que peu de résultats : on les retrouve le plus souvent réunis dans deux régions bien déterminées :

– Premièrement, la vaste zone qui s'étend de la zone centrale du sud-ouest de Moscou à la Volga (provinces de Kursk, Voronej, Penza, Rjazan, Tambov, Samara, Kazan) ; avec des enclaves plus au nord (Pskov, Novgorod, etc.) notamment en Biélorussie. Dans cette région la collectivité était pauvre, sa solidarité continuait à s'exprimer dans le Comité agraire, héritier de l'obchtchina. Le paysan aisé était considéré comme celui qui était parti : il s'était dissocié du groupe[33].

– Dans la deuxième zone de troubles (Ukraine, Bessarabie, etc.) traditionnellement « individualiste », la situation était différente. Les pomesciks étaient moins nombreux et ils étaient relativement moins différenciés des paysans enrichis, bénéficiaires des réformes de Stolypine. Les uns et les autres avaient plus l'esprit d'entreprise, à la façon capitaliste. Les antagonismes les plus vifs opposaient aussi les propriétaires aux paysans pauvres, aux paysans sans terre. Dans cette région, la paysannerie pauvre joue à la vieille tradition du « banditisme rural » : elle cherche moins à devenir propriétaire qu'à supprimer les gros possédants : c'est là que naît et se développe le mouvement anarchiste de Makhno ; c'est là également que les propriétaires et les kulaks organisent la défense de la propriété privée ; face à la Russie Rouge, l'Ukraine est aussi le pays du drapeau blanc et du drapeau noir[34].

Ce modèle doit être complété par l'exemple particulier des troubles agraires en Sibérie (où il n'y a pas de grands propriétaires) et dans les

territoires de nationalités, où problème national et problème agraire interfèrent de façon variable[35 36].

2. LES DIFFICULTÉS DE LA RÉVOLUTION PAYSANNE

TERRE SANS HOMMES, TERRE SANS PAIN

La terre avait été partagée ; toutefois, les comités paysans ne l'avaient saisie ni dans sa totalité, ni dans des conditions telles que la paysannerie pût y trouver rapidement un avantage. Ayant leur propre conception du bon droit, les paysans n'avaient dépossédé entièrement ni les pomesciks ni ultérieurement les koulaks, ils leur avaient laissé la majeure partie des terres ensemencées ; la part qu'ils confisquèrent était grande en surface, mais sa valeur était faible. Elle produisait 10 % au plus de la production céréalière ; pour le reste, le transfert joua sur les forêts, les pacages, les friches. En terres arables, la part de chaque famille s'accrut fort peu.

En outre, la terre avait été répartie en fonction du nombre de bouches à nourrir, sans prendre en considération les moyens dont chacun disposait pour la mettre en valeur. « On ne peut manger la terre », disait Lénine. Effectivement, sans capital, sans cheptel, elle ne pouvait être utilement mise en valeur. Rien ne serait entrepris tant que la ville ne fournirait pas les instruments de travail qui étaient indispensables. 80 % des faux, 90 % des engrais étaient importés et la guerre avait interrompu toutes les livraisons[37]. Dans la province de Tambov, par exemple, 86 % des paysans ne possédaient pas d'outils en métal. Surtout, les paysans manquaient de cheptel et la masse de ces paysans pauvres n'avait cessé de s'accroître. Depuis 1914, le nombre des paysans devenus propriétaires grâce à l'application des réformes de Stolypine avait encore crû de 7 % ; toutefois, le nombre des paysans-propriétaires qui n'avaient pas de bétail était passé de 25,7 % à 30,7 %. Dans la province de Kherson, les paysans qui possédaient plus de cinq déciatines avaient réussi à agrandir leurs surfaces au détriment de celles des grands propriétaires, mais surtout au détriment de celles des paysans pauvres. On observe le même phénomène dans la province de Penza où le nombre d'exploitations sans cheval était passé de 31,6 % à 36,8 %[38]. Dans ces conditions, on imagine que le premier souci des paysans était bien d'utiliser le peu de matériel et de cheptel qui se trouvait chez le propriétaire ; la déception fut grande ; celui-ci n'avait rien d'un farmer américain ; à peine 10 % de ses terres étaient travaillées avec des moyens

modernes ; pour le reste, il avait laissé aux paysans qui avaient loué ses terres le soin d'amener leurs propres bêtes, d'apporter leurs propres instruments. Il n'y avait ainsi à se partager qu'une portion congrue et, dans ces conditions, il n'était pas question d'accroître les surfaces ensemencées avec si peu de moyens[39]. Pour les paysans, la seule solution était de disposer d'une main-d'œuvre abondante, mais la guerre rendait la pénurie en hommes de plus en plus sensible. Le rappel des hommes valides frappait indistinctement petites et grandes propriétés, zone des armées et arrière-pays[40]. En Bessarabie, par exemple, la population agricole était passée de 560 000 à 200 000 bras, mais la réduction était plus grave encore qu'il n'apparaissait car le commandement militaire utilisait cette main d'œuvre restante à creuser des tranchées, à aménager des routes, etc. À l'autre extrémité de la Russie, à Simbirsk, rapporte le gouverneur, « le commandement militaire nous envoie 258 hommes au printemps et 187 l'été pour nous en retirer 8 000 au premier octobre ». Il y a des propriétés de 100 déciatines où il n'y a plus un seul travailleur, et les propriétés de 15 déciatines dans cette situation se comptent par centaines. En février 1917, le gouverneur de la province de Kherson écrivait à Rodzjanko : « Ici, à peine un tiers des terres pourra être ensemencé, « ici, on mourra de faim faute de main-d'œuvre ». En 1917, après trois années de guerre, il ne restait en moyenne qu'un travailleur masculin pour deux fermes. La part des terres sans emblavures passait de 6,4 % (1913) à 13,5 %(1917)[41].

Certes, l'utilisation des prisonniers de guerre avait permis aux autorités de pallier quelque peu cette saignée pour autant que l'armée n'en exigeait pas l'emploi prioritaire pour des tâches diverses ; jusqu'à la révolution, les grands propriétaires avaient été les grands bénéficiaires de cette distribution de main-d'œuvre qui avait freiné la marche vers la catastrophe[42]. Après Février, les paysans voulurent en bénéficier à leur tour. Mais les prisonniers avaient pris à leur compte l'idéal de Février : dès avril « ils demandaient une augmentation et plantaient là le travail quand ils n'obtenaient pas satisfaction ». Un groupe de paysans se plaignait « de leur indiscipline » : « On les nourrit et ils ne travaillent pas. » Les grands propriétaires faisaient chorus. Une instruction ministérielle demanda aux propriétaires de se cotiser afin de constituer une garde, et, en attendant, d'avertir les prisonniers qu'en agissant ainsi « ils violaient les règlements internationaux et étaient susceptibles d'arrestation ». Cette instruction dépendait-elle des bureaux de la Guerre ou de ceux de l'Intérieur ? le temps d'en décider et, au

pays de Gogol, les prisonniers eurent le loisir de s'égailler. Lorsque, le 1er août, le secrétaire d'État à la Guerre confiait aux comités paysans, à défaut d'autres responsabilités, le soin de récupérer les prisonniers, ceux-ci avaient déjà disparu[43].

LES DEUX STADES DE LA RÉVOLUTION PAYSANNE

« Ils s'emparent des terres des riches et ne les travaillent pas », s'indignait une association de propriétaires. De nombreux pomesciks avaient jugé prudent de quitter le domaine, de se réfugier à la ville. « Les troubles sont tels (dans le gouvernement de Kazan) qu'il n'est plus question d'exploiter nos terres[44]. » Beaucoup s'étaient plaints au gouverneur, au commissaire, au Gouvernement Provisoire, mais en vain. Il n'y avait déjà plus d'État et, passé l'heure des lamentations, les gros possédants commencèrent à s'organiser. Dans l'uezd Zenkovski, par exemple, un « parti des cultivateurs » se constitue. Il demande : 1) que le gouvernement soit libre de toute intervention des comités et partis politiques ; 2) que les membres de ces comités, soviets, etc., soient immédiatement envoyés dans l'armée active ; 3) qu'à la déclaration des droits du soldat, on substitue une déclaration de ses devoirs ; 4) qu'un certain nombre de droits soient garantis aux citoyens, deux notamment : le droit à la vie, le droit à la propriété. Dés le début de l'été, il y avait des « unions de défense des propriétaires » de ce type dans une trentaine de gouvernements – (pays de la Volga, Ukraine, Biélorussie, région de Pskov)[45]. À Rjazan, ils éditent une feuille, le *Zemledeletch :* « On ignore les lois de Tseretelli, de Pechehonov… Tchernov doit s'en aller. » Si quelques-uns « exigent » d'être représentés dans les comités agraires, ils envisagent, comme le conseillaient les K.D., de participer au mouvement pour le mieux freiner[46]. La plupart essaie de paralyser le mouvement : ils interrompent les ensemencements, cessent délibérément de mettre en valeur la majeure partie de leurs terres. « Il n'est pas question d'utiliser les machines tant que les comités locaux décident de tout. » Éventuellement, ils font valoir qu'ils ne disposent plus d'assez de main-d'œuvre, que les prisonniers de guerre sont partis, que le prix fixé par le gouvernement pour les céréales ne leur permet plus de faire leurs frais. Ils ajoutent que les comités agraires interdisent aux travailleurs agricoles de s'embaucher pour que les pomesciks ne puissent se prévaloir

de leur capacité à cultiver un vaste domaine, il valait encore mieux arrêter la production[47].

Tout en s'efforçant de briser ainsi le mouvement, d'autres membres de l'Union des Propriétaires terriens faisaient appel à l'armée.

Au lendemain des Journées de Juillet, Kornilov entendit leur appel. Le 8 juillet, il édictait un premier prikaze applicable dans la zone de ses armées du sud-ouest, et qui comprenait en Ukraine la région de Vinnitsa-Jitomir. Il utilisait des corps de Cosaques pour en surveiller l'application. Le 17, il était suivi par le commandement du front de l'ouest, le 31, l'application était étendue à toute la zone des armées. Le 8 septembre, après l'échec du putsch, Kerenski confirmait le prikaze, sans préciser qu'il ne s'appliquait qu'à la zone des armées[48].

Ce texte était complété par les arrêtés de trois ministres socialistes. Dans une instruction aux commissaires, Tseretelli condamnait « toutes les mesures prises spontanément par les comités agraires ». En tant que ministre du ravitaillement, Peshehonov mettait en garde la population contre « toutes les saisies de récolte ». Tchernov rappelait que « le loyer de la terre évalué par un accord librement consenti ne devait pas manquer d'être versé au propriétaire ». Une procédure était bientôt ouverte pour opérer les poursuites légales contre les individus et les comités qui avaient enfreint la loi[49]. Dans le Gouvernement de Novgorod, le commissaire du gouvernement passait aux actes : s'appuyant sur le code pénal d'ancien régime, il distribuait un *avis* qui prévenait les contrevenants qu'ils risquaient une peine non de six mois mais de quatre à quinze ans de prison. Il invitait les comités agraires à procéder à la liquidation immédiate de toutes les opérations effectuées depuis Février, à rendre aux propriétaires ce qui leur avait été pris, etc. « Ces lois sont illégitimes », déclaraient certains comités locaux. Un propriétaire écrivait : « En dépit de vos ordonnances, les paysans ont occupé nos terres, loué des travailleurs. Ils ne prêtent aucune attention à nos protestations. Nous craignons les incendies volontaires, la ruine des récoltes ». « On ignore complètement les lois de Tseretelli et Pechehonov » écrivaient de partout les propriétaires[50]. Alors, la troupe intervint : dans les provinces baltiques, en Bessarabie, près de Poltava, et bien plus encore dans la zone des troubles. En Ukraine, la Rada agissait dans le même sens. On comptait une vingtaine d'interventions armées en avril-mai, plus de deux cents en septembre-octobre[51]. La répression l'emporta dans la région de Pskov, Smolensk, Poltava. À Tula, il

y eut une soixantaine d'incarcérations en septembre. Plus de 50 000 cas de poursuite judiciaire étaient bientôt en cours. Au lendemain du putsch Kornilov, l'attitude des soviets paysans se radicalisa. II en eut fallu moins pour déclencher un gigantesque soulèvement. Celui-ci atteint son développement le plus grand dans les pays de la Volga.

NOMBRE DE SOULÈVEMENTS

	Juillet-août	Septembre-octobre
Gouvernement de Tula	66	162
Gouvernement de Rjazan	60	165
Gouvernement de Penza	104	184
Gouvernement de Saratov	35	145
Gouvernement de Tambov	90	281
Gouvernement de Volinsk	39	157
Gouvernement de Minsk	76	199
Total pour ces 7 gouvernements	470	1 293[52]

Entre juillet-août et septembre-octobre, l'extension du mouvement est manifeste. La différence est que cette fois le sang coule, la terre flambe, le coq rouge a lancé son cri. Dans l'ouest de Kozlov, un fermier ayant tiré sur les moujiks est tué, puis on brûle sa ferme et bientôt les propriétés de la région sont incendiées, « tout le ciel à l'est de Kozlov était noir le jour, illuminé la nuit » ; vingt-quatre propriétés avaient été ainsi incendiées. Le 14, la troupe arrive, ce qui a pour effet d'étendre le soulèvement à toute la région ; le nombre des propriétés incendiées passe à 105. Dans le Gouvernement de Voronej, 478 fermes brûlent à leur tour. Dans la région d'Orel, 98 propriétés, 6 distilleries, un moulin à sucre subissent le même sort. Bientôt, l'incendie s'étend à toute la région de Saratov, Rjazan, Penza. Dans l'uezd Ranenburskij (Gouvernement de Rjazan), il n'est plus de jour où on ne signale l'incendie d'une ou plusieurs fermes : le 27 septembre, 20 propriétés ; le 30, 9 autres ; le mouvement continue le 1er et le 5 octobre, *Den'*indique que les soldats refusent d'intervenir. Le 13, le commandement envoie de la cavalerie, le 18 on confirme que ce même jour, 3 à 5 propriétés ont brûlé[53].

Vers le sud, le mouvement atteignait l'Ukraine : 200 propriétés détruites dans les régions de Podolsk et Volinsk. Dans la région de Tambov, au cœur des troubles, le prince Vjazemskij, « très aimé des paysans », refuse d'obtempérer à l'une de leurs revendications ; il a les yeux crevés, la poitrine transpercée avant que soldats et moujiks ne lui tranchent la tête. Un cas qui n'est pas isolé est, et qui bien antérieur à la prise du pouvoir par les

bolcheviks[54]. Ainsi, il ne s'était pas passé six mois entre l'allégresse de Février, l'amertume et la colère de l'été, le déchaînement et les excès de l'automne. Incontinent, on retrouvait l'atmosphère enfiévrée d'une tradition plus ancienne, la Pugatchevchtchina.

LA LUTTE DES CLASSES AU SEIN DE LA PAYSANNERIE

Une fois de plus, parti de la zone des troubles, le mouvement insurrectionnel avait gagné toute la Russie. Cette fois, la « deuxième ligne de défense » de l'ancienne société avait cédé : les grandes propriétés constituaient la première, elles avaient été emportées. Mais les secondes, les moins grandes, avaient été emportées avec.

Les *otrubniks* haïs, qui s'étaient souvent enrichis aux dépens des pomesciks et des paysans pauvres devaient se solidariser ou disparaître, la lutte des classes au sein de la paysannerie prit le pas sur la lutte contre les pomesciks[55]. La limite de la tolérance paysanne ne descendit pas à plus de 8/10 déciatines dans la région des plus grands troubles, 10/16 déciatines ailleurs : ceux qui possédaient plus de terres perdirent une part d'autant plus élevée de leur domaine ; mais, pour autant qu'il acceptait la révolution, l'ancien grand propriétaire eut toujours la possibilité de garder une part de ses terres, le paysan demeurant fidèle à sa conception du Bon Droit. Un tableau extrait de *Agrarnaja Revoljuccia* donne la mesure de cette redistribution des terres entre 1917 et 1920. Comparé à un tableau des changements de surface ensemencées dans la province de Kherson entre 1915 et 1916, il montre que cette limite coïncide avec la catégorie de paysans qui s'est enrichie pendant la guerre[56].

CHANGEMENT DES SURFACES ENSEMENCÉES DANS LA PROVINCE DE KHERSON ENTRE 1915 ET 1916 °			
Exploitations groupées selon les surfaces d'ensemencement	Nombre des exploitations	Accroissement (+) ou diminution (–) des surfaces d'ensemencement, en déciatines et %	
Jusqu'à 5 déciatines	9 436	– 2 936	– 12,8 %
5 à 10 déciatines	5 106	+ 297	+ 0,8 %
10 à 16 déciatines	2 641	+ 1 219	+ 3,8 %
16 à 25 déciatines	1 422	+ 629	+ 2,3 %
Plus de 25 déciatines	1 225	– 1 081	– 0,5 %

Taille des propriétés	Circonscription de Kandeev (Penza)		Circonscription de Abdulov (Tula)	
	1917	1920	1917	1920
Moins de 2 déciatines	8,82 %	3,09 %	6,46 %	4,12 %
De 2 à 4 d.	12,38 %	16,98 %	15,44 %	15,95 %
De 4 à 6 d.	9,50 %	29,74 %	22,64 %	26,20 %
De 6 à 8 d.	10,71 %	25,02 %	19,58 %	26,65 %
De 8 à 10 d.	16,59 %	14,26 %	14,27 %	17,67 %
De 10 à 16 d.	26,94 %	10,21 %	14,95 %	7,52 %
16 d. et au-dessus	15,06 %	0,70 %	6,66 %	1,39 %

(56)

Ces tableaux sont corroborés par d'autres calculs statistiques notamment ceux qui sont extraits de *Ekonomitcheskoe rassloenie krest'jantsva v 1917 i 1919 gg* (1922) et qui sont publiés, avec de nombreux autres, dans Shanin (cf. Bibliographie, 622a. p. 53 et suivantes).

RÉVOLUTION DES CAMPAGNES ET INSURRECTION D'OCTOBRE

Le mouvement des campagnes avait commencé en mai, il avait déferlé durant l'automne et il se poursuivit avant, pendant et après les Journées d'Octobre, sans relation privilégiée avec le cours de l'insurrection. Melgunov a bien vu que le nombre des saisies ne s'est pas tellement accru en Octobre, ce qui a pu accréditer la thèse selon laquelle la campagne n'a pas participé à l'insurrection, « œuvre d'une petite minorité ». De fait, le mouvement des campagnes n'a contribué qu'indirectement au succès de l'insurrection, ce qui ne signifie pas que les campagnes ont été hostiles aux bolcheviks. Du mouvement des villes et de l'armée, elles ont ignoré l'orientation, agissant de façon indépendante et un peu par résonance, les actions d'une province influençant la province voisine. Par la destructuration du système des échanges, les effets mécaniques, tout comme la portée psychologique de ce mouvement d'« exactions » ininterrompues, furent nécessairement considérables, même si pour octobre on ne comptabilise que 144 saisies[57]. Car ces saisies s'ajoutaient aux précédentes et furent suivies d'autres. Certes, il n'y eut pas de « vague » en octobre, il y eut plutôt une marée montante de « troubles », qui s'étala sur plus d'un an, continua après octobre, et fut relativement indifférente aux événements politiques de la capitale, surtout après septembre. Mesurée à l'échelle française, l'ampleur de cette vague apparaît mieux : par département, elle correspondrait à deux saisies de grandes propriétés par mois, mais répétées chaque mois pendant plus d'un an, auxquelles s'ajouteraient les autres « exactions », soit 500 à 600 par département pour les neuf mois qui précédèrent le décret sur la terre (26 octobre).

PORTÉE DU DÉCRET SUR LA TERRE

En rédigeant le Décret sur la terre, le jour même de la révolution d'Octobre, Lénine eut l'habileté de légaliser une situation en partie acquise,

de reconnaître un fait accompli, de permettre son extension à toute la Russie[58].

Dans les Gubernaja où l'autorité des soviets s'installa rapidement (Tver, Rjazan, Vladimir, etc.), le transfert des terres se fit de façon relativement ordonnée, qui contrasta avec le mouvement spontané observé dans les provinces centrales et le reste du pays.

Depuis longtemps, Lénine s'était déclaré prêt à ajuster le programme de son parti aux nécessités de l'heure, à l'adapter aux 242 motions des soviets paysans que les S.R. avaient résumées en un « décret modèle » : « La propriété privée de la terre était abolie sans indemnité ; toutes les terres étaient mises à la disposition des comités locaux. »

Ainsi il n'était plus question de nationalisations et cet objectif, du dernier mot de la « révolution bourgeoise » devenait dans le jargon théorique, « un pas vers le socialisme ». Chargés par le parti de rédiger un projet de réforme, Miljutin'et Larin'n'avaient pas osé aller si loin, renier le tout et les parties du vieux programme ; il semble que Lénine se montra peu satisfait de leur projet qui disparut sans laisser de trace ; et il lui substitua le sien.

Les S.R. protestèrent : les bolcheviks leur « volaient leur programme ». Cela était vrai, comme il était vrai aussi que depuis six mois Tchernov n'avait pas osé l'appliquer[59]. Aux objections qui lui furent faites, Lénine fit cette réponse :

> « En tant que gouvernement démocratique, nous ne pouvons pas ne pas tenir compte des décisions des masses, même si nous ne sommes pas d'accord avec elles.
> Les paysans eux-mêmes apprendront où se trouve la vérité quand ils mettront la loi en pratique. La vie est la meilleure école, elle montrera qui a raison. Que les paysans résolvent le problème et nous à notre façon.
> Il n'est pas important qu'il soit résolu dans l'esprit de notre programme ou dans celui des S.R. Ce qui est important est que les paysans soient assurés qu'il n'y aura plus de pomesciks dans le village ; que les paysans décident de tout ; qu'ils organisent leur propre vie[60]. »

Une différence avec la résolution des S.R. tenait au fait que cette réforme était promulguée sans appel, sans référence à une approbation de l'Assemblée Constituante. Il n'était pas précisé non plus sur quelles bases

les comités distribueraient la terre : le nombre des bouches à nourrir ou bien le nombre des travailleurs actifs ; mais sur ce point, les S.R. étaient eux-mêmes divisés et, pour leur part, les paysans se décidèrent le plus souvent en faveur de l'équité, pas de l'efficacité.

Pour des raisons tactiques, pour éviter une flambée, les terres cosaques furent mises à part. De multiples Vendées éclatèrent néanmoins car le décret disait bien que *toutes* les terres étaient mises à la disposition des comités et *sans indemnité* : otrubniks et kulaks, qui depuis plus de dix ans avaient économisé pour payer leurs annuités, voyaient ainsi leur effort réduit à néant, leurs terres étaient menacées de saisie, au moins partielle. Le décret aviva la lutte des classes à la campagne. La révolution au village fit définitivement place à la guerre civile.

LE POIDS DU PASSÉ : LA CAMPAGNE CONTRE LA VILLE[61]

Pour le paysan, le partage des terres, leur redistribution ne devaient pas plus aux bolcheviks qu'aux socialistes-révolutionnaires. La révolution agraire, les paysans l'avaient accomplie eux-mêmes. Certes, dans les régions proches de Petrograd, dans les Gubernaja de Tver, Rjazan, dans d'autres régions encore, le décret d'Octobre fut le point de départ du changement, mais pas dans le cœur du pays. En atteste une enquête faite au début de 1918 dans la Gubernaja de Voronej et qui porte sur 85 volost'. D'après cette enquête, cinq soviets paysans seulement parmi les soixante-dix qui, à cette date, ont partagé les terres, font allusion au décret d'Octobre. Les autres avaient agi avant[62].

Il est clair néanmoins que pour le paysan, seuls les « maximalistes », i.e. les bolcheviks et S.R. de gauche confondus, approuvent ses initiatives. Cette situation se clarifie après octobre lorsqu'il apparaît que les bolcheviks sont en guerre contre leurs ennemis traditionnels : les pomesciks et l'Église. Rapidement, les bolcheviks prennent le pas sur les S.R. de gauche grâce à leur supériorité d'organisation : dès le printemps de 1918, dans la Gubernaja de Voronej, le parti de Lénine est présent dans dix volost'sur quatre-vingt-quatre, il est en voie d'organisation dans cinq autres volost'. Le progrès est considérable, tenu compte de l'isolement dans lequel vivait la campagne russe[63].

Pourtant une ambiguïté demeurait dans la mesure où tout ce qui venait de la ville était suspect, et même le militant le mieux intentionné. On se méfie

des questions qu'il pose, des imprimés qu'il faut remplir. Par exemple, lorsqu'en mars 1918 leur parvient le premier questionnaire sur la situation, à la demande : « Y a-t-il eu des désordres, pillages, pogroms dans votre volost'? », les paysans de la volost'Rogovatskij (Gubernaja de Voronej) répondent : « ni troubles, ni pillage ». Pourtant, dans les minutes de la première réunion de leur soviet, le 21 janvier, minutes griffonnées à la main et retrouvées plus tard, il est noté : « La formation de notre soviet a pour but de mettre fin à l'anarchie et aux pogroms qui règnent dans la volost', de rétablir l'ordre[64]. » Méfiants, ils ont préféré cacher la vérité à la ville, à ses miliciens.

La ville est en effet le lieu où depuis toujours le paysan est battu, où il joue les dupes, qu'il ait affaire aux commerçants, à l'usurier, au Juif, à la banque, aux fonctionnaires, à l'État.

En 1917 encore, la répression était venue de la ville ; débarrassé du pomescik, il se retrouva en conflit une fois de plus avec la ville, l'ennemi de toujours.

Il y avait deux motifs à sa colère : ou bien il ne trouvait rien à acheter avec ses roubles chèrement gagnés ; ou bien, le prix des produits qu'il trouvait avait monté tandis que celui de son blé était très sévèrement bloqué. Alors, une fois de plus, comme avant février, sa colère éclate :

> « À Tsuxlome, près de Kostroma, le jour du marché les paysans exigent que les marchands vendent le tabac et le thé comme s'ils le cachaient. Pour éviter des désordres, le commissaire proposa d'élire quelques-uns d'entre eux qui vérifieront l'état exact des stocks de chaque marchand. On ne trouve ni tabac, ni thé, ni farine, ni sucre (…) Néanmoins, on lynche quelques marchands, on perquisitionne dans toutes les échoppes et boutiques de Tsuxlome. Le lendemain, il se constitue un *Comité d'enquête* sur les marchands (…) Les meneurs saisissent quelques caisses de thé qui étaient en transit dans les magasins de l'État, quelques caisses de tabac aussi. Elles sont vendues en public et on fait cadeau d'un paquet de tabac à chaque soldat. Ensuite le *Comité* donne un rouble à chacun d'entre eux ; il avait été pris sur le produit de la vente. Plus tard, un des meneurs est arrêté sans que la foule oppose la moindre résistance[65]. »

Les troubles font tache d'huile ; à Jurevej, on arrête l'agronome qui dirigeait l'office du ravitaillement ; à Nerext, une commission de

ravitaillement saccage les magasins des commerçants ; à Varnavine, on saisit les stocks découverts dans les entrepôts de la coopérative du Zemstvo. Au début d'octobre, un observateur notait que dans cette région de Kostroma, le mécontentement était toujours aussi vif ; les paysans protestent contre les gens des villes qui haussent leurs prix alors que celui du blé est taxé (…) ils bloquent les transports de bois allant vers la ville ; il n'y a plus aucune activité politique ni aucun intérêt marqué pour les affaires publiques… On ne cesse de protester contre la politique du Gouvernement et contre le mauvais ravitaillement[66].

En réalité, cette situation était ancienne, bien antérieure à la révolution. Elle en était plus à l'origine qu'elle n'en était la conséquence : les événements de 1917 avaient achevé ce que la guerre avait commencé, la décomposition du système de production et d'échanges. Dés 1916, un inventaire établi par la bureaucratie tsariste attestait de la rupture des circuits économiques : les produits manufacturés faisaient défaut dans 46 gouvernements. Le tissu manquait complètement dans les magasins de douze provinces ; les produits métalliques (quincaillerie, objets de bazar, etc.) dans la majorité des provinces ; quand on en trouvait, comme par exemple dans la province de Nijnij-Novgorod, les prix avaient monté de trois à dix fois par rapport à 1914. Dans la région d'Almaznyi, en Ukraine, il restait huit jours de vivres dans les magasins ; à Marievskij, trois jours, en cet été 1917. Partout les paysans menacent : « S'il ne nous est pas fourni ce dont nous avons besoin, nous irons le chercher par la force[67]. »

Les incidents de ce type sont nombreux ; ils révèlent la méfiance atavique des campagnes pour les gens de la ville. On les soupçonne de cacher les produits. La colère des paysans est d'autant plus vive que, le tsar et les grands propriétaires chassés, ils s'imaginaient que les circuits commerciaux renaîtraient incontinent. Que ces gens de la ville, déjà suspects, forment un comité pour assurer leur ravitaillement et envisagent de faire l'inventaire des récoltes, un groupe de paysans imagine le pire. Il écrit « à ces messieurs » : « Nos grands-pères sont arrivés nu-pieds. Ils ont acheté la terre, ont payé les banques et les féodaux. Nos pères ont payé, nous payons. Et l'on veut nous enlever nos récoltes, nos terres ? On nous dit qu'on viendra les prendre. Qu'on vienne, pour voir[68]. » Bien qu'ils soient tous « prolétaires », les membres des comités de ravitaillement sont fréquemment passés à tabac. La mentalité paysanne confondait volontiers le révolutionnaire et l'étudiant ; ces jeunes peuvent devenir suspects dès que

l'imaginaire des campagnes les associe à la ville qui représente le mal : « Dis donc toi, s'écrie un moujik en s'adressant à un jeune militant venu organiser des listes électorales, tu as les ongles bien longs… N'es-tu pas l'antéchrist ? » Des campagnards poussent un cri, assaillent le malheureux pour voir s'il n'avait pas de queue et n'était pas couvert de poils[69]. » Le 9 septembre, dans le cercle de Tchernigov, des soldats accompagnent le représentant du Comité de ravitaillement venu faire l'inventaire de la récolte dans le village de Kovtchino. Les paysans se réunissent près de l'école, menaçant la petite troupe avec des haches, des faux, des bâtons. Ils refusent de laisser perquisitionner. Un incident éclate. Un soldat s'affole, saisit son fusil : il est aussitôt assailli et meurt piétiné[70].

LE POIDS DU PASSÉ : LA VILLE CONTRE LA CAMPAGNE

La méfiance des citadins est égale. De tout temps, les gens de la ville ont eu peur des paysans. La Russie n'a pas eu d'âge des Pastorales.

Pour eux, le paysan, c'est l'homme inculte, ignorant, « obscur comme la nuit ». En outre, dans les comités, les militants sociaux-démocrates dominent ; pour eux, la passivité des paysans, leur incapacité d'agir, autant de certitudes et d'évidences qu'on ne discute même pas : elles sont liées à la justification et à l'existence même de la social-démocratie dont le succès de 1917 confirme la vérité. L'idée qu'il puisse y avoir au sein de la paysannerie des éléments de dissociation est certes exprimée chez quelques théoriciens comme Lénine, mais elle n'est même pas entendue. Cette division en groupes sociaux antagonistes a une part de vérité mais la plupart des militants l'ignorent ou veulent l'ignorer. En outre, les membres des comités commettent une grave maladresse lorsque, pour découvrir les cachettes, ils font appel aux paysans les plus pauvres, qui sont considérés comme des traîtres et des fainéants : ils ne pourront plus retourner au village[71].

Aussi, lorsque des citadins vont à la campagne, c'est un peu une expédition punitive qui se monte (*Prodrazverska*). En proclamant que « les livraisons de blé ne doivent pas dépendre de l'échange de produits avec la ville », les membres des comités de ravitaillement ignorent les raisons des paysans : on manque de pain, c'est la faute au moujik. De fait, ils tiennent exactement le même raisonnement que les autorités qui déclarent que « ne pas livrer, c'est être déserteur ». Entre les autorités du gouvernement

provisoire et les comités populaires, il y a un conflit d'autorité, une rivalité de pouvoirs : mais les uns et les autres envisagent les mêmes méthodes pour contraindre les paysans : l'utilisation de contingents armés. Sur ce point, entre l'époque du Gouvernement Provisoire et la suivante, il y a continuité plus que rupture.

Pourtant, les instances bolcheviks comprennent rapidement combien cette attitude est dangereuse. Près de Tambov, les petits producteurs de légumes et de tabac se sont insurgés contre le comité de la ville qui avait réquisitionné leur récolte au prix le plus bas. « Pourtant, protestèrent ces agriculteurs, notre village a offert prés de 500 000 roubles à la révolution » (sans doute en souscrivant à l'emprunt de la Liberté). Autre révolte, à Isim, près de Tobolsk, contre un comité qui avait réquisitionné tout le blé. Dès lors, pour le paysan, à quoi bon produire, à quoi bon posséder la terre s'il n'est pas possible, enfin, de vendre à bon prix, d'acheter, de consommer[72].

Après 130 ans, on retrouve la conjoncture du « foutu maximum ».

Dans certaines villes, bien des soviets commencent à comprendre qu'il ne faut pas laisser la bride sur le cou aux comités de ravitaillement. L'initiative de ce mouvement émane du parti bolchevik qui, aux différentes sessions de la Conférence des comités d'usine de Petrograd, fait des rapports sur les relations entre la ville et la campagne et veut aider les paysans « non en paroles mais en actes ». Par exemple, il recommande à quelques comités d'usine de reconvertir leur production pour pouvoir assurer des livraisons de produits utiles aux paysans. Une commission de l'agriculture est constituée. Elle établit les fondements d'une politique d'alliance entre les ouvriers et les paysans *(smitchka)*.

Sans analyser aussi exactement la nature du mécontentement paysan, d'autres soviets, tel celui de Kazan par exemple, « condamnent tout envoi de soldats dans les campagnes, dans quelque but que ce soit ». Bientôt, tous les soviets dont la majorité est composée de bolcheviks ou de S.R. de gauche essaient de raisonner les citadins. Peine perdue. Les comités de ravitaillement agissent par eux-mêmes. Ils ont les citadins avec eux parce que les citadins ont faim[73].

Ainsi, une nouvelle guerre se superpose à la guerre sociale. Les origines en sont claires : cette guerre est celle des campagnes contre la ville, de la ville contre la campagne. Les paysans retrouvent derrière le citadin l'État et ses agents, soldats, bureaucrates et oppresseurs, l'ennemi de toujours.

Cette guerre reprend et continue celle des deux sociétés qui divisaient la nation russe : il y a autant de révoltes agraires dans les provinces centrales après 1917 qu'avant. Et après 1917 comme avant, dans la province de Tambov par exemple, les paysans insurgés ne distinguent toujours pas « le soldat, le bandit, et l'agent de l'État » (S. Singleton).

Ainsi, le mouvement des campagnes s'est développé en grande partie indépendamment des conflits qui se déroulent à la ville et aux armées. L'un et l'autre n'interfèrent qu'après octobre[74].

Au village, la révolution a eu pour premier effet de rétablir les anciennes coutumes : regroupés dans le comité, les paysans ont restauré le vieil idéal de la possession individuelle associée à une éminente propriété collective. Celle-ci doit assurer le partage périodique en fonction des bouches à nourrir. Elle doit également répartir le matériel et le cheptel selon les lois de l'équité.

Grands propriétaires et koulaks doivent se soumettre à cette loi commune, qui, au départ, ne les dépossède que des terres qu'ils ne mettent pas en valeur. Toutefois, comme cette loi commune s'étend aussitôt aux autres moyens de production (là se trouve la grande différence avec 1905), ils sont touchés, résistent et cette fois sont contraints à ne pas posséder plus que les autres. Ainsi, dans un premier élan, la révolution s'en est pris aux grandes propriétés, dans un second à tous les propriétaires.

Spontané, ce mouvement ne doit guère aux bolcheviks ou aux S.R. Le décret d'Octobre ne fait qu'étendre l'application de ces décisions, ou encore il les légitime. Il accentue les conflits au sein de la paysannerie pour autant que toute la terre est remise aux comités sans indemnité, ce qui dresse plus encore les koulaks contre le nouveau régime. Les bolcheviks étaient prévenus de ce problème ; ils n'imaginaient pas toutefois qu'à s'appuyer sur les éléments les plus pauvres, ils s'aliénaient le village qui considéra volontiers comme des traîtres ou des vagabonds ces membres des *comités des pauvres*, souvent venus d'on ne sait où. Cela ajouta à sa méfiance envers les gens de la ville ou envers l'État, qui, sous de nouveaux prétextes, venaient confisquer le fruit de son travail.

Traditionnellement, l'histoire de la révolution à la campagne est représentée comme une épreuve de force qui se déroule en deux phases. La première opposerait la paysannerie dans son ensemble aux grands propriétaires qui, le plus souvent, résidaient à la ville ; la seconde phase

opposerait les koulaks et otrubniks à la petite paysannerie et aux paysans sans terre.

L'analyse des faits révolutionnaires au village témoigne, certes, de l'existence de ces deux phases, mais celles-ci se télescopent et se confondent et souvent dés avant le succès de la révolution d'Octobre. Surtout, les documents témoignent de l'existence d'une solidarité villageoise qui met hors la communauté ceux qui ne partagent pas la vision égalitariste qui est de règle dans les campagnes déshéritées. Après Octobre, l'ouvrier agricole membre du *Comité des Pauvres* est aussi mal vu que le koulak quand il ne se rallie pas ; bien plus vive est l'hostilité généralisée de la classe paysanne dans son ensemble à l'endroit des citadins, des délégués du pouvoir (quel qu'il soit), que ne sont décisifs les conflits qui partagent la paysannerie.

Ultérieurement, l'État voulut dresser l'une contre l'autre plusieurs paysanneries dont le conflit mythique était le fruit de son imaginaire. La recherche du koulak fut en partie une fausse chasse à l'homme, une chasse à l'ombre : car le koulak avait souvent disparu, rapetissé en moujik dès la révolution de 1917. Quant aux plus pauvres, loin de rêver à la collectivisation, ils espéraient, comme chacun, avoir leur part, devenir *hozjain* comme ultérieurement la N.E.P. le leur promit. Ils enviaient certes la condition des mieux lotis, mais de tout temps ils s'étaient identifiés à eux[b].

La secousse de 1917 n'a pas apporté de solution réelle aux problèmes de la paysannerie. Au tome premier de cet ouvrage, on a vu comment la Grande Guerre avait brisé le système des relations économiques entre villes et campagnes. Dans ce tome, on voit que 1917 apporta aux paysans, certes, bien des satisfactions immédiates, mais leur avantage économique était illusoire. Étant donné que la ville continuait à produire peu ou mal, qu'avec Octobre les réquisitions en produits prirent la relève de la mobilisation des hommes, la relation demeura tendue entre campagnes et villes, même si, par peur du retour des grands propriétaires, le village demeura solidaire du pouvoir rouge face aux Blancs.

Lorsque la reconstruction commença, après plusieurs années de tensions et de contraintes, la nouvelle politique économique du pouvoir soviétique permit enfin aux paysans d'acheter et de vendre plus librement, de se nourrir mieux, de souffler un peu. Ces heures heureuses de la N.E.P. furent

de courte durée parce que le problème des échanges avec la ville n'était pas résolu pour autant, celle-ci n'ayant à livrer au village ni matériel agricole, ni objets fabriqués. La conjoncture de 1916 se retrouvait : « à quoi bon acquérir des roubles, à quoi bon travailler, si mes roubles ne servent à rien[75] » ?

Le pouvoir réagit par la collectivisation forcée[c], ce grand tournant dans la vie paysanne. D'une certaine façon, cette révolution par en haut avait ainsi son origine à l'atelier, à la ville, chez ceux qui avaient en charge les destinées de la production industrielle. Elle s'accompagna de violences, et, depuis, le moujik devenu kolkhozien y répond à sa façon.

En Russie, le secret des récoltes n'est pas lié, nécessairement, aux variations de la météorologie.

1. Dok. okt., *op. cit.,* 540, p. 436-459.

2. Sur l'isolement du village russe, cf. l'article de S.P. Dunn et E. Dunn. dans *Éthnology, op. cit.,* 603, p. 320 et suivantes. Sur les rapports entre paysans et marchands, cf. Kauffmann-Rochard, *Origines d'une bourgeoisie russe,* p. 218-219.

3. E. Wolf, *op. cit.,* 621, p. 60-69.
Sur la faiblesse du réseau de distribution, cf. Basile Kerblay, *Les marchés paysans en U.R.S.S.,* p. 75-99.

4. Eric Wolf, *op. cit.,* passim.

5. *Ibid.*

6. Elle l'ébranle plus que la guerre, dont les effets se surajoutent à ceux de l'introduction du capitalisme. Cf. la stimulante discussion de Roman Sporzluk, dans *Slavic Review,* XXVI. mars 1967, p. 70-84.

7. Un seul relais fonctionne entre le paysan et le reste de la société, le mouvement coopératif ; en 1917, il comprenait 5 500 sociétés agricoles mais pour 1 600 000 adhérents à la campagne, il ne disposait toutefois que de 1 454 points de vente, 1 223 lieux de croisement. Kabalov, *op. cit.,* 640, p. 55-56.

8. S.P. Dunn et E. Dunn, *op. cit.,* 603 et 604.

9. S. Harcave, *First Blood, the revolution of 1905,* 1964, passim.

10. CGAORSSSR, 398, 2, 123.

a. Paysans sortis de la communauté rurale.

11.

Voir notre première partie, p. 184-196. Cf. également le questionnaire et les réponses reproduits en annexe, traduits de *Ek. Pol, op. cit.*, 601, 3, 386-387.

12.

Ibid. Voir notre première partie, p. 184-196.

13.

Cf. *EK. Pol., op. cit.*, 601, 3, p. 67.

14.

Ek. Pol, 3, p. 400.

15.

Ibid., 3, p. 220, 237, 241 et 401.

16.

CGAORSSSR, 398, 2, 123, 1 à 16.

17.

CGAORSSSR, 398, 2, 123, 22 à 98. Vue générale sur la composition des comités agraires dans Moisseva, *op. cit.*, 606. p. 46-47, et, pour plus tard, note 46.

18.

Ibid.

19.

Ek. Pol, op. cit., 601, 3, p. 402-404. Sur 1 189 « violations de droit » identifiées pour juin et juillet, 258 portaient sur l'occupation de terres, 332 sur l'utilisation de prés et pacages, 130 sur la prise d'animaux de trait ou autres. Puis venaient les coupes de bois.
Les Gubernaja les plus concernées étaient celles de Penza. Kazan. Mohilev et Saratov.

20.

Trudy vtoroj sessii glavnago zemelnogo komiteta. Zacedanija 1-2 julja 1917 g., p. 1917, p. 35-39, reproduit partiellement dans *Ek. Pol., op. cit.*, 601, 3, p. 284-289.

21.

Tchernov n'a jamais pu obtenir des autres membres du Gouvernement la totale légitimation des comités agraires. On sait néanmoins qu'il est « du côté des paysans ». Durant l'automne, dans la région de Koslov (Gubernaja de Tambov), les paysans qui saisissaient des terres ou du matériel déclaraient « qu'ils avaient sur eux un papier de Tchernov ». Dépêche BV, in *BPP, op. cit.*, 43 à la date du 20 octobre.

22.

Protokoky zasedanij 3vo gubernskago krest'janskago s'ezda 20-28 avg. 1917 g., dans CGAORSSSR, 6978, 1, 423. Voir également D.S. Tocenyi, Bankrotstvo politiki SRov Povolz'ja v agrarnom voprose, dans *Istorija SSSR*, 4, 196.

23.

Ibid.

24.

Ultérieurement, Aksel prit la leçon de ces événements : dans le Gouvernement de Simbirsk, il mit les terres et les stocks à la disposition des comités agraires. CGAORSSSR, 3, 1, 314, 264-6.

25.

Tocenyi, *op. cit.*, 607.

26.

CGAORSSSR, 6978, 1, 423.

27.

Ibid.

28.

Cette dérobade s'explique par la réponse que Tchernov fit à Klimuchkine : « on ne pouvait pas ériger en loi une décision prise localement », CGAORSSSR, 1, 423, 91.

29.

Nous maintenons ici les indications qui figurent dans le procès-verbal. Ultérieurement, les « maximalistes » formèrent le parti S.R. de gauche. En ville, les milieux bourgeois ou non-militants confondaient maximalisme et bolchevisme.

30.

CGAORSSSR, 6978, 1, 423 et Totchenyi, *op. cit.*, 607, p. 117.

31.

Ibid.

32.

Rapport du comité de Buguruslanskij (Gubernaja de Samara) dans *Ek. Pol., op. cit.*, 601, 3, p. 290-291 et CGAORSSSR 398, 2, 139, 1. Les paysans renversent souvent les termes de la relation entre leurs décisions et celles de l'Assemblée Constituante : au lieu d'attendre sa réunion pour prendre des mesures, ils déclarent qu'ils prennent des mesures « valables jusqu'à la Constituante ». Cf. pour la Gubernaja de Penza CGAORSSSR 406. 2, 212. et Smirnov, *op. cit.*, 608, p. 25.
Voir également Perchin, *op. cit.*, 605, 1, p. 373.

33.

Chiffres dans *Ek. Pol., op. cit.*, 601, 3, p. 502 (note).

34.

Cela n'exclut pas pour autant les occupations de terres avec location de travailleurs... Cf. dans la région de Poltava, CGAORSSSR, 3, 1, 2, 251, 40. Sur MAKHNO, cf. plus loin p. 799 et bibliographie de J. Pluet dans *Autogestion*, n° 18-19, p. 310.

35.

Pour la Sibérie, cf. Razgon, *op. cit.*, 610.

36.

Pour la Bielorussie, cf. Fix, *op. cit.*, 613.

37.

Cf. le rapport Bobrinskij, au conseil des ministres de Nicolas II, le 10 octobre 1916. La dépendance vis-à-vis de l'étranger était particulièrement sensible dans le domaine des machines agricoles en provenance d'Autriche-Hongrie et de Suède et dans le domaine des engrais en provenance d'Allemagne. *Ek. Pol., op. cit.*, 601, 3, p. 16-32 et 457.

38.

Cf. S. Grosskopf, « expropriation, utilisation et partage des terres à l'époque de la NEP ». *CMRS*, XIV. p. 513-535.

39.

Ibid. et *Ek. Pol, op. cit.*, 601, 3, p. 74-121.
Là se situe la grande différence avec 1905 où les paysans n'avaient pas procédé à la saisie du matériel ni du cheptel, cf. Perchin, *op. cit.*, 605, 1, p. 413-413. Dans le Gouvernement de Rjazan. ils le saisissent dès le mois de mars 1917, CGAORSSSR, 7384, 9, 147, 6.

40.

En moyenne, 11,2 % de la population avait été mobilisée, soit 22,6 % de la population masculine et 47 % des travailleurs-hommes. Ce chiffre dépassait 50 % dans les provinces frontières. *Rossija i mirovoj vojne 1914-1918 goda v cifras*, M. 1925. p. 21. Dès juillet 1916, Sturmer avait demandé aux généraux Brusilov et Kuropatkine de libérer de la main-d'œuvre

pour les besoins de l'arriére. *Ek. Pol., op. cit.*. 601, 3, p. 43. Dans son ouvrage, *op. cit.*, 592b, Norman Stone montre que ces chiffres sont excessifs.

41.

Ek. Pol . *op. cit.*, 601, 3, p. 37, 53, 63.

42.

Il y avait environ 130 000 prisonniers de guerre dans les campagnes. *Ibid.*, p. 64.

43.

Plainte des paysans contre les prisonniers de guerre, CGAORSSSR, 406, 2, 544, 23 à 28 et 69 à 71.

44.

CGAORSSSR, 3, 1, 302. 186-187.

45.

CGAORSSSR, 3, 1, 361. 32-34 ; protestations de 1 200 propriétaires de la région de Poltava dans CGAORSSSR, 3, 1, 314, 25-79, et Perchin, *op. cit.*. 605, 1, 379.

46.

Dans les Gubernaja de Tambov et Rjazan. les comités de volost'sont composés exclusivement de paysans : ni les grands propriétaires, ni les médecins, ni les instituteurs n'en font plus partie, soit qu'ils refusent d'y participer, soit qu'ils s'en excluent eux-mêmes. Perchin, *op. cit.*, 605, 1, p. 353, et *K.A., op. cit.*, 26, XV, 1926, p. 41-45.

47.

Dans la région de Poltava. CGAORSSSR. 3. 1, 302, 174.

48.

Dok. Jt., op. cit., 23, p. 327-328. Le Prikaze interdisait notamment de s'opposer aux moissons effectuées par des machines agricoles, de s'emparer du matériel, d'enlever des prisonniers de guerre, etc.

49.

Textes de Tseretelli, Tchernov, Pechehonov regroupés in *Ek. Pol, op. cit.*, 601, p. 237-243.

50.

Les transactions avaient été interdites, puis interdites sauf dérogations ; les paysans avaient du mal à savoir ce qui était autorisé et ce qui ne l'était pas. Cf. Perchin, *op. cit.*, 605, 1, p. 390-6.

51.

Moisseva comptabilise 17 soulèvements réprimés par les armes en mars-juin et 105 en septembre-octobre, *op. cit.*, 606, p. 142.

52.

Cf. l'analyse critique du nombre total des soulèvements dans Perchin, *op. cit.*, 605, p. 407-418. À s'en tenir aux archives centrales, on compterait entre 5 782 et 6 103 soulèvements et infractions diverses entre février et octobre. Mais toutes les plaintes n'y furent pas versées et les indications fournies par les archives locales, plus complètes, donnent un total, selon les Gubernaja, de trois fois à huit fois plus élevé. En outre, tous les soulèvements ni toutes les infractions ne furent pas l'objet d'une plainte enregistrée. Le nombre des soulèvements proprement dits serait de 2 818 selon les calculs de Perchin. La zone centrale compterait pour la moitié, au moins durant l'été ; ensuite viennent l'Ukraine et les Provinces Baltes.

53.

Ibid., p. 420 et suivantes.

54.

Dépêche BV du 5 septembre 1917, in *BPP, op. cit.*

55.

Avant juillet, sur 1 426 conflits identifiés, 1 318 avaient opposé les paysans aux grands propriétaires, 72 aux kulaks et otrubniks, 36 au clergé et bourgeois-entrepreneurs. *Ek. Pol., op. cit.*, 601, 3, 52. Dans la Gubernaja de Tambov, 30 des 81 actions contre les koulaks ont lieu en septembre ; on retrouve des proportions équivalentes dans les provinces de Panze et de Voronej. Perchin, *op. cit.*, 605, p. 417.

56.

Chamberlin, *op. cit.*, 275, p. 256 et Grosskopf, *op. cit.*, note 38.

57.

Melgunov, *op. cit.*, 577, appendice et 577 bis, p. 204.

58.

Sur le programme agraire des bolcheviks et des S.R., voir notre première partie, p. 149-155 ; sur les variations de Lénine entre février et octobre, voir P. Sorlin, *op. cit.*, 349 ; sur la rédaction du décret sur la terre, voir Luckij, *op. cit.*, 615. Interprétation d'ensemble du décret dans Carr, *op. cit.*, 276, 2, p. 34-40 et dans Ésther Kingston-Mann, *op. cit.*, 616

59.

Une semaine avant octobre S. Maslov, ministre de l'Agriculture, signait une loi sur les rapports entre l'État et les comités locaux agraires. Cf. *DOC. Ker., op. cit.*, 35, II, p. 577-580, « trahison de la paysannerie » (Lénine).

60.

Cité dans Chamberlin, *op. cit.*, 275, p. 326, et Lénine, *op. cit.*, 129, XXVI, p. 268-269.

61.

Voir le bel article de Jan M. Meijer, in Pipes, *Revolutionnary Russia, op. cit.*, 517, p. 331-361.

62.

Sovety v Oktjabrja, op. cit., 544, p. 314-379. Dans la région de Tver, les terres étaient passées sans exclusion sous le contrôle des comités locaux dès le mois de juillet 1917. Cf. *Ek. Pol. op. cit.*, 601, 3, 292 et 365.

63.

Sovety v Oktjabrja, op. cit., 544, p. 314-379.

64.

Ibid. Comparer le texte p. 172 et le questionnaire p. 374-375.

65.

CGAORSSSR. 405, 6, 249, 1 à 5.

66.

Incidents suivis d'une flambée d'antisémitisme. Dés le mois de mars les paysans exigèrent des prix fixes pour les produits industriels ; cf. pour la province de Samara, CGAORSSSR, 3, 1, 314, 26.

67.

CGIA. 560, 43, 206 et CGAORSSSR. 3. 1, 251, 23.

68.

CGAORSSSR, 3, 1, 363, 96.

69.

Dépêche NV du 26 août ; incident qui se serait produit dans le district de Lipetsk. Gouvernement de Tambov.

70.

Nombreux passages à tabac de membres des comités de ravitaillement, cf. Moisseva. *op. cit.*, 606, p. 144.
Les réquisitions de vivres *(prodrazverstka)* furent à l'origine d'un très grand nombre de conflits dès avant octobre. La manière employée par les comités compta plus encore que

l'objet de leurs expéditions. Elle révélait les sentiments des gens de la ville pour les moujiks.

71.

Cf. la brochure au début de 1918 et qui contient les conseils à un militant qui se rend à la campagne. Burov, *op. cit.*, 617, p. 6-9.

72.

CGAORSSSR, 3, 1, 361, 62/64, CGAORSSSR, 3, 1, 363, 129 ; *Dok. sep., op. cit.*, 539, p. 266 et *Fav. zav. kom., op. cit.*, 625, 2, p. 194 ; et Moisseva, *op. cit.*, 606, p. 145.

73.

Comme les paysans cachaient ce dont ils se nourissaient, la réquisition frappait les semences, d'où la nécessité de réduire les surfaces d'ensemencement et même la densité de l'ensemencement. Le rendement par déciatine baissa de 50 % environ en quelques années alors que le total des réquisitions triplait entre 1917 et 1922. Cf. S. Grosskopf. *op. cit.*, 622b.

74.

Certes, les bolcheviks essayèrent de faire sentir leur influence, notamment prés des grandes villes. Ils organisèrent le recrutement de soldats et d'ouvriers originaires des villages proches qui partaient en expédition pour dire la bonne parole. Après la prise du pouvoir, une brochure fut même rédigée à cette fin, Burov, *op. cit.*, 617. Outre des conseils, elle indiquait les noms des personnes responsables des soviets ou comités locaux. Toutefois, avant octobre, cet effort de propagande demeura très modeste et on imagine mal qu'il ait pu contribuer sérieusement à la radicalisation du mouvement des campagnes comme l'assure la tradition historique. Pour les six ou sept Gouvernements qui se trouvaient dans l'aire de la capitale (Pskov, Vitebsk, Kaluga. etc.), le parti bolchevik put mobiliser dix hommes de l'usine Skorohod, huit hommes à l'usine de câbles, etc. À Minsk, le parti put utiliser une centaine d'ouvriers et soldats. Mais la mesure de ces chiffres demeure dérisoire. Chiffres établis par T. Tregonova, cités dans Perchin, *op. cit.*, 605. 1, p. 398-399.

b.

Observation abrupte, plus abrupte sans doute que l'analyse ne l'autorise. De plus, cette conclusion vaudrait seulement pour le cœur de la Grande Russie : la situation était très différente en Ukraine, en Sibérie, chez les nationalités.

75.

Dès 1923, la productivité du travail avait diminué de 55 % par agriculteur, de 44% par instrument aratoire. Or, de 1895 à 1912. la moyenne de fluctuation des récoltes avait varié seulement de 21 % à 18 %. cf. Mints. rapport de 1923. traduit dans 621 ter et S. Grosskopf, 622b.

c.

Avant la collectivisation forcée des années 30. la Russie a connu une forme originale de *collectivisation spontanée*, les *communes rurales*. À l'origine, celles-ci naquirent sur l'initiative de militants S.R., d'anarchistes, de sectes chrétiennes, notamment Baptistes et Mennonites. Assez semblables en l'esprit aux communautés actuelles, ces communes avaient un objectif plus moral qu'économique : « Notre village deviendra une famille, nous vivrons comme les enfants d'un seul père, notre soviet. » Les membres des communes rurales se partageaient les tâches, appliquaient le principe, « à chacun selon ses possibilités, à chacun selon ses besoins ». Selon R.G. Wesson[d], il en naquit environ 3 000, une des plus importantes prés de Tsarit-syn comptait près de 8 000 membres.

Une bonne partie fut l'œuvre de paysans, mais après 1919 la tendance se retourna, vu les difficultés de la vie dans les villes, et les créations émanèrent de citadins.

À ses débuts le pouvoir populaire, même marxiste, même bolchevik ne fut pas du tout hostile à ces initiatives. Le Commissariat à l'agriculture soutint le mouvement, voulant réglementer les communes pour les rendre productives : il est vrai qu'à ce stade de la bolchevisation des

institutions, ce Commissariat était encore composé en majorité de S.R. de gauche. Mais les bolcheviks encouragèrent la création de communes pour autant qu'elles étaient des modèles dans l'organisation d'une vie collective. La connotation favorable apparaît dans le fait que le législateur les associait aux comités de paysans pauvres. Toutefois, dès la fin de 1919, les dirigeants bolcheviks firent triompher leurs conceptions économistes et l'aide du gouvernement alla aux fermes d'État. Avec la proclamation de la N.E.P., Lénine prit position contre les communes qui finirent de disparaître, étouffées par l'État, vers la fin des années 20.

d.

Sur les Communes, on lira l'ouvrage de R.G. Wesson, *Soviet Communes*, Rutgers University Press, 1963, 276 p., dont nous remercions Basile Kerblay de nous avoir signalé l'existence. La première réglementation pour les Communes Rurales de la Région Nord se trouve dans *Pervyj S'ezd komitetov derevenskoj bednoty Sojuza kommun serevnoj oblasti*, Petrograd, 1918, 64 p.

CHAPITRE XV

LE TRAVAIL CONTRE LE CAPITAL

> « Quand je suis entrée pour la première fois dans une usine, que j'ai vu ces malheureux, d'un coup j'ai senti que je ne pourrais plus vivre ni connaître le bonheur tant que cela n'aurait pas changé… »
>
> Alexandra Kollontai

Ressentie dans le monde entier comme une victoire du mouvement ouvrier, la Révolution de 1917 eut effectivement pour effet de chasser le patron de l'usine, de mettre fin à un des systèmes d'exploitation les plus durs que le monde capitaliste ait jamais connus.

En octobre 1917, le régime qui prit la relève du Gouvernement Provisoire s'est défini dès ses origines comme un État socialiste, soviétique, ouvrier. Sa genèse est liée aux conditions dans lesquelles se déroula l'épreuve de force qui mit aux prises les travailleurs des villes et le système d'exploitation qu'ils combattaient. Elle est liée, également, à l'évolution des rapports entre les ouvriers et les organisations qui les représentaient et qui parlaient en leur nom.

On examine ici :

1. ce que fut la révolution à l'usine,
2. la réponse du patronat et du Gouvernement Provisoire aux tentatives de gestion ouvrière,
3. la ruine de l'économie, effet de la guerre et du sabotage de la production,
4. la réponse des différentes institutions ouvrières (partis socialistes, syndicat, soviet des comités d'usine, etc.) et du régime né en Octobre à la volonté exprimée des travailleurs d'organiser eux-mêmes la production.

1. LA RÉVOLUTION À L’USINE

L’USINE RUSSE AVANT 1917

TARIF			
TÊTE	1. Lésion cérébrale, causant des troubles graves		100 roubles
	2. Lésion cérébrale, laissant apparaître la chair, sans troubles graves		70
	3. Traumatisme crânien plus léger		30
	4. Commotion cérébrale		60-85
YEUX	1. Perte de la vue des deux yeux		100
	2. Perte de la vue d’un seul œil		35
OREILLES	1. Surdité des deux oreilles		50
	2. Surdité d’une seule oreille		10
VISAGE	1. Perte de la parole		40
	2. Détérioration du visage gênant la fonction des sens		35
DOS	1. Brisure de la colonne vertébrale		100
	2. Limitation des possibilités du dos		10-50
		Main droite	Main gauche
EXTRÉMITÉS	1. Perte du pouce	30	25
	2. Perte de l’index	25	15
	3. Perte du 3e ou 4e doigt	10	5
	4. Perte du dernier doigt	5	0
	5. Perte de tous doigt	75	65
	6. Perte de la main	75	65
	7. Perte des deux mains	100	

Ce tableau ne reproduit ni la loi Salique ni un code de la Russie kievienne. Il était placardé sur les murs des ateliers de l’usine Obuhov, à Saint-Pétersbourg, quelques années avant la révolution d’Octobre. Il indique le détail des indemnités à verser aux accidentés du travail. Il est la transcription, inscrite dans la chair du peuple russe, des conditions de travail dans l’empire des tsars[1].

La barbarie des temps n’est pas seule en cause, mais le système tout entier. Sa violence n’est pas contingente ; elle est intrinsèque aux relations capitalistes dans le contexte russe et a pour fonction de briser toute résistance des travailleurs. Au reste, cette violence peut s’exprimer sans

l’intercession de la machine ou de « l’accident du travail » : quelques années avant la révolution, sur 325 meurtres commis dans les usines, 257 ont pour auteur un membre de son administration et pour victime un ouvrier[2].

Dans *La Grève*, S.M. Eisenstein a parfaitement analysé le fonctionnement social d’une usine d’ancien régime ainsi que la relation entre le Capital, les travailleurs et l’État ; certains passages de *La Mère* de Pudovkine (d’après Gorki) apportent d’utiles compléments. La réalité sociale implicitement représentée dans ces films met en cause bien des certitudes de l’Histoire.

On y voit que les travailleurs ne sont pas tous solidaires. Toutefois, leurs divisions reflètent des antagonismes qui ne sont pas seulement, comme on le croyait au travers de la tradition écrite, idéologiques (bolcheviks-mencheviks, marxistes-populistes) mais liés à la fonction dans l’usine, à la classe d’âge. Il est significatif que l’unité de la classe ouvrière est représentée par un plan fixe de trois générations de travailleurs. La désunion est toujours le fait des plus âgés : ils brisent la grève dans *La Mère* de Pudovkine, jouent les agents doubles ou les provocateurs dans *La Grève.* Les animateurs du mouvement revendicatif sont tous jeunes, leurs enfants ont au plus six ou sept ans. Manifestement, ces jeunes travailleurs sont fraîchement venus de la campagne ; c’est là qu’ils se retrouvent eux-mêmes, gais et détendus, qu’ils s’accomplissent ; ils y sont nés, s’y plaisent, c’est là qu’ils jouent, qu’ils aiment, qu’ils meurent. Inversement, mouchards, « jaunes », sont gens de la ville ; le cabaret et le trottoir sont leur royaume, où ils se sentent à l’aise, où ils gagnent leurs batailles.

Dans ces films, le deuxième groupe de travailleurs opposés aux grévistes comprend les contremaîtres, dont les hésitations, parfois, traduisent le statut ambigu dans l’usine. Autres éléments populaires hostiles aux grévistes dans et hors de l’usine : le portier, les chauffeurs (qui actionnent les sirènes), les pompiers (« les salauds, ils dirigent les lances contre leurs frères »), les domestiques. Ainsi, parmi les travailleurs, ceux qui sont dotés d’un pouvoir, sinon d’un privilège : ouvrir ou fermer les portes, surveiller les ouvriers, mettre tout le monde au travail, approcher le patron, assurer la sécurité de qui l’on veut. Il convient de leur associer les paysans chassés par la misère et qui. cherchant du travail à la ville, jouent les briseurs de grève.

Le déclenchement de la grève, la répression, ne procèdent pas de la revendication non satisfaite, de la logique apparente du processus

cause/effet. Dans *La Grève*, les ouvriers sont mécontents, des tracts sont distribués ; pourtant il ne se passe rien. La grève éclate, générale, spontanée, instantanée parce qu'un ouvrier, accusé à tort d'avoir volé un micromètre, s'est suicidé de désespoir. Le contremaître accusateur est bousculé, battu, puis on se moque de lui. Il n'est pas jugé responsable de sa vilenie. C'est le système qui est la cause de tout, et c'est pour cela que la grève est générale.

Comme la grève, la répression se déclenche également de façon irrationnelle, sans relation apparente avec la nécessité du système, avec les exigences ou les besoins des oppresseurs. Les revendications des travailleurs ont été rejetées, ils ont déjoué la provocation policière, n'en ont pas moins manifesté, puis ont été finalement dispersés par la police ; l'incident pourrait s'arrêter là. La police montée garde le quartier. Mais voici qu'un bambin s'égare sous les pattes d'un cheval, la maman accourt sauver son petit, le policier la fouette ; elle appelle : « Au secours, camarades ! » La bagarre éclate, instantanée, aboutissant au massacre général des travailleurs. Les besoins de violence, la cruauté des serviteurs de l'État, l'indifférence des gens bien éduqués sont une nécessité du système ainsi révélée par ce processus apparemment irrationnel[3].

Entre la situation décrite par ces films, qui se place au début du siècle, et la révolution, le statut de l'ouvrier a peu changé. Principales transformations : le nombre des femmes ouvrières s'est largement accru depuis que les hommes ont été mobilisés (il y a 35 % de femmes dans les usines de Petrograd en 1917), ainsi que celui des tout jeunes travailleurs, pas assez âgés pour aller au front. Autre changement, les liens des travailleurs avec la campagne se sont distendus : parmi ces ouvriers, ceux qui possèdent encore un lopin de terre ne constituent plus qu'une infime minorité, à Petrograd notamment ; ce qui explique en partie l'attitude d'hostilité envers la campagne où ceux qui sont restés se sont enrichis[4].

Parallèlement, l'idéologie révolutionnaire a gagné la classe ouvrière dans sa masse. Les ouvriers des grandes usines métallurgiques ou textiles adhèrent, pour l'essentiel, aux vues de la social-démocratie ; seule une minorité de travailleurs, appartenant souvent à des métiers semi-artisanaux ou à des petites entreprises, professent plutôt des idées anarchistes. De toute façon, dans le combat contre la bourgeoisie et le tsarisme, ces distinctions comptent peu pour les ouvriers, et moins encore les distinctions à l'intérieur

de la social-démocratie entre mencheviks et bolcheviks, à l'intérieur de l'anarchisme entre anarcho-syndicalistes et anarcho-communistes. Elles importent surtout aux organisations, soucieuses de comptabiliser leurs troupes, et la tradition historique, qui généralement émane d'elles, reflète plus leur obsession qu'elle n'exprime un choix explicite des travailleurs : celui-ci ne se formula qu'ultérieurement et peu à peu[5].

En vérité, ces transformations n'ont guère changé la condition des ouvriers dans l'usine. Lors de la chute du tsarisme, dans les télégrammes revendicatifs qu'ils rédigent en mars 1917, leur destin pitoyable s'exprime par un cri, par un sanglot. Ils en appellent à une existence moins inhumaine. Ils ne mettent pas en cause les fondements de la société. Ce sont les militants révolutionnaires, en avance sur les travailleurs, qui prévoient dans leur programme l'instauration du socialisme. En mars toutefois, la plupart d'entre eux, persuadés de l'inéluctabilité du processus historique, croient également que la durée de ses étapes est liée aux lois du développement économique ; Lénine et quelques anarchistes mis à part, ils considèrent ainsi comme illusoire et peu sérieuse, en l'occurrence non « scientifique », toute action qui ne respecterait pas la lenteur immanente de ce processus. Au soviet de Petrograd, ils combattent la bourgeoisie mais ne voient pas que cette conviction la sert et que la bourgeoisie s'y réfère pour justifier son droit à gouverner sans entraves, à refuser même le minimum de contrôle que voudraient lui imposer les socialistes modérés qui partagent avec elle le pouvoir. La pression révolutionnaire oblige toutefois la bourgeoisie à des concessions mais minimes, et les militants devenus ministres hésitent à exiger plus, à aller plus outre : ils ne veulent pas jouer les gérants d'une économie en faillite. Ils manifestent ainsi la preuve de l'incapacité du système à satisfaire aux exigences les plus modestes des travailleurs, ce dont la bourgeoisie tire argument pour ne céder sur rien.

Ainsi, au moment où les ouvriers attendent un changement, l'exigent, leurs maîtres à penser les paralysent. Il leur apparaît que les difficultés de l'économie et les volontés antagoniques des patrons et des ouvriers créent une situation telle que satisfaire la moindre des revendications ouvrières mettrait en cause tout le système de production et également toute la représentation du schéma de la révolution. Ces contradictions se résolvent en une épreuve de force comme l'Histoire n'en a jamais connu. Au cours de cette épreuve les ouvriers instaurèrent l'autogestion ; aussi inattendue, aussi étrangère aux revendications sagement émises dans les *Cahiers de la*

révolution russe, aussi étrangère également au programme des partis socialistes qui parlaient au nom des ouvriers, apparemment aussi « irrationnelle » que le déclenchement de *La Grève* ou que sa répression[6].

FÉVRIER : DE L'ANCIEN RÉGIME À L'AUTOGESTION

Février amena un changement immédiat dans l'usine. Les ouvriers pouvaient désormais se réunir librement, parler, faire des pétitions sans que les indicateurs menacent ou que la police intervienne. Il n'y avait plus d'État tsariste, plus de tribunaux tsaristes, plus de prisons tsaristes. Le premier cri des travailleurs fut un appel pitoyable, mais un appel plein d'espoir : ils demandaient un traitement plus humain, pas plus de huit heures de travail par jour, mieux qu'un salaire de misère, des assurances sociales, et qu'en cas d'accident du travail, on aide à vivre leur femme ou leurs enfants.

Le patronat ne voulut pas même lire ces *Cahiers de la Révolution russe* : il avait ses propres problèmes à résoudre, comptait bien, grâce au changement de régime, gérer l'État à son profit. Or, pour l'heure, il était endetté, avait ses commandes à honorer, l'industrie russe n'était pas concurrentielle : accorder les huit heures par jour aggraverait son retard, il n'était pas question pour l'instant de satisfaire aux demandes des travailleurs. La révolution durait déjà depuis huit jours, les usines ne tournaient plus régulièrement, ces ouvriers n'avaient pas idée du prix que pouvait coûter cette interruption. On reparlerait de tout cela plus tard, quand la vie serait redevenue « normale ».

Or, la vie ne redevenait pas normale. Devant pareil branle-bas. le patron dut au moins céder sur quelques points : dans la capitale et dans une trentaine de grandes villes, les huit heures furent instituées. Les plus grosses entreprises consentirent quelques aménagements de salaires. Ils n'avaient d'ailleurs aucun effet, car le prix de la vie augmentait plus vite encore.

Mais ce vacarme devait cesser, chacun devait se remettre au travail, la révolution était terminée : chaque jour les journaux le rappelaient, la guerre continuait, les soldats avaient besoin d'armes, de souliers. Le *« retour à la vie normale »* était présenté comme une nécessité de caractère patriotique. À Petrograd et à Moscou, permissionnaires et soldats de la garnison approuvèrent d'abord ce langage : les revendications des ouvriers les agaçaient, le sort de ces travailleurs était infiniment moins tragique que

celui des soldats dans leurs tranchées. Au reste, plutôt que de retourner au front, quelle meilleure façon les soldats n'avaient-ils pas d'accomplir leur devoir patriotique que de surveiller les ouvriers, de les obliger à travailler, à produire pour le pays ?

Les ouvriers réagirent, s'organisèrent. Comme ils jugeaient que leur cause était juste, ils voulurent l'expliquer aux soldats : mais comme ils se méfiaient également de ces « paysans en uniforme », ils voulurent assurer leur propre défense et constituèrent des milices armées.

Ainsi, sans en prendre exactement conscience, l'ouvrier assura la sécurité de l'usine comme il eût assuré celle de son propre foyer. Déjà, il y demeurait plus qu'à l'ordinaire : vote de motions, élection de représentants au soviet, reprise de l'activité syndicale, choix des délégués à envoyer dans les casernes et dans les comités de quartier, participation aux réunions du comité de l'usine[7].

Dans la plupart des entreprises, le *Comité d'usine* s'était constitué dès les premiers jours de la révolution. Élu par l'assemblée de tous les travailleurs, et quelquefois par une partie également de l'administration, le Comité était devenu rapidement une sorte de contre-pouvoir dans l'usine. Un double pouvoir se disputait ainsi l'autorité dans l'entreprise de la même façon qu'un double-pouvoir combattait pour l'autorité politique dans le pays. Par la loi du 23 avril, le Gouvernement avait reconnu l'existence de ces comités, défini leur mode d'élection, délimité leurs droits qui demeuraient purement représentatifs. Mais bien des comités s'étaient constitués avec d'autres normes, avant que la loi fût promulguée : ils avaient formé leurs commissions de travail, avaient commencé à négocier avec le patronat, appliquant la procédure d'arbitrage recommandée par le soviet et le Gouvernement. Des représentants du ministère de l'industrie et du soviet de Petrograd participèrent même à la première de ces grandes réunions, organisée par les usines d'armement de la capitale. Le communiqué rédigé en commun par les participants fit même jurisprudence : d'inspiration menchevik, il déclarait « que les ouvriers refusaient de se mêler de la gestion de l'usine tant que le socialisme ne serait pas instauré ». Texte « soufflé » dont l'expérience montra qu'il était sans relation avec les aspirations latentes des travailleurs[8].

Que la compétence du comité soit limitée ou non par la loi du 23 avril, pour le patron cette loi était maudite. Elle l'obligeait à discuter, à s'expliquer, à justifier ses décisions, ce qui lui était intolérable. En outre,

dans les chambres de conciliation, ces négociations ne tournaient pas toujours à son avantage car il ne pouvait pas expliquer à la fois les déclarations de bénéfices publiées dans la presse financière, largement reproduites dans les journaux bolcheviks, et son incapacité à augmenter les salaires. Le comité cherchait à s'informer par tous les moyens, même la perquisition des bureaux directoriaux, et le patron rompait la négociation à la moindre occasion. La grève éclatait alors, instantanée[9].

Les grèves du mois de mai atteignirent ainsi des proportions gigantesques. D'autres fois, comme à Moscou, des grèves éclataient parce que le patronat avait refusé la norme de salaire minimum proposée par la commission de conciliation. Ainsi, pour le patron, « les livraisons diminuaient, la production s'effondrait, les exigences se multipliaient : il ne pouvait continuer à travailler dans ces conditions là ». Il y avait d'autres motifs à sa colère : le Gouvernement ne l'aidait en rien, qui bloquait les prix, pas les salaires. Jouant les arbitres, invitant le patron à faire des concessions « avec un argent qui n'était pas le sien », l'État prétendait désormais exercer un contrôle qui malgré ses dénégations aboutirait selon la bourgeoisie à une nationalisation de fait[10].

Tandis qu'un ministre bourgeois donnait sa démission, que d'autres allaient suivre, dans l'entreprise même les conflits se multipliaient. Or, malgré les menaces, les ouvriers « continuaient à s'agiter », la productivité ne cessait de décliner depuis que les travailleurs avaient le droit de s'adonner à ces « parlottes » ; les patrons étaient surtout furieux d'avoir à rémunérer des ouvriers qui ne travaillaient plus, qui participaient à des « commissions ». Les membres des comités étaient déjà soixante-douze chez Obuhov, cent quinze à la Treu-golnik : « Rémunérés à la journée, ils étaient payés à ne rien faire. » Cela ne pouvait durer[11].

Comme s'ils avaient obéi à un mot d'ordre, au lendemain des grandes grèves ouvrières, les patrons multipliaient les licenciements ; 165 000 ouvriers furent bientôt à la rue. Les soviets protestèrent ; celui de Moscou vérifia la légitimité des réductions de personnel, les patrons alléguèrent le mauvais approvisionnement, mais les licenciements n'étaient-ils pas un chantage à la misère ? Une nouvelle fois les patrons et les ouvriers firent appel aux commissions d'arbitrage, au ministre du travail lui-même[13]. Par exemple, le directeur de Vulcain venait de renvoyer 600 ouvriers et ne

voulait pas payer un mois de préavis. « Le directeur déclara au ministre qu'il ne pouvait pas et que dans l'état actuel de la législation ce n'était pas obligatoire. » Le ministre assura le directeur qu'il ne subissait aucune contrainte : « Cette réunion était purement délibérative, il se contentait de donner un avis ; moralement, on se devait de payer les ouvriers ; au reste, l'usine ne s'en porterait que mieux vu l'humeur générale. » Il fallait à tout prix éviter une fermeture comme cela s'était produit à Prodamet. Le directeur répondit qu'il paierait les ouvriers s'il le pouvait ; mais il n'avait pas les moyens de régler deux semaines de salaires à moins que cette somme ne soit récupérée par un travail, or la production ne cessait de décroître… Le comité d'usine proposa d'établir un nouveau mode de règlement au prorata du travail ou à la pièce. Alors le directeur fit un éclat : « Pourquoi ne pas demander deux mois de préavis, puis trois, puis quatre. Les travailleurs ne devraient demander que le strict nécessaire. » Le ministre invita le directeur à reconsidérer sa proposition. « Je réfléchirai, dit Minkevitch, mais ce n'est pas au moment où la production baisse que l'on peut payer[14]. »

Statistique des conflits dans les usines métallurgiques de Mouscou[12] (selon A.G. Egorova)	
Pour 149 conflits soumis à l'arbitrage des comités de conciliation entre mai et juillet 1917 :	
– Problèmes de salaires	49
– Droits du comité d'usine et rémunération des heurs de présence au comité	28
– Répartition des tâches dans l'usine et conditions de travail	20
– Problème des licenciements	21
– Inégalité des salaires (femmes, travail à la tâche ou à la journée)	31

Ce directeur avait accepté de faire appel à l'arbitrage ministériel. Il n'en alla pas partout ainsi. Dans les villes de province notamment, où il était plus difficile de juger du rapport de forces, d'obtenir une audience du ministre, de nombreux patrons mesuraient mal la poussée révolutionnaire, ils crurent pouvoir résister en faisant front. Des violences suivirent : ainsi U. Rykatine fut le premier patron séquestré pour avoir refusé d'appliquer les décisions de la commission de conciliation portant sur les fonctions et le rôle du contremaître. Il en alla de même d'un autre patron à Kazan, le directeur de la Compagnie générale d'électricité : malgré l'avis de la commission, il avait refusé d'augmenter le salaire des manœuvres. Ces exemples se multipliaient. Les patrons de Moscou décidèrent collectivement de ne plus

tenir compte de l'arbitrage des commissions de conciliation, de ne plus y participer : ils entendaient demeurer maîtres chez eux. À son tour, le ministre menaça de peines sévères les ouvriers qui séquestraient leur patron.

Séquestrations ayant fait l'objet d'une plainte[15]				
Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre (jusqu'au 23)
4	5	17	21	16

Statistique des lock-out à Petrograd[16]					
	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet
Nombre de lock-out	74	55	108	128	206
Nombre d'ouvriers touches	6 664	2 816	8 701	38 455	47 754

Dans le contexte russe, il s'agit ainsi d'usines petites et moyennes. Il s'y ajoute les licenciements collectifs partiels qui, dans les usines géantes, affectent de bien plus gros bataillons de travailleurs.

La situation générale s'aggravait et la bourgeoisie commençait à s'impatienter. Certes un certain nombre de revendications ouvrières étaient légitimes, mais les travailleurs devaient comprendre que dans leur intérêt et dans celui de la Russie, ils devaient non pas ralentir les cadences mais les augmenter. L'industrie russe devait rattraper son retard, les entreprises ne seraient plus rentables si aux difficultés inhérentes au marasme du système économique s'ajoutaient des à-coups dans la production dus aux « caprices » de la classe ouvrière. Dans ces conditions, il valait mieux fermer l'usine. De nombreux patrons décidèrent ainsi de fermer, une deuxième vague de lock-out suivit. Au début, sa signification ne fut pas manifeste : les difficultés d'approvisionnement, la pénurie en combustibles, en matières premières, le blocage de l'économie, autant de raisons qui furent mises en avant. Mais bientôt les objectifs du patronat apparurent clairement. Parlant au nom des industriels, Rjabuchinskij expliquait ainsi leur position : « Il est possible que pour sortir de la situation, il faille avoir recours au bras décharné de la faim, à la misère nationale qui prendrait à la gorge les faux amis du peuple, comités et soviets[17]. »

Au reste, que le patron licencie des travailleurs, qu'il ferme l'usine pour une raison ou une autre, le résultat était le même : l'ouvrier était mis à la rue.

Elles étaient loin ses espérances de février : sécurité de l'emploi, hausse des salaires, etc. Quant au Gouvernement « socialiste », il ne cessait de décevoir : il n'avait pas signé de décret sur les huit heures, laissant, dans chaque ville, le soviet négocier avec le patronat ; il n'avait pas contraint les capitalistes à consentir des augmentations de salaires. Surtout, il était plus vif à menacer de sanctions les ouvriers qui n'appliquaient pas exactement la loi du 23 avril, qu'à condamner les patrons qui ne respectaient pas les décisions des commissions de conciliation et se mettaient pourtant ainsi « hors la loi révolutionnaire ». Au nom de la défense du pays, il invitait les ouvriers en grève à se remettre au travail mais ne prenait aucune sanction contre les responsables des lock-out. Les travailleurs réagirent : les dirigeants préconisaient la négociation, la conciliation, les patrons refusaient de s'y soumettre, ils affamaient volontairement les ouvriers, ils sacrifiaient délibérément les intérêts de la défense nationale : leur légitimité fut remise en cause. Cela ne fut pas dit explicitement mais ressenti lentement, à mesure que les comités d'usine eurent à prendre des décisions devant le refus patronal. C'est dans ces conditions que les premières expériences d'autogestion furent faites ; au départ, celles-ci ne furent pas définies comme telles par les travailleurs ; ils ne parlèrent ni de socialisme, ni de collectivisme, ni d'autogestion : simplement, ils déclarèrent « qu'ils étaient contraints, vu les refus du patronat, d'assurer la bonne marche de l'usine ».

UNE EXPÉRIENCE D'AUTOGESTION[18]

Les expériences d'autogestion furent l'aboutissement d'une épreuve. Les ouvriers avaient faim, leurs demandes ne souffraient aucun délai ; menacés de licenciement, ils savaient que s'ils quittaient l'usine nul ne viendrait à leur secours. Ils voulaient vivre.

Leur conflit avec le patron se consomma quelquefois avant même que les organisations ouvrières se soient seulement réunies. Or les ouvriers n'avaient pas le loisir d'attendre. Que faire ? La section ouvrière du soviet préconisait la procédure d'arbitrage, mais celle-ci n'aboutissait pas nécessairement ; le conflit était alors du ressort du comité exécutif du soviet, il devenait politique. De son côté, le syndicat n'avait pas encore réuni ses assises nationales ; en mars, ses représentants au soviet, en majorité mencheviks, étaient ralliés à la politique d'arbitrage. Plus rapides,

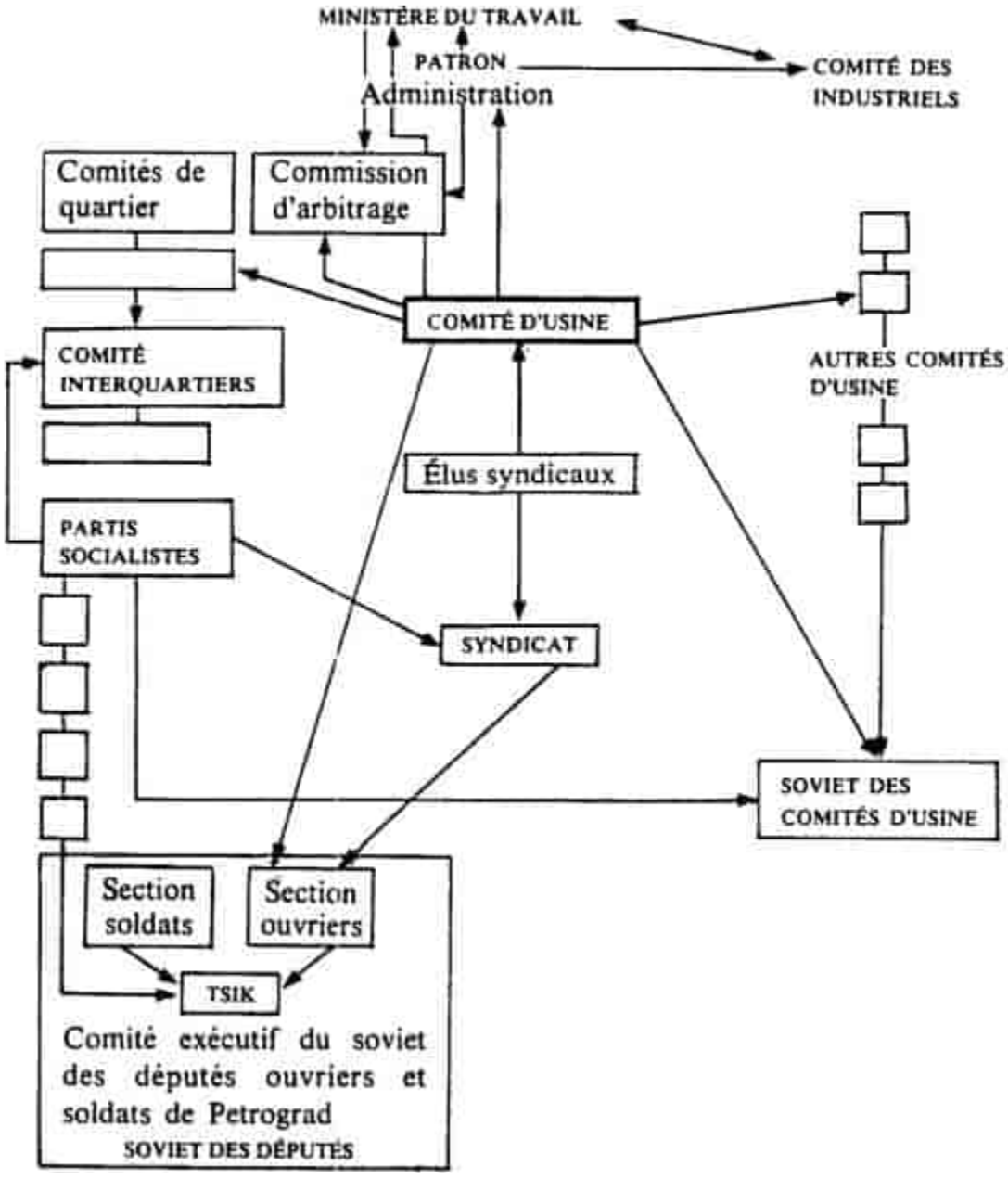
nés sur place dans chaque entreprise, les comités d'usine, au moins à Petrograd, réunirent une première conférence.

Tenue en mai, cette première conférence fut la seule instance à prendre en charge l'ensemble des conflits qui avaient éclaté dans les usines. Toutefois, tous les comités n'étaient pas représentés à la conférence, et toutes les usines n'avaient pas encore de comités. Déçus par la politique conciliatrice des mencheviks et plus encore par le comportement du ministre Skobelev, la majorité des participants acclama les orateurs bolcheviks, notamment Zinov'ev, qui ne cessèrent de les condamner. La motion finale, d'inspiration bolchevik, recommandait l'extension et la systématisation du contrôle ouvrier. Mais une motion ne nourrit pas, elle n'a pas force de loi et il était des entreprises où le patron opposait un refus global à toute négociation, à toute prétention au moindre contrôle. Ce fut dans ce cas que la rupture aboutit à une expérience d'autogestion, chez Brenner par exemple[19].

Dans le contexte russe, l'usine mécanique Brenner est une petite entreprise de deux cents ouvriers environ[20]. Le conflit avec le patron porte, comme ailleurs, sur les salaires, sur les horaires, sur les activités du comité d'usine. Il s'agit d'un dialogue de sourds. Aussi vigilants et actifs l'un que l'autre, le comité et le directeur envisagent chacun de son côté l'épreuve de force. Dès le 21 mai, l'administration annonce la fermeture de l'usine pour la fin du mois. Mais les ouvriers demeurent et couchent sur place, indéracinables. À qui faire appel ? Le soviet est trop loin, ou trop haut ; ils n'y ont pas d'élu. Les ouvriers voudraient obtenir au moins l'appui du comité de quartier : plus représentatif que les ouvriers d'une seule usine, il pourra intervenir auprès des instances compétentes (voir le tableau organigramme). Le 8 juin, un membre du comité d'usine est entendu au comité de quartier Peterhof, il expose la situation des ouvriers. Ceux-ci veulent faire marcher l'usine. Ils demandent que le comité de quartier intervienne auprès du syndicat. Le comité se sent un peu perdu, il voudrait être mis en relation avec des gens qui sauront le guider, l'aider à assurer la bonne marche de l'usine[21]. Car cela ne fait aucun doute : Brenner met tout en œuvre pour interrompre les livraisons, il a arrêté les commandes pour justifier la fermeture de l'usine. Le comité voudrait la prendre en charge. Le délégué demande au quartier d'endosser la décision ; ce soutien aura une portée morale considérable, il renforcera la combativité des travailleurs. Après discussion, le comité de Peterhof donne sa bénédiction aux ouvriers

de chez Brenner. Première décision : un de ses membres est chargé d'enquêter sur les biens de la famille Brenner. Brenner le reçoit, l'accuse d'avoir touché quinze roubles pour jouer les policiers. Il s'agissait de la somme qui lui avait été allouée à la place de son salaire. Se jugeant diffamé, le délégué porte plainte[22]. Toute négociation est interrompue et cette fois la fermeture de l'usine est annoncée irrévocablement pour le 3 juillet. Cause officielle : « fonctionnement à perte ». Le 28 juin, le comité des usines Brenner publiait ce communiqué qui fait date dans l'histoire du mouvement ouvrier : « Vu le refus de la direction de conduire les affaires de l'usine, le comité ouvrier décide, en assemblée générale, d'honorer les commandes et de poursuivre le travail[23]. » En présence d'un huissier qui certifiait que l'usine fonctionnait bien sous la surveillance du comité, il s'adressait au ministre du Travail pour recevoir l'autorisation d'honorer les commandes, d'accomplir le travail destiné au Gouvernement et aux particuliers. Faute de quoi, les ouvriers seraient dans une situation très difficile. De son côté, Brenner portait plainte auprès du ministère du Travail et le comité faisait appel à l'aide des usines Putilov[24].

ORGANIGRAMME DES RELATIONS EXTÉRIEURES
D'UN COMITÉ D'USINE



Le Comité d'usine a des liens avec le patron. Il peut être représenté au soviet des Comités d'usine, choisit ses représentants à la commission d'arbitrage, au comité de son quartier, éventuellement à la section ouvrière des députés.

« Nous, ouvriers et comité d'usine de l'entreprise Brenner, nous nous adressons à nos camarades et contremaîtres de chez Putilov pour leur faire savoir que ce 19 mai, le patron a déclaré au comité d'usine qu'il n'avait plus d'argent, qu'il ne pouvait plus continuer à marcher et il priait le comité d'usine de le soutenir et de l'aider en honorant au plus

vite les commandes. En réponse, le comité décida de lui prêter assistance et prescrivit même de travailler en urgence les jours de fête. En réponse, Brenner déclara le 24 mai qu'il pouvait payer ses ouvriers encore deux semaines mais que le 7 juin il fermerait l'usine. En réponse, sachant que le patron venait de recevoir une avance sur commandes de 420 000 roubles émanant du comité central des industries de guerre pour des produits à ce jour pas encore mis en fabrication, et qu'il avait reçu aussi 100 000 roubles pour une commande de boucliers d'infanterie pas plus honorée, qu'en dépit de cela, le patron fermait l'usine… jetait les gens à la rue tout en ayant touché ces avances colossales, gardant même les 2 % payés par les ouvriers pour leur caisse maladie (…), les ouvriers, n'ayant pas reçu toute leur paye le 7 juin, s'adressèrent au ministère et au soviet en demandant que l'usine reste ouverte. Le 19, le comité décidait de reprendre le travail sans participation de la direction. Au reste, celui-ci avance bon train ; en dépit des difficultés et des obstacles causés par le patron, le travail continue en bon ordre mais il y a une difficulté, c'est l'approvisionnement en matériel et c'est pourquoi nous nous adressons à vous, nos camarades de l'usine Putilov, en vous demandant de ne pas nous refuser votre aide dans ce combat avec les dilapideurs des fonds d'État, avec ceux qui violent les lois. Nous avons absolument besoin d'argent et sans ce matériel, nous ne pourrons accomplir le travail[25]. »

Parallèlement, le comité s'adressait au comité central des comités d'usine pour demander son aide. Le comité Putilov répondit aussitôt en renvoyant le comité Brenner au Fonds d'aide du comité central des comités d'usine. Ce qui fut fait, le comité Brenner demandant, en plus, une avance remboursable pour pouvoir payer les ouvriers complètement démunis et dans le plus extrême besoin. Il en informait aussitôt les travailleurs. Le 29 juillet, le comité de la Treugolnik acceptait de virer 15 000 roubles aux camarades de chez Brenner, tandis que les Putilov envoyaient du matériel[26]. G. Brenner réagissait aussitôt en portant plainte auprès du comité des industries de guerre : « Le comité n'avait pas compétence juridique pour honorer des commandes ou recevoir de l'argent. L'administration de l'usine se devait de l'ignorer. Elle devait seulement honorer les commandes qui venaient par l'intermédiaire du comité de la moyenne et petite entreprise. Quant à l'accusation formulée par les ouvriers, elle n'avait aucun

fondement : l'argent des commandes avait déjà permis de mettre en fabrication 4 000 cylindres[27]. »

Le conflit prenait de l'ampleur ; pour y mettre fin, le ministre prenait une décision qui allait faire date : il ordonnait la mise sous séquestre des usines Brenner.

Le 12 août, l'animation est grande dans le quartier Peterhof. La milice urbaine a reçu l'ordre du Gouvernement de faire évacuer les usines Brenner en vertu de la décision de séquestre. Est-ce l'épreuve de force[28] ? Parallèlement, le ministère a ménagé une négociation entre le comité de l'usine et G. Brenner. G. Brenner accepte de reconnaître la représentativité du comité, mais il veut une garantie concernant les salaires, notamment que l'union des Métallurgistes aligne ses salaires sur les siens[29]. Les négociations traînent. Les jours passent. Aux usines Brenner, les difficultés se multiplient. Le matériel n'arrive pas, ou mal. Il n'y a plus d'argent pour payer les ouvriers. Les uns refusent de travailler tant qu'on ne les paiera pas, d'autres n'ont rien à faire. Avec ce relâchement, l'oisiveté et l'ivresse gagnent. On ne sait que faire. Devant ces difficultés, le délégué de l'usine auprès du quartier Peterhof demande à être relevé de cette fonction. Il vient s'en expliquer. Une discussion s'engage au comité de quartier. On mesure la portée d'un tel échec : « Il peut compromettre tout le mouvement. » Un participant répond : « Avant d'accuser les ouvriers de négligence, d'ivrognerie, il faudrait les nourrir[30]. » Mais que faire ? Il est clair que l'insuffisance des rentrées en numéraire est liée à un travail demeuré insuffisant. 90 000 roubles ont été encaissés sur lesquels aussitôt 15 000 ont été rendus aux camarades de la Treugolnik. Le 8 septembre, la nouvelle est officielle ; l'usine Brenner passe sous le contrôle direct du bureau du ministère[31]. Chez Brenner, l'autogestion avait pris fin.

De nombreuses entreprises vécurent l'aventure tragique des ouvriers de chez Brenner. Livrés à eux-mêmes, ces ouvriers avaient perdu la partie, mais la bataille pour l'autogestion était une bataille d'avant-garde. Au reste, les comités d'usine n'avaient pas nécessairement engagé le combat eux-mêmes : le point de rupture qui les avait conduit à pratiquer l'autogestion avait été la décision du patron de procéder à la fermeture de l'usine : « Les comités, actuellement, sont *contraints* d'intervenir dans la vie économique des entreprises ; autrement, elles auraient cessé de fonctionner », notait le rapporteur à la conférence de Petrograd des comités d'usine[32].

Contrôler l'usine, à plus forte raison la gérer, apparaissait une opération illusoire dès lors que, même absent, le patron pouvait bloquer commandes et livraisons, asphyxier l'entreprise, jeter les ouvriers à la rue. Il était clair que l'autogestion, voire le contrôle ouvrier, n'étaient possibles que si la classe patronale et les banquiers étaient entièrement dépossédés de leur mainmise sur le système économique. Seule « une organisation réunissant les comités d'usine de toute la Russie pourrait remporter une victoire décisive », concluait la motion finale de la conférence de Petrograd. Ainsi, le contrôle pourrait être généralisé par l'accès aux livres de compte, aux bulletins de commande, etc. Autrement, rien de sérieux ne pourrait aboutir[33].

L'expérience d'autogestion avait été un échec parce qu'elle avait été menée dans une conjoncture économique difficile, parce que les entreprises qui l'avaient pratiquée avaient agi en francs-tireurs, mais aussi parce que ces entreprises étaient trop petites pour menacer sérieusement la domination de la classe possédante et le fonctionnement du système économique. Les 576 usines qui pratiquèrent la gestion ouvrière comptaient en moyenne 335 travailleurs chacune[34]. Cela était peu dans le contexte russe et encore moins dans la capitale où les entreprises géantes régnaient : Putilov 27 033 ouvriers, Manufacture des tabacs 19 046 ouvriers, Treugolnik 15 338 ouvriers, et 18 autres entreprises de plus de 5 000 ouvriers. Celles-ci, loin de licencier des travailleurs, tournaient avec un nombre d'ouvriers toujours plus grand puisqu'elles gagnaient respectivement 3 630 ouvriers, 1 501, 1 102 ouvriers entre février 1917 et le début du mois de juillet[35]. Les syndicats, la conférence des comités d'usine, les soviets, les partis politiques, en bref, les organisations ouvrières avaient les yeux fixés sur le comportement des travailleurs dans les entreprises géantes. Celles-ci n'étaient pas encore à l'heure de l'autogestion.

En outre de nombreuses usines étaient même encore loin d'exercer seulement un contrôle ; beaucoup d'entre elles, notamment en Ukraine, n'avaient même pas encore de syndicat ou de comité. Malgré le décret du 23 avril, accepter d'en faire partie signifiait demander son licenciement. Dans ces très grandes entreprises, il fallait encore se battre pour consolider les maigres acquisitions obtenues depuis Février : une augmentation des salaires plus substantielle, la reconnaissance du comité par l'administration, etc. Les organisations ouvrières s'efforçaient d'obtenir les concessions l'une après l'autre, de façon systématique : d'abord les huit heures

généralisées, puis un salaire minimum, la reconnaissance du comité d'usine, etc.[36]. Lorsque les ouvriers de chez Brenner avaient fait appel à elles, elles n'étaient pas intervenues et de toutes les institutions seul avait répondu le comité de quartier, qui n'était pas une organisation « de classe ». À cette date, il est vrai, le syndicat était à peine reconstitué et, vu sa taille, l'usine Brenner n'était pas représentée à la première conférence des comités d'usine. Au soviet, la section ouvrière du soviet ne se réunissait pas souvent ; quant au comité exécutif du soviet, il était rallié non à l'autogestion mais au contrôle d'État, le ministre ayant pour charge d'obliger patrons et ouvriers à négocier. En attendant que le contrôle s'exerce sur la production et la gestion des usines, les mencheviks Gvozdev et Skobelev favorisaient toutes les formes de l'arbitrage, ils étaient également favorables à l'existence d'un comité, mais dont les pouvoirs seraient purement représentatifs. En cas de rupture, le gouvernement procéderait au séquestre qui apparaissait ainsi comme la manifestation de la puissance nouvelle de l'État : le séquestre avait sa préférence parce que, grâce à lui, le contrôle gouvernemental serait effectif et que seraient réduites, à la fois, la toute puissance du patronat et l'autonomie des comités ouvriers. Cette solution procédait également d'une raison d'ordre politique : l'institution réunissant les comités d'usine pouvait faire obstacle au gouvernement, aux syndicats, aux soviets, alors tenus en mains par les mencheviks. Les animateurs de la conférence des comités d'usine sympathisaient avec les bolcheviks. La pratique du séquestre, la délimitation de la compétence des comités d'usine prenaient ainsi une dimension partisane.

En mars ou avril, la pratique du séquestre serait apparue comme un acte visant à dessaisir le patronat au profit de l'État. Mais pas trois mois plus tard. Au reste, que les ouvriers proposent au Gouvernement le séquestre, comme ils le firent chez Gelférith à Karkov, et le gouvernement refusait. À l'inverse, proclamé et effectué entre juillet et septembre, exécuté par la troupe et seulement là où les travailleurs avaient procédé à l'autogestion, ce même séquestre apparut comme un acte de défiance vis-à-vis des travailleurs et comme une opération politique menée contre le parti de Lénine. Le séquestre protégeait le patron en mettant fin au contrôle ouvrier[37].

2. LA RÉPONSE DU PATRONAT ET DU GOUVERNEMENT

Le patronat avait toujours été hostile à tout contrôle. En février 1917, croyant l'heure de la révolution bourgeoise arrivée, il s'imaginait qu'il pourrait enfin retirer à l'État les droits que celui-ci avait acquis dans l'économie du pays, les transports notamment. La bureaucratie tsariste avait souvent contrecarré ses projets ; ne voyant pas que, sur l'essentiel, cette bureaucratie l'avait protégé contre la poussée venue d'en bas, le patronat crut qu'avec la révolution de Février, le développement du capitalisme en Russie ne subirait plus d'entraves. Naturellement, les idées des socialistes sur le contrôle d'État lui parurent relever de l'utopie[38].

Toutefois, lorsque sous la pression du soviet de Petrograd, le Gouvernement mit en place une politique de conciliation et d'arbitrage, le patronat, tout en criant au scandale, affecta de l'accepter. Il ne vit pas tout de suite qu'à terme le deuxième volet de la politique gouvernementale, la tentative de rationaliser la production, pouvait le servir. Il ne vit pas non plus qu'en cas de conflit la pratique du séquestre, au fond, le protégeait. Il ne s'y rallia que lorsqu'il comprit que, pour une période de transition au moins, l'État lui apportait plus d'aide que d'entraves. « Nous ne protestons pas contre le contrôle d'État, mais ce contrôle ne doit pas nous gêner. » Une idée était en l'air : unifier l'action de la classe dirigeante, la placer sous la houlette du Gouvernement qui serait à son service. Aussi, parallèlement, le patronat nourrissait d'autres projets, dont le premier était d'aider à la formation d'un pouvoir gouvernemental fort. Il était persuadé que sa naissance sonnerait le glas du « désordre » et il n'avait donc rien à faire avec les combinaisons des ministres conciliateurs[39].

En attendant le changement politique qui mettrait fin à cette « anarchie », le patronat fit appel à la loi, il argua des nécessités techniques, il usa du secret financier pour pouvoir redevenir le maître de l'usine.

① Pour cela, il fallait couper le mal à sa racine, supprimer les comités d'usine.

Or, non seulement ceux-ci se multipliaient, mais leur activité contrecarrait de plus en plus les décisions de l'administration. Dans les grandes entreprises, le comité s'était démultiplié en un certain nombre de commissions et sous-commissions qui contrôlaient la gestion à tous ses

niveaux. Par exemple, à l'usine Mednoprokatnyi, qui transformait les métaux, il y avait neuf commissions : une pour les achats de combustible, une pour les commandes prioritaires (armée, marine, etc.), une pour l'aménagement de l'usine et le confort des travailleurs, une pour l'embauche et les licenciements, une pour la bibliothèque, une commission à la démobilisation et même une sous-commission pour la recherche des métaux vu la pénurie, dépendante de la commission des achats. Il y avait également une commission de coordination et une commission de contrôle[40]. On imagine les réactions de l'administration partiellement dépossédée de son autorité, de sa pratique du secret. « On chasse ingénieurs, administrateurs, écrivaient les *Novoe Vremja*, l'objectif, c'est "sans les bourgeois". » Le patronat voulait réagir, mais dans les entreprises qui comptaient plusieurs milliers de travailleurs, fermer l'usine n'était pas toujours possible, les risques étaient trop grands, le séquestre ne comportait pas pour le patronat que des avantages. Faisant tomber la responsabilité du marasme économique et des défaites militaires sur la classe ouvrière, le patronat fit intervenir des raisons d'ordre patriotique pour faire agir le Gouvernement ; parallèlement, il agit directement, double opération qui prit son élan au lendemain des journées de juillet[41].

La première urgence, avait déclaré N.N. Kutler, était de mettre fin à « l'anarchie », de rétablir l'ordre dans l'usine. Les ministres socialistes se jugeaient responsables : Prokopovitch, ministre de l'Économie, demandait à Avksent'ev, ministre de l'Intérieur, de prendre des mesures contre les violences dans les usines, notamment contre les séquestrations, dont la fréquence grandissait (voir le tableau plus haut). Puis le ministre du Travail, Skobelev intervint. Le point de départ fut sa circulaire du 28 août, promulguée, est-ce fortuit, le jour même du putsch Kornilov. Destinée « à éclairer la loi du 23 avril sur les droits des comités d'usine », elle déclarait illégales les réunions dans les entreprises pendant le temps de travail. La circulaire Skobelev fut ressentie comme une déclaration de guerre. Elle n'eut pas d'effet direct mais permit au patronat d'ouvrir la brèche. Depuis la fin de juillet, quelques patrons s'étaient déjà mis d'accord pour ne plus rémunérer les travailleurs pendant leurs heures de service dans la milice ouvrière ; ils décidèrent de ne plus les rémunérer non plus pendant le temps qu'ils passeraient dans les réunions ; puis ils interdirent les meetings à l'intérieur des locaux de l'usine, ce qui fut considéré comme une limitation

de la liberté de réunion[42]. Les syndicats protestèrent aussitôt contre cette « atteinte à leurs droits ».

Le fait nouveau, après les journées de juillet, fut le ralliement explicite du ministère du Travail aux thèses patronales[43]. La circulaire du 27 août pouvait être considérée comme une mesure réglementant les modalités du droit de réunion, alors qu'elle avait pour fonction de rendre au patron ses « droits » à l'intérieur de l'entreprise. D'autres circulaires suivirent, qui redéfinissaient les relations entre patrons et ouvriers. Par exemple, Skobelev approuva et assura la diffusion d'une circulaire présentée aux travailleurs par les industriels et charbonniers de l'Oural. Cette circulaire « condamnait toute interférence du comité d'usine dans la gestion de l'entreprise, les comités d'ouvriers ou soviets ayant seulement l'autorité de représenter les intérêts professionnels des travailleurs devant la direction ou devant l'administration, ce qui excluait toute ingérence dans le champ des décisions à prendre ou du contrôle des actes de l'administration, de la comptabilité et de la production ».

Le patronat fut encore soutenu quand il obtint du ministère du Travail un *règlement général de fonctionnement des usines destinées à la défense* dont, ultérieurement, on pourrait étendre la compétence, la notion de production pour la défense étant aisément extensible. Le ministère nomma des commissaires pour veiller à l'application de ce règlement ; ainsi l'idée de militariser la production n'appartenait pas en propre aux amis de Kornilov : « En militarisant l'industrie, les ouvriers n'auront qu'à obéir : ils seront considérés comme des soldats », expliquaient les Nouvelles de la Bourse[44].

Le Gouvernement essaya également d'utiliser la force armée avec précaution, action « pacificatrice » circonscrite aux entreprises industrielles situées hors de la grande ville, en Ukraine par exemple. Cette zone industrielle méritait une attention particulière de la part des instances gouvernementales : le capital anglo-français y était présent plus qu'ailleurs et le Gouvernement craignait qu'avec la poursuite des troubles, il ne finît par s'évader[45].

② Ces mesures étaient inapplicables à Petrograd, à Moscou, dans les très grandes villes. Le patronat imagina de transférer les entreprises dans des zones plus calmes où les forces de répression pourraient mieux remplir leur fonction. Autre avantage : décentraliser l'entreprise briserait la solidarité des travailleurs de l'usine-mère. Dans un nouveau cadre, il serait plus aisé de les empêcher de se réorganiser. À Petrograd, outre la pénurie en

combustible, la menace allemande constitua l'alibi patriotique désiré pour justifier le déplacement de l'entreprise. Avec la complicité des bureaux du ministère et du haut commandement, on suscita un alarmisme de commande. On observe que l'idée de déménager les usines naquit un peu partout au même moment, dans la dernière décade du mois d'août, à la naissance même de la *Kornilovschina.* À l'usine de câbles *Petisev,* par exemple, on avisa les ouvriers, le 19 août, que l'entreprise serait transférée à Voronez ; une partie du personnel était congédiée avec une indemnité de deux semaines. Le comité d'usine répondit que les raisons du patronat n'étaient pas fondées : il y avait encore du combustible pour trois mois et toutes les commandes n'étaient pas honorées ; il obtint un délai. Chez *Pulemet,* le patron réussit à évacuer le matériel sans que les ouvriers s'en aperçoivent ; un beau matin, ils trouvèrent l'usine vide, tout le matériel avait été transporté à la sauvette près de Moscou. Le directeur de *Vulcain* voulut l'imiter : trop tard, le déménagement à la sauvette n'avait réussi qu'une seule fois. Chez *Dviga-tel',* à Revel, les ouvriers s'opposèrent par la force à l'évacuation, celle-là plus légitime, d'une usine située à proximité du front. La méfiance vis-à-vis du patron et du Gouvernement était telle que, ordre du ministre ou pas, les travailleurs empêchaient l'évacuation[46]. Mais l'évacuation coûte cher et les industriels comprennent qu'ils ont autant à craindre pour la sécurité de l'installation à l'intérieur du pays qu'à Petrograd. Ils font alors un autre calcul et une autre observation. « Dans les régions occupées par l'ennemi, en raison de l'ordre établi par les Allemands, les établissements demeurent intacts. Aussi les immeubles sont évalués à haut prix. C'est ainsi que des maisons situées à Varsovie se vendent à Moscou cinq fois plus cher qu'avant guerre. Les titres des banques foncières de Vilna gagés sur des propriétés qui se trouvent aux mains des Allemands sont cotés au-dessus de ceux gagés sur des terres en territoire russe. » Il y a là comme l'ombre d'une deuxième Kornilovchtchina. Le 13 octobre, Kutler prend position contre l'évacuation[47].

③ Le patronat était prêt à tout mettre en œuvre, si possible avec l'appui du Gouvernement, pour reprendre la situation en main. Licenciements d'ouvriers, fermeture et transfert d'usines, avaient été des moyens de combat : les travailleurs finiraient bien, comme en Europe occidentale, par redevenir raisonnables. Les patrons pensaient que le recours à la famine, cette idée ouvertement exprimée par Rjabuchinskij, serait l'ultime moyen, l'arme absolue contre le mouvement ouvrier, car, « de toute façon, dans les

usines, on ne pouvait plus rien faire, on n'était plus les maîtres : mieux valait fermer ». Or, cette arme, la fermeture, pouvait s'émousser si la pratique du séquestre se généralisait et si, comme de nombreux travailleurs le demandaient, le Gouvernement procédait à des mesures de « municipalisation », c'est-à-dire de nationalisation. Déjà, le Gouvernement entendait procéder à une limitation des dividendes (qui atteignaient de 10 % à 40 % annuels), à un emprunt sur les bénéfices, à une réglementation des prix. Il s'agissait de lui faire peur, de préparer une sorte de « Riga économique ».

Pour hâter la venue d'un gouvernement K.D., sans les socialistes, qui « mettrait un terme, enfin, à cette comédie », aucun sacrifice n'était trop élevé. Une partie du patronat élabora une politique de sabotage de l'économie qui avait pour objectif déclaré « de discréditer la révolution », « d'amener au pouvoir des hommes responsables ». « Quand les usines auront fermé, il sera plus facile d'en finir avec les "camarades"… », déclarait le grand patron des usines Fedorov[48]. L'idée n'était pas neuve. Seulement, il s'agissait de l'appliquer de telle façon que le Gouvernement ne puisse pas prendre de mesures conservatoires auxquelles, en bon gestionnaire, en héritier, il n'eût pas manqué de procéder pour parer à la catastrophe économique, sollicitée et préparée par la finance et l'industrie. Cette voie était étroite : frôler la catastrophe économique sans laisser aux travailleurs la possibilité de tenter une prise en charge ni au Gouvernement l'occasion d'intervenir par le séquestre ou la municipalisation. Ainsi en alla-t-il, sous la pression des « actionnaires français », aux usines franco-russes, aux usines métallurgiques Donets-Jurev où l'on procéda à des licenciements étalés[49]. La branche la plus concentrée de la finance et de l'industrie organisa ainsi une sorte de sabotage calculé.

L'objectif à atteindre était évidemment le lock-out généralisé qui obligerait la classe ouvrière à capituler, le Gouvernement à se transformer. Mais pour que la politique du lock-out ne se retourne pas contre ses promoteurs, il fallait fermer les usines à bon escient, là où une riposte ouvrière n'était pas possible : par exemple Tikston ordonna la fermeture de *Prodamet* du Donetz mais s'opposa à une fermeture généralisée. Dans l'Oural, certaines usines fermèrent, pas d'autres. *Avec le recul il apparaît que le mouvement des fermetures fut désormais sans relation directe avec les revendications spécifiques d'une entreprise :* tantôt la fermeture était la conséquence d'une rupture de négociations avec le comité d'usine, tantôt

d’une décision du comité d’usine qui avait été suivie d’application, comme l’introduction des huit heures ; certaines usines fermèrent également alors que « tout était calme ». Il s’agissait bien de créer un climat de crainte. Vu la structure de l’industrie russe, concentrée en une vingtaine de grands monopoles, parler « d’un chef d’orchestre clandestin » est à peine excessif. Tout se passe comme si plusieurs banques assumèrent ce rôle, quelquefois même à l’insu de certains patrons, par exemple en réduisant les crédits des entrepreneurs, les laissant démunis, sans numéraire : « Ici, on ne trouve plus d’argent frais, on ne peut plus payer les travailleurs », observe-t-on dans l’Oural où le patronat mène précisément un combat d’avant-garde. Est-ce un hasard si différentes entreprises liées à la *Banque internationale* ferment simultanément ? En outre, les fermetures par vagues successives affectent des branches de la production bien définies : le charbon, les chemins de fer, goulots d’étranglement de toute l’économie. L’industrie russe étant très concentrée, il suffisait d’une ou deux opérations de ce type pour créer un marasme général. Il s’y ajouta d’autres procédés : refus de commandes nouvelles, diminution des travaux préparatoires, limitation des réparations et surtout ce que les Russes appellent « la grève à l’italienne », c’est-à-dire le report constant des décisions qui finit par bloquer le circuit de production à l’intérieur d’une entreprise. « Tant que cette situation durera, il faut faire traîner », expliquait un industriel : ainsi, les postes de travail se ferment un à un : dans l’Oural d’abord, puis dans le Donets, à Moscou. Cent cinquante puits de charbon sont fermés d’un coup, puis cinq grandes usines de transformation du même groupe financier, « faute de charbon », etc.[50].

Ce sabotage organisé s’ajoutait aux fermetures simultanées tantôt dans une ville, comme celle des usines de cuir à Kazan, tantôt à l’échelle d’une branche, comme dans les charbonnages, les usines de locomotives, etc.

Il continua après Octobre où le patronat, souvent aidé d’une partie du personnel, s’opposa tant qu’il put à l’instauration du « contrôle ouvrier » dans l’usine. La révolution y fit place à la guerre civile. Celle-ci ne prit fin qu’avec la nationalisation des entreprises. Lorsque Lénine y procéda le 14 décembre 1917, ce fut pour les patrons le coup de grâce. Selon Tchernov, « les bolcheviks jouèrent au plus le rôle de fossoyeurs. Car les patrons étaient déjà morts[51] ». Ils étaient morts d’avoir appliqué le principe : « Périsse mon pays si mon pays n’est plus à moi. »

3. MARASME DE L’ÉCONOMIE

Les effets du sabotage économique s’ajoutaient à ceux des grèves et des lock-out : la production s’effondrait alors que, par le passage à l’économie de guerre, la rupture du système avait été une des causes de la révolution. Déjà, en février, les boutiques étaient vides, on manquait de pain. Dans les villes comme dans les campagnes, la pénurie prenait un tour de plus en plus dramatique. La situation des chemins de fer, celle des charbonnages constituait, en Russie plus qu’ailleurs, un goulot d’étranglement pour toute l’économie. Elle donne la mesure de la situation générale[52].

La situation des chemins de fer était particulièrement grave. L’insuffisance du réseau, celle du parc, était notoire. Malgré l’immensité des distances, sa population de 120 millions d’habitants, la Russie des tsars n’était guère plus pourvue de locomotives que la France. Son parc contenait seulement 19 279 locomotives en janvier 1916, 20 600 à la chute de Nicolas II, et 20 884 au début de l’été. Paradoxalement, le nombre des chauffeurs diminua pendant la même période, passant de 16 758 à 15 858. La chute la plus forte se situa au creux de l’hiver, à la veille même de la révolution, avec 16 029 chauffeurs en service le 1er mars. L’origine de cette distorsion provenait du nombre de locomotives mises en réparation, qui était passé de 3 364 en juin à 5 300 en septembre, soit 25,3 % du parc tout entier. En outre, le nombre des wagons en réparation avait crû dans des proportions encore plus fortes, il était passé de 25 810 à 51 076 entre janvier et juin 1917, atteignant 9 % du parc. Dans le réseau de Petrograd, on comptait, en septembre 1917, 3 500 wagons inutilisés, dans celui du sud-ouest, pourvoyeur des blés d’Ukraine, près de 4 000 ; aussi, en Ukraine, quarante centres d’expédition de céréales se trouvaient sans locomotives. Avec 43 429 wagons roulant effectivement sur les 76 362 en service au début de l’année, les réseaux de la capitale ne livraient que 16 millions et demi de puds de charbon aux usines contre 23 millions et demi les mêmes mois de l’année précédente ; précisément, cette pénurie avait eu pour effet les journées de février. Le marasme général avait bien pour origine le problème des transports puisque l’écart entre les commandes et les déchargements effectivement réalisés dans les gares de Russie n’avait jamais été si grand : ainsi, en mai, l’armée déchargeait 24 932 wagons quand elle en attendait 66 450. À Petrograd, le nombre de wagons apportant des produits

alimentaires passait de 1916 à 1917, pour le mois d'avril, de 351 à 230, et pour le mois de mai, de 427 à 285. Le ravitaillement des chemins de fer en charbon entrait peu en ligne de compte puisque la baisse de livraison en houille demeura longtemps inférieure à 15 %, les chemins de fer bénéficiant d'une priorité.

En province même situation : à Tachkent, 33 wagons arrivaient sur 525 attendus ; à Moscou le 21 août, il y avait 50 wagons chargés d'anthracite ; un an plus tôt, à la même date, il y en avait 2 000[53].

Il était certain que, par suite de la paralysie des transports, des stocks de combustible et de matières premières s'accumulaient sur les quais des gares : mais la pénurie de charbon pouvait agir également comme une des causes de ralentissement du trafic ; il semble que la relation combustible/transports s'inversa durant l'automne[54]. Plusieurs rapports vont dans ce sens et constatent que « si pendant le premier semestre de 1917 la cause principale de la réduction était le désordre des transports, en octobre, la conjoncture se renversa et ce fut la production de combustibles qui fut en retard sur les transports, les ressources en combustible se tarissant de plus en plus vite ». Dans le Donetz, de 147 millions de puds de charbon en juin 1916, la production passa à 127 millions en juin 1917. Elle était de 110 millions en octobre 1917. La part des sorties du Donbass baissait proportionnellement de 98 millions de puds en juillet 1917 à 69 en octobre 1917 (contre 105 en octobre 1916). Pour les utilisateurs, la réalité était plus dramatique car si le quota de la région de Petrograd, par exemple, passait de 7,3 millions à 4 millions, le déchargement effectif tombait de 3,8 millions à 1,6 millions[55].

Les raisons de cette chute étaient multiples. Imputée à la révolution, la baisse de productivité avait commencé bien avant :

	Productivité par ouvrier
1er semestre 1914	4 514 puds
2e semestre 1914	4 543
1er semestre 1915	4 616
2e semestre 1915	4 400
1er semestre 1916	3 888
2e semestre 1916	3 537
1er semestre 1917	2 858

La baisse datait du 2e semestre 1915, et elle s'accéléra. Depuis le début de la guerre, elle était de 9,66 % par an ; pendant la révolution, elle passa à 12 %, aggravation qui accusait les traits d'une détérioration en progression constante[56].

Au reste, la productivité des ouvriers n'était pas liée seulement à l'ampleur des mouvements sociaux. La détérioration avait une origine qui datait de loin, la ruine des puits et des galeries souvent inondées. Ainsi, selon une statistique portant sur les 28 puits fermés, au début de juin 1917, à la mine de Scerbinovskij, la cause des fermetures était la suivante[57] :

Mines inondées	13
Réparation des chaudières	4
Mauvaise qualité du charbon	2
Épuisé	1
Dégagement de puis	1
Fonçage	2
Responsable malade	1
Déplacement de soutènements	1
Approfondissement	1
Filon non découvert	1
Non-rentabilité due à la hausse des salaires	1

Un autre ingénieur, établissant un rapport sur l'origine de la chute de productivité, mettait en cause avant tout « la déqualification croissante due aux appels effectués par l'armée ». La détérioration des mines intervenait aussi et l'insuffisance de fourniture qui ne permettait pas aux ouvriers de travailler dans des conditions satisfaisantes. Cet ingénieur donnait d'autres raisons : trop grande quantité de cendres dans le minerai, insuffisance d'énergie électrique, utilisation excessive de matériel trop souvent et trop longtemps en réparation. Un rapport général présenté aux producteurs du Donetz énumérait les causes du marasme de la façon suivante :

1. Substitution d'un personnel non qualifié (30 000 femmes, 70 000 prisonniers de guerre, des enfants) aux mineurs professionnels appelés aux armées.
2. Ravitaillement insatisfaisant des travailleurs en produits de première nécessité.
3. Situation des mines et leur détérioration prématurée.
4. Marasme des transports.

5. Conflits entre ouvriers et patronat, absence, jusqu'à ce jour, de chambres de conciliation.

6. Absence d'organisme gouvernemental rationalisant la production[58].

Évoquant cette crise charbonnière, les *Russkija Vedemosty* pouvaient justement parler du « cercle vicieux » dont l'économie russe subissait les effets[59] : « Il est évident qu'en plus des désordres ouvriers, la réduction de production de charbon est due à une série de causes qui ont conditionné l'industrie minière. Il est bien vain de chercher des coupables[60]... »

L'exemple des usines Putilov, à Petrograd, est particulièrement significatif du marasme de l'économie dans la capitale. Les entreprises utilisaient près de. 10 % du combustible industriel consommé par le quartier Petrogradskij. En juillet, elles reçurent 100 000 puds de charbon au lieu des 1 160 000 commandés, et en août 47 000, c'est-à-dire 4 % des besoins et 2 à 3 % des besoins en combustibles liquides. Le 9 octobre, les usines Putilov ne pouvaient plus tourner et la plupart des ateliers avaient déjà fermé. La situation n'allait guère mieux dans les autres entreprises ; les usines Baranovskij avaient commandé 880 wagons de charbon pour la période novembre 1916-février 1917 ; elles en reçurent 125. Pendant ce trimestre, la production baissa de 40 %. En août, les usines Baranovskij durent fermer quinze jours et en septembre, elles ne travaillèrent que huit jours. On pourrait multiplier les exemples[61].

En octobre, la faim en combustible devint tragique à ce point dans la capitale que même les usines électriques, ravitaillées par priorité, durent fonctionner par roulement : les unes recevaient du courant les lundis et mardis, les autres le mercredi et le jeudi, etc. Il fallait une autorisation du *Comité aux Combustibles* pour obtenir d'exceptionnelles dérogations. Faute de combustible et de moyens de transport, la production industrielle s'effondrait : le 19 septembre, la manufacture de papier de la capitale communiquait qu'elle n'avait plus que deux jours de matières premières, des usines de coton se trouvaient dans la même situation, et ainsi de suite. D'après les statistiques portant sur l'année 1917 toute entière, la moyenne nationale pour la baisse de la production, en valeur roubles 1913, fut de 30,5 % ; Moscou étant une des grandes villes les moins atteintes (– 10,8 %) et Petrograd la ville la plus touchée (– 34,9 %). La chute la plus importante touchait la métallurgie (– 65 %), les industries chimiques (– 45,4 %), les industries mécaniques (– 25,7 %). Les usines d'armement voyaient leur production baisser d'un tiers environ.

Naturellement, le mouvement de décomposition s'accéléra ; des statistiques portant non plus sur l'année 1917 mais sur le cycle mai 1917 – mai 1918 montrent que la quantité de charbon arrivée dans la capitale était 30 % du total du cycle mai 1916 – mai 1917, la quantité de bois 16 %, etc. La pénurie en combustible atteignait bientôt la consommation domestique : une circulaire du 6 juin 1917 demandait aux propriétaires d'appartements de prévoir, pour l'hiver, la conversion de leur chauffage central du charbon au bois. La consommation électrique des particuliers fut réduite à son tour de 50 %, les heures d'ouverture des magasins, des théâtres, des cirques, etc., réduites également dès le mois de septembre. À leur tour, le 3 octobre, les tramways de la capitale s'arrêtèrent d'abord une heure, puis deux, faute d'électricité. Le 13 octobre, la ville fut plongée dans l'obscurité, les turbines de la *Société 1883* n'avaient pas été alimentées en mazout[62].

La situation du ravitaillement dans la capitale était pire qu'ailleurs car le trafic de la mer Baltique était interrompu par l'avance allemande, les chemins de fer bloqués, les voies d'eau étaient affectées par priorité aux livraisons de pétrole et de charbon. Les arrivages de céréales par eau diminuèrent ainsi de 9/10e pendant l'année 1917. Déjà, au début du mois de mars, il y avait des moments où il n'y avait qu'un ou deux jours de blé d'avance dans les magasin. Sous la pression du soviet de Petrograd, le Gouvernement avait instauré le monopole du blé et introduit la taxation des céréales. Aussitôt, les banques et les minotiers, qui contrôlaient les échanges, mirent un frein aux livraisons, cachèrent leurs stocks ; la crise des transports fit le reste. Des cartes de pain furent introduites en mars 1917 : la ration quotidienne fut fixée, pour les travailleurs de force, à une livre et demi par jour, pour les autres consommateurs, à une livre. Dés la fin du mois d'avril, il fallut réduire la ration uniformément à 3/4 de livre. Encore la possession d'une carte ne garantissait plus le consommateur contre la pénurie : cette norme exigeait l'arrivée d'une livraison mensuelle de céréales qui ne fut plus jamais satisfaite ; la capitale reçut 31 % du total nécessaire en mars, 34 % en avril, 90 % en mai, 62 % en juin, 50 % pendant les mois qui suivirent. Il en alla bientôt de même des autres produits alimentaires : la semoule, le sucre, la viande, les œufs, les matières grasses furent rationnées. Pour ces produits comme pour le pain, des files d'attente se constituaient dès minuit, dès 21 heures quelquefois pour une distribution aléatoire le lendemain matin. Les arrivages de viande furent là aussi inférieurs de moitié aux quantités prévues par les autorités ; ceux de

matières grasses du 1/3, ceux de poisson du 1/10e. Les arrivages de lait frais étaient de 8 % de ceux d'avant-guerre. En outre les acheteurs devaient venir de loin car le nombre de magasins effectivement approvisionnés ne cessait de décroître. Naturellement, sans que les salaires suivent, les prix montaient dans des proportions vertigineuses : un véritable cycle infernal[63].

	Juillet 1917	Octobre1917
Lard (la livre)	1,10 R	5,40R
Fromage	1,60	5,40
Choux (une pièce)	1,60	2,20
Saucisson	1	6
Prix d'un repas à la cantine de *Schulssembourg* :		
Soupe aux choux avec viande	1,5 K	58 K
sans viande	8	42
Kacha	10	32

La crise alimentaire était grave dans la presque totalité du pays. Les travailleurs du Donetz, par exemple, ne recevaient, dès le mois d'août 1917, que le quart de la norme prévue par les décrets[64]. Le président de l'Association des Producteurs de charbon lui-même, Ditmar, déclarait au Gouvernement que si l'on voulait éviter des troubles graves, il était indispensable de laisser les usines se procurer elles-mêmes le blé à un prix libre. Un émissaire du Gouvernement Provisoire, qui enquêtait dans les Gubernaja de Kazan, Simbirsk, Samara, Ufa, Turgai, constatait également que le monopole du blé ne fonctionnait pas.

Tout se passait comme si les différentes strates de l'économie russe se délitaient une à une. En premier lieu, les plus récentes, ces lois et règlements du Gouvernement Provisoire pas même pris en compte ; puis l'intendance des armées ; puis la production et les échanges hérités de la révolution industrielle ; enfin les échanges liés à la formation de l'Empire russe lui-même.

Après s'être déstructuré, le système économique russe se décomposait. Des seigneuries économiques se constituaient, affirmant leur autonomie : par exemple, un accord de troc était conclu à la fin du mois d'août entre les *Gubernaja* de Stavropol et d'Astrakhan : la première livrerait du blé en échange de bois, de poisson, de pétrole. À Tcheljabinsk et à Tachkent, les autorités locales procédaient de même. Bientôt, le soviet de Berdjansk s'affirmait souverain en matière de ravitaillement, d'autres suivirent. Le

Gouvernement et les bureaux rendaient les comités responsables. « Ils ne connaissent rien au fonctionnement des circuits. » Sans doute, ils n'y connaissaient rien. Mais il y avait beau temps que ces circuits ne fonctionnaient plus[65].

L'économie russe faisait naufrage dès avant la révolution d'Octobre[66]. « Le maillon le plus faible des pays capitalistes », avait eu sa *Grande Crise* quatorze ans avant le *Black Friday*, dès 1915. La révolution de Février en avait été une des manifestations, celle d'Octobre l'accomplissement. Le nouveau régime dut reconstruire sur des ruines.

4. DE L’AUTOGESTION À LA NATIONALISATION

À l’heure du naufrage économique et social, en automne, lorsqu’il est clair que le contrôle d’État et la politique de conciliation préconisés par les mencheviks ont fait faillite, Lénine écrivait :

> « Il suffit d’un minimum d’attention et de réflexion pour se convaincre qu’il existe des moyens de combattre la catastrophe et la famine, que les mesures à prendre sont tout à fait claires, simples, parfaitement réalisables, pleinement à la mesure des forces du peuple, et que si ces mesures *ne sont pas* prises, c’est *uniquement, exclusivement,* parce que leur application porterait atteinte aux profits exorbitants d’une poignée de grands propriétaires fonciers et de capitalistes.
> « C’est un fait. On peut affirmer en toute certitude que vous ne trouverez pas un seul discours, un seul article de journal de quelque tendance qu’il soit, une seule résolution d’une assemblée ou d’une institution quelconque, qui ne reconnaisse en termes parfaitement clairs et précis la nécessité de la mesure de lutte fondamentale, essentielle, propre à conjurer la catastrophe et la famine. Cette mesure, c’est le contrôle, la surveillance, le recensement, la réglementation par l’État, la répartition rationnelle de la main-d’œuvre dans la production et la distribution des produits, l’économie des forces populaires, la suppression de tout gaspillage de ces forces, qu’il faut ménager. Le contrôle, la surveillance, le recensement, voilà le premier mot de la lutte contre la catastrophe et la famine. Personne ne le conteste, tout le monde en convient. Mais c’est justement *ce qu’on ne fait pas,* de crainte d’attenter à la toute-puissance des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, aux profits démesurés, inouïs, scandaleux, qu’ils réalisent sur la vie chère et les fournitures de guerre (et presque tous “travaillaient !” aujourd’hui, directement ou indirectement, pour la guerre) – profits que tout le monde connaît, que tout le monde peut constater et au sujet desquels tout le monde pousse des “oh !” et des “ah !”.
> « Et l’État ne fait absolument rien pour établir un contrôle, une surveillance et un recensement tant soit peu sérieux.

« Inaction totale du gouvernement.
« Partout, c'est le sabotage systématique, incessant, de tout contrôle, de toute surveillance et de tout recensement, de toute tentative faite par l'État pour organiser ce travail. Et il faut être incroyablement naïf pour ne pas comprendre – ou profondément hypocrite pour feindre de ne pas comprendre – d'où vient ce sabotage, par quels moyens il est perpétré. Car ce sabotage exercé par les banquiers et les capitalistes, ce *torpillage* par eux de tout contrôle, de toute surveillance et de tout recensement, s'adapte aux formes d'État de la République démocratique, à l'existence des institutions "démocratiques révolutionnaires"[67]. »

Les positions de Lénine se situaient apparemment à l'opposé de celles des dirigeants de Février. Elles n'étaient pas pour autant en relation avec l'orientation que les travailleurs avaient donnée à leur action. Les bolcheviks recommandaient un contrôle, toutes sortes de contrôles. Ils reprochaient à leurs rivaux mencheviks de s'y refuser. Leurs propositions allaient néanmoins dans la même direction, sur la voie d'un contrôle qui menait à l'étatisation. Pour leur part, livrés à eux-mêmes puisque les soviets et les syndicats s'étaient ralliés à une politique de conciliation et d'arbitrage dont l'échec était notoire, une partie des travailleurs avaient pris une toute autre direction, celle de l'autogestion. Les interventions des bolcheviks n'en étaient pas moins écoutées avec sympathie parce qu'ils se montraient plus radicaux que les mencheviks, parce qu'ils avaient approuvé les initiatives des comités d'usine à l'heure où ceux-ci avaient commencé à établir un contrôle ouvrier dans l'usine ; ils avaient même encouragé la création d'une instance des comités d'usine à l'échelle de la capitale, la première Conférence des comités d'usine. Certes, au travers des comités d'usine, les bolcheviks espéraient faire pièce au syndicat alors aux mains des mencheviks, mais cette raison importait peu aux travailleurs ; pour eux, l'essentiel était de voir leur action soutenue et prise en charge. Il est vrai qu'à ce moment-là, ils n'en étaient pas encore au stade de l'autogestion.

Dans la lutte contre le patronat, qui atteint son apogée au cours de l'été et pendant l'automne, les organisations ouvrières furent prises de court à la fois par l'action des travailleurs à la base et par la violente réaction du patronat ; en outre, quand elles voulurent définir une stratégie, elles étaient en partie prisonnières de la politique de conciliation et d'arbitrage adoptée

depuis Février et confirmée en juin par les mencheviks et les S.R., majoritaires dans les soviets.

Les Conférences des comités d'usine et la Conférence panrusse des syndicats furent les champs clos où les militants des différentes organisations s'affrontèrent.

Alors que les lock-out se multiplient, que les ouvriers sont jetés à la rue, ces militants ne manquent jamais dans leurs rapports de définir la nature de la révolution russe, le rôle et les objectifs du Gouvernement, des partis politiques, des autres organisations ouvrières. Le plus souvent, les questions des simples ouvriers, délégués d'une usine ou d'un métier, ne reçoivent pas de réponse : « J'en ai assez de ces discours de bavards, s'écrie l'un d'entre eux en s'adressant aux mencheviks et aux bolcheviks. Pas une fois ils ne répondent à nos questions : que faire concrètement lorsqu'un patron menace de fermer l'usine. Vos réponses sont toujours des proclamations, des paroles, mais dès qu'il s'agit d'une réponse concrète, il n'y a plus personne (…) Si l'usine ferme, que faire ? C'est cela qu'il faut décider ici. On nous a envoyés pour cela. Qu'on sache bien que si on ne nous dit pas que faire, alors, nous le déciderons nous-mêmes[68]. » Effectivement, il n'y eut pas de réponse claire à cette question parce que la définition d'une stratégie et d'une tactique interférait étroitement avec la délimitation du rôle respectif et de la compétence de deux institutions rivales, les comités d'usine et les syndicats. Elle interférait également avec le combat qu'anarchistes, mencheviks et bolcheviks se livraient pour la direction du mouvement ouvrier. Sur un point seulement une réponse majoritaire se dégagea : les ouvriers ne devaient pas agir par eux-mêmes comme ils l'avaient fait en pratiquant l'autogestion.

LA MISE EN CAUSE DE L'AUTOGESTION

Elle fut d'abord le fait des comités d'usine eux-mêmes, ou plus exactement de leurs représentants réunis à la Conférence des comités d'usine. Ils la condamnèrent avant terme, si l'on peut dire, en contestant l'orientation des comités dont l'action allait dans cette direction. Ces griefs s'exprimèrent au sein même de leur 1re conférence en mai 1917 à Petrograd.

Le contrôle ouvrier y fut défini. Il visait à assurer les revendications fondamentales des travailleurs, à vérifier les assertions des patrons, à empêcher les licenciements, à retirer à l'administration tout prétexte à

fermeture. L'exemple des usines Benoit montrait quelles pouvaient être les conséquences d'actions qui partaient d'une autre conception du rôle des comités. À la suite du renvoi de 500 ouvriers, le comité de Benoit protesta : cette mesure n'avait pas de raison d'être ; de février à juin, la production avait crû alors que, selon le patronat, les licenciements s'expliquaient par le manque d'argent ou de matières premières. Le représentant du comité fut reçu par le vice-ministre Pal'tchinskij ; il lui demanda des matières premières ; Pal'tchinskij le renvoya à la Commission militaire. Mais aucune aide n'avait suivi. « Il ne fallait pas procéder ainsi, conclut le rapporteur. Il ne faut pas que chaque comité procède par poussées séparées, chaque comité agissant pour lui, mais par une poussée du prolétariat tout entier. » « Le but des comités d'usine n'est pas d'aller quémander des machines ou de l'argent, de venir ainsi au secours du Capital », dit un autre délégué… « Il faut qu'un Centre des comités se constitue, il sera une sorte de ministère du Travail des prolétaires de Russie ; il faut instituer une sorte de gestion collective centralisée de l'industrie. Quant à l'argent, il fallait « le prendre là où il était : chez ces brigands qui hypocritement parlent de l'Emprunt de la Liberté, ne versent pas un centime, alors que c'est nous, les ouvriers, qui jouons les saltimbanques et mendigotons un petit sou dans les usines en faveur de la patrie. Cette comédie doit cesser ; nous devons prendre l'argent et voir ensuite si vraiment les usines doivent fermer[69]. »

La condamnation des « initiatives individuelles » fut reprise avec plus de force à la Conférence des syndicats par Grohman, hostile aux comités en tant que syndicaliste et en tant que menchevik, les comités passant pour bolcheviks. Plus d'une fois son argumentation fut reprise ultérieurement par les bolcheviks eux-mêmes. Les formules d'autogestion et les accords particuliers conclus par les comités d'usine avec leurs employeurs, disait Grohman, « ne résolvent qu'une situation particulière, ils peuvent ainsi être remis en cause. Surtout, ils aggravent les divisions au sein de la classe ouvrière car les signataires d'un accord se désintéressent désormais du sort des autres travailleurs. Chacun pour soi. Ainsi naît désormais une sorte de *patriotisme d'usine*, chacun s'efforçant d'assurer la bonne marche de son entreprise, par tous les moyens ». Les accords ainsi conclus faisaient du tort à ceux qui n'étaient pas parvenus à un arbitrage. Il fallait que, noir sur blanc, le patronat de toute la Russie accepte les conditions de toute la classe ouvrière. Au syndicat, avec Miljutin', les bolcheviks se prononcèrent également contre « l'occupation » des usines « tant que le mouvement

n’était pas général, organisé ». Pour se différencier des mencheviks, ils ajoutèrent toutefois que « ce contrôle ouvrier était plus valable que les lois de papier d’un gouvernement impuissant et incapable[70] ».

Au mois d’août, à la 2e Conférence des comités d’usine, lorsque l’échec de l’autogestion est devenu patent, les bolcheviks déclarent que, dans l’usine, les comités doivent contrôler, pas décider. Seuls les anarchistes, avec Voline, continuent à défendre la gestion ouvrière. Ils voient dans les comités d’usine qui la pratiquent « le noyau d’un pouvoir ouvrier, et les comités s’affirment ainsi comme le moteur du mouvement révolutionnaire ». Les échecs récents rencontrés par la gestion ouvrière, la condamnation de l’occupation des usines par le président de la Conférence des comités d’usine Levine expliquent, autant que la sous-représentation des petites usines, l’échec absolu de la motion anarchiste qui ne recueille que huit voix. L’échec pratique et la défaite institutionnelle rencontrés par les avocats de la gestion ouvrière allaient se répercuter sur les comités eux-mêmes[71].

LES SYNDICATS CONTRE LES COMITÉS D’USINE ET LE RETOURNEMENT BOLCHEVIK

Lorsqu’à leur première conférence en mai, les comités d’usine avaient mis en cause les « actions individuelles, la débrouillardise », ils avaient comme objectif une gestion collective centralisée de l’industrie. Ils avaient évoqué la nécessité de mettre fin à la guerre, de reconvertir l’économie, d’accorder une priorité aux besoins de la population. Prématurées en mai, ces thèses furent défendues avec succès à la 2e Conférence des comités d’usine par Larin’, un menche-vik rallié au bolchevisme. Désormais, « il ne s’agissait plus de considérer les comités d’usine comme une institution chargée d’assurer aux travailleurs des garanties et des droits que la révolution avait permis de conquérir. Le contrôle ouvrier dans l’usine se métamorphosait en un contre-pouvoir collectif qui visait à la gestion de l’économie tout entière ».

Toutefois cette vocation interférait avec la vocation rivale des syndicats qui prétendaient être compétents à l’échelle nationale[72].

Machine alourdie par la complexité de ses structures et par la multiplicité de ses affirmations qui en faisait une véritable « Tour de Babel », les syndicats étaient, en outre, paralysés par les luttes catégorielles (par

exemple dans les chemins de fer), par les rivalités intérieures (quatre syndicats de la métallurgie à Ekaterinoslav, quatre syndicats des transports). Plus encore, ils étaient paralysés par les conflits qui, à chaque niveau et pour chaque décision, opposaient bolcheviks et mencheviks. Leur première conférence panrusse ne se réunit qu'en juin, au plus fort de la lutte des classes quand se déclenchent à leur tour les grèves géantes du textile, du meuble, bientôt des chemins de fer, et lorsque dans la métallurgie, la généralisation des lock-out détermine le mouvement de gestion ouvrière[73].

Au bureau national, les mencheviks animés par Grohman, Grine-vitch, Tcherevanin', Astrov disposaient d'une étroite majorité devant les bolcheviks Rjazanov, Miljutin', Lozovskij. Ils se démarquèrent néanmoins nettement du menchevik ministre Skobelev en définissant comme la cause du marasme non seulement la guerre, la non-rationalisation de l'économie, ou les occupations d'usine (« puisqu'elles sont condamnées, les lock-out n'auront plus de raison d'être ») mais bien la politique patronale, son refus d'accepter la procédure de conciliation, la pratique des lock-out. Le bureau menchevik du syndicat voulait rendre obligatoire l'appel aux tribunaux tripartites où les patrons, les ouvriers et l'État seraient représentés. Toutefois « les travailleurs devaient faire preuve de mesure », expliqua Grine-vitch ; « il y avait les circonstances, la Russie héritait de la gangrène due aux erreurs du passé, bases malsaines aggravées par la guerre. Il fallait attendre que le Conseil économique rationalise la production dans l'intérêt global de la nation, que l'État devait prendre en charge l'économie du pays, assure le droit au travail, crée des Bourses pour garantir à chacun un emploi[74] ».

Quelques mois plus tard, ce langage eût été celui d'un bolchevik. Pas avant Octobre. Miljutin'dit sa déception. Grohman et Grine-vitch avaient condamné les « initiatives individuelles », les revendications « excessives » : ils disaient « ce qu'il ne fallait pas faire, pas ce qu'il fallait faire ». Les mencheviks recommandaient l'attente, la patience que, par en haut, lois et règlements décident de l'avenir des travailleurs. Il eût été souhaité un rapport plus « activiste ». « Autant châtrer les travailleurs, ajouta Lozovskij. Rendre obligatoire l'appel aux Chambres de conciliation empêchera les travailleurs d'aller plus avant quand la conjoncture sera meilleure car ils seront ligotés par ces accords. » Il n'en recommandera pas moins la prudence, le refus des patrons pouvant être une provocation à la grève et au lock-out. La grève devait demeurer l'arme suprême des

travailleurs. La motion menchevik stipulait que les Chambres de conciliation deviendraient un rendez-vous permanent, la grève n'intervenant qu'à titre exceptionnel. Elle l'emporta, mais les amendements bolcheviks sur la priorité à accorder à la grève comme moyen de combat furent retenus[75].

Le grand problème était de définir les compétences. De savoir qui déciderait de l'ordre de grève, du syndicat ou des comités d'usine ; qui aurait autorité pour contrôler le fonctionnement de l'usine et l'application des conventions et assurer dans l'usine le contrôle ouvrier ; qui contrôlerait l'orientation de la production à l'échelon de la ville, de la province, et qui serait présent dans les instances de l'État telles que le Conseil économique, pour organiser la gestion collective de l'économie. La majorité des syndiqués manifesta son irritation devant l'action des comités d'usine en condamnant « les initiatives individuelles, en rejetant des méthodes comme l'incarcération de l'administration, son élimination, la débrouillardise, le sabotage ». Les syndicats devaient lutter « pour prendre la direction du mouvement ouvrier, pour exercer ensuite la direction de l'économie. Seul un syndicat national pouvait garantir un contrôle effectif, généralisé. Le contrôle ne devait pas s'effectuer dans une seule usine mais partout[76] ».

Dans la motion menchevik, qui l'emporta, les attendus exprimaient l'irritation des travailleurs et des syndiqués : ils faisaient valoir que, pour que le contrôle d'État et le contrôle ouvrier soient effectifs, il fallait que les élus des travailleurs soient majoritaires au Conseil Économique ; qu'étant donné l'anarchie régnante, l'intervention de l'État dans la gestion économique devenait une impérieuse nécessité. Le rôle respectif des syndicats et des comités d'usine était ainsi défini :

– Au comité d'usine revient le contrôle de la production dans l'usine, et de vérifier que les droits des travailleurs, dont les syndicats organisent le combat, sont bien défendus.

– Les syndicats défendent ces droits sous n'importe quelle forme d'organisation sociale, même si l'économie est contrôlée par le gouvernement.

– Les comités d'usine ne peuvent prendre ni le contrôle ni la fonction d'administration dans l'usine ; les syndicats doivent aider à leur renforcement (…) et par leur intermédiaire faire triompher la politique syndicale.

– Les élections aux comités d'usine doivent se faire sous la direction des syndicats.

– Les comités d'usine doivent remettre au syndicat la direction des conflits[77].

Ainsi, la motion majoritaire du syndicat réduisait considérablement la compétence des comités. Elle leur reconnaissait seulement un droit partiel de contrôle dans l'usine ; elle ignorait sciemment l'instance des comités à l'échelle de la capitale, voire à celle du pays. Ces instances des comités d'usine étaient précisément celles qui entendaient organiser le contrôle et la planification de l'économie dans le cadre des institutions de l'État. Alors que les comités d'usine avaient défini les voies d'une autogestion et d'une gestion collective à plusieurs niveaux (l'usine, la ville, la nation) le syndicat envisageait une prise en charge centralisée, le comité d'usine n'ayant qu'une action *locale* de contrôle.

Au syndicat, les bolcheviks adoptèrent une position moins défavorable aux comités d'usine. Implicitement, ils n'en étaient pas moins très en retrait par rapport à l'attitude qu'ils avaient adoptée à la Conférence des comités d'usine. Soulignant le fait que le contrôle sur la production ne devait pas s'effectuer de façon bureaucratique, au travers d'institutions où la majorité appartiendrait aux capitalistes, leur rapport sur les relations entre syndicats et comités ajoutait :

– Par l'intermédiaire des comités d'usine, les syndicats doivent recevoir le droit de participer au contrôle des entreprises avec possibilité d'avoir accès aux livres, aux comptes bancaires, l'administration étant mise dans l'obligation de les leur communiquer.

– Il était indispensable de souligner que le problème de contrôle de la production était du ressort des syndicats. Jusqu'à présent le syndicat avait été l'organisation de combat économique de la classe ouvrière ; désormais de nouvelles tâches se posaient à lui : contrôler et régulariser la production.

« Je dois dire, ajoutait le rapporteur, que ces derniers temps, entre syndicat et comités d'usine, les désaccords l'ont emporté sur l'esprit d'unité. Les comités d'usine de Petrograd ont réuni une assemblée, ils ont pris des décisions, ils veulent contrôler la production. Ainsi il y a deux lignes d'action indépendantes. Or, il est clair qu'en agissant ainsi les comités prennent également des décisions qui sont du ressort propre du syndicat : salaires, relations entre patrons et ouvriers à l'intérieur de l'usine, durée de travail, etc.[78] »

Il ne restait aux comités d'usine qu'une attribution explicitement définie : décider de faire grève, mais pour autant que les syndicats n'étaient pas encore organisés à l'échelle nationale.

À la 2e Conférence des comités d'usine de la capitale, les bolcheviks firent un pas en faveur des comités et un nouveau pas en faveur du syndicat. Ils reconnurent aux comités la fonction de contrôle qu'au syndicat ils avaient refusée, mais ils déclarèrent que désormais le droit de déclencher les grèves revenait au syndicat. Au comité central de la Conférence des comités d'usine était reconnu idéalement le droit d'assurer un contrôle à l'échelle de la ville. De leur côté, les mencheviks reconnurent aux comités un droit au contrôle. Le président de la Conférence, Levin', qui avait déjà condamné l'autogestion, comprit qu'à terme, les comités étaient condamnés. Il se prononça en faveur d'une coordination de l'action des comités et de celle des syndicats. Il se déclara en faveur de la proposition bolchevik qui reconnaissait l'instance fédérale des comités, ce dont les mencheviks ne soufflaient mot. La motion de Lozovskij l'emporta aisément sur celle de Tcherevanine et sur celle de Voline. L'action des comités était ainsi étendue en surface, mais réduite en profondeur et il était bien entendu que contrôler n'était pas décider[79].

À la veille d'Octobre, le retournement bolchevik en faveur du syndicat s'expliquait par des raisons de fond et par des raisons tactiques. Raisons de fond, l'orientation prise par les comités allait à contre-courant des thèses bolcheviks pour qui l'autogestion, même collective, n'avait rien à voir avec le socialisme. Il était clair qu'ainsi comprise l'action de ces comités devenait l'expression de l'anarcho-syndicalisme. En outre, raison tactique, les bolcheviks n'avaient plus le même besoin qu'en juin de soutenir l'organisation des comités d'usine maintenant qu'ils devenaient majoritaires au syndicat et que le syndicat se renforçait. Celui-ci, plus centralisé, serait un meilleur intercesseur pour la mise en pratique de la nationalisation à une heure où déjà, pour le parti, la conquête de l'appareil d'État n'apparaissait plus comme un mythe[80].

DÉFAITE DU MOUVEMENT DES COMITÉS D'USINE ET DÉFINITION DU CONTRÔLE OUVRIER

Lorsque la Conférence pan-russe des comités d'usine se réunit, en octobre 1917, la révolution avait accompli un fantastique bond en avant. Le putsch Kornilov avait eu un résultat unique : « chasser la bourgeoisie de toute ingérence dans les affaires du pays (A. Chapiro) ». La majorité des institutions ouvrières étaient bolchevisées. L'heure était aux préparatifs en vue de renverser le gouvernement provisoire[81].

Trotski et Kamenev vinrent rappeler que la prise du pouvoir par les soviets était une nécessité si on voulait prévenir une nouvelle tentative de la contre-révolution, une nouvelle Kornilovchtchina. De leur côté, les ouvriers associaient le retour à la vie normale à la « démobilisation » de l'industrie, la démobilisation de l'industrie à la paix, et par conséquent au pouvoir des soviets.

À cette date le réseau des comités d'usine s'étendait au pays tout entier, mais il était lâche, mal structuré. Le plus souvent ces comités agissaient isolément, sans même coordonner leur action à l'échelle de la ville. Ils y parvinrent à Elisavetgrad, Narva, Tsaritsin, mais pas avant septembre-octobre, et ils étaient loin de regrouper toutes les entreprises industrielles de la ville. Dans de grandes zones industrielles, comme l'Oural, Tver, Kostroma, il n'y avait pas encore d'organe central au mois d'octobre[82].

Au reste, l'activité des comités d'usine était plus réduite que dans les deux capitales. Les comités s'en plaignaient à Petrograd : la direction de l'usine ne reconnaissait pas leurs droits, elle agissait sans les consulter, n'admettait pas le contrôle ouvrier, ne versait plus leur salaire aux membres du comité ; elle nommait même, dans certains cas, la commission de contrôle. Ainsi, il ne leur restait qu'à combattre pour l'existence, pour éviter la fermeture de l'usine ou la retarder, obtenir des indemnités raisonnables pour les travailleurs. Réduits à une action défensive, les comités de province ne pouvaient guère prétendre à l'organisation de la production, même si cet objectif apparaissait dans les statuts, comme à Ivanovo-Kinesev. La faiblesse du mouvement était apparue aux conférences régionales préparatoires : à Saratov (seulement 81 000 ouvriers représentés et 209 comités d'usine), à Archangelsk (27 000 ouvriers et 34 comités)[83].

À la Conférence pan-russe des comités d'usine, tenue du 17 au 22 octobre, la question du contrôle ouvrier, de la coordination de l'action des syndicats et des comités d'usine domina l'ordre du jour. Les tendances mencheviks, avec 8 élus sur 137, complètement éliminées, ne se firent pas entendre. Les bolcheviks, maîtres du soviet de Petrograd et des syndicats,

déjà majoritaires aux conférences régionales, n'eurent aucune difficulté à faire prévaloir leur point de vue. Ils disposaient de 86 représentants sur 137 élus.

Une fois de plus, Miljutin'expliqua qu'un contrôle ouvrier véritable ne pourrait s'exercer que dans le contexte de la prise du pouvoir par les soviets. Un véritable contrôle ouvrier exigeait la nationalisation de plusieurs branches de l'industrie, le contrôle ou la nationalisation des banques. Autrement, il resterait illusoire. Il eût été légitime de dire que la prise du pouvoir par les soviets était prématurée si l'ancien système économique avait sauvé le pays du marasme économique, du désordre généralisé, de l'anarchie ; mais il avait hâté la marche vers la catastrophe. « L'idée de contrôle ouvrier, expliqua Larin', c'est la transposition d'une idée démocratique dans le champ de l'économie. Grâce au contrôle ouvrier, le travail changerait de nature : assumé par les ouvriers, il deviendrait plus productif car les travailleurs auraient le sens de leur responsabilité. L'Allemagne avait mis sur pied un programme national d'économie, mais conçu dans l'intérêt des possédants ; il fallait procéder de la même façon, mais dans l'intérêt des travailleurs. Aussi, le Conseil économique serait composé en majorité de représentants des travailleurs. Distribution du travail à l'échelle nationale, évaluation des salaires seraient de la compétence des syndicats. La fonction des comités d'usine serait d'assurer le contrôle de la production à l'échelle de l'usine ou de la ville. » Ces propositions laissaient au Conseil économique d'une part, et à l'administration de l'usine d'autre part, la pleine responsabilité de la gestion, et pas au comité d'usine. Les anarcho-syndicalistes protestèrent : ils proposaient l'autogestion, « car il ne pourrait y avoir d'harmonie entre les objectifs des instances représentant les travailleurs et ceux de l'administration de l'entreprise ». Les bolcheviks firent valoir qu'il fallait passer préalablement par une étape intermédiaire. Il est clair qu'ils se méfiaient d'une autogestion qui eût fait passer le contrôle de l'usine aux ouvriers eux-mêmes. Les anarcho-syndicalistes n'avaient que quelques élus ; les bolcheviks l'emportèrent largement. Le rapport Larin'fut adopté à une majorité écrasante[84].

Cette retraite manifestait l'inquiétude des comités d'usine, qui désespéraient de la formule d'autogestion qu'ils avaient imaginée : les tentatives faites pour établir un contrôle ouvrier même partiel avaient échoué. Surtout, le patronat se montrait combatif, le chômage s'étendait, le

marasme de l'économie s'accentuait, une reconversion globale de l'industrie s'imposait. Un pouvoir ouvrier à la base semblait une utopie. Les propositions de Larin'accordaient aux instances ouvrières une gestion garantissant la sécurité du travail, la défense de l'intérêt général, le contrôle à la base ; elles apparaissaient comme la seule solution susceptible de triompher du patronat à l'échelle du pays tout entier, d'assurer les droits des travailleurs, de « démobiliser » l'industrie. Larin'proposait le contrôle ouvrier, la planification de l'économie, la rationalisation de la production, ce qui annonçait les réalisations du bolchevisme.

Un autre rapport, celui du bolchevik Schmidt, laissa entendre que ces propositions sonnaient le glas de la gestion ouvrière. Les comités avaient été à l'avant-garde de la lutte contre le patronat : ils avaient mené la lutte à une date où les syndicats commençaient à peine à renaître. Ils avaient joué leur rôle de « remplaçants ». Toutefois, leurs possibilités d'action à l'échelle nationale étaient réduites, eu égard à la jeunesse de leur organisation. Inversement, les syndicats, mieux structurés, prenaient désormais une ampleur comme aucun pays n'en avait connu. Seuls ils étaient susceptibles d'agir efficacement à tous les niveaux ; les comités d'usine devaient être leur antenne de contrôle dans l'entreprise, mais toute décision portant sur la production et les salaires devaient être prises par des instances nationales. L'anarchiste Piotrovskij lança un dernier cri en faveur des comités : « les syndicats veulent nous bouffer… leurs membres sont extérieurs à l'usine… ils sont toujours prêts à négocier… La clé de l'avenir, ce sont les comités. » Mais Rjazanov s'interposa : les comités ne pouvaient soutenir la comparaison avec les syndicats… Ils n'avaient aucune vision d'ensemble de la situation économique, ils manifestaient un patriotisme de clocher. Le congrès panrusse était un fiasco. Unir les ouvriers sur la base d'une fédération des comités est courir à l'échec. Le syndicat se dresse contre le Capital tout entier, le comité d'usine défend les intérêts d'une seule entreprise. Rjazanov proposait l'union, la fusion même. La motion finale recommanda seulement la collaboration qui, en fait, mettait. le soviet des comités d'usine dans la dépendance du bureau des syndicats. Le vote fut enlevé de justesse. Levin', le président, ne s'y rallia que *pour autant* qu'à la tête des syndicats, la nouvelle direction, désormais bolchevik, assurerait au mouvement ouvrier l'unité d'action qu'il n'avait pas eue jusque-là. Au nom de l'unité ouvrière, vu la bolchevisation de toutes ses institutions, les comités acceptaient sans mauvaise grâce, les anarcho-syndicalistes

exceptés, cette subordination au mouvement syndical ; il était admis que chaque comité garderait une certaine autonomie d'action dans l'entreprise et qu'au niveau national, les comités auraient leur représentation assurée au Bureau national des syndicats et que les comités d'usine seraient bien le noyau du contrôle ouvrier dans l'entreprise[85].

LA NATIONALISATION : DISJONCTION DE LA GESTION ET DU CONTRÔLE

Le jour de la révolution d'Octobre, Lénine déclarait que le nouveau régime serait fondé sur le principe du contrôle ouvrier. Les soviets approuvaient et, dès novembre, le décret sur le contrôle ouvrier était publié. Une ère nouvelle commençait.

Au terme de ce décret, il était indiqué qu'à la base, le contrôle ouvrier était exercé par tous les travailleurs d'une entreprise au travers de ses institutions élues (Comité d'usine, Conseil des Anciens, etc.) auxquels s'ajoutaient des représentants de l'administration, des employés et du personnel technique. Ils devaient avoir accès aux livres de compte, aux stocks, etc., ce qui revenait à légaliser ce qu'avaient déjà accompli un bon nombre de comités d'usine. Toutefois, au point 5, il était indiqué que les décisions des instances ouvrières de l'usine pouvaient être annulées par une instance supérieure du contrôle ouvrier… À cet échelon supérieur, celui de la ville, un Conseil du contrôle ouvrier se constituerait ; il formerait une des sections du soviet. Ce *Conseil du contrôle ouvrier* comprendrait des représentants des syndicats, des comités d'usine, des coopératives ouvrières. Enfin, à l'échelon national, un Soviet panrusse du contrôle ouvrier serait en relation avec le Conseil suprême de l'économie nationale. Sa composition consacrait la défaite du conseil des comités d'usine : il avait droit à 5 représentants, face à 10 élus des soviets, 2 des coopératives, 7 des ingénieurs et techniciens, 7 des Bureaux des syndicats ; en outre, chaque syndicat de plus de 100 000 membres avait droit à deux représentants de plus, les moindres à un seul représentant. Au total, au sein du Soviet panrusse les élus du Conseil des comités d'usine étaient ainsi une poignée[86].

Ainsi, en tant que rivale du syndicat et visant à une gestion à l'échelle nationale, la Conférence des comités d'usine baissait pavillon ; ses organes dirigeants se laissaient absorber.

Toutefois, eu égard à la révolution politique qui venait de s'accomplir, à sa signification sur le plan social, ni les ouvriers ni les comités n'y attachèrent une importance excessive.

L'arbre ne devait pas cacher la forêt. Quatre jours après la révolution, le principe de la journée de 8 heures était reconnu, et la semaine de 48 heures. Le travail des enfants devenait illégal. Les inégalités concernant le travail féminin étaient abolies ; l'assurance contre le chômage et la maladie devenait obligatoire[87]. Quant au contrôle ouvrier, il était également obligatoire. En outre, concrètement, étant donné que les instances nationales et régionales n'existaient encore que sur le papier, pour les ouvriers, le comité devenait le « patron » effectif de l'usine (hozajn').

Au reste, le mouvement en ce sens était si profond que le nouveau régime ne chercha pas à le contrecarrer[88]. « Prenez les usines et gardez-les comme les prunelles de vos yeux » indiquait un texte ministériel. Lénine et ses amis avaient besoin de l'appui massif des ouvriers. Comme au sein des institutions ouvrières la principale résistance au nouveau pouvoir bolchevik provenait de certains syndicats, ils laissèrent se développer le mouvement gestionnaire.

Lénine l'encouragea, considérant ce mouvement comme « une étape » sur la route du socialisme. « Il adoptait cette attitude malgré les réticences du Commissaire du Peuple au travail, ce même sljap-nikov qui plus tard allait devenir un des leaders de l'opposition ouvrière, malgré les bolcheviks syndicalistes Lozovskij et Rjazanov, malgré le Conseil de l'Économie nationale, le *Vechenkha* (Bukharine, Larin', Miljutin', Schmidt, etc.).

Sous le sigle du Soviet du Contrôle ouvrier, une brochure préparée en fait par Larin' et Severdin' était adressée aux comités d'usine. Cette « Directive » donnait aux travailleurs de chaque branche industrielle toutes les indications voulues pour mener à bien un contrôle qui était bien proche de la gestion : recueil des décrets, règles pour l'établissement d'un bilan, etc.

En fait, pour ce deuxième souffle, l'autogestion ne fonctionna guère mieux qu'en été et ne connut pas un sort meilleur. Les conditions générales étaient pires que quelques mois plus tôt : le gouvernement n'avait pas les moyens de les surmonter, les grèves d'opposants (employés de banque, fonctionnaires, etc.) ajoutaient au marasme général. L'économie russe était presque passée à l'état de cadavre, aucun circuit ne fonctionnait plus et le patronat ne faisait rien, bien au contraire, pour les ranimer.

Pour les ouvriers, gérer la pénurie perdait toute signification ; après tant d'épreuves, sous-alimentés, mal logés, qui aurait pu réussir à instituer une nouvelle organisation du travail en quelques semaines et dans ces conditions ? Et comment ? Plus ou moins assurés de recevoir un salaire, les ouvriers de la station ferroviaire Alexandrovskij, qui fabriquaient des wagons, les utilisèrent désormais pour loger décemment leur famille, puisque ces wagons ne roulaient plus. Ailleurs, croyant que désormais l'usine était leur propriété, d'autres ouvriers vendirent le matériel, puisqu'il ne servait pas. Au moins pourraient-ils se nourrir quelques jours. Exemples extrêmes sans doute, que stigmatisent néanmoins les ennemis du régime qui en ont encore la possibilité, mais que ne condamnent pas moins les nouveaux dirigeants. Certes, ces « excès » s'expliquaient par les conditions exceptionnelles ; mais rien n'indiquait que la situation dût changer tant que le patronat ferait la guerre à sa propre entreprise, tant que cette guerre s'adosserait à la guerre civile qui commençait. Et les nouveaux dirigeants n'entendaient pas être discrédités avant même d'être à pied d'œuvre[89].

Les bolcheviks-syndicalistes accusaient les comités d'usine. Tenant déjà un langage de gestionnaire, Tomskij, président des syndicats, notait « que la productivité du travail était tombée tellement bas que l'ouvrier produisait en valeur moins qu'il ne recevait en salaire ». Était-ce dû seulement à la sous-alimentation, à l'incapacité de fournir un effort, à l'incompétence des membres des comités qui ne savaient pas tenir les livres de compte ; ou bien était-ce dû à la volonté de ne plus travailler ? Les bolcheviks placés à la tête des affaires économiques s'en prenaient bien sûr aux patrons, principaux responsables, mais ils parlaient également, tel Gastev, « d'un sabotage de l'économie, non plus seulement par la bourgeoisie (…) mais par la nation toute entière, par le prolétariat ». Parodiant ainsi l'aphorisme fameux, ces dirigeants jugeaient en quelque sorte que, puisque la classe ouvrière n'avait plus la confiance du parti de la classe ouvrière, il lui fallait la regagner[90].

Le 14 décembre 1917, Marx prit sa revanche sur Bakounine. Lénine signait le premier décret de nationalisation des entreprises industrielles. Il allait être suivi d'autres qui aboutissaient à l'expropriation partielle ou totale du patron. La répartition des 81 premières nationalisations atteste que, d'intention, *l'opération fut essentiellement anti-patronale ;* ces nationalisations se firent, pour l'essentiel, non là où l'autogestion s'efforçait de fonctionner, mais là où la pression ouvrière était la plus forte et où il

n’avait guère été question d’autogestion (48 nationalisations dans l’Oural, 14 à Moscou, 8 en Ukraine, contre 11 à Petrograd). La nationalisation correspondait ainsi au séquestre réclamé par un grand nombre de travailleurs et d’organisations ouvrières[91]. La nature de la mesure prise par le régime n’en mettait pas moins fin aux tentatives d’autogestion, donnant ainsi satisfaction aux organisations plus qu’aux travailleurs ou aux comités eux-mêmes.

Nettement dissociée du contrôle, dans le décret, la gestion des entreprises passait à une direction du ministère. Dans l’usine, elle appartenait à une nouvelle Direction où l’ancienne administration et le comité d’usine étaient représentés. Dans cette usine, il était bien précisé par la nouvelle Directive (*Rukovodstvo*) que « les décisions concernant la gestion et l’activité de l’entreprise demeuraient à la Direction. La commission de contrôle ne participait pas à la Direction de l’entreprise et n’avait pas la responsabilité de son fonctionnement, qui demeurait à la Direction[92] ».

Dans l’usine, la véritable ère nouvelle commença ce jour-là. Sans que cela fut sensible aux ouvriers, ni réellement encore visible, ce jour-là également il était mis fin, par en haut et par en bas, à la tentative, unique, d’une expérience de gestion des entreprises par les travailleurs eux-mêmes[93].

Ainsi, l’analyse de la lutte des classes à l’usine, entre février et octobre, révèle en premier lieu le passage des ouvriers d’une attitude revendicative, réformiste, à un comportement révolutionnaire. En février, les ouvriers espéraient seulement que, le tsarisme abattu, leur condition s’améliorerait. En octobre, ils contrôlent à demi l’usine et entendent participer à la gestion. Dans les motions qu’ils rédigent alors, il n’est plus question des conditions de travail, de salaire, mais de sanctions contre les patrons, de travail obligatoire pour les bourgeois[94].

Autre constatation, ce sont les ouvriers des petites et moyennes entreprises qui ont été à la tête du mouvement et qui ont été le plus loin. Toutefois, s’ils ont instauré l’autogestion, ce n’est pas par principe, parce qu’ils étaient anarchistes ou socialistes, mais simplement pour survivre, pour répondre au défi du patronat qui procédait au sabotage de la production afin de briser le mouvement revendicatif, d’acculer les ouvriers à la capitulation. Les ouvriers répliquèrent en appliquant à l’usine le modèle campagnard qui leur était familier : l’assemblée générale des ouvriers

correspondait à l'*obchtchestvo*, la gestion collective était une forme de *Mir* ou d'*Artel*[95]. Un collectif d'usine en appelait à un autre collectif comme un village à un autre village pour résister au pomescik. Ces ouvriers voulaient devenir les maîtres de l'usine à la façon dont ils jugeaient que la terre devait appartenir à ceux qui la travaillent. L'individualisme du paysan, qui rêve de devenir maître de sa terre, *hozhajin*, a pour homologue l'individualisme collectif des travailleurs d'une entreprise, animée d'une sorte de patriotisme de clocher *(Skrypnik)*[96] ! Il est naturel que le mouvement autogestionnaire ait été d'autant plus vivace que l'usine était plus petite, car les modalités de prise en charge paraissaient à portée de la main, et la participation de tous assurée. Cela n'était pas le cas pour les usines géantes, qui, vu leur importance, prirent la tête du mouvement des comités d'usine sans être pour autant autogestionnaires. Le projet d'autogestion leur parut utopique, anarchique. Les ouvriers des grandes usines en demeurèrent à la notion de contrôle ouvrier, apparemment proche des mots d'ordre bolcheviks. De fait, ils interprétèrent le contrôle ouvrier comme un système de modalités dont ils seraient les gardiens. Ce contrôle les garantirait contre les abus, les protégerait du chômage, sans doute plus encore, et ferait d'eux dans l'usine des participants dotés de droits. Les bolcheviks, pour qui « la gestion par plusieurs n'était pas plus du socialisme que la gestion par un seul », étaient favorables au contrôle mais hostiles au pouvoir de décision des ouvriers dans l'usine. Ils jugeaient que la prise en charge des usines par un État « ouvrier », c'est-à-dire par des institutions émanant du monde ouvrier, était à elle seule une garantie contre un système d'exploitation. Tel était, au fond, le sentiment de la plupart des militants, les anarchistes exceptés.

Le projet bolchevik, centralisateur, est exactement à l'autre pôle de l'autogestion ; toutefois, pendant quelques semaines, quand le capitalisme russe est encore en place et que le ralliement des ouvriers est une nécessité prioritaire, les expériences d'autogestion bénéficièrent encore d'une relative tolérance qui fut même bienveillante chez Lénine. L'action contre l'autogestion fut animée par Lozovskij au syndicat, justifiée sur le plan théorique par Bukharine. Pour eux, il était clair que l'autogestion était l'expérience de l'idéologie anarchiste, latente dans le monde ouvrier[97].

L'échec de l'autogestion, avant comme après Octobre, était dû à une infinité de données. L'aveu d'échec n'en était pas moins réel et, nolens volens, les travailleurs se rallièrent à la formule de la nationalisation avec

contrôle ouvrier. Elle semblait mieux adaptée à une lutte contre le Capital et comme elle fut accompagnée de mesures immédiates contre le patronat et de multiples dispositions en faveur des travailleurs, elle fut ressentie comme une victoire de la révolution. En ce sens, elle l'était. Toutefois, plus que l'affaire des ouvriers eux-mêmes, la gestion des entreprises devenait désormais l'affaire de leurs organisations : soviet de contrôle ouvrier, syndicats, soviet des députés, ministères, tous contrôlés par le parti bolchevik[98]. Une histoire qui désormais n'est plus celle de la classe ouvrière, mais de ceux qui, ayant bénéficié de sa confiance, allaient parler et agir en son nom.

1.
S.S. Ostroumov, *op. cit.*, 641, p. 209, 210.

2.
Ibid., p. 202-218.

3.
Voir notre analyse dans les *Mélanges Braudel*, Toulouse, 1975, tome II, p. 221-227.

4.
Sur la répartition de la classe ouvrière, voir notre première partie, le chapitre 1er et P.V. Volobuev, *op. cit.*, 355, p. 15-41, et surtout, O.O. Skaratan, *op. cit.*, 628, p. 192 à 307.

5.
Voir notre première partie, p. 183, et plus récemment Astrakhan, *op. cit.*, 531 qui confirme ces vues.

6.
Voir notre analyse des *Mélanges Braudel*, déjà cités, et *Les Cahiers du Cinéma* consacrés à Eisenstein, nos 226 et 227, en particulier l'article de Pascal Bonitzer. Sur les *Cahiers* de la classe ouvrière, voire notre première partie, p. 170-184.

7.
Cf. Pankratova, *op. cit.*, 626, p. 35-45 et surtout F.I. Kaplan, *op. cit.*, 629, p. 43-142.
Pankratova demeure une bonne source pour l'étude de la lutte des comités contre le patron. Toutefois, l'analyse est toujours ambiguë lorsqu'elle concerne les rapports entre le comité d'usine et le parti bolchevik. Par exemple, lorsqu'il est écrit « la classe ouvrière a compris la nécessité de devenir patron » (p. 36), par classe ouvrière il faut entendre tantôt le comité d'usine, tantôt les instances qui parlent en son nom (soviet des comités d'usine, parti bolchevik) ; quant au patron, il représente pour l'auteur tantôt le comité d'usine tantôt le parti bolchevik qui s'identifie aux ouvriers.

8.
Kaplan, *op. cit.*, 629.

9.
Cf. Auerbach, *op. cit.*, 27, XIV, et notre tome I, p. 390-1. Exemple de perquisition dans les bureaux de la haute administration à Kar'kov, le 23 août 1917, in CGAORSSSR, 3, 1, 251, 23. Selon Egorova, *op. cit.*, 634, p. 92, il y avait 90 chambres de conciliation à Petrograd au printemps 1917. À la société Konsin, de Moscou, elles donnèrent raison à quarante-sept plaintes des ouvriers, deux plaintes furent jugées illégitimes et dix-neuf demeurèrent sans réponse. *Ibid.*

10.
3e Conf., op. cit., 624, p. 253. Protestations des fabricants contre le blocage des prix in CGAORSSSR, 3, 1, 314, 234 et suivantes.

11.
Freidlin, *op. cit.*, p. 129. Il n'y eut pas que des situations conflictuelles, cf. aux usines Nevskij où un accord fut conclu entre le comité de l'usine et l'administration, CGAORSSSR, 427, 1, 18, 109.

12.
Egorova, *op. cit.*, 627, p. 94.

13.

Freidlin, *op. cit.*, 627, p. 93.

14. CGAORSSSR, 472, 1, 18. 14-16.

15. Le plus souvent, les séquestrations eurent lieu à la suite du refus du patron de tenir compte des avis de la commission de conciliation ou bien lorsqu'il voulait fermer son usine. Tableau des séquestrations dans Mints, *op. cit.*, 512, tome II, 823.

16. Tableau des lock-out dans Egorova, *op. cit.*, p. 83, d'après Andreev.

17. Cette phrase célèbre fut prononcée au 2e congrès panrusse du commerce et de l'industrie, tenu à Moscou du 3 au 5 août 1917. Cf. *Vtoroj vserossijkij torgovo-promyslennyij c'ezd y Moskve 3-5 avgusta 1917 g.*, M., 1917, p. 7 et 8. L'idée courait dans ces milieux : Chingarev déclarait le 27 juillet au correspondant du *Manchester Guardian*, « Il faut regarder la vérité en face (...) le spectre de la famine est déjà là... » in *Forward* du 4 août 1917 (N.S.).

18. L'analyse d'une expérience d'autogestion n'était possible que pour autant que nous aurions accès aux fonds d'archives ou aux informations concernant les différentes personnes et institutions avec lesquelles le comité d'usine était en relations (cf. croquis, p. 702). Seul le cas de l'usine Brenner répondait à cette condition.

19. *Okt. i Fab. zav. kom., op. cit.*, 625, 1, p. 147.

20. *Ibid.* et CGAORSSSR, 472, 1, 18, 7.

21. *Raionnye K., op. cit.*, 334, II, p. 184.

22. *Ibid.*, p. 187 et 195.

23. CGAORSSSR, 472, I, 18, I.

24. CGAORSSSR, 472, I. 18, 2.

25. *Dok. Jt., op. cit.*, 23, p. 342-343 et CGAORSSSR, 472, 1, 18, 8.

26. *Dok. Jt., op. cit.*, 23, p. 566.

27. CGAORSSSR, 472, 1, 18, 3.

28. *Raionnye K., op. cit.*, 334, II, p. 251.

29. CGAORSSSR, 427, 1, 18, 52.

30. *Raionnye K., op. cit.*, 334, p. 11, p. 259.

31. *Ibid.*, II, p. 263.

32.

Cf. deuxième partie de cet ouvrage, p. 405.

33.

Sur l'analyse de ces problèmes, voir plus loin.

34.

Chiffres cités dans les ouvrages de la note 7.

35.

Ibid.

36.

À Skobelev (Turkestan), le syndicat des employés et ouvriers de la mine se constitue seulement le 6 septembre ; il compte mille huit cents personnes ; à Kerson, la première conférence des ouvriers métallurgistes a lieu le 21 septembre : elle réclame les huit heures, cf. *Dok. sept, op. cit.,* 539, p. 320.

37.

La droite socialiste est favorable au séquestre, par exemple *Den'*du 7 juillet 1917 : « Le Gouvernement a su briser un des chefs de la féodalité industrielle (le patron de chez Guzon) qui refusait l'arbitrage. La gauche menchevik continue elle aussi à prôner le séquestre, par exemple Varskij, dans *Novaja Zizn'*du 19 août, « parce que, depuis la production a augmenté ».

38.

Sur le programme de la bourgeoisie, voire notre première partie, p. 133-143 et Volobuev, *op. cit.*, 354.

39.

Cité dans *Spartak* du 19 août 1917, sous la signature N.B. (Bukharine) avec référence au *Promysknost'i Torgovlja,* 26-27, p. 34.

40.

Sur la *Mednoprokatnyi,* CGAORSSSR, 472, 1, 18, 203.

41.

Novoe Vremja du 22 août 1917.
Sur cet ensemble de mesures contre les comités d'usine, *Okt. i Fab. zav. kom., op. cit.,* 625, 11, p. 8 à 15.

42.

Aux usines mécaniques de Petrograd, par exemple, la réaction est plus nuancée et la Direction transige : sitôt connu le discours de Skobelev, elle refuse de payer les 5 800 roubles, montant du salaire destiné aux membres du comité d'usine, et ne veut plus donner que 3 000 roubles. CGAORSSSR, 472, 1, 18, 24-28.

43.

Volobuev, *op. cit.,* 355, 246-262 et *Ek. Pol., op. cit.,* 24, 1, 230-232.

44.

Article de Serinov qui s'appuie sur l'exemple de la France et de l'Italie « et même de l'Angleterre où il y a pourtant une forte tradition démocratique ». *Birzevija Vedemosty* du 30 juillet.

45.

Par exemple, le consul français de K'arkov s'était plaint de la situation à Makeevka ; le gouvernement répondit qu'il prendrait des mesures énergiques pour la sauvegarde des intérêts étrangers. *Ek. Pol., op. cit.,* 24, 11, p. 470 et 471.

46.

CGAORSSSR, 6978, 1, 195, 3 et 427, 1, 18, 166.

47.

Rannee Utro, de Moscou, du 5 octobre in *BPP, op. cit.*, 43, 148.

48. Volobuev, *op. cit.*, 355, p. 303.

49. L'arrestation de citoyens français par un comité populaire aux mines de Chtcherlinov, près d'Ekaterinoslav, est liée à ce contexte *BPP, op. cit.*, 43, n° 131 (le 21 septembre 1917).

50. Volobuev, *op. cit.*, 355, p. 302-321 et *Ek. Pol., op. cit.*, 24, 1 ; doc. 316-318.

51. Tchernov, *op. cit.*, 123, p. 228.

52. Pour un tableau général de l'économie, on se reportera à notre première partie, p. 21-25 ; pour une analyse plus détaillée, la meilleure étude nous a semblé être celle de E.E. Kruse, in Freiman, *op. cit.*, 513, p. 398 et suivantes.

53. Kruse et Freiman, *ibid.*, ainsi que CGAORSSSSR, 3, 1, 314, 118 (pour Tachkent).

54. Norman Stone a bien montré que l'inflation a joué, également, en suscitant le stockage des blés par les possédants ; les convois arrivaient dans certaines gares et repartaient vides, les hangars n'ayant pas été fournis par les accapareurs. L'utilisation des wagons était ainsi liée, mais indirectement, à la montée des prix, *op. cit.*, 592b.

55. Rapport Tsukublin, in Ek. Pol., *op. cit.*, 24, 11, p. 56-60.

56. Dans la region de Mouscou, elle est plus constate. D'août 1916 à août 1917, la production croit de 3 m de puds 042 à 4,018m, mais le nombre des travailleurs a cru plus encore, passant de 6 950 à 10 485, cf. CGAORSSSR, 3, 1, 362, 339 ; pour de Donetz, la baisse vient plus vite, CGAORSSSR, 3, 1, 362, 340-341.

57. Rapport Belov, in *Ek. Pol., op. cit.*, 11. p. 48-49 et 53-54.

58. *Ibid.*, p. 47-94.

59. *Russkaja Vedemosty* du 8 septembre 1917.

60. *Ibid.*

61. Kruse et Freiman, passim.

62. *Ibid.*

63. *Ibid.* L'indice des prix (1913 = 100) est de 740 en octobre 1917, 1 020 en novembre. L'indice des salaires est de 600 pour le 2e semestre 1911. Cf. Volobuev, *op. cit.*, 355, p. 219-222, d'après Strumilin'.

64. Sur la crise du ravitaillement, Roger Pethydridge, *Essays, op. cit.*, 639.

65.

Pour le Donetz et les pays de la Volga, CGAORSSSR, 3, 1, 314, 308 et 3, 1, 361, 62-64. Pour Stavropol et Astrakhan, dépêche RV du 25 août, in BPP, *op. cit. ;* pour Tachkent, Popov, *op. cit.*, 541, p. 103 ; pour Celjabinsk, *Ek. Pol., op. cit.*, II, p. 272 ; pour Berdjansk, GAORSS-Lo, 7384, 9, 147, 47 et Volobvev, p. 226-227.

66. Comparer le rapport Rodzjanko, en janvier 1917, in *Ek. Pol, op. cit.*, 24, 1, document 1, avec le rapport Prokopovitch, in *Doc. Ker., op. cit.*, 35, 3, p. 1 463.

67. Lénine, *op. cit.*, 129, tome XXV, p. 347 et suivantes.

68. *3e conf., op. cit.*, 624, p. 125-126.

69. Intervention de T. Osipov et de T. Tseitlin in *Okt. i Fab-zav-kom, op. cit.*, 625, 1, p. 122-123.

70. Les bolcheviks créaient ainsi une confusion dans le vocabulaire en appelant contrôle ce qui était l'amorce d'une gestion. En août, pour défendre les comités de l'« accusation » de « patriotisme d'usine », Levin commettait un deuxième glissement de sens. Il disait : « Certains, consciemment ou non, confondent contrôle et occupation. » En fait, le contrôle (tel que l'entendent les bolcheviks qui veulent une nationalisation) est le contraire de l'autogestion (telle que l'élaborent les ouvriers des petites et moyennes entreprises) ; l'« occupation », à laquelle ont procédé les ouvriers, n'est qu'un aspect de la transformation du statut de l'usine. La nationalisation implique aussi une occupation : pas par les ouvriers toutefois, mais par l'État. Cf. 3e Conf., *op. cit.*, p. 50-59 et 100, 90-97, *Dkt. i Fab-zav-kom, op. cit.*, 1, p. 171 et *Kaplan, op. cit.*, p. 43-118.

71. *Okt. i Fab-zav-kom*, 1, p. 230-233.

72. Le problème des rivalités entre institutions ouvrières est examiné dans son ensemble au chapitre suivant. Dans ce paragraphe, on étudie ce problème du point de vue des ouvriers dans le cadre de la vie d'une usine. La rivalité entre comités d'usine et syndicat aboutit à ce résultat qu'en août, peu nombreux furent les syndicats (dans le cuir, la toile, par exemple, i.e. les industries anciennes) qui protestèrent contre la circulaire Skobelev limitant l'activité des comités d'usine. Cf. compte rendu de la *4e Conférence des syndicats*, le 13 mars 1918, p. 25.

73. Sur l'hostilité traditionnelle des bolcheviks à l'endroit des syndicats, cf. Schwarz et Hammond, *op. cit.*, 317 et 318. Sur le retournement de 1917, cf. A.G. Egorova, *op. cit.*, p. 41-61. Dès le mois de mars, les bolcheviks invitèrent les membres du parti, à Ivanovo, par exemple, à créer des syndicats et à y adhérer. Sur l'attitude du parti qui, en mars-juillet, s'appuie sur les comités d'usine contre le syndicat, voire notre deuxième partie, p. 399-409.

74. *3e Conf., op. cit.*, p. 59-95.

75. *Ibid.*, p. 95-97.

76. *3e Conf., op. cit.*, p. 452-453.

77. *Ibid.*, p. 315-319.

78.

Ibid., p. 125-126.

79. *Okt. i Fab-zav-kom.,* 1, p. 227-233.

80. En juillet, Lénine avait même pensé que les comités d'usine pourraient devenir les organes d'une insurrection ; il aurait dit à Ordjonikidze : « Nous devons changer notre slogan et au lieu de "tout le pouvoir aux soviets", nous devons dire "tout le pouvoir aux comités d'usines ». Cité in Chamberlin, *op. cit.,* 275, 1, p. 184.

81. À la conférence pan-russe des comités d'usine, la répartition des élus est la suivante : bolcheviks 86 (62 %), mencheviks 8, S.R. 22, maximalistes 6, Anarcho-syndicalistes 11, sans parti 4. *Okt. i Fab. zav-kom.,* 11, p. 114.

82. Précieuse comptabilisation dans M.L. Itkin, *op. cit., 632.*

83. *Okt. i Fab-zav-kom,* 11, p. 130-137.

84. *Ibid.,* 11, p. 167-174.

85. *Ibid.,* II, p. 188-193. Voir le texte de la résolution-suicide en annexe 6.

86. Texte du décret Lénine-Sljapnikov dans Bunyan, *op. cit.,* 635, p. 5-7. En fait, le décret fut rédigé en deux temps : la première version ne créait pas un système hiérarchique aussi précis qui réduisait la représentation des comités à la portion congrue. Discussion dans Maurice Brinton, *op. cit.,* 630, p. 16-19.

87. Sur les modalités d'application, cf. Carr, *op. cit.,* 276, 11, p. 104 et suiv.

88. Le mouvement de coordination des comités s'accentue et s'accélère en octobre, cf. Itkin, *op. cit.,* 632.

89. Rapport de Sljapnikov, cité dans Bunyan, *op. cit.,* 635, p. 20 (le 20 mars 1918).

90. Bunyan, *op. cit.,* 635, p. 21-22 et Pethybridge, *op. cit.,* 726, p. 171.

91. D.A. Baevski, *op. cit.,* 637, chapitre I.

92. *Rukovodstvo po rabocemy kontrolju,* Moskva. 1918, p. 6. Bonne discussion dans M. Brinton. *op. cit.,* p. 25-28. et dans D. Limon, *Autogestion,* 1967.

93. Date symbolique : les entreprises furent nationalisées par vagues, et. pour les ouvriers, c'est la date de nationalisation de leur entreprise qui marque le tournant. L'histoire des syndicats (bolcheviks) et de leur lutte pour reprendre au ministère (bolchevik) la direction des usines est une autre histoire à laquelle participent également les mencheviks et les anarchistes, et occasionnellement les ouvriers aussi. Cette histoire est déjà excellemment racontée dans les ouvrages de Carr, Kaplan, Brinton. etc.

94. Sur les revendications des ouvriers en octobre, voir le chapitre 17.

95.

Cf. le Conseil des Anciens dont dérive le comité d'usine et qui est une transcription des habitudes du village, Kaplan, *op. cit.*, 629, p. 404.

96.

Okt. i Fab-zav-kom., 1, 190.

97.

N. Bukharin, *Programma Kommunistov (bols'evikov)*, 1918, analysé dans Kaplan, *op. cit.*, p. 142 et suivantes.

98.

Y compris l'« opposition ouvrière », animée par A. Kollontai, cf. l'ed. Gelinet, trad. de P. Pascal, Paris, Le Seuil, 1974.

CHAPITRE XVI

L’ÉTAT : DES SOVIETS À LA BUREAUCRATIE

Dans ses différentes manifestations, la Révolution de 1917 suscita la décomposition de l’État, la sécession des nationalités, l’éclosion des mouvements paysans, la mise en cause du Capital. Les analyses de Friedrich Engels, dont Lénine rappelait l’actualité dans l *’État et la Révolution* se trouvaient ainsi vérifiées par l’expérience de 1917. Celle-ci confirmait en outre la vision que Lénine et les anarchistes avaient eue du rôle et de la fonction des soviets, ces centres de pouvoir nouveaux qui apparurent en février. Incarnation de la révolution, ils ne jouèrent pas seulement le rôle d’un contre-pouvoir, d’une « forteresse prolétarienne en pays bourgeois », comme l’imaginait la tradition sociale-démocrate et comme le fut le soviet de Petrograd à ses débuts. Ils étaient à la fois l’instrument de destruction de l’ancien État et, dans les villes comme aux armées, l’embryon d’un nouvel État prolétarien, à la façon de la Commune de Paris.

Entre le foisonnement extraordinaire de ces centres de pouvoir et, ultérieurement, la centralisation ordonnées de l’État soviétique, le contraste est saisissant. Depuis longtemps, on ne cesse de s’interroger sur les causes et les modalités de cette transformation. Est-elle associée, comme l’a affirmé Trotski, à la montée et au triomphe du stalinisme ? Peut-on dire avec lui que la bureaucratie et le stalinisme sont les deux aspects du même phénomène parasitique né au flanc du parti bolchevik et contre lequel Lénine n’aurait cessé de mettre en garde ses compagnons, entre Octobre et sa mort il s’entend ? Ou bien le phénomène est-il lié à l’essence même du bolchevisme tel que l’a défini Lénine dans *Que faire ?* et tel que l’a condamné Plekhanov dès 1903 ?

Certes, le principe du parti unique est bien en germe dans *Que faire ?* mais pas le phénomène bureaucratique. Or, l’une des spécificités du régime soviétique, que l’historiographie officielle veut ignorer, est précisément leur relation privilégiée[a].

Ce chapitre étudie la naissance de l'État soviétique, comment il a commencé à fonctionner. Contre l'interprétation trotskyste et contre l'interprétation anti-bolchevik, nous montrons que l'embryon de cet État s'est constitué *avant Octobre,* et qu'avant Octobre il a fonctionné avec ses traits spécifiques. Autant que du bolchevisme, qui en renforce les traits, le régime soviétique est l'enfant naturel de la révolution.

On étudiera successivement :

1. La constitution de l'embryon d'État prolétarien et les modalités de passage du pouvoir réel d'un des ses organes, le soviet des députés, à d'autres institutions avec lesquelles on l'amalgame souvent : soviet des comités d'usine, soviet des comités de quartier, etc.

2. L'apparition du phénomène bureaucratique dans les relations entre les partis politiques et les institutions ; et la formation d'un groupe social nouveau dont l'existence est liée à la disparition de l'ancien État.

3. La place et le rôle du parti bolchevik dans cet embryon d'État ; les formes de la bolchevisation de cet État à la veille de l'Insurrection d'octobre.

1. CONSTITUTION DE L'EMBRYON D'ÉTAT PROLÉTARIEN

ÉCLATEMENT DU CONTRE-POUVOIR DES SOVIETS DE DÉPUTÉS

Il y avait toutes sortes de soviets. Un vétéran, libéré après quarante-cinq ans de service, écrivait au soviet de Petrograd : « Je veux attirer votre attention sur cette volonté de se gouverner soi-même (*svoevolie vlast'*) qui règne chez nous en province. Comité politique, Direction de l'Agriculture, Direction du Ravitaillement, Comité agraire, Justice de Paix, Tribunal administratif, soviet, Comité de liaison etc : on ne sait qui écouter ni à qui se plaindre. Et, pendant ce temps, le mécontentement gronde, c'est le désordre, cela ne peut continuer ainsi[1]. »

Dans cette lettre, qui date de l'été 1917, il n'est question, comme on voit, ni du Gouvernement Provisoire, ni du Congrès panrusse des soviets ; le soviet local n'est mentionné que pour mémoire parmi d'autres comités, qui ailleurs pourraient s'appeler soviets. Il est clair que les centres de pouvoir se sont multipliés, que différents soviets rivalisent. Ils représentent les identités multiples de chaque catégorie de citoyens. En tant que salarié par exemple, l'ouvrier est syndiqué ou non, selon son gré. Il participe au collectif de l'usine, peut siéger à son comité. Membre de la classe ouvrière, il élit des représentants au soviet des députés ouvriers ; citoyen, il en élit au conseil municipal ou au comité politique de la ville ; en tant que résident, il fait partie d'un comité de quartier et en tant que consommateur siège au comité de ravitaillement. Enfin, il milite au sein d'un parti politique. L'ambigüité et la multiplicité des statuts et des activités ont pour corollaire la concurrence des capacités et des représentations.

À l'origine pourtant, la situation était simple. Un soviet de députés ouvriers et soldats s'était formé à Petrograd. Selon la définition de ses dirigeants, mencheviks et S.R. il était la représentation *politique* de la classe ouvrière et des soldats de la capitale. Sur son appel, des soviets identiques s'étaient formés dans les autres villes de Russie : ils étaient la représentation populaire face aux doumas municipales et aux zemstvos, institutions « bourgeoises ». En juin 1917, il y avait ainsi 519 soviets de députés, regroupés en 13 instances régionales (région du nord, centre

Vologda ; pays de la Volga, centre Saratov, etc.). Au sommet, véritable parlement de la classe ouvrière et des soldats, le Congrès des soviets trônait. Il était le véritable interlocuteur du gouvernement au travers de son comité exécutif, le *Tsik*. On y retrouvait les membres du comité exécutif du soviet de Petrograd, « Pères fondateurs » de la révolution[2].

Dans l'idée des socialistes russes, le soviet des députés, comme chaque institution, correspondait à un principe de représentation et obéissait, comme chacune, à une fonction[3].

Les soviets de députés avaient pour principe de représentation, la classe ; les comités de quartier, le domicile ; les syndicats, la profession ; les comités d'usine, le lieu de l'emploi. Représentation politique de la classe ouvrière, les soviets de députés défendaient les intérêts généraux des travailleurs face au gouvernement et à l'État, au patronat. Les syndicats et les comités d'usine prenaient en charge leurs revendications économiques : les premiers agissant à l'échelle nationale, les seconds dans le cadre de l'entreprise. Le rôle des comités de quartier était d'assurer l'alliance politique de la petite bourgeoisie et du prolétariat. Les partis politiques exerçaient une fonction d'avant-garde (voir le tableau).

PRINCIPE DE REPRÉSENTATION

FONCTION	CLASSE			DOMICILE OU LIEU DE TRAVAIL	
D'AVANT-GARDE	*Parti S.D. ouvrier*			*Section du parti*	
POLITIQUE	*Soviet des députés*	!!	Soviet des comités de Quartier	←	*Comités de Quartier*
ÉCONOMIQUE	*Syndicat*	!!	Soviet des comités d'usine	←	*Comités d'usine*
DÉFENSE	Milice ouvrière		!!	Garde Rouge	

ORGANIGRAMME INSTITUTIONNEL DE L'EMBRYON D'ÉTAT PROLÉTARIEN

Expansion institutionnelle ←
Zone conflictuelle !!
Les institutions et instances nées spontanément ne sont pas en italiques.

Dans la réalité du combat révolutionnaire, ni ces principes organisationnels, ni la définition des compétences et des fonctions ne furent respectés longtemps. Au reste, les partis politiques qui les avaient formulés les remirent en cause eux-mêmes (voir page 794).

Le fait essentiel fut que, jusqu'en septembre au moins, où eurent lieu de nouvelles élections, le soviet des députés perdit sa prééminence incontestée. D'autres institutions prirent la relève. Le soviet garda néanmoins quelque trace du prestige qu'il avait connu.

Au tout début de la Révolution pourtant, face au Gouvernement, l'autorité du soviet, de son comité exécutif, fut sans rivale. Un seul appel de lui, paru dans les *Izvestija* et toute la Russie s'était couverte de soviets ; sur son appel également, des centaines de syndicats s'étaient constitués, des comités d'usine organisés, des milices ouvrières s'étaient formées. À une date où le Gouvernement Provisoire ne pouvait ni commettre un acte ni prononcer une parole sans avoir au préalable consulté le soviet, usines et régiments ou villages s'adressaient à lui, et souvent à lui seul, pour exprimer des vœux ou affirmer leur loyalisme. Guide incontesté de la révolution, le soviet de Petrograd était seul habilité à parler de paix ou de guerre ; un seul mot de lui, les soldats avaient mis fin aux fraternisations ; un mot de lui encore et, lors de la *crise d'avril*, le calme s'était rétabli. En juin, au premier congrès des soviets, il semble que c'est l'apothéose. Apparence : la manifestation du 18 juin rappelle brutalement les dirigeants des soviets à la réalité, ils ont perdu leur prestige. Juillet : les manifestants ne répondent pas à un appel du soviet, ils manifestent contre lui. Ils obéissent désormais aux mots d'ordre d'institutions qui s'appelaient soviet des comités d'usine, soviet des comités de quartier. Les dirigeants du *Tsik* en étaient surpris, bouleversés, le président Tchkeidze le premier. Élu du peuple, élu du congrès, acclamé à l'intérieur de son enceinte, il devait à chaque crise aller à la rencontre des manifestants, non pour les guider, pour se faire reconnaître, mais pour les calmer, pour se faire insulter. D'autres avaient été houspillés ; en juillet Tchernov avait failli être lynché. Déchus, ces leaders s'interrogeaient sur l'origine de cette disgrâce, sur la façon dont l'autorité des soviets s'était dissoute, dont d'autres comités avaient recueilli l'héritage.

Dès 1917, plusieurs explications furent données de ce phénomène. « Au début de la Révolution, explique Bukharine, les soviets étaient un des centres du pouvoir ; l'autre était le gouvernement provisoire. Soviets locaux et soviet de Petrograd n'étaient pas encore structurés : ils avaient pour eux l'autorité et le prestige même s'ils n'avaient pas la totalité du pouvoir. Nul, en tout cas, n'osait aller contre eux. Ensuite, avec la constitution d'un gouvernement de coalition, en mai, les leaders du congrès des soviets participèrent au cabinet. Le congrès des soviets et les soviets locaux devinrent ainsi un auxiliaire du gouvernement, leurs élus furent assimilés à des dirigeants. Ainsi, de la même façon qu'au début de la Révolution le soviet de Petrograd ne collabora avec le gouvernement que *dans la mesure*

où il ne désapprouvait pas sa politique, les comités de base ne prirent en considération ses décisions que *dans la mesure* où celles-ci ne leur disconvenaient pas[4]. »

À cette raison, L. Trotski en ajoute une autre qui tient à la nature même des régimes représentatifs, y compris celui des soviets : « Il y avait peu de chances que sur le fond, les décisions prises par une représentation politique au deuxième degré conviennent à la base car les revendications des travailleurs ou des soldats avaient fait nécessairement l'objet d'une négociation, d'un marchandage avec les classes dirigeantes, avec d'autres groupes sociaux, et elles ne pouvaient être satisfaites intégralement et toutes à la fois. C'est ainsi que, dans les grandes villes, les comités d'usine entrèrent fréquemment en conflit avec le soviet, se radicalisèrent : tout comme les comités de village, ils exprimaient la volonté directe des citoyens, alors que les solutions adoptées dans les assemblées à représentation sociale multiple n'avaient pas été déterminées par eux[5]. »

Trotski et Bukharine voyaient ainsi dans la politique de conciliation l'origine du discrédit dont étaient frappés les Bureaux des soviets, le comité exécutif, le *Tsik.*

Dès février ils en étaient quelques-uns où les bolcheviks, majoritaires, avaient condamné cette politique. Une minorité croissante la mit en cause. Lorsque la coalition fut formée, au début du mois de mai, le soviet de Petrograd reçut 76 télégrammes d'approbation, ce qui est peu : or 17 seulement d'entre eux émanaient de soviets. On connaît les raisons de la désapprobation du soviet d'Ekaterinenburg ; elles furent votées par 100 voix contre 51 : « La participation des élus du soviet au gouvernement était une erreur parce qu'elle diminuait le rôle des soviets. » Ainsi, la condamnation ne portait pas seulement sur l'orientation de la politique, elle était plus qu'une mise en cause. « Notre soviet a perdu la confiance des masses », écrivait un élu de l'Oural de retour à son usine au lendemain de la session du congrès des soviets. « C'est le résultat d'une agitation due à une poignée d'anarchistes et de bolcheviks qui disent que notre soviet est bourgeois… Ces maximalistes le boycottent, notre soviet a perdu la confiance des masses. » Une commission du congrès des soviets, celle des relations avec les soviets locaux a conservé les nombreux rapports qui font état de ce divorce. Alors que *les élus jugent que le rôle des soviets grandit parce qu'ils participent au pouvoir, les travailleurs et les soldats pensent exactement le contraire.* Pour eux, la politique de participation et de

conciliation vide les soviets de leur fonction ; ils sont réduits au rôle d'électeurs dans une assemblée primaire et, qui plus est, le parlement qu'ils ont choisi n'a ni le pouvoir ni la volonté d'accomplir les transformations sociales exigées par la population[6]. Lénine analyse bien ce problème dans l'*État et la Révolution* : « Le moyen de sortir du parlementarisme ne consiste pas à détruire les organes représentatifs et le principe électif, mais à transformer ces moulins à paroles que sont les organismes représentatifs en assemblées agissantes (…) Un organisme non parlementaire mais agissant, comme la Commune de Paris (…) Même dans la république russe, république démocratique bourgeoise, tous les vices du parlementarisme sont apparus avant que ne s'instaure un véritable parlement. Les héros du philistinisme pourri, – les Skobelev et les Tseretelli, les Tchernov et les Avksent'ev –, ont réussi à gangréner jusqu'aux soviets dont ils ont fait de stériles moulins à paroles (…) pendant qu'ailleurs, dans les chancelleries, les états-majors, on "fait le travail d'État". La colère des travailleurs et des soldats vient bien de ce dessaisissement : ils sont dessaisis du droit à l'action qui est associé, dans l'esprit de chacun, au succès d'une révolution[7]. »

Plus, ils étaient privés de ce droit par une représentation qui, elle-même, s'était dessaisie de sa propre capacité de décider et d'agir.

De fait, le soviet avait abdiqué en deux temps du droit d'exercer l'autorité de l'État. L'accord sur le double-pouvoir avait été une première abdication ; pas totale, toutefois, parce que le *postol'kuposkol'ku* signifiait que le soviet demeurait l'incarnation de la légitimité révolutionnaire. Sitôt après, le soviet procéda à une seconde abdication. Pour rassurer la bourgeoisie, il invita les ouvriers à reprendre le travail. « Pas question de redevenir des forçats comme sous l'ancien régime », répondirent les ouvriers qui exigeaient, au moins, l'octroi de la journée de huit heures et quelque amélioration dans leurs conditions de travail. Le soviet n'osa pas décréter les huit heures, comme le proposaient les bolcheviks. Il en appela au gouvernement. Celui-ci refusa le décret mais donna au soviet le mandat de négocier avec le patronat de la capitale : entre le Gouvernement et le soviet, les rôles étaient ainsi retournés. En outre, par un troisième dessaisissement, le soviet abdiquait sa représentativité nationale[8].

Certes, le soviet de Petrograd obtint du patronat, encore sous l'émotion des journées de février, qu'il acceptât l'octroi des huit heures. Mais les conditions mêmes de ce succès discréditaient gravement les leaders du

soviet. « Ils se méfient de nous », notait dès le 10 mars le menchevik Bogdanov. Il avait participé à ces négociations sous la pression des ouvriers qui étaient demeurés en grève. D'autres, plus radicaux, avaient introduit les huit heures d'eux-mêmes[9].

Les travailleurs des grandes villes de province étaient plus amers encore : la capitale les oubliait. Sans attendre le moindre mandat du Gouvernement, des soviets de province décrétèrent localement les huit heures : dans les 29 villes où les huit heures furent introduites, ce fut dans 16 cas une décision unilatérale, sans même négocier avec le patronat[10].

Localement, le prestige de ces soviets dépassa celui du soviet de la capitale, et même de son héritier, le congrès des soviets. Désormais, celui-ci n'exerça plus guère d'autorité sur les travailleurs[11].

Cet exemple montre comment le pouvoir, tout en demeurant dans le cadre d'une même institution, les soviets de députés, put changer de niveau, passer du centre aux organes locaux. D'autres exemples montreraient aussi bien comment le contre-pouvoir du *Tsik* a éclaté, quittant l'institution des soviets de députés pour la Conférence des comités d'usine ou pour une fédération syndicale, pour un parti politique. « On est de plus en plus froid vis-à-vis des soviets, notait Bol'-sakov dans son rapport sur l'activité des soviets du sud de la Russie. Parallèlement aux soviets surgissent une série d'organisations spécialisées : chambres de conciliation, syndicats, etc. On sort des soviets et on y va[12]. »

À ces raisons s'en ajoutent d'autres qui ne pouvaient être formulées en 1917 car elles mettaient en cause le principe même des partis révolutionnaires, également le principe des institutions représentatives nées en février : leur composition de classe et l'origine de classe de ceux qui en avaient la direction.

Quelques traits doivent être rappelés. Sur 519 soviets de députés enregistrés en juin 1917, il y avait seulement 28 soviets purement ouvriers ; on comptait 101 soviets ouvriers *et* soldats, 305 soviets ouvriers, soldats *et* paysans. Le cas extrême était celui de la ville de Revel où tous les habitants étaient électeurs au soviet. Ainsi fondés par les partis « ouvriers », les soviets étaient moins l'expression d'une seule classe que représentation de groupes sociaux aux intérêts différents[13].

À cette première distorsion, s'en ajoutait une deuxième qui différenciait également les soviets de 1917 de ceux de 1905 : *la majorité des soviets de*

1917 était dirigée par des militants qui n'étaient pas d'origine populaire. Au comité exécutif du soviet de Petrograd, par exemple, on compte 7 ouvriers et 8 soldats sur 42 membres, et ils sont vite éliminés. Il en est de même à Tula, dans les pays de la Volga. Au premier congrès des soviets, après que plus de 13 millions d'ouvriers et de soldats aient pris part au vote, le bureau exécutif compte seulement 4 ouvriers, 1 marin, 6 soldats, pour 57 membres. Pas un seul ouvrier délégué d'une usine, pas un seul soldat ne put prendre la parole une seule fois : celle-ci fut entièrement confisquée par les représentants des partis politiques. Parmi ceux-là, aucun n'était d'origine ouvrière[14]

Dans ces conditions, et tant que la composition des soviets demeura inchangée, c'est-à-dire jusqu'en Octobre, il y avait peu de chances pour que l'action de leurs dirigeants fût en résonance avec les groupes sociaux qu'ils étaient censés représenter, notamment avec les travailleurs. Ceux-ci continuèrent néanmoins à exiger « tout le pouvoir aux soviets ». Leur inconséquence n'était qu'apparente, car même discrédité, même représenté au Gouvernement, le Congrès des soviets, le *Tsik* apparaissait comme un contre-pouvoir tant que les bourgeois et les militaires restaient en place. En outre, dans ce mot d'ordre, le pluriel s'était substitué au singulier : par là, les travailleurs entendaient non plus seulement le soviet des députés, mais aussi les autres, c'est-à-dire, en bref, ceux qu'ils avaient constitué eux-mêmes.

FORMATION D'UN SYSTÈME INSTITUTIONNEL

Avant que les syndicats et le parti bolchevik ne les absorbent, plusieurs systèmes institutionnels autres que les soviets de députés s'organisèrent autour des comités d'usine et des comités de quartier qui jouèrent en quelque sorte le rôle de noyaux institutionnels. De leur croisement naquit également une partie de la force armée prolétarienne : la Garde Rouge.

En février, les ouvriers s'étaient d'abord identifiés à leur soviet. Sa démission créa une sorte de vide que, lent à s'organiser, le syndicat ne put combler. Ce furent les comités d'usine qui prirent la relève.

Contre-pouvoir dans l'entreprise, le *comité d'usine* ne devait avoir, dans l'esprit des révolutionnaires, qu'une compétence bien délimitée. La logique de la lutte contre le patronat l'amena à procéder à une double extension de sa compétence.

Extension horizontale, par la constitution d'une instance à l'échelle de la capitale d'abord, la Conférence de Petrograd, puis par la création d'instances régionales ensuite, à Saratov, etc., enfin par la constitution d'une instance à l'échelle nationale, la Conférence pan-russe des comités d'usine. Cette extension fut à l'origine d'un conflit avec le syndicat qui prétendait précisément à la compétence nationale. On a dit au chapitre précédent comment dans un premier temps, et devant la démission des soviets et la carence syndicale, les bolcheviks poussèrent à cette extension du pouvoir des comités d'usine ; comment dans un deuxième temps, ils condamnent le « patriotisme d'usine », et devant l'échec de l'autogestion, soutinrent la position des syndicats, dont l'influence ne cessait de grandir et qui se radicalisaient[15].

Extension verticale, par l'élargissement de la nature des problèmes dont ils eurent à traiter. À l'origine, règlements intérieurs, motions, action des comités d'usine ne quittèrent pas le champ des problèmes propres à l'entreprise. Le refus du patronat de négocier des protocoles, voire de reconnaître le comité d'usine comme un interlocuteur valable, conduit celui-ci à passer à l'action politique. Puisque, selon les dirigeants du soviet des députés, le refus des patrons tenait au principe du régime, à la participation de la bourgeoisie au Gouvernement, il n'y avait qu'à l'en chasser, et à changer la nature de ce régime.

Dès le mois de juin, la Conférence de Petrograd des comités d'usine exigea ainsi « tout le pouvoir aux soviets ». Elle adressa une mise en garde au Gouvernement contre les arrestations opérées à la *Villa Durnovo,* quartier général des anarchistes. Le 1er juillet, elle s'alignait sur la position du comité central du parti bolchevil, et prenait position contre la constitution d'un centre *politique* à cette même Villa Durnovo[16].

L'extension horizontale de l'action des comités d'usine avait été a l'origine d'un conflit avec le syndicat ; son extension verticale suscita une rivalité de pouvoir entre la Conférence et le soviet de députés. En vertu du principe de la séparation des fonctions, le soviet ignora l'existence de la Conférence et sa section ouvrière s'abstint d'inviter ses membres à participer à ses débats.

Ainsi « mises au ghetto », jugeant que « la poussée contre-révolutionnaire avait ses avancées jusque dans le soviet des députés », les usines prétendirent en prendre la relève et jouer le rôle de « forteresses de la révolution » en territoire ennemi. Elles se transformèrent ainsi en un

véritable contre-pouvoir ouvrier qui organisa bientôt sa propre défense en s'appuyant sur les quartiers[17].

Toutefois, la faillite de l'autogestion signa la fin des comités d'usine comme noyau d'un véritable pouvoir-ouvrier. Celui-ci eut, certes, ses défenseurs, anarchistes pour la plupart. Mais l'idée parut utopique. Acceptant l'arbitrage des bolcheviks, les comités d'usine baissèrent pavillon devant le syndicat et devant le soviet, pour autant que ceux-ci entre temps s'étaient bolchevisés.

Parallèlement, ils mirent la *Garde Rouge* qu'ils avaient constituée à leur service, comme l'étaient désormais également les comités de quartier.

Constitués sur un appel du soviet de Petrograd, les *Comités de quartier* n'avaient aucun lien organisationnel avec lui. Leur fonction était de regrouper ceux qui, sans distinction de classe, voulaient défendre la révolution aux côtés du soviet. Aussitôt, des comités se constituèrent dans la plupart des quartiers de la capitale. Le soviet se consacrait aux affaires politiques générales ; les comités de quartier avaient une triple mission : assurer l'application des décisions du soviet, ménager la défense éventuelle de la ville, organiser une nouvelle vie dans les quartiers[18].

Dans la réalité, cette dernière activité prit le pas sur les autres ; le secrétariat des comités fut enseveli sous l'afflux de demandes individuelles. Ouvriers mal logés ou sans travail, veuves de guerre, délégués d'entreprises, chacun venait chercher appui auprès de la nouvelle autorité. Les comités organisèrent des crêches, des cantines ; ils luttèrent contre l'alcoolisme, contre les jeux de hasard ; ils créèrent des foyers d'accueil, des centres culturels ; ils réquisitionnèrent des logements inoccupés et s'efforcèrent de pallier les difficultés du ravitaillement.

Au début de la révolution, ces tâches concrètes l'emportèrent sur la fonction politique du comité. Au reste, étant donné que les participants appartenaient à différentes classes sociales, il « fallait éviter les problèmes qui divisent ». Par exemple, on ne parla guère de la paix ou de la guerre, ni de l'attitude à adopter vis-à-vis de la constitution des gouvernements de coalition. Par contre, le problème du statut politique et juridique des comités se posa à chaque instant, divisant les participants, comme malgré eux ; les responsables avaient-ils le « droit » de prendre des décisions, par exemple de réquisitionner des appartements, d'organiser le ravitaillement parallèlement aux circuits commerciaux ? Pour renforcer leur légitimité, les comités souhaitaient établir un lien avec le soviet, mais celui-ci refusait :

son principe organisationnel était la classe, celui des comités était la résidence[19].

Par un phénomène d'extension horizontale comparable à celui que connaissaient les comités d'usine, les quartiers organisèrent une conférence inter-quartiers au mois d'avril. Elle se réunit sur l'initiative des *soldats,* qui, au lendemain de la crise d'avril, jugèrent utile d'organiser la coordination de l'action des comités en cas de réaction militaire. La conférence élit comme président un membre du soviet de Petrograd, le menchevik Anisimov. Au nom de tous les quartiers, elle demanda à participer aux débats du soviet, fût-ce sans y disposer du droit de vote. Le soviet refusa une nouvelle fois, mais pour une deuxième raison : mécontents de la politique du soviet, les comités de quartier commençaient à se radicaliser[20].

Au lendemain des Journées de Juillet, Anisimov intervint en qualité de membre du soviet de Petrograd : il demanda à la Conférence des comités de quartier de collaborer au désarmement des ouvriers. Bien qu'il ait expliqué que cette demande visait seulement à prévenir l'intervention des militaires, sa proposition fut rejetée avec indignation : le soviet avait ignoré la demande répétée des comités de quartiers ; il essayait maintenant d'utiliser l'autorité de la Conférence pour pratiquer une « politique anti-ouvrière ». Ce fut la rupture. À la présidence, Anisimov dut céder la place à deux internationalistes et à un bolchevik : Rappoport, Manuilskij, Gorin. Face au soviet des députés, la Conférence inter-quartier devenait, elle aussi, un contre-pouvoir.

Désormais, se politisant de plus en plus, elle mena une action double : de solidarité avec les bolcheviks ou avec Tchernov « calomnié » par la bourgeoisie ; de défense aussi devant la menace montante d'un putsch militaire. À cette date, où la Conférence de Petrograd des comités d'usine voyait son autorité s'affaiblir, la Conférence des comités de quartier prit en quelque sorte la relève[21].

Lors du putsch Kornilov, la Conférence des comités de quartier se lia aux soviets locaux de création bolchevik : Slussel'burg, Kolpinskij, Sestroretch ; ensemble, ces deux institutions constituèrent les premiers noyaux de résistance populaire. Dès le 28 août, elles envoyèrent des représentants au Comité de lutte contre la Contre-Révolution (K.N.B.K.) qui sanctionna leur action et les encouragea à distribuer des armes aux ouvriers. Ces milices des comités de quartier surveillèrent l'action des commissariats, volontiers suspectés. Par l'intermédiaire de la Conférence

qu'il contrôlait en partie désormais, le parti bolchevik put animer la lutte révolutionnaire dans la capitale. En un sens et à ce niveau, la lutte contre Kornilov fut une répétition générale des Journées d'Octobre[22].

Les comités de quartier avaient procédé à une extension territoriale de leur compétence, ils avaient également élargi leur fonction de défense. Toutefois, ils ne remplirent pas leur fonction initiale qui était d'assurer le rapprochement entre le prolétariat et la bourgeoisie progressiste.

Les bourgeois qui participèrent à l'action de ces comités étaient très minoritaires, et minoritaires les quartiers où la majorité était bourgeoise. Le mode de représentation à la Conférence des comités joua ainsi contre les éléments les plus modérés. Ils se manifestèrent comme opposants au lendemain du putsch lorsque la Conférence refusa de désarmer les milices des quartiers à la demande de Kerenski. Ils protestèrent contre ce refus qu'ils jugèrent « illégal ». Ils protestèrent également contre une décision du Quartier de Vyborg d'interdire la diffusion des journaux « bourgeois ». Sur ce point, la Conférence leur donna satisfaction, la décision fut rapportée. Ce fut le dernier acte de la résistance des élus des quartiers bourgeois à la loi de la majorité[23].

Émanation directe des ouvriers d'usine et des soldats encasernés, les comités se radicalisérent et, peu à peu, se bolchevisérent. Lorsque le soviet de Petrograd devint bolchevik à son tour, au milieu de septembre, le bureau du soviet des comités de quartier reçut l'autorisation de s'installer à Smolnyi, au 2e étage, juste à côté du comité exécutif du soviet de Petrograd. Il y avait là un double symptôme : en acceptant de voir les représentants des quartiers siéger aux côtés des élus d'une classe, les bolcheviks montraient qu'il était plus important pour eux de donner satisfaction aux aspirations populaires que de respecter une fiction juridique ou doctrinale. Par ailleurs les élus des quartiers bourgeois, sous-représentés au Bureau, se trouvaient intégrés au système des soviets. Ainsi, au moins dans le gouvernement des quartiers, et dés avant octobre, la démocratie représentative avait déjà fait place à la « dictature du prolétariat »[24].

Naissance d'une force armée prolétarienne

Dès février, la réalité du double pouvoir s'exprima jusque dans l'existence de deux milices, celle du gouvernement étant également mise en cause par une force armée émanant directement des classes populaires.

Constituées à l'heure de l'établissement du nouveau régime, milice urbaine et garde ouvrière devaient en assurer la protection. À Petrograd, l'une et l'autre furent bientôt prises en charge par la municipalité, ce qui aboutit à la sécession des *drujines* ouvrières qui n'avaient pas la même conception de l'ordre que leurs rivales. Elles demeurèrent armées, mais n'étant plus rémunérées, changèrent d'enveloppe et de statut[25].

À l'origine de la constitution de milices ouvrières, il y eut également le besoin d'assurer la défense de l'usine – contre l'armée ou le gouvernement qui, à l'appel du patron, voulaient rétablir l'ordre dans l'usine, mettre fin à l'action des comités. Les unités qui se constituèrent ainsi formèrent bientôt l'ossature de la *Garde Rouge,* cette force proprement prolétarienne dont Lénine, Nevskij, Bonch-Brujevitch encouragèrent la formation. Selon Lénine, cette Garde devait avoir pour fonction ultime de remplacer à la fois la police, l'administration et l'armée. Dans la réalité, sa formation émana du syndicat des imprimeurs et d'un collectif d'usines, qui se constituèrent en précommission afin d'organiser une Garde à l'échelle de la ville. Cela se fit dans la clandestinité, souvent sous l'égide d'ouvriers sans parti qui passaient pour anarchistes[26]. Les bolcheviks encouragèrent un mouvement qui se développa malgré le veto de la milice municipale, du soviet de Petrograd et de sa direction mencheviko-S.R. En octobre, la Garde comptait 10 000 à 12 000 hommes selon Starcev[27].

Comme la Garde ouvrière « municipale », la Garde Rouge était liée à l'entreprise. À ses débuts, il était difficile de l'en distinguer : les miliciens de la Garde de l'usine faisaient leur service aux heures de travail, et pour cela, recevaient leur paie ; ceux d'entre eux qui faisaient partie de la Garde Rouge prenaient possession des armes après les heures de travail et le dimanche. Ainsi, *si tous les gardes de l'usine n'étaient pas des Gardes Rouges, tous les Gardes Rouges étaient également des gardes de l'usine.* Et l'administration devait bien les payer. Aux entreprises *Russkij Reno,* par exemple, le bolchevik Babrar avait été élu commandant de la Garde Rouge ; il était également le responsable de la milice de l'usine ; dans les documents de l'administration, on a retrouvé sa fiche de paye comme responsable de cette milice ; il y fut rémunéré comme tel jusqu'en septembre. Ainsi, dans certaines entreprises, la Garde Rouge se confondait avec la garde de l'usine. Ailleurs, elle se constitua à partir d'elle[28].

2. FORMES DE LA BUREAUCRATISATION ET CONSTITUTION D'UN GROUPE SOCIAL NOUVEAU

Pendant la révolution de 1917, la bureaucratisation apparaît comme une des formes du combat que les institutions se livrent pour acquérir l'hégémonie. Partis politiques, soviets de députés, comités d'usine ou de quartier s'y prêtent également. Toutefois, la bureaucratisation ne prend pas les mêmes formes et ne remplit pas les mêmes fonctions selon qu'elle émane d'institutions « mères », d'institutions « filles », ou de groupes qui ne parviennent pas à s'institutionnaliser, tels ceux qui représentent les Jeunes.

Entre février et octobre, la bureaucratisation par en haut, ou descendante, vise à empêcher l'éclatement de la représentation liée à l'identité de classe ; elle renforce le contrôle des partis politiques, seule institution ayant une existence réelle en février, sur les soviets de députés ; et celui des soviets de députés sur les citoyens qui chercheraient à s'organiser suivant d'autres normes (classe d'âge, sexe, nationalité, etc.).

La bureaucratisation par en bas, ou ascendante, exprime la tentative pour une nouvelle institution de se consolider et de vivre.

Le phénomène de la double bureaucratisation permet de voir naître, dans sa fusion, un groupe social nouveau qui doit son existence à la révolution : en 1917, il n'est pas encore tout à fait formé, mais la plupart de ses éléments constitutifs sont en place.

LES FORMES DE LA BUREAUCRATISATION[29]

a) La première forme de bureaucratisation *par en haut* fut pratiquée lors de la constitution du soviet de Petrograd, le jour même où la révolution l'emportait. Devant l'assemblée générale réunie au palais de Tauride, le bolchevik Sljapnikov proposa que chaque parti socialiste puisse faire siéger deux membres de droit au comité exécutif provisoire du soviet. À l'origine, cette proposition avait pour objet d'assurer une représentation plus consistante aux bolcheviks, très minoritaires parmi les membres du groupe initiateur ; mais comme un certain nombre d'autres partis et organisations en étaient absents, la proposition fut acceptée, sans aucune difficulté.

Le résultat fut que les membres d'une douzaine de partis et organisations (syndicat, mouvement coopératif, etc.) entrèrent au comité exécutif. Ils se disaient « représentatifs » (de leur organisation) et, à ce titre, exclurent bientôt des discussions les membres du comité exécutif élus par l'assemblée générale, véritables fondateurs du soviet, mais pas nécessairement membres importants de leur parti, ou encore n'appartenant à aucune organisation. Furent ainsi éliminés des hommes comme Sokolov, Pankov, etc. ; même les bolcheviks Sljapnikov, Zalutskij, Molotov, co-fondateurs du soviet, durent bientôt céder le pas aux délégués de leur parti, Kamenev et Staline. Quant aux huit soldats élus par la garnison, ils n'avaient pas d'appartenance politique, et furent ainsi éliminés : ils disparurent de la scène pour toujours.

Dans ce premier exemple, le phénomène bureaucratique n'est pas l'entrée de droit de deux membres de chaque organisation au comité exécutif car cette proposition fut

librement discutée et acceptée par l'assemblée générale. Le phénomène bureaucratique apparaît dès lors que le *choix* des deux délégués n'est plus du ressort de l'assemblée mais des organes dirigeants de chaque organisation, ou de leur bureau.

L'assemblée générale a perdu son droit au contrôle.

Cette première forme de bureaucratisation par les partis, ici institution « mère », fut pratiquée à Arkhangelsk, à Astrakhan, Vologda, Ivanovo-Voznesensk, Kostroma, Poltava, Saratov et quelques autres villes encore ; mais pas partout : ni à Rjazan, ni à Kisinev, ni à Vjatka, ni à Baku. Elle fut pratiquée, *grosso modo,* dans les deux tiers des soviets, plutôt plus[30].

On a trace d'un *deuxième* procédé de bureaucratisation par en haut sous la forme d'une plainte des bolcheviks.

À Petrograd, à la fin du mois de juillet, les bolcheviks du *Tsik,* le comité exécutif du congrès pan-russe des soviets, protestaient « contre le fait que (ni la section ouvrière) ni le comité exécutif du soviet de Petrograd n'avaient tenu de session depuis deux mois ». Certes, ceux de ses membres qui faisaient partie des deux comités se réunissaient, mais *en tant que* membres du *Tsik,* pas autrement. Tel était le cas de Tchkeidze, Dan, Gots, Filipovskij. De fait, au Bureau national, ces députés mencheviks ou S.R. disposaient de quarante-six voix « conciliatrices » contre une dizaine de voix d'extrême-gauche ; au soviet de Petrograd, par contre, Kamenev et ses amis disposaient d'une minorité plus consistante. Dès lors, le destin propre du soviet de Petrograd, de sa section ouvrière, intéressait beaucoup moins la majorité : ils s'abstenaient de réunir le Bureau et de convoquer l'assemblée générale. Contrôlant le comité exécutif pan-russe, ils cherchaient à prévenir le mouvement de bas en haut qui émanait des usines et qui, radicalisé, exigeait, au travers de la section ouvrière, de nouvelles élections[31].

Ce procédé, typique de tous les systèmes politiques, permit au *Tsik* de gagner du temps.

On observe un phénomène un peu semblable dans les campagnes, où le ministère de l'Agriculture, contrôlé par les S.R. eût souhaité organiser les comités agraires par en haut, au niveau de la province (Gubernaja), alors qu'à la base, les paysans essaient de s'assurer le contrôle de leur représentation. Qui l'emportera ?

Au 1er juillet 1917, vingt-neuf comités de *Gubernaja* étaient constitués selon les normes gouvernementales, dix-huit ne l'étaient pas encore. À l'échelon du dessous, l'*Uezd,* il y en avait moins de la moitié du total prévu. Mais le nombre des comités de *Volost,* à la base, croît très vite : en juillet, il passe de 650 à 2 871. À la veille de la révolution d'Octobre, dans la *Gubernaja* de Voronej, par exemple, toutes les *volost'* avaient un comité. Or seuls ces comités de volost'sont entièrement élus par des paysans. Comme Lénine l'écrivait : « Le comité d'*uezd* est moins démocratique que celui de *volost'* ; celui de *gubernaja* est moins démocratique que celui de l'*uezd* ; et le grand comité agraire à Petrograd est encore moins démocratique que le comité de *gubernaja*[32]. »

Pour les paysans comme pour les ouvriers, les assemblées à représentation complexe, dont la composition a été décidée par en haut, freinent l'accomplissement des réformes. Comme l'exemple de la province de Samara l'a montré au chapitre V, les citoyens

agissent dans leurs comités de base avant même que se réunissent leurs instances supérieures ; ils ont trop attendu. En outre, ils ne comprennent pas le principe de cette représentation à des instances dont la convocation est du ressort d'un bureau exécutif dont le mode de recrutement demeure mystérieux[33].

Certes, formellement, on reconnaît l'autorité du comité de *gubernaja*, ou du congrès des soviets paysans ; on y envoie des délégués ; mais dans la réalité, les comités agissent de façon autonome, comme dans la province de Samara, de Kazan, de Voronej, etc.

Le circuit représentatif fonctionne certes, mais à vide.

Sous sa *troisième forme*, la bureaucratisation par en haut se fonde sur le principe majoritaire, et elle procède à son extension par abus. Par exemple, la « majorité » menchevik-S.R., aux soviets de députés, déjà contrôlée par les partis, se saisit de tous les postes stratégiques que le soviet pouvait contrôler. En 1917, ce furent Gots, Avksen'tev pour les S.R., Dan et Gvozdev pour les mencheviks qui jouèrent le rôle qui sera plus tard celui de Sverdlov et Staline : ils « contrôlent » les nominations à tous les postes importants : Départements des ministères, état-major de la Milice ouvrière, etc. Le cas d'Anisimov, président du soviet des comités de quartier, est un exemple. En bonne démocratie, Anisimov eût dû être, au moins, un membre du comité de son propre quartier avant son élection à la présidence du soviet de tous les quartiers. Or il n'est mentionné sur aucune des minutes du quartier de Petersburg, où il habite. Il a été « choisi » au praesidium par l'intermédiaire des mencheviks du soviet des députés et du comité de Petrograd du parti menchevik. Il s'agit là d'une forme de nomination de caractère bureaucratique, soutenue par une approbation massive sur proposition du Bureau, que plus tard les bolcheviks pratiquèrent systématiquement[34].

Un tableau statistique permet de se représenter la mesure de ces différentes pratiques. Il concerne la Conférence des comités d'usine dePetrograd ; on possède la liste des participants aux 1re, 2e et 4e conférences. Entre juin et octobre, le nombre des membres qui ne sont pas élus directement par leur usine et qui figurent sur la liste des membres du soviet grâce à une procédure bureaucratique de ce type passe de 4 % à 12 %[35].

	1re Conférence juin 1917	2e Conférence août 1917	4e Conférence octobre 1917
Nombre total des membres	585	326	174
Nombre de membres nommés par le syndicat	10	9	2
Nombre de membres nommés par les partis et les bureaux des soviets	6	11	18
Total	16	20	20
Élus par leur usine	96 %	93 %	88 %
Nommés bureaucratiquement	4 %	7 %	12 %

Ainsi, la bureaucratisation par en haut apparaît comme une des formes de la lutte que les institutions se livrent pour la conquête du pouvoir. Ce trait est corroboré par les caractères spécifiques de la bureaucratisation par en bas.

b) Dans les institutions populaires de 1917, où la démocratie directe règne, on observe l'existence de formes différentes de bureaucratisation, spontanée si l'on peut dire, et que l'on propose de nommer *bureaucratisation par en bas.*

Comme dans les cas précédents, il s'agit d'une procédure qui renforce ou consolide un pouvoir, fût-il d'un seul homme, mais cette fois dans le cadre d'institutions-filles, ou encore d'embryons d'institutions qui n'ont pas d'existence reconnue. Ce trait explique que les formes de la bureaucratisation par en bas sont moins perceptibles, moins visibles que les autres, car elles peuvent émaner d'institutions mort-nées, qui n'ont pas laissé d'archives ; or, la bureaucratisation présuppose l'existence de l'institution. Tel est le cas, par exemple, de ces jeunes ouvriers de Vyborg, qui ont voulu se constituer en groupes autonomes de jeunes, et qui ont voulu former un cortège indépendant de celui des autres ouvriers de Vyborg. L'existence de banderoles avec leurs slogans spécifiques est la seule trace de leur début d'institutionnalisation. Le deuxième élément en est la conférence des Jeunes qu'ils ont organisée. Ils participent à l'insurrection d'Octobre, puis, sur l'initiative de l'un d'entre eux, ils se fondent ensuite dans les organisations bolcheviks. Ils ont ainsi été bureaucratisés par en haut *avant* même d'avoir réellement existé comme institution[36].

Dans cet exemple, il ne peut y avoir eu de bureaucratisation par en bas.

Le cas des comités d'usine se rapproche du phénomène de bureaucratisation par en bas. Il existe au moins au sens le plus apparent du terme, si l'on peut dire : sur les rares photos dont on dispose, la séparation entre le comité et l'assemblée de l'usine apparaît au fait que le comité siège autour… d'un bureau ; il est assis, les travailleurs demeurent debout. Le véritable phénomène apparaît lorsqu'en dépit des statuts, pourtant explicites, le renouvellement des membres du comité demeure lettre-morte. Le fait est vérifiable pour les délégués des comités d'usine aux trois conférences de Petrograd. L'existence d'assemblées réunies sans que le quorum soit atteint est également attestée : les comités le signalent dans la minute des réunions, mais n'en prennent pas moins des décisions, alors que les statuts l'interdisent, perpétuant ainsi leur pouvoir d'une autre façon[37].

Le cas des comités de quartier fournit une illustration exemplaire du phénomène de la bureaucratisation par en bas. Il est lié à la capture de l'activité politique par des permanents.

À l'origine, en février, ceux-ci n'étaient pas des militants professionnels, quelques syndicalistes mis à part. Ce sont des habitants du quartier, qui, en assurant une permanence au local du comité, abandonnent peu à peu leur emploi. Comme ils ne touchent plus leur salaire, l'assemblée du comité de quartier décide de leur allouer une petite indemnité avec de l'argent provenant d'une souscription. Dès lors, une corrélation s'observe : à peine un permanent est-il choisi, et le nombre des participants aux assemblées générales diminue régulièrement (sauf une remontée lors des Journées de Juillet). Au quartier de Peterhof de Petrograd, par exemple, il passe entre mars et octobre de quarante présents, en moyenne, à vingt-deux. Parallèlement, les réunions des responsables du Bureau se font de plus en plus fréquentes : bi-mensuelles en avril 1917, elles ont lieu trois ou quatre fois par semaine durant l'été et l'automne, alors que les assemblées générales que ce Bureau convoque sont de plus en plus espacées : six en septembre, quatre en octobre. L'assistance est plus grêle. Sous-informée, elle ne prend

bientôt plus part aux discussions ; seuls les membres du Bureau y participent, proposent des motions que l'assemblée accepte ou non de voter[38].

Dans les quartiers, les citoyens ont ainsi perdu le droit à la parole ; le bureau devient le seul émetteur. La relation gouvernants/gouvernés est rétablie au profit d'hommes qui ne peuvent la maintenir que pour autant qu'ils apparaissent comme l'antenne de l'autorité légitime.

	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre
Réunions de l'assemblée générale	20	18	11	11	15	11	6	4
Réunions du comité politique (bureau)	0	3	2	0	6	6	6	4

Tandis que la radicalisation et la bolchevisation des comités de quartier et du soviet de Petrograd aboutissaient à cette légitimation tant désirée par l'installation du Bureau des soviet à Smolnyi, près du soviet de Petrograd, les bolcheviks procédaient, parallèlement, à leur *première opération de contrôle bureaucratique par en haut.* Ils *nommaient* A.A. Ioffe, membre du comité central du parti, au praesidium du soviet des comités de quartier où les bolcheviks et leurs alliés avaient acquis une majorité de la façon la plus démocratique. En agissant ainsi, ils *renforçaient* le pouvoir de Manuilskij, seul bolchevik du praesidium, aux dépens de ses deux « alliés » internationalistes, Gorin'et Rappoport[39].

De cette façon, l'institution des comités de quartier fut bureaucratisée par en haut et par en bas au double avantage du parti bolchevik. Des mécanismes identiques peuvent s'observer dans le cas d'autres institutions, notamment les soviets des petites villes. Après octobre, les bolcheviks utilisèrent ces procédés de façon plus systématique mais avec une différence désormais : il n'y eut plus d'élections vraiment libres pour mettre un frein à un processus qui ne bénéficiait qu'à leur parti. La conjoncture parti unique/bureaucratie était en voie de réalisation.

FORMATION D'UN NOUVEAU GROUPE SOCIAL

Le phénomène de la double bureaucratisation permet de comprendre le processus de formation d'un nouveau groupe social, la future bureaucratie soviétique.

1. Grâce à l'excellent index préparé par B.D. Galperina, archiviste à Leningrad, il est possible de connaître l'origine sociale et l'identité politique des membres des comités de quartier et de leurs bureaux. Environ 60 % d'entre eux sont des ouvriers qui travaillent dans le quartier, 25 % des soldats encasernés dans le voisinage, 10 % sont des militants syndicaux et 5 % sont des employés ou des membres de diverses professions libérales : un médecin, quelques prêtres, etc. La moitié d'entre eux n'ont aucune affiliation politique, 30 % se déclarent bolcheviks, le reste menchevik ou S.R.[40].

En lisant les procès-verbaux des réunions, on observe que pendant quelque temps, ces membres des comités ne se séparent pas complètement de leur classe d'origine. Ils

passent une partie de leur journée à l'usine ou à la caserne, une autre partie au comité. Plus tard, quand ils eurent pour la première fois une rémunération provenant des cotisations, ils ne furent plus tout à fait des travailleurs ou des soldats, mais des responsables qui militaient, non pour un parti, mais pour gérer les affaires de leurs concitoyens : leur trouver un logement, les aider à percevoir une pension, etc. Avec le temps, ils se séparèrent de plus en plus de leur groupe social d'origine, leur mode de vie différa également de celui de leurs anciens camarades[41].

Pour ne pas retourner travailler à l'usine, pour demeurer des militants, deux conditions étaient nécessaires :

1. Que l'ancien État soit anéanti ; s'il prenait le dessus sur les comités et les soviets, ces militants n'auraient plus qu'à disparaître. Il existait ainsi une sorte de *solidarité fonctionnelle* entre ces membres des comités, pas nécessairement bolcheviks, et le parti de Lénine.

Dans leur quartier, les membres des comités devaient être plus actifs, plus dévoués, plus radicaux que la majorité des membres de l'assemblée, sinon cette assemblée se choisirait d'autres responsables. Le premier film de Lunatcharskij, *Uplotnenie* (1918) témoigne de cette nécessité. Dans ce quartier de Petrograd, le membre du comité de quartier est plus radical, plus bolchevik que l'ouvrier à la recherche d'un logement. Celui-ci n'ose pas occuper les pièces de l'appartement du professeur bien qu'il ait un mandat de réquisition. « Tu y as droit », lui intime le délégué. Une seule pièce suffit à l'ouvrier et à sa fille. « Tu as droit à deux pièces, dit le délégué ; tu dois les prendre. » Il crache ostensiblement sur le tapis de l'escalier alors que l'ouvrier, la casquette à la main, fait bien attention de ne pas le souiller[42].

Combien sont-ils les membres de ces comités qui ne retournèrent jamais à l'usine, comme ouvriers il s'entend[43] ? Ils constituent le *premier élément* d'un groupe social nouveau. Ses caractéristiques sont les suivantes :

- – une source nouvelle de revenus ;
- – une activité nouvelle dans la société ;
- – une rupture avec leur classe d'origine ;
- – une solidarité nécessaire avec les bolcheviks ;
- – une dépendance vis-à-vis de leurs instances dirigeantes.

Dans cette première catégorie, les membres des comités de quartier ne sont pas seuls. La plupart des délégués syndicaux, des membres d'autres comités locaux eurent une destinée assez semblable.

2. Avec les Gardes Rouges, on a affaire à un *deuxième élément* constitutif du nouveau groupe social. Le destin de ces hommes est évidemment différent de celui des membres du premier groupe. Moins qu'il y paraît, pourtant.

Le cas des Gardes Rouges de la capitale est connu parce que les conditions de recrutement étaient réglementées. Ainsi, les archives ont conservé le questionnaire rempli par 3 663 d'entre eux, soit pour Petrograd le quart des effectifs à l'époque de l'enquête (mars 1918).

Quelques traits apparaissent d'abord, et en premier lieu l'extrême jeunesse des Gardes. Sur cet échantillon de 3 663 Gardes, 280 ont moins de vingt ans et plus de la moitié

moins de vingt-cinq ans. 153 seulement, soit 4 %, ont plus de quarante ans.

Autre trait, 3 513 Gardes Rouges sont d'origine ouvrière, soit 96 % du total pour l'échantillon retenu. 77 % d'entre eux viennent des grandes usines métallurgiques (Putilov, Arsenal, Prometa, etc.), mais un nombre assez considérable d'entreprises fournit des Gardes, 180 sur l'échantillon analysé. Parmi les 150 Gardes qui ne sont pas d'origine ouvrière, on compte des instituteurs, des médecins, une vingtaine de sous-officiers démobilisés, quelques rares étudiants (la plupart d'entre eux animent la milice urbaine). On compte peu d'ouvriers textiles, peu ou pas d'ouvriers boulangers ou de l'alimentation. Le lieu de naissance fait apparaître que pour 29 % de Gardes nés dans la capitale ou 44 % dans une ville, 56 % d'entre eux sont nés à la campagne. Les corrélations confirment les hypothèses formulées ailleurs sur l'origine récente de la classe des ouvriers des grandes usines, nés pour la plupart à la campagne. Bien avant les historiens, avant les sociologues, Eisenstein en avait eu l'intuition dans *La grève.*

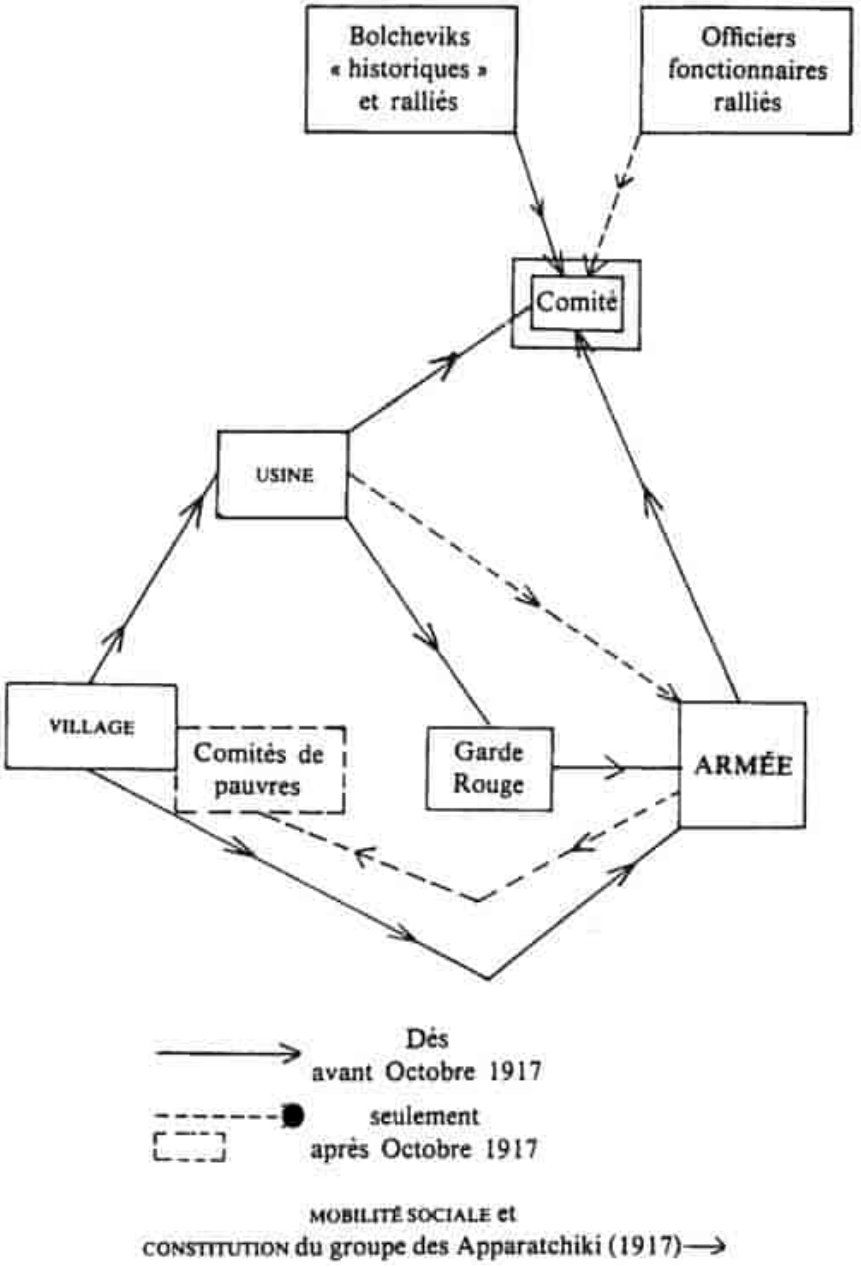
La participation des Gardes Rouges aux combats n'a jamais concerné plus du quart des effectifs. D'après cet échantillon, 137 d'entre eux (sur 3 663) participèrent aux journées de Juillet, 241 à la lutte contre Kornilov, 126 au soulèvement d'octobre et 413 à la prise du Palais d'Hiver, deux événements dissociés dans les questionnaires distribués aux Gardes. Multipliés par quatre, ces chiffres donnent une indication précieuse sur l'ampleur réelle des combats révolutionnaires.

L'appartenance politique des Gardes Rouges est également connue. 44 % d'entre eux se déclarent bolcheviks et 53 % sont sans parti. Les 3 % qui restent comprennent (toujours pour un quart de l'effectif total), 34 socialistes-révolutionnaires de gauche, 11 maximalistes, 10 anarchistes, 10 mencheviks. Parmi les 1 603 bolcheviks, seulement 258 d'entre eux déclarent qu'ils étaient déjà bolcheviks en février, ce qui est une nouvelle preuve des progrès de la bolchevisation des classes populaires entre février et octobre[44].

En tant qu'élément d'un groupe social nouveau, les Gardes ressemblent aux hommes des comités sur plusieurs points, outre leur origine sociale assez semblable : ils changent de genre de vie, et bientôt, pour ceux qui entrèrent dans l'Armée Rouge, l'origine de leurs revenus change également. Avant octobre, leur solidarité avec les bolcheviks est plus que fonctionnelle ; qu'un nouveau Kornilov l'emporte et ils seront fusillés.

Les Gardes diffèrent toutefois des *apparatchiki* par quelques traits importants. Leurs relations avec les instances du parti bolchevik sont *inverses* de celles des comités de quartier. Dans les comités de quartier, en effet, une partie seulement de l'assemblée était radicale, vu l'origine sociale différenciée des participants. Les bureaux étaient plus radicaux, plus bolcheviks ; et le comité central du soviet des députés de quartier devint une antenne du parti bolchevik lui-même. Au contraire, les Gardes Rouges, souvent rémunérés par leur patron, comme on a vu, étaient relativement plus indépendants et moins soucieux d'avoir des liens organiques avec quelque institution que ce soit, fût-ce le parti bolchevik. Ainsi, le comité de Petersburg du parti bolchevik ne réussit pas à établir des liens effectifs avec les Gardes, qui demeuraient plus une fédération d'escouades liées aux quartiers et aux comités d'usine, qu'un corps centralisé. Certes, les statuts prévoyaient un commandement élu ; l'État-major devait comprendre, entre autres, un représentant du soviet de Petrograd, un membre du comité central des comités

d’usine, un membre du Bureau des syndicats, etc., mais ces dispositions demeurèrent sur le papier.



Ni bureaucratisés par en haut, ni bureaucratisés par en bas, les Gardes avaient la réputation d’un corps instable, indiscipliné. Comme les photographies et les statistiques en attestent, ils étaient vraiment de tout jeunes gens, violents et turbulents comme bien des jeunes gens. Le parti bolchevik avait une confiance mitigée dans ces volontaires qu’il ne pouvait pas contrôler, et qui, en outre, passaient à tort pour anarchistes. Il est significatif que pendant les premiers jours de l’insurrection d’Octobre, Trotski et ses amis du P.V.R.K. envoyèrent quatorze fois moins de messages aux Gardes qu’aux

soldats[45] (voir le chapitre suivant). Ce discrédit explique leur relative disparition des fastes officiels de la révolution, où ils ne figurent qu'à titre collectif et symbolique. Ni Trifonov, ni Jurkin', ni Pavlov, ne figurent dans les histoires officielles de la révolution. Le grand mérite de Starcev est de les y avoir inscrits.

Au lendemain d'Octobre, les bolcheviks rejetèrent le plan de Trifonov qui proposait d'élargir la Garde, d'en faire un service militaire ouvrier, avec roulement, sous le contrôle des comités d'usine. Déjà suspects de vouloir instaurer la gestion ouvrière, les comités virent leur proposition rejetée. Selon Lénine, « la place des meilleurs ouvriers était à l'usine ». Les Gardes qui voulaient servir le nouvel État les armes à la main se virent bientôt proposer d'entrer dans l'Armée Rouge. 25 % d'entre eux acceptèrent. Quant aux autres, ils demeurèrent gardes quelque temps, mais le nouveau régime mit autant de zèle à dissoudre l'institution qu'il avait mis d'ardeur à la faire naître[46].

En 1918, après la dissolution des *Gardes Rouges*, de nombreux ouvriers passèrent directement de l'usine à l'armée. Conséquence conjuguée du sabotage volontaire de la production par la bourgeoisie et du marasme total de l'économie, les usines se vidaient. Jetés à la rue, les jeunes ouvriers s'enrôlaient et participaient aux rafles opérées dans les campagnes pour ravitailler la ville. Quelques-uns d'entre eux s'enracinèrent dans les villages, formant le noyau des *comités de Pauvres*, qui allaient bientôt régenter la commune rurale avec l'appui du parti bolchevik.

Ainsi, une partie des *Gardes Rouges*, tout comme un certain nombre d'ouvriers, et de soldats, assurèrent l'administration et la défense du régime. Ils avaient en commun avec le premier groupe *d'apporter un sang neuf, d'origine populaire*, à l'État en voie de formation.

Les membres de ces deux groupes se greffèrent sur le corps des deux autres éléments constitutifs de l'État soviétique.

3. Les membres de l'ancienne administration et du corps des officiers qui, ultérieurement, se rallièrent au nouveau régime, la vieille bureaucratie tsariste pratiquant, juste après Octobre, une sorte de grève perlée généralisée.

4. La direction du parti bolchevik qui se plaça à la tête de l'État.

Ces dirigeants bolcheviks, en 1917, qui sont-ils ? *Révolution/émigration*, a-t-on assez souligné que ces deux phénomènes sont liés ; ils puisent aux mêmes foyers, ont pour origine les mêmes humiliations, la même colère. De la Livonie aux bords de la mer Noire et au ghetto d'Ekaterinoslav, le mécontentement, la persécution, la misère ont poussé plusieurs millions de sujets de l'Empire à émigrer en Sibérie, à chercher refuge sur une terre moins cruelle, où comme en Amérique, à condition de faire table rase du passé et de retrousser ses manches, la possibilité existe de construire une existence digne d'être vécue[47].

Tout comme le nombre de ces émigrants, le nombre des bolcheviks « historiques » croit à mesure qu'on s'éloigne de la capitale : le plus grand nombre sont nés en Ukraine, dans les régions marginales peuplées d'allogènes qui ne connaissent du tsar et de la Sainte Russie que les fonctionnaires, le fouet des Cosaques, les vexations. L'irruption du chemin de fer les rend plus sensibles que d'autres aux effets de la modernisation de la capitale.

Parmi les 264 bolcheviks les plus notoires recensés par le Granat, en 1920/1924, 12 seulement sont natifs de la capitale, 35 viennent des provinces éloignées, 119 sont allogènes, et sur le total, près du sixième est originaire du ghetto. Les proportions sont plus significatives encore si l'on se place en 1917, avant que le sang neuf des classes populaires ne donne au parti son visage définitif : la proportion des Juifs originaires d'Ukraine est plus grande, petits bourgeois pour la plupart, comme c'est le cas également pour les mencheviks[48].

Détachés de leur milieu eux aussi, devenus révolutionnaires professionnels, ils ne se considèrent pas comme des Juifs, comme des allogènes et ne sont pas considérés comme tels, sauf par la Droite, il s'entend, mais comme des militants qui sont écoutés parce que, plus que les autres, ils expriment les humiliations ressenties par tous les malheureux, par tous les persécutés.

Dans l'ensemble, ces militants bolcheviks sont beaucoup plus âgés que ceux qui se sont greffés sur le corps du parti en 1917. La moyenne d'âge est de trente-six ans (contre vingt-deux à vingt-cinq ans) et Lénine, qui a quarante-sept ans en 1917, est surnommé « le vieux ». Ils sont plus instruits aussi, et parmi ceux qui exercent des fonctions responsables en 1917, presque tous sont passés par l'enseignement secondaire ; la majorité a fait des études supérieures, soit en Russie, soit à l'étranger. Un bon nombre d'entre eux ont déjà écrit des articles ou des livres.

Ainsi, ces dirigeants forment un groupe socialement et culturellement assez homogène même si quelques-uns d'entre eux sont issus de la noblesse (Tchitcherine), de la haute bourgeoisie industrielle (Pjatakov), terrienne (Smilga), commerçante (Ioffe) ou des cadres de la bureaucratie (Lénine, Kollontai). Investissant toute leur énergie dans la transformation révolutionnaire de la société, ils mènent leur existence avec des moyens modestes. Il est clair, néanmoins, qu'en tant qu'individus, ils ont tous des ressources personnelles et n'ont pas besoin de travailler. Lorsqu'ils ont exercé un métier pour gagner leur vie, ce n'est pas, sauf Frunze, parce que la nécessité s'imposait à eux, mais parce qu'ils avaient choisi de rompre avec leur famille, tel Antonov-Ovsenko, ou qu'il leur fallait jouer les travailleurs pour mieux défendre la bonne cause et les endoctriner. On peut observer, avec Lewis S. Fever, que chez eux « l'existence ne détermine pas la conscience[49]. »

Lorsque les revenus d'origine familiale sont insuffisants, la caisse du parti y pourvoit ; celle-ci était alimentée par des dons, tel celui que fit Ioffe, qui remit au parti tout son héritage, ou encore par tel sympathisant plus ou moins désintéressé.

En ce sens, ils forment une sorte de contre-société dont la règle fondamentale est le dévouement total au parti, la conduite sociale et la morale devant demeurer exemplaires et le désintéressement absolu. L'octroi de responsabilités est défini non comme un avantage, un pouvoir, mais comme une charge, un acte de dévouement. Le corollaire en est l'indifférence aux autres avantages individuels, définis ceux-là comme d'ordre personnel, « bourgeois ». Le trait explique l'hostilité de ces militants politiques à toutes les autres revendications, définies comme petites bourgeoises, non sociales : qu'il s'agisse des revendications féministes, liées au groupe national, etc. Cette attitude renforce l'identité du groupe et de sa représentation, le parti.

Avec ses vingt-cinq journaux, ses trois hebdomadaires, le réseau de ses vingt-quatre mille adhérents en août, passés à quarante mille en Octobre, le parti bolchevik était devenu une force, un État à l'intérieur de l'État prolétarien. Il a ses élus, ses rapporteurs spécialisés dans toutes les institutions ; et les procès-verbaux du comité central manifestent à la fois l'extrême centralisation du fonctionnement, la spécialisation des responsables, et aussi, comme le prouve l'historique des événements de juillet et d'octobre, la grande liberté dans le choix des décisions, au moins au sein du comité central, où s'opposent constamment la tendance Kamenev et la tendance Lénine. À cette opposition majeure qui porte sur les choix stratégiques et la nature du bolchevisme, s'ajoute un conflit, à son apogée en juillet, entre les instances dirigeantes du parti et l'avant-garde militante. L'échec de ces derniers, en juillet, a renforcé l'autorité du comité central, Sverdlov assurant la discipline et jouant, selon l'expression que Rosa Luxemburg applique à Lénine, le rôle de « veilleur de nuit ». Le comité central du parti fonctionne comme un « cerveau » omniprésent, dont l'activité s'exerce sur toute une partie de la société. Ses membres siègent dans les différentes instances des institutions populaires : Kamenev au Tsik du Congrès des soviets, Trotski au Soviet de Petrograd (depuis septembre) ; Ioffe au Soviet des comités de quartier, Skrypnik, au Bureau des syndicats, etc.

Entre les groupes 1, 2 et 4, la greffe s'opère dès avant Octobre, lorsque les « hommes nouveaux », d'origine populaire, apparaissent aux échelons moyens de la responsabilité, dans le parti ou dans les institutions qu'il contrôle plus ou moins : ce sont les hommes au « blouson de cuir », membres des comités, qui, en 1918 et ultérieurement, passent souvent de l'armée à l'administration.

STRUCTURE DE LA BUREAUCRATIE SOVIÉTIQUE

	Milieux populaires		*Intelligentsia*	
	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Groupe 4
1917	+	+	+	+
1918-1924	+	+		+
1928 *	+	+		

Définition des groupes en 1917 :

1. Membres des comités et soviets (ouvriers résidents urbanisés, militants, soldats de garnison, etc.).

2. Gardes Rouges (très jeunes ouvriers, fraîchement arrivés de la campagne), plus tard anciens soldats de l'Armée Rouge, comités des pauvres, etc.

3. Administration de l'ancien État, officiers ralliés à la révolution, intelligentsia non militante ralliée.

4. Vieille garde bolchevik (dix à vingt ans plus âgés que le groupe 2).

* Bureaucratie des nationalités.

Le retournement social et culturel de l'époque stalinienne naît de la ruine de la vieille intelligentsia (purges, procès, etc.) et de l'absorption des éléments survivants par les milieux populaires, où prédominent peu à peu les éléments d'origine rurale.

Les groupes 3 et 4 appartiennent à la petite noblesse, à la bourgeoisie, à l'intelligentsia. Au croisement de leur vie, entre vingt et trente ans, dans les années 1895-1905, ils avaient choisi deux directions différentes. Les uns, fonctionnaires ou officiers,

étaient passés au service de l'État ; les autres, devenus révolutionnaires, s'étaient placés à « l'avant-garde » de la société. Les objectifs latents et explicites étaient les mêmes : diriger, rénover.

Révolutionnaires ou réformistes par idéal, par ambition, ces hommes portaient en eux les valeurs de la ville, de l'Europe éclairée, des Lumières de la raison. 1917 marqua le moment fugitif d'un chassé-croisé entre le groupe 3 et le groupe 4. Puis, la vieille garde fit appel à quelques éléments du groupe qu'elle avait remplacé. Mais, bientôt, les uns et les autres furent submergés par la poussée des éléments venus d'en bas, les groupes 1 et 2, qui, plus jeunes, prirent ultérieurement la relève.

Hypothèse. L'époque dite stalinienne ne correspond-elle pas à ce lent transfert de pouvoir des groupes 3 et 4 aux groupes 1 et 2, ceux-ci d'origine essentiellement paysanne ? Staline s'appuie sur eux, accroît le nombre et le rôle de ces hommes qui représentent une tradition culturelle plus conservatrice, attachée aux valeurs de la famille, de l'autorité, de l'académisme. La fonction des procès et des purges fut, entre autres, d'éliminer ces couches ex-privilégiées dont les bolcheviks « historiques » faisaient partie, même si, historiquement, ils s'étaient placés à « l'avant-garde ». La poussée populaire s'accommoda assez bien de l'élimination, au sommet comme aux autres échelons, « de ces hommes qui savent, tous des canailles » (Maxime Gorki)[b].

3. LES BOLCHEVIKS ET L'AVENIR DE L'ÉTAT

LA BOLCHEVISATION DES SOVIETS

La bolchevisation des institutions populaires procéda pour l'essentiel d'un double mouvement :

1. La radicalisation des masses qui adhéraient aux différents mots d'ordre de l'extrême gauche, radicalisation instantanément transmise au niveau de la démocratie directe.

2. La multiplication des liens organisationnels entre ces institutions et le parti bolchevik lui-même.

La relation de dépendance envers le parti était fonction à la fois du degré de radicalisation et du degré de bureaucratisation.

Par exemple, totalement radicalisée, bolchevik pour la moitié de ses effectifs, la Garde Rouge a peu de liens organisationnels avec le parti ; certes, quelques unités sont en relation avec une cellule du parti bolchevik dans un quartier, dans une usine, etc., mais il ne s'est jamais établi de lien à un niveau supérieur.

La situation des comités de quartier est inverse : vu leur composition sociale même, une partie d'entre eux seulement est radicalisée ; néanmoins, les Bureaux de la majorité des quartiers sont bolchevisés et, au sommet, le soviet des comités de quartier est sous le contrôle du comité central. Le lien avec le parti est devenu très étroit.

À mi-chemin entre ces positions extrêmes se situent les syndicats et les comités d'usine.

De toute façon, si les processus d'évolution ne vont pas de pair, ils vont dans le même sens : celui d'une bolchevisation généralisée. Le parti de Lénine était ainsi naturellement porté à demander qu'au travers de nouvelles élections aux soviets de députés, ces phénomènes se transmettent jusqu'au sommet de l'édifice institutionnel, le Congrès des soviets de députés, et son comité exécutif, le *Tsik*[50].

Déjà, depuis février, les bolcheviks contestaient le régime électoral mis en place par le premier comité exécutif provisoire du soviet de Petrograd qui, selon eux, défavorisait les grandes usines réputées bolcheviks. Ils n'avaient eu de cesse, depuis cette date, de demander de nouvelles

élections, celles de février s'étant effectuées « n'importe comment ». Quelquefois même, la base s'était révoltée, comme à Orexovo-Zuevskij, où elle avait chassé son comité exécutif au bout de trois semaines : l'animateur du Bureau était un directeur d'école privée, inspecteur de fabrique, qui avait fait voter une motion en faveur de « la guerre jusqu'à la victoire ». Dans un autre cas, les électeurs avaient dépossédé de son mandat un élu qui n'avait pas respecté leurs décisions, tel cet élu de l'usine Milevskij, à Moscou, qui, malgré la motion de 1 050 travailleurs représentant 12 usines, avait pris position en faveur de l'emprunt de la liberté. Dès le mois de mai, des renouvellements partiels eurent lieu dans les provinces d'Orel et de Moscou. Ils se traduisirent chaque fois par un progrès très net de la représentation bolchevik. Elle passa de 5 à 40 membres à Orel (sur 160 élus), de 15 à 30 à Tula (total non connu). Encouragé par ces résultats, le parti bolchevik fit du renouvellement des soviets de députés un cheval de bataille. Le *Tsik* mencheviko-S.R. voulut temporiser. Il commença par dire son accord, puis fit élire des commissions, qui décidèrent, malgré l'opposition des bolcheviks, qu'il fallait qu'un quart au moins des électeurs présents dans les assemblées d'usine approuve le renouvellement et qu'à cette assemblée un quorum de 60 % des effectifs soit atteint, une clause qui figurait dans la plupart des statuts des comités d'usine. Dans l'état où se trouvait l'industrie russe à cette époque où licenciements, lock-out, grèves accroissent les facteurs d'instabilité de l'effectif ouvrier, ces décisions revenaient à repousser les élections aux calendes[51].

Au lendemain du putsch Kornilov toutefois, résister au mouvement en faveur de nouvelles élections devint d'autant plus difficile que les S.R. de gauche et une majorité des mencheviks internationalistes ralliaient la plupart des mots d'ordre léninistes, ce qui était en quelque sorte la *troisième forme* que prenait la bolchevisation. Le 31 août, en pleine crise kornilovienne, le soviet de Petrograd votait une résolution qui, sur le moment, passa inaperçue et qui avait néanmoins une importance historique : « Non seulement les complices de Kornilov, mais également les représentants des classes censitaires doivent être chassés du pouvoir[52]. »

Ainsi, de façon tout à fait inattendue, stimulée par la lutte contre la réaction kornilovienne, l'instance qui symbolisait la révolution votait une motion qui allait contre les positions adoptées depuis 6 mois et qui était bien la première résolution bolchevik à obtenir une majorité depuis le début de la révolution. Quelques jours plus tard, le soviet de Moscou votait la

même motion par 354 voix contre 252. Prenant la mesure exacte de cet échec, Tchkeidze abandonnait la présidence du soviet de Petrograd le 6 septembre, gardant seulement la présidence du Comité exécutif du Congrès pan-russe des soviets. Quelques jours plus tard, les bolcheviks avaient la majorité à la section ouvrière du soviet de Petrograd. Au Bureau de la section des soldats, ils étaient 9, à côté de 10 S.R. de gauche et 2 mencheviks ; le président Fedorov était bolchevik. Peu après, le « marais » du soviet de Petrograd glissait à gauche et Trotski était élu président du soviet de Petrograd. La confiance à l'ancien Bureau était rejetée à son tour par 519 voix contre 414. Le Bureau historique démissionnait : avec Tchkeidze, Tseretelli, Skobelev, Gots, Tchernov, Dan, Anisimov[53].

Le soviet de Moscou glissait à son tour : au *Tsik*, les bolcheviks passaient de 10 à 16. Le mouvement gagnait bientôt les soviets paysans eux-mêmes, leur congrès se prononçait bientôt en faveur du pouvoir des soviets[54].

Dans ces conditions, on comprend que Martov ait pu déclarer que les dirigeants actuels étaient « de plus en plus irresponsables par rapport aux organisation démocratiques[55] ». La rupture des soviets provinciaux et du soviet de Petrograd d'avec le *Tsik* était inéluctable. La réunion d'un deuxième congrès pressait. Le 21 septembre, au nom des soviets de Petrograd et de Moscou, Trotski et Bukharine mirent la question à l'ordre du jour. Dan voulut différer. Comme lui, les S.R. jugeaient que Kerenski ne se soumettrait au congrès en aucun cas. On allait vers une épreuve de force. Les bolcheviks accentuèrent leur pression : le soviet de Reval, celui de Moscou, menacèrent le *Tsik* de lui retirer le soin de réunir le deuxième congrès. « S'il le faut, il sera convoqué par voie révolutionnaire », déclara Trotski. Finalement, le Comité exécutif céda et la date de la réunion fut fixée au 20 octobre[56].

La préparation du deuxième congrès des soviets confirma la brusque radicalisation des travailleurs et des soldats : elle se traduisit par les progrès de la représentation bolchevik et par le gauchissement des motions votées dans les réunions[57]. Significatif est l'exemple de la conférence des soviets de la région de Petrograd réunie au début d'octobre : elle déclarait que « les soviets étaient les *seuls* organes qui pouvaient assurer la victoire de la révolution, eux seuls pouvaient constituer le pouvoir qui assurerait au pays la paix et la politique désirée par la population du pays ». Des motions identiques étaient votées pendant la première décade d'octobre par l'assemblée régionale des soviets de la région de la Volga.

Ces assemblées se tenaient dans le cadre de la préparation du deuxième congrès des soviets. Les bolcheviks ne cessaient d'y remporter des succès. À Petrograd, ils enlevaient 443 sièges, les mencheviks 44 ; dans l'Oural, ils enlevaient également la majorité absolue avec 80 délégués sur 110 élus ; ils obtenaient le plus grand nombre de suffrages à Smolensk, dans plusieurs villes de Sibérie. Même là où ils n'étaient pas la majorité, les motions votées attestaient du succès de leurs mots d'ordre : à Kiev, par exemple, la souveraineté du deuxième congrès était proclamée par 159 voix contre 29[58]. Il était clair que cette assemblée aurait une majorité bolchevik, que la majorité des délégués déclarerait que le congrès prenait le pouvoir.

Il était impensable que le Gouvernement laisse les événements aller leur cours ; une deuxième kornilovchtchina était inéluctable ; elle s'accompagnerait d'une tentative des militaires de dissoudre les soviets. Les bolcheviks avaient-ils les moyens de les en prévenir et, une fois proclamé le principe du pouvoir, de quel pouvoir s'agirait-il ?

Ces moyens, ils ne pensent pas les avoir. Ils jugent le parti trop faiblement structuré, une situation que ses dirigeants ne cessaient de déplorer. On connaît la façon dont ils évaluaient leur force dans la capitale grâce aux rapports de Bokij, lus au Comité de la capitale le matin même des journées de Juillet et le 16 octobre, une semaine avant l'insurrection. Ces rapports sont intéressants parce qu'ils montrent de quelle façon, associant la force de la révolution au nombre de militants que le parti contrôlait, les bolcheviks évaluaient mal (Lénine mis à part) la volonté révolutionnaire des masses, leur capacité à accomplir un bouleversement social complet. Les bolcheviks contribuaient ainsi à créer eux-mêmes la légende selon laquelle la révolution d'Octobre, sinon les journées d'Octobre elles-mêmes, fut l'œuvre d'une minorité.

Selon les calculs de Bokij, il y avait, au 1er juillet, 32 220 ou 30 610 mandats dans la capitale, ces deux chiffres étant fonction de l'extension géographique qu'on lui donnait. Le quartier de Vyborg arrivait en tête avec 6 632 mandats, celui de Narvskij venait ensuite avec 5 274 mandats puis celui de l'île Vasilevskij. Le grand défaut, explique-t-il, c'est l'absentéisme : même au comité de la ville, instance suprême de la capitale, il y a seulement 30 présents en moyenne sur 50 membres élus. L'autre élément d'insécurité est l'organisation militaire bolchevik : elle n'a que 1 600 inscrits. Selon Nevskij, il faudrait y ajouter les 4 000 membres du club « Pravda » : « Il y a 90 % de paysans parmi eux, mais sans eux la révolution

ne l'aurait pas emporté. Ils sont difficiles à contrôler. » L'influence du parti n'est effective que sur le 1er régiment des mitrailleurs, les sapeurs, le 180e régiment d'infanterie, « où il y a beaucoup d'artisans ». Toutefois, la *Soldatskaja Pravda* est subventionnée par les ouvriers. Slutskaja n'est même pas sûr que dans ces régiments l'influence bolchevik domine vraiment. « L'humeur y est bolchevik, mais il n'y a pas d'organisation », explique Rakhia. « Nous ne pouvons même pas envoyer 3 représentants de l'organisation militaire dans les comités de quartier », ajoute Bogateva. Quelqu'un se plaint qu'il n'y ait aucune relation établie entre eux[59].

Trois mois et demi plus tard, lors des discussions sur l'opportunité d'un soulèvement, à huit jours de l'Insurrection, évaluant toujours la force du mouvement ; révolutionnaire à l'aune des possibilités, pour le parti, de le diriger, les bolcheviks sont portés, malgré leur extraordinaire bond en avant, à sous-évaluer leur force réelle. Selon les délégués, seul le quartier de Moscou a un état d'esprit « téméraire ». Ailleurs, « pas d'esprit combatif », ni à l'île Vassilevskij, ni à Vyborg. Certes, « le parti gagne en influence », les troupes sont « de cœur avec nous », « mais il faudrait que quelque chose pique les gens au vif pour qu'ils passent à l'action ». La raison de cette passivité est avant tout la peur des licenciements, de la généralisation des lock-out. Deux autres traits apparaissent nettement dans les rapports des délégués bolcheviks. Selon eux : 1) l'influence des anarchistes va grandissant ; 2) à un appel du soviet, travailleurs et soldats descendront dans la rue, mais pas à un appel du parti bolchevik[60].

Ainsi convaincus de leur « faiblesse », les bolcheviks n'osent pas ne compter que sur eux-mêmes. Au plan organisationnel, cela signifie qu'ils ne peuvent accroître leurs forces qu'au travers de l'institution mobilisatrice par excellence, les soviets désormais revigorés par le sang neuf des nouvelles élections.

À Petrograd, ils suscitent en octobre la création d'un organe spécial, rattaché à la section militaire du soviet, le V.R.K. (Comité militaire révolutionnaire). Adroitement, ils laissèrent un S.R. de gauche à la tête de la commission organisationnelle : mais ce fut l'Organisation militaire bolchevik, avec Podvoiskij, qui dessina la maquette du comité. Selon l'usage, on y inclut un membre du Bureau des syndicats (bolchevik), un membre du soviet des comités d'usine (bolchevik), des membres es-qualités des Organisations militaires des partis politiques (bolchevik et S.R. de gauche), le praesidium du soviet de Petrograd (bolchevik), des représentants

de l'armée. Bientôt, dans soixante villes de Russie, un V.R.K. se constitua qui joua le rôle de cerveau militaire de l'Insurrection.

À la différence du K.N.B.K., constitué en août dans la spontanéité de la lutte contre Kornilov, au reste souvent sur l'initiative des militants bolcheviks, le V.R.K. fut une émanation du parti bolchevik lui-même mais le plus souvent au travers de l'intervention d'un soviet bolchevik. Khesin'a calculé, pour cinquante-trois V.R.K. inventoriés, que neuf seulement n'ont pas été créés sur l'initiative du parti mais par des soviets collectivement ; et que pour les quarante-trois des V.R.K. inventoriés sur lesquels on possède ce type d'informations, ils étaient entièrement bolcheviks, trente-deux inter-partis avec une majorité bolchevik dont vingt avec une majorité bolchevik[61].

La bolchevisation de cette institution n'avait été possible, comme pour les autres, que pour autant qu'elle s'accompagnait d'un large consensus populaire.

Les révolutionnaires, les soviets, et la constitution de l'État

La radicalisation des masses, les progrès de la bolchevisation, la faillite du régime de Février remirent en cause la fonction des différentes institutions sur lesquelles le projet révolutionnaire reposait.

Surtout, cette évolution modifia la relation des partis socialistes et des institutions révolutionnaires.

Suivant comme l'ombre les textes qu'elle utilise, la tradition historique et politique n'a guère abordé ce problème parce qu'analysant de façon privilégiée les archives émanant des partis (ou des soviets de députés qui en étaient l'expression), elle s'est placée, ipso facto, de leur point de vue. Par exemple, se référant à la lutte pour le pouvoir entre février et octobre, elle a examiné le rôle des soviets en étudiant la fonction que les partis socialistes assignaient à cette institution, ou encore en analysant la rivalité des partis qui s'efforçaient de les contrôler. Pour autant qu'elle est légitime, cette double démarche est incomplète. Elle obture tout un versant des luttes politiques qui ne furent pas seulement un conflit entre partis, ou entre anarchistes et socialistes, mais tout autant entre institutions, et indépendamment de toute appartenance idéologique ou partisane. Ces institutions se combattirent pour l'extension de leur propre compétence, syndicats contre comités d'usine, comités de quartier contre soviet des

députés, chaque institution construisant même, à la façon des partis politiques, une théorie de l'État qui légitimait son propre droit à la prééminence.

Ces institutions s'affaiblirent dans ce combat au bénéfice des partis ou plutôt du parti bolchevik qui, grâce à la radicalisation des opinions et à son organisation se trouvait représenté au sein de chaque institution. Les bolcheviks purent ainsi offrir leurs bons offices, jouer les arbitres. Comme on l'a vu au chapitre précédent, ils furent acceptés comme tels pour autant que le projet ultime des organisations et du parti était bien le même : abattre le Gouvernement Provisoire et les institutions traditionnelles, prendre leur place.

C'est ainsi qu'en acceptant qu'en quelque sorte le parti assure leur intérim, ces institutions perdirent peu à peu leur identité.

Souvent bolcheviks eux-mêmes, les responsables de ces institutions s'en accommodèrent plus ou moins ; mais cette perte d'identité s'accompagna de l'abandon des projets spécifiques de chaque institution, ce qui constitua la *quatrième forme de la bolchevisation.*

Ainsi en alla-t-il de la théorie de l'État.

Fit faillite, en premier lieu, celle qui était fondée sur le pouvoir ouvrier, et que défendaient les comités d'usine. Il en alla de même, après octobre, du projet syndical, que Reisner défendit en vain auprès du parti lorsque fut rédigée la première constitution de la république nouvelle. Les théories coopératives de Tugan-Baranovskij avaient fait naufrage également : elles entendaient « dépasser » le principe de la lutte des classes au moment où cette lutte des classes avait une réalité trop réelle pour qu'on eût pu songer à la « surmonter »[62].

Les soviets de députés n'avaient pas élaboré de théorie de l'État puisqu'à l'origine, au moins en 1917, ils émanaient des partis socialistes. Lorsque la relation entre institutions et partis se retourna, ils demeurèrent la seule instance de l'État prolétarien dont la fonction n'avait pas fait l'objet d'un arbitrage. Les mencheviks et les anarchistes avaient leurs propres idées sur le rôle des soviets. Vaincus dans la lutte politique, ils durent laisser aux bolcheviks le soin de définir le rôle des soviets dans le nouvel État. Ceux-ci n'y parvinrent qu'à la suite d'un long itinéraire qui s'achève avec la promulgation de la constitution soviétique.

① Paradoxalement, les chantres et fondateurs des soviets, les *mencheviks et les populistes,* ne cessèrent de vouloir réduire leur rôle, d'en appeler à la

souveraineté de l'assemblée constituante. En février, ils s'étaient placés du point de vue de la stratégie révolutionnaire. Maîtres des soviets, ils avaient refusé de prendre le pouvoir pour ne pas discréditer l'idéal socialiste qu'ils représentaient : étant donné que l'état de la Russie ne permettait pas de donner satisfaction aux aspirations populaires, il fallait que ce fût la bourgeoisie qui eût le destin du pays entre ses mains, les soviets ayant pour fonction de surveiller, de garantir le passage de l'autocratie à la démocratie, d'assurer la réunion d'une Assemblée Constituante.

Dans une deuxième phase, après avril, quand Lénine popularisa le mot d'ordre « tout le pouvoir aux soviets », mencheviks et populistes s'y opposèrent au nom des principes démocratiques : le pouvoir des soviets était illégitime parce que ceux-ci étaient les représentants d'une ou de plusieurs classes sociales, pas de la nation tout entière. Seule l'Assemblée Constituante disposait de la légitimité.

Après le mois de mai enfin, lorsque des élus des soviets participèrent au Gouvernement, les mencheviks et les S.R. estimèrent que les soviets n'avaient plus à jouer le rôle d'un contre-pouvoir : ils affaiblissaient l'autorité de l'État au lieu de la consolider alors que le Gouvernement livrait bataille aux derniers suppôts de l'ancien régime. Ainsi, le mot d'ordre des extrémistes « tout le pouvoir aux soviets » ouvrait-il la voie à l'aventure, il substituait l'usurpation d'une classe à la tyrannie d'un système autocratique. Antidémocratique, ce mot d'ordre tuait la démocratie incarnée par les conciliateurs et l'aile avancée de la bourgeoisie : il fallait s'y opposer par la force, ce qui se passa en juillet. Les S.R., les socialistes-populistes, mencheviks, amis de Plekhanov jugeaient volontiers que les soviets avaient fait leur temps : ils avaient aidé à la destruction de l'ancien régime ; désormais, ils devaient s'effacer. O. Anweiler a noté justement qu'à la conférence d'État, au mois d'août, la résolution des mencheviks sur les problèmes les plus urgents de la révolution et de l'État ne soufflait mot des soviets. Comme Kerenski l'avait prédit depuis le premier jour, il semblait que les soviets allaient mourir de mort naturelle. Cinquante ans après, confrontant ce rêve à la réalité, Kerenski ne se souvenait même plus qu'il avait été à la fois le parrain et le vice-président du soviet de Petrograd.

Pendant six mois, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, maîtres des soviets, avaient résisté avec opiniâtreté aux mots d'ordre qui exigeaient : « Tout le pouvoir aux soviets. » Le jour où, au sein de ces soviets, la majorité leur échappa, ils ne pouvaient y être que plus hostiles

encore. Ils mettaient tous leurs espoirs dans l'assemblée constituante dont ils contrôlaient le mode électoral. La droite des S.R., liée aux socialistes-populistes, se demandait même si la réunion du 2e Congrès des soviets était encore vraiment nécessaire. Le *Delo Naroda*, principal organe des socialistes, titrait le 5 septembre : « Vive l'Assemblée Constituante »[63].

② Depuis février, *les bolcheviks* n'avaient pas non plus une attitude très claire vis-à-vis du pouvoir des soviets. Dans la plupart des motions votées par les soviets et autres institutions gagnées aux bolcheviks, on trouvait également la demande de la fixation d'une date pour la réunion de l'assemblée constituante. Tantôt, elle était simplement émise à la suite d'autres revendications et sans commentaires ; d'autres fois, comme à Jaroslav et à Rostov, il était explicitement précisé que « seul le pouvoir des soviets garantirait la réunion de l'Assemblée Constituante, que le Gouvernement s'efforçait de ne pas convoquer et retardait indéfiniment ». Ainsi, la réunion de l'Assemblée Constituante redevenait l'objectif ultime, le pouvoir des soviets n'en serait que l'instrument. En somme, comme l'expliquait *Rabotchii Put'*le 4 octobre, « au nom de la Constituante, vivent les soviets ».

C'est contre cette voie constitutionnelle que Lénine se dressa. Il ne lui venait pas à l'idée que l'action révolutionnaire des bolcheviks pût profiter à d'autres qu'aux soviets bolcheviks ; or il était certain que les bolcheviks n'auraient pas la majorité à des élections générales. D'emblée, il livra une dure bataille et d'abord au sein de son propre parti. Cette bataille, au travers d'une analyse de la fonction des soviets, de l'Assemblée Constituante, du parti bolchevik lui-même et de la nature de l'État en période de transition, était aussi une bataille sur la tactique et la stratégie de la prise du pouvoir. Elle avait commencé dés le début de la révolution.

En février, les bolcheviks s'étaient montrés peu enthousiastes à la création du soviet de Petrograd. Ensuite, combattant l'accord soviet-douma, ils avaient lancé le mot d'ordre « tout le pouvoir aux soviets ». Persuadés de voir échouer la politique conciliatrice des S.R.-mencheviks, ils espéraient bien y gagner ultérieurement la majorité. En accord avec Kamenev, Staline écrivait alors : « Il est indispensable d'avoir pour toute la Russie un organe de lutte révolutionnaire de toute la démocratie russe (…) pour le transformer, le moment venu, d'organe de la lutte révolutionnaire en organe de pouvoir révolutionnaire (…). Cet organe ne peut être qu'un soviet pan-russe des députés, comme un parlement prolétarien qui se transformerait en

convention. Évidemment, dit Staline, ce plan ne signifie pas la dictature du prolétariat. Mais il favorise indubitablement la préparation des conditions indispensables à l'instauration de cette dictature, car, portant les mencheviks et les S.R. au pouvoir, il les met dans la nécessité de réaliser leur programme contre-révolutionnaire, il hâte la révélation de leur véritable nature, précipite leur isolement, leur rupture avec les masses. »

De retour en Russie, Lénine critiqua aussitôt ces positions. Sur le rôle des soviets, la révolution léninienne fut double. En premier lieu, tout en lançant le mot d'ordre « tout le pouvoir aux soviets », Lénine exclut toute collaboration avec les socialistes « défensistes », affirmant les prétentions de son parti pourtant très minoritaire, à exercer seul le pouvoir. En outre, à la différence des autres bolcheviks, Lénine n'envisage pas seulement les différents soviets comme une représentation des forces populaires destinée à se transformer en convention mais comme un embryon d'État prolétarien déjà constitué. Ainsi, pour Lénine, il ne s'agit pas de gagner une majorité représentative, de conquérir la légitimité pour s'approprier l'ancien appareil d'État, déjà moribond : il s'agit d'achever de détruire cet ancien appareil d'État et de lui en substituer un autre. Sur ce point comme sur la question agraire si essentielle, ses thèmes semblent un écho des vues anarchistes, favorables à la république des soviets. Les autres bolcheviks accusèrent Lénine de vouloir prendre le trône laissé vacant par Bakounine. En vérité, Lénine entendait plutôt chausser les bottes de cet État prolétarien, le guider, le diriger. Les soviets deviendraient la courroie de transmission du parti bolchevik. Il y propageait déjà ses idées, tout en demandant aux soviets de prendre le pouvoir. À l'écoute directe des aspirations populaires, sachant les faire passer avant le programme propre au parti, Lénine savait que les mencheviks et les S.R. agiraient de façon inverse : ils seraient balayés, les bolcheviks prendraient leur place dans ces différentes sortes de soviets qui constitueraient le nouveau pouvoir.

Lénine n'abandonna le mot d'ordre du pouvoir des soviets qu'en juillet, lorsqu'il crut comme Miljukov, comme Kerenski, que les soviets étaient morts, morts comme la démocratie. La preuve était ainsi faite qu'en eux-mêmes, les soviets n'intéressaient pas Lénine[64].

Nouveau tournant fin août : Lénine reprend le mot d'ordre « tout le pouvoir aux soviets » lorsque ceux-ci ressuscitent à l'occasion du putsch Kornilov. Déjà l'impatience, la colère des travailleurs et des soldats ont joué en faveur d'une relève de la direction des soviets locaux. Elle profite aux

bolcheviks. Le « pouvoir des soviets » serait désormais le pouvoir des soviets bolchevisés. Dès lors, le mot d'ordre concernant l'Assemblée Constituante n'a plus de signification, mais son abandon ne serait pas compris, au moins tant que le pouvoir légal appartenait au gouvernement provisoire. Au reste, il est des mencheviks de gauche, tel Martov, ou des internationalistes comme Lunatcharskij, des bolcheviks démocrates même, tels Kamenev, Rykov, etc., qui envisagent une formule étatique à définir, où la légitimité appartiendrait à la fois aux soviets et à l'Assemblée Constituante. Lénine juge qu'il n'y a pas de nécessité à les heurter, à se les aliéner par avance. Jusqu'à la prise du pouvoir, les bolcheviks laissent ainsi l'Assemblée Constituante à leur ordre du jour. Mais à ses intimes, Lénine confie volontiers qu'une fois le pouvoir des soviets instauré, la réunion d'une constituante serait un recul, que l'Assemblée Constituante est « une plaisanterie libérale ». Il ajoute : « *Les événements peuvent nous porter au pouvoir, et quand nous l'aurons pris nous ne le lâcherons plus.* »

③ Ouvertement hostiles, comme les S.R. maximalistes à tout système parlementaire, voire représentatif, les *anarchistes* sont favorables au pouvoir des soviets, mais pas sous une forme centralisée. Ils pressentent que désormais celui-ci risque de servir de « feuille de vigne » au pouvoir bolchevik. Pour eux, l'essentiel est la décomposition du pouvoir, et ils savent par conséquent que les bolcheviks ne sont partisans des soviets que pour des raisons tactiques puisque, par essence, les bolcheviks sont centralisateurs. Par conséquent, aucune entente durable n'est possible. Quatre jours avant la révolution d'Octobre, l'anarchiste Voline écrivit dans *Golos Truda* un article qui faisait le point sur la relation entre bolchevisme et anarchistes. Il montrait les ressemblances mais aussi les divergences entre les deux projets révolutionnaires. Prévoyant de façon prophétique la « capture du pouvoir » par le parti bolchevik en cas d'insurrection, il se ralliait néanmoins à la révolution sociale tout en faisant des réserves sur les suites possibles (cf. Document 3).

Ainsi, les anarchistes avaient fait leur choix. Certes, celui-ci était assorti d'une réticence. Mais comment les anarchistes pouvaient-ils imaginer, une fois Kerenski renversé, qu'ils empêcheraient un parti centralisé de garder pour lui le pouvoir, tout le pouvoir ?

Ils avaient été durement frappés par la répression au lendemain des journées de Juillet, et *aucun* parti politique n'avait fait un seul geste de solidarité envers les détenus anarchistes. Discrédités par l'échec de Juillet,

par leur défaite au sein des comités d'usine, ils n'avaient même pas, face au parti de Lénine, l'unité de vues au moins apparente qui faisait du bolchevisme une force. En septembre, par exemple, Kropotkine publiait une nouvelle *Lettre* favorable à la défense patriotique et il conseillait à Kerenski d'exclure Tchernov du Gouvernement, parce que « trop à gauche », alors que Voline et la majorité des anarchistes tenaient des propos proches de ceux de Lénine. Au congrès de K'arkov, en juin, anarchistes-syndicalistes et anarchistes-communistes s'opposèrent sur tous les problèmes : poursuite de la guerre, contrôle ouvrier, participation aux soviets, mode de fédération des comités, etc. En fin de session, ils furent incapables de publier un communiqué commun. Ultérieurement, après octobre, les anarchistes des campagnes d'Ukraine, derrière Nestor Makhno furent beaucoup plus méfiants que ceux des villes vis à vis du « pouvoir des soviets ».

Dans le combat révolutionnaire, puis dans la lutte armée en ville, après Octobre, les anarchistes jouèrent un rôle important. Plus que les bolcheviks ils étaient les adeptes d'un pouvoir ouvrier véritable, pas d'une délégation de pouvoir. Mieux que d'autres, ils eurent conscience des contenus réels de la doctrine bolchevik ; mais comme à la veille d'Octobre ils avaient retrouvé un peu de popularité, ils s'illusionnèrent là aussi sur leur capacité à neutraliser la volonté de pouvoir du parti de Lénine[65].

Au soir de l'insurrection, le 25 octobre 1917, l'État-Major du parti bolchevik n'avait ni projet ni plan concernant sa métamorphose en appareil d'État. Les soviets avaient renversé le Gouvernement Provisoire grâce à l'action du P.V.R.K. (voir le chapitre suivant) : un conseil des Commissaires du Peuple, purement bolchevik, se constitua en gouvernement. Dans l'esprit de chacun sa composition était provisoire puisque l'instance souveraine, l'Assemblée Constituante, obligerait les vainqueurs à former un Gouvernement socialiste représentatif.

Depuis février, les bolcheviks n'avaient cessé d'accuser le Gouvernement de retarder la convocation de l'Assemblée Constituante ; ils ne pouvaient pas ne pas la réunir. Lénine n'en avait pas moins dit et répété que « reconnaître la souveraineté de la constituante serait un recul par rapport au pouvoir des soviets ». On savait par avance que le mode de scrutin mis au point par les mencheviks et les S.R. défavoriserait la représentation bolchevik. « Nous pourrons avoir à dissoudre l'assemblée », disait Volodarskij avant sa réunion.

Aux élections de novembre 1917, les S.R. eurent à eux seuls plus de seize millions de voix, les bolcheviks neuf millions, les autres socialistes modérés un peu moins, les K.D. et autres partis « bourgeois » moins de deux millions. Avec 175 sièges sur 707, les bolcheviks étaient nettement minoritaires, même avec l'appoint de 40 S.R. de gauche.

À l'ouverture de la session, Sverdlov écarta le doyen, un vieux S.R. qui devait faire le discours d'usage ; il lut une déclaration sur « les droits du peuple exploité » et demanda à l'assemblée de voter immédiatement ce texte qui reconnaissait le pouvoir des soviets, la paix démocratique, la terre aux paysans etc. L'assemblée refusa. Elle élut Tchernov président, par 244 voix contre 153 à Maria Spiridonova, S.R. de gauche soutenue par les bolcheviks. Tour à tour, Tchernov, Tseretelli stigmatisèrent le « coup d'État » bolchevik. Question de principe, l'assemblée annula les décrets d'octobre ; question d'opportunité, elle leur substitua des textes similaires.

Sans doute stimulée par le nouveau pouvoir, la Garde de l'assemblée manifesta son impatience devant ces discours inutiles ; ces bavardages devaient cesser. La Garde avait sommeil, elle fit évacuer la salle.

Il n'y eut jamais de deuxième session, le *Tsik* du 2e Congrès ayant ordonné la dissolution d'une assemblée « qui servait seulement de couverture à la contre-révolution bourgeoise et avait pour fonction de renverser le pouvoir des soviets ». La Garde Rouge barra les accès de l'assemblée quand les députés s'y présentèrent à nouveau. Leurs appels au public ne rencontrèrent aucun écho et ils durent se disperser.

Cette dissolution scandalisa les militants de toutes les organisations socialistes, et même de nombreux bolcheviks. Mais les citoyens y demeurèrent complètement indifférents[66].

L'expérience de la démocratie parlementaire avait seulement duré quelques heures (18 janvier 1918).

L'Assemblée Constituante écartée, il restait à rédiger une constitution. Or ni Lénine, ni les bolcheviks n'avaient tellement pensé à ce problème jusque-là. Certes, *L'État et la Révolution* avait bien été une réflexion sur la nature du pouvoir populaire, mais ce texte avait été rédigé au moment où le parti, écrasé par la répression, semblait peu susceptible de le saisir. En quelque sorte, *L'État et la Révolution* posait plutôt les fondements et les données d'une alternative au pouvoir bolchevik. Depuis, seule la tradition pro-léniniste s'y réfère, comme pour se donner bonne conscience, car, une

fois au pouvoir, Lénine n'en a pas pris les conclusions en considération. En guise de dépérissement de l'État, les bolcheviks ont trouvé mille raisons de justifier la nécessité de son renforcement.

Pour ce faire, quelle était la meilleure recette, et comment résoudre le problème de la fonction respective des soviets et du parti ?

Devenus les maîtres des soviets, les bolcheviks se trouvaient à tous les comités exécutifs. Le parti contrôlait ainsi d'un côté les soviets, de l'autre les instances gouvernementales créées en octobre. Les membres du parti se retrouvant ainsi aux postes de commande de l'État, quelle pouvait être encore la fonction du parti en tant que tel ? Preobrajenskij pensait que dans la mesure où les bolcheviks étaient maîtres des soviets, le parti perdait sa raison d'être : position extrême. À l'autre extrême, Sverdlov, responsable de l'organisation du parti, voyait dans le parti la pépinière de l'État, alors que les soviets assureraient la relation avec la société. Ce point de vue prévalut : aux soviets recrutés démocratiquement, par conséquent incertains. Lénine préféra un parti discipliné dont il contrôlait le recrutement et le fonctionnement[67].

La constitution ratifiée par le 5e Congrès des soviets, en juillet 1918, spécifiait bien que « le parti dirige, commande et domine tout l'appareil d'État ». Aussi, peut-on se demander, avec Feuer, quelle était la mesure de l'hostilité de Lénine, sinon à l'autoritarisme ou à l'incurie des dirigeants, du moins au système bureaucratique lui-même : n'était-il pas, par rapport au fonctionnement démocratique, l'homologue du centralisme face à l'autonomie ?[68]

a.

À notre connaissance, il n'existe pas d'étude sur le problème abordé dans ce chapitre et qui, résumé, a fait l'objet d'une communication au colloque de Banff (septembre 1974).
Pour tout ce qui concerne l'histoire des soviets de députés, on se reportera à l'ouvrage classique de O. Anweiler, *op. cit.*, 329, dont il existe une excellente traduction par S. Bricianer, préface de P. Broué, Paris, Gallimard, 1971, 350 p.
L'étude du phénomène bureaucratique en U.R.S.S., souvent liée à la critique trotskyste, n'en examine pas les origines. Elle a donné lieu, naguère, à toute une série d'études pionnières dans *Socialisme ou Barbarie*, 1949-1960, republiée par C. Castoriadis, *La Société bureaucratique*, collection 10/18, et par Claude Lefort, *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, Droz, 1971, 367 p. Dans ce dernier ouvrage on lira en outre : « Qu'est-ce que la Bureaucratie ? », publié dans *Arguments*, qui analyse les différentes théories de la Bureaucratie (Weber, Burnham, Crozier, Touraine), et qu'ignore, sans le valoir, John Markoff, « Governmental bureaucratisation : general process and an anomaly case », in *Comparative studies in society and history*, octobre 1975, p. 479-503.
Enfin, on lira Pierre Naville, *le Nouveau Leviathan, 5, La Bureaucratie et la Révolution*, Paris, Anthropos, 1972, qui fait une analyse historique également à partir du moment où le système est en place.
Dans ces pages, nous en étudions la formation et la naissance.

1.

CGAORSSSR, 3, 1, 263, 217.

2.

Anweiler, *op. cit.*, 329, p. 119 et suivantes.

3.

Dès l'origine, ces principes et la définition de ces fonctions furent mis en cause par les bolcheviks. Les institutions n'en naquirent pas moins en relation avec ces normes. Cf., pour la région de Moscou, les statuts du soviet de Suchtch'evko-Marinskij, qui furent reproduits par les *Izvestija* de Moscou et servirent de modèle à de nombreuses institutions locales in Tokarev, *op. cit.*, 356, p. 102.

4.

Spartak, de juin 1917.

5.

Trotski, *op. cit.*, 121 passim.

6.

Org. Sov.. op. cit., 325, p. 196, 216-217. (Rapport pour les Gubernaja de Kerson, Bessarabie, Tauride.)

7.

Lénine, *L'État et la Révolution*, in *Œuvres, op. cit.*, 129, tome XXV, p. 457-458.

8.

Freidlin, *op. cit.*, 627, p. 69-73.

9.

Les rapports avec les ouvriers ne cessèrent de se détériorer. Le 20 mars, le soviet nommait une commission pour "vérifier les dires des usines". Il demandait aux travailleurs d'attendre calmement l'élaboration d'un minimum vital. "La conjoncture n'est pas favorable à la satisfaction de vos revendications" expliquait Grinevitch. Freidlin, *op. cit.* 69-93 et 101-111.

10. Tokarev, *op. cit.,* 356, p. 87-89.

11. « Plus les soviets étaient petits et loin du pouvoir central, moins ils appliquaient les mots d'ordre mencheviks, même s'ils étaient mencheviks », note justement Freidlin, *op. cit.,* p. 101-111.

12. *Org. Sov., op. cit.,* 325, p. 58-59 et 216-217.

13. *Pervij., op. cit.,* 30, p. XXVII. Pour la ville de Revel, Tokarev, *op. cit.,* 356, p. 28 et tableau hors-texte.

14. Voir p. 452-456, et *Pervij, op. cit.,* où sont publiées toutes les interventions.
Il en était de même pour les élus de tous les partis socialistes. Par exemple, au praesidium du parti S.R., parti des « paysans », il y avait dix-neuf intellectuels, un ouvrier, pas d'agriculteur. Radkey, *op. cit.,* 532, p. 224.
Pour le parti bolchevik, voir plus loin, p. 779 et suivantes.

15. Bien souvent, le comité d'usine apparut comme un rival du syndicat avant même la création d'une instance des comités à l'échelle de la ville. Dés le milieu d'avril, des conflits éclatent à Moscou, Nijnij-Novgorod, Voronej, Rjazan. *Org. Sov., op. cit.,* 325 ; p. 99-101.

16. *Fab. Zav, Kom., op. cit.,* 625, 1, 142-143.

17. Sur le rôle politico-culturel des comités et des syndicats, voir Egorova, *op. cit.,* 634.

18. *Raionnye Sovety, op. cit.,* 334, tome I, 3-20.

19. *Ibid.,* passim les 3 tomes et l'index thématique, III, 400-403.

20. *Ibid.,* III, 248-331.

21. *Ibid.*

22. *Ibid.* et Ivanov, *op. cit.,* 565, p. 135-142.

23. *Raionnye Sovety,* III, 248-331.

24. *Ibid.*

25. Starcev, *op. cit.,* 363, p. 41-98.

26. Starcev, *op. cit.,* p. 147-188.

27. Starcev, *op. cit.,* p. 249-288, et Mints, *op. cit.,* 512, tome II, p. 1127-1135, qui donne un inventaire complet des évaluations en province. Mints comptabilise cent cinquante villes et centres avec un total de 47 670 hommes, pour 96 corps de Gardes Rouges identifiés. Il faut y

ajouter cinquante-deux petits centres pour lesquels on n'a pas de chiffres, sans compter Moscou et Petrograd.

28. *Ibid.,* p. 98-146.

29. Le terme bureaucratie est compris ici dans sa signification politique : le contrôle, par le bureau d'une organisation, du fonctionnement de cette institution.

30. Sur les événements ci-dessus, voir plus haut ; inventaire des constitutions de soviets dans Tokarev, *op. cit.,* 356, p. 28 (tableau hors texte).

31. *Novaja Jizn,* du 29 juillet 1917. De la même façon, le *Tsik* décide de participer à la Conférence de Moscou sans consulter le Soviet de Petrograd, cf. *Proletarii,* du 22 août 1917.

32. Perchin, *op. cit.,* 605, tome I, p. 348-364.

33. CGAORSSSR, 6978.

34. *Raionnye Sovety, op. cit.,* 334, 111, p. 248-331 et 111, p. 347-386.

35. Nos calculs d'après les listes publiées dans *Fab. Zav. Kom., op. cit.,* 625, 11, p. 217-264. Parmi les membres nommés bureaucratiquement par le parti à la 4e Conférence figure... Trotski.

36. M. Ziv i Kulikov, *Rozdenie Komsomola,* Leningrad, 1933 ; à une usine de Vyborg, le soviet ouvrier avait également refusé d'accepter un représentant des organisations de jeunes ; intervention de Krupskaja, qui proteste, *2e et 3e Konf., op. cit.,* 534, p. 37 ; et *Raionnye Soviety, op. cit.,* 334, 111, p. 328, note 137 – voir également E. Herr. *Na Puti v Revoljucij,* 1. 1925, 56 p.

37. Cf. les photographies dans I. Evsenin, *Ot Fabrikanta k Krasnomu Oktjabrju,* L. 1927, 92 p. Autres photographies indiquées in *Kino i foto documenty ; op. cit.,* 504 Statuts des comités in Tokarev, *op. cit.,* p. 48-58.

38. GAORSSLO, Fonds 101, et *Raionnye* II, p. 91-326.

39. *Raionnye* III, p. 248-331.

40. *Ibid.,* III, p. 347-404.

41. GAORSSLO, Fonds 101 et Raionnye, passim, les 3 volumes.

42. *Uplotnenie* (cohabitation), scénario A. Lunatcharskij, A. Pantelejev, réalisation E. Pantelejev, 1 560 m, cinémathèque de Bruxelles.

43. Un millier de noms identifiés pour douze des quatorze soviets de quartier à Pétrograd. Cf. *Raionnye Sovety,* I, p. 7 et III, p. 347-365.

44.

Cf. Starcev, *op. cit.*, 363, p. 249-288.

45.

Nos calculs d'après les procès-verbaux du PVRK, *PVRK, op. cit.*, 542, p. 17162.

46.

Starcev, *op. cit.*, p. 249-288. Les Gardes Rouges comptaient survivre. Ils avaient adopté un projet de statuts qui fut rejeté, cf. ce texte en annexe.

47.

Nous avions avancé cette hypothèse dans *La Grande Guerre*, en 1970. Pour la Russie, elle est corroborée par le grand travail de F.X. Coquin, *La Sibérie, Peuplement et immigration paysanne au XIXe siècle*, Paris, 1969. Pour les U.S.A., elle l'est également, cf. Stanley Coban, A Study in nativism : The american Red Scare, of 1919-1920, in *Political Science Quaterly*, vol. 79, march 1964, tome 68 : les éléments les plus révolutionnaires aux U.S.A. sont originaires d'Ukraine, d'Italie du Sud, de Catalogne.

48.

G. Haupt et J.J. Marie, *Les Bolcheviks*, op. cit., 528, passim et W.M. Mosse, « Makers of the Soviet Union », *Slavonic and East European Review*, 1968, vol. XLVI, p. 141 et suivantes. Une brochure nationaliste et antisémite, *Kto pravit'Rossieju ?*, publiée à New York en 1920, établit une liste des principaux dirigeants par ministères et administrations, en 1918 : sur 545 personnes, elles comptabilise 447 citoyens d'origine juive, 34 Lettons, 30 Russes, etc. Bien que les erreurs volontaires soient nombreuses, notamment par l'omission des responsables Russes non-juifs, cet inventaire donne une mesure. Entre 1918 et 1924, la proportion de non-russes serait ainsi passée de 3/4 à 3/7, celle des citoyens d'origine juive de 70 % environ à 25 %.

49.

Lewis S. Feuer, *op. cit.* 681 b, p. 54.

b.

Le lien entre cette transformation sociale du pouvoir et le problème des libertés est abordé plus loin, p. 877 et suivantes.

50.

Sur ces faits, voir l'analyse de Z.L. Serebrjakova, *op. cit.*, 518bis, p. 3-29.

51.

« Nous appelons à l'élection de nouveaux délégués pour un pouvoir des soviets », déclarait une motion de cinq mille ouvriers de l'usine Briansk à Ekaterinoslav. *CGAORSSSR* 1244, 1, 15, 294. La requête des bolcheviks datait du début de mars ; pour Petrograd, la commission qui devait examiner le problème se réunit seulement le 25 mai 1917, cf. Serebrjakov, *op. cit.*, p. 15.

52.

Popov, *op. cit.*, 541, p. 90.

53.

Le 25 septembre, l'assemblée comprenait 200 bolcheviks, 102 S.R., 54 mencheviks, 10 mencheviks-internationalistes. Au comité exécutif étaient élus treize bolcheviks, six S.R., trois mencheviks. Au Bureau, à côté de Trotski, président, il y avait trois bolcheviks (Kamenev, Fedorov, Rykov), deux S.R. (Tchernov et Kaplan) et un menchevik, Breido.

54.

Popov, *op. cit.*, 541, p. 105. À une réunion des soviets de la région de la Volga, début octobre, les mencheviks et les S.R., minoritaires, quittaient l'assemblée... Aussitôt, l'assemblée votait une motion « stigmatisant ce départ au moment où la révolution menace (...), les signataires espéraient que l'on évaluerait à sa juste mesure cette politique de lâcheté et de trahison. Ces

déserteurs étaient désormais hors de ceux qui combattaient dans l'intérêt des travailleurs. » Popov, 541, *op. cit.*, p. 111. Gestes et attitudes qui préfiguraient octobre.

55.

Popov, *op. cit.*, p. 104 et 107.

56.

Ibid.

57.

Entre le milieu de septembre et le milieu d'octobre, la bolchevisation des motions d'usine va à un train d'enfer ; cf. le 25 septembre, les usines Nevskij, le 26, l'usine Ijor et l'usine Vulcain, le 27, l'usine Sestronetch, le 28 la Russo-Baltique, etc. Textes de ces motions dans *Dok. Sept.*, *op. cit.*, 539, *passim* et dans Popov, *op. cit.*, p. 98-103.

58.

Cf. Trotski, *op. cit.*, 121, 11, p. 393-398.
La bolchevisation se répercutait dans les assemblées non prolétariennes telles les doumas municipales de Kostroma, Tsaritsine, Kronstadt où les bolcheviks avaient la majorité, Tomsk et Samara où ils constituaient la fraction la plus nombreuse. À Moscou, ils obtenaient 52 % des voix mais seulement 30 % des électeurs inscrits participèrent au vote. À la désaffection vis-à-vis des élections s'ajoutait un dédoublement du corps électoral : les masses populaires négligeaient de voter pour les doumas municipales, les bourgeois s'abstenaient de participer aux comités de quartier.

59.

Rapport Bokij, in *3e Conférence*, *op. cit.*, 534, p. 1 à 21.

60.

Procès-verbaux, *op. cit.*, 535 b.

61.

Daniels, *op. cit.*. 576, p. 109 et 116-119 et Khesin, *op. cit.*, 582 b, p. 39-53.

62.

Sur Reisner, cf. Carr, *op. cit.*, 276, 1, p. 131-132 ; sur le mouvement coopératif, en dernier lieu, v.v. Kabanov, *op. cit.*, 640.

63.

Sukhanov, éd. anglaise, *op. cit.*, 120, p. 552. « Vive la Constituante », titre l'éditorial du *Delo Naroda*, organe des S.R., le 5 septembre ; et encore le 30 : « Nouvelle révolution ou Assemblée constituante ? »
Selon O. Radkey, *op. cit.*, 532, p. 7-15, les S.R. se consacraient entièrement à la préparation de ces élections à l'Assemblée Constituante à la réunion de leur comité central, le 21 octobre. Six jours plus tôt, le problème du soulèvement bolchevik ayant été abordé car toute la presse en parlait, il fut décidé « de le mettre à l'étude ».
Sur les social-populistes, cf. *Volja Naroda* du 3/4 octobre 1917. Sur Kerenski, notre entretien en 1966.

64.

Par un acte manqué significatif, définissant, au début d'août, « la fonction respective des quatre grandes institutions ouvrières, les comités d'usine, le syndicat, les soviets et les partis », Lozovkij « oublie » de définir la fonction des soviets. *Okt. i Fab. zav. kom.*, *op. cit.*, 625, 228.

65.

Anarxija du 11 septembre observait qu'à la différence des bolcheviks, les anarchistes arrêtés en juillet n'avaient toujours pas été libérés. Sur le congrès de Kharkov, cf. *Anarkhia* du 17 septembre.
Dans *Golos Truda* du 18 août, Raevskij observait que le changement d'attitude de Lénine vis-à-vis des soviets, l'utilisation de l'expression « dictature du prolétariat » ne pouvaient que

signifier la volonté de Lénine de centraliser le pouvoir en cas de victoire de son parti. Pour une étude des anarchistes, cf. les travaux de P. Avrich, *op. cit.*, 533.

66.

L. Schapiro, *op. cit.*, 284, p. 73-88.

67.

Carr. *op. cit.*. 276. 1. p. 187-127.

68.

Feuer. *op. cit.*, 681 b. p. 58. La constitution confiait au président du *Tsik* la fonction de chef de l'État. Le *Tsik* nommait les membres du Conseil des Commissaires du peuple (Sovnarkom). Sur l'évolution de la constitution, cf. Michel Lesage. *Les régimes politiques de l'U.R.S.S. et des pays de l'Est.* Paris. 1971 ainsi que. du même auteur, *Les institutions soviétiques,* Paris 1975, p. 9-15.

CHAPITRE XVII

LA PRISE DU POUVOIR, OCTOBRE

1. VIOLENCE ET RÉVOLUTION : POURQUOI OCTOBRE ?

« La révolution prolétarienne n'implique aucune terreur ; elle abhorre le meurtre car elle ne s'attaque pas aux êtres humains mais aux institutions. » Cette déclaration des spartakistes correspond au sentiment des révolutionnaires russes[1]. Mais qu'en pensaient les travailleurs et les soldats au nom desquels ils s'exprimaient ? En 1917, la révolution russe eut des effets plutôt inverses. Au reste, la Terreur a commencé dans les campagnes et aux armées : là où les militants n'étaient pas. En ville, à l'usine où ils ont pris la révolution en charge, ils se sont interposés, et avant octobre, les violences physiques ont été rares[2].

Dès l'origine, l'intelligentsia a joué ce rôle modérateur, de médiateur. Elle avait pris à son compte les principes humanistes de la tradition socialiste, elle les appliquait naturellement. Elle entendait se substituer aux anciens dirigeants, non les supprimer physiquement. D'ailleurs, pour assurer son ascendant sur la société, elle devait se montrer moralement supérieure aux dirigeants qu'elle allait remplacer : généreuse, incorruptible. Kerenski avait donné l'exemple en février, qui protégea la vie de ses propres bourreaux ; Trotski sauva son rival Tchernov de la colère populaire et Zinov'ev fit rentrer au bercail une troupe de soldats prêts à tout massacrer. Faisant confiance à ces « justes », victimes comme eux d'un régime abhorré, les Russes avaient compris l'appel de ces militants, de ces messagers de l'espoir : ils avaient fait la violence à leur violence.

Toutefois, après six mois de déceptions, le putsch, l'échec du putsch eurent un effet traumatisant : le ressentiment accumulé et les énergies contenues se libérèrent, la république des orateurs prit fin. Alors vint l'heure de la violence.

En août 1917, à la Conférence de Moscou, l'industriel Bublikov avait tendu la main au socialiste Tseretelli ; puis en septembre, au lendemain de l'arrestation de Kornilov, Kerenski étreignit Kamenev qui lui rendit son affection. Ce furent les dernières effusions de la Révolution de 1917. « Tu te souviens quand tu nous assurais que les bolcheviks sauvegarderaient les libertés démocratiques ? » demandait Sukhanov à Trotski en 1922, quelques semaines avant son procès. « Oui, répondit Trotski, c'était le bon temps[3]. »

Pourtant, dès le putsch Kornilov, le temps n'était plus aux baisers Lamourette, le temps n'était plus aux beaux discours. Les officiers de la révolution ne peuvent plus freiner l'impatience de la troupe. Dans les usines, aux armées, celle-ci crie « vengeance ». Elle exige l'arrestation, le jugement, l'expulsion de Russie des bourgeois, le travail obligatoire pour ceux qui restent et l'armement des ouvriers. À la ville comme à la campagne, des réactions apparemment « irrationnelles » prennent le dessus sur les gestes politiques : à Tsarskoj-Selo, par exemple, la population se prend « subitement » à piller les palais du tsar, six mois après son abdication, longtemps après son départ pour Tobolsk, mais le lendemain du putsch Kornilov. À Gatchina, le comité militaire arrête le grand-duc Michel, « des faits sans relations avec les putsch », assurent les journaux. Voire ! À Helsingfors, à Kronstadt, des officiers sont massacrés. Dans les campagnes, aux armées, on l'a dit, septembre et octobre sont les mois où coule le sang. On y observe également une nouvelle vague de pogroms[4].

Le fait nouveau est la participation massive des soldats au mouvement des violences *hors du cadre de l'armée.* Dans les campagnes, par exemple, à l'arrière du front du sud-ouest, on dénombre soixante-quinze soulèvements avec participation de soldats[5]. En Podolie, des paysans se déguisent même en soldats pour piller. Dans les villes d'Orel, Irkutsk, Élisavetgrad, Saratov, Ufa, les soldats participent à des actions isolées contre des commerçants, contre des juges qui sont molestés. Sont également victimes de violences ceux que l'allégresse de Février avaient épargnés : anciens gendarmes, fonctionnaires, détenus de droit commun[6].

Les bolcheviks y étaient pour peu[7].

Dans le monde ouvrier, de même, la fermeture des journaux bourgeois, réclamée par les collectifs de plus de vingt usines, au début de septembre, n'émane pas des organes bolcheviks, mais de la base ouvrière ; de même le travail obligatoire pour les bourgeois, ou leur expulsion de Russie. Les travailleurs retiennent des mots d'ordre ou des allocutions bolcheviks ce qu'ils veulent : par exemple les mesures contre les chefs de la bourgeoisie, mais pas les mesures de planification ou de nationalisation (voir le tableau ci-contre). Avant septembre, l'avant-garde des masses était plus bolchevik que les bolcheviks. Après septembre, ce sont les masses qui sont plus bolcheviks que l'avant-garde. Peu de leaders bolcheviks le sentent, sans doute parce qu'ils militent au sein d'institutions dirigeantes : Kamenev au *Tsik,* Zinov'ev dans les syndicats ; et même Trotski, plus radical au Congrès

des soviets de l'armée du nord qu'au Soviet de Petrograd. Il en va différemment des bolcheviks qui militent plus près de la base, surtout des ralliés au bolchevisme, maîtres de la bureaucratie des soviets locaux qui, pour survivre, veulent en découdre.

Exorciser la violence en prenant le pouvoir par la force, même si on peut y atteindre sans y recourir, telle est sans doute une des intuitions de Lénine quand il essaie de convaincre ses camarades de procéder à une insurrection *armée*, et qu'il oppose sa stratégie à celle de Kamenev et de Trotski qui jugent inéluctable la décomposition du régime. Sans doute cette intuition rejoint-elle le fond même de sa pensée[8]. « Jusque-là, écrit justement D. Geyer, le concept de soulèvement ou d'insurrection était extrêmement vague. On avait en tête le souvenir des désordres de juillet et la répression. » Lénine propose une autre conception du soulèvement, non pas associée à une manifestation de masse, mais identifiée à l'art militaire[9]. La notion d'insurrection conçue comme un art était due à Marx ; Lénine en avait fait une transcription politique en concevant le parti bolchevik comme une force militaire centralisée. Et depuis, la lecture de Clausewitz était passée par là.

Les ouvriers et le parti bolchevik
Convergences et divergences (septembre-octobre 1917)

Revendications et mots d'ordre communs aux bolcheviks et aux travailleurs	Revendications et mots d'ordre bolcheviks ne figurant pas dans les motions des travailleurs	Revendications et mots d'ordre des travailleurs ne figurant pas dans les motions du parti bolchevik
Pas d'accord avec la bourgeoisie, tout le pouvoir aux soviets		
Contrôle ouvrier sur la production	Nationalisation des principales branches de l'industrie	Contrôle sous la responsabilité des syndicats et des comités d'usine. Unite de l'entreprise.
Imposition impitoyable des capitalistes et gros propriétaires et confiscation de bénéfices de guerre		Loi interdisant les lock-out et punissant leurs auteurs de la peinede mort
Dissolution de la Douma et du Conseil d'État		Suppression des journaux bourgeois
Armement des ouvriers et des travailleurs		Désarmement et arrestation des contre-révolutionnaires
Fin de la répression contre la classe ouvrière et les bolcheviks		

Livraison de produits industriels à la campagne à des prix imposés		
Journée de 8 h et assurances sociales Paix démocratique Suppression de la peine de mort	Publication des traités secrets	Travail obligatoire pour les bourgeois Expulsion de Russie des agents anglais et français
	Choix local des commissaires Pensions égales à soldats et officiers	Amélioration des conditions de logement et des salaires
	Droit d'autodétermination aux nationalités, notamment Ukraine et Finlande	
	Vive l'Assemblée Constituante et la République démocratique	S'il le faut, nous agirons par nous-mêmes

Ce tableau fait apparaître plusieurs points :

– Une convergence sur les problèmes d'ensemble.

– Une divergence caractérisée sur les problèmes du contrôle ouvrier et de la gestion des usines. Elle a été analysée au chapitre VI.

– Une différence d'appréciation sur la nature du bouleversement révolutionnaire : les mesures contre les personnes ou contre les libertés « bourgeoises » n'émanent pas du parti bolchevik mais des classes populaires.

Comparé aux aspirations de la classe ouvrière, lors de la chute du tsarisme (tome I, p. 174), ce tableau donne la mesure de la radicalisation de la classe ouvrière entre février et octobre : en février, elle demandait seulement une amélioration de ses conditions de vie ; en octobre, elle en demande la transformation ; les revendications sur les salaires passent au deuxième plan.

Comparé aux mots d'ordre des soldats à la veille d'octobre, la différence apparaît aussitôt : l'alignement des soldats sur le programme bolchevik est manifeste, pas celui des ouvriers : la bolchevisation de l'armée est à son zénith, les conflits entre la classe ouvrière et le parti s'annoncent déjà à l'horizon.

Sans doute Lénine a-t-il d'autres raisons, qui n'apparurent qu'après coup : le changement de pouvoir ne serait compris, ne serait légitime que si,

au moins en apparence, il s'accompagnait de violence. Vivant au cœur de la tourmente, mais en même temps loin d'elle, puisqu'il vit caché depuis le mois de juillet, Lénine analyse la situation avec la sûreté que donne le recul. Il souhaite une violence purement tactique, purement institutionnelle. Mais le mouvement qu'il épouse institutionnalisa la terreur.

Six mois après la chute du tsarisme, avant Octobre par conséquent, les institutions traditionnelles ne fonctionnent plus, d'autres ont pris la relève. La vie économique est paralysée, les relations sociales sont bouleversés. Le pays présente l'image d'une société en pleine transformation.

Certains changements se sont opérés plus vite, d'autres plus profondément ; réalité complexe qu'une seule carte des zones de résistance et des zones de mouvement ne suffirait à définir.

À la campagne par exemple, il est des villages où les paysans se sont contentés de suspendre le paiement des loyers – leur action s'est arrêtée là et ils continuent à attendre des réformes venues d'en haut. Ailleurs, las d'avoir patienté, les paysans ont accompli la révolution agraire eux-mêmes. Appliquant le principe « à chacun selon ses besoins » ils ont redistribué la terre en fonction du nombre de bouches à nourrir. Pourtant, ces mêmes paysans qui instaurent un nouveau mode de production fondé sur les principes de la morale continuent à massacrer le Juif à la première occasion, à brimer leur famille, ils malmènent l'homme de la ville, qu'il soit barine ou prolétaire. À l'inverse, dans d'autres régions, sans voter de motions ni constituer de comités, ils commencent à distribuer gratuitement la nourriture aux miséreux, « sans distinction de race ou de religion ».

Ainsi, chacune de ces campagnes imprime à sa mutation un rythme et des formes qui lui sont propres, la relation avec le Gouvernement et les soviets donne seulement au mouvement ses accélérations, ses freinages.

Aussi l'insurrection d'octobre ne saurait y avoir partout la même portée, la même signification ; avec le décret sur la terre elle peut être représentée ici comme un événement libératoire, ailleurs elle passe pour un simple changement de gouvernement. Dans le cours long des émeutes paysannes de la province de Tambov, aussi nombreuses après 1917 qu'avant, octobre est un épisode parmi d'autres qui n'affecte pas le loyalisme envers le régime, celui du tsar avant 1917, celui des bolcheviks après octobre. Ici, comme ailleurs, la grande rupture dans la campagne n'est pas le décret sur la terre, mais la collectivisation, dix ans plus tard.

À plus forte raison, chez les peuples allogènes, pas entièrement intégrés à l'Empire, les mouvements qui se manifestent en 1917 ne suivent pas nécessairement le cours des transformations qu'on observe dans le reste du pays. Luttes nationales et conflits sociaux interfèrent confusément. En pays d'Islam russe, le drapeau de l'émancipation féminine prend même le pas, pendant un temps, sur tous les autres.

Saluée à Kiev, sitôt connu le décret des nationalités, comme l'événement libérateur qui met fin à l'occupation étrangère, l'insurrection d'octobre peut fort bien, ailleurs, être sciemment ignorée, et considérée seulement comme un changement de Gouvernement dans un pays étranger. Pour d'autres groupes sociaux non-russes, qui participèrent activement à Octobre, tels les tirailleurs lettons, elle instaure l'ère des républiques soviétiques.

Ainsi, s'ils ont tous un œil fixé sur Petrograd, les groupes sociaux en mouvement ne participent pas également ni nécessairement à l'épreuve de force qui s'engage entre le Gouvernement provisoire et les soviets bolchevisés. Les transformations qui bouleversent les campagnes et les pays allogènes se dissocient peu à peu de l'épreuve de force qui a animé les villes ou l'armée.

Dans l'armée, les soldats souhaitent la fin de la guerre. Depuis l'échec des fraternisations, il est clair que la conclusion de la paix appartient non à la compétence des soldats, mais à celle du Gouvernement : aussi, il faut ou bien l'y contraindre ou bien le changer. Les soldats participent ainsi directement aux luttes politiques, en avril comme en juillet ou en octobre. Ils sont constamment à l'avant-garde, une constatation que les marxistes d'alors ne peuvent faire, qui considéraient seulement les soldats comme des paysans en uniforme, c'est-à-dire, selon eux, l'élément le plus réactionnaire de la révolution. En vérité, depuis février, les soldats ont appris, grâce à l'enseignement des bolcheviks notamment, à distinguer la fonction répressive de l'armée de sa fonction patriotique. Ils ont compris également la relation qui les unit : derrière le regard du colonel, ils aperçoivent l'ancien maître, l'oppresseur qu'ils haïssent et dont ils se méfient. Désormais, il n'est plus un seul ordre du commandement qui ne soit l'objet d'une analyse, d'une mise en cause. Ainsi, en Octobre, en tant que combattants, les soldats sont à l'avant-garde de la lutte pour la paix ; en tant que paysans, ils brisent l'appareil répressif qui pourrait s'opposer au pouvoir populaire.

La participation des ouvriers à la lutte est aussi acharnée. Toutefois, à la veille d'Octobre, l'épreuve finale ne se situe pas dans le contexte imaginé par la tradition marxiste. Offensive durant le printemps, cette lutte est devenue défensive du fait de la résistance patronale qui répond aux grèves par les lock-out et procède à un « sabotage » conscient et organisé de la production. Cette réaction ajoutant ses effets à ceux de la désorganisation et de la ruine de l'économie dues à la guerre, des milliers de travailleurs sont jetés à la rue, des milliers d'autres craignent cette menace. Les tentatives d'occupation d'usine et d'autogestion entreprises dans ces conditions ont échoué ; elles ont même menacé l'unité de l'action ouvrière. Elles ajoutent aux divisions des travailleurs, déjà tiraillés entre la propagande des mencheviks, des bolcheviks, des anarchistes. La classe ouvrière ne sait plus non plus à quelle forme organisationnelle elle doit accorder la préférence, soviet des députés, comités d'usine, syndicat ou parti.

La radicalisation et la bolchevisation successives de chacune de ces institutions aboutit au choix d'un mot d'ordre syncrétique, au reste mal défini : le contrôle ouvrier de la production, qui implique la prise en charge de l'économie par les organisations des travailleurs et par conséquent la révolution politique, la prise du pouvoir par les soviets. Le grand changement depuis le début de la révolution est la politisation des grèves : pour les ouvriers comme pour les soldats, la chute du Gouvernement Provisoire est une nécessité vitale[10].

Une troisième force, née pendant la révolution, intervient dans le sens d'une épreuve décisive avec le régime de Février : la force armée et la bureaucratie nouvelle, qui constituent le personnel et le service d'ordre de l'*embryon d'État prolétarien* en voie de formation. D'origine populaire pour l'essentiel, ses membres ont changé de statut avec la révolution, formant ainsi une sorte de groupe social nouveau, composé de militants responsables, désormais salariés, pour qui vaincre est une condition de survie. Ce groupe social nouveau se greffe sur le corps des militants traditionnels, celui du parti bolchevik essentiellement ; il se reconnaît en lui tout comme celui-ci sait s'identifier aux travailleurs, au reste en grande partie sous l'influence de Lénine qui, depuis avril, mène un dur combat contre ses propres camarades pour radicaliser la ligne du parti.

L'insurrection d'Octobre naît de cette conjonction entre la nécessité, pour ces forces sociales, d'en découdre, l'incapacité chronique du Gouvernement Provisoire à prendre les mesures qui auraient pu prévenir un soulèvement,

la conscience qu'en a Lénine, sa conviction que l'épreuve de force est à la fois nécessaire, opportune, bénéfique pour son parti.

Réussir à en convaincre les dirigeants de son parti constitue un des épisodes de l'Insurrection les plus connus et les plus faussés par la tradition. Jusqu'à la publication des documents du P.V.R.K. on était mal informé des conflits, non plus stratégiques, mais tactiques, qui opposèrent Lénine et quelques groupes d'action aux autres membres du P.V.R.K. Surtout, on n'avait pas encore eu la possibilité d'analyser toutes les données qui ont abouti au succès d'Octobre, et prédéterminé la dictature de la terreur : irruption de la violence, coup d'État de Lénine, schisme bolchevik.

2. HISTORIQUE DE L'INSURRECTION D'OCTOBRE

Fin de la république oratoire de Kerenski

« Avant Kornilov, tout était encore possible ; après le putsch, rien ne l'était plus[11]. » Formulé cinquante ans après l'événement, ce jugement de Kerenski se situe à l'intérieur d'une société politique imaginaire où, à l'arrière, la loi eût été la loi, aux armées, un ordre, un ordre ! En vérité, le putsch ne sonne pas le glas d'un régime, il est l'expression de son échec. Dire qu'il prive le Gouvernement de l'appui de l'armée en cas de soulèvement bolchevik est également illusoire ; l'armée n'intervient dans la vie politique que pour détruire le Gouvernement, susciter un autre régime, que celui-ci émane du commandement ou bien des soviets de soldats. Le putsch, son échec, l'insurrection d'Octobre n'ont rien montré d'autre.

Seulement, le régime Kerenski, ultime variante du double-pouvoir, ne peut survivre que s'il ressuscite cette société où l'armée jouerait à nouveau sa double fonction, patriotique et répressive, et où la vie politique serait entre les mains de la république des partis. Au lendemain du putsch, vu la poussée bolchevik, ce pays « légal » est de moins en moins le pays réel ; toutefois, comme avant les élections du deuxième congrès des soviets sa représentation n'a guère changé depuis février, Kerenski se trouve toujours à son centre, en position d'arbitre. En tant que chef du Gouvernement, vainqueur de Kornilov, il peut fixer les règles du jeu politique ; pour ce faire, il dispose de l'appui des hommes de Février, populistes, S.R., mencheviks, qui, même s'ils lui sont personnellement peu favorables, sont nécessairement solidaires du régime qu'ils ont institué ensemble[12]. Ils sont d'autant plus hostiles au pouvoir des soviets qu'ils sont en train d'en perdre la direction. La participation des K.D. au Gouvernement est l'éternel sujet des débats[13].

En septembre et octobre, ils tentent ensemble une nouvelle expérience pseudo-représentative. Tandis que Kerenski, chef du Gouvernement, essaie, par ses visites aux armées, de ressusciter ses exploits du printemps, de restaurer la discipline, ses alliés politiques se demandent si, pour y parvenir et prévenir ainsi l'insurrection bolchevik annoncée aux quatre vents, il ne serait pas plus efficace de changer de politique. Le temps d'en débattre, de

se diviser encore sur cette éventualité, de réduire à néant la base, déjà vermoulue, du double-pouvoir, la république des orateurs avait vécu.

1. Comparée aux bouleversements qui transforment la société, la scène politique, avec ses gestes et ses discours, apparaît un peu, après coup, comme un théâtre d'ombres où les mêmes acteurs jouent une fois de plus les mêmes rôles, devant un public de moins en moins attentif, ou occupé ailleurs.

Le premier acte, pourtant, fut assez neuf. Dans le décor du soviet de Petrograd, foyer de la révolution, le 31 août 1917, au plus fort de la mobilisation populaire contre le général Kornilov, une motion bolchevik, présentée par Kamenev, obtenait la majorité pour la première fois depuis février[14]. Jugeant, comme la plupart des socialistes, que la démission des ministres K.D., en pleine crise, révélait leur collusion avec les auteurs du putsch, elle condamnait, une fois de plus, le principe d'un Gouvernement de coalition, sanctionnait les changements que le parti bolchevik avait apportés à sa politique agraire, précisait sa position sur le contrôle ouvrier. Sans nommer explicitement le pouvoir des soviets, elle en appelait à un Gouvernement sans la participation des bourgeois[15].

Tseretelli rappela, une fois de plus, le catéchisme des partisans de la coalition : « La remise complète du pouvoir entre les mains du prolétariat ne correspond pas aux exigences du moment et ne s'appuie sur aucune réalité. Les réformes proposées par les bolcheviks sont inexécutables en ce moment. Ou bien elles tromperont les masses, ou bien elles provoqueront l'anarchie. La remise du pouvoir entre les mains de la démocratie révolutionnaire sans le soutien des autres couches de la population sera la défaite de la démocratie. Le passage du pouvoir entre les mains des soviets est attendu avec impatience par les adversaires de la révolution[16]. »

2. La réponse est un prikaze à l'armée et à la flotte qui, rejetant sur le putsch la responsabilité de la désorganisation des forces militaires, « interdit toute lutte politique dans l'armée afin qu'elle se consacre à la défense de la patrie ». Kerenski ordonnait de mettre fin aux arrestations d'officiers, de cesser la formation arbitraire de détachements sous prétexte de combattre la contre-révolution. Il ordonnait également aux organisations de soldats de se dessaisir des voies de communications. Bref, cet avertissement s'adressait plus aux soldats qu'aux officiers, aux défenseurs du régime de février qu'à ceux qui avaient voulu le renverser. En outre, Kerenski, loin d'infliger le

châtiment qu'on attend, se montre soucieux de laisser fonctionner la justice, se contente de demander au soviet de déléguer deux de ses membres à la commission extraordinaire chargée de l'enquête. Alors qu'une partie des Cosaques eux-mêmes tient à affirmer qu'elle n'a pas participé au complot, ou qu'elle a été trompée, demandant, comme la troupe, le châtiment du coupable, Kerenski accuse, certes, mais ne frappe pas. Les bolcheviks triomphent : tout cela n'est-il pas la preuve de la collusion entre Kerenski et Kornilov[17] ?

3. La proclamation de la République le 1er septembre 1917 par Kerenski, saluée par le *Tsik*, apparut une déclaration de guerre à la droite mais sans portée réelle, tout juste destinée à donner le change[18]. Kerenski, pourtant, ne l'entendait pas ainsi. En juriste, il jugeait qu'ayant rompu l'accord conclu en février sur « la non-prédétermination de la nature du régime avant une décision de la Constituante », il avait véritablement franchi le Rubicon. De plus, cette décision consacrait la fin d'un certain nombre d'institutions monarchiques, comme le Conseil d'État, la Douma, etc. Surtout, sur le plan politique, elle marquait la rupture consommée du régime de février avec la droite et les « bolcheviks K.D. » de Miljukov, un divorce qui, à sa façon, était l'équivalent, à gauche, de la rupture des social-démocrates avec Lénine et ses amis.

4. Le « gauchissement » opéré par Kerenski était un simple retour à la situation d'avant février lorsque, n'étant membres ni des institutions en place ni de l'opposition illégale, les représentants de la bourgeoisie radicale et de la petite bourgeoisie socialiste modérée se trouvaient coincés entre des forces bien plus puissantes qu'eux. En septembre, les ponts étant coupés avec les représentants de ces forces opposées qui les écrasaient, à gauche les bolcheviks, à droite les monarchistes et la droite des K.D., les « hommes de février » (la gauche des K.D., les mencheviks, les S.R., etc.) avaient seulement la possibilité de donner de la voix au sein d'institutions où ils seraient surreprésentés s'ils voulaient perpétuer l'illusion que leur arbitrage était à la fois nécessaire et légitime. Telle fut la fonction des assemblées créées après le putsch Kornilov sur l'initiative du Bureau des soviets (le *Tsik*) et du Gouvernement (conférence démocratique, conseil de la république). En participant à leurs débats, Kerenski tenait la promesse faite aux partis socialistes lorsque ceux-ci lui avaient apporté leur appui contre Kornilov : il acceptait que la « démocratie organisée » définisse à la fois les fondements du nouveau pouvoir et le contenu de sa politique, bref, que le

pouvoir en émane. Il acceptait, aussi, implicitement, d'être responsable devant un préparlement[19].

Convoquée et organisée par le Bureau des soviets, la *Conférence démocratique* avait une composition qui reflétait la variété des institutions existant pendant la révolution plus que leur importance numérique ou leur force réelle : plus de trente catégories d'organisations étaient représentées depuis la Ligue du clergé et des laïcs jusqu'aux soviets ; mais les nationalités, par exemple, toutes réunies n'avaient que 43 représentants pour 1 250 participants. Surtout, ayant moins perdu d'influence hors des soviets que dedans, les organisateurs S.R. et mencheviks, majoritaires au Bureau des soviets, bien que réputés démocrates, procédèrent à une répartition des sièges à leur mesure : les soviets ouvriers et soldats n'avaient droit qu'à 230 représentants, comme les soviets paysans, mais les Conseils municipaux avaient 300 représentants, les zemstvos 200, le mouvement coopératif 161, etc. En dépit de ce « truquage », au moment des votes, le pointage des voix ne leur réserva pas moins de surprises[20].

Le principe de la participation de la bourgeoisie au Gouvernement fut approuvé mais après un vote et des amendements confus, contestés, contradictoires[21].

« Je n'y comprends rien », commenta Kerenski. Il n'était pas le seul. Les débats qui suivirent furent à nouveau la risée de la droite et des bolcheviks. Les élus n'étaient pas seulement incapables de définir une ligne politique claire, ils ne parvenaient même plus à se faire entendre ; tapages, claquements de pupitre, hurlements et sifflets accusaient la dérision de ces débats[22].

La deuxième tâche de la conférence démocratique était de définir la nature du Pré-parlement, l'instance devant laquelle le Gouvernement serait responsable. Selon Kerenski et Tseretelli, la composition et la réunion de ce Pré-parlement étaient de la compétence du Gouvernement, pas de la conférence. Au moins celle-ci pouvait-elle formuler des directives d'ensemble. Par 744 voix contre 383, elle décida que la bourgeoisie devrait y être représentée. Kerenski fixa le nombre de ses représentants à 250, celui de la démocratie à 402, choisis au prorata des 1 300 membres de la Conférence : les soviets avaient droit à 38 représentants, les coopératives à 24, etc.[23].

À l'annonce du résultat, les bolcheviks quittaient la séance. « En réunissant cette conférence », concluait Bukharine, « le *Tsik* a montré son

incompréhension absolue des problèmes du moment. » Les conciliateurs étaient satisfaits, jusques et y compris V. Tchernov, pourtant à leur gauche : « On a accepté un programme (celui du 14 août), on a accepté le principe de la responsabilité du pouvoir refusé par le Gouvernement depuis février), on a accepté le principe de la création d'un organe de contrôle démocratique (le futur préparlement). Ceux qui ne sympathiseraient pas avec ces principes auront contre eux la démocratie[24]. » V. Tchernov avait toujours été un rêveur : il ne voyait pas que ce programme était de paille, quoiqu'il n'y avait plus de pouvoir et qu'en matière de démocratie, l'organe de contrôle, vu son mode de recrutement, n'avait pas de leçons à donner. La classe politique avait néanmoins le sentiment de reprendre en main les affaires du pays.

Kerenski ouvrit la session du Pré-parlement ou conseil de la République le 7 octobre. Il était présidé par C. Brechkovskaja, une femme, « spectacle unique ». Très applaudi, Kerenski définit devant les premières institutions de la République la tâche du nouveau Gouvernement : défendre le pays, restaurer son potentiel militaire, établir avec les alliés les conditions d'une paix durable. Aussitôt Trotski demanda la parole au nom du groupe bolchevik.

> « Le but officiel de la conférence démocratique réunie par le comité central exécutif des soviets était le remplacement du régime personnel irresponsable qui a engendré l'affaire Kornilov, l'instauration d'un gouvernement responsable, capable de liquider la guerre et d'assurer la réunion de l'Assemblée Constituante. Entre-temps, dans le dos de la conférence et dans les coulisses, Kerenski, les S.R. et les mencheviks ont atteint un résultat qui est exactement le contraire de l'objectif qu'ils étaient censés poursuivre, en bref, un pouvoir s'est constitué dans lequel les Kornilovites cachés jouent les rôles dirigeants. En outre, le caractère totalement irresponsable de ce Gouvernement s'est ouvertement proclamé. Quant au Conseil de la République, corps délibératif, c'est une édition nouvelle de la Douma de Bulygin. Le nombre des éléments bourgeois entrés au conseil est sans rapport, les élections le montrent, avec celui auquel ils ont droit. Néanmoins, les K.D. qui voulaient que le Gouvernement dépende de la Douma, ne souhaitent pas, après huit mois de révolution, que le nouveau cabinet dépende du conseil (…). Dans l'industrie, l'agriculture, le

ravitaillement, la politique du Gouvernement et des possédants intensifie la désorganisation engendrée par la guerre. Les classes bourgeoises, qui provoquent un soulèvement paysan (*bruits, protestations, c'est faux*), qui provoquent une guerre civile, entreprennent maintenant d'y mettre fin ; ouvertement elles veulent instaurer la famine pour mieux pouvoir étrangler la révolution et l'Assemblée Constituante. La politique étrangère de la bourgeoisie et du Gouvernement n'est pas moins criminelle. Après quarante mois de guerre, un danger mortel menace la capitale. L'idée d'une reddition de la capitale de la révolution ne soulève pas la moindre indignation dans les classes bourgeoises (*bruits, protestations*). Au contraire, elle est acceptée comme la trame d'une politique qui doit faciliter la contre-révolution. Pour répondre à la menace, un plan est sur pied pour transférer le Gouvernement à Moscou. Au lieu de reconnaître que le salut du pays repose sur la conclusion de la paix, au lieu de proposer une paix immédiate à tous les peuples épuisés par la guerre pardessus la tête de tous les gouvernements impéralistes et du corps diplomatique, rendant ainsi impossible la continuation de la guerre, le Gouvernement Provisoire, sous les ordres des contre-révolutionnaires K.D. et des impérialistes alliés, prolonge sans raison cette guerre dévastatrice. Il prépare la reddition de Petrograd et la défaite de la révolution, tandis que les marins et les soldats bolcheviks meurent à côté des autres soldats et marins pour prix de leurs erreurs et de leurs crimes (*fort mouvement général de protestation au centre et à droite*). Le soi-disant haut commandement attaque les presses des journaux bolcheviks (…). Aussi, nous, fraction bolchevik de la social-démocratie, déclarons : avec ce Gouvernement qui trahit le peuple (*bruits au centre et à droite ; canaille*), avec la complicité du conseil de la contre-révolution (*bruits, cris*), nous n'avons rien en commun (…). En le quittant, nous appelons les ouvriers, les paysans, les soldats à la vigilance, à montrer leur courage.

Sa philippique terminée, à la stupéfaction générale, tous les bolcheviks se levèrent et quittèrent la séance : ce départ était le premier acte de l'insurrection d'Octobre[25].

Le départ spectaculaire des bolcheviks fut interprété comme le signe avant-coureur d'un nouveau soulèvement. Étant donné la faiblesse du

Gouvernement et l'incapacité des militaires à faire triompher la manière forte, comment le pouvoir pourrait-il s'y opposer ?

Pendant les deux semaines qui suivirent, une fois constitué le nouveau gouvernement Kerenski[26], il ne fut question que des projets des bolcheviks, de la préparation du 2e congrès des soviets, où, ayant certainement la majorité, les bolcheviks déclareraient que les soviets prenaient le pouvoir. Chaque jour, la presse d'extrême-gauche évoquait l'éventualité d'une insurrection bolchevik. Kerenski et Terechtchenko répétèrent à Buchanan, ambassadeur de Grande-Bretagne, ce qu'ils avaient dit aux autres ministres : « De fortes mesures disciplinaires allaient être adoptées tout de suite, et tout soulèvement bolchevik serait fermement réprimé (suppressed) ». « Il faut aller au combat et peut-être le chercher ; une contre-révolution, pas nécessairement monarchique est le seul espoir de sauver le pays », ajoutait Teretchtchenko[27].

Le 17 octobre, au conseil des ministres, Kiskin' déclarait que le Gouvernement pouvait faire face à des désordres mais pas à un soulèvement. À cette date, aucune mesure n'avait encore été prise contre les bolcheviks et on ne savait pas qui aurait la responsabilité de cette défense : le colonel Polkovnikov, commandant la garnison, le ministre de l'Intérieur ou Kerenski en personne. « Nous ne pouvons tout de même pas rester plantés là à faire les imbéciles », commentait Tret'jakov. Ce jour-là, Kerenski revenait d'une tournée aux armées ; il voulait y retourner, Konovalov l'en dissuada. La situation était trop grave à Petrograd. Mais Nikitin' et Verkovskij étaient confiants et Kerenski déclara qu'il souhaitait un « coup » bolchevik « pour pouvoir le mater ». Pourtant, lorsque le ministre de la Justice renouvela l'ordre d'arrêter Lénine, le colonel Polkovnikov lui répondit « qu'il n'en avait pas les moyens ». Le Gouvernement était-il inconséquent ou sûr de lui ? « Ils sont cinglés de nous relâcher maintenant », confiait Dybenko à Raskol'nikov en sortant de prison[28].

L'imminence d'une insurrection, confirmée par la radicalisation des attitudes, conduit une partie de la « majorité » conciliatrice à envisager un retournement complet de la politique appliquée jusqu'alors[29]. Puisque la poursuite de la guerre n'avait pas eu pour effet, comme on se l'imaginait, de mettre un frein au processus de décomposition sociale et politique, peut-être la paix y parviendrait-elle mieux. L'annonce d'une telle décision paralyserait les bolcheviks ; elle leur « couperait l'herbe sous le pied », elle

assurerait l'avenir de la démocratie. En outre, libérée par la démobilisation de ses éléments les plus instables, ainsi épurée, l'armée pourrait à nouveau remplir à l'intérieur sa fonction répressive. Il ne serait pas question de paix séparée, mais d'une proposition de paix à tous les belligérants, qui aurait au moins pour effet de montrer, de façon manifeste, que le gouvernement exerçait une pression effective sur les alliés : « Devant l'impatience pour la paix, écrivait Stankevitch à Kerenski, il conviendrait que les officiels présentent les faits de telle façon que le refus de la paix ne vienne ni de la Russie ni de ses Alliés, mais de l'ennemi. Je vous implore de faire quelque chose sur cette question brûlante[30]. » Comme à la veille de la chute du tsarisme, à l'époque des conspirations de palais, on trouve la trace de ces projets dans plusieurs milieux politiques. Ils ont tous le même objectif, mais ne communiquent pas nécessairement entre eux :

– « Ballon d'essai » du K.D. Boris Nolde dans *Retch :* ne pas toujours voir une manœuvre dans les propositions de paix de l'ennemi[31].

– Plan de paix du *Tsik,* pour Stockholm, « Prikaze I de la diplomatie russe » qui admet le retour à l'Allemagne de ses colonies, évoque le droit à l'autodétermination des Polonais de l'Empire russe, pas des autres[32].

– Proposition publique du général Verkovskij « pour une paix immédiate » et la constitution d'une armée-croupion destinée à assurer l'ordre. Le ministre de la guerre fut aussitôt révoqué[33].

– Projet Kerenski d'une annonce spectaculaire de l'ouverture de négociations de paix et de la rédaction d'un décret sur la terre. Formulé au moment même où l'insurrection d'Octobre prenait forme, il devait permettre un écrasement préventif du mouvement[34].

L'insurrection avait commencé. Réunis au Palais d'Hiver, les membres du Gouvernement Provisoire délibéraient[35]. Kerenski voulait qu'on arrête les membres du P.V.R.K., comité révolutionnaire constitué en Octobre. « Je ne voulais pas engager l'épreuve de force contre les bolcheviks sans l'accord explicite des représentants de la nation » a expliqué Kerenski. Sitôt dit, il se rendit inopinément au palais Marie, siège du Pré-parlement. Le ministre Nikitin' était à la tribune… Il lui céda la parole : « Blême, excité, les yeux rouges de fatigue, mais l'allure quelque peu triomphante, Kerenski déclara que le Gouvernement l'avait chargé de faire ce rapport. » Ce discours, son dernier discours, fut un des plus applaudis : Kerenski stigmatisa les partisans de la dictature, qu'elle soit de droite ou de gauche, il lut des textes de la semaine où Lénine lançait un appel ouvert à

l’insurrection ; il annonça que le soulèvement commençait précisément au moment où s’achevait la procédure qui remettait aux comités le soin de régler temporairement le problème de la terre jusqu’à ce que l’Assemblée Constituante en décide souverainement. « Certes le Gouvernement peut être accusé… – De bêtise, crie Martov le Gouvernement peut être accusé de faiblesse, d’extrême tolérance, mais au moins personne ne peut dire qu’il a pris des mesures portant atteinte aux libertés tant qu’il n’y avait pas de réel danger pour l’État. Aujourd’hui, l’État est en danger… »

Le discours de Kerenski avait été plusieurs fois haché d’applaudissements. La péroraison avait été saluée, debout, par la quasi-totalité du Conseil provisoire de la République. Seuls le petit groupe des S.R. de gauche, avec Kamkov et les internationalistes mencheviks, autour de Martov, demeurèrent assis. Kerenski pointa son doigt sur eux : « Vous devez décider *maintenant* si vous êtes du côté de la liberté ou contre… Si vous croyez que la vérité est de l’autre côté, comportez-vous comme des hommes, prenez place dans leurs rangs. » L’assemblée se leva à nouveau et fit une bruyante ovation à Kerenski. L’émotion était générale : « En quittant la tribune, rapporte Sukhanov, Kerenski se heurta à moi. Il avait vu que j’étais demeuré assis. Il me regarda dans les yeux, puis détourna le regard et me tendit la main[36]. »

Sûr d’obtenir un vote de confiance, Kerenski avait quitté le palais Marie. Après l’interruption de séance, les groupes se concertèrent ; l’émotion passée, la république des orateurs reprit ses habitudes. Dan, au nom des mencheviks, stigmatisa les bolcheviks qui jouaient la politique du pire. « Ce n’est pas par la force des armes qu’il faut les vaincre, mais par des mesures qui donneront satisfaction à l’opinion, et avant tout la paix (…). Nous devons *immédiatement* demander des négociations pour la paix. » L. Martov déclara à son tour que « si l’action en cours (c’est-à-dire les bolcheviks) conduisait à la guerre civile et à la contre-révolution, la responsabilité en retomberait sur le Gouvernement ». Les S.R., le mouvement coopératiste de Kuskova, les K.D. voulaient voter une motion de confiance, une sorte de blanc-seing à Kerenski. Mais l’appareil des S.R., avec Gots, se rallia à la formule de Dan qui préconisait l’annonce immédiate d’un décret sur la paix et d’un décret sur la terre, la constitution d’un comité de salut public agissant en accord avec le Gouvernement. Les conciliabules se poursuivaient, interminables. Une partie des membres du Conseil avait quitté les lieux. On apprit alors que la garde des ponts avait

été changée, que l'Agence télégraphique de Petrograd était aux mains des bolcheviks. Enfin, le vote eut lieu. Par 122 voix contre 102, la motion Dan l'emportait, le groupe Martov s'y était rallié. Cette proclamation des résultats frappa l'assistance « comme un coup de tonnerre ». Non, l'assemblée n'avait pas voulu cela… « Mais ce n'est pas un vote de confiance », s'exclama Kerenski.

Aussitôt, il remettait sa démission à Avksent'ev, président du Conseil de la République. Dan et Gots intervenaient : eux non plus n'avaient pas voulu cela. Hostile à la motion, Avksent'ev accepta néanmoins de se joindre à eux pour prier Kerenski de demeurer à son poste ; Kerenski les reçut avec hauteur. « Nous avons insisté, raconte Dan, pour que le soir même le Gouvernement annonce que d'importantes décisions avaient été prises concernant la paix, la terre, l'Assemblée Constituante. Kerenski répondit qu'il n'avait pas besoin de leurs conseils ; l'heure n'était pas aux bavardages, mais à l'action. Puis, il consulta les membres de son cabinet et déclara sèchement qu'il prenait acte de notre refus de le soutenir sans y mettre des conditions (…). Les dés étaient jetés[37]. »

Demeurés seuls, les membres du gouvernement étudièrent une fois de plus les mesures à prendre pour prévenir l'insurrection. Kartasev était le plus violent. « Que ce ministre de Dieu est assoiffé de sang », lui lança Kerenski. Il laissa l'intérim du Gouvernement à Konovalov et partit prendre la tête des troupes qui devaient marcher sur Smolny, siège du parti bolchevik et du 2e connongrès des soviets. Ne trouvant pas d'automobile, il emprunta celle de l'ambassade américaine. Il était tôt le matin et à son passage, civils et soldats l'acclamèrent, comme il avait été toujours acclamé, jusqu'au bout, et par ceux-là mêmes qui étaient en train de le renverser. Kerenski raconte : « Le salut était amical. » Il rit : « Juste au tournant du palais, je vis visve vis que pendant la nuit on avait écrit à la peinture sur le mur, en lettres énormes : "À bas le juif Kerenski. Vive Trotski"[38]. »

Il y avait partout des patrouilles de Gardes Rouges et Kerenski comprit instantanément que la ville lui échappait. Cherchant à ne pas se faire reconnaître, il traversa la ville à une vitesse de plus en plus accélérée. Il ne devait plus y revenir.

Chassé croisé. Quelques heures plus tôt, Lénine avait quitté sa cachette. Ignorant à quel point la situation s'était déjà retournée, il chercha lui aussi à

échapper aux patrouilles, à ne pas se faire reconnaître. Il y parvint et réussit, mais non sans alerte, à atteindre Smolny.

Il y prenait en main la direction de cette seconde révolution que, depuis juillet, il n'avait cessé de préparer[39].

LÉNINE, STRATÈGE DE L'INSURRECTION D'OCTOBRE[40]

Pour Lénine, la nécessité d'une seconde révolution fut évidente dès le lendemain des Journées de Juillet, qui avaient pour résultat « de faire passer le pouvoir aux Kaledine ». Le général cosaque avait dit lui-même, à la conférence de Moscou, ce que les conciliateurs avaient feint de ne pas entendre : « C'est vous, ministres socialistes qui "nous" avez appelés à la rescousse le 3 juillet… » Personne n'osa démentir… Le général cosaque crachait au visage des mencheviks et des S.R. : « Divine rosée », dirent-ils en s'essuyant le visage. Les mencheviks-S.R. refusaient de voir cette vérité en face ; pourtant, c'était un fait « même si les Kaledine ne mettaient pas aussitôt le pouvoir à profit pour instituer une dictature complète ». Dans les *Pages d'un publiciste*, Lénine ajoutait : « On juge un pouvoir à ses actes, non à ses paroles. Depuis le 5 juillet, les actes du Gouvernement montraient que les Kaledine exerçaient le pouvoir, ils progressaient lentement mais sûrement, obtenant chaque jour des "concessions" grandes et petites : un jour, c'est l'impunité des élèves-officiers qui ont saccagé la *Pravda* et procèdent à des arrestations arbitraires ; le lendemain, c'est la loi sur l'interdiction des journaux, puis la loi sur l'interdiction des réunions et des congrès, sur le bannissement sans jugement, sur l'emprisonnement pour outrage aux ambassadeurs des puissances amies, la loi sur les travaux forcés pour atteinte à l'autorité du gouvernement, la loi rétablissant la peine de mort sur le front et ainsi de suite. Les Kaledine ne sont pas des imbéciles. Pourquoi se précipiteraient-ils, tête baississée, au risque d'échouer, quand ils obtiennent chaque jour, morceau par morceau, ce dont ils ont besoin ? Et ces benêts de Skobelev et Tseretelli, de Tchernov et Avksent'ev, de Dan, de Lieber de s'écrier : victoire, victoire de la démocratie à chaque progrès des Kaledine, voyant une "victoire" dans le fait que les Kaledine, les Kornilov, les Kerenski ne les avalent pas d'une bouchée. » Et Lénine concluait : « Il est tout à fait évident qu'un revirement décisif, loin d'être facile en ce moment, est au contraire devenu absolument impossible, à moins d'une

nouvelle révolution… Le pouvoir est déjà en d'autres mains, la démocratieeee révolutionnaire ne l'a plus, d'autres l'ont pris et affermi[41]. »

Ainsi, pour Lénine, à un moment où, certes, « les signes d'un revirement social étaient là », c'est-à-dire avant le putsch, mais pas encore réalisées les conditions pour une deuxième victoire, la voie constitutionnelle ne pouvait mener à rien. Or, Lénine s'était trompé, les Kaledine étaient des imbéciles… Ils s'étaient précipités, tête baissée. Leur putsch échoua. Le rapport des forces se modifiait entièrement et Lénine proposa incontinent une nouvelle tactique pour la prise du pouvoir. L'unité « des soviets » existait à nouveau. Le vote du 31 août attestait des possibilités infinies qui s'ouvraient à eux. Dans son article, *Sur les compromis*, Lénine expliqua qu'une coopération était désormais possible entre les bolcheviks et les autres partis des soviets et possible d'en revenir provisoirement au mot d'ordre des bolcheviks d'avant juillet « tout le pouvoir aux soviets », qui impliquait un développement pacifique de la révolution. Pour leur part, « les bolcheviks s'abstiendraient *dans l'immédiat* de mettre en avant leur mot d'ordre du passage du pouvoir au prolétariat et aux paysans pauvres et ne mettraient plus en avant le mot d'ordre d'une méthode de combat révolutionnaire pour la réalisation de ce programme ». Deux jours plus tard, toutefois, Lénine faisait ajouter un post-scriptum à son article. Étant donné que les mencheviks et les S.R. refusaient de se dresser résolument contre Kerenski, la révolution pacifique n'avait plus de sens. Il revenait sur ce post-scriptum les jours suivants, marqués par l'alignement du soviet de Moscou sur le soviet de Petrograd. « La révolution pacifique demeurait possible et tout le pouvoir passait aux soviets. »

Rassérénés par ces propos, les dirigeants bolcheviks repoussèrent l'idée de boycotter la conférence démocratique que réunissait Kerenski. Depuis l'échec des Journées de Juillet, le comité de Petrograd et l'organisation militaire n'osaient plus préconiser les attitudes extrêmes, ils se rallièrent à la participation. Frappés par le « complexe deeee Juillet », hostiles désormais à toute aventure, ils définissaient comme « aventureuse » toute voie qui n'était pas représentative. Ces marxistes oubliaient les avertissements de Marx sur les illusions deede la représentation, ses vertus proprement conservatrices. Au contraire, jugeant la situation politique entièrement retournée depuis l'échec du putsch Kornilov, Lénine envoyait lettre sur lettre au comité central pour lui signifier que les bolcheviks devaient prendre le pouvoir. Dès le 30 août, en pleine lutte contre Kornilov,

il avait écrit : « Seul le développement de cette lutte peut *nous* mener au pouvoir ; en faisant de l'agitation, il ne faut guère en parler (tout en sachant fermement que les événements peuvent, dès demain, nous porter au pouvoir et que nous ne le lâcherons plus quand nous l'aurons pris)[42]. » Quelques jours plus tard, il chargeait Smilga, membre du comité de Petersbourg, de remettre au comité central et aux comités de Petrograd et de Moscou une lettre intitulée *Les bolcheviks doivent prendre le pouvoir.* Il montrait qu'ayant désormais la majorité aux soviets de Moscou et de Petrograd, les bolcheviks le pouvaient et le devaient. « Ils le *pouvaient,* car la majorité agissante des éléments révolutionnaires du peuple des deux capitales suffisait pour entrarraîner les masses, pour vaincre la résistance de l'adversaire, pour l'anéantir, pour conquérir le pouvoir, pour le conserver. En proposant sur-le-champ une paix démocratique, en donnant aussitôt la terre aux paysans, en rétablissant les institutions et les libertés démocratiques foulées aux pieds et anéanties par Kerenski, les bolcheviks formeront un Gouvernement que personne ne renversera. » Ils le *devaient* « car le Gouvernement provisoire était incapable d'empêcher la reddition de Petrograd devant les armées du Kaiser (…). Il s'agit de rendre claire aux yeux de notre parti la tâche qui lui incombe : mettre à l'ordre du jour l'insurrection armée à Petrograd et à Moscou (et dans la région) ; la conquête du pouvoir, le renversement du Gouvernement. Réfléchir à la façon de faire de la propagande à cette fin, sans le manifester dans la presse. Se rappeler les paroles de Marx sur l'insurrection : l'insurrection est un art[43] ».

Accompagnant ce texte d'une autre lettre, Lénine montrait que d'un point de vue marxiste, en juillet, l'insurrection était du blanquisme, mais pas après l'aventure Kornilov. Il jugeait nécessaire l'organisation d'un État-Major de l'insurrection ; il en imaginait les premières opérations, expliquait ce que Marx appelait l'art de l'insurrection. Il concluait sa lettre au comité central par une invitation pressante : « Attendre une majorité formelle (dans les soviets) serait naïf de la part des bolcheviks : cela, aucune révolution ne l'attend. Kerenski et Cie n'attendent pas non plus ; ils préparent la reddition de Petrograd. Ce sont précisément les pitoyables hésitations de la conférence démocratique qui doivent faire et feront perdre patience aux ouvriers de Petrograd et de Moscou. Si nous ne prenons pas le pouvoir dès maintenant, l'Histoire ne nous le pardonnerait pas[44]. »

Les bolcheviks jugèrent ces propos inopportuns et quelque peu intempestifs. Lénine leur paraissait obsédé par le pouvoir. Ils avaient décidé de participer à la conférence démocratique et Lénine écrivait : « Vous serez des traîtres et des misérables si vous n'envoyez pas le groupe bolchevik dans les usines, pour aller encercler la conférence démocratique et mettre toute cette racaille en prison. » Stupéfaits, ne sachant que faire, les membres du comité central décidèrent de brûler cette lettre de Lénine. Toutefois, ils refusèrent de voter une motion de Kamenev « jugeant inadmissibles dans les conditions actuelles toutes manifestations de rue ». Ils participèrent à la conférence démocratique, mais le 21 septembre, encouragés par la séance du 20 au soviet où la conférence avait été jugée non représentative, le comité central aborda à nouveau le problème de la participation. Trotski, soutenu par Staline, préconisait le boycott du pré-parlement, Kamenev et Rykov y étaient hostiles. Le boycott l'emporta de justesse, 9 voix contre 8 ; l'écart étant jugé insuffisant, il fut décidé de consulter les élus provinciaux : par 77 voix contre 50, le boycott fut repoussé : « Il ne s'agit pas de recommencer les bêtises de juillet », commenta l'un d'entre eux. Lénine était furieux ; de Vyborg, où il se trouvait maintenant, il notait sa désillusion : « À la tête de notre parti, il y a trop d'hésitation (…). Trotski a été pour le boycott, bravo camarade Trotski[45]. »

Chaque jour, Lénine adressait missive sur missive au comité central, au comité de Petersbourg mais la tendance parlementariste ne voulait pas l'entendre. Celle-ci se trouvait renforcée par le ralliement de Zinov'ev, traumatisé par l'échec des journées de juillet, et qui craignait que la préparation d'une insurrection ne sonnât le glas du parti au moment où il ne cessait de gagner du terrain dans les soviets. Le fait que Trotski, un rallié de fraîche date, peu attaché au destin propre du parti, soit du côté du mouvement, renforçait leur position.

La victoire des bolcheviks au deuxième congrès des soviets était considérée par la tendance Kamenev-Rykov comme la garantie de la réunion de l'Assemblée constituante, où, avec plus du tiers des sièges, les bolcheviks espéraient faire aboutir toutes les réformes de structure. Le problème des élections était à l'ordre du jour, élections aux soviets, élections à la constituante, etc. Approuvé par le comité central, Zinov'ev lança, le 29 septembre, un appel aux travailleurs, les mettant en garde contre toute action isolée et proposant une alliance à l'aile gauche des mencheviks et aux S.R. de gauche. Lénine répondit par un article furieux,

La crise est mûre : « Les bolcheviks seraient des misérables traîtres à la cause du prolétariat s'ils se laissaient prendre à ces illusions constitutionnelles. » Le comité central censura cet article pendant une semaine[46]. »

Le même jour, dans un addendum destiné au parti, Lénine écrivait : « Il y a une tendance dans le parti pour attendre le congrès des soviets et cette tendance est hostile à un soulèvement armé. Nous devons surmonter cette tendance. Autrement, les bolcheviks se couvriraient de honte pour toujours. Ils seraient réduits à rien en tant que parti. C'est pour cela que rater un tel moment et attendre le congrès est soit de la stupidité, soit de la trahison. » Dans un autre texte, il donnait des précisions sur la façon dont pourrait s'effectuer l'insurrection : « Nous avons des milliers de soldats armés qui peuvent prendre le Palais d'Hiver d'un coup et aussi le G.Q.G., le central téléphonique… Les troupes ne marcheraient pas contre un Gouvernement de paix… Kerenski devra se rendre. » Mais le comité central n'avait cure des missives de Lénine : le 29 septembre, le fondateur du parti bolchevik offrait sa démission du comité central : « Voyant que le comité central laisse tomber, sans même une réponse, mes écrits insistants (…) que l'organe central supprime de mes articles toute référence à des erreurs aussi éclatantes que la décision honteuse de participer au Pré-parlement, l'offre faite aux mencheviks de siéger à la présidence du presidium des soviets, voyant tout cela, je suis obligé d'y reconnaître une invitation à me retirer. Je suis obligé d'offrir ma démission du comité central… me donnant la liberté de propagande à la base du parti et au congrès[47]. »

Les progrès constants des bolcheviks, le ralliement du comité de Moscou aux thèses de Lénine, les sympathies qu'elles rencontraient également dans la capitale auprès du comité de Petersbourg jouaient dans le sens d'une révision de la politique générale du parti. La bataille se joua sur une proposition de Trotski de quitter spectaculairement le Pré-parlement une fois que le bolcheviks y auraient lu leur déclaration réclamant tout le pouvoir aux soviets. Comme le remarquait Kamenev, cette décision prédéterminait la tactique du parti pour le futur immédiat.

Trois questions se posaient aux membres de comité central quand Lénine, à son retour à Petrograd, réussit à mettre le problème de l'insurrection à l'ordre du jour. 1) S'ils prenaient le pouvoir, les bolcheviks pourraient-ils le garder ? 2) Pourquoi substituer une insurrection à une prise de pouvoir par

une décision des soviets où il était évident que les bolcheviks seraient majoritaires ? 3) Pourquoi vouloir fixer la date de l'insurrection avant le congrès des soviets ? Chez les adversaires de l'insurrection, une dernière question recouvrait les autres : l'exemple des Journées de Juillet ne devait-il pas mettre en garde contre une nouvelle « aventure » ?

La prise du pouvoir par les bolcheviks ne semblait plus une vue de l'esprit. Depuis l'échec du putsch Kornilov, bien des commentateurs, des leaders politiques également, comme L. Martov, l'éditorialiste du *Delo Naroda,* de la *Retch* l'envisageaient comme une solution possible à la crise du régime Kerenski. Nul ne considéra l'alternative bolchevik avec autant de sérieux que Bazarov, dans *Novaja Jizn'*, pour démontrer qu'en tout état de cause, si les bolcheviks prenaient le pouvoir, ils ne pourraient pas le garder longtemps[48]. Lénine répondit à ses arguments : contrairement aux dires de Bazarov, « le prolétariat n'était pas isolé des autres classes du pays », puisque déjà à la conférence démocratique, les représentants des soviets étaient dans leur majorité hostiles à toute coalition avec la bourgeoisie, même si on y incluait les représentants de la paysannerie ; il n'était pas non plus isolé des « forces vives » de la démocratie puisque déjà les S.R. de gauche et les mencheviks internationalistes de province soutiendraient un Gouvernement purement bolchevik. Surtout, Lénine montrait que l'on ne pouvait pas prétendre que le prolétariat « ne saurait pas assimiler la technique de l'appareil d'État » parce que, si l'on se référait à Marx, le prolétariat n'avait pas à l'assimiler mais à la briser et la remplacer par une nouvelle machine d'État, comme naguère la Commune de Paris l'avait tenté. « Dans la Russie de 1917, cette machine nouvelle s'appelait les soviets de députés ouvriers, soldats, paysans. Le fonctionnement du nouvel appareil d'État serait assuré. La Russie a été dirigée depuis la révolution de 1905 par 130 000 propriétaires fonciers qui ont usé de violences incessantes contre 150 millions d'hommes et leur ont imposé des vexations sans bornes (…). Et les 240 000 membres du parti bolchevik ne pourront pas, prétend-on, diriger la Russie, la diriger dans l'intérêt des pauvres et non des riches (…). Bien plus, nous avons un moyen merveilleux pour décupler tout de suite, d'un seul coup, notre appareil d'État (…) c'est l'accession des classes pauvres au travail quotidien de la gestion de l'État. (…) Nous ne sommes pas des utopistes. Nous savons que le premier manœuvre ou la première cuisinière venus ne sont pas sur-le-champ capables de participer à la gestion de l'État. Mais ce qui nous distingue de la Brechkovskaja, de Tseretelli et

des K.D., c'est que nous exigeons la rupture immédiate d'avec le préjugé selon lequel seuls les fonctionnaires riches ou issus de familles riches seraient en état de gérer l'État, d'accomplir le travail quotidien de direction[49]. »

Sur ce point, Lénine ne rencontrait pas d'opposition directe au sein de son parti. Par contre, nombreux étaient ceux qui, le problème des chances de réussite mis à part, ne comprenaient pas pourquoi Lénine jugeait la prise de pouvoir indissociable d'une insurrection armée. Il s'en était déjà expliqué : il était clair que le Gouvernement ne laisserait pas le congrès des soviets prendre le pouvoir sans réagir. D'une manière ou d'une autre, il contrecarrerait les premiers actes du congrès, il fallait le prévenir, se préparer à un soulèvement armé, garantir la victoire des soviets. Or, les bolcheviks avaient au plus une vision défensive du soulèvement. Latsis s'en est expliqué : « Peu d'entre nous concevions le début du soulèvement comme une conquête armée de toutes les institutions gouvernementales à une heure donnée (…). Nous concevions le commencement de l'insurrection comme une simple prise du pouvoir par le soviet de Petrograd. Il cesserait d'obéir aux ordres du Gouvernement Provisoire, se déclarerait lui-même le pouvoir, déplacerait ceux qui essayeraient de l'en empêcher[50]. » D'autres imaginaient plutôt que le Gouvernement essaierait de prévenir le déclenchement d'un processus semblable ; il fallait par conséquent se tenir prêts à défendre le congrès des soviets contre une menace militaire quelconque. L'insurrection était inéluctable, elle n'était pas nécessaire pour autant ; il fallait faire comme si elle devait être déclenchée, par conséquent s'y préparer, agir de telle façon que les insurgés donnent l'impression et aient eux-mêmes le sentiment qu'ils représentaient la légitimité et qu'ils se défendaient. Tel était le point de vue de Trotski. Les uns et les autres pouvaient ainsi voter avec Lénine et mettre l'insurrection à l'ordre du jour même s'ils n'avaient pas une conception offensive du soulèvement armé : c'est ce qui explique qu'à la réunion du comité central qui avait mis à l'ordre du jour le problème de l'insurrection, celle-ci fut votée par 10 voix contre 2. Ces deux opposants étaient Zinov'ev et Kamenev[51].

Ceux-ci avaient une position tout à fait différente : ils refusaient d'associer prise du pouvoir et insurrection ; ils refusaient également de poser le problème de la prise du pouvoir en termes d'ultimatum : aujourd'hui ou jamais. Ainsi, ils ne repoussaient l'insurrection que *pour*

autant qu'elle était liée au problème du pouvoir : la voie qu'ils proposaient, l'Assemblée Constituante plus les soviets, ne dépendait pas seulement des bolcheviks. L'adversaire pouvait contraindre le parti à engager une lutte décisive avant les élections à la Constituante. « Nous serons naturellement unanimes quant à la solution qui s'imposerait alors, la seule possible. Mais dans ce cas-là, une importante partie du camp petit-bourgeois nous soutiendra. Mais pour autant que le Gouvernement est souvent incapable de réaliser ses desseins contre-révolutionnaires, que le choix nous est offert, nous devons nous contenter pour l'instant d'une position de défense. »

« Pour l'instant » signifiait, dans l'esprit de Kamenev et Zinov'ev, que le rapport des forces n'était pas favorable ; en proclamant la nécessité d'une insurrection armée dans l'immédiat, le parti jouerait d'un seul coup son propre sort, celui de la révolution russe, celui de la révolution internationale.

Ainsi, Kamenev-Zinov'ev n'excluaient pas totalement l'hypothèse d'une insurrection armée qui aurait pour objet la défense de la révolution ; seulement, ils ne voulaient pas mettre cette insurrection à l'ordre du jour pour autant qu'elle était liée à la prise du pouvoir.

Kamenev et Lénine avaient deux conceptions opposées de la prise du pouvoir. Ils se heurtaient depuis longtemps. Cette fois Lénine l'emporta aisément, parce que la menace de la répression était à l'ordre du jour et que la nécessité d'organiser la défense de la révolution faisait passer au deuxième plan les considérations sur les modalités de la prise du pouvoir. Il n'était question que d'une nouvelle Korni-lovchtchna ; elle prendrait la forme d'une ouverture du front. Les bolcheviks de Petrograd en avaient eu écho : au comité du quartier de Vyborg, revenant du front, Orlov déclara que « le commissaire Wojtinskij avait menacé quelques contingents indisciplinés d'une ouverture du front[52] ».

Au soviet de Petrograd, où l'on avait eu également écho de ces rumeurs, les « conciliateurs » avaient proposé de constituer un comité de défense révolutionnaire de la capitale (P.V.R.K.). Les bolcheviks avaient accepté d'y participer. Sitôt dit, sitôt fait, le 9 octobre, une commission se constitua pour former le P.V.R.K. ; Trotski en laissa la présidence à un jeune S.R. de gauche, Lazimir. Au comité central, le 10, Sverdlov fit un rapport sur cette question juste avant que Lénine demande qu'on mette l'insurrection armée à l'ordre du jour : « une histoire trouble se trame sur le front du nord avec la retraite des troupes vers l'intérieur. De Minsk on nous fait savoir qu'une

nouvelle émeute korniloviennе y est en voie de préparation. Minsk est entouré de troupes cosaques. Des pourparlers de caractère suspect sont en cours entre l'état-major et le G.Q.G. » Ces nouvelles alarmantes impressionnèrent le comité central. Par 10 voix contre 2, la motion finale mettait l'insurrection armée à l'ordre du jour ; la motion finale la déclarait « inévitable » et associait la nécessité du soulèvement « à la préparation évidente d'une nouvelle émeute korniloviste[53] ».

Il n'y était question ni du congrès des soviets ni de la prise du pouvoir.

Lénine avait remporté un premier grand succès ; pourtant il était incomplet, puisque le problème de la prise du pouvoir n'était pas explicitement lié à celui du soulèvement armé ; au reste, Kamenev et Zinov'ev ne se considéraient pas comme irréversiblement battus. Ils ne donnaient pas leur démission du comité central et étaient même élus au comité politique de sept membres constitué à la fin de la réunion (avec Trotski, Staline, Sokolnikov, Lénine et Bubnov).

La décision prise reposait sur un malentendu, comme les événements des jours suivants allaient le montrer. En vérité, parmi les bolcheviks du comité central, il y avait plusieurs tendances ; elles allaient se révéler lorsqu'il fut question de fixer une date à l'insurrection armée.

– Derrière Kamenev, ceux qui étaient hostiles à l'insurrection armée, qui s'y ralliaient malgré tout et malgré eux pour ne pas se désolidariser de leurs camarades. Zinov'ev était d'accord sur ce point avec Kamenev et aussi quelques membres du comité central absents le 12, tels Rykov, Nogin', Rjazanov.

– À l'opposé, Lénine voulait qu'un soulèvement armé ait lieu, que ce soit avant le congrès des soviets, et qu'on en fixât la date. Il jugeait que le temps pressait, qu'il fallait passer des paroles aux actes, qu'à partir du moment où le problème du soulèvement armé des bolcheviks était devenu notoire, tout retard était une trahison. Comme tout le monde s'imaginait, le Gouvernement en premier lieu, que la date du soulèvement était fixée à l'ouverture du congrès (jusqu'au 17, on croit que ce sera le 20), Lénine souhaitait que l'insurrection ait lieu avant l'ouverture, sans relation avec la date de réunion du congrès mais en accord avec les soviets. En outre, il était clair que si l'initiative du soulèvement revenait aux bolcheviks, ils prendraient plus aisément le pouvoir que si la victoire était remportée sous l'égide des soviets, même bolchevisés.

L’attitude de Trotski était différente. Dans les instances du parti, il ne prenait guère position ; dans celles des soviets, il invoquait la nécessité de prendre le pouvoir et d’agir sans attendre. Au conseil des soviets du front nord, par exemple, le 12 octobre, il déclara : « Dans ce duel à mort avec la contre-révolution…, dussions-nous le payer de notre vie, nous devons prendre le pouvoir entre nos mains. » Il associait l’insurrection à la défense de Petrograd et il l’imaginait comme une réponse à une action gouvernementale pour disperser les soviets[54]. Bien qu’après 1924, pour s’identifier à l’action de Lénine face à Staline, il ait écrit qu’il associait « l’insurrection à la prise du pouvoir », en vérité, la prise du pouvoir par les soviets était son objectif premier, l’insurrection avait seulement pour but de la garantir, il ne la jugeait pas nécessaire mais inévitable. Par conséquent, on ne saurait lui fixer une date, peut-être même pouvait-on en faire l’économie tout en y étant préparé. Alors que Lénine entendait traiter l’insurrection comme un art, on a pu dire, selon la jolie formule de D. Geyer : « Plus que l’insurrection, Trotski traita la légalité soviétique comme un art. » S’il réussissait, qu’il y ait insurrection ou non, il mettait fin au schisme qui divisait le parti. À défaut d’avoir réconcilié mencheviks et bolcheviks, au moins réconciliait-il les bolcheviks avec eux-mêmes. Mais l’insurrection armée en soi n’entrait pas dans ses plans[55].

De fait, l’opposition à l’insurrection ne se démentit pas, dans le camp bolchevik, jusqu’aux derniers moments. À la réunion du 16 octobre, Kamenev et Zinov’ev y étaient toujours hostiles et comme le comité central s’engageait plus avant en nommant un comité révolutionnaire de cinq membres auprès du P.V.R.K., ils offrirent leur démission du comité central. Agissant comme Lénine se l’était proposé quelques jours plus tôt, ils menèrent le combat à la base et envoyèrent une lettre circulaire pour combattre le principe d’une insurrection ; cette missive tomba sous la main de la *Novaja Jizn* ’qui la publia, le 18 octobre, ce qui rendit publique la position du parti ; Lénine stigmatisa avec colère ces « briseurs de grève et traîtres ». Leur démission du comité centrai fut mise aux voix[56]. En fait, le bruit du soulèvement courait les milieux politiques depuis le 12 mais la publication de la lettre rendait plus difficile encore la préparation et le succès de l’insurrection. Trotski était obligé de démentir avec hauteur la réalité du projet, ce qui affaiblissait un peu plus le moral déjà vacillant d’une partie des troupes qui ne comprenait pas la nécessité d’un soulèvement.

Tout comme le comité de Petrograd, l'Organisation Militaire bolchevik, échaudée depuis juillet, se montrait réservée sur l'humeur des soldats et des ouvriers. G.I. Tchudnovskij, un ami de Trotski, parla contre tout soulèvement avant le congrès ; il avait l'appui de Volodarskij, Larin', Rjazanov. « On ne peut pas fixer de date, seulement avant la Constituante », expliqua Bubnov ; « dans un an peut-être », disait Kalinine[57]. Alors Sverdlov intervint : « La décision du comité central est prise, je ne permettrai pas qu'on la reconsidère. » Podvojskij demanda dix jours de délai pour rallier les régiments. Lénine s'énerva, « c'était trop ». Il était mécontent qu'on n'ait pas vérifié si les chefs de la Garde Rouge avaient une compétence militaire. « Alors, je compris quel était le véritable but de ma Garde Rouge », témoigne Podvojski[58].

La radicalisation des masses s'était traduite par la bolchevisation des institutions révolutionnaires. Le parti n'avait pas radicalisé sa politique pour autant. Lénine dut l'y contraindre, une fois de plus. Pourtant, à la base, bien des comités, des groupes armés étaient prêts, ils piaffaient. En somme, comme en juillet, à mesure que les responsabilités croissaient, croissaient avec elles le pessimisme, le doute ; les instances du parti freinaient la base, mais, différence d'avec juillet, une partie du comité central était acquis au mouvement. Daniels a raison d'écrire que la direction bolchevik, Lénine et Sverdlov mis à part, avait encore moins de confiance dans le succès de leur entreprise que leurs ennemis ne le croyaient. On peut ajouter que, paradoxalement, alors que le principe du soulèvement armé avait pour objet de donner le pouvoir au parti bolchevik, à son comité central, ce même comité central était l'instance la moins capable de réaliser ce soulèvement : c'est pour cela que fut créé ce comité des cinq. Le parti, au moins dans sa tendance activiste, ne pouvait ainsi agir qu'au travers d'autres institutions, plus bolcheviks que le comité central, i.e. le soviet de Petrograd, ou le P.V.R.K.[59].

Stratégie et tactique de l'insurrection : Lénine, Trotski

Une nouvelle fois le commandement joua de la menace allemande pour tenter d'envoyer au front une partie de la garnison. Personne ne lui fit foi, le soviet de Petrograd interpréta la démarche comme le début d'une deuxième kornilovchtchina. On imaginait aisément la manœuvre du commandement :

ou bien les troupes obéiraient à cet ordre et le commandement débarrasserait la ville de ses éléments révolutionnaires ; ou bien elles s'y refuseraient, le commandement ouvrirait le front, Petrograd serait occupé par l'ennemi ; le pays stigmatiserait les lâches et les traîtres qui avaient refusé de défendre la capitale : comme naguère Lyon, le nom de Petersbourg devrait disparaître de l'Histoire.

Pour prévenir ce plan, sauver la révolution et, si la menace était vraie, sauver la capitale, il fallait que la ville assure elle-même sa défense et crée un G.Q.G. révolutionnaire. Ce G.Q.G. doublerait le commandement et l'empêcherait de vider la ville de ses défenseurs.

La vérité était différente. Le gouvernement discuta effectivement de la menace allemande, il essaya d'en jouer, mais d'une autre façon. Il comptait envoyer au front des troupes pour en débarrasser la capitale, mais il n'avait pas l'intention d'ouvrir la route aux envahisseurs. Toutefois, comme il était prudent de replier le siège du Gouvernement à Moscou, la capitale pourrait être inclue dans la zone des armées, elle tomberait ainsi sous le commandement militaire, qui pourrait instituer la loi martiale, supprimer meetings et réunions etc. Ce serait la fin du soviet de Petrograd, il ne pourrait se tenir un deuxième congrès : il s'agirait bien d'une nouvelle kornilovchtchina.

Au soviet de Petrograd, le 6 octobre, Trotski avait mis en garde le Gouvernement contre la manœuvre : « Le soviet proteste contre le plan qui consisterait à transférer le Gouvernement à Moscou ; un tel transfert signifierait qu'il abandonne la capitale au caprice du destin. Si le Gouvernement Provisoire n'est pas capable de défendre Petrograd, qu'il conclue la paix ou laisse la place à un autre gouvernement. Le départ à Moscou serait une désertion à un poste de combat. » Trois jours plus tard, l'ordre de déplacement de troupes amène la section militaire du soviet à envisager la formation d'un G.Q.G. révolutionnaire. Les mencheviks et les S.R. s'y opposent : « Cela créerait un double commandement, ce qui affaiblirait la défense. » Finalement, il se crée un « comité de coopération avec le G.Q.G. du district militaire » ou comité de défense révolutionnaire (P.V.R.K.).

En principe, il s'agissait de défendre la capitale ; il était clair, néanmoins, au vu de la décision prise par les bolcheviks au sujet de l'insurrection, que ces objectifs, naguère antagoniques, se rapprochaient désormais.

L’insurrection devenait une manifestation patriotique contre des dirigeants incapables et seulement aptes à comploter contre le peuple.

Kerenski avait démenti : le Gouvernement ne se replierait pas à Moscou. Les rumeurs sur l’ouverture du front n’étaient pas innocentes : elles se révélèrent sans fondement. Le P.V.R.K. n’en existait pas moins, contre-pouvoir militaire face au général commandant la place[60].

À la conférence des soviets de la région du nord, réunie sur l’initiative de Trotski pour préparer le 2e congrès, les bolcheviks régnèrent en maîtres. Antonov-Ovseenko présidait : il accusa Kerenski de vouloir livrer la capitale. La fraction bolchevik donna ensuite communication de la lettre de Lénine du 8 octobre ainsi que des décisions prises concernant l’insurrection armée. Orateurs et participants furent très agressifs à l’endroit du Gouvernement ; la résolution finale fit état d’une « action immédiate ». Elle ajoutait : « Du côté des soviets n’est pas seulement le droit mais la force ; le temps des phrases est passé, est venue l’heure du soulèvement, de l’action » (Vystuplenie). « Nous sommes à la veille d’un soulèvement de masse », déclarait une autre motion de solidarité aux incarcérés des Krestys qui venaient d’entreprendre une grève de la faim. On en était aux questions pratiques : comment, où et quand décider le soulèvement. « Nous pensions, rapporta Breslav, que la conférence serait le centre de ce soulèvement ; elle en prendrait l’initiative sans attendre la réunion du congrès. » Pourtant, aucune décision ne fut prise sinon celle de garantir cette réunion, ce qui reportait l’éventualité du soulèvement au 20 octobre. De toute façon, selon Ilin’Zenevskij, l’idée dominait qu’« il fallait agir avec délicatesse et sans causer trop de dommages ». À cette date, on pouvait parler d’un essai de constituer un centre de soulèvement à partir du front nord, mais l’idée semblait peu satisfaisante[61].

De son côté, le comité exécutif des soviets, le *Tsik,* tenait sa dernière session avant de céder la place au deuxième congrès. L’éventualité du soulèvement bolchevik était à l’ordre du jour. Or les bolcheviks ne participaient guère à ces réunions où ils étaient minoritaires ; ils y avaient délégué seulement Rjazanov, pour information. En outre, ils n’avaient plus besoin d’orateurs certifiés bolcheviks pour faire entendre leur programme : l’un après l’autre, les délégués des différentes armées qui prenaient la parole s’en chargeaient. Sans exception, ils disaient tous que continuer la guerre dans ces conditions n’était plus possible. Le front vivait dans la pensée fébrile de la paix. Beaucoup d’unités exigeaient la paix quelle

qu'elle soit, même séparée. Comme le déclara l'un des orateurs : « si c'est une paix indigne (*pohadnyi*), eh bien qu'on nous donne une paix indigne ». De toute façon, les soldats déclarèrent catégoriquement qu'ils ne resteraient pas au front pour un nouvel hiver.

Le ton était donné. Au nom des S.R., Gots assura les délégués que le soviet faisait son possible pour aider à conclure cette paix. « Je ne puis croire qu'il se trouve dans l'armée russe des soldats prêts à accepter une paix dégradante et séparée et suis certain que les soldats feront leur devoir envers le pays et la révolution. »

Dan prit ensuite la parole. Depuis que Tseretelli, malade, était parti dans son Caucase natal, il était l'autorité reconnue du *Tsik.* Son expérience, ses liens avec Martov dont il était le beau-frère, la fermeté de son caractère surtout en avaient fait le leader reconnu des Conciliateurs. Il évoqua la défense de Petrograd, tête de la révolution… « Et il en est qui préparent un nouveau soulèvement des soldats et des ouvriers. Nous devons demander à nos camarades bolcheviks : à quoi vous conduit cette politique ? Rjazanov, de sa place : " Nous exigeons la paix et la terre. – La paix et la terre ? Ce soulèvement n'apportera ni la paix ni la terre mais la ruine de la révolution. " Dan pointa alors son doigt vers Rjazanov : "Les bolcheviks doivent dire s'ils préparent un soulèvement ou non. J'exige que le parti bolchevik réponde seulement par oui ou par non. Il n'y a pas d'autre réponse. " Surpris, Rjazanov répondit avec difficulté : " Je regrette de ne pouvoir répondre à une question aussi sérieuse devant une assemblée aussi peu nombreuse… En juillet, la salle était pleine… " Il commença une longue digression. Le président pria l'orateur d'en venir au fait. Alors Rjazanov se lança : " Tant que la défense de la ville sera garantie par le gouvernement provisoire et les mencheviks, la situation restera aussi grave… c'est au soviet d'assurer sa défense… c'est le seul moyen de sauver le pays… Le mouvement en train de se préparer, c'est la politique pratiquée depuis sept mois qui en est la cause. Nous ne connaissons ni la date ni l'heure du coup, mais nous disons aux masses : préparez-vous pour le combat décisif pour la paix, pour la terre, pour le pain, pour la liberté. Si le résultat doit être un gouvernement des travailleurs, nous serons dans les premiers rangs des insurgés. " »

L'émotion était à son comble : Rjazanov faisait front, il confirmait officiellement l'existence d'un projet d'insurrection. Il n'était pas question du 2e congrès dans son discours d'inspiration purement léniniste.

Bogdanov jugea qu'il n'avait pas tout à fait répondu à la question : il est vrai que pour répondre par oui ou par non, il eût fallu que les bolcheviks eussent pris une décision ferme ; il n'en était rien. Bogdanov ironisa : « À la surprise de tous, voici que les bolcheviks se mettent à parler du caractère sacré, indispensable, de la défense de la patrie… Ils ne parlent plus que de défendre la patrie. »

Bogdanov déclara qu'il voterait la motion de Dan :

« Prenant en considération le péril militaire qui menace Petrograd, la préparation du pogrom contre-révolutionnaire que met en place la réaction…

« Appelant les habitants de Petrograd à leur devoir.

« Considère que dans les conditions actuelles toute sorte de soulèvement serait inopportun, alimenterait seulement le pogrom contre-révolutionnaire, conduirait à la ruine de la révolution[62]. »

Sitôt après, le *Tsik* déplaçait la réunion du deuxième congrès du 20 ou 25 octobre pour assurer une surreprésentation aux comités du front, qu'il avait été difficile de convoquer. Il croyait « gagner cinq jours ». Il ignorait que le P.V.R.K. avait besoin de ce délai pour parachever les préparatifs du soulèvement[63].

Pendant que le comité central du parti bolchevik se divisait, que le comité exécutif des soviets s'alarmait, le P.V.R.K. agissait. Le 15 octobre, au soviet de Petrograd, les S.R. avaient tenté de retirer de l'ordre du jour le problème de l'existence et de la composition du P.V.R.K. pour le reporter, c'est-à-dire l'écarter *sine die.* Ils n'y parvinrent pas. Ils refusèrent de participer aux débats avec des S.R. de gauche et des bolcheviks pour seuls compagnons. Ceux-ci y étaient présents par leur organisation militaire, par les représentants de la flotte, etc. ; en outre, ils étaient en contact avec le centre militaire révolutionnaire des Cinq. Dès le 11 octobre, plusieurs unités de la capitale, qui voyaient dans le P.V.R.K. l'instance du soulèvement, avaient adressé des motions au soviet de Petrograd déclarant « qu'il était seul susceptible d'assurer la défense de la ville ». Ces motions étaient tantôt prises à la majorité simple, comme celle de la 1re section automobile de réserve, par 251 voix contre 173 et 57 abstentions, tantôt à l'unanimité, comme celles du régiment de réserve Egerskij, du 6e sapeur de réserve, du 180e de réserve, etc. « C'est le cœur vaillant, mais avec sérénité qu'au premier appel du soviet nous sortirions de la capitale de la révolution pour

aller mourir au front pour le bien du pays et sa liberté. » « À un gouvernement en qui nous n'avons pas confiance qui nous donnerait le même ordre sans l'approbation du soviet, nous ne pourrions que répondre : nous refusons. » De son côté, la Garde Rouge faisait savoir, vers le 15 octobre, qu'elle avait 10 000 à 12 000 hommes prêts ; en relation avec les comités de quartier, le P.V.R.K. savait également que dans le quartier Vyborg, par exemple, près de 10 000 hommes étaient mobilisés, que « les forces adverses comptaient ici tout au plus 2 300 hommes ; une unité des Bataillons de la Mort avait déjà dû quitter le quartier ; 5 000 fusils étaient disponibles ». Le 15, 8 quartiers sur 19 étaient prêts, notamment ceux où il y avait des Finnois, des Esthoniens, des Lettons. Pour prévenir l'envoi de troupes sur le front nord, la section militaire du soviet de Petrograd organisait le 18 octobre une réunion des comités de régiment de la capitale : une douzaine de régiments disaient leur méfiance au Gouvernement et se déclaraient prêts à marcher à l'appel du soviet ou du congrès ; deux régiments disaient leur désaccord, un ou deux hésitaient. Le lendemain, le comité exécutif du congrès des soviets, le *Tsik*, sur l'initiative de Dan, convoquait à son tour les délégués des régiments. Ils refusaient de voter une résolution préparée par le Bureau mais une partie des délégués se montra plus circonspecte et deux autres délégations se déclarèrent contre le soulèvement, notamment les effectifs de la forteresse Pierre et Paul et le comité de la division des autos blindées. Ce référendum terminé, le comité exécutif désigna un commissaire qui assurerait les liaisons avec le G.Q.G. et contrôlerait ses décisions. Il prendrait sous ses ordres les commissaires des différents quartiers, ce qui était une façon bureaucratique de contrôler les instances militaires des comités de la capitale et, entre autres, le P.V.R.K. Mais le soviet de Petrograd refusa.

Pourtant, au terme de ce double inventaire, il était clair, comme l'a écrit Trotski en parlant des forces armées qui stationnaient dans la capitale, que « nombreuse, la garnison n'avait pas la volonté de se battre. Les détachements de marins manquaient de nombre. La Garde Rouge manquait de savoir-faire ». Ainsi, parallèlement à la difficulté de susciter une insurrection armée, on observait une hostilité et une agressivité très réelle vis-à-vis du pouvoir, une confiance envers les instances soviétiques, *l'absence quasi totale de référence du parti bolchevik.* Le fait que presque tous les dirigeants des soviets soient bolcheviks n'est pas pris en considération sinon par les *militants* des autres partis. Ces leaders sont

suivis non en tant que bolcheviks mais en tant que leaders des soviets. Pourtant, ils ne sont devenus leaders que pour autant qu'ils avaient adopté des mots d'ordre bolcheviks (voir p. 331 et suivantes).

L'épreuve de force s'engagea sur le contrôle de la garnison, les délégués du P.V.R.K. accusant le commandement de « refuser toute collaboration » avec lui. Il frappa d'invalidité toute directive à la garnison qu'il n'aurait pas contresignée. Devant un ultimatum du Gouvernement, le P.V.R.K. accepta de négocier, mais déjà la troupe pénétrait dans les locaux des journaux bolcheviks[64].

Dès lors, l'épreuve est engagée. Après Robert V. Daniels, on peut observer chez les insurgés deux attitudes successives :

s– *Une phase défensive*, lorsque ces presses sont mises sous scellés, que le Gouvernement fait lever les ponts de la Néva (cf. *Octobre* d'Eisenstein), que les Gardes Rouges et autres éléments insurgés essaient de se saisir des lieux stratégiques pour prévenir toute répression. Toutefois la cohérence de ce plan défensif est telle que derrière les « phrases » explicatives de Staline ou de Trotski, la démocratie voit une volonté bolchevik d'en découdre. Le soir du 24, aux soviets, la République des militants tout entière s'en prend à Trotski et à Volodarskij : John Reed en a laissé le vif croquis[65].

– *Une phase offensive*, très exactement associée à la participation directe de Lénine, sorti de sa cachette, aux opérations menées contre le Gouvernement. Techniquement, cette phase avait commencé avec la prise du télégraphe et des postes. Politiquement, l'intervention de Lénine la rend manifeste. À peine arrivé à Smolny, après des péripéties légendaires, il formule des objectifs clairs, à exécuter immédiatement : prendre le Palais d'Hiver, arrêter les ministres, les mettre en prison. Attaque improvisée, selon Antonov-Ovseenko, qui devait se mener de nuit, combinée avec une salve de l'*Aurora*, et dont l'objectif immédiat était d'enthousiasmer les masses[66].

Ce premier coup de dés était suivi d'un second : avant même qu'un ultimatum fût lancé au Gouvernement Provisoire, Lénine publiait un appel du P.V.R.K. qui déclarait que le Gouvernement était destitué et que le pouvoir passait entre ses mains.

À la séance du soviet, le 25 octobre à 14 h 30, Trotski répétait que le Gouvernement n'existait plus. Pour la première fois depuis le mois de juin, le père du bolchevisme apparaissait en public. Lénine déclara :

« Camarades, la révolution des ouvriers et des paysans, dont les bolcheviks n'ont cessé de montrer la nécessité, est réalisée.
Que signifie cette révolution ouvrière et paysanne ? Avant tout, le sens de cette révolution, c'est que nous aurons un Gouvernement des soviets, notre pouvoir à tous, sans la moindre participation de la bourgeoisie. Les masses opprimées créeront elles-mêmes le pouvoir. Le vieil appareil d'État sera radicalement détruit et il sera créé un nouvel appareil de direction dans la personne des organisations des Soviets. Une nouvelle étape s'ouvre dans l'histoire de la Russie, et cette troisième révolution russe doit en fin de compte mener à la victoire du socialisme.
Une des tâches à notre ordre du jour est la nécessité de mettre immédiatement fin à la guerre. Mais pour mettre fin à cette guerre, étroitement liée au régime capitaliste existant, il est clair pour tous qu'il faut vaincre le capitalisme lui-même.
Ce qui va nous aider dans cette lutte, c'est le mouvement ouvrier mondial qui commence déjà à se développer en Italie, en Angleterre et en Allemagne. (…)
Nous possédons la force d'une organisation de masse qui triomphera de tout et qui conduira le prolétariat à une révolution mondiale. Nous devons aujourd'hui nous consacrer en Russie à l'édification d'un État prolétarien socialiste. Vive la révolution socialiste mondiale ! (*Vifs applaudissements.*)

« Mais vous anticipez sur la volonté du Congrès des Soviets », cria une voix. « Non, répondit Trotski, ce sont les ouvriers et les soldats qui, en se soulevant, ont anticipé sur la volonté du Congrès. »

Cependant Antonov, Podvoiskij, Sadovskij organisaient fébrilement l'attaque contre le Palais d'Hiver. Ils comptaient prendre Kerenski vivant et ignoraient qu'il n'était plus là. En son absence, le cabinet avait confié la lutte contre l'insurrection à Kiskin', ministre de la Sécurité sociale. Le Gouvernement commit là sa dernière maladresse : Kiskin' était connu pour son conservatisme. Lorsqu'au Quartier Général de Pskov, le commandant des armées du Nord reçut un télex de Kiskin', il crut que le ministre K.D. avait évincé Kerenski et il arrêta l'envoi des renforts destinés à Petrograd. Le temps que le malentendu se dissipe, Octobre l'avait emporté[67].

La garde du palais avait été confiée à Palsinskij, homme énergique mais qui, jusqu'à l'après-midi, ignorait qu'un assaut général était en préparation. Pour y répondre, faute des renforts attendus, il disposait en tout et pour tout de deux classes et demie de cadets (jeunes officiers), d'une batterie, de deux voitures blindées, d'une unité du bataillon des femmes… Le Gouvernement et le district militaire du palais reçurent l'ultimatum du P.V.R.K. vers 18 h 30.

> Par ordre du P.V.P.K., le Gouvernement provisoire est renversé : ; tout le pouvoir passe au soviet de Petrograd. Le Palais d'Hiver est encerclé par les troupes révolutionnaires. Les canons de la forteresse Pierre et Paul, ceux des croiseurs *Aurora* et *Amour* sont pointés sur le Palais d'Hiver et le G.Q.G., les membres du haut commandement seront arrêtés ; les jeunes officiers, soldats et employés désarmés et, après vérifications, relâchés. Nous vous donnons vingt minutes pour répondre. L'ultimatum expire à 7 h 10, après quoi nous ouvrirons le feu (…).
>
> Le président du P.V.R.K., Antonov.
> Le commissaire de la forteresse
> Pierre et Paul[68].

À l'unanimité, les ministres décidèrent de ne pas répondre à l'ultimatum. Mais le Q.G. du district militaire, qui avait son siège au palais, l'ignorait et, à 19 h 10, n'ayant pas reçu de réponse, les Gardes Rouges occupèrent les locaux ; le général Paradelov se rendit et le général Bagratoni fut fait prisonnier.

Un grand désordre régnait également chez l'assaillant. À 19 h 10, la lanterne lumineuse de la forteresse Pierre et Paul, qui aurait dû donner à l'*Aurora* le signal de tirer le canon, avait refusé de fonctionner. Que se passait-il donc à la forteresse Pierre et Paul ? Antonov et Blagondarov décidèrent de s'y rendre. Un brouillard épais recouvrait les ponts, la Neva, la forteresse. Myope, Antonov s'étala dans la boue de ses méandres. Puis Blagondarov s'y égara ; la nervosité était extrême, l'heure passait et ni le signal ni, à sa suite, les canons de *l'Aurora* ne se manifestaient. Enfin, à 21 h 35, le fanal fut réparé, le signal s'alluma. À 21 h 40, la salve des canons de l'*Aurora* fendit la nuit. Le cuirassé avait tiré à blanc « pour ne pas détériorer un monument historique ». Le bruit de la détonation n'en fut pas

moins formidable, les témoins en ont gardé le souvenir. Sitôt après, puisqu'il s'agissait d'un signal, mitrailleurs et fusils crépitèrent autour du Palais. Les membres du Gouvernement furent effrayés. Ils ignoraient à quel point la situation était tragique. Mieux placés pour la connaître, des cadets se rendirent. L'unité de femmes-volontaires refusa ; elle simula une attaque ; baroud d'honneur. Vers 22 h, le dispositif des assaillants était entièrement reconstitué. Tout était prêt pour un assaut final, d'ici une heure, s'il le fallait. À Smolny, « Lénine était comme un lion en cage », rapporte Podvojskij. « Il devait présider le 24e congrès des soviets. Il *lui* fallait le Palais d'hiver, coûte que coûte. Le Palais d'hiver était la dernière barrière sur la route du pouvoir des soviets. Vladimir Ilitch criait, hurlait. II était prêt à nous faire fusiller[69]. »

Le 2e Congrès s'ouvrit le 25 octobre, à 22 h 40[70]. L'assaut au Palais d'hiver n'était pas encore donné, mais à cette heure, la signification des événements en cours n'en était pas moins claire. L'émotion était générale. Au nom de l'ancien *Tsik*, Dan ouvrit la séance : « Camarades, le congrès des soviets se réunit dans des circonstances tellement exceptionnelles (…) que je pense qu'il est inutile de l'ouvrir par un discours politique. Vous me comprendrez si je précise que je suis membre du Presidium du congrès des soviets et qu'en ce moment mes camarades du Parti se trouvent au Palais d'Hiver sous la fusillade, où ils remplissent leurs fonctions de ministres sous la responsabilité des soviets. » Puis le Presidium s'installa. Selon les règles de la proportionnelle, il comprenait 14 bolcheviks, 7 S.R., 3 mencheviks, 1 internationaliste. Les mencheviks et les S.R. refusèrent de venir siéger. Parmi les bolcheviks, les « démocrates », seuls, étaient présents : Zinov'ev, Rykov, Rjazanov, Nogin', et leur chef de file, Kamenev, alors président, à qui Dan céda la place. Un nouveau coup de canon ébranla les murs, suivi d'une canonnade : l'assaut au Palais d'hiver. L. Martov demande la parole. Il est indigné : « Que fait-on ici, mais que fait-on ici ? La guerre civile a commencé, nos camarades se font tuer dans les rues. Il faut trouver une solution pacifique. La question du pouvoir a été résolue au moyen d'un complot militaire fomenté par un des partis révolutionnaires. Il y a une solution possible qui mettra fin au conflit : la constitution d'un pouvoir issu de la démocratie. » Au nom des unitaires, Lunatcharskij se rallie à ce point de vue, au nom des S.R. de gauche Kamkov également. Les mencheviks protestent : Kintchuk, président du

soviet de Moscou, lit leur résolution qui condamne la « conspiration militaire organisée derrière le dos des soviets ». Ils quittent le congrès, suivis des S.R. et du Bund qui se solidarisent. Des délégués du front parlent dans le même sens, d'autres désapprouvent. Manifestement ceux-ci sont la majorité. Ils conspuent L. Martov qui tente un nouvel effort pour prévenir la rupture, pour rechercher un compromis. Il est interrompu par Trotski : « Il se releva, rapporte John Reed, le visage pâle, l'expression cruelle, et, avec une froideur méprisante, articula de sa voix bien timbrée :

> "Ce qui se produit est une insurrection, pas une conspiration. Nous avons ouvertement stimulé la volonté des masses en vue d'une insurrection, pas d'une conspiration. Le peuple nous a suivis, nous sommes victorieux et maintenant on nous dit : renoncez à votre victoire, faites des concessions, acceptez un compromis. Avec qui, je vous le demande ? Avec ces groupes à la dérive qui nous ont abandonnés et nous font maintenant des propositions ? À ceux-là, nous disons : vous êtes de pauvres types qui avez fait banqueroute ; votre rôle est terminé. Allez où vous devez vous trouver : dans les poubelles de l'Histoire."

« "Alors nous partons"», hurla Martov, furieux. Aussitôt, Trotski prenait place à la tribune et lisait cette résolution improvisée : « Le 2e Congrès doit constater que le départ des mencheviks et des S.R. est une tentative criminelle et sans espoir de briser la représentativité de cette assemblée au moment où les masses s'efforcent de défendre la révolution contre les attaques de la contre-révolution. »

> Au moment où Trotski faisait voter ce texte, Antonov-Ovseenko pénétrait dans le Palais. Aucun renfort ne leur étant parvenu, les cadets n'avaient plus le moral pour résister à l'assaut. À part une charge véritable à une des ailes du château, les assaillants l'emportèrent plus par la pression du nombre que par l'effort d'un combat au sens propre, car il n'y eut pas de véritable affrontement. Défenseurs et assaillants étaient inextricablement mêlés, et en tous lieux, discussions, négociations, étaient interrompues par la poussée des attaquants. Au milieu d'un vacarme indescriptible, tirant en l'air pour ne pas s'entretuer, les Gardes Rouges et les soldats pénétrèrent dans le Palais :

ils avaient eu plus de peur que de mal car l'assaut, chez l'assaillant, ne fit pas une victime. Selon Antonov, il y en eut six chez les défenseurs.
Maîtres du Palais, Antonov et Tchudnovskij promirent à Paltchinskij que les défenseurs auraient la vie sauve ; ils cherchaient le Conseil des ministres. Paltchinskij les égara volontairement dans le labyrinthe des salles, faisant discrètement alerter les ministres que le Palais était pris : il fallait fuir. « Plutôt mourir ici que fuir », dit Tereschenko. « Tout est prêt pour la défense », dit alors un cadet qui commandait la garde du conseil. « Inutile, nous ne voulons pas que le sang coule » ; « Nous nous rendons », répondirent les ministres accablés. Ayant retrouvé sa route, la petite troupe d'Antonov fit alors irruption dans la salle du Conseil. Malianovitch a laissé un croquis : « Homme petit, manteau entrouvert, le chapeau en arrière : longs cheveux roux, petite moustache, lunettes. Lèvre supérieure remontant jusqu'au nez quand il parle. Yeux incolores, figure fatiguée… col très haut, cachant le cou, sa chemise révèle un homme vraiment très sale. »
Faisant fonction de Premier ministre, Konovalov s'adressa à Antonov : « Voici le Gouvernement Provisoire. Que voulez-vous ? » Antonov s'approcha. Myope, il dévisagea les ministres. Puis il hurla : « Au nom du comité militaire révolutionnaire, je vous arrête. »

Deux heures après, le 2e Congrès votait un texte rédigé par Lénine et qui attribuait « tout le pouvoir aux soviets ». Puis, étaient lus et approuvés le décret sur la paix, le décret sur la terre et bientôt le décret sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (analysés aux chapitres IV et V). Pour les Russes, l'important était que la demande d'armistice fut effective, la guerre était finie : « les visages rayonnèrent, *l'Internationale* monta, puis *l'Adieu aux morts,* poignant comme le long sanglot d'une foule ».

Octobre était accompli[71].

3. DISCUSSION. OCTOBRE : POUVOIR BOLCHEVIK, POUVOIR POPULAIRE

Depuis 1917, partisans et adversaires d'Octobre disputent de la nature de l'événement : coup d'État, insurrection ou révolution. Les premiers insistent sur le caractère massif du soulèvement, sur l'adhésion générale ; les seconds stigmatisent le complot d'un seul parti, observant qu'il a gardé le pouvoir pour lui tout seul et pour toujours, qu'ensuite il institua la terreur. Qu'en est-il réellement ?

Le coup d'État de Lénine

Au P.V.R.K., la tactique de l'offensive contre le Gouvernement Provisoire l'avait emporté durant la journée du 25 octobre, pas avant. Ce choix n'avait pas été explicité comme l'avait été, les semaines précédentes au comité central bolchevik, la définition générale de la stratégie du soulèvement : le passage de la défensive à l'offensive ressortait néanmoins clairement de certaines actions spontanées dans la capitale et également des décisions prises au P.V.R.K. sous l'impulsion de Lénine. La tactique de l'offensive ne se limita pas au terrain opérationnel ; elle eut pour corollaire la constitution d'un centre politique, l'institution d'un nouveau pouvoir politique. Ce pouvoir qui se proclama souverain n'était pas (encore) le congrès des soviets mais bien le P.V.R.K. À 10 heures du matin, ce jour-là, il proclama « le renversement du Gouvernement Provisoire et le passage du pouvoir entre ses mains ».

Compte tenu de ce qui s'était dit au comité central du parti bolchevik, aux assises du soviet de Petrograd, ou plus généralement dans les instances qui préparaient l'insurrection, cette proclamation du *P.V.R.K. avant* la prise du pouvoir par les soviets était un véritable coup d'État.

Ce coup d'État était signé Lénine.

À l'origine, en effet, la fonction du P.V.R.K. était de prévenir une nouvelle Kornilovchtchina, de protéger Petrograd contre les effets d'une éventuelle ouverture du front et de garantir la sécurité du Congrès où les soviets prendraient le pouvoir. Il n'avait pas pour fonction de prendre le pouvoir lui-même. Au reste, dans une première version de la proclamation, Lénine avait écrit : « Le P.V.R.K. convoque ce jour, pour 12 heures, le soviet de Petrograd. Des mesures immédiates sont prises pour la constitution d'un pouvoir soviétique. » Et puis Lénine a raturé cette phrase. Cet *acte manqué* est significatif : bien que l'insurrection ait lieu, que l'opération contre le Palais d'Hiver lui donne un caractère offensif, que, par conséquent, le soir, la conquête du pouvoir puisse être présentée au congrès des soviets omme un fait accompli, Lénine prend une garantie supplémentaire. Il se

méfie du légalisme révolutionnaire du soviet de Petrograd, c'est-à-dire de Trotski, de l'esprit conciliateur de ses amis bolcheviks, du comité central ; les uns et les autres pourraient remettre cette victoire en cause. Ils pourraient ne pas prendre le pouvoir, en négocier la définition avec d'autres partis socialistes, avec d'autres institutions sociales. Pour les prévenir et qu'il n'y ait pas d'ambiguité, pour que la rupture avec le passé soit consommée, que le pouvoir ne passe pas à Trotski, son président, Lénine se passe de l'intercession du soviet de Petrograd. Il *rature sa phrase et lui substitue la formule qui attribue le pouvoir au P.V.R.K.* Le nouveau pouvoir émane ainsi d'une instance créée au cours du processus insurrectionnel. Elle s'est affirmée elle-même nouveau pouvoir, elle s'est imposée comme telle sans dépendre d'aucune institution, fût-ce le congrès des soviets[72]. Le geste de Lénine était un geste de méfiance. Il était également un acte d'autorité qui eut des conséquences incalculables. Dans l'immédiat il accusa la rupture entre les bolcheviks et les autres organisations révolutionnaires, jusques et y compris les internationalistes. Il eut pour effet surtout d'aligner le parti sur la fraction la plus avancée du mouvement populaire, mais cette fois, grâce à Lénine, le parti bolchevik pouvait prétendre remplir la fonction historique qu'il s'était attribuée depuis 1903 : se situer à son avant-garde. Ce souci explique son comportement devant les premiers actes du pouvoir populaire[73].

POUR ET CONTRE OCTOBRE

Ainsi, la tactique de Lénine, le comportement agressif de Trotski au 2e congrès, les premiers actes des insurgés du PVRK *avant* la constitution du pouvoir des commissaires du peuple contribuèrent à prédéterminer la nature des relations que les nouveaux dirigeants pouvaient entretenir avec les autres groupements sociaux ou politiques. Le 26 octobre, lorsque le premier soviet des commissaires du peuple est constitué, il ne comprend que des bolcheviks et aucun autre groupement ne le soutient. Le président du nouveau *Tsik,* Leonid Kamenev, désormais rallié, est mieux placé que quiconque pour mesurer l'isolement politique des bolcheviks au milieu des autres partis. Mais quelle est la portée de cet isolement ? Il n'existe qu'au niveau des relations entre partis politiques, pas au niveau de la relation du nouveau pouvoir avec les masses. Il assure les autres membres du Bureau « que le soviet des commissaires du peuple est bien l'expression des soldats et des ouvriers ». « La preuve en est, ajoute-t-il, que les commissaires au travail, aux P. et T., aux voies de communication sont déjà en réunion avec les syndicats pour régler les problèmes ; un comité de liaison est créé pour entrer en relations avec les soviets paysans. » A. Volodarskij qui estime que, dans ces conditions, le pouvoir des soviets suffit tel quel, avec son Bureau où sont présents 62 bolcheviks, 29 S.R. de gauche, 1 maximaliste et 6 internationalistes, Krusinskij,

du syndicat des chemins de fer, répond, en accord avec Kamkov (S.R. de gauche), Bazarov (Internationaliste) et Karelin', que la constitution d'un Gouvernement pan-socialiste, avec une base de pouvoir plus large, est une nécessité. Mais les conditions mises à la formation de ce Gouvernement sont telles – en écarter Lénine et Trotski – que le cabinet demeure ce qu'il était. Sur quelle force s'appuie-t-il et à quelles forces s'oppose-t-il au moment où s'organise la tentative de Kerenski de reprendre la capitale et où, satisfaits de la voir s'effondrer, les généraux blancs lèvent l'étendard de la guerre civile[74] ?

PARTICIPANTS

De toute évidence, le nombre des participants actifs aux Journées d'Octobre fut très réduit. Les images cinématographiques en attestent : une poignée d'hommes garde Smolny. Les archives écrites confirment : le rôle où le nom des vigiles est conservé comporte pour la nuit du 23 au 24 octobre trente noms. Il y faut ajouter 27 agents de liaison qui vont et viennent en ville. Autre témoignage cinématographique, la reconstitution faite un an plus tard pour le premier anniversaire d'Octobre. Elle met en scène les anciens participants qui ont répondu à un appel de S. M. Eisenstein publié dans la *Pravda.* Les archives de Stockholm ont gardé ce document étonnant dont le cinéaste s'est inspiré, huit ans plus tard, pour tourner *Octobre :* les plans du franchissement des grilles mettent en scène deux cents à trois cents participants[75].

D'autres données corroborent ces chiffres. Une des plus sûres est *l'Anketa* mise à jour par Starcev et qui porte sur le quart des effectifs de la Garde Rouge. Sur les 3 663 gardes qui ont répondu à l'enquête, soit approximativement le quart de la totalité des *Gardes Rouges,* le nombre des participants aux combats est, lors de la Kornilovchtchina, de 241 ; les 24 et 25 octobre, de 126, et 413 lors de la prise du Palais d'Hiver. Il convient de multiplier ces chiffres par quatre[76]. Par rapport à ces éléments, quel rôle actif a joué l'armée ? Une indication indirecte peut être fournie par l'analyse des 104 ordres de mission retrouvés dans les archives du P.V.R.K. La répartition des destinataires est la suivante :

Institutions destinataires	Gardes Rouges	Comités d'usine	Comités de quartier	Unités militaires	Unités de la flotte	Divers
Nombre des ordres de mission délivrés par le P.V.R.K.	3	12	5	47	5	20

Il est clair que pour ses opérations, le P.V.R.K. s'appuie plus sur les unités régulières de l'armée que sur la Garde Rouge composée de tout jeunes ouvriers,

des « gamins inexpérimentés », indisciplinés et portés à agir en toute indépendance. Le P.V.R.K. n'emploie la Garde Rouge que pour sa fonction d'origine, la sécurité des usines, des ponts, des quartiers ouvriers ; elle n'intervient en ville que pour l'assaut du Palais d'Hiver. On dispose de quelques autres données chiffrées : par exemple l'arrivée de 706 marins de Cronstadt, l'envoi de 200 soldats à Smolny, la participation de deux régiments à l'assaut du Palais d'Hiver (Kexton, Pavlov), mais avec toutes les compagnies. Ces chiffres ne permettent pas de procéder à une évaluation rigoureuse. Celle-ci a-t-elle vraiment un sens[77] ?

Il semblerait qu'on soit plus près de la réalité en observant que sur 180 unités environ qui se trouvent dans la capitale, 36 d'entre elles avaient signé, en juillet, leur refus de partir au front ; en octobre, 51 signent l'appel du P.V.R.K. au renversement du Gouvernement Provisoire. Lors de l'insurrection, le P.V.R.K. a une liaison avec 27 de ces unités le 23 octobre, avec 41 unités le 25, soit le quart des effectifs de la capitale. Ces proportions sont à comparer à celle des entreprises industrielles contrôlées ou non par les Gardes Rouges : sur les 670 qui travaillent pour la défense, 236 d'entre elles sont représentées à la Conférence des Comités d'usine en juin, et 180 disposent d'une Garde Rouge en Octobre[78].

Ainsi le nombre de gardes ou de soldats engagés dans les opérations insurrectionnelles doit être correctement interprété. Il est infime, mais représente un bon quart des travailleurs et des soldats ; ce quart ne sauace de lui. aucune unité militaire, aucune usine ne lui fait opposition, au moins ces jours-là. Ainsi, ces participants actifs ne sont pas tellement des activistes, une minorité de militants qui agiraient au nom et en la place du corps social, qui en seraient dissociés ; ils sont une fraction du corps social lui-même. Le petit nombre suffit parce qu'il n'y a rien en face et qu'il est indéfiniment renouvelable au gré des besoins des institutions embryonnaires que les classes populaires se sont créées : cadres de la Garde Rouge, commissaires nommés par le P.V.R.K., responsables des comités du quartier. Cette fraction ne cesse désormais de grossir. Huit jours après Octobre, le nombre des Gardes Rouges qui participent aux combats contre le général Krasnov, à Gatchina, le « Valmy » des soviets, est de près de 3 000 ; le P.V.R.K. est, à cette date, en liaison avec 113 unités de la capitale. 44 villes de province… mais seulement 6 villages dont 4 dans le voisinage de la capitale[79]. Les ralliements se multiplient pendant les journées qui suivent : comité central de la flotte baltique, comité maritime révolutionnaire, comités de la 2e, 3e, 5e, 10e, 12e armées. Du côté des organisations ouvrières, soviet des syndicats de Petrograd, soviet pan-russe des comités d'usine. À ces ralliements, prévisibles puisque la bolchevisation avait gagné ces institutions depuis longtemps, s'ajoutent d'autres adhésions : anarchistes, syndicat des employés de commerce et de l'industrie, conférence des ouvriers de Kronstadt, Petrograd, Sestronets ; ouvriers de l'imprimerie (mais pas

les imprimeurs), employés des tramways, de l'hôtellerie, ouvriers des usines alimentaires : « un vertige d'adhésions », note un contemporain qui l'explique par « l'illusion que les soviets réaliseront les aspirations des masses[80] ».

LES OPPOSANTS

La carte des adversaires d'Octobre dans la capitale est assez exactement l'envers de celle de ses partisans : un grand nombre de partis et organisations politiques, peu d'unités militaires, d'usines ou d'organisations de travailleurs, sauf le mouvement coopératif. Le premier à lancer un appel fut le comité central des soviets paysans, aux mains des S.R. : « Le soviet de Petrograd promet la paix, le pain, la terre. Mensonge. Il nous apportera la guerre civile, la monarchie, la misère. » Suivent les mencheviks du soviet de Petrograd, affirmant que les bolcheviks avaient agi dans le dos des travailleurs, les mencheviks-défensistes, les mencheviks-unitaires qui parlaient également de « complot militaire » ; puis les socialistes-populistes, les S.R. et les mencheviks de Petrograd firent un communiqué commun suivi par les unitaires (350 adhérents). À son tour, le Conseil de la république lança un appel invitant la population à se grouper autour du Comité de Sauvegarde de la Patrie et de la Révolution, qui, logé à la douma municipale, déclarait assurer l'intérim du pouvoir jusqu'à la réunion de l'Assemblée Constituante. Il assurait avoir dans ses rangs des représentants du congrès des soviets, de la Douma, du Conseil de la république, des soviets paysans, des partis S.R., S.D. (mencheviks), social-populistes, du groupe *Edintsvo*, etc. Il lançait un triple appel aux soldats, aux ouvriers, aux citoyens, invitant la population à ne pas servir le nouveau régime. Le mouvement coopératif répondit à cet appel.

Le parti K.D. refusa : il jugeait en effet que la condamnation du coup d'État bolchevik par le Comité de Sauvegarde n'était pas inconditionnelle ; elle n'excluait pas une négociation avec les vainqueurs du jour. « Il n'est pas question, d'un accord avec les bolcheviks », répondit Chingarev. à une invitation du syndicat des Chemins de Fer, le Vikzel. de participer à une négociation. Il refusa également de participer à la formation d'un Centre Démocratique, comme le proposa Tseretelli.

Ayant rompu avec la coalition, le parti K.D., première victime de la répression, transporta ses activités dans le sud du pays. Il y retrouva Alekseev, Kornilov et Kaledine qui levaient une armée de volontaires contre le bolchevisme.

Les motions d'hostilité qui émanèrent des ouvriers et des soldats sont rares : ouvriers des papeteries d'État, des stations électriques urbaines qui avaient fait scission à la réunion des fonctionnaires ; les ouvriers du carton et les imprimeurs suivirent, puis les typographes qui regroupèrent autour d'eux tous les défenseurs

des libertés de la presse. Par contre, les organisations typiquement « petit bourgeois » furent solidaires pour condamner le coup d'État : employés, fonctionnaires, administration des Chemins de Fer de Mourmansk et de Nikolaev, employés de banque, employés municipaux, des comités terriens, de l'union des villes, employés des bureaux de constructions navales et du département militaire, de l'usine Deka, de l'association des ingénieurs, de l'association des journalistes, des juges, du clergé, des instituteurs, des professeurs, de la « jeunesse étudiante » et de l'école des ingénieurs de Nikolaev, de l'école des cadres, des écoles féminines, de l'école des sous-officiers et du mouvement uni des Étudiants de Petrograd, signé par onze grands établissements de la ville[81].

Le malentendu d'Octobre

Les inconditionnels d'Octobre représentaient une grande partie de l'armée et du prolétariat de Petrograd ; peu d'organisations sociales avaient souscrit à l'insurrection et un seul parti politique l'approuvait. Inversement, on ne comptait aucune unité militaire parmi les adversaires d'Octobre, mais seulement les quelques métiers qui gravitaient autour de la presse (papeterie, cartonnages, etc.) et la plupart des organisations représentant la petite bourgeoisie ainsi que tous les autres groupements politiques, anarchistes exceptés.

Cette ligne de partage reposait toutefois sur un malentendu. Lorsque, par ses tout premiers actes, le nouveau régime se révéla moins l'expression du pouvoir des soviets que du parti bolchevik et qu'il apparut en outre qu'il livrait la rue aux institutions populaires, à la Terreur, le revirement d'une fraction des partisans de l'insurrection fut immédiat. Dès le 26 octobre, se déclarant « hostiles à une lutte fratricide entre révolutionnaires », ils demandaient « qu'on mît fin à la Terreur et que le nouveau Gouvernement comprenne toutes les tendances du socialisme ». Les mencheviks-internationalistes, les unitaires, quelques S.R. également réunis autour de Gorki à la*Novaja Jizn'* étaient les porteurs du drapeau de cette double option « néo-conciliatrice » : renversement du Gouvernement Kerenski, constitution d'un pouvoir socialiste et non exclusivement bolchevik. Cette proposition fut soutenue par le parti socialiste polonais, le parti social démocrate juif (Bund), les S.R. de gauche : elle obtint 150 voix au congrès des soviets, ce qui signifiait qu'un bon nombre d'élus bolcheviks s'y étaient ralliés.

Cette opposition « pacifique » choisit *Znamja Truda,* le journal anarcho-syndicaliste, comme organe d'expression. Les ralliements s'y multiplièrent aussitôt : comité politique de l'armée du front de l'ouest, comité inter-armées, bureau de la section militaire du comité central de la 1re assemblée des soldats du front, soviet des organisations militaires auprès du ministère de la guerre, association des blessés de guerre. Les organisations ouvrières qui condamnèrent la

prise du pouvoir par un seul parti et la Terreur furent encore plus nombreuses : en tête le soviet de l'union des syndicats, le premier à opérer son revirement au vu du « malentendu d'Octobre » ; le soviet des comités d'usine du quartier Nevskij, le soviet des travailleurs du cuir. *Les quartiers ouvriers et les grandes usines, réputés inconditionnellement bolcheviks, se solidarisèrent avec ces semi-opposants et en premier lieu le soviet du quartier de Vyborg*, foyer des bolcheviks, qui lança un appel unitaire signé explicitement par les S.R., les S.D. mencheviks et par les bolcheviks. Même orientation au meeting des ouvriers des usines de munitions, aux usines Arsenal, Putilov, Reixel, Atlas, Vurgunin', au port de Petrograd, au syndicat panrusse des employés et ouvriers des voies d'eau, qui accuse « d'irresponsabilité » des chefs bolcheviks de Petrograd[82].

La direction de l'opposition pacifique passe alors des organisations politiques aux organisations ouvrières et d'abord au syndicat des Chemins de Fer, le Vikzel. « Refusant de prendre parti dans un combat fratricide », il souhaite réunir une conférence de tous les socialistes. Le grand succès du Vikzel fut de rallier à son principe à la fois les mencheviks et le nouveau *Tsik* bolchevik. Le *Tsik* posa comme préalable le maintien de Lénine et de Trotski à la tête du Gouvernement ; en échange les mencheviks demandèrent la dissolution du P.V.R.K., jugé responsable de la Terreur, et le passage des forces de l'ordre sous le contrôle de la douma municipale. Le P.V.R.K. était le pouvoir réel, ce fut la rupture. Aussitôt elle fut suivie de la démission collective de 11 membres du nouveau Gouvernement, tous bolcheviks, et de 5 membres du Comité central du parti bolchevik : Kamenev, Rykov, Zinov'ev, Rjazanov, Nogin'. Une fois de plus, en octobre comme en juillet, avant la prise du pouvoir comme après, les deux conceptions du bolchevisme au sein du parti s'opposaient, la discipline du parti se révélait un mythe. Pour la première fois aussi, il apparaissait que le pouvoir des soviets, même bolcheviks, était également un mythe. La révolution n'allait plus connaître que l'autorité de ses chefs : Lénine, Sverdlov, Trotski, Staline. Cette autorité s'appuyait directement sur la Terreur populaire[83].

4. LA TERREUR ET LES BOLCHEVIKS

Les tout premiers gestes d'un nouveau pouvoir ont une valeur symbolique. Quelquefois, ils ordonnent les décisions ultérieures, commandent des attitudes, décident de choix irréversibles. À cet égard, les premiers actes des vainqueurs d'Octobre sont d'autant plus significatifs que pendant un jour ou deux ils n'émanent pas des dirigeants bolcheviks, occupés à faire voter par le congrès la prise du pouvoir et la nomination du soviet des commissaires du peuple, mais des membres du P.V.R.K. qui, sauf Antonov-Ovseenko et Podvojskij, sont des combattants plus obscurs, sous-officiers de l'armée révolutionnaire. Ces hommes sont une fraction du peuple insurgé autant que l'expression du parti bolchevik lui-même, leurs actes traduisent la volonté populaire plus que les décisions du comité central ou des instances du parti.

Au soir du 26, quand Lénine n'est pas encore président du soviet des commissaires du peuple et qu'il n'a pas encore fait adopter le décret sur la paix et le décret sur la terre, ces membres du P.V.R.K. ont déjà fermé sept journaux bourgeois, confisqué les tracts socialistes qui condament l'insurrection, établi leur contrôle sur la radio et le télégraphe, établi un projet de réquisition des locaux vides et des appartements, mis en vigueur un droit de réquisition sur les automobiles, décidé de l'ouverture obligatoire des magasins. Parallèlement, des groupements armés, indépendants du P.V.R.K., ont occupé la douma municipale. Toutes ces mesures, en plus des ordres opérationnels, ont été prises pendant les quelques heures qui suivirent la légalisation de la prise du pouvoir, en l'occurrence le vote du 2e congrès, c'est-à-dire pendant la journée du 26 octobre à partir de 3 heures du matin[84].

Ainsi, contrairement à la légende, la suppression de la presse bourgeoise ou des feuilles S.R. n'émane ni de Lénine ni des sphères dirigeantes du parti bolchevik. Comme le pogrom, ces actes émanent du public, en l'occurrence des milieux populaires insurgés, de leur bureaucratie naissante, bolchevik ou non bolchevik. Ils agissent spontanément dans le sens des vœux exprimés avec force au lendemain du putsch Kornilov[85]. Certes, ni le parti bolchevik ni Lénine ne firent un seul geste pour rétablir la liberté de la presse. Le décret signé quelques jours plus tard laissait même la voie

ouverte à toutes les interprétations, mais en tant que tel, aucun des dirigeants bolcheviks n'est à l'origine de ces mesures.

Il en va de même des violences et mesures de réquisition prises à l'encontre des particuliers. Les comités de quartier ont répondu à l'attente des mal logés. Ils prennent des mesures qui frappèrent les imaginations : tel le partage des appartements[86]. À cet égard, il est significatif que le premier film anti-bolchevik et le premier film bolchevik tournés en 1918 n'aient choisi pour thème précisément ni le décret de la paix, ni le décret sur la terre mais ce problème de la réquisition des appartements. Cette mesure traumatisa la bourgeoisie, grande ou petite, qui identifia le bolchevisme à la rapine, au vol. Avant d'être accusé de dissoudre la morale, de pervertir la jeunesse, le bolchevisme fut accusé d'avoir détruit le foyer familial ; il le dut à ces mesures qui, elles non plus, n'émanèrent pas de ses instances dirigeantes mais de la population des quartiers[87].

La vérité est que les dirigeants bolcheviks ne firent pas plus pour s'opposer à ces mesures qu'ils n'avaient fait pour sauver la liberté des journaux de l'opposition. En Russie, ni le haut ni le bas de la société n'avaient jamais connu la tolérance, ni pratiqué la liberté. Comme en France, en 1789-1793, le brusque retournement politique et culturel permit d'habiller d'un manteau théorique les violences commises et d'identifier ou de supprimer comme ennemis du peuple tous ceux qui allaient contre le pouvoir des nouveaux dirigeants, eux-mêmes collectivement définis de bolcheviks. Toutefois, dans leur volonté de s'identifier au prolétariat, les véritables bolcheviks, i.e. les militants et dirigeants de ce parti, se différencièrent des autres révolutionnaires en ne jouant plus le rôle traditionnel des hommes politiques, médiateurs, intercesseurs des volontés populaires, qui, en les exprimant, les neutralisent irréversiblement. Pour garder seuls le pouvoir, ils fusionnèrent avec la volonté populaire et se séparèrent de la République des militants[88].

Dans ces conditions, la montée de la terreur ne connut plus de frein, sinon, par moments, la nécessité tactique, pour la base ou le sommet de l'appareil d'État, « de ne pas faire peur, pour mieux rallier ». La guerre civile fut l'occasion d'accès de fièvre, mais la terreur fonctionna avant comme après l'intervention étrangère, là où la guerre civile sévissait comme là où elle n'était pas : c'est l'institution en place qui a toujours, en Russie soviétique comme ailleurs, défini l'« état d'urgence ».

L’exemple de la Tchéka à ses débuts illustre bien cette relation entre la terreur et le nouveau régime, entre la terreur et les différentes instances de ce régime[89]. Sa création, dès le 10 décembre 1917, fut un décret venu d’en haut : le régime se constituait une police. Toutefois, la charge d’organiser cette police fut confiée aux soviets locaux, les droits de cette police appartenant *exclusivement* à ces instances locales. On a dit au chapitre précédent comment ces instances s’étaient constituées, quelle était leur composition, la structure sociale de ce pouvoir ; ces institutions locales fonctionnent comme un pouvoir populaire plus qu’elles ne sont l’expression du pouvoir des bolcheviks. Ceux-ci, pourtant, n’interviennent pas contre ses excès, au contraire. Lénine proteste auprès de Zinov’ev quand il apprend que « la Tchéka de Petrograd retient les ouvriers » qui, après l’assassinat de Volodarskij, veulent répondre par une terreur de masse. « Je proteste fermement. Nous nous compromettons : alors que nous n’hésitons pas dans nos résolutions à menacer de frapper de terreur de masse les députés des soviets, lorsqu’il s’agit de passer aux actes nous freinons l’initiative révolutionnaire des masses entièrement fondée. Ce n’est pas possible. Les terroristes vont nous considérer comme des chiffes molles. Il faut encourager l’énergie et la nature de masse de la terreur, particulièrement à Petrograd où l’exemple doit être décisif (26 juin 1918)[90].

Ainsi encouragée par les dirigeants, la terreur put donner libre cours aux ressentiments et aux énergies refrénées. Les menaces qui pèsent sur le sort de la révolution donnent à ces dirigeants bonne conscience : à la façon des dirigeants de tous les pays, individuellement ils gardent les mains propres ; aussi ils peuvent attribuer aux initiatives des masses une légitimité conférée par l’Histoire.

On voit que, contrairement à une autre légende, le régime de terreur ne fut pas une « déviation », une détérioration par rapport à une politique ou à une époque idyllique. Dès l’origine il frappa à la fois des bourgeois, des citoyens définis comme bourgeois, des militants socialistes, anarchistes, sans-parti, des paysans, des prolétaires. Ce régime de terreur ne fut pas seulement une « nécessité », liée aux circonstances, i.e. la réaction anti-bolchevik, puisqu’il naquit avec Octobre, qu’il y eut des exécutions capitales avant la guerre civile. Mais ce régime de terreur ne fut pas non plus exclusivement une initiative des dirigeants bolcheviks, il émana des profondeurs. Seulement, simultanément et comme leurs rivaux politiques l’avaient prédit, ces dirigeants bolcheviks se montrèrent prédisposés à

l’assumer, à l’encourager pour autant qu’il renforçait leur propre hégémonie au sein de l’appareil d’État. Dès le début de 1918, les persécutions contre les anarchistes émanaient des milieux dirigeants bolcheviks, d’eux seuls. Il en alla bientôt ainsi de tous les militants non-bolcheviks considérés comme complices des adversaires « du pouvoir des soviets ». Parallèlement, la terreur frappait des non-militants, paysans, officiers, etc.

Que la résistance « anti-bolchevik » commence, i.e. l’opposition à la forme de pouvoir populaire instituée en octobre, et la répression s’abattit avec un acharnement qui ne fit que croître d’année en année. Toutes les oppositions furent anéanties. Analysant les rapports de Latsis, un des premiers responsables de la Tchéka, Melgunov a établi un bilan impressionnant des exécutions pour 1918-1923. Texte « oublié », reproduit dans *La terreur sous Lénine.*

Certes, le régime n’eut pas pour seule définition de pratiquer la terreur : on a dit l’œuvre qu’il accomplit aux chapitres IV à VII. En outre, le fonctionnement de la terreur se modifia avec les années : la structure du pouvoir s’était assez plébéianisée dès la fin des années 20 pour que les dirigeants n’aient plus à tenir compte de la même façon des stimulants venis d’en bas ; ceux-ci permirent de se débarasser des « incapables », des *spets*, et de procéder aux purges et déportations massives, à la permutation des cadres, tous bolcheviks à l’époque de Staline, tandis qu’au sommet Staline lui-même liquide ses rivaux. Il semblerait que le début de la guerre, 1941, marque la fin de cette *terreur à foyer double* : désormais, la terreur devint l’apanage du sommet de l’appareil d’État, de lui seul, – quitte à s’adoucir depuis le XX^{e} congrès.

NOTE ANNEXE

Victoire d’Octobre dans les villes de province et aux armées

Analysant les réactions de la province dans l’insurrection de Petrograd, on peut retenir avec John Keep plusieurs attitudes modèles[91].

1. Dans les villes et régions à très ancienne tradition ouvrière, militante, où la classe ouvrière est relativement homogène (mines, métallurgie ou textile), à Ivanovo-Voznesensk, Kostroma, dans les cités minières de l’Oural comme Tcheljabinsk, Perm. Ufa, etc., les bolcheviks disposent dès avant les Journées d’Octobre d’une large prépondérance puisque, seulement dans l’Oural, ils ont la majorité dans 88 soviets sur 145. Quand ce n’est pas

le cas, les comités d'usine sont plus actifs que le soviet, ils sont aussi plus radicaux. Dans ces régions, la révolution d'Octobre se traduit par un simple changement de majorité dans la tradition démocratique. Lorsque des instances révolutionnaires nouvelles se constituent, comme les *Comités duPouvoir Populaire*, équivalents du P.V.R.K., on y inclut des S.R. des mencheviks, des maximalistes, même des mencheviks défensistes. Toutefois cette situation est éphémère. Ces éléments non bolcheviks sont bientôt considérés comme décoratifs ; ils n'ont plus d'utilité quand il apparaît que l'opposition n'offre plus de résistance, ni à Petrograd, ni à Moscou et ils sont exclus du comité. La victoire d'Octobre avait été celle de la démocratie avancée ; celle-ci une fois acquise, la révolution redevient l'affaire des bolcheviks.

2. Dans les grands centres commerciaux et industriels, comme Kazan, Samara. Saratov, Nijnij-Novgorod etc.. socialement moins homogènes et grossis de réfugiés, les travailleurs constituent des catégories professionnelles nettement différenciées (ouvriers d'usines, de petites fabriques, cheminots, etc.) qui ne se radicalisent pas uniformément : les soviets ne sont pas autant bolchevisés et ont pu garder une majorité mencheviko-S.R. comme à Nijnij-Novgorod. Un contre pouvoir pro-bolchevik se constitue alors, souvent à partir des comités d'usine ou de la garnison (comme à Kazan) : à la suite d'une épreuve de force, le contre-pouvoir prend le dessus, le plus souvent à la suite d'une bagarre. Dans les comités révolutionnaires, une place est faite aux vaincus ; le pouvoir local demeure fidèle à l'esprit de l'unité socialiste et généralement les bolcheviks contrôlent la gestion de la ville mais ils n'exercent pas le pouvoir tout seuls même là où ils finissent par devenir majoritaires. L'expulsion des minoritaires ne s'effectue que beaucoup plus tard.

3. Dans les villes moyennes, industriellement moins développées que les précédentes, capitales agricoles autant que centres commerciaux où la présence des campagnes est prédominante, comme à Kursk, Voronej, Orel, Tambov, en Sibérie, etc., l'initiative appartient souvent à des radicaux non bolcheviks, le plus souvent S.R. (de gauche). Les bolcheviks jouent alors un rôle qui n'est pas en relation avec leur représentativité. Au soviet de Voronej, par exemple, ils sont 24 sur 120 à 140 membres, 4 sur 45 au comité exécutif du soviet mais 2 sur 6 au presidium. Au reste, quand l'assemblée du soviet décide de constituer un Comité de sauvegarde anti-bolchevik, les soldats interviennent et le comité exécutif est renouvelé.

Lorsque ces comités de sauvegarde résistent, comme à Kaluga, les bolcheviks font appel à des éléments venus de l'extérieur qui « normalisent » la situation.

1. Rosa Luxemburg, citée dans Daniel Guerin, *Rosa Luxemburg et la spontanéité révolutionnaire.* Paris. 1971. De con côté, Trotsky s'était écrié en juillet : « Pourquoi nuire à votre propre cause par des violences envers les particuliers ; les individus ne sont pas dignes de votre attention. »

2. Voir le tableau p. 806-807.

3. Sukhanov, *op. cit.*, 123, préface.

4. La première poussée antisémite, en juin, émanait de l'intelligentsia monarchiste ; en septembre, le mouvement est d'origine populaire. Il est attesté dans les provinces et villes de K'erson, K'arkov. Bender, Tambov, Ostrog, CGAORSSSR, 3, 1, 362, 229 et GAORSSLo. 7384, 7, 36-37. Abrahmovitch fait un rapport au *Tsik* sur cette recrudescence des pogroms, et les militaires juifs adressent un appel au soviet et au gouvernement « au nom du demi-million de Juifs qui sont sous les drapeaux ». *Birjevija Vedemosty* du 3 octobre 1917 et CGAORSSSR 6978, 1, 129, 3.

5. Mints. *op. cit.*, 512. 11. p. 857-862.

6. Les journaux ; cf. notamment sur la montée de la terreur l'éditorial de *Zemlja i Volja* du 5 octobre 1917.

7. Seul exemple attesté, à Jakutsk : « Des sociaux-démocrates de gauche armes ont fait irruption à la séance du comité de salut public ; les membres du syndicat ont quitté la séance pour protester. » CGAORSSSR, 3,1, 251, 12-14.

8. Lénine écrit le 27 septembre : n En prenant *tout le pouvoir.* les soviets peuventencore aujourd'hui, et c'est probablement leur dernière chance. assurer le développement*pacifique* de la revolution. « *Protocoles, op. cit.*, 535 b. p. 103-104.

9. Dietrich Geyer. *op. cit.*, 580, p. 210-216.

10. Mints comptabilise en Oural :

	Grèves économiques	*Politique*	*Mixtes*
Mars-juin	41	1	?
Juillet-octobre	60	71	78

Même phénomène en Ukraine où plus de la moitié des grèves menées après juillet ont une origine politique, Mints, *op. cit.*, 512, 11, 823-827. Pas menacés par les lock-out. les cheminots ne participent pas à Octobre, cf. W. R. Augustine. *op. cit.*, 636 b.

11.

Entretien avec Kerenski, 1967.

12.

Leur animosité envers Kerenski est moindre. Une motion de Kamenev, présentant le Gouvernement comme une « dictature personnelle ». est rejetée. Tseretelli prit la défense de Kerenski, rappelant que le *Tsik* lui avait donné « carte blanche ». CGAORSSSR. 6978. 1. 122. 1 à 3.

13.

Sur ce point, le bloc des conciliateurs commence à se dissoudre. À la séance du *Tsik* du 1er septembre, Bogdanov juge que vu leur attitude pendant le putsch « il n'est plus possible de collaborer avec les K.D. ». Au nom des trudoviks et socialistes-populistes. Znamenskij juge de même. Tchernov y est également opposé. Toutefois, Skobelev et Tseretelli estiment encore nécessaire la constitution d'un gouvernement de coalition. CGAORSSSR, 6978, 1, 122, 1 à 3.

14.

En fait, les bolcheviks avaient obtenu une fois la majorité, mais seulement à la section ouvrière du soviet. Freidlin, *op. cit.*, 627, p. 98.

15.

Protocoles, op. cit., 535 b, p. 84.

16.

Les Journaux et Doc Ker III, *op. cit.*, 35, p. 1 671 et suivantes.

17.

« Kerenski = Kornilov », écrit *Rabotchyj Put'* du 7 septembre.

18.

« La proclamation de la République a pour but de donner une satisfaction morale à l'opinion », confiait Terechtchenko à Eugène Petit (Dossier E. Petit).

19.

CGAORSSSR, 6978. 1, 185, 1 et 2.

20.

Avec 161 représentants, le mouvement coopératif fut le grand bénéficiaire de cette « manipulation ». Ses dirigeants étaient des amis de Kerenski : E.D. Kuskova. N.V. Tchaikovskij (ex-trudovik). Ces élus jouèrent les artisans d'un rapprochement des centres : droite de la Démocratie et Gauche des « bourgeois ». Toutefois, au moment où le mouvement coopératif faisait irruption en force dans la vie politique représentative, celle-ci avait déjà perdu toute vigueur.

21.

Volja Naroda du 19 septembre 1917. La campagne en faveur de la coalition fut surtout menée par la droite des S.R. (*Den, Volja Naroda*), par Plekhanov dans *Edinlsvo* et par les socialistes-populistes du travail, de Pechehonov et Mjakotin'dans *Narodnoe Slovo.*

22.

Sur la cacophonie du 25 septembre, voir les journaux du lendemain.

23.

« Le préparlement, son père ? Tseretelli. Sa mère : conciliation, pusillanimité, marchandage, opportunisme. Tseretelli est pire que Kornilov ». écrivait Gordin'dans *Anarkhia* du 2 octobre. « Fruit pitoyable de la lâcheté et de l'opportunisme ». écrivait Sukhanov dans *Novaja Jizn'*.

24.

Delo Naroda du 22 septembre.

25.

Doc. Ker, op. cit., 35, III, p. 728 et suivantes et Trotski, *op. cit.*, II, p. 389.

26.

Plus indépendant de la « démocratie soviétique », plus à droite que le précédent, il ne comprenait ni Tseretelli ni Tchernov, mais plusieurs K.D. et progressistes, dont Konovalov, des S.R. de droite, dont S. Maslov et Avksent'ev, des mencheviks hors parti, tels Skobelev et Prokopovitch.

27.

Buchanan, *op. cit.*, 175, p. 187 et 191.

28.

Isloritcheskie Arkhiv, 1960. 5 et Raiman, *op. cit.,* 514, p. 312. Le 24. semble-t-il, des officiers vinrent arrêter Lénine à son domicile. Ils se trompèrent d'immeuble, l'alerte fut donnée et ils furent arrêtés par les Gardes Rouges. Daniels, *op. cit.,* 576, p. 149.

29.

Sur ces faits, le meilleur exposé d'ensemble est celui de Melgunov, *op. cit.,* 577.

30.

CGAORSSSR, 3, 1, 251, 85-87.

31.

Selon Nabokov, étaient d'accord avec lui Tretjakov, Struve, Rodzjanko. Neratov et Nabokov lui-même. Cf. Nabokov, *op. cit.,* 237, p. 48. Texte de Boris Nolde dans *Retch* du 17 octobre.

32.

De retour d'Europe occidentale, un des « pèlerins de la paix, », Erlih (voir tome 1, p. 371) avait fait au *Tsik* un rapport assez pessimiste sur l'attitude des dirigeants de l'Ouest vis-à-vis de la révolution russe. Surtout, il était inquiet du projet de paix franco-allemand qui se réaliserait aux dépens de la Russie (i.e. les conversations Briand-Lancken), CGAORSSSR. 1, 126. 1 ; le 12 septembre. Sur ces conversations, cf. G. Pedroncini, *Les négociations secrètes pendant la Grande Guerre.* Paris, 1969, p. 68-73. La *Rabotsaja Gazeta* écrivait le 29 septembre : « Seule la conférence de Stockholm peut écarter une paix aux dépens de la Russie. »
CGAORSSSR, 6978, 1, 129, 1 à 3. Cf. les protestations de Sorokine dans *Volja Naroda* du 7 octobre. L'expression « Prikaze I » est de A. Pilenko dans *Novoe Vremja* du 8 octobre.

33.

Melgunov, *op. cit.,* 577, chapitre 1.
Verkhovskij avait mis l'ambassade de France dans la confidence : « Les attitudes démagogiques qu'on lui reproche ne sont que des procédés d'adaptation aux circonstances ». câblait l'ambassade le 18 octobre. *Vincennes,* Bulletin 14, p. 11.

34.

En septembre 1966. Alexandre Kerenski nous a expliqué qu'il espérait « frapper un grand coup en concluant la paix avec l'Autriche ». et que « l'opération était sur le point d'aboutir quand l'insurrection d'Octobre a éclaté ». Nous n'avons trouvé aucun élément qui confirme cette assertion. Certes, on observe que dans les conditions de paix du soviet, l'Autriche est épargnée. Mais rien ne prouve que les milieux proches de Kerenski y aient mis la main, sinon Gots. Les membres de la commission du soviet étaient, par ailleurs, en conflit avec Terechtchenko qui ne les reconnaissaient pas comme interlocuteurs valables. CGAORSSSR, 6978, 1, 129, 1 ; et dépêche R, in *Bulletin de Presse de Petrograd* du 6 octobre 1917.
Robert Daniels, *op. cit.*. 576, p. 115, évoque une allusion de Kerenski à cette offre autrichienne, mais sans plus de précision.

35.

La meilleure source est Dan. *op. cit.,* 186. cf. également le témoignage de Kerenski. dans *The Catastrophe, op. cit.,* 124, p. 326-331.

36.

Sukhanov, *op. cit.*, 123 et exposé d'ensemble dans Melgunov, déjà cité.

37.

Ibid.

38.

Entretiens avec Kerenski.

39.

Sur les tentatives de Kerenski après son départ de Petrograd, le seul ouvrage de référence est S.P. Melgunov. *op. cit.*, 577 b. p. 97-198 de l'édition en langue anglaise.

40.

Pour ce paragraphe et le suivant, nous avons largement utilisé le travail de nos prédécesseurs, notamment R.V. Daniels, *op. cit.*, 576, D. Geyer, *op. cit.*, 580. M. Rajman, *op. cit.*, 514 ainsi que les actes du colloque de Leningrad, *op. cit.*, 581. Qu'ils en soient remerciés, particulièrement R.V. Daniels qui nous avait communiqué son manuscrit avant publication, et que nous avons plus que d'autres mis à contribution.

41.

Lénine, *Pages du journal d'un publiciste*, *op. cit.*, 129, XXV, p. 317, publié dans *Rabotchi ;* le 1er septembre 1917.

42.

Écrit le 30 août 1917, publié le 7 novembre 1920, Lénine, *op. cit.*, 129. XXV, p. 311-316.

43.

Écrit le 12/14 septembre 1917, publié en 1921, Lénine, *op. cit.*, XXVI, p. 6-12.

44.

Ibid.

45.

Texte du 23 septembre 1917, paru en 1924. Lénine, *op. cit.*, 129, XXVI, p. 50-51.

46.

Ecrit le 29-30 septembre 1917, publié le 7 octobre (retardé), Lénine, *op. cit.*, 129, XXVI, p. 68 et suivantes. « Ils trahiraient l'internationalisme », écrit Lénine dans ce même texte. Allusion aux événements d'Allemagne où deux marins avaient été fusillés à Kiel et où l'amiral von Kapelle avait déclaré que la « révolution russe avait tourné la tête à une partie des marins ». Lénine ne fut pas le seul à s'illusionner sur les événements d'Allemagne, cf. l'éditorial de *Golos Truda* du 1er septembre. Un autre journal anarchiste. *Anarkhia.* s'illusionnait pareillement sur les phénomènes révolutionnaires en République argentine et en Turquie (le 25 septembre).

47.

La crise est mûre. Lénine, *op. cit.*, XXVI, p. 79.

48.

Novaja Jizn'du 23 septembre 1917.

49.

Lénine, *op. cit.*, XXVI, p. 83-134, achevé et daté le 1er octobre 1917. préfacé le 9 novembre, publié en 1918.

50.

Cité in Daniels, *op. cit.*, 576. p. 82.

51.

Ibid.. p. 82 et suivantes.

52.

Désormais, les rôles sont renversés : les nouvelles alarmistes sont propagées par les bolcheviks CGAORSSSR. 6978, 1, 195, 3. Il se crée un V.R.K. dans près de quatre-vingts localités, cf.

Kechin, *op. cit.*, p. 38-53.

53.

Daniels, *op. cit.*, 576, p. 73-74.

54.

Rajman, *op. cit.*, 514, p. 298-299.

55.

Trotski y réussit le 18 octobre lorsqu'il déclara au soviet : « Le soviet de Petrograd est le parlement des ouvriers et des soldats. Ses séances sont publiques, ses décisions imprimées dans les journaux. Le soviet n'a pris aucune décision de soulèvement armé, mais si les événements le lui commandent, ouvriers et soldats se soulèveront comme un seul homme à l'appel des soviets. » Kamenev, Lénine, Zinov'ev se rallièrent à ce texte, cf. Rajman, *op. cit.*, p. 310 et Trotski, *op. cit.*, 121, 11, p. 417. On observe le glissement du singulier au pluriel : un ordre *du* soviet de Petrograd (bolchevik) amènera un soulèvement à l'appel *des* soviets (pas tous bolcheviks). Sur le point que l'insurrection armée n'entrait pas. en soi, dans les plans de Trotski. cf. ce propos tenu *à l'époque* (et pas dans des textes ultérieurs) : « Le plan du PVRK était de mettre sur pied un défilé gigantesque, sans clash, sans employer les armes, même sans les montrer. Il fallait que les masses voient qu'elles étaient le nombre, qu'elles étaient la force, qu'elles étaient la volonté (...). Il fallait chasser de l'esprit des travailleurs et des soldats jusqu'au souvenir des Journées de Juillet, en arriver à ce que les masses puissent se dire : ni rien ni personne ne peut s'opposer à nous. » Cité in Chamberlin, *op. cit.*, 275, p. 303.

56.

Lénine avait demandé l'exclusion du parti, Sverdlov proposa la démission du comité central qui fut décidée par 5 voix contre 3, Trotski avait dit son accord, pas Staline qui demanda ce vote. Le résultat acquis, Staline offrit sa démission de la *Pravda,* elle fut refusée. Daniels, *op. cit.*, 576, p. 116-117.

57.

Daniels, *op. cit.*, 576. p. 81-107.

58.

Ibid.

59.

Dans son *Histoire de la Révolution,* Trotski n'a pas manqué d'observer qu'au moment des préparatifs de l'insurrection, ni Lénine absent jusqu'au 8 octobre, ni Zinov'ev sous inculpation, ni Kamenev hostile, ni Sverdlov ne prirent part à ces meetings qui préparèrent le soulèvement. Ils furent animés par Volodarskij. Tchudnovskij, Kollontai, Trotski et Lachevitch. Trotski, *op. cit.*. 121, tome II, p. 390. Jugement de R.V. Daniels, *op. cit.*, 576, p. 89.

60.

Voir note 40. De ces événements connus, ici très résumés, on trouve le récit animé dans J. Reed, *op. cit.*, 560, l'analyse critique dans R. Daniels, et A. Rabinowitch. à paraître.

61.

Sur ces faits, le récit le plus complet est celui de Trotski, *op. cit.*, 121. 11, p. 397 et suivantes et l'analyse critique de Rajman. *op. cit.*, 514, 514, p. 300 et suivantes, ainsi que *Vosstanie, op. cit.*, 513, p. 233 et suivantes. Peterson. délégué letton promettait 4 000 tirailleurs pour protéger le congrès.

62.

Pour tout ce débat, cf. CGAORSSSR. 6978. I. 131. 1 à 13.

63.

Ibid.

64.

Cf. les protocoles du PVRK, *op. cit.,* 542, tome I, p. 17-127 et Daniels, *op. cit.*, p. 132-165.

65.

John Reed, *op. cit.,* 560. p. 152 et suivantes.

66.

Lénine, *op. cit.,* 129, XXVI, p. 240-241, Daniels, *op. cit.*, p. 149-162.

67.

Témoignage de Kerenski.

68.

Daniels, *op. cit.,* 576, p. 180.

69.

Ibid., p. 180-200.

70.

Au moment de l'ouverture. 562 délégués sont présent : 382 bolcheviks, 31 sans parti, liés aux bolcheviks, 70 S.R, de gauche, 5 anarchistes, 15 unitaires S.D., 30 mencheviks internationalistes, 21 mencheviks défensistes, 7 S.D. des nationalités, 36 S.R. du centre, 16 S.R. de droite, 3 S.R. des nationalités. On ne saurait accorder trop de foi ou de signification à ces chiffres, voir nos remarques de conclusion. Cf. *Vtoroj, op. cit.,* 543. Autres chiffres dans Radkey, *op. cit.,* 532, p. 104.

71.

John Reed, *op. cit.,* 560 et R. Daniels, passim.

72.

Photo du manuscrit dans V.V. Anikeev. *Dejatel'nost', op. cit.,* 536, p. 441. Antonov croyait que le pouvoir passerait au soviet de Petrograd. cf. son texte ci-dessus.

73.

Par un autre petit coup d'État miniature, Lénine signa un ordre de mission du PVRK comme « Président », et comme seul signataire, alors que les autres ordres du PVRK sont toujours signés de deux personnes. En outre, on n'a pas trace que Lénine ait jamais été élu ou nommé président du PVRK. La photocopie du manuscrit est reproduite dans *Istoritcheskij Arxiv.* 5, p. 4.

74.

Sur ces faits, cf. Léonard Schapiro, *op. cit.,* 284, p. 73-88.

75.

Lénine par Lénine, op. cit., 522.

76.

Starcev, *op. cit.,* 363, p. 249-288.

77.

Nos calculs d'après PVRK, *op. cit.,* 542, I. 53-162.

78.

Voir plus haut, le chapitre 10, et le chapitre 8.

79.

PVRK, *op. cit.,* 542, I. p. 452 et suivantes.

80.

Popov, *op. cit.,* 541.
Sur les anarchistes, cf. la première page *d'Anarkxia* du 26 octobre qui est un appel à l'action. « Attention au sabotage de notre révolution par les bourgeois, lançaient les employés et ouvriers du port de Petrograd... La chemise du bourgeois lui colle au corps. Reprenons nos

forces, montrons-lui ce que nous savons faire, montrons que nous savons aussi diriger. » GAORRSLo, 4605, 1-8, 5 et 6.

81.

Popov, *op. cit.*, 541.

82.

Le *Tsik* de la 1re conférence des soviets, toujours en activité, juge qu'au sein du parti bolchevik, le schisme est inéluctable. Il compte sur « l'appui des usines pour pouvoir tenir une nouvelle session ». CGAORSSSR, 6978, 1, 133, 1.

83.

L'histoire du pouvoir bolchevik a été racontée maintes fois, ainsi que l'histoire de la suppression des différentes oppositions : partis politiques, bourgeois et socialistes, syndicats, groupements anarchistes, etc. La meilleure analyse d'ensemble est celle de L. Schapiro, *op. cit.*, 284.

84.

PVRK, *op. cit.*. 542. p. 53-162.

85.

Si on lit les journaux de Petrograd moins d'un an plus tard, on observe que les mesures que les classes populaires demandaient et qui n'étaient pas dans le programme bolchevik (cf. notre tableau au début de ce chapitre) furent bien endossées par les dirigeants du parti, pour autant qu'elles n'allaient pas contre leur propre programme d'action. Ainsi en alla-t-il du travail obligatoire pour les bourgeois, travail manuel il s'entend. Le régime alla plus loin puisqu'il leur *réserva* les tâches les plus pénibles : nettoyage des rues et réfection de la chaussée à Orel. déchargement du charbon à Petrograd, creusement des tranchées, etc.. au témoignage de Zinov'ev lui-même.
Isvestija du 19 octobre 1918, *Pravda* du 6 octobre 1918, *Krasnaja Gazeta* du 16 octobre 1918. Zinov'ev in *Pravda* du 11 octobre 1918.

86.

Politiquement, cette mesure correspondait plutôt à la pratique des anarchistes ; cf. à Kronstadt, in E. Yarchouck, édition Skirda, *op. cit.*, 533 c.

87.

Uplotenenie, de Panteleev et A. Lunacarskij, 1918. Cf. également *Die bolschevisten-Greuel vont 21 august 1919-oder Kiews Shrecken stage.* 1750 feet, 1919. Ces deux films ont été analysés dans notre article des *Annales*, 1973, I, « Le film, une contre-analyse de la société ».

88.

Au plan représentatif, ils s'en sont séparés depuis la « sortie » du 8 octobre au Pré-parlement.

89.

Textes sur la tchéka et la terreur sous Lénine reproduits dans le recueil de Jacques Baynac. *op. cit.*, 732.

90.

Ce texte, cité par Jacques Baynac. *op. cit.* 732 b. d'après le tome 35 (en russe) des œuvres de Lénine, ne figure pas dans la 4e édition des œuvres traduites sous la responsabilité de R. Garaudy. Toutefois, une allusion y est faite, dans la chronologie placée à la fin de l'ouvrage, à la date du 26 juin 1918, tome 27, p. 650.

91.

Op. cit. 578.

CONCLUSIONS

Les analyses proposées apportent quelque clarté, espérons-nous, sur les problèmes posés dans l'introduction : celui de la nature des événements d'Octobre, des origines de la terreur « stalinienne », le contraste entre l'ordonnancement centralisé de la société soviétique actuelle et le foisonnement extraordinaire de l'année 1917.

I. SIGNIFICATION DE L’INSURRECTION D’OCTOBRE

Avant Octobre, la discipline du parti bolchevik est un acte de foi plus qu’une réalité contrôlable : A. Rabinowitch l’a montré pour les *Journées de Juillet*, et Robert Daniels pour les *Journées d’Octobre.*

Au sommet du parti, il est clair que deux tendances se combattent, celle de Kamenev et celle de Lénine. La longue querelle entre Trotskistes et Staliniens sur la vocation ultérieure de la révolution a caché cet autre conflit, aussi important, sur la nature des relations entre le parti communiste et la société. Au reste, pendant la révolution aucun des autres protagonistes, à l’exception peut-être du menchevik Tseretelli, n’a exercé une influence théorique aussi importante que ces deux leaders de tendance : ni Staline, ni Sverdlov, ni Trotski.

Chronologiquement, les premières divergences entre Kamenev et Lénine sont apparues sur le plan de la tactique à appliquer vis-à-vis du double-pouvoir ; elles mettaient en cause le rôle des soviets. Enclin à considérer les soviets de députés ouvriers, soldats et paysans comme le Parlement de la Démocratie, persuadé que les bolcheviks y seraient inéluctablement majoritaires, Kamenev souhaite qu’au sein des soviets le principe de la majorité soit scrupuleusement respecté. Lénine critique ce « légalisme révolutionnaire ». L’appel à la violence au travers de manifestations pacifiques (puis armées, après juin) contre la majorité représentative lui semble légitime, pour autant qu’aussitôt élus, ces représentants n’expriment plus la volonté de la base. En outre, leur forcer ainsi la main renforce la position du parti. Lénine adopta la même attitude vis-à-vis du premier congrès des soviets, où il revendiqua le pouvoir pour son parti, très minoritaire. Surtout, on constate qu’il ne changea pas de position après que le parti bolchevik eut acquis une majorité dans les soviets, car cette violence exercée contre sa propre majorité ne pouvait que renforcer le pouvoir du parti, exclure tout marchandage parlementaire qui eût pu le défavoriser.

Kamenev ne juge pas seulement cette violence (l’insurrection) risquée. Les conceptions de Lénine choquent sa sensibilité de démocrate. Au fond, il est hostile à la dictature d’un seul parti, et, de ce point de vue, il se montre plus proche des vues du menchevik L. Martov que de celles de Lénine. Au reste, Lénine ne se pose pas comme démocrate : du « vieux parti », il

propose même d’abandonner l’étiquette, de le nommer communiste et non plus social-démocrate. Avant Octobre, il demeure néanmoins démocrate, mais d’une autre façon : son action est directement inspirée par la volonté d’en découdre d’une majorité de marins, de soldats, de comités, face à une représentation de majorité, même soviétique, bolchevik, mais portée aux compromis.

De ce point de vue, Sverdlov et Bukharine sont plus proches de Lénine ; Zinov’ev et Trotski plus proches de Kamenev. Lorsque, à l’intérieur du parti, le problème se pose en ces termes, Staline est celui qui propose qu’on passe au vote.

Les divergences entre Kamenev et Lénine procédèrent également de raisons d’ordre théorique plus anciennes. Selon Kamenev, les conditions d’instauration du socialisme n’étaient pas remplies en Russie ; la prise du pouvoir par les bolcheviks lui semblait inopportune car le parti serait incapable d’instaurer un socialisme authentique et il le discréditerait. Ces raisons, qui avaient été celles des mencheviks et des S.R. en février 1917, Lénine les juge absurdes, anachroniques. Il qualifie Kamenev et ses amis du sobriquet de « vieux bolcheviks ». À chaque instant, répète-t-il, la révolution allemande peut éclater, à laquelle s’adossera l’expérience russe ; cet acte de foi est également une certitude qui explique le second aspect de la déclaration fort peu démocratique de Lénine, en septembre 1917 : « Si le parti prend le pouvoir, nul ne pourra plus l’en chasser. » Car, en tout état de cause, la conquête du pouvoir, l’instauration de mesures véritablement révolutionnaires, lui semblent des objectifs trop proches, et suffisamment exaltants, pour qu’on n’essaie pas d’y ajuster quelque peu ses idées, ses principes.

Après Octobre, forts de ce que Lénine avait eu deux fois raison lorsqu’il avait conquis le pouvoir pour son parti et pour lui seul, les bolcheviks oublièrent leurs scrupules démocratiques et, à l’intérieur du parti, Lénine se conduisit de façon encore plus indépendante. Déjà, le « coup d’État » du P.V.R.K. avait été son œuvre, son œuvre à lui seul ; on n’a pas trace non plus qu’il ait consulté la moindre instance pour modifier du tout au tout le programme agraire des camarades mandatés pour rédiger le projet de décret sur la terre. Ensuite, on n’a pas trace non plus qu’il ait jamais été élu ou nommé président du P.V.R.K., ce qui ne l’a pas empêché de signer ainsi un ordre de mission, et sans co-signataire, contre les usages. Ces micro-actes des premières heures de la révolution préfigurent les débuts d’une dictature

d’opinion à l’intérieur d’un parti. Ce qui eut désormais pour corollaire une discipline plus réelle dans le fonctionnement qui aida, certes, le parti à conserver et à renforcer son pouvoir, mais qui avait été trop illusoire avant Octobre pour expliquer le succès de l’insurrection.

Il faut chercher les causes ailleurs.

*

Depuis 1917, la tradition politique et historique a jugé le mouvement de la révolution par la force du parti bolchevik et la force du parti bolchevik par le nombre de ses élus, de ses militants. Cette relation a enfermé partisans et adversaires d’Octobre dans un cercle de fer. Elle a conduit les premiers, pour justifier la prise du pouvoir par « un petit nombre », à fabriquer du bolchevik à la ville et à la campagne, chez le moujik et le Kirghize, à qualifier de bolchevik toute attitude radicale. Inversement, elle a conduit les adversaires d’Octobre à insister sur la « passivité » du grand nombre – ce qui expliquerait qu’une organisation, même réduite, ait pu se saisir du pouvoir – alors qu’en réalité, 1917 offre l’image d’une société en perpétuel mouvement.

Il est vrai que, vue de l’intérieur des partis politiques, et si l’on s’en tient aux écrits des militants, à leurs discours, cette relation est une évidence. Ces partis politiques ne cessent de comptabiliser leurs troupes, de leur tâter le pouls, d’apprécier leur humeur. Pour eux, cela est sûr, la montée des effectifs du bolchevisme est bien un indicateur de la force du mouvement de la révolution. Pour nous, avec le recul de l’Histoire, cet « indicateur » peut se révéler bien aléatoire. Par exemple, il n’indique pas le degré véritable de la transformation révolutionnaire de la société rurale. En juin, nouvel exemple, à l’heure où le parti de Lénine est encore minuscule, la Rue n’en arbore pas moins des slogans bolcheviks. En octobre, les débats au sein du parti attestent, dans certains cas, que l’« esprit est bolchevik là où le parti n’est pas (…), là où le parti est, souvent l’humeur n’est pas combative ». Témoignages sincères, que valent ces témoignages ? Ainsi, en ne cessant d’aligner leurs chiffres, qui demeurent modestes, les bolcheviks, ont contribué eux-mêmes à forger la légende de leur propre faiblesse, associée selon eux à la faiblesse du mouvement révolutionnaire, et à accréditer la thèse du putsch, du coup d’État.

« On dit que les Russes se sont rendus par milliers, que les soldats courent en désordre. On dit et on écrit que la désorganisation du front est

entièrement l'œuvre des bolcheviks… C'est pour nous trop d'honneur… »

À ce jugement, à son commentaire, Staline apporte une explication : « Un seul parti politique ne saurait atteindre de tels résultats… Nous sommes 200 000 et 200 000 hommes ne peuvent détruire une armée de vingt millions d'hommes par leur seule influence »[1]

Alors, comment expliquer à la fois la destruction de l'armée, le mouvement des villes et des campagnes, l'éclatement des nationalités – et en même temps, quelques semaines plus tard, l'installation des bolcheviks au pouvoir, et d'eux seuls ?

Dans la deuxième partie de cet ouvrage, confrontant les aspirations de la société et la politique du Gouvernement Provisoire, leur divorce était apparu nécessaire, et inéluctable la faillite du régime de Février. Dans la troisième partie, il est clair que l'échec du Gouvernement ne fut pas dû seulement à des faux-pas, à des erreurs d'analyse des mencheviks ou des S.R. ; au reste, à quelques écarts près, une bonne part des dirigeants bolcheviks, Lénine mis à part, tenaient des raisonnements de même nature. Cet échec fut l'expression d'une faillite plus générale et qui était celle de tous ceux qui, par delà les crises de l'Histoire, assurent traditionnellement la permanence des rapports sociaux, la pérennité des relations d'autorité, la domination d'un petit nombre. La faillite de ces dirigeants, juges ou officiers, popes et fonctionnaires, s'est accompagnée, certes, d'une remise en cause des institutions, d'une radicalisation des opinions et des comportements, en grande partie sous l'influence des idées bolcheviks et anarchistes, elle a modifié également l'attitude des citoyens envers la loi et, dans l'armée, envers le commandement ; surtout, elle a abouti à un vide institutionnel que comités, soviets, syndicats, rada, etc., ont comblé instantanément, exerçant ainsi une partie des activités d'un État.

En l'occurrence, le rôle des partis politiques, les bolcheviks y compris, n'a pas été nécessairement déterminant ; ils ont pu être les fondateurs de ces institutions, encourager le mouvement, mais également le freiner. Par exemple, les comités de quartier furent une création du soviet de Petrograd, et par conséquent des partis qui le dirigeaient. Mais le soviet des comités de quartier fut une initiative des quartiers eux-mêmes. De façon identique, bien des comités d'usine naquirent spontanément ; et si le parti bolchevik fut bien à l'origine de la coordination de leur mouvement en suscitant la conférence de Petrograd des comités d'usine, à l'origine également du

soviet qu'elle élut, le parti freina ensuite les activités de ce soviet lorsque celles-ci entrèrent en concurrence avec celles des syndicats.

De fait, ces institutions, qu'elles se soient ou non créées elles-mêmes, qu'elles aient été ou non patronnées par les partis, ont toujours combattu pour l'extension de leur propre compétence, pour la prééminence, indépendamment de leur origine, indépendamment de toute appartenance idéologique ou partisane. À la façon des partis politiques, les comités d'usine, les syndicats, les coopératives ont chacun construit eux-mêmes différentes théories de l'État qui légitimaient leur propre droit à la prééminence. Ces institutions se sont combattues avant Octobre, jouant des partis les uns contre les autres comme, après Octobre, le parti bolchevik joua d'une institution contre l'autre. *La lutte pour le contrôle des appareils, ou bureaucratisation, a été, dès avant Octobre, la forme privilégiée de ce combat.*

Avant Octobre, ces institutions formaient un assemblement relativement ordonné, un véritable embryon d'État prolétarien, politiquement anonyme, et que les partis essayaient également de dominer par les voies respectives de l'élection et de la bureaucratisation. De leur côté, ces institutions se consolidaient par la voie de l'extension et d'autres formes de bureaucratisation. Pourtant, il n'y eut pas conflit mais rencontre entre ces deux mouvements, et il y eut symbiose entre les partis et les institutions révolutionnaires. Cette rencontre et cette symbiose jouèrent au bénéfice du parti bolchevik qui, grâce à la radicalisation des opinions, contrôla démocratiquement les appareils d'un nombre croissant d'institutions tout en jouant les bons offices dans les conflits de pouvoir qui les opposaient. Au reste, le projet des institutions coïncidait au moins sur un point essentiel avec celui du parti bolchevik : pour survivre, elles devaient en découdre avec le Gouvernement Provisoire, afin de détruire l'ancien État, et prendre sa relève. De sorte que lorsqu'il est apparu, au lendemain d'Octobre, que la réalité du pouvoir passait non aux soviets mais à un parti politique, le parti bolchevik, il y eut plus d'opposition réelle chez les autres partis politiques qu'au sein des institutions, même le Vikzel (syndicat des chemins de fer, fortement menchevisé). Ces institutions demeurèrent solidaires du nouveau pouvoir pour une évidente raison : elles en étaient les éléments constituants.

De sorte que l'insurrection d'Octobre n'a pas été seulement le fait d'un parti politique agissant sous le couvert d'une institution, « les soviets servant de cache-sexe au parti bolchevik ». Elle a été plus encore *une*

épreuve de force entre un Gouvernement sans État et un État sans Gouvernement.

Les vainqueurs n'étaient pas non plus, comme on l'a dit, seulement l'expression d'une minorité, en l'occurrence les grandes villes et les soldats de l'arrière. Dans l'armée, par exemple, le front s'est montré finalement aussi révolutionnaire que la réserve, et s'il y a eu des résistances au courant général, elles n'ont été le fait que d'unités militaires bien définies. La relation des campagnes à l'épreuve d'Octobre est plus complexe. Elles n'ont pas été animées d'un mouvement uniforme et chaque campagne a fonctionné de façon autonome, sans relation nécessaire avec le jeu des partis ou la montée insurrectionnelle. Ainsi dissocié, ce mouvement n'a été ni cohérent ni homogène ; ses effets ont néanmoins activé le processus révolutionnaire, car la ruine de l'économie rurale a eu un effet direct sur l'attitude des citadins et des soldats. Chez les nationalités, les divers mouvements qui se sont développés en 1917, plus éclatés encore et plus diversifiés que ceux des campagnes, au moins en apparence, ont en réalité été plus en relations avec la révolution prolétarienne, car, disposant de centres de décisions, ils ne manquaient pas d'avoir, chacun, un œil fixé sur Petrograd. Selon la distance, les rapports de force, ou les relations entre classes, ce mouvement a absorbé une partie des forces répressives de l'État, quelle qu'ait pu être son orientation : séparatisme, révolution sociale, ou les deux à la fois. Lorsque le mouvement a joué dans le sens de la révolution prolétarienne, comme en Lettonie, il n'y a pas eu pour autant unité de mouvement avec les Russes, intégration dans une stratégie bolchevik qui eût été conçue au centre. La radicalisation et la bolchevisation de la Lettonie ont précédé celles de la Russie et c'est l'occupation allemande qui y a mis fin. Ensuite, les tirailleurs lettons aidèrent les bolcheviks russes à prendre le pouvoir, agissant ainsi dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien avant même la création du Komintern.

Ainsi, dans le mouvement qui conduisit au succès d'Octobre, où l'embryon d'État prolétarien joua son va-tout pour survivre, le personnel et les acteurs de l'épreuve de force n'étaient pas nécessairement bolcheviks, ni même russes ; toutefois le parti bolchevik russe, présent dans chaque institution (même non russe quelquefois), a été le seul à pouvoir assurer à la fois une certaine coordination et l'intérim de la représentativité. Il apporta une orientation générale à un mouvement qui était à la fois incohérent et convergent : la volonté d'abattre le régime. Toutefois, seule l'existence

préalable de cet État non réellement constitué mais vivant, et l'existence également de forces dissolvantes agissant indépendamment de lui, qui contribuèrent ainsi à la destruction de l'ancien ordre, permirent cette victoire d'Octobre et l'enracinement du succès.

Une contradiction apparente est ainsi levée : on comprend que l'insurrection d'Octobre ait pu *à la fois* être un mouvement de masse, et que seul un petit nombre y ait participé, les bolcheviks ayant pu demeurer ensuite seuls maîtres de l'appareil d'État. Certes, les coups de dés et les coups d'État miniature de Lénine rendirent plus rude et plus manifeste la prise en mains des institutions par un seul parti. Mais le phénomène était en marche indépendamment de cette action délibérée du parti et il était le fait d'un appareil d'État plus zélé encore. Désormais le processus de bureaucratisation des institutions joua dans le sens de la bolchevisation ; il ajouta ses effets à ceux de la radicalisation. Il l'a cimentée. (Voir le chapitre 16.)

Dès avant Octobre, les activistes de toute tendance s'étaient fait la main à suspendre les libertés démocratiques. De la suspension à la suppression ultérieure, il y avait seulement un exemple à imiter : celui des socialistes « démocrates » qui, après juillet, avaient supprimé la presse bolchevik. Certes, à l'intérieur du bolchevisme, les vainqueurs ne s'étaient jamais prétendus particulièrement démocrates ; mais, de toute façon, pour l'appareil de cet État, pas nécessairement bolchevik, il ne pouvait être question que, sous prétexte de « libertés démocratiques », l'État pût osciller, basculer, bref changer de mains. Pour cet appareil d'État, ce n'était pas un problème moral, ou d'esthétique politique, mais un problème d'existence. Et cet appareil d'État fit bonne garde.

Ainsi, il n'était pas même nécessaire que le bolchevisme fût un absolutisme pour qu'avec Octobre, en Russie, périsse une certaine conception de la démocratie.

II. OCTOBRE ET LES ORIGINES DU RÉGIME « STALINIEN »

Premier résultat irréversible d'Octobre, le changement du monde des dirigeants. Toutefois, ce changement ne signifie pas seulement, comme on l'a répété, que le pouvoir est passé aux mains du parti bolchevik, de ses « chefs historiques » ; avec eux de nouveaux détenteurs du pouvoir ont formé une sorte de groupe social hétérogène. Ces autres éléments sont d'origine populaire, venus pour l'essentiel de l'armée ou de l'usine ; une partie est relativement urbanisée, l'autre est composée de jeunes gens nés à la campagne. *L'écart culturel* et la différence d'âge entre ces militants ou miliciens et leurs supérieurs dans les différentes instances de l'État soviétique (soviets, partis bolcheviks, comités, etc.) garantit *provisoirement* aux organes dirigeants du parti de Lénine un ascendant incontesté. L'ambiguïté du statut politique des membres de cet appareil d'État explique l'imprécision des chiffres portant sur le nombre de membres attribués au parti bolchevik : alors qu'il comptait, semble-t-il, 24 000 membres en février 1917, Sverdlov parle de 400 000 membres une semaine avant octobre, puis de 300 000 au 7e congrès quatre mois plus tard. D'autres estimations avancent le chiffre de 115 000 membres.

Mais plus significative est la comparaison entre le nombre des bolcheviks de 1917 qui sont demeurés dans le parti après le succès de la révolution. Ils étaient 24 000 et leur nombre est passé à 12 000 en 1922 (à 8 000 en 1927) alors que le nombre des membres du parti était déjà de plus de 600 000 membres en 1920. Ainsi est rendue sensible la *rapide évaporation des bolcheviks d'origine.* Ces éléments sont submergés par les nouveaux membres qui exercent une poussée de bas en haut ; ils visent les fonctions qu'occupent d'une part l'État-Major bolchevik, d'autre part les *spets* auxquels les dirigeants ont dû faire appel pour assurer la formation des nouveaux communistes. Peu à peu, ces nouveaux « cadres » prennent la relève de ces *spets* et des bolcheviks de tradition, aristocrates et « vieille garde » de l'action politique, mais déchus à leur tour, et qui apparaissent bientôt aux couches montantes, impatientes de promotion, comme aussi vacillants que les autres membres de l'intelligentsia dont ils s'étaient séparés au début du siècle. La fonction politique des purges est connue ; leur fonction sociale fut d'aider à la promotion massive de ces néo-

bolcheviks d'origine populaire. D'abord des citadins, ensuite en majorité des ruraux.

Ce double transfert du pouvoir, en 1917 et après 1917, répercutait également un mouvement bien plus ample, qui avait commencé à la fin du XIXe siècle, s'était accentué avec le premier conflit mondial et la guerre civile : la migration massive que l'industrialisation et l'ouverture des hostilités suscitèrent, et qui aboutit à un gonflement soudain de la population urbaine. Le village russe se transporta ainsi à l'armée, à la ville, submergeant les éléments anciennement urbanisés, vieux praticiens des luttes sociales institutionnalisées. Ils introduisirent dans les relations politiques et sociales une violence qui jusque-là n'avait existé qu'à la campagne. Cette violence était l'expression d'un écart, plus grand en Russie qu'ailleurs, entre la grande déchéance des miséreux et la culture raffinée d'un petit nombre. Une chronologie de la violence en 1917 montre qu'elle a successivement frappé les officiers, les grands propriétaires, les koulaks, les autorités civiles urbaines, les opposants politiques à la base, les opposants politiques au sommet. Les agents de cette violence furent toujours des hommes nés à la campagne. Au départ, ils avaient agi individuellement, puis s'étaient organisés en comités, enfin, avec les années vingt, ils agirent au nom de l'État. Pour demeurer « collés aux masses », pour garder le pouvoir, jamais les dirigeants bolcheviks ne condamnèrent cette violence. L'insurrection d'Octobre institutionnalisa cette violence, elle la légitima. À l'époque dite stalinienne, mais qui s'annonce en réalité dès 1917, le retournement s'est opéré comme ailleurs en Europe, la violence est le signe de la légitimité du pouvoir. Mais, en Russie, ce signe avait socialement changé de sens.

De ce double transfert de pouvoir témoigne, par exemple, le destin des mesures prises sur la femme et la famille.

Au départ, lorsque l'autorité de l'intelligentsia bolchevik est sans partage, les idées d'Alexandra Kollontai, une grande bourgeoise, l'emportent. Des mesures sont prises qui vont souvent plus loin que les nouveaux dirigeants l'imaginaient ou le souhaitaient. Spontanément, les milieux populaires n'avaient jamais émancipé la femme durant la révolution, alors que spontanément ils avaient su saisir la terre ou bien l'usine. La double émancipation sociale et sexuelle de la femme fut bien le fait des dirigeants bolcheviks, d'eux seuls.

L’irruption massive des milieux populaires à la tête de l’État suscita aussitôt une réaction. Les hommes n’entendent pas perdre, à la maison, le pouvoir qu’ils venaient d’acquérir dans la cité. De même, les femmes des milieux populaires refusent aussi bien une liberté, qui, à ce stade de leur développement culturel, signifie pour elles plus l’insécurité que l’émancipation. Le grand nombre de non-Russes à la base des institutions dirigeantes scella bientôt l’alliance « objective » du kaftan et de la blouse. Les mesures exceptionnelles, et uniques, prises dans l’ordre de l’égalité sociale donnèrent à ces dirigeants bonne conscience au moment même où quelques-uns d’entre eux sentaient que l’ordre de la famille était le plus sûr garant de la solidité des institutions et de l’État.

Ainsi, la prolétarisation de l’appareil, *la lente subversion des idées socialistes ou libertaires par la mentalité traditionnelle* jouèrent contre une émancipation féministe qui avait émané de l’avant-garde de l’intelligentsia. Elle joua parallèlement dans l’art et la culture en faveur d’un académisme qui triomphe à la fin des années vingt[2]. Ultérieurement, elle servit de support à une remontée de l’antisémitisme.

Ainsi, *le problème des libertés*, de leur suppression, résulte de la convergence de deux mouvements :

– Un mouvement venu d’en haut, lié à l’identification d’un parti politique à une « classe », définie comme détentrice des valeurs de l’histoire. Que ce parti fasse du centralisme et de l’organisation sa raison d’être, et toute minorité non ralliée se définit nécessairement comme anti-historique, contre-révolutionnaire, tandis que le contrôle, envers de l’organisation, prédétermine la destruction de toutes les pratiques sociales spontanées.

– Un mouvement venu d’en bas, qui en modifiant la structure sociale de ce pouvoir, aboutit à cette subversion des principes fondamentaux de l’idéologie révolutionnaire. La mentalité paysanne et traditionnelle prit lentement la relève de l’état d’esprit bourgeois, dont les dirigeants bolcheviks étaient l’expression, et rejeta tout écart, toute différence culturelle comme une inégalité, ou comme une anormalité. Derniers possesseurs d’un capital visible, leur culture, les gens instruits perdirent la capacité d’en trop user. La liberté de pensée était oppression pour autant qu’elle était interdite aux autres, aux malheureux. Du même ostracisme furent bientôt victimes toutes les avant-gardes, qu’elles aient voulu agir dans l’art, la famille ou la pratique sociale.

Peu visible et lâche au départ, ce double mouvement se mit en place par à-coups. En 1917 et juste après, la suppression des libertés vint d'en bas plus que d'en haut, les créations révolutionnaires vinrent d'en haut plus que d'en bas. Bientôt, les deux mouvements se conjuguèrent. Leur association marqua l'entrée de la révolution dans sa phase 2, dite stalinienne, pour autant qu'à ses débuts la personne du successeur de Lénine symbolise assez bien ce mouvement : plébéianisation, violence, anonymat. Ainsi, les transformations de la société soviétique s'expliquent moins par « l'absolutisme bolchevik » que par l'évolution de la structure sociale du pouvoir[3].

III. LA SOCIÉTÉ NOUVELLE

La révolution d'Octobre proclama le pouvoir des soviets, le contrôle ouvrier, la terre aux paysans, le libre droit des peuples à l'auto-détermination.

Dans la réalité, l'État traditionnel avait dépéri avant l'insurrection et Octobre scella le triomphe d'un État populaire qui disposait déjà de la plupart de ses attributs (force armée, personnel administratif, pratiques et règlements, etc.). Il manquait à cet État la sanction de la prise du pouvoir et l'occupation violente des lieux symboliques. Lénine sut l'imposer à un État-Major qui vivait au ras d'une vision parlementariste de la prise du pouvoir[4].

Les décrets endossaient également une réalité en partie acquise. Ils suscitaient toutefois une situation nouvelle en rendant légales les mesures prises par les ouvriers et les paysans, en en étendant l'application au reste du pays[5].

En vérité, ces décrets représentaient plus un second aspect du transfert d'autorité qu'un changement réel du mode de production. Car à la campagne, par exemple, si le *pomescik* a disparu, et si le comité a pris sa place, la vie du village continue comme avant. La ville et l'État y sont toujours aussi suspects, et l'hostilité latente ou ouverte. 1917 n'y est pas un grand tournant comme la collectivisation forcée à l'époque stalinienne.

À l'usine, le patron est parti, comme le propriétaire terrien à la campagne. Un comité a pris sa relève. Mais dès décembre 1917, l'État commence à en contrôler la composition, les activités, celles de l'usine. Pour celui qui ne participe pas à ces instances multiples, le changement est dans le mode de relations avec les autorités nouvelles. Il est aussi dans toutes les mesures sociales prises par le régime et dont l'esprit répond aux aspirations des travailleurs (assurances sociales, assurance contre les accidents, protection de l'ouvrière et de l'enfant, allocations de chômage, etc.). Toutefois, la crise de l'économie, le sabotage de l'industrie par le grand capital, les affres de la guerre civile empêchent l'ouvrier de bénéficier réellement de ce changement, même partiel, qui est attaché à la modification de son statut. Il déserte l'usine. Certes, la capacité lui est également offerte de s'insérer dans les structures du nouveau pouvoir. Mais fondamentalement et pour ceux qui demeurent, l'usine reste l'usine et l'ouvrier un ouvrier. Les tentatives d'autogestion ont fait long feu.

Paradoxalement, avant la collectivisation et l'industrialisation forcées de l'époque stalinienne, ce sont peut-être les relations entre Russes et non-Russes qui, avec le gigantesque transfert social du pouvoir, ont dès 1917 marqué le plus durablement l'avenir du pays. Certes, les nations qui souhaitaient être indépendantes n'ont pu le devenir qu'à l'encontre des volontés du régime. Exemplaire est, de ce point de vue, l'aventure des Finnois : il a suffi qu'un petit noyau de citoyens, parlant « au nom de la classe ouvrière finnoise », se déclarent en faveur de « l'unité prolétarienne des peuples russes et finnois » pour que l'indépendance de la Finlande, reconnue par le Gouvernement de Lénine quelques semaines plus tôt, soit assimilée à un mouvement « bourgeois » contre-révolutionnaire, et combattue comme telle. Les Finnois l'emportèrent en partie grâce à l'aide étrangère, mais pas les Ukrainiens ni les Géorgiens, etc., qui avaient cru pouvoir bénéficier du décret sur le libre droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Bien que pas une seule fois le décret ne fût appliqué, la relation des nationalités avec les Russes ou avec le nouvel État soviétique se transforma complètement. Cette modification concerna autant le statut individuel des allogènes que le statut collectif des nations.

Déjà, la pratique du parti bolchevik avant 1917 (comme celle du parti menchevik ou des S.R.) avait montré qu'au sein des organisations révolutionnaires, un Juif n'était plus tout à fait un Juif, ni un Géorgien un Géorgien. Elle avait montré également que parmi ces organisations, il pouvait exister aussi bien un parti social-démocrate juif (le Bund) qu'un parti socialiste-révolutionnaire ukrainien. Un allogène pouvait militer aussi bien dans une organisation socialiste de sa nationalité, qu'à titre individuel dans une organisation de son choix. Cette pratique continua à servir de modèle. Après 1917, le raccordement des nations non russes au système soviétique eut pour effet d'introduire un grand nombre d'allogènes dans les instances de l'État. Désormais, ceux-ci en firent partie, pour l'essentiel, non plus en tant qu'individus militant dans le parti bolchevik russe, tels naguère Staline ou Trotski, mais de plus en plus comme des communistes représentant leur nation dans le système soviétique.

Apparemment, en 1917, l'appareil d'État était passé des mains des Russes entre celles de non-Russes : toutefois, ce qui était partiellement vrai au sommet ne l'était pas du tout à la base, la prolétarisation de l'appareil d'État jouant dans sa première phase en faveur de Russes. Ultérieurement,

étant donné que le nombre d'allogènes entrant dans le parti communiste *russe* diminua, l'irruption de non-Russes au sommet de l'appareil communiste commença à tarir, la poussée des cadres moyens vers le haut jouant presque uniquement en faveur de Russes. De la sorte, on s'explique qu'au Presidium et au Polit-Bureau, de 1917 à 1919, Russes et non-Russes aient pu être à égalité ; mais qu'ensuite, peu à peu, la proportion des non-Russes diminua. Ils n'étaient plus que la moitié du nombre des Russes à la fin des années vingt ; proportionnellement, ils sont encore moins nombreux aujourd'hui.

Pour les allogènes, toutefois, cette évolution fut compensée par l'afflux d'élus des Républiques *simultanément* dans les instances fédérales de l'État soviétique *et* au Gouvernement même de leur propre pays. Seul les Juifs ressentirent négativement et unilatéralement ces changements parce que leur participation au pouvoir se tarit *à la fois* au sommet de l'appareil communiste comme pour les allogènes des autres nations *et* à la base puisqu'ils n'eurent pas d'État territorial à leur disposition : même l'éphémère création du Birobidjan ne résolut pas cette question. Les Juifs furent ainsi lentement éliminés de toutes les instances étatiques, un mouvement qu'aidèrent, s'il le fallait, l'antisémitisme latent des nouvelles couches dirigeantes issues des milieux populaires à peine urbanisés et l'ambiguïté de la doctrine lénino-stalinienne sur le statut de la « nation juive ».

Au contraire, les allogènes d'autres nationalités eurent le sentiment d'une promotion réelle, pour autant que cette intégration profita à un grand nombre d'individus qui partaient à la conquête de l'État, de ses honneurs. Pour les allogènes des nations conscientes de leur identité collective pourtant, tels la Géorgie, les États Baltes, l'Ukraine, etc., il y eut néanmoins frustration, sentiment d'aliénation collective, amoindri toutefois par cette participation d'un nombre croissant d'individus à la gestion de l'État et par une politique visant à la résurrection des langues, des cultures.

Est-ce à dire que pour ces autres nations la co-habitation au niveau étatique est néanmoins susceptible à la longue de modifier leur nature même, de faire apparaître une conscience supra-nationale soviétique ? Un peuple soviétique unique peut-il ainsi se constituer dans une Union où les mariages mixtes sont rares, les réactions racistes mal contrôlées et où les progrès des allogènes regénèrent le chauvinisme grand-russe[6] ? Les dirigeants soviétiques le croient ; ils affirment que le problème des

nationalités n’est plus à l’intérieur de l’U.R.S.S. qu’une « affaire de famille ». Cette expression ayant été également appliquée aux Démocraties Populaires, on peut estimer qu’après avoir régénéré, suscité, supprimé ou ressuscité les nations, les dirigeants soviétiques peuvent avoir intérêt, désormais, à revenir, au moins sur ce problème, aux sources du marxisme[7].

IV. L'URSS, L'EUROPE : SPÉCIFICITÉ OU SIMILITUDES ?

Ainsi, après 1917, il existait en URSS à la fois une situation originale qui explique certains choix et attitudes, concernant la politique familiale ou les nationalités, par exemple, *et* des données semblables à celles de l'Europe entière, telle la vocation des dirigeants politiques à populariser leur programme plutôt qu'à appliquer un programme populaire.

Pour expliquer les aspects les plus noirs de l'époque stalinienne, et dépasser la critique du « culte de la personnalité », il est des analyses qui accordent un privilège à cette spécificité (J. Elleinstein) ; d'autres qui insistent sur les « déviations » dans les choix ; déviations par rapport à une ligne exemplaire, celle de Lénine (Ch. Bettelheim), déviations par rapport à une ligne idéale imaginaire (L. Althusser)[8].

Ces explications, qui d'une certaine façon s'excluent les unes les autres, ont pour caractéristique commune, au reste paradoxale puisqu'elles se disent toutes marxistes, d'ignorer la structure de classe de l'appareil d'État instauré en 1917, et son évolution ; de ne jamais donner la parole au prolétariat, mais seulement à ceux qui parlent en son nom ; bref de ne pas aborder le problème du pouvoir, de ses fondements, de sa légitimité.

S'étant efforcé de combler ces différentes lacunes, cet ouvrage incite à une réflexion sur notre temps, l'histoire de l'URSS nous étant apparue non comme un passé unique, étranger, révolu, mais bien comme une des variables d'un modèle de développement, commun à tous les pays qui, de façon révolutionnaire, changent radicalement de régime.

1. *3e Conférence, op. cit.*, 534, p. 66.

2. Ce phénomène n'est pas étudié ici. Sur la politique culturelle des débuts du régime on se reportera aux travaux de J. M. Palmier et à ceux qui sont indiqués à la bibliographie.

3. Eu égard à ce double mouvement, les péripéties de la montée de Staline au sommet des instances du parti prennent la mesure d'une anecdote. On en lira le passionnant récit dans I. Deutscher, B. Souvarine, etc.

4. Yves Sturdze a bien mis en valeur le problème des lieux symboliques dans *Organisation, Anti-organisation*, Paris, Champ Libre, 1974.

5.

Très stimulante, l'analyse d'A. Inkelès, *op. cit.,* 724, réduit à l'excès le bilan d'octobre.

6.

Le souvenir de la période où une majorité de Juifs dominait l'appareil d'État a laissé une trace qui s'ajoute aux autres éléments constitutifs de l'antisémitisme soviétique, officiellement nié et condamné. Hypothèse : l'antisémitisme n'explique-t-il pas certains aspects des conflits de tendance puis des purges de l'époque stalinienne ? Cf., à ce propos, la connotation antisémite des caricatures contre l'« opposition de gauche », par exemple dans Carrère d'Encausse, *op. cit.*. 733. p. 177.

7.

À l'époque stalinienne, sept nations furent collectivement déportées, Tatars de Crimée, Chechen. Ingouches etc.. pour « crimes de trahison » lors de la Deuxième Guerre Mondiale ; celles qui étaient constituées en Républiques cessèrent d'exister officiellement et leur nom disparut de l'Encyclopédie soviétique. Certaines furent restaurées ultérieurement. Parallèlement, avant et après la guerre, des purges et déportations frappèrent l'intelligentsia d'Ukraine, des Pays Baltes où des actions armées se prolongèrent jusque vers 1950, avec ensuite déportation massive en Asie Soviétique. Cf. Carrère d'Encausse, *op. cit.,* 733, Conquest, *op. cit.,* 710 et *Ferment, op. cit.,* 720.

8.

J. Elleinstein, *op. cit.,* 732 ; Bettelheim, *op. cit.,* 731 ; Louis Althusser, *Réponse à John Lewis,* Paris, 1973. Sur cet écrit d'Althusser et sur son œuvre, on lira Jacques Rancière, *La leçon d'Althusser,* Paris, Gallimard, coll. Idées, 1974, 278 p.

DOCUMENTS DES PREMIÈRE ET DEUXIÈME PARTIES

№ 2. Экстренный выпускъ "РАБОЧАГО ЗНАМЕНИ". 23 марта 1917 г.

Духъ разрушающій
есть духъ созидающій.

Освобожденіе рабочихъ —
дѣло самихъ рабочихъ.

ЦѢЛИ И ЗАДАЧИ РЕВОЛЮЦІИ.

Русская Революція быстро идетъ впередъ и уже теперь съ увѣренностью можно сказать, что дни гучково-милюковскаго правительства сочтены. Возставшій народъ рѣшительно проявляетъ свою волю и не остановится до конца, до полной побѣды. Онъ по опыту знаетъ, что на полу-революцію ему опять будетъ отвѣчено полной реакціей.

Сейчасъ въ Петроградѣ два правительства: поспѣшившее объявить себя "суверенным" гучково-милюковское министерство и "Совѣтъ Рабочихъ и Солдатскихъ Депутатовъ". Первое идетъ на поводу у второго. Фактическая власть находится въ рукахъ Революціи, господа же Гучковы и Милюковы только безпомощно барахтаются въ ея цѣпкихъ объятіяхъ, съ тоскою вспоминаютъ о "добромъ старомъ времени" подъ скипетромъ Николая Кроваваго и дрожащей отъ ужаса рукою подписываютъ категорическіе приказы Совѣта Рабочихъ и Солдатскихъ Депутатовъ. Они играютъ роль ничтожныхъ, жалкихъ шутовъ, которымъ Исторія, чтобы посмѣяться надъ ними, насильно напялила ярко-красный кафтанъ. Не къ лицу имъ этотъ кафтанъ и хотѣли бы они сбросить его, но жестокая Исторія не пускаетъ, крѣпко держитъ ихъ.

Всего двѣ недѣли, какъ вспыхнула Революція, и за этотъ короткій промежутокъ времени буржуазія уже не одинъ разъ собиралась обмануть и предать ее. Будучи вынуждена прогнать кроваваго царя, она, полная заботъ о "благѣ" народномъ, хотѣла спасти шатающійся тронъ и призвала "володѣть и княжить" брата царя, Михаила. Но Совѣтъ Рабочихъ и Солдатскихъ Депутатовъ не позволилъ. И Михаилъ покорно отстранился, сдѣлавъ видъ, что подчиняется "волѣ народной". Чтобы обезпечить себѣ "преданность" арміи, господа Гучковы и Милюковы попытались назначить главнокомандующимъ надъ войсками испытаннаго сатрапа, предводителя черносотенныхъ бандъ, великаго князя Николая Николаевича. Но Совѣтъ Рабочихъ и Солдатскихъ Депутатовъ опять не позволилъ и великій князь, у котораго своя особенная точка зрѣнія на волю народную

UN TRACT ANARCHISTE DATÉ DU 23 MARS 1917
(le texte figure en annexe)

1

K. MARX, F. ENGELS ET LA RÉVOLUTION EN RUSSIE[a]

… Si la Russie tend à devenir une nation capitaliste, à l'instar des nations de l'Europe occidentale, – et pendant les dernières années elle s'est donnée beaucoup de mal en ce sens, – elle n'y réussira pas sans avoir préalablement transformé une bonne partie de ses paysans en prolétaires ; et après cela, amenée une fois au giron du régime capitaliste, elle en subira les lois impitoyables, comme d'autres nations profanes.

MARX, *Réponses à Mikhailovskij* (1877).

Le fait que la Russie soit le dernier pays touché par la grande industrie capitaliste, et qu'elle soit en même temps le pays ayant la plus large population paysanne, rendra le bouleversement provoqué par cette transformation plus aigu ici que partout ailleurs. Le processus de remplacement de quelque 500 000 pomešciki (propriétaires) et de quelque 80 millions de paysans par une nouvelle classe de propriétaires bourgeois ne saurait s'effectuer qu'au milieu de souffrances et de convulsions terribles. Mais l'histoire est la plus terrible des divinités qui mène son char triomphant par-dessus des amas de cadavres, non seulement dans les guerres, mais aussi au cours d'un développement prétendument pacifique…

ENGELS, *Lettre à Danielson* (1893.)

2

BAKUNINE ET LE « COMMUNISME » (1867)[b]

« Je déteste le communisme, parce qu'il est la négation de la liberté et que je ne puis rien concevoir d'humain sans liberté ; je ne suis point communiste parce que le communisme concentre et fait absorber toutes les puissances de la société dans l'État, parce qu'il aboutit nécessairement à la centralisation de la propriété entre les mains de l'État, tandis que moi je veux l'abolition de l'État, l'extirpation radicale de ce principe de l'autorité et de la tutelle de l'État qui, sous le prétexte de moraliser et de civiliser les hommes, les a jusqu'à ce jour asservis, opprimés, exploités et dépravés. Je veux l'organisation de la société et la propriété collective ou sociale de bas en haut, par la voie de la libre association, et non de haut en bas, par le moyen de quelque principe d'autorité que ce soit. Voulant l'abolition de l'État, je veux l'abolition de la propriété individuellement héréditaire, qui n'est qu'une institution de l'État, une conséquence même du principe de l'État. Voilà en quel sens je suis collectiviste et pas du tout communiste. »

3

PROGRAMME POLITIQUE DU PARTI SOCIAL-DEMOCRATE (1906)[c]

1. L’autocratie du peuple, c’est-à-dire la concentration de l’autorité suprême de l’État dans les mains d’une assemblée législative à Chambre unique composée de représentants du peuple.

2. Le suffrage universel égal et direct en faveur de tous les citoyens et citoyennes âgés de vingt ans au moins, pour l’élection de l’assemblée législative aussi bien que de tous les organes administratifs locaux ; le vote à bulletin secret pour tous les scrutins ; le droit pour tout électeur d’être élu à toutes les institutions représentatives ; des parlements élus pour deux ans ; une indemnité aux représentants du peuple.

PETROGRAD
La perspective Nevskij en 1917



Soldats mutinés pendant les journées de Février
(Archives cinématographiques Pathé)



Les obsèques des victimes de la révolution de Février



Les membres du comité de la Douma
Assis au premier plan, de gauche à droite : V. N. L’vov,
V. A. Rjevskij, S. I. Šidlovskij, M. V. Rodzjanko
Debout : V. V. Šul’gine, I. I. Dmitrjuncev, B. A. Engel’hardt,
A. F. Kerenski, M. A. Karaulov


ПРЕЗИДІУМЪ СОВѢТА РАБОЧИХЪ И СОЛДАТСКИХЪ ДЕПУТАТОВЪ



Le gouvernement de coalition
Médaillon au centre : Prince L'vov
Médaillons intérieurs : haut, de gauche à droite :
černov, Pešekhonov, Skobelev, Ceretelli, Nekrasov, Perevercev
Médaillons extérieurs : haut, de gauche à droite :

Kerenski, Terešcenko, Šingarev, Godnev, Šahovskij,
V. N. L’vov, Konovalov, Manuilov



Kerenski et l’état-major
1. Brusilov, 2. Le prince L’vov, 3. Alekseev

4. Drogomirov, 5. Kerenski, 6. Ščerbacev



Kerenski passant les troupes en revue

Les trois leaders de l’extrême-gauche :
Trotski Lénine Kamenev





Le Tsar et sa famille en résidence surveillée

3. Des pouvoirs très étendus aux administrations locales ; l’autonomie régionale pour tous les lieux qui se différencient par des conditions de vie particulière et la composition de leur population.

4. L’inviolabilité de la personne, du domicile.

5. La liberté illimitée de conscience, de parole, de presse, de réunion, de grève et d'association.

6. La liberté de se déplacer et de choisir une profession.

7. L'abolition des castes et l'égalité absolue de tous les citoyens, sans distinction de sexe, de religion, de race et de nationalité.

8. Le droit de la population à recevoir une instruction dans sa langue maternelle, assuré par la construction aux frais de l'État et des organismes autonomes locaux, des écoles nécessaires ; le droit pour tout citoyen à s'exprimer dans sa langue maternelle dans les réunions ; l'introduction de la langue maternelle au même titre que la langue officielle, dans toutes les institutions locales, publiques et gouvernementales.

9. Le droit de disposer d'elles-mêmes pour toutes les nationalités composant l'État.

10. Le droit pour tout individu de poursuivre les fonctionnaires devant les tribunaux.

11. L'élection des juges par le peuple.

12. Le remplacement de l'armée permanente par l'armement général du peuple.

13. La séparation de l'Église et de l'État ainsi que de l'École et de l'Église.

14. L'instruction gratuite et professionnelle, générale et obligatoire pour tous les enfants des deux sexes jusqu'à l'âge de seize ans ; la fourniture gratuite par l'État d'aliments, de vêtements et de manuels scolaires aux enfants nécessiteux.

Comme condition expresse de la démocratisation de notre économie nationale, le parti ouvrier social-démocrate de Russie exige l'abolition de tous les impôts indirects et l'institution de l'impôt progressif sur le revenu et les successions.

4

PROGRAMME POLITIQUE DU PARTI SOCIALISTE-RÉVOLUTIONNAIRE (1906)[d]

– Reconnaissance imprescriptible des droits de l'homme et du citoyen : pleine liberté de conscience, de parole, liberté de la presse, de réunion et d'union ; liberté de se déplacer, de choisir sa profession, du refus collectif de travailler (droit de grève) ; inviolabilité de la personne et du domicile ; droit électoral complet pour tous les citoyens âgés de vingt ans, sans distinction de sexe, de religion, de nationalité, sur la base d'un suffrage direct, au scrutin secret.

– Établissement sur ces bases d'une république démocratique avec large autonomie des régions et des communautés (obščina) tant urbaines que rurales ; possibilité d'une large application des rapports fédératifs entre les différentes nationalités ; reconnaissance de leur droit imprescriptible à l'auto-détermination ; représentation proportionnelle ; législation populaire directe (par le référendum et l'initiative parlementaire).

– Éligibilité et révocabilité, et responsabilité de tous les fonctionnaires, y compris les députés et les juges.

– Gratuité des tribunaux.

– Instruction laïque et obligatoire pour tous.

– Dans les régions à populations mêlées, droit pour chaque nationalité à une part du budget proportionnelle à sa population, à des fins culturelles et droit pour chacune à administrer sa part.

– Séparation absolue de l'église et de l'état, la religion étant reconnue affaire privée.

– Suppression de l'armée permanente et sa transformation en une milice populaire.

5

RAPPORT DE KARL LIEBKNECHT
LES HORREURS DES PRISONS RUSSES[e]

« Une statistique encore incomplète, établie d'après des sources officielles, démontre ceci :

Furent condamnées à mort pour « crimes » politiques entre 1906 et 1910 : 3 735 personnes, c'est-à-dire presque un sixième de tous ceux qui furent jugés au cours d'un procès politique ; furent exécutées : 3 741 personnes.

L'atrocité de ces chiffres ressort surtout du fait que, pendant la période de 1825 à 1905, c'est-à-dire pendant les 80 années qui précédèrent la révolution, ne furent condamnés à mort en Russie qu'un total de 625 « politiques » et exécutés 191 seulement.

Pendant les cinq premières années de l'ère constitutionnelle, le nombre des condamnations à mort est monté à 180 fois ce chiffre ! Au cours de ces derniers temps, le nombre des exécutions en Allemagne faisait une moyenne d'environ 15 par an.

Entre 1906 et 1910, les instances juridiques condamnèrent pour délits politiques au total 37 735 personnes, dont 8 640 à la Katorga[f] – abstraction faite des 5 735 condamnations à mort –, 4144 aux compagnies de détenus, 1 292 aux bataillons disciplinaires et 1 858 aux colonies forcées ; chaque condamné fut privé en même temps de tous ses droits civiques.

La « colonie forcée » consiste à déporter des personnes, privées de tout secours, dans des déserts inhospitaliers ; cette méthode se distingue peu de celle employée par le régiment des Jeunes-Turcs pour rendre inoffensifs les chiens du vieux Constantinople. Les régions de « colonisation » sont parmi les moins fertiles et les plus glaciales de la terre : un froid de – 30 à –50 degrés y règne pendant plusieurs mois en beaucoup d'endroits. C'est là que les « colons », réduits par force à l'état de la sauvagerie, doivent essayer de lutter pour leur misérable subsistance par les moyens les plus primitifs et sans un kopeck d'aide. Parmi ceux-là se trouvent aussi des femmes et des enfants. Et fréquemment on n'inflige cette peine que pour la seule adhésion

au parti social-démocrate. Aujourd'hui, on peut compter 5 000 à 6 000 de ces colons forcés !

Aux condamnations par les instances juridiques s'ajoute un nombre énorme de condamnations à la prison et à l'exil prononcées par les autorités administratives.

Les prisons et les maisons de réclusion, dont les plus tristement célèbres sont celles de Serentui, d'Akatui, de Tobolsk, d'Orel, de Jaroslav et de Moscou (Butyki), offrent aujourd'hui, selon les évaluations officielles, qui négligent déjà le minimum requis par l'hygiène de la prison, des « places » pour environ 140 000 prisonniers, c'est-à-dire pour presque 50 % de plus qu'il y a trois ou quatre ans. En 1913, il s'y trouvait en effet une moyenne d'environ 220 000 personnes, s'élevant parfois jusqu'à 250 000 ; et entre-temps ce nombre a encore augmenté – malgré la fameuse amnistie du jubilé dont ne profitèrent que les criminels de droit commun. Souvent, les prisonniers sont entassés plus étroitement que les bêtes dans les étables, si étroitement qu'ils ne peuvent parfois se coucher qu'à tour de rôle. Pendant une grande partie de leur temps de réclusion, les prisonniers de la Katorga sont rivés jour et nuit à des chaînes de fer ; il n'est pas rare qu'on leur enlève encore le morceau de cuir placé sous les chaînes, de façon que le fer, reposant à même sur la chair nue, la frotte et l'écorche.

Pour la nourriture, on alloue aux prisonniers par jour et par tête en moyenne dix kopecks – il va sans dire que ceci est largement insuffisant pour nourrir des hommes et surtout ceux qui vivent dans des conditions extérieures et intérieures aussi anormales que les prisonniers russes. Une grande partie de cette somme dérisoire reste cependant encore entre les mains de la bande de voleurs qui constitue la bureaucratie russe ; et pour le reste on ne commande que trop souvent des vivres misérables dont la préparation défie toute description.

L'habillement, réduit en lambeaux et sale, est insuffisant à tous les points de vue. Les exigences les plus élémentaires de la propreté et de l'hygiène sont négligées. Il semble incroyable que des êtres humains puissent vivre, ne serait-ce que pendant quelques semaines, dans une déchéance et une atmosphère pareille – souvent il est interdit d'ouvrir les soupages d'aération. On raccourcit systématiquement ou l'on supprime tout à fait le droit à la promenade. Dans la plupart des cas, on a aboli le travail sans lequel toute privation de la liberté devient, même dans des conditions de vie favorables, un supplice insupportable. On le maintient et l'introduit

seulement sous ses aspects les plus pénibles et les plus nuisibles à la santé, tel que l'épluchage de la laine. Là où les prisonniers politiques avaient droit à une occupation personnelle, celle-ci fut supprimée dans la plupart des cas.

Compte tenu de tout cela, l'état de santé des prisonniers ne peut être qu'effrayant. La phtisie et la dysenterie, le typhus et le scorbut font des ravages meurtriers. La mortalité dépasse toutes les limites. 55 % des décès sont causés par la phtisie.

Mais la barbarie ne s'arrête pas là. On avilit méthodiquement les prisonniers, et plus particulièrement les prisonniers politiques, en les mettant dans la même cellule que les détenus de droit commun et en les livrant fréquemment à la violence dictatoriale des plus vils parmi ces derniers, aux « ivans » qui sont évidemment les favoris d'une pareille administration de prison. Les insultes grossières et les humiliations sont leur pain quotidien ; les mauvais traitements les accompagnent du matin au soir dès le début de leur emprisonnement. Au-dessus de leurs têtes plane sans cesse la menace d'un système disciplinaire barbare où la cellule obscure et la correction à coups de bâton, que les ministres de la justice et de la police jugent précisément maintenant à nouveau indispensables, tiennent le rôle principal. Des tortures de style moyenâgeux figurent à l'ordre du jour de beaucoup de maisons de correction. C'est ainsi qu'on étouffe tout ce qui reste de sensibilité et de dignité humaine aux prisonniers qui ne succombent pas aux épidémies ou aux balles des gardiens, postés devant les fenêtres des cellules, toujours prêts à tirer. Il ne reste que la fuite dans la mort aux malheureux qui veulent se délivrer de cette existence infernale. Ainsi, de véritables épidémies de suicides sont venues s'ajouter aux épidémies de maladies. »

PENDANT LA GUERRE : ENTREPRISES TRAVAILLANT POUR LA DÉFENSE[g]

Total : 5 200	*Occupant 1 947 000 ouvriers*	*Au 1/1/1917 Augmentation de 164 000 (9,2 %) sur 1915*		
RÉGIONS	NOMBRE D'ENTREPRISES	%	NOMBRE D'OUVRIERS	%
Moscou	1 228	23,3	845 198	43,4
Petrograd	670	12,7	304 134	15,6
Oural	477	9,0	289 650	14,9
Ekaterinoslav	275	5,2	136 718	7,0
Nijni-Novgorod	305	5,8	85 264	4,3
Odessa	504	9,4	69 857	3,6
Rostov	293	5,5	59 602	3,1
Sibérie	933	17,8	42 806	2,2
Kharkov	201	3,8	33 897	1,7
Caucase	204	3,8	30 638	1,6
Revel	41	0,8	28 277	1,5
Kiev	147	2,8	21 889	1,1

Pour les régions de Moscou et de Petrograd, les données ne valent que pour 90 % environ des entreprises. Elles sont incomplètes pour la région d'Ekaterinoslav.

Comme on le voit, les quatre premières régions occupent 80 % environ des ouvriers travaillant pour la défense.

On observe aussi que, proportionnellement, c'est la région de Moscou qui regroupe les plus grandes entreprises, puis l'Oural[h].

Les plus petites sont en Sibérie.

7

LES OUVRIERS RUSSES ET LA GUERRE[i]

Une lettre d'Alexandre Schljapnikov à Troelstra.

Copenhague, 1914.

Vous m'avez demandé l'opinion des ouvriers socialistes russes au sujet de la guerre déclarée par les Allemands au Tsar de Russie et je m'empresse de vous répondre de suite.

Avant tout, mon cher camarade, je dois vous dire que la déclaration de guerre nous a trouvé en pleine période de poussée révolutionnaire. Il y avait des grèves politico-économiques à St-Petersburg, Moscou, Riga, Bakou et de nombreux autres centres industriels. À St-Petersburg, en particulier, le mouvement était très violent. Quelques jours avant la déclaration de guerre, les masses ouvrières ont dressé des barricades pour défendre la liberté et la vie menacée par la police sauvage de notre pays. Dans les premiers jours de la mobilisation, les manifestations se sont faites et dans de nombreux endroits les mobilisés ont été encerclés par les manifestants qui, au chant des refrains révolutionnaires, les ont accompagné jusqu'au point de départ.

Ce jour-là, nous n'avons pas cru à la possibilité de la guerre. Nous avons su qu'il y avait de l'autre côté de la frontière, dans un pays plus libre, de puissantes organisations ouvrières qui tâcheraient d'empêcher la guerre, qui ne se laisseront pas conduire les uns contre les autres pour une boucherie épouvantable. Et notre volonté de résister à la guerre serait avec eux.

Mais les nouvelles qui nous sont parvenues étaient plus tristes les unes que les autres.

Nous étions stupéfaits de voir le Parti socialiste allemand ou plutôt sa fraction au Parlement à voter les crédits militaires. Cette trahison a délié les mains aux opportunistes de tous les pays ; et voilà, nous sommes les témoins du drame le plus terrible qu'on puisse imaginer ; c'est que les chefs des organisations ouvrières ont offert l'appui moral et matériel aux entreprises impérialistes de la bourgeoisie. La lutte des classes n'existe plus pour ces gens qui luttent maintenant pas pour eux mais toujours pour la liberté d'autrui.

.
.

Vous m’avez dit que les socialistes allemands s’étonnent que nous ne nous réjouissions pas du tout de la déclaration par le gouvernement allemand de la guerre au tsarisme. Cet étonnement n’est qu’une couverture hypocrite de leur propre trahison…

.

Vous m’avez posé aussi une question c’est si les socialistes russes ont changé depuis la guerre avec le Japon leur attitude envers la guerre et le tsarisme. La majeure partie des ouvriers est restée fidèle au principe « guerre à la guerre » mais pour le moment, dans cette guerre, ils restent isolés…

.

Il y a de plus une différence (avec 1905). L’entreprise de Mandchourie (…) n’avait que peu d’intérêt pour les capitalistes nationaux. D’ici le mécontentement et on l’a regardée comme une entreprise dynastique de la camarilla.

Aujourd’hui les mêmes capitalistes et de nombreux intellectuels de toutes les couleurs répètent que cette guerre touche les intérêts vitaux de notre pays.

Ce veut dire que notre industrie a besoin de plus d’indépendance, qu’elle veut sortir de la tutelle capitaliste allemande imposée par le traité de commerce de 1904 désavantageux pour l’industrie nationale. L’agriculture veut des débouchés meilleurs et toutes deux la sortie par le détroit des Dardanelles qui nous a été fermé par nos alliés actuels ?

Alexandre Schljapnikov.

Note : Nous reproduisons ici le texte de cette lettre, écrite en français, sans en modifier l’orthographe. Les pointillés indiquent les coupures.

Troelstra était un socialiste hollandais, qui siégeait au bureau de l’Internationale.

8

LES SOCIAUX-DEMOCRATES MINORITAIRES ET LA GUERRE L'ORDRE DU JOUR ZALEZSKIJ. – PARIS, PRINTEMPS 1915[j]

« La guerre actuelle est un conflit impérialiste qui aboutit à l'anéantissement des forces productives, augmente la misère des masses ouvrières et renforce la réaction politique et le militarisme dans tous les domaines de la vie sociale. Pour le monde du mouvement prolétarien, il ne reste qu'un parti à prendre, le combat acharné contre les efforts impérialistes de la bourgeoisie. Le prolétariat international peut mener ce combat uniquement sous le drapeau de la lutte des classes. La lutte pour la démocratisation de la Russie est une des missions les plus importantes du mouvement prolétarien.

La guerre actuelle se développe dans les cadres de la communauté capitaliste, et le prolétariat, pendant la période de l'Internationale, déroulait son activité dans les cadres des organisations nationales. Les partis officiels du prolétariat se sont écartés du principe de la lutte des classes, de l'idée de la solidarité internationale du prolétariat et ils ont brisé l'Internationale. Une conséquence fatale de cet écart des principes est que les organisations prolétariennes se subordonnent de plus en plus à la politique impérialiste… ce qui mène à la rupture de la politique de classe du prolétariat.

Les éléments qui se sont groupés sur la base de l'action révolutionnaire du prolétariat contre la guerre veulent réveiller les sentiments de classe des ouvriers. Ces éléments seuls sont aptes à s'opposer aux strophes nationalistes…

Nous repoussons toute tentative de créer un pont entre les internationalistes et les sociaux-patriotes. Tous les révolutionnaires russes, sans distinction de nuance, sont invités à rallier le camp des vrais internationalistes. »

9

LE MANIFESTE DE ZIMMERWALD (7 octobre 1915)[k]

PROLÉTAIRES D’EUROPE !

Voici plus d’un an que dure la guerre ! Des millions de cadavres couvrent les champs de bataille. Des millions d’hommes seront, pour le reste de leurs jours, mutilés. *L’Europe est devenue un gigantesque abattoir d’hommes.* Toute la civilisation créée par le travail de plusieurs générations est vouée à l’anéantissement. La barbarie la plus sauvage triomphe aujourd’hui de tout ce qui, jusqu’à présent, faisait l’orgueil de l’humanité.

Quels que soient les responsables immédiats du déchaînement de cette guerre, une chose est certaine : *la guerre qui a provoqué tout ce chaos est le produit de l’impérialisme.* Elle est issue de la volonté des classes capitalistes de chaque nation de vivre de l’exploitation du travail humain et des richesses naturelles de l’univers. De telle sorte que les nations économiquement arriérées ou politiquement faibles tombent sous le joug des grandes puissances, lesquelles essaient, dans cette guerre, de remanier la carte du monde par le fer et par le sang, selon leurs intérêts.

C’est ainsi que des peuples et des pays entiers comme la Belgique, la Pologne, les États balkaniques, l’Arménie, courent le risque d’être annexés, en totalité ou en partie, par le simple jeu des compensations.

Les mobiles de la guerre apparaissent dans toute leur nudité au fur et à mesure que les événements se développent. Morceau par morceau, tombe le voile par lequel a été cachée à la conscience des peuples la signification de cette catastrophe mondiale.

Les capitalistes de tous les pays, qui frappent dans le sang des peuples la monnaie rouge des profits de guerre, affirment que la guerre servira à la défense de la patrie, de la démocratie, à la libération des peuples opprimés. Ils mentent. *La vérité est qu’en fait ils ensevelissent, sous les foyers détruits, la liberté de leurs propres peuples en même temps que l’indépendance des autres nations.* De nouvelles chaînes, de nouvelles charges, voilà ce qui résultera de cette guerre, et c’est le prolétariat de tous les pays, vainqueurs et vaincus, qui devra les porter.

Accroissement du bien-être, disait-on, lors du déchaînement de la guerre.

Misère et privations, chômage et renchérissement de la vie, maladies, épidémies, tels en sont les vrais résultats. Pour des dizaines d’années, les dépenses de la guerre absorberont le meilleur des forces des peuples,

compromettront la conquête des améliorations sociales et empêcheront tout progrès.

Faillite de la civilisation, dépression économique, réaction politique, voilà les bienfaits de cette terrible lutte des peuples.

La guerre révèle ainsi le caractère véritable du capitalisme moderne qui est incompatible, non seulement avec les intérêts des classes ouvrières et les exigences de l'évolution historique, mais aussi avec les conditions élémentaires d'existence de la communauté humaine.

Les institutions du régime capitaliste qui disposaient du sort des peuples : les gouvernements – monarchiques ou républicains, – la diplomatie secrète, les puissantes organisations patronales, les partis bourgeois, la presse capitaliste, l'Église : sur elles toutes pèse la responsabilité de cette guerre surgie d'un ordre social qui les nourrit, qu'elles défendent et qui ne sert que leurs intérêts.

OUVRIERS !

Vous, hier, exploités, dépossédés, méprisés, on vous a appelés frères et camarades quand il s'est agi de vous envoyer au massacre et à la mort. Et aujourd'hui que le militarisme vous a mutilés, déchirés, humiliés, écrasés, les classes dominantes réclament de vous l'abdication de vos intérêts, de votre idéal, en un mot une soumission d'esclaves à la paix sociale. On vous enlève la possibilité d'exprimer vos opinions, vos sentiments, vos souffrances. On vous interdit de formuler vos revendications et de les défendre. La presse jugulée, les libertés et les droits politiques foulés aux pieds : c'est le règne de la dictature militariste au poing de fer.

Nous ne pouvons plus ni ne devons rester inactifs devant cette situation qui menace l'avenir de l'Europe et de l'humanité.

Pendant de longues années, le prolétariat socialiste a mené la lutte contre le militarisme ; avec une appréhension croissante, ses représentants se préoccupaient dans leurs congrès nationaux et internationaux des dangers de guerre que l'impérialisme faisait surgir, de plus en plus menaçants. À Stuttgart, à Copenhague, à Bâle, les congrès socialistes internationaux ont tracé la voie que doit suivre le prolétariat.

Mais, partis socialistes et organisations ouvrières de certains pays, tout en ayant contribué à l'élaboration de ces décisions, ont méconnu, dès le commencement de la guerre, les obligations qu'elles leur imposaient. Leurs

représentants ont entraîné les travailleurs à abandonner la lutte de classe, seul moyen efficace de l'émancipation prolétarienne. Ils ont accordé aux classes dirigeantes les crédits de guerre ; ils se sont mis au service des gouvernements pour des besognes diverses ; ils ont essayé, par leur presse et par des émissaires, de gagner les neutres à la politique gouvernementale de leurs pays respectifs ; ils ont fourni aux gouvernements des ministres socialistes comme otages de l'« Union sacrée ». *Par cela même, ils ont accepté, devant la classe ouvrière, de partager avec les classes dirigeantes les responsabilités actuelles et futures de cette guerre, de ses buts et de ses méthodes.* Et de même que chaque parti, séparément manquait à sa tâche, le représentant le plus haut des organisations socialistes de tous les pays, le Bureau socialiste international manquait à la sienne.

C'est à cause de ces faits que la classe ouvrière, qui n'avait pas cédé à l'affolement général ou qui avait su, depuis, s'en libérer, n'a pas encore trouvé, dans la seconde année du carnage des peuples, les moyens d'entreprendre, dans tous les pays, une lutte active et simultanée pour la paix.

Dans cette situation intolérable, nous, représentants de partis socialistes, de syndicats, ou de minorités de ces organisations, Allemands, Français, Italiens, Russes, Polonais, Lettons, Roumains, Bulgares, Suédois, Norvégiens, Hollandais et Suisses, nous qui ne nous plaçons pas sur le terrain de la solidarité nationale avec nos exploiteurs mais qui sommes restés fidèles à la solidarité internationale du prolétariat et à la lutte de classe, nous nous sommes réunis pour renouer les liens brisés des relations internationales, pour appeler la classe ouvrière à reprendre conscience d'elle-même et l'entraîner dans la lutte pour la paix.

Cette lutte est la lutte pour la liberté, pour la fraternité des peuples, pour le socialisme. Il faut entreprendre cette lutte pour la paix, pour la paix sans annexions ni indemnités de guerre. Mais une telle paix n'est possible qu'à condition de condamner toute pensée de violation des droits et des libertés des peuples. Elle ne doit conduire ni à l'occupation de pays entiers, ni à des annexions partielles. Pas d'annexions, ni avouées ni masquées, pas plus qu'un assujettissement économique qui, en raison de la perte de l'autonomie politique qu'il entraîne, devient encore plus intolérable. Le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes doit être le fondement inébranlable dans l'ordre des rapports de nation à nation.

PROLÉTAIRES !

Depuis que la guerre est déchaînée, vous avez mis toutes vos forces, tout votre courage, toute votre endurance au service des classes possédantes, pour vous entretuer les uns les autres. Aujourd'hui, il faut, restant sur le terrain de la lutte de classes irréductible, agir pour votre propre cause, pour le but sacré du socialisme, pour l'émancipation des peuples opprimés et des classes asservies.

C'est le devoir et la tâche des socialistes des pays belligérants d'entreprendre cette lutte avec toute leur énergie. C'est le devoir et la tâche des socialistes des pays neutres d'aider leurs frères, par tous les moyens, dans cette lutte contre la barbarie sanguinaire.

Jamais, dans l'histoire du monde, il n'y eut tâche plus urgente, plus élevée, plus noble ; son accomplissement doit être notre œuvre commune. Aucun sacrifice n'est trop grand, aucun fardeau trop lourd pour atteindre ce but : le rétablissement de la paix entre les peuples.

Ouvriers et ouvrières, mères et pères, veuves et orphelins, blessés et mutilés, à vous tous qui souffrez de la guere et par la guerre, nous vous crions : Par-dessus les frontières, pardessus les champs de bataille, par-dessus les campagnes et les villes dévastées :

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Zimmerwald (Suisse), septembre 1915.

Au nom de la Conférence socialiste internationale,

Pour la délégation allemande : Georg Ledebour, Adolf Hoffmann.

Pour la délégation française : A. Bourderon, A. Merrhiem.

Pour la délégation italienne : G. E. Modigliani, Constantino Lazzari.

Pour la délégation russe : N. Lénine, Paul Axelrod, M. Bobrov.

Pour la délégation polonaise : St. Lapinski, A. Varski, Cz. Ganeckij.

Pour la Fédération socialiste interbalkanique : Au nom de la délégation roumaine : C. Racovski ; au nom de la délégation bulgare : Vassil Kolarov.

Pour la délégation suédoise et norvégienne : Z. Höglund, Ture Nermad.

Pour la délégation hollandaise : H. Roland Holst.

Pour la délégation suisse : Robert Grimm, Charles Naine.

10

RÉSOLUTIONS VOTÉES À LA CONFÉRENCE DE KIENTHAL (24-30 avril 1916)

LE PROLÉTARIAT ET LA PAIX[1]

En conclusion des délibérations, la résolution suivante a été adoptée à l’unanimité en motion finale :

I

1. La guerre actuelle est la conséquence des antagonismes impérialistes, résultant du développement du régime capitaliste. Les forces impérialistes s'emploient à exploiter, dans leur intérêt, les problèmes de nationalité demeurés sans solution, les aspirations dynastiques et tout ce qui survit du passé féodal. Le vrai but de la guerre est de provoquer une nouvelle répartition des possessions coloniales et de déterminer la soumission des pays en retard dans leur développement économique.

2. La guerre, ne pouvant supprimer ni le régime capitaliste ni ses manifestations impérialistes, ne peut non plus éliminer les causes de guerres futures. Elle renforce l'oligarchie financière, elle est incapable de résoudre les anciens problèmes de nationalité et de mettre fin à la lutte pour l'hégémonie mondiale. Elle complique au contraire tous ces problèmes et crée de nouveaux antagonismes qui augmentent encore la réaction économique et politique, renferment les germes de guerres futures.

3. C'est pourquoi, en affirmant que la guerre se propose une paix durable, les gouvernements et leurs agents bourgeois social-nationalistes ne tiennent pas compte des conditions nécessaires à la réalisation de ce but ou faussent sciemment la vérité. Dans un régime capitaliste, les annexions, les alliances économiques et politiques des états impérialistes, pas plus que les tribunaux d'arbitrage obligatoire, les limitations des arguments, et ce qu'on appelle démocratisation de la politique étrangère, ne peuvent assurer une paix durable.

4. Les annexions réalisées par la violence excitent la haine parmi les peuples, produisent de nouvelles causes de conflits et de heurts. Les alliances politiques et les coalitions des puissances impérialistes ne sont qu'un moyen propre à prolonger, à étendre la guerre économique en provoquant des conflagrations mondiales toujours plus graves.

5. Les projets tendant à supprimer les dangers de guerre par la limitation générale des armements, par l'arbitrage obligatoire, supposent l'existence de sanctions efficaces généralement reconnues, l'existence d'une force matérielle capable d'équilibrer les intérêts antagonistes des États – et d'imposer à ceux-ci son autorité. Mais de telles sanctions et une telle autorité n'existent pas, et le développement capitaliste, qui aggrave encore les antagonismes entre les bourgeoisies des différents pays ou de leurs coalitions, ne nous donne aucun espoir de voir l'avènement d'une telle

puissance médiatrice. Le véritable contrôle démocratique sur la politique étrangère suppose une démocratisation complète de l'État moderne ; le prolétariat trouverait en lui une arme utilisable dans sa lutte contre l'impérialisme, mais jamais un moyen décisif susceptible de transformer la diplomatie en un instrument de paix.

6. C'est pour ces raisons que la classe ouvrière doit repousser les propositions fantaisistes des pacifistes bourgeois et des socialistes nationalistes qui remplacent de vieilles illusions par de nouvelles : ils leurrent ainsi les masses en les détournant du chemin de la lutte de classe et en faisant le jeu de la politique jusqu'auboutiste.

II

7. Si le régime capitaliste est incapable d'assurer une paix durable, seul le socialisme créera des conditions nécessaires à sa réalisation. En effet, en abolissant la propriété privée des moyens de production, le socialisme élimine, en même temps que l'exploitation des masses par les classes possédantes, l'oppression des peuples et, par ce fait même, les causes de la guerre. C'est pourquoi la lutte pour une paix durable n'est, en somme, que la lutte pour la réalisation du socialisme.

8. Chaque fois que la classe ouvrière renonce à la lutte de classe en se solidarisant avec ses exploiteurs, en subordonnant ses aspirations à celles des gouvernements et des classes dirigeantes, elle s'éloigne de son but : la réalisation de la paix durable. En agissant ainsi, la classe ouvrière confie aux classes capitalistes et aux gouvernements bourgeois une tâche qu'elle seule peut mener à bonne fin ; pire encore, elle livre à la boucherie de la guerre ses meilleures forces, et voue ainsi à la destruction les éléments les plus sains et les plus capables qui, en temps de guerre comme en temps de paix, devraient être appelés en premier lieu à la lutte pour le socialisme.

III

9. Conformément aux décisions des congrès internationaux de Stuttgart, de Copenhague et de Bâle, l'attitude du prolétariat à l'égard de la guerre ne saurait être déterminée par la situation militaire ou stratégique des pays belligérants. Le devoir vital du prolétariat est donc de demander dès maintenant l'armistice immédiat pour entamer les pourparlers de paix.

10. Selon que cet appel trouvera un écho dans les rangs du prolétariat international, suscitant une action vigoureuse dont le but est le renversement de la domination capitaliste, la classe ouvrière réussira à hâter la fin de la guerre et à influer sur les conditions de la paix. Si la classe ouvrière ne répond pas à cet appel, les conditions de la paix future seront fixées par les gouvernements, les diplomaties, les classes dirigeantes, sans aucun égard aux intérêts et aux aspirations des peuples.

11. Dans la lutte révolutionnaire des masses pour les aspirations socialistes et pour la libération de l'humanité du fléau capitaliste militariste, le prolétariat doit, en même temps, s'opposer à toutes les velléités annexionnistes. Le prolétariat ne considère pas la configuration politique du monde telle qu'elle était avant la guerre comme répondant aux intérêts des peuples, mais il s'oppose à tout remaniement arbitraire des frontières, même dans le cas où, sous le prétexte de libérer les peuples, on voudrait constituer des États mutilés, pourvus d'une indépendance fictive et soumis à un véritable vasselage. Le socialisme lui-même tend à supprimer toute oppression nationale par l'union politique et économique des peuples sur des bases démocratiques – union irréalisable dans le cadre de la société capitaliste. Mais ce sont précisément les annexions quelle qu'en soit la forme – qui rendent cette tâche difficile, lorsqu'en démembrant les peuples, en les écartelant et en les incorporant aux grands États capitalistes, on rend plus pénibles les conditions de la lutte prolétarienne.

12. Aussi longtemps que le socialisme n'apporte pas la liberté et l'égalité des droits de tous les peuples, le constant devoir du prolétariat est de lutter résolument contre toute oppression nationale, contre toute violence à l'égard des peuples plus faibles, pour obtenir par la lutte de classe leur autonomie sur une base entièrement démocratique, ainsi que la protection des minorités nationales.

13. Les indemnités de guerre exigées par les puissances impérialistes ne sont pas conciliables avec les intérêts du prolétariat. De même que les

classes dominantes de chaque pays cherchent à faire peser les dépenses de guerre sur les épaules de leur propre classe ouvrière, elles tenteront aussi de rejeter le poids des indemnités de guerre sur le prolétariat des pays vaincus. Cet état de choses nuirait aussi bien aux travailleurs du pays vainqueur, car l'aggravation des charges économiques et sociales de la classe ouvrière d'un pays donné aurait sa répercussion inévitable sur celle des autres pays et rendrait plus difficiles les conditions de la lutte de classe internationale. L'action du prolétariat d'une nation ne consiste pas à rejeter les charges économiques et financières de la guerre sur les ouvriers d'une autre nation, mais à les faire peser sur les possédants de tous les pays par l'abolition de la dette publique.

14. La lutte contre la guerre et l'impérialisme s'intensifiera de plus en plus par suite des souffrances et des ruines causées par les fléaux de l'époque impérialiste. Le socialisme développera et dirigera le mouvement des masses contre la cherté de la vie, pour les revendications des travailleurs agricoles, contre le chômage, les nouveaux impôts et contre la réaction politique jusqu'à ce qu'il aboutisse à la lutte internationale pour le triomphe final du prolétariat.

11

LA PARABOLE DE MAKLAKOV[m]

« Vous vous trouvez dans une voiture lancée à une vitesse folle sur un chemin étroit et sinueux qui passe au bord du précipice… Soudain, vous vous apercevez que le chauffeur n’est pas capable de conduire. Est-ce parce qu’il ne sait pas tenir le volant dans des circonstances difficiles, ou parce qu’il est trop fatigué et a perdu le contrôle de ses nerfs – toujours est-il que si le volant reste entre ses mains la catastrophe est inévitable. Par bonheur, il se trouve dans la voiture des gens qui savent conduire. Il faut donc qu’ils prennent la place du chauffeur le plus vite possible. Mais c’est une chose extrêmement dangereuse quand la voiture roule à une telle vitesse. Et puis, aveuglement ou amour-propre professionnel, le chauffeur s’obstine à ne pas vouloir se dessaisir du volant et ne permet à personne de s’en emparer. Que faire alors ?.. Un seul geste de sa main peut précipiter la voiture dans l’abîme. Vous le savez, et lui le sait aussi. Et il rit de votre angoisse et de votre impuissance : « Vous n’oserez pas le toucher ! » II a raison : vous n’oserez pas… Mieux encore ! Non seulement vous ne le gênerez pas, mais vous l’aiderez de vos conseils… Et vous aurez raison. C’est ainsi qu’il faut faire. Mais qu’éprouverez-vous en constatant que, même avec votre aide, le chauffeur n’est pas capable de s’en tirer, et si votre mère voyant le danger se met à vous supplier de lui venir en aide et, ne comprenant pas votre attitude passive, vous accus de lâche indifférence ? »

12

LE PROGRAMME DU « BLOC PROGRESSISTE »[n]

Les soussignés représentant des partis et des groupes de la Douma impériale et du Conseil d'État, persuadés que seul un gouvernement fort ferme et actif peut mener la Russie à la victoire et que seul un gouvernement appuyé sur la confiance est capable d'organiser une coopération active avec tous les citoyens, en sont arrivés, unanimement, à la conclusion que, pour réaliser cette tâche – la plus essentielle et la plus importante – il faut satisfaire les conditions suivantes :

La formation d'un gouvernement uni, composé de personnes jouissant de la confiance du pays et qui sont en accord avec les institutions législatives pour mettre sur pied, au plus tôt, un programme défini.

Une modification décisive des méthodes de gouvernement employées jusqu'à ce jour et qui étaient fondées sur la méfiance à l'égard des initiatives, en particulier :

- a) Une stricte observance des principes de la légalité dans l'administration ;
- b) La fin du dédoublement de l'autorité civile et militaire dans les questions qui n'ont pas de rapport immédiat avec les opérations militaires ;
- c) La rénovation du personnel d'administration locale ;
- d) Une politique intelligente et cohérente orientée vers le maintien de la paix civile et la fin des antagonismes de classe ou de race.

Pour la réalisation d'une telle politique, les mesures suivantes doivent être prises dans l'administration et dans la Loi :

- 1. Par voie d'amnistie, le souverain mettra fin à toutes les poursuites d'ordre judiciaire pour toute cause d'origine politique ou religieuse qui n'a pas été compliquée par un délit de caractère criminel. Rémission des peines et restauration des droits doivent accompagner cette mesure, y compris le droit de prendre part aux

élections à la douma impériale, aux zemstva, aux conseils municipaux (…) sauf pour les traîtres et les espions.

- 2. Le retour de tous les exilés administratifs (c'est-à-dire sans jugement pour raison d'ordre politique).
- 3. Cessation absolue des persécutions religieuses de tout ordre, sous quelque prétexte que ce soit, et abrogation des circulaires en ce sens, limitant et modifiant le sens du décret du 17 avril 1905.
- 4. Un acte sur la question russo-polonaise, qui promulguerait : l'abrogation des limitations aux droits des Polonais sur tout le territoire de la Russie ; la préparation et l'introduction, au plus tôt, d'une loi sur l'autonomie de la Pologne russe et la révision simultanée de la législation sur la pri-priété en Pologne.
- 5. Le début de l'abolition des mesures contre les Juifs – en particulier, commencer à préparer l'abolition du « Pale[o] », faciliter l'accès des Juifs aux écoles et universités – et l'abrogation des limitations dans le choix de la profession ; la restauration de la presse juive.
- 6. Une politique d'apaisement dans la question finnoise – en particulier un changement du personnel administratif au Sénat et la fin des poursuites à l'encontre des fonctionnaires.
- 7. La restauration de la presse petit-russe (ukrainienne) ; la révision du cas des habitants de Galicie arrêtés ou exilés (par exemple en Sibérie) et la libération de ceux qui ont été arrêtés sans avoir commis de faute.
- 8. La restauration de l'activité des syndicats et la fin des persécutions à l'encontre des représentants des travailleurs dans les mutuelles d'assurance contre la maladie, sous prétexte qu'ils appartiennent à une association non autorisée ; la restauration de la presse ouvrière.
- 9. Un accord du gouvernement avec les institutions législatives pour l'introduction, le plus rapidement possible :
 - a) De toutes les lois qui sont en rapport avec la défense nationale, l'équipement de l'armée, les soins à donner aux blessés, l'aide aux réfugiés et les autres questions en rapport immédiat avec la guerre ;
 - b) D'un programme législatif immédiat, tendant à l'organisation de la victoire et au maintien de la paix civile ;

l’accès de la paysannerie à un rang égal à celui des autres classes, l’introduction de zemstva cantonaux, la révision de la loi des zemstva de 1890, de la loi municipale de 1892, l’introduction de l’institution des zemstva dans les provinces frontières, par exemple en Sibérie, à Arkhangelsk, dans la région du Don, le Caucase, etc.

Des lois sur les associations coopératives, la législation des congés pour les employés du commerce privé, l’amélioration des conditions de vie des employés des postes, la confirmation de la prohibition de l’alcool, de l’autorisation des congrès et unions de zemstva ; l’introduction de justices de paix dans les provinces où l’on n’en a pas instauré pour des raisons d’ordre financier ; la mise sur pied d’un train de mesures administratives jugées nécessaires à l’accomplissement du programme d’action indiqué plus haut. (…..)

(*Été 1915.*)

13

MÉMORANDUM STRUVE, SUR LA SITUATION EN RUSSIE[p]

Daté du 7 février 1917.

Deux traits caractérisent les affaires intérieures russes à l'heure actuelle :

1. Les difficultés économiques liées à l'état de guerre.
2. Un conflit qui s'approfondit sans cesse entre la Couronne et la population.

L'importance du premier de ces thèmes ne nécessite pas d'explication ; mais il est impossible de le considérer à part du second facteur, le mécontentement politique.

Le mécontentement politique est devenu extrêmement vif et clairement défini. Il est évident que pour mener la guerre à sa fin victorieuse avec toute la vigueur possible, il faut que règne l'union nationale, fondée sur un compromis entre des intérêts différents et leur subordination à l'intérêt national. Nul doute que le corps de la nation ait senti la nécessité de cette union et qu'elle en ait donné une expression définie, elle aussi bien que ses représentants. Or non seulement la Couronne n'a pas tiré les conclusions nécessaires de cet état de choses, n'organisant pas la politique du pays en fonction de cette situation définie par la guerre mais, au contraire, elle continue à défier l'opinion publique, perdant un temps précieux pour l'union de tous, décourageant les vrais patriotes, nourrissant d'espoir ceux qui rêvent d'un affaiblissement de la Russie comme grande puissance. On ne pourra jamais crier avec assez de force que la politique réactionnaire de la Couronne affaiblit précisément les éléments les plus modérés, coupant l'herbe sous les pieds des éléments patriotes et ouvrant la voie aux éléments nihilistes.

De là vient le sentiment partagé par toute la Russie et qui touche également profondément les cercles d'officiers, que le conflit entre la Couronne et le peuple n'a rien fait d'autre que mettre la Russie dans un état proprement révolutionnaire. Les éléments patriotes de la société et de

l’armée sont parfaitement conscients de la responsabilité historique énorme qui pèse sur un conflit d’ordre interne, en période de guerre étrangère, et c’est seulement pour cela que le calme règne dans le pays où toute personne pensante n’a cessé de méditer et de discuter de la situation actuelle, des difficultés tragiques. La difficulté est d’autant plus grande que le sens commun est persuadé que les personnes qui sont dans le voisinage de la Couronne ont des sympathies pro-allemandes. On ne peut pas déraciner cette opinion du public en se contentant de faire des phrases. Seul un gouvernement réorganisé de telle façon qu’il bénéficierait de la confiance populaire pourrait clarifier cette atmosphère malsaine de suspicion et de crainte qui sape actuellement l’énergie de la nation.

Quel que soit le désagrément, il convient d’en témoigner devant des étrangers, même alliés ; car nous devons maintenir la solidarité entre alliés, les considérations de caractère conventionnel ayant peut-être leur nécessité en temps de paix, mais elles n’ont plus cours et n’ont plus de sens dans les circonstances actuelles.

Toutes les personnes politiquement majeures et bien intentionnées ont seulement le désir que la Couronne ne commette pas un acte irrévocable et par ailleurs sans fondement en dissolvant la Douma impériale sous prétexte que son mandat a expiré et qu’il faut procéder à de nouvelles élections. Une telle initiative compromettrait l’avenir de la Couronne et affaiblirait les éléments de stabilité qui se sont unis à des fins nationales pour mener la guerre à sa fin victorieuse. Dans ces événements, un rôle fatal est exercé par l’actuel ministre de l’Intérieur, qui a perdu l’estime de ses collègues, quelles que soient leurs opinions, et qui peut être considéré comme psychologiquement anormal.

On notera que le vieux slogan « À bas la bureaucratie », a perdu de sa signification ; dans le conflit actuel, les meilleurs éléments de la bureaucratie sont du côté du peuple.

Tel est l’état actuel des affaires en Russie.

(*Rapport remis à Lord Milner,*
lors de la conférence de Petrograd.

14

UNE LETTRE D'ALEXANDRA À NICOLAS II[9]

Mon chéri,

Je t'ai laissé partir le cœur plein d'une déchirante angoisse. Quel temps affreux vivons-nous… Dieu t'a chargé d'une croix terriblement lourde à porter. Je suis, je souffre avec toi… Mais que puis-je ? Prier… prier et encore prier. Notre cher ami, dans l'autre monde, prie aussi pour toi.

La situation a l'air de s'améliorer. Seulement, chéri, sois ferme. Montre-toi autoritaire : c'est cela qu'il faut aux Russes. Tu as témoigné de ta bonté. Fais sentir ton poing à présent.

Je te bénis, je t'embrasse et je serre très fort ta pauvre tête endolorie contre mon sein… Sens-tu mes bras qui t'enlacent, mes lèvres tendrement posées sur les tiennes, toujours inséparables ?

(*Vers le 24 février 1917.*)

15

L’APPEL DES IZVESTIJA À LA POPULATION DE PETROGRAD ET DE RUSSIE[r]

L’ancien régime a conduit le pays à la ruine et la population à la famine. Il était impossible de le supporter plus longtemps et les habitants de Petrograd sont sortis dans les rues pour dire leur mécontentement. Elles ont été reçues à coups de fusil. Au lieu de pain, ils ont reçu du plomb, les ministres du tsar leur ont donné du plomb.

Mais les soldats n’ont pas voulu agir contre le peuple et ils se sont tournés contre le gouvernement. Ensemble, ils ont saisi les arsenaux, les fusils et d’importants organes du pouvoir.

Le combat continue et doit être mené à sa fin. Le vieux pouvoir doit être vaincu pour laisser la place à un gouvernement populaire. Il y va du salut de la Russie.

Afin de gagner ce combat pour la démocratie, le peuple doit créer ses propres organes de gouvernement. Hier, 27 février, s’est formé un soviet de députés ouvriers composé des représentants des usines, des ateliers, des partis et organisations démocratiques et socialistes. Le soviet, installé à la douma, s’est fixé comme tâche essentielle d’organiser les forces populaires et de combattre pour la consolidation de la liberté politique et du gouvernement populaire.

Le soviet a nommé des commissaires pour établir l’autorité populaire dans les quartiers de la capitale. Nous invitons la population tout entière à se rallier immédiatement au soviet, à organiser des comités locaux dans les quartiers et à prendre entre ses mains la conduite des affaires locales.

Tous ensemble, avec nos forces unies, nous vaincrons pour balayer complètement le vieux gouvernement et pour réunir une assemblée constituante sur la base du suffrage universel, égal, secret, et direct.

Le Soviet des députés ouvriers.

16

LE MANIFESTE BOLCHEVIK DU 27 FÉVRIER 1917[s]

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !
À tous les citoyens de la Russie

Citoyens ! Les citadelles du tsarisme russe sont tombées. La prospérité de la bande tsariste, édifiée sur les ossements du peuple, a croulé. La capitale est entre les mains du peuple soulevé. Les troupes révolutionnaires ont passé du côté des insurgés. Le prolétariat révolutionnaire et l'armée révolutionnaire doivent sauver le pays de la perte et de la faillite définitives, que lui réservait le gouvernement tsariste.

Au prix d'énormes efforts, du sang et de la vie de ses fils, le peuple russe a secoué son esclavage séculaire.

La tâche de la classe ouvrière et de l'armée révolutionnaire est de créer un gouvernement révolutionnaire provisoire, qui devra se mettre à la tête du régime nouveau, du régime républicain naissant.

Le gouvernement révolutionnaire provisoire doit se charger d'établir des lois provisoires qui défendraient tous les droits et libertés du peuple, de confisquer les terres conventuelles, domaniales et celles des apanages, pour les transmettre au peuple, d'instituer la journée de travail de huit heures et de convoquer l'Assemblée constituante sur la base du suffrage universel, direct, égal, avec le régime du scrutin secret.

Le gouvernement révolutionnaire provisoire doit se charger d'assurer sans délai le ravitaillement de la population et de l'armée à cet effet, doit être confisquée la totalité des provisions stockées par l'ancien gouvernement et la municipalité.

L'hydre de la réaction peut encore relever la tête. La tâche du peuple et de son gouvernement révolutionnaire est de réprimer toutes les entreprises contre-révolutionnaires dirigées contre le peuple.

La tâche urgente, immédiate du gouvernement révolutionnaire provisoire est d'entrer en relations avec le prolétariat des pays belligérants en vue d'une lutte révolutionnaire des peuples de tous les pays contre leurs

oppresseurs et asservisseurs, contre les gouvernements de type tsariste et les cliques capitalistes, et en vue de la cessation immédiate de la sanglante boucherie imposée aux peuples asservis.

Les ouvriers des fabriques et des usines, ainsi que les troupes soulevées, doivent choisir sans délai leurs représentants au gouvernement révolutionnaire provisoire, qui doit être constitué sous la garde du peuple révolutionnaire soulevé et de l'armée.

Citoyens, soldats, épouses et mères ! Tous à la lutte ! À la lutte ouverte contre le pouvoir tsariste et ses suppôts !

Par toute la Russie se lève le drapeau rouge de l'insurrection ! Par toute la Russie, prenez en main la cause de la liberté, jetez bas les valets tsaristes, appelez les soldats à la lutte.

Par toute la Russie, dans les villes et les campagnes, créez le gouvernement du peuple révolutionnaire.

Citoyens ! Par les efforts fraternels et unanimes des insurgés nous avons consolidé le nouvel ordre naissant de la liberté sur les décombres de l'autocratie !

En avant ! Il n'est pas de retour ! Lutte sans merci !

Rangez-vous sous le drapeau rouge de la révolution !

Vive la République démocratique !

Vive la classe ouvrière révolutionnaire !

Vive le peuple révolutionnaire et l'armée insurgée !

17

L’ABDICATION DE NICOLAS II[t]

« Far la grâce de Dieu, nous, Nicolas II, Empereur de toutes les Russies, tsar de Pologne, grand-duc de Finlande, etc., à tous nos fidèles sujets faisons savoir :

« En ces jours de grande lutte contre l’ennemi extérieur qui s’efforce depuis trois ans d’asservir notre patrie, Dieu a trouvé bon d’envoyer à la Russie une nouvelle et terrible épreuve. Des troubles intérieurs menacent d’avoir une répercussion fatale sur la marche ultérieure de cette guerre obstinée. Les destinées de la Russie, l’honneur de notre héroïque armée, le bonheur du peuple, tout l’avenir de notre chère patrie veulent que la guerre soit conduite à tout prix jusqu’à une issue victorieuse.

« Notre cruel ennemi fait ses derniers efforts et le moment est proche où notre vaillante armée, de concert avec nos glorieux Alliés, l’abattra définitivement.

« En ces jours décisifs pour l’existence de la Russie, nous croyons devoir, pour obéir à notre conscience, faciliter l’union et l’organisation de toutes ses forces pour la réalisation rapide de la victoire.

« C’est pourquoi, d’accord avec la Douma d’Empire, nous estimons bien faire en abdiquant la couronne de l’Etat et en déposant le pouvoir suprême.

« Ne voulant pas nous séparer de notre fils bien-aimé, nous léguons notre héritage à notre frère, le grand-duc Michel Alexandrovitch en lui donnant notre bénédiction, au moment de son avènement au trône. Nous lui demandons de gouverner en pleine union avec les représentants de la nation siégeant aux institutions législatives, et de leur prêter un serment inviolable au nom de la patrie bien-aimée.

« Nous faisons appel à tous les fils loyaux de la patrie, leur demandant d’accomplir leur devoir patriotique et sacré, en obéissant au tsar en ce pénible moment d’épreuve nationale, et de l’aider, avec les représentants de la nation, à guider l’Etat russe dans la voie de la prospérité et de la gloire.

« Dieu aide la Russie !

Le 2 mars 1917. »

18

LA PREMIÈRE DÉCLARATION DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE[u]

Citoyens de l'État russe,

Un grand événement a eu lieu. Par la puissante impulsion du peuple russe, l'ancien régime a été renversé. Une Russie libre et nouvelle est née. Ce grand renversement couronne de nombreuses années de combat.

Par l'acte du 17 octobre 1905, sous la pression des forces populaires soulevées, la Russie s'était vu promettre des libertés constitutionnelles. Ces promesses ne furent pas tenues. La Douma, – porte-parole des espérances populaires –, fut dissoute. La 2e Douma subit le même sort. Impuissant à briser la volonté populaire, le gouvernement décida, par l'acte du 3 juin 1907, de retirer au peuple une partie de ses droits à participer à l'œuvre législative, qui lui avait été préalablement accordée. Au cours de neuf longues années, le peuple fut privé, un à un, des droits qu'il avait acquis. Une fois de plus, le pays fut plongé dans un abîme d'absolutisme et d'arbitraire. Toutes les tentatives de faire entendre raison au gouvernement s'avérèrent inutiles et grand conflit mondial dans lequel la mère-patrie fût entraînée par l'ennemi le trouva dans un état de déchéance morale, d'indifférence à l'avenir de la patrie, étranger au peuple et plongé dans la corruption.

Ni les efforts héroïques de l'armée, écrasée sous le poids du chaos intérieur, ni les appels des représentants du peuple qui se sont unis face au péril qui menaçait la nation, n'ont pu mener l'ex-empereur ni son gouvernement sur la voie d'un accord avec le peuple. Et lorsque la Russie, à cause de l'action illégale et fatale de ses gouvernants, s'est trouvée confrontée avec les désastres les plus graves, la nation a été obligée de prendre le pouvoir entre ses propres mains. Dans son unanimité, l'enthousiasme révolutionnaire du peuple, pleinement conscient de la gravité du moment, et la détermination de la Douma d'État ont créé, ensemble, le gouvernement provisoire. Celui-ci juge sacrés son devoir et sa responsabilité de satisfaire les espérances populaires et de conduire le pays, sur la route étincelante d'un régime libre et civique.

Le gouvernement croit que l'esprit de profond patriotisme manifesté durant la lutte contre l'ancien régime inspirera nos vaillants soldats sur les champs de bataille. Pour sa part, il fera tout pour pourvoir l'armée du nécessaire pour mener la guerre jusqu'à sa fin victorieuse. Le gouvernement considérera comme sacrées les alliances qui nous lient aux autres puissances et respectera à la lettre les accords conclus avec nos alliés.

Tout en prenant des mesures pour défendre le pays de l'ennemi extérieur, le gouvernement considérera comme son devoir essentiel de laisser s'exprimer la volonté populaire en ce qui concerne le choix d'un régime politique et il convoquera l'assemblée constituante le plus rapidement possible sur la base du suffrage universel, direct, égal et secret, garantissant également la participation aux élections aux vaillants défenseurs de la terre de nos aïeux qui actuellement donnent leur sang sur les champs de bataille. L'Assemblée constituante promulguera les lois fondamentales qui garantissent au pays ses droits inaliénables à la justice, à la liberté, à l'égalité.

Comprenant toute la gravité de cette absence de droits qui opprime le pays et constitue un obstacle à la libre poussée créatrice de la nation du peuple, à un moment de grand bouleversement national, le gouvernement provisoire juge nécessaire de pourvoir le pays immédiatement, avant même la convocation de l'assemblée constituante, de lois qui assurent la sauvegarde de la liberté civile et de l'égalité, ce qui permettra à tous les citoyens de contribuer librement à une œuvre créatrice entreprise pour le profit de tous les citoyens du pays. Le gouvernement entreprendra également la promulgation de lois qui assureront à tous les citoyens une participation égale aux élections aux organes de self-government sur la base du suffrage universel.

Au moment de la libération nationale, le pays tout entier se rappellera avec gratitude ceux qui, en défendant leurs convictions politiques et religieuses, sont tombés victimes de la vindicte de l'ancien régime. Et le Gouvernement provisoire considère comme un agréable devoir de ramener d'exil et de prison, avec tous les honneurs, ceux qui ont souffert pour le bien de la patrie.

En remplissant ces tâches, le Gouvernement provisoire est animé par la conviction qu'il exécute ainsi la volonté populaire et que toute la nation le soutiendra dans ses loyaux efforts pour assurer le bonheur de la Russie. Cette certitude lui donne du courage. Le Gouvernement provisoire

considère que seul le soutien chaleureux du peuple tout entier garantit le triomphe du nouveau régime.

6 mars 1917.

19

UN TRACT ANARCHISTE (23 mars 1917)[v]

C’est l’esprit destructeur qui est l’esprit créateur.

La libération des travailleurs sera l’œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Les buts et les tâches de la Révolution

La révolution russe va vite de l’avant, et, dès maintenant, on peut dire avec certitude que les jours du gouvernement Guckov-Miljukov sont comptés. Le peuple est dressé pour dire avec décision sa volonté d’aller jusqu’au bout, jusqu’à la victoire totale. Il sait par expérience qu’à une demi-révolution on lui répondra par une réaction, mais totale.

II y a en ce moment à Petrograd deux gouvernements : le ministère Guckov-Miljukov qui s’est empressé de se déclarer « souverain » et le soviet des députés ouvriers et soldats. Le second mène la bride au premier. Le pouvoir de fait se trouve entre les mains de la révolution, MM. Guckov et Miljukov se débattent impuissants dans son étreinte vigoureuse, se rappelant avec nostalgie le « bon vieux temps » de Nicolas le Sanglant et signent d’une main tremblante les prikazes du soviet des députés ouvriers et soldats. Ils jouent le rôle de bouffons lamentables, que l’Histoire, pour se moquer d’eux, a recouvert d’un cafetan rouge écarlate. Ce cafetan ne leur va pas et ils voudraient s’en débarrasser mais, cruelle, l’Histoire ne le leur permet pas et les tient avec fermeté.

Il y a deux semaines que la révolution est née, et plus d’une fois, pendant cette courte période, la bourgeoisie a essayé de la tromper et de la trahir. Ayant dû chasser le Tsar Sanglant, toute « soucieuse du “bien” du peuple », elle a voulu sauver le trône chancelant des Romanov et a appelé à gouverner et à régner le frère du tsar, Michel. Mais le soviet des ouvriers et soldats n’a pas voulu. Et Michel prudemment s’est écarté, faisant semblant de se soumettre à la volonté du peuple ». Pour garantir la « fidélité » de l’armée, ces messieurs les Miljukov et Guckov se sont efforcés de faire nommer au commandement suprême de l’armée, ce satrape éprouvé, chef de la bande des Cent-Noirs, le grand-duc Nicolas Nicolaevitch. Mais le

soviet des députés ouvriers et soldats, à nouveau, n'a pas voulu, et le grand-duc qui avait sa propre conception de la volonté du peuple, qu'il soumettait à ce jour au knout et à la baïonnette, cette fois a dû se soumettre. Pour enterrer l'Assemblée constituante la clique des Guckov et Miljukov déclare qu'on la réunira « après la guerre ». Mais le soviet des députés ouvriers et soldats a décidé, sans appel : elle se réunira dans les deux mois. Et la bande des traîtres professionnels a prudemment apposé sa signature : dans les deux mois. Dans le camp des Guckov-Miljukov, on commence déjà à comprendre que non seulement on ne sera pas à même de soumettre la lointaine Constantinople, mais peut-être qu'il faudra perdre des territoires que naguère on jugeait inaliénables. Dans le camp des « nobles Alliés » monte aussi une crainte légitime : ils commencent à répéter à Miljukov qu'il est nécessaire de disposer d'un « pouvoir fort ». Mais maintenant, les Miljukov sont impuissants, ils sont sans force. La révolution les a écrasés, les a saignés. Ils s'apprêtaient à l'arrêter et à la tuer : ils ne sont plus qu'un cadavre vivant entre ses mains.

Mais ce cadavre vivant peut encore receler des forces si on ne le tue pas tout à fait. La révolution russe a devant elle des possibilités grandioses et innombrables, mais un grand péril la menace. Le plus grand péril, c'est de rester sur place, même un court instant. En arrêtant son mouvement un seul instant, la révolution donnera aux forces révolutionnaires la possibilité de s'organiser. Et c'est cela que la révolution russe doit éviter avant tout. Comme un ouragan, elle doit balayer ces forces obscures, les réduire à néant : sinon ce sont elles qui la détruiront.

La coexistence parallèle de deux gouvernements centralisés, en dépit de la prédominance évidente du gouvernement révolutionnaire, est profondément anormale et tout aussi périlleuse pour la révolution. Le problème immédiat de la révolution est de se libérer de tout pouvoir quel qu'il soit au centre, d'atteindre à une pleine décentralisation, avec le drapeau de la révolution sociale comme principe unificateur.

Elle doit immédiatement se déclarer maximaliste et sociale, préparer la révolution communiste, décréter immédiatement la fin de la guerre, la fin de l'ordre capitaliste et, par l'action directe révolutionnaire, affirmer et renforcer sa vocation socialiste. L'autorité morale d'une telle révolution sera formidable, et tout le peuple travailleur, comme un seul homme, se lèvera à ses côtés.

C’est seulement une révolution de cette espèce qui peut hardiment ne pas compter avec le péril d’une décomposition militaire. Avec la vitesse de l’éclair elle parviendra jusqu’aux recoins les plus éloignés de la planète, sera partout accueillie par les peuples avec joie et assurera l’émancipation de l’humanité enchaînée.

Le peuple soulevé est soumis, maintenant, à des pressions nombreuses et très variées. Coincée dans une impasse, la bourgeoisie s’efforce de le persuader de la nécessité de réformes politiques, et, obséquieusement, lui propose qu’il revienne à une Assemblée constituante de déterminer la forme nouvelle de pouvoir, à qui, soi-disant, il accepterait, à l’avenir, de se soumettre. Elle espère ainsi pouvoir se servir des préjugés religieux et dynastiques du peuple pour renforcer le plus possible son propre règne. En plus elle caresse l’espoir secret de réussir à exploiter le sentiment patriotique et le sens de l’État de la population pour prolonger cette guerre criminelle.

Aux côtés de la bourgeoisie, se tient la social-démocratie internationale. Une de ses tendances, qu’on appelle social-patriotique, est en tout alignée sur la bourgeoisie. Elle est aussi impérialiste, belliciste, et en fait, conservatrice. Elle appelle les travailleurs à un mutuel massacre, à une guerre « jusqu’au bout », leur disant que l’heure de la révolution n’est pas venue, qu’il faut « sauver la patrie » et appelle le peuple à s’unir sous le drapeau des Guckov et des Miljukov, comme naguère elle l’appelait à s’unir sous les bannières de Nicolas le Sanglant.

Une autre partie de la social-démocratie se sépare de la bourgeoisie impérialiste sur la question de la guerre. Dans le domaine de la politique étrangère, elle met en avant les mots d’ordre de la bourgeoisie pacifiste, exigeant la fin de la guerre et la conclusion d’une paix « sans annexions ». Mais son programme politique est très proche de celui de la bourgeoisie impérialiste. À l’heure actuelle, elle exige la république, mais s’accommoderait d’une monarchie constitutionnelle. Maintenant, devant ces libertés obtenues, elle a cessé même de parler de révolution sociale et seulement de la nécessité d’instaurer, à la Constituante, les plus larges réformes politiques possibles. Partant de cette prémisse erronée que la révolution est « bourgeoise », elle pratique la tactique de la « pression » sur la bourgeoisie la tactique de Plekhanov en 1906 pour « pousser la bourgeoisie à gauche ».

C’est seulement la partie la plus insignifiante de la social-démocratie qui reste fidèle au socialisme et appelle le peuple à essayer de transformer la révolution actuelle en révolution sociale. Mais elle n’est pas entièrement conséquente et est même équivoque, car, en dépit de ses conceptions socialistes, elle garde en réserve l’alternative bourgeoise. Elle ne rejette pas le principe du programme minimum et, en cas d’échec de la révolution sociale, elle s’accommodera facilement de réformes démocratiques bourgeoises qui lui garantiront, pour l’avenir, la possibilité d’une collaboration de classe avec la bourgeoisie dans les cadres d’institutions relativement libérales.

Quelles sont nos tâches dans la révolution actuelle ? Elles découlent de nos conceptions anarchistes. Nous sommes les adversaires éternels et inconciliables du Capital. Nous estimons qu’il ne peut y avoir de liberté effective qu’avec l’anéantissement de l’ordre capitaliste et de l’État. Et nous devons faire comprendre au peuple que l’accroissement de ses droits politiques ne changera rien à son assujettissement de fait. Nous devons montrer au peuple l’inutilité et l’absurdité de la tactique « pousser la bourgeoisie vers la gauche ». Notre tâche historique est de pousser le prolétariat à gauche pour qu’il pousse la bourgeoisie dans le précipice.

Le mot d’ordre de l’assemblée constituante, défendu par la social-démocratie, est un slogan bourgeois. Il n’a pas pour objectif la suppression de l’exploitation du peuple par la bourgeoisie, mais un compromis avec la bourgeoisie qui donnerait à cette exploitation une forme politique nouvelle.

Malgré ses apparences révolutionnaires, le soviet des députés ouvriers et soldats ne libérera pas les travailleurs, si, dans les faits, il ne réalise pas un programme effectivement maximaliste, anticapitaliste.

La libération des travailleurs peut seulement s’accomplir par une révolution sociale, et sa réalisation constitue la tâche la plus urgente des travailleurs de Russie. La révolution russe doit avoir les mains libres, et se décentraliser. Son salut réside uniquement dans l’instauration immédiate et aussitôt rendue publique du régime communiste et dans le renforcement de l’action directe. Toute la Russie doit se constituer en un réseau de communes révolutionnaires et souveraines, qui, en occupant les terres et les usines, exproprieront la bourgeoisie, supprimant aussi la propriété privée.

C’est seulement cette révolution sociale qui peut conduire les travailleurs à la victoire sur la bourgeoisie et à leur plein affranchissement. Une réforme d’état bourgeois, conduite même jusqu’aux limites extrêmes du

démocratisme, ne libérera pas les travailleurs mais conduira seulement à une nouvelle victoire de la bourgeoisie sur les masses.

Vive la révolution sociale.
Vive le communisme anarchiste.

20

L’ABOLITION DES DISCRIMINATIONS FONDÉES SUR LA NATIONALITÉ, LA RELIGION ET L’ORIGINE SOCIALE[w]

Ayant la ferme conviction que dans un pays libre tous les citoyens doivent être égaux devant la loi, et que la conscience populaire ne peut tolérer des restrictions qui auraient pour cause leur foi ou leur origine,

Le Gouvernement provisoire a décrété :

Toutes les discriminations établies par les lois existantes concernant les droits des citoyens et dues à leur adhésion à une religion ou à leur appartenance à une secte ou leur appartenance à une nationalité sont abolies.

En conséquence :

Sont abolis toutes les lois et règlements, qu’ils aient valeur pour toute la Russie, ou pour une partie seulement, qui fondaient sur leur appartenance à une religion, secte ou nationalité, une discrimination et des interventions portant sur :

- 1. L’installation, la résidence, les déplacements ;
- 2. L’acquisition du droit de propriété et d’autres droits concernant la possession de biens meubles et immeubles, aussi bien que la possession, l’usage, l’administration de ces biens et le droit de les mettre en hypothèque ;
- 3. La participation à toute activité artisanale, industrielle ou commerciale, y compris l’exploitation des minerais, ainsi que la participation à des contrats avec l’État ou à des enchères publiques ;
- 4. La participation à des sociétés anonymes et autres associations commerciales ainsi que le droit d’occuper des postes, électifs ou rémunérés dans ces sociétés ou associations ;
- 5. L’embauche de serviteurs, employés, contremaîtres, ouvriers ou l’utilisation d’apprentis ;
- 6. L’entrée au service de l’État, comme civil ou comme militaire, la procédure et les conditions pour remplir une telle fonction, la

participation à des élections, à des institutions de self-government local et à d'autres institutions publiques le droit de remplir tous les devoirs liés à une charge de cette nature ;

- 7. L'admission à tous les organes d'enseignement – privés, publics, gouvernementaux – d'achever ses études, de recevoir des grades, aussi bien que d'enseigner ou d'éduquer ;
- 8. Le droit de remplir les charges de tuteur, trustee, juré ;
- 9. L'utilisation de langues ou de dialectes autres que le Russe dans les relations d'affaires, l'enseignement privé, la comptabilité privée ;
- 10. La présente loi entre en application le jour de sa promulgation.

PRINCE LVOV,
Ministre Président.
Le 20 mars 1917.

21

APPEL DU SOVIET AUX PEUPLES DU MONDE ENTIER[x]

14 mars 1917,

Camarades prolétaires, travailleurs de tous les pays !

Nous, soldats et ouvriers russes, unis au sein du soviet des députés et ouvriers et soldats, vous envoyons nos salutations chaleureuses et vous informons d'un grand événement. La démocratie russe a renversé le despotisme des tsars et entre à part entière dans la famille des nations comme membre égal aux autres et comme une force puissante dans le combat pour notre libération à tous. Notre victoire est une grande victoire pour la liberté et la démocratie. Le pilier de la réaction dans le monde, le « gendarme de l'Europe » n'est plus.

Puisse-t-il être enterré pour toujours. Vive la liberté. Vive la solidarité internationale du prolétariat et vive son combat pour la victoire finale.

Notre œuvre n'est pas achevée : les ombres de l'ancien régime n'ont pas été toutes dissipées et nombreux sont les ennemis qui préparent leurs forces pour réduire la révolution russe. Néanmoins nos succès sont déjà considérables. Les peuples de Russie exprimeront leur volonté dans une assemblée constituante qui sera bientôt convoquée sur la base du suffrage universel, direct, égal et secret. On peut déjà prédire avec confiance qu'une république démocratique s'instaurera en Russie. Le peuple russe possède maintenant une liberté politique totale. Il peut affirmer sa toute-puissance aussi bien dans les affaires intérieures que dans les affaires extérieures.

Ainsi, en appelant à tous les peuples détruits et ruinés par cette guerre monstrueuse, nous disons que l'heure est venue de mener un combat décisif contre les ambitions annexionistes des gouvernements de tous les pays le temps est venu pour les peuples de prendre entre leurs mains les décisions, en ce qui concerne les questions de paix et de guerre.

Consciente de sa puissance révolutionnaire, la démocratie russe annonce qu'elle s'opposera à la politique de conquête de ses classes dirigeantes par tous les moyens et elle invite les peuples d'Europe à une action commune et décisive en faveur de la paix.

Nous faisons également appel à nos frères, les prolétaires de la coalition austro-allemande et, par-dessus tout, au prolétariat allemand. Depuis les premiers jours de la guerre, ils donnent l'assurance qu'ils prennent les armes, qu'ils assument la défense de la civilisation européenne menacée par le despotisme asiatique. Beaucoup de vous y ont vu une justification dans le soutien qu'ils ont donné à la guerre. Mais maintenant cette justification ne vaut plus : la Russie démocratique ne peut pas être une menace pour la liberté et la civilisation.

Nous défendrons fermement notre liberté contre toutes les tentatives de la réaction, à l'intérieur comme à l'extérieur. La Révolution russe ne reculera pas devant les baïonnettes des conquérants, et ne se laissera pas écraser par les armées étrangères.

Mais nous faisons appel à vous : débarrassez-vous du joug de votre gouvernement semi-autocratique, comme le peuple russe a balayé l'autocratie tsariste refusez d'être les instruments de la conquête et de la violence entre les mains des monarques, des propriétaires, des banquiers alors, unissant nos efforts, nous arrêterons l'horrible boucherie qui est la honte de l'humanité et assombrit les grandes heures de la naissance de la Liberté russe.

Travailleurs de tous les pays : tendant nos mains comme des frères par-dessus les montagnes des corps de nos morts, pardessus les rivières de larmes et de sang coulé innocemment, par-dessus les ruines encore fumantes des villes et des villages, par-dessus les trésors détruits, nous faisons appel à vous pour restaurer l'unité internationale. Telle est la garantie de nos victoires futures et de la libération complète de l'humanité.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Le Soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd.

22

LETTRE D'UN GROUPE DE SOLDATS DU 202e RÉGIMENT DE MONTAGNE[y]

En ces grands jours de gloire de la démocratie russe, nous vous saluons, ouvriers et soldats révolutionnaires, unis dans ce combat pour notre libération de l'oppression tsariste. Nous vous écrivons d'un front éloigné pour vous faire part de nos pensées, de nos aspirations, de notre interprétation des événements révolutionnaires et également pour recevoir de votre jugement autorisé un avis sur la conduite que doivent suivre les soldats en ces journées décisives de combat avec le despotisme et, en particulier, quelle attitude il faut adopter en ce qui concerne ce legs si lourd hérité des Romanov, la guerre.

Nous n'avons pas encore réussi à nous organiser et c'est pourquoi notre lettre exprime seulement le sentiment d'un petit groupe qui accomplit sa tâche dans l'esprit de la démocratie. Réunir des organes représentatifs des soldats est impossible ici pour des raisons d'ordre technique, le régiment se trouvant en position. Mais dès qu'il sera relevé, tout sera fait pour constituer des comités de soldats.

En ce qui concerne le caractère et les tâches des révolutionnaires, nous affirmons que la majorité écrasante de l'armée, dans la mesure où notre groupe donne une image réduite du régiment tout entier, se représente la révolution actuelle comme démocratique, son but étant l'affranchissement du peuple et l'instauration d'une forme de gouvernement qui paralyserait les tentatives de contre-révolution dynastique ou bourgeoise. Un tel régime ne peut être qu'une république démocratique. Pour prévenir toute manœuvre de la bourgeoisie, il faut organiser la classe ouvrière et l'armée révolutionnaire, exiger du gouvernement provisoire qu'il n'attende pas la constitution pour proclamer la république.

Le travail des forces obscures de la contre-révolution a déjà commencé. Plus tard, quand nous pourrons parler au nom du régiment, nous vous dirons le nom de ceux qui s'efforcent de semer le trouble dans l'esprit des soldats et de susciter chez eux des sentiments d'hostilité à rencontre de la démocratie et en particulier du soviet. En paroles, ils s'unissent au nouveau

gouvernement et lui envoient des *privet* (saluts). Il est plus facile de combattre les suppôts de l'Ancien Régime que ces jésuites politiques qui portent le masque d'amis du peuple.

Dans le programme du Gouvernement provisoire, il n'y a pas un seul mot sur la paysannerie. Pour qu'on ne puisse pas utiliser l'armée, composée en grande partie de paysans, comme une force contre-révolutionnaire, il est indispensable d'introduire des mots d'ordre destinés en propre à la paysannerie et exiger du Gouvernement provisoire qu'il introduise la question agraire dans son programme.

En ce qui concerne la guerre et sa poursuite, nous considérons que tant qu'à la tête de la nation allemande se trouve le « cher cousin », toute agitation contre la défense nationale, au front comme à l'arrière, est inopportune. En vérité, l'opinion est lasse, le peuple se trouve à l'extrême limite de la misère et nul doute que hâter la fin de la guerre est absolument indispensable. Mais pour cela, il est indispensable que le soviet et d'autres organisations ouvrières disposant d'autorité fassent les (premiers) pas et établissent des contacts avec les partis ouvriers des puissances alliées et ennemies, pour hâter la fin de la guerre et la conclusion de la paix.

Là où ne peuvent aboutir les Sazonov, Bethmann-Hollweg et Lloyd George, les Kerenski, Guesde et Liebknecht doivent y parvenir. Mais jusque-là, l'armée russe doit tenir en respect l'ennemi extérieur.

Pour finir, nous vous prions de bien vouloir établir des liens plus étroits avec nous, en recevant nos délégués et en nous envoyant votre presse. Encore une fois nous vous saluons et souhaitons plein succès à la classe ouvrière dans son combat héroïque pour la liberté.

Le 10 mars 1917.

23

UNE RÉSOLUTION SUR LA QUESTION AGRAIRE[z]

L’assemblée du gouvernement de Voronež constituée par les représentants des comités de volost’, ayant entendu rapports et débats sur la question agraire, déclare :

- 1. Toute la terre doit être transférée au peuple
- 2. La propriété de la terre doit être abolie
- 3. L’exploitation de la terre appartient, de façon égale, à ceux qui la travaillent
- 4. La terre est enlevée à ses possédants sans indemnité
- 5. La mainmise sur les terres ne doit pas être tolérée avant l’assemblée constituante.

L’assemblée juge indispensable et urgente la promulgation, par le gouvernement provisoire, des lois suivantes :

- 1. Faire cesser toute transaction sur les terres (achat, vente, hypothèque)
- 2. Donner aux « comités de la terre » le droit de travailler les terres non exploitées par les possédants
- 3. Prendre des mesures pour approvisionner les comités de terre en instruments aratoires de toute sorte, en leur fournissant tout ce qui sert à la mise en valeur
- 4. Aux comités de la terre doit être attribué le droit de réglementer les fermages, les salaires des ouvriers agricoles, de contrôler l’exploitation des propriétés pour assurer la production de la plus grande quantité possible de denrées alimentaires
- 5. Le gouvernement provisoire doit promulguer un acte rendant ineffective la loi sur l’obšina, renforçant la position des fermiers, réglementant l’utilisation des instruments de production
- 6. Les comités de la terre doivent assurer la sauvegarde des forêts, des zones de pêche et autres lieux productifs, de tout pillage pour en assurer l’utilisation par le peuple tout entier.

Résolution prise à l’unanimité, à Voronež,
le 9 avril 1917

(Cette résolution est imprimée et éditée par le comité de Voronež du parti socialiste-révolutionnaire.)

24

LES ASPIRATIONS DE LA FEMME EN PAYS D'ISLAM RUSSE[aa]

- 1. Selon les commandements du Coran, les hommes et les femmes sont égaux.
- 2. Dans les textes sacrés, les femmes ont autant que les hommes le droit de participer aux affaires politiques ou sociales leur droit au vote est donc conforme aux Ecritures.
- 3. Dans le Coran, il n'y a pas de claustration des femmes.
- 4. Étant entendu que le plein épanouissement des nations est étroitement lié à l'égalité de tous, femmes comprises, dans la nation…, l'Assemblée décide : les femmes musulmanes auront des droits politiques égaux à ceux des hommes. Elles bénéficieront du même droit électoral que les hommes et seront éligibles à l'Assemblée constituante.
- 5. Pour les femmes, droit électoral et droit à l'éligibilité constituent des faits nouveaux. Jusqu'à présent, les musulmanes ne participaient pas aux affaires publiques, et c'est pourquoi on ne saurait exclure la possibilité d'une résistance, de la part des femmes elles-mêmes, et de la part de leurs maris, quant à l'application de ce droit. Pour ne pas perdre les voix de ces femmes – qui constituent la moitié de la nation, l'Assemblée prend la résolution suivante :
 « Aller aux urnes est pour chaque femme un devoir moral les votes des hommes et des femmes doivent être séparés et les voix décomptées. »
- 6. Étant donné que chez les musulmans de Russie on pratique la vente des filles et le mariage des fils sans le consentement des parties, que cela conduit à la mésentente entre époux et à une situation pénible pour les enfants…, l'Assemblée décide que pour le bonheur des générations futures : « Lors des cérémonies nuptiales, le fiancé et la fiancée doivent être présents. »

- 7. Lorsque surgissent des désaccords entre le mari et la femme et lorsque l'épouse désire divorcer, le mari, souvent… garde sa femme par la contrainte. Une telle contrainte est une indignité et elle compromet gravement l'éducation des enfants. L'Assemblée, ayant à garantir les droits de la femme et gardant à l'esprit les nécessités qu'impose l'éducation des enfants pour les générations futures, décide qu'« en cas de désaccord conjugal, le droit de divorce, pour la femme, doit être mentionné dans le contrat de mariage, lors de sa conclusion ».
- 8. Au Turkestan, au Caucase et au Kazakhstan on marie les filles à onze ou douze ans. Un mariage aussi précoce ruine le corps féminin et aboutit à la mort prématurée des femmes comme à la naissance d'enfants chétifs, à la dégénérescence de la nation aussi l'Assemblée décide-t-elle qu'en Russie on ne pourra pas marier les filles avant l'âge de seize ans.
- 9. Les hommes, souvent, ne se contentant pas d'une seule femme, en prennent une autre, considérant qu'il s'agit là d'un agréable divertissement, puis ils divorcent de leur première femme sans cause ni raison. Étant donné que cela cause de la peine aux femmes, l'Assemblée décide : « Lors de la conclusion du mariage doit être écrit l'engagement de ne pas épouser une autre femme…, ou alors de donner à la première, préalablement, un dédommagement. »
- 10. … Recommande aux époux de passer une visite médicale prénuptiale.
- 11. En Kazakhstan, les pères vendent leur fille encore jeune (kalym). Plus tard, quand elle veut divorcer, elle doit rendre le kalym. Ce kalym est tout à fait différent de la dot (cadeau au mariage) qui se donne à l'épouse tandis que le kalym se donne au père. En d'autres termes le kalym est un bien qui se donne au père, pour prix de sa fille. Pour sauvegarder les droits de la femme kirghize… l'Assemblée décide de supprimer le kalym.
- 12. Différentes circonstances poussent les femmes sur la voie de la prostitution. Ensuite, il en est qui par tous les moyens cherchent à retrouver leur liberté mais la réglementation de la prostitution les prive du respect des autres et rend leur opprobre public.

L’Assemblée demande donc… la suppression des maisons de tolérance et de ces lois sur la prostitution.

ENQUÊTE DE LA SECTION PROVINCIALE DU SOVIET DE MOSCOU ET DU BUREAU RÉGIONAL DES SOVIETS SUR L'ORGANISATION ET L'ACTIVITÉ DES SOVIETS[ab]

	Vologda	*Groznyi*	Niznij-Novgrod	*Rjazan*	*Odessa*	*Jaroslav*	*Ekaterinenburg*
Nombre de fabriques	5			14		135	
Nombre d'ouvriers	15-18 000	20 000	50 000		90 000	30 000	
Quels sont les électeurs ?	Usines	usines	Var.	Tous		Ouv. ; etc.	
Les femmes ont-elles voté ?	Oui	500	Oui	100	15 000	oui	
Combien d'entreprises sont représentées ?	5	Celles de 100 ouv.		14		70	
Soit combien d'ouvriers	15-18 000		25 000		90 000	20 000	
Quotient électoral	1-200	1-100	1+1 par 1 000	1 par ent.	1-100	1-250 1-500	1-100
Les employés sont-ils représentés	Oui. 25	Oui. 12	Oui	4	Oui	2	
L'administration ?	Non	Non	Oui	2	Non	Non	
Y a-t-il des femmes au soviet ?	3	4	3	3	40	5	
Des soldats ?	65	80	10	3	Oui	5	
Des officiers ?	Non	6	1	1			
Combien le Soviet a-t-il de membres ?	150	170	135	30	900	87	15
Partis politiques représentés							
Soc.-dém.	Oui	stt	Oui	S.D	S.D de t. tend.+Poale	Bolch. Mench. Bund	10
Soc.-rév.	Oui	Oui		S.R.	Zion+		5
Autres	K.D.		Brund		S.D. Uk		
Particip. aux org. soc. Nombre de membres du commité politique de la ville, dont, combien du soviet	25/8	84/12	135/35	200/25	180/10	103/25	
Au commis. du ravitail., dont, du soviet	5/5	6			var.	9/2	
Au commis. de la milice, dont, du soviet	3/1		Tous			5/1	
Résolutions							

votées							
Sur la guerre ?	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Barré	Oui
Sur les 8 heures ?	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Barré	
Sur les rapports avec le gouvernement ?	Oui	Oui	Oui	Oui	Non		
Sur les questions économiques ?	Oui	Non		Non	Oui	As. Cte	As. Cte
Autres questions						ch. concil.	
Amélior. depuis la révolution ?	Accord 8 h. Augm.	8 h 35 par mois.	8 h. Qq Augm.	8 h.	8 h. Augm. Ch. conc.	8 h.	
Combien d'usines ont-elles un comité ?	Toutes		Toutes	20	Major. des gdes 25	70	
Syndicats	7	10	8			2	7
Quels sont les partis organisés ?	S.D., S.R.	S.D., S.R.	3 S.D., 2 S.R.	S.R., K.D.	Mench. P.Z.,	Bolch. B.	S.D., S.R.
S.D, S.R., K.D., autres ?	K.D.	K.D. Dašhnak	B	B.	B, S. D.-Uk.	S.R. Mench.	

26

LA 5e « LETTRE DE LOIN »[ac]

1. Savoir passer, par la voie la plus juste, à l'étape suivante de la révolution ou à la seconde révolution, qui…

2. … doit faire passer le pouvoir gouvernemental des mains du gouvernement des propriétaires et capitalistes (les Guckov, Lvov, Miljukov, Kerenski) dans les mains du gouvernement des ouvriers et paysans pauvres

3. Ce dernier gouvernement doit s'organiser sur le type des soviets des députés ouvriers et paysans

4. Il doit détruire, dans tous les états bourgeois, la vieille machine d'état – armée, police, bureaucratie –, celle-ci étant ensuite remplacée :

5. Par une organisation non de la masse mais de la totalité du peuple armé

6. Seul un tel gouvernement – tel par son contenu de classe (dictature démocratique-révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie) et par ses organes de direction (la milice prolétarienne) – sera en état de résoudre avec succès les tâches extraordinairement difficiles et incontestablement de première urgence : faire la paix, mais non pas la paix impérialiste, mais la paix démocratique qu'on ne pourra faire sans une révolution prolétarienne dans toute une série de pays

7. En Russie, la victoire du prolétariat ne sera acquise dans un très proche avenir que si, dans une première étape, elle acquiert le soutien de la plus grande partie de la paysannerie dans sa lutte pour la confiscation de toutes les terres

8. En liaison avec cette révolution paysanne et sur la base des possibilités, il faudra, avec l'appui de la paysannerie pauvre, passer à l'étape du contrôle de la production et de la distribution des principaux produits, introduction au service obligatoire du travail, qui sera une étape vers le passage au socialisme

9. Le problème de l'introduction dans les campagnes de soviets de députés ouvriers, c'est-à-dire de soviets d'ouvriers agricoles, distincts des soviets de députés paysans, est, dans ces conditions, d'une extrême urgence (…)

Fin mars 1917.

27

LES THÈSES D'AVRIL[ad]

1. Notre attitude envers la guerre – qui, du côté russe, sous le nouveau gouvernement Lvov et Cie, en raison du caractère capitaliste de ce gouvernement, est incontestablement restée une guerre impérialiste de brigandage – n'admet aucune concession, si minime soit-elle, au « défensisme révolutionnaire ».

À une guerre révolutionnaire qui justifierait réellement le défensisme révolutionnaire, le prolétariat conscient ne peut donner son consentement qu'à la condition :

a) que le pouvoir passe entre les mains du prolétariat et des éléments pauvres de la paysannerie, proches du prolétariat ;

b) de la renonciation effective et non en paroles à toutes les annexions ;

c) de la rupture complète, effective, avec tous les intérêts du capital.

Devant l'indéniable bonne foi des grandes couches de partisans du défensisme révolutionnaire dans les masses, qui n'admettent la guerre que par nécessité et non en vue de conquêtes, et étant donné que ces masses sont trompées par la bourgeoisie, il importe de leur expliquer leur erreur avec un soin particulier, avec persévérance et patience, de leur expliquer le lien indissoluble du capital et de la guerre impérialiste, de leur démontrer que, sans renverser le capital, il est impossible de terminer la guerre par une paix vraiment démocratique et non imposée par la violence.

Organisation de la propagande la plus vaste de ces vues dans l'armée active. Fraternisation.

2. Ce qu'il y a de particulier dans l'activité russe, c'est la transition de la première étape de la révolution, qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie par suite du degré insuffisant de conscience et d'organisation du prolétariat, à la deuxième étape, qui doit remettre le pouvoir entre les mains du prolétariat et des couches pauvres de la paysannerie.

Cette transition est caractérisée, d'un côté, par le maximum de légalité (la Russie est en ce moment, de tous les pays belligérants, le pays le plus libre du monde) de l'autre, par l'absence de violence exercée sur les masses et, enfin, par l'attitude de confiance inconsciente des masses à l'égard du

gouvernement des capitalistes, ces pires ennemis de la paix et du socialisme.

Cette situation particulière exige de nous que nous sachions nous adapter aux conditions spéciales du travail du Parti au sein de masses prolétariennes immenses, à peine éveillées à la vie politique.

3. Aucun soutien au gouvernement provisoire, démonstration du caractère entièrement mensonger de toutes ses promesses, et surtout de celles concernant la renonciation aux annexions. Démasquer le gouvernement au lieu d'« exiger » – ce qui est inadmissible car c'est semer l'illusion – que ce gouvernement, gouvernement des capitalistes, cesse d'être impérialiste.

4. Reconnaître que notre Parti est en minorité, et pour le moment en faible minorité, dans la plupart des soviets de députés ouvriers, devant le bloc de tous les éléments petit-bourgeois opportunistes, soumis à l'influence de la bourgeoisie et qui étendent cette influence sur le prolétariat, depuis les socialistes populistes en passant par les socialistes révolutionnaires jusqu'à la commission d'organisation (?keidze, Ceretelli, etc., Steklov, etc). Expliquer aux masses que les soviets de députés ouvriers sont la seule forme possible d'un gouvernement révolutionnaire et que par conséquent notre tâche, tant que ce gouvernement reste soumis à l'influence de la bourgeoisie, ne peut être que d'expliquer patiemment, systématiquement, avec opiniâtreté, aux masses, les erreurs de la tactique des soviets, explication s'adaptant surtout à leurs besoins pratiques.

Tant que nous sommes en minorité, nous faisons un travail de critique et d'éclaircissement des erreurs, affirmant en même temps la nécessité du passage de tout le pouvoir d'état aux soviets de députés ouvriers, afin que les masses s'affranchissent, par l'expérience, de leurs erreurs.

5. Il ne faut pas une république parlementaire – le retour à celle-ci après les soviets de députés ouvriers serait un pas en arrière, – mais une république des soviets de députés ouvriers, salariés agricoles et paysans, dans le pays entier, de bas en haut.

Suppression de la police, de l'armée et du corps des fonctionnaires (c'est-à-dire : substitution du peuple armé à l'armée permanente).

Éligibilité et révocabilité à tout moment de tous les fonctionnaires leurs traitements ne doivent pas être supérieurs au salaire moyen d'un bon ouvrier.

6. Dans le programme agraire, reporter le centre de gravité sur les soviets de députés des salariés agricoles.

Confiscation de tous les domaines des propriétaires fonciers.

Nationalisation de toutes les terres dans le pays : les terres sont mises à la disposition des soviets locaux de députés des salariés agricoles et des paysans. Formation de soviets de députés des paysans pauvres. Création dans tout grand domaine (de 100 à 300 hectares, en tenant compte des conditions locales et autres et de l'avis des institutions locales) d'exploitations modèles placées sous le contrôle du soviet de députés des salariés agricoles et travaillant pour le compte de la communauté.

7. Fusion immédiate de toutes les banques du pays en une seule banque nationale placée sous le contrôle du soviet de députés ouvriers.

8. Non pas l'« instauration » du socialisme, comme notre tâche immédiate, mais simplement le passage immédiat au contrôle de la production sociale et de la répartition des produits par le soviet des députés ouvriers.

9. Tâches du Parti :

- a) Convoquer immédiatement le congrès du Parti
- b) Modifier le programme du Parti, principalement :
 - 1. Sur l'impérialisme et la guerre impérialiste
 - 2. Sur l'attitude envers l'État et notre revendication d'un « État-Commune » (c'est-à-dire d'un État dont la Commune de Paris a été la préfiguration) ;
 - 3. Corriger l'ancien programme minimum, qui a vieilli.
- c) Changer la dénomination du Parti (au lieu de « social-démocrate », dont les chefs officiels – « défensistes » et « kautskistes hésitants » – ont trahi le socialisme dans le monde entier et sont passés à la bourgeoisie, il faut l'appeler parti communiste).

10. Rénover l'Internationale.

28

FRATERNISATIONS : LA « TOURNÉE » DE FRUNZE (BOLCHEVIK)[ae]

« Au général V. L. Gurko :

Dans division est arrivé du soviet de Petrograd agitateur Dmitri Petrovic Mihailov[af] avec autorisation du 25 avril, n° 126. Entre autres pousse aux fraternisations avec Allemands et seulement aujourd'hui a organisé fraternisations dans le 220e régiment elles se sont étendues au 218e les arguments des officiers n'ont rien pu empêcher. Mihailov a-t-il effectivement mandat pour agir ainsi ? Transmis au commandement.

« Général Čeglov. »

« Vu la réprobation formelle par le soviet de Petrograd de toute fraternisation au front, affirmée dans l'appel du 30 avril, Mihailov doit reconnaître être en contradiction avec ladite déclaration.

« … Il serait souhaitable de persuader le "Comité du front" d'arrêter Mihailov en attendant éclaircissements en provenance soviet.

« Général Gurko. »

« Suite à votre télégramme du 2 mai. Vu impossibilité agir par force, on n'a pas pu arrêter Mihailov. Dans la 55e division, il mène campagne, maintenant, pour qu'on se méfie des officiers, qu'on les remplace par des officiers élus.

« C'est déjà fait dans quelques régiments.

« Il faut absolument agir pour que le soviet de Petrograd rappelle par télégramme Mihailov pour mettre fin à la décomposition qui commence dans les régiments de ce corps d'armée.

« Le chef d'état-major d'Alekseev. »

« Le 1er mai, soldats allemands et russes ont été réunis en grand nombre au milieu des tranchées ouvertes. À ce meeting, les Allemands venaient avec leurs officiers et participaient directement à l'élaboration des motions

sur la guerre ou la paix et les relations internationales. Cette réunion fit sur tous une très grosse impression. Les officiers russes et les soldats, presque unanimement, reconnurent l'utilité de réunions de ce genre mais le haut commandement et l'état-major les interdirent, menaçant de fusiller les participants. Il peut s'ensuivre de très graves conséquences, car cela sème la discorde entre soldats et officiers et la diffusion des mots d'ordre du soviet rencontre une opposition opiniâtre de la part du haut commandement.

« Mihailov. »

29

LA NOTE MILJUKOV[ag]

Le 27 mars, le gouvernement provisoire a publié un appel aux citoyens qui contient un exposé des vues du gouvernement de la libre Russie sur les problèmes de la guerre actuelle. Le ministre des Affaires étrangères me prie de vous transmettre ce document avec les observations suivantes :

« Nos ennemis ont essayé, récemment, d'introduire la discorde dans les relations interalliées en répandant le bruit absurde que la Russie serait prête à conclure une paix séparée avec les monarchies centristes. Le texte du document ci-joint contredit mieux que tout une telle invention. Vous noterez que les considérations générales exprimées par le gouvernement provisoire correspondent pleinement à l'idéal élevé proclamé par les hommes d'État les plus éminents des pays alliés et qu'expriment de façon particulièrement frappante les déclarations du président de notre nouvel allié, la grande république d'outre-Atlantique. Le gouvernement d'Ancien Régime, évidemment, n'était pas à même de comprendre et de partager ces vues sur le caractère de la guerre – une guerre de libération –, sur l'instauration de bases durables de coexistence pacifique, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, etc. Mais la libre Russie peut maintenant parler le même langage que les démocraties avancées et elle se hâte d'ajouter sa voix à celle de ses alliés. Animés de cet esprit nouveau d'une démocratie libre, les propos du gouvernement provisoire ne peuvent évidemment pas donner à penser que la révolution entraînera un affaiblissement du rôle de la Russie dans le combat mené en commun avec ses alliés.

« Au contraire, l'aspiration du peuple tout entier à mener la guerre jusqu'à sa fin décisive a seulement été renforcée par la conscience que chacun a de sa responsabilité. Cette aspiration est devenue plus effective depuis qu'elle se résout en une mission que chacun ressent comme proche de lui, chasser l'ennemi qui a pénétré sur le territoire de la mère-patrie.

« Il va sans dire, comme il est écrit dans le document ci-joint, que le gouvernement provisoire, tout en défendant les droits de notre pays, observera pleinement les obligations prises envers les alliés.

« Tout en continuant à avoir confiance en l'issue victorieuse de la guerre, en plein accord avec nos alliés, il est également persuadé que toutes les

questions soulevées par la guerre seront résolues par l’établissement d’une paix durable et que, mues par de telles aspirations, les démocraties avancées trouveront le moyen d’obtenir ces garanties et sanctions (dobit’sja teh garantii i sankcii) qui sont indispensables pour prévenir de nouveaux conflits sanglants. »

30

APPEL DU COMITÉ EXÉCUTIF DU SOVIET DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS À TOUS LES CITOYENS[ah]

Citoyens,

À l'heure où le sort du pays se décide, chaque pas inconsidéré est dangereux. Les démonstrations contre la Note gouvernementale sur la politique étrangère ont conduit à des combats dans les rues. Il y a des blessés et des morts.

Au nom de la révolution, pour la sauver des désordres qui la menacent, nous faisons appel à vous et vous demandons chaleureusement :

Maintenez le calme, l'ordre et la discipline.

Le soviet des députés ouvriers et soldats est en train de délibérer. Ayez confiance, il trouvera la façon de satisfaire vos exigences.

Mais, pendant ce temps, ne laissez personne troubler le cours pacifique de la libre Russie.

Camarades soldats,

Ne descendez dans les rues, vos armes à la main, qu'à l'appel du comité russe. Seul le Comité politique vous donnera le droit d'en disposer. Chaque ordre de mouvement (sauf les déplacements habituels) doit émaner du Comité politique, signé de son sceau, et soussigné par au moins deux des sept noms suivants : čkeidze, Skobelev, Binasik, Filippovskij, Skalov, Goldman, Bogdanov.

Faites-vous confirmer chaque ordre en téléphonant au 104-06.

Camarades ouvriers et agents de milice,

Vos armes doivent seulement servir à défendre la révolution : elles ne vous sont nécessaires ni dans les réunions ni dans les manifestations en de telles circonstances, elles sont même dangereuses pour la cause de la liberté. Ne prenez pas vos armes quand vous allez à une réunion ou à une manifestation.

Le Comité exécutif appelle toutes les organisations à l'aider à maintenir l'ordre et le calme.

L'usage de la contrainte contre les citoyens n'a plus cours dans la libre Russie. Les désordres ne profitent qu'aux ennemis de la révolution. Quiconque crée le désordre est un ennemi du peuple.

21 avril 1917
Le Comité exécutif du soviet des députés ouvriers et soldats.

ARRÊTÉ DU SOVIET DE PETROGRAD DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS[ai]

Le 21 avril, lors d'une manifestation de rue, des provocateurs ont tiré sur des citoyens désarmés, causant des morts et des blessés.

Étant donné la forte agitation qui règne, susceptible de donner naissance à des collisions entre des groupes différents de manifestants, le soviet des députés ouvriers et soldats, réuni en assemblée générale le 21 avril, a décidé à l'unanimité, pour prévenir les troubles qui menacent la cause de la révolution :

1. D'interdire dans les deux jours à venir tout meeting et manifestation de rues

2. Sera considéré comme félon et traître à la révolution quiconque appellera pendant ces jours-là à une manifestation armée ou fera usage de ses armes, même pour tirer en l'air

3. Les faits de fusillade, datant du 21 avril, doivent être soumis à une investigation très soigneuse, près du comité politique du soviet des députés et soldats.

Le soviet de Petrograd des députés ouvriers et soldats.
22 avril 1917.

32

LA DÉCLARATION GOUVERNEMENTALE DU 5 MAI 1917[aj]

Plateforme du gouvernement de coalition

Le gouvernement provisoire, réorganisé et renforcé par des représentants de la démocratie révolutionnaire, déclare qu'il mettra son énergie à traduire dans les faits son idéal de liberté, d'égalité, de fraternité, idéal à l'origine de la naissance de la grande révolution russe.

Le gouvernement provisoire est particulièrement unanime à défendre les lignes fondamentales de son action future, en l'occurrence :

1. Dans sa politique étrangère, le gouvernement provisoire, rejetant, en accord avec la nation, toute idée de paix séparée, adopte ouvertement comme objectif le rétablissement de la paix générale, qui aura pour objet non la domination sur d'autres peuples, ni la conquête de leur territoire national, mais une paix sans annexions ni indemnités, et fondée sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ayant la ferme conviction que la chute du régime tsariste en Russie et la consolidation des principes démocratiques dans notre politique intérieure et extérieure créeront chez les démocraties alliées de nouvelles aspirations en faveur d'une paix stable et de fraternité des nations, le gouvernement provisoire fera le nécessaire pour aboutir à un accord avec les alliés sur la base de la déclaration du 27 mars.

2. Convaincu que la défaite de la Russie et de ses alliés ne serait pas seulement une source de calamités pour le peuple russe mais aurait également pour effet de rendre impossible la paix mondiale fondée sur les principes indiqués ci-dessus, le gouvernement provisoire croit fermement que l'armée révolutionnaire russe ne permettra pas aux troupes allemandes de battre nos alliés occidentaux et de rejeter ensuite toutes leurs forces sur nous avec la plénitude de leurs moyens. Le renforcement des principes de démocratisation dans l'armée et le développement de sa puissance militaire, à la fois offensive et défensive, constitueront la tâche la plus importante du gouvernement provisoire.

3. Le gouvernement provisoire combattra résolument et inflexiblement la désorganisation économique du pays par l'instauration plus systématique du

contrôle gouvernemental sur la production, les transports, les échanges, la distribution des biens de consommation, et, en cas de nécessité, aura recours à l'organisation de la production.

4. Des mesures de protection du travail seront prises de toutes les façons possibles et avec énergie.

5. Laissant l'Assemblée constituante traiter de la question du transfert de la terre aux travailleurs, et procédant, à cette fin, à des mesures préparatoires, le gouvernement provisoire fera le nécessaire pour assurer la plus grande production possible de céréales et pour que la terre soit exploitée de la façon la plus systématique dans l'intérêt de l'économie nationale et de la population travailleuse.

6. Cherchant à instaurer une série de réformes du système financier et à les fonder sur des principes démocratiques, le gouvernement provisoire attachera une attention particulière à l'accroissement des impôts directs sur les riches (impôt sur l'héritage, sur les bénéfices de guerre excessifs, taxe sur la propriété, etc.)

7. Des efforts seront poursuivis pour introduire et développer les institutions démocratiques et de self-government, le plus rapidement possible et avec suite.

8. Le gouvernement provisoire fera son possible, également pour assurer, le plus tôt possible, la réunion d'une assemblée constituante à Petrograd.

Résolu à tendre ses efforts vers la réalisation de ce programme, le gouvernement provisoire déclare catégoriquement qu'un travail fructueux n'est possible que s'il a la pleine et absolue confiance du peuple révolutionnaire tout entier et la possibilité d'exercer pleinement son pouvoir pour renforcer la victoire de la révolution et assurer son développement ultérieur.

Adressant à tous les citoyens un appel ferme et pressant pour que soit sauvegardée l'unité de pouvoir entre les mains du gouvernement provisoire, celui-ci déclare que, pour le salut de la nation, il prendra les mesures les plus énergiques contre toutes les tentatives de contre-révolution, et contre les actes illégaux, anarchiques ou violents qui ont pour objet de désorganiser le pays et préparer les voies à une contre-révolution.

Le gouvernement provisoire pense qu'en agissant ainsi, il aura le ferme appui de tous ceux à qui est chère la liberté de la Russie.

5 mai 1917.
Prince Lvov.

33

RÉSOLUTIONS DE L’ASSEMBLÉE PAN-RUSSE DES DÉPUTES-PAYSANS SUR LA QUESTION AGRAIRE[ak]

L’assemblée pan-russe des députés paysans annonce à la paysannerie russe tout entière que, dorénavant, non seulement la solution du problème agraire à la Constituante, mais également tout le travail préparatoire, œuvre des comités terriens locaux ou centraux, passera entre les mains des travailleurs eux-mêmes. Pour cette raison, la tâche première, – la plus importante et également celle qui entraîne le plus de conséquence pour la partie la plus progressiste de la paysannerie, – est l’organisation d’élections dans les zemstva de volost’et d’uezd, l’établissement de comités terriens en rapport avec ces zemstva. La tâche impartie à ces comités dans la préparation de la réforme agraire est fondée sur les principes suivants : le transfert, sans compensation, de toutes les terres appartenant maintenant à l’État, aux monastères, aux églises et personnes privées, à la nation pour un usage équitable et libre.

Croyant fermement en la force de la paysannerie, en son sens de l’organisation, en son intelligence, le congrès pan-russe des députés paysans est absolument convaincu que la propriété privée de la terre avec ses forêts, sa force motrice, ses ressources minérales sera abolie par l’assemblée nationale constituante qui établira une loi fondamentale sur la terre, les conditions de son transfert aux travailleurs, son usage, sa distribution.

Le congrès pan-russe des députés paysans est également convaincu que dans tous les comités terriens, des comités depuis les volost’ jusqu’au comité central, les travailleurs pourront, grâce au système électif, préparer la réforme agraire, orientée vers l’émancipation de la terre des liens de la propriété privée, sans rachat.

Le congrès pan-russe des députés-paysans juge nécessaire que le gouvernement provisoire fasse une déclaration claire, non équivoque, qui assure l’opinion que, sur cette question, le gouvernement provisoire ne permettra à personne de s’opposer à la volonté de la population. Le congrès

pan-russe des députés paysans attend du gouvernement provisoire qu'il aide, autant qu'il est en son pouvoir, à la libre expression des opinions du peuple travailleur sur ce problème important, et qu'il empêche quiconque de porter atteinte à la liberté de ce débat, – pour autant qu'il place ses intérêts personnels ou de groupe au-dessus des intérêts du pays.

Le congrès pan-russe des députés paysans décide, en ce qui concerne l'utilisation des terres et de ses produits, jusqu'à la solution de la question agraire par l'assemblée constituante :

1. Qu'il est indispensable de mettre fin à la crise du ravitaillement et de combattre le désordre économique qui a gagné tout le pays pendant ces années difficiles et épuisantes de la guerre mondiale. Ceci exige que les intérêts particuliers ou ceux des groupes sachent laisser le pas à l'intérêt général, celui de la population comme celui de l'État.

2. Que toutes les terres – et, là où les conditions locales l'exigent, également les moyens de les irriguer, eaux etc. – doivent passer sous la direction (vedenie) des comités terriens qui auront le droit d'émettre des règlements, en ce qui concerne la culture, les semailles, la récolte, la fenaison, etc.

3. À cause du départ à la guerre d'une grande quantité de travailleurs et de leur insuffisance, particulièrement critique en période de pointe, les équipes de travailleurs engagés mais disponibles, les groupes de prisonniers de guerre doivent se trouver à la disposition des comités terriens et ne pas être distribués entre quelques propriétaires mais dans l'intérêt du peuple travailleur.

4. Vu l'insuffisance du bétail et l'usure du matériel agricole, il est indispensable que les mesures les plus décisives soient prises pour que soient réquisitionnés et utilisés à plein tous les instruments dont peut disposer la Russie. De même, étant donné la mobilisation d'un grand nombre de chevaux de trait et leur insuffisance, – critique pour le travail de la terre –, le nombre également insuffisant de bétail de trait, il est indispensable de l'utiliser pleinement.

5. La récolte de foin, de grain, leur conservation, la pêche des poissons, la coupe des bois de construction et des autres produits de la forêt doivent être placées sous le contrôle des comités terriens et des autres organismes d'intérêt social, pour empêcher les particuliers de procéder à des stocks ou à des réserves.

6. L’établissement des baux, le versement de leur montant, la fixation des gages pour les travailleurs agricoles et toutes ces questions dépendent entièrement de l’autorité des comités locaux. En cas de contestation, le montant de la location, déduction faite du paiement des impôts, doit être versé jusqu’à la réunion de l’assemblée constituante au trésor local.

7. Jusqu’à la promulgation de mesures valant pour la nation, les comités locaux auront toute liberté de prendre des initiatives sur les questions mentionnées plus haut, étant entendu que toute interférence des commissaires de gouvernement ou d’uezd est exclue, tout comme leur appartenance exclusive à la classe des propriétaires terriens.

8. Pour maintenir dans son intégralité la quantité de terres disponibles dont doit disposer la prochaine réforme agraire, il est nécessaire que les comités terriens exercent un contrôle pour que soit interdit, sans exception et de la façon la plus formelle, tout achat ou vente de terre, mise en hypothèque, don par héritage, jusqu’à la réunion de l’assemblée constituante. Tous les actes conclus après le 1er mars jusqu’à la promulgation de cette interdiction doivent être considérés comme nuls et non avenus.

Le congrès pan-russe des députés paysans juge que seuls ces principes et ces fondements rendent possible l’établissement d’un nouvel ordre agraire, accompli par la libre Russie, et qui unira en une seule famille fraternelle, sous l’égide du gouvernement des travailleurs, sans différence de nationalité, de religion ou de position, Grands-Russes et Ukrainiens, paysans et musulmans, paysans et cosaques, habitants de Russie et *inorodci*, communautés et individus, de qui dépendent et à qui profiteront les grandes réformes

Le congrès pan-russe des députés paysans appelle les paysans et la population salariée de toute la Russie à voter aux élections à l’assemblée constituante, pour les candidats qui se prononceront en faveur de la nationalisation de la terre, sans remboursement et suivant des principes d’égalité.

Il invite la population paysanne tout entière à rester calme, mais à travailler avec fermeté et détermination à la réalisation, dans la légalité, de ses voeux les plus chers, qui depuis toujours ont trouvé leur expression dans la formule, chère à tous les paysans : terre et liberté.

PRISONNIERS DE GUERRE ET RÉFUGIÉS EMPLOYÉS DANS LES EXPLOITATIONS PAYSANNES[al]

Type de la propriété	Main-d'œuvre	Réfugiés	Prisonniers de guerre	% des prisonniers de guerre et réfugiés : main- d'œuvre totale
Exploitation paysanne	8 221	69	19	1,1 %
Grandes propriétés	168	12	22	20,8 %
Total	8 369	81	41	1,5 %

(Chiffres donnés en milliers.)

DISTRIBUTION DES EXPLOITATIONS PAYSANNES EN FONCTION DU POURCENTAGE DE LEURS TERRES ENSEMENCÉES[am]

(Dans le gouvernement de Vladimir)

Surfaces ensemencées	*Nombre d'exploitations en % par rapport au total*
Non ensemencé	12,9
Jusqu'à 1 déciatine ensémencé	14,7
– de 1 à 2 déciatines	22,2
– de 2 à 4 déciatines	30,3
– de 4 à 6 déciatines	12,5
– de 6 à 16 déciatines et plus	7,4
	100 %

COMPOSITION DE LA DÉLÉGATION À LA PREMIÈRE CONFÉRENCE DE PETROGRAD DES COMITÉS D'USINE[an]

(*voir le tableau page suivante*)

Représentation	NOMBRE		NOMBRE D'OUVRIERS REPRÉSENTÉS À LA CONFÉRENCE		Nombre d'entreprises non representées
	de délégués	de représentants des comités d'usine	Nombre d'ouvriers	Représentant *n* entreprises	
Usines	261	172	238 711	134	38
métallurgiques	32	26	17 916	15	11
Fabriques textiles	2	2			2
Usines de confection	3	3	988	2	1
Papeteries	32	30	4 981	17	13
Imprimeries	1	1			1
Fonderies	8	7	7 105	6	1
Fabriques de	5	4	2 096	3	1
chaussures	8	2	4 523	2	
Cuirs	10	9	4 202	2	7
Matériel ferroviaire	6	4	5 368	3	1
Usines	9	8	1 300	3	5
électrotechniques	8	7	1 006	6	1
Parc de tramways	10	6	2 631	2	4
Scieries	3	3	670 *	2	4
Menuiseries	10	8	2 152	4	4
Tabac	4	4	330	2	12
Douilles et tubes	25	21	20 074	9	2
Aéroplanes	52	41	22 602	20	21
Industries chimiques			326		
Petites usines	4	3	99	1	2
diverses	6	6	654	3	3
Idem					
Fer blanc					
Gaz et pétrole					
Soit	499	367	33 7467	236	131
Organisations	18				
sociales (10)	16				
Syndicats (10)	22				
Différentes	8				
organisations (8)	5				
Différents armés (6)					
Représentants de la presse					
En tout	568	367	33 7464	236	131

* Figure ainsi dans le document.

36

LE PREMIER UNIVERSAL DE LA RADA[ao]

Kiev, le 10 juin 1917.

Peuple ukrainien, paysans, ouvriers, travailleurs :

Votre volonté a fait de nous, la Rada centrale d'Ukraine, la dépositaire des droits et des libertés de l'Ukraine.

Vos meilleurs fils, élus des villages, des usines, des régiments, de toutes les communautés ukrainiennes, nous ont élu, nous, la Rada centrale d'Ukraine ils ont mis leur confiance en nous pour défendre ces droits et ces libertés.

Vos élus expriment leurs volontés ainsi :

Que l'Ukraine soit libre sans se séparer en tout de la Russie, sans rompre avec l'état russe, que le peuple ukrainien ait le droit de ménager son propre avenir sur son territoire. Qu'une assemblée nationale ukrainienne (Seim), élue au suffrage universel, égal, secret et direct établisse l'ordre et institue un régime en Ukraine. Seule notre assemblée ukrainienne doit avoir le droit d'émettre des lois qui seront le fondement de ce régime.

Les lois qui instaureront le régime de l'Etat russe tout entier doivent émaner d'un parlement pan-russe.

Personne ne sait mieux que nous ce dont nous avons besoin et quelles sont les lois qui nous conviennent le mieux. Personne ne sait mieux que nos paysans comment aménager notre propre terre.

(…)

Ainsi ont parlé ceux qui nous ont élus pour représenter l'Ukraine tout entière.

Ayant ainsi parlé, ils ont élu la Rada centrale d'Ukraine et nous ont dit de nous tenir à la tête de notre peuple, pour garantir leurs droits et créer un ordre nouveau dans une Ukraine libre et autonome.

Nous, la Rada centrale d'Ukraine, remplissons le vœu de notre peuple, prenons sur nous le lourd fardeau de construire une vie nouvelle et nous nous sommes mis à la tâche.

Nous avons espéré que le gouvernement central provisoire russe nous aiderait dans cette tâche pour qu'ensemble, nous puissions organiser notre

pays.

Mais le gouvernement provisoire russe a rejeté toutes nos demandes (…).

Nous avons envoyé nos délégués à Petrograd pour présenter au gouvernement provisoire russe nos demandes les principales étaient les suivantes :

Que le gouvernement provisoire russe déclare publiquement, par un acte spécial, qu'il n'est pas contre la liberté nationale de l'Ukraine, contre le droit de son peuple à l'autonomie.

Que le gouvernement central russe ait dans son cabinet un commissaire aux affaires ukrainiennes pour toutes les questions relatives à l'Ukraine.

Que l'autorité locale, en Ukraine, soit un représentant du gouvernement central russe, le commissaire en Ukraine que nous aurons élu.

Qu'une part de l'argent collecté par le Trésor en Ukraine retourne aux Ukrainiens pour qu'ils puissent pourvoir à leurs besoins nationaux et culturels.

Toutes ces demandes ont été rejetées par le gouvernement central russe.

(…)

Maintenant, peuple ukrainien, nous sommes ainsi obligés de construire notre propre avenir…

(…)

À partir de maintenant, chaque village, chaque volost', chaque communauté, qui défend les intérêts du peuple ukrainien doit avoir les relations les plus étroites avec la Rada centrale.

Partout où, pour quelque raison, l'autorité administrative reste entre les mains de gens hostiles à l'ukrainisation, nous prescrivons que les citoyens ukrainiens, après information, réélisent une administration. Là où les Ukrainiens vivent en communauté avec des citoyens d'autres nationalités, nous proposons que les Ukrainiens établissent des relations et concluent des accords avec les organisations démocratiques de ces groupes non-ukrainiens, et que, tous ensemble, ils mettent sur pied des fondements d'une vie nouvelle…

… Plus tard, ces lois seront portées à l'approbation de l'assemblée constituante pan-russe.

Nous avons besoin de force pour pouvoir agir… Et, pour le succès de notre entreprise, nous avons besoin, avant tout, d'argent. Jusqu'à ce jour, les Ukrainiens offraient toutes leurs disponibilités au trésor russe et le peuple ukrainien… n'avait rien en retour.

La Rada centrale ukrainienne ordonne, en conséquence, que tous les citoyens des campagnes et des villes, que toutes les institutions publiques et privées, paient dorénavant, à partir du 1er juillet, une taxe spéciale… au trésor de la Rada ukrainienne.

Ukrainiens, votre avenir est entre vos mains. À cette heure d'épreuve, de désordre, de décomposition, prouvez par votre unanimité et votre sens de l'état qu'une nation productrice de blé peut fièrement et avec dignité tenir un rang égal à n'importe quelle nation puissante et organisée.

37

UN TRACT DU GROUPE « PLEKHANOV » (juin 1917)

PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE RUSSE[ap]

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Ouvriers, Ouvrières, Soldats, Matelots, Citoyens, Révolutionnaires de Petrograd…

L'Assemblée des soviets de députés ouvriers et soldats vous appelle dimanche 18 juin à une manifestation en l'honneur des combattants morts pour la cause du peuple.

Vous répondrez tous à cet appel. Tous, vous irez dans les rues, sans distinction d'opinion, quelles que soient vos dispositions. La grande révolution a libéré la Russie du tsarisme qui l'avait mise sous le joug et l'avait livrée à l'ennemi.

À la place du vieux régime despotique, la révolution a placé un nouveau pouvoir révolutionnaire : c'est le pouvoir unifié du gouvernement provisoire c'est le pouvoir qui repose sur l'organisation démocratique des soviets ouvriers soldats et paysans.

Mais le succès de la révolution n'est pas encore accompli des frictions intérieures et des périls la menacent : il faut combattre ces dangers. Tous les amis de la liberté ont le devoir de se serrer autour du gouvernement provisoire. Soutenez-le tous. Aidez-le à réunir l'assemblée nationale constituante.

Aujourd'hui, votre mot d'ordre à tous doit être :

Vive un pouvoir révolutionnaire stable.

Vive le gouvernement d'union et l'assemblée constituante.

Le péril qui menace le plus gravement la révolution vient de l'ennemi extérieur. Une victoire armée de l'Allemagne signifierait pour nous le rétablissement du tsarisme, l'assujettissement économique, la stagnation sociale. Le devoir de chaque révolutionnaire, de chaque citoyen, le devoir de tous les ouvriers et soldats est de faire leur possible pour ne pas

permettre que la guerre s’achève ainsi. La réaction a trahi le pays et a mené des négociations avec l’ennemi pour une suspension d’armes et une paix séparée.

La révolution a assumé la défense inébranlable du pays. L’observation des obligations envers les démocraties et les travailleurs alliés a été scellée dans le sang la démocratie ne peut se renier. Elle ne peut combattre que pour une paix qui ruinera l’impérialisme allemand et portera un coup mortel à l’impérialisme de tous les pays. Cette paix garantira le droit à l’autodétermination et le libre épanouissement de tous les peuples.

Mais pour parvenir à cette paix honorable, il n’y a qu’une voie. À la force armée de l’oppresseur, une seule réponse, la force. Seule l’offensive sur tous les fronts alliés contraindra les Allemands à abandonner leurs plans de conquête.

Seule cette offensive nous mènera à une paix que nous désirons prochaine.

En attendant, ni paix, ni armistice.

En attendant, la guerre jusqu’au bout au nom de la liberté de tous les peuples.

Vive la paix qui assurera une fin heureuse à cette guerre.

Vive l’union de toutes les forces révolutionnaires.

Vive la démocratie mondiale.

Vive le parti ouvrier social-démocrate russe.

Allez manifester le 18 juin.

Le comité de Petrograd
de l’organisation pan-russe « Edintsvo »

a. Textes extraits de K. Papaioannou, *op. cit.,* 299, p. 236 et 237.

b. Texte extrait de Sergent (A.), et Harmel (C.) : *Histoire de l’anarchie,* Paris, 1949, p. 364.

c. Traduction reprise du *Contrat Social,* 1961, p. 286 et suiv.

d. *Programma Partii Socialistov-Revoljucionnerov,* S. Petersburg, 1917, 13 p., p. 9-10.

e. Extrait de G. Haupt, *Le congrès manqué,* Paris, 1965, p. 239249.

f. Bagne.

g.

Extrait de *Ek. pol., op. cit.*, 24, tome II, p. 17-18.

h.

À Petrograd, les usines Putilov passèrent de 13 510 à 26 564 ouvriers, les entreprises Lessner de 1 289 à 7 927, etc., cité in M. K. Potehin, *istorija SSSR*, 5, 1965. p. 235.

i.

Archives Troelstra, Amsterdam, document inédit.

j.

Archives nationales, F7, 13074, document inédit.

k.

Extrait de Rosmer, *Le mouvement ouvrier et la guerre*, I, 379-382.

l.

Traduction Rosmer, *Le mouvement ouvrier et la guerre*, 2, p. 283.

m.

Russkie vedemosty. oct. 1913. Traduction F. X. Coquin, *op. cit.*, 278, p. 21.

n.

ARR., op. cit., 27, t. XVIII, p. 109 et suiv.

o.

Loi discriminatoire.

p.

Extrait de Samuel Hoare. *The fouth seal*, London, 1930. p. 188192.

q.

Alexandra, *Lettres à l'empereur Nicolas II*, Paris, 1924.

r.

Izvestija du 28 février 1917.

s.

Histoire de la révolution russe, op. cit.. 126, p. 92.

t.

Doc. Ker., op. cit., 35, p. 104.

u.

Izvestija du 7 mars.

v.

Tract inédit, du fonds de la B.D.I.C.

w.

Doc. Ker., op. cit., 35, t. I, p. 211.

x.

K narodam vsego mira, op. cit., 136.

y.

GAORSSLo, 7384, 9, 244, 63 *a* et *b*, 64, document inédit.

z.

GAORSSLo, 7384. 7. 24. 2 et 3, document inédit.

aa.

Dimanštein, *op. cit.*. p. 296-298.

ab.

Tableau élaboré à partir de l'enquête publiée in *Dok., op. cit.*, 20, p. 320-333. Dans leur réponse, les soviets confondent quelquefois le nombre des délégués avec celui des membres du bureau, celui des usines avec celui des fabriques. Var = variable ent. – entreprise ouv. = ouvrier stt = surtout B = Bund PZ. = Poale Zion.

ac.

Lénine, *Socinenija,* XXIII, 331 (extrait).

ad.

Lénine, *Socinenija* , XXIV, 3.

ae.

Extraits de *Dok. April, p.* 481-565 et de Dok. *Mai,* p. 329-389.

af.

Pseudonyme de Frunze.

ag.

Dok. April, p. 725-726.

ah.

Tract, du fonds de la B.D.I.C.

ai.

Affiche, du fonds de la B.D.I.C.

aj.

Vestnik vremmenaqo pravitel'stva du 6 mai 1917.

ak.

Delo naroda, du 26 mai 1917.

al.

Extrait des « Severnye Zapiski », 1917, nº 1, p. 184, in S.P. Trapeznikov : Agrarnyi vopros i leninskie agranye programmy v Ireh russkih revoljucjah, Moskva, 1963, page 294.

am.

Usatova, *op. cit.*, p.

an.

Dok. Mai, p. 293. 36

ao.

Dimanštein, *op. cit.*. 364, p. 161.

ap.

Tract inédit du fonds de la B.D.I.C.

DOCUMENTS DES TROISIÈME ET QUATRIÈME PARTIES

1

N. BUKHARINE : LA GUERRE ET LE SOCIALISME RÉVOLUTIONNAIRE

Dans les milieux ouvriers, deux points de vue se sont toujours opposés en ce qui concerne le problème de la guerre : une perspective petite bourgeoise et une perspective prolétarienne. La première considère avant tout les intérêts de la partie capitalistre, exigeant seulement la démocratisation de l'ordre gouvernemental. La seconde prend pour mesure les intérêts du prolétariat *international,* les intérêts de la révolution internationale.

Il n'y a rien d'étonnant à ce que le premier point de vue puisse exister parmi les prolétaires. Les travailleurs ne sauraient prendre conscience, du premier coup, des antagonismes qui opposent leurs intérêts propres à ceux de leurs maîtres. De même, ils ne sauraient mesurer tout de suite combien le mouvement révolutionnaire international est important pour eux et ils se consacrent plutôt à la défense de leur pays, autant dire à la défense du système étatique mis en place par ceux qui les exploitent et les assujettissent.

La bourgeoisie dispose d'une grande quantité de moyens pour mystifier les travailleurs. Il suffit de mentionner ces journaux qui. au jour le jour, mentent, calomnient, dénaturent les faits, égarent et trompent les masses. Cela explique comment la bourgeoisie peut assujettir les esprits.

Nous sommes actuellement à une époque où l'ensemble des rapports sociaux traditionnels éclate sous la pression des événements. La guerre mondiale a déchaîné un ouragan. (…). La paix sera faite par d'autres que par ceux qui en sont à l'origine ou qui l'ont déclenchée.

La guerre actuelle est une guerre capitaliste. Et chaque guerre capitaliste est un cas particulier de la concurrence entre les différents groupes pour le partage des revenus que peut procurer le travail fourni par les classes exploitées. De nos jours, la concurrence entre les capitalistes a sensiblement changé de nature. Dans les pays de transition, elle porte presque exclusivement sur la concurrence à l'extérieur, c'est-à-dire contre les

capitalistes étrangers pour la domination du marché mondial. À l'intérieur des frontières de chaque pays capitaliste, le gros capital a entièrement domestiqué la petite production. Il a unifié la vie économique, pris, dans son étau d'acier, les monopoles industriels, les a associés aux grosses banques qu'il a placées à sa tête. Ainsi s'est constituée la puissance formidable du capital financier, unifiant la banque et l'industrie, plaçant tout l'appareil économique entre les mains d'un petit groupe de directeurs de banques et de rois de l'industrie. L'artisanat fut réduit à rien, la petite industrie subit le même sort. Les fortunes moyennes se métamorphosèrent en appendice du gros capital. Il n'y eut plus guère de concurrence entre capitalistes car il n'y avait plus personne à vaincre : tout était entre les mains d'un petit groupe qui monopolisait la production. La vie économique d'un pays devenait le patrimoine despotiquement géré par la clique qui était à la tête du capital financier.

Mais si la concurrence dépérissait à l'intérieur des pays capitalistes, cela ne signifiait pas qu'elle eût disparu, au contraire. Elle renaissait avec une puissance redoublée entre les nations, c'est-à-dire entre leurs classes dirigeantes. Naguère la rivalité s'exerçait à l'intérieur des frontières ; avec la formation des trusts, chacun d'entre eux est entré en concurrence avec les autres. Aujourd'hui, chaque grand État (Grande-Bretagne, Allemagne, Amérique) s'est converti en une sorte de super-trust, qui mène le combat avec un autre dans le but de se partager les pays faibles et attardés.

La guerre est un des moyens employés pour atteindre ce but. L'arme en est l'appareil d'État, gagné par le militarisme et militarisé. L'État lui-même (la patrie capitaliste), n'est en fait que la forme organisationnelle que s'est donnée un groupe de bourgeois qui ne veulent pas seulement préserver leurs biens mais accroître leur puissance pour augmenter privilèges et revenus. Ainsi, l'État est une sorte de gigantesque association d'entrepreneurs, le trust d'un capitalisme d'État ; le pouvoir exécutif (le ministère) constitue la direction de cette énorme firme. L'entrée d'une paire de soi-disant socialistes dans l'un de ces gouvernements ne change rien à l'affaire. C'est un peu comme si les patrons, pour calmer les travailleurs, les invitaient à participer aux bénéfices et, pour ce faire, comptaient deux d'entre eux qui seraient autorisés à avoir accès au bureau du directeur général. La forme de régime choisie par la bourgeoisie ne change rien à l'affaire. Naturellement, pour la classe ouvrière, la nature du régime n'est pas indifférente, car, en république, elle peut mieux mener la lutte des classes qu'en monarchie.

Mais, au fond, la forme que prend le pouvoir bourgeois ne modifie en rien ses limites.

Ainsi, à notre époque, la concurrence entre les capitalistes est, en gros, une concurrence à l'échelle mondiale entre les groupes d'alliés qui prennent le nom de « grandes puissances » ou encore de « patries ». Elles s'en prennent avant tout aux petits pays : « sauvages » des payês tropicaux, États demeurés agricoles comme la Turquie, la Serbie etc. et puis leurs intérêts se heurtent lors du partage.

La concurrence des patries capitalistes est devenue particulièrement acharnée ces dernières années parce que les grands carnassiers ont déjà pillé et partagé entre eux le monde entier. Il leur faut penser à un repartage, à un pillage de l'un par l'autre. Voilà pourquoi nous parlons de guerre inexpiable, et que nous disons que seule la révolution du prolétariat socialiste pourra y mettre fin.

Voyons maintenant quels sont les intérêts des travailleurs dans les guerres de ce type. La politique de pillage d'un Gouvernement bourgeois peut apporter aux travailleurs un mieux-être temporaire. C'est un fait. Ayant pillé les terres des autres, ayant acquis de nouveaux débouchés, occupant de nouveaux territoires où les capitaux peuvent se placer avec profit, la bourgeoisie développe en force son économie. L'industrie croît plus vite, la demande en travailleurs augmente, les salaires montent. Pour dire vrai, dans les colonies, les bourgeois écorchent vifs les peuples « demi-sauvages » quand ils leur apportent la « civilisation européenne », en ne donnant aux travailleurs qu'un sou pour vivre.

La victoire de « la patrie » pose des problèmes de même nature. Certes, elle permet un développement plus rapide de l'industrie et les bourgeois peuvent, en quelque sorte, en partager les profits avec les ouvriers, leur donnant une augmentation pour services rendus. En cas de défaite, les bénéfices des fabricants diminuent, les salaires subissent également une baisse. Voilà ce qui lie les intérêts des capitalistes et les intérêts des ouvriers (…) et qui fait que, dans la majorité des pays, au début de la guerre les ouvriers ont suivi leurs Gouvernement. Cette façon de voir fut celle des sociaux-patriotes, petit-bourgeois du type Scheidenmann, Plekhanov, Guesde, à la traîne des impérialistes. Leur théorie est l'expression exacte, la justification « immortelle » de cette harmonie des intérêts entre le Capital et

le Travail. Mais la pratique, entrer dans le Gouvernement de la bourgeoisie comme l'ont fait Thomas, Vandervelde, Sembat, Tseretelli, émane des intérêts généraux de l'État bourgeois. Pourquoi disons-nous que cette théorie et cette pratique constituent une trahison des intérêts du prolétariat ?

Prenons un exemple. Imaginons deux usines géantes, l'une appartenant à Schulz, l'autre à Sidorov. Dans la première travaillent des Allemands, dans la seconde des Russes. Ils se livrent une concurrence à mort. Ils ont déjà absorbé leurs concurrents de petite taille et se livrent à des accrochages furieux. Et voilà que Schulz va voir ses ouvriers et leur dit : « *Nos affaires se présentent d'une façon telle que de deux choses l'une : ou bien notre usine périt ou bien c'est celle des Sidorov ; si vous m'aidez à écraser ces gros porcs de Russes, tout ira bien pour nous et vous recevrez une augmentation.* » De son côté, Sidorov s'adresse à ses ouvriers et leur dit : « Mes *enfants, les Allemands sont en train de nous avoir ; nous sommes dans une mauvaise passe, donnez-moi un coup de main, je vous donnerai une augmentation.* » Supposons que les ouvriers écoutent leurs maîtres, qu'ils les aident, causant toutes les « crasses » possibles, les Allemands aux Russes et réciproquement. Supposons que, dans cette épreuve, Schulz l'emporte. Il avale les entreprises de Sidorov, agrandit la sienne, utilise les ouvriers de Sidorov. Ses ouvriers (Allemands) reçoivent une augmentation.

Les semaines passent (…). Un beau jour, les ouvriers allemands veulent faire grève. Mais les ouvriers d'origine russe les gênent, ils n'ont rien de commun avec eux et ne veulent pas d'histoires. Désormais, Schulz peut faire ce qu'il veut des uns et des autres. Désarmés, ses ouvriers allemands ne peuvent plus faire grève ni répondre. La solidarité des travailleurs est brisée, Schulz l'a étranglée à la gloire de sa puissance. Ainsi, les ouvriers ont vendu leurs intérêts à long terme pour une poignée de roubles ou de marks et ils se sont vendus eux-mêmes (…).

Telle est la situation à laquelle amènent, à l'échelle mondiale, les appels de Scheidenmann et de Plekhanov. Pour eux, ce qui compte avant tout, ce sont les intérêts de la « patrie » ; mais il s'agit en réalité des intérêts de l'État bourgeois, des affaires de l'État bourgeois qui coïncident seulement avec les intérêts *immédiats* de la classe ouvrière de tel ou tel pays et qui sont absolument opposés aux intérêts *à long terme* de cette même classe ouvrière, au mouvement ouvrier dans son ensemble c'est-à-dire aux intérêts de la révolution socialiste et à la libération de la classe ouvrière[a] (…).

Signé N.B.

2

MESSAGES DE SOLIDARITÉ… ET AUTRES

Parmi les centaines de messages de solidarité envoyés entre Février et Octobre, retenons :

Taft-Roosevelt-Root, le 12/25 mars

> « Le passage de la Russie au nombre des États constitutionnels est un grand pas vers le moment où les pays d'Europe seront des gouvernements du peuple, par le peuple, pour le peuple. »

Sociétés d'Études robespierristes, signé Albert Mathiez

> « Assemblée générale salue enthousiasme victoire Douma sur despotisme prélude victoire alliée sur germanisme. Souhaite ardemment révolution russe trouve pour la diriger des Robespierre et des Saint-Just grâce auxquels elle évitera double écueil faiblesse et exagération. »

Les Lituaniens de Boston

> « Soyez aussi heureux et prospères que nous. »

Sun-Yat-Sen, Shanghai

> We desire to express our great joy and extend our heartiest congratulations to our comrades in Russia, who, by a single stroke, succeded in establishing a revolutionnary government thereby raising another glorious standard of democracy with our two great republics united by common ideals of Liberty, Equality, Fraternity. The peace of the world is nearer realisation. Long way our democracies live and work side by side for the blessings of humanity. »

Thanhouser Film Corporation

> Could you spare czar to do one feature picture showing progress revolutionnary movement. Salary five thousand dollars week to be devoted to you cause. Four week guaranteed.

R. Hanin, Paris

> « Fondez un grand parti contre les partis, comme celui que je viens de créer en France. »

Honorable John Bell Williamson

> « Doublez la solde, interdisez la vodka, assurez la gratuité des journaux, supprimez police et prisons, la peine de mort pour ceux qui demandent la peine de mort. »

Sources : C.G.I.A., 1278, 5, 1350
C.G.I.A., 1278, 5, 1232
G.C.A.O.R.S.S.R., 3, 1, 292

3

VOLINE : BOLCHEVIKS ET ANARCHISTES

« Bolcheviks et anarchistes se rencontrent, en gros, quand ils estiment que la révolution a de grandes chances de se transformer en une révolution sociale. Ils se rencontrent également quand ils déclarent que c'est une nécessité et un devoir pour toutes les forces révolutionnaires d'œuvrer à cette transformation. Ils sont d'accord pour poser dans des termes voisins la question paysanne, le problème ouvrier et toutes les grandes questions de politique générale.

Bolcheviks et anarchistes sont en désaccord, en gros, sur la définition des voies et des moyens a employer pour réaliser cette révolution sociale ; ils divergent aussi quand ils définissent le contenu de cette révolution, quand ils préconisent des méthodes d'organisation des masses ou lorsqu'ils énoncent les voies, la façon dont les masses créeront cette société nouvelle. (…)

Voyons, en quelques mots, par où passe la ligne de partage des eaux.

Les bolcheviks sont en faveur de la nationalisation des terres ; c'est dire d'une façon évidente que c'est l'État (et en fin de compte, le Gouvernement) qui prendra les décisions en matière dans la question rurale. Ils admettent le principe des élections à différentes assemblées politiques et gouvernementales avec constitution de listes comprenant leurs propres condidats. Ils acceptent également l'élection d'une assemblée constituante encore une fois, constitution d'une liste comprenant les candidats de leur propre parti. Ils posent ainsi que, parallèlement aux organisations de masses sans parti, il doit y avoir, pour accomplir la révolution, une organisation de masses adhérant à un parti politique. Ils admettent la prise du pouvoir par un parti politique comme première étape de la réalisation de la révolution sociale (occupation du pouvoir, formellement les soviets, mais en réalité, le parti). Ils sont en faveur de la centralisation gouvernementale et d'un changement social qui serait le fait d'un pouvoir politique. Ils sont en faveur d'une direction et de décisions venues du centre.

Les anarchistes refusent la nationalisation du sol car ils s'opposent à l'intervention de l'État, quel qu'il soit, puisqu'en son nom, ce serait, en fait, un gouvernement qui agirait et résoudrait la question agraire. Ils sont contre

toute élection avec “listes de candidats”, à quelque institution politique ou gouvernementale que ce soit. Ils sont contre l’assemblée constituante. Ils sont contre les partis politiques et contre l’organisation des masses dans un parti. Ils s’opposent à l’occupation du pouvoir politique en tant qu’acte spécifique qui se suffirait à lui-même, en tant que “premier pas” vers la révolution sociale. Ils estiment qu’un tel pouvoir, confisqué par un parti, ne se suffit en rien, comme s’il suffisait de toucher la plume d’un oiseau de feu pour accomplir des miracles (…).

Les anarchistes se représentent tout à fait autrement la notion de pouvoir et vivent d’une façon autre le départ et les voies de la révolution sociale. Ils considèrent que la centralisation n’est en rien nécessaire au passage à la révolution sociale ; et même, ils jugent qu’elle la rend impossible. Ils sont contre toute direction venue d’un centre (…)

À la place de la prise du pouvoir et d’une création venue du centre, le anarchistes estiment que la « prise du pouvoir » se fera sans violence par le seul fait du triomphe de la révolution sociale ; ils ont, par conséquent, une autre conception du passage à cette révolution.

L’organisation des travailleurs doit, au préalable, s’organiser partout localement, par entreprises : mines, usines, fabriques, chemins de fer, postes, etc. Il s’agit de comités et autres institutions créées et dirigées librement par les masses elles-mêmes. Ces organismes s’uniront en toute liberté (par villes, par régions, par provinces) et elles s’uniront dans les soviets constitués par les travailleurs eux-mêmes… Il en va de même de l’organisation des masses paysannes qui s’organiseront par hameaux, par villages, par volost et s’uniront ensuite dans des soviets régionaux et provinciaux. Le réseau d’organisation des soldats sera identique et ils s’uniront dans des soviets de soldats.

Le travail de ces organismes locaux sera effectif, créateur, concerté. Il aura pour objet essentiel la tâche qui est précisément la raison d’être de ces institutions : le passage de la vie économique du pays entre ses mains propres, ainsi la vie économique dépendra de ces institutions locales. En un mot, il s’agira d’une expropriation organisée de tous les moyens de production, de leur réaménagement, de leur regroupement etc., qu’il s’agisse des terres, charbonnages, minerais, fabriques, usines, magasins, demeures, moyens de communications et autres éléments de la vie économique.

Le grand travail créateur sera l'ajustement de relations valables entre villes et campagnes, l'organisation d'une production de biens de consommation ajustée aux besoins.

L'intervention concertée de toutes ces organisations de travailleurs sans parti et non affiliés à un groupement politique particulier aura pour but de faire passer entre leurs mains toutes les activités économiques du pays. La réalisation de l'expropriation ne sera pas difficile pour des organismes qui y sont déjà plus ou moins préparés ; elle sera éventuellement effectuée avec l'aide des gouvernements de militaires qui leur seront associés.

Tel est, en quelques mots, le schéma de préparation et de réalisation de la révolution sociale. C'est par cette voie et cette seule voie que l'on peut aboutir à ce qui peut vraiment s'appeler la dictature des travailleurs. Nous jugeons que le pouvoir, c'est, en fait (…) le transfert organisé de la terre, des fabriques, des forces militaires entre les mains d'organisations de travailleurs, et que c'est ce transfert qui mérite le nom de prise de pouvoir. Ainsi nous donnons à cette expression un sens tout à fait différent de celui que lui donnent les organisations politiques partis.

C'est pour cette raison que nous nous opposons à la prise du pouvoir "politique" (…) comme si ce pouvoir politique existait en soi.

C'est semeulent si un obstacle politique se dressait sur la route qui conduit à l'organisation spontanée des masses que les organisations de travailleurs (et pas seulement *un* parti politique) s'en débarrasseraient (…), non aux fins particulières d'un parti politique, ou par des méthodes spécifiquement politiques, mais pour l'occupation spécifique du pouvoir politique. »

Golos Truda du 20-21 octobre 1917.

4

LÉNINE : ÉLOGE DE TROTSKI

C’est le 8 octobre 1917, au Comité de Petrograd, que Lénine fit publiquement l’éloge de Trotski :

« Il est évident que personne ne discuterait, par exemple, la candidature d’un Léon Trotski (à l’Assemblée Constituante), car, dès son arrivée, Trotski a adopté des vues internationalistes, ensuite il a combattu la fusion ; enfin, aux moments difficiles des événements de Juillet, il s’est rallié au parti du prolétariat révolutionnaire. On ne peut pas dire cela de beaucoup de membres inscrits récemment dans le parti, notamment Larin’. »

Troisième Conférence, *op. cit.* 534, p. 126.

5

DES PAYSANS RÉPONDENT À UNE ENQUÊTE

Province de Rjazan

Nous soussignés, paysans de la volst'Knjazevsqkaja, avons été réunis par le Président du comité agraire de la volst'à une assemblée générale où ont été examinées les réponses à faire au questionnaire présenté par le Grand Comité agraire ; nous avons répondu unanimement de la façon suivante :

- 1. Comment est-il désirable de procéder au partage de la terre : par feu ou par individu ?
 Résolution : partage par feu pour tous les habitants.
- 2. Faut-il exclure les femmes du partage ou distribuer la terre aux hommes comme aux femmes ?
 Résolution : partage pour tous sans exclusive : hommes, femmes, enfants.
- 3. Doit-on distribuer la terre à tous ceux qui sont enregistrés à l'*obchtchestvo* ou seulement à ceux qui, à l'heure actuelle, y travaillent ?
 Résolution : partage entre tous les membres de l'*obchtchestvo* sauf les résidents temporaires.
- 4. Comment est-il plus juste de partager la terre : ne doivent en recevoir que les paysans ou tout habitant qui désire la travailler ?
 Résolution : recevront des terres tous les habitants qui désirent la travailler.
- 5. Faut-il garder une réserve de terres pour la génération à venir ou distribuer maintenant toute la terre ?
 Résolution : ne pas constituer de réserve terrienne mais réviser la répartition tous les douze ans.
- 6. Est-il désirable de diviser la terre en parts de dix déciatines ou de plus ?
 Résolution : la saisir et la diviser également entre tous.
- 7. La terre doit-elle aller aux travailleurs avec ou sans rachat ?
 Résolution : sans rachat.

- 8. Si c’est sans rachat, qui doit payer la dette des banques terriennes dont les billets se trouvent, pour l’essentiel, à l’étranger ?
 Résolution : le Gouvernement doit trouver les moyens d’amortir cette dette.
- 9. Comment procéder avec ceux qui ont acheté des terres ces dernières années, souvent au plus haut prix ?
 Résolution : la saisir sans aucun rachat.
- 10. Quelle est la forme d’utilisation du sol qui est la plus souhaitable, communautaire ou par feu ?
 Résolution : par feu.
- 11. Comment procéder avec les enclaves qui se trouvent hors de la commune ?
 Résolution : faire émigrer les résidents qui le désirent avec une aide substantielle du Gouvernement.
- 12. Dans quel ordre et à qui distribuer la terre ainsi partagée ?
 Résolution : à tous ceux qui en ont besoin.
- 13. Comme dans la volost’il y a trop peu de terres, comment faire pour ceux qui en manqueront ?
 Résolution : les faire émigrer dans des terres non occupées.
- 14. Si l’on doit procéder à un transfert de population, dans quel ordre s’effectuera-t-il ?
 Résolution : pour que l’on puisse procéder à un transfert valable, il faut pouvoir bénéficier d’une large aide gouvernementale.
- 15. Avec le passage de la terre au peuple travailleur, toutes sortes d’entreprises qui fournissaient semences, fécules, taureaux (…) disparaîtront. Comment se les procurer à l’avenir ?
 Résolution : dans chaque circonscription, on devra trouver une sorte de centre où les paysans pourront se procurer ce dont ils ont besoin[b].

6

RÉSOLUTION DE LA COMMISSION DE LA CONFÉRENCE PAN-RUSSE DES COMITÉS D'USINE SUR LA QUESTION DES RELATIONS ENTRE LES COMITÉS D'USINE ET LES SYNDICATS

- 1. L'existence des comités d'usine et de fabrique est indispensable :
 – pour le contrôle des bases du travail et l'organisation d'un ordre intérieur dans l'entreprise ;
 – pour le contrôle sur la production (adopté à l'unanimité).
- 2. Chaque Conseil (soviet) des comités d'usine se divise en section par branches de la production (adopté à l'unanimité).
- 3. Le contrôle des conditions de travail doit s'effectuer sous la direction des syndicats (pris à la majorité contre une voix).
- 4. Chaque section, avec son accord, peut être validée par la section correspondante du syndicat. Elle en devient la section comités d'usine (adopté par 6 voix contre 3).
- 5. La Conférence présente élit un Centre des comités d'usine qui est reconnu Département de la réglementation de la production et du contrôle ouvrier auprès du soviet pan-russe des syndicats et du conseil des syndicats (5 pour, 3 contre. 1 abstention).
- 6. Sur ces mêmes bases s'établissent les relations entre les conseils locaux des comités d'usine et les conseils locaux des syndicats (6 pour, 3 contre).

La résolution dans son ensemble est votée par 7 voix contre 2 (20 octobre 1917).

Membres de la commission : Amosov, Derysev, Ukta, Vorob'eva. Buryskin, Levin, Petrovski, Lin'kov, Jur'ev[c].

7

PROJET D'ÉLARGISSEMENT DE LA GARDE ROUGE

Projet adopté à la séance de l'État-Major général de la Garde Rouge par la représentation des quartiers de Petrograd

- 1. Le service de la Garde Rouge est un service révolutionnaire obligatoire pour les ouvriers de Petrograd.
- 2. La formation de la Garde Rouge dépend des usines et fabriques. Elle est à charge des comités d'usine.
- 3. Tous les ouvriers reconnus bons pour le service peuvent être appelés par le comité de fabrique dans la Garde Rouge.
 (Note : Par « bon pour le service » on entend les hommes sains du point de vue physique et moral, capables physiquement de porter les armes et en qui on peut avoir une confiance absolue.)
- 4. La formation de groupes armés par usine, atelier etc., dépend du contrôle vigilant et constant du comité d'usine.
- 5. Le nombre de Gardes Rouges appelés par le comité d'usine de chaque entreprise doit comprendre 20 % du nombre total des ouvriers employés dans cette entreprise.
- 6. Le prolétariat de Petersbourg comprenant 400 000 hommes (chiffre approximatif), la Garde Rouge doit comprendre 800 000 hommes[—d], soit deux corps, 256 détachements de mitrailleuses, 16 batteries de campagne (…) et 42 groupes de liaison.
- 7. De cette quantité, 12,5 %, soit 10 000 doivent se trouver dans le service actif sept jours de suite, après quoi ils retournent à

l’atelier, formant la réserve. De cette façon, en deux mois, les 80 000 hommes auront accompli leur service.

- 8. Les 10 000 Gardes Rouges en activité se décomposent en deux catégories :
 – une moitié, 5 000 hommes, est attachée à la défense de la ville qui se charge de rémunérer les Gardes ;
 – l’autre moitié constitue la réserve des usines (…) Les Gardes Rouges reçoivent leur solde de la direction des usines ou du Gouvernement.
- 9. Le recrutement de la Garde Rouge est assuré par un comité coimprenant trois personnes élues par l’assemblée générale des ouvriers et par trois membres du comité de l’usine.(?)
- 10. Il est indispensable que dans chaque usine la liste des membres de la Garde Rouge soit bien tenue à jour, au cas où la nécessité apparaîtrait de constituer d’urgence un contingent*.

8

ENTRETIEN DE L'AUTEUR AVEC KERENSKI

Il m'avait reçu la première fois avec rudesse… « Que voulez-vous savoir ? Tout est dans mes livres. » J'insistai, lui rappelai son destin malheureux : adulé naguère, il n'était plus qu'un homme seul, livré aux attaques de ses ennemis qui, depuis cinquante ans, disposaient de tout l'appareil de leur propagande pour l'accuser, la gauche, d'avoir trahi les idéaux de la révolution, les émigrés, d'avoir été le fourrier du bolchevisme. Il était resté à m'écouter planté comme un chêne, me barrant l'entrée de sa maison. À la fin, son visage se radoucit… « Allons, venez vous asseoir par-là… » Il me prit la main pour que je le conduise : à 86 ans, Alexandre Fedorovitch ne voyait plus.

Je lui racontai alors une merveilleuse histoire, celle de sa jeunesse révolutionnaire, de ses espérances ; je lui rappelai tous ses discours à la Douma. Il m'interrompait fréquemment, ajoutant un détail, rectifiant une erreur, et petit à petit il enchaîna : oui, c'était lui qui avait appelé les soldats à manifester devant la Douma, le 27 février 1917, jour de l'insurrection de Petrograd. Mais au lieu de se solidariser avec le mouvement, les députés tergiversaient ; il avait fallu que lui, Kerenski, et Tchkeidze, le leader menchevik, s'élancent au devant des manifestants pour les saluer au nom de l'assemblée… (…)

Kerenski s'était tu au souvenir des scènes que je lui évoquais. Il s'anima brusquement quand je lui demandais pourquoi le Gouvernement n'avait pas promulgué plus de réformes. « Des réformes ? En deux mois, on en a fait plus qu'aucun régime… D'ailleurs, une bonne partie des réformes dites bolcheviks ont été élaborées sous le Gouvernement Provisoire. » Il les énumère. « Mais les patrons refusaient de comprendre la situation, et chaque fois qu'on allait outre, les bolcheviks nous accusaient de ne pas aller assez loin, chaque parti faisait de la surenchère, et personne n'était satisfait. Tout le monde voulait commander. »

« – Croyez-vous avoir commis des erreurs en poursuivant la guerre, en n'arrêtant pas Lénine, comme on vous l'a reproché ? – Je ne voulais pas et

je ne pouvais pas l'arrêter, nous n'avions pas instauré la liberté pour la supprimer aussitôt… Quant aux hostilités, il fallait les poursuivre car la nation était hostile à une paix séparée. » En vérité, ajoute Kerenski, « j'ai commis l'erreur d'accepter le ministère de la Guerre. Si j'étais resté à Petrograd, j'aurais pu stimuler les autres ministres, comme j'avais réussi avant avril à influer sur la politique extérieure du Gouvernement, réalisant un accord avec le soviet sur les buts de guerre de la Russie… Mais alors, que serait devenue l'armée ? »

… M'entraînant sur ces pelouses d'Oxford qui lui rappelaient le Champ de Mars, il me répéta ce qu'il avait dit aux soldats pour les convaincre de se battre. Cette ferveur, cette autorité dans le ton, le charme de sa voix avaient conquis la Russie. « Cinquante ans plus tard, c'est moi que Kerenki veut conquérir. »

« – Allons, faites comme Cachin et Moutet, chantons ensemble… Voyons quel air était-ce ?.. Ah… le *Chant du Départ.* » Et comme avec entrain il entonne les premières strophes, je me rappelle le mot de Lénine : « la balalaïka du régime ».

« – Pensiez-vous en avril 1917 que Lénine deviendrait un jour le maître de la Russie ? – Certainement pas. Au moment de la catastrophe, les bolcheviks n'étaient pas très populaires. – La catastrophe ? En octobre ? – Non, quand Nicolas a abdiqué. – Ah.

« Et puis les propos de Lénine faisaient rire : il avait dit qu'il fallait arrêter les plus gros capitalistes ; était-ce cela du marxisme ? »

« – Alors, comment expliquez-vous son succès ? »

« – La démagogie, les bolcheviks promettaient tout ce que vous vouliez. La paix, et il y a eu la guerre civile ; la terre aux paysans et on leur a confisqué les produits ; la gestion ouvrière et elle n'a pas duré six mois ; plus encore de libertés et Lénine les a supprimées une à une. Ensuite, il y a eu le complot des militaires. L'insurrection de Kornilov a affaibli l'autorité du Gouvernement ; plus tard, les bolcheviks ont pu frapper. »

« – Les bolcheviks vous accusent d'avoir été de connivence avec Kornilov… – C'est faux. La vérité est que Kornilov avait avec lui la droite, les militaires, les alliés. Je ne pouvais le neutraliser qu'en l'appelant à collaborer avec moi. Ensuite il a préparé le putsch… J'avais déclaré qu'il avait toute ma confiance et j'ai trop attendu pour me dégager… Peut-être la peur du ridicule. En France vous avez connu une situation identique (avec Salan), mais de Gaulle a su éviter la guerre civile, pas moi. – Ensuite,

Kornilov vaincu vous n'avez plus pu vous appuyer sur la Droite contre les bolcheviks ? – C'est cela… Mais maintenant, c'est assez… »

L'ancien président n'aime pas se rappeler les dernières heures de la « Kerenchtchina »… l'insurrection, la fuite, l'exil… Jusqu'au dernier instant la foule l'acclama car jamais il n'avait fait couler le sang.

« – Quand j'ai quitté le Palais d'Hiver, j'ai vu, écrit en gros : "À bas le Juif Kerenski, vive Trotski." » Il rit…

L'heure est venue de nous quitter, il se fait tard et je veux ramener le vieillard jusqu'à son domicile. Il refuse : « Par ici, par ici… » Il me tire vers ces pelouses qui le fascinent, et comme une prière, il me dit ces derniers mots :

« Allons, entonnons encore une fois le *Chant du Départ*… »

Oxford 1963.

Texte paru dans *La Quinzaine Littéraire* du 15-30 novembre 1966.

9

LÉNINE : L'ART DE L'INSURRECTION

J'écris ces lignes le 8 octobre, sans grand espoir qu'elles soient dès le 9 entre les mains des camarades de Petrograd. Il se peut qu'elles arrivent trop tard pour le Congrès des soviets de la région du Nord qui est fixé au 10 octobre. Je tâcherai néanmoins de donner ces « Conseils d'un absent », pour le cas où l'action probable des ouvriers et des soldats de Petrograd et tous les « environs » se produirait bientôt, mais elle ne s'est pas encore produite.

Il est clair que tout le pouvoir doit passer aux soviets. Il doit être également indiscutable pour tout bolchevik que le pouvoir révolutionnaire prolétarien (ou bolchevik, ce qui revient au même aujourd'hui) est assuré de la plus grande sympathie et du soutien sans réserve des travailleurs et des exploités du monde entier, de ceux des pays belligérants en particulier et surtout de la paysannerie russe. Ce n'est pas la peine de s'arrêter sur ces vérités trop connues de tous et prouvées depuis longtemps.

Il faut s'arrêter sur un point qui n'est peut-être pas tout à fait clair pour tous les camarades, à savoir que le passage du pouvoir aux soviets signifie en fait aujourd'hui l'insurrection armée. La chose pourrait bien sembler évidente ; mais tout le monde n'a pas approfondi ce point et ne l'approfondit pas. Renoncer maintenant à l'insurrection armée signifierait renoncer au mot d'ordre essentiel du bolchevisme (tout le pouvoir aux soviets) et à l'internationalisme révolutionnaire prolétarien dans son ensemble.

Or, l'insurrection armée est une forme particulière de la lutte politique ; elle est soumise à des lois particulières, qu'il faut étudier attentivement. Cette vérité, Karl Marx l'a exprimée avec un relief remarquable, quand il écrivait que « l'insurrection armée, comme la guerre, est un art ».

Voici les règles principales de cet art que Marx a exposées :

1. Ne jamais jouer avec l'insurrection, et lorsqu'on la commence, être bien pénétré de l'idée qu'il faut la mener jusqu'au bout.

2. Rassembler à tout prix une grande supériorité de forces à l'endroit décisif, au moment décisif, faute de quoi l'ennemi, possédant une meilleure préparation et une meilleure organisation, anéantira les insurgés.

3. Une fois l’insurrection commencée, il faut agir avec la plus grande décision et passer coûte que coûte à l’attaque. « La défensive est la mort de l’insurrection armée. »

4. Il faut s’efforcer de prendre l’ennemi par surprise, saisir le moment où ses troupes sont encore dispersées.

5. Il faut remporter chaque jour ne fût-ce que de petits succès (on peut dire à chaque heure, s’il s’agit d’une ville), et maintenir à tout prix la « supériorité morale ».

Marx résumait le bilan des leçons de toutes les révolutions, en ce qui concerne l’insurrection armée, par les paroles du plus grand maître de la tactique révolutionnaire de l’histoire, Danton : « de l’audace, encore de l’audace, et toujours de l’audace. »

Appliqués à la Russie et à octobre 1917, ces principes signifient : offensive simultanée, aussi soudaine et aussi rapide que possible sur Petrograd, et à la fois de l’extérieur, de l’intérieur, des quartiers ouvriers, de Finlande, de Reval, de Kronstadt, offensive de toute la flotte, concentration de forces infiniment supérieures aux 15 ou 20 mille hommes (peut-être plus) de notre « garde bourgeoise » (les élèves-officiers), de nos « troupes de chouans » (unités cosaques), etc.

Combiner nos trois forces principales : la flotte, les ouvriers et les unités de l’armée afin de nous emparer et de conserver coûte que coûte : a) le téléphone, b) le télégraphe, c) les gares, d) les ponts, en premier lieu.

Choisir les éléments les plus résolus (nos « troupes de choc » et la jeunesse ouvrière, ainsi que les meilleurs matelots) et les répartir en petits détachements pour qu’ils s’emparent de tous les points essentiels et pour qu’ils participent, partout, à toutes les opérations importantes, par exemple :

Encercler Petrograd et l’isoler, s’en emparer par une attaque concertée de la flotte, des ouvriers et des troupes, tâche qui exige de l’art et une triple audace.

Constituer des détachements des meilleurs ouvriers qui, armés de fusils et de bombes, attaqueront et cerneront les « centres » de l’ennemi (écoles militaires, télégraphe, téléphone, etc.) et qui auront pour mot d’ordre : périr jusqu’au dernier, mais ne pas laisser passer l’ennemi.

Espérons que, au cas où l’insurrection serait décidée, les dirigeants appliqueront avec succès les grands préceptes de Danton et de Marx.

Le succès de la révolution russe et de la révolution mondiale dépend de deux ou trois jours de lutte.

La « Pravda ». Signé : Un Absent.
Octobre 1917.

10

LÉNINE : LE SOCIALISME, C’EST LA SUPPRESSION DE TOUTE BUREAUCRATIE

Ce cours des événements oblige la révolution à « *concentrer toutes les forces de destruction* » contre le pouvoir de l’État ; il lui impose la tâche, non d’améliorer la machine d’État, mais de la *démolir,* de la *détruire.* (…)

« Il est certain qu’en société socialiste une “sorte de Parlement” composé de députés ouvriers déterminera le régime du travail et surveillera le fonctionnement de l’“appareil”, *mais* cet appareil-là *ne sera pas* “bureaucratique”. Les ouvriers, après avoir conquis le pouvoir politique, briseront le vieil appareil bureaucratique, le démoliront jusqu’en ses fondements, n’en laisseront pas pierre sur pierre et le remplaceront par un nouvel appareil comprenant ces mêmes ouvriers et employés. Pour *empêcher* ceux-ci de devenir des bureaucrates, on prendra aussitôt des mesures minutieusement étudiées par Marx et Engels : 1. pas seulement éligibilité, mais révocabilité à tout moment ; 2. salaire qui ne serait pas supérieur à celui de l’ouvrier ; 3. adoption immédiate de mesures afin que *tous* remplissent les fonctions de contrôle et de surveillance, que *tous* deviennent pour un temps “bureaucrates”, et que de ce fait *personne* ne puisse devenir “bureaucrate”. »

Lénine, *L’État et la révolution*, 1917, *Œuvres choisies*, Moscou, 1946, tome II, p. 252.

11

ILYA EHRENBURG : NAISSANCE DU MYTHE

Déjà dans les premiers jours de la révolution, on pouvait lire dans le journal *Le Matin* un en-tête triomphal : « La révolution russe est finie. Les joyeux marchands de journaux pensaient naïvement cacher aux dormeurs endurcis de France le rouge ciel d'Orient. Trois, quatre mois passèrent. Notre révolution commençait seulement à se développer malgré la volonté du *Matin.* Les yeux de la France, pleins d'espoir et irrités, sont fixés sur la Russie. J'ai visité le front, Paris. la province. Partout j'ai entendu la même question. « Les Russes, qu'est-ce qu'ils vont faire, les Russes ? »

L'observateur étranger, lisant un journal de la rue et écoutant les paroles des stratèges de café, peut s'imaginer que tous les Français en ce moment haïssent la Russie pour avoir fait la révolution. Mais il faut savoir combien, en France, la presse représente peu l'opinion des classes populaires pour ne pas ajouter foi à cette impression. Effectivement, la majorité des journaux montre envers nous une attitude tout à fait inamicale. Est-il utile de parler de journaux réactionnaires ? *Le Gaulois, l'Action Française* qui soupirent ouvertement après le cher tsar et se réjouissent de chaque insuccès de la révolution. Mais aussi beaucoup de journaux républicains, tels que *l'Homme Enchaîné* ou la radicale *Heure,* grognent et pleurnichent depuis que la révolution a franchi la limite Gutchkov-Miljukov. C'est surtout le célèbre Hervé qui fait montre d'un zèle extraordinaire dans la campagne contre la jeune Russie. Quant aux journaux de boulevards, ils fournissent le lecteur d'anecdotes sur les amours de Raspoutine, sur l'origine de Lénine, sur les soi-disant cinq livres de pain que les soviets membres engloutissent à chaque séance, etc. Tous ces gens honnêtes ou vendus, ne cherchent que la calomnie, le silence et la moquerie, pour cacher aux lecteurs la véritable signification de la révolution russe. La conduite de la presse était tellement définie que la Ligue de défense des droits de l'homme et du citoyen a jugé utile de publier une protestation spéciale. « La France qui avait montré tant de confiance envers le régime russe, est-il dit dans cette déclaration, peut tout de même conserver quelque sympathie pour la nouvelle Russie.

Quoique journellement un million de feuilles mentent et calomnient la Russie, le peuple français nous regarde non seulement avec approbation mais aussi, avec espoir. Tous en France ont senti que de l'air frais venait de pénétrer en Europe. La France, exténuée et sanglante, a enfin entendu le mot de « paix » non pas prononcé par des gramophones diplomatiques mais par le peuple lui-même. Petit à petit on finit par comprendre que la Russie ne cherchait ni une échappatoire ni une paix séparée, mais une liquidation équitable de la guerre. Et aux conversations des tranchées « la guerre finira peut-être en automne », s'ajoute une phrase imprécise mais convaincue : « maintenant que la Russie… ».

Ce n'est ni Ribot ni Lloyd George qui expriment l'espoir de cercles les plus larges, en France, mais bien notre conseil des soviets ouvriers et soldats. Ce soviet si terrible pour la presse jaune. Partout, on ne parle que de lui, aussi bien dans les tranchées de Champagne qu'à Paris. « Vive le soviet », s'écrient les poilus en lisant les courtes dépêches. « Vive le soviet », ainsi s'achèvent les motions des assemblées où se réunissent des centaines d'ouvriers. « Vive le soviet », ainsi sont intitulés les éditoriaux des organes démocratiques tels que la *Tranchée républicaine*, l'*Humanité, Le Journal du Peuple.*

Quand Moutet et Cachin ont raconté ce qu'ils avaient vu en Russie, en les écoutant comme des pèlerins venant d'un pays enchanté, même les incrédules comprenaient qu'ils avaient apporté de là-bas quelque chose de nouveau et d'important.

Il se produit beaucoup de changements radicaux, aujourd'hui en France, sous l'influence de la révolution russe. Je ne désignerai que la réforme apportée dans les tribunaux militaires, auxquels dorénavant les représentants des soldats prendront part. Ce n'est qu'un commencement. Tout dépend de l'affermissement de la révolution russe ; si. abandonnée à la faiblesse du pouvoir, elle ne tombe pas dans l'anarchie. Voilà pourquoi le peuple français se réjouit à chacun de nos succès, tandis que les bandes noires françaises se réjouissent à chaque défaite que nous subissons. L'influence des événements russes agit sur la politique de la France.

Son influence est peut-être plus grande encore sur sa vie morale. Mise au pied du mur par son amour-propre, son manque de foi. son esthétisme, le vide, la France attendait depuis longtemps l'annonciation de dehors. Voilà pourquoi, quand sont arrivés les premiers échos de la révolution, remplis d'abnégation, de sacrifice de soi-même et d'amour, la meilleure partie de la

France a tressailli. Ce n'était que la première Aurore, Mais toute l'Europe comprit que la Russie ne détenait pas seulement les clefs de la chambre noire de la Liberté, non pas seulement la Balance de l'Égalité, mais réellement les clefs de la Fraternité et de l'Amour. Les écrivains, les artistes, la jeunesse qui écrivent, des dizaines de minuscules revues et tout ce qu'il y a en France de conscient, croit en la Russie. Romain Rolland qui faisait dernièrement un appel désespéré à l'Europe tant aimée : « Tombe, meurs. – voici ta tombe », écrit maintenant : « La lumière libératrice vient de Russie. »

La « lumière de l'Orient », tous le répètent. Le printemps et l'été sont passés. La vie a suivi son cours ordinaire. Journellement les communiqués annonçaient des attaques et des contre-attaques. On mourait, on gagnait de l'argent, on s'amusait, on souffrait. Mais tous savaient que quelque chose de nouveau était entré dans la maison. Et bientôt tout serait changé. Russie, l'univers entier te contemple.

J'ai passé quatre mois en France comme si j'étais dans une gare, ou sur un débarcadère. L'ancienne vie semble suspendue. Voilà qu'enfin, après neuf ans d'interdiction, la voie vers la Russie se trouvait ouverte. La mer et les sous-marins me séparaient encore de la Russie, puis les Anglais, les commissions d'enquête et les files d'attente, interminables pour partir en Russie.

C'est surtout à la lumière de la révolution russe que la nuit de l'Europe paraissait plus lugubre. C'est dur d'attendre. Et quand, enfin, un jour de juillet, je jetai un dernier regard sur les maisons, sur les garçons de café, sur ce Paris si cher à mon cœur, – je n'ai pas senti la séparation. J'ai compris que j'étais parti avant, depuis longtemps.

Birjevija Vedemosti.
21 juillet 1917, Vieux style

a. Dans *Spartak* du 20 mai 1917, p. 3 à 6.

b. *EK. pol., op. cit.* 601, 3. 386-387.

c. *Oktjabr'skaja revoljucia i Fabzavkomy,* 2, *Nakanun Oktjabrja,* M, 1927. p. 193.

d. Lire 80 000 (M.F.).
Source : Gaorrs-Lo 4592-1-2-11 (inédit).

BIBLIOGRAPHIE
DES PREMIÈRE ET DEUXIÈME PARTIES

1. *Instruments de travail.*
2. *Archives, documents, brochures, journaux, publications diverses.*
3. *Acteurs et témoins.*
4. *Ouvrages généraux.*
5. *Ouvrages portant sur les différents aspects de la révolution.*

Les auteurs cités dans cette bibliographie se retrouvent à l'index, par ordre alphabétique ; les chiffres de renvoi figurent *en italique.*

I. – Instruments de travail

1. *Guide to Russian reference books,* by Karol Maichel ; ed. J. S. G. Simmons, vol. II, Hoover Institutions Bibliographical, series XVIII, Stanford Univ. Press, California, 1964, 294 pages.

Ouvrage de base ; renvoie à tous les guides d'archives et bibliographies en langue russe et dans les autres langues. Pour la période révolutionnaire, on consultera notamment les pages 61-78.

2. *Gosudartsvennye arkhivy sojuza SSR. Kratkij spravocnik* (Archives d'état de l'U.R.S.S., guide abrégé), Moscou, 1956, 508 p.
3. *Central'ny gosudartsvennye arkhivy oktjabr'skoj revoljucii isocialisticestkogo stroitel'stva : putevoditel* (Archives centrales d'État de la révolution d'Octobre et de la construction du socialisme, un guide), Moscou, 1946, 347 p.

Les deux guides d'archives les plus courants.

4. Dobranickij (M.) : *Sistematiceskij akazàtel'literatury po istorii russkoj revoljucii* (Guide systématique des écrits sur la révolution russe), Moscou, 1926, 182 p.

Précieux pour les petites brochures publiées pendant la révolution.

5. *Bibliothèque et Musée de la Guerre. Catalogue périodique du fonds russe de la bibliothèque,* rédigé par Alexandra Du-mesnil, Paris, 1932, 739 p.

Le catalogue le plus utile pour l'étude de la guerre et de la révolution.

6. Postnikov (S. P.) : *Bibliografija russkoj revoljucii i graždanskoj voiny* (Bibliographie de la révolution russe et de la guerre civile), Praha, 1938, 445 p.

Complète utilement les précédents pour la littérature émigrée.

7. Zaleski (E.) : *Mouvements socialistes et ouvriers. Chronologie et bibliographie. La Russie,* tome 2, Paris, Éditions ouvrières, 1956, 490 p.

Instrument de travail commode, avec classement des ouvrages par année de publication et cotes dans les principales bibliothèques. Utile surtout pour les auteurs d'origine russe. Pour les journaux, doit être complété par le catalogue collectif des bibliothèques.

8. Haupt (G.) : « Ouvrages bibliographiques concernant l'histoire de l'U.R. S.S. », in *Cahiers du monde russe et soviétique*, 1960, pp. 502-513.

Une mise à jour commode.

9. Shapiro (D. A.) : *Select bibliography of works in English on Russian History, 1801-1917*, Oxford, 1962, 106 p.

Sélection très bien faite des principaux ouvrages en langue anglaise avec référence aux comptes rendus critiques qui leur ont été consacrés.

10. Horecky (P. L.) : *Russia and the Soviet Union, a bibliographical guide to western-language publications*, Chicago, 1965, 470 p.

Une sélection de mille neuf cent soixante ouvrages, avec une brève indication critique pour chacun d'eux.

Les bibliographies des ouvrages suivants, cités plus loin, sont particulièrement précieuses : Bezemer (406) ; Browder and Kerensky (35) ; Gankin and Fischer (37) ; Mel'gunov (128) ; Pipes (365) ; Schapiro (284) ; Seton-Watson (287) ; Souvarine (281) ; Walter (323).

II. – Archives, documents, journaux et publications

11. *CGAORSSSR* (Archives centrales de la révolution d'Octobre),
Fonds 3, 66, 398, 393, 1235, 1244, 1978.
11 *b. GAORSSMo* (Archives régionales de Moscou), Fonds 66.
12. *GAORSSLo* (Archives régionales de Leningrad), Fonds 47, 54, 55, 101, 151, 4592, 4598, 4601, 4602, 1000, 4600, 4605, 7384, 7389, 8878.
12 *b*. *CGIAL* (Archives historiques de Leningrad), Fonds 23, 1405, 1276, 1278.

Les références aux archives soviétiques indiquent successivement le centre, le numéro du fonds, la section, le dossier, la pièce.
13. *International Institut voor Geschiedenis Sociale,* Amsterdam. Surtout les fonds F. Adler, P. Axelrod, Grimm, Kautsky, Savinkov et Troelstra.
14. *Archives nationales,* Paris.
Dans la série F7, les fonds 13074, 13069, 13349, 13372, 13374, 13089.
15. *Archives de la Censure,* Paris.
Registres entreposés à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, Paris.
16. *Archives du ministère de la Guerre,* Vincennes.
Missions militaires en Russie.
Missions militaires en Roumanie.
17. *Archives de l'Institut d'histoire sociale,* Paris.
18. *Archives cinématographiques,* publiques.
Fonds d'Ivry, de Coblence, de Londres.
19. *Archives cinématographiques,* privées. Archives Pathé, Archives Gaumont.
20. *Revoljucionnoe dviženie v Rossii poste sverženija samoderžavija* (Le mouvement révolutionnaire en Russie après la chute de l'autocratie), Moscou, 1957, xxix, 858 p. (*Dok.*)
21. *Revoljucionnoe dviženje v Rossii v aprele* (Le mouvement révolutionnaire en Russie, en avril), Moscou, 1958, xx, 934 p. (*Dok. april.*)
22. *Revoljucionnoe dvižnie v Rossii v mae i june 1917 g.* (Le mouvement révolutionnaire en Russie en mai et juin 1917), Moscou, xx, 663 p.

(*Dok. mai.*)

23. *Revoljucionnoe dvi enie v Rossii v ijule i ijul'skij Krisis.* Le mouvement révolutionnaire en Russie en juillet et la crise de juillet), Moscou, 1959, xx, 627 p. (*Dok. juil.*)

Source d'une richesse exceptionnelle, surtout pour l'histoire économique et sociale. Ces quatre recueils ne doivent pas, néanmoins, être utilisés sans précautions. Cf. notre critique, dans *Annales E.S.C.,* 1965-3, p. 597-598.

24. *Ekonomiceskoe položenie Rossii nakanune velikoj oktjabr'skoj socialisticeskoj revoljucii* (La situation économique de la Russie à la veille de la grande révolution d'Octobre), Moscou, 1957, 2 vol., 692 et 654 p. (*Ek. pol.*)

25. *Velikaja oktjabr'skaja socialisticeskaja revoljucija. khronika sobytij* (La grande révolution socialiste d'Octobre, chronique des événements), Moscou, 1957 et 1959, 700 et 663 pp. (*Ku*)

Chronologie détaillée, avec renvoi aux documents et archives ; utile pour le développement de la révolution en province.

26. *Krasnyj Arkhiv,* Moscou, 1922-1941, 106 vol. (*K.A.*)

Les « archives rouges » constituent la source fondamentale pour étudier l'histoire politique de la révolution de 1917.

27. *Arkhiv russkoj revoljucii* (Archives de la révolution russe), Berlin, 1921-1937, 22 vol. (*A.R.R.*)

Principal recueil d'archives constitué par les émigrés.

28. *Padenie carskovo režima : stenograficeskie ocety* (La chute du régime tsariste, compte rendu sténographique), Leningrad, 1924-1927, 7 vol.

Compte rendu du procès intenté par le gouvernement provisoire aux ministres d'ancien régime.

29. Pokrovskij (M. N.) i Jaroklev(J. A.) : *Archiv Oktjabr'skoj*

Revoljucii 1917, God dokumentah i materjala, Moscou, 1925-1939, 10 vol., surtout les volumes :

1. *Petrogradskij sovet rabocih i soldatskih deputatov* (Le soviet de Petrograd des députés ouvriers et soldats), 1925, 374 p.

30. *Ibidem.*

2. *Pervyi vserossiskij s'ezd sovetov rabocih i soldatskih deputatov* (Première assemblée pan-russe des soviets ouvriers et soldats), 1927, 2 vol., 490 et 480 pp.

31. *Ibidem.*
5. *Krestjanskoe dviženie v 1917 g.* (Le mouvement paysan en 1917), 1927, 440 pp.

32. *Ibidem.*
6. *Rasloženie armii v 1917 g.* (La décomposition de l'armée en 1917), 1927, 330 p.

33. *Ibidem.*
7.*Rabocee dviženie v 1917 g.* (Le mouvement ouvrier en 1917), 1926, 377 p.

34. *Ibidem.*
8. *Buržuazija nakanune febral'skoj revoljucii* (La bourgeoisie à la veille de la révolution de 1917), Moscou, 1927, 330 p.
34 [a] *Vserossiiskoe soveščanie sovetov* (assemblée pan-russe des soviets). Moscou, 1927, 355 p.

Volumes préparés avec soin. Le tome 2 (n° 30) donne le compte rendu intégral du premier congrès pan-russe des soviets.
34 [b]. *Dokymenty velikoj okt. revoljucii* (Documents de la grande révolution d'Octobre), Moscou, 1927.

35. Browder (R. P.) and Kerensky (A. F.) : *The provisionnai government, 1917 ;* Stanford, 1961, 3 vol., 1875 p. (*Dok. Ker.*)
Recueil extrêmement commode ; reflète l'interprétation kerenskiste de l'histoire de la révolution.
36. Golder (F. A.) : *Documents of Russian History,* London, 1927, 663 p.
Le premier grand recueil de documents dans une langue occidentale a gardé toute son utilité.
37. Gankin (O. H.) and Fisher (H. H.) : *The Bolcheviks and the World War,* Stanford, 1940, 856 p., réimprimé en 1960 (*G. and F.*)
Fondamental pour l'histoire internationale du mouvement pacifiste.
38. *Comité organisateur de la conférence socialiste internationale de Stockholm,* préface de C. Huysmans, Stockholm. 1918, 542 p.
39. *Zimmerwald,* recueil de documents préparé par l'Institut d'histoire sociale d'Amsterdam, *sous presse.* (Les épreuves nous ont été

aimablement communiquées par le Secrétariat de l'Institut. Le libellé du titre n'était pas définitif.)

Deux recueils essentiels pour l'histoire de la préparation des conférences de Zimmerwald, Kienthal, Stockholm.

Voir également les n[os] 326, 334, 362, 364.

JOURNAUX, PÉRIODIQUES, REVUES

40. ZALESKI, h*op. cit.*, n° 7, donne une liste de journaux et revues en langue russe consacrés à l'histoire de la révolution, pp. 125 à 139.

a) Paraissant en Russie ou clandestinement.

41. *Bjulleten'izdavaemij ob'edinennymi gruppami partii s-rov* (Bulletin édité par les groupes unis S.R.).
42. *Bjulleten'moskovskogo komiteta narodno-socialisticeskoj (trudovoj) partii* (Bulletin du comité de Moscou des socialistes-populistes du travail).
43. *Bulletin de presse de Petrograd.*

À partir du 14 avril, vieux style. Publication extrêmement riche en informations inédites. Une édition sur microfilm, avec index, a été réalisée par S.I.M., Paris.

44. *Bulletin de presse de Moscou.*

À partir du 1[er] juin 1917.

45. *Byloe* (« Du passé »), publication datant des années 20.
46. *Delo Naroda*, quotidien S. R.
47. *Edintsvo,* quotidien social-démocrate de G. Plekhanov.
48. *Nacalo,* hebdomadaire du groupe « Edintsvo » à Omsk.
49. *Izvestija petrogradskogo soveta rabočih deputatov* (Les nouvelles du soviet des députés ouvriers de Petrograd). Les « Izvestija », journal officieux du soviet.
50. *Journal de Petrograd.*

Édition abrégée du Bulletin, voir n. 43.

51. *Vestnik vremmenogo pravitel'stva* (Le messager du gouvernement provisoire).

Journal officieux du gouvernement.

52. *Novaja Žizn'*, le journal de Gorkij et de Sukhanov.
53. *Narodnoe slovo,* journal socialiste-populiste.

54. *Pravda,* quotidien bolchevik.
55. *Rabocaja gazeta,* quotidien menchevik.
56. *Rec’,* quotidien cadet.
57. *Novoe vremja*, quotidien du soir, modéré.
58. *Samozašcita,* publication « défensiste », durant la guerre.
59. *Social-demokrat*, quotidien bolchevik de Moscou.
60. *Volja naroda*, journal socialiste-révolutionnaire de droite.
61. *Vpered,* bi-hebdomadaire de Lunacarskij et Trotski, à partir du 2 juin 1917.
62. *Vozroždenie Internacionala i bor’ba za mir* (La renaissance de l’Internationale et le combat pour la paix), menchevik.
63. *Zadaca rossijskogo proletarjata* (Les tâches du prolétariat russe), publication menchevik.

b) Journaux paraissant hors de Russie.

64. *L’Action Française.*
65. *L’Homme enchaîné.*
66. *Le Populaire du Centre.*
67. *Le Journal du Peuple.*
68. *Le Temps.*
69. *La Victoire.*
70. *L’Écho de Paris.*
71. *Le Petit Parisien.*
72. *Le Bonnet Rouge.*
73. *La Croix.*
74. *Daily Mail.*
75. *Manchester Guardian.*
76. *The Times.*
77. *The Morning Post.*
78. *The British Citizen and Empire Worker.*
79. *Russian Cooperator.*
80. *The Clarion.*
81. *The Labour Leader.*
82. *The Nation.*
83. *The New Statesman.*
84. *Justice.*
85. *Vanguard.*

86. *The Call.*
87. *Avanti !*
88. *Corriera della Sera.*
89. *Idea Nazionale.*
90. *Osservatore Romano.*
91. *Il Resto di Carlino.*
92. *La Stampa.*
93. *Critica Sociale.*
94. *Le Journal de Genève.*
95. *Demain.*
96. *New YorK Times.*
97. *Vorwaerts.*
98. *Bulletin périodique de la presse allemande.*
99. *Bulletin périodique de la presse autrichienne.*

c) Revues spécialisées

100. *Golos minuvščego,* revue de tendance populiste ; après 1922 devient *Na Cužoj storone.*
101. *Istoriceskie Zapiski,* Moscou.
102. *Proletarskaja revoljucia.* Première revue consacrée à l'histoire de la révolution. 1922 et années suivantes.
103. *Voprosy istorii,* Moscou.
104. *Istorija SSSR,* Moscou.
105. *Novaja i noveciša istori ja,* Moscou.
106. *Vozroždenie,* Paris.
107. *Novyi Žurnal,* New York.
108. *Slavic Review,* New York.
109. *Russian Review,* New York.
110. *Cahiers du Monde russe et soviétique, Paris (CMRS).*
111. *Le Contrat social,* Paris.
112. *Le Mouvement social,* Paris.
113. *Rivista storica del socialismo,* Turin.
114. *International Review of Social History,* Amsterdam.
115. *The Slavonic and East European Review,* London.
116. *Survey,* London.
117. *La Revue Historique,* Paris.
118. *Annales E.S.C.,* Paris.

119. *Les Temps Modernes*, Paris.

III. – Témoignages

1. TÉMOIGNAGES FONDAMENTAUX

Présentés tantôt sous la forme de « mémoires », tantôt comme un travail d'historien, les œuvres qui suivent, nos 120 à 129, sont toutes fondamentales. Leurs auteurs ont écrit, pour la plupart, d'autres ouvrages, indiqués plus loin et précédés du signe *.

120. SUKHANOV (N.) : *Zapiski o revoljucii* (Notes sur la révotion), 7 vol., Berlin, 1920.

J. Carmichael en a traduit les principaux extraits dans une excellente édition en langue anglaise, 1 vol., Oxford, 1954, 691 p. Il en existe une version française publiée en 1966.

Témoignage le plus pénétrant et le plus complet sur les débuts de la révolution de 1917. L'auteur, un des fondateurs du soviet de Petrograd, était un social-démocrate lié à la tendance Martov.

121. TROTSKI (L.) : *Histoire de la révolution russe*, Paris, 1931, 2.vol, 440 p. et 635 p.

L'histoire la plus remarquable de la révolution de 1917. L'auteur masque ses divergences avec Lénine.

122. MILJUKOV (P. N.) : *Istorija vtoroj revoljucii* (Histoire de la deuxième révolution). Sofia, 3 vol., 1921.

L'ancien ministre des Affaires étrangères du gouverne-provisoire utilise son métier d'historien pour présenter une version souvent contestable des événements de février 1917.

123. TCHERNOV (V.) : *The Great Russian Revolution*, Newhaven, 1936, 360 p.

Une présentation un peu rapide par le leader des socialistes-révolutionnaires.

124. KERENSKY (A. F.) : *The Catastrophe,* New York, 1927, xi, 377 p.

Le plus pénétrant et le plus vivant des écrits de Kerenski.

125. ŠLJAPNIKOV (A.) : *Semnadcatyi god* (l'année mille neuf cent dix-sept), Moscou, 1923-1927, 3 vol. Ces souvenirs sur « l'année 1917 » s'interrompent dès l'arrivée de Lénine. Šljapnikov était responsable bolchevik à Petrograd.

126. STALINE, VOROCHILOV, GORKI, KIROV, JDANOV, MOLOTOV : *Histoire de la révolution russe,* Moscou, 1936, édition française en trois volumes[a].

L'histoire « officielle » à l'époque stalinienne.

127. Ceretelli (I.) : *Vospominanija o russkoj revoljucii* (Souvenirs sur la révolution russe), Paris, 1963-1964, 492 et 426 p.

L'auteur appartenait à la « majorité » menchevik, opposée à la tendance Martov.

128. Mel'gunov (S. P.) : *Martovskie dni* (Les journées de mars), Paris, 1961, 449 p.

Cet historien était, en 1917, un des leaders du parti socialiste-populiste.

129. Lénine (V. I.) : *Socinenija* (œuvres), Moscou, 4e édition, 35 vol.

Sauf indication contraire, les références renvoient à l'édition française, en voie de parution. Lénine, *Œuvres complètes*, Paris et Moscou, 20 volumes parus.

Rappelons que les ouvrages de J. Sadoul et V. Serge portent sur la période postérieure à octobre 1917 :

Sadoul (Jacques), *Notes sur la révolution bolchévique (oct.1917-jv 1919)*, Paris, 1919.

Serge (Victor), *L'An I de la révolution russe*, Paris, 1930.

2. *Témoignages datant de l'année 1917*

Ces textes écrits ou publiés pendant la révolution présentent une valeur documentaire exceptionnelle.

130. A. K. : *Komu nužna vojna ?* (Qui a besoin de la guerre ?), Helsingfors, 1917, 20 p.

Brochure écrite par Alexandre Kollontai en 1915 ou en 1916. Prise de position en faveur des thèses de Lénine.

131. Aleksinskij (GR.) : *Vojna i revoljucia* (Guerre et révolution), P., 1917, 46 p.

Prise de position en faveur des thèses de G. Plekhanov.

132. Berdijaev (N. A.) : *Vozmožna-li socialnaja revoljucia ?* (La révolution sociale est-elle possible ?), M., 1917, 24 p.

Analyse la nature de la révolution et ses possibilités.

133. Bogdanov (A.) : – Malinovskij –, *Zadacirabocih v revoljucii* (Les tâches des ouvriers dans la révolution), M., 1917, 36 p.

Membre du parti bolchevik et agent de la police tsariste ; ne pas confondre avec V. Bogdanov, un des fondateurs du soviet de Petrograd.

133 *b.* Bobrovnikov (N.) : č*to proizo š lo v Rossii* (Ce qu'il s'est passé en Russie), P., 1917, 36 p.

134. C Errkaskij (A.) : *Pervye dni revoljucii* (Les premiers jours de la révolution), P., 1917, 28 p.

134 b. C Ernov (V.) : *Agrarnyi vopros i sovremennyi mmoment* (La question agraire et la situation actuelle), P., 1917, 77 p.

Cours public présenté par le leader S. R. à son arrivée à Petrograd.

135. Gorki (M.) : *Ein Jahr russische Revolution,* Leipzig, 1918, 78 p.

Sélection d'articles traduits de la *Novaja Žizn'*.

136. *K Narodam vsego mira* (Aux peuples du monde entier), P., 1917, 15 p.

L'appel du soviet, le 14 mars 1917.

137. Kij (V.) : *Zadaci professional'nih sojuzov* (Problèmes des syndicats), P., 1917, 18 p.

138. Kizevetter (A.) : *Prostye reci o svobo e i svobodnoj žizny* (Simples discours sur la vie libre et la liberté), P., 1917, 7 p. Par un leader du parti cadet.

138 *b.* Kokoškine (F.) : *Respublika* (La république), P., 1917, 23 p.

Le ralliement du leader cadet à la république.

139. Kropotkine (P.) : *Pis'ma o teku cyh sobytijah,* M., 1917, 127 p. (Lettres sur les événements actuels), M., 1917, 127 p.

Lettres écrites en Angleterre, de 1914 au retour en Russie.

140. Larine (JU.) : *Vojna i zemel'naja programma* (La guerre et le programme agraire), M., 1917.

Reproduit un opuscule du même théoricien menchevik publié à Genève en 1915.

141. Maslov (P.) : *Političeskie partii i zemel'nyi vopros* (Les partis politiques et la question agraire), M., 1917, 31 p.

Le théoricien social-démocrate le plus écouté sur la question agraire.

142. Mešcerjakov (VL.) : *Agrarnaja programma russkih social-demokratov* (Le programme agraire des sociaux-démocrates russes), M., 1918, 58 p.

Exposé.

143. (Milevskij) : *Les dangers mortels de la révolution russe,* Paris, 1917, 251 p.

Exposé des principaux problèmes de la vie politique russe.

144. Miljukov (P.), Struve (P.), etc. : *Russian realities and problems,* Cambridge, 1917, 208 p.

Recueil d'articles.

145. Mjakotine (V.) : *Revoljucia i ee bližajšie zadaci* (La révolution et ses tâches immédiates), M., 1917, 16 p.
146. Mjakotine (V.) : *Velikij perevorot i zadači momenta* (Le grand bouleversement et les tâches du moment), M., 1917, 16 p.

Le programme d'action des socialistes-populistes, par un de leurs leaders, l'historien Mjakotine.
147. Pešekhonov (A.) : *Počemu my togda usli* (Pourquoi nous sommes partis). Réédition de la brochure de 1906 expliquant pourquoi les socialistes-populistes se sont constitués en parti indépendant des S. R.
147 *b.* Pešekhonov (A.) : *Pravo na zemlju* (Le droit à la terre), P., 1917.
Programme agraire des socialistes-populistes.
148. Priželaev (Ju.) : *Zadači rabočih v kontrole i organizacii proizvodstva* (Les tâches des ouvriers dans le contrôle et l'organisation de la production), P., 1917, 62 p.
Brochure socialiste-révolutionnaire.
148 *b.* Petrovic (N.) : č*to nu* ž *no znat'krest'janstsvu* (Que doit savoir la paysannerie), Kiev, 1917, 16 p.
Par un S. R. d'Ukraine.
150. Plekhanov (G.) : *God na rodine* (Une année dans la patrie), Paris, 1921, 2 vol., 247 et 270 p.
Écrits et discours de l'année 1917-1918.
151. *Protokoly zasedanij s'ezda deputatov Balttiskogo* morja (Procès-verbal des réunions des députés de la mer Baltique), P., 1917, 17 p.
152. *Protokoly I-go vseross. s'ezda narodno-social partii, VI-gose-ross. s'ezda trudovoj gruppy, I-go. s'ezda trudovoj-na-rodno-soc. partii, 17-23 ijuni,* P., 1917, 208 p.
Protocoles du congrès d'unification trudoviks-populistes.
152 *b.* Protopopov (A.) : *Vospominanija* (Souvenirs), K. A., 1925, X.
Écrits en prison.
153. *Rezoljucii prinjatye na 3.m. s'ezde S. Rev., v Moskve* (Résolutions prises au 3e congrès S. R., à Moscou), P., 1917, 16 p.
154. Sorokine (P.) : *Problema social'nogo ravenstva* (Problèmes de l'égalité sociale), P., 1917, 64 p.
Par un S. R. de droite.
155. Trotski (L.) : *Programma mira. K Stokol'mskoj konferencii* (Programme de paix pour la conférence de Stockholm), P., 1917, 30 p.

Première brochure publiée par Trotski à son retour des U.S.A.

156. *Trudovaja narodno-socialisticeskaja partija, programma* (Programme du parti socialiste-populiste du travail), P., 1917, 16 p.

157. Tugan-Baranovskij (M.) : *Zemel'naja vopros na zapade i v Rossii* (La question agraire en Russie et en Occident), P., 1917, 87 p.

158. Vasil'ev (P.) : *Social-demokraty i zemel'nyi vopros* (Les sociaux-démocrates et la question agraire), Odessa, 1917, 16 p.

159. Zinov'ev (G.) : *Cego khocet soc-demokrat bol'ševik,* V *voprosah i otvetah* (Que veut un social démocrate bolchevik. Questions et réponses), P., 1917, 16 p.

Le premier catéchisme bolchevik ? Écrit pendant l'été 1917.

3. TÉMOIGNAGES POSTÉRIEURS À L'ANNÉE 1917

160. Abrahmovitch (R.) : The *Soviet Revolution, 1917-1939,* N. Y., 1962, 473 p.

Témoignage utile pour les années postérieures à la révolution d'Octobre.

161. Alexandre (Grand-duc) : *Quand j'étais grand-duc,* Paris, 1934, 304 p.

Veut montrer qu'il a invité le tsar à accomplir des réformes.

162. Alexinski (G.) : *Du tsarisme au communisme,* Paris, 1925, 296 p.

163. Alexinski (G.) : *La Russie révolutionnaire,* Paris, 1930. Bolchevik passé au « social-patriotisme » en 1914.

164. Alexinski (G.) : *La vie amère de Maxime Gorki,* Paris. 1950, 285 p.

164 *b.* André (Grand-Duc) : Extraits du « Journal », in *K.A.,* 1928, xxvi, pp. 185-210.

Important pour l'abdication.

165. Anet (C.) : *La Révolution russe,* Paris, 1919, 4 vol.

Le collaborateur du *Petit Parisien* donne ici la version intégrale de ses réflexions.

166. Axelrod (P.) : *Die russische Revolution und die socialistische Internationale,* Iena, 1932, 250 p.

Collection d'articles.

167. Badaev (A.) : *Les bolcheviks à la douma,* Paris, 1932, 250 p.

Par un des bolcheviks déportés en 1914.

168. Balabanova (A.) : *My life as a rebel,* London, 1938, 324 p. L'auteur a joué un rôle important dans le mouvement de Zimmerwald, mais ses mémoires comportent peu d'indications intéressantes.

169. Blok (A.) : *Les derniers jours de l'Ancien Régime,* Paris, 1931.

Chargé de reconstituer, heure par heure, les dernières journées du régime impérial ; le dossier est net, précis, sans commentaires.

170. Boldyrev (V.) : « Journal », in *K. A.*, xxvii, pp. 250-273.

Bonne analyse des réactions de l'état-major pendant les journées de février.

171. Bonš-Bruevič (VL.) : *Na boevyh postah fev. i okt. revoljucii* (Aux postes de combat des révolutions de février et octobre), M., 1930, 412 p.

Utile surtout pour la révolution d'Octobre.

172. Breshkovskaja (K.) : *Hidden springs of the Russian revolution,* Stanford, 1931.

Par la « grand-mère de la révolution ».

173. Bruce-Lockhardt (R. H.) : *Mémoires d'un agent anglais en Russie,* Paris, 1933.

Utile sur les réactions des milieux alliés, surtout après juillet.

174. Bublikov (A.) : *Russkaja revoljucia* (La révolution russe), New York, 1918, 160 p.

Important. L'auteur était député à la douma.

175. Buchanan (G.) : *My mission to Russia and other diplomatic réminiscences,* London, 1923, 2 vol., 253 et 280 p.

Le plus important des témoignages étrangers sur la révolution.

176. Buchanan (M.) : « The foulest crime in History », in *Saturday Review,* May 1935.

La fille de l'ambassadeur écrit ce que son père ne pouvait révéler.

177. Bukharine (N.) : *Von Sturze des Tsarismus bis zum Sturze der Bourgeoisie,* Zurich, 1918, 20 p.

Analyse le contenu de la révolution.

178. Bukharine (N.) : i Zinov'ev (G.) : *Ijul'skie dni* (Les journées de juillet), P., 1918, 15 p.

* 179. Černov (V.) : *Sovety v našej revoljucii* (Les soviets dans notre révolution), M., 1918.

* 180. Černov (V.) : *Pered burej* (Avant la tourmente), New York, 1953, 416 p.

L'analyse du rôle des soviets est utile ; les mémoires sont rapides ; voir plutôt le n° 123.

181. Chambrun (de) : *Lettres à Marie,* Paris, 1941, 241 p.

Par l'ancien attaché à la mission française, témoin lucide et sensible.

182. Czernin (O.) : *In the World War,* London, 1920.

Ancien ministre des Affaires étrangères d'Autriche.

183. Chidlovskij : voir Šidlovskij, n° 255.
184. Chliapnikov : voir Šljapnikov, n° 125.
185. Choulguine : voir Šul'gine, n° 256.
186. Dan (F.) : *K istorii poslednih dney vremennago pravitelstva* (Contribution à l'histoire des derniers jours du gouvernement provisoire), *Letopis revoljucii,* 1923, pp. 161-173.
187. Dan (F.) : *Proiškhoždenie bol'ševisma* (L'origine du bolchevisme), New York, 1946, 494 p.

Important sur la période 1905-1917.

188. Dan (F.) und Martov (L.) : *Die Geschichte der russischen Sozial-Demokratie,* Berlin, 1926.

Fondamental ; l'interprétation menchevik de l'histoire de la social-démocratie russe.

189. Danilov (GL.) : *La Russie pendant la guerre mondiale,* Paris, 1927, 553 p.

Histoire des opérations militaires.

190. Dem'janov (A.) : *Moja služba pri vrem. prav.* (Mes états de service sous le gouvernement provisoire), *Arkhiv Russkoj Revoljucii,* IV, 1922, pp. 55-129.
191. Denikine (Gl.) : *La décomposition de l'armée et du pouvoir,* Paris, 1921, 342 p.

Premier volume, seul traduit en français, des mémoires du général blanc.

192. Eichenbaum (« Voline ») : *La révolution inconnue,* Paris, 1947, 690 p.

L'interprétation anarchiste de l'histoire de la révolution.

193. Ermanskij (O.) : *Iz perežitogo* (Du passé), Moscou, 1927, 250 p.

L'auteur était menchevik pendant la révolution, bolchevik quand il rédigea ses mémoires.

193 *a.* Falkenhayn (C. von) : *Die oberste Heeresleitung, 19141916, in ihren wichtgsten EntSchliessungen,* Berlin, 1929. Excellent témoignage sur le comportement de l'armée russe.
194. Francis (D. R.) : *Russia from the American embassy,* New York, 1922.

Ignorait tout du mouvement révolutionnaire.

195. Golovine (Gl.) : *The Russian Army in the World War,* Newhaven, 1931.

La meilleure histoire intérieure de l'armée.

196. Gurko (Gl.) : *Memories and impressions of war and revolution,* London, 1918, 347 p.

Excellent témoignage.

197. Houghtelling (J.) : *A diary of the Russian revolution,* New York, 1918, 195 p.

Les notations de ce journaliste américain sont souvent inattendues et parfois utiles.

198. Hoare (S.) : *The fourth seal,* London, 1930, 377 p.

Membre de la mission alliée à Petrograd en janvier 1917.

199. Ivanov-Razumnik : *God revoljucii* (L'année de la révolution), P., 1918, 204 p.

Recueil d'articles.

200. Janin (Gl.) : « Au G.Q.G. russe », *Monde slave,* mai 1927.

Par l'ancien chef de la mission française en Russie.

201. Jurenev (J.) : « Mežrajonka », *Proletarskaja Revoljucia,* 1924, 1, 2, 6.

Bon témoignage sur l'activité de cette tendance avant le retour de Trotski.

202. Kajurov (V.) : « Šest'dnej revoljucii » (Six jours de révolution), *Proletarskaja revoljucia,* 1923, I, pp. 157-170.

Récit désormais classique des journées de février, par un ouvrier bolchevik.

* 203. Kerensky (A. F.) : *The prelude to bolchevism,* N. Y., 1919.

204. Kerensky (A. F.) : *The crucifixion of liberty,* N. Y., 1934.

205. Kerensky (A. F.) : *The road to the tragedy,* London, 1935.

206. Kerensky (A. F.) : *The Kerensky Memoirs. Russia and History turning point,* London, 1966, 550 p.

207. Kerensky (A. F.) : *Iz daleka* (De loin), Paris, 1922.

208. Kerensky (A. F.) : *Delo Kornilova* (L'affaire Kornilov), M., 1918, 192 p.

209. Kerensky (A. F.) : *Izbrannye reci* (Discours choisis), P., 1918.

210. Kerensky (A. F.) : *La révolution russe de 1917,* Paris, 1928, 250 p.

211. Kerensky (A. F.) : *L'expérience Kerenski,* Paris, 1936, 182 p.

212. Kerensky (A. F.) : « Quarante ans après », *Est et Ouest,* 1957, pp. 1-7.

Le meilleur témoignage de Kerensky est le n° 124. Le n° 204 donne une bonne vue d'ensemble ; les nos 207 et 208 sont utiles. Le n° 206 est intéressant sur la période avant 1917 et sur les mois qui suivirent la révolution d'Octobre.

213. Kamkov (B.) : *Cto takye levye S-ry ?* (Qu'étaient les S. R. de gauche ?), Moscou, 1918, 15 p.

214. Kleinmichel (Comtesse) : *Souvenirs d'un monde englouti,* Paris, 1927, 250 p.

Souvenirs de la cour impériale.

215. Knox (Cl.) : *With the Russian Army,* London, 1921, 2 vol., 760 p.
Par le chef de la mission anglaise en Russie.
216. Korostovets (V.) : *Seed and harvest,* London, 1931.
Par un observateur proche des milieux cadets.
217. Kroupskaja (N.) : *Ma vie avec Lénine,* Paris, 1933.
Par la compagne de Lénine.
218. Krylenko (N.) : « Febral'kaja revoljucia i staraja armija », *Proletarskaja revoljucia,* 1923, n° 2 et 3.
Sur l'agitation dans l'armée.
219. Lomonosov (V.) : *Memoirs of the Russian revolution*, N. Y., 1919, 97 p.
L'ingénieur des chemins de fer qui contribua à l'échec de la mission d'Ivanov.
220. Litvinov (M.) : *The Russian Bolchevik Revolution, its rise and meaning,* London, 1919, 54 p.
221. Lukomsky (A.) : *Memoirs of the Russian revolution,* London, 1922, 2 vol., 301 et 333 p.
Bon témoignage sur les circonstances de l'abdication.
222. Lunacarskij (A.) : « Ideologia nakanune okt'jabrja » (L'irdéologie à la veille d'Octobre), extrait de *Za pjat'let,* Moscou, 1922.
Bonne mise au point.
223. Luxembourg (R.) : *La révolution russe,* 1920, rééd., Paris, 1946.
Un classique.
224. Maklakov (V.) : « Febral'skaja revoljucia 1917 g » (La révolution de février 1917), *Sovrem. Zapiski,* 1939, pp. 238-256.
225. Maklakov (V.) : « The council of ministers, 24th Feb. 1917 », *NovyiŽurnal,* 1946.
226. Maklakov (V.) : « The Agrarian question in Russia », *The Russian Review,* 1950.
Ce juriste cadet joua un rôle actif lors de l'abdication de Nicolas et de Michel.
227. Mansyrev (Pr.) : « Moj vospominanija » (Mes souvenirs), *Febral'skaja revoljucia,* éd. Alexiev, Moscou, 1925, 509 p.
Un des meilleurs témoins de la journée du 27 février 1917.
228. Markovitch (M.) : *La révolution russe par une française,* Paris, 1918.
Une femme du monde, informatrice peu informée mais sensible et perspicace.

229. Maxno (N.) : *Russkaja revoljucia na Ukraine* (La révolution russe en Ukraine), Paris, 1920, 1 volume paru. Trad. française, 360 p.
Le point de vue anarchiste.
230. Matveev (A.) : « Vospominanija », in *Vozroždenie,* 1952.
Souvenirs d'un aide de camp du grand-duc Michel.
* 231. Mel'gunov (S.) : *Kak bol'ševiki zahvatili vlast'*(Comment les bolcheviks prirent-ils le pouvoir), Paris, 1953, 391 p. Utile reconstitution.
232. Merejkovski (D.) : *Von Krieg zur Revolution,* München, 1918, 176 p.
Recueil d'articles politiques et littéraires.
* 233. Miljukov (P.) : *Vospominanija* (Souvenirs), N. Y., 1955 ; 2 volumes.
Surtout pour la période antérieure à 1917. Voir le n° 122.
234. Minor (O. S.) : « Nacional'nyj vopros v 1917-1918 », in *God russkoj revoljucii,* M., 1918.
Le point de vue des S. R. sur la question nationale.
235. Mordinov (A.) : « Otryvkij iz vospominanija » (Extraits des mémoires), in *Russkaja Letopis,* V, pp. 65-177.
L'abdication par un aide de camp du tsar.
236. Mstislavskij (S.) : *Pjat'dnej* (Cinq jours), Berlin, 1922, 163 p.
Le récit de cinq journées décisives des révolutions de février et octobre par un officier, d'opinion S. R., témoin et acteur des événements de février.
237. Nabokov (V.) : « Vremennoe pravitel'stvo » (Gouvernement provisoire), in *A.R.R.,* I, 1921, pp. 9-96.
Assista aux premières réunions du gouvernement provisoire.
238. Nabokov (K.) : *The ordeal of a diplomat,* London, 1921.
Attaché d'ambassade à Stockholm, un bon observatoire.
239. Nekludoff (A.) : *Diplomatic reminiscensces,* N. Y., 1920, 350 p.
Témoin des réactions de l'opinion anglaise devant la révolution.
240. Nicolas II, *Letters of the Tsar to the Tsaritsa,* N. Y., 1929.
Version en langue anglaise des « Lettres » publiées dans *K.A.,* tomes XX et XXII.
241. Nicolas II : *Journal intime,* Paris, 1925, 303 p.
242. Nolde (B.) : *L'Ancien Régime et la révolution,* Paris 1928, 220 p.
De tendance cadet.
243. Noulens (J.) : *Mon ambassade en Russie soviétique,* Paris, 2 vol., 1933.
Essentiel pour la période après septembre 1917.
244. Paléologue (M.) : *La Russie des tsars pendant la Grande Guerre,* Paris, 1921, vol. 3.

L’ambassadeur de la République Française fréquentait plus les milieux de la cour que ceux de l’opposition.

245. Pares (B.) : *My Russian Memoirs*, London, 1921, 623 p.

Connaissait admirablement les milieux libéraux de Petrograd.

246. Perevalov (P.) : *Narod i armija v bor’be za svobodu* (Le peuple et l’armée dans la lutte pour la liberté), P., 1917, 60 p.

247. Poincaré (R.) : *Au service de la France*, Paris, 1926-1933, 10 vol.

248. Pešekhonov (A.) : « Pervija nedely » (Premières semaines), in *Na Cužoj storone*, I, pp. 253-319.

Bon témoignage sur les premières journées de la révolution par le leader populiste.

249. Raskol’nikov (F.) : *Kronstadt i Piter* (Kronstadt et Petersburg), Moscou, 1925, 280 p.

Le rôle de Kronstadt dans la révolution de 1917.

250. Reed (J.) : *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, Paris, 1958.

Le « classique » des journées d’octobre ; éd. orig. en anglais en 1922.

251. Rhys-Williams (A.) : *Through the Russian revolution*, London, 1923.

Par l’historien de la paix de Brest-Litovsk.

252. Ribot (A.) : *Journal*, Paris, 1936.

Premier ministre en France pendant la révolution de février.

253. Rodzjanko (M.) : « Gosudars’tvennaja duma i febral’skaja 1917 g revoljucia » (La douma d’État et la révolution de février 1917), in *A.R.R.*, 1922-1926, pp. 5-80.

Essentiel.

254. Sack (A.) : *The birth of the Russian Revolution*, N. Y., 1918.

Comporte quelques bons documents.

255. Šidlovskij : *Vospominanija* (Souvenirs), Berlin, 1932.

L’auteur était vice-président de la douma en 1917.

255 *b.* Šljapnikov, voir le n° 125.

256. Šul’gin (A.) : *Dni* (Les jours), Leningrad, 1925, 228 p.

Essentiel.

* 257. Staline (J.) : *Socinenija* (Œuvres), tome 3, Moscou, 1938.

258. Staline (J.) : *Na putjah oktjabrja* (Sur les voies d’octobre), M., 1925, 280 p.

Veut montrer qu’il fut toujours en accord avec Lénine.

259. Stankevič (V.) : *Vospominanija* (Souvenirs), Berlin, 1921, 353 p.

Important, par le leader trudovik, ami de Kerenski.

260. Steinberg (I.) : *Ot febralja do oktjabrja 1917 g.* (De février à octobre 1917), Berlin, 1918, 231 p.

Bonne analyse par un S. B. de gauche.

261. Tarassov-Rodionov : *La révolution de février 1917*, Paris, 1930, 338 p.

Superficiel.

* 262. Trotski (L.) : *Sočinenija* (Œuvres), tome 3, première partie, 1917. Moscou, 1925, 466 p.

263. Trotski (L.) : *Oktjabrskaja revoljucia* (La révolution d'Octobre), M., 1918.

264. Trotski (L.) : *Our revolution*, N. Y., 1918, 220 p.

265. Trotski (L.) : *L'avènement du bolchevisme*, Paris, 1920.

266. Trotski (L.) : *Staline*, Paris, 1948, 620 p. (En appendice, la liste des œuvres de Trotski traduites en français.)

267. Trotski (L.) : *La révolution défigurée*, 1927, 217 p., réédité in Trotski (L.) : *De la révolution*, Paris, 1963, préface de P. Broué, pp. 103-147.

Outre le n° 121, déjà signalé, le n° 262 est important. Pour une critique des travaux historiques de Trotski, voir Stawar (A.) : *Libres essais marxistes*, Paris, 1963, 279 p., pp. 114-167 ; et Bourdet (Y.) : *Communisme et marxisme*, Paris, 1963, 154 p., pp. 13-39.

267 *b.* Tseretelli : Voir à Ceretelli, n° 127.

268. Višnjak (M.) : « Febral'skaja revoljucia » (La révolution de Février), in Sour. *Zapiski*, 1927, xxxi.

Lié aux milieux populistes.

269. Vandervelde (E.) : *Three aspects of the Russian Revolution*, London, 1918, 220 p.

Compte rendu et impressions sur la mission en Russie.

270. Vinogradoff (P.) : « Some impressions of the Russian Revolution », *Contemporary Review*, May 1917.

Impressions d'un diplomate russe à Londres.

270 *b.* Voline : voir Eichenbaum, n° 192.

271. Witte-Nariskhine (V.) : *À Petrograd pendant la révolution*, Paris, 1925, 219 p.

Superficiel.

272. Wassiliev (V.) : « Mes souvenirs », in *Monde slave*, 1927.

Ancien responsable de la police à Petrograd.

273. Woitinsky (W. S.) : *Stormy passage*, N. Y., 1961, 550 p.

Intéressant sur la crise d'avril et les événements qui suivent.

273 *b.* Yurenev : voir à Jurenev, nº 201.

274. Zenzinov (V.) : « Febral'skie dni » (Les jours de Février), in *Novyj Žurnal*, 1953, et XXXV.

Important.

IV. – Ouvrages généraux

1. Histoire de la révolution

Aux témoignages fondamentaux, nos 120 à 130, on ajoutera les travaux suivants :

275. Chamberlin (W. H.) : *The Russian Revolution,* New York, 1935, 2 vol.
L'ouvrage le plus complet sur la révolution et la guerre civile.

276. Carr (E.) : *The Bolchevik revolution*, London, 1950-1953, 3 vol.
Fondamental pour la période octobre 1917-1923.

277. Grenard (F.) : *La révolution russe,* Paris, 1931, 386 p.
Présentation pénétrante des révolutions de 1905 et 1917.

278. Coquin (F. X.) : *La révolution russe*, Paris, 1962 (collection « Que Sais-je ? »).
Initiation bien faite et commode.

279. Carmichael (J.) : *Histoire de la révolution russe*, Paris, 1966, 377 p.
Un bon récit des événements révolutionnaires.

On annonce la parution prochaine d'un ouvrage de Minc, en trois volumes (en langue russe).

2. Ouvrages magistraux, histoires du parti bolchevik et du mouvement révolutionnaire, introductions à l'U.R.S.S.

Mentionnons d'abord quelques ouvrages magistraux :

280. Rosenberg (A.) : *Histoire du bolchevisme*, Paris, 1932, 250 p.
De Marx aux plans quinquennaux, par un communiste allemand qui quitta le parti en 1927. Très pénétrant.

281. Souvarine (B.) : *Staline, 1re* éd. 1935, Paris.
Ouvrage pionnier, tout à fait remarquable, mais une critique unilatérale du successeur de Lénine.

282. Wolfe (B. D.) : *Lénine, Trotski, Staline,* Paris, 1931, 3 vol.
La meilleure présentation des trois chefs du bolchevisme, avant 1917.

283. Deutscher (I.) : *Trotsky, The armed prophet,* Oxford, 1953.
Le premier volume d'une trilogie monumentale.

284. Schapiro (L.) : *Les bolcheviks et l'opposition,* Paris, 1957.
Fondamental pour la période après octobre.
285. Friedmann (G.) : *De la Sainte Russie à l'U.R.S.S.,* Paris, 1938, 287 p.
Première étude sociologique comparée de la Russie et de l'U.R. S.S.

Sur la Russie à la veille de la révolution[b] :
286. Kovalevski (M.) : *La Russie sociale,* Paris, 1914, 180 p. Un petit classique.
287. Seton-Watson (H.) : *The decline of Imperial Russia,* London, 1952, 406 p.
Une mise au point modèle.
288. Portal (R.) : *La Russie de 1894 à 1914*, C.D.U., Paris, 113 p.
Cours d'agrégation, une excellente initiation.
289. Florinsky (M. T.) : *The end of the Russian Empire,* Yale, 1931, 272 p.
290. Charques (R.) : *The twilight of Imperial Russia,* Oxford, 1958, 256 p.
291. Pares (B.) : *The fall of Russian Monarchy,* London, 1939, 510p.

Charques couvre tout le règne de Nicolas II ; l'exposé est vif. Pares est le plus complet sur les intrigues de cour. Florinsky porte uniquement sur les années 1914-1917 ; très dense, cet ouvrage remarquable constitue la suite de Seton-Watson.

Deux débats ont été abordés dans la *Slavic Review* sur la nature de la société russe, en 1913, et sur la stabilité sociale. Le premier a été repris dans :
292. Treadgold (D. W.) : *The development of SSSR,* Seattle, 1964, 399 p.

L'autre est animé par :
293. Haimson (L.) : « The problem of social stability in urban Russia », in *Slavic Review,* déc. 1964, p. 619-653.

Sur le mouvement ouvrier, les partis politiques, leur idéologie, on lira :
294. Martov (L.), Maslov (P.), Potressov (A.) : *Obščestvennoedviženie v Rossii v načale XX veka* (Le mouvement social en Russie au début du xxe siècle), St-Petersburg, 19091914, 4 vol.
295. Venturi (F.) : *Il populismo russo,* Torino, 1952, 2 vol.
Ouvrages fondamentaux.
296. Spridovitch (A.) : *Histoire du terrorisme russe,* Paris, 1936, 250 p.
Par l'ancien chef de la police.

297. Radkey (O.) : *The agrarian foes of bolchevism,* N. Y., 1958.
Extrêmement précieux ; la seule histoire du parti S. R.
298. Lichtheim (G.) : *Marxism, An historical and critical study,* N. Y., 1961, 412 p.
La meilleure synthèse sur Marx et le marxisme après Marx.
299. Papaioannou (K.) : *Les marxistes,* Paris, 1965.
Morceaux choisis ; une sélection judicieuse précédée d'un commentaire très précieux.
300. Keep (J. L.) : *The rise of social-democracy in Russia,* Oxford, 1963, 334 p.
L'ouvrage le plus complet et le plus dense sur la période avant 1965.
301. Haimson (L.) : *The Russian marxists and the origin of bolchevism,* Cambridge, 1955, 246 p.
Une bonne introduction à la pensée de Plekhanov, Aksel'-rod, Lénine, etc.
302. Wittfogel (K.) : *Le despotisme asiatique,* éd. française, avant-propos de Vidal-Naquet (P.), Paris, 1964, 671 p. Discussion des théories de Plekhanov et Lénine sur l'avenir de la Russie.
303. Ulam (A.) : *The unfinished revolution ; an essay on the source of influence of marxism and communism,* N. Y., 1960, 317 p.
Sur les rapports entre le marxisme et l'évolution des sociétés.
304. Dvinov (B.) : *Pervaja mirovaja vojna i rossiskaja social-demokratija* (La première guerre mondiale et la social-démocratie russe), N. Y., 1962, 239 p. Commode, d'inspiration menchevik.
305. Schlesinger (R.) : *The communist party in SSSR,* dont nous avons utilisé l'édition italienne, Milano, 1962, 462 p.
306. Schapiro (L.) : *The communist party in Soviet Union,* London, 1960, 631 p.
307. Broué (P.) : *Le parti bolchevik,* Paris, 1964, 619 p.
Schlesinger est le plus complet sur l'histoire de la révolution, Schapiro sur la période la précédant, Broué sur l'époque stalinienne.
Tous trois fort utiles, les deux premiers constituent des ouvrages de référence.
308. *Histoire du parti communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S.,* Paris, 1946, 310 p.
Interprétation stalinienne de l'histoire du parti.
309. Daniels (R. V.) : *The conscience of the revolution,* Cambridge, 1960, 526 p.

Une étude de l'opposition à la direction du parti entre 1903 et 1928.

310. Avrich (P. H.) : « The history of the party and soviet historiography », in *Political Science Quaeterly*, déc. 1960.
311. Dewhirst (M.) : « L'historiographie soviétique récente et l'histoire de la révolution », in *Cahiers du Monde russe et soviétique*, 1964, 4, p. 549 à 567.
312. Shub (D.) : *Lénine*, Paris, 1952, 371 p.
313. Bruhat (J.) : *Lénine*, 1952, 381 p.
314. Walter (G.) : *Lénine*, Paris, 1950.
315. Fisher (L.), *Lenin*, N. Y., 1966.
316. Possony (S. T.) : *Lenin, The compulsive revolutionary*, London, 1966, 480 p.

Fisher est le plus complet, mais peu utile sur la révolution, à l'inverse de Shub, vif, bien informé, ne ménageant pas son héros, et de Bruhat, fidèle à la tradition léniniste.

317. Schwarz (S.) : *Lénine et le mouvement syndical*, Paris, 1935.
318. Hammond (D. T.) : *Lenin on trade unions and revolution*, N. Y., 1957, 153 p.

Sur l'anarchisme, outre Voline *et* Maxno, *déjà cités, on lira :*

319. Guerin (D) : *Les anarchistes*, Paris, 1966, 230 p.
320. Woodcok (G.), and Avakumovitch (I.) : *The anarchist prince*, London, 1950, 463 p.
321. Joll (J.) : *The anarchists*, London, 1964, 304 p.
322. *Ni dieu ni maitre, histoire et anthologie de l'anarchie*, Paris, 1966, éditions de Delphes.

V. – Travaux portant sur les différents aspects de la révolution

1. – *CHUTE DU TSARISME. FORMATION DES SOVIETS*

Sur les journées de Février, outre les témoignages indiqués plus haut et notamment Sukhanov (n° 120), Trotski (n° 121), Šljapnikov (n° 125), Mel'gunov (n° 128), Blok (n° 169), Šul'gin (256) et les extraits groupés dans Browder-Kerenski (n° 35), un ouvrage d'ensemble :

323. Walter (G.) : *Histoire de la révolution russe,* Paris, 1953, 380 p.

Exposé extrêmement vivant, avec de nombreux documents traduits du russe et difficilement accessibles. Importante bibliographie.

324. *Oktjabr i graždanskaja vojna v SSSR* (Octobre et la guerre civile en U.R.S.S.), recueil d'articles. M., 1966, 522 p.

Sur les soviets, on ajoutera les études suivantes :

325. Gorine (P.) : *Organizacija i stroitel'stvo sovetov v 1917 g*

(L'organisation et la formation des soviets en 1917), M., 1928, 476 p.

Recueil de documents avec substantielle introduction.

326. *Dokumenty velikoj proletarskoj revoljucii* (Les documents de la grande révolution prolétarienne, procès-verbaux de la correspondance du comité militaire du soviet), rédaction par Goredeckij (E. N.), Razgon (I. M.) et Minc (I. I.), Moscou, 1938, 378 p.

327. Burdžalov (E. N.) : « Tactika bol'ševikov v buržoisnodemokratičeskoj revoljucii » (La tactique des bolcheviks dans la révolution démocratique-bourgeoise), in *Voprosy istorii,* 1956-4 et 1956-8.

Montre l'écart entre la position de Staline et celle de Lénine avant avril 1917.

328. Čermenskij (E. D.) : « Fevral'skaja buržuaznodemokratičeskaja revoljucia » (La révolution démocratique-bourgeoise de Février), in *Voprosy istorii,* 1957-2. Discussion des thèses de Burdžalov.

329. Anweiler (O.) : Die *Ratebewegung in Russland* (1905-1921), Leyden, 1958, 344 p.

Ouvrage de base pour l'étude des soviets, surtout du point de vue institutionnel.

330. Ferro (M.) : « Les débuts du soviet de Petrograd », *Revue Historique,* avril-juin 1960, p. 353-380.

Analyse les divergences entre militants révolutionnaires lors de la formation du soviet.

331. Zlokazov (G. I.) : « Sozdanie petrogradskogo soveta » (La formation du soviet de Petrograd), in *Istorija SSSR,* 1964-5, p. 1 et suiv.

332. Artenev (S. A.) : « Sostav petrogradskogo soveta » (La réunion du soviet de Petrograd), in *Istorija SSSR,* 1964-5, p. 112 et suiv.

Discussion sur la composition du soviet de Petrograd.

333. Razgon (A. I.) : « O Sostave sovetov nižnego povol'ja v marte-aprele 1917 g » (Sur la formation des soviets en moyenne Volga), in *Sovety i sojuz rabočego klassa i krestjantstva v oktjabr'skoj revoljucii,* Moscou, 1964, 226 p. (Les soviets et les unions d'ouvriers et paysans pendant la révolution d'Octobre.) Bonne monographie provinciale.

334.*Raionnye sovety Petrograda b 1917 godu* (Les soviets de quartier de Petrograd en 1917), Leningrad, 1966, 3 vol.

Excellent recueil de documents.

2. – *VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE*

ÉTUDES D'ENSEMBLE SUR LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

335. Ljaščenko (P. I.) : *Istorija narodnogo khozjaistva SSSR* (Histoire de l'économie soviétique), Moscou, 1948, tome 2.

336. Baykov (A.) : *The development of the Soviet economicsystem,* Cambridge, 1947, 514 p.

337. Portal (R.) : *Les Slaves,* Paris, 1965, 520 p. (Notamment les pages 251-325.)

338. Gille (B.) : *Histoire économique et sociale de la Russie,* Paris, 1949.

339. Sorlin (P.) : *La société soviétique,* Paris, 1964, 270 p.

À ces travaux d'ensemble qui ne portent pas précisément sur l'histoire de la révolution, on ajoutera ces articles remarquables, sur deux aspects de la vie économique et sociale :

340. Gerschenkron (A.) : « The rate of industrial growth in Russia since 1885 », in *Journal of Economic History,* supplement 7, 1947.
341. Kerblay (B.) : « L'évolution de l'alimentation rurale en Russie » (1860-1960), *Annales*, 5, 1962, p. 885-913.

Sur la paysannerie et la question agraire

Deux ouvrages fondamentaux sur la question agraire dans son ensemble :
342. Robinson (G. T.) : *Rural Russia under the Old Regime,* N. Y., 1932, 342 p.
343. Florinsky (G.) : *Agricultural Russia on the. eye of the revolution,* London, 1930, 340 p.
Auxquels on joindra l'article classique de :
344. Pascal (P.) : « Le paysan russe », *Revue Historique,* 1934, p. 32-79.

À l'époque de la révolution :
Les principaux documents se trouvent in Kotel'nikov, h*op. cit.*, 31, et dans les recueils n^os^ 20 à 23, 35, auxquels on ajoutera :
345. Miljutine (M.) : *Agrarnaja revolucia,* M., 1927, tome 2, 231 p.

Aux ouvrages d'ensemble consacrés à la paysannerie et indiqués ci-dessus, on ajoutera :
346. Owen-Launcelot : *The Russian peasant movement 1906-1917,* London, 1937, 267 p.

Les travaux consacrés à la politique agraire des partis pendant la révolution sont relativement nombreux : outre les écrits de l'année 1917, consacrés à la question agraire – notamment černov, Larine, Maslov, Pešekhonov, etc., indiqués plus haut, on peut retenir :
347. Morohovec (A. E.) : *Agrarnye programmy rossiiskih partij v 1917g* (Les programmes agraires des partis russes en 1917), Leningrad, 1929.
Essentiel.
348. Trapeznikov (S. P.) : *Agrarnij vopros i leninskie agrarnye problemy v treh-revoljucijah,* Moscou, 1963, 656 p. (La question agraire et l'interprétation léniniste des problèmes agraires pendant les trois révolutions russes.) Une vue d'ensemble.
349. Sorlin (P.) : « Lénine et le problème paysan en 1917 », *Annales*, 1964,-2. pp. 250 à 281.

Montre comment les idées de Lénine s'adaptent aux circonstances entre février et octobre 1917.

Sur la vie des campagnes, pendant la révolution, outre les documents indiqués plus haut et notamment n[os] 20, 21, 22, on lira, à défaut d'une étude d'ensemble, cette bonne monographie régionale :

350. Usatova (A. N.) : *Agrarnye preobra ž ovanija i pervye kommuny vo Vladimirskoj guvernii* (Les transformations agraires et les premières communes dans le gouvernement de Vladimir), 1961, Vladimir, 97 p.

Sur la classe ouvrière, l'industrie

Aux ouvrages sur la vie économique indiquée plus haut, on ajoutera :

351. Rašine (A. G.) : *Formirovanie rabočego klassa Rossii* (La formation de la classe ouvrière en Russie), Moscou, 1958.

À compléter par :

352. Fleer (M.) : *Rabočee dvi ženie v godu voiny* (Le mouvement ouvrier pendant la guerre), Moscou, 1926, 357 p. Avec de nombreux documents.

353. Grave (G. B.) : *Buržuazija nakanune fevral'skoj revoljucii* (La bourgeoisie à la veille de la révolution de Février), Moscou, 1927, 203 p.

Sur la composition et le comportement de la classe ouvrière à la veille de la révolution et pendant l'année 1917, outre les documents déjà cités et notamment les n[os] 11 à 34, ainsi que :

354. Volobuev (P. V.) : *Ekonomičeskaja politika vremennogo pravitel'tsva* (La politique économique du gouvernement provisoire), Moscou, 1962, 483 p.

Le contenu de cet excellent ouvrage dépasse son titre.

355. Volobuev (P. V.) : *Proletariat i buržuazija Rossiii y 1917 g* (Le prolétariat et la bourgeoisie de Russie en 1917), Moscou, 1964, 352 p.

Complète le précédent et en élargit les perspectives.

Deux ouvrages essentiels. On lira également le livre suggestif de :

356. Tokarev (Ju. S.) : *Narodnoe pravotvorcestvo nakanune vokt. soc. Revoljucii* (La création d'un droit populaire à la veille de la révolution d'octobre), Leningrad, 1966, 185 p.

Deux articles apportent des aperçus intéressants :

357. Leiberov i Škaratan : « K Voprosu o sostave petrogradskih promyšlennyh rabocih » (Sur la question de la composition de la classe ouvrière à Petrograd), *Voprosy Istorii*, 1961-1.

358. Gaponenko : « Rabocij klass nakanune Oktjabrja » (La classe ouvrière à la veille d'Octobre), *Istoričeskie Zapiski*, 1963.

Voir également :

359. Voline (S.) : *Dejatel'nost menševikov v profsojuzah prisovetskoj vlasty* (L'activité des mencheviks dans les syndicats sous le pouvoir soviétique), N. Y., 1962, 122 p.

Et, sur l'église et l'instruction :

360. Curtiss (J. S.) : *The russian church and the soviet state*, Boston, 1953.

360 *a*. Johnson (W.), *Russias democratic heritage*, 1950, 350 p.

Sur l'armée, la marine, la garde-rouge

Sur l'histoire de l'armée à la veille de la révolution, le meilleur ouvrage est :

360 *b*. Golovine (N. N.) : *The Russian Army and the War, Yale*, 1931, 287 p.

On dispose de nombreux « mémoires », tels ceux de Denikine, Danilov, etc., indiqués dans la rubrique des témoignages (nos 160 et suivants) ; voir également les documents sur la période révolutionnaire, notamment le no 32 et les recueils de documents déjà cités. Pour les premières années de guerre, on lit avec profit le témoignage des généraux allemands et autrichiens, notamment celui de Falkenhayn.

Aucun ouvrage d'ensemble sur l'histoire de l'armée pendant la révolution. À l'inverse, sur la marine on lira :

361. Naida (S.) : *Revoljucionnoe dviženie v carskom flote* (Le mouvement révolutionnaire dans la flotte tsariste), Moscou, 1948, 608 p.

Un bon chapitre sur l'histoire de la révolution dans la marine.

362.*Baltijskie morjaki v podgotovke i provedenii velikoj okt- jab'r'skoj socialističeskoj Revoljucii* (Les marins de la Baltique dans la préparation et la conduite de la grande révolution d'Octobre), Moscou, 1957, 435 p.

Recueil de documents.

363. Starcev (V. I.) : *Očerki po istorii petrograd'skoj Krasnoj gvardii i rabočej milicii* (Essai d'histoire de la Garde Rouge de Petrograd et de la Milice ouvrière), Leningrad, 1966, 309 p.

Une étude modèle.

3. – *PROBLÈMES DES NATIONALITÉS*

Les sources essentielles se trouvent dans :

364. Dimanšten (S. M.) : *Revoljucija i nacionalnyj vopros* (La révolution et la question nationale en Russie), tome 3, Moscou, 1927, 467 p.

À compléter avec les documents publiés in *Dok.* (nos 20-23) et in *Doc. Ker* (35). L'ouvrage essentiel est :

365. Pipes (R.) : *The formation of Soviet Union,* Harvard Univ. Press, 1954, 355 p.

Pour la période antérieure à 1917, on complétera avec Seton-Watson, h*op. cit.*, no 307.

Sur la place de la question nationale dans la politique des partis, on lira, outre Carr, h*op. cit.* (no 281) :

366. Boersmer (D.) : *The Bolcheviks and the national and colonial question,* Genève, 1957.

367. Burmistrova (T. Ju.) : *La politique léniniste d'internationalisme prolétarien pendant la période de formation du parti S. D.*, Leningrad, 1963 (en russe).

368. Carrere d'Encausse (H.) et Schram (S.) : *Le marxisme et l'Asie,* Paris, 1965, 493 p.

369. Ferro (M.) : « Les socialistes-révolutionnaires et le problème des nationalités », *Le Mouvement social,* no 45, octobre 1963, pp. 93 à 100.

Sur la question nationale pendant la guerre et la politique des nationalités du gouvernement provisoire :

370. Ferro (M.) : « La politique des nationalités du gouvernement provisoire », in *C.M.R.S.*, 1961-2, pp. 131 à 166.

Pologne

Les principaux documents se trouvent dans Dimanštein (364) et les *Dok.* (20 à 23), à compléter avec :

371. *Dokumenty i materialy po istorii sovetsko-polskih otnošenij* (Documents et matériaux sur l'histoire des relations soviéto-polonaises), t. I, Moscou, 1963, 546 p.

Outre les ouvrages généraux cités plus haut, on consultera :

372. *The Cambridge History of Poland,* London, 2 vol., 1941.
373. Filasiewicz (S.) : *La question polonaise pendant la guerre mondiale,* Paris.
374. Blocizewsky (J.) : *La restauration de la Pologne et la diplomatie européenne* (1914-1923), Paris, 1927.
375. Dmovski (R.), in *Russian realities and problem, hop. cit.* (n° 144).
376. Tseretheli (M. V.) : *Die Befreiung Poles und der Nationalitat Princip beiden Zentralmachten bei der Entente,* Bern, 1917, 65 p.
377. Pidhaini (O. S.) : *The Ukrainian-Polish problem in the dissolution of the Russian Empire,* Toronto, 1962, 119 p.

Finlande

Les ouvrages en langue finnoise ne nous ont pas été accessibles. Nous avons utilisé, en plus des ouvrages et documents cités plus haut :
378. Schybergson : *Politische Geschichte Finlands,* Gotha, 1925.
379. Wetterhoff (F.) : *Finland im Lichte des Weltkrieges,* Berlin, 1916.
380. Delavoix (R.) : Essai *historique sur la séparation de la Finlande et de la Russie,* Paris, 1932. (Surtout juridique.)
381. Soderhelm-Hennig : *The Red Insurrection in Finland,* London, s.d.
382. Goltz (von) : *Meine Sendung in Finland und Baltikum,* Leipzig, 1920.

Baltes

Aux sources indiquées plus haut on ajoutera :
383. Stanley Page : *The formation of Baltic States,* Harvard U. P., 1959.
384. Dauge (A.) : *Latyci,* Moskva, 1917.
385. Bilmains (A. A.) : *A history of Latvia,* Princeton, 1951 (avec des documents).
386. Bossin (A.) : *La Lithuanie,* Paris, 1933.

Ukraine

Aux sources indiquées plus haut, on ajoutera deux ouvrages importants :
387. Reshetar (J.) : *The Ukrainian revolution,* Princeton, 1952.
Essentiel. Avec une importante bibliographie annexe.
388. Pidhainy (0. S.) : *The formation of the Ukrainian republic,* Toronto, 1966, 685 p.

Quelques témoignages sont également utiles :

389. Dorošenko (Izd.) : *Volikaja istorija Ukrainy* (Grande histoire de l'Ukraine), Winnipeg, 1948.
390. Hrushevski (P.) : *La lutte sociale et politique en Ukraine*, Paris, 1920.
391. Stebnitski (B.) : *L'Ukraine et les Ukrainiens*, Berne, 1918.
392. Cholguine (A.) : *L'Ukraine contre Moscou*, Paris, 1920.

Biélorussie

393. Vakar (N. P.) : *Belorussia*, Harvard, 1958.

Arménie, Géorgie, Caucase

Aux sources et ouvrages indiqués, notamment Dimanštein, Pipes et Seton Watson, on ajoutera :

394. Karemzadeh (F.) : *The struggle for Transcaucasia, 1917-1919*, N. Y., 1952, 356 p.
395. Pasdermdjian : *Histoire de l'Arménie*, Paris, 1949. (Collection « Que sais-je ? »).
396. Garibdganian : « Les organisations bolcheviks d'Arménie de mars à octobre 1917 », in *Voprosy istorii*, 1958-1. Vaut surtout pour la période après juillet.

Sur la Géorgie, le témoignage essentiel est :

397. Žordanija (N.) : *Za dva goda* (Deux années), Tiflis, 1919.

La plupart des autres ouvrages portent sur la période octobre 1917-1920. On en trouvera une sélection in Pipes, h*op. cit.*, 365.

Juifs.

On ajoutera aux sources et ouvrages indiqués plus haut, les histoires de la social-démocratie et du parti bolchevik.

Deux ouvrages importants :

398. Greenberg : *The Jews in Russia*, Newhaven, 1944, 2 vol.
399. Schwarz (S. M.) : *The Jews in the Soviet Union*, Syracuse, 1951.

Musulmans

Aux sources et ouvrages indiqués plus haut, on ajoutera :

400. Bennigsen et Quelquejay : *Les mouvements nationaux chez les musulmans de Russie. Le Sultangaliévisme au Tatarstan*, Paris, 1960, 285 p.
401. Bennigsen et Quelquejay : *La Presse et le mouvement national chez les Musulmans de Russie avant 1920*, Paris, 1964, 386 p.
402. Carrère d'Encausse (H.) : *Le mouvement réformiste chez les musulmans : le Turkestan*, Paris, 1966.

On y ajoutera trois ouvrages plus anciens :
403. Mende (G. von) : *Der national Kampf der Russlandturken*, Berlin, 1936.
404. Zenkovski (S. A.) : *Pan-Turkism and Islam in Russia (1905-1920)*, Harvard, 1960.
405. Park (A. G.) : *Bolchevism in Turkestan*, Columbia, 1957.

4. – *RELATIONS INTERNATIONALES HISTOIRE INTERNATIONALE DU SOCIALISME*

Sur les rapports entre États

Les principaux documents sont dans les *K. A.* et dans les *Documents Kerensky*, déjà cités. On rappellera également les « mémoires » notamment de Ceretelli, Miljukov, h*op. cit.*, ceux des ambassadeurs et autres témoins étrangers. Leur liste se trouve dans :
406. Bezemer (J. W.) : *De Russische Revolutie in westerse Ogen*, Amsterdam, 334 p. (en néerlandais).

Commode est l'exposé de :
407. Warth (R. D.) : *The Allies and the Russian Revolution*, Durham, 1954.
Avec une bonne bibliographie. À comparer avec :
408. Vasjukov (V. S.) : *Vnšnaja Politika Vremmennogo Pravitel'stva* (La politique extérieure du gouvernement provisoire), Moscou, 1966, 495 p.

On lira également :
409. Adamov : *Konstantinopl'i prolivy* (Constantinople et les Détroits), Moscou, 1925, 2 vol.

410. Ioffe (A. E.) : *Russk-francuskie otnošenija v 1917g* (Les rapports franco-russes en 1917), M., 1958, 354 p.
411. Ignat'ev (A. V.) : *Russko-angliskie otnošenija nakanune oktjabrskoj revoljucii* (Les rapports anglo-russes à la veille de la révolution d'octobre), Moscou, 1966, 400 p.

Sur les rapports avec l'Allemagne :
412. Katkov (G.) : « German foreign office documents on financial support to the bolcheviks in 1917 », in *International affairs,* April 1956.
413. Zeman (Z. A.) : *Germany and the revolution in Russia,* London, 1958, 157 p.
414. Zemanand Scharlau : *The merchant of revolution (Parvus-Helphand*), London, 1965, 306 p.
415. Bonnin (G.) : « Les bolcheviks et l'argent allemand pendant la première guerre mondiale, *Revue historique*, 1965, p. 101-127.

Pour une vue d'ensemble du problème de la paix séparée à l'époque du gouvernement provisoire, on consultera, du point de vue allemand :
416. *L'Allemagne et les problèmes de la paix pendant la première guerre mondiale,* publiés et annotés par A. Schérer et J. Grunewald ; préface de M. Baumont et P. Renouvin, 2 vol. 1962 et1966.
Recueils de documents :
417. Fischer (F.) : *Griff nach Weltmacht,* Düsseldorf, 1961, 896 p.

Comme ouvrage de référence, on se reportera à :
418. Renouvin (P.) : *La crise européenne et la grande guerre,* 4e éd., Paris, 1962, 779 p.

HISTOIRE INTERNATIONALE DU SOCIALISME

Les principaux documents sont dans les *K.A.* et surtout dans Gankin and Fisher, ouvrage cité, no 37, et également dans le no 39.
Parmi les mémoires, le plus complet sur ces questions est incontestablement Ceretelli, ouvrage cité, no 127. On lira égalelement les textes de Lénine, Trotsky (surtout no 155), consacrés à Stockholm.

Sur Stockholm, article d'initiation de :

419. Meynell : « The Conference of Stockholm », *International review of Social History*, 1960, 1 et 2.

On lira également sur les origines de la IIIe Internationale et sur les rapports de la révolution russe et du mouvement ouvrier :

420. Sworakowski (W. S.), *The communist international and its front organisations*, Stanford, 1965, 496 pages, qui renvoie à 2282 ouvrages. Pour la période avant octobre 1917, on consultera :
421. Lazitch (B.) : *Lénine et la IIIe Internationale*, Genève, 1951,
422. Fainsod (M.) : *International socialism and the World War*, 1935, 238 p.
423. Karliner (M. M.) : *Rabočee Dvizenie v Anglii v gody pervoj mirovoj voiny*, Moscou, 1961, 480 p. (Avec une bibliographie pour la Grande-Bretagne.)
424. Kirova (Z.) : *Rabočee dviženie v Italii do 1917g*, Moscou, 1962.
425. Lasch (C.) : *The American liberals and the Russian revolution*, N. Y., 1962. 284 p.
426. Kriegel (A.) : *Aux origines du communisme français, 1914-1920*, Paris, 1964, 2 vol. (Avec une très importante bibliographie.)

Nous préparons un ouvrage sur les réactions de l'Europe devant la révolution russe.

a. L'édition en russe, illustrée, est intitulée : *Istorija gra ždanskoj vojny v SSSR* (Histoire de la guerre civile en U.R.S.S.). Moscou, 1936, t. I, 307 p.

b. Nous n'avons pu utiliser l'ouvrage de Katkov (G.), *1917, The fe-February revolution*, London, 1967, 488 p., qui examine les conditions et les circonstances qui présidèrent à la chute de Nicolas II.

BIBLIOGRAPHIE
DES TROISIÈME ET QUATRIÈME PARTIES

1. *Instruments de travail.*
2. *Fonds d'archives.*
3. *Histoire de la révolution, histoire du bolchevisme.*
4. *Documents et ouvrages* (témoignages, travaux, etc.) *sur la période juillet 1917-octobre 1917.*
5. *Ouvrages et articles portant sur les différents aspects de la révolution :*
 - a) Problèmes de l'armée.
 - b) Question agraire.
 - c) La lutte des ouvriers et de leurs organisations.
 - d) Problèmes de la famille, de la femme, des enfants.
 - e) L'église et la religion.
 - f) L'intelligentsia, l'enseignement, l'éducation.
 - g) La révolution au théâtre et dans le cinéma.
 - h) Problèmes des nationalités.

6. Bilan et interprétation de la révolution d'Octobre.

Ces ouvrages, travaux, documents sont numérotés à partir du n° 500.

I. Instruments de travail

Aux guides d'archives et bibliographies indiquées au tome I, n° 1 à 10, on ajoutera :

501. Grimsted (Patricia Kennedy), *Archives and manuscript repositories in USSR*, Moscow and Leningrad, Princeton Univ. Press, 1972, 438 p.

502. *Narodnoe hozjajstvo SSSR v 1917-1920 gg.*, Moscou, 1967, 620 p. Guide bibliographique des livres et revues en langue russe 19171963.

503. *k letiju sovetskoj vlasti, Sbornik bibliograficeskix i metodiceskixmaterjalov,* M. 1967, 224 p.

504. *Kino i Foto dokumenty po istorij velikogo Oktjabrja*, M., 1958, 356 p.

Seul inventaire des photos et documents filmiques. Un inventaire des films de fiction et autres documents filmiques est actuellement en préparation.

Ainsi que les bibliographies des nos 563, 577 b, 583, 598, 622 *bis*, 629, 705 et 733.

II. Fonds d’archives

Ensemble des fonds d’archives consultés au tome I et au tome II de cet ouvrage :

505. CGORSSSR (Archives centrales de la révolution d’Octobre) :

Fonds	3	Chancellerie du ministre-président du Gouvernement Provisoire
	336	Commission près du soviet de Petrograd.
	398	Ministère de l’Intérieur.
	406	Direction des Affaires de la sécurité.
	472	Soviet des comités d’usine de Petrograd.
	1235	Comité central exécutif pan-russe des soviets (Vtsik).
	1236	Comité révolutionnaire du soviet de Petrograd.
	1244	Rédaction des Izvestija.
	6978	Comité exécutif de la première assemblée pan-russe des soviets.

Ainsi que les fonds 66, 133, 393, 410, 683, 1978, 5498.

506. *KPSS* Leningrad (Archives du parti communiste) :

Fonds	4000	Anarchisme.

507. *GAORSS-Mo* (Archives régionales de Moscou) :

Fonds	66	Soviet des députés de Moscou.

509. *CGIAL* (Archives historiques de Leningrad) :

Fonds	23	Ministère du Commerce et de l’Industrie.
	1247	Instituts d’enseignement.
	1249	Associations de femmes.
	1250	Daghestan, mer Caspienne.
	1251	Cheminots.
	1259	Sociétés savantes.
	1264	Rjazan, Penza.
	1266	Croix-Rouge.
	1267	Ekaterinoslav, Ukraine.
	1275	Enseignement.
	1293	Crimée et régions pontiques.
	1321	Artisans.
	1338	Musulmans.

1405 Ministère de la Justice.
1276 Conseil des ministres.
1278 Douma d'État.

508. *GAORSS-Lo* (Archives régionales de Leningrad) :

Fonds 55 Soviet des députés du quartier Kolomenskij.
101 Comité politique du soviet du quartier de Peterhof.
151 Comité politique du quartier Petrogradskij.
4598 Comité d'usine des Usines baltiques.
4602 Comité d'usine des usines de munitions de Petrograd.
8878 Comité politique du soviet du quartier Kolomenskij.

Ainsi que les fonds 4754, 1000, 4592, 4601, 4605, 7384, 7389.

510. *CGVIA* (Archives centrales militaires) :

Fonds 2031 Armées du Front Nord.
2067 Armées du Front du Sud-Ouest.
2148 Xème Armée.

Ainsi que le fonds 2100.

511. *HELSINKI,* I. Otdelenie Kanceljarij Finlandskogo Generala-Gubernator 1917-2.

Fonds FB 1270-1276, séries 1, 25, 26, 30, 47, 290, 291, 2, 10, 13.

Hors d'U.R.S.S. et de Finlande, les fonds consultés à Paris, Vircennes, Amsterdam, Londres, etc., ont été mentionnées au tome I, p. 545.

III. Histoire de la révolution, histoire du bolchevisme

Aux ouvrages classiques de Chamberlin, Carr, Deutscher, etc., ainsi qu'aux études sur le parti bolchevik déjà cités au tome I, n[os] 275 à 322, notamment B. Souvarine, L. Schapiro, P. Broué, R. Daniels, D. Schub, on ajoutera :

Sur la révolution de 1917

512. I.I. M[INC], *Istorija velikogo Oktjabrja*, M. 1967-1970, 3 volumes. Somme de tous les travaux soviétiques, tenant lieu de version autorisée sur les événements de 1917.

513. *Oktjabr'skoe Vooruzennoe Vosstanie*, (Le soulèvement armé d'Octobre), pod redaksiei A.L. Frejman, V.I. Starcev, Ju ; S. Tokarev, N. E. Nosov, E.E. Kruse, Znamenskij, Po S.I. Potolov, M.P. Prosnikov, B.D. Galperina, P.S. Galenin, I.A. Baklanova, V.A. Nardova), 2 vol., Leningrad, 1967.

Bien que limité à la capitale, apporte l'analyse la plus précise des données économiques comme de la préparation de l'insurrection armée.

514. Mihail R[EJMAN], *Russkaja Revoljucia ;* Praga, 1968, 2 vol., 396 p. Une bonne histoire politique, traduite du tchèque, dont il existe désormais une version italienne, Bari, 1969, 420 p.

515. Marcel L[IEBMAN], *Le Léninisme sous Lénine*, I. *La Conquête du pouvoir* Paris, Le Seuil 1973, 324 p.

Une bonne interprétation léniniste de la politique de Lénine.

516. Jean E[LLEINSTEIN], *Histoire de l'U.R.S.S.*, tome I, 1970, 210 p. Par un historien communiste, une révision de la présentation stalinienne de l'histoire de la révolution.

À ces ouvrages, on ajoutera un certain nombre de *Mélanges*, notamment :

517. *Revolutionnary Russia*, edited by Richard Pipes, compte rendu du Colloque de Harvard 1967, Harvard Univ. Press, 1967, rééd. 1968. Où dont nous avons largement mis à contribution les études de J.A. - Mayer ; J. Keep, L. Schapiro, D. Geyer, O. Anweiler, etc.

518. *Oktjabr'i grazdanskaja vojna v SSSR*, M., 1966, 525 p. (Octobre et la guerre civile en U.R.S.S., recueil d'articles pour les soixante-dix ans de l'académicien Mine), M. 1966, 525 p.

Un grand nombre d'excellentes contributions ainsi que les *Actes du Colloque de Leningrad* de 1962 qui porte plus précisément sur l'action de Lénine et la préparation de l'insurrection d'octobre, et les ouvrages sur l'insurrection d'octobre proprement dite (voir plus loin n[os] 576 et suivants), notamment S.P. Melgunov et R.V. Daniels.

518b. *Bor'ba za pobedu i ukreplenie sovetskoj vlasti 1917-1918* (Combat pour la victoire et le renforcement du pouvoir soviétique), M., 1966, 338 p., recueil d'articles de Z ; L. Serebrjakova, K ; M. Pervuhina, A.I. Razgon, etc.

Ainsi que, pour le bilan de la Révolution, ses suites, les numéros 721 et suivants.

Sur le parti bolchevik et ses protagonistes, aux ouvrages indiqués tome I, parus avant 1967, ajouter :

519. Alfred U[LAM], *Lenin and the bolsheviks*, 1968, dont il existe une traduction française, chez Fayard.

Le plus complet et le plus minutieux.

520. J. Laloy, *Le socialisme de Lénine,* Paris, de Brouwer, 1967, 316 p. ; une fine analyse critique.

520 b. *Lenin, the man, the theorist, the leader,* edited by L. Schapiro and P. Reddaway, London 1967 ; ensemble de monographies sur Lénine économiste, Lénine et les problèmes de l'art, etc.

De Lénine, ont été rééditées les Lettres.

521. *The letters of Lenin,* translated by Elisabeth Hill and Doris Mudie, Hyperion Press, Connecticut, 1973, 500 p., réédition de 1937. Important pour comprendre la personnalité de Lénine et notamment ses relations avec sa mère.

Pour une iconographie vivante de Lénine, nous nous permettons de renvoyer au film que nous avons réalisé avec Pierre Samson.

522. *Lénine par Lénine,* 59 minutes, Pathé, 1970.

Sur les autres leaders bolcheviks, plusieurs monographies ont été écrites qui, le plus souvent, sont fort utiles mais apportent peu sur la révolution de 1917 :

523. Stephen F. C[OHEN], *Bukharin and the bolshevik revolution,* N-Y, 1973, 500 p.

524. Warren L[ERNER], *Karl Radek, the last Internationalist,* Stanford, 1970, 240 p., avec un inventaire précieux des écrits de K. Radek.

Auxquels on joindra deux biographies de Staline :
525. Robert C. Tucker, *Stalin,* 1974.
526. Alfred ULAM, *Stalin,* 1974.

À ces monographies, s'ajoute celle du menchevik L. Martov :
527. Israël Getzler, *Martov, a political biography of a russian Social-democrat,* Melbourne-Cambridge, 1967.

Sur l'histoire générale du parti et de ses membres, on lira :
528. Georges Haupt et J.J. Marie, *Les bolcheviks par eux-mêmes,* Paris, Maspero, 1967.
Chaque autobiographie est suivie d'une analyse critique.
529. R. Mosse, W.M., "Makers of the Soviet Union", *Slavonic and EastEuropean Review,* 1968, vol. XLVI, p. 141 et suivantes.
530. Thomas Harold Rigby, *Communist party membership in the SSSR, 1917-1967,* Princeton, 1968, 574 p.
Une étude sociologique et quantitative précieuse : le nombre des membres par période, par âge, par sexe, par nationalité, etc.

Sur les relations entre le P.C. (bolchevik) et les autres partis, on lira une étude de :
531. Kh. Markovic Astraxan, *Bol'seviki i ix politiceskie protivni ki v1917 gody* (les bolcheviks et leurs adversaires politiques en 1917), M. 1973, 456 p.

Sur les S.R., au premier volume de O. Radkey, N) 297, cité au tome I, on ajoutera :
532. O.H. Radkey, *The sickle under the hammer,* Columbia Univ. Press, 1963, 525 p., surtout pour la période après octobre.

Sur les autres formations politiques :
532 *bis.* W.S. Rosenberg, *The Russian Liberals, Liberalism in the Russianrevolution,* 1974.

Anarchisme

Aux ouvrages cités au tome I, n^{os} 319 et suivants, on ajoutera :
533 a. Paul Avrich, *The Russian anarchists,* Princeton, 1967, 304 p.

533 b. Paul Avrich, *Kronstadt 1921*, Princeton, 1970, dont il existe une traduction française par Hervé Denès, Le Seuil, 1975, 250 p.

Deux ouvrages fondamentaux, qui demeurent néanmoins fidèles à la tradition de l'histoire politique fondée sur le témoignage des dirigeants.

533 c. *Kronstadt 1921, Prolétariat contre bolchévisme*, par A. Skirda, Paris 1971, éd. de la Tête de feuilles, 27 p.

Traduction des principaux écrits des Kronstadtiens : Yartchouk, Petritchenko, précédés d'une introduction d'A. Skirda.

Ces trois ouvrages fournissent un ensemble bibliographique très complet sur l'anarchisme en Russie, à compléter par la bibliographie de Jacqueline Pluet, in *Autogestion*, 18-19, 1972.

IV. Documents sur la période juillet-octobre

Aux recueils de documents indiqués au tome I, nos 20 à 39, s'ajoutent :

534. *Vtoraja i tretija petrogradskie obscegorodskie Konferencii bol'sevikov v ijule i oktjabre 1917 g. Protokoly i materialy,* M. 1927.

535. *Protokoly central'nogo komiteta RSDRP (b), avg. 1917-febral 1918,* M. 1958, dont il existe une traduction française.

535 *bis. Les bolcheviks et la révolution d'Octobre,* Paris, Maspero, 1964.

536. V.V. Anikeev, *Dejatel'nost'CKRSDRP (b) v 1917 g., xronika sobbytij* (activités du comité central du P.C. (b) en 1917), M, 1971, 485 p.

Chronologie utile des activités du comité central.

Pour la période, quelques textes fondamentaux ont été réunis par :

537. J.J. Marie, *Ces paroles qui ébranlèrent le monde, 1917-1924,* Paris, 1967, 362 p.

La série de documents sur le mouvement révolutionnaire en général indiqués aux nos 20-24 se poursuit pour cette période par les recueils suivants :

538. *Revoljucionnoe dvizenije v Rossii v avguste 1917 g. Razgrom Kornilovskogo mjateza, Dokumenty i materjaly,* M. 1959.

539. *Revoljucionnoe dvizenije v Rossii v centjabre 1917 g. Dokumenty imaterjaly,* M. 1960.

540. *Oktjabr'skoe vooryzennoe vosstanie v Petrograde, Dokumenty imaretjaly,* M. 1957.

On se reportera également à une publication menchevik de 1918 particulièrement précieuse :

541. A. L. Popov, *Oktjabr'skij perevorot, fakty i dokumenty,* P. 1918, 415 p, avec une préface de N. Rozkov.

On y joindra :

542. *Petrogradskij voenno-revoljucionnij Komitet : dokumentyn i materjaly* (Le comité limitaire révolutionnaire de Petrograd), M. 1966, 3 vol.

Sur les soviets, aux documents indiqués au tome I, on ajoutera :

543. *Vtoroj vserossijskij s'ezd sovetov R i S. deputatov,* M. 1928.

544. *Sovety v Oktjabre, Sbornik dokumeritov pod red.* S.A. Piontkovskogo, M., 1928, 384 p.

545. *Sovety krest'janskix deputatov i drugie krest'janskie organizacij,* pod. red. A.V. Scestakova, 11-1929, 2 vol.

LES ÉVÉNEMENTS POLITIQUES DE JUILLET À OCTOBRE

Témoignages :

Aux textes et témoignages indiqués au tome I, et qui portent sur l'ensemble de la révolution, et notamment Lénine, Sukhanov, Trotski, Voline, Tseretelli, Kerenski, etc., on ajoutera ces témoignages qui portent plus particulièrement sur les Journées de Juillet, le putsch Kornilov et les Journées d'Octobre :

546. V.A. ANTONOV-OVSEENKO, *V semnadcatom gody* (en 1917), M., 1933, 339 p.
547. V.D. BONS-BRUJEVIC, « Ot ijulja k oktjabre » (De juillet à octobre), *Proletarskaja Revoljucia,* 10, 1922.
548. F. DAN, « K istorij poslednix dnej vremmenogo pravitel'stva » (Contribution à l'histoire des derniers jours du Gouvernement Provisoire), *Letopis Revoljucii ;* I, 1923.
549. O. DZENIS, « Kak my brali 25 oktjabtja Zimny dvorec » (Comment nous avons pris le Palais d'Hiver le 25 octobre), *Pravda* du 67 novembre 1921.
550. I.P. FLEROVSKIJ, « Ijulskij politiceskij urok » (La leçon politique de Juillet), *Proletarskaja Revoljucia,* 1926, 7.
551. A. F. KERENSKI, *Iz DALIKA* (De loin), Paris, 1922.
552. I.P. FLEROVSKIJ, « Kronstadt v oktjabr'skoj revoljucii » (Kronstadt pendant la révolution d'octobre), *Proletarskaja Revoljucii,* 1922, I.
553. M.I. LATSIS, « Ijuskie dni v Petrograde » (Les jours de Juillet à Petrograd), *Proletarskaja Revoljucia,* 1923, 5.
554. M. Ja. LATSIS, « Nakanune okjabr'skix dnej » (À la veille des journées d'Octobre), *Isvestija,* 6 novembre 1918.
555. P.N. MALJANOVIC, « V zimnem dvorce 25-26 oktjabr'ja 1917 g. » (Au Palais d'Hiver les 25 et 26 octobre 1917), *Byloe,* 1918, 12.
556. V.I. NEVSKIJ, « Istorivceskoe zasedanie Petrogradskogo komiteta RSDPR (b) nakanune Okt. vosstanie » (Une session historique du comité de Petrograd du parti bolchevik à la veille du soulèvement d'octobre), *Krasnaja Letopis ;* 1923, 2 et 3.
557. B.V. NIKITINE ; *The fatal years,* London, 1938.
558. N.I. PODVOJKIJ, « Voennaja organizacija CK-RSDRP (b) i voenno revoljucionnij komitet 1917g. » (L'organisation militaire du comité central du parti bolchevik et le comité militaire révolutionnaire de 1917), *Krasnaja Letopis',* 1923, 6 et 8.

559. N.I. Podvojkij, « Kak proizosla Okt. revoljucia » (Comment eut lieu la révolution d'Octobre), *Izvestija,* 6 novembre 1918.
560. J. Reed, *Ten days that shook the world,* New York, 1919. Traduction française, Paris 1961.
561. F. Raskol'nikov, « V ijuskye dni » (Pendant les Journées de Juillet) *Proletarskaja Revoljucia,* 1923, 5.
562. G. Zinov'ev, *Socinenija, (Œuvres*) Leningrad, 1923-1929, 7.

Sur les Journées de Juillet

563. Alexander Rabinowitch, *Prelude to revolution, The Petrograd Bolsheviks and the july 1917 uprising,* Indiana Univ. Press, 1968, 300 p. avec une bibliographie exhaustive.

Renouvelle complètement l'histoire des Journées de Juillet. Annule tous les travaux précédents, sauf :

564. Znamenskij O.N., *Ijuslskij Krizis 1917 goda* (La crise de juillet 1917) M. 1962, encore utile pour les suites politiques de Juillet en province.

Sur le putsch Kornilov

565. N. Ja. Ivanov, *Kornilovscina i ee razgrom,* L. 1965 (La Kornilovscina et son échec), L. 1965.

Étude extrêmement fouillée et bien faite.

566. M. I. Kapustin, *Zagovor generalov* (Le complot des généraux), M., 1968, 260 p.

Apporte quelques éléments neufs sur l'organisation militaire de la contre-révolution.

567. N.G. Dumova, « Maloizvestnye materialy po istorii Kornilovsciny » (Matériaux peu connus sur l'histoire de la Kornilovscina), *Voprosy Istorij,* 1968, II.

Sur la politique étrangère et les débuts de l'intervention, on lira les ouvrages cités au tome I, n^os^ 407 à 418, auxquels on ajoutera :

568. Michael Futrell, *Northern Underground,* New York, 1963, 240 p. Sur les activités clandestines des révolutionnaires, des Alliés, des Allemands en Scandinavie.

Et le deuxième ouvrage de :

569. V. S. Vasjukov, *Preistorija intervencii,* M. 1970, 230 p.

La préhistoire de l'intervention étrangère

570. A. V. Ignatev, *Vnesnjaja politika vremmenogo pravitel'stva,* M. 1974, 440 p. Contre les usages, utilise le même titre que l'ouvrage de V.S. Vasjukov, cité au tome I, n° 408. Apporte quelques importants documents.
571. Rex Wade, *The foreign policy of the Provisionnai government,* 1968. Une utile mise au point.

Sur l'intervention, on lira :
572. Pour les U.S.A., G.F. Kennan, *Russia leaves the war,* Princeton Univ. Press 1956, 544 p.
573. G.F. Kennan, *The decision to intervene,* Princeton Univ. Press, 1958, 510 p.
574. Pour la Grande-Bretagne, R.H. Ulmann, *Intervention and the war,* Princeton Univ. Press, 1961, 345 p.
575. Pour la France J. Delmas, *L'État-Major français et le front oriental* (novembre 1917-novembre 1918), 3e cycle Sorbonne, 1965.

Sur les journées d'Octobre :
La meilleure étude d'ensemble est celle de :
576. Robert V. Daniels, *Red October, The bolchevik Revolution of 1917,* N.Y. Scribners, 1967, 270 p.
À compléter par :
577. S.P. Melgunov, *Kak bol'seviki zaxvatili vlast'*(Comment les bolcheviks ont pris le pouvoir), Paris, 1953, pour les journées qui suivent le 25 octobre et les dernières tentatives de Kerenski et les journées d'Octobre à Moscou.
577 *bis.* Il existe une édition en langue anglaise, mais sans la section consacrée aux Journées d'Octobre à Moscou, mais avec une bibliographie utilement revue, des notes et un index préparés par S.G. Puskarev, Santa Barbara, California, éd. ABC. Cleo, 1972, 260 p.

Alexandre Rabinovitch prépare un ouvrage sur les journées d'Octobre, et John Keep sur l'extension de la victoire d'Octobre dans toute la Russie, à paraître tous deux en 1976-1977.

Sur la province et les Journées d'Octobre à Moscou, on lira :
578. John Keep, « October in the provinces » dans *Revolutionnary Russia asymposium, hop. cit.* p. 229-275.

Et :

579. George Duncan Jackson, *The Moscow insurrection as a case study,* communication de l'auteur au colloque de Banff, à paraître.

Une analyse pénétrante de la stratégie de Lénine en octobre est proposée, dans *Revolutionnary Russia hop. cit.* 517, par :

580. Dietrich Geyer, *The bolshevik insurrection in Petrograd,* p. 209 sqq.

Sur le rôle de Lénine et la préparation des journées, la littérature est innombrable. Le recueil le plus stimulant reproduit le colloque du 1316 novembre 1962 à Leningrad :

581. *Lenin i oktjabr'skoe vooruzennoe vosstanie v Petrograde,* M., 1964, 504 p., qui comprend des contributions de quelques-uns des principaux historiens de la révolution de 1917.

Le rôle des autres protagonistes est examiné dans R.V. Daniels, h*op. cit.* 576 ainsi que dans les travaux antérieurs de Deutscher, Souvarine, etc.

Sur Zinov'ev, on lira l'article mesuré de :

582. Myron W. Heldin ; « Zinov'ev's revolutionary tactics in 1917 », dans *Slavic Review,* 1975, p. 19-44.

V. Aspects de la révolution

Problèmes de l'armée

La bibliographie la plus complète sur l'armée se trouve dans :

583. G. Wettig, « Die Rolle des Russischen Armee im Revolutionären Machtkampf 1917 », *Forschungen zur Osteuropaiischen Geschichte ;* 1967, p. 46-389, qui examine les événements révolutionnaires jusqu'en juillet.

Plusieurs recueils de documents sont particulièrement utiles :

584. *Revoljucionnoe dvizenie v armii i na flote v gody pervoj mirovoj vojny* (Le mouvement révolutionnaire dans l'armée et la flotte pendant la Première Guerre mondiale), pod redaksiej Sidorova, M. 1966, 468 p.
585. *Revoljucionnoe dvizenie v russkoj armii v 1917 g.* (Le mouvement révolutionnaire dans l'armée russe en 1917), pod redaksiej Gaponenko, M. 1968, 622 p., qui publie les documents montrant la radicalisation et la bolchevisation de l'armée, pas les autres. Au moins ces textes sont-ils publiés dans leur intégralité.
586. *Bol'sevizacija Petrogradskogo garnizona* (La bolchevisation de la garnison de Petrograd), pod redaksiej A.N. Drezena, L. 1932, 395 p.
587. *Oktjabr'skaja revoljucija i armija 25 okt.-mart 1918 g.*, pod redaksiej L.S. Gaponenko, M. 1973, 420 p. (La révolution d'Octobre et l'armée 25 octobre-mars 1918).
588. *Soldatskie Pis'ma 1917 g.* (Lettres de soldats de 1917), M., 1927, avec préface de Pokrovskij.
589. *Carskaja Armija v period mirovoj vojny i febral'skoj revoljucii* (L'armée tsariste pendant la guerre mondiale et la révolution de février), pod redaksiej M. Vol'fovica i E. Medvedeva, Kazan, 1932, 240 p.

Ainsi que :

591. *Bor'ba c bol'sevizmon na juge Rossii, Ucastie v bor'be DonskagoKazacestva (Feb. 1917-mart 1920*), (Le combat avec le bolchevisme dans le sud de la Russie, la participation des cosaques du Don) Praha, 1921, 120 p.
592. G. Aandolenko, *Histoire de l'armée russe*, Paris, Flammarion. 1967.

Et le témoignage des attachés militaires étrangers, Knox, Sadoul, etc., cités au tome I, 129b, 200, 215, etc.

Parmi les ouvrages sur l'armée, on retiendra, outre Wettig qui se place du point de vue d'un officier :

592 *bis.* Sur les rapports entre la guerre, l'armée et la décomposition de l'économie, on lira désormais Norman Stone, *The Eastern Front, 1914-1917,* Hodder & Stoughton, London 1975, 348 p.

593. A. Rabinowitch, h*op. cit.* 563 et, du même, « The Petrograd garrison and the bolshevik seizure of power », in Rabinowitch Alexander and Janet, *Revolution and politics in Russia, hop. cit.,* 723.

Quelques études particulières sont très utiles :

594. A.G. Tkacuk, *Revoljucionnoe dvizenie v armijax jugozapadnogo i ruminskogo frontov nakanune i v period velikogo Oktjabrja.* L'vov, 1968 (pour les fronts du sud-ouest et roumain).

595. F.A. Surygin, *Revoljucionnoe dvizenie soldatski mass severnogofronta v 1917 g,* 1958. 152 p.

596. J.F.N. Bradley, *La Légion tchécoslovaque en Russie, 1914-1920,* Paris 1965, 152 p. qui prépare un travail sur la guerre civile.

Sur les débuts de l'Armée Rouge et la guerre civile, on lira :

597. John Erickson, « The beginnings of the Red Army », in *Revolutionnary Russia,* edited by R. Pipes, h*op. cit.,* 517.

598. John Erickson, *The Soviet High-Command,* London, Macmillan, 1962, 886 p. Deux œuvres essentielles, avec une très complète bibliographie :

Ultérieurement ont paru :

599. G.A. Brinkley, *The volunteer army and allied intervention in South Russia, 1917-1921,* Univ. of N.D. Press, 1966, 446 p.

600. Richard Luckett, *The White Generals,* Longman, 1971, 414 p.

Sur les débuts de l'intervention étrangère, se reporter aux travaux de Ulmann, Kennan, Delvaux, etc., cités plus haut. Sur la « reconquête » soviétique lire :

600 a. T.T. Hammond, *The anatomy of communist take overs,* Yale. 1975.

SUR LA QUESTION AGRAIRE

Aux ouvrages indiqués au tome I, nos 342 à 351, ainsi que Carr, tome 2 et le no 545, on ajoutera :

601. *Ekonomiceskoe polozenie Rossii nakanune velikoj Oktjabr'skojsocialisticeskoe revoljucii* (La situation économique de la Russie à la veille de la grande révolution d'Octobre), Moscou. 1969, volume 3 (*Ek. Pol 3*), recueil essentiel pour la documentation sur la révolution des campagnes.

Pour une vue générale de la paysannerie, en longue durée, on lira :

602. Kusner (P.I.), *Selo Viritiano v proslom i nastojasem ; oput' etnograficeskovo izusenija russkoj kolkoznoj derevni* (Passé et présent du village de Viritiano, essai d'étude ethnographique de la campagne russe), Moscou 1958.

603. St. P. Dunn and Ethel Dunn, « The great russian peasant : cultural change or cultural developpement ? », in *Ethnology,* vol II, N. 3, july 1963.

604. St. P. Dunn and Ethel Dunn, *The pensants of central Russia,* Holt, New York, 1967, 139 p.

L'exposé le plus complet sur la révolution agraire 1905-1928 est celui de :

605. P.N. Persin, *Agrarnaja revoljucia v Rossii,* 1966, 2 vol., traduit de l'ukrainien.

L'aspect politique du mouvement agraire est étudié par :

606. O.N. Moisseva*Sovety krest'janskix deputatov v 1917 g.* (Les soviets de députés paysans en 1917), M. 1967, 204 p., à joindre au n° 545.)

Parmi les études régionales, nous avons surtout utilisé outre Usatova, h*op. cit.*, 350 :

607. D. S. Tocenyi, « Bankrotstvo politiki SRov Povolz'ja v agrarnom voprose, (La banqueroute de la politique des SR de la Volga dans la question agraire), *Istorija SSSR,* 1964, 4.

608. A.S. Smirnov, « Krest'janskie s'ezdy Penzenskoj gubernij v 1917g. » (Les assemblées paysannes du Gouvernement de Penza), *Istorija SSSR,* 1967, 3.

609. V. Andrejuk, « Bor'ba za zemlju v Penzenskoj gubernij v 1917 g. » Le combat pour la terre dans le Gouvernement de Penza), in *Uc. Zap. Penzenskovo. Ped, Instituta,* vyp. 16, 1966.

610. I.M. Razgon, « Politiceskie nastroenija Sibirskogo krest'jantstva », in *Okt. igraz. vojna, hop. cit.* 518, p. 211-233. (L'humeur politique de la paysannerie de Sibérie en 1917.)

Sur le partage des terres dans les provinces de Novgorod et Vladimir on lira :

611. E.V. Ostrovskij, « Raspredelenie zemel'v Novgorodskoj Gubernii v 1918 g.

Et :

612. A Maljavskij, « Raspredelenie zemel'v Vladimirskoj Gubernii v 1918 g. » dans *Okt. i graz. Vojna, hop. cit. 518, p. 249-270 et 270280.*

613. B.M. Fix (Fikh), *Agrarnaja revoljucia v Belorussii*, Minsk, 1966, 416 p.

Sur le mouvement des travailleurs agricoles, notamment en Ukraine :

614. A. M. Licekij, « Iz istorij zabastovocnoj bor'by sel'skoxozjajstvennogo proletariata Ukrainy (mart-oktjabr'1917 g.) », (Sur l'histoire des grèves du prolétariat agricole d'Ukraine), dans *Trudy Kaferdy istorii KPSS Xar'kovskogo gosudarctvennogo universiteta,* T. 8, Xar'kov, 1960.

Sur le décret sur la terre, outre l'article de Sorlin et l'ouvrage de Trapeznikov, h*op. cit.* 348 et 349, on lira :

615. E.A. Luckij, « Podgotovka proekta dekreta o zemle » (La préparation du décret sur la terre), dans *Okt. i Graz. vojna*, *hop. cit.* 518, p. 233249.

616. Esther Kingston-Mann, « Lenin and the beginnings of marxist révolution, the burden of political opportunity », *The Slavonic and East European review,* octobre 1972, p. 570-588.

Sur le village après Octobre et ce que tout révolutionnaire doit savoir, on lira ce vade-mecum :

617. Ja. Burov, *Organizujite derevnju* (Organiser la campagne), P. 1918, 168 p.

Vue générale de la période 1905-1921, sans le recul, dans :

618. S. M. Dubrovskij, *Ocerki russkoj revoljucijI. Sel'skoe hozjajstvo* (Esquisse de la révolution russe, I. L'entreprise agricole), M. 1923, 404 p.

La place de 1917 dans l'histoire de la campagne est étudiée dans :

619. *Istorija sovetskogo krest'janstva i kolxoznogo stroitel'stva v SSSR* (Histoire de la paysannerie soviétique et de la formation des kolkhozes en U.R.S.S.), compte rendu du Colloque tenu à Moscou en 1961, M. 1963, 448 p.

Deux études nous ont paru particulièrement stimulantes du point de vue de l'histoire générale :

620. Jan M. Maier, « Town and Country in the civil war », in Pipes, h*op. cit.* 517, p. 331-361.

621. Eric Wolf, *Agrarian revolts,* London, 1966, 350 p., le chapitre consacré à la Russie.

On lira en outre :

621 *bis.* Sur la résistance des pomesciks : Caadeva, O, « Cojuz pomescikov v 1917 g., *K.A.*, XXI, 1927, p. 97-121.

Enfin pour une comparaison en plus longue durée, on utilisera :

621 *ter.* « L'évolution agraire de l'Empire tsariste à la collectivisation », recueil d'articles soviétiques présentés par A. Casanova, dans *Recherches internationales à la lumière du marxisme,* n° 85, 1975.

622. Sylvain Bensidoun, *L'agitation paysanne en Russie, de 1881 à 1902,* Paris, 1975, 480 p.

622 a. Teodor Shanin, *The awkward class, political sociology of peasantryin a developping society : Russia 1910-1925,* Oxford, 1972, 254 p, pénétrante étude statistique.

622 b. Sigrid Grosskopf, *L'alliance ouvrière et paysanne en U.R.S.S., 1921-1928, Le problème du blé,* Paris, Maspero, 1976, 460 p, avec une très précieuse bibliographie.

Sur la naissance, la vie et la mort des communes rurales, avant la collectivisation forcée, on lira R. G. Wesson, *Soviet Communes,* Rutgers Univ. Press, 1963, 276 p.

LA LUTTE DES OUVRIERS ET DE LEUR ORGANISATION

Les principales sources sont :

623. *Professional'nyi Vestnik, organ vserossiskogo soveta professional'nyxsojuzov okt 1917-okt 1918.*

624. *Tretija vserossiiskaja Konferentsija professional'n sojuzov,* cf l'analyse critique de Kaplan, cité plus bas, n° 629.

625. *Oktjabr'skaja revoljucia i Fabzavkom,* 1927, 2 vol., 278 et 272 p.

626. Pankratova, (A.M.), *Fabzavkomy Rossii v bor'be za socialisticeskujufabriku,* M., 1923.

626 *bis.* Traduction française dans *Autogestion,* 1967.

Aux ouvrages cités au tome I, notamment Carr, tomme II. p. 55-146, Volobuev, *op. cit.* 355, Tokarev, *op. cit.* 358 on ajoutera :

627. B.M. Freidlin ; *Ocerki istorij rabocevo dvizenija v 1917 g.* (essais d'histoire du mouvement ouvrier en 1917), M., 1967. Un panorama utile de tous les aspects du problème.

Et :

628. O.I. Skaratan, *Problemy social'noj struktury rabocego klassa SSSR* (Problèmes de la structure sociale de la classe ouvrière en U.R.S.S.), Moscou 1970, 472 p., une étude sociologique pionnière.

Sur la politique du parti bolchevik vis-à-vis de la classe et des institutions ouvrières, le meilleur ouvrage d'ensemble est celui de :

629. F. I. Kaplan, *Bolshevik ideology and the ethics of soviet labour, 1917-1920, the formative years,* New York, 1968, 521 p., avec une bonne bibliographie

On se réfèrera également à :

630. Maurice Brinton, *Bolsheviks and workers control, 1917-1921, Thestate and counter-revolution,* Solidarity, North-London, 1970, 90 p., ainsi qu'au numéro spécial *Autogestion,* cité plus haut et au numéro 18-19. de 1972 sur les anarchistes et l'autogestion.

Sur ce problème de l'autogestion et des comités d'usine, deux autres articles sont utiles :

631. P. Avrich, « The bolshevik revolution and workers control in russian industry », dans *Slavic Review,* XXII, I, 1963, p. 47-63.

632. M.L. Itkin, « Centry fabricno-zavodskix komitetov Rossii v 1917 g. » ; *Voprosy Istorii,* 1974, 2, p. 21-36.

Un inventaire utile avec une bonne bibliographie.

Sur ces problèmes, le point de vue officiel est présenté par :

633. A.G. Egorova, *Profsojuzy i Fabzavkom v bor'be za pobeduoktjabrja,* (syndicats et comités d'usine dans le combat pour la victoire d'octobre), M. 1960, 226 p.

634. A.G. Egorova, *Partija i profsojuzy v oktjabr'skoj revoljucii,* (Le parti et les syndicats dans la révolution d'octobre), M., 1970, 368 p.

Sur les débuts du régime bolchevik, outre l'ouvrage de Kaplan, cité plus haut, on lira :

635. James Bunyan, *The origin of forced labour in the soviet State 1917-1921, Documents and materials*, Baltimore, 1967.

636. A.F. Rastrigin, « Revoljucionnie komitety v bor'be c ekonomiceskoj kontrevoljucii, *Voprosy istorii KPSS*, 1967, 5.

(Les comités révolutionnaires dans la lutte avec la contre-révolution économique).

636 *bis.* W. R. Augustine, « Russia's Railwaymen, July-October 1917 », *Slavic Review,* 1965.

637. D.A. Baevskij, *Rabocij klass v pervye gody sovetskoj vlasti 1917-1921* (La classe ouvrière pendant les premières années du pouvoir soviétique), Moscou, 1974, 336 p.

637 *bis.* Ainsi que M. Lorenz, *Les débuts de la politique industrielle de Lénine*, Berlin 1974.

Rares sont les bonnes monographies d'usine ; retenons :

638. L.L. Evsenin, *Ot fabrikanta k krsnomy oktjabrju*, M. 1927, 92 p.

Le meilleur tableau de la vie économique en Russie pendant la révolution est présenté par E.E. Kruse, O.N. Znamenskij, A.L. Frajman dans *Oktjabr'skoe voorozennoe vosstanie, 1917 god v Petrograde, op. cit.* 513, tome I. le chapitre 7, tome 2, les chapitres 8 et 14. Ce tableau étant apparemment limité à Petrograd, on le complètera par les autres travaux sur la vie économique cités au tome I de cet ouvrage, et surtout par N. Stone, *op. cit.* 592 b.

638 *bis.* La discussion, ouverte par Gershenkron, *op. cit.* 340 sur le développement économique de la Russie, son take-off, en 1914, peut être utilement reconsidérée avec l'article de M. E. Falkus, « Russia's national income, 1913 : a reevaluation », dans *Economica,* n° 137, february 1968, p. 52-74.

Quelques aspects de la vie économique et sociale sont finement analysés par :

639. Roger Pethybridge, *The spread of the russian revolution, 1917* London, 1972, 240 p., qui examine notamment les problèmes de chemins de fer,

des postes, du ravitaillement.

Sur l'évolution du syndicalisme, on ajoutera aux ouvrages de H. Chambre. P. Gelard et S. Schwarz :

639 *bis.* Thomas Lowit, *Le syndicalisme de type soviétique,* Paris, 1971, 420 p.

Le mouvement coopératif a trouvé un historien :

640. V.V. Kabanov, *Oktjabr'skaja revoljucija i kooperacija,* 1917 gmart 1919, M. 1973, 298 p.

Sur la société russe à la veille de la révolution et après, quelques études sur le niveau culturel s'ajoutent aux travaux de Dunn, Skaratan, cités ailleurs :

641. S.S. Ostroumov, *Prestupnost'i i ee priciny v dorevoljucionnoj Rossii* (La délinquance et ses causes dans la Russie pré-révolutionnaire) Isd.M.Univ., 1960, 336 p., qui utilise les enquêtes et analyse les statistiques élaborées par E. Tarkovskij dans le *Zurnal ministerstva,* 1899, 3 et 1913, 10. Très important.

642. G. Guroff and S. F. Starr, « À note on urban leteracy in Russia, 1890-1914 », dans *Jahrbücher fur Geschichte Osteuropas,* 1971, 520-531.

Roger W. Pethybridge, *The social prelude to Stalinism,* cité plus loin, 726.

Problèmes de la famille, de la femme, des enfants

643. H. Kent Geiger, *The family in Soviet Russia,* Harvard Univ. Press, 1968, 380 p.

Fondamental pour la période soviétique ; aucune analyse de la famille avant 1917, sinon des théories de Marx et Engels. Bonne bibliographie.

644. Elnett (Elaine), *Historic origin and social developpement of familylife in Russia,* Columbia Univ. Press, 1926, 152 p. (réimpression 1973).

Une fine analyse suivie d'un choix précieux de proverbes.

645. Aleksander (Gertruda), *Istoriceskoe razvitie zenskogo burzuaznogodvizenija vi Francij, Amerike, Anglij i Germanij* (Developpement historique du mouvement féministe bourgeois en France, Amérique, Angleterre et Allemagne), avec une préface de Klara Zetkin, Moscou, 1930, 232 p.

Seule étude systématique d'un point de vue marxiste ; à l'exclusion de la Russie.

646. Milovidova i K. Cetkin, *Zenskij Vopros i Zensqoj dvizenije,* Moscou et Leningrad, 1929, 509 p.
Complément du précédent.

À ces études, on ajoutera les témoignages et études suivants parus avant et pendant la révolution :
647. Amfiteatrov (Aleksander), *Zenscina v obscestvennyx dvizenijaxRossii,* (La femme dans le mouvement social russe), Genève, 1905, 56 p.
Étude pionnière.
648. Kollontai (Aleksandra), *Rabotnica za god revoljucij,* Petrograd, 1918, 32 p. (L'ouvrière pendant la révolution).
649. *Cto dala rabotnicam Oktjabr'skaja revoljucia i sovetskaja vlast* (Ce que la révolution d'Octobre et le pouvoir soviétique ont donné aux ouvrières), P. 1920, 8 p.

Sur les conceptions de Lénine, A. Kollontai, Trotski, le meilleur ouvrage est celui de :
650. Judith Stora-Sandor, *Alexandra Kollontai, Marxisme et révolution sexuelle,* Paris, Maspero, 1973, 286 p.
Également sur Alexandra Kollontai :
650 a. H. Lenczyc, "Alexandra Kollontai, essai bibliographique", in *CMRS,* 1973, XIV, 1-2, p. 205-242, avec plus de 210 titres.
650 b. Farnworth, "Bolshevism, the Woman question, and A. Kollontai", *The American Review,* 1976, 2, p. 292-317.

On y joindra :
651. Klara Zetkin, *Reminiscences of Lenin,* London, 1929, 26 p.
652. Klara Zetkin, *Lenin on the woman question*, New York, 1934, 31 p.
653. Leon Trotsky, *Women and the family,* New York 1970, 78 p., textes regroupés par Caroline Lund et comprenant notamment « De l'ancienne famille à la nouvelle », parue dans *Pravda* du 13-7-1923.

Un bilan dans les années Trente est établi par :
654. Fannina Halle, *Women in Soviet Russia*, London 1933, seul exposé sociologique et historique d'ensemble.

Parmi les travaux récents, signalons encore : Sur l'action des organisations bolcheviks :

655. A.T. Barulina, « Rabota Petrogradskojoi moskovskoj partorganizacij sredi zenscin-rabotic (1917), dans *Borb'a za pobedu okt'jabrja* (Bataille pour la victoire d'Octobre), M., 1957, 441 p.
656. N.A. Veleckaja, « Partija v bor'be za zesskie proletarskie massy, « in *Bor'ba bol'sevitskoj partii za sozdanie politiceskoe armii socialisticeskoj revoljucii,* p ; 296-341, M. 1967, 366 p.

Sur les aspects sociologiques et statistiques : rôle de la femme, mariage, composition de la famille, etc.
657. A.G.Xarcev, *Brak i Cemja v SSSR* (Le mariage et la famille en U.R.S.S.) M. 1964, 325 p. Rapide, mais commode.
658. Norton T. Dodge, *Women in the soviet economy ;* Baltimore, 1966, 331 p. Études et statistiques portant sur la démographie, le rôle de la

Sur le passage de la famille de l'ère révolutionnaire à l'ère stalinienne, le témoignage du roman et du film sont irremplaçables, cf.
659. Vera S. Dunham, « From free love to puritanism », in *Soviet Society, op. cit.* 725 p. 540-546. Une étude d'après les textes littéraires, notamment Kataev, Malyskin, Zoscenko, etc.
660. M. N. Féart, *L'évolution de la famille en U.R.S.S. au travers du cinéma,* Mémoire de maîtrise, Paris I, 1973.
661. Marc Ferro, « Tchapaev, une étude de l'idéologie stalinienne au travers du cinéma », dans *L'art et sa vocation interdisciplinaire, Francastel et Après,* coll. Médiations, Gonthier, 1975.
662. Enfin, pour une évolution jusqu'à 1970, on lira *La Documentation française* nos 31-32, de juillet-août 1970.

Sur l'émancipation de la femme en pays d'Islam soviétique, on dispose d'un excellent recueil de documents :
663. *Velikij Oktjabr'i raskreposcenie zenscin srednej Asii i Kazakhstana(1917-1936*), (Le Grand Octobre et l'affranchissement des femmes d'Asie centrale et du Kazakhstan), M. 1971, 464 p.
Pour l'étude du statut de la femme et de la famille avant la révolution :
664. V. Nalivkin et V. Nalivkina, *Ocerk byta zensciny ocedlagoTuzemnago nacelenja Fergany,* Kazan, 1886, 244 p.

Un bilan en 1927 est établi par :

665. *Kommissii po ulusceniju truda i byta zenscin vostoka, 17 octobre 1927*, (Commission pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des femmes de l'Orient), M., 1927, 37 p.

On lira également :

666. *Raskreposcenie zenscin srednej Asii i Kazakhstana*, (L'émancipation des femmes d'Asie centrale et du Kazakhstan), Askhabad, 1972, 160 p. Ensemble des communications de la conférence tenue en octobre 1970.

667. Fannina W. Halle, *Women in the Soviet East*, New York 1938. Très inférieur à l'ouvrage du même auteur sur la femme en Russie soviétique. Bon ensemble de 77 photographies sur les années 1920-1930.

Sur l'église et la religion

Aucun ouvrage ne traite précisément de l'attitude de la population pendant la révolution sauf :

668. A.I. Emeljax, « Ateism i antiklerikalizm narodnyx mass v 1917 g. » (l'athéisme et l'anticléricalisme des masses populaires en 1917), in *Po etapam razvitija ateisma v SSSR*, L., 1967, 331 p.

Par contre, nombreux sont les ouvrages sur l'Église, la vie religieuse et la religion depuis Octobre. Citons les trois ouvrages les plus utiles, dans l'ordre de parution :

669. J. Shelton Curtiss, *The Russian Church and the Soviet State, 1917-1950*, Boston 1953, 385 p.

670. Walter Kolarz, *Religion in the Soviet Union*, St Martins Press, 1961, 520 p.

671-671 bis. Nikita Struve, *Les Chrétiens en U.R.S.S.*, Paris 1963 ; nouvelle édition complétée, *Christians in Contemporary Russia*, 1966, 463 p.

On y ajoutera un recueil de documents suivi d'une bonne bibliographie :

672. Borellaw Szczesniak, *The russian revolution and religion, a collection of documents*, Univ. of N-D Press, Indiana, 1959, 290 p.

Sur Lénine, Bonch-Brujevitch et leurs idées concernant la vie religieuse, le rôle des sectes et de la lutte des classes à la campagne, i1 existe un excellent ouvrage :

673. A.I. Klibanov, *Istorija religioznogo sektantstva v Rossii,* M. 1965, 340 p.

Les principaux textes du marxisme-léninisme sur la religion sont réunis dans :

674. *Kommunisticeskaja partija i sovetskoe pravitel'stvo o religii i cerkvi,* M. 1961, 110 p.

Sur le mouvement anticlérical, le meilleur ouvrage est celui de :

675. AdolfZiegler, *Die Russische Gotlosen Bewegung,* Munchen, 1932.

À compléter pour la période juste après 1917 par :

676. N.S. Timascheff, *Religion in Soviet Russia, 1917-1942,* London, 1943.

Sur l'attitude du communisme vis-à-vis de l'Islam, on lira le chapitre 9 de l'ouvrage de A. Bennigsen et C. Lemercier-Quelquejay :

677. *L'Islam en Union soviétique,* Paris, 1968, 263 p.

Sur l'intelligentsia, l'enseignement, l'éducation

Sur la révolution dans une université, une source unique contient le procès-verbal du Conseil d'Université entre février et octobre : A.I. Gladkovskaja, « Odesskij Universitat v 1917-1940, dans *Odesskij Universitet za 75 let (1865-1940*), Odessa. 1940, 196 p.

Sur l'attitude de l'intelligentsia et plus particulièrement des universitaires, on lira :

679. Dimitri Kontchalovskij, « L'intelligentsia avant la révolution », dans *Revue des Études Slaves*, 1960.

Et :

680. Dimitri Kontchalovskij, « L'intelligentsia et la réforme de l'enseignement », dans *Cahiers du Monde Russe et Soviétique,* 1964.

Ainsi que :

681. *The Russian intelligentsia,* edited by Richard Pipes, Columbia Univ. Press, 1961, 234 p., notamment les articles de Boris Elkin et Otto Labesz.

681 *bis.* Lewis S. Feuer, *Marx and the Intellectuals, Anchor Books, Doubleday, New York, 1969, 301 p.*

Sur les transformations apportées par le régime soviétique, l'ouvrage de base est :

682. Oskar Anweiler, *Geschichte der Schule und Pädagogik in Russland vom Ende des Zarenreichs bis zum Beginn des Stalin-Ära,* Berlin, 1964.

On lira également une esquisse très suggestive :
683. Ruth Widmayer, An historical survey of Soviet Education, reprint in *Soviet Society, op. cit.* 725, p. 428-439.

Sur les débuts du régime, nous remercions J.C. McClelland de nous avoir communiqué son excellent manuscrit :
684. James Craig McClelland, *Bolsheviks, professors and the reforms ofhiger education in Soviet Russia, 1917-1921,* 1970 (dissertation Dpt of History, Princeton), 1970.

Enfin, sur l'action de A. Lunatcharskij ; on lira :
685. Sheila Fitzpatrick, *The Commissariat of Enlightment. Sovietorganisation of Education and the Arts under Lunacarskij,* Cambridge Univ. Press. 1970, 380 p.
686. Sur l'attitude des Scientifiques, on lira la conclusion de Alexander Vucinich, *Science in Russian Culture,* Stanford, 1970, 575 p.

Sur les problèmes de l'éducation, de la culture et sur le passage de la révolution à l'esprit traditionnel, voir, outre les travaux de Cl. Frioux, J.M. Palmier, Anatole Kopp
686 a. François Champarnaud, *Révolution et contre-révolution culturelle en URSS, de Lénine à Jdanov,* Paris, Anthropos, 1975, 490 p., un choix de textes judicieux et bien commenté.

Sur la révolution au théatre et dans le cinéma

Sur la révolution dans les théâtres, un recueil de documents et une analyse constituent les textes de base :
687. *Sovetskij Teatr, Dokumenty i matejaly 1917-1967*, tome I, 1917-1921, pod redaksiej A.Z. Jufit, Moscou 1968, 548 p. Le meilleur recueil de sources, théâtre par théâtre.
688. *Istorija Sovetskogo teatra*, tome I, 1933, 402 p. pod. redak. V. Rafalovic, les articles de S. Mokul'skij, A.A. Gvozdev et A. Piontrovskij, p. 1-291.

On lira également le compte rendu des séances de la session sur les questions du théâtre organisée par l'*Agit-Prop.* du Comité central du P.C. (b) en mai 1927.

689. *Puti razvitija teatra,* M., 1927, pod redaksiej S.M. Krylova 524 p. Ainsi que :

690. A. Lunatcharskij *Théâtre et révolution,* préface et notes de E. Copfermans, Paris, Maspero, 1971, 335 p. et les différents sur Lunatcharskij cités ailleurs notamment Claude Frioux et Sheila Fitzpatrick.

Les premiers reportages sur le nouveau théâtre apportent des informations utiles notamment :

691. Oliver Sayler, *The russian theater under the revolution,* Boston 1920.

Parmi les études plus récentes, on lira :

692. Huntley Carter, *The new spirit in the Russian theater* (1917-1928), London, 1929, 330 p.

693. Nina Gurfinkel, *Théâtre russe contemporain,* Paris, 1931, 230 p.

694. Pavel Alek. Markov, *The soviet Theater,* New York. 1935, reprint in 1972.

695. N.A. Gorchakov, *The theater in Soviet Russia,* Columbia Univ. Press, 1957, 480 p.

696. En attendant l'ouvrage de G. Abensour sur Meyerhold, on lira son article paru dans les *Cahiers du Monde russe et soviétique,* 1963.

Particulièrement stimulants, les premiers travaux de sociologie du théâtre soviétique de François de Liencourt :

697. F. De Liencourt, « Le public soviétique et son théâtre », *Cahiers duMonde russe et soviétique,* 1961, 2 et 3.

Sur la vie théâtrale chez les Nationalités, un premier recueil de rapports et documents a été publié en 1972 :

698. *Teatr narodov SSSR,* 1917-1921, pod redaksiej A.Z. Jufit, Leningrad, 1972, 256 p. (dans la série *Sovetskij Teatr*)

699. Sur *le cinéma soviétique,* l'ouvrage le plus commode demeure : Jay Leyda, *Kino, a history of the Russian and Soviet film,* London, 1960, 494 p.

Pour l'époque du muet, le recueil publié par la Cinémathèque de Bruxelles est particulièrement précieux :

700. *Le film muet soviétique.* Musée du Cinéma, Bruxelles, 1965, 76 p. Rédaction de Michelle Sterling, Mise en page Corneille Hannoset, responsable de la publication, J. Ledoux.
701. Paul Babitsky and J. Rimberg, *The Soviet Film industry,* New York, Praeger, 1955, 376 p., Une étude particulièrement stimulante.

Deux ouvrages soviétiques sont particulièrement utiles :

702. *Ocerkii Istorij sovetskogo Kino,* tome I, 1956, 524 p., l'article de S.I. Frejlix, « Nacalo sovetskogo Kino », p. 27-67 et la filmographie, P. 427-491.
703. *Istorija Sovetskogo Kino, 1917-1967,* en 4 volumes, le tome I, 1969, 754 p.
704. En ce qui concerne la grande époque d'Eisenstein, Pudovkine, Kuletchov, etc., renvoyons aux numéros spéciaux des *Cahiers du Cinéma* nos 226-227.

Plusieurs de nos études sur le cinéma en U.R.S.S. sont regroupées dans Marc Ferro, *Cinéma et histoire,* à paraître, coll. Médiations, Éditions Gonthier.

PROBLÈMES DES NATIONALITÉS

Aux ouvrages indiqués au tome I, nos 364 à 405, notamment Dimanstein, Pipes, Boersner, Carrère d'Encausse, Benniggsen et Quelquejay, St. Page, ainsi que Carr (no 276), on ajoutera le matériel réuni par :

705. Edward Allworth, « Materials for soviet nationality study, the problem of bibliography », in *Soviet nationality problems,* edited by E. Allworth, Columbia univ. Press, 1971, 296 p., les pages 241-282.

À cette bibliographie, il n'y a guère à ajouter, sinon :

Sur le marxisme et la question nationale :

706. H. Carrèred'Encausse, « Lénine et le droit à l'autodétermination » dans *Revue française de sciences politiques,* 1971, XXI.
707. G. Haupt, C. Weill, M. Loewy, *Le marxisme et la question nationale,* Paris, Maspero, 1974.

Sur la pratique de la politique nationale, outre T.T. Hammond, *op. cit. 600a,*

708. H. Carrèred'Encausse, *La politique nationale des bolcheviks* (1917-1924), Paris, Doctorat Paris I, 1976 que nous n'avons pas pu consulter.
709. R. Conquest, *Soviet nationalities policy in pratice,* London, 1967, 160 p.

710. R. Conquest, *The nation killers, Soviet deportations of nationalities,* London, 1970, 222 p.

Sur quelques nationalités :

710. Andrew Ezergailis, *The 1917 revolution in Latvia,* Columbia, 1974, 284 p.

711. Tuomu Polvinen, *Venajan Vallankomous ja Suomi,* Helsinki, 1967, 333 p.

712. M. Fol, *L'accession de la Finlande à l'indépendance,* Thèse, Paris I, 1976. que nous n'avons pas pu consulter.

713. Pasermadjian, *La révolution de 1917-1921 en Arménie,* Paris, 1973.

714. R.G. Suny, *The Baku Commune, 1917-1918,* Princeton, 1972, 414 p.

715. R. Vajdyanath, *The formation of Soviet Central Asian Republics, 1917-1936,* New-Delhi, 1967, 298 p.

David Lane. « Ethnic and class stratification in Soviet Kazakhstan », *Comparative Studies in society and history,* 1975, 17-2 p.

717. M. Suzikov, G. Demakov, *Vlijanie podviznosti nacelenijia na sblizenie nacii,* (L'influence de la mobilité démographique sur le rapprochement des nations), Alma-Ata, 1974, 200 p. Neuf et suggestif, porte sur une comparaison des Kazakhs avec les autres peuples soviétiques.

718. *R. Portal, Russes et Ukrainiens,* Paris, Flammarion, 1970,140p.

719. O.S. Fedyshyn, *Germany's drive to the east and Ukrainian revolution,* Rutgers. U.P., 1971, 402 p.

720. Ferment in the Ukraine, edited by M. Browne and. M. Hayward, Praeger, 1973, 266 p. ; recueil de documents sur l'opposition, avec une excellente bibliographie.

720b. B. Gurevitz. « Un cas de communisme national en U.R.S.S., le Poale-Zion. 1918-1928 », *Cahiers du Monde Russe et Soviétique.* 1974, 3/4. p. 333-363.

Sur le problème juif, on complètera la bibliographie du tome I par celle d'Annie Kriegel, in *Les Juifs en U.R.S.S., bulletin n° 23, p. 27.*

Sur l'Islam, rappelons l'ouvrage de Benniggsen-Lemercier, op. cit. 677.

VI. Bilan et interprétation de la révolution d’Octobre

Un tableau théorique des systèmes d’interprétation de la révolution d’Octobre est proposé par :

721. Daniel Bell, « Ten theories in search of soviet realities », *WorldPolitics,* avril 1958, p. 325-365.

Les interprétations purement historiques sont analysées dans :

722. James H. Billington, « Six views on the Russian revolution », *WorldPolitics,* 1966, p. 452-473.

L’historiographie soviétique d’après guerre est étudiée par :

R. Dewhirst, « Historiographie soviétique sur la révolution d’Octobre », *Cahiers du Monde russe et soviétique ;* 1964, déjà cité.

Une vue plus générale et mieux liée à la politique soviétique est proposée par John Keep, « The rehabilitation of M.N. Pokrovski », dans :

723. *Revolution and politics in Russia, essays in memory of B.I. Nikolaevsky,* Bloomington, Indiana univ. Press. 1972, 416 p., aux pages 293-313 (edited by A. and E. Rabinowitch).

Le bilan et le sort de la révolution d’Octobre sont à l’origine de nombreux travaux. Nous avons trouvé particulièrement stimulants l’analyse socio-historique de :

724. Alex. Inkeles, *Social Change in Soviet Russia,* Harvard univ. Press. 1968, 474 p.

Ainsi que l’ensemble de *readings* qu’il a édités avec K. Geiger :

725. Alex. Inkeles and Kent Geiger, *Soviet Society, a book of readings.* Riverside Press, Cambridge, Mass., 1961, 700 p. Une sélection de textes et d’articles d’accès souvent difficile.

Plus historique est l’ouvrage souvent insolite de :

726. Roger W. Pethybridge, *The social prelude to Stalinism,* St Martin Press, New York, 1974, 344 p.

Suite d’essais sur quelques problèmes : le régime et la conformité aux utopies, le niveau culturel des masses, etc.

On lira également :

727. Le numéro spécial de *Survey* consacré à un bilan de la révolution de 1917, notamment les articles de W. Laqueur, M. Philips Price. S.

Bahne, L. Labedz, *Survey,* avril 1962.

728. Walter Laqueur, *The fate oh the revolution, Interpretations of SovietHistory,* London, Weidenfeld, 1967, 216 p.

729. *The impact of the Russian revolution, 1917-1967,* with an introductory essay by Arnold J. Toynbee, Oxford Univ. Press, 1967, 360 p., avec des articles de Neil McInnes, Hugh Seton-Watson, Peter Wiles. Richard Loewenthal.

730. Isaac Deutscher, *The unfinished revolution, Russia 1917-1967,* London, 1967, 115 p.

Ainsi que :

731. Charles Bettelheim, *La lutte des classes en U.R.S.S., 1re période1917-1923,* Paris, Seuil-Maspero, 1974, 524 p. Une re-lécture des discours des dirigeants.

732. Jean Elleinstein, *Histoire du phénomène stalinien,* Paris, Grasset, 1975, 250 p.

Un historien communiste rend compte d'un certain nombre de vérités en insistant sur la spécificité des conditions de la construction du socialisme en U.R.S.S.

732b. Jacques Baynac, *La Terreur sous Lénine,* Paris, ed. le Sagittaire, 1975, 380 p.

Traduction et analyse de textes « oubliés » sur la Terreur avant Staline.

733. Hélène Carrère d'Encausse, *L'Union Soviétique de Lénine à Staline, 1917-1953,* Paris, Richelieu-Bordas, 1973, 445 p. Une excellente mise au point avec une précieuse bibliographie.

BIBLIOGRAPHIE COMPLÉMENTAIRE

OUVRAGES ET TRAVAUX PARUS APRÈS 1976

On se limite, dans cette nouvelle édition, à indiquer une vingtaine de travaux novateurs.

1. Sur les origines de la révolution

735. F.X. Coquin, *1905, La révolution russe manquée,* Bruxelles, 1988.
736. M. Ferro, *Nicolas II,* Paris, Payot, 1990.
737. L. Haimson et E. Brian, « Changements démographiques et grèves à Saint-Pétersbourg, 1905-1914 », *Annales ESC,* 1985, 4.
738. S. Ingerflom, *Le citoyen impossible, les racines russes du léninisme,* Paris, 1988.
739. T. Kondrateva, *Bolcheviks et Jacobins,* Payot, 1989.
740. M. Raeff, *Comprendre l'ancien régime,* Paris, 1982.
741. H. Rogger, *Russia in the age of modernization and revolution, 1881-1917,* Londres, 1983.
742. J. Sherrer, « Intelligentsia, religion et révolution. Premières manifestations d'un socialisme chrétien en Russie, 1905-1907 », *Cahiers du Monde russe et soviétique,* 1977, 4 et 1978, 1.

2. Sur la révolution de 1917-1921

743. D. Colas, *Le léninisme, philosophie et sociologie politique du léninisme,* Paris, 1982.
744. M. Ferro, *Des soviets au communisme bureaucratique,* Paris, 1981.
745. T. Hasegawa, *The february revolution, Petrograd, 1917,* Londres, 1981.
745b. E. Mawdsley, *The russian civil war,* Unwin, 1987.
746. A. Salomoni, *La révolution russe,* Paris, 1993.
747. R. Stites, *The woman's liberation movement in Russia ; feminism nihilism and bolshevism, 1860-1930,* Princeton Univ., 1978.
747b. W.Z. Goldman, *Women, the state and revolution ; soviet family policy and social life, 1917-1936,* Cambridge U. Press, 1993.

3. Sur la Révolution de 1917 dans le contexte de l’histoire de la Russie

748. M. Heller et A. Neckritch, *L’utopie au pouvoir. Histoire de l’URSS de ¡917 à nos jours*, Paris, 1982.
749. M. Laran et J.L. Van Regemorter, *La Russie et l’ex-URSS de ¡1914 à nos jours*, Paris, 1996.
749b. M. Lewin, *La formation du système soviétique*, Paris, 1985.
750. M. Malia, *La tragédie soviétique, histoire du socialisme en Russie, 1917-1991*, Paris, 1995.
751. R. Pipes, *The russian revolution*, New York, 1990.
752. N. Werth, *Histoire de l’Union soviétique*, Paris, 1990.

4. Cycle romanesque

753. A. Soljenitsyne, *La roue rouge : août 14,* Fayard, 1984 ; *novembre 16,* Fayard/ Seuil, 1985 ; *mars 17,* 2 vol., 1993.

INDEX

Quand certains noms propres répondent à plusieurs types de transcription celles qui prévalent dans l'index sont seulement mentionnées pour indication avec renvoi à l'orthographe de la translittération internationale. Ex.1 : Tchaikovskij, Voir Caikovskij (p. 249, 283, 340, 817).

Abö, 1.
Abramovič (M.A.), B., 1.
Abramovič, Abrahmovitch (R.), 1, 2, 3, 4, 5.
Abrossimov, m., 1.
Adler (F.), s.d., autrichien, 1, 2, 3, 4.
Adler (V.), 1.
Afrique (guerre sud-africaine), 1.
Afrique tropicale, 1.
Agitacia, 1, 2.
Agraire (question), 1-2, 3-4, 5, 6-7, 8-9, 10, 11-12, 13, 14-15, 16, 17-18, 19 et s., 20, 21, 22, 23, 24-25, 26, 27-28, 29-30, 31, 32-33, 34, 35-36, 37-38.
Agriculture, Voir *Economie.*
Akatui (prison d'), 1.
Aksel, commissaire, 1.
Aksel'Rod (P.), m., Voir Axelrod
Alaš-orda, 1 et s.
Albanie, 1.
Alekeinskij (G.), 1, 2.
Alekseev, général, Voir Alexiev.
Aleksinskij (G.A.), S.D., 1, 2, 3, 4.
Akexandra (Alice), impératrice, 1, 2, 3 et s., 4 et s., 5-6, 7.
Alexandre II, tsar de Russie, 1.
Alexandre, grand-duc, 1.
Alexandrovič (V.), S.R., 1, 2, 3, 4, 5, 6.
Alexiev, général, 1, 2, 3, 4, 5-6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18 et s., 19, 20, 21, 22.
Alexis, fils de Nicolas II, 1, 2, 3, 4.

Allemagne, Allemands, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38-39, 40, 41, 42-43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56.
Allemands (de la Volga), 1, 2, 3.
Allogènes, Voir *Nationalités*.
Alma-Ata, 1.
Alsace-Lorraine, 1, 2, 3, 4, 5.
Althusser (L.), 1.
Altuhov, soldat, 1.
Amérique, Américains, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12.
Amérique du Sud, 1, 2.
Amirauté, 1, 2.
Amosov, 1.
Anarchie, Anarchisme, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19-20, 21, 22, 23, 24, 25 ; et journées de juillet, 26-27 ; 28-29, 30-31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38 ; et comités d'usine, 39-40 ; 41, 42, 43, 44, 45, 46 ; et problèmes des soviets, 47-48, 49, 50, 51, 52, 53 ; 54-55 ; et bolchevisme, 56-57.
André, grand-duc, 1.
André, Voir Ukhomskij, prince.
Andropov (J.).
Anet (CL.), journaliste français, 1, 2, 3, 4.
Angleterre, Anglais, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13.
Anissimov, m., 1, 2, 3, 4.
Anne, reine, 1.
Antisémitisme, , 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8-9, 10.
Antonov-Ovseenko (V.A.), 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.
Anweiler (O.), 1.
Apparatchiks, 1-2, 3, 4, 5, 6 et s.
Appartements (partage des), 1, 2, 3.
Arabes, 1.
Argent allemand (Lénine et l'), 1 et s., 2.
Arkhangelsk, 1, 2, 3, 4.
Armée, 1 et s., 2 et s., 3, 4, 5, 6, 7, 8 et s., 9-10, 11 et s., 12-13, 14-15 ; des nationalités, 16-17, 18-19, 20, 21, 22 et s., 23 et s.,

24-25, 26, 27, 28-29, 30, 31, 32-33, 34-35, 36 et s., 37, 38, 39 à 40, 41-42, 43-44, 45-46, 47-48, 49 et s., 50-51, 52-53. Voir également *Soldats*.
Armée Rouge, 1, 2.
Armée (russe en France), 1, 2.
Arménie, Arméniens, 1, 2, 3, 4, 5, 6-7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19.
Arsenal (l'), 1.
Arsenal (usine), 1, 2.
Asie, 1, 2, 3 et s., 4.
Askinazi, 1.
Asquith, ministre britannique, 1.
Assemblée Constituante, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 ; et nationalités, 15-16 ; 17, 18, 19, 20, 21-22, 23, 24 et s., 25, 26, 27 ; et les partis, 28-29 et s. ; dissolution, 30-31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39.
Astrakhan (K.M.), 1, 2.
Astrakhan, 1, 2, 3.
Astrov, 1 et s.
Athènes, 1. Atlas (usine), 2.
Auerbah, industriel, 1, 2.
Autogestion, 1, 2, 3-4, 5, 6, 7. Voir également *Comités d'usine*.
Autriche-Hongrie, Autrichiens, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.
Avanti, quotidien socialiste italien, 1, 2, 3.
Avdeiev, m., 1.
Avilov (B.N.), b., 1, 2.
Avksen'V ksen'tev, (N.D.), s.r., 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16.
Axelrod (P.), m., 1, 2, 3-4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13.
Azerbaïdjan, 1, 2 et s.
Azeris, 1.

Babœuf (G.), 1.
Babrar, garde rouge, 1.
Bachkirs, Voir Baškirs.
Badaev (A.), b., 1.
Bagdad, 1.

Bagdatiev (S.), b., 1.
Bagratoni, général, 1.
Baiov, général, 1.
Bakou, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.
Bakunine Bakounine (M.T.), a., 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.
Balabanova, socialiste internationaliste italienne, 1, 2, 3, 4.
Bâle, 1, 2.
Balkans (Etats balkaniques), 1, 2.
Baltes, 1, 2, 3, 4, 5-6, 7-8, 9, 10. Voir également Estoniens, Lettons, Lituaniens.
Baluev, général, 1.
Banques, 1 et s., 2, 3, 4, 5, 6-7.
Baptistes, 1, 2.
Baranovskij (usine), 1.
Bark, ministre des Finances, 1, 2.
Bačkirs, 1, 2, 3, 4 et s., 5-6.
Bataillons de la Mort, 1 et s., 2, 3, 4.
Batoum, 1.
Batuev, professeur, 1.
Baturskij, m., 1, 2.
Baxmatev, chargé de mission aux U.S.A., 1.
Baynac (J.), 1.
Bazarov (V.), u., 1, 2, 3, 4.
Beckendorff, comte, 1.
Belaiev, général, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.
Belgique, Belges, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.
Benoit (usine), 1.
Berdaiev, Berdjaev (N.), écrivain, 1, 2, 3.
Berg, 1.
Berger (V.), socialiste U.S., 1.
Berlin, 1, 2, 3, 4 ; mur de
Berne (comité de), 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.
Berner Tagwacht, 1.
Bernstein (E.), s.d., allemand, 1, 2.
Besançon (A.), 1.
Bessarabie, 1, 2, 3.
Bethmann-Hollweg, Premier ministre du Kaiser, 1, 2.

Bettelheim (Ch.), 1.
Bezrabotny (B.), U., 1.
Biélorussie, Biélo-Russie, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.
Biely (A.), écrivain, 1.
Binasik (V.), s.d., 1.
Birobidjan, 1.
Birževija Vedemosty, 1, 2, 3.
Blagondarov, général, 1.
Bleichkman, Bleikman, Bbleischkman 1, 2, 3-4.
Blešman, A., 1.
Bloc progressiste, 1 et s., 2, 3, 4-5, 6-7.
Blok (A.), écrivain, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.
Bobrinskij, 1.
Bobrov, Voir Natanson.
Bodan Khmelnickij (régiment), 1.
Bogateva, 1.
Bogdanov (B.O.), 1.
Bogdanov (V.), m., 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18.
Bogdanov (A.A.), b., 1.
Bogdanov (enseigne), 1.
Bogdanovič, général, 1.
Bokij (rapport de), 1, 2.
Bolchevik, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et s., 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 et s., 17-18, 19, 20, 21, 22-23, 24-25, 26-27, 28, 29 ; chez les allogènes, 30-31 et s., 32, 33, 34, 35, 36, 37-38, 39, 40-41 ; et le problème de la guerre, 42-43, 44, 45-46, 47-48, 49, 50, 51, 52-53, 54, 55-56, 57, 58 et s., 59-60, 61 ; aux armées, 62-63, 64, 65-66, 67, 68-69, 70, 71, 72-73, 74, 75-76 ; 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85 ; et journées de juillet, 86-87 ; et argent allemand, 88, 89 ; 90, 91, 92, 93, 94 ; conférence de Moscou, 95-96 ; et putsch Kornilov, 97-98 ; 99 ; et Église, 100-101 ; 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120 ; et Brest-Litovsk, 121-122 ; et Zimmerwald, 123 ; et problème national, 124-125 ; et Finlande, 126, 127, 128-129 ; et Géorgie, 130, 131 ; et paysannerie, 132-133, 134, 135, 136, 137-138, 139, 140, 141-142 ; 143, 144, 145, 146 ; et

problème ouvrier, 147-148 ; et Garde Rouge, 149-150 ; 151, 152, 153 ; et bureaucratisation, 154-155 ; 156-157, 158-159 ; et contrôle des gardes rouges, 160-161 ; structure sociale du parti, 162-163 ; bolchevisation des soviets, 164-165 ; et fonctions des soviets, 166-167 ; et Assemblée Constituante, 168-169 ; et violences, 170-171 ; en octobre, 172-173 ; 174, 175 ; et Conseil de la République, 176-177 ; 178, 179 ; et insurrection d'Octobre, 180-181, 182, 183, 184, 185-186, 187-188, 189, 190, 191, 192, 193.

Boldyrev, général, 1, 2, 3.

Bologoie, 1.

Bonapartisme, 1.

Bonar Law, ministre britannique, 1.

Bonch-Brujevitch (V.D.), Voir Bonš-Brduevič

Bonin (G.), 1.

Bonš-Bruevič (V.D.), B., 1, 2, 3.

Borgberg (F.), socialiste danois, 1, 2, 3.

Boris, grand-duc, 1.

Boš (E.B.), b., 1, 2.

Bosnie, 1.

Bosphore, 1, 2.

Bourderon (A.), syndicaliste français, 1.

Bourgeoisie, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et s. ; révolution bourgeoise, 9 et s., 10-11, 12-13, 14 et s. ; 15, 16-17, 18-19, 20 et s. ; chez les allogènes, 21-22 ; révolution bourgeoise, 23-24, 25-26, 27 et s., 28, 29, 30 et s., 31, 32-33, 34 et s., 35-36, 37, 38, 39-40, 41-42.

Bramson, s.r., 1, 2.

Branting, socialiste suédois, 1, 2.

Brečko-Brešković, Brechko-Brecsh-Kovskaja (C), S.R., 1, 2, 3, 4, 5.

Breido (G.E.), membre du Soviet de Petrograd, 1, 2, 3.

Brejnev (L.).

Brenner (usines), 1, 2-3, 4, 5.

Brest-Litovsk (pourparlers de), 1-2, 3.

Breslav, 1.

Briand (A.), ministre français, 1.

Briand-Lancken (conversations), 1.

Briansk, 1.

Brinton (M.), 1.

Britannique, Voir Grande-Bretagne.
British Socialist Party, 1.
Broglie (de), socialiste français, 1.
Bronstein (I.), Voir Trotski.
Brouckere (de), socialiste belge, 1, 2.
Brusilov, Brussilov, général, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 et s., 15, 16.
Brusvit, 1-2, 3.
B.S.I., 1.
Buat, général, 1.
Bublikov (A.A.), député de la Douma, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.
Bubnov (A.S.), 1, 2, 3, 4.
Bucarest, 1.
Buchanan (G.), ambassadeur de Grande-Bretagne, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et s., 8, 9.
Buguronslanskij, 1.
Bukhara (émirat de), 1, 2, 3.
Bukharine (N.), b., 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18.
Bukovine, 1.
Bulkine, membre du Congrès des Soviets, 1.
Bulgakov (S.N.), 1.
Bulgares, 1, 2.
Bunakov, s.r., 1.
Bund, Bundistes, 1, 2, 3, 4, 5, 6- 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19.
Bundesstaat, 1.
Bunting, gouverneur, 1
Burcev, 1.
Bureaucratie, bureaucratisation, 1-2, 3 et s., 4-5.
Burgfriede, Voir Union Sacrée.
Buriates, 1, 2, 3.
Buryskin', 1.
Butyki (prison de), 1.

Cachin (Marcel), socialiste français, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.
Cadets (constitutionnels-démocrates), Voir *K.D.*

Cahiers (de la Révolution) ou *Mémoires*, 1, 2 et s., 3 et s., 4, 5, 6-7.
Calikov, député musulman, 1.
Canossa, 1.
Cantacuzene-Speranski, prince, 1, 2.
Capri (groupe de), 1, 2.
Carbonari, 1.
Carélie, 1-2.
Carnot, 1.
Carr (E.H.), 1, 2.
Carrere d'encausse (H.), 1, 2.
Carskoe-Selo, 1, 2, 3, 4, 5-6, 7, 8.
Carycin', 1.
Caucase, v, 1, 2, 3, 4, 5, 6-7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16.
Cavaignac, général, 1, 2, 3.
Cent-Noirs, 1, 2.
Centre Républicain, 1 et s.
Cercle Petersbourgeois, 1.
Ceretelli (I.G.), m., 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10-11, 12, 13-14, 15, 16, 17, 18-19, 20-21, 22, 23, 24, 25, 26, 27-28, 29, 30, 31-32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42-43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73.
Chajanvon (V.), Voir Čajanov.
Chaliapine, artiste, 1.
Chamberlin (W.H.).
Chambrun (de), attaché à l'ambassade de France, 1, 2, 3, 4.
Chapiro (A.), 1.
Charles Ier d'autrice, 1, 2. Chechen, 3, 4, 5.
Cheminots, Chemins de fer, 1, 2-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et s., 13, 14.
Chernov, Černov.
Chevaliers de Saint Georges, 1 et s., 2.
Chiites, 1.
Chingarev (A.I.), Voir Šingarev.
Chkeizde, Voir Čkeizde.

Chliapnikov (A.), Voir Šljapnikov.
Cholguine (V.), 1, 2, 3, 4, 5.
Choulgine (V.V.), Voir Šul'gin
Christiana, 1
Chtechirbaev, général, 1.
Chudovskij, Voir Čudnovskij
Clausewitz, 1.
Clemenceau (G.), 1.
Collectivisation, 1, 2, 3, 4.
Comités agraires, 1, 2 et s., 3 et s., 4-5, passim ; 6, 7, 8, 9.
Comité central terrien, 1, 2, 3-4, passim.
Comité de pauvres, 1, 2, 3, 4.
Comité de Pétersbourg (du parti bolchevik), Voir *P.K.*
Comité du pouvoir populaire. Voir *P.V.R.K.*
Comités de quartier, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8-9 ; et bureaucratisation, 10-11 ; 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18.
Comité de Sauvegarde de la patrie et de la révolution, 1-2.
Comités de la terre, 1, 2-3, 4, 5-6, 7-8.
Comité d'usines, 1, 2 et s., 3-4, 5-6, 7 et s., 8, 9-10, 11-12, 13, 14, 15-16, 17-18 ; et autogestion, 19-20, 21 et s. ; les patrons contre le comité, 22-23 ; relations avec le syndicat et partis, 24-25 ; extension, 26 ; 27 et s., 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34. Voir *Conférence.*
Commune (de Paris), 1, 2, 3, 4, 5.
Communes rurales, 1.
Communiste (parti), Voir *Bolchevik.*
Communistes-anarchistes, Voir *Anarchisme.*
Conférence démocratique, 1, 2, 3 et s., 4-5, 6.
Conférence d'Etat de Moscou, Voir Moscou.
Conférence des comités d'usine, 1, 2, 3, 4-5, 6, 7, 8 et s., 9, 10, 11.
Conférence des Nationalités, de Kiev, deLausanne, Voir Kiev, Lausanne.
Congrès des Soviets, Voir *Soviets.*
Conseil de la République ou *Préparlement*, 1, 2, 3-4, 5, 6.
Conseil économique, 1, 2, 3.
Constantinople, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14.

Constituante, 1, 2, 3-4, 5, 6, 7 et s., 8, 9 et s., 10, 11 et s. ; et les nationalistes, 12-13, 14, 15, 16 et s., 17, 18, 19, 20-21, 22, 23, 24, 25, 26, 27-28, 29. Voir *Assemblée Constituante*.
Constitutionnel-démocrate (Cadets), Voir *K.D.*
Contrôle d'Etat, 1, 2, 3-4, 5, 6.
Contrôle d'ouvrier, 1, 2, 3, 4, 5 et s., 6, 7.
Coopératif (mouvement), 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.
Coopératisme, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14.
Copenhague, 1, 2, 3, 4.
Coran, 1 et s.
Cosaques, 1, 2, 3, 4, 5-6, 7, 8, 9, 10.
Courlande, 1, 2.
Crimée, 1, 2, 3.
Crimée (Tatars de), 1, 2.
Crise d'Avril, 1, 2, 3.
Croix-Rouge (comité de la), 1.
Cyrille, grand-duc, 1.
Czernin, comte, 1.
Čaikovskij (N.V.), trudocik, 1, 2, 3.
Čajanov (V.), économiste, 1, 2.
Čečinine (V.), K.D., 1.
Čeljabinsk, 1.
Čenkeli (A.T.), M., 1.
Čerevanine, m., 1, 2, 3, 4 et s., 5.
Černik, 1.
Černolusskij (V.), 1.
Černov (V.), s.r., 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54-55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72.
Četverikov (S.I.), industriel, 1.
Čičerine (N.S.), M., 1, 2.
Čkeidze (N. S.), 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et s., 10-11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25-26, 27, 28, 29. 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52.

Čudnovskij (V.), U., 1, 2, 3, 4.
Čuhlom, 1.

Dabertis, 1.
Daghestan, 1.
Daily Chronicle, 1.
Daily Mail, 1.
Dan (F.), m., 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24-25, 26, 27-28, 29, 30-31.
Daniels (R.V.), 1, 2, 3, 4.
Danielson, 1.
Danilov, général, 1, 2.
Danois, 1, 2.
Danton, 1, 2.
Dardanelles, 1, 2, 3, 4, 5.
Dashnaksutium ou *Dasnaksutjun* 1, 2-3, 4, 5.
Décret sur l'autodétermination, 1, 2.
Décret sur la paix, 1-2, 3.
Décret sur la terre, 1-2, 3, 4.
Défensisme, défaitisme, etc., Voir *Problème de la paix.*
Deka (usine), 1.
Delo Naroda, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.
Denjanov, Voir Šutko.
Den', 1, 2, 3, 4.
Denikine (A.I.), général, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.
Derysev, 1.
Déserteurs (problème des), 1-2.
Deutsch (L.), s.d., 1, 2.
Diaghilev, auteur de ballets, 1.
Ditmar, industriel, 1.
Divilegov, 1.
Division « Sauvage », 1-2.
Dno, 1.
Dolgorukov, 1.
Don, 1, 2, 3.
Donbass, 1, 2.

Donets, 1.
Dorpat, 1.
Dostoïevski, 1.
Douma d'Etat, 1, 2, 3, 4-5, 6, 7, 8 et s., 9, 10, 11, 12, 13-14, 15, 16-17, 18, 19, 20, 21, 22-23, 24, 25, 26 et s., 27-28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57-58, 59.
Drogomirov, général, 1, 2, 3.
Dubinine, 1.
Dumesnil, capitaine de vaisseau, 1.
Durnovo (affaire de la Villa), 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.
Dvigatel (usine), 1.
Dvinsk, 1.
Dybenko, 1.
Dynamo (usine), 1.
Dzevaltovskij, lieutenant, 1-2.
Džjubinskij, 1.

Ebert (Fr.), 1.
Economie (situation de l'), 1-2, 3-4.
Economie russe, 1 et s., 2 et s., 3 et s. ; programmes économiques, 4-5, 6 et s, 7-8 ; 9-10, 11-12 ; *passim*, notamment, 13-14 ; 15-16, 17, 18, 19, 20, 21.
Edinstvo, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.
Efimovič, k.d., 1.
Egerskij (bataillon), 1.
Eglise, 1, 2 ; des nationalités, 3-4, 5, 6-7, 8, 9, 10.
Eglise orthodoxe, 1, 2, 3, 4-5, 6, 7, 8.
Egorova (A.G.), 1, 2.
Egypte, 1.
Ehrenburg (II.), 1-2.
Eichenbaum, Voir Voline.
Eisenstein (S.M.), 1, 2, 3-4, 5, 6, 7.
Ekaterinenburg, 1, 2, 3, 4.
Ekaterinodar (conférence de), 1-2.
Ekaterinodar, 1, 2, 3.

Ekaterinoslav, 1, 2, 3.
Elabuge, 1.
Elačič (V.), 1.
Elisavetgrad, 1, 2.
Elleinstein (J.), 1.
Eltsine (B.).
Emprunt de la liberté, 1, 2 et s.
Engelhardt, colonel, 1, 2, 3, 4, 5.
Engels (F.), 1, 2, 3, 4, 5.
Enukidze, 1.
Envers-Pacha, 1.
Erilih (H.), 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.
Ermanskij (O.), 1, 2, 3, 4.
Ermolaev (M.S.), 1.
Erzberger, homme politique allemand, 1.
Essenine, écrivain, 1.
Estonie, 1, 2-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13-14, 15, 16.
Etat-Major, Voir *Stavka*.
Etats-Unis, 1. Voir également Amérique, USA.
Etats-Unis d'Europe, 1, 2.
Europe, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18.
Evdomikov, 1.
Evert, général, 1, 2, 3.

Fainsod (M.).
Falkenhayn, général, 1.
Famille (problème de la), Voir *Femme.*
Fascisme, 1 et s., 2.
Fedorov, 1, 2, 3.
Fedorov (usine), 1.
Femme (problème de la), 1, 2, 3, 4.
Feodotov, b., 1.
Ferdinand, roi de Roumanie, 1.
Fever (L.S.), 1.
Filipov, capitaine, 1.
Filipovskij, Filippovskij, lieutenant, 1, 2, 3.
Filonenko, commissaire, 1.
Finlande, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8-9, 10, 11, 12, 13, 14, 15-16, 17-18, 19, 20, 21-22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32-33, 34, 35, 36, 37, 38, 39.
Fischer (V.), socialiste américain, 1.
Flinkel (I.), 1.
Foreign Office, 1.
Forteresse Pierre-et-Paul, 1, 2.
Fortunatov, 1.
Franc-maçonnerie, 1.
France, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11-12, 13, 14, 15, 16, 17, 18-19, 20-21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30.
Franchet d'esperey, 1.
Francis (D.R.), ambassadeur des U.S.A., 1, 2, 3, 4.
Franco, général, 1.
Franklin-Boullon, 1.
Frankorusskij, membre du soviet de Petrograd, 1, 2, 3, 4.
Fraternisations, 1-2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9-10, 11, 12-13.
Frederiks, comte, 1, 2.
Freidlin (B.M.), 1.
Frunze (Mihailov, Mikhailo), b., 1, 2, 3, 4, 5, 6.
Furet (F.).
Furstenberg, s.d., polonais, Voir Ganeckij.

Gačina, 1-2.
Galicie, 1, 2, 3, 4, 5.
Galiez, 1.
Gallieni, général, 1.
Galperina (B.D.), 1.
Ganeckij (J.A.), 1, 2, 3.
Garaudy (R.), 1.
Garde Rouge, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20-21, 22, 23.
Gare de Finlande, 1, 2.
Gardtin (D.), 1.
Garvi, 1.
Gasprinski (I.B.), 1.
Gastev, 1.
Gaulle (général de), 1, 2.
Gavrilov, général, 1.
Gazetta del Popolo, 1.
Gegečkori (E.P.), M., 1.
Gelferich (usine), 1.
Géorgie, 1, 2, 3, 4-5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20.
Gerschenkron (A.), II.
Gestion ouvrière, Voir *Contrôle ouvrier.*
Getcold', 1.
Geyer (D.), 1, 2.
Gilbic, capitaine, 1.
Giornale d'Italia, 1.
Girondins, 1, 2.
Glasnost (transparence).
Goc (A.R.), S.R., 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16.
Godnev (I.V.), 1.
Gogol (N.), 1.
goldenberg, M., 1.
Goldman, membre du soviet de Petrograd, 1.
Golos Pravdy, 1.
Golovin'(Enseigne), 1, 2, 3.

Golovin', général, 1.
Golycine, prince, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.
Gomel, 1.
Gonner (S.), 1.
Gontcharenkov, aumônier, 1.
Gorbatchev (M.).
Gordin', 1.
Goremykine (I.L.), 1, 2, 3, 4.
Gorev (B.I.), 1.
Gorin, 1, 2.
Gorki (maxime), 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12.
Gostov, général, 1.
Gots (A.R.), Voir Goč.
Goutchkov (A.I.), Voir Gučkov.
Gouvion-Saint-Cyr, 1.
Grande-Bretagne, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18.
Grands-Russes, Grande-Russie, 1, 2, 3, 4.
Grèce, 1 ; Intervention En Grèce, 2 et s.
Grecs (De Crimée), 1, 2.
Grèves, 1, 2, 3 et s., 4 et s., 5 et s., 6, 7, 8, 9-10.
Grimm (R.), internationaliste, 1-2, 3, 4, 5, 6, 7-8, 9, 10, 11.
Grinevič, Grinevitch (V.P.), M., 1, 2, 3, 4, 5, 6 et s., 7.
Grohman (V.G.), 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et s.
Gronskij, K.D., 1, 2.
Groza, 1.
Groznyi, 1, 2.
Gučkov (A.I.), octobriste, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8-9, 10-11, 12, 13, 14, 15, 16-17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36-37, 38.
Guerre (problème de la), 1, 2, 3, 4 et s., 5, 6, 7, 8 et s., 9-10, 11 et s., 12 et s., 13 et s. ; *buts de guerre*, 14-15, 16-17, 18-19, 20 et s., 21-22, 23-24, 25, 26-27, 28-29, 30, 31 et s., 32, 33-34, 35-36, 37-38, 39, 40, 41-42, 43, 44, 45, 46, 47-48, 49-50, 51, 52, 53-54, 55, 56, 57.
Guesde (J.), 1, 2.
Guilbeaux (A.), 1, 2.

Guinzburg.
Guizot, 1.
Guillaume II, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.
Gumbinnen (Bataille De), 1.
Gurev, m., 1.
Gurevič (E.), Voir Smirnov.
Gurko (V.I. et al.), général, 1, 2, 3, 4, 5.
Gutchkov, Voir Guckov.
Gutor, général, 1.
Gužon (Usines), 1, 2.
Gvozdev (K.A.), M., 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.

Haase (H.), socialiste allemand, 1, 2.
Habsbourg (dynastie des), 1.
Hahlweg, 1.
Haig (D.), 1.
Hanbury-Williams, 1.
Haneckij (C), Voir Ganeckij.
Hanin (R.), 1.
Haupt (G.), 1.
Heller (M.).
Helphand, Voir Parvus.
Helsingfors, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.
Henderson (A.), 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.
Hensel, professeur, 1.
Hilferding, S.D., 1.
Hincuk, membre du Soviet de Moscou, 1, 2.
Hindenburg, général, 1, 2, 3.
Hippius (Z.), 1, 2.
Hoare (samuel), 1.
Hoche, général, 1.
Hoffmann, conseiller fédéral helvétique, 1-2, 3.
Höglund (Z.), socialiste suédois, 1.
Hollande, 1, 2, 3, 4, 5, 6.
Holst (H. Roland), 1.
Hötzendorf (C. von), 1.
Hrusevskij (V.), 1.

Hummet, 1.
Huysmans (C), 1, 2, 3.
Hyndman, 1, 2.

Iakoutes, 1.
Ienesseisk, 1.
Ilin'Zelevskij, 1, 2, 3, 4.
Independant Labour Party, 1.
Industrie, Voir *Economie*.
Industrie de guerre (comité de l'), 1, 2 et s., 3.
Ino (Fort), 1.
Inoroci, allogènes ayant un statut spécial, 1.
Intelligentsia, 1, 2, 3-4, 5, 6, 7.
Internationale (l'), 1, 2, 3 et s., 4, 5, 6, 7,, 8, 9, 10-11, 12, 13 et s., 14-15, 16 et s., 17, 18, 19. Voir également Zimmerwaldiens.
Internationalistes (mencheviks de gauche), 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.
Inter-Raions, 1, 2. Voir également *Unitaires*.
Intervention Etrangère, 1, 2.
Ioffe (A.A.), 1, 2, 3.
Irlande, 1, 2.
Irkutsk, 1.
Islam, Voir Musulmans.
Italie, 1, 2, 3, 4, 5, 6.
Ivanov, général, 1, 2, 3, 4, 5, 6-7, 8, 9, 10.
Ivanov, militant bolchevik, 1.
Ivanovo, 1, 2, 3.
Izvestija, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11-12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49.
Izvolskij, ambassadeur de Russie, 1, 2.

Jadid, 1.
Jakubovič, Colonel, 1.
Janin colonel puis général, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.
Januskevič, Général, 1, 2.
Japon, 1, 2, 3, 4, 5.

Jarosinskij, banquier, 1.
Jaroslav, 1, 2, 3, 4, 5.
Jdanov (V.A.), commissaire menchevik, 1.
Jeunes (Organisation De), 1, 2, 3, 4, 5.
Jeunes Turcs (Régiment), 1.
Jitomir, 1, 2.
Joffe, Voir Ioffe.
Joffre, général, 1, 2.
Journal Du Peuple (Le), 1.
Judenič, Général, 1.
Juifs, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7-8, 9 et s., 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27-28, 29. Voir également*Bund, Poale-Zion*, Pogrom, *Antisémitisme*.
Jurenev (K.K.), 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.
Jurev, 1.
Jurkin, garde rouge, 1.
Justice, Journal de Hyndman, 1.
Justice (fonctionnement de la), 1, 2, 3.
Justice militaire, 1, 2.

Kaiser, Voir Guillaume II.
Kajurov, ouvrier bolchevik, 1, 2, 3, 4, 5.
Kaledine, général ataman, 1, 2, 3, 4-5, 6, 7, 8.
Kalinine (M.), 1.
Kalinine, 1, 2, 3, 4, 5.
Kalmuks, 1.
Kaluga, 1.
Kamenec-Podolsk, 1, 2.
Kamenev (L.), b., 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 ; et journées de juillet, 28-29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45 ; et journées d’octobre, 46-47 ; 48, 49, 50 ; divergences avec Lénine, 51-52.
Kamkov (B.), s.r., 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.
Kapelinskij, membre du Soviet de Petrograd, 1, 2, 3.
Kaplan (F.L.), 1.
Kaplan, militant bolchevik, 1.

Karasev, procureur, 1.
Karaulov, ataman, 1, 2.
Karelin', 1.
Katkov (G.), 1.
Katorga (prison de), 1, 2.
Kautsky (K.), 1, 2, 3, 4, 5, 6.
Kazakhs, Voir Kirghizs.
Kazakhstan, 1, 2.
Kazan, 1, 2, 3, 4, 5, 6 et s., 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18.
K.D. (constitutionnels-démocrates) ou *Cadets,* 1, 2, 3, 4, 5-6, 7, 8, 9, 10 et s., 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33 et s., 34-35, 36, 37, 38-39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58.
Keep (J.), 1.
Keller, comte, 1.
Kerblay (B.), 1.
Kerenski (A.F.), 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10-11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28-29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107-108 ; ses idées, 109 et s. ; et Kornilov, 110-111 ; 112, 113, 114 ; et les soldats, 115 et s. ; 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130-131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141.
Ketler, ingénieur, 1.
Khabalov, général, 1-2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.
Khakorev, militant bolchevik, 1.
Kharkov, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.
Khesin', 1.
Kherson, 1.
Khiva (problème de), 1.
Khrouchtchev (N.).

Khrustalev-Nosar, Khrustalev-Nosar (G.S.), 1, 2, 3, 4.
Kichinev, Voir Kišinev.
Kienthal (Conférence de), 1, 2, 3, 4, 5. Voir également *Internationale*, Zimmerwald.
Kiev, 1, 2, 3-4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18.
Kiev (Congrès des nationalités de), 1-2.
Kiir, quotidien letton, 1.
Kinskjn', ministre, 1-2.
Kintchuk, 1.
Kirghizs, 1, 2, 3, 4, 5, 6.
Kirghizie, 1.
Kirpičnikov, mutin, 1.
Kišinev, 1, 2.
Kleinov (G.), diplomate, 1.
Klembovskij, général, 1, 2.
Klimuchkin, 1-2, 3.
K.N.B.K., 1-2, 3, 4.
Knox, colonel, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.
Kockin, 1.
Kokoškine, Kokoškin'(F.F.), 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.
Kolarz (W.), 1.
Kolčak, amiral, 1, 2, 3, 4.
Kollontai (A.), 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12.
Kölnische Zeitung, 1.
Köln Volkzeitung, 1.
Kolobuchkin', 1.
Kolokolov, aspirant, 1, 2.
Koltchak, Voir Kolcak.
Kolyško (J. von), diplomate, 1.
Komintern, 1, 2, 3, 4, 5, 6.
Konovalov (A.I.), octobriste, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15
Konsin (société), 1.
K.O.O., 1, 2.
Kornev, 1.

Kornilov, général, 1, 2, 3, 4, 5 ; et putsch, 6, 7, 8 ; 9-10, passim ; putsch, 11-12 ; 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34-35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43.
Korolenko (V.G.), 1.
Korostovetz (V.), 1.
Korsch (K.), 1.
Korsovka, 1.
Kossior (S.V.), 1.
Kossovskij (du Bund), 1.
Kossygine, amiral, 1.
Kostroma, 1.
Kotkevitch, colonel, 1.
Koulaks, paysans aisés, 1, 2 et s., 3 et s., 4 à 5. Voir également Paysans, *Question agraire*.
Koursk, 1, 2, 3.
Koutais, 1.
Kozlovskij (M.), s.d., Letton, 1.
Krasnojarsk, 1, 2, 3.
Krasnov, général, 1.
Kremlin, 1.
Krestys (prison), 1
Krivošeine (A.V.), 1.
Krol'(A.I.), 1.
Kronstadt, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.
Kronstadt en 1917, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12-13, 14.
Kropotkine, prince, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.
Krovlja (usine), 1, 2.
Krupskaja (N.), 1, 2, 3, 4, 5.
Krusinskij, 1.
Krylenko (N.V.), leader bolchevik, 1, 2, 3, 4, 5, 6.
Krylov, commissaire, 1, 2.
Krymov, général, 1, 2, 3.
Kugutchev, gouverneur, 1, 2.
Kuibyšev, Kuibichev, 1.
Kuliser (I.), 1.

Kulszinsly, s.d. polonais, 1.
Kurde (problème), 1.
Kuropatkine, général, 1.
Kuskova (E.D.), 1, 2.
Kuskova (K.), 1, 2, 3, 4.
Kutler (N. N.), industriel, 1, 2, 3, 4.
Kuusinen (O.), S.D., Finnois, 1, 2, 3.
Kuzmin', 1-2.
Kuznetz, 1.

Labour Leader, 1.
Labour Party, 1, 2, 3, 4, 5.
Lachevitch, 1.
Lansing (R.), 1, 2.
Lapinski, s.t, s.d., polonais, 1.
Laribe, 1.
Larin', Larine (Ju), m., 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.
Laškevic, capitaine, 1, 2.
Latgalie, 1.
Latsis (M.I.), 1, 2.
Lausanne (*conférence des nationalités*), 1, 2, 3.
Lazarev, 1.
Lazimir, 1.
Lazzari (Constantino), 1.
Lebedev (VI.), 1.
Lefort (Cl.).
Lebedour, s.d., allemand, 1, 2.
Leipzische Volkszeitung, 1.
Lénine (VI. II), 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35-36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77 ; et journées de juillet, 78 79 ; et argent allemand, 80, 81, 82, 83 ; 84, 85, 86 ; et pustch Kornilov, 87-88 ; 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98 ; et Révolution Européenne, 99-100 ; et Komintern, 101 ; Et Nationalités, 102-103 ; 104, 105 ; et décret sur la

terre, 106-107 ; 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114 ; contrôle ouvrier et nationalisations, 115-116 ; 117, 118 ; et Garde Rouge, 119-120, 121, 122-123, 124, 125 ; Et Fonction Des Soviets, 126-127 ; 128 ; et Assemble Constituante, 129-130 ; 131, 132, 133, 134 ; et insurrection D'octobre, 135-136 ; 137-138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150.
Leont'ev, 1.
Lessner (Entreprises), 1.
Lettonie, 1, 2, 3, 4-5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29-30, 31.
Levine, Levin'(V.M.), 1, 2, 3, 4, 5, 6.
Liebknecht (K.), 1, 2, 3, 4.
Lieber (M.I.), m., 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7. *Ligue Des Grands Propriétaires*, 8, 9, 10.
Ligue Militaire, 1 et s.
Linde (F.), anarchiste, 1, 2, 3.
Linkov, 1.
Liquidateurs, 1.
Liteinij (Perspective), 1.
Litovskij (Régiment), 1.
Lituanie, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18. Voir également Baltes.
Livadja, 1.
Livonie, 1, 2, 3.
Ljuban, 1.
Ljubitskij, Général, 1.
Lloyd-George, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.
Locker-Thompson (O.), 1.
Lomonosov (V.), 1, 2, 3, 4, 5, 6.
Londres, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.
Louis XVI, 1.
Lozovskij, 1, 2, 3 et s., 4, 5, 6, 7.
Ludendorf, général, 1.
Luga, 1, 2, 3.
Lugansk, 1, 2.
Lukomskij, général, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.

Lunačarskij, Lunatcharskij (A.V.), 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19.
Luxemburg (Rosa), 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 ; et *Luxembourgisme*, *10*, 11 ; 12, 13, 14.
L'vov, prince, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35.
L'vov (N.), procurateur du Saint Synode, 1, 2, 3, 4, 5.
Lyssenkov, professeur, 1.

Mac Donald (R.), 1, 2, 3.
Macédoine, 1, 2.
Maçonnique, Voir Franc-maçonnerie.
Mae-Maevskij, général, 1.
Maiskij (V.), b., 1, 2.
Majakoskij, écrivain, 1.
Makarenko, publiciste, 1, 2.
Makari, évêque, 1.
Makhno (N.), anarchiste, 1, 2, 3.
Maklakov (N.), 1.
Maklakov (V.A.), 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.
Maksudov, député de la douma, 1, 2.
Makurenko, commissaire, 1.
Malaja-Višera, 1, 2, 3.
Malatesta, anarchiste italien, 1.
Malenkaja Gazeta, 1, 2.
Malia (M.).
Malianovitch (P.N.), 1.
Malinovskij (A.), b., Voir Bogdanov (A.).
Malmoë, 1.
Man (de), socialiste belge, 1.
Manchester Guardian, 1.
Mandchourie, 1.
Manikovskij, général, 1.
Manner (K.), 1 et s.
Mannerheim, général, 1.
Mansyrev, prince, 1, 2, 3, 4.
Manufacture des tabacs, 1.
Manuilov, ministre de l'Education nationale, 1, 2, 3, 4, 5.
Manuilskij (D.Z.), 1, 2, 3, 4.
Marat, 1.
Mari, 1, 2, 3.
Maria Pavlovna, 1.
Marie-Antoinette, 1.
Marins, 1, 2-3, 4, 5-6.
Maroc, 1.

Markov, sous-officier, 1, 2.
Markov, général, 1, 2, 3.
Markovitch (M.), 1, 2, 3.
Marne (bataille de la), 1.
Marseillaise (la), 1, 2, 3.
Martin, fours, 1.
Matin (le), 1.
Martov (L. Ju.), m., 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41.
Martynov (A.S.), s.d., 1, 2.
Marx (K.), 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22.
Marxiste, , 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.
Maslennikov (A.M.), membre de la douma, 1, 2, 3.
Maslennikov, délégué paysan, 1.
Maslov (S.), s.r., 1, 2, 3, 4.
Maslov (P.), m., 1, 2, 3, 4.
Mathiez (A.), 1.
Maugham (Somerset), 1.
Maxhaveli, homme politique géorgien, 1.
Maximalistes, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14.
Maxno, Voir Makhno.
Matveev (A.S.), 1.
Mazali, 1.
Med'(usine), 1.
Médecins (actions des), 1, 2.
Mednoprokatnyi (usine), 1.
Mekhonosin', 1.
Mel'Gunov, Melgunov (S.P.), historien et homme politique populiste, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11.
Mémoires, Voir *Cahiers de la Révolution.*
Menchevik, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et s., 11-12, 13-14, 15, 16, 17-18, 19-20, 21 et s., 22, 23, 24 et s., 25-26, 27, 28 et s., 29 ; et le problème de la guerre, 30-31, 32-33, 34-35, 36, 37-38, 39, 40-41, 42, 43, 44, 45-46, 47 à 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54 ; et journées de juillet, 55-56 ; 57 et s., 58, 59 ; et conférence de

Moscou, 60 et s. ; et putsch Kornilov, 61-62 ; 63, 64, 65, 66 ; et question agraire, 67-68 ; 69, 70, 71 ; et classe ouvrière, 72-73, passim ; 74-75 ; et Garde Rouge, 76-77 ; et bureaucratisation, 78-79 ; 80, 81 ; déclin dans les soviets, 82-83 ; et fonction des soviets, 84-85 ; et Assemblée Constituante, 86-87 ; en octobre, 88, 89, 90, 91, 92, 93 et s. ; 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103.

Mennonites, 1.

Merrheim (A.), syndicaliste, 1.

Mer Noire, 1.

Merežovskij(D.), 1, 2.

Meščerjakov (VI.), publiciste, 1.

Meždu raion, Voir *Inter-Raions*, *Unitaires*, *Vpered*.

Michel, prince, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 à 11, 12, 13, 14, 15, 16.

Michel, grand-duc, 1.

Mihailo (D. P.), Voir Frunze.

Mikhailovskij, théoricien, 1.

Milevskij (usine), 1.

Milice ouvrière, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8-9, 10. Voir également *Garde Rouge*.

Miljukov (P.N.), 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et s., 8-9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75 ; *Note Miljukov*, 76-77, 78, 79.

Miljutin’(V.P.), 1, 2, 3 et s., 4 et s., 5, 6.

Milli Firka (de Crimée), 1.

Milner (Lord), 1.

Minc.

Minkevitch, industriel, 1.

Minor (O.S.), s.r., 1, 2, 3.

Minsk, 1, 2, 3, 4.

Mints (I.I.), 1.

Mir, 1, 2, 3 et s., 4-5. Voir également Obščina.

Mitrailleuses (affaires des), 1, 2.

Mjakotine, Mjakotin’, historien et homme politique populiste, 1, 2, 3, 4.

Modigliani (G.E.), 1.
Mohilev, 1, 2, 3, 4, 5, 6.
Molotov (V.M.), 1, 2, 3, 4, 5, 6.
Mongolie, 1, 2.
Mongols, 1, 2.
Moozundskie (bataille de), 1, 2.
Mordves, 1.
Moscou, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44 ; Conférence de Moscou, 45 et s., 46, 47, 48, 49 ; 50, 51, 52, 53.
Mourmansk, 1, 2.
Moutet (Marius), 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.
Mstislavskij (S.D.), s.r., 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.
Muranov (M.K.), b., 1, 2.
Musulmans, 1 à 2, 3, 4 à 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 à 12.

Nabat, 1.
Nabokov (V.), 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.
Naine (Charles), 1.
Narkomnats, 1-2.
Narkompros, 1 et s.
Narodnaja Volja, 1.
Narodniki, Voir *Populisme*.
Narodnoe Slovo, *1*.
Nationalisations, 1, 2, 3, 4, 5, 6-7, 8-9.
Narva, 1, 2.
Narva (porte), 1.
Naš Golos, 1.
Naše Slovo, 1, 2.
Natanson (Bobrov), s.r., 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.
Nationalités, 1, 2 ; et partis russes, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 à 10, 11, 12, 13 à 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21 à 22, 23 et s., 24, 25, 26.
Nečaev, Ecrivain, 1.
Nekludoff, attaché russe à Stockholm, 1, 2, 3.

Nekrassov (N. V.), d.k., 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18.
*N.E.P.*xiii, 1-2.
Nepenine, amiral, 1, 2.
Neratov, 1.
Nermad (T.), 1.
Neue Orient, 1.
Neues Wiener Journal, 1, 2.
Nevskij (V.I.), b., 1, 2, 3, 4, 5.
Nevskij (perspective), 1 et s., 2, 3.
Nevskij (usines), 1, 2.
Neva, 1, 2 à 3, 4.
New Call, 1.
New York, 1.
New York Times, 1, 2.
Nicolas (Nicolaevitch), grand-duc, 1, 2, 3, 4, 5.
Nicolas II, 1, 2, 3, 4, 5, 6 à 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18 à 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45.
Nigulskij (République), 1.
Nikitin'(B.V.), 1, 2.
Nikolaevskij (K.V.), 1.
Nikolaiev, 1.
Nilov, amiral, 1.
Nivelle, général, 1, 2, 3, 4.
Nižnij-Novgorod, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14.
Nogine, Nogin'(V.P.), b., 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.
Nolde (B.), 1, 2, 3.
Nodke, 1.
NovajaŽizn, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11.
Norvège, 1, 2.
Novgorod, 1.
Novgorod (gardes de), 1.
Novo-Nikolaievsk, 1.
Novopavlovsk (enseigne), 1.
Novo-Vičuk, 1.

Novoe Vremja, 1, 2, 3, 4, 5, 6.
Novyi-Lessner (usines), 1.
Novyi Mir, 1.

Obščina, 1, 2 et s., 3, 4 à 5, 6 à 7, 8, 9.
Obuhov (usine), 1-2, 3.
Octobristes, 1, 2, 3, 4, 5 à 6, 7, 8, 9.
Odessa, 1, 2, 3, 4, 5.
Oedel (bataille de). 1.
Offensive (problème de l'), 1, 2, 3, 4, 5, 6 et s., 7, 8.
Officiers, 1, 2 à 3, 4, 5, 6 et s., 7 à 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 à 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22 à 23, 24, 25, 26.
Okhrana (police), 1, 2 à 3, 4 et s., 5, 6, 7 et s., 8 et s., 9, 10, 11.
Olga, grande-duchesse, 1.
Olminskij (M.S.), b., 1, 2.
Omeljanovic, général, 1.
Omsk, 1.
Opposition ouvrière, 1.
Orča, 1.
Ordžonikidze (G.K.), B., 1, 2.
Orel, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.
Orianenbaum, 1.
Orlov, colonel, 1.
Orlov, professeur, 1.
Orlov, militant bolchevik, 1.
Ossete,
Ossètes, 1, 2, 3, 4, 5.
Ostrjanskij, général, 1.
Otrubnik (paysan sorti du mir), 1, 2 et s., 3.
Oural, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11.
Ouvriers (classe ouvrière), II, IV, VI, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 et s., 15 et s., 16 à 17, 18 à 19, 20 et s., 21 et s., 22 à 23, 24, 25, 26 à 27, 28, 29 à 30, 31, 32 et s., 33, 34 et s., 35 et s., 36 à 37, 38, 39, 40 et s., 41, 42 à 43, 44 et s., passim., 45 et s., 46, 47 à 48, 49 à 50, 51 à 52, 53 à 54, 55 à 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63-64, 65, 66, 67-68, 69-70, 71 ; rapports avec les

soldats, 72 et s. ; rapports avec le patron, 73-74 ; 75 ; dans l'économie, 76-77, passim. ; rapports avec syndicats et organisations, 78-79, 80 ; leur absence dans les soviets de députés, 81 et s. ; et force armée prolétarienne, 82 et s. ; participation aux institutions populaires, 83-84, 85-86, 87-88 ; 89-90, 91, 92, 93, 94 à 95, 96 à 97, 98, 99-100.

Ouvrier (groupe), 1 à 2, 3, 4.

Painlevé (P.), 1, 2.

Paix (problème de la), 1, 2, 3, 4 et s., 5, 6, 7, 8 et s., 9-10, 11 et s., 12 et s., 13 et s. ; chez les nationalités, 14-15, 16, 17, 18 et s., 19-20, 21-22, 23-24, 25-26, 27-28, 29-30, 31, 32-33, 34-35, 36, 37 et s., 38, 39-40, 41-42, 43-44, 45-46, 47, 48, 49-50, 51, 52, 53, 54 et s., 55-56, 57, 58-59, 60, 61, 62, 63-64, 65-66, 67-68, 69-70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77. Voir également *Brest-Litovsk*, Guerre, *Offensive*, Zimmerwald, etc.

Palais d'hiver, 1.

Palais de justice, 1, 2.

Palais Marie, 1.

Palais de Tauride, 1, 2 et s., 3 et s., 4 et s., 5.

« Pale », Voir Juifs.

Paléologue (M.), ambassadeur de France, 1, 2, 3, 4.

Palestine, 1.

Pal'činskij, Pal'tchinskij (P.), industriel, 1, 2, 3, 4, 5.

Pankov, militant ouvrier, 1, 2, 3, 4.

Pantouranisme et panturkisme, 1 et s.

Paris, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.

Parvus (Helphand), 1, 2, 3, 4, 5.

Pascal (P.), 1.

Paul, grand-duc, 1.

Pavlov, 1, 2.

Pavlovskij (régiment), 1, 2, 3, 4, 5.

Paysans, 1, 2-3, 4, 5-6, 7, 8-9, 10, 11, 12, 13-14, 15 et s. ; dans les Pays Baltes et en Ukraine, 16-17, 18 et s., 19, 20, 21, 22, 23 et s., 24-25, 26, 27, 28 et s. ; et Église, 29 ; et problème de la terre, 30-31 ; et soviets, 32 ; entrée dans institutions, 33-34 ; situation en octobre, 35-36 ; transformations du régime, 37, 38, 39-40 ; 41, 42-43, 44-45, 46, 47-48. Voir également *Agraire (question)*.

Pechekhonov, Voir Pešekhonov.
Penza, 1, 2, 3.
Pepeljaev, député cadet, 1.
Perejaslavskaja, 1.
Perejaslavskij, 1.
Perestroïka (restructuration).
Perevercev, Perevertsev (P.N.), ministre de la justice, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.
Perse, 1.
Pešekhonov (A.V.), leader social-populiste, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31.
Pétain, général, 1, 2.
Peterson, 1.
Petisev (usine), 1.
Petit (E.), 1.
Petit Parisien (Le), 1.
Petrograd (conférence de), 1, 2, 3-4.
Petrogradskij, 1, 2.
Petrovskij, 1.
Petrozavodsk, 1.
Pharaons (police montée), 1, 2.
Phoenix (usine), 1.
Pierrre le Grand, 1.
Pilenko (A.), journaliste, 1, 2.
Piotrovskij, 1.
Pisarev, écrivain, 1.
Pitirim, évêque, 1.
Pjatakov (G. L.), 1, 2, 3, 4, 5.
Pjatigorsk, 1.
P.K. (comité de Saint-Pétersbourg du P.C.), [b.], 1, 2, 3, 4, 5 et s., 6, 7.
Platten, socialiste suisse, 1, 2.
Plekhanov (G.V.), 1, 2-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29.
Poale-Zion, 1, 2-3, 4, 5, 6, 7, 8-9.
Pobedonoscev (V.), 1.

Podolsk, 1.
Podvojskij (N.I.), militant bolchevik, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12.
Pogrom, 1, 2 et s., 3.
Police, 1, 2, 3. Voir également *Okhrana*, *Tcheka*.
Polivanov, général, 1, 2, 3, 4.
Poljanskij (Dm.), 1.
Polkovnikov, colonel, 1-2.
Pologne, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9-10, 11 et s., 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26-27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42.
Polovtsev, général, 1, 2, 3, 4, 5.
Poltava, 1.
Pomeščik, gros propriétaires terriens, Voir *Agraire (question)*, *Paysans*, etc.
Popola d'Italia, 1, 2.
Popov (capitaine), 1.
Poraženstvo(défaitisme), Voir Zimmerwaldiens, *Problème de la paix*.
Populiste, *populisme*, 1, 2 et s., 3 et s., 4 et s., 5, 6-7. Voir également socialistes-révolutionnaires, social-populistes, etc.
Pošehon'e, 1.
Postnikov, 1.
Potressov (V.), m., 1, 2.
Pourquoi il n'y a pas de pain (publication), 1.
Povarov, 1.
Prague (coup de), 1.
Pravda, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33 ; problème de la, 34, 35 ; 36, 37, 38.
Preobraženskij (régiment), 1, 2.
Preobraženskij, délégué menchevik, 1, 2.
Préparlement, Voir *Conseil de la République*.
Pridvagon (usine), 1.
Prikaze I, 1-2, 3, 4-5, 6-7, 8, 9, 10, 11, 12 et s., 13, 14.
Prix, Voir *Économie*.
Privyz, 1, 2.
Prodamet (Usine), 1, 2, 3.

Prodrazverska, 1, 2 et s.
Prodvagon (usine), 1.
Progressiste, Voir *Bloc*.
Prokopovic, Prokopovitch (S.N.), économiste, 1, 2, 3.
Proletariat i vojna, Publication, 1.
Prometa (usine), 1.
Propaganda, 1.
Propriété privée, 1, 2, 3-4, 5, 6 et s., 7-8, 9-10.
Protopopov (A.D.), 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.
Prowanov (I.S.), 1.
Pskov, 1, 2-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.
Pudovkine (V.), 1-2.
Pugačev, Pugatchev, 1.
Pulemet (usine), 1.
Pumjanskij, s.r., 1, 2, 3.
Puriskevitch, 1.
Putilov (A.I.), 1, 2, 3.
Putilov (usines), 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8-9, 10, 11, 12.
P.V.R.K., 1, 2-3, 4, 5, 6, 7 et s., 8 et s., 9-10, 11-12, 13-14, 15, 16, 17, 18.
Pyrrhus, 1.

Rabinowitch (Al.), 1 et s., 2, 3, 4.
Rabočaja Gazeta, quotidien menchevik, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20.
Rabočee Znamenja, publication anarchiste, 1, 2.
Racovskij (C), 1.
Rada (assemblée représentative petit-Russe), 1, 2-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13.
Rada (De Kiev), 1, 2-3, 4.
Radek (K.), 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.
Radko-Dmitriev, général, 1, 2.
Raevskij, 1.
Raionnye Komitety, Voir *Comités de quartier.*
Rakhia, Voir Rax'ja.
Rakovskij (Chr.), 1, 2, 3.
Ramišvilij, homme politique géorgien, 1.

Rappoport, 1, 2.
Raskol-Nikov(F.F.), B., 1, 2, 3, 4, 5, 6.
Rasputine (G.E.), moine, 1, 2, 3, 4.
Rasul-Zade (M.A.), 1.
Ravitaillement, Voir *Economie.*
Ravitch (S.N.), 1.
Rax'ja, 1, 2, 3, 4.
Reč, quotidien cadet, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12-13, 14, 15.
Reed (J.), 1, 2.
Reichstag, 1.
Reisner, 1.
Reixel (usine), 1.
Renaudel, socialiste français, 1.
Retch, Voir *Reč*
Revel, 1, 2, 3, 4, 5, 6.
Reventlow, comte, 1.
Révisionnisme, 1, 2, 3, 4.
Révolution de 1789, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13.
Révolution de 1848, 1, 2, 3, 4, 5.
Révolution de 1905, 1, 2, 3, 4-5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et s., 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32.
Ribot (A.), 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.
Riga, 1 ; chute de, 2, 3, 4, 5, 6, 7 ; 8.
Rjabušinskij, Rjabuchinkij (M.), industriel, 1, 2, 3, 4, 5.
Rjazan, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.
Rjazanov (D.B.), 1, 2, 3, 4, 5-6, 7, 8.
Rjevskij, progressiste, 1.
Robertson, général, 1, 2.
Robespierre (M.), 1, 2.
Roditchev, 1.
Rodzjanko (M. V.), 1, 2, 3, 4, 5, 6 et s., 7-8, 9-10, 11-12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27.
Rolland (R.), 1, 2, 3.
Romanov (dynastie des), 1, 2, 3, 4, 5-6, 7, 8, 9, 10, 11.
Roosevelt (Th.), 1.

Root (Mission), 1.
Root (E.), 1.
Rome, 1, 2, 3, 4.
Rošal', Roš'al (S.G.), leader unitaire, 1, 2, 3, 4.
Rosmer (A.), 1, 2, 3.
Rostov-sur-Don, 1, 2.
Roumanie, 1, 2, 3, 4, 5.
Rousseau (J.J.), 1.
Roverta (A.), 1.
Rožkov (N.), 1, 2, 3.
Rusanov (N.S.), 1, 2, 3, 4.
Russia, revue paraissant en Grande-Bretagne, 1, 2.
Russian Cooperator, revue paraissant en Grande-Bretagne, 1, 2.
Russification, 1, 2, 3 et s., 4 et s.
Russkaja Slova, 1.
Russkaja Vedemosty, 1.
Russkaja Volja, 1, 2, 3.
Russkaja Znamja, 1.
Russkij, général, 1, 2, 3, 4-5, 6.
Russkij Reno (usines), 1.
Russko-Angliskij Vestnik, 1.
Rybinsk, 1.
Rykatine (U.), 1.
Rykov (A.I.), b., 1, 2, 3.

Sadovaja (rue de Petrograd), 1.
Sadovskij, 1.
Safarov, député à la douma, 1.
Saint-Georges (bataillon de), 1 et s.
Saint-Just, 1.
Saint-Siège, 1.
Saint-Synode, 1.
Sakartvelo, parti nationaliste géorgien, 1.
Sakharov (A.).
Sakya Muni, 1.
Salan, général, 1, 2, 3.
Salonique (armée de), 1, 2, 3.Voir également Grèce.
Samara, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.
Samozaščita, publication, 1, 2.
Sampsonevskij, m., 1.
Sanders (W.), député travailliste, 1.
Sanders (mission), 1.
Saratov, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.
Sarte, 1.
Savič (N.T.), 1, 2, 3.
Savine, ministre suppléant, 1.
Savinkov (B.), commissaire, 1, 2, 3, 4, 5 et s., 6-7.
Sazonov, ministre de Nicolas II, 1.
Scandinaves, 1, 2, 3, 4.
Scepkin, professeur, 1, 2.
Schapiro, Voir Šapiro.
Scheidenmann, s.d., allemand, 1, 2, 3, 4.
Scherrer (Ju.), 1.
Schlieffen (plan), 1.
Schljapnikov (A.), Voir Šljapnikov.
Schmidt (V.), Voir Šmidt.
S.D.N., 1.
Sébastopol, 1.
Sebastopoulo, ambassadeur, 1.
Seim, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11.
Seim d'Helsingfors, Voir Finlande.

Selima Jaboukova, 1.
Semachko (N.A.), 1, 2, 3.
Sembat (M.), 1.
Semenov (E), 1, 2.
Semenovskij (régiment), 1.
Semrino, 1, 2.
Sénat, 1.
Sen'oren Konvent (assemblée des Doyens), 1.
Serbie, 1, 2, 3, 4, 5, 6.
Serentui (Prison De), 1.
Serge, grand-duc, 1.
Sereda (rapport), 1.
Serinov, 1.
Sersnev, colonel, 1.
Sevčenko, écrivain ukrainien, 1.
Severdin', 1.
Shulgin (V.V.), Voir Šul'gine.
Sibérie, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17.
Simbirsk, 1, 2.
Singleton(S.), 1.
Sionisme, Voir *Poale-Zion*.
Sirola Urjo, 1, 2, 3.
Sisko, s.r., 1.
Sixte-Bourbon, prince de, 1, 2, 3.
Skalov, membre du soviet, 1, 2.
Skobelev (M.I.), 1, 2, 3, 4 et s., 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32 et s., 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39.
Skorohodov, 1.
Skrypnik (N.A.), 1, 2.
Slavophile, 1.
Sljussarenko (Usines), 1.
Slutskaja, 1.
Slutskij, 1.
Smilga (I.T.), b., 1, 2, 3, 4, 5.
Smirnov (E.), M., 1.

Smitchka (alliance paysans-ouvriers), 1.
Smith (F.W.), 1.
Smjakov, membre de la douma, 1.
Smolensk, 1, 2, 3, 4.
Société de l'année 1914, 1.
Société des Progressistes ukrainiens, 1.
Social-Demokrat (de Karkhov), quotidien, 1, 2.
Social-Demokrat (de Moscou), quotidien, 1, 2, 3, 4, 5.
Socialisme, IV, VI, XVII, 1, 2, 3, 4, 5, 6 et s., 7, 8, 9 à 10, 11, 12, 13 à 14, 15 et s., 16 à 17, 18 à 19, 20 et s. ; des pays allogènes, 21 à 22, 23 à 24, 25 à 26, 27, 28 à 29 ; Conférence socialiste internationale, 30 à 31, 32 et s.
Social-démocratie, 1 à 2, 3 à 4, 5 à 6, 7, 8, 9 à 10, 11 à 12, 13 à 14, 15, 16 à 17, 18 à 19, 20 et s. ; des pays allogènes, 21 à 22, 23 à 24, 25 à 26, 27 à 28, 29-30, 31, 32, 33, 34, 35-36. Voir également *Bolchevik, Menchevik, Unitaires.*
Socialistes-populistes, 1, 2, 3 à 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 à 11, 12 et s., 13 à 14, 15, 16, 17, 18.
Socialistes-révolutionnaires ou *S.R.*, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 à 8, 9 à 10, 11 à 12, 13 à 14 ; des pays allogènes, 15-16, 17, 18, 19, 20 et s., 21, 22, 23, 24 à 25, 26 à 27 et s., 28-29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41 à 42, 43, 44, 45, 46 ; et journées de juillet, 47-48 ; scission, 49, 50 et s., 51, 52 ; et conf. de Moscou, 53 et s. ; et Kornilov, 54, 55 ; 56, 57, 58, 59, 60, 61 ; et question agraire, 62-63 ; et décret sur la terre, 64-65 ; 66, 67, 68, 69, 70-71 ; et garde rouge, 72 ; 73, 74, 75-76 ; dans soviets, 77-78, 79-80 ; et Assemblée Constituante, 81-82, 83, 84, 85, 86, 87, 88 et s., 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.
Socialistes-révolutionnaires de gauche, 1, 2 et s., 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15.
Société 1883 (usine), et ouvriers, 1 et s. ; 2.
Sokolov (N.D.), 1, 2, 3, 4 et s., 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12.
Sokolnikov, Sokol'nikov (G. Ju.), b., 1, 2.
Sokolovskij, membre du soviet de Petrograd, 1, 2, 3.
Soldats, 1, 2, 3 et s., 4, 5 à 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 et s., 20 à 21, 22, 23 et s., 24 à 25, 26 à 27, 28 et s., 29 et s., 30 et s., 31, 32 à 33, 34, 35 et s., 36, 37 et s.,

38 à 39, 40 à 41, 42 à 43, 44 à 45, 46 à 47, 48 à 49, 50 et s., 51 à 52, 53, 54, 55, 56 et s., 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65-66 ; et paysans, 67-68, 69 et s., 70 ; et violences, 71-72 ; en octobre, 73, 74 et s., 75, 76, 77 et s. ; 78-79, 80 et s., 81, 82, 83. Voir également *Armée*.

Soldat-Graždanin, 1, 2.

Soldats et Ouvriers, publication, 1.

Soldatskaja Pravda, 1, 2, 3, 4, 5.

Soljenitsyne (A.), 1.

Somme, 1.

Sonnino, homme d'État italien, 1, 2.

Sorokine (P.), s.r., 1, 2.

Soubise, général, 1.

Souvarine (B.), 1.

Soviet, 1, 2 et s., 3 et s., 4 à 5, 6, 7, 8 à 9, 10, 11, 12, 13, 14 à 15, 16, 17, 18, 19 et s., 20, 21 et s., 22, 23 à 24, 25, 26 à 27, 28 à 29, 30 à 31, 32 à 33, 34 à 35, 36 et s., 37, 38, 39 et s., 40 à 41, 42, 43 à 44, 45 à 46, 47 à 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57-58.

Soviets de 1905, 1, 2.

Soviets (Congrès des), 1, 2, 3, 4-5, 6, 7 à 8, 9 à 10, 11 à 12.

Soviets (Congrès des) ou 2e *Congrès*, (Pour le 1er Congrès, voir à *Soviets de députés)*, 1-2, 3, 4, 5 et s.

Soviet du contrôle ouvrier, 1-2.

Soviet des comités d'usine, Voir *Conférence des comités d'usine*.

Soviets de députés, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 ; et journées de juillet, 11-12 ; 13, 14 et s., 15, 16, 17, 18 ; et putsch Kornilov, 19-20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34 ; 35 et s., 36, 37 ; bureaucratisation, 38 et s., 39 ; bolchevisation, 40-41 ; fonctions, 42-43 ; prise de pouvoir, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50 et s., 51, 52-53, 54-55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64-65, 66, 67-68, 69.

Soviet de Petrograd, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36 et s., 37, 38, 39, 40.

Spartakistes, 1.

Spets (problème des spécialistes), 1, 2, 3.

Spiridovana (Maria), p 1, 2, 3, 4, 5.
S.R., Voir *Socialistes-révolutionnaires.*
Staatesbund, 1.
Stachenko, 1.
Stackelberg, baron, 1.
Stakevitch, gouverneur, 1.
Staline (J.V.), 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22 ; et nationalités, 23-24, 25, 26, 27, 28-29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45.
Stankevič (V.B.), 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.
Starcev (V.I.), 1, 2, 3, 4, 5.
Stasova (E.), B., 1.
Stavka, 1, 2, 3, 4, 5 à 6, 7, 8 à 9, 10 à 11, 12, 13 à 14, 15, 16 à 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24.
Stavropol, 1.
Steinberg (I.), S.R., 1, 2.
Steklov (J. M.), 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13.
Stenka-Razine, 1, 2.
Stepanov (V.), économiste, 1, 2, 3, 4.
Stockhod (Bataille De), 1, 2, 3, 4.
Stockholm (Conférence De), 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 à 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15-16, 17, 18.
Stolypine (P.A.), 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et s., 8 et s., 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16.
Stone (N.), 1, 2.
Struve (P.B.), 1, 2, 3, 4, 5, 6.
Stucka (P.), S.D., letton, 1, 2, 3.
Sturmer (B.V.), 1, 2, 3, 4.
Türgkh, comte, 1.
Stuttgart (Congrès de), 1, 2.
Suède, 1, 2, 3, 4, 5.
Suisse, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12.
Sukhanov (N. N.), 1, 2, 3, 4 et s., 5 à 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47-48, 49, 50, 51.

Sukomlinov (V.A.), 1, 2, 3.
Sultan-Galev, 1.
Sunnites, 1.
Sun Yat Sen, 1.
Svenska Telegrambyran, 1.
Sverdlov (Ja., M.), 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15.
Svistikov, 1.
Syndicats, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8-9, 10, 11 et s. ; et comités d'usine, 12-13 ; 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33.
Syndicalisme, 1, 2, 3, 4, 5 et s., 6 et s., 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 à 14, 15.
Syndicalisme révolutionnaire, 1, 2.
Sysestroj, 1.
Šakovskij, prince, 1.
Šapiro, délégué du congrès des soviets, I, XI, 1.
Šatrov, membre du soviet de Petrograd, 1.
Šidlovskij (S.I.), député de la douma, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.
Šilov, caporal, 1.
Šingarev (A. I.), 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18.
Šljapnikov (A.), 1, 2, 3, 4, 5, 6 et s., 7 à 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29 à 30, 31, 32, 33.
Šlussenburg, 1, 2, 3, 4.
Šmidt (V.V.), B., 1, 2, 3, 4.
Šul'gine (V.V.), 1, 2, 3, 4, 5, 6 à 7, 8, 9, 10, 11.
Šutko (K.I.), B., 1, 2.

Taft, président, 1.
Tambov, VII, 1.
Tannenberg (bataille de), 1.
Tanner, 1.
Tatars, 1, 2, 3 à 4, 5, 6, 7 à 8, 9, 10, 11-12, 13, 14.
Tchagatajs, 1, 2.
Tchaikovskij (N.V.), Voir Čaikovskij.

Tchajanov, Voir Čajanov.
Tcheka, 1-2.
Tchekhov (A.), 1.
Tchèques, 1 ; et Slovaques, 2.
Tcheremisses, 1, 2.
Tcherevanin', Voir Čerevanine.
Tcherkesses, 1.
Tchernov (V.), Voir Černov.
Tchita, 1.
Tchkeidze (N.S.), Voir Čkeidze.
Tchudnovskij (G.I.), Voir Čudnovskij.
Tereščenko, Teretchechenko (M.I.), 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23.
Terioki (gouvernement de), 1.
Terreur (problème de la), 1-2, 3, 4, 5, 6-7, 8, 9
Thanhouser film C°, 1.
Thèses d'avril, 1, 2.
Thomas (Albert), 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16.
Thorez (M.), 1.
Tiflis, V, 1, 2, 3, 4, 5.
Tikhon, archevêque, 1, 2.
Tikston, industriel, 1.
Times (The), 1.
Tkacuk (A.G.), 1.
Tobolsk, 1, 2.
Tocqueville (A. de.), 1.
Togliatti (P.), 1.
Tokoi, militant socialiste finnois, 1, 2.
Tomsk, 1.
Tomskij (M.P.), 1, 2.
Torgovo Promyslennaja Gazeta, 1, 2.
Tozno, 1.
Transports (problème des), 1, 2, 3, 4.
Trat'jakov, 1, 2, 3.
Tret'jakov (S.N.), industriel, 1.
Treugolnik (usine), 1, 2, 3, 4.

Trifonov, 1.
Trikovskij, général, 1.
Trockij (L.D.), Voir Trotski.
Troelstra, militant hollandais, 1, 2, 3, 4.
Trotski (L.D.), 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30 ; et journées de juillet, 31-32 ; 33, 34, 35 ; et révolution européenne, 36-37 ; 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65-66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75.
Trubeckoj, Trubetskoj, prince Evg., 1, 2, 3, 4.
Trud, 1.
Trudoviks, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 à 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14.
Tsaritsine, Voir Carycin'.
Tsarskoe-Selo, Voir Carskoe-Selo.
Tserettelli (I.G.), Voir Ceretelli.
Tserettelli (M.), leader nationaliste géorgien, 1, 2.
Tsik, jusqu'en juin, comité central exécutif du Soviet de Petrograd ; ensuite, sauf indication contraire, comité central exécutif du Congrès des Soviets. Voir *Soviets, Soviet de Petrograd, Congrès.*
Tugan-Baranovskij (M. I.), économiste, 1, 2, 3, 4, 5.
Tukatchevskij, général, 1.
Tula, 1, 2, 3.
Tulman (usines), 1.
Tungunges, 1.
Tuominen(A.), 1.
Turkestan, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11. Voir également Tchagatajs, Uzbekistan.
Turquie, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12.
Tver, 1, 2, 3, 4.

Udarnye (bataillons de choc), 1 et s.
Ufa, 1, 2, 3, 4.
Ukhomskij (prince), 1.
Ukraine, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 à 28, 29, 30, 31, 32, 33-34, 35-36, 37, 38, 39, 40, 41-42, 43, 44, 45, 46,

47, 48, 49, 50, 51, 52-53, 54, 55, 56, 57 et s., 58, 59, 60, 61, 62, 63.
Ulemas, 1.
Union de l'archange Michel, 1.
Union des Officiers de l'armée et de la flotte, 1, 2, 3, 4 et s., 5, 6, 7.
Union du Peuple russe, 1, 2, 3.
Union Sacrée (Burgfriede), 1 et s., 2 et s., 3, 4 et s., 5, 6, 7, 8 et s., 9, 10, 11, 12.
Unitaires, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et s.
Universal, 1.
Université, 1-2, 3.
URICKIJ(M.S.), 1, 2, 3, 4.
U.S.A., 1, 2, 3, 4. Voir également États-Unis.
USATSEV, 1.
Ust'igor, 1.
UTKA, 1.
UTSIDA, diplomate japonais, 1.
Uzbekistan, 1.
Uzbeks, 1.

VAHITOV (Mulla Nur), 1.
VALAS, député, 1.
VALENTINOV (N.), 1, 2, 3.
Valk, 1
VAN DER WELDE, VANDERVELDE, socialiste belge, 1, 2, 3, 4.
VARENNE (A.), 1.
VARSKI (A.), 1.
VARSKIJ, 1.
Varsovie, 1.
VASILEV (P.), 1.
VASSILEV, chef de l'Okhrana à Petrograd, 1.
Vassilij (île), 1.
VEČERNAJA VREMJA, 1, 2, 3, 4.
Vendée, 1.
Verdun, 1, 2.
VERKOVSKIJ, général, 1, 2, 3, 4, 5.

V ERTOV (D.), cinéaste soviétique. *Vie chère (la)*, publication, 1.
Vienne, 1, 2.
Vieux-Croyants, 1, 2, 3, 4.
Vikzel, syndicat des chemins de fer, 1-2, 3.
V IL, s.d. finnois, 1.
V ILENKINE, V ILENKIN', commissaire, 1, 2.
Vindavo, 1.
V INNIŠENKO, V INNITCHENKO (V. K.), 1.
V INOGRADOFF, attaché russe à Londres, 1, 2.
V IREN (amiral), 1.
Viritza, 1, 2.
V IŠNJAK, s.r., 1.
Vitebsk, 1.
V JAZEMSKIJ, prince, 1.
Vladimir, 1, 2, 3, 4.
V LADIMIROV, 1.
Vladimirskaja, 1.
Vladivostok, 1, 2.
V OIEKOV, général, commandant du Palais du tsar, 1, 2, 3, 4.
V OJTINKIJ, m., 1, 2, 3, 4, 5, 6.
Volga, 1, 2, 3.
V OLINE (Eichenbaum), 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8-9.
Volja Naroda, 1, 2.
Volna, 1.
V OLODARSKIJ, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.
Vologda, 1, 2, 3, 4.
V OLSKIJ, Voir V ALENTINOV.
Volskoe Slovo, 1.
Volynskij (régiment), 1, 2, 3, 4, 5.
V ON K APELLE, amiral, 1.
Voronež, 1, 2, 3, 4.
V OROB'EVA, 1.
V ORONICI (régiment des), 1.
V ORRONKOV, 1.
Vorwaerts, 1.
Vossiche Zeitung, 1.
Votjaks, 1.

Vpered, 1, 2, 3, 4, 5, 6.
V.R.K., Voir *P.V.R.K.*
Vserossiiski-cerkovno-oščestvennyi, 1.
Vulcain (usines), 1, 2.
Vul'fert (Y.), 1.
Vyborg (quartier de), 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.
Vychnegradskij, 1.
Vyroubova, 1.

Washington, 1, 2.
Weinstein, délégué au congrès des soviets, 1.
Wesson (R.G.), 1.
Wettig (G.), 1, 2. 3.
Wiik (Karl), 1.
Wilhemstrasse, 1, 2.
Williamson (J.B.), 1.
Wilson (W.), 1, 2, 3, 4, 5.
Witte, comte, 1.
Winship, consul, 1.
Woitinskij, Wojtinskij (V.S.), Voir Vojtinskij.
Wolmar, 1.

Xlopotin, 1.

Yakovlev (A.).
Yuan Tché Kai, 1.
Yurenev (K.K.), Voir Jurenev.

Zadača Socialisma, 1.
Zalevski (V.), b., 1, 2, 3.
Zaluckij, Zalutskij (P. A.), b., 1, 2, 3.
Zamoiskij, comte, 1.
Zankevič, général, 1.
Zavadskij, 1.
Zasulič (Vera), M., 1, 2, 3.
Zavoiko (V.S.), 1.
Zavrev (mission), 1.
Zeman, 1.

Zemgor, 1.
Zemlja i Volja, 1.
Zemstvo (pluriel *zemstva*), 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17.
Zenzinov (V.), 1, 2, 3, 4 et s., 5, 6, 7, 8, 9, 10.
Zihn, 1.
Zimmerwald (conférence de), 1 et s., 2, 3, 4 et s., 5, 6 et s., 7-8, 9-10, 11 et s., 12, 13-14, 15, 16, 17, 18.
Zinov'ev (G.), b., 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28-29, 30, 31, 32, 33, 34.
Zlotnikov, 1.
Znamenskaja (place), 1, 2, 3.
Znamenskij, membre du congrès des soviets, 1, 2.
Zolotnikov, publiciste, 1.
Zurich, 1, 2, 3.
Žordanja (N.), m., 1.

Table of Contents

Page de Copyright
Sommaire
PRÉFACE
 NOTES
TRANSCRIPTION DES MOTS RUSSES
ABRÉVIATIONS
PREMIÈRE PARTIE - LA CHUTE DU TSARISME
 CHAPITRE PREMIER - DE LA GUERRE À LA RÉVOLUTION
 1. LES ILLUSIONS DE L'ANNÉE 1914
 2. LA DÉCOMPOSITION
 3. LA RÉVOLUTION GAGNE LES ESPRITS
 CHAPITRE II - LA CHUTE DE L'ANCIEN RÉGIME
 1. L'INSURRECTION DE PETROGRAD : LES « CINQ JOURS »
 2. L'INITIATIVE
 3. LA NUIT DES DÉCISIONS
 4. L'INSTAURATION DU DOUBLE POUVOIR
 5. L'ABDICATION DES ROMANOV
 6. LA RÉVOLUTION SE CONSOLIDE
 CHAPITRE III - LES PROJETS DES CLASSES DIRIGEANTES ET DES ORGANISATIONS RÉVOLUTIONNAIRES
 1. SENTIMENTS ET PROJETS DE LA GRANDE BOURGEOISIE ET DES CLASSES MOYENNES
 2. ARTISTES ET INTELLECTUELS
 3. PROGRAMME DES ORGANISATIONS RÉVOLUTIONNAIRES
 4. LA QUESTION NATIONALE ET LES PARTIS RÉVOLUTIONNAIRES
 CHAPITRE IV - LES « CAHIERS DE LA REVOLUTION RUSSE » OUVRIERS, PAYSANS, SOLDATS
 1. LA CLASSE OUVRIÈRE
 2. LA PAYSANNERIE
 3. LES ASPIRATIONS DES SOLDATS

CHAPITRE V - LES « CAHIERS DE LA RÉVOLUTION RUSSE » LES ASPIRATIONS DES ALLOGÈNES
1. L'ÉTAT RUSSE FACE AUX REVENDICATIONS DES POLONAIS ET DES FINNOIS
2. LA « NATION » JUIVE SE DÉSINTÈGRE
3. PAYS BALTES ET UKRAINE : ENTRE LA NATION ET LA RÉVOLUTION
4. AU CAUCASE, LE SENTIMENT NATIONAL À L'ÉPREUVE DE LA GUERRE ET DE LA RÉVOLUTION
5. LES ALLOGÈNES DE SIBÉRIE ET LES POPULATIONS MUSULMANES
CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE
DEUXIÈME PARTIE - L'ÉCHEC DE LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER
CHAPITRE VI - LE FONCTIONNEMENT ET LES DÉBUTS DU NOUVEAU RÉGIME
1. LES ORGANES ET LE FONCTIONNEMENT DU RÉGIME
2. LES DÉBUTS DU NOUVEAU RÉGIME
CHAPITRE VII - LA CRISE D'AVRIL
1. L'EUROPE ET LA RÉVOLUTION RUSSE
2. LE RETOUR DES GRANDS ÉMIGRÉS
3. LES JOURNÉES D'AVRIL
4. LA CHUTE DE MILJUKOV ET LA FORMATION DU GOUVERNEMENT DE COALITION
CHAPITRE VIII - L'EXPERIENCE DE LA COALITION (MAI-JUIN 1917)
1. LES PARTIS, L'OPINION ET LA COALITION
2. LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LA COALITION
3. L'ACTION DE KERENSKI, MINISTRE DE LA GUERRE
CHAPITRE VIII - L'EXPÉRIENCE DE LA COALITION (suite)
4. DANS LES VILLES : LA GUERRE SOCIALE
5. DANS LES CAMPAGNES : PREMIERS DÉSORDRES
6. LA RÉVOLUTION RUSSE ET LES NATIONALITÉS
CHAPITRE IX - LA RÉVOLUTION CONTINUE…
1. LE DÉSORDRE GAGNE
2. LA CONTRE-RÉVOLUTION LÈVE LA TÊTE

3. LA GRANDE PARADE DE LA DÉMOCRATIE
4. LES MANIFESTATIONS DE JUIN
TROISIÈME PARTIE - DÉCOMPOSITION DU RÉGIME DE FÉVRIER
INTRODUCTION
CHAPITRE X - LA CRISE DU RÉGIME POLITIQUE
1. THÉORIE ET PRATIQUE DU DOUBLE-POUVOIR
2. CATALYSEUR DES CRISES, LE PROBLÈME DE LA GUERRE
3. LES JOURNÉES DE 1917 ET LA FAILLITE DU DOUBLE-POUVOIR
CHAPITRE XI - ÉCHEC DE LA CONTRE-RÉVOLUTION
1. ESQUISSE D'UN MODÈLE RUSSE DE RÉSISTANCE À LA RÉVOLUTION
2. KERENSKI ET LE KERENSKISME
3. KORNILOV. CHRONIQUE D'UN PUTSCH MANQUÉ
4. BILAN DU PUTSCH : LE BOLCHEVISME FAIT SURFACE
CHAPITRE XII - FAILLITE DES INSTITUTIONS ET AUTORITÉS TRADITIONNELLES
1. DISPARITION DES AUTORITÉS CIVILES
2. LA RÉVOLUTION À L'ÉGLISE ET À L'UNIVERSITÉ
3. DISJONCTION DE LA FONCTION PATRIOTIQUE ET DE LA FONCTION RÉPRESSIVE DE L'ARMÉE
4. LES RÉSISTANCES : ORDRE INSTITUTIONNEL ET IDENTITÉ NATIONALE
QUATRIÈME PARTIE - NAISSANCE D'UNE SOCIÉTÉ
CHAPITRE XIII - LES NATIONALITÉS : ÉCLATEMENT, RÉ-UNION, FUSION
1. FÉVRIER-OCTOBRE : RUPTURE ENTRE LES NATIONALITÉS ET LE RÉGIME DE FÉVRIER
2. OCTOBRE : LA PAIX, LA STRATÉGIE RÉVOLUTIONNAIRE, ET LE PROBLÈME NATIONAL
3. INDÉPENDANCE ET INTERNATIONALISME
CHAPITRE XIV - LA RÉVOLUTION AU VILLAGE
1. LIEUX ET MODALITÉS DE LA RÉVOLUTION PAYSANNE L'ISOLEMENT DU VILLAGE RUSSE
2. LES DIFFICULTÉS DE LA RÉVOLUTION PAYSANNE

CHAPITRE XV - LE TRAVAIL CONTRE LE CAPITAL
1. LA RÉVOLUTION À L'USINE
2. LA RÉPONSE DU PATRONAT ET DU GOUVERNEMENT
3. MARASME DE L'ÉCONOMIE
4. DE L'AUTOGESTION À LA NATIONALISATION
CHAPITRE XVI - L'ÉTAT : DES SOVIETS À LA BUREAUCRATIE
1. CONSTITUTION DE L'EMBRYON D'ÉTAT PROLÉTARIEN
2. FORMES DE LA BUREAUCRATISATION ET CONSTITUTION D'UN GROUPE SOCIAL NOUVEAU
3. LES BOLCHEVIKS ET L'AVENIR DE L'ÉTAT
CHAPITRE XVII - LA PRISE DU POUVOIR, OCTOBRE
1. VIOLENCE ET RÉVOLUTION : POURQUOI OCTOBRE ?
2. HISTORIQUE DE L'INSURRECTION D'OCTOBRE
3. DISCUSSION. OCTOBRE : POUVOIR BOLCHEVIK, POUVOIR POPULAIRE
4. LA TERREUR ET LES BOLCHEVIKS
CONCLUSIONS
I. SIGNIFICATION DE L'INSURRECTION D'OCTOBRE
II. OCTOBRE ET LES ORIGINES DU RÉGIME « STALINIEN »
III. LA SOCIÉTÉ NOUVELLE
IV. L'URSS, L'EUROPE : SPÉCIFICITÉ OU SIMILITUDES ?
DOCUMENTS DES PREMIÈRE ET DEUXIÈME PARTIES
1 - K. MARX, F. ENGELS ET LA RÉVOLUTION EN RUSSIE
2 - BAKUNINE ET LE « COMMUNISME » (1867)
3 - PROGRAMME POLITIQUE DU PARTI SOCIAL-DEMOCRATE (1906)
4 - PROGRAMME POLITIQUE DU PARTI SOCIALISTE-RÉVOLUTIONNAIRE (1906)
5 - RAPPORT DE KARL LIEBKNECHT LES HORREURS DES PRISONS RUSSES
6 - PENDANT LA GUERRE : ENTREPRISES TRAVAILLANT POUR LA DÉFENSE

7 - LES OUVRIERS RUSSES ET LA GUERRE
8 - LES SOCIAUX-DEMOCRATES MINORITAIRES ET LA GUERRE L'ORDRE DU JOUR ZALEZSKIJ. – PARIS, PRINTEMPS 1915
9 - LE MANIFESTE DE ZIMMERWALD (7 octobre 1915)
PROLÉTAIRES D'EUROPE !
10 - RÉSOLUTIONS VOTÉES À LA CONFÉRENCE DE KIENTHAL (24-30 avril 1916) LE PROLÉTARIAT ET LA PAIX
I
II
III
11 - LA PARABOLE DE MAKLAKOV
12 - LE PROGRAMME DU « BLOC PROGRESSISTE »
13 - MÉMORANDUM STRUVE, SUR LA SITUATION EN RUSSIE
14 - UNE LETTRE D'ALEXANDRA À NICOLAS II
15 - L'APPEL DES IZVESTIJA À LA POPULATION DE PETROGRAD ET DE RUSSIE
16 - LE MANIFESTE BOLCHEVIK DU 27 FÉVRIER 1917
17 - L'ABDICATION DE NICOLAS II
18 - LA PREMIÈRE DÉCLARATION DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE
19 - UN TRACT ANARCHISTE (23 mars 1917)
20 - L'ABOLITION DES DISCRIMINATIONS FONDÉES SUR LA NATIONALITÉ, LA RELIGION ET L'ORIGINE SOCIALE
21 - APPEL DU SOVIET AUX PEUPLES DU MONDE ENTIER
22 - LETTRE D'UN GROUPE DE SOLDATS DU 202e RÉGIMENT DE MONTAGNE
23 - UNE RÉSOLUTION SUR LA QUESTION AGRAIRE
24 - LES ASPIRATIONS DE LA FEMME EN PAYS D'ISLAM RUSSE
25 - ENQUÊTE DE LA SECTION PROVINCIALE DU SOVIET DE MOSCOU ET DU BUREAU RÉGIONAL DES SOVIETS SUR L'ORGANISATION ET L'ACTIVITÉ DES SOVIETS
26 - LA 5e « LETTRE DE LOIN »
27 - LES THÈSES D'AVRIL
28 - FRATERNISATIONS : LA « TOURNÉE » DE FRUNZE (BOLCHEVIK)

29 - LA NOTE MILJUKOV
30 - APPEL DU COMITÉ EXÉCUTIF DU SOVIET DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS À TOUS LES CITOYENS
31 - ARRÊTÉ DU SOVIET DE PETROGRAD DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS
32 - LA DÉCLARATION GOUVERNEMENTALE DU 5 MAI 1917
33 - RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE PAN-RUSSE DES DÉPUTES-PAYSANS SUR LA QUESTION AGRAIRE
34 - PRISONNIERS DE GUERRE ET RÉFUGIÉS EMPLOYÉS DANS LES EXPLOITATIONS PAYSANNES
DISTRIBUTION DES EXPLOITATIONS PAYSANNES EN FONCTION DU POURCENTAGE DE LEURS TERRES ENSEMENCÉES (Dans le gouvernement de Vladimir)
35 - COMPOSITION DE LA DÉLÉGATION À LA PREMIÈRE CONFÉRENCE DE PETROGRAD DES COMITÉS D'USINE
36 - LE PREMIER UNIVERSAL DE LA RADA
37 - UN TRACT DU GROUPE « PLEKHANOV » (juin 1917) PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE RUSSE
DOCUMENTS DES TROISIÈME ET QUATRIÈME PARTIES
1 - N. BUKHARINE : LA GUERRE ET LE SOCIALISME RÉVOLUTIONNAIRE
2 - MESSAGES DE SOLIDARITÉ… ET AUTRES
3 - VOLINE : BOLCHEVIKS ET ANARCHISTES
4 - LÉNINE : ÉLOGE DE TROTSKI
5 - DES PAYSANS RÉPONDENT À UNE ENQUÊTE Province de Rjazan
6 - RÉSOLUTION DE LA COMMISSION DE LA CONFÉRENCE PAN-RUSSE DES COMITÉS D'USINE SUR LA QUESTION DES RELATIONS ENTRE LES COMITÉS D'USINE ET LES SYNDICATS
7 - PROJET D'ÉLARGISSEMENT DE LA GARDE ROUGE Projet adopté à la séance de l'État-Major général de la Garde Rouge par la représentation des quartiers de Petrograd
8 - ENTRETIEN DE L'AUTEUR AVEC KERENSKI
9 - LÉNINE : L'ART DE L'INSURRECTION
10 - LÉNINE : LE SOCIALISME, C'EST LA SUPPRESSION DE TOUTE BUREAUCRATIE

11 - ILYA EHRENBURG : NAISSANCE DU MYTHE
BIBLIOGRAPHIE DES PREMIÈRE ET DEUXIÈME PARTIES
I. – Instruments de travail
II. – Archives, documents, journaux et publications
III. – Témoignages
IV. – Ouvrages généraux
V. – Travaux portant sur les différents aspects de la révolution
BIBLIOGRAPHIE DES TROISIÈME ET QUATRIÈME PARTIES
I. Instruments de travail
II. Fonds d’archives
III. Histoire de la révolution, histoire du bolchevisme
IV. Documents sur la période juillet-octobre
V. Aspects de la révolution
VI. Bilan et interprétation de la révolution d’Octobre
BIBLIOGRAPHIE COMPLÉMENTAIRE
1. Sur les origines de la révolution
2. Sur la révolution de 1917-1921
3. Sur la Révolution de 1917 dans le contexte de l’histoire de la Russie
4. Cycle romanesque
INDEX